



3 1761 11649262 0



Digitized by the Internet Archive
in 2023 with funding from
University of Toronto

<https://archive.org/details/31761116492620>

CAL
X412
- 024

101

Gouvernement
Publications

SENATE
HOUSE OF COMMONS

Issue No. 1

Thursday, March 17, 1994
Thursday, April 21, 1994

Joint Chairs:

The Honourable Gerald Ottenheimer, Senator
Pierrette L. Ringuette-Maltais, M.P.

SÉNAT
CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 1

Le jeudi 17 mars 1994
Le jeudi 21 avril 1994

Coprésidents:

L'honorable Gerald Ottenheimer, sénateur
Pierrette L. Ringuette-Maltais, député

*Minutes of Proceedings and Evidence of the Standing Joint
Committee of the Senate and of the House of Commons on*

Official Languages

*Procès-verbaux et témoignages du Comité mixte permanent
du Sénat et de la Chambre des communes des*

Langues officielles

RESPECTING:

March 17, 1994

Organization meeting pursuant to Standing Order 106(1) and
106(2)

April 21, 1994

Annual Report 1993 of the Commissioner of Official
Languages

CONCERNANT:

Le 17 mars 1994

Séance d'organisation conformément aux articles 106(1) et
106(2) du Règlement

Le 21 avril 1994

Rapport annuel 1993 du Commissaire aux langues officielles

WITNESS:

(See back cover)

TÉMOIN:

(Voir à l'endos)



STANDING JOINT COMMITTEE OF THE SENATE AND OF
THE HOUSE OF COMMONS ON OFFICIAL LANGUAGES

Joint Chairs: The Honourable Gerald Ottenheimer, Senator
Pierrette L. Ringuette-Maltais, M.P.

Joint Vice-Chairs: Warren Allmand
Pierre de Savoye

Representing the Senate:

The Honourable Senators

Eymard Corbin
Gerald Ottenheimer
Jean-Claude Rivest

Representing the House of Commons:

Members

Warren Allmand
Eugène Bellemare
Don Boudria
Pierre de Savoye
Dan McTeague
Bob Ringma
Pierrette L. Ringuette-Maltais

Associate Member

Suzanne Tremblay

(Quorum 6)

Jacques Lahaie

Serge Pelletier

Joint Clerks of the Committee

COMITÉ MIXTE PERMANENT DU SÉNAT ET DE LA
CHAMBRE DES COMMUNES DES LANGUES OFFICIELLES

Coprésidents: L'honorable Gerald Ottenheimer, sénateur
Pierrette L. Ringuette-Maltais, député

Vice-coprésidents: Warren Allmand
Pierre de Savoye

Représentant le Sénat:

Les honorables sénateurs

Eymard Corbin
Gerald Ottenheimer
Jean-Claude Rivest

Représentant la Chambre des communes:

Membres

Warren Allmand
Eugène Bellemare
Don Boudria
Pierre de Savoye
Dan McTeague
Bob Ringma
Pierrette L. Ringuette-Maltais

Membre associé

Suzanne Tremblay

(Quorum 6)

Les cogreffiers du Comité

Jacques Lahaie

Serge Pelletier

ORDERS OF REFERENCE OF THE HOUSE OF COMMONS**ORDRES DE RENVOI DE LA CHAMBRE DES COMMUNES**

Extract from the Votes and Proceedings of the House of Commons of Tuesday, February 1, 1994:

Pursuant to Standing Order 104, your Committee recommends that Members to serve on the Standing Joint Committee be as follows:

Official Languages**Members**

Réginald Bélair
Eugène Bellemare
Don Boudria
Maurice Dumas
Dan McTeague
Bob Ringma
Pierrette L. Ringuette-Maltais

It is further recommended that a message be sent to the Senate to acquaint their Honours of the names of the Members to serve on behalf of this House on the Standing Joint Committees

Friday, February 11, 1994

Pursuant to Standing Order 114 and Report of the Striking Committee adopted February 11, 1994:

Warren Allmand replaced Réginald Bélair.

Thursday, April 14, 1994

Pursuant to Standing Order 114 and Report of the Striking Committee adopted April 14, 1994:

Pierre de Savoye replaced Maurice Dumas.

Suzanne Tremblay was added to the list of Associate Member of the Standing Joint Committee on Official Languages.

Extract from the Votes & Proceedings of the House of Commons of Thursday, February 24, 1994

A message was received from the Senate as follows:

Extrait des Procès-verbaux de la Chambre des communes du mardi 1^{er} février 1994

Conformément à l'article 104 du Règlement, votre Comité recommande que les députés devant siéger au sein des Comités mixtes permanents soient les suivants:

Langues officielles**Membres**

Réginald Bélair
Eugène Bellemare
Don Boudria
Maurice Dumas
Dan McTeague
Bob Ringma
Pierrette L. Ringuette-Maltais

Votre comité recommande enfin qu'un message soit transmis au Sénat afin d'informer les honorables sénateurs des noms des députés qui représenteront la Chambre aux comités mixtes permanents.

Le vendredi 11 février 1994

Conformément à l'article 114 du Règlement et au Rapport du Comité de sélection adopté le 11 février 1994:

Warren Allmand remplace Réginald Bélair.

Le jeudi 14 avril 1994

Conformément à l'article 114 et au Rapport du Comité de sélection adopté le 14 avril 1994:

Pierre de Savoye remplace Maurice Dumas.

Suzanne Tremblay a été ajoutée à la liste des membres associés du Comité mixte permanent des langues officielles.

Extrait des Procès-verbaux de la Chambre des communes du jeudi 24 février 1994

Le Sénat transmet un message à la Chambre des communes dont voici le texte:

ORDERED: That a Message be sent to the House of Commons to inform that House that the Honourable Senators Corbin, Nolin and Rivest have been appointed to act on behalf of the Senate on the Standing Joint Committee on Official Languages.

ORDONNÉ: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que les honorables sénateurs Corbin, Nolin et Rivest ont été nommés pour représenter le Sénat au Comité mixte permanent des langues officielles.

ORDERED: That a Message be sent to the House of Commons to inform that House that the expenditures set out in Privy Council Vote 25 of the Estimates for the fiscal year ending the 31st March, 1995, has been referred to the Standing Joint Committee on Official Languages.

ORDONNÉ: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que les dépenses projetées au crédit 25 du Conseil privé pour l'exercice se terminant le 31 mars 1995 ont été déferées au Comité mixte permanent des langues officielles.

ATTEST

ATTESTÉ

Le Greffier de la Chambre des communes

ROBERT MARLEAU

Clerk of the House

ORDER OF REFERENCE OF THE SENATE

Wednesday, March 23, 1994

ORDERED: That a Message be sent to the House of Commons to inform that House that the name of the Honourable Senator Ottenheimer has been substituted for that of the Honourable Senator Nolin on the list of Senators serving on the Standing Joint Committee on Official Languages.

ATTEST

ORDRE DE RENVOI DU SÉNAT

Le mercredi 23 mars 1994

ORDONNÉ: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le nom de l'honorable sénateur Ottenheimer a été substitué à celui de l'honorable sénateur Nolin sur la liste des sénateurs qui font partie du Comité mixte permanent des langues officielles.

ATTESTÉ

Le Greffier du Sénat

PAUL C. BÉLISLE

Clerk of the Senate

PROCÈS-VERBAUX

LE JEUDI 17 MARS 1994

(1)

[Texte]

Le Comité mixte permanent des langues officielles se réunit aujourd'hui, à 15 h 40, dans la pièce 112-N de l'édifice du Centre pour fin d'organisation.

Membres du comité présents:

Représentant le Sénat: Eymard Corbin, Pierre-Claude Nolin, Jean-Claude Rivest.

Représentant la Chambre des communes: Eugène Bellemare, Don Boudria, Maurice Dumas, Dan McTeague, Bob Ringma, Pierrette L. Ringuette-Maltais.

Aussi présents: Du Service de recherche de la Bibliothèque du Parlement: Françoise Coulombe, Me Daniel Dupras, Marc Leman, attachés de recherche.

Le cogreffier de la Chambre des communes préside à l'élection du coprésident.

Maurice Dumas, appuyé par Don Boudria, propose, — Que Pierrette L. Ringuette-Maltais soit élue coprésidente du Comité.

La motion, mise aux voix, est adoptée.

Le cogreffier, déclare Pierrette L. Ringuette-Maltais dûment élu coprésidente du Comité.

Concernant l'élection de la coprésidence du Sénat, il a été convenu que le vote sur cette question soit reporté à une date ultérieure.

Don Boudria, appuyé par Eugène Bellemare, propose, — Que Warren Allmand soit élu vice-coprésident du Comité. (*in absentia*)

La motion, mise aux voix, est adoptée.

Du consentement unanime, il est convenu qu'en l'absence d'élection de la coprésidence du Sénat les décisions prises à cette réunion soient considérées acceptées par l'ensemble des membres du comité.

Sur motion du sénateur Jean-Claude Rivest, il est convenu, — Que le Comité fasse imprimer les *Procès-verbaux et témoignages* suivant le nombre prescrit par le Bureau de régie interne.

Sur motion du sénateur Eymard G. Corbin, il est convenu, — Que le coprésident soit autorisé à tenir des séances pour entendre des témoignages et à en autoriser l'impression, en l'absence de quorum dans la mesure où il y a quatre membres présents et que les deux Chambres, le gouvernement et l'opposition soient représentés.

Sur motion du sénateur Jean-Claude Rivest, il est convenu, — Que tous les documents distribués aux membres du Comité le soient dans les deux langues officielles.

Sur motion de Maurice Dumas, il est convenu, — Que, à la discrétion des coprésidents du comité et conformément à la politique du Bureau de régie interne, les témoins invités à comparaître devant le Comité soient remboursés de leurs frais de déplacements et de séjour jugés raisonnables et ce, à raison de tout au plus deux (2) délégués par organisme.

MINUTES OF PROCEEDINGS

THURSDAY, MARCH 17, 1994

(1)

[Translation]

The Standing Joint Committee on Official Languages met at 3:40 o'clock p.m. this day, in Room 112-N, Centre Block, for the purpose of organizing.

Members of the Committee present:

Representing the Senate: the Hon. Eymard Corbin, Pierre-Claude Nolin, Jean-Claude Rivest.

Representing the House of Commons: Warren Allmand, Eugène Bellemare, Don Boudria, Maurice Dumas, Dan McTeague, Bob Ringma, Pierrette L. Ringuette-Maltais.

In attendance: From the Research Branch of the Library of Parliament: Françoise Coulombe, Daniel Dupras and Marc Leman, Research Officers.

The Joint Clerk for the House of Commons presided over the election of a Joint Chair.

Maurice Dumas, seconded by Don Boudria, moved, — That Pierrette L. Ringuette-Maltais be elected Joint Chair of the Committee.

The question being put on the motion, it was agreed.

The Joint Clerk declared Pierrette L. Ringuette-Maltais duly elected Joint Chair of the Committee.

It was agreed, — That the vote for the election of a Joint Chair for the Senate be postponed.

Don Boudria, seconded by Eugène Bellemare, moved, — That Warren Allmand be elected Vice-Chair of the Committee. (*in absentia*)

The question being put on the motion, it was agreed to.

By unanimous consent, it was agreed, — That, in the absence of a Joint Chair elected for the Senate, all decisions taken at this day's meeting are deemed adopted by all members of the Committee.

On motion of Senator Jean-Claude Rivest, it was agreed, — That the Committee print the number of copies of its *Minutes of Proceedings and Evidence*, as established by the Board of Internal Economy.

On motion of Senator Eymard G. Corbin, it was agreed, — That the Joint Chair be authorized to hold meetings in order to receive evidence and authorizes printing when a quorum is not present provided that four members are present, and both Houses, government and opposition are represented.

On motion of Senator Jean-Claude Rivest, it was agreed, — That all the documents distributed to the members of the Committee be in both official languages.

On motion of Maurice Dumas, it was agreed, — That, as established by the Board of Internal Economy and at the discretion of the Joint Chairs, reasonable travelling and living expenses be reimbursed to witnesses invited to appear before the Committee, and that for such a payment of expenses, a limit of two (2) representatives per organization be established.

Sur motion de Maurice Dumas, il est convenu, — Que, lors de l'interrogatoire des témoins, une période de 30 minutes soit consacrée à chaque témoin ou groupe de témoins à être accordée comme suit:

- 10 minutes aux témoins pour leur exposé et
- 5 minutes à chaque autre intervenant, à moins de motion contraire à l'occasion.

Du consentement unanime, il est convenu, — Que les *Procès-verbaux et témoignages* soient imprimés après chaque réunion publique.

Du consentement unanime, il est convenu, — Que le coprésident du Sénat soit autorisé à obtenir la permission d'engager des dépenses ne pouvant dépasser \$10 000.00 en attendant l'approbation du budget des comités.

Du consentement unanime, il est convenu, — Que le coprésident du Sénat soit autorisé à obtenir la permission du Sénat pour que ce comité puisse siéger durant les séances du Sénat.

Sur motion du sénateur Corbin, il est convenu, — Que notwithstanding la portée générale de la décision concernant l'audition de témoignage et l'impression de fascicules en l'absence de quorum, lorsque les membres d'une des deux Chambres sont convoqués pour un vote, le comité suspende ou ajourne ses travaux, selon les circonstances, à la conclusion du vote et le retour à la séance du comité des sénateurs ou des députés.

Il a été convenu, que le comité invite le président du Conseil du Trésor ainsi que le Commissaire aux langues officielles à comparaître au cours des prochaines semaines sur leur rapport annuel.

À 17 h 00, le Comité s'ajourne jusqu'à nouvelle convocation de la présidence.

LE JEUDI 21 AVRIL 1994

(2)

Le Comité mixte permanent des langues officielles se réunit aujourd'hui, à 15 h 25, dans la pièce 112-N de l'édifice du Centre, sous la présidence de Pierrette L. Ringuette-Maltais (*coprésidente*).

Membres du Comité présents:

Représentant le Sénat: Eymard Corbin, Gerald Ottenheimer, Jean-Claude Rivest.

Représentant la Chambre des communes: Warren Allmand, Eugène Bellemare, Don Boudria, Pierre de Savoye, Dan McTeague, Pierrette L. Ringuette-Maltais.

Membre suppléant présent: Jim Silye pour Bob Ringma.

Aussi présents: Du Service de recherche de la Bibliothèque du Parlement: Françoise Coulombe, Me Daniel Dupras et Marc Leman, attachés de recherche.

Témoin: Du Bureau du Commissaire aux langues officielles: Victor C. Goldbloom, Commissaire aux langues officielles.

En conformité de l'alinéa 108(4)b) du Règlement, le Comité examine le rapport annuel de 1993 du Commissaire aux langues officielles.

On motion of Maurice Dumas, it was agreed, — That during public hearings, a period not exceeding thirty minutes be allocated to each witness or group of witnesses, as follows:

- 10 minutes to witnesses for their opening remarks;
- 5 minutes to each subsequent questioner, unless otherwise specified.

By unanimous consent, it was agreed, — That the *Minutes of Proceedings and Evidence* be printed for each public meeting.

By unanimous consent, it was agreed, — That the Joint Chair from the Senate be authorized to request from the appropriate authority permission to incur expenses not exceeding 10,000 \$ before the Committee's budget is considered.

By unanimous consent, it was agreed, — That the Joint Chair from the Senate be authorized to request from the Senate that this Committee be empowered to sit during sittings of the Senate.

On motion of Senator Corbin, it was agreed, — That, notwithstanding the general scope of the decision concerning the hearing and printing of evidence when a quorum is not present, when members of either House are called for a vote, the Committee shall suspend or adjourn its proceedings, depending on circumstances, until the vote is over and the Senators or Members of Parliament have returned to the Committee meeting.

It was agreed, — That the Committee invite to appear the President of the Treasury Board and the Commissioner of Official Languages during next weeks, on their annual reports.

At 5:00 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

THURSDAY, APRIL 21, 1994

(2)

The Standing Joint Committee on Official Languages met at 3:25 o'clock p.m. this day, in Room 112-N, Centre Block, the Joint Chair, Pierrette L. Ringuette-Maltais, presiding.

Members of the Committee present:

Representing the Senate: Eymard Corbin, Gerald Ottenheimer, Jean-Claude Rivest.

Representing the House of Commons: Warren Allmand, Eugène Bellemare, Don Boudria, Pierre de Savoye, Dan McTeague, Pierrette L. Ringuette-Maltais.

Acting Member present: Jim Silye for Bob Ringma.

In attendance: From the Research Branch of the Library of Parliament: Françoise Coulombe, Daniel Dupras and Marc Leman, Research Officers.

Witness: From the Office of the Commissioner of Official Languages: Dr. Victor C. Goldbloom, Commissioner of Official Languages.

Pursuant to Standing Order 108(4)b), the Committee considered Annual Report 1993 of the Commissioner of Official Languages.

La coprésidente du comité procède à l'élection du coprésident du Sénat.

Le sénateur Jean-Claude Rivest, appuyé par le sénateur Corbin propose, — Que le sénateur Ottenheimer soit élu coprésident du Comité.

La motion, mise aux voix, est adoptée.

Warren Allmand, appuyé par Eugène Bellemare propose que Pierre de Savoye soit élu vice-coprésident du Comité.

La motion, mise aux voix, est adoptée.

Victor Goldbloom fait un exposé et répond aux questions.

À 16 h 45, le Comité s'ajourne jusqu'à nouvelle convocation de la présidence.

The Joint Chair of the Committee proceeded to the election of a Joint Chair for the Senate.

Senator Jean-Claude Rivest, seconded by Senator Corbin, moved, — That Senator Ottenheimer be elected Joint Chair of the Committee.

The question being put on the motion, it was agreed to.

Warren Allmand, seconded by Eugène Bellemare, moved, — That Pierre de Savoye be elected Joint Vice-Chair of the Committee.

The question being put on the motion, it was agreed to.

Victor Goldbloom made a statement and answered questions.

At 4:45 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

Le cograffier du Comité

Jacques Lahaie

Jacques Lahaie

Joint Clerk of the Committee

[Texte]

EVIDENCE

[Recorded by Electronic Apparatus]

Thursday, March 17, 1994

[Traduction]

TÉMOIGNAGES

[Enregistrement électronique]

Le jeudi 17 mars 1994

● 1536

Le cogreffier (M. Lahaie): À l'ordre!

Membres du Comité, il y a un quorum. En conformité des articles 106(1) et 106(2) du Règlement, le choix d'un président est le premier item à l'ordre du jour. Je suis prêt à recevoir des motions à cet effet.

Hon. members, I see a quorum. In conformity with Standing Orders 106(1) and 106(2), your first item of business is to elect a chair. I am ready to receive motions to that effect.

M. Dumas (Argenteuil—Papineau): Je propose M^{me} Pierrette Ringuette-Maltais à la présidence.

Le cogreffier (M. Lahaie): M. Dumas propose que M^{me} Pierrette Ringuette-Maltais soit élue coprésidente du Comité.

La motion est adoptée

Le cogreffier (M. Lahaie): Je déclare la motion adoptée et M^{me} Ringuette-Maltais dûment élue coprésidente du Comité.

M. Bellemare (Carleton—Gloucester): J'ai une question. Je félicite M^{me} Ringuette-Maltais, députée du Nouveau-Brunswick, d'avoir été élue coprésidente, par acclamation.

Madame la présidente, j'aimerais connaître les traditions à ce Comité, étant donné que c'est ma toute première participation. Une personne du Nouveau-Brunswick vient d'être élue à la coprésidence. Cela veut-il dire qu'il faut absolument que l'autre coprésident vienne du Québec? Et comme nous avons élu une députée, est-ce la tradition d'élire maintenant un sénateur à la coprésidence? Est-ce bien le cas?

Une voix: Oui.

M. Bellemare: Très bien. Maintenant, étant donné que c'est le Comité mixte permanent des langues officielles, et que les langues officielles, quant qu'à moi, sont le français et l'anglais, ne devrait-on pas maintenant élire un coprésident de langue anglaise? Quelle est la tradition dans ce cas?

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Monsieur le greffier.

Le cogreffier (M. Lahaie): Je n'étais pas greffier du Comité des langues officielles auparavant, mais mon collègue, Serge, pourrait répondre à cette question.

Quand le Comité était mixte, dans le passé, il y avait un coprésident, qui était M. Desjardins, et la coprésidente était alors la sénatrice Wood.

M. Bellemare: Donc, il y avait un Canadien de langue anglaise, un Canadien ou une Canadienne de langue française, et puis on avait, de cette façon-là, des coprésidents qui représentaient toute la nation et non pas seulement une langue. Je trouve cela une très bonne tradition.

The Joint Clerk (Mr. Lahaie): Order!

Honourable members, I see a quorum. Pursuant to Standing Orders 106(1) and 106(2), the first item on the agenda is the election of a Chairman. I am ready to receive motions to that effect.

Honorable members, je vois qu'il y a un quorum. En conformité avec les articles 106(1) et 106(2) du Règlement, le choix d'un président est votre premier article à l'ordre du jour. Je suis prêt à recevoir des motions à cet effet.

Mr. Dumas (Argenteuil—Papineau): I move that Mrs. Pierrette Ringuette-Maltais be appointed Chair of the Committee.

The Joint Clerk (Mr. Lahaie): Moved by Mr. Dumas that Mrs. Pierrette Ringuette-Maltais be elected Joint Chairman of the Committee.

Motion carried

The Joint Clerk (Mr. Lahaie): The motion carries, and I declare Mrs. Ringuette-Maltais duly elected Joint Chairman of the Committee.

Mr. Bellemare (Carleton—Gloucester): I have a question. I congratulate Mrs. Ringuette-Maltais a member of Parliament from New Brunswick, on being elected Joint Chairman by acclamation.

Madam Chair, I would like to know what the traditions are on this Committee, because this is the very first time I have been a member of it. Someone from New Brunswick has just been elected Joint Chairman. Does that mean that the other Joint Chairman absolutely has to be from Quebec? And given that we elected a member of Parliament, is the tradition to now elect a Senator as the other Joint Chairman? Is that how it works?

An hon. member: Yes.

Mr. Bellemare: Fine. Now given that this is the Standing Joint Committee on Official Languages, and that the official languages of Canada are French and English, shouldn't we now elect an English speaking Joint Chairman? What is the tradition?

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Mr. Lahaie?

The Joint Clerk (Mr. Lahaie): I was not the Clerk of the Official Languages Committee in the past, but my colleague Serge could answer that question.

In the past, when the committee was a Joint Committee, one of the Joint Chairmen was Mr. Desjardins and the other Joint Chairman was Senator Wood.

Mr. Bellemare: So there was one English-speaking Canadian and one French-speaking Canadian, and so that way, we had Joint Chairs that represented the entire nation, not just one language. I think that's a very good tradition.

[Text]

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Sénateur Corbin.

Le sénateur Corbin (Grand-Sault): Je voudrais prendre la parole là-dessus parce que je crois que de tous les sénateurs et députés autour de la table, je suis celui qui a le premier siégé au Comité des langues officielles.

[Translation]

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Senator Corbin.

Senator Corbin (Grand-Sault): I would like to speak on this matter, because I believe that of all the Senators and members of Parliament around the table, I am the first one to have sat on the Official Languages Committee.

• 1540

Je tiens d'abord à vous dire que lorsque le Comité fut mis sur pied, il y avait eu des négociations non seulement entre les partis politiques, mais entre les deux Chambres et nous avons convenu, à l'époque, de la formule suivante qui me paraît avoir été suivie en toute circonstance depuis. Vous pourriez vous référer à la partie 7 du cahier qu'on vous a remis. Vous verrez que le bref résumé historique démontre ce que j'avance.

Il avait alors été convenu que, par exemple, si le coprésident représentant la Chambre des communes était de langue française—l'origine provinciale n'a jamais été un facteur dans les négociations—et du parti du gouvernement, le coprésident représentant le Sénat était de l'opposition et de langue anglaise afin de mieux refléter la situation canadienne où vous avez des régions où vivent en minorité des francophones et, dans d'autres des anglophones.

Nous avons convenu également que tout se déroulerait de façon non partisane et je crois qu'en grande partie, le Comité a pu faire ses travaux sans afficher de partisanerie à outrance. Tout s'est fait généralement d'un commun accord avec d'excellents résultats dans l'ensemble, au cours des années.

Personnellement, je considère que cette formule-là devrait être maintenue, à telle enseigne qu'à un certain moment, ayant été pressenti comme représentant du Sénat, je me suis tout de suite désisté pour la simple raison qu'on avait pressenti Mme Pierrette Ringuette-Maltais comme coprésidente pour représenter la Chambre des communes, et que, par hasard, nous sommes tous les deux de la même région. Elle est députée de la région pour laquelle moi-même j'ai été député, donc, je trouvais que c'était un non-sens que d'avoir des coprésidents qui viennent tous les deux de la même région.

La Loi sur les langues officielles s'applique aux deux groupes linguistiques et, quant à moi, je voudrais bien que la composition de la présidence reflète non seulement cette tradition qui a été établie à la suite d'un accord entre les partis en présence à l'époque et qui a toujours été respectée par la suite. Je voudrais bien que cela se poursuive.

Voilà ce que j'avais à dire pour le moment.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Sur le même sujet, monsieur Boudria?

M. Boudria (Glengarry—Prescott—Russell): Je ne sais pas si cela peut aider le Comité, mais pour épargner du temps, car à ce moment, c'est surtout cela le problème, je vais proposer tout à l'heure que M. Warren Allmand soit élu vice-coprésident pour la Chambre des communes. Donc, il y aura un vice-président de langue anglaise sur ce Comité.

First of all, I would like to say that when the committee was established, negotiations were held not only among the political parties, but also between the two Chambers, and at the time, we agreed on the following arrangement, which I believe has been followed ever since, in all circumstances. You could refer to part 7 of the briefing book that was given to you. You will see that the brief background summary shows what I am saying.

So at the time, it had been agreed that if the Joint Chairman representing the House of Commons, for instance, was a francophone—the person's province of origin was never a factor in the negotiations—and from the governing party, the Joint Chairman representing the Senate was from the opposition and was an anglophone so that the committee would better reflect the situation in Canada, where you have some regions where francophones are the minority, while in other regions the anglophones are the minority.

We also agreed that the committee would operate in a non-partisan fashion, and I believe for the most part, it was able to carry out its work without displaying any excessive partisanship. Generally speaking, everything was done by consensus, and overall, over the years the results were excellent.

Personally, I think that this arrangement should be kept, so much so that at one time, I had been sounded out to sit on the committee as a representative from the Senate, but I immediately turned down the offer, for the simple reason that Mrs. Pierrette Ringuette-Maltais had been approached to serve as Joint Chairman from the House of Commons, and as chance would have it, both of us are from the same region. She is a Member of Parliament representing the region that I myself represented when I was a member, so I didn't think it made any sense to have two Joint Chairmans both from the same region.

The Official Languages Act applies to both language groups, and in my view, the choice of the Joint Chairmans should reflect this tradition which was established in accordance with an agreement among the parties in place at the time, and an agreement which has always been respected ever since. I would certainly like this arrangement to continue.

That's what I have to say for the time being.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Would you like to speak on the same subject, Mr. Boudria?

Mr. Boudria (Glengarry—Prescott—Russell): I don't know if this will help the committee, but just to save time, because right now that's what the main problem is, in a few moments I am going to move that Mr. Warren Allmand be elected vice-chairman from the House of Commons. That way, there will be an English-speaking vice-chairman on the committee.

[Texte]

Ce n'est pas tout à fait la même chose qu'avait demandée mon collègue M. Bellemare, mais je pensais apporter cela à l'attention du Comité pour corriger, au moins en partie, une lacune qui a été si bien identifiée.

Dans un deuxième temps, la problématique est la suivante: compte tenu que c'est l'opposition au Sénat qui nomme le coprésident représentant le Sénat, il est assez difficile pour moi, à titre de député libéral, de suggérer aux conservateurs qu'ils devraient nommer un coprésident de langue anglaise. Nous penserions, qu'ils y auraient pensé eux-mêmes. En tout cas, je ne sais pas ce que l'on peut faire aujourd'hui, à part peut-être différer le choix du coprésident représentant le Sénat, si le Comité le juge à propos, à la prochaine réunion pour que les membres puissent y réfléchir une autre fois. C'est peut-être cela la solution.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Sénateur Rivest.

• 1545

Le sénateur Rivest (Stadacona): Brièvement, je veux simplement signaler que le Sénat a adopté une motion désignant trois sénateurs pour le représenter au Comité, soit les sénateurs Corbin, Nolin et moi-même. La coprésidence n'a pas été décidée par le caucus uniquement; bien que, politiquement parlant, cela vienne du caucus, c'est une résolution du Sénat pour qu'un des postes revienne à un sénateur... Par contre, pour ne révéler de secret à personne, j'ai été plus ou moins approché pour la coprésidence et, personnellement, je tiens à participer aux travaux du Comité car la question des langues officielles m'intéresse.

Par ailleurs, et je m'adresse seulement aux sénateurs, je ne sais pas ce que mon collègue Nolin en pense, mais je suis sensible aux arguments du sénateur Corbin. Étant donné que c'est la dualité qui doit primer, je trouve que c'est un peu la tradition à ce Comité que les coprésidents soient un francophone et un anglophone.

Je ne sais pas ce que le sénateur Nolin ou d'autres en pensent mais, y aurait-il péril en la demeure si l'on confiait jusqu'à la prochaine séance, les destinées de notre Comité, comme l'a suggéré M. Boudria à la coprésidente qui vient d'être élue et que l'on cherche à s'entendre de notre côté.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Si cette question était différée au Sénat, j'aimerais demander au sénateur Rivest quel est le délai envisagé en ce qui a trait à la prochaine réunion du Comité? Je tiens à souligner aux membres que, à cause de la participation du Sénat, on a dû attendre un temps considérable avant de débiter nos travaux.

Le sénateur Rivest: Personnellement, je suis disponible et je suis prêt à accepter la coprésidence. Si le Sénat veut apporter des changements dans sa représentation, il pourra le faire plus tard en adoptant une résolution. Nous sommes prêts, alors procédons.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Sénateur Nolin.

Le sénateur Nolin (De Salaberry): Il est certain que ça va prendre une représentation des deux langues officielles à la coprésidence, cela m'apparaît évident.

[Traduction]

That's not exactly the same thing that my colleague Mr. Bellemare had requested, but I thought I would point that out to the committee so that we could at least partly correct this shortcoming, which was so well described.

Secondly, here's the problem: given that it's the opposition in the Senate that appoints the Joint Chairman representing the Senate, it is rather difficult for me, a Liberal Member of Parliament, to suggest to the Conservatives that they should appoint an English-speaking Joint Chairman. We would think that they would have thought of that themselves. In any event, I don't know what we can do today, except perhaps postpone the selection of the Joint Chairman from the Senate, if the committee so chooses, until the next meeting so that the committee members can think about this matter some more. Perhaps that's the solution.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Senator Rivest.

Senator Rivest (Stadacona): To be brief, I would just like to point out that the Senate passed a motion to designate three senators to represent it on the Committee, namely Senators Corbin, Nolin and myself. It was not just the caucus that decided who would be the Joint Chairman; even though, politically speaking the decision comes from the caucus, but the Senate passed a resolution so that one of the positions would be given to a senator... On the other hand, I suppose this doesn't come as a surprise to anyone, but I was more or less approached to be Joint Chairman, and personally, I do look forward to taking part in this Committee's work, because the issue of official languages interests me.

Furthermore, and I am speaking only to the senators, I don't know what my colleague Senator Nolin thinks, but I am sensitive to Senator Corbin's arguments. Given that the principle of duality should have precedence, I think that the tradition of this Committee is to have a francophone as one Joint Chairman and an anglophone as the other Joint Chairman.

I don't know what Senator Nolin or the others think, but, I don't think there is any hurry and we could wait until the next meeting to decide the fate of our Committee, as Mr. Boudria suggested to the Joint Chairman who was just elected, and in the meantime we can try to come to an agreement on our side.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): If this question is referred to the Senate, I would like to ask Senator Rivest when the next meeting of the Committee would be held. I'd like to point out to the members that because of the Senate's participation, we had to wait quite a while before we could begin our work.

Senator Rivest: Personally, I am available, and I am willing to become the Joint Chairman. If the Senate wants to change its representatives, it could do so later on by adopting a resolution. We are ready, so let's go ahead.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Senator Nolin.

Senator Nolin (De Salaberry): It seems obvious to me that the Joint Chairmans must be representing both official languages.

[Text]

Maintenant, selon la suggestion de M. Boudria, si vous nous proposez M. Allmand comme vice-coprésident, personnellement, je n'ai aucun problème et il y aura, à ce moment-là, un Canadien de langue anglaise.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Monsieur Ringma.

M. Ringma (Nanaïmo—Cowichan): Pour combien de temps les coprésidents sont-ils élus? C'est six mois, un an, quatre ans, une session, jusqu'à la fin de juin?

M. Boudria: Jusqu'au prochain discours du Trône.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Jusqu'au prochain discours du Trône.

Est-ce que je comprends qu'il y aurait un consensus chez les représentants du Sénat pour nommer M. Allmand?

Le sénateur Corbin: Vous créez un autre problème. Si vous éliez un vice-coprésident représentant la Chambre des communes, on va, tant qu'à faire, élire un vice-coprésident représentant le Sénat.

Le sénateur Nolin: Je pense qu'il faut être efficace. C'est la seule chose qui m'intéresse.

Le sénateur Corbin: Si vous voulez nous entendre à l'occasion d'une deuxième ronde, peut-être qu'on pourrait trouver une solution?

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Monsieur Bellemare.

M. Bellemare: S'il y en a qui sont prêts, moi je ne le suis pas. On ne doit pas présumer qui sera vice-coprésident. Actuellement, nous avons une coprésidente et nous pouvons faire la réunion.

En tant que Canadien, je veux m'assurer, dans un Comité comme le nôtre, que l'égalité des deux langues soit respectée, c'est-à-dire, qu'il y ait une coprésidence représentant chacune des deux langues. On a élu une coprésidente de langue française et, personnellement, j'insiste pour que le Comité élise un coprésident ou une coprésidente de langue anglaise.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Pourrait-on élire, de façon intérimaire aujourd'hui, un coprésident représentant le Sénat?

M. Boudria: Madame la présidente, si j'ai bien saisi, il y a un représentant de la Chambre des communes et un représentant du Sénat, qui agissent à titre de coprésidents.

Il doit également y avoir des vice-coprésidents, l'un de la Chambre et l'autre du Sénat.

Si je comprends bien, il n'y a pas de consensus chez les sénateurs quant à leur choix pour la coprésidence. On va être obligé de traiter de ce dossier-là dans quelques instants.

Toutefois, cela concerne le Sénat. Du côté de la Chambre des communes, il y aura ensuite lieu d'élire un vice-coprésident et il y aura aussi lieu d'élire un vice-coprésident représentant le Sénat. Plus tôt, lorsque je vous ai révélé ma proposition, c'était bien sûr pour tenter d'aider le Comité à en arriver à cet équilibre.

[Translation]

Now, Mr. Boudria has suggested that we elect Mr. Allmand as Vice Joint Chairman, and personally, I don't have any problem with that, and that way, we would have an English-speaking Canadian.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Mr. Ringma.

Mr. Ringma (Nanaïmo—Cowichan): How long are the Joint Chairmans elected for? Six months, one year, four years, one session, or is it until the end of June?

Mr. Boudria: Until the next speech from the Throne.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Until the next speech from the Throne.

Should I understand that Senate representatives would agree to electing Mr. Allmand?

Senator Corbin: You are creating another problem. If you elect a Vice Joint Chairman from the House of Commons, we might as well elect a Vice Joint Chairman from the Senate.

Senator Nolin: I think we have to be efficient. That's the only thing that concerns me.

Senator Corbin: If you would like to hear us on a second round, perhaps we could then find a solution?

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Mr. Bellemare.

Mr. Bellemare: Some people may be ready, but I'm not. We mustn't presume who the Vice Joint Chairman will be. At present, we have our Joint Chairman and we can hold the meeting.

As a Canadian, I want to make sure that our Committee gives equal status to both languages, i.e. that we have two Joint Chairs, one representing each of the two official languages. We have elected a French-speaking Joint Chairman, and personally, I would insist that the Committee elect an English-speaking Joint Chair.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Could we elect a Joint Chairman from the Senate today, on an interim basis?

Mr. Boudria: Madam Chair, unless I'm mistaken, there is a representative from the House of Commons and a representative from the Senate who act as Joint Chairmans.

We also have to have two Vice Joint Chairmans, one from the House of Commons and the other from the Senate.

If I have understood everything correctly, there is no consensus amongst the Senators as to their choice of a Joint Chairman. We will have to deal with this matter shortly.

Nevertheless, this is a matter for the Senate. We will have to proceed with the election of a Vice Joint Chairman representing the House of Commons as well as a Vice Joint Chairman representing the Senate. The objective of my proposal, which I revealed to you earlier, was obviously to try and help the Committee strike this balance.

[Texte]

[Traduction]

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Monsieur Dumas.

M. Dumas: Personnellement, j'ai beaucoup de respect pour M. Allmand, mais je vous ferai remarquer que la coprésidente et le coprésident dont on parlait, M. Allmand, représentent tous les deux le même parti à la Chambre des communes. C'est pour cela que je serais tenté de m'opposer à ce que M. Allmand siège à titre de coprésident.

M. Boudria: Ce n'est pas ça que j'ai dit.

M. Dumas: On parlait de cela plus tôt.

M. Boudria: Vice-coprésident!

M. Dumas: Vice-coprésident. Excusez-moi. Je pensais qu'on parlait de lui comme coprésident.

M. Boudria: Non. Un coprésident, il y en a un représentant chaque Chambre. On parlait du vice-coprésident représentant la Chambre des communes.

M. Dumas: Parfait.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Est-ce que vous permettez que je demande conseil à M. le greffier.

Le sénateur Corbin: Consultez celui du Sénat également.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): J'attendrais donc une motion pour une nomination comme coprésident représentant le Sénat.

Le sénateur Corbin: Je voudrais prendre la parole avant que vous fassiez cela. J'avais cédé mon temps à mon collègue d'en face. Me permettez-vous un commentaire?

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Sénateur Corbin.

Le sénateur Corbin: Ce qui me préoccupe, c'est que la Loi sur les langues officielles doit être appliquée partout au Canada dans les institutions fédérales, etc. Je crois que ce Comité doit refléter, dans la mesure du possible, et c'est possible de le faire, les intérêts des deux groupes linguistiques.

La tradition a voulu qu'on ait fait cela par le passé. Cela a été un point de départ. Je pense que si cela n'avait pas été une considération capitale dès le départ, le Comité n'aurait jamais vu le jour à l'époque. Cela a été le résultat de négociations et de compromis.

Vous pouvez avoir deux coprésidents de langue française si vous voulez, et je m'en féliciterais, je suis de langue française. Mais, ne pensez pas, par exemple, que vous allez attirer plus de sympathie du côté des anglophones en voulant contrôler le Comité par des coprésidents de langue française seulement. Ça ne marchera pas. C'est créer des tensions inutiles. On veut opérer dans une atmosphère quand même détendue. On veut éviter la partisanerie. Je dis: tout cela, ce n'est pas personnel. Ça n'a rien à voir avec les personnalités en cause.

Le sénateur Rivest: Ça serait bien de valeur que ce soit personnel. Moi qui voulait être président de quelque chose.

Le sénateur Corbin: Ah oui! Forcément c'est personnel car le Parti progressiste-conservateur au Sénat nous a envoyé deux sénateurs de langue française seulement. En d'autres termes, il n'y a pas un anglophone du Sénat ici présent. Nous sommes trois francophones.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Mr. Dumas.

Mr. Dumas: Personally, I have a great deal of respect of Mr. Allmand, however, I would point out that both the elected Joint Chairman and the Joint Chairman we were discussing, namely, Mr. Allmand, represent the same party in the House of Commons. This is why I'm tempted to object to Mr. Allmand sitting as Joint Chairman.

Mr. Boudria: That is not what I said.

Mr. Dumas: We talked about that earlier.

Mr. Boudria: Vice Joint Chairman!

Mr. Dumas: Vice Joint Chairman. Pardon me. I thought that we were talking about him as a Joint Chairman.

Mr. Boudria: No. There is a Joint Chairman to represent each House. We were talking about a Vice Joint Chairman representing the House of Commons.

Mr. Dumas: Great.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Would you allow me to ask the Clerk for his advice.

Senator Corbin: Consult the Senate Clerk as well.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): I will wait for a motion to appoint a Joint Chairman representing the Senate.

Senator Corbin: I would like to speak before you proceed. I yielded the floor to my colleague on the other side. Would you allow me to make a comment?

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Senator Corbin.

Senator Corbin: What concerns me is the fact that the Official Languages Act must be enforced throughout Canada in federal institutions, etc. I believe that this committee must reflect inasmuch as it is possible and, indeed, it is possible, the interests of both language groups.

It has always been our tradition in the past. This has been a starting point. Had this not been a major consideration at the outset, I feel that this committee would never have seen light of day at that time. This was a result of negotiations and compromises.

You can have two French-speaking Joint Chairmen if you would like, and I would be delighted about this since I am a francophone. However, I do not think that you are going to earn the sympathy of anglophones if the Committee is run by French-speaking Joint Chairmen only. It won't work. You will be creating unnecessary pressures. We want to work in a relaxed atmosphere. We want to avoid partisanship. This is nothing personal. This has nothing to do with the individuals we are discussing.

Senator Rivest: That would be great if it were personal. And I wanted to be president of something.

Senator Corbin: Oh yes! Of course, it is personal since the Progressive Conservative Party in the Senate sent us only two French-speaking senators. In other words, there are no anglophones from the Senate here. The three of us are francophones.

[Text]

Il y a des équilibres à réaliser. Je pense que ce n'est pas une bonne chose pour ce Comité. Donc, personnellement, j'ai envoyé des signaux au leadership de mon parti. Je leur ai dit de s'entretenir avec leurs vis-à-vis, puis je vois que rien n'a changé.

• 1555

Donc, je n'appuierai pas une deuxième coprésidence de langue française.

Sénateur, je propose qu'on diffère toute l'affaire, qu'on se donne un moment de réflexion, si vous voulez. Retournez donc à votre caucus avec cela, puis expliquez leur la situation. Le sénateur Murray était le coprésident en 1980, lorsqu'on a mis le Comité sur pied, et il pourra vous le dire et vous donner l'historique de l'affaire. Si vous revenez et décidez de ne pas respecter cette espèce d'équilibre, soit! On vivra avec cela. Pardon?

Le sénateur Nolin: Pourquoi devrions-nous le respecter?

Le sénateur Rivest: Les Libéraux auraient pu déléguer des sénateurs anglophones. Cela nous aurait aidés.

M. Boudria: Eh bien, non! Le vice-coprésident doit venir de l'opposition. Naturellement, si vous voulez qu'on ait tous les présidents, cela ne me fait rien. À titre de whip adjoint du gouvernement, je m'en réjouis.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Monsieur Bellemare, vous avez demandé la parole.

Le sénateur Corbin: J'ai proposé qu'on diffère le vote. C'est noté?

Une voix: Oui.

Le sénateur Corbin: J'en fais une motion.

M. Bellemare: Je vais appuyer cela, mais j'aimerais ajouter qu'il semblerait que nous, les députés libéraux, sommes prêts à avoir un coprésident et un vice-coprésident ou une coprésidente et une vice-coprésidente.

On montre ce qui est logique et les sénateurs devraient suivre cet exemple. Si nous, députés de la Chambre basse, constatons que notre pays est bilingue, je trouve que les sénateurs de la Chambre haute devraient acquiescer à la nomination d'un coprésident de langue anglaise. Ils nous ont aidés à élire une députée de langue française. Ils devraient retourner à leur caucus puis dire: voici la décision. Le plus grand bien de l'État canadien veut qu'on ne commence pas du mauvais pied. La question des langues officielles est tellement importante, qu'il est impératif que les principes des langues officielles soient respectés dans l'élection de la coprésidence de ce Comité. Donc, si de la part des représentants de la Chambre des communes, on veut élire un vice-coprésident de langue anglaise, nous sommes prêts. J'implore les sénateurs de respecter les deux langues officielles du Canada.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Sénateur Rivest.

Le sénateur Rivest: Je suis bien sensible aux arguments du député de Carleton—Gloucester. Je pense qu'on peut convenir de suspendre la réunion. Le sénateur Nolin et moi-même allons faire rapport à notre caucus pour éventuellement revenir si on doit modifier. . .

[Translation]

We have to achieve some type of balance. I think that this is not a good thing for this committee. I took it upon myself to send some signals to the leadership of my party. I told them to discuss this issue with their counterparts but I see that nothing has changed.

Therefore, I will not support a second French-speaking co-chair.

Senator, I would suggest that we postpone this entire matter, that we take some time to think about it, if you would like. Go back to your caucus and explain the situation. Senator Murray was the Joint Chairman in 1980, when this committee was first constituted, and he can fill you in and provide you with some background on the issue. Should you come back and inform us that you have decided not to respect this type of balance, so be it! We will live with that. Pardon me?

Senator Nolin: Why should we respect it?

Senator Rivest: The Liberals could have appointed anglophone senators. That would have helped us.

Mr. Boudria: Oh no it wouldn't! The Vice Joint Chairman must come from the opposition. Naturally, if you want us to have all the Chair positions, that wouldn't matter to me. As the government's deputy whip, I would be quite delighted by this prospect.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Mr. Bellemare, you wanted to say something?

Senator Corbin: I have moved that we postpone the vote. Has that been noted?

An honourable member: Yes.

Senator Corbin: I make it a motion.

Mr. Bellemare: I will support that, however, I would like to add that it would appear that we, Liberal members of Parliament, are willing to have a Joint Chairman and a Vice Joint Chairman.

We have shown what is logical and the senators should follow this example. If we, the members of the Lower House, have noted that our country is bilingual, I feel that the senators from the Upper Chamber should agree to the appointment of an English-speaking Joint Chairman. They helped us appoint a French-speaking member of Parliament. They should return to their caucus and say: here is the decision. We must, in the greater interest of Canada, ensure that we get off on the right foot. Given the importance of the subject, it is imperative that we comply with the principles pertaining to official languages in electing the person who is to Joint Chairman this committee. Therefore, if the representatives of the House of Commons wish to elect an English-speaking Vice Joint Chairman, we are prepared to do so. I would beseech the senators to respect Canada's two official languages.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Senator Rivest.

Senator Rivest: I am very sensitive to the arguments raised by the member from Carleton—Gloucester. I think that we can agree to adjourn the meeting. Senator Nolin and I will report to our caucus. We will come back if we have to amend. . .

[Texte]

M. Boudria: Ce que l'on demande.

Le sénateur Rivest: On retournera devant le Sénat, et on vous enverra une autre proposition.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): D'accord.

Le sénateur Rivest: Il y aura, de notre côté, un sénateur anglophone si vraiment c'est la décision du Sénat. Sinon, comme on l'a signalé, on devra continuer comme ça.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Il est proposé par le sénateur Corbin, appuyé par le sénateur Rivest, de différer le vote pour la coprésidence du Sénat.

La motion est adoptée

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): On va maintenant procéder à l'élection de la vice-coprésidence, Chambre des communes. A-t-on une proposition?

M. Boudria: Madame la présidente, j'aimerais proposer l'honorable Warren Allmand à titre de vice-coprésident pour la Chambre des communes.

M. Bellemare: J'appuie la motion, puisque que mon collègue d'en face n'est pas enthousiaste.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Nous avons une proposition pour l'élection de M. Warren Allmand à titre de vice-coprésident représentant la Chambre des communes.

La motion est adoptée

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Sénateur Rivest?

Le sénateur Rivest: Est-ce qu'il va falloir désigner également un vice-coprésident représentant le Sénat?

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Il faudra que dans vos caucus respectifs vous puissiez. . .

Le sénateur Rivest: On peut différer ce vote également. Donc, même attitude que pour la coprésidence. Il faudra «mixer», si c'est un francophone ou un anglophone.

• 1600

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): J'aimerais pouvoir vous entretenir d'une autre motion, qui est routinière dans les comités, mais qui est quand même fort importante pour le nôtre, à savoir:

Que le Comité fasse imprimer les procès-verbaux et témoignages suivant le nombre prescrit par le Bureau de régie interne.

J'aurais besoin d'une proposition pour cette motion.

Sénateur Rivest?

Le sénateur Corbin: Je ne comprends pas la formule: par le Bureau de régie interne. Qu'est-ce que cela veut dire?

Le cogreffier (M. Lahaie): C'est 550 copies.

Le sénateur Corbin: 550?

Le cogreffier (M. Lahaie): Le nombre est déterminé par le Bureau de régie interne de la Chambre, et c'est un budget global.

[Traduction]

Mr. Boudria: That is what we have requested.

Senator Rivest: We will go back to the Senate and we will send you another motion.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Agreed.

Senator Rivest: If the Senate so decides, we will be sending an anglophone senator. If not, as was pointed out, we will have to continue as is.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): It is moved by Senator Corbin, seconded by Senator Rivest, that we postpone the vote regarding the Senate Joint Chairman.

Motion agreed to

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): We will not proceed with the election of a Vice Joint Chairman for the House of Commons. Do we have a motion?

Mr. Boudria: Madam Chair, I would like to move that the Hon. Warren Allmand be elected Vice Joint Chairman for the House of Commons.

Mr. Bellemare: I second the motion, since my colleague on the other side is not enthusiastic.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): We have a motion to elect Mr. Warren Allmand Vice Joint Chairman representing the House of Commons.

Motion agreed to

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Senator Rivest?

Senator Rivest: Are we also going to have to appoint a Vice Joint Chairman to represent the Senate?

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): In your respective caucuses you must be able to. . .

Senator Rivest: We can postpone this vote as well. So, same thing as for the Joint Chairman. We will have to ensure a mix, if it's a francophone or an anglophone.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): I would like to discuss another motion, one that is routine in committees, but which is nevertheless extremely important to ours, namely:

That the committee print its minutes of proceedings and evidence as established by the Board of Internal Economy.

I need someone to move this motion.

Senator Rivest?

Senator Corbin: I do not understand what is meant by as established by the Board of Internal Economy. What does that mean?

The Joint Clerk (Mr. Lahaie): 550 copies.

Senator Corbin: 550?

Joint Clerk (Mr. Lahaie): The number is established by the House of Commons Board of Internal Economy, and it is a total budget.

[Text]

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): C'est cela.

Le sénateur Corbin: Les frais de ce Comité sont payés un tiers, deux tiers par les deux Chambres, c'est bien cela?

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): C'est cela.

Le sénateur Corbin: Mais c'est la Chambre des communes qui imprime le compte rendu, les procès-verbaux, etc.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): C'est cela.

Le sénateur Nolin: Est-ce que cela semble suffisant?

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): On peut adopter cette motion et, si au cours de nos délibérations on se rend compte qu'on doit imprimer des exemplaires en plus ou en moins, on pourra s'ajuster et adopter une autre motion, à ce moment-là.

M. McTeague (Ontario): Donc, la motion est très flexible.

Le sénateur Rivest: La motion indique que c'est le Bureau de régie interne qui décide, ce n'est pas nous; on fera donc une demande au Bureau de régie interne, et c'est eux qui détermineront le nombre. Très bien.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): C'est cela.

La motion est adoptée

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): La prochaine motion se lit ainsi:

Que le président soit autorisé à tenir des séances pour entendre des témoignages et en autoriser l'impression en l'absence de quorum.

Le sénateur Corbin: Je voudrais qu'on ajoute, en amendement à la motion, les mots «en autant que les deux Chambres soient représentées» si ce n'est pas tacitement compris dans la formulation de la motion.

C'est dans la deuxième partie. Je n'avais pas lu la deuxième partie. D'accord, il faut le savoir.

M. Bellemare: C'est pour cela que je suis ici, pour vous aider un peu.

Le sénateur Corbin: Il faut que le gouvernement et l'opposition soient représentés. Très bien.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Monsieur Bellemare.

M. Bellemare: Est-ce qu'on prend des notes, est-ce que c'est enregistré?

Nonobstant que nous n'ayons pas de coprésident *or a co-president or co-chairman* nous sommes tous d'accord de procéder d'une façon correcte et nous acceptons toutes les décisions de cette réunion? Je n'aimerais pas avoir un soi-disant expert légiste qui se présente et qui désorganiserait la prochaine réunion.

J'aimerais donc proposer qu'il soit convenu que nous acceptons tous, ceux qui sont présents aujourd'hui, les décisions faites en l'absence d'une nomination représentant le Sénat à la coprésidence.

Le sénateur Rivest: Je comprends le point du député. Il veut s'assurer que le Comité siège légalement même s'il n'a élu qu'une seule coprésidence.

[Translation]

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): That's right.

Senator Corbin: One-third, two-thirds of the expenditures of this committee are paid by both Houses, is that right?

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): That's right.

Senator Corbin: But the House of Commons prints the minutes of proceedings, etc.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): That's right.

Senator Nolin: Does that appear to be adequate?

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): We can adopt this motion and, during the course of our proceedings if it becomes apparent that we need to print either more or fewer copies, we can make an adjustment and adopt another motion at that time.

Mr. McTeague (Ontario): The motion is therefore very flexible.

Senator Rivest: The motion indicates that it is the Board of Internal Economy that makes the decision, not us; we therefore have to submit a request to the Board of Internal Economy and they will then establish the number. Very well.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): That's right.

Motion agreed to

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): The next motion is as follows:

That the chairman be authorized to hold meetings, to receive evidence and to authorize the printing thereof when a quorum is not present.

Senator Corbin: As an amendment to the motion, I would like to add the words "providing that both Houses are represented" if this is not tacitly understood in the wording of the motion.

It says so in the second part. I had not read the second part. Okay, you had to know that.

Mr. Bellemare: That is why I am here, to give you a bit of help.

Senator Corbin: Both the government and the opposition must be represented. Very well.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Mr. Bellemare.

Mr. Bellemare: Are we taking notes, is this being recorded?

Despite the fact that we do not have a co-chairman or a co-president, do we all agree to proceed in an appropriate manner and do we accept all of the decisions made during this meeting? I would not like to see a so-called legal expert show up and undo everything during the next meeting.

I would therefore like to move that all present today hereby accept the decisions made even though no Senate co-chairman has been elected.

Senator Rivest: I understand the member's point of view. He wants to ensure that the committee is sitting legally even though only one co-chairman has been elected.

[Texte]

Une voix: Oui.

Le sénateur Rivest: Pas de problème!

M. Bellemare: J'aurais une question à ajouter. La question est très bonne, le point est très bon.

Si nous sommes tous élus, que l'exécutif du Comité est en place, la question du sénateur est très bonne, s'il en manque un de votre côté, on procède quand même. Mais, aujourd'hui, à la première réunion, il nous manque 50 p. 100 de la tête.

Le sénateur Rivest: Il n'y a pas de différence entre la première et les autres réunions. Le Comité siège, il a le droit de siéger avec un seul président.

M. Bellemare: On a le droit d'être absent?

Le sénateur Rivest: Ça vaut pour la première et la deuxième réunions.

M. Bellemare: Si en notre absence, aux prochaines réunions. . . Il est certain que l'on manquera des réunions pour une raison ou pour une autre.

[Traduction]

An hon. member: Yes.

Senator Rivest: No problem!

Mr. Bellemare: I have another question to add. The question is very good, the point is well taken.

If we are all elected, if the committee executive is in place, the question raised by the senator is very good, if someone is missing from your side, we will go ahead all the same. However, today, at the first meeting, we are missing half of the chairmanship.

Senator Rivest: There is no difference between the first and the other meetings. The committee is sitting, it is entitled to sit with only one chairman.

Mr. Bellemare: Do we have the right to be absent?

Senator Rivest: That goes for the first and second meetings.

Mr. Bellemare: If in our absence, during the next few meetings. . . And we are certainly going to miss meetings for one reason or another.

• 1605

Pour cela, j'aimerais bien madame la coprésidente, à moins qu'il y ait des gens mal intentionnés parmi le groupe, ce que je doute, qu'on convienne que les décisions adoptées aujourd'hui ne seront pas renversées plus tard.

Le sénateur Rivest: Plus de problème!

M. Bellemare: Donc, vous allez voter en faveur de cette résolution?

Le sénateur Rivest: On vous le promet.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Est-ce qu'il y a consentement unanime pour cette motion afin de rassurer le député Bellemare?

Une voix: La quiétude du député.

Le sénateur Nolin: Parfait, je n'ai pas de problème. La réunion a été convoquée légalement par un greffier?

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Oui.

Le sénateur Nolin: Bon. L'assemblée est souveraine. Arrêtons de nous préoccuper avec des choses comme cela. Mais, pour satisfaire vos préoccupations, je suis d'accord. C'est unanime, on est tous d'accord. Personne ne va soulever la légalité de ce qui a été décidé aujourd'hui.

En tout cas, ça ne viendra pas de nous.

La motion est adoptée

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Poursuivons.

M. Bellemare: J'ai un deuxième point, madame la présidente.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Monsieur Bellemare.

M. Bellemare: Je ne veux pas donner d'attaque de coeur à personne, mais. . .

That is why Madam Joint Chairman, unless some among us are ill intentioned, which I doubt very much, I think we should agree that any decision made today will not be overturned later on.

Senator Rivest: No problem!

Mr. Bellemare: Therefore, you will vote for this motion?

Senator Rivest: Count on it.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Is there unanimous consent for this motion just to reassure Mr. Bellemare?

A hon. member: For the peace of mind of the member.

Senator Nolin: I have no problem with this. The meeting was called as per the rules by a Clerk?

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Yes.

Senator Nolin: Very well. Everything is in order. Let's not worry about things like that. But, just for your peace of mind, I will agree. Everyone has agreed. Nobody will call into question what has been decided today.

At least we won't.

Motion agreed to

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Let's go on.

Mr. Bellemare: I have another point, Madam Chair.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Mr. Bellemare.

Mr. Bellemare: I don't want to give a heart attack to anyone, but. . .

[Text]

Une voix: Tu as une job à faire et tu es payé pour ça.

M. Bellemare: Le sénateur Corbin a voulu faire un ajout en lisant une partie de texte, du moins il en a deviné le texte. C'est bien dit que c'est une option additionnelle. Est-ce que j'ai bien compris que le sénateur Corbin proposait cette option additionnelle et que nous allions voter sur la proposition entière?

Le sénateur Corbin: J'ai proposé une motion. Si ce n'est pas clair, c'est ce que j'avais proposé.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): La motion se lirait comme suit:

Que le président soit autorisé à tenir la séance pour entendre des témoignages et à en autoriser l'impression en l'absence de quorum à condition qu'au moins. . .

Combien de députés voulez-vous indiquer sur la motion qui soient présents?

Le cogreffier (M. Lahaie): Vous voulez dire combien de membres car il y a des sénateurs.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Oui.

Le sénateur Corbin: On peut faire nôtre le texte qu'il y a là dans la mesure où il y a quatre membres présents. Par membre, on entend député et sénateur, et que les deux Chambres, le gouvernement et l'opposition, soient représentés.

M. McTeague: Est-ce qu'on entend par cela que ce sont les deux partis de l'opposition ou simplement un parti de l'opposition,

because I think the point is important. Do both opposition members have to be here

ou bien, est-ce que ce sont les. . .

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Non. C'est pour constituer un quorum.

M. McTeague: D'accord. Mais quand on dit l'opposition, on prend pour acquis que c'est l'opposition, mais est-ce qu'il faut avoir les deux partis?

M. Bellemare: Madame la présidente.

Le coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Monsieur Bellemare.

M. Bellemare: Ayant l'expérience de d'autres comités, et je suis membre de d'autres comités également, j'aimerais dire au député Zed, qu'il ne faut pas que le gouvernement monopolise les réunions mais qu'on donne la chance à l'opposition d'être représentée. L'opposition ne veut pas dire tous les membres de tous les partis reconnus et non reconnus. Un membre de l'opposition suffit. Sans cela, on va avoir des problèmes de quorum.

Le sénateur Rivest: Est-ce que cela veut dire que si le sénateur Corbin, par exemple, ne pouvait pas assister à une réunion pour une raison ou pour une autre. . .

Le sénateur Corbin: Je ne suis pas remplacé. Il n'y a pas de représentant de mon parti.

Le sénateur Rivest: Vous n'êtes pas remplacé? En tout cas, je trouve ça bizarre.

[Translation]

A voice: You have a job to do and you're paid to do it.

Mr. Bellemare: Senator Corbin wanted to make an addition and read part of a text, or at least he suggested an amendment. It is pointed out that this is an optional addition. Did I understand correctly? Did Senator Corbin suggest that optional addition? Are we going to vote on the motion with the optional addition?

Senator Corbin: I had moved a motion. If it is not clear, that is what I had suggested.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): The motion would be as follows:

That the Chairman be authorized to hold meetings in order to receive an authorized printing of evidence when a quorum is not present provided that at least. . .

How many members do you think should be present?

The Joint Clerk (Mr. Lahaie): You mean members of the committee because there also are Senators.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Yes.

Senator Corbin: We can simply specify in the motion that there should be four members present. By member, we mean a member of Parliament and a Senator, from both Houses, representing the government and the opposition.

Mr. McTeague: Do we mean that members from both opposition parties or only from one opposition party should be present

parce que je crois que c'est un aspect important. Est-ce que les deux représentants de l'opposition devraient être présents

or is it rather the. . .

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): No. It is to have a quorum.

Mr. McTeague: Very well. But when we say the opposition, we know we mean a representative from the opposition party, but do we mean that both opposition parties should be represented?

Mr. Bellemare: Madam Joint Chairperson.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Mr. Bellemare.

Mr. Bellemare: I've sat on other committees before, and I'm currently a member of other committees; I would like to point out to Mr. Zed that the government must not monopolize the meetings, the Opposition must be represented. When we say opposition it doesn't mean all members from all recognized and non-recognized parties. A member of the Opposition is enough. Otherwise, we will have trouble getting a quorum.

Senator Rivest: Does it mean that if for example Senator Corbin could not come to a meeting for whatever reason. . .

Senator Corbin: I am not replaced. There would be no representative from my party.

Senator Rivest: You are not replaced? I find that somewhat strange.

[Texte]

Le sénateur Corbin: Je pense que d'intention, je suis le seul Libéral du Sénat. Si je m'absente et qu'il n'y a personne qui me remplace, mais qu'il y a des libéraux de la Chambre des communes qui siègent au Comité, les partis sont représentés.

Le sénateur Rivest: Cela ne vaut pas pour les deux Chambres. C'est clair dans la résolution.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Non. Les deux Chambres doivent être représentées lors de nos réunions.

Senator Rivest: That's it.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Que ce soit des membres du Parti libéral, du Parti progressiste-conservateur, du Bloc québécois ou du Parti réformiste.

Le sénateur Rivest: D'abord qu'il y a quelqu'un du gouvernement et de l'opposition, peu importe la Chambre, ça marche.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): C'est cela.

Le sénateur Rivest: Merci.

• 1610

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Je vous lis la motion?

M. Ringma: Madame la présidente, ai-je bien compris en discutant le point numéro 2, que nous sommes d'accord qu'il faut avoir un membre de l'opposition, que ça soit Bloc ou Réformiste?

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): C'est cela.

M. Ringma: Pas de problème avec ça.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Je vous lis la proposition telle que modifiée par le sénateur Corbin.

Que le président soit autorisé à tenir des séances pour entendre des témoignages et en autoriser l'impression en l'absence de quorum, à condition qu'au moins quatre membres soient présents et que les deux Chambres soient représentées ainsi qu'un membre du parti de l'Opposition.

Ce n'est pas très poétique, mais. . .

Le sénateur Corbin: J'enlèverais le mot «du parti de l'opposition». Je dirais opposition avec un petit *o*, pas opposition officielle.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Donc: ainsi qu'un membre de l'opposition.

Le sénateur Corbin: De l'opposition, quelle qu'elle soit.

Le sénateur Rivest: L'opposition avec une minuscule, pas une majuscule.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): De l'opposition. Étant donné qu'on est un comité mixte. Dois-je relire la proposition avant de mettre la question aux voix?

M. McTeague: Je pense que ça a été compris, à moins que. . .

[Traduction]

Senator Corbin: I think that it is intended that I would be the only Liberal representative from the Senate. If I am not present at a meeting and nobody replaces me, there are still Liberal party representatives from the House of Commons that are members of this committee; therefore all parties are represented.

Senator Rivest: But this does not apply to both Houses. It is obvious in the motion.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette—Maltais): No. Both Houses must be represented at our meetings.

Le sénateur Rivest: C'est exact.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette—Maltais): Be they members from the Liberal Party, the Progressive Conservative Party, the Bloc Québécois or the Reform Party.

Senator Rivest: As long as there is a representative from the government and the opposition, for either House, there's no problem.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette—Maltais): That's right.

Senator Rivest: Thank you.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette—Maltais): Do you want me to read the motion?

Mr. Ringma: Madam Chairman. Have we agreed on motion 2 that a member of the opposition, be it from the Bloc or the Reform Party, must be present?

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette—Maltais): That's right.

Mr. Ringma: I agree with that.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette—Maltais): Let me read the motion as amended by Senator Corbin.

That the Chairman be authorized to hold meetings in order to receive and authorize the printing of evidence when a quorum is not present provided that at least four members be present, that both Houses be represented and that a member of the Opposition Party be present.

This is not quite poetry, but. . .

Senator Corbin: I would remove the words "Opposition Party". I would simply say opposition with a lower case *o*, not the Official opposition.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette—Maltais): Therefore: and that a member of the opposition be present.

Senator Corbin: A member of the opposition, whatever the party may be.

Senator Rivest: Opposition with a small *o*.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette—Maltais): A member from the opposition. Since we are a joint committee. Must I read the motion again before I put it to a vote?

Mr. McTeague: I think everyone understood, unless. . .

[Text]

Le sénateur Rivest: Très bien compris par tout le monde.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): C'est bien, sénateur Nolin?

La motion est adoptée à l'unanimité

M. Ringma: Réellement, pour s'assurer que c'est bien compris, le quorum doit être des deux Chambres et le membre de l'opposition de la Chambre des communes.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Any opposition member.

Mr. Ringma: That means that you are the opposition in the Senate.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): There are four opposition members.

M. Ringma: D'après moi, au minimum, il devrait y avoir un représentant soit du Bloc québécois soit du Parti réformiste comme opposition.

Le sénateur Corbin: Mais eux aussi, ils comptent pour l'opposition.

M. Ringma: Oui, d'accord.

Le sénateur Rivest: De la façon dont la motion est rédigée, vous pourriez être l'opposition, le Parti réformiste, et M. Dumas, du Bloc québécois, pourrait ne pas être là.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Cette motion-là est donc adoptée.

Le sénateur Rivest: Par contre, nous on est l'opposition; et si vous n'étiez pas là et si le Bloc québécois n'était pas là mais que nous, nous y étions, il y aurait quorum.

Autrement dit, les droits du Bloc québécois et du Parti réformiste ne sont pas protégés en ce qui a trait au quorum car l'opposition au Sénat peut satisfaire les exigences du quorum.

M. Ringma: Mais c'est pour protéger le droit des Communes.

Le sénateur Rivest: Les droits des Communes ne sont pas protégés comme tels, en ce qui concerne l'opposition.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Pour commencer, il faut prendre en considération que c'est un comité mixte, un comité de la Chambre et du Sénat. Deuxièmement, cette proposition nous permet d'entendre des témoignages. Elle ne nous permet pas d'entériner des décisions formelles au nom du Comité mixte permanent des officielles.

M. Ringma: C'est bon.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Est-ce que ça répond à votre question?

Mr. Bellemare: May I clarify for the member of the Reform Party?

What has happened in the past is this. Often you get people who may come from, say, the Yukon or Vancouver. We've brought them in here at great expense. These people are here, they are trying to make a presentation. You and I are both frustrated, we are looking around, people are missing. We don't have a quorum to make decisions.

[Translation]

Senator Rivest: Everyone understood perfectly.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Is everything alright, Senator Nolin?

The motion is carried

Mr. Ringma: Just to make sure that we understand correctly, for a quorum there must be representatives from both Houses as well as from the opposition in the House of Commons.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): N'importe quel député de l'opposition.

M. Ringma: Ça veut dire que vous représentez l'opposition au Sénat.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Il y a quatre représentants de l'opposition.

Mr. Ringma: I believe that there should be at least one representative either from the Bloc Québécois or the Reform Party as an opposition representative.

Senator Corbin: They are also representative of the opposition.

Mr. Ringma: I see.

Senator Rivest: If we go by the text of the motion, you could be an opposition representative, the Reform Party, and Mr. Dumas from the Bloc Québécois could be absent.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Therefore, the motion is carried.

Senator Rivest: However, we are the opposition; if you weren't there and if there was no representative from the Bloc Québécois, but that we were there, there would be a quorum.

In other words, the rights of the Bloc Québécois and the Reform Party are not protected regarding the quorum because the opposition in the Senate, if it sends representatives, ensures that there is quorum.

Mr. Ringma: But it is to protect the rights of members of Parliament.

Senator Rivest: The rights of the Commons are not protected as such, as far as the opposition is concerned.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): First of all, we have to remember that this is a joint committee, a committee of both the House of Commons and the Senate. Moreover, this motion allows us to hear witnesses, it does not allow us to carry official motions on behalf of the Joint Standing Committee on Official Languages.

Mr. Ringma: Very well.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Does that answer your question?

M. Bellemare: Puis-je apporter quelques précisions pour le député du Parti réformiste?

Voici ce qui s'est produit par le passé. Souvent il y a des témoins qui viennent disons du Yukon ou de Vancouver. Nous les avons fait venir à Ottawa et ces déplacements coûtent très cher. Ils sont ici, ils veulent présenter un exposé. Vous et moi sommes découragés car en regardant autour de nous nous constatons que des membres du comité sont absents. Faute de quorum nous ne pouvons pas prendre de décisions.

[Texte]

[Traduction]

• 1615

We accept the fact that we cannot make a decision because of a lack of decisional quorum. However, are we going to tell that person to fly back to Vancouver or the Yukon or Alberta or wherever they come from at our expense, taxpayers' expense?

The custom in committees now is that we have at least a bare number of people—which is short of a decisional quorum—so we can hear the presentation, hear the witnesses. When we pay their bill, we know we've saved the day, and we are all in agreement that we put on record what was heard—assuming you and I are the only ones here, with two others. We've saved everyone a lot of hassle and especially costs. We cannot decide—this is not a quorum to decide, but a rule that says let's not waste money just because they didn't show up.

M. Ringma: Je l'accepte.

M. Bellemare: Merci.

M. Ringma: Il s'agit du témoignage seulement; il ne s'agit pas de prendre une décision.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): C'est cela. Seulement pour le témoignage.

Monsieur McTeague.

M. McTeague: Simplement pour préciser à mon ami du Parti réformiste, je lui dirais que la façon dont c'est rédigé, il est aussi probable qu'il n'y ait pas de membres du gouvernement de représentés.

It works both ways. Under this kind of formula, you may have the prospect of not having anybody from the government side, with the exception of the chair. I say that to allay your concerns that the opposition may not be represented. Yes, it would work. Think about it.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Cette motion a été adoptée à l'unanimité et nous poursuivons avec la motion numéro 3 concernant la Bibliothèque du Parlement.

M. Bellemare: J'en fais la proposition, madame la présidente.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): J'en fais la lecture:

Que le Comité retienne, s'il le juge utile et à la discrétion du président, les services de un ou des attachés de recherche de la Bibliothèque du Parlement pour l'aider dans ses travaux.

On m'indique que les mots «du président» devraient être remplacés par «des coprésidents».

Le sénateur Rivest: Madame la présidente, vous l'avez changé je suppose?

Le sénateur Corbin: J'ai une question. Est-ce que, par hasard, on aurait déjà désigné ces employés de la Bibliothèque, ou cet employé?

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Non, ils n'ont pas encore été désignés.

Sénateur Nolin.

Nous comprenons que nous ne pouvons prendre de décisions lorsqu'il n'y a pas quorum. Cependant, allons-nous dire aux témoins de s'en retourner à Vancouver, au Yukon ou en Alberta à nos frais, aux frais du contribuable?

Les comités ont donc maintenant pour pratique de prévoir un nombre minimal de membres—un nombre inférieur au quorum—afin de pouvoir entendre les témoins. Lorsque nous payons ensuite leurs frais de déplacement, nous savons que nous avons pu les entendre et que leur témoignage figure au compte rendu pour ceux qui étaient absents—si vous et moi sommes les deux seuls présents avec deux autres membres. On épargne ainsi à tous beaucoup de tracas et on réalise des économies. Cela ne nous permet pas de prendre des décisions; c'est simplement une règle qui nous permet d'épargner de l'argent au cas où il n'y aurait pas quorum.

Mr. Ringma: I am in agreement.

Mr. Bellemare: Thank you.

Mr. Ringma: This is only to hear witnesses; it does not allow us to make decisions.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): That's right. Only for the hearing of witnesses.

Mr. McTeague.

Mr. McTeague: I would just like to clarify for my friend from the Reform Party that according to the way the motion is written, it is possible that government members are not represented.

Les deux situations sont possibles. Selon cette formule, il se pourrait qu'aucun député du gouvernement ne soit présent sauf pour le président. Je fais cette précision simplement pour apaiser vos inquiétudes quant à la possibilité que l'Opposition ne soit pas représentée. L'inverse est aussi vraie. Réfléchissez-y.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): The motion is carried unanimously. We will now go on to motion number 3 on the Library of Parliament.

Mr. Bellemare: I so move, madam Chair.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): It reads as follows:

that the committee retain the services of one or more Research Officers from the Library of Parliament, as needed, to assist the committee in its works, at the discretion of the Chairman.

I am told that the words "the Chairman" should be replaced by "the Joint Chairmans".

Senator Rivest: I assume you have changed it, madam Chair?

Senator Corbin: I have a question. Would this or these employees from the Library of Parliament already be chosen?

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): No, they have not been selected yet.

Senator Nolin.

[Text]

Le sénateur Nolin: Je ne crois pas qu'on puisse libeller la proposition selon laquelle les coprésidents proposent. Il n'y en a pas de coprésidents. Il y a une présidente. C'est un . . .

M. Bellemare: Compromis.

Le sénateur Nolin: Exactement. Donc, si on a fait cela, plus tôt. . .

Le sénateur Rivest: Lorsqu'on aura notre coprésident, on présentera une motion pour que le mot «président» dans les motions qui auront été adoptées se lise «coprésidents».

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): On reviendra à cette motion lorsque le coprésident ou la coprésidente, représentant le Sénat. . .

Le sénateur Rivest: Cela a été assez difficile d'avoir un anglais puis un français; s'il faut qu'on ait un homme puis une femme!

Le sénateur Nolin: Est-ce qu'on a identifié un anglophone?

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Vous pourriez faire des efforts. Ce serait apprécié.

Il est proposé que tous les documents distribués aux membres du Comité le soient dans les deux langues officielles.

Monsieur McTeague.

M. McTeague: Il faut la proposer.

Le sénateur Nolin: Je propose. Mais, c'est la loi. À moins qu'on me dise, qu'on me convainque que la loi ne s'applique pas à notre Comité, je pense qu'elle s'applique.

Le législateur n'est pas censé parler pour ne rien dire.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Le greffier m'informe que c'est pour réaffirmer le rôle de ce Comité.

• 1620

Sénateur Bellemare?

M. Bellemare: Je suis simple député, merci.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Il me semble que ça sonne bien.

Mr. Bellemare: The Reform Party, at a government operation committee, brought up the question of whether an MP, for the sake of wanting to save money, would accept only in one of the two official languages. A short, quick, and unfortunate debate did develop, and I want to prevent this here.

I'm suggesting that the publication be in both official languages. That's the law, that's the rule, and that's the game. However, should an MP want to receive his material in only one language—receive—it is his or her choice. In my case, I always want them in both official languages. There might be some MPs who want them in only one language.

In this particular committee we don't appear to have the problem of unilingualism, but I think that sensitivity ought to be looked at. You print to be effective, efficient, and especially very correct under the law of the official languages. But there is still a sense of overprinting. How many prints are we going to have?

[Translation]

Senator Nolin: I don't think that we can word the motion so as to say that it is at the discretion of the Joint Chairmans because we don't have two Joint Chairmans yet. We only have one Chairperson. This is a . . .

Mr. Bellemare: A compromise.

Senator Nolin: Exactly. If we do that instead of. . .

Senator Rivest: When we have selected our other Joint Chairman, we can move a motion so that the word "Chairman" in the motions already carried be replaced by "Joint Chairmans".

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): We'll come back to this motion whenever the Joint Chairman from the Senate. . .

Senator Rivest: It's been hard enough to find an Anglophone and a Francophone, if we now have to have a man a woman!

Senator Nolin: Have we identified an Anglophone?

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): You could try, it would be appreciated.

It is now moved that all the documents distributed to the Committee be in both official languages.

Mr. McTeague.

Mr. McTeague: It has to be moved.

Senator Nolin: I so move. But it's the law anyway. Unless you can convince me that the law doesn't apply to our committee, I think that it does.

Legislation is not passed for nothing.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): The Clerk tells me that this is to reaffirm the role of the Committee.

Senator Bellemare?

Mr. Bellemare: I am just a member of Parliament, thank you.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): It does have a nice ring to it.

M. Bellemare: À une séance du Comité des opérations gouvernementales, un député du Parti réformiste a demandé si un député accepterait de recevoir ses documents dans une seule langue officielle seulement, histoire d'épargner de l'argent. Un débat court mais regrettable a suivi et je ne voudrais pas que cela se reproduise ici.

Je suggère donc que tous les documents soient publiés dans les deux langues officielles. C'est la loi, c'est le règlement, c'est la règle du jeu. Cependant, si un député préfère recevoir ses documents dans une langue seulement, ça devrait être possible. Personnellement, je tiens à ce que tous les documents que je recevrai soient en anglais et en français, mais il y a peut-être des députés qui préféreraient ne les recevoir que dans une langue.

Je ne crois pas que nous ayons un problème d'unilinguisme au sein de ce comité-ci, mais la question demeure délicate. On fera imprimer les documents de façon efficace et économique, mais aussi pour se conformer à la loi des langues officielles. Il ne s'agit pas non plus de faire imprimer trop d'exemplaires. Combien d'exemplaires allons-nous faire imprimer?

[Texte]

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Oui. I think there is absolutely no problem in regard to the distribution of government documents. Where there could be a problem is when we are receiving briefs from different citizens.

I think this committee, as the official languages committee, should receive in both official languages those briefing papers or all pertaining documents.

Nous avons une proposition sur la table, y a-t-il d'autres questions?

Le sénateur Rivest: Je veux juste faire un commentaire.

Si un député ou un membre du Comité ne veut recevoir les documents que dans une langue pour éviter des coûts, je pense que la motion doit rester telle quelle, il n'a qu'à en informer le greffier. Ce n'est pas nécessaire d'inclure cela dans la motion.

Mr. Ringma: Madam Chair, I have a point of clarification.

D'après mon information, monsieur Bellemare, le député qui a soulevé ce point dans un autre comité, c'était M^{me} Bakopanos de Montréal, soit une libérale, par une réformiste.

M. Bellemare: C'était au Comité permanent des opérations gouvernementales, où j'étais présent et c'était une dame du Parti réformiste.

M. Ringma: Êtes-vous certain?

M. Bellemare: Oui. Et là, je suis en train d'acquiescer à la suggestion de cette dame. Je dois admettre que, dans votre cas, vous semblez être bilingue, du moins oralement, et, j'imagine, probablement au point de vue de la lecture aussi. Je ne tenterai pas d'aller plus loin dans mes devinettes. Cependant, par exemple, si M. Marchand, du Bloc québécois, voulait recevoir ses textes exclusivement en français, c'est son droit.

La motion dit que la distribution doit être faite de façon à respecter les deux langues officielles. Personnellement, je préfère recevoir les documents dans les deux langues. Je vérifie, je fais des comparaisons, et j'aime cela. D'autres, n'en aiment pas l'idée.

• 1625

M. Ringma: Quant à moi, je dois être d'accord avec madame la présidente que ce Comité, parmi tous les comités, doit donner l'exemple en nous distribuant les documents dans les deux langues officielles.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Nous avons une proposition.

M. Ringma: Que ce soit différent dans le reste du Canada, c'est bien, c'est une toute autre chose. Ici, ça doit se faire dans les deux langues.

La motion est adoptée

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Pour la rubrique «Dépenses des témoins», la motion se lit comme suit:

Que, à la discrétion du président du Comité, et conformément à la politique du Bureau de régie interne, les témoins invités à comparaître devant le Comité soient remboursés de leurs frais de déplacements et de séjour jugés raisonnables et ce, à raison de tout au plus deux (2) délégués par organisme.

[Traduction]

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Oui. Je ne crois pas que la distribution de documents gouvernementaux pose de problème, mais ce ne sera peut-être pas le cas des mémoires que nous feront parvenir les gens.

Étant donné que notre comité est le Comité des langues officielles, j'estime qu'il devrait demander à recevoir tous les documents dans les deux langues officielles.

A motion is on the table; are there any other questions?

Senator Rivest: Just one comment, if I may.

If a member of the Committee wants to receive his or her documents in only one language to save money, I don't think there's any need to amend the motion; that member only has to tell the Clerk. We don't have to include that in the motion.

M. Ringma: Madame la présidente, j'aimerais faire une mise au point.

I believe, Mister Bellemare, that the member who raised that point in another committee meeting was Mrs. Bakopanos from Montreal, a member of the Liberal Party and not of the Reform Party.

Mr. Bellemare: It was at the Standing Committee on government operations; I was there and it was a lady from the Reform Party.

Mr. Ringma: Are you sure?

Mr. Bellemare: Yes. And in fact I support that lady's suggestion. You seem to be bilingual, you can certainly speak French and I imagine that you can read it too. I wouldn't want to presume any more than that. However, if Mr. Marchand from the Bloc québécois, for example, wanted to receive his documents only in French, that's his prerogative.

The motion says that all documents should be distributed in both official languages. Personally, I like to have my documents in French and in English. I check both versions, I make comparisons, I prefer it that way. Others don't.

Mr. Ringma: Personally, I agree with the Chair that this committee of all committees should set an example and have all documents distributed in both official languages.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): We have a motion.

Mr. Ringma: It may be different in the rest of Canada, but that's another issue. Here everything should be in both languages.

Motion agreed to

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): The motion on "Witness expenses" reads as follows:

That, at the discretion of the Chair, reasonable travelling expenses, as per the regulation established by the Board of Internal Economy, be paid to witnesses invited to appear before the Committee, and that for such payment of expenses a limit of two (2) representatives per organisation be established.

[Text]

Y a-t-il un proposeur pour cette motion?

M. McTeague: Madame la présidente, je m'excuse de vous interrompre. Je voulais simplement savoir si on avait fait cela dans le passé? Je sais que pour d'autres comités, ce budget est de zéro. Je reconnais qu'il est peut-être un peu difficile d'envoyer des gens partout au pays.

I just want to make sure this is not something we haven't done in the past.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltaise): Non. C'est pour les témoins qui sont invités à venir témoigner devant nous.

M. McTeague: C'est la pratique habituelle des comités?

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltaise): Oui.

Le sénateur Nolin: En ce qui a trait au mot «invités», j'aimerais connaître la pratique de ce Comité. Comment fonctionnez-vous? Je sais qu'au Sénat, nous avons quelques fois des problèmes avec le mot «invités» dans le même type de règlement.

Il y en a qui se croient invités parce qu'un membre lui a écrit dans une lettre, «moi, comme membre du comité, je serais intéressé à entendre votre...», mais cela ne veut pas dire que le comité a invité cette personne.

Quelle est la pratique de ce Comité?

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltaise): Je n'ai aucune inquiétude, sans même regarder le passé mais, lorsque les témoins sont invités par le Comité, cela doit se faire par le biais d'une motion de ce Comité.

Le sénateur Nolin: D'accord.

La motion est adoptée

Le sénateur Corbin: Pour ne pas vous prendre par surprise, puis-je vous donner préavis d'une motion que j'ai l'intention de proposer tout à l'heure?

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltaise): Oui, sénateur Corbin.

Le sénateur Corbin: Je la proposerai tout à l'heure.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltaise): Concernant l'interrogatoire des témoins?

Le sénateur Corbin: Non. C'est autre chose. C'est une nouvelle question.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltaise): À la rubrique 6, «L'interrogatoire des témoins».

Que, lors de l'interrogatoire des témoins, une période de 10 minutes soit consacrée à chaque témoin ou groupe de témoins à être accordée comme suit:

15 minutes aux témoins pour leur exposé;

10 minutes au premier intervenant de chaque parti; et

5 minutes à chaque autre intervenant.

Avez-vous des commentaires, suggestions ou modifications? Sénateur Corbin.

[Translation]

Who will move the motion?

Mr. McTeague: Madam Chair, I'm sorry to interrupt. I would just like to know how it was done in the past. I know that for other committees, this budget is nil. I recognize that it may be difficult to send people all over the country.

Je voudrais simplement m'assurer qu'il ne s'agit pas d'un précédent.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltaise): No. This is for the witnesses who are invited to appear before us.

Mr. McTeague: So this is common practice for committees?

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltaise): Yes.

Senator Nolin: When you say that it is for witnesses who are "invited", I would like to know what is the practice in this Committee. How do you work? I know that in the Senate, the word "invited" sometimes causes problems.

People sometimes think that they have been invited when they get a letter from a member of a committee saying "as member of this committee, I would like to hear your point of view", which in fact does not mean that this person has been invited to appear before the committee.

What is this Committee's practice?

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltaise): Whatever was done in the past should not worry you because witnesses can only be invited by the Committee through a motion carried by the Committee.

Senator Nolin: Very well.

Motion agreed to

Senator Corbin: To avoid any surprise, may I inform you now that I intend to move a motion a little later?

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltaise): Yes, senator Corbin.

Senator Corbin: I will move it a little later.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltaise): Is it concerning the questioning of witnesses?

Senator Corbin: No, it's on a totally different matter.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltaise): We're now on paragraph 6, "Questioning of witnesses".

That, during public hearings, a period not exceeding 10 minutes be allocated to each witness or group of witnesses to be allocated as follows:

15 minutes to witnesses for their opening remarks;

10 minutes to the first questioner of each party; and

5 minutes to each subsequent questioner.

Are there any comments, suggestions or amendments? Senator Corbin?

[Texte]

[Traduction]

Le sénateur Corbin: Je crois qu'il devrait y avoir une règle d'exception à ce règlement et, avant de dire cela, j'aurais dû vous demander quel sera le statut du commissaire aux langues officielles à ce Comité? Je pense que par le passé, lui ou son représentant s'asseyait à la table vis-à-vis des coprésidents. C'est un serviteur du Parlement. Le commissaire aux langues officielles est la créature du Parlement canadien.

Je ne sais pas quelle était la pratique tout récemment, au cours de la dernière session du dernier Parlement, mais il était présent comme personnage important et je crois que dans son cas, s'il nous fait un exposé sur une question de fond ou importante, il ne devrait pas y avoir de limite de temps. Il ne devrait pas être soumis à la limite de temps.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Sénateur Rivest.

Le sénateur Rivest: Je veux tout simplement faire un commentaire. On peut garder le texte de la motion tel quel. On pourrait y ajouter une provision, qui n'est peut-être pas nécessaire, pour spécifier que, à moins de décision contraire du Comité, la règle générale s'applique afin que l'ensemble des intervenants le sachent. Cependant, il est évident, comme l'a dit le sénateur Corbin, que lorsque le commissaire aux langues officielles viendra devant le Comité, on adoptera une motion le dispensant de cette règle.

• 1630

Le sénateur Corbin: Je pense également, que les porte-parole du gouvernement que le Comité pourrait convoquer comme témoins, les ministres par exemple, devraient également bénéficier d'une limite de temps plus raisonnable.

Le sénateur Rivest: On présentera une motion au début de leur témoignage.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): C'est une règle générale, un guide. Par contre, on pourrait proposer l'amendement en ajoutant à la motion «à moins de décision contraire du Comité».

Le sénateur Rivest: C'est ça.

M. Ringma: Ou bien ajouter un mot seulement.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Lequel monsieur Ringma?

M. Ringma: «que normalement, lors de l'interrogatoire. . .»

Le sénateur Nolin: Je ne sais pas si vous en faites une motion, mais je ne recommande pas qu'on utilise des mots vagues comme normalement, habituellement ou raisonnablement. À l'occasion, les lois utilisent ce genre de mots. C'est là que commencent les problèmes.

Est-ce que je dois comprendre que l'espace laissé en blanc à la deuxième ligne, c'est le total?

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): C'est le total qui inclurait l'exposé du témoin et . . .

Le sénateur Rivest: C'est combien le total? Cela fait 30 minutes s'il n'y a qu'un seul intervenant.

Une voix: On a adopté une motion, il pourrait y en avoir deux.

Senator Corbin: I think there should be one exception to that rule, but perhaps I should have asked you first what is the status of the Commissioner of Official Languages at this Committee? I think that in the past, he or his representative would sit across the table from the Joint Chairmen. He is a servant of Parliament. The Commissioner of Official Languages is a creature of the Canadian Parliament.

I don't know what has been the recent practice during the last session of the last Parliament, but he was present since he's an important player and I believe that in his case, if he does come to brief us on a major issue, he should have all the time he needs. We should not impose time restrictions on him.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Senator Rivest.

Senator Rivest: I would just like to make a comment. I don't think we need to amend the motion. But we might want to add a provision, which might not even be necessary, to say that unless the Committee decides otherwise, this general rule will apply; all interested parties will then know what to expect. However, as Senator Corbin pointed out, when the Commissioner of Official Languages appears before us, we may want to pass a motion suspending the rule in his case.

Senator Corbin: I also think we should set a more reasonable length of time for government spokespersons such as ministers whom the committee might call as witnesses.

Senator Rivest: We could introduce a motion at the beginning of their testimony.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): This is just a general rule, a guideline. However, we could move an amendment to add "unless the committee decides otherwise".

Senator Rivest: Exactly.

Mr. Ringma: Or we could just add one word.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Which word, Mr. Ringma?

Mr. Ringma: (that normally, during public hearings. . .)

Senator Nolin: I don't know whether that is a motion, but I would not recommend that we use vague words such as normally, usually or reasonably. This type of word sometimes appears in legislation, and that's when problems begin.

Am I to understand that the blank on line 2 is for the total number of minutes?

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): That is the total number of minutes, including the witness' remarks. . .

Senator Rivest: What is the total? If there is only one questioner, the total would be 30 minutes.

An honorable member: We passed a motion, there could be two.

[Text]

Le sénateur Rivest: C'est plus que 30.

Une voix: Il pourrait y en avoir quatre. Il y quatre partis.

Le sénateur Rivest: C'est ça.

M. McTeague: Madame la présidente, je propose comme hypothèse, 15 minutes pour les témoins, 10 minutes pour chacun des premiers intervenants de chaque parti; nous sommes quatre partis. Cela veut dire 55 minutes.

Le sénateur Nolin: Il y a cinq partis.

M. McTeague: Cinq. Oui, je m'excuse.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Aujourd'hui, vous pouvez adopter des amendements à cette ligne directrice, si vous désirez que les témoignages soient de dix minutes et que, par la suite, chaque intervenant de chaque parti ait droit à cinq minutes de questions. C'est une option que nous pouvons regarder.

Le sénateur Nolin: Parlez-nous de vos précédents, de l'expérience du Comité?

Le cogreffier du Sénat (M. Pelletier): On suivait quelque chose qui ressemblait passablement à cela, grosso modo.

Le sénateur Nolin: Vous donniez une plage, disons une heure.

Le cogreffier (M. Pelletier): Absolument.

Le sénateur Nolin: Et là, tout le monde doit entrer dans cette heure-là, à moins que le Comité décide. . .

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Une heure c'est quand même beaucoup pour des témoignages.

Le sénateur Rivest: On n'est pas obligé de le faire.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Eh bien, non! On est quand même assez flexible. Je vous fais la suggestion d'un maximum de quarante-cinq minutes.

Le sénateur Nolin: C'est votre proposition je présume?

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Ce sont des propositions préparées par nos chers cogreffiers.

Monsieur Bellemare.

M. Bellemare: Là où il existe des problèmes, c'est lorsqu'on reçoit des délégations et qu'après nous avoir remis leur document, ils parlent *ad vitam aeternam*. On a leur document, on a tout cela devant nous et ils ne s'arrêtent pas. Je pense que c'est surtout pour cela. Il faut vraiment limiter les gens qui ne sont pas des habitués. Ils devraient se limiter à donner *an executive summary* devant le Comité et non pas continuer pendant un temps illimité.

À d'autres comités, on limite les intervenants à huit minutes et les deux Chambres ne sont pas représentées. À notre Comité, si on permet 10 minutes, M. Zed a vraiment raison, on va vraiment être ici longtemps.

M. McTeague: Excusez-moi, madame la coprésidente, je ne suis pas M. Zed, mon nom est McTeague.

Le sénateur Corbin: M. Zed est du Nouveau-Brunswick.

[Translation]

Senator Rivest: The total is more than 30.

An hon. member: There could be four questioners. There are four parties.

Senator Rivest: That is correct.

Mr. McTeague: I would suggest, Madam Chair, that we give witnesses 15 minutes, and 10 minutes for the first questioner of each party. Since there are four parties, the total would be 55 minutes.

Senator Nolin: There are five parties.

Mr. McTeague: Five. Yes, that's right, I apologize.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): You can pass amendments to this suggested guideline today. One option we can consider is giving witnesses 10 minutes, and each questioner from each party five minutes.

Senator Nolin: Would you please tell us about the practice followed by the committee in the past.

The Joint Clerk of the Senate (Mr. Pelletier): Our practice was, generally speaking, quite similar to that.

Senator Nolin: So you set aside a period of time, say one hour.

The Joint Clerk (Mr. Pelletier): Exactly.

Senator Nolin: And everyone had to fit into that time period, unless the committee decided—

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): One hour is quite a long time for testimony.

Senator Rivest: We don't have to stick to that.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): No, of course not. We are quite flexible after all. I would suggest a maximum of 45 minutes.

Senator Nolin: I presume it is your motion?

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): These motions were prepared by our two joint clerks.

Mr. Bellemare.

Mr. Bellemare: We run into problems when delegations come and continue with their remarks *ad vitam aeternam* even though they submitted a brief beforehand. We have their brief, and they still go on and on. I think that is what we are mainly trying to avoid. We have to limit the time we give to people who are not accustomed to appearing before committees. They should simply give us an executive summary, and not go on indefinitely.

In other committees, the time is limited to eight minutes, and that is without representation from both Chambers. If we allow ten minutes in our committee, Mr. Zed is quite right, we are going to be sitting for a very long time.

Mr. McTeague: Excuse me, madam Joint Chairman, I am not Mr. Zed. My name is McTeague.

Senator Corbin: Mr. Zed is from New Brunswick.

[Texte]

[Traduction]

La coprésidente (Mme Ringuette—Maltais): M. Paul Zed est du Nouveau-Brunswick.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette—Maltais): Mr. Paul Zed is from New Brunswick.

• 1635

Considérant tous les commentaires au sujet de cette motion, si on s'entendait sur dix minutes pour les témoins et qu'on ne retiendrait que les cinq minutes à chaque autre intervenant?

Le sénateur Rivest: Madame la présidente, c'est souple.

La coprésidente (Mme Ringuette—Maltais): C'est plus souple et puis on pourrait limiter à 30 minutes les témoignages et les questions qui en découlent. On s'était quand même entendus que certains témoignages ne feraient pas l'objet d'une limite de temps. Cela nous assurerait une plus grande flexibilité.

Le sénateur Corbin: Je suis d'accord, quitte à resserrer cela plus tard s'il y a des abus.

Le sénateur Rivest: De toute façon, la présidence peut intervenir selon les pouvoirs qui lui sont attribués.

La motion est adoptée à l'unanimité

Le sénateur Rivest: Est-ce qu'on peut passer aux affaires du Sénat?

Le cogreffier (M. Pelletier): Les règles du Sénat sont différentes.

Le sénateur Rivest: Ah, elles sont différentes? Alors, on peut les adopter tout de suite. On va adopter les motions du Sénat.

La coprésidente (Mme Ringuette—Maltais): Sénateur Corbin.

Le sénateur Corbin: Si vous m'autorisez, madame la présidente, je voudrais présenter la motion suivante et, s'il y a lieu, je ferai mon sermon après:

Nonobstant la portée générale de la motion 2 ci-dessus,—c'est la motion telle qu'énumérée dans les principales motions de routine—lorsque les membres d'une des deux Chambres sont convoqués pour un vote, le Comité suspend ou ajourne ses travaux—selon les circonstances, il décide de suspendre ou d'ajourner—jusqu'à la conclusion du vote et le retour à la séance du Comité des sénateurs ou des députés, selon le cas.

J'en fais la proposition car, par le passé, on a eu des problèmes sérieux avec les cloches qui convoquaient soit les députés soit les sénateurs. Je pense que le vote, dans l'institution parlementaire, est le geste le plus important que peuvent poser les sénateurs et les députés et, il y a des circonstances où l'on tient à voter sur telle ou telle question.

Donc, par courtoisie pour l'une et l'autre Chambre, si l'on adoptait cette motion, on se permettrait d'accomplir nos devoirs dans nos Chambres respectives, quitte à poursuivre les travaux du Comité tout de suite après le vote.

La coprésidente (Mme Ringuette—Maltais): Sénateur Rivest.

Le sénateur Rivest: Je sais qu'à l'Assemblée nationale du Québec, le vote est tenu à date fixe. C'est bien plus pratique. Lorsque la discussion est terminée, que chacun a émis son avis, on demande le vote sur la question. S'il doit y avoir plusieurs

Given the comments on this motion, shall we agree on ten minutes for witnesses and five minutes for all questioners?

Senator Rivest: That is flexible, Madam Chair.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette—Maltais): That is more flexible, and we could limit the witnesses's opening remarks and questions to 30 minutes. We did agree that there would be no time limit for some witnesses. This would give us greater flexibility.

Senator Corbin: I agree, provided we can tighten this up later if there is abuse.

Senator Rivest: In any case, the Chair can intervene.

The motion is carried unanimously

Senator Rivest: Can we move to the motions for the Senate?

The Joint Clerk (Mr. Pelletier): The rules for the Senate are different.

Senator Rivest: Oh, they're different? Well, we can pass them immediately. We will now pass the motions for the Senate.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette—Maltais): Senator Corbin.

Senator Corbin: With your permission, Madam Chair, I would like to introduce the following motion and make my comments afterwards, if necessary:

Notwithstanding the general scope of motion 2 above—that is the motion as listed in the main routine motions—when members of either House are called for a vote, the committee shall suspend or adjourn its proceedings—depending on the circumstances—until the vote is over and the Senators or members of Parliament have returned to the committee meeting.

I would like to move this, because in the past, we had serious problems when the bells rang to call the members of Parliament or the Senators to a vote. I think that votes are the most important things we do here in Parliament and there are some issues on which we do want to vote.

Therefore, if we were to pass this motion out of courtesy for each House, we would be able to perform our respective duties and continue with the committee's proceedings immediately after the vote.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette—Maltais): Senator Rivest.

Senator Rivest: I know that votes are held on set days in the National Assembly of Québec. That is much more convenient. Once the discussion is over, once everyone has expressed their views, a vote is called. If there is more than one

[Text]

votes pour régler la question, on les prend en même temps. Donc, tout le monde peut préparer son agenda en conséquence. La Chambre ne fait rien d'autre que voter. Ici, on a deux Chambres qui n'ont pas nécessairement les mêmes horaires.

Je me demande si la présidence ne pourrait pas décider de cela, mais la motion du sénateur m'apparaît convenable.

La coprésidente (Mme Ringuette—Maltais): Je crois qu'on parle de deux choses différentes. La proposition du sénateur Corbin c'est, si le Sénat ou la Chambre des communes étaient appelés à voter alors que le Comité siège, nous suspendrions nos travaux afin de permettre aux membres d'aller voter.

Le sénateur Corbin: C'est cela. J'avais oublié de mentionner que si les deux Chambres ne sont pas représentées, vous ne pouvez prendre aucune décision. Il y a une autre considération que j'ai oubliée de mentionner, mais elle est couverte par le numéro 2 si les deux chambres ne sont pas présentes, vous ne pouvez prendre aucune décision.

• 1640

Le sénateur Rivest: C'est cela, et il y a une autre considération que j'ai oubliée de mentionner. Elle est couverte par le numéro 2. Si les deux Chambres ne sont pas représentées, vous ne pouvez prendre aucune décision. C'est déjà tacitement compris dans tout cela.

La coprésidente (Mme Ringuette—Maltais): Je pense qu'on pourrait s'entendre sur cette motion. On a une motion du sénateur Corbin.

La motion est adoptée

La coprésidente (Mme Ringuette—Maltais): Monsieur Bellemare.

M. Bellemare: Madame la présidente, étant donné qu'on ne se réfère pas à un ministère particulier mais à plusieurs ministères, j'imagine que le Conseil du Trésor est toujours présent. Nous avons toujours quelqu'un du niveau de sous-ministre ou de sous-ministre adjoint, n'est-ce pas? Le Conseil du Trésor se trouve parmi les différents ministères dans le groupe. Il y a plusieurs ministres, notamment le ministre des Finances, le président du Conseil du Trésor, etc. Le Conseil du Trésor a la responsabilité de mettre en application les règles du jeu en ce qui concerne les langues officielles au gouvernement canadien. Durant nos délibérations, il devrait toujours y avoir quelqu'un du Conseil du Trésor.

Deuxièmement, nous avons un commissaire aux langues officielles. Je crois que le commissaire aux langues officielles devrait être présent à nos réunions. Il ne devrait pas y avoir de substitut sauf exceptionnellement et à condition qu'on le sache à l'avance.

Le sénateur Rivest: Vous ne faites pas de cela une motion, n'est-ce pas?

La coprésidente (Mme Ringuette—Maltais): C'est un vœu.

Le sénateur Rivest: Quel est le raisonnement derrière cela? Je n'ai pas bien compris.

M. McTeague: Il faut qu'il soit ici présent.

Le sénateur Rivest: Oui, mais pourquoi ne pas permettre un substitut?

[Translation]

vote, all the votes are held at the same time. This allows everyone to plan their schedules. The House of Commons does nothing but vote. Here we have two Chambers that do not necessarily have the same schedules.

I'm wondering whether the Chair might rule on that. However, I find the Senator's motion acceptable.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette—Maltais): I believe we're discussing two different things here. Senator Corbin's motion states that if a vote is taken in the Senate or the House of Commons while the committee is sitting, we would suspend our proceedings to allow members to vote.

Senator Corbin: That is correct. I forgot to mention that if both Chambers are not represented, no decisions can be made. There is also another consideration, but it is covered in motion number 2 which states that no decisions can be made if the two Chambers are not represented.

Senator Rivest: That's it, and there is another consideration I forgot to mention. It's covered in number 2. If both Chambers are not represented, you can't make any decisions. That's already tacitly in there.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette—Maltais): I think we could agree on this motion. We have a motion from Senator Corbin.

Motion agreed to

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette—Maltais): Mr. Bellemare.

Mr. Bellemare: Madam Chairman, as we're not referring to one specific department but to many, I imagine that Treasury Board is still in there. We always have someone at the Deputy Minister or Assistant Deputy Minister level, don't we? Treasury Board is also one of the departments in the group. There are several ministers, more specifically the minister of Finance, the president of Treasury Board and so forth. Treasury Board is responsible for seeing to the implementation of the rules regarding official languages within the Canadian government. There should always be someone from Treasury Board present at our meetings.

Secondly, we have a Commissioner of Official Languages. I believe the Commissioner should be at our meetings. There should be a substitute only in exceptional cases and provided we are informed in advance.

Senator Rivest: Is that a motion?

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette—Maltais): It's a wish.

Senator Rivest: What's the rationale behind that? I didn't quite get it.

Mr. McTeague: He has to be here.

Senator Rivest: Yes, but why not allow a substitute?

[Texte]

M. Bellemare: Il faudrait qu'on siège à huis clos pour que je donne ma réponse.

Le sénateur Corbin: Au Comité des comptes publics, le vérificateur général n'est-il pas toujours présent?

M. Bellemare: Le vérificateur général ou son adjoint est toujours présent.

Le sénateur Corbin: C'est cela. C'est la norme. D'ailleurs, ce n'est pas ce Comité qui a demandé que le commissaire aux langues officielles soit présent quand il siège. C'était un de ses prédécesseurs. C'est M. Yalden, à l'époque où il était commissaire aux langues officielles, qui a demandé ce privilège. Nos réunions étaient ouvertes au public et il pouvait toujours venir, mais il avait demandé le privilège de s'asseoir en face des coprésidents pour pouvoir intervenir sur les témoignages des différents intervenants et être à la disposition du Comité pour répondre à toute question que les membres voulaient lui poser. C'est le commissaire qui avait demandé cela. Ce n'est pas le Comité qui le lui a imposé.

Je pense que M. Bellemare cherche à savoir si cette pratique—là va être maintenue pendant l'exercice de notre mandat.

Le sénateur Rivest: Je comprends la préoccupation de M. Bellemare, qui est tout à fait légitime, et ce que le sénateur vient de dire, mais il faut aussi avoir une confiance minimale à l'endroit du commissaire aux langues officielles qui, qui qu'il soit—je connais bien celui qui est là actuellement, mais il pourrait y en avoir un autre—, peut et va certainement exercer son jugement personnel pour savoir à quelle partie des travaux il doit ou ne doit pas assister physiquement. De toute manière, je pense qu'un commissaire aux langues officielles se donnera comme devoir premier de prendre connaissance de tous nos rapports et de tous nos travaux, soit par l'intermédiaire de ses adjoints qui assisteront à nos séances, soit par la transcription de nos délibérations.

Je comprends le voeu et la préoccupation du député, mais je ne voudrais pas que, par une motion ou par un ordre quelconque, on oblige le commissaire à assister à toutes nos séances. Parfois, les séances parlementaires dérivent et peuvent nous apporter très loin des langues officielles.

[Traduction]

Mr. Bellemare: We'd have to go in camera for me to answer that.

Senator Corbin: Isn't the Auditor General always present at meetings of the Public Accounts Committee?

Mr. Bellemare: The Auditor General or his assistant are always there.

Senator Corbin: That's it, that's the standard. Anyway, it's not this committee that asked that the Commissioner of Official Languages be present when it sits. It was one of his predecessors. It's Mr. Yalden who asked for that privilege when he was Commissioner of Official Languages. Our meetings were always opened to the public and he could always come, but he had asked for the privilege of sitting facing the Joint Chairman to be able to intervene concerning whatever the different witnesses said and also to be available to the committee to answer any questions the members might want to ask. It's the Commissioner himself who asked for that. The Committee didn't demand it.

I think Mr. Bellemare wants to know if we will maintain that practice.

Senator Rivest: I understand Mr. Bellemare's concern and it's quite legitimate and I also understand what the Senator has just said, but we should also have a minimum show of trust for the Commissioner of Official Languages who, no matter who he may be—I happen to know the present one very well but there could be another one—any way, who can and certainly will exercise his own personal judgement as to the weather and when he should or shouldn't be physically present at our meetings. In any case, I think that a Commissioner of Official Languages would see his first duty as reviewing all our reports and being aware of all our work whether through his assistants attending our meetings or by referring to the transcript of our proceedings.

I understand both the member's wish and concern, but through some motion or order, I wouldn't want us to force the Commissioner to attend all our meetings. Parliamentary meetings sometimes go astray and can lead us far from official languages.

• 1645

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Est-ce qu'il y a d'autres commentaires à ce sujet?

M. Dumas: Le sénateur ne veut pas l'obliger à être présent.

M. Ringma: Je suis d'accord qu'on l'invite, mais on ne doit pas l'obliger à être ici régulièrement comme un membre du Comité.

Le sénateur Nolin: Je pense que c'est confier à une personne qui n'est pas membre du Parlement un pouvoir plus grand que celui de chacun des membres du Comité. Si on oblige cette personne à être présente, sans même lui permettre d'être représentée par un adjoint qui, sur certaines questions, est mieux en mesure d'informer le Comité que le commissaire, on accorde au commissaire un pouvoir énorme quant à la possibilité de ce Comité de se réunir.

Le sénateur Rivest: Il faudrait modifier notre. . .

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Any other comments on that?

Mr. Dumas: The senator doesn't want to force him to be there.

Mr. Ringma: I agree that we should invite him, but we shouldn't force him to be here regularly like a member of the Committee.

Senator Nolin: I think that would be giving someone who's not a Member of Parliament a power greater than that of each one of the members of this Committee. If we force this person to be present without even allowing him to be represented by an assistant who would be able to better inform the Committee than him on some questions, then we're giving the Commissioner enormous power over our Committee's sitting schedule.

Senator Rivest: We'd have to change our. . .

[Text]

[Translation]

Le sénateur Nolin: Mais je suis entièrement d'accord avec vous. D'ailleurs, sur la question du Conseil du Trésor, c'est très judicieux. Très judicieux.

Senator Nolin: But I completely agree with you. Anyway, as far as Treasury Board goes, it's advisable. Most sensible.

Le sénateur Corbin: Je propose qu'on suspende l'étude de cette préoccupation de mon collègue et que vous-même, madame, ou les coprésidents, communiquiez avec le commissaire et lui demandiez quelle est son intention, compte tenu de la tradition. Il y a des gens qui sont au Commissariat depuis longtemps et qui pourront lui dire ce qui se faisait par le passé, quitte à ce qu'il nous dise lui-même ce qu'il veut.

Senator Corbin: I suggest we delay consideration of our colleague's concern and that yourself, Madam Chair, or the Joint Chairmen communicate with the Commissioner and ask him what his intent may be, considering tradition. There are people who have been at his office long enough and will be able to advise him as to what was done in the past although he can certainly tell us himself what he wants.

Après tout, c'est le Parlement qui a créé ce poste-là. Le commissaire notre serviteur, d'abord et avant tout.

After all, Parliament created that position. The Commissioner is our servant, first and foremost.

M. Bellemare: Est-ce qu'on peut me dire à quel endroit au Canada se trouve le Commissariat?

Mr. Bellemare: Could someone tell me where his office is located in Canada?

Le sénateur Rivest: À Ottawa.

Senator Rivest: In Ottawa.

M. Bellemare: À Ottawa.

Mr. Bellemare: In Ottawa.

Le sénateur Rivest: À Ottawa, en Ontario. Toujours sur la rue Sparks? Son siège social est à Ottawa.

Senator Rivest: In Ottawa, Ontario. Still on Sparks Street? His headquarters are in Ottawa.

M. Bellemare: J'aimerais savoir si le commissaire habite Ottawa, ou s'il habite ailleurs et vient à Ottawa seulement de temps à autre. Ce que dont je voulais discuter à huis clos.

Mr. Bellemare: I'd like to know whether the Commissioner lives in Ottawa or elsewhere and comes to Ottawa only from time to time. That's what I would like to discuss in camera.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Je propose aux membres du Comité que, d'ici la prochaine réunion du Comité, on prenne contact avec M. le commissaire et le président du Conseil du Trésor afin de voir quelles sont leurs intentions quant à leur assistance à nos rencontres. On pourrait leur demander s'ils veulent une invitation officielle ainsi qu'un compte rendu de nos réunions et l'ordre du jour des séances à venir. À la prochaine rencontre du Comité, je vous rendrai compte de ces conversations. Est-ce que vous êtes d'accord?

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): I would like to suggest to members of our Committee, that we contact the Commissioner and the President of Treasury Board before our next meeting to find out what their intent may be concerning their presence at our meetings. We could ask them if they want an official invitation as well as a transcript of our proceedings and the agenda of future meetings. At the next meeting of our Committee, I will apprise you of our conversations. Is that agreed?

Des voix: Oui, oui.

Some Honourable members: Hear, hear.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Pour ce qui est des prochaines rencontres, est-ce qu'il y a des moments, pendant la semaine, qui vous conviennent mieux? Je pense à certains d'entre vous qui doivent s'absenter de la capitale. Est-ce qu'il y a des moments plus appropriés pour tenir nos rencontres?

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): As for our future meetings, do you have any preferred times during the week? I think that some of you have to go out of town. Are there some moments more appropriate than others for our meetings?

M. McTeague: Le jeudi après-midi.

Mr. McTeague: Thursday afternoons.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Le jeudi après-midi? Ça va?

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Thursday afternoons? Is that alright?

M. Bellemare: Comme je suis dans la région, je vais accommoder tout le monde.

Mr. Bellemare: I'm from the area, so I'll just accommodate everyone.

Le sénateur Nolin: Vous êtes à Ottawa, vous.

Senator Nolin: You're in Ottawa.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Disons pour le moment que ce sera le jeudi, vers 15 heures ou 15h 30. Est-ce que cela vous convient? Ce serait après la période des questions. On pourrait venir directement ici.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): For the time being, let's say we'll meet Thursdays around 3:00 or 3:30 p.m.. Is that alright? That would be after question period. We could come here directly.

M. Bellemare: J'ai entendu les muses, à ma droite, suggérer que ce devrait être dans cette pièce-ci. J'approuve.

Mr. Bellemare: I've heard muses on my right suggesting this room. I approve.

• 1650

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Il faudrait voir si la pièce est disponible.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): We would have to see if the room is available.

[Texte]

Le sénateur Rivest: Monsieur Bellemare, est-ce que c'est près de votre bureau?

M. Bellemare: Mon bureau est à l'Édifice de l'Ouest. Si vous voulez me rencontrer à l'Édifice de l'Ouest le vendredi après-midi, le lundi matin ou le samedi, cela me fera plaisir. J'essaie de vous accommoder.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Les coprésidents demanderont par écrit que le Comité des langues officielles ait priorité pour cette salle. On va demander ce traitement.

La plupart des membres de ce Comité sont nouveaux à la Chambre. Auparavant, il y avait le Comité de la Chambre et le Comité du Sénat. Serait-il utile qu'on reçoive un résumé des questions dont on a déjà discuté? C'est assez complet comme cela? Très bien. Est-ce qu'il y a autre chose?

M. Bellemare: Madame la présidente, je crois que le Conseil du Trésor et le commissaire devraient être invités à nous parler de deux choses: leurs priorités pour l'année 1994-1995, et les problèmes qu'ils ont vécus ou observés durant la dernière année ou récemment.

Le sénateur Corbin: On a déjà un ordre de renvoi, n'est-ce pas? On étudie automatiquement le rapport annuel du commissaire.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Oui.

Le sénateur Corbin: C'est entre les mains du Comité à l'heure actuelle.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Oui.

Le sénateur Corbin: Le commissaire devrait être notre premier témoin. On devrait entendre le critique et ensuite le gouvernement. Qu'en pensez-vous?

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): M. le greffier me dit que le rapport annuel du Conseil du Trésor a été publié. Donc, le Conseil du Trésor pourrait être un de nos premiers invités.

Le sénateur Rivest: Le commissaire aux langues officielles est extrêmement préoccupé par la décision extrêmement regrettable du gouvernement libéral de fermer le Collège militaire de Saint-Jean.

Le sénateur Nolin: J'aimerais bien l'entendre.

Le sénateur Rivest: Ce serait intéressant. Quand on a conscience de la nature de la dualité canadienne, qu'on pose un geste aussi inconséquent, qu'on s'entête pour la simple raison que le premier ministre ne doit pas se dédire et qu'on n'a aucun argument sur le fond. . .

M. Bellemare: Madame la présidente, le sénateur soulève un point intéressant, mais il ruine complètement sa présentation en étant partisan. Il donne à ce Comité un poison en commençant à faire des attaques personnelles sur le premier ministre et sur les décisions du gouvernement. J'espère qu'on va travailler en vue du plus grand bien de tout le Canada. Il ne s'agit pas de dire: Eux autres et nous autres.

Remarquez que je n'ai pas mentionné de parti. Je n'ai attaqué à personne. Je siège au Comité des comptes publics depuis cinq ans. Il s'en est passé, des choses, au Comité des comptes publics, et je pourrais rager pendant des heures. Si vous voulez que je le fasse, je vais le faire. Si vous voulez qu'on crée une atmosphère empoisonnée et si vous voulez avoir de la contestation et de l'engueulade, vous êtes le bienvenu, parce que j'aime bien cela et que je suis bien prêt à continuer la

[Traduction]

Senator Rivest: Mr. Bellemare, is it near your office?

Mr. Bellemare: My office is in the West Block. If you want to meet me in the West Block Friday afternoons, Monday mornings or Saturdays, I would be more than happy. I am just trying to accommodate you.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): The Joint Chairmans will ask, in writing, that the official languages committee be given priority for this room. We'll ask for that.

Most members of this committee are new in the House. In the past, there were the Commons committee and the Senate committee. Would it be useful to have a summary of questions already discussed? Is it complete enough as it is? Fine. Anything else?

Mr. Bellemare: Madam Chair, I think that Treasury Board and the commissioner should be asked to appear before us to discuss two things: their priorities for the year 1994-95 and the problems they've had or witnessed during the last year or more recently.

Senator Corbin: We already have terms of reference, don't we? We automatically examine the commissioner's annual report.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Yes.

Senator Corbin: It's already in the hands of the committee.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Yes.

Senator Corbin: The commissioner should be our first witness. We should hear the critic and then the government side. What do you think?

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): The Clerk tells me that Treasury Board's annual report has been published. So Treasury Board could be one of our first witnesses.

Senator Rivest: The Commissioner of Official Languages is extremely concerned about the most regrettable decision made by the Liberal government to close the Saint-Jean Military College.

Senator Nolin: I would love to hear him.

Senator Rivest: It would be interesting. When one is aware of the nature of our Canadian duality and that one does something as rash as this, when one holds fast simply because the Prime Minister can't disown himself and one has no argument on the substance. . .

Mr. Bellemare: Madam Chair, the senator raises an interesting point, but he's totally ruining his presentation with partisanship. He's offering a poison draft to this committee by personally attacking the Prime Minister and the government's decisions. I hope that we will work towards the greater good of all of Canada. It's not enough to say: they and we.

Mind you, I didn't mention any party. I didn't attack anyone. I have sat on the public accounts committee for five years. All kinds of things happened in that committee and I could rant on for hours. If you want me to, I can do it. If you want us to poison the atmosphere and if you want ranting and raving, you're welcome to it because I love that sort of thing and I am quite ready to carry on the fight. But I would strongly suggest that we look at the ideas and principles of the

[Text]

[Translation]

bataille. Mais je vous suggère fortement de regarder les idées et les principes du Comité et de la loi au lieu de faire des attaques comme celle qu'on vient d'entendre.

committee and the legislation instead of engaging in the kind of attack we have just witnessed.

• 1655

M. Dumas: Madame la présidente, j'ai pris note de ce qu'a dit M. Bellemare, mais je vous ferai remarquer que c'est le parti au pouvoir qui a commencé à faire de la partisanerie en élisant à la présidence et à la vice-présidence deux membres du même parti.

Mr. Dumas: Madam Chair, I have noted Mr. Bellemare's comments, but I simply want to point out that the government party was the first to engage in partisan politics, when it chose to elect two members from the same party to the positions of Chair and Vice-Chair.

M. Bellemare: Les comités sont toujours formés de cette façon. On n'attaque pas le premier ministre à une réunion de comité et on n'attaque pas le gouvernement lorsqu'on veut discuter d'un sujet.

Mr. Bellemare: Committees are always structured in that way. Attacks on the Prime Minister and the government are completely out of line in the context of a committee meeting to discuss a specific concern.

Le sénateur Rivest: Une commission parlementaire peut affecter le gouvernement. C'est le gouvernement qui est responsable. . .

Senator Rivest: A parliamentary committee can, however, influence the government. The government is ultimately responsible. . .

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Je crois que ce Comité a l'intention de rencontrer le ministre responsable du Conseil du Trésor ainsi que le commissaire aux langues officielles.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): I believe the committee intends to meet with the minister responsible for Treasury Board, as well as the Commissioner for Official Languages.

On m'indique que le rapport annuel du Conseil du Trésor a été publié. On pourrait demander au ministre de venir rencontrer le Comité à sa prochaine réunion, qui pourrait avoir lieu jeudi prochain, et demander au commissaire des langues officielles, dont le rapport devrait paraître à la mi-avril, de venir rencontrer les membres du Comité à la suite du dépôt de son rapport annuel, peut-être à la fin d'avril.

I am told that the Treasury Board's annual report has been published. We could ask the minister to meet with the committee at its next meeting, which could be held next Thursday, and ask the Commissioner of Official Languages, whose report will be presented in mid April, to meet with committee members after his report has been tabled—perhaps towards the end of April.

Le sénateur Rivest: Est-ce que le rapport de 1992-1993 a été étudié par le Comité?

Senator Rivest: Has the committee already considered the 1992-1993 report?

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Probablement.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): I imagine it has.

Le sénateur Rivest: Le dernier rapport du commissaire a-t-il été étudié par le Comité?

Senator Rivest: Did the committee consider the commissioner's last report?

Une voix: À une réunion.

An hon. member: Yes, one meeting was devoted to that.

Le sénateur Rivest: Oui, mais il y avait le contexte électoral.

Senator Rivest: Yes, but it was right near election time.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Convient-il aux membres du Comité qu'on invite le ministre responsable du Conseil du Trésor à notre prochaine rencontre, qui pourrait avoir lieu jeudi prochain, et qu'on invite le commissaire des langues officielles pour la fin d'avril ou le début de mai?

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Do committee members agree with the idea of inviting the minister responsible for Treasury Board to our next meeting, which could be held next Thursday, and inviting the Commissioner of Official Languages to appear in late April or early May?

Le sénateur Corbin: Au moment du dépôt de son rapport.

Senator Corbin: When he tables his report.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Après le dépôt de son rapport.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): After he has tabled his report.

M. Bellemare: Madame la présidente, étant donné la teneur de la discussion d'il y a quelques minutes, si nous devons, durant la comparution de ces témoins, entamer un débat sur une question touchant un ministère ou un autre—dans l'exemple de tout à l'heure, c'était le ministère de la Défense nationale—, j'aimerais que le ministre ou le sous-ministre soit invité à participer à la séance. Je ne voudrais pas qu'on entame des discussions sur des ministères quand les gens de ces ministères-là ne sont pas ici pour répondre aux questions.

Mr. Bellemare: Madam Chair, in light of the discussion that took place a few moments ago, if, during meetings with witnesses, we intend to discuss topics that concern a specific department—in the earlier example, it was the Department of National Defence—I think it is only appropriate that the minister or deputy-minister of that department be invited to take part in our meeting. I don't think we should be discussing specific departments if the representatives of those departments cannot be here to answer questions.

[Texte]

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): En premier lieu, je crois qu'il serait de mise qu'on rencontre les deux personnes que je mentionnais tout à l'heure. Si, par la suite, nous avons besoin de rencontrer d'autres personnes pour leur poser d'autres questions, à ce moment-là, on pourra en faire la proposition au Comité et inviter ces personnes.

Le sénateur Rivest: Je n'ai pas voulu indiquer, monsieur le député, que je voulais que la question du Collège militaire soit étudiée ici spécifiquement. Il y a d'autres endroits pour cela. Je préfère l'approche de la présidente, qui souhaite qu'on étudie de façon générale le rapport du Conseil du Trésor et le rapport du commissaire aux langues officielles. Je ne dis pas que le Comité doit étudier la question du Collège militaire, pas du tout.

Le sénateur Corbin: J'espère qu'on pourra convenir entre nous de certaines priorités, de questions urgentes pour le pays sous le chapeau de la Loi sur les langues officielles.

On souhaite à tout prix que le Collège militaire royal de Saint-Jean reste en place, et je ne le défends pas. C'est une question, mais je rappellerai aux membres du Comité qu'il y a des personnes de minorités linguistiques qui se font autrement matraquer et qui n'ont pas souvent l'occasion d'être entendues et de faire parler d'elles dans les journaux. J'espère qu'on conservera un certain réalisme dans nos propositions.

Si le Comité a été mis sur pied, ce n'est pas pour défendre les plus forts, mais pour défendre les plus faibles. J'espère qu'on gardera toujours cela à l'esprit. Autrement, je ne serai plus un joueur.

[Traduction]

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): First of all, I think it would be appropriate that we first meet with the two people I just mentioned. If, following those meetings, we would like to meet with or question other people, we can always put a motion to that effect before the committee and invite them to appear.

Senator Rivest: I want the member to know that I did not intend that we should specifically deal with the closing of the Military College here in the committee. There are other more appropriate places for that discussion. I, personally, favour the Chair's approach, which is to consider the reports of both the Treasury Board and the Commissioner of Official Languages. I am certainly not suggesting that the committee look specifically at the Military College issue—not at all.

Senator Corbin: I do hope we can agree on certain priorities, in terms of urgent matters to deal with in Canada in the context of the Official Languages Act.

We all dearly hope that the Saint-Jean Military College will continue on although I am not defending it. It is an important issue, but I would remind committee members that there are members of linguistic minorities suffering terrible inequities who do not often have an opportunity to make themselves heard and to get some coverage in the newspapers. So, I hope we are realistic in our suggestions.

It should be borne in mind that this committee was established to defend the weakest in Canadian society, not the strongest. I hope this fact will always be uppermost in our minds. Otherwise, I will no longer be a player.

• 1700

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): J'apprécie vos commentaires, monsieur le sénateur. Je crois que telle devrait être la ligne de conduite de notre Comité.

Les membres du Comité sont-ils d'accord sur ma suggestion de tout à l'heure d'inviter ces deux personnes?

Des voix: D'accord.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Est-ce qu'il y a d'autres questions?

M. Dumas: J'aimerais simplement vous dire que je ne serai malheureusement pas présent jeudi prochain, étant donné que je serai à l'extérieur du pays en conférence interparlementaire.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Vous allez désigner quelqu'un pour vous remplacer.

M. Ringma: Je serai ici pour vous représenter, mon ami.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): On termine sur une bonne note. Sénateur Corbin.

Le sénateur Corbin: Si vous siégez la semaine prochaine, il y aura probablement un substitut à ma place parce que je serai absent.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): La séance est levée.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Thank you for your comments, senator. I believe that should be the policy of this committee.

Do committee members agree with my suggestion to invite the two persons I mentioned earlier?

Some hon. members: Agreed.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Are there any further questions?

Mr. Dumas: I would simply like to say that I cannot unfortunately be here next Thursday, as I will be abroad attending a interparliamentary conference.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): I assume you will be sending a substitute.

Mr. Ringma: I will be here to replace you, my friend.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Good. We're ending this meeting on a positive note. Senator Corbin.

Senator Corbin: If the committee sits next week, I will probably have to send a substitute, as I will not be here.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): The meeting is adjourned.

[Text]

Thursday, April 21, 1994

[Translation]

Le jeudi 21 avril 1994

• 1521

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): À l'ordre!

Est-ce que tous les membres du Comité ont une copie de l'ordre du jour? Oui.

M. Pierre de Savoye remplacera M. Maurice Dumas. Je lui souhaite la bienvenue au Comité.

M. de Savoye (Portneuf): Merci.

M. McTeague (Ontario): Madame la présidente, on n'a pas reçu les renseignements.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Vous n'avez pas reçu l'ordre du jour?

M. Boudria (Glengarry—Prescott—Russell): Il nous en manque un ou deux.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Est-ce qu'il y a une proposition pour l'adoption de l'ordre du jour? Tout le monde est d'accord?

L'ordre du jour est adopté à l'unanimité

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Le premier sujet est l'élection d'un coprésident pour le Sénat. Sénateur Rivest.

Le sénateur Rivest (Stadacona): Madame la présidente, je voudrais proposer à la coprésidence de la commission le sénateur Ottenheimer. C'est un parlementaire qui est extrêmement respecté au niveau du Sénat et qui a une très bonne expérience et une très bonne connaissance de l'ensemble des dimensions du pays, en particulier de la dualité linguistique dont il s'est toujours fait le promoteur assidu. C'est un personnage politique qui peut très bien s'exprimer dans les deux langues et qui a à cœur la protection et la défense de la dualité linguistique du Canada. Donc, cela me fait plaisir de proposer le sénateur Ottenheimer au poste de coprésident du Comité des langues officielles.

Le sénateur Corbin (Grand-Sault): Il me fait plaisir d'appuyer la proposition. Je peux vous dire que, si jamais nous avons des problèmes avec des langues autres que le français et l'anglais, le sénateur Ottenheimer saura nous dépanner à l'occasion car il est polyglotte.

La motion est adoptée

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): M. le sénateur Ottenheimer est donc élu coprésident.

Le sénateur Ottenheimer (Waterford—Trinity): Merci, madame la présidente. Si toutes les élections étaient aussi faciles. . . Je ne pense pas au Sénat, mais à l'élection à Terre-Neuve.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Nous allons maintenant passer à l'élection du vice-coprésident.

Mr. Allmand (Notre-Dame-de-Grâce): Madam Chairman, I wish to propose

Pierre de Savoye, le député de Portneuf. Comme vous le savez, nous avons, à la Chambre des communes, une tradition voulant que l'un des vice-présidents soit membre de l'Opposition officielle. Je suis donc heureux de proposer M. de Savoye comme vice-coprésident.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Order please. Do all Committee members have a copy of the agenda? Yes.

Mr. Pierre de Savoye will replace Mr. Maurice Dumas. I welcome him to the Committee.

Mr. de Savoye (Portneuf): Thank you.

Mr. McTeague (Ontario): Madam Chairman, we have not received the information.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): You have not received the agenda?

Mr. Boudria (Glengarry—Prescott—Russell): We need one or two more.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Does someone move the adoption of the agenda? Is everyone agreed?

The agenda is adopted unanimously

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): The first item on the agenda is the election of a Joint Chairman for the Senate. Senator Rivest.

Senator Rivest (Stadacona): Madam Chairman, I would like to propose Senator Ottenheimer for the position of Committee Joint Chairman. He is a highly respected senator, who is very experienced and has a great deal of knowledge about every aspect of the country, especially the linguistic duality which he has always assiduously promoted. He is a politician who can express himself very well in both official languages and is a strong defender of Canada's linguistic duality. So it gives me great pleasure to move that Senator Ottenheimer be named Joint Chairman of the Official Languages Committee.

Senator Corbin (Grand-Sault): I'm happy to second the motion. I can tell you that if ever we were to have problems with languages other than French and English, Senator Ottenheimer would be able to help us because he is a polyglot.

The motion is carried

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Senator Ottenheimer is therefore elected Joint Chairman.

Senator Ottenheimer (Waterford—Trinity): Thank you, Madam Chairman. If only all elections were so easy. . . I'm not thinking about the Senate, but about the Newfoundland elections.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): We now move on to the election of the Vice Joint Chairman.

M. Allmand (Notre-Dame-de-Grâce): Madame la présidente, je veux proposer Pierre de Savoye, the Honorable member for Portneuf. As you know, the tradition in the House of Commons is that one of the Vice Chairman be a member of the official opposition. I'm therefore happy to propose Mr. de Savoye as Vice Joint Chairman.

[Texte]

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Merci, monsieur Allmand.

M. Bellemare (Carleton—Gloucester): Madame la présidente, il me fait plaisir d'appuyer M. Allmand.

Le sénateur Corbin: J'aimerais avoir une précision au sujet de la représentation des deux Chambres au Comité directeur. Où le Sénat se situe-t-il? Le Sénat a-t-il aussi un vice-coprésident?

[Traduction]

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Thank you, Mr. Allmand.

Mr. Bellemare (Carleton—Gloucester): Madam Chairman, I am pleased to second Mr. Allmand's motion.

Senator Corbin: I would like some clarifications about the representation of the two Houses on the steering committee. What is the situation of the Senate? Is there also a Vice Joint Chairman from the Senate?

• 1525

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Monsieur le sénateur, le Sénat a présentement un coprésident. À la première rencontre, nous avons élu un premier vice-coprésident de la Chambre.

Le sénateur Corbin: M. Allmand.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): M. Allmand. Nous venons d'élire un deuxième vice-coprésident, M. de Savoye.

Le sénateur Corbin: On m'a dit que M. Allmand. . . Je laisse M. Bellemare prendre la parole.

M. Bellemare: Est-ce que M. Allmand s'est retiré comme vice-président?

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Non.

M. Boudria: Il y a deux vice-présidents.

M. Allmand: Comme dans tous nos comités. Si je comprends bien, nous n'avons pas désigné les membres du Comité directeur jusqu'à maintenant.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Non, pas encore.

Le sénateur Corbin: Je crois que les coprésidents et les vice-coprésidents se constituent en Comité directeur. C'est aussi simple que cela.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): On va discuter de cette question plus tard, à huis clos.

Est-ce que M. Goldbloom est arrivé? Je crois que notre invité est arrivé.

Monsieur Goldbloom, il nous fait plaisir de vous accueillir. Le Comité avait déjà établi des lignes directrices lors de sa première rencontre, notamment d'accorder dix minutes aux témoins pour leur présentation. Toutefois, compte tenu du fait que vous avez un rapport très élaboré, nous pourrions faire preuve d'un peu plus de souplesse dans votre cas.

• 1530

Nous vous remercions d'être venu nous rencontrer et nous vous cédon la parole.

M. Victor Goldbloom (commissaire aux langues officielles): Merci, madame la présidente. Je ne crois pas avoir besoin de plus de dix minutes pour ma déclaration liminaire.

J'aimerais tout d'abord vous présenter les membres de mon équipe qui m'accompagnent. Ce sont M. Jean-Claude Nadon, sous-commissaire; M. Marc Thérien, directeur général des Politiques; M. Michel Robichaud, directeur général des Plaintes

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Senator, there is already a joint chairman from the Senate. At our first meeting we had elected a first vice joint chairman from the House.

Senator Corbin: Mr. Allmand.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Mr. Allmand. We have just elected a second vice joint chairman, Mr. de Savoye.

Senator Corbin: I have just been told that Mr. Allmand. . . I shall let Mr. Bellemare speak.

Mr. Bellemare: Has Mr. Allmand withdrawn as vice-chairman?

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): No.

Mr. Boudria: There are two vice-chairmen.

Mr. Allmand: As in all our committees. If I understand correctly, we have not yet appointed the members of the steering committee.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): No, not yet.

Senator Corbin: I believe that the joint chairmen and the vice joint chairmen make up the steering committee. It is as simple as that.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): We will discuss that later in camera.

Has Mr. Goldbloom arrived? I believe that our guest has joined us.

Mr. Goldbloom, we are happy to have you with us. The committee had already set out guidelines at its first meeting, and witnesses are given ten minutes to make their presentation. However, since you have a very detailed report, we can be somewhat more flexible in your case.

We thank you for joining us, and you now have the floor.

Dr. Victor Goldbloom (Commissioner of Official Languages): Thank you, Madam Chairman. I do not think that I need more than ten minutes for my opening statement.

First I would like to introduce the members of my team who are with me today. They are Mr. Jean-Claude Nadon, Deputy Commissioner; Mr. Marc Thérien, Director General of Policy; Mr. Michel Robichaud, Director General of Complaints and

[Text]

et Vérifications. Accompagnent aussi le commissaire M^{me} Monique Matza, directrice du Secrétariat du commissaire et des Opérations régionales; M. Marc Demers, directeur des Communications; et M. Ted Hitsman, directeur des Services généraux.

Madame la présidente, avant que je commence ma déclaration, permettez-moi de prendre une petite précaution. Nous avons apporté beaucoup de matériel. Il se pourrait quand même que la réponse détaillée ou précise à l'une ou l'autre des questions que pourront poser les membres de ce Comité ne soit pas immédiatement disponible. Nous serons évidemment très heureux de fournir tous les renseignements souhaités par écrit ou en revenant devant le Comité.

There are two key sentences in the 1993 annual report of the Commissioner of Official Languages. Neither, to my knowledge, has made the headlines, but together they constitute the essence of what the report is all about.

The first reads: "The linguistic capabilities of some offices fall short of what their clients need." It does not say that those capabilities fall short of some theoretical, socially engineered, ideological, bureaucratic objectives. It does not even say that they fall short of what the law and regulations require. It says that they fall short of what their clients—human beings, Canadian citizens—need in order to be properly, understandably served by their federal institutions.

The second is taken from an editorial in the *Winnipeg Free Press*, written by John Dafoe, and published on November 4, 1993. I quote:

Democracy is based on majority rule, but a humane and civilized democracy also takes pains not to use the power of a majority to trample the rights of minorities.

Pourquoi tenons-nous compte de nos minorités, et spécifiquement de celles de langue officielle? Nous devons le faire à cause des forces historiques qui ont façonné notre société.

Les premiers découvreurs européens qui ont établi des colonies au Canada étaient Français. Les victoires militaires britanniques des années 1750 nous ont fait entrer dans le monde d'expression anglaise, mais n'ont pas fait de nous un pays unilingue. Notre coexistence linguistique est donc vieille de bientôt deux siècles et demi, et la langue française fait partie de notre histoire et de notre réalité humaine depuis 460 ans.

Afin de communiquer avec les 21 millions de Canadiens qui utilisent principalement l'anglais, dont quelque 19 millions et demi ne parlent pas le français, et avec les 7 millions de Canadiens qui utilisent principalement le français, dont quelque 4 millions ne parlent pas l'anglais, nous avons besoin d'un nombre raisonnable de fonctionnaires fédéraux capables de s'exprimer dans les deux langues. Seulement 1,4 p. 100 des Canadiens ne comprennent ni le français ni l'anglais.

Les ministères et agences gouvernementaux sont en général des monopoles. Les services qu'ils donnent et, dans la plupart des cas, l'information qu'ils possèdent ne sont pas disponibles ailleurs. Ils devraient donc déployer des efforts particuliers pour traiter le public de façon courtoise et utile.

[Translation]

Audits. Also with me are Commissioner Mrs. Monique Matza, Director of the Commissioner's Secretariat and Regional Operations; Mr. Marc Demers, Director of Communications; and Mr. Ted Hitsman, Director of Corporate Services.

Madam Chairman, before I begin my statement, allow me to caution you that we have brought a great deal of material with us. Nonetheless, it is possible that the detailed or precise answer won't be available to a question or questions asked by Committee members. We shall be very happy to provide the desired information in writing, or to return before the Committee.

Dans le Rapport annuel 1993 du Commissaire aux langues officielles, il y a deux phrases-clés. À ma connaissance, ni l'une ni l'autre n'a fait les manchettes; mais ensemble, elles constituent l'essence du message du document.

La première se lit comme suit: «On a... constaté que les capacités linguistiques de certains bureaux étaient loin de répondre aux besoins de la clientèle.» Elle ne dit pas que les capacités en question étaient loin de répondre à quelques objectifs théoriques, socialement manipulateurs, idéologiques ou bureaucratiques. La phrase ne dit même pas qu'elles étaient loin de répondre aux exigences de la Loi et des règlements. Elle dit que les capacités linguistiques de certains bureaux étaient loin de répondre aux besoins de leurs clients, être humains, citoyens canadiens, en matière de services convenables et compréhensibles de la part de leurs institutions fédérales.

La deuxième est tirée d'un éditorial paru le 4 novembre 1993 dans le *Winnipeg Free Press* et signée John Dafoe:

Certes, la démocratie exprime la voix de la majorité, cependant, une démocratie humaine et civilisée s'efforce également de ne pas user du pouvoir de la majorité pour fouler aux pieds les droits des minorités.

Why do we take account of minorities, and specifically of official language minorities? We do so because of the historical forces which have shaped our society.

The first European discovery of Canada which led to permanent settlement was French. British military victories in the 1750s shifted us into the English-speaking world, but did not make us a unilingual country. Our linguistic coexistence goes back almost two and a half centuries, and French has been part of our history, and of our human reality, for 460 years.

In order then to communicate with the 21 million Canadians who primarily use English (and of whom 19,500,000 do not speak French) and with the seven million Canadians who primarily use French (and of whom about four millions do not speak English), we need a reasonable number of federal public servants who can manage both languages. Only 1.4% of Canadians understand neither French nor English.

Government departments and agencies are generally monopolies. The services they provide, and in most instances the information they possess, are not available elsewhere. They should, therefore, make special efforts to treat the public courteously and helpfully.

[Texte]

[Traduction]

• 1535

Une entreprise privée cherchant à attirer ou à conserver des clients analysera et fera tout ce qui est faisable afin d'intéresser une clientèle potentielle ou de retenir celle qu'elle a. Une entreprise publique ne devrait-elle pas avoir la même philosophie?

Cette philosophie est précisément celle du commissaire. Je perçois ma tâche comme un travail à caractère humain, ayant pour but de fournir aux Canadiens ce dont ils ont besoin de la part de leurs institutions fédérales, afin que nous puissions vivre, dans toute la mesure du possible, en harmonie et dans le respect mutuel.

The commissioner's annual report is perceived by some people as a negative document. As an ombudsman, the commissioner deals with complaints and therefore with imperfections in the system, and makes recommendations for their correction. His annual report must not therefore be perceived as a demonstration that the system is a failure, that the law is ineffective.

In the days when I was sometimes a spokesperson for my original profession, I used to say nobody writes to the newspapers to say they called their doctor at 2 a.m. and he came. Well, nobody writes to the commissioner to say they went to a federal office and were promptly, helpfully and courteously served in the official language in which they addressed the person behind the counter. Yet every day in every part of Canada there are hundreds and probably thousands of contacts between public servants and the public that are thoroughly satisfactory on both sides.

Complaints, however, and conversations with official language minority communities and the commissioner's own observations show that shortcomings exist and require the government's attention.

It is important to note, though, that when the commissioner makes recommendations, 398 of them in the course of 1993, more than 80% of them are promptly and effectively implemented. The public, therefore, and the public servants would be worse off without them.

In one important respect the commissioner's annual report for 1993 marks a new emphasis, an intensified focus on systemic and systematic approaches to problems revealed piecemeal by the individual handling of complaints.

I am undertaking systematic audits of two language services to the public, of the support for official language minority communities, to which this Parliament committed the Government of Canada in part VII of the Official Languages Act, of coordination among federal institutions in this regard, and of aspects of linguistic working conditions within the federal public service.

An hon. member of this committee was quoted not long ago as opposing the blind application of the act. I too am fundamentally and forcefully opposed to the blind application of the act, and the very nature of my role is to ensure that the application of the act is an appropriate, justified response to the real, justified needs of real human beings.

A private enterprise, trying to attract and keep customers, will analyse, and do whatever may be doable to capture a potential clientele or retain an existing one. Should not a public enterprise have the same philosophy?

The Commissioner has precisely that philosophy. I look at my task in human terms, in terms of what Canadians need from their federal institutions in order that we can live together in as much harmony and mutual respect as possible.

Le Rapport annuel du Commissaire est perçu par certaines personnes comme un document négatif. En sa qualité de protecteur du citoyen, le Commissaire traite de plaintes, donc d'imperfections dans le système, et formule des recommandations correctives. Son rapport annuel, donc, ne doit pas être vu comme une démonstration que le système est un échec, que la loi est sans valeur.

À l'époque où j'étais parfois un porte-parole de ma première profession, je disais souvent, «personne n'écrit aux journaux pour dire, j'ai appelé mon médecin à 2 heures du matin—et il est venu.» Eh bien, personne n'écrit au Commissaire pour dire: «Je me suis présenté à un bureau fédéral et j'y ai été servi promptement et de façon utile et courtoise, dans la langue officielle que j'ai utilisée pour m'adresser à la personne derrière le guichet.» Chaque jour, cependant, il y a des centaines et probablement des milliers de contacts entre fonctionnaires et citoyens qui sont perçus de part et d'autre comme tout à fait satisfaisants.

Les plaintes déposées, toutefois, et mes conversations avec les communautés de langue officielle vivant en situation minoritaire, et mes propres observations mènent à la conclusion que des déficiences existent et qu'elles requièrent l'attention du gouvernement.

Il est néanmoins important de noter que lorsque le Commissaire formule des recommandations—dont 398 en 1993—les institutions visées y obtempèrent dans plus de 80 p. 100 des cas. Le public et les fonctionnaires se trouveraient donc dans une moins bonne situation sans ces recommandations.

Fait important: le Rapport annuel 1993 du Commissaire met un nouvel accent sur des approches systémiques, systématiques à des problèmes qui sont dévoilés de façon morcelée dans le traitement de plaintes individuelles.

C'est ainsi que j'entreprends des vérifications systématiques de la prestation de services au public dans les deux langues, de l'appui que ce Parlement a demandé au gouvernement du Canada d'accorder aux communautés de langue officielle vivant en situation minoritaire en adoptant la Partie VII de la Loi sur les langues officielles, de la coordination des institutions fédérales à cet égard, et de certains aspects des conditions linguistiques de travail des fonctionnaires fédéraux.

Un honorable membre de ce comité, cité il n'y a pas longtemps dans les journaux, s'est élevé contre l'application aveugle de la loi. Moi aussi, je m'oppose foncièrement et vigoureusement à l'application aveugle de la loi, et la nature même de mon rôle est d'assurer que l'application de la loi constitue une réponse appropriée et justifiée aux besoins réels et justifiés d'êtres humains vivants.

[Text]

We need a law that says where numbers warrant, where there is significant demand, Canadians shall receive linguistically appropriate services and information from their federal institutions. We need a law that says English-speaking and French-speaking Canadians must have equal opportunities for employment and advancement in federal institutions. We need a law that says there must be objective, demonstrable justification for the designation of any federal public service job as bilingual. We need an independent person to whom Canadians can turn if the above principles are not respected.

Recently a debate took place in the House of Commons in which one of the issues considered was that of territoriality. Let me point out that we in fact have territorial bilingualism. It is based on the territory and demographics of each census metropolitan area or census subdivision. The issue, then, is the size of the unit. A province, I respectfully submit, is too large a unit. To use that dimension is unfair and privative to too many Canadian citizens.

Le commissaire se préoccupe des réalités locales. Où est-ce que les citoyens se rendent ou téléphonent pour obtenir des services? Quels sont en fait les services dont ils ont besoin? La population de langue officielle minoritaire est-elle assez nombreuse pour justifier la prestation desdits services dans les deux langues? Sinon, peut-on, en utilisant la technologie moderne, un numéro 1-800 par exemple, la mettre en communication avec une personne capable de comprendre et d'aider?

Ce faisant, le commissaire établit et maintient des contacts avec les communautés de langue officielle vivant en situation minoritaire. Ces communautés sont des réalités humaines et historiques, pas des abstractions, et nous ne devons pas en parler dans l'abstrait.

Si vous, législateurs, nourrissez l'idée de proposer des mesures pouvant les affecter, je vous demande de bien vouloir vous asseoir avec les représentants de ces communautés, apprendre à les connaître et vérifier l'impact, sur le plan humain, des modifications financières ou administratives que vous entendez mettre de l'avant.

What about languages other than English and French? Each enriches Canadian society and enhances our ability to communicate and trade internationally. Neither, however, reaches enough Canadians to serve as an instrument of general communication within the country. Also, the figures will go up or down from census to census according to the ebbs and flows of immigration and the integration of the next generation into one or another of our main language communities.

As far as the principal language used in the home is concerned, Italian stood at 425,000 in 1971, 344,000 in 1981, and 288,000 in 1991; German stood at 213,000 in 1971, 147,000 in 1981, and 134,000 in 1991; Ukrainian stood at 145,000 in 1971,

[Translation]

Nous avons besoin d'une loi qui statue que, là où le nombre de personnes le justifie, où il existe une demande importante, les Canadiens doivent pouvoir recevoir de leurs institutions fédérales des services et de l'information appropriés sur le plan linguistique. Nous avons besoin d'une loi qui statue que les Canadiens d'expression française et d'expression anglaise doivent avoir des chances égales d'emploi et d'avancement dans les institutions fédérales. Nous avons besoin d'une loi qui statue qu'un poste à la fonction publique fédérale ne peut être désigné bilingue que sur la base d'une justification objective et démontrable. Nous avons besoin d'une personne indépendante à qui les Canadiens peuvent s'adresser si les principes que je viens d'énumérer ne sont pas respectés.

Dans un débat qui a eu lieu récemment à la Chambre des communes, l'une des questions soulevées a été celle de la territorialité. Permettez-moi de dire que ce que nous avons, c'est un bilinguisme territorial. Il est basé sur le territoire et la démographie de chaque région métropolitaine de recensement ou subdivision de recensement. Ce qui est en litige est donc la taille de l'unité. Je soumets respectueusement qu'une province est une unité de taille trop grande, et qu'en l'utilisant on se trouverait injuste en privant de services trop de citoyens canadiens.

The Commissioner looks at local realities: where do people go or telephone for service, what services do they need, and is the official language minority population numerous enough to justify providing those services in both languages—and if it is not, can modern technology, such as a 1-800 number, put those citizens in touch with someone who will understand them and be able to help them?

In this process, the Commissioner seeks and maintains contact with official language minority communities. These communities are human, historic realities, not abstractions, and we must not discuss them in the abstract.

If you, the legislator, are thinking of proposing measures affecting them, I ask of you that you sit down with them, get to know them, and verify the impact, in human terms, of the financial or administrative modifications you have the idea of putting forward.

Que dire des langues autres que l'anglais et le français? Chacune est un enrichissement pour la société canadienne et contribue à notre capacité de poursuivre des communications et des échanges commerciaux à l'échelle internationale. Aucune, toutefois, ne rejoint assez de Canadiens pour servir d'instrument de communication générale à l'intérieur de notre pays. Aussi, les chiffres varieront à la hausse ou à la baisse d'un recensement à l'autre, selon les marées hautes et basses de l'immigration et le rythme de l'intégration de la génération post-immigrante à l'une ou l'autre des communautés de langues officielles.

Quant à la langue utilisée principalement au foyer, l'italien comptait 425 000 personnes en 1971, 344 000 en 1981 et 288 000 en 1991; l'allemand 213 000 en 1971, 147 000 en 1981 et 134 000 en 1991; l'ukrainien 145 000 en 1971, 81 000 en

[Texte]

81,000 in 1981, and about 50,000 in 1991; Chinese stood at 78,000 in 1971, 181,000 in 1981, and 430,000 in 1991; Portuguese stood at 75,000 in 1971, 124,000 in 1981, and 153,000 in 1991; English stood at 14,446,000 in 1971, 16,122,000 in 1981, and 18,665,000 in 1991; and French stood at 5,546,000 in 1971, 5,829,000 in 1981, and 6,369,000 in 1991.

What are the costs? Early in my mandate, after having visited different parts of Canada and having done a number of open-line programs, I convened a meeting of my senior staff and told them people spoke to me about hidden costs. I said accuracy in reporting figures is a fundamental principle for me, and I asked them to help me ensure accuracy and completeness. I met with the Auditor General of Canada and asked him to advise me if he spotted any omissions. I am prepared to look objectively at any aspect of costs.

Finally, what about public opinion? Canadians are sometimes asked whether they think official bilingualism has been a success or a failure. What is missing is a simple additional question—why? What do you think the program was supposed to accomplish that it has or has not achieved?

[Traduction]

1981 et quelque 50 000 en 1991; le chinois 78 000 en 1971, 181 000 en 1981 et 430 000 en 1991; et le portugais 75 000 en 1971, 124 000 en 1981 et 153 000 en 1991. L'anglais était la réponse de 14 446 000 personnes en 1971, 16 122 000 en 1981 et 18 665 000 en 1991; le français, celle de 5 546 000 personnes en 1971, 5 829 000 en 1981 et 6 369 000 en 1991.

Quoi dire des coûts? Tôt dans mon mandat, après avoir visité diverses régions du Canada et participé à plusieurs tribunes téléphoniques, j'ai réuni mes principaux collaborateurs pour leur dire que j'entendais des gens parler de coûts cachés. La véracité des chiffres étant pour moi un principe fondamental, j'ai demandé aux membres de mon équipe de m'aider à être scrupuleusement honnête dans mes rapports. Aussi, j'ai rencontré le vérificateur général pour le prier de bien vouloir me laisser savoir s'il décelait quelque omission que ce soit. Pour ma part, je suis prêt à analyser objectivement tout aspect des coûts.

Enfin, quoi dire de l'opinion publique? Parfois, dans des sondages, on demande aux Canadiens «Pour vous, le bilinguisme officiel a-t-il été un succès ou un échec?» Ce qui manque à ces sondages est une simple question additionnelle: «Pourquoi? Qu'est-ce que vous pensez que le programme devait accomplir, qu'est-ce qui a été ou n'a pas été réussi?»

• 1545

In a recent letter to Fredericton's *Daily Gleaner*, a Confederation of Regions MLA in New Brunswick attributed to me, and through me to the Official Languages Act, the objective that all Canadians outside Quebec should become bilingual. If you think the act has that unrealistic, unattainable objective, then of course you will say it has been a failure.

Western Report attributed to me the position that if all federal offices do not provide services in two languages, then Canadians' human rights are being denied them. With only 1,700 bilingual jobs out of 50,900 in all of western Canada, how could federal institutions possible provide two-language services in all offices?

We cannot judge success or failure if we do not know accurately what a law or program was conceived or intended to do. Let me take an important step further. Surely the question that should preoccupy us is not whether the anticipatory objectives of 1969 have been fulfilled, but whether the program has validity and usefulness for Canadian citizens today. It is my profound conviction that it has.

The issue then remains, as it has for nearly two and one-half centuries, how do we live together, how do we talk to each other, how do we respect each other's concerns and needs and perceptions? How do we cause each Canadian to feel that Canada cares about him or her? How do we build a sense of shared, proud Canadian identity?

I cannot conceive of the role of the commissioner being anything but a constructive contribution toward the attainment of those ends.

Merci, madame la présidente.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Excellente présentation, monsieur Goldbloom. Nous allons maintenant passer à la période des questions. Monsieur de Savoye.

Dans une récente lettre au Fredericton *Daily Gleaner*, un député néo-brunswickois provincial du parti COR attribuait au Commissaire, et donc à la Loi sur les langues officielles, l'objectif d'obliger tous les Canadiens à l'extérieur du Québec à devenir bilingues. Eh bien, si vous croyez que la loi a vraiment un objectif aussi irréaliste et irréalisable, c'est évident que vous conclurez à un échec.

La revue *Western Report* m'attribuait le point de vue que si les services ne sont pas fournis dans les deux langues par tous les bureaux fédéraux, les droits humains des Canadiens sont brimés. Avec seulement 1 700 postes bilingues sur 50 900 dans les quatre provinces de l'Ouest, comment serait-il humainement possible de fournir les services bilingues dans tous les bureaux?

Nous ne pouvons porter un jugement sur le succès ou l'échec d'un programme que si nous savons précisément dans quel but et avec quels objectifs il a été créé. Laissez-moi faire un important pas plus loin. Sûrement que la question qui devrait nous préoccuper n'est pas à savoir si les objectifs établis par anticipation en 1969 ont été atteints, mais si le programme rend un service valide et utile aux Canadiens aujourd'hui. J'ai la profonde conviction que oui.

La question demeure, donc, ce qu'elle a toujours été depuis bientôt deux siècles et demi: comment vivre ensemble, comment se parler, comment respecter les préoccupations et les besoins, les perceptions de l'autre, comment faire en sorte que chaque personne sente que le Canada est sensible à ses soucis et comment bâtir avec fierté un sentiment d'identité partagé?

Je ne peux concevoir le rôle du Commissaire autrement que comme contribution constructive à la réalisation de ces objectifs.

Thank you, Madam Chairman.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): That was an excellent presentation, Mr. Goldbloom. We will now move on to questions. Mr. de Savoye.

[Text]

M. de Savoye: Monsieur Goldbloom, je désire vous féliciter pour l'excellence du rapport que vous avez présenté. J'ai été impressionné tant par l'excellence du français que par le fait qu'il était agréable à lire.

Je n'ai que cinq minutes devant moi et j'ai plus d'une dizaine de questions à poser. Je vais choisir les questions qui me tiennent particulièrement à coeur, surtout que je suis un ancien enseignant.

Monsieur le commissaire, pourquoi, à votre avis, les provinces du Manitoba, de la Saskatchewan et de l'Alberta ont-elles pris une dizaine d'années pour se conformer, par législation, à la Charte canadienne des droits et libertés et à la Loi sur les langues officielles? Est-ce que vous disposiez de quelque recours judiciaire pour intervenir et accélérer le processus? Qu'est-ce qui a finalement décidé ces provinces à légiférer comme elles auraient dû le faire depuis un moment?

Finally, why has it been an uphill battle to implement the linguistic provisions of the Charter and of the law in these three provinces?

M. Goldbloom: Madame la présidente, je ne me crois pas en mesure d'offrir toutes les interprétations et les explications possibles pour cette longue résistance.

Après tout, la Charte, avec son article 23, a été adoptée en 1982. Vous m'avez demandé si le commissaire dispose de recours judiciaires. La réponse est oui. Il s'en est servi à deux reprises par rapport à ce dossier, soit en 1990, dans la cause *Mahé c. l'Alberta*, et en 1993, par rapport au renvoi manitobain qui, obtenant le même jugement que la cause de 1990 de la part de la Cour suprême, a contribué au déblocage du processus.

• 1550

Je dois dire en toute objectivité que, lors de mes contacts répétés avec ces gouvernements provinciaux, cela à partir de l'été 1991 alors que je suis devenu commissaire, j'ai constaté qu'il y avait un argument qui m'était offert, à savoir que la bonne volonté commençait à se manifester, mais que l'argent se faisait rare. C'est à ce moment-là que le gouvernement du temps s'est penché sur le dossier et, au mois de mai dernier, si ma mémoire est fidèle, a déposé sur la table une somme globale de 112 millions de dollars qui, à mon sens, a contribué le dernier élément de déblocage.

Il y a certaines lenteurs, mais en ce moment, les commissaires d'école sont déjà élus au Manitoba. Il y a un progrès qui se voit dans les autres provinces. J'espère que les calendriers prévus seront respectés.

M. de Savoye: Pouvez-vous répondre à ma dernière question, que j'ai formulée en anglais? Pourquoi est-ce un *uphill battle*?

M. Goldbloom: C'est délicat. L'opinion publique n'étant pas unanime, un gouvernement peut écouter l'un ou l'autre des éléments de l'opinion publique. Comme je l'ai dit dans ma déclaration liminaire, je m'inquiète de voir des prises de position qui ne semblent pas fondées sur des réalités. Je pense que ce qui se voit maintenant, notamment au Manitoba, c'est que la résistance qui se manifestait dans l'opinion publique s'estompe depuis la prise de la décision, depuis l'adoption de la loi, depuis l'élection des commissaires d'école. J'espère que ce sera le cas dans les autres provinces, y compris celles qui n'ont pas encore donné suite au jugement de la Cour suprême.

[Translation]

Mr. de Savoye: Mr. Goldbloom, congratulations on your excellent report. The French was excellent and it was pleasant to read.

I have only five minutes and more than a dozen questions to ask. I will ask the questions that I am particularly interested in, as a former teacher.

Commissioner, why so you think it took about ten years for Manitoba, Saskatchewan and Alberta to make their legislation conform to the Canadian Charter of Rights and Freedoms and to the Official Languages Act? Did you have any legal means of intervening and speeding up the process? What finally made these provinces change their legislation as they should have well before they did?

Enfin, pourquoi a-t-il été si difficile d'appliquer les dispositions linguistiques de la Charte et de la loi dans ces trois provinces?

Dr. Goldbloom: Madam Chairman, I don't think I am able to provide all the reasons and explanations for this long resistance.

After all, the Charter and section 23 were adopted in 1982. You ask me if the Commissioner has legal recourse. The answer is yes. He has used it twice with respect to this issue: in 1990, in the *Mahé vs Alberta* case and in 1993, in the Manitoba case where the Supreme Court rendered the same judgement as in 1990, thereby getting the process moving.

I must say quite frankly that in my frequent dealings with these provincial governments, as of the summer of 1991 when I became Commissioner, I noticed one argument that was being used, that is that the will was there but there wasn't much money. So the government at the time examined the issue and last May, if my memory serves me well, it provided a total of \$112 million which I think was the final trigger in getting the process moving.

It is slow at times, but already school commissioners are being elected in Manitoba. Progress is also evident in other provinces. I hope that the timetables will be respected.

Mr. de Savoye: Could you answer my last question, that I put to you in English? Why is it an uphill battle?

Dr. Goldbloom: That's a delicate question. Public opinion is not unanimous and the government can listen to different sides of public opinion. As I said in my opening comments, I am concerned with positions that do not seem to be based on reality. I think that now, especially in Manitoba, the resistance that was evident in public opinion is fading—ever since these decisions were rendered, legislation was passed, and school commissioners were elected. I hope that this will also happen in the other provinces, including those who have not yet conformed to the Supreme Court's judgement.

[Texte]

M. de Savoye: M. Pawley serait certainement heureux d'entendre cela.

Relativement à la création d'un centre spécialisé dans les problèmes et les solutions se rapportant à la mise en oeuvre des droits à l'enseignement dans la langue de la minorité, aux échelons local et provincial, comment voyez-vous le statut et le rôle de ce centre?

M. Goldbloom: Je vous avoue que je n'ai pas eu beaucoup de contact avec ce centre. Il me semble que tout ce qui contribue à une meilleure compréhension est utile et que l'existence d'un tel organisme devrait contribuer à faciliter la compréhension et à mobiliser la bonne volonté, mais je ne suis pas en mesure d'aller plus loin en ce moment.

M. de Savoye: En ce qui concerne l'application du règlement en matière de services au public, monsieur le commissaire, comment entendez-vous procéder pour faire une vérification? Vous en parlez dans votre rapport. Comment entendez-vous procéder pour vérifier ces services au public?

M. Goldbloom: Nous utilisons nos propres ressources humaines et financières. Ce sont des personnes expérimentées qui ont déjà l'habitude de visiter des bureaux fédéraux en réponse au dépôt d'une plainte, par exemple. L'approche est maintenant plus systématique, parce qu'il faudra qu'à la fin, nous soyons en mesure de déposer devant le gouvernement une série de recommandations qui ne soient pas simplement ponctuelles, mais qui soient dans une perspective globale.

Il me semble que l'année que nous vivons en est une qui est cruciale. Malgré des améliorations d'un côté, il y a des déficiences qui apparaissent un peu partout. Il est temps que le gouvernement—je le dis candidement—prenne l'initiative d'informer précisément et de façon détaillée les fonctionnaires qui sont au service du public et les gestionnaires qui dirigent le travail de ces commissaires quant aux obligations de chaque bureau et de chaque personne. Si cela se faisait, et je vois un début d'effort dans cette direction et j'en suis heureux, je pense que nous corrigerions bien des défauts qui existent présentement.

[Traduction]

Mr. de Savoye: Mr. Pawley would certainly be happy to hear that.

How do you view the status and the role of the special center that will focus on the problems and solutions regarding the enforcement of the right to instruction in a minority language, at the local and provincial levels?

Dr. Goldbloom: I must admit that I have not had much contact with that center. I think that anything that improves understanding is useful and that an organization such as that one should contribute to improving understanding and encouraging good will, but I am not able to say more than that at this time.

Mr. de Savoye: Commissioner, how do you intend to monitor the application of regulations regarding services provided to the public? You mentioned it in your report. How will you check these services being offered to the public?

Dr. Goldbloom: We use our own human and financial resources. These are experienced people who are accustomed to visiting federal offices in response to, for example, a complaint being laid. Now we have a more systematic approach, because eventually we must be able to provide the government with a series of recommendations that will provide global, not specific solutions only.

The year we are going through is a crucial one. Despite improvements, there are still deficiencies here and there. Frankly, it is time the government takes the initiative of providing in-depth information regarding the obligations of each office and each person to the public servants and the managers carrying out the work of these commissioners. If that was done, and I am pleased to see that we are beginning to make an effort in that direction, I think that we would correct many of the flaws that presently exist.

• 1555

M. de Savoye: Merci, monsieur le commissaire.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette—Maltais): Mr. Allmand, please go ahead.

Mr. Allmand: I welcome you here again, Commissioner.

You've already referred to this, but I want to repeat it. As you pointed out, we had a debate in the House earlier this week in which many people took your report, and the complaints that were listed in the report, the shortcomings in the application of the Official Languages Act, and said *ergo* our official language policy has failed. That was said over and over again in the debate by certain members.

I was pleased to hear you say—and I don't want to put words in your mouth—that despite the complaints listed in your report, and the failures in certain instances in different departments, the language policy of the Official Languages Act has been a great success.

Mr. de Savoye: Thank you, Mr. Commissioner.

La coprésidente (Mme Ringuette—Maltais): Monsieur Allmand, vous avez la parole.

M. Allmand: Je vous souhaite encore une fois la bienvenue, monsieur le commissaire.

Vous avez déjà fait allusion à la question suivante, mais j'aimerais y revenir. Comme vous l'avez dit, au début de la semaine, à la Chambre, nous avons eu un débat au cours duquel bon nombre de députés ont fait allusion à votre rapport et aux plaintes qui y sont énumérées, aux lacunes qui existent dans l'application de la Loi sur les langues officielles. Ils en ont conclu que notre politique sur les langues officielles était un échec. Voilà ce qu'ont répété à plusieurs reprises certains députés au cours du débat.

J'ai été ravi de vous entendre dire—et je ne veux pas vous faire dire ce que vous n'avez pas dit—que malgré les plaintes dont vous parlez dans votre rapport et les problèmes rencontrés dans certains cas dans divers ministères, la politique linguistique et la Loi sur les langues officielles sont loin d'être un échec.

[Text]

Am I misinterpreting you, or—

Dr. Goldbloom: No, you're not. There is, obviously, a fair amount of work to be done to bring further improvement to the system, but as I indicated in my opening statement, there are undoubtedly hundreds and probably thousands of people who have satisfactory contacts with federal public servants each day. I really feel that if we did not have an Official Languages Act and if—I'm not talking about my person—we did not have a Commissioner of Official Languages, those situations would be less numerous and less satisfactory.

Mr. Allmand: One of the most encouraging, and I must say satisfying, paragraphs in your report is one on page 141, where you say:

Canada's youth represent a generation that understands that diversity does not threaten; it enriches. Already it is the most bilingual generation in Canadian history, a fact that may signal the progressive end of two linguistic solitudes for those who are prepared to take up the challenge.

It seems to me that's come about in part by the general thrust of federal and provincial governments to expand second language education, minority language education. Have you any further comment on this outstanding result that is taking place in our society?

Dr. Goldbloom: It seems to me that this is an indirect result of the existence of the Official Languages Act. What it is primarily, is a recognition by parents—after all, children don't make the decisions about their education when they start in school—that the two-language capability their children could develop is a valid objective. Some months ago we published a booklet aimed at helping young people who have gone through a fairly intensive program in French to retain their skills. Sometimes a youngster gets out of school and doesn't have the same opportunity to utilize the language, so we wanted to offer a constructive thing in that regard.

Mr. Allmand: I referred to the good news. Now I must refer to some bad news.

On page 57 of your report you say:

In most regions of Canada the presence of the two language communities in federal institutions subject to the Public Service Employment Act reflects their presence in the regional population. The exception is Quebec,

—and we're talking about the federal public service—

where English-speakers account for only 5.2% of federal public servants, down from 5.4% last year and out of proportion with the 13.2% of the province's population. . .

Dr. Goldbloom: you will know that year after year I've referred to these figures. Year after year you've listed them in your report. Anglophones in Quebec in the federal public service are well under their percentage of the population in federal departments. It's getting worse, it's not getting better. We can compare it with other regions.

[Translation]

J'interprète peut-être mal ce que vous avez dit, ou. . .

M. Goldbloom: Non, pas du tout. Naturellement il y a encore beaucoup de travail à faire pour améliorer le système, mais comme je l'ai dit dans mes remarques préliminaires, il y a certainement des centaines et probablement des milliers de personnes qui ont tous les jours des contacts satisfaisants avec les fonctionnaires fédéraux. Je suis vraiment convaincu que si nous n'avions pas une Loi sur les langues officielles et si—je ne parle pas ici de ma personne—nous n'avions pas un commissaire aux langues officielles, ces situations seraient moins nombreuses et moins satisfaisantes.

M. Allmand: L'un des paragraphes les plus encourageants et, je dois dire, les plus satisfaisants, dans votre rapport, se trouve à la page 147 et je cite:

Les jeunes Canadiens appartiennent à une génération qui voit la diversité non pas comme une menace, mais comme une source d'enrichissement. C'est la génération qui compte le plus de personnes bilingues dans toute l'histoire du Canada, signe probable de la disparition progressive des deux solitudes pour ceux qui sont prêts à relever le défi.

Il me semble que cela a été possible en partie grâce à l'objectif général des gouvernements fédéral et provinciaux d'élargir l'enseignement des langues secondes, l'enseignement des langues minoritaires. Avez-vous d'autres observations à faire au sujet des résultats exceptionnels que nous avons obtenus dans notre société?

M. Goldbloom: Il me semble que c'est le résultat indirect de l'existence de la Loi sur les langues officielles. Mais cela est surtout dû au fait que les parents reconnaissent—après tout ce ne sont pas les enfants qui prennent ce genre de décision lorsqu'ils commencent l'école—que le bilinguisme est un objectif valable pour leurs enfants. Il y a quelques mois, nous avons publié une brochure pour aider les jeunes qui ont suivi un cours de français assez intensif à ne pas oublier ce qu'ils avaient appris. Les jeunes qui sortent de l'école n'ont pas toujours l'occasion de continuer à pratiquer la langue qu'ils ont apprise. Nous avons donc voulu ainsi leur proposer quelque chose de constructif.

M. Allmand: J'ai parlé des bonnes nouvelles, je dois maintenant parler des mauvaises.

À la page 57 et au début de la page 58 de votre rapport, vous dites:

Dans la plupart des régions du Canada, la présence des deux communautés linguistiques au sein des institutions fédérales soumises à la Loi sur l'emploi dans la Fonction publique correspond à leur proportion dans la population générale. Le Québec fait exception.

—et nous parlons ici de la fonction publique fédérale—

Les anglophones n'y représentent que 5,2 p. 100 de tous les fonctionnaires fédéraux, comparativement à 5,4 p. 100 l'an dernier, alors que la province compte 13,2 p. 100 d'anglophones. . .

Monsieur Goldbloom, vous savez qu'année après année nous faisons allusion à ces chiffres. Année après année, vous en parlez dans votre rapport. Au Québec, le pourcentage d'anglophones qui travaillent dans la fonction publique est bien inférieur à leur pourcentage de la population dans les ministères fédéraux. Le pourcentage diminue, plutôt que d'augmenter. Nous pouvons le comparer avec celui d'autres régions.

[Texte]

In the west, francophones are 2.2% in the federal public service and they're 2.2% of the population. In Ontario francophones are 4.9% in the federal public service and they're 4.1% in the population. In the national capital region, francophones are 38.5% in the public service and 35.4% in the population. An area I'm surprised at is Atlantic Canada. Francophones are 10.7% in the public service, whereas they are 12.5% in the population. There's a shortfall there, despite the large number of Acadians in New Brunswick and Nova Scotia.

[Traduction]

Dans l'Ouest, les francophones représentent 2,2 p. 100 de tous les fonctionnaires fédéraux et 2,2 p. 100 de la population. En Ontario, les francophones représentent 4,9% de tous les fonctionnaires fédéraux et 4,1 p. 100 de la population. Dans la région de la capitale nationale, les francophones représentent 38,5 p. 100 des fonctionnaires fédéraux et 35,4 p. 100 de la population. Une région où le pourcentage me surprend est celle de l'Atlantique. Les francophones représentent 10,7 p. 100 des fonctionnaires fédéraux alors qu'ils représentent 12,5 p. 100 de la population. Il y a donc une lacune, malgré le grand nombre d'Acadiens en Nouvelle-Écosse et au Nouveau-Brunswick.

• 1600

Commissioner, despite your reports year after year on this, why is no improvement being made? There are approximately 800,000 anglophones in Quebec. A lot of them are well educated. They are more bilingual than ever before, a very high capacity of bilingualism, yet the percentage in the federal public service is dropping every year.

Dr. Goldbloom: It's a chronic and frustrating problem. All the commissioners called attention to it year after year, as you have, Mr. Allmand. There is a manifestation of good will that shows itself. People try. One of the basic problems at this moment in history is that hiring is infinitesimal, so opportunities are much fewer.

I am asked to determine whether we get a lot of complaints from English-speaking Quebecers that they have not been fairly dealt with in their efforts to get into the federal public service. We get very few complaints.

Mr. Allmand: You had some serious ones about Ste. Anne's Hospital.

Dr. Goldbloom: Yes. That was about the way in which patients and their families were dealt with by the personnel with regard to some aspects of hiring policy within that hospital.

I wish I could see a light at the end of this tunnel. Various explanations are offered by various people.

Mr. Allmand: Can I refer to one? In your report you have suggested—and we've seen it over the years—that there's no one minister responsible for taking the bull by the horns and seeing that your complaints are taken up and the act is applied. Each minister deals with the complaints in his own department, and the Minister of Canadian Heritage now has some general responsibilities, but you've suggested that there be a unit in the Privy Council Office, I believe, that would have special responsibility for enforcement. Don't you think something like that, one minister or one unit in all the federal government that would be responsible, would help correct some of these difficulties?

Dr. Goldbloom: Mr. Allmand, that suggestion was made in a slightly different context. It was a recognition of the difficulty any department may have in taking up the responsibility of coordinating the efforts of federal institutions when the

Commissaire, malgré vos rapports année après année sur la question, pourquoi n'y a-t-il pas d'amélioration? Il y a environ 800 000 anglophones au Québec. Bon nombre d'entre eux ont une bonne instruction. Ils sont plus bilingues qu'ils ne l'ont jamais été, une très grande capacité de bilinguisme, et, pourtant, la proportion d'anglophones dans la fonction publique fédérale au Québec diminue chaque année.

M. Goldbloom: Il s'agit d'un problème chronique et frustrant. Tous les commissaires ont attiré l'attention sur cette question année après année, comme vous, monsieur Allmand. On manifeste une certaine bonne volonté. Les gens essaient. L'un des principaux problèmes à l'heure actuelle, c'est que l'on embauche très peu de fonctionnaires, de sorte que les possibilités d'emploi dans la fonction publique sont beaucoup moins grandes.

On me demande de déterminer si nous recevons beaucoup de plaintes d'anglophones du Québec qui n'auraient pas été traités de façon équitable lorsqu'ils tentent d'obtenir un emploi dans la fonction publique fédérale. Nous recevons très peu de plaintes.

M. Allmand: Vous avez reçu des plaintes assez graves au sujet de l'hôpital Ste-Anne.

M. Goldbloom: Oui. Ces plaintes concernaient la façon dont les patients et leurs familles étaient traités par le personnel en ce qui a trait à certains aspects de la politique d'embauche au sein de cet hôpital.

J'aimerais pouvoir voir la lumière au bout du tunnel. Différentes explications ont été données par différentes personnes.

M. Allmand: Puis-je faire allusion à une de ces explications? Dans votre rapport, vous avez laissé entendre—et nous l'avons constaté par les années passées—qu'aucun ministre en particulier n'avait la responsabilité de prendre le taureau par les cornes et de s'assurer que l'on donne suite à vos recommandations concernant les plaintes et que la loi est respectée. Chaque ministre s'occupe des plaintes qu'il reçoit au sein de son propre ministère, et le ministre du Patrimoine canadien a maintenant certaines responsabilités générales, mais si j'ai bien compris, vous proposez que l'application de la loi soit confiée à un groupe spécial au sein du Bureau du Conseil privé. À votre avis, en confiant à un ministre ou à un groupe la responsabilité de l'application de la loi dans tout le gouvernement fédéral, est-ce que cela n'aiderait pas à corriger certaines de ces lacunes?

M. Goldbloom: Monsieur Allmand, cette suggestion a été faite dans un contexte légèrement différent. On voulait reconnaître la difficulté pour un ministère de coordonner les efforts des institutions fédérales lorsque les rapports sont

[Text]

relationships are horizontal. Without wanting to take away from the Minister of Canadian Heritage the responsibilities that are there and that are in part VII of the Official Languages Act, we did come forward with the suggestion that if there were in addition a centre of responsibility for coordination, which was at a level that would be perceived as superior to the departments, that could be helpful.

Mr. Allmand: Thank you very much, Commissioner.

Mr. Silye (Calgary Centre): Mr. Goldbloom, thank you for appearing before the committee.

I'm an immigrant from Hungary. We came over in 1951. I am bilingual, but unfortunately we didn't even make your chart for minority languages. I guess we'll have to see what happened to all the Hungarians in Canada. They've probably become Canadians and are looking after themselves quite nicely without too much trouble.

I would first of all like to compliment you on today's statement and your reclarification of your report. I believe the recommendations that you made on the laws that are needed are very good. I can assure you the Reform Party would have no trouble supporting those principles.

The principle of supplying bilingual services with respect to federal institutions where the numbers warrant, where there's significant demand, is supported by the Reform Party. We are not anti-French, as some of the media like to accuse us of, and occasionally members opposite in the House.

It will take us some time to explain our position, but we do want to find out what are the costs of bilingualism. Why are they over \$1 billion? Why do you say it's \$600 million, the Department of Heritage says it's only \$300 million and we have these various prices? What we're trying to do, really, is just ask some questions and find out where everything falls.

As well, I want to clarify one thing at the outset. I'll have a series of about four or five questions. They're relatively brief so I won't be giving you any more speeches here. We're just going to try to get to the bottom of some things here.

In your last public foray, you recommended that the bilingualism bonus be eliminated. In your report—I've read it a number of times—you urge elimination.

We asked the Prime Minister in the House if he would act upon that and he said he would review it. Have you done sufficient review to conclude and reiterate that you definitely believe it should be eliminated?

Dr. Goldbloom: Since the successive commissioners have recommended this for a number of years, I would want to maintain that recommendation.

[Translation]

horizontaux. Sans vouloir enlever au ministre du Patrimoine canadien ses responsabilités et les responsabilités aux termes de la Loi sur les langues officielles, nous avons dit que s'il y avait en plus un centre de responsabilité chargé de la coordination, il serait peut-être utile d'avoir en plus un centre de responsabilité chargé de la coordination, à un niveau qui serait perçu comme étant supérieur au ministère.

M. Allmand: Merci beaucoup, monsieur le commissaire.

M. Silye (Calgary-Centre): Monsieur Goldbloom, je vous remercie de comparaître devant notre comité.

Je suis un immigrant hongrois. Nous sommes venus au Canada en 1951. Je suis bilingue, mais malheureusement le hongrois n'apparaît même pas au tableau des langues minoritaires au Canada. Je me demande ce qui est arrivé à tous les Hongrois au Canada. Je suppose qu'ils sont devenus canadiens et qu'ils s'en tirent très bien sans trop de problèmes.

J'aimerais tout d'abord vous féliciter de votre déclaration d'aujourd'hui et des éclaircissements que vous avez apportés à votre rapport. Vous faites d'excellentes recommandations relativement aux mesures législatives qui sont nécessaires. Je peux vous assurer que le Parti réformiste n'aurait aucun problème à appuyer ces principes.

Le Parti réformiste est d'accord avec le principe selon lequel des services bilingues sont offerts dans les institutions fédérales là où le nombre de personnes le justifie, où il existe une demande importante. Nous ne sommes pas antifrancophones, comme nous en accusent certains médias et, à l'occasion, certains députés d'en face à la Chambre.

• 1605

Il nous faudra un certain temps pour expliquer notre position, mais nous voulons savoir quel est le coût du bilinguisme. Pourquoi le bilinguisme coûte-t-il plus d'un milliard de dollars? Pourquoi parlez-vous de 600 millions de dollars alors que le ministère du Patrimoine canadien dit que le coût n'est que de 300 millions de dollars? Pourquoi les chiffres varient-ils? Tout ce que nous voulons en réalité, c'est poser quelques questions pour savoir exactement ce qu'il en est.

Je veux également préciser une chose dès le départ. J'aurai une série de quatre ou cinq questions. Elles sont relativement brèves, et je ne ferai plus de grands discours. Je veux juste essayer d'aller au fond de certaines choses.

Lors de votre dernière incursion publique, vous avez recommandé l'élimination de la prime au bilinguisme. Dans votre rapport—je l'ai lu plusieurs fois—vous recommandez vivement l'élimination de la prime au bilinguisme.

À la Chambre, nous avons demandé au premier ministre s'il donnerait suite à cette recommandation et il a répondu qu'il allait l'examiner. Avez-vous examiné suffisamment la question pour conclure et réitérer que vous êtes vraiment convaincu qu'il faudrait l'éliminer?

M. Goldbloom: Étant donné que les commissaires successifs en ont fait la recommandation pendant un certain nombre d'années, je voudrais maintenir cette recommandation.

[Texte]

Let me emphasize two things. First, it requires negotiation with the interested parties and their union representatives. It is not my wish to take away from people, who are now receiving an amount of money on which they count, what they are receiving at present. At the very least, however, it should be possible to say that as of tomorrow morning it will not be included in the remuneration of new people coming in.

Secondly, I am concerned about a situation in which it appears to me that for each person receiving that bonus there are approximately two people in the same field of work who are not receiving it. Surely there is an inequity there. It was undoubtedly a good idea when it started but I have difficulty in perceiving that it is a necessary thing today. I have suggested that it be phased out.

Mr. Silye: Good. The position many of us have is that it appears we're bribing people to learn a second language rather than encouraging them. As you say in your report, if the position itself is defined as requiring a bilingual person, and if I aspire to that job and I don't speak French, I will undertake to learn French if I want that salary and benefits. So I agree with you that we don't need the bonus.

In your statement today, you talked a little bit about democracy and the fact that the linguistic capabilities of some offices fall short of their clients' needs. What is your opinion of the needs of the anglophones in the province of Quebec and are they being satisfied with respect to language services?

Dr. Goldbloom: We get complaints from all parts of the country. In proportion to population, we get fewer complaints from Quebec than we do from other parts of the country.

When I talk with people I do of course hear about some difficulties that individuals may encounter but in general I would not be able to portray this as a massive problem.

Madam Chairman, as the door has been opened for me to make an additional comment, I would very much like to do so. One of the observations that we make repeatedly about the federal public service in Quebec is that there is a very high percentage of bilingual jobs. Successive commissioners have expressed the view that this is probably higher than needed. Some people have extrapolated that to say that therefore there is an unfair burden being imposed on the federal public service in Quebec by comparison with what is imposed elsewhere.

The fact is that the need for bilingual positions in Quebec in the federal public service is not limited to providing service to the 800,000 English-speaking citizens of that province. It is required by the economic and communication relationships of Quebec with the rest of North America, particularly with the United States. At the border between Canada and the United States in the province of Quebec, customs officers have to be bilingual. Those involved in economic dossiers have to be bilingual. So that's a major part of the reason why there is such a high percentage.

[Traduction]

Permettez-moi de souligner deux choses. Tout d'abord, il faudra négocier avec les parties intéressées et leurs représentants syndicaux. Je n'ai pas l'intention d'enlever quoi que ce soit à ceux qui reçoivent déjà un montant sur lequel ils comptent. Cependant, on pourrait tout au moins dire que dorénavant la prime au bilinguisme ne fera plus partie de la rémunération des nouveaux employés.

Deuxièmement, la situation qui m'inquiète est la suivante: il me semble que pour chaque personne qui reçoit cette prime, il y a environ deux personnes dans le même genre d'emploi qui ne la reçoivent pas. Il y a sûrement une inéquité. L'idée était sans aucun doute bonne au départ, mais j'ai de la difficulté à comprendre que cette prime soit nécessaire aujourd'hui. J'ai proposé qu'elle soit éliminée progressivement.

M. Silye: Bon nombre d'entre nous ont l'impression que l'on soudoie les gens pour qu'ils apprennent une langue seconde plutôt que de les y encourager. Comme vous le dites dans votre rapport, s'il s'agit d'un poste désigné bilingue, que j'aspire à ce poste et que je ne parle pas français, j'apprendrai le français si je veux ce salaire et ces avantages sociaux. Je suis d'accord avec vous lorsque vous dites que la prime au bilinguisme n'est pas nécessaire.

Dans votre déclaration aujourd'hui, vous avez parlé de démocratie et du fait que les capacités linguistiques de certains bureaux ne répondent pas aux besoins de leurs clients. À votre avis, les services linguistiques au Québec répondent-ils au besoin des anglophones de cette province?

M. Goldbloom: Nous recevons des plaintes de toutes les régions du pays. Proportionnellement à la population, nous recevons moins de plaintes du Québec que d'autres régions du pays.

Naturellement, lorsque je parle avec les gens, ils me font part de certaines difficultés que peuvent rencontrer des particuliers, mais de façon générale, je ne peux pas dire qu'il existe un problème majeur.

Madame la présidente, puisqu'on me donne l'occasion de faire une autre observation, j'aimerais beaucoup le faire. Une chose que l'on répète constamment au sujet de la fonction publique au Québec, c'est qu'il existe un pourcentage très élevé de postes bilingues. Les commissaires ont tour à tour dit que ce pourcentage était sans doute plus élevé que nécessaire. Certaines personnes ont extrapolé en disant que par conséquent, on imposait un fardeau injuste à la fonction publique fédérale du Québec par rapport à celle des autres provinces.

Le fait est que ce n'est pas seulement pour offrir un service aux 800 000 citoyens anglophones de cette province que l'on a besoin de postes bilingues au sein de la fonction publique fédérale au Québec. Ces postes bilingues sont nécessaires car le Québec a des rapports économiques avec le reste de l'Amérique du Nord et plus particulièrement avec les États-Unis avec qui il doit communiquer. À la frontière entre le Canada et les États-Unis, au Québec, les douaniers doivent être bilingues. Ceux qui s'occupent de dossiers économiques doivent être bilingues. Voilà une des principales raisons pour lesquelles le pourcentage est si élevé.

[Text]

[Translation]

• 1610

Last year when the commissioner gave his merit awards, one of the offices that received the award was that of Revenue Canada Taxation in Montreal, where there was not one single complaint from the public for three consecutive years. That is an encouraging indication of the ability of the federal public service, even with relatively small numbers of anglophones, to provide decent service in Quebec.

Mr. Silye: In your analysis and evaluation of the complete program, do you get any complaints or do you have any thoughts at all about the practice of putting both languages on signs and consumer products?

There has been conflict in Quebec over whether or not signs should be in two languages, to protect the French language in the province. What is your opinion on having all signs and consumer products labelled in two languages in all provinces?

Dr. Goldbloom: With regard to signs, we do expect by virtue of the laws that federal installations throughout the country will have signage in both languages. By and large that does not present major problems. Where there have been shortcomings over the years, they appear to have been corrected.

Once in a while we encounter the kind of problem that derives from the nature of the French language and the nature of the English language.

We have a hassle going on at the moment regarding the principal sign that greets travellers at Winnipeg International Airport.

In English, it's Winnipeg International Airport. In French, it's Aéroport international de Winnipeg. To respect the way in which each language expresses itself, the sign says Aéroport international de Winnipeg International Airport.

This is terribly upsetting to some people. It seems to me if the name Winnipeg is large enough, people would know they've come to the right airport and wouldn't have a sense of resentment that the French and the English are used in that way.

With regard to packaging and labelling, we have been working on this issue for some time and our report should be finished within a matter of some weeks. Strictly speaking, it is not directly in the jurisdiction of the commissioner. Consumer and Corporate Affairs administers the laws in question.

If I may respond directly to your question, it does not make sense that everything should be in two languages in every part of the country. It depends on the market to be served. Local products should be labelled in one language and those distributed on a wider basis should be in both languages.

One of the problems we encounter is that the department concerned simply does not have enough inspectors to catch products coming in across the border; therefore Canadian manufacturers and business people complain about unfair competition. They are obliged to provide packaging and labelling in two languages while products come in across the border and are not caught.

L'an dernier, quand le Commissaire a distribué ses *mérites*, un des récipiendaires en était le Bureau de Revenu Canada (Impôt) à Montréal où il n'y avait pas eu une seule plainte de la part du public en trois ans. Il est tout de même encourageant de constater que le gouvernement fédéral réussit à donner un service satisfaisant au Québec même si le nombre d'anglophones qu'il dessert est relativement restreint.

M. Silye: À propos de votre analyse et de votre évaluation du programme complet, recevez-vous des plaintes ou avez-vous parfois des idées à propos de l'utilisation des deux langues sur les affiches ou les produits de consommation?

Le Québec a connu certains conflits sur la question de savoir si les affiches devraient être libellées ou non dans les deux langues pour protéger la langue française dans cette province. Pensez-vous que toutes les affiches et que tous les produits de consommation devraient être libellés dans les deux langues dans toutes les provinces?

M. Goldbloom: Pour ce qui est des affiches, nous nous attendons à ce que les installations fédérales de tout le pays respectent les lois et qu'on y trouve toutes les affiches dans les deux langues. En général, cela ne présente aucun problème important. Lorsqu'il y a eu des problèmes, au fil des ans, ils ont été corrigés.

De temps à autre, la nature même de la langue française et de la langue anglaise peut poser un problème.

À l'heure actuelle, il y a une chicane de clochers à propos de l'affiche qui accueille les voyageurs à l'aéroport international de Winnipeg.

En anglais, cela se lit Winnipeg International Airport; en français, Aéroport international de Winnipeg. Afin de respecter la façon de s'exprimer dans chacune des deux langues, l'affiche dit Aéroport international de Winnipeg International Airport.

Voilà qui fait tourner le sang de certains. Il me semble que si le mot Winnipeg est suffisamment mis en évidence, les gens sauront qu'ils ont atterri au bon aéroport et ne s'offusqueront pas de la manière dont on affiche le français et l'anglais.

Pour ce qui est de l'emballage et de l'étiquetage, il y a quelque temps déjà que nous nous penchons sur cette question et le rapport devrait être terminé d'ici quelques semaines. À strictement parler, cela ne relève pas directement du mandat du Commissaire. C'est Consommation et Affaires commerciales Canada qui voit au respect des lois en question.

Cependant, pour répondre plus directement à votre question, il n'est pas logique que tout se trouve dans les deux langues dans tout le Canada. Tout dépend du marché visé par le produit. Les produits écoulés sur un marché local devraient avoir des étiquettes unilingues tandis que les produits à plus large diffusion devraient avoir une étiquette bilingue.

Un des problèmes, c'est que le ministère responsable n'a tout simplement pas suffisamment d'inspecteurs pour vérifier tous les produits qui traversent la frontière; les manufacturiers et les commerçants canadiens se plaignent donc de concurrence déloyale. Ils sont obligés de fournir emballage et étiquetage dans les deux langues officielles tandis que les produits qui traversent nos frontières échappent à cette contrainte.

[Texte]

It would be to the advantage of Canadian manufacturers if products were not allowed into our country unless they were labelled in the way products are within Canada.

Le sénateur Corbin: Il me fait plaisir de vous revoir, docteur Goldbloom. Je vous félicite pour la qualité de votre rapport. J'ai la collection complète des rapports du commissaire aux langues officielles, du numéro 1 jusqu'à celui-ci. Je ne peux pas dire que je les ai tous lus attentivement, mais je suis en train de lire celui-ci attentivement. Je n'en ai pas encore terminé la lecture.

Je suis tout de suite allé à la partie IV de votre rapport, qui parle de l'état de santé relatif des communautés de langue officielle. En fin de compte, c'est cela qui compte. Est-ce que le patient est moribond? Est-ce qu'il se porte bien ou s'il est malade?

[Traduction]

Il serait avantageux pour les manufacturiers canadiens que les produits soient interdits d'entrée à moins que ne soient respectées les lois canadiennes concernant l'emballage et l'étiquetage.

Senator Corbin: It's a pleasure to see you once again, Dr. Goldbloom. I congratulate you on the quality of your report. I have the complete collection of all the reports from all the commissioners of official languages from number 1 to this one. I can't tell you that I've read them all attentively, but I am reading this one attentively. I haven't finished reading it yet.

I skipped straight to part 4 of your report on the relative state of health of our official language communities. In the end, that's what counts. Is the patient at death's door? Is the patient well or sick?

• 1615

Je voudrais dire que je fais aussi partie du Comité spécial du Sénat sur l'euthanasie. Vous connaissez cela, l'euthanasie. Quand j'examine chaque année les rapports du commissaire aux langues officielles, j'ai l'impression qu'on est devant un malade, devant un moribond, et que, dans certains cas, on pratique un genre d'euthanasie sur la minorité francophone du pays. Elle a parfois un caractère actif, parfois un caractère passif. Cela est démontré dans votre rapport, d'ailleurs. Vous parlez de l'indifférence de certains fonctionnaires qui n'offrent pas activement les services bilingues. Vous parlez de types dans les Forces armées qui ont fait rire d'eux et qui se sont fait persécuter littéralement. C'est dans votre rapport.

Ce qui me chagrine le plus dans la politique générale sur les langues officielles au pays, c'est que, par consensus, on a décidé de desservir, d'offrir les services et d'encourager l'établissement d'écoles et de commissions scolaires homogènes là où le nombre le justifie, mais qu'on ne se préoccupe pas des autres. Qu'est-ce qui arrive aux autres? Ceux de la diaspora, pour employer une expression que nous connaissons bien tous les deux, sont-ils laissés à leur sort? Est-ce qu'on pratique une forme d'euthanasie passive à l'égard de leur culture et de leur langue? Est-ce que je pourrais avoir un commentaire là-dessus?

M. Goldbloom: Monsieur le sénateur, le commissaire attache beaucoup d'importance à l'appui qu'il doit donner et que le gouvernement s'est engagé à donner aux communautés de langue officielle vivant en situation minoritaire. C'est ainsi que nous avons contribué de façon vigoureuse à la présentation des causes devant les tribunaux, jusqu'à la Cour suprême du Canada.

Nous sommes passés, en 1993, de trois à six provinces qui respectent enfin l'article 23 de la Charte et ont mis en marche le processus de création de la gestion scolaire. Je ne prétends pas que la gestion scolaire, à elle seule, réglera le problème de l'assimilation, mais sans cette gestion scolaire, les perspectives sont beaucoup plus sombres.

Il en est de même des projets de création de centres communautaires et scolaires, là où la communauté peut se réunir et où les enfants reçoivent leur éducation. Cette formule, qui se voit notamment dans certaines des provinces Maritimes, a fait ses preuves. Encore une fois, ce n'est pas une solution simpliste et définitive, mais en multipliant la fourniture de telles ressources aux communautés, on peut espérer voir un renversement de la vapeur.

I'd just like to say that I also sit on the Senate's special committee on euthanasia. Of course you know what euthanasia is. Every year, when I examine the reports of the Commissioner of Official Languages, I get the impression of someone staring death in the face, on a sick bed, and that in some cases we're practising some sort of euthanasia on our country's French-speaking minority. It's often done actively, sometimes passively. Your report demonstrates that, actually. You spell out the indifference of certain public servants who don't actively offer bilingual services. You talk about people in the armed forces who were laughed at and were literally persecuted. That's in your report.

What saddens me most about the general policy on our official languages is that, through a consensus, it was decided to serve, offer services and encourage the establishment of schools and homogeneous school boards in areas where the number warrants, but no concern is shown for the others. What happens to the others? To use an expression we both know well, are those of the diaspora simply left to their feet? Is a form of passive euthanasia being used against their culture and their language? Could I have your comments on that?

Dr. Goldbloom: Senator, the Commissioner attaches much importance to the support he must give and the government committed itself to give to official language minority communities. That's why we have vigorously contributed to bringing cases before the courts even up to the Supreme Court of Canada.

In 1993, we went from three to six provinces finally respecting clause 23 of the Charter and setting up a process of implementing school management. I'm not saying that this alone will solve the problem of assimilation, but without management of schools, the outlook is far more bleak.

The same goes for projects setting up community and school centres where the community can meet and children be educated. This formula which is more particularly used in some of the Maritime provinces is a proven one. Once again, it's not a simplistic and definitive solution, but by increasing those resources to communities we can hope to see the trend reverse itself.

[Text]

Je dois dire que les chiffres du recensement de 1991 m'ont inquiété. Lorsqu'on demande aux gens quelle est leur langue maternelle, et ce sont les chiffres que j'ai donnés en indiquant la force relative des divers éléments linguistiques de notre population, on voit la progression des chiffres. Mais lorsqu'on demande aux gens quelle est la langue principalement employée au foyer, il y a un écart.

J'ai demandé au statisticien en chef du Canada de bien vouloir me fournir, dans la mesure du possible, une ventilation de ces chiffres. Malheureusement, cela n'a pas été possible. Des questions additionnelles n'ont pas été posées. Quand la langue anglaise est employée dans un foyer qui, en principe, fait partie de la communauté francophone, qu'est-ce que cela veut dire? Que le parent d'expression française ne parle pas le français avec les enfants? Que les enfants ne vont pas à l'école en français? Que le parent francophone ne travaille pas en français? Que les deux parents ne participent pas aux activités de la communauté? Malheureusement, les chiffres sont muets là-dessus. Mais le phénomène est là, et il me semble que nous devons chercher des moyens pratiques de contribuer à renforcer la vie des communautés de langue officielle minoritaire.

• 1620

C'est ainsi qu'au mois de février, conjointement avec la Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada, le Commissariat a tenu un colloque sur l'exogamie, sur les mariages mixtes sur le plan linguistique. Ce qui m'a plu, c'est qu'à la fin de la journée, on ne s'est pas limité à constater et à déplorer; on est arrivé à une série de recommandations pratiques et constructives. J'espère que nous pourrions être utiles.

Le sénateur Corbin: J'aimerais faire un dernier commentaire. Je pense que vous serez heureuse de l'entendre, madame la présidente. À la page 116 de votre rapport, dans la deuxième colonne, vous employez à deux reprises une expression qui me blesse, qui me choque et que je me suis efforcé de faire disparaître, du moins dans le milieu parlementaire. C'est l'expression «francophone hors Québec». Je ne tiens pas, monsieur le commissaire, à me faire définir en fonction du Québec.

Je vais vous citer rapidement le dernier tome du *Dictionnaire biographique du Canada* qui vient de paraître aux Presses de l'Université Laval. Il y a un article sur Évanturel, François-Eugène Alfred, qui a vécu à Alfred. Mon collègue le connaît bien. Il a été député et président de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario. Son biographe dit ceci:

Bientôt, il commença à faire valoir que les Canadiens français de tout l'Ontario avaient une identité commune, identité qui découlait autant, sinon plus, du fait de leur résidence en Ontario que de leurs liens avec la société québécoise.

Je considère le Québec comme une espèce de mère-patrie autant que la France, pour des raisons évidentes et logiques, mais nos conditions de vie, que ce soit en Ontario, au Nouveau-Brunswick, en Nouvelle-Écosse ou dans l'Ouest, ne sont pas définies en fonction du Québec. C'est un état de vie qui est défini en fonction de la réalité de la province où nous vivons.

Vous me feriez un grand plaisir si vous enleviez toute allusion au fait que nous, Canadiens parlant français, devons en quelque sorte continuer à nous définir en fonction du Québec. Ce n'est pas le cas, avec tout le respect que je dois à mes compatriotes de langue française du Québec.

[Translation]

I must say that the 1991 census figures concerned me. When we ask people about their mother tongue, and the figures I gave indicate the relative strength of our population's diverse linguistic elements, we can see how the figures progress. However, when we ask people which language is mainly used in the home, there is a difference.

I have asked Canada's Chief Statistician to please provide me, insofar as possible, with a breakdown of those figures. Unfortunately, it was not possible. Additional questions were not asked. What does it mean when the English language is used in a home which, in theory, is part of the francophone community? Does it mean the French-speaking parent does not speak French with the children? That the children don't go to French school? That the French-speaking parent does not work in French? That the parents don't take part in community activities? Unfortunately, the figures remain silent about that. But the phenomenon is there, and it seems to me we should try to find practical means to contribute to the support of our official language minority communities.

In February, jointly with the Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada, the Commissioner's office had a forum on exogamy or linguistically mixed marriages. What I liked is that, at the end of the day, it wasn't limited to making note of and deploring. A series of practical and constructive recommendations were presented. I hope we'll be able to be useful.

Senator Corbin: I have a last comment. I think you'll be happy to hear it, Madam Chairman. On page 112 of your report, in the first column, you twice use an expression I find hurting and shocking and that I've tried to do away with, at least in parliamentary terms. It's the expression "French-speaking communities outside Quebec". Commissioner, I refuse to be defined by reference to Quebec.

I will quickly quote the last tome of the *Biographical Dictionary of Canada* that has just been published by the Presses de l'Université Laval. There's an article on Évanturel, François-Eugène Alfred, who lived in Alfred. My colleague knows him well. He was MPP and Speaker of Ontario's Legislature. His biography says this:

He soon started insisting that all of Ontario's French-Canadians had a common identity which stemmed as much if not more, from the fact they resided in Ontario rather than from their ties with Quebec's society.

I consider Quebec as being a sort of Mother Country, the same as France, for clear and logical reasons but our way of life whether in Ontario, New Brunswick, Nova Scotia or out West, is not tributary of Quebec. It's a way of life that is defined by the reality of the province where we live.

You would afford me tremendous pleasure if you were to do away with allusion to the fact that we Canadians who speak French should continue to define ourselves in relation with Quebec. That is not the case, with all due respect to my French-speaking compatriots from Quebec.

[Texte]

[Traduction]

M. Goldbloom: Sénateur Corbin, je prends de bonne part votre commentaire. Vous savez, en rédigeant un rapport aussi long, on se trouve à être obligé de varier un peu l'appellation. Puisque les communautés en question n'aiment pas se faire appeler «minorités», nous adoptons de plus en plus l'expression «communautés de langue officielle vivant en situation minoritaire». C'est un peu long, mais je comprends parfaitement ce que vous dites et je le respecte, et je m'engage à faire disparaître cette expression des rapports futurs.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Monsieur le commissaire, en tant que présidente de ce Comité et en tant que Franco-Canadienne du Nouveau-Brunswick, je vous remercie de votre engagement. Sénateur Rivest.

Mr. Silye: What about the people at the Winnipeg airport?

A voice: Yes.

Le sénateur Rivest: Cela me fait un plaisir, monsieur le commissaire, de vous retrouver. Nous avons l'occasion de cheminer ensemble depuis de très nombreuses années, malgré notre tout jeune âge à tous les deux. J'ai été vivement impressionné par votre rapport et vos commentaires. Je pense qu'ils s'imposaient.

Dr. Goldbloom: Senator Corbin, I have made good note of your comments. You know, in writing such an extensive report, one must vary the terms one uses. As the communities in question don't like to be called "minorities", we are turning more and more to the expression "official language minority communities". It's a bit longer, but I perfectly understand what you're saying, I respect it and I make the commitment to eradicate this expression from future reports.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Commissioner, as Chair of this Committee and as a French-Speaking Canadian from New Brunswick, I thank you for your commitment. Senator Rivest.

M. Silye: Et les gens à l'aéroport de Winnipeg?

Une voix: Oui.

Senator Rivest: It's a pleasure to meet with you again, Commissioner. We have been fellow travellers for a number of years despite our youth. I was quite impressed by your report and comments. I think they were imperative.

• 1625

Je suis tout à fait d'accord que les dispositions d'ordre constitutionnel qui concernent les langues officielles soient non seulement maintenues, mais aussi rendues le plus vivantes possible par l'action du gouvernement canadien et par la Loi sur les langues officielles. Je suis également d'accord que le commissaire multiplie ses efforts. Je partage aussi les préoccupations de mes collègues de la commission.

Vous avez signalé des difficultés ou des carences au niveau de l'application de la Loi sur les langues officielles pour les francophones de l'ensemble des provinces canadiennes. Une chose m'a paru plus immédiate, et je voudrais que vous élaboriez là-dessus devant le Comité. Il y a un ministre responsable, et c'est le ministre du Patrimoine canadien. C'est un ministère vertical. Je pense que vous en avez discuté. Vous avez suggéré que cela soit placé au niveau du Conseil privé. Ayant une certaine connaissance de la réalité gouvernementale, je comprends très bien votre idée. Si le Conseil privé avait la responsabilité de la coordination, les messages se rendraient sans doute beaucoup plus rapidement et beaucoup plus efficacement au niveau de chacun des ministères et organismes du gouvernement fédéral en ce qui concerne l'importance de la mise en oeuvre des politiques de bilinguisme. Également, si cela était au Conseil privé, ce serait plus efficace dès lors qu'il s'agirait de fournir aux différents ministères et organismes les moyens de répondre aux besoins vécus, non pas d'une façon théorique mais d'une façon réelle, comme vous l'avez souligné dans vos commentaires. Je pense qu'on ferait alors un grand pas dans le sens d'une amélioration de l'efficacité et de la productivité des efforts qu'on fait pour assurer le respect de la dualité canadienne. J'aimerais simplement que vous élaboriez là-dessus.

M. Goldbloom: Monsieur le sénateur, vous avez fort bien résumé la pensée que j'ai voulu exprimer.

I entirely agree that the constitutional provisions on official languages should not only be maintained but also be improved as much as possible by the Canadian government's action as well as through the Official Languages Act. I also agree that the Commissioner should increase his efforts. I also share the concerns of my colleagues on the Committee.

You have pointed out problems or deficiencies with the implementation of the Official Languages Act as concerns francophones in all provinces of Canada. One thing seemed to have more immediacy and I'd like you to elaborate on it before this Committee. There is a minister responsible and that's our Minister for Canadian Heritage. It's a vertical department. I think you have discussed this. You suggested that it should be given to the Privy Council. Having some knowledge of a government and its realities, I understand your idea. If the Privy Council were to be responsible for the coordination, the message would be delivered much more quickly and efficiently to all of the federal government departments and agencies as to the importance of implementing bilingualism policies. Also, if it were with the Privy Council, things would become much more efficient as to providing our different governmental departments and agencies the means to respond to day-to-day needs, not theoretically but concretely as you pointed out in your comments. I think we would be taking a great step in the direction of improving efficiency and productivity of the efforts made to insure respect of Canada's duality. I would like to hear you elaborate on that.

Dr. Goldbloom: Senator, you have given a very good summary of what I wanted to say.

[Text]

Je n'ai pas voulu suggérer que le ministre du Patrimoine canadien, anciennement secrétaire d'État, n'a rien fait dans ce domaine, mais je constate certaines difficultés en ce qui concerne l'obtention de résultats et il me semble que, si l'on ajoutait un élément ayant un prestige un peu spécial, cela pourrait aider.

Comme je l'ai souligné plus tôt, le fait d'entreprendre des études systémiques devrait nous mener à faire mieux dans ces divers domaines. Dieu sait que l'un des domaines où nous ne réussissons pas à obtenir les résultats désirés et requis, c'est celui de la coordination des institutions fédérales et de l'appui donné aux communautés de langue officielle vivant en situation minoritaire.

Je me suis permis à plus d'une reprise, y compris devant ce Comité lorsqu'il n'était pas mixte mais seulement de la Chambre des communes, de m'élever contre la diminution des subventions aux communautés de langue officielle. Je l'ai fait de nouveau dans une lettre que j'ai envoyée au ministre. J'ai suggéré d'abord que l'on fasse des efforts ponctuels, au moyen de la coordination interministérielle, pour trouver des ressources qui pourraient être acheminées vers les communautés en question, ressources auxquelles les communautés ont droit.

Deuxièmement, même si le gouvernement paraît décidé à maintenir chacune de ces décisions, celles qui prévoient des coupures additionnelles de ces subventions devraient à mon sens — je le dis bien respectueusement — être revues.

M. Boudria: J'aimerais remercier le commissaire aux langues officielles pour son rapport et le féliciter.

Your comments today, Commissioner, were very much appreciated as well. They weren't very long, but I can tell you they will be often quoted in the future by yours truly and I'm sure others, because they do say a lot. In many ways they reflect at least my thoughts insofar as the role of the Commissioner of Official Languages is concerned and what the program itself is supposed to do.

[Translation]

I didn't want to suggest that the Minister for Canadian Heritage, the ex Secretary of State, has done nothing in the area, but I do see certain problems when it comes to getting results and it seems to me that if we were to add an element with some special prestige it might help.

As I pointed out earlier, the undertaking of systemic examinations should help us do better in those different areas. Lord knows that one of the areas where we don't manage to get the desired and required results is in the coordination of federal institutions and the support given to official language minority communities.

More than once, including before this Committee when it was not a Joint Committee but only a House of Commons Committee, I have gone so far as to complain about the decrease in subsidies going to official language communities. I did it again in a letter I sent to the Minister. First of all, I suggested that specific efforts be made through interdepartmental coordination to find resources that could be given to the communities in question, resources to which these communities are entitled.

Second, even if the government now seems decided to maintain each one of those decisions, I respectfully submit that each one of those decisions providing for additional decreases in those subsidies should be reexamined.

Mr. Boudria: I would like to thank and congratulate the Commissioner of Official Languages for his report.

Monsieur le commissaire, nous apprécions aussi ce que vous nous avez dit ici aujourd'hui. Vos observations n'étaient pas très détaillées, mais je puis vous dire que moi-même, ainsi que d'autres, les citerons souvent à l'avenir car elles en disent long. Dans bien des cas, elles sont le reflet de ma pensée concernant le rôle que devrait jouer le Commissaire aux langues officielles et les buts que devrait viser son programme.

• 1630

Vous avez parlé tout à l'heure du bilinguisme territorial, au niveau provincial ou avec des frontières provinciales. Dans ma circonscription, en Ontario, il y a 100 000 habitants, soit 65 000 francophones et 35 000 anglophones. Avec le bilinguisme territorial, ou bien on aurait seulement l'anglais chez nous, ou bien on ferait une exception et on désignerait cette région comme région francophone, et 35 000 anglophones de l'Ontario ne seraient pas servis dans leur langue. Vous pouvez constater qu'un tel programme pourrait être absurde.

Parlons de lacunes, parce que c'est là-dessus que porte votre travail. Votre travail n'est pas de constater que le programme est un échec. D'ailleurs, vous avez dit que ce n'était pas un échec, mais bien un succès. Cependant, c'est à vous d'identifier les failles du programme.

Croyez-vous que le fait que le gouvernement fédéral ait rétabli le programme de contestation judiciaire va aider les communautés minoritaires à s'affirmer et à faire valoir devant les tribunaux leurs besoins et leurs doléances à ce niveau-là?

M. Goldbloom: Vous savez, monsieur le député, que, suite à la décision de l'ancien gouvernement d'abolir le programme de contestation judiciaire, j'ai fait faire une étude détaillée sur ce que ce programme avait accompli et ce qui restait à faire,

Before you were talking about territorial bilingualism at the provincial level or with provincial borders. In my Ontario riding there are 100,000 people and the make-up is 65,000 francophones and 35,000 anglophones. With territorial bilingualism we'd either have only English in my riding or there would be an exception made and it would be designated as a French-Speaking region and 35,000 Ontario anglophones would not get service in their language. You can see that a program like that could turn out to be absurd.

Let's talk about deficiencies because that is the gist of your work. Your work isn't to say that the program is a failure. In any case, you have said that it is not a failure but a success. However, it's up to you to identify the program's deficiencies.

Do you think that the fact the federal government has re-established the Court Challenges Program will help minority communities to affirm themselves and air their needs and complaints before the courts?

Dr. Goldbloom: I'm sure you know, sir, that when the previous government decided to do away with the Court Challenges Program, I undertook a detailed examination of the program's accomplishments and what remained to be done as

[Texte]

l'objectif du programme étant de permettre l'établissement d'une jurisprudence d'éclaircissement et d'interprétation de la Charte. Le gouvernement du temps prétendait que tout avait été fait. Le rapport que nous avons déposé démontrait le contraire, à savoir que nous n'étions qu'à mi-chemin de ce qui était nécessaire pour que soient clarifiés les droits des citoyens.

Le gouvernement sortant, avant les élections, était revenu sur sa décision et avait annoncé le rétablissement du programme. Le gouvernement nouvellement élu a confirmé cette décision. Cependant, d'après les renseignements que j'ai, l'argent ne commencera à être disponible qu'au mois de septembre prochain. Si c'est le cas, il y a une lacune, un hiatus qui pourrait faire mal à des gens.

J'ai essayé de dire à des gens, par exemple au gouvernement du Manitoba, que si les citoyens étaient obligés de retourner devant les tribunaux, ils seraient obligés de le faire à leurs frais en l'absence de ce programme.

M. Boudria: En d'autres termes, vous êtes heureux que le programme ait été rétabli, mais vous souhaiteriez qu'il soit remis en oeuvre plus tôt.

M. Goldbloom: Oui, en effet.

M. Boudria: Permettez-moi de vous poser une dernière question.

I'm going to advance the following proposition to you, that the Official Languages Act is not designed at all to make anyone bilingual. It's designed to ensure that unilingual people can get service in their language and that Dan McTeague, Don Boudria or Victor Goldbloom personally don't need it at all.

I seldom remember from one hour to the next which language I used in a previous conversation. I would suspect it's probably the same with you, Dr. Goldbloom.

Wouldn't you say—and I'm not trying to put words in your mouth, but I'm trying to obtain as much as possible for the record—that the act is there to ensure that people can be served in their language, not to ensure that they would be forced or would have another language “stuffed down their throat”, or however they put it?

Dr. Goldbloom: The portrait of the Official Languages Act as a coercive piece of legislation is absolutely false. The only people who are obliged to be bilingual are those who serve the public in federal public service positions defined as bilingual.

• 1635

We have bilingual positions so that we don't have to hire two people to serve the public. I have a letter from a person complaining bitterly that 12 or 13 offices in British Columbia have been removed from the list of those required to provide bilingual services. I am prepared to affirm those offices will not reduce their staff because they'll still have the same numbers of clients and the same numbers of public servants required to serve them.

[Traduction]

the objective of the program was to lead to jurisprudence being established to clarify and interpret the charter. The government of the day contended that everything had been done. The report we tabled was a demonstration to the contrary and that we were about halfway to doing what was needed to clarify the rights of individuals.

Before the elections, the outgoing government reviewed its decision and announced the program was being re-established. The newly elected government confirmed that decision. However, my information is that moneys will only begin to become available as of next September. If that is the case, there is going to be a hiatus, a deficiency that might hurt some people.

I have tried to tell some people, the Manitoba government for example, that if individual citizens had to go before the courts they would have to do it at their own expense in the absence of this program.

Mr. Boudria: In other words, you're happy to see the program was restored but you would hope for it to be implemented sooner.

Dr. Goldbloom: Yes, exactly.

Mr. Boudria: Allow me one last question.

Je vous présente l'argument suivant, c'est-à-dire que l'objectif de la Loi sur les langues officielles n'est pas du tout d'obliger qui que ce soit à devenir bilingue. Son objectif est de s'assurer que les unilingues seront servis dans leur langue et que Dan McTeague, Don Boudria ou Victor Goldbloom, à titre personnel, n'en ont absolument pas besoin.

Au cours d'une journée, je ne me souviens pas d'un moment à l'autre dans quelle langue s'est déroulée ma dernière conversation. J'ai l'impression qu'il en va de même pour vous, monsieur Goldbloom.

Je ne veux pas vous prêter des paroles, mais j'aimerais quand même consigner ces choses au compte rendu, alors n'êtes-vous pas d'accord avec moi sur le fait que la loi doit s'assurer que les gens peuvent être servis dans leur propre langue et non pas obliger le citoyen ordinaire à parler une autre langue ou à se laisser imposer une langue étrangère comme certains le prétendent?

M. Goldbloom: Il est absolument faux de prétendre que la Loi sur les langues officielles est une loi coercitive. Les seules personnes qui doivent être bilingues sont celles qui servent le public dans des postes désignés bilingues de la fonction publique fédérale.

Nous avons des postes bilingues pour ne pas être obligés d'embaucher deux personnes pour servir le public. J'ai une lettre d'une personne qui se plaint amèrement du fait que 12 ou 13 bureaux en Colombie-Britannique ont été éliminés de la liste de ceux qui doivent offrir des services bilingues. Je suis prêt à affirmer que ces bureaux ne réduiront pas leur personnel car ils ont toujours le même nombre de clients et le même nombre de fonctionnaires nécessaires pour les servir.

[Text]

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Monsieur le commissaire, étant donné que les personnes du gouvernement doivent discuter d'un autre dossier fort important, nous devons ajourner la rencontre d'aujourd'hui. Toutefois, étant donné l'enthousiasme que vous suscitez, il y aurait peut-être lieu de prévoir une autre rencontre avec les membres de ce Comité. Sur cela, je vous remercie infiniment.

Dr. Goldbloom: Thank you, Madam Chairman. I would simply place myself at the disposal of the committee at any mutually convenient date.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Merci beaucoup.

La séance est levée.

[Translation]

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Commissioner, as we have another very important issue to discuss, we have to adjourn this meeting. However, because of the great enthusiasm shown by Committee members here, maybe we should schedule another meeting with you. Thank you very much.

M. Goldbloom: Merci, madame la présidente. Je m'assurerai d'être à la disposition du comité à une date qui nous conviendra mutuellement.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Thank you very much.

The meeting is adjourned.



If undelivered, return COVER ONLY to:
Canada Communication Group — Publishing
45 Sacré-Cœur Boulevard,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Groupe Communication Canada — Édition
45 boulevard Sacré-Cœur,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

WITNESS

From the Office of the Commissioner of Official Languages:

Dr. Victor C. Goldbloom, Commissioner of Official Languages.

TÉMOIN

Du Bureau du Commissaire aux langues officielles:

Victor C. Goldbloom, Commissaire aux langues officielles.

The Speaker of the House hereby grants permission to reproduce this document, in whole or in part, for use in schools and for other purposes such as private study, research, criticism, review or newspaper summary. Any commercial or other use or reproduction of this publication requires the express prior written authorization of the Speaker of the House of Commons.

If this document contains excerpts or the full text of briefs presented to the Committee, permission to reproduce these briefs in whole or in part, must be obtained from their authors.

Available from Canada Communication Group — Publishing,
Public Works and Government Services Canada,
Ottawa, Canada K1A 0S9

Le Président de la Chambre des communes accorde, par la présente, l'autorisation de reproduire la totalité ou une partie de ce document à des fins éducatives et à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé de journal. Toute reproduction de ce document à des fins commerciales ou autres nécessite l'obtention au préalable d'une autorisation écrite du Président.

Si ce document renferme des extraits ou le texte intégral de mémoires présentés au Comité, on doit également obtenir de leurs auteurs l'autorisation de reproduire la totalité ou une partie de ces mémoires.

En vente: Groupe Communication Canada — Édition,
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada,
Ottawa, Canada K1A 0S9

C A 1
X 412
- 024
SENATE

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 2

Tuesday, April 26, 1994
Wednesday, April 27, 1994

Joint Chairs:

The Honourable Gerald Ottenheimer, Senator
Pierrette L. Ringuette-Maltais, M.P.

SÉNAT

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 2

Le mardi 26 avril 1994
Le mercredi 27 avril 1994

Coprésidents:

L'honorable Gerald Ottenheimer, sénateur
Pierrette L. Ringuette-Maltais, députée

*Minutes of Proceedings and Evidence of the Standing Joint
Committee the Senate and of the House of Commons on*

Official Languages

*Procès-verbaux et témoignages du Comité mixte permanent
du Sénat et de la Chambre des communes des*

Langues officielles

RESPECTING:

Tuesday, April 26, 1994

Future Business of the Committee

Wednesday, April 27, 1994

Annual Report 1992-93 of the President of the Treasury Board
of Canada entitled: "Official Languages in Federal
Institutions"

CONCERNANT:

Le mardi 26 avril 1994

Travaux futurs du Comité

Le mercredi 27 avril 1994

Rapport annuel 1992-1993 du Président du Conseil du Trésor
du Canada intitulé: «Les langues officielles dans les
institutions fédérales»

APPEARING:

The Hon. Arthur C. Eggleton, President of the Treasury Board.

COMPARAÎT:

L'honorable Arthur C. Eggleton, Président du Conseil du
Trésor.

WITNESSES:

(See back cover)

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)



First Session of the Thirty-fifth Parliament, 1994

Première session de la trente-cinquième législature, 1994

STANDING JOINT COMMITTEE OF THE SENATE AND OF
THE HOUSE OF COMMONS ON OFFICIAL LANGUAGES

Joint Chairs:

The Honourable Gerald Ottenheimer, Senator
Pierrette L. Ringuette—Maltais, M.P.

Joint Vice-Chairs:

Warren Allmand
Pierre de Savoye

Representing the Senate:

The Honourable Senators

Eymard Corbin
Jean-Claude Rivest—(3)

Representing the House of Commons:

Members

Eugène Bellemare
Don Boudria
Dan McTeague
Bob Ringma—(7)

Associate Member

Suzanne Tremblay

(Quorum 6)

Jacques Lahaie

Serge Pelletier

Joint Clerks of the Committee

COMITÉ MIXTE PERMANENT DU SÉNAT ET DE LA
CHAMBRE DES COMMUNES DES LANGUES OFFICIELLES

Coprésidents:

L'honorable Gerald Ottenheimer, sénateur
Pierrette L. Ringuette—Maltais, députée

Vice-coprésidents:

Warren Allmand
Pierre de Savoye

Représentant le Sénat:

Les honorables sénateurs

Eymard Corbin
Jean-Claude Rivest—(3)

Représentant la Chambre des communes:

Membres

Eugène Bellemare
Don Boudria
Dan McTeague
Bob Ringma—(7)

Membre associé

Suzanne Tremblay

(Quorum 6)

Les cogreffiers du Comité

Jacques Lahaie

Serge Pelletier

PROCÈS-VERBAUX

LE MARDI 26 AVRIL 1994

(2)

[Texte]

Le Comité mixte permanent des Langues officielles se réunit aujourd'hui, à huis clos, à 15 h 22, dans la pièce 307 de l'édifice de l'Ouest, sous la présidence de Pierrette Ringuette-Maltaise (coprésident).

Membres du Comité présent:

Représentant le Sénat: Eymard Corbin, Jean-Claude Rivest.

Représentant la Chambre des communes: Warren Allmand, Eugène Bellemare, Don Boudria, Pierre de Savoye, Bob Ringma, Pierrette L. Ringuette-Maltaise.

Membre suppléant présent: Geoff Regan pour Dan McTeague.

Autre membre présent: Shaughnessy Cohen.

Aussi présents: Du Service de recherche de la Bibliothèque du Parlement: Françoise Coulombe, Me Daniel Dupras, attachés de recherche.

Le comité entreprend l'étude de ses travaux futurs.

Il est convenu, — Que le Comité adopte le budget proposé totalisant 25 075\$ pour l'exercice financier du 1^{er} avril 1994 au 31 mars 1995.

Il est convenu, — Que le Sous-comité du programme et de la procédure soit composé des 2 coprésidents, des 2 vice-coprésidents, d'un représentant du Parti de la Réforme ainsi que d'un représentant du Sénat.

Il est convenu, — Que le Comité retienne, s'il le juge utile et à la discrétion de la présidence, les services d'un ou des attachés de recherche de la Bibliothèque du Parlement pour l'aider dans ses travaux.

Il est convenu, — Que le comité ajoute les mardi après-midi à son horaire afin de pouvoir entendre et accommoder divers ministres invités à comparaître d'ici la fin juin.

À 16 h 45, le Comité s'ajourne jusqu'à nouvelle convocation de la présidence

LE MERCREDI 27 AVRIL 1994

(9)

[Texte]

Le Comité mixte permanent des Langues officielles se réunit aujourd'hui, à 15 h 22, dans la pièce 112-N de l'édifice du Centre, sous la présidence de Pierrette Ringuette-Maltaise (coprésident).

Membres du Comité présents:

Représentant le Sénat: Eymard Corbin, Jean-Claude Rivest.

Représentant la Chambre des communes: Warren Allmand, Eugène Bellemare, Don Boudria, Pierre de Savoye, Bob Ringma, Pierrette L. Ringuette-Maltaise.

Autre membre présent: Marlene Catterall.

Aussi présents: Du Service de recherche de la Bibliothèque du Parlement: Françoise Coulombe et Me Daniel Dupras, attachés de recherche.

MINUTES OF PROCEEDINGS

TUESDAY, APRIL 26, 1994

(2)

[Translation]

The Joint Standing Committee on Official Languages met *in camera* at 3:22 o'clock p.m. this day, in Room 307 West Block, the Joint Chair, Pierrette Ringuette-Maltaise, presiding.

Members of the Committee present:

Representing the Senate: Eymard Corbin, Jean-Claude Rivest.

Representing the House of Commons: Warren Allmand, Eugène Bellemare, Don Boudria, Pierre de Savoye, Bob Ringma, Pierrette L. Ringuette-Maltaise.

Acting Member present: Geoff Regan for Dan McTeague.

Other Member present: Shaughnessy Cohen.

In attendance: From the Research Branch of the Library of Parliament: Françoise Coulombe and Daniel Dupras, Research Officers.

The Committee proceeded to discuss its future business.

It was agreed, — That the Committee adopt the proposed budget in the amount of \$25,075 for the financial year from April 1st, 1994 to March 31, 1995.

It was agreed, — That the Joint Chairs, the two Vice-Chairs and one member from the Reform Party as well as one representative from the Senate, do compose the Sub-committee on Agenda and Procedure.

It was agreed, — That the Committee retain the services of one or more Research Officers from the Library of Parliament, as needed, to assist the Committee in its works, at the discretion of the Chair.

It was agreed, — That the Committee add Tuesday afternoons to its sitting schedule in order to accommodate various ministers invited to appear before it before the end of June.

At 4:45 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

WEDNESDAY, APRIL 27, 1994

(9)

[Translation]

The Joint Standing Committee on Official Languages met at 3:22 o'clock p.m. this day, in Room 112-N, Centre Block, the Joint Chair, Pierrette Ringuette-Maltaise, presiding.

Members of the Committee present:

Representing the Senate: Eymard Corbin, Jean-Claude Rivest.

Representing the House of Commons: Warren Allmand, Eugène Bellemare, Don Boudria, Pierre de Savoye, Bob Ringma, Pierrette L. Ringuette-Maltaise.

Other Member present: Marlene Catterall.

In attendance: From the Research Branch of the Library of Parliament: Françoise Coulombe and Daniel Dupras, Research Officers.

Comparaît: L'honorable Arthur C. Eggleton, Président du Conseil du Trésor.

Témoins: Du Conseil du Trésor du Canada: Ian Clark, secrétaire du Conseil du Trésor du Canada et Contrôleur général; Madeleine Ouellon, sous-secrétaire, Direction des langues officielles et de l'équité en emploi; Gaston Guénette, directeur, Harmonisation et stratégies—Langues officielles, Direction des langues officielles et de l'équité en emploi; Gérard Finn, directeur, Programmes, Direction des langues officielles et de l'équité en emploi.

En conformité de l'article 108(2) du Règlement, le Comité examine le rapport annuel 1992-1993 du Président du Conseil du Trésor intitulé: «Les langues officielles dans les institutions fédérales».

Le Président du Conseil du Trésor fait une déclaration liminaire et répond aux questions.

Il est convenu, — Que le document intitulé «Bureau et points de service fédéraux qui doivent offrir des services dans les deux langues officielles», présenté par le Président du Conseil du Trésor soit déposé auprès du greffier du Comité à titre de pièce (Pièce «A»).

À 16 h 47, le Comité s'ajourne jusqu'à nouvelle convocation de la présidence.

Appearing: The Hon. Arthur C. Eggleton, President of the Treasury Board.

Witnesses: From the Treasury Board of Canada: Ian Clark, Secretary of Treasury Board of Canada and Comptroller General; Madeleine Ouellon, Deputy Secretary, Official Languages and Employment Equity Program; Gaston Guénette, Director, Harmonization and Strategy—Official Languages, Official Languages and Employment Equity Branch; Gérard Finn, Director, Programs, Official Languages and Employment Equity Branch.

Pursuant to Standing Order 108(2), the Committee considered Annual Report 1992-93 of the President of the Treasury Board of Canada entitled: "Official Languages in Federal Institutions".

The President of the Treasury Board made a preliminary statement and answered questions.

It was agreed, — That the document entitled "Federal Offices and Services Points that must provide Services in both Official Languages", presented by the President of the Treasury Board, be filed as an exhibit with the Clerk of the Committee (Exhibit "A").

At 4:47 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

Le cogreffier du Comité

Jacques Lahaie

Jacques Lahaie

Joint Clerk of the Committee

[Texte]

EVIDENCE

[Recorded by Electronic Apparatus]

Wednesday, April 27, 1994

[Traduction]

TÉMOIGNAGES

[Enregistrement électronique]

Le mercredi 27 avril 1994

• 1523

La coprésidente (Mme Ringuette—Maltais): À l'ordre, s'il vous plaît!

The first item on the agenda for today is the honourable minister, President of the Treasury Board.

Monsieur le président, si vous voulez faire la présentation des officiels qui vous accompagnent et ensuite faire la présentation pour votre ministère.

L'honorable Arthur C. Eggleton (président du Conseil du Trésor et ministre responsable de l'Infrastructure): Merci beaucoup.

Madam Chair, members,

mesdames et messieurs les coprésidents du Comité. Je vous remercie de m'avoir donné l'occasion de vous parler de la situation des langues officielles dans les institutions fédérales telle qu'elle est exposée dans le rapport annuel sur les langues officielles dans les institutions fédérales pour l'exercice 1992-1993.

Allow me to introduce the officials from my ministry, the Treasury Board: the Secretary of the Treasury Board of Canada and Comptroller General, Ian Clark; Madeleine Ouellon, who is the Deputy Secretary of Official Languages and Employment Equity Branch; and two of her directors, Gaston Guénette and Gérard Finn.

• 1525

I am pleased to appear before you because this committee has, since its creation in 1980, played a vital role in advancing official language policies and programs under the act. This year we celebrate the 25th anniversary of the passage of the first Official Languages Act. It's a good time to recognize the roots our two official languages have put down in our country.

Indeed, the Commissioner of Official Languages, in his recent report, said "Canada's youth is the most bilingual generation in Canadian history." I don't think legislation, including our charter, including our Official Languages Act, can take all the credit for that, but it certainly has helped to bring about this most welcome and heartening trend in our country, particularly amongst the people who represent our future.

This anniversary of the act gives us an opportunity to celebrate the openness of spirit we're all developing. Despite all the nay-sayers, our young people are growing up with two official languages and they're making the most of their opportunities. At this milestone, the challenge for Canadians is to face the future, not only by continuing to respect our differences, but also by building on them, and this quest for harmony has spurred our development and enriched our cultural heritage in Canada.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette—Maltais): Order, please!

Conformément à l'ordre du jour, nous entendrons d'abord l'honorable ministre, président du Conseil du Trésor.

Mr. Minister, would you be so kind as to introduce your officials and then make your presentation on behalf of your department.

Hon. Arthur C. Eggleton (President of the Treasury Board and Minister Responsible for Infrastructure): Thank you.

Madame la présidente, messieurs les membres du Comité,

Joint Chairs of the Committee. I appreciate this opportunity to talk to you about the official languages situation in federal institutions as set out in the 1992-93 Annual Report on Official Languages in federal institutions.

Permettez-moi d'abord de présenter les responsables de mon ministère, le Conseil du Trésor: le secrétaire du Conseil du Trésor du Canada et contrôleur général, Ian Clark; Madeleine Ouellon, sous-secrétaire de la Direction des langues officielles et de l'équité en emploi; et deux de ses directeurs, Gaston Guénette et Gérard Finn.

Je suis heureux de témoigner aujourd'hui devant le Comité car, depuis sa création en 1980, celui-ci a joué un rôle essentiel dans l'avancement du Programme des langues officielles. Cette année, nous célébrons le 25^e anniversaire de l'adoption de la première Loi sur les langues officielles. Le moment tombe à point nommé pour reconnaître les racines que nos deux langues officielles ont fixées dans ce pays.

Comme l'a récemment souligné le Commissaire aux langues officielles dans son rapport annuel «Les jeunes Canadiens appartiennent à une génération qui compte le plus de personnes bilingues dans toute l'histoire du Canada». Je ne crois pas que la législation, dont la Charte et la Loi sur les langues officielles, puisse s'en attribuer tout le mérite, mais elle a certainement contribué à l'essor de ce courant particulièrement souhaité et réconfortant, surtout parmi les jeunes qui sont l'avenir de ce pays.

L'anniversaire de la Loi nous donne l'occasion de rendre hommage à l'ouverture d'esprit que nous développons chez nous. Malgré les éteignoirs, nos jeunes apprennent les deux langues officielles en grandissant et ils profitent des chances qui leur sont offertes. À cette étape déterminante, le défi des Canadiens consiste à faire face à leur avenir non seulement en continuant de se montrer respectueux de leurs différences, mais aussi en misant et en s'appuyant sur celles-ci. Cette recherche de l'harmonie a jalonné notre évolution et enrichi notre héritage culturel.

[Text]

Before focusing on our annual report, I would like to clarify a key point about the official languages program in federal institutions and the legislation on which it is based.

The principal aim of the official languages legislation is to ensure equality of status of English and French in federal institutions. This means the citizens of this country have the right to use the official language of their choice. But how do we ensure that they can exercise this constitutional right? Certainly not by imposing some arbitrary rule that you would get by using some simplistic mathematical formula. If we did that we would deprive many Canadians of vital federal services, such as those involving health and safety, in their own language.

Our program is based on the concept of institutional bilingualism, that is, on the principle that federal institutions must themselves provide services in both official languages. The onus is not on individual Canadians to be bilingual; rather the onus is on federal institutions. It is the responsibility of these institutions to ensure members of the public are served in the official language of their choice, where the federal institutions have an obligation to provide these services.

Institutional bilingualism also means federal employees can pursue a career in the federal public service in the official language of their choice and that they can do so while remaining unilingual, if they so decide. In fact, only 30% of all positions in the public service are designated bilingual.

As President of the Treasury Board I am responsible for the official languages program in federal institutions. This involves responsibility for providing general direction to these institutions and for coordinating official languages, policies, and programs in them. The program has three major components—service to the public, language of work, and equitable participation. The first two components flow from the principles in the Canadian Charter of Rights and Freedoms. The Official Languages Act articulates them further.

According to these principles, Canadians have the right within prescribed and well-defined limits to communicate with their federal institutions and receive services from them in the official language of their choice. Employees of federal institutions in designated bilingual regions have the right to work in the official language of their choice, as defined in the law.

The program's third component, equitable participation, guarantees that Canadians of both official language communities have equal opportunities to get jobs and get ahead in federal institutions. Our government is committed to that principle.

I attach a great deal of importance to the service to the public aspect of the program. The Government of Canada and its institutions are at the service of the entire population of Canada and official languages are an integral component of this service we provide.

[Translation]

Avant d'entrer dans le vif du sujet, je voudrais clarifier un aspect essentiel du Programme des langues officielles dans les institutions fédérales et de la législation sur laquelle il repose.

La législation sur les langues officielles a pour principal objectif de garantir l'égalité de statut du français et de l'anglais dans les institutions fédérales. Cela signifie que les citoyens de ce pays ont le droit d'utiliser la langue officielle de leur choix. Et ce n'est certainement pas en recourant à l'arbitraire, en appliquant une règle mathématique simple, que nous leur donnerons l'occasion de se prévaloir de ce droit constitutionnel. Nous priverions alors de nombreux Canadiens de services fédéraux essentiels dans la langue de leur choix, notamment lorsque leur santé et leur sécurité sont en jeu.

Le Programme des langues officielles repose sur la notion de bilinguisme institutionnel. Cela signifie qu'il part du principe que ce sont les institutions fédérales qui doivent, elles-mêmes, donner leurs services dans les deux langues officielles. L'obligation de bilinguisme n'incombe pas à chacun des citoyens de ce pays. Elle s'applique plutôt aux institutions fédérales. Il revient en effet à ces institutions fédérales de s'assurer que, là où elles sont tenues de le faire, le public est servi dans la langue officielle de son choix.

Le bilinguisme institutionnel signifie aussi que les employés fédéraux peuvent faire carrière dans la fonction publique fédérale dans la langue officielle de leur choix et qu'ils peuvent le faire en demeurant unilingues, si telle est leur décision. En fait, seulement 30 p. 100 de l'ensemble des postes de la Fonction publique sont désignés bilingues.

À titre de président du Conseil du Trésor, je suis responsable du Programme des langues officielles dans les institutions fédérales. Je suis plus précisément responsable de l'élaboration et de la coordination générales des principes et programmes fédéraux des langues officielles dans les institutions fédérales. Le Programme des langues officielles s'articule autour de trois grands axes: le service au public, la langue de travail et la participation équitable. Les deux premières composantes procèdent de principes inscrits dans la Charte canadienne des droits et libertés et développés dans la Loi sur les langues officielles.

Selon ces principes, les Canadiens ont le droit, à l'intérieur des limites prescrites et bien définies, de communiquer avec leurs institutions fédérales et d'en recevoir les services dans la langue officielle de leur choix. Pour leur part, les employés des institutions fédérales, dans les régions désignées bilingues, ont le droit de travailler dans la langue officielle de leur choix, ainsi que le prévoit la législation.

La troisième composante du programme, la participation équitable, garantit aux Canadiens des deux collectivités de langue officielle qu'ils ont des chances égales d'emploi et d'avancement au sein des institutions fédérales. Le gouvernement a pris l'engagement de respecter ce principe.

J'attache beaucoup d'importance au volet du service au public. Le gouvernement du Canada et ses institutions sont au service de toute la population canadienne. À ce titre, les langues officielles sont une composante intégrale de la prestation des services.

[Texte]

The official languages regulations Have made it possible to carry out certain provisions of the act relating to service to the public. The regulations ensure the vast majority of minority-language communities can obtain federal services in their language. These regulations set out the circumstances that allow federal institutions to determine which of their offices or facilities must serve the public in both languages, whether that be because of a significant demand for the services or because of the nature of the services that are provided either directly or indirectly.

[Traduction]

Le Règlement sur les langues officielles a permis d'articuler de manière spécifique certaines dispositions de la Loi sur les langues officielles relatives au service au public. Il a permis de faire en sorte que la très grande majorité des collectivités minoritaires de langue officielle puissent obtenir des services fédéraux dans leur langue. Le Règlement définit les circonstances aux termes desquelles les institutions fédérales déterminent lesquels de leurs bureaux ou autres lieux offrant des services sont tenus de servir le public dans les deux langues officielles, que ce soit en raison de l'importance de la demande pour leurs services ou en raison de la nature même des services qu'elles offrent directement ou indirectement.

• 1530

As President of the Treasury Board, I have to ensure that federal institutions inform the public about the offices that must provide services to Canadians in both official languages. My ministry has prepared a list of federal offices covered by the regulations; that is, of the offices that must serve the public in both official languages. I'm providing a copy in both languages. It looks almost like a telephone directory. And I have copies here that I provide for the clerks of the committee. In addition, and in order to make that information readily available to the public, the list in those books will be published in various periodicals and newspapers across Canada in the coming weeks.

À titre de président du Conseil du Trésor, je dois m'assurer que les institutions fédérales font connaître au public les bureaux qui doivent fournir aux Canadiens des services dans les deux langues officielles. Mon ministère a compilé la liste des bureaux fédéraux visés par le Règlement, c'est-à-dire des bureaux tenus de servir le public dans les deux langues officielles. Je remets un exemplaire de cette liste aux greffiers du comité. On dirait presque un bottin téléphonique. J'ai ici des exemplaires que je remettrai aux greffiers du comité. En outre, et afin qu'elle soit plus aisément accessible au public, la liste sera publiée dans divers périodiques et journaux dans tout le Canada au cours des prochaines semaines.

At the same time, we're directing federal institutions to inform their clientele of these offices and service points and to report to the Treasury Board on their information campaigns to further provide Canadians with the information they need to know, where they can access federal services in the language of their choice.

Nous demandons en même temps aux institutions fédérales de faire connaître à leur clientèle ces bureaux et points de service et de faire rapport sur leurs campagnes d'information au Conseil du Trésor, et cela afin que les Canadiens aient accès aux renseignements dont ils ont besoin, qu'ils sachent où obtenir les services fédéraux dans la langue de leur choix.

The Treasury Board will also ensure that implementation of the last provisions of the regulations goes smoothly. There are still a few more to go by December of this year, although most of them have been in place for the last three years. They will be completed by December.

Le Conseil du Trésor veillera également à ce que la mise en oeuvre des dernières dispositions du Règlement se déroule harmonieusement et à ce que les institutions fédérales soient bien préparées lorsque les dispositions entreranno en vigueur. Certaines doivent entrer en vigueur en décembre prochain mais la majorité d'entre elles sont en place depuis déjà trois ans. Tout sera terminé au mois de décembre.

On March 11 I tabled in Parliament the fifth annual report of the President of the Treasury Board on official languages and federal institutions for the fiscal year 1992-93, which of course was during the time of the previous government. This report describes the progress made in implementing the program. It outlines what the Treasury Board has done to assist federal institutions to carry out the legislation, the kinds of information programs we've run, the seminars we've run. The report reviews what federal institutions have done to respect the rights of Canadians of both official language groups in their dealings with their government.

Le 11 mars dernier, je déposais le cinquième rapport annuel du président du Conseil du Trésor sur la situation des langues officielles dans les institutions fédérales pour l'exercice 1992-1993, période pendant laquelle le gouvernement précédent était au pouvoir. Ce rapport décrit l'état de la mise en oeuvre du programme. Il présente les activités menées par le Conseil du Trésor pour appuyer les institutions fédérales dans l'application de la législation et mentionne notamment les programmes d'information et les colloques que nous avons organisés. Le rapport examine les mesures prises par les institutions fédérales pour respecter les droits des Canadiens des deux collectivités linguistiques lorsqu'ils traitent avec leur gouvernement.

Même s'il reste des défis à relever, la situation dans l'ensemble des institutions fédérales peut être qualifiée de généralement satisfaisante.

Although a number of challenges still remain, the overall situation in federal institutions was generally satisfactory.

For example, the number of public service employees in bilingual positions who met the language requirement of their positions has never been as high as it was in 1992-93. Some 56,500 employees in bilingual positions, almost 90% of all

Ainsi, à l'échelle de la Fonction publique, le nombre de titulaires de postes bilingues qui répondaient aux exigences linguistiques de leur poste n'a jamais été aussi élevé que maintenant. Quelque 56 500 employés représentant près de 90

[Text]

people in bilingual positions, compared to 70% in 1978, met the language requirements of their positions. This shows that progress has been made and that the program continues to build on its achievements.

The participation of anglophones and francophones in the public service has remained equitable. The reductions in the workforce over the past few years have not affected the rates of participation of members of both language groups in the public service. Those rates have stabilized at 72% for anglophones and at 28% for francophones, levels that generally reflect the presence of the two official language communities in Canada.

Of course there's room for improvement in some areas, for example the participation of anglophones in some departments in Quebec. Officials in my ministry are looking at ways to help federal institutions to make the necessary improvements wherever they are in this country. In fact, the program has reached the stage where it needs some fine-tuning and adjustment, adjustments that may be less noticeable but certainly challenging for all of us. I believe it is from this perspective that we must look at it today.

The cost of the progress to date has been reasonable and will continue to be so. In 1992-93 the direct cost of the official languages program in federal institutions was \$296.5 million—a little less than 0.25% of all public expenditures, excluding debt servicing. The overall cost, if you include the programs administered by my colleague, the Minister of Canadian Heritage, outside federal institutions such as official languages in education in support of official language minorities, if you add all of that the total comes to \$631.5 million. That's about 0.5% of all government spending. Well-spent money, I might add.

• 1535

The Commissioner of Official Languages recommended the elimination of one of the costs, and that is the bilingualism bonus. As the Prime Minister said in the House of Commons, we'll be looking into this, keeping in mind the program's objectives in federal institutions.

The \$800-a-year bilingualism bonus was introduced as an incentive to learning and using the other official language. Many believe it is a legitimate way to compensate public service employees who have to use their second-language skills to serve Canadians in the official language of their choice. I think it has served that purpose well.

I might add that the bonus is part of the collective agreements with the unions. So if there was to be any change after the government reviewed it, it would require negotiations with the unions before any change could be made.

[Translation]

p. 100 de l'ensemble des titulaires de postes bilingues satisfaisaient aux exigences linguistiques de leur poste en 1992-1993 comparativement à 70 p. 100 en 1978. Il s'agit de progrès qui démontrent que le programme continue de bâtir sur les acquis.

La participation des francophones et des anglophones dans la Fonction publique est pour sa part demeurée équitable. Les réductions de l'effectif de la Fonction publique effectuées ces dernières années n'ont pas influé sur les taux de participation des membres des deux collectivités linguistiques. Ces taux se sont stabilisés à 28 p. 100 et 72 p. 100 dans le cas des francophones et des anglophones respectivement, soit à des niveaux qui, grosso modo, reflètent la présence des deux collectivités de langue officielle au Canada.

Il y a certainement place à amélioration dans certains secteurs. Je pense à la participation des anglophones dans certains ministères au Québec. Les fonctionnaires de mon ministère examinent les moyens d'aider les institutions fédérales en vue de produire les améliorations requises, et cela dans tout le pays. En fait, le Programme des langues officielles en est rendu à l'étape où il faut procéder à des aménagements et à un réglage minutieux. Les ajustements à faire sont peut-être moins spectaculaires, mais ils présentent certainement des défis pour chacun de nous. C'est, je crois, dans cette perspective qu'il faut situer le Programme aujourd'hui.

Les coûts des progrès accomplis jusqu'à présent ont été raisonnables et ils continueront de l'être. En 1992-1993, les coûts directs du Programme des langues officielles dans les institutions fédérales ont été de 296,5 millions de dollars, soit l'équivalent d'un peu moins de un quart de 1 p. 100 de l'ensemble des dépenses publiques, service de la dette exclue. Le coût global, si vous y incluez ceux des programmes administrés par mon collègue, le ministre de Patrimoine Canada, à l'extérieur des institutions fédérales, comme les langues officielles dans l'enseignement et l'aide aux collectivités minoritaires de langue officielle, est de 631,5 millions de dollars, soit environ 0,5 p. 100 de l'ensemble des dépenses fédérales. J'ajouterais que c'est de l'argent bien dépensé.

Le commissaire aux langues officielles a recommandé l'élimination de la prime au bilinguisme. Comme l'a indiqué le premier ministre à la Chambre des communes, nous allons étudier cette recommandation sans perdre de vue les objectifs du Programme dans les institutions fédérales.

La prime au bilinguisme de 800\$ par année a été instituée pour encourager l'apprentissage et l'utilisation de l'autre langue officielle. Nombreux sont ceux qui estiment qu'elle représente une juste rémunération pour les fonctionnaires qui doivent utiliser leurs compétences linguistiques pour servir les Canadiens dans la langue officielle de leur choix. J'estime que l'objectif a été atteint.

Je me permets d'ajouter que la prime fait partie des conventions collectives signées avec les syndicats. Toute modification à la prime doit donc être négociée avec les syndicats. Cela signifie que si après avoir examiné la question, le gouvernement doit procéder à des changements, ces derniers devront être négociés avec les syndicats.

[Texte]

Overall, the cost of the official languages program is reasonable, given its benefits to Canadians. It is the cost of the investment that together we decided to make as Canadians to ensure respect for the rights of individuals, as prescribed by law, to be served by the institutions of their country and to work in these institutions in the official language of their choice.

We've reduced program costs over the past few years as a result of government restraint measures. In two years the costs have dropped by more than 11%. But this decrease has not affected either the program's effectiveness or the attainment of its objectives, because of measures taken to improve the implementation of the program and its support mechanisms and to make them more efficient and more effective in delivering the same services.

Language training and translation were established to help federal institutions to fulfil their legal obligations. They provide logistical support for carrying out the program in federal institutions. They allow for the training of unilingual employees and for the production of documents in both languages, and they allow for the direct and active offer of bilingual services to the public.

Comme je l'ai dit plus tôt, il y a place à l'amélioration et il reste un défi à relever. Tout n'est pas parfait. C'est le cas du service au public dans certains endroits du pays.

Suffice to say that I am aware of the progress to be made. I intend, in particular, to work on service standards for the program. This initiative will ensure that services of comparable quality are offered in both English and French.

Linguistic duality is a cornerstone of Canadian identity. The official languages program flows from the legislation in place. Language rights are entrenched in the Canadian Constitution.

The official languages program nurtures our cultural identity and will continue to contribute to Canada's linguistic duality. It has helped, and will continue to help, make Canadians sensitive to and respectful of our differences, yet conscious of our similarities as Canadians, regardless of which official language we speak.

Madam Chair and committee members, I know that I can count on your support and advice to this end. Working together, we can strengthen the program and increase its effectiveness in the interests of all Canadians.

Thank you. *Merci beaucoup.*

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Thank you, Mr. Minister, for a very good presentation.

I would like to remind the members of Mr. Goldbloom's comments a few weeks ago regarding complaints from the general public. He was emphasizing that complaints are registered, but seldom does a citizen or an official of government comment on the fact that he has received good services in the language of his or her choice. That was an excellent comment.

[Traduction]

Dans l'ensemble, les coûts du Programme des langues officielles sont raisonnables en regard des avantages que le Programme procure aux Canadiens. C'est l'investissement que nous avons décidé de faire ensemble comme Canadiens, pour respecter les droits des citoyens de notre pays, que leur confère la loi, de se faire servir par leurs institutions et d'y travailler dans la langue officielle de leur choix.

Nous avons réduit les coûts du Programme ces dernières années sous l'effet des mesures de restrictions budgétaires gouvernementales. En l'espace de deux ans, ils ont diminué de plus de 11 p. 100 sans que le programme ni ses objectifs ne s'en ressentent. Cela est attribuable aux mesures prises pour améliorer la mise en oeuvre du programme et de ses mécanismes d'appui et pour les rendre plus efficaces dans la prestation de ces services.

La formation linguistique et la traduction ont été établies en vue d'aider les institutions fédérales à s'acquitter de leurs obligations en vertu de la Loi. Elles apportent en quelque sorte un soutien logistique à la mise en oeuvre du Programme dans les institutions fédérales. Elles permettent d'assurer la formation des employés unilingues et de produire des documents dans les deux langues officielles. Et elles permettent d'offrir activement et directement les services bilingues au public.

As I said earlier, there is room for improvement and challenges remain. The detailed picture is certainly not perfect. This is the case for service to the public in some parts of the country.

Qu'il me suffise de dire que je suis conscient des progrès à faire. J'entends plus particulièrement travailler à l'élaboration de normes de services pour le Programme. Les initiatives qui en résulteront permettront de s'assurer que des services de qualité comparable sont offerts en français et en anglais.

La dualité linguistique est une pierre angulaire de l'identité canadienne. Le programme procède de la législation en vigueur. Les droits linguistiques sont garantis dans la Constitution canadienne.

Le Programme des langues officielles nourrit notre identité culturelle et il continuera de contribuer à la dualité linguistique du Canada. Il a permis et il continuera de permettre que le Canada soit un pays conscient et respectueux de nos différences, mais sensible aussi à nos points communs, quelle que soit la langue officielle que nous parlons.

Madame la coprésidente et messieurs et mesdames les membres du comité, je sais que je peux compter sur votre aide et vos conseils à cet égard. J'ai confiance que notre collaboration permettra de renforcer le programme et d'accroître son efficacité dans l'intérêt de tous les Canadiens.

Merci. Thank you.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Merci, monsieur le ministre, de cette excellente allocution.

J'aimerais rappeler aux membres du comité les commentaires que faisait M. Goldbloom il y a quelques semaines au sujet des plaintes du public. Il a souligné que l'on adresse des plaintes mais qu'il arrive rarement qu'un citoyen ou un fonctionnaire fasse état de la qualité des services qu'il a reçus dans la langue de son choix. C'était là un excellent commentaire.

[Text]

Nous allons ouvrir maintenant la période des questions. Monsieur de Savoye.

M. de Savoye (Portneuf): Merci beaucoup, madame la présidente.

Monsieur le ministre, j'ai pris beaucoup de plaisir à écouter tout de que vous avez dit avec beaucoup d'éloquence et de conviction. À vous entendre, la situation du bilinguisme dans la Fonction publique ne se porte, ma foi, pas trop mal.

Cependant, dans vos propres mots, le 11 mars dernier, vous avez mentionné que le gouvernement fera en sorte que les institutions fédérales respectent les obligations que leur impose la Loi sur les langues officielles.

• 1540

Je m'interroge donc. Est-ce qu'il ne les respecte pas déjà? Ou peut-être ne les respecte-t-il pas suffisamment? Je m'aperçois cependant qu'il fallait que vous le précisiez.

Je mets le contexte de ma question cependant en relation avec le fait qu'au Québec il y a 900 000 anglophones et ces 900 000 anglophones bénéficient de la présence d'environ 16 000 postes bilingues, soit 52,7 p. 100 des postes bilingues du Québec. Si on appliquait ce même principe à l'ensemble du Canada pour les francophones et les Acadiens du Canada, on s'apercevrait qu'il faudrait porter le nombre de postes bilingues à 30 000, au lieu des 7 400 postes qui existent actuellement dans le reste du Canada.

Or, on sait que nous sommes en période de restrictions budgétaires. Comment allez-vous vous y prendre pour augmenter le nombre de postes bilingues qui serviront les francophones pour arriver au même niveau que le Québec pour les postes bilingues qui servent les anglophones? Je voudrais vous faire remarquer que les francophones et les Acadiens du Canada représentent, hormis le Québec, 960 000 personnes, soit 60 000 de plus qu'il y a d'anglophones au Québec.

Mr. Eggleton: Madam Chair, first of all, with respect to the word "respect" and my previous comments on the matter, what I was trying to relay at that time, and certainly what I have tried to relay today, is our commitment to make this work, to give Canadians the opportunity to be able to deal with the government in the language of their choice, and we insist that permeate itself throughout the system of this government.

In some cases if it is not going quite as well as we would like it to, I think it is more the question of giving people the tools to be able to do it, and give them the kind of advice, the kind of assistance that they need, and in some parts of the country we need some improvement; we need to carry out some work to do that. My ministry provides all sorts of guideline documents and pamphlets, and various aids and seminars, and will continue to do that, and will continue to focus on where those needs are in our country.

We are committed to fulfilling the Official Languages Act, its programs and its policies. Remember, the new act came in 1988, and the regulations some three years ago. We still have a little bit more of the regulations to finish by the end of this year. We are beginning to see more all the time how it's working, and as we see different problems we can try to get them rectified.

[Translation]

We will now go to questions. Mr. de Savoye.

Mr. de Savoye (Portneuf): Thank you, Madam Chairperson.

Mr. Minister, it is with great pleasure that I listened to everything you had to say and said with much eloquence and conviction. To hear you tell it, bilingualism in the public service is doing not too badly.

However, you yourself have said that last March 11th, you undertook on behalf of the government to ensure that federal institutions carry out their obligations under the Official Languages Act.

So, I wonder. Don't they carry them out now? Or perhaps not as much as they should? I realize you had to clarify.

My question relates to the fact that in Quebec 900,000 Anglophones avail themselves of 16,000 bilingual positions that is to say 52.7% of the number of bilingual positions in Quebec. If we were to extrapolate from that basis, the figure for Francophones and Acadians, would have to go from the current 7,400 bilingual positions in the rest of Canada to some 30,000.

But we are in a fiscal restraint period. How will you manage to increase the number of bilingual positions for Francophones in order to reach the same level of bilingual positions which are available to Anglophones in Quebec? Please remember that Francophones and Acadians in Canada, exclusive of Quebec, number 960,000 people which is 60,000 more than the number of Anglophones in Quebec.

M. Eggleton: Madame la présidente, tout d'abord, en ce qui concerne le mot «respect» et mes remarques antérieures à ce sujet, ce que j'essayais de dire à ce moment-là et ce que j'essaie de dire aujourd'hui, c'est que nous tenons à ce que cela marche, nous voulons donner aux Canadiens la possibilité de traiter avec le gouvernement dans la langue de leur choix et nous voulons que cela se sente dans tout l'appareil du gouvernement.

Parfois, les choses ne vont pas aussi bien que nous le voudrions, je pense qu'il s'agit davantage de donner aux gens les outils pour pouvoir le faire et de leur dispenser les conseils et l'aide dont ils ont besoin, et dans certaines régions du pays, des améliorations s'imposent. Il faut le travailler pour y arriver. Mon ministère fournit tout sorte de documents directeurs et de brochures, divers outils et des séminaires et nous continuerons de le faire et nous continuerons de concentrer nos efforts là où le besoin existe au pays.

Nous tenons à appliquer la Loi sur les langues officielles, ses programmes et ses mesures. N'oubliez pas que la nouvelle loi est entrée en vigueur en 1988 et les règlements il y a trois ans. Il nous reste encore quelques règlements à ajouter et nous espérons avoir fini d'ici la fin de l'année. De plus en plus nous voyons comment ça marche et nous essayons de corriger les problèmes quand ils se présentent.

[Texte]

As for the number of positions, they're relevant to the need for the service. There are a lot of bilingual positions in Quebec, yes. There's a lot of need for people to communicate with people in other parts of the country, indeed in other countries, in the United States or in Europe and other countries, so there is a very high need in Quebec for both languages.

Of course, as you know, in other parts of the country the service is provided according to need, the various formulae that we use with respect to numbers of peoples in different parts of the country. For example, in the large urban areas over 5,000 people we provide services, and there are different kinds of levels of services. We are following the dictates of the act and of the regulations with respect to doing that.

As I said, 30% of the positions within the public service are required to meet the needs of Canadians so that they can, in fact, deal with the government in the language of their choice.

M. de Savoye: Monsieur le ministre, je suis un peu surpris que vous pensiez que les francophones et les Acadiens du restant du Canada aient trois fois moins besoin de services en français que n'en ont les anglophones de la province de Québec. Monsieur le ministre, nous savons que les primes au bilinguisme représentent 50 millions de dollars approximativement pour la Fonction publique. D'autre part, nous savons aussi que la formation pour rendre des employés bilingues représente près de 70 millions de dollars.

[Traduction]

Pour ce qui est du nombre de postes, cela dépend de la demande de service. Oui, il y a beaucoup de postes bilingues au Québec. Parce qu'on a beaucoup besoin de communiquer avec les gens du reste du pays et dans d'autres pays, aux États-Unis ou en Europe et ailleurs et c'est pourquoi on a beaucoup besoin des deux langues au Québec.

Évidemment, comme vous le savez, dans d'autres régions du pays le service est offert en fonction des besoins, et nous utilisons diverses formules en ce qui concerne le nombre de gens dans différentes parties du pays. Par exemple, dans les grands centres urbains de plus de 5 000 personnes, nous offrons des services, et il y a différents niveaux de services. Nous obéissons aux prescriptions de la loi et des règlements en la matière.

Comme je l'ai dit, 30 p. 100 des postes de la Fonction publique doivent répondre aux besoins des Canadiens pour qu'ils puissent, dans la réalité, traiter avec le gouvernement dans la langue de leur choix.

Mr. de Savoye: Minister, I am somewhat surprised that you would think that Francophones and Acadians in the rest of Canada only need a third of the services in French that Anglophones get in Quebec. Minister we know that bilingual bonuses amount approximately to \$50 million. We know also that training to make employees bilingual costs nearly \$70 million.

• 1545

Est-ce qu'il n'aurait pas été préférable, dans le passé, d'embaucher immédiatement des gens bilingues, ce qui aurait permis une économie substantielle? Et comment allez-vous composer avec cela dans l'année et les années à venir?

Mr. Eggleton: Well, our first endeavour of course is to give opportunities to our employees to be able to strengthen their language skills by training. They want to do this. The bilingual bonus that you mentioned has been very popular with our employees and it has been instrumental in helping to give people additional money. It helps them in their training, it helps as an incentive for them to advance their language skills, and we certainly want to give our employees an opportunity to do that, to be able to advance through the public service and to be able to increase those language skills.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Are you saying that the bilingual positions requirements in the province of Quebec are greater because of the national and international tasks required of these offices located in Quebec?

Mr. Eggleton: There are more bilingual positions in Quebec, partly because of that and because of the language of work requirements in Quebec also.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Monsieur McTeague.

M. McTeague (Ontario): Merci de votre présentation, monsieur le ministre. Je dois dire qu'il est plus intéressant de poser des questions au sujet du bilinguisme plutôt qu'au sujet des infrastructures.

Wouldn't it have been better to hire bilingual people to start with, thus creating substantial savings? How will you deal with this in the coming year or years?

M. Eggleton: Et bien, nous cherchons d'abord à donner à nos employés la possibilité d'améliorer leurs compétences linguistiques grâce à la formation. Cela les intéresse. La prime au bilinguisme est très bien reçue par les employés et c'est une façon de donner plus d'argent aux gens. Cela les aide dans leur formation, ça les incite à se perfectionner sur le plan linguistique et c'est bien ce que nous voulons encourager nos employés à faire, être capables de progresser dans la Fonction publique et d'améliorer leurs compétences linguistiques.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Êtes-vous en train de nous dire que les besoins en postes bilingues au Québec sont plus grands à cause de l'aspect national et international du travail qui se fait dans les bureaux qui sont situés au Québec?

M. Eggleton: Il y a plus de postes bilingues au Québec en partie à cause de cela et en partie à cause des exigences de la langue de travail au Québec.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Mr. McTeague.

Mr. McTeague (Ontario): Thank you for your presentation, Minister. I must say it is more interesting to ask questions about bilingualism than about infrastructure.

[Text]

[Translation]

I am a colleague of yours from Toronto and therefore I have some interest in the subject of bilingual bonuses, as was suggested here earlier by my colleague from the Bloc Québécois. You suggested that there is a certain advantage to the retention of this program, despite the fact the commissioner has suggested, not just on this occasion but in previous years, that we should be eliminating those. I'd like to perhaps get some comment from you on how you believe we should be defending this issue of continuation of bilingual bonuses.

Mr. Eggleton: Well, we've agreed that we'd have a look at the recommendation of the Commissioner of Official Languages. He said to eliminate it, and we said we'll have a look at that. But as I've also pointed out, even if we decided we wanted to eliminate it, we would have to enter into discussions with our unions, because it's part of our collective agreements. But it's interesting to note that back in 1978 25% of our positions were bilingual, as opposed to the 30% today. At that time we had a pool to draw on of some 21%, so we had a shortage of people to fill the bilingual positions that we had. Nowadays we have a 35% pool to draw on, so we have more people than we actually require for the bilingual positions.

I think a lot of credit could be given to that program and its incentive to help people advance their language skills.

Mr. McTeague: It's been suggested that the bonus, notre prime au bilinguisme constitue un coût que nos contribuables ne peuvent pas payer; on devrait peut-être exiger une certaine responsabilité fiscale. Pourtant, on sait que dans le secteur privé, très souvent, les grands manufacturiers donnent une prime à leurs employés qui sont bilingues.

That's not a leading question, but I'd like to comment perhaps to see if there's some consistency in this policy of the bilingual bonuses, if that is really in step with what's happening in the marketplace in the real world.

I don't want to make that a rhetorical question, because my experience working with Toyota Canada, as an example, was that those who were bilingual were in fact given a bonus just for that reason. I think you have cited some of that.

Mr. Eggleton: Well, I don't know at this point what other private sector corporations are doing in that respect, although I have run across it from time to time, so I appreciate what you're saying. But on the matter of cost, one has to weigh it against what we're getting out of it. I've just cited one statistic that indicates it has helped in terms of advancing language skills in the public service. I guess when it come to what is too costly you can put that in the same category as all of the other expenses.

• 1550

As I pointed out, the \$631 million that we're spending both internally and externally with respect to advancing our official language programs and policies is half of 1% of our government expenditures. I think for what it's doing in helping Canadians to communicate with their government, helping Canadians to communicate with each other and what it does in helping to bring people in this country together in a unified way it is well worth every penny of it. I think considering the efficiencies and

Je suis un collègue à vous de Toronto et je m'intéresse aussi à la question des primes au bilinguisme, dont a parlé tout à l'heure mon collègue du Bloc québécois. Vous avez dit que le maintien de ce programme présente un certain avantage, même si le commissaire a déclaré cette année et par le passé qu'il faudrait l'éliminer. Comment selon vous peut-on défendre le maintien des primes au bilinguisme?

M. Eggleton: Nous avons accepté d'examiner la recommandation du commissaire aux langues officielles. Il propose de l'éliminer et nous avons dit que nous allions examiner la question. Mais comme je l'ai dit, même si nous décidions de l'éliminer, il faudra en discuter avec les syndicats parce que cela fait partie des conventions collectives. Mais il est intéressant de noter qu'en 1978, 25 p. 100 de nos postes étaient bilingues, par opposition à 30 p. 100 aujourd'hui. À l'époque, nous avions un bassin de 21 p. 100, ce qui fait qu'il nous manquait des gens pour remplir les postes bilingues que nous avions. Aujourd'hui, nous avons un bassin de 35 p. 100, ce qui fait que nous avons plus de gens que nous n'en avons effectivement besoin pour occuper les postes bilingues.

Je pense qu'une grande partie du mérite en revient à ce programme qui incite les gens à parfaire leurs compétences linguistiques.

M. McTeague: Certains disent que la prime, the bilingualism bonus is a cost that taxpayers cannot afford. Perhaps a certain degree of fiscal responsibility should be required. Still, we know that in the private sector, very often, major manufacturers give a bonus to their bilingual employees.

Ce n'est pas une question tendancieuse, mais si je dis ceci, c'est pour montrer qu'il y a peut-être une certaine cohérence dans cette politique des primes au bilinguisme, si celle-ci correspond à ce qui se passe dans le secteur privé, dans la vraie vie.

Je ne pose pas la question pour la forme, parce que je sais, pour avoir travaillé à Toyota Canada, par exemple, que les employés bilingues recevaient une prime. Vous en avez parlé, je crois.

M. Eggleton: Écoutez, je ne sais pas ce que font les entreprises du secteur privé dans ce domaine, même si c'est quelque chose que j'ai déjà vu à l'occasion. Je comprends donc ce que vous dites. Mais pour ce qui est du coût, il faut le comparer à ce que l'on en retire. Je viens de donner un chiffre qui montre que cela a aidé à faire progresser les compétences linguistiques dans la Fonction publique. J'imagine que quand on pose la question de savoir ce qui est trop cher, cela entre dans la même catégorie que toutes les autres dépenses.

Comme je l'ai dit, les 631 millions de dollars que nous dépensons à l'interne et à l'externe pour la promotion des programmes et de la politique des langues officielles représentent moins de 1 p. 100 des dépenses de l'État. Considérant tout ce que cela fait pour aider les Canadiens à communiquer avec leur gouvernement et entre eux et susciter la cohésion dans le pays, cela vaut bien le prix. Vu les gains d'efficacité que le programme a connu et compte tenu des

[Texte]

the effectiveness that has been added to this program and counting the expenditures in the last couple of years, it continues to be well worth every penny that is spent on it.

Mr. McTeague: There seems to be some encouraging news, at least from somebody who is a product of B and B who grew up through the system in anglophone Toronto, on the subject of the increase in the number of young people who are choosing bilingualism as a viable option. Is your department in any way looking 10 or 15 years down the road to make sure that services accommodate that very real reality in many of the regions in this country where there is an increase in the number of young people who want to speak both languages?

Mr. Eggleton: Well that I would have to call upon the Minister of Canadian Heritage to respond. Perhaps you might be having him here to further respond to programs that operate in the education sector and in the public in general. My particular role is relevant to the federal institutions.

Does the staff have anything you want to add on that? No, okay.

Mr. McTeague: That's all I get then.

Mr. Eggleton: I mentioned \$631 million. Roughly half of that is respecting federal institutions, which I operate, but the Hon. Michel Dupuy operates the other half of it and that gets into the area you're talking about.

M. McTeague: J'aurai le devoir, madame la présidente, de poser une autre question. . .

La coprésidente (Mme Ringuette—Maltais): Quand M. Dupuy sera ici. D'accord?

M. McTeague: Merci, monsieur le ministre.

La coprésidente (Mme Ringuette—Maltais): Monsieur Ringma.

M. Ringma (Nanaimo—Cowichan): Madame la présidente, monsieur le ministre, le Parti réformiste est d'accord sur le principe du bilinguisme, et même s'il faut le soutenir dans quelque domaine précis, comme je l'ai dit hier ou avant-hier sur la question du Collège militaire royal de Kingston, c'est un programme qui marche très bien apparemment.

Mais nous avons deux choses qui sont inquiétantes quant à la Loi elle-même: ce sont l'efficacité et le coût du bilinguisme.

Because of these two main points, how well the act operates—and there is doubt about that—and the second main point, how much does it really cost us, I've tabled with this committee or I'm in the process of tabling with this committee a motion to look at costs. This won't be done in a hurry, but I think it has to be done.

While you, Minister, mentioned that certain things here help bring people together, I think by the same token it is drawing people apart. It can be divisive, particularly if we do not know what the costs are, if we suspect there are hidden costs here.

Along the lines that I would like to continue, not just today but in future meetings—because all can't be unveiled today, I'm well aware of that, and we've got to be practical. . . But to get the ball rolling, I'd like to ask a couple of specific questions here, if it's possible to answer them.

[Traduction]

dépenses des dernières années, cela vaut bien tout l'argent qu'on y a mis.

M. McTeague: Il semble y avoir des nouvelles encourageantes, en tout cas pour quelqu'un qui est le produit du mouvement en faveur du bilinguisme et du biculturalisme qui a grandi dans la ville anglophone de Toronto. Je parle de l'augmentation du nombre de jeunes gens qui optent pour le bilinguisme. Votre ministère envisage-t-il la situation dans 10 ou 15 ans pour s'assurer qu'il y aura des services pour répondre au fait bien réel que dans bien des régions du pays il y a augmentation du nombre de jeunes gens qui veulent parler les deux langues?

M. Eggleton: Pour cela, il faudra poser la question au ministre du Patrimoine. Vous pourriez peut-être l'inviter pour vous parler des programmes dans les écoles et à l'intention du grand public. Pour ma part, je m'occupe des institutions fédérales.

Vos adjoints ont-ils quelque chose à ajouter? Non, entendu.

M. McTeague: Dans ce cas, ce sera tout pour moi.

M. Eggleton: J'ai parlé de 631 millions de dollars. La moitié de cette somme environ porte sur les institutions fédérales, dont j'ai la responsabilité, mais c'est M. Michel Dupuy qui s'occupe de l'autre moitié et des domaines dont vous avez parlé.

Mr. McTeague: It would be my duty, Madam Joint Chairman. . .

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette—Maltais): When Mr. Dupuy is here. Okay?

Mr. McTeague: Thank you, Minister.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette—Maltais): Mr. Ringma.

Mr. Ringma (Nanaimo—Cowichan): Madam Chairman, Minister, the Reform Party agrees with the principle of bilingualism. Indeed, it must be supported in some specific areas, as I said yesterday or the day before on the issue of the Royal Military College in Kingston. Apparently, this program works very well.

But we have two areas of concern relating to the Act: efficiency and the cost of bilingualism.

À cause de ces deux considérations, l'efficacité de la loi—des doutes planent à ce sujet—et la deuxième considération, ce que cela nous coûte vraiment, j'ai déposé auprès du comité ou je suis en train de le faire, une motion dans le but d'étudier les coûts. Cela ne se fera pas précipitamment, mais je crois que cela doit se faire.

Même si vous, monsieur le ministre, avez dit que certaines choses suscitent la cohésion, je pense au contraire que cela est une source de désunion, surtout si l'on ignore quels sont les coûts, si nous pensons qu'il y a des coûts cachés.

Dans le sens où je voudrais poursuivre, non seulement aujourd'hui mais lors de rencontres futures—car tout ne peut pas être connu aujourd'hui, je le comprends très bien, et il faut être pratique. . . Mais pour mettre les choses en branle, j'aimerais poser quelques questions précises ici, s'il est possible d'obtenir une réponse.

[Text]

[Translation]

The Commissioner of Official Languages annual report, on page 102, which I have right here, shows \$4.2 million for Official Languages and Employment Equity Branch. I wonder if it could be explained what this is for and why there's no line item in spending estimates on that particular subject. It says \$4.2 million here, but I can't find it anywhere in the estimates.

Dans son rapport annuel, le commissaire aux langues officielles, à la page 105, que j'ai sous les yeux, indique 4,2 millions de dollars pour la Direction des langues officielles et de l'équité en matière d'emploi. J'aimerais que l'on m'explique de quoi il s'agit et pourquoi il n'y a pas de postes dans le budget sur ce point précis. On dit 4,2 millions de dollars ici, mais nulle part je n'ai pu trouver ce chiffre dans le budget des dépenses.

• 1555

Mr. Eggleton: The first document is historic data. These are the main estimates I filed this year. That's for the coming year. So it's for two different years.

M. Eggleton: Le premier document donne des données historiques. Il s'agit du budget des dépenses que j'ai déposé cette année. Ceci, c'est pour l'année qui vient. Il s'agit donc de deux exercices différents.

Mr. Ringma: Would there not be a line in it?

M. Ringma: N'y a-t-il pas de poste dans le document pour cela?

Mr. Eggleton: This is the part II document you have here. The details would be in part III.

M. Eggleton: Vous avez-là la partie II du budget. Les précisions sont données dans la partie III.

Mr. Ringma: Look to part III.

M. Ringma: Il faut se reporter à la Partie III?

Mr. Eggleton: Yes.

M. Eggleton: Oui.

Mr. Ringma: Believe me, this would be an educational process for me as well.

M. Ringma: Croyez-moi, cela me permettrait d'en apprendre beaucoup.

Mr. Eggleton: We'd be happy to help.

M. Eggleton: Nous serons ravis de vous aider.

Mr. Ringma: The line of questioning, though, is sincere. I'm not trying to embarrass anyone or anything like that. I'd like to uncover over a period of time the real cost. If we can uncover these costs, I think that there's going to be an easing of tension across the land.

M. Ringma: Sachez bien que je suis sincère dans mes questions. Je n'essaie pas d'embarrasser quiconque. Avec le temps, j'aimerais découvrir le coût réel. Si nous pouvons le connaître je pense la tension va baisser d'un bout à l'autre du pays.

I have a second question. Maybe it's the same answer. On page 26-5 of the main estimates it shows government contingencies totalling \$450 million. Is this the fund that the bilingual bonus is paid out of? If not, where is that line item?

J'ai une autre question. La réponse est peut-être la même. À la page 8-5 du Budget des dépenses principal, on voit que les éventualités du gouvernement sont de 450 millions de dollars. Est-ce sur cette somme que sont prélevées les primes au bilinguisme? Dans le cas contraire, où se trouve le poste du budget?

Mr. Ian Clark (Secretary of the Treasury Board of Canada and Comptroller General): The bilingual bonus, Madam Chairman, forms part of the salaries, so it's under the salary items in each of the departments.

M. Ian Clark (secrétaire du Conseil du Trésor du Canada et Contrôleur général): Madame la présidente, la prime au bilinguisme fait partie des traitements. Cela se trouve donc sous le poste des traitements de chaque ministère.

Mr. Ringma: Perhaps this question and answer start to reveal why we ask the question because it's difficult, particularly for a novice, to sit there and ask how much this whole program costs.

M. Ringma: Peut-être que la question et la réponse montrent pourquoi nous posons la question puisqu'il est très difficile, surtout pour un novice, d'essayer de savoir quel est le coût total du programme.

Mr. Eggleton: I respect your desire to understand the full cost of this. I've indicated that \$631.5 million is the cost to the federal purse. That includes the figure you talked about, the \$4.2 million, which is used by the Treasury Board, for example, in the administration of the fund Mr. Clark talked about, the 450,000. It obviously does not include costs the private sector may have in terms of things like putting both languages on packages.

M. Eggleton: Je comprends que vous vouliez connaître le coût total. J'ai dit qu'il en coûtait au Trésor fédéral 631,5 millions de dollars. Cela comprend le chiffre dont vous avez parlé, les 4,2 millions qu'utilise le Conseil du Trésor, par exemple, dans l'administration du fonds dont M. Clarke a parlé, les 450 000. Évidemment, cela n'inclut pas les coûts du secteur privé pour l'emballage, par exemple.

But I would hasten to add that there's more than one reason the private sector would do that. There is a piece of legislation that requires them to do that but they also sell their products to seven million francophones. They're selling their products in all parts of this country, including communities where there is a very substantial number of people who need that in the French language.

Par contre, je me hâte d'ajouter qu'il y a plus d'une seule raison qui pousse le secteur privé à le faire. Une loi l'y oblige, mais il vend aussi ses produits à 7 millions de francophones et dans toutes les régions du pays, y compris là où un grand nombre de gens ont besoin de l'information en français.

I have heard this figure of \$2 billion come from out of the blue. Perhaps you know where it comes from. That's a scare situation that creates a level of intolerance, which is not healthy for the promotion of the two official languages in this country.

Le chiffre de 2 milliards de dollars vient de je ne sais où. Peut-être le savez-vous. C'est de l'alarmisme qui crée de l'intolérance et n'est pas propice à la promotion des deux langues officielles du pays.

[Texte]

I think that we have to be very careful in how we use these figures. It's all right to ask about these figures, but let's be very careful of throwing big figures around that in fact create distorted impressions about what this legislation is all about.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Monsieur le sénateur Rivet.

Le sénateur Rivest (Stadacona): Monsieur le ministre, je voudrais d'abord vous dire que je partage tout à fait les ambitions et le *commitment* du gouvernement actuel pour favoriser la dualité linguistique et je voudrais éviter les chiffres qui sont importants mais qui finissent par détruire l'idée de la dualité linguistique qui est le fondement de ce pays. À ce sujet, j'appuie complètement la démarche et les politiques de la Loi sur les langues officielles.

Par ailleurs, je voudrais simplement vous poser une question sur l'orientation, à la suite de la question de notre collègue du Bloc québécois. On vous a, bien sûr, présenté un état de la situation, et en tant que ministre, vous nous avez dit qu'il y avait des améliorations à apporter. N'est-ce pas là un euphémisme?

[Traduction]

Je pense qu'il faut être très prudent lorsque l'on utilise ces chiffres. Il est tout à fait normal de poser la question, mais il faut être très prudent lorsque l'on lance de gros chiffres qui faussent l'objectif poursuivi par la loi.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Senator Rivest.

Senator Rivest (Stadacona): Minister, first let me tell you that I fully share the aims and the commitment of this government to promote linguistic duality and I would like to stay clear of figures that matter but would eventually destroy the concept of linguistic duality, which is the basis of this country. In this regard, I fully support the philosophy and the policy of the Official Languages Act.

That being said, I would like to ask a question on policy, as a follow up to the question from our colleague from the Bloc quebécois. You were given a progress report and, in your capacity as the minister, you said there were still improvements to be made. Isn't this an understatement?

• 1600

Je vois que la première amélioration qu'il y a à apporter dans certains secteurs concerne le Québec. Il est certain qu'il faut apporter des améliorations et le rapport du commissaire nous a indiqué qu'effectivement il y a des Québécois anglophones qui se sont plaints du manque de service au niveau d'Air Canada, etc. Mais je voudrais que l'on prenne comme orientation fondamentale—et c'est un peu le sens de la question de notre collègue—que la Loi sur les langues officielles, que le bilinguisme soit beaucoup plus orienté, étant donné la réalité du Québec, vers les francophones qui vivent en petits groupes dans l'ensemble des autres provinces canadiennes en dehors du Québec, et non seulement les Acadiens qui sont beaucoup plus nombreux.

Je comprends que le Québec est dans une situation particulière dans la mesure où les fonctionnaires fédéraux doivent communiquer avec leurs collègues à Ottawa, qui sont souvent anglophones. Mais en ce qui concerne le service au public, que vous avez indiqué comme étant une de vos priorités, il me semble que l'orientation et la démarche des langues officielles doivent aller vers des communautés qui ont besoin du soutien du gouvernement fédéral et de ses institutions pour pouvoir fonctionner dans leur langue. Cela s'adresse fondamentalement et premièrement, pour des raisons évidentes, aux francophones en dehors du Québec, et à l'ensemble des Canadiens français qui vivent dans les autres provinces.

Je souhaiterais que vous pensiez d'abord à ces gens-là quand vous parlez des ajustements, des progrès et de la mise en oeuvre des règlements. Car l'essentiel du problème du bilinguisme au Canada concerne les francophones de l'Alberta et de la Colombie-Britannique ainsi que les Acadiens et c'est là que va avoir lieu la bataille de la dualité linguistique qui va donner un sens à ce pays.

C'est une orientation de base dont vous devez parler très clairement au niveau ministériel.

I see that the first improvement to be made in some sectors deals with Quebec. Improvements are certainly needed, and the commissioner's report indeed points out that English speaking Quebecers have complained about the poor service from Air Canada, etc. But I would like us to take a more basic approach, similar to that in our colleague's question, namely that the Official Languages Act or bilingualism be aimed, in view of the Quebec reality, at French speaking people living in small groups in the other Canadian provinces outside Quebec, and not just Acadians who are much more numerous.

I understand that Quebec is in a special situation, to the extent that federal officials must communicate with their colleagues in Ottawa, who are often English speaking. But with regard to service to the public, which you said was one of your priorities, it seems to me that the focus and the approach of the official languages program must be aimed at communities which need the support of the Federal Government and its institutions, in order to function in their own language. For obvious reasons, that means French speaking people outside Quebec, it means all French Canadians living in other provinces.

When you talk about adjustments and progress and implementing regulations, I would like you to think first of all about those people. Because the fundamental problem of bilingualism in Canada is that of French speaking people in Alberta and British Columbia, as well as Acadians, and that is where the battle will take place for the linguistic duality which will give meaning to this country.

That is a fundamental approach which you should discuss very thoroughly at the ministerial level.

[Text]

Mr. Eggleton: I agree with you totally. We are going to be focusing. I think the languages commissioner mentioned western Canada as one example, where we may have 30% overall, with 3% bilingual positions in western Canada. We need improvements right across this country.

You have seen the document I filed here today, and the fact we have that available so people will know where they can go to get services in the language of their choice. We're going to be putting that into publications. We're going to be directing the federal institutions throughout this country to also make that available and to make sure the public knows how they can get service in the language of their choice.

You mentioned one of the airlines. The airlines were given a little bit of extra time to comply under the regulations, but that is to be done by the end of the year. So you should be seeing improvements in that service as well.

We're going to bring about some very real improvements in the implementation of the act, its programs and policies.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Sénateur Corbin.

Le sénateur Corbin (Grand-Sault): Le député a, tout à l'heure, mentionné le nombre d'actifs dans les postes bilingues désignés au Québec par rapport au nombre de postes bilingues désignés ailleurs. Je pense que cela demande une explication. Est-ce que le député a voulu y inclure les postes bilingues désignés dans la Région de la capitale nationale aussi? Parce que cela peut changer sensiblement le portrait d'ensemble. Est-ce que vous pourriez préciser votre question?

M. de Savoye: En chambre j'avais apporté cette précision en excluant la Région de la capitale nationale, tant du côté de Hull que d'Ottawa.

Le sénateur Corbin: Ah bon! Vous avez donc exclu Hull?

M. de Savoye: Et Ottawa, la Région de la capitale nationale.

• 1605

Le sénateur Corbin: Alors, vous avez exclu la Capitale nationale.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Sénateur Corbin, posez vos questions s'il vous plaît.

Le sénateur Corbin: Oui, je vous remercie madame la présidente. J'avais justement besoin de cette précision pour pouvoir poser la question suivante.

Je voudrais demander au ministre s'il accepte les chiffres donnés par notre collègue. Est-ce que ces données vous paraissent exactes?

Mr. Eggleton: An awful lot of figures have been talked about in just the little time that we've had at this meeting so far. Let me point out, though, that in terms of bilingual positions, in which your comments a moment ago indicated an interest, I said it's 30% overall. In the west and north, it's 3%; Ontario is 8%; in the national capital region, which is separated for this purpose, it's 56%; 54% in Quebec; 34% in New Brunswick; 7% in other Atlantic provinces; and 2% in Canadian government services outside of Canada.

[Translation]

M. Eggleton: Je suis tout à fait d'accord avec vous. Nous allons nous concentrer. Je pense que le commissaire aux langues officielles a cité l'Ouest canadien à titre d'exemple, car si même 30 p. 100 de tous les postes sont bilingues, seulement 3 p. 100 des postes dans l'Ouest canadien sont dans cette catégorie. Nous avons besoin d'améliorations partout au Canada.

Vous avez vu le document que j'ai déposé ici aujourd'hui; avec ce document les gens pourront savoir où obtenir les services dans la langue de leur choix. Nous allons publier ce document. Nous allons ordonner aux institutions fédérales partout au Canada de mettre le document à la disposition des gens pour qu'ils sachent où ils peuvent obtenir des services dans la langue officielle de leur choix.

Vous avez parlé les lignes aériennes. On leur a accordé du temps supplémentaire pour respecter les règlements, mais la date-limite est la fin de cette année. Vous devriez constater des améliorations dans ce service également.

Nous allons apporter des améliorations concrètes en ce qui concerne la mise en vigueur de la loi, les programmes et la politique.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Senator Corbin.

Senator Corbin (Grand-Sault): Earlier the member mentioned the number of bilingual positions in Quebec, as opposed to those so designated elsewhere. I think that requires some explanation. Did the honourable member mean to include bilingual positions in the national capital region as well? Because that would greatly change the overall picture. Could you clarify your question?

Mr. de Savoye: In the House I stipulated that I was excluding the national capital region, on the Hull as well as on the Ottawa side.

Senator Corbin: Very well! You excluded Hull?

Mr. de Savoye: And Ottawa, the national capital region.

Senator Corbin: So you have excluded the national capital region.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Senator Corbin, would you please ask your questions.

Senator Corbin: Yes, thank you, Madam Chairman. I just needed that clarification in order to ask the next question.

I would like to ask the minister whether he agrees with the figures given by our colleague. Do those figures seem correct?

M. Eggleton: On a déjà cité beaucoup de chiffres au cours de cette réunion. Permettez-moi de signaler qu'en ce qui concerne les postes bilingues, qui semblaient vous intéresser tantôt, j'ai dit qu'ils représentaient au total 30 p. 100. Dans l'Ouest et dans le Nord le chiffre est de 3 p. 100; en Ontario 8 p. 100; dans la région de la capitale nationale, qui est une région distincte pour ces fins, 56 p. 100; 54 p. 100 au Québec; 34 p. 100 au Nouveau-Brunswick; 7 p. 100 dans les autres provinces maritimes; et 2 p. 100 dans les services canadiens gouvernementaux à l'extérieur du pays.

[Texte]

Senator Corbin: I'll follow up that line of questioning at some other meeting.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Monsieur de Savoye.

M. de Savoye: Monsieur le ministre, j'ai quelques difficultés à concilier certaines choses et je suis sûr que vous allez pouvoir m'éclairer.

Tout d'abord, il y a environ deux ans, le Conseil du Trésor a supprimé ses équipes de vérification des langues officielles et a délégué aux institutions fédérales le mandat qui lui avait été expressément confié en vertu de la loi. Par ailleurs, vous nous dites dans votre allocution qu'il est du devoir de ces institutions fédérales de s'assurer que, là où elles sont tenues de le faire, le public soit servi dans la langue officielle de son choix.

Maintenant, je reviens au 11 mars où vous dites que le gouvernement fera en sorte que les institutions fédérales respectent les obligations que leur impose la loi. Alors, est-ce que je dois comprendre, monsieur le ministre, que le Conseil du Trésor va remettre en marche ses équipes de vérification et reprendre les choses en mains pour ce dossier? Ou bien, est-ce que vous avez une autre façon de vous assurer que les institutions vont respecter leurs obligations alors que vous avez tout remis à ces institutions il y a déjà deux ans environ?

Mr. Eggleton: A couple of things on that. First, yes, the individual institutions are expected to implement the policy. We monitor that; we're sort of the police in that respect.

Mr. de Savoye: How?

Mr. Eggleton: For a start, we have letters of understanding with the various federal institutions. Our officials sit down with their officials at the highest level and work out how the programs in fact are going to be implemented and approved. We'll be getting reporting on an annual basis on how they have met the letter of understanding with respect to the implementation of the program.

We also, in general terms of evaluation and internal audits, are strengthening those particular needs in our own department to help ensure that we're with them and guiding them and helping them along the way.

We certainly intend to hold them accountable, and the letters of understanding help to provide a measurement of the progress, a measurement of the goals and how they're achieving them.

Mr. de Savoye: How many people compose the workforce to do that?

Mr. Eggleton: Of doing which?

Mr. de Savoye: Controlling, auditing, monitoring, whatsoever.

Mr. Eggleton: Within the Treasury Board?

Mr. de Savoye: Yes, all the federal institutions you have to monitor.

By the way, how many institutions do you have to monitor?

Mr. Eggleton: We have both of those figures here.

Mme Madeleine Ouelon (sous-secrétaire, Direction des langues officielles et de l'équité en emploi, Conseil du Trésor): Il y a 41 personnes qui se dévouent à la mise en oeuvre du programme des langues officielles à partir du Conseil du Trésor. Nous avons environ 70 ministères, agences et sociétés d'État avec lesquels nous négocions des protocoles d'entente ou des lettres d'entente.

[Traduction]

Le sénateur Corbin: Je reviendrai sur ces questions lors d'une autre réunion.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Mr. de Savoye.

Mr. de Savoye: Minister, I have some difficulty reconciling a number of things and I am sure that you can enlighten me.

First, some two years ago, Treasury Board got rid of its official languages audit teams and delegated to federal institutions, the mandate which had been expressly conferred on it by law. Moreover, you told us in your statement that those federal institutions have the duty to ensure that where they are required to do so, the public is served in the official language of its choice.

I would like now to come back to March 11th, when you said that the government will make sure that federal institutions carry out the obligations imposed on them by law. Am I therefore to understand, minister, that Treasury Board is going to restore the audit teams and resume control of these matters? Or do you have some other way of ensuring that the institutions will meet their obligations, even though you have already delegated those tasks to them about two years ago?

M. Eggleton: Quelques précisions à cet égard. Tout d'abord, oui, les institutions ont la responsabilité d'appliquer la politique. Nous les surveillons; en quelque sorte nous sommes des agents policiers.

M. de Savoye: Comment?

M. Eggleton: D'abord, nous avons des protocoles d'entente avec les diverses institutions fédérales. Nos fonctionnaires rencontrent les leurs au plus haut niveau, et se mettent d'accord sur la façon dont les programmes seront approuvés et appliqués. On nous soumettra des rapports chaque année pour indiquer dans quelle mesure les protocoles d'entente et l'application du programme ont été observés.

En ce qui concerne l'évaluation et les vérifications internes, de façon générale nous renforçons nos effectifs dans notre ministère, pour veiller à les guider et à leur prêter main forte.

Nous avons certes l'intention de leur demander des comptes, et les protocoles d'entente nous aident à mesurer leur progrès et à voir dans quelle mesure elles atteignent leurs objectifs.

M. de Savoye: Combien d'effectifs avez-vous pour accomplir ces tâches?

M. Eggleton: Lesquels?

M. de Savoye: Le contrôle, la vérification, la surveillance, etc.

M. Eggleton: Au sein du Conseil du Trésor?

M. de Savoye: Oui, pour suivre toutes les institutions fédérales que vous devez surveiller.

Et en passant, combien d'institutions devez-vous surveiller?

M. Eggleton: Nous avons ces chiffres avec nous.

Ms Madeleine Ouelon (Deputy Secretary, Official Languages and Employment Equity Branch, Treasury Board): There are 41 people who have the task of implementing the official languages program at Treasury Board. There are 70 departments, agencies and crown corporations with which we negotiate memoranda of agreement or letters of understanding.

[Text]

[Translation]

M. de Savoye: Je vous remercie.

Mr. de Savoye: Thank you.

• 1610

Monsieur le ministre, êtes-vous satisfait de ce nombre de personnes pour mener à bien l'énorme, la lourde, l'importante tâche qui vous incombe?

Minister, are you satisfied with this number of people to carry out the tremendously heavy task for which you are responsible?

Mr. Eggleton: Yes. I mean, that's the kind of thing that of course is always under review. It's not so much the number of people, it's whether we're doing what we're supposed to do. Are we getting the program delivered? Are we making sure that those agencies are living up to their commitments?

M. Eggleton: Oui. Par cela je veux dire qu'il faut constamment passer en revue ce genre de choses. Ce qui importe ce n'est pas tant de savoir de quel effectif nous disposons mais si nous accomplissons notre tâche. Appliquons-nous le programme? Veillons-nous à ce que ces organismes respectent leurs engagements?

Yes, we're satisfied with the number of people we have. If we could do with less or if we needed more, then we'd have to review that of course. But we think we can handle the size we have, yes.

Oui, nous sommes satisfaits de notre effectif. Si nous avons besoin de moins de gens ou s'il nous en fallait plus, il faudrait revoir cela. Mais à notre avis nous avons un effectif suffisant actuellement.

Mr. de Savoye: I'm glad to hear that. Thank you.

M. de Savoye: Je suis heureux de l'entendre. Merci.

Mr. Eggleton: You're welcome.

M. Eggleton: Je vous en prie.

M. Bellemare (Carleton—Gloucester): Monsieur le ministre, je vous félicite de votre présentation initiale, présentation qui était remplie d'enthousiasme et d'une grande sincérité. Sincérité envers l'unité canadienne, dois-je le préciser. Ce n'est pas une chose dont je peux féliciter tous les députés de la Chambre.

Mr. Bellemare (Carleton—Gloucester): Minister, I congratulate you for your opening remarks, which were so full of enthusiasm and great sincerity. You are sincere about Canadian unity, I would point out. That is not something I can say about all honourable members.

Je félicite mon collègue du Bloc québécois pour s'être intéressé aux statistiques des francophones hors Québec. J'espère que l'intérêt va devenir un peu plus fort que seulement du point de vue statistique.

I congratulate my colleague from the Bloc Québécois for taking an interest in the figures about French-speaking people outside Quebec. I hope that he will take more than a statistical interest in that.

Cependant, il y a un parti au Parlement, depuis les dernières élections, le *Reform Party*, qui s'intéresse beaucoup au bilinguisme et crée une confusion entre le bilinguisme et les langues officielles; on l'a encore constaté aujourd'hui. J'ai apprécié ce que vous disiez au sujet de la Loi sur les langues officielles et des individus bilingues, qui devaient être bilingues ou qui pouvaient être bilingues volontairement.

However, since the last elections there is in Parliament a party, the Reform Party, which is very interested in bilingualism and is creating confusion between bilingualism and official languages; we saw that again today. I appreciated what you said about the Official Languages Act and bilingual individuals, who should be bilingual or who could become bilingual if they wish.

On nous a dit que ce qui divisait le pays était justement cette question des langues officielles à laquelle le *Reform* se réfère souvent comme étant le bilinguisme. Ce parti semble contester les chiffres que vous donnez. Ils disent qu'ils n'ont pas confiance dans les chiffres que vous donnez concernant les coûts réels.

We have been told that what is divisive in this country was in fact this question of official languages, which the Reform Party often refers to as bilingualism. That Party seems to doubt the figures you have mentioned. They say that they do not trust the figures that you give about the real cost.

Les coûts que vous donnez dans les rapports du Conseil du Trésor, est-ce que ce sont des coûts réels ou des coûts fictifs? En somme, est-ce que vous donnez des chiffres frauduleux ou est-ce ce sont des chiffres qui pourraient être vérifiés par le vérificateur général du Canada?

Are the costs that you give in Treasury Board reports the real costs, or are they fictional? In other words, are you giving fraudulent figures or can they be verified by the Auditor General of Canada?

Mr. Eggleton: Absolutely. The auditor can check them and I'm sure he'll find them to be absolutely valid. They are the direct costs of operating the Official Languages Act programs and policies: \$631.5 million, I repeat. It's one-half of 1% and worth every penny of it in helping to promote the opportunity for people to communicate in the language of their choice with the government.

M. Eggleton: Absolument. Le vérificateur peut vérifier les chiffres et je suis certain qu'il les trouvera exacts. Il y a des frais qui découlent directement de l'application des programmes et de la politique en vertu de la Loi sur les langues officielles: je répète qu'il s'agit de 631,5 millions de dollars, soit 0,5 p. 100, ce qui représente un investissement extrêmement rentable, étant donné qu'il permet à tous de communiquer avec le gouvernement dans la langue de leur choix.

In addition to that, the kind of promotion that is carried on by my colleague, the Minister of Canadian Heritage, is obviously producing great results when we see how many young people are becoming bilingual today. I think that augurs well for the future of this country and I think it's worth every penny.

De plus, le genre de promotion que fait mon collègue, le ministre du Patrimoine canadien, produit évidemment d'excellents résultats, quand on constate le nombre de jeunes aujourd'hui qui deviennent bilingues. Cela est de bon augure pour l'avenir du Canada, et c'est un investissement qui en vaut la peine.

[Texte]

The money that is talked about in terms of other costs out there I think, as I was answering Mr. Ringma earlier, relates to the private sector costs of labelling, for example. But these are profit making businesses, these are businesses that know they've got to provide information for their customers. There are seven million francophones in this country. They are people that they're serving through that labelling. I think that's a legitimate cost of their business, and I think they would think so too.

M. Bellemare: Donc, monsieur le ministre, dans la livraison des services par le Conseil du Trésor, vous nous dites qu'il n'y a pas de coûts cachés, que les livres sont bel et bien ouverts et que les chiffres sont des chiffres réels.

Mr. Eggleton: The books are fully open and the figures are real, yes.

M. Bellemare: Très bien.

Est-ce que le bilinguisme, d'après vous, est une obligation pour la communauté de la Fonction publique, ou même pour la communauté en général au Canada?

• 1615

Mr. Eggleton: No, nobody is forced to become bilingual. There are a lot of unilingual employees in unilingual positions all over this country. I cited in western Canada not too long ago that there are only 3%—we have 3% of positions that are bilingual. So there's every opportunity for people to be in the public service and in the language of their choice. In fact, bilingual positions I've noted are 30%; 59% are considered English essential, 6% French essential, and 5% essential in either English or French.

M. Bellemare: Merci.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette—Maltais): Mr. Minister, some people talk about cost and some people talk about expenses. Some people also talk about investment. In which category would you put the money figure for bilingualism in your department?

Mr. Eggleton: I believe strongly that it's an investment, an investment in the future of this country in helping people to communicate better, to understand each other better, to be able to link together the different cultures of this country. I think it's a solid unifying force.

La coprésidente (Mme Ringuette—Maltais): Sénateur Rivest.

Senator Rivest: I want to be sure that the application of the *la Loi des langues officielles* is still enforced. I'm a little bit skeptical with your answer to the member of the Bloc Québécois concerning the

vérification, parce que le rapport du commissaire aux langues officielles a établi que, depuis qu'on avait abandonné les inspecteurs, il n'avait plus reçu aucun rapport de vérification sur la performance des ministères et des institutions gouvernementales.

Est-ce qu'au Conseil du Trésor vous avez reçu des rapports de vérification des institutions sur l'état du bilinguisme dans chacune des institutions? Si vous en avez reçus, pourriez-vous les déposer devant le Comité, s'il vous plaît? Mais vous n'en avez peut-être pas reçu, puisque le commissaire ne les a pas reçus alors que la loi obligeait les institutions à les lui communiquer.

[Traduction]

Les autres frais dont j'ai parlé en répondant à la question de M. Ringma, concerne le secteur privé, par exemple pour les frais d'étiquetage. Mais il s'agit d'entreprises lucratives, qui savent qu'elles doivent fournir de l'information à leurs clients. Il y a sept millions de francophones au Canada, qui sont desservis par ce genre d'étiquetage. À mon avis il s'agit d'un coût légitime pour ces entreprises, et je pense qu'elles s'en rendent compte également.

Mr. Bellemare: In other words, Minister, you are telling us that there are no hidden costs in the delivery of services by Treasury Board, and that the books are fully open and that the figures are real.

M. Eggleton: Oui, les livres sont bel et bien ouverts et les chiffres sont des chiffres réels.

Mr. Bellemare: Very good.

In your opinion, is bilingualism forced upon the public service community, or the Canadian public at large?

M. Eggleton: Non, personne n'est obligé de devenir bilingue. Il y a beaucoup d'employés unilingues dans toutes les régions du pays occupant des postes unilingues. Comme je l'ai signalé il n'y a pas très longtemps, dans l'Ouest du Canada il n'y a que 3 p. 100 des postes qui sont classés bilingues. Il est donc fort possible de travailler pour la Fonction publique dans la langue de son choix. En réalité 30 p. 100 des postes sont bilingues; l'anglais est considéré essentiel dans 59 p. 100 des postes, le français dans 6 p. 100; et l'anglais ou le français dans 5 p. 100.

Mr. Bellemare: Thank you.

La coprésidente (Mme Ringuette—Maltais): Monsieur le ministre, certaines personnes parlent du coût et d'autres des dépenses. Il y en a d'autres qui parlent d'investissement. Dans quelle catégorie placeriez-vous les fonds consacrés au bilinguisme au sein de votre ministère?

M. Eggleton: Je crois fermement qu'il s'agit d'un investissement, un investissement dans l'avenir du Canada qui nous aidera à mieux communiquer, à nous comprendre mieux, et qui permettra de rapprocher les différentes cultures au pays. Je pense que c'est un moyen d'unifier le pays.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette—Maltais): Senator Rivest.

Le sénateur Rivest: Je veux m'assurer qu'on continue d'appliquer la Loi sur les langues officielles. Je suis un peu sceptique compte tenu de la réponse que vous avez donnée au député du Bloc québécois à l'égard de

auditing, because the report of the Commissioner for Official Languages stated that, since inspectors were no longer used, he had not received any audit reports on the performance of departments and government institutions.

Has Treasury Board received audit reports from institutions regarding the state of bilingualism in each of the institutions concerned? If you have received such reports, could you please table them with the committee? However, perhaps you have not received any, since the Commissioner has not received any although the Act requires such institutions to submit reports to him.

[Text]

[Translation]

Mr. Eggleton: We have several reports. We'll get some description here.

M. Eggleton: Nous avons plusieurs rapports. On vous expliquera la procédure utilisée.

M. Gaston Guénette (directeur, Harmonisation et stratégies—Langues officielles, Direction des langues officielles et de l'équité en emploi, Conseil du Trésor): Voici la façon dont nous fonctionnons: nous signalons aux ministères et organismes les priorités sur lesquelles nous voulons qu'ils fassent des vérifications dans l'année à venir, puis nous analysons leurs plans de vérification pour voir s'ils sont conformes avec les priorités de vérification et finalement, nous analysons les rapports de vérification qui sont produits par ces ministères.

Mr. Gaston Guénette (Director, Harmonization and Strategy—Official Languages, Official Languages and Employment Equity Branch, Treasury Board): Our procedure is as follows: We indicate to departments and agencies the priority areas on which we want them to conduct audits in the coming year, and then we analyze their audit plans to determine whether they are consistent with audit priorities, and finally we analyze the audit reports produced by the departments concerned.

Pendant les trois dernières années, nous avons reçu 19 rapports de vérification.

Over the last three years, we have received 19 audit reports.

Le sénateur Rivest: Sur combien de rapports possibles?

Senator Rivest: Out of a total number of how many possible reports?

M. Guénette: Sur une cinquantaine de rapports possibles, mais c'étaient 19 rapports de vérification qui venaient de divers gros ministères, comme Emploi et Immigration ou l'Office national des transports, et ces rapports portaient sur divers sujets. Certains de ces rapports ne portaient que sur les langues officielles, d'autres étaient des vérifications intégrées qui traitaient aussi des langues officielles.

Mr. Guénette: Out of approximately 50 possible reports, but these 19 audit reports came from various major departments, such as Employment and Immigration and the National Transportation Agency, and the reports dealt with various subjects. Some of the reports focussed only on Official Languages, and others were comprehensive audits which also dealt with official languages.

Pour illustrer mon propos, je peux vous dire qu'au niveau du service public, des vérifications ont été faites sur la signalisation, c'est-à-dire sur l'offre active au niveau des affiches, et d'autres sur la mise en oeuvre de la réglementation en langues officielles dont on a parlé tout à l'heure. Il y a eu des vérifications faites dans le domaine de la langue de travail, sur la participation des anglophones et des francophones et aussi sur la gestion du programme des langues officielles dans son ensemble, c'est-à-dire la gestion au niveau des engagements qui sont pris par les ministères dans leur protocole d'entente sur les langues officielles pour voir si effectivement ils avaient mis en oeuvre les engagements qu'ils avaient pris.

To illustrate my point, I would point out to you that in the public service audits have been conducted on signage, posters in particular, and others on the implementation of official language regulations, to which we referred earlier. Audits have been carried out regarding language of work, participation of Anglophones and Francophones and also the management of the official languages program as a whole, that is management concerning commitments made by departments in the memorandum of understanding on official languages so as to determine whether in fact they did implement the commitments undertaken.

Le sénateur Rivest: Est-ce que le ministre acceptera de déposer ces rapports auprès de la commission et par courtoisie, en faire peut-être parvenir une copie au commissaire aux langues officielles qui, malgré l'article 47, dit n'en n'avoir reçu aucun.

Senator Rivest: Would the minister agree to table those reports with the committee and, as a matter of courtesy, to send a copy to the Commissioner for Official Languages who, in spite of section 47, says he has not received such reports.

Mr. Eggleton: I would be happy to do that.

M. Eggleton: Je le ferai volontiers.

• 1620

M. Ringma: J'aimerais poursuivre la question de M. Bellemare en demandant si les chiffres qui sont là sont précis ou cachés.

Mr. Ringma: I would like to follow up on Mr. Bellemare's question and ask whether the figures given are accurate or hidden.

There is an illustration I would like to bring up. When querying National Defence on the costs of official languages, their reply to me on one point, fairly recently, was this:

Il y a un exemple que j'aimerais donner. En réponse à une question que j'ai posée récemment aux représentants du ministère de la Défense nationale concernant le coût des langues officielles, ils ont fait la déclaration suivante:

The true costs of official languages activities in DND are higher than those given in the enclosed fact sheet. Unfortunately, Treasury Board reporting guidelines do not permit us to report, among other things, salaries of military personnel attending continuous language training and the bilingualism bonus.

Les coûts véritables des programmes de langues officielles à la Défense nationale sont supérieurs à ceux qui sont donnés dans le document d'information annexé. Malheureusement, conformément aux directives du Conseil du Trésor, il nous est interdit de déclarer, entre autres, les salaires du personnel militaire qui suit des programmes continus de formation linguistique et la prime au bilinguisme.

[Texte]

My question therefore to the board or the minister is why do Treasury Board guidelines not permit such accounting, and what are these other things that are not accounted for? You can't put your finger on it. That might not be an easy question for you to answer here and now, which would then take me to a second question that I would ask my colleagues. Shall I leave that one with you?

Mr. Eggleton: I'm trying to understand why salaries would be —

Mr. Ringma: Salaries of personnel away on training courses.

Mr. Eggleton: —a cost of official language programs. Oh, salaries of costs. . .

M. Guénette: Je peux peut-être décrire les deux principes qui guident la comptabilisation des coûts au chapitre du programme des langues officielles.

Le premier principe est celui de l'intégration aux opérations courantes, de façon générale, et depuis une douzaine d'années c'est un principe qui nous a guidé, depuis que la Charte des droits et libertés a donné effectivement aux Canadiens le droit d'être servis dans l'une ou l'autre des deux langues officielles. On a fait en sorte que le coût des services aux Canadiens est rapporté dans les Prévisions budgétaires et dans les Comptes publics. C'est le premier principe qui nous guide.

Le deuxième principe est de rapporter les coûts clairement identifiables et significatifs des mesures d'appui aux programmes des langues officielles. Les mesures d'appui aux langues officielles sont au nombre de quatre: le Programme de formation linguistique, le Programme de traduction, la prime au bilinguisme et finalement, l'administration, c'est-à-dire les ministères ou encore les bureaux de la direction des langues officielles et de l'équité en emploi.

L'application de ces deux principes fait que le salaire des gens en formation linguistique reste le même, tout comme le salaire des employés en formation professionnelle n'est pas comptabilisé. Cela fait partie du fonctionnement régulier des opérations gouvernementales.

M. Ringma: Je vous remercie, et je pense qu'il faut parler des coûts pour illustrer les problèmes.

I have more questions than we have time for, obviously. I would like to ask a sincere question of my colleagues here in this committee, and with the board or the minister. For the future are we permitted to put written questions in advance through this committee to the minister? If we could do that, it would perhaps be a good way of unearthing some of this. If I could give written notice of what—

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Mr. Ringma, that's not the norm of different committees. We can extend this meeting today as long as you have questions to ask so that you have the opportunity to ask all your questions. We will meet with that—

Mr. Eggleton: Madam Chair, if he wants to write to me directly I'm happy to respond.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Yes, but not through this committee.

[Traduction]

J'aimerais que le ministre ou ses hauts fonctionnaires expliquent pourquoi les directives du Conseil du Trésor ne permettent pas une telle comptabilisation, et quelles sont les autres choses dont on ne peut rendre compte? Vous ne pouvez pas les préciser. Il vous sera peut-être difficile de donner une réponse immédiatement, ce qui m'amène à ma deuxième question. Voulez-vous du temps pour répondre à la première?

M. Eggleton: J'essaie de comprendre pourquoi les salaires seraient. . .

M. Ringma: Les salaires du personnel qu'on a envoyé suivre des cours de formation.

M. Eggleton: . . . considérés comme un coût imputable aux programmes de langues officielles. Oh, les salaires comme élément du coût. . .

Mr. Guénette: Perhaps I might describe the two principles of cost accounting in terms of the official languages program.

The first principle is integration in current operations, generally speaking, and this principle has guided us for about the last twelve years, since in fact the Charter of Rights and Freedom gave Canadians the right to be served in either official language. We ensured that the cost of such services to Canadians is reported in the estimates and in Public Accounts. That is the first principle guiding us.

The second principle is to report the clearly identifiable and significant costs of measures to support official languages programs. There are four such measures: the Language Training program, the Translation Program, the bilingualism bonus, and also administration, that is departments or offices administering official languages and employment equity.

As a result of these two principles, the salary of people on language training remains unchanged, just as the salaries of employees on professional training are not reported. They are part of normal government operations.

Mr. Ringma: Thank you. I think that we have to talk about costs in order to illustrate the problems.

Évidemment je n'ai pas le temps de poser toutes les questions que je voudrais poser. J'aimerais poser une question très sincère à mes collègues du comité ainsi qu'aux représentants du Conseil du Trésor ou au ministre. À l'avenir pourrions-nous poser à l'avance des questions écrites au ministre? Si c'était possible, ce serait peut-être un bon moyen d'obtenir de telles informations. Si je pouvais donner avis par écrit de ce que. . .

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Monsieur Ringma, ce n'est pas la procédure normale des comités. Nous pouvons prolonger la réunion pour vous permettre de poser toutes vos questions. Nous sommes prêts à. . .

M. Eggleton: Madame la coprésidente, s'il veut m'écrire directement je serais heureux de lui répondre.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Oui, mais non pas par l'entremise du comité.

[Text]

[Translation]

Mr. Eggleton: No, I'm happy to do it directly. But I'll tell you, I don't like all this alluding to all of these costs out there that I don't think are real costs. There seems to be some attempt to inflate the cost of this program to discredit it, and I think that's a shame.

Mr. Ringma: If I may respond to that, Minister and Madam President, precisely that. . . Just a while ago, Minister, you brought up the \$2 billion as a scare figure. I think that does indeed do that. Mr. Spicer, one of the previous commissioners of official languages, brought up that very point. He said let's get it right out into the open; let's not get people afraid of and inflating the thing. Let's not have phony figures; let's have the real costs out on the table. I hope we both have the same aim here.

• 1625

Mr. Eggleton: Well that's fine. I've put the real costs on the table. The direct costs are \$631.5 million.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Monsieur de Savoye.

M. de Savoye: Monsieur le ministre, après les questions posées par mes collègues, ainsi que celles des sénateurs qui ne sont pas encore mes collègues, je comprends maintenant mieux pourquoi vous voulez que les institutions fédérales respectent leurs obligations. En effet si les deux cinquièmes des rapports seulement vous sont parvenus, il y a certainement des possibilités d'amélioration.

Cependant, ma question est sur un autre terrain. Nous savons que récemment les provinces du Manitoba, de la Saskatchewan et de l'Alberta ont, sur le plan de l'enseignement, finalement appliqué ce que la Charte et la Loi les enjoignaient de faire. On sait aussi que parce qu'ils avaient encore une hésitation à se conformer à la Loi et à la Charte, le gouvernement fédéral. . .

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Monsieur De Savoye, que je dois vous arrêter parce que je crois que la question que vous posez et la réponse que vous recherchez ne s'adressent pas à ce ministère.

M. de Savoye: Je le crois, au contraire. Si vous permettez, vous jugerez dans quelques instants puisque j'y arrive.

Nous savons que le gouvernement fédéral a consenti un montant de 200 millions de dollars. Sans aucun doute, le Conseil du Trésor s'est assuré de l'utilisation de cet argent. Il devait viser une cible bien précise et on a dû s'assurer aussi, j'imagine, qu'on ne payait pas 100 p. 100 d'une facture, et que les trois provinces concernées devaient également payer leur part.

Est-ce que vous pourriez me dire à quoi cet argent a été affecté et quelle était la part des autres provinces? Je crois que cela concerne le Conseil du Trésor. N'êtes-vous pas d'accord?

Mr. Eggleton: I don't know what they are, offhand. If you're going to have Mr. Dupuy here, that's part of the area he is administering, so perhaps he can answer that.

I think it points out something that's quite interesting and shows a need. If the provinces do not put in their fair share in some of these areas, it shows the need to have the federal government involved in this.

M. Eggleton: Non, je serais heureux de le faire directement. Mais je dois vous dire que je n'apprécie pas du tout qu'on cite des coûts qui ne me semblent pas des coûts réels. J'ai l'impression qu'on essaie d'exagérer le coût du programme afin de le discréditer, et cela me semble fort regrettable.

M. Ringma: Si vous me le permettez, monsieur et madame les coprésidents, j'aimerais répondre à cela. Monsieur le ministre, vous avez dit tout à l'heure qu'on citait ce chiffre de 2 milliards de dollars pour faire peur aux Canadiens. Je pense que le chiffre a précisément cet effet. M. Spicer, ancien commissaire aux langues officielles, a fait la même observation. Il a dit qu'il fallait publier les chiffres exacts pour ne pas effrayer les gens ni exagérer le coût du programme. Nous ne voulons pas de chiffres fictifs; nous voulons savoir le coût véritable du programme. J'espère que nous avons le même objectif à cet égard.

M. Eggleton: D'accord. Je vous ai donné les vrais chiffres. Les coûts directs s'élèvent à 631,5 millions de dollars.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Mr. de Savoye.

Mr. de Savoye: Mr. Minister, after listening to the questions put by my colleagues, as well as those asked by the Senators who are not yet my colleagues, I can now better understand why you want federal institutions to meet their obligations. If indeed only two fifths of the reports were sent to you, there is certainly room for improvement.

However, my question deals with another matter. As we know, in the area of education the provinces of Manitoba, Saskatchewan and Alberta recently decided to finally implement what the Charter and the Act required them to do. We also know that since they still were reluctant to comply with the Act and the Charter, the federal government. . .

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Mr. de Savoye, I must interrupt you because I think that the question you are putting and the answer you are seeking are not the responsibility of this minister.

Mr. de Savoye: On the contrary, I think they are. If I may continue, you will be able to decide on that in a moment since I'm coming to my point.

As we know, the federal government has allocated \$200 million. No doubt, the Treasury Board has insured that those funds are appropriately used. They should meet a specific target, and I presume that steps were taken to insure that we did not pay the whole bill, and that the three provinces concerned were also required to pay their share.

Could you tell me where that money went and what was the share of the provinces involved? I think that is a matter of concern to the Treasury Board. Wouldn't you agree?

M. Eggleton: De mémoire je ne peux pas vous donner une réponse précise. Cela relève de la compétence de M. Dupuy, et s'il comparaît devant votre comité il pourra peut-être vous donner la réponse.

C'est intéressant car on voit qu'un besoin se fait sentir ici. Si les provinces ne font pas leur juste part dans ces domaines, il faut que le gouvernement fédéral intervienne.

[Texte]

I'm delighted the member from the Bloc Québécois recognizes the need to have the federal government ensure that people have access to services in their official language wherever they live in this country.

I remember a number of years ago René Lévesque thought it was terrible to support bilingual services in other parts of the country. He thought western Canadians should not be trying to speak French. My colleague's position on this matter has come a long way from that. I think it points to the need to have the federal government help to give resources to Canadians to help ensure access in the official language of their choice.

Mr. de Savoye: More to the point, Mr. Minister, certainly the Treasury Board would have looked at this \$200 million expense before it was granted to the provinces. What was it for?

Mr. Eggleton: The past Treasury Board was involved in that, but I would be happy to see if we can provide any additional information. Do we have anything additional we can provide at this time? Or Mr. Dupuy can provide it when he's here. It might not have come through the Treasury Board. Mr. Dupuy is the minister responsible for that particular program and that sum of money, so he could answer that for you.

M. McTeague: Une simple clarification, madame la présidente. Pour la question qui a été posée, il s'agit de quelle année? Je n'ai pas entendu l'année.

M. de Savoye: D'une part, c'est dans l'exercice précédent, si je ne me trompe, et d'autre part, j'étais convaincu que le Conseil du Trésor, en faisant ses vérifications comptables, se serait assuré de l'emploi correct des sommes d'argent, particulièrement quand cela concerne les bilinguistes et que M. le ministre nous dit que les choses ne vont pas si mal.

Pour 200 millions de dollars on se donne la peine de vérifier.

M. McTeague: Mais je voulais simplement savoir en quelle année ces coûts ont été effectués?

M. de Savoye: Dans l'exercice précédent à mon avis.

M. McTeague: D'accord.

M. de Savoye: Maintenant peut-être le Conseil du Trésor aurait-il pu nous éclairer davantage?

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Ces chiffres figuraient dans le Rapport du commissaire aux langues officielles que le Comité a reçu il y a quelques semaines.

M. de Savoye: Exact.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Et qui a été déposé à la Chambre des communes. Sénateur Rivest.

Le sénateur Rivest: Juste une précision, monsieur le ministre, à la suite de la réponse de votre collaborateur.

Au Conseil du Trésor, la façon d'établir les coûts du bilinguisme, par exemple sur les salaires, ou sur les congés de vacances, procède-t-elle de la même méthode suivie par le gouvernement pour tout autre programme, comme l'aide aux agriculteurs de l'Ouest ou autre? Il n'y a pas de différence sur la façon de présenter les prévisions, n'est-ce pas?

[Traduction]

Je suis ravi de constater que le député du Bloc québécois reconnaît que le gouvernement fédéral doit intervenir pour garantir que tous les Canadiens, quelle que soit la région où ils habitent, aient accès aux services dans la langue officielle de leur choix.

Je me souviens qu'il y a quelques années René Lévesque s'opposait farouchement à la prestation de services bilingues dans d'autres régions du pays. Il pensait que les Canadiens de l'ouest ne devraient pas essayer de parler français. Je vois que mon collègue s'est démarqué sensiblement de sa position. Il faut que le gouvernement fédéral affecte les ressources nécessaires pour permettre aux Canadiens d'avoir accès à ces services dans la langue officielle de leur choix.

M. de Savoye: Pour en venir au fait, monsieur le ministre, le Conseil du Trésor aurait sûrement étudié l'affectation de ce montant de 200 millions de dollars avant de l'accorder aux provinces. À quoi servait-il?

M. Eggleton: C'était une décision du Conseil du Trésor du gouvernement précédent, mais je serais heureux d'essayer de vous faire parvenir des renseignements supplémentaires. Avons-nous d'autres informations que nous pouvons fournir tout de suite? Ou M. Dupuy pourra vous les fournir quand il comparaitra. Il se peut que le programme ne soit pas passé par le Conseil du Trésor. M. Dupuy est le ministre responsable du programme et du montant concerné, et il pourrait donc vous donner la réponse.

Mr. McTeague: Just a clarification, madam Joint Chair. As regards the question asked, what was the year? I did not hear the year.

Mr. de Savoye: First, it was in the previous fiscal year unless I am mistaken, and second I was sure that Treasury Board, when conducting its audits, would have ensured that the money allocated was correctly used, particularly as regards bilingual programs and given that the minister tells us that things are going quite well.

When you are dealing with \$200 million, you normally take the trouble to audit.

Mr. McTeague: I just wanted to know in what year these costs were incurred?

Mr. de Savoye: In the last fiscal year, I think.

Mr. McTeague: I see.

Mr. de Savoye: Perhaps the Treasury Board could have given us more information?

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): These figures were in the Report of the Commissioner for Official Languages which the Committee received a few weeks ago.

Mr. de Savoye: That's right.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): And which was tabled in the House of Commons. Senator Rivest.

Senator Rivest: Just a point of clarification, Mr. Minister, following the answer given by your colleague.

When assessing the costs of bilingualism, for example in terms of salaries or leave, does the Treasury Board use the same methods as with any other government program such as assistance to Western farmers for example? There is no difference in the way estimates are presented, is there?

[Text]

[Translation]

• 1630

Il n'y a donc pas plus de coûts cachés au niveau des chiffres qui sont fournis par le Conseil du Trésor pour les coûts du bilinguisme, qu'il y en a pour l'aide aux agriculteurs de l'Ouest. Ce n'est pas une question que je vous pose, mais bien une question que je me pose à moi-même. Pourquoi soulève-t-on alors une question au sujet du bilinguisme?

Mr. Eggleton: That's right. I agree with you.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Mr. Ringma.

Mr. Ringma: Monsieur le ministre, plusieurs fois cet après-midi, vous avez employé le chiffre de 631 millions de dollars pour chiffrer le coût du bilinguisme, tandis que le rapport du commissaire dit, à la page 102, que le coût total est de 601 millions de dollars. Alors j'aimerais savoir, si c'est possible, d'où vient la différence, ou bien où va la différence?

Mr. Eggleton: I think we're in two different years. The figure I've been using is the 1992-93 figure—the \$631.5 million. The \$601 million is the 1993-94 figure.

Mr. Ringma: Okay. Well, we still have differences between 601, 631 and 655.

Mme Ouellon: Je voudrais indiquer ici que le chiffre que vous avez cité est un chiffre que nous avons donné nous-mêmes au Bureau du commissaire aux langues officielles.

M. Guénette: Et je rajouterai que le Bureau du commissaire aux langues officielles devrait publier les chiffres des prévisions, et lorsqu'il reprend la publication des chiffres, l'année suivante, il devrait corriger les chiffres des prévisions, ce qu'il ne fait pas. Alors que dans le rapport de dépenses publié par le Conseil du Trésor, ce sont les chiffres réels pour 1992-1993, et ce sont ces chiffres auxquels le Ministre fait référence.

Mr. Ringma: D'accord, alors il faut demander au commissaire de nous donner les deux chiffres. Merci.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): C'est tout, monsieur Ringma?

Mr. Ringma: C'est tout pour l'instant.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Monsieur McTeague.

Mr. McTeague: Monsieur le ministre, vous avez dit qu'il y avait eu, au cours des deux dernières années, des coupures budgétaires qui totalisaient environ 11 p. 100 mais que ces coupures-là n'ont pas vraiment affecté la performance du bilinguisme des services dans votre ministère.

Étant donné que certains de mes collègues ne manqueront pas de penser à d'autres coupures, est-ce que vous pensez que l'efficacité des services en sera affectée davantage?

Mr. Eggleton: We'll trim where we can do things in a more efficient fashion, but if we're going to cut this program drastically then obviously we're not going to be able to provide the service.

Therefore, there are no hidden costs in the figures provided by the Treasury Board on the costs of bilingualism, anymore than there would be for assistance to western farmers. I am not asking you a question; rather, I am asking myself a question. Why then are questions raised about bilingualism?

M. Eggleton: C'est exact. Je suis d'accord avec vous.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Monsieur Ringma.

Mr. Ringma: Mr. Minister, on a number of occasions this afternoon you used the figure of \$631 million to give the cost of bilingualism, where as the Report of the Commissioner states, on page 102, that the total cost is \$601 million. Therefore, I would like to know if possible what is the reason for all the effect of such a disparity?

M. Eggleton: Je pense qu'il s'agit de deux exercices différents. Le chiffre que j'ai donné, soit 631,5 millions de dollars, se rapporte à l'exercice 1992-1993. Le chiffre de 601 millions de dollars s'applique à l'exercice 1993-1994.

M. Ringma: D'accord. Il reste quand même une différence entre 601, 631 et 655.

Ms Ouellon: I would like to point out that the figure you quoted is a figure which we ourselves gave to the Office of the Commissioner of Official Languages.

Mr. Guénette: And I would add that the Office of the Commissioner of Official Languages should publish the estimates, and when they publish the figures the following year they should correct those estimates, something which they are not doing. The figures given in the spending report published by Treasury Board are the real figures for 1992-93 and those are the figures to which the Minister is referring.

Mr. Ringma: I see. So we have to ask the Commissioner to give us both figures. Thank you.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Is that all Mr. Ringma?

Mr. Ringma: That is all for now.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Mr. McTeague.

Mr. McTeague: Mr. Minister, you said that over the last two years there have been budget cuts totalling 11%, but that those cuts did not really affect the bilingualism performance of services in your department.

Given that some of my colleagues will certainly think of other cuts, do you think that services will be adversely affected?

M. Eggleton: Nous effectuerons les compressions nécessaires pour améliorer notre efficacité, mais si nous décidons de sabrer dans ce programme il est évident que nous ne pourrons plus assurer le service.

[Texte]

One of the areas, for example, we've made more efficient is the area of language training. There was a lot of individual training. We've been able to do more group training and save costs by doing that. Other efficiencies in terms of translation have also helped to cut down on the cost. Translation is now a special operating agency—or it will be as of 1995—so it's expected to be really quite cost-competitive.

[Traduction]

Nous avons amélioré notre efficacité, par exemple, dans le domaine de la formation linguistique. On offrait beaucoup de programmes individuels. Nous offrons maintenant davantage de programmes de groupes, ce qui réduit nos coûts. Pour ce qui est des services de traduction, nous avons aussi amélioré notre efficacité et réduit les coûts. Le Bureau de la Traduction est devenu un organisme de services spéciaux, ou plutôt le deviendra à partir de 1995, et devrait donc être concurrentiel sur le plan des coûts.

• 1635

Mr. McTeague: Under any sustained further budgetary cuts, if there are some that are contemplated down the road, I suppose my concern as a member of Parliament who is bilingual, who is a product of the B and B Commission, who is young enough to know that people of my generation are indeed going to the French language, or to the opposite language in the case of Ontario, is that it is interesting we have talked a lot about other provinces and the effect of bilingualism, but nobody is really talking about Ontario where I think real advantages, real strides have been made.

I could cite, of course, what's happened in the commissioner's report, but I really want to get from you your version of what you believe would be the impact if we begin to implement a slash and trash policy towards the official languages, especially as it would affect the very large number of young people who are clearly choosing bilingualism as a social option in Canada.

Mr. Eggleton: I think of the proposal that our colleagues in the Reform Party were talking about in terms of territorial bilingualism—Quebec French, and English in the other parts of Canada, as I understand it. I think that just leads not to territorial bilingualism but territorial unilingualism, and I think that would be much to the detriment of this country. It would be much to the detriment of the programs that we operate for Canadians in the language of their choice. They simply wouldn't have the language of their choice. They would see a substantial reduction in the services that they're able to get in their own official language.

I think any kind of drastic cut like that would be absolutely devastating and absolutely detrimental to this country and to the unity of this country, and one that certainly I, as the minister responsible for this act, and the government of this country, would not support.

Mr. McTeague: Thank you.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette—Maltais): Coming from New Brunswick and seeing all the new job creation that has been brought to New Brunswick, I can say that the fact that we have a bilingual workforce has been one of the greatest assets that New Brunswick ever had.

Monsieur de Savoye, vous avez d'autres questions?

M. de Savoye: Pour l'instant, je me contenterais de dire que j'ai apprécié l'intérêt que le ministre porte à ce défi qu'est la Loi sur les langues officielles et que je ne peux qu'espérer que la mesure de son succès soit égale à celle des convictions dont il a fait preuve devant ce Comité aujourd'hui.

Je vous remercie, madame la présidente.

M. McTeague: ...s'il devait y avoir à l'avenir de nouvelles compressions budgétaires. Ce qui me préoccupe en tant que député bilingue, produit de la Commission B et B et assez jeune pour savoir que beaucoup de ma génération apprennent le français, ou encore l'autre langue officielle dans le cas de l'Ontario, c'est que nous avons beaucoup parlé des autres provinces et de l'effet du bilinguisme mais personne n'a vraiment fait état des réels progrès qui ont été faits en Ontario.

Je pourrais, bien entendu, citer ce qu'en dit le rapport du commissaire mais j'aimerais savoir quelles seraient à votre avis les conséquences si nous adoptions une politique de compressions draconiennes dans le programme des langues officielles, et particulièrement quel serait d'après vous l'effet sur un très grand nombre de jeunes qui choisissent manifestement le bilinguisme comme option sociale pour le Canada.

M. Eggleton: Cela me rappelle la proposition de vos collègues du Parti réformiste qui préconisent un bilinguisme territorial—le français au Québec et l'anglais dans toutes les autres régions du Canada, si je les ai bien compris. J'estime que cela conduirait non pas au bilinguisme territorial mais plutôt à l'unilinguisme territorial, ce qui ferait beaucoup de tort au Canada. Ce serait certainement au détriment des programmes que nous offrons aux Canadiens dans la langue de leur choix. Ils ne pourraient tout simplement pas être servis dans la langue de leur choix. Il y aurait une réduction considérable des services qu'ils pourraient obtenir dans leur propre langue officielle.

J'estime que des coupures aussi draconiennes auraient un effet absolument dévastateur et nuisible sur l'unité de notre pays ce que je ne saurais accepter en tant que ministre responsable de l'application de cette loi, pas plus que le gouvernement fédéral.

M. McTeague: Merci.

La coprésidente (Mme Ringuette—Maltais): Étant du Nouveau-Brunswick et ayant constaté tous les nouveaux emplois créés au Nouveau-Brunswick grâce à cette loi, je peux dire que nous avons dans la province une main d'œuvre bilingue qui s'est révélée être l'un des plus grands atouts qu'ait jamais eu le Nouveau-Brunswick.

Mr. de Savoye, do you have other questions?

Mr. de Savoye: For the time being, I will but say that I greatly appreciate the interest that the Minister shows for this challenge presented to us by the Official Languages Act and I can only hope that the breadth of his success will be equal to the depth of the conviction he expressed before the Committee today.

Thank you, madam Chairperson.

[Text]

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Mr. Ringma, do you have any questions?

Mr. Ringma: I would like to finish with at least one more. The primary reason for creating bilingually designated posts in the early 1970s was to create an atmosphere of equality for francophones in the public service. Page 25 of your annual report, sir, the President of the Treasury Board shows the number of bilingual and unilingual positions in the public service since the policy was introduced in 1974.

The total number of positions open to unilingual francophones, that is the total of English or French essential and French essential put together, is indicated on page 25 to have dropped from 34,000 in 1974 to 24,000 in 1993. This is a drop of 26%. Given that two-thirds of francophones in Canada do not speak English, I wonder how we can defend this trend.

Mr. Eggleton: I am still trying to find your numbers here.

Mr. Ringma: It is a combination.

Mr. Eggleton: Oh, its a combination.

Mr. Ringma: Yes. You have to combine English or French essential with French essential, and it gives you the two numbers. In any event, without nitpicking the numbers, it's a drop of 26%, and that just sort of seems wrong.

Mr. Eggleton: That's because of the increase in the bilingual positions. That's because there are more positions that we need to have people be able to do business in two languages and help the public —

Mr. Ringma: Is that the way you account for it, just an increase in —

Mr. Eggleton: Yes.

Mr. Ringma: Okay.

• 1640

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Mr. Minister, it seems that all of the questions of this committee have been answered.

I have gone through the document you gave us at the beginning. I would like to make some comments—a positive one and a negative one. I would like to see an index at the beginning.

Mr. Eggleton: If that's the negative comment, I'm relieved.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Hopefully this information will be given to the Internet system so that we can provide it through the new technology.

I thank you for providing this document and showing Canadians from coast to coast to coast where they can have service in the language of their choice as Canadians.

I would like to thank you and your officials for the prompt response to our invitation and for the quality and directness of your answers. Thank you very much.

[Translation]

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Monsieur Ringma, avez-vous des questions?

M. Ringma: J'aimerais pour terminer poser encore une question. La principale raison pour laquelle on a créé des postes bilingues au début des années 1970, c'était pour créer une atmosphère d'égalité pour les francophones dans la Fonction publique. À la page 25 du rapport annuel du Conseil du Trésor, on donne le nombre de postes bilingues et unilingues dans la Fonction publique depuis la mise en place de la politique en 1974.

Le nombre total de postes ouverts aux francophones unilingues, c'est—à-dire le total de postes désignés anglais ou français essentiels ou français essentiel réunis aurait chuté de 34 000 en 1974 à 24 000 en 1993. C'est une baisse de 26 p. 100. Étant donné que les deux tiers des francophones du Canada ne parlent pas l'anglais, je me demande comment nous pouvons défendre cette tendance.

M. Eggleton: J'essaie toujours de retrouver les chiffres que vous citez.

M. Ringma: C'est un total.

M. Eggleton: Ah, c'est un total.

M. Ringma: Oui. Vous devez combiner le nombre de postes désignés anglais ou français essentiel avec le nombre de postes français essentiel pour obtenir les deux chiffres. Quoiqu'il en soit, sans s'attarder à des détails, c'est une baisse de 26 p. 100 et cela m'apparaît plutôt injustifié.

M. Eggleton: Cela s'explique par l'augmentation du nombre de postes bilingues. Il nous faut davantage de postes dont les titulaires sont capables de servir le public dans les deux langues. . .

M. Ringma: C'est l'explication que vous en donnez, une simple augmentation du. . .

M. Eggleton: Oui.

M. Ringma: D'accord.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Monsieur le ministre, il semble que vous avez répondu à toutes les questions que souhaitaient vous poser les membres du comité.

J'ai parcouru le document que vous nous avez remis en début de séance. J'aimerais faire quelques commentaires—un positif et l'autre négatif. D'abord, j'aimerais bien qu'il y ait un index au début.

M. Eggleton: Si c'est là le commentaire négatif, je suis soulagé.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): J'espère que ces renseignements seront communiqués au réseau Internet afin que nous puissions en assurer la diffusion grâce à la nouvelle technologie.

Je vous remercie de ce document qui montre aux Canadiens de tout le pays où ils peuvent obtenir des services dans la langue de leur choix.

J'aimerais remercier vous et vos fonctionnaires d'avoir accepté si rapidement notre invitation et de la qualité et de la franchise de vos réponses. Merci.

[Texte]

Mr. Eggleton: Thank you very much, Madam Chair.

I'll commit to two things, if I might. In closing, I will commit to the index you requested, and I will also commit to improve my own capabilities in the other official language of our country and to be able to speak more French next time I come.

La coprésidente (Mme Ringuette-Malais): C'est très bien. Merci beaucoup.

J'aimerais vous rappeler que notre prochaine rencontre aura lieu mercredi prochain, le 4 mai, à 16 heures; nous entendrons le témoignage du ministre de la Défense nationale et des Affaires des Anciens combattants, l'honorable Collenette.

Merci beaucoup.

The meeting is adjourned.

[Traduction]

M. Eggleton: Merci, madame la présidente.

Si vous me le permettez, j'aimerais prendre deux engagements. Je m'engage à faire ajouter l'index que vous réclamez et je m'engage aussi à améliorer mes propres connaissances de l'autre langue officielle de notre pays afin de pouvoir parler français davantage lors de notre prochaine rencontre.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Malais): Excellent. Thank you.

I would like to remind members that our next meeting will be next Wednesday, May 4th, at 4:00 p.m. We will hear the Minister of National Defense and Veterans Affairs, the Honourable Mr. Collenette.

Thank you.

La séance est levée.

MAIL  **POSTE**

Canada Post Corporation/Société canadienne des postes

Postage paid

Port payé

Lettermail

Poste – lettre

**8801320
OTTAWA**

If undelivered, return COVER ONLY to:
Canada Communication Group — Publishing
45 Sacré-Coeur Boulevard,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

*En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:*
Groupe Communication Canada — Édition
45 boulevard Sacré-Coeur,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

WITNESSES

From the Treasury Board of Canada:

Ian Clark, Secretary of Treasury Board of Canada and Comptroller General;

Madeleine Ouellon, Deputy Secretary, Official Languages and Employment Equity Program;

Gaston Guénette, Director, Harmonization and Strategy—Official Languages, Official Languages and Employment Equity Branch;

Gérard Finn, Director, Programs, Official Languages and Employment Equity Branch.

TÉMOINS

Du Conseil du Trésor du Canada:

Ian Clark, secrétaire du Conseil du Trésor du Canada et Contrôleur général;

Madeleine Ouellon, sous-secrétaire, Direction des langues officielles et de l'équité en emploi;

Gaston Guénette, directeur, Harmonisation et stratégies—Langues officielles, Direction des langues officielles et de l'équité en emploi;

Gérard Finn, directeur, Programmes, Direction des langues officielles et de l'équité en emploi.

The Speaker of the House hereby grants permission to reproduce this document, in whole or in part, for use in schools and for other purposes such as private study, research, criticism, review or newspaper summary. Any commercial or other use or reproduction of this publication requires the express prior written authorization of the Speaker of the House of Commons.

If this document contains excerpts or the full text of briefs presented to the Committee, permission to reproduce these briefs in whole or in part, must be obtained from their authors.

Available from Canada Communication Group — Publishing,
Public Works and Government Services Canada,
Ottawa, Canada K1A 0S9

Le Président de la Chambre des communes accorde, par la présente, l'autorisation de reproduire la totalité ou une partie de ce document à des fins éducatives et à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé de journal. Toute reproduction de ce document à des fins commerciales ou autres nécessite l'obtention au préalable d'une autorisation écrite du Président.

Si ce document renferme des extraits ou le texte intégral de mémoires présentés au Comité, on doit également obtenir de leurs auteurs l'autorisation de reproduire la totalité ou une partie de ces mémoires.

En vente: Groupe Communication Canada — Édition,
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada,
Ottawa, Canada K1A 0S9

SENATE
HOUSE OF COMMONS

Issue No. 3

Tuesday, May 10, 1994

Joint Chairs:

The Honourable Gerald Ottenheimer, Senator
Pierrette L. Ringuette-Maltais, M.P.

SÉNAT
CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 3

Le mardi 10 mai 1994

Coprésidents:

L'honorable Gerald Ottenheimer, sénateur
Pierrette L. Ringuette-Maltais, députée

*Minutes of Proceedings and Evidence of the Standing Joint
Committee the Senate and of the House of Commons on*

*Procès-verbaux et témoignages du Comité mixte permanent
du Sénat et de la Chambre des communes des*

Official Languages

Langues officielles

RESPECTING:

Annual Report 1993 Commissioner of Official Languages

CONCERNANT:

Rapport annuel 1993 Commissaire aux langues officielles

WITNESS:

(See back cover)

TÉMOIN:

(Voir à l'endos)



First Session of the Thirty-fifth Parliament, 1994

Première session de la trente-cinquième législature, 1994

STANDING JOINT COMMITTEE OF THE SENATE AND OF
THE HOUSE OF COMMONS ON OFFICIAL LANGUAGES

Joint Chairs: The Honourable Gerald Ottenheimer, Senator
Pierrette L. Ringuette-Maltais, M.P.

Joint Vice-Chairs: Warren Allmand
Pierre de Savoye

Representing the Senate:

The Honourable Senators

Eymard Corbin
Jean-Claude Rivest—(3)

Representing the House of Commons:

Members

Eugène Bellemare
Don Boudria
Dan McTeague
Bob Ringma—(7)

Associate Member

Suzanne Tremblay

(Quorum 6)

Jacques Lahaie

Serge Pelletier

Joint Clerks of the Committee

COMITÉ MIXTE PERMANENT DU SÉNAT ET DE LA
CHAMBRE DES COMMUNES DES LANGUES OFFICIELLES

Coprésidents: L'honorable Gerald Ottenheimer, sénateur
Pierrette L. Ringuette-Maltais, députée

Vice-coprésidents: Warren Allmand
Pierre de Savoye

Représentant le Sénat:

Les honorables sénateurs

Eymard Corbin
Jean-Claude Rivest—(3)

Représentant la Chambre des communes:

Membres

Eugène Bellemare
Don Boudria
Dan McTeague
Bob Ringma—(7)

Membre associé

Suzanne Tremblay

(Quorum 6)

Les cogreffiers du Comité

Jacques Lahaie

Serge Pelletier

PROCÈS-VERBAUX

LE MARDI 10 MAI 1994

(5)

[Texte]

Le Comité mixte permanent des Langues officielles se réunit aujourd'hui, à 15 h 42, dans la pièce 112-N de l'édifice du Centre, sous la présidence de Pierrette Ringuette-Maltaï (coprésident).

Membres du Comité présents

Représentant le Sénat: Jean-Claude Rivest.

Représentant la Chambre des communes: Eugène Bellemare, Don Boudria, Dan McTeague, Bob Ringma, Pierrette L. Ringuette-Maltaï.

Membres suppléants présents: Louis Plamondon pour Pierre de Savoye; Suzanne Tremblay pour Louis Plamondon; Peter Adams pour Warren Allmand.

Aussi présente: Du Service de recherche de la Bibliothèque du Parlement: Françoise Coulombe, attachée de recherche.

Témoin: Du Bureau du commissaire aux langues officielles: Victor C. Goldbloom Commissaire aux langues officielles.

En conformité de l'article 108(4)b) du Règlement, le Comité examine le rapport annuel de 1993 du Commissaire aux langues officielles.

Victor C. Goldbloom fait un exposé et répond aux questions.

Il est convenu, — Que le communiqué de presse émis par le député Jim Silye de Calgary Centre daté du 22 avril 1994 et présenté au Comité par Dan McTeague soit déposé auprès du greffier du Comité à titre de pièce (Pièce «B»).

Bob Ringma propose, — Que étant donné que plusieurs Canadiens de langue française et anglaise manifestent du scepticisme à l'égard des coûts réels des langues officielles; et

Étant donné que les chiffres du gouvernement sont la cause de ce scepticisme;

Étant donné que ce scepticisme favorise peu un débat constructif sur les mérites des langues officielles et sur l'objectif plus vaste de l'unité canadienne;

Que, dans l'intérêt de l'unité canadienne, ce comité convienne d'entreprendre une étude des coûts réels de la Loi sur les langues officielles; et

Que cette étude comprenne toutes les dépenses rattachées aux langues officielles de tous les organismes gouvernementaux, ministères et sociétés d'État.

MINUTES OF PROCEEDINGS

TUESDAY, MAY 10, 1994

(5)

[Translation]

The Joint Standing Committee on Official Languages met at 3:42 o'clock p.m. this day, in Room 112-N, Centre Block, the Joint Chair, Pierrette Ringuette-Maltaï, presiding.

Members of the Committee present:

Representing the Senate: Jean-Claude Rivest.

Representing the House of Commons: Eugène Bellemare, Don Boudria, Dan McTeague, Bob Ringma, Pierrette L. Ringuette-Maltaï.

Acting Members present: Louis Plamondon for Pierre de Savoye; Suzanne Tremblay for Louis Plamondon; Peter Adams for Warren Allmand.

In attendance: From the Research Branch of the Library of Parliament: Françoise Coulombe, Research Officer.

Witness: From the Office of the Commissioner of Official Languages: Dr. Victor C. Goldbloom, Commissioner.

Pursuant to Standing Order 108(4)(b), the Committee considered Annual Report 1993 of the Commissioner of Official Languages.

Victor C. Goldbloom made a preliminary statement and answered questions.

It was agreed, — That the Communiqué issued by Jim Silye, Member of Parliament for Calgary Centre, dated April 22, 1994, and presented to the Committee by Dan McTeague, be filed as an exhibit with the Clerk of the Committee (Exhibit "B").

Bob Ringma moved, — Whereas many Canadians, both French and English speaking, are sceptical of the true costs of official languages;

Whereas the government's own figures lead to this scepticism;

Whereas this scepticism does little to aid the debate on the merit of official languages and the larger goal of Canadian unity;

That, in the interest of Canadian unity, this Committee agree to undertake a comprehensive study into the true costs of the Official Languages Act; and

That this study encompass all spending related to official languages by all government agencies, departments and Crown corporations.

Après débat, la motion, mise aux voix, est rejetée, par le vote suivant:

After debate, the question being put on the motion, it was negatived:

POUR

YEA:

Bob Ringma

Bob Ringma;

- 1

- 1

CONTRE

NAYS:

Peter Adams
Eugene Bellemare
Don Boudria
Suzanne Tremblay
Dan McTeague
Jean-Claude Rivest

Peter Adams
Eugène Bellemare
Don Boudria
Suzanne Tremblay
Dan McTeague
Jean-Claude Rivest

- 6

- 6

À 18 h 02, le Comité ajourne jusqu'à nouvelle convocation du président.

At 6:02 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

Le cogreffier du Comité

Jacques Lahaie

Jacques Lahaie

Joint Clerk of the Committee

[Texte]

EVIDENCE

[Recorded by Electronic Apparatus]

Le mardi 10 mai 1994

[Traduction]

TÉMOIGNAGES

[Enregistrement électronique]

Tuesday, May 10, 1994

● 1539

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): À l'ordre, s'il vous plaît!

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Order, please!

● 1540

Nous entendons, aujourd'hui, le commissaire aux langues officielles, M. Victor Goldbloom. Il va répondre à nos questions qui avaient dû être interrompues de façon inattendue lors de sa dernière visite. Nous vous remercions d'être ici pour poursuivre cette audition.

We have with us today the Commissioner of Official Languages, Dr. Victor Goldbloom. He will answer questions that were unexpectedly interrupted during his last visit. We thank you for coming to continue our discussion.

Je crois que la première personne qui aura à poser des questions est monsieur Plamondon.

I think the first person with questions is Mr. Plamondon.

M. Plamondon (Richelieu): Merci, madame la présidente. Bienvenue monsieur le commissaire. C'est un beau souvenir pour moi de revenir au Comité des langues officielles. J'y ai siégé pendant cinq ans, et aujourd'hui j'ai le plaisir de remplacer mon confrère M. de Savoye. Je voudrais d'abord me rappeler à votre bon souvenir, monsieur, quand vous avez travaillé au comité d'organisation du musée des religions de Nicolet qui se trouve dans ma circonscription administrative. Vous avez contribué à la réussite de ce musée et je vous remercie au nom de mes concitoyens de Richelieu et particulièrement, au nom des citoyens de Nicolet. Le musée fonctionne très bien maintenant et tous les ans, des milliers de personnes viennent le visiter. C'est en grande partie grâce à vous, et je vous en remercie.

Mr. Plamondon (Richelieu): Thank you, Madam Chair. Welcome, Commissioner. The Official Languages Committee brings back many fond memories. I was a member of it for five years, and today I have the pleasure of replacing my colleague, Mr. de Savoye. I would first like to remind you, sir, of the time you worked on the *comité d'organisation du musée des religions de Nicolet* that is in my riding. You helped make the museum a success and on behalf of my fellow citizens from Richelieu and especially from Nicolet, I would like to thank you for your contribution. The museum is now running very smoothly and welcomes thousands of visitors every year. You deserve a great deal of the credit. Thank you.

J'ai une question à vous poser, monsieur le commissaire, et je devrai partir après avoir entendu votre réponse. Je vais vous parler du Collège militaire de Kingston. Je vais me permettre de lire quelques notes afin d'être sûr de la pertinence de ma question et que les mots que je vais utiliser soient bien fidèles à ma pensée.

Commissioner, I do have one question to ask you and I will have to leave after you answer it. It is about the military college in Kingston. If you don't mind, I will read a few notes to be sure my question is well formulated and clear.

La fermeture du Collège de Saint-Jean était officiellement justifiée par la nécessité de faire des économies. On sait que le ministre de la Défense n'en a jamais fait la preuve concrète. Ces économies sont, paraît-il, très minimes. Certains ont prétendu que c'était une motivation politique de façon à faire mieux passer les coupures dans les autres régions du Canada. Mais le ministre de la Défense a présenté à la Chambre des communes, le 26 avril 1994, un rapport d'étapes pour informer les députés des mesures prises par le ministère de la Défense pour garantir le bilinguisme au collège militaire unifié, appelons-le comme cela, de Kingston. Le ministre a exposé les grandes lignes d'un plan que le ministère élabore en ce moment, à ce sujet. Ce plan a pour objectif, notamment, que tous les officiers promus au grade de lieutenant-colonel à partir du 1^{er} janvier 1998, soient normalement bilingues. Il n'y a rien de véritablement concret dans l'exposé du ministre. Par ailleurs, le ministre n'a rien dit non plus sur les moyens qu'il entend entreprendre afin de favoriser la culture francophone au sein du Collège militaire de Kingston. Rien non plus au sujet des dispositions. . .

The official reason given for closing the Saint-Jean Military College was to save money. We know the Defence Department has never proven that. It seems to me that those savings are very minimal. Some say it was a politically motivated decision to make it easier for other Canadians to accept their cuts. But on April 26th, 1994, the Defence Minister tabled a status report in the House of Commons to tell members what the Defence Department had done to ensure the "unified" military college in Kingston is bilingual. The minister outlined the plan the department is currently working on to that end. Their goal is to ensure that as of January 1st, 1998, all officers promoted to the ranks of lieutenant-colonel are bilingual. The minister was not very specific. Moreover, the minister said nothing about any proposed steps to encourage the use of French at the Kingston Military College. Nor did he say anything about arrangements. . .

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Monsieur Plamondon, j'aimerais vous rappeler que vous avez cinq minutes, alors si votre préambule devait se poursuivre. . .

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Mr. Plamondon, I would like to remind you that you have five minutes, so if your preamble is much longer. . .

[Text]

[Translation]

M. Plamondon: Je veux préciser les faits parce qu'il s'agit d'une question très particulière. Il n'y a donc rien dans l'exposé du ministre au sujet des dispositions qu'entend prendre la ville de Kingston pour améliorer le service aux francophones. Rien au niveau du facteur important d'immersion dans la formation des élèves-officiers. À ce sujet, vous vous rappelez que l'ex-commissaire avait recommandé que des échanges entre élèves francophones et élèves anglophones se fassent entre les institutions. Alors, une politique de bilinguisme appliquée à une formation académique d'élève-officier ne repose pas seulement, comme l'avait dit votre ancien commissaire, sur une question de programme et surtout un programme improvisé à la dernière minute, si la fermeture se fait rapidement.

Vous vous êtes déjà prononcé contre la fermeture du Collège de Saint-Jean. Je vous demande si le commissaire est en mesure de nous faire part de ses remarques concernant le plan qu'a présenté le ministre de la Défense en 1994. Je sais que vous ne pourrez peut-être pas répondre complètement à mes questions, mais j'apprécierais une réponse écrite, par la suite, si vous le pouvez.

Est-ce que la collaboration du commissaire aux langues officielles dans l'élaboration du plan a été demandée et est-ce que le commissaire a l'intention de suivre de près l'élaboration de ce plan et de faire connaître ses commentaires publiquement, comme il l'a fait lors de la fermeture?

Est-ce que le concept d'un corps d'officiers bilingues au sein des Forces canadiennes, qui a été adopté par les Forces armées le 28 juin 1988, répondait bien au besoin des officiers supérieurs de pouvoir diriger leurs subordonnés dans les deux langues officielles? À l'heure actuelle, selon le ministre de la Défense, ce concept est étudié par un groupe de travail conjoint spécial, constitué de représentants du commissaire aux langues officielles et de la Défense nationale.

• 1545

Est-ce que ce concept doit être raffiné? Pouvez-vous, en tant que commissaire, faire le point aussi sur cette question?

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Monsieur le commissaire, étant donné le préambule et la quantité de questions contenues dans l'intervention du député, on peut, si vous le désirez, demander au député de déposer son questionnaire auprès du Comité et vous en fournir une copie pour que vous puissiez y répondre de façon plus adéquate et plus élaborée.

M. Victor C. Goldbloom (commissaire aux langues officielles): Je serai heureux de le faire madame la présidente, mais j'aimerais réagir immédiatement à plusieurs éléments de la question à plusieurs facettes posée par M. Plamondon.

Tout d'abord, jusqu'à maintenant du moins, la collaboration directe et précise du commissaire aux langues officielles n'a pas été sollicitée.

La deuxième partie de la question pour savoir si le commissaire a l'intention de suivre de près le dossier, c'est oui absolument, puisque je le fais depuis un bon moment et puisque je suis l'évolution de la situation en général au ministère de la Défense nationale et dans les Forces canadiennes.

Mr. Plamondon: I wanted to present the facts because it is a very specific question. The minister said nothing about the arrangements the City of Kingston plans to make to improve service to Francophones. Nor was there any mention of an important factor, namely immersion during officer-cadet training. You may recall that the former commissioner recommended that institutions handle exchanges between francophone and anglophone students. As your predecessor said, there has to be more than just some makeshift program in place to ensure bilingualism during officer-cadet academic training if the Saint-Jean college closes quickly.

You already said you were opposed to the closure of the Saint-Jean college. I was wondering if the Commissioner could comment on the plan presented by the Defence Minister in 1994. I know you may not be able to provide a thorough answer to my questions, but I would appreciate an answer in writing, afterwards, if that is possible.

Was the Commissioner asked to help draft the plan and does he plan to follow developments closely and make official statements, as he did when the closure was announced?

On June 28th, 1988, the Canadian Armed Forces approved the concept of a core of bilingual officers; would that measure be enough to ensure senior officers can manage their subordinates in both official languages? According to the Defence Minister, that concept is currently under review by a special joint task force comprised of representatives from the Official Languages Commission and National Defence.

Does the concept have to be fine-tuned? As Commissioner, could you also give us an update on that?

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Commissioner, given the length of the preamble and the number of questions the member asked, if you wish, we could ask the member to leave his questions with the Committee and we can send you a copy of them so that you can provide a more thorough and detailed response.

Dr. Victor C. Goldbloom (Commissioner of Official Languages): I would be pleased to do so, Madam Chair, but I would like to respond immediately to a number of points in Mr. Plamondon's multi-faceted question.

First of all, so far we have not been specifically asked for the Commissioner's direct involvement.

As for the second part of your question about the Commissioner's intention to keep abreast of developments, yes, absolutely, since I have been doing so for quite some time and since I generally follow any developments at National Defence and the Canadian Armed Forces.

[Texte]

Le programme de bilinguisation du corps d'officiers seniors est un objectif, à mon sens, important. J'ai eu d'ailleurs, à ce sujet, des discussions avec un ministre précédent, à un moment où il ne semblait pas certain que ce programme reposait sur des bases solides et qu'on irait jusqu'au bout. J'ai encouragé le ministre de l'époque de poursuivre ce programme, et parce qu'il y avait eu certaines questions qui avaient été soulevées, j'ai offert au ministre du moment la constitution d'un groupe conjoint de travail afin que, plutôt que d'attendre et de critiquer par la suite, je puisse faire une contribution constructive à la définition des critères entourant ce programme de corps d'officiers seniors bilingues.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Monsieur Boudria.

M. Boudria (Glengarry—Prescott—Russell): Merci beaucoup, madame la présidente, et bienvenue encore au docteur Goldbloom.

M. Goldbloom: Merci.

M. Boudria: C'est toujours un plaisir de vous avoir parmi nous au Comité parlementaire. Durant les dernières semaines les Canadiens ont entendu des propos que je qualifierais de malheureux, à savoir que le Programme des langues officielles a un coût très supérieur, selon ceux qui le disent, à celui qui est indiqué dans votre rapport annuel. Je suis un de ceux qui croit que les chiffres de votre rapport sont exacts, d'autant plus que les chiffres qui proviennent du Conseil du Trésor sont, bien sûr, vérifiés par le vérificateur général du Canada. Donc, on a toutes les raisons de croire que ces chiffres sont exacts.

Je ne veux pas être de ceux qui disent qu'il faut que l'on mesure cela en termes de piastres, mais quand même. Est-ce qu'on a, à un moment donné, parlé des bénéfices du Programme des langues officielles? Je pense par exemple, docteur Goldbloom, à des déclarations, il y a quelques années, de M. Taylor qui était président d'Air Canada et qui attribuait lui-même certains des succès dont avait joui Air Canada, particulièrement en Europe, au fait qu'ils avaient eux, contrairement à d'autres sociétés aériennes, du personnel qui était au moins bilingue et parfois polyglotte.

Est-ce que vous avez déjà fait des analyses à ce sujet, car les résultats pourraient aider ce Comité parlementaire à faire comprendre à ceux qui ne le veulent pas, qu'il n'y a pas seulement des coûts mais aussi des bénéfices au Programme des langues officielles? Et je ne veux nommer personne.

M. Goldbloom: C'est la question?

M. Boudria: Oui.

[Traduction]

I think it is important to aim for a bilingualism program for senior officers. In fact, I discussed that with a previous minister at a time when the program was in doubt and its future uncertain. I encouraged the minister at the time to go ahead with the program, and because some questions arose, I said to the minister I could set up a joint task force, thereby making a positive contribution to help define the criteria of the bilingual senior officer program, rather than wait and criticize it afterwards.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Mr. Boudria.

Mr. Boudria (Glengarry—Prescott—Russell): Thank you, Madam Chair, and again, welcome, Dr. Goldbloom.

Dr. Goldbloom: Thank you.

Mr. Boudria: It is always a pleasure to have you before the parliamentary committee. Over the past few weeks, Canadians heard statements that I would qualify as disturbing, namely that according to some sources, the Official Languages Program costs more than your annual report says. I am one of those who believes the figures in your report are right, especially since the Auditor General checks all the Treasury Board figures. So there is every reason to think those figures are correct.

I am not one of those who thinks it has to be measured in terms of dollars, but still. Was anything ever said about the economic advantages of the Official Languages Program? Take, for instance, the statements Mr. Taylor made a few years ago. He was president of Air Canada and he attributed some of Air Canada's success, especially in Europe, to the fact that, unlike other airline companies, their staff was at least bilingual and sometimes multilingual.

Have you ever studied that because the result could help this parliamentary committee convince sceptics that there are not only costs in the Official Languages Program but also economic advantages? I do not want to give any names..

Dr. Goldbloom: That's the question?

Mr. Boudria: Yes.

• 1550

M. Goldbloom: Madame la présidente, je n'ai pas en ma possession une étude systématique qui, par elle-même, répondrait à la question soulevée par M. Boudria.

Le sujet m'intéresse au plus haut point. J'en parle dans mes discussions avec le public canadien à travers le pays. Il me paraît évident que chaque langue que nous pouvons ajouter à nos connaissances et à notre capacité de nous exprimer est un

Dr. Goldbloom: Madam Chair, I do not have a systematic study with me, but it would be self-explanatory.

I am extremely interested in that. I talk about it when I speak with Canadians across the country. It is clearly an advantage for us to be able to broaden our knowledge and communicate in another language. It enriches us not only

[Text]

[Translation]

enrichissement non seulement personnel, mais aussi collectif, et que le fait que le Canada possède deux des importantes langues internationales, avec une population mondiale d'expression française de quelque 120 millions de personnes qui constituent un important marché qui devrait être pour le Canada un marché privilégié, est certainement l'un des avantages que l'on peut envisager.

Également, sur le plan humain, 98,6 p. 100 de la population canadienne comprend ou l'anglais ou le français. Il n'y a que 1,4 p. 100 des gens qui ne comprennent ni l'une ni l'autre de ces deux langues. Également, puisque presque 7 millions de Canadiens sont d'expression française, on peut communiquer entre les deux communautés et donner aux membres de chacune de ces communautés linguistiques un sentiment d'appartenance au pays. Ce sont pour moi des éléments importants qui constituent des valeurs pour les Canadiens et Canadiennes et pour le Canada.

M. Boudria: Merci.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): M. Plamondon n'a pas déposé ses questions auprès du greffier. Je suppose donc que les réponses du commissaire étaient satisfaisantes.

Monsieur McTeague.

M. McTeague (Ontario): Docteur Goldblom, merci d'être venu nous rencontrer. Cette fois-ci, avec la collaboration de mon collègue, M. Boudria, je pourrai poser une question.

Dr. Goldbloom, I come from a riding that has seen a tremendous increase in the number of young people who have chosen to speak the second official language in this country, namely French.

I was pleased to be at a meeting about an hour ago with one of the new schools, which is here on a visit.

C'est avec fierté que j'ai pu parler ma deuxième langue. Je ne suis pas francophone. Je suis francophile.

Je m'intéresse aux commentaires que vous avez faits sur la prime au bilinguisme. Je suis au courant de la situation dans le secteur privé, où on donne même des augmentations de salaire aux gens qui ont la capacité de s'exprimer dans une deuxième langue.

Pourquoi êtes-vous contre la prime au bilinguisme? Vous avez dit cela à quelques reprises. Ce n'est pas la première fois que vous le dites. Pourquoi êtes-vous contre cette carotte dont on se sert pour encourager les gens à parler une deuxième langue, que ce soit l'anglais ou préféablement le français?

M. Goldbloom: Madame la présidente, permettez-moi de dire d'abord que, lorsque je suis devenu commissaire, cette position avait déjà été prise par mon prédécesseur. Je n'avais pas de raison de modifier la politique du Commissariat à ce sujet. J'ai étudié la question avec mes collaborateurs seniors et je suis venu à la conclusion que, même si au début de ce programme il y avait sans doute une raison valable et importante de donner un incitatif aux gens de la Fonction publique, où relativement peu de personnes étaient capables de servir le public convenablement en français, nous avons aujourd'hui un nombre généralement suffisant de personnes capables de servir le public dans les deux langues.

individually, but also collectively, and since 120 million people in the world speak French, Canada has the advantage of attracting that market since we speak two major international languages.

Also, 98.6% of Canadians understand either French or English. Only 1.4% understand neither. Moreover, since nearly seven million Canadians speak French, the two linguistic communities can communicate and instill a sense of belonging in one another. Those are important things for me and ones which Canadians and Canada cherish.

Mr. Boudria: Thank you.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Mr. Plamondon did not submit his questions to the Clerk. I suppose the Commissioner's answers were satisfactory.

Mr. McTeague.

Mr. McTeague (Ontario): Dr. Goldbloom, thank you for coming to meet with us. This time, I will be able to ask you a question, with the help of my colleague, Mr. Boudria.

Monsieur Goldbloom, dans ma circonscription, il semble y avoir un nombre très accru de jeunes qui ont choisi de parler la deuxième langue officielle du pays, à savoir le français.

Il y a environ une heure, j'ai eu le plaisir d'assister à une réunion d'une des nouvelles écoles, qui est en visite à Ottawa.

I was proud to be able to speak my second language. I am not a francophone, I am a francophile.

I am interested in the comments you made about the bilingualism bonus. I know about the situation in the private sector, where people who speak a second language even get raises.

Why are you opposed to the bilingualism bonus? You mentioned that on several occasions and it is not the first time. Why do you object to using that carrot to encourage people to speak a second language, be it English or preferably French?

Dr. Goldbloom: Madam Chair, I would first like to say that my predecessor had taken that position before I became Commissioner. There was no reason for me to change the Commission's policy on that. I reviewed the matter with my senior colleagues and came to the conclusion that even if there was a good reason to give public servants an incentive at the beginning of the program, at a time when relatively few people could adequately serve the public in French, we now have enough people who can serve the public in both languages.

[Texte]

[Traduction]

• 1555

Deuxièmement, je suis préoccupé par un déséquilibre qui existe. C'est-à-dire que, pour chaque personne qui reçoit la prime au bilinguisme, il y a deux personnes qui font essentiellement le même travail et ne la reçoivent pas. Je répète certaines de mes réponses antérieures, mais j'aimerais ajouter que je ne propose pas qu'on enlève la prime à ceux qui la reçoivent, mais que l'on adopte une nouvelle politique à partir de maintenant, que l'on n'accorde pas la prime aux nouveaux venus et que l'on prévoie un ajustement avec le temps pour ceux qui la reçoivent.

M. Boudria: C'est une nuance importante.

M. McTeague: C'est très important. Si on n'encourage pas les jeunes à apprendre le français, il est possible que dans une vingtaine d'années, on n'ait aucun forum où les gens puissent se rencontrer pour parler le français et envisager leur avenir dans le secteur public fédéral.

M. Goldbloom: L'utilisation de l'une et de l'autre des langues dépend de la demande. La Loi sur les langues officielles parle de «demande importante». J'entends parfois dire qu'il y a des personnes qui n'étaient pas bilingues lorsqu'elles sont arrivées à la Fonction publique fédérale, qui ont suivi un programme de formation linguistique et qui, par la suite, n'ont pas été appelées à utiliser leur langue seconde. Cela ne me paraît pas logique, mais il faut que nous soyons en mesure de répondre convenablement aux besoins humains au sein de la population.

Il y a une différence entre aujourd'hui et il y a 20 ans. Le bassin de population au sein duquel nous pouvons trouver des personnes bilingues a considérablement augmenté. Il est passé de 2,8 millions de personnes au recensement de 1971 à 4,4 millions de personnes en 1991. Il y a une augmentation très marquée chez les jeunes qui seront les futurs élus et hauts fonctionnaires du Canada.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Sénateur Rivest.

Le sénateur Rivest (Stadacona): Sur cette question de la prime au bilinguisme, je sais que la décision a été prise par le commissaire qui vous a précédé et qu'après analyse et réflexion, vous avez simplement poursuivi la politique. Il y a des arguments dans vos réponses. Vous donnez des rapports de deux à un. Est-ce qu'il existe des études qui ont été menées à l'époque par le Commissariat aux langues officielles sur cette question de la prime au bilinguisme, sur son opportunité, sur son efficacité, sur les inconvénients que cette pratique pouvait avoir, sur les coûts ou quoi que ce soit, afin qu'on puisse voir ce qu'il en est au juste? Cela m'intéresse et je suppose que cela intéresse également d'autres membres du Comité. On sait que c'est une politique du Commissariat, celle de votre prédécesseur et la vôtre, mais il me semble qu'il serait utile, si de telles études existe, que vous les mettiez à la disposition des membres du Comité.

M. Goldbloom: Madame la présidente, que je sache, nous n'avons effectué d'études nous-mêmes. Je crois comprendre que le Conseil du Trésor en a fait à un certain moment et je serai heureux d'essayer de les obtenir. Nous n'avons pas fait d'études nous-mêmes, du moins pas depuis mon arrivée au Commissariat il y a bientôt trois ans. Je me suis limité à renouveler une recommandation qui remonte à au moins cinq ou six ans.

Secondly, I am worried about some imbalance. In other words, for every person that gets the bilingual bonus, there are two who essentially do the same work and do not get it. I reiterate some of my earlier answers, but I would like to add that I don't suggest taking the bonus away from those who get it, but rather that a new policy be implemented immediately whereby new employees do not get the bonus and those who do, see their bonus adjusted over time.

Mr. Boudria: It is an important nuance.

Mr. McTeague: It's very important. If young people are not encouraged to learn French, it may be that 20 years from now, people will have nowhere to meet to speak French and plan for a future in the federal Public Service.

Dr. Goldbloom: The use of one or the other of the languages depends on demand. The Official Languages Act mentions "significant demand". I have heard of people who started with the federal Public Service who were not bilingual, who took language training, and who never had to use their second language after that. That does not make much sense to me, but we must be able to adequately respond to Canadian's needs.

Things have changed over the past 20 years. The population pool we can draw from to find bilingual people has increased significantly. The 1971 census showed there were 2.8 million people, whereas the 1991 census showed the number had increased to 4.4 million. There is a very marked increase in the number of young people, who will become Canada's future elected and non-elected officials.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Senator Rivest.

Senator Rivest (Stadacona): On the subject of the bilingualism bonus, I realize it was your predecessor who made the decision and that after studying the matter and thinking about it, you simply maintained that policy. Your answers do present some valid arguments. You mentioned a 2 to 1 ratio. At the time, had the Official Languages Commission carried out studies on the bilingualism bonus, its appropriateness, its effectiveness, its possible disadvantages, its costs or whatever, to get a very clear picture? I would be interested in finding out and I suppose other members of the Committee would as well. We know it's the Commission's policy, that of your predecessor and your own, but if such studies do exist, I think they would be useful to the Committee.

Dr. Goldbloom: Madam Chair, as far as I know, we have not done any studies ourselves. If I'm not mistaken, Treasury Board did one at some point and I would be pleased to try to get it. We have not done any studies ourselves, at least not since I started with the Commission nearly three years ago. I simply upheld a recommendation made at least five or six years ago.

[Text]

[Translation]

• 1600

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Monsieur Bellemare.

M. Bellemare (Carleton—Gloucester): Monsieur le commissaire, comment voyez-vous votre rôle? Vous considérez-vous comme un ombudsman ou comme un promoteur des langues officielles au fédéral?

M. Goldbloom: Je suis un ombudsman d'abord. Puisque les services qui sont offerts par la Fonction publique fédérale à la population laissent parfois à désirer, il faut qu'il y ait une personne à laquelle le citoyen ou la citoyenne puisse s'adresser. Mon interprétation de mon rôle met l'accent le plus fort sur cet aspect.

Je pense que le commissaire doit également se faire éducateur. Dans chacun de mes rapports annuels, j'ai dit que depuis longtemps, depuis 1977 en fait, d'après les renseignements que nous avons pu recueillir, aucun gouvernement fédéral n'a entrepris un effort d'information auprès du public. Je constate des lacunes au plan de l'information. Il y a une compréhension limitée partout où je vais, dans mes discussions en ligne ouverte ou autrement avec la population. Donc, je pense que le commissaire doit également être un éducateur.

Troisièmement, même si la fonction de promotion des langues officielles et des communautés de langue officielle vivant en situation minoritaire n'est pas attribuée directement et explicitement au commissaire, car la Partie VII de la loi attribue ces responsabilités au gouvernement du Canada, le commissaire se trouve néanmoins à combler des vides et à effectuer un travail de promotion et d'appui aux communautés de langue officielle minoritaires.

M. Bellemare: Donc, vous êtes à la fois ombudsman pour les individus francophones et anglophones et ombudsman pour les institutions bilingues; c'est le côté institutionnel.

M. Goldbloom: Oui, pour les fonctionnaires fédéraux comme pour le public.

M. Bellemare: Vous n'êtes pas seulement la personne au bout du téléphone qui répond aux plaintes des individus. Vous faites davantage.

M. Goldbloom: J'ai voulu être plus que cela. J'aurais pu me contenter d'attendre les plaintes. J'ai voulu me promener à travers le pays. . .

M. Bellemare: Donc, vous avez le doigt sur le pouls de la communauté.

M. Goldbloom: Je l'espère.

M. Bellemare: Avez-vous pris conscience de manifestations d'anglophones ou de francophones qui semblent sceptiques quant à la Loi des langues officielles?

M. Goldbloom: Je dois demander une précision à M. Bellemare. Parlez-vous de francophones majoritaires ou minoritaires, d'anglophones. . .

M. Bellemare: Minoritaires.

M. Goldbloom: Minoritaires. Il y a un certain degré de frustration lorsque, notamment, les services offerts par des institutions fédérales laissent à désirer.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Mr. Bellemare.

Mr. Bellemare (Carleton—Gloucester): Commissioner, how do you view your role? Do you feel you are an ombudsman or a promoter of official languages in the federal government?

Dr. Goldbloom: I am an ombudsman first. Since the services offered to Canadians by the Federal Public Service are sometimes unsatisfactory, there has to be someone a citizen can go to. I see that as the main part of my role.

I think the commissioner should also act as an educator. In each of my annual reports, I have said that no federal government has mounted a public information campaign for a long time, in fact, not since 1977. I can see that information is lacking. Everywhere I go, in open line discussions and other dealings with the public, I realize people are not fully informed. So I think the commissioner must also act as an educator.

Thirdly, even though the commissioner is not directly and explicitly responsible for promoting official languages and official language groups living in a minority situation, since Part VII of the Act says the government of Canada is responsible for that, the commissioner is still called upon to fill the gaps, play an advocacy role and support minority official language communities.

Mr. Bellemare: So you are an ombudsman both for individual francophones and anglophones as well as for bilingual institutions; that's the institutional side.

Dr. Goldbloom: Yes, for both federal civil servants and for the public.

Mr. Bellemare: You are not just someone at the end of the line responding to complaints. You do more than that.

Dr. Goldbloom: I wanted to be more than that. I could have just waited for complaints. I wanted to travel across. . .

Mr. Bellemare: So you have sounded out the people.

Dr. Goldbloom: I hope so.

Mr. Bellemare: Are you aware of signs of skepticism on the part of anglophones or francophones about the Official Languages Act?

Mr. Goldbloom: I would ask Mr. Bellemare to clarify something. Do you mean majority or minority francophones, or anglophones. . .

Mr. Bellemare: Minority.

Dr. Goldbloom: There is a certain amount of frustration, especially when services provided by federal institutions leave much to be desired.

[Texte]

M. Bellemare: Dans un manque ou dans un surplus?

M. Goldbloom: Dans un manque. Lorsqu'une personne désire se faire répondre dans sa langue et se trouve incapable d'obtenir cette compréhension et ce service, il y a nécessairement une frustration. Cependant, comme je l'ai souligné la dernière fois que j'ai rencontré ce Comité, je n'entends pas parler généralement des relations qui vont bien et des services qui sont offerts agréablement et de façon compréhensible dans la langue officielle choisie par le client.

• 1605

M. Bellemare: Ce scepticisme que vous constatez porte-t-il sur les coûts?

M. Goldbloom: Non. Les communautés minoritaires ne trouvent pas les coûts excessifs. Comme on le sait, il y a depuis un certain temps des coupures de l'appui financier accordé à ces communautés et à leurs organismes, et cela fait l'objet de doléances de la part des communautés.

M. Bellemare: Parlons des coûts qu'on voit dans les Comptes publics, et non pas dans le Rapport du vérificateur général. Les gens mêlent le Comité des comptes publics et le rapport des Comptes publics. Je parle des députés. Avez-vous observé à certains endroits des chiffres incorrects, irréels ou même *fudged*, comme diraient certains anglophones?

M. Goldbloom: L'intégrité m'est importante et la présentation honnête des chiffres est pour moi un principe. Je n'ai pas décelé de faussetés ou de lacunes voulues dans les chiffres. J'ai voulu manifester un esprit ouvert en offrant de regarder tout ce qui pourrait m'être présenté comme question par rapport aux coûts, mais je ne vais pas répudier les chiffres qui ont été présentés par le Conseil du Trésor par l'intermédiaire du Rapport annuel du commissaire aux langues officielles.

M. Bellemare: J'apprécie vos commentaires. Étant donné que vous avez le doigt sur le pouls des communautés minoritaires, pouvez-vous m'assurer aujourd'hui qu'il n'y a pas, dans les communautés minoritaires, de scepticisme face aux soi-disant chiffres irréels en ce qui concerne les langues officielles?

M. Goldbloom: Je ne suis pas certain d'avoir parfaitement saisi votre question. Il me semble que les communautés avec lesquelles j'ai des contacts réguliers trouvent correct le portrait des coûts et, comme je l'ai dit, regrettent particulièrement que les gouvernements successifs aient cru bon de réduire leur appui financier à ces communautés.

M. Bellemare: Bravo!

M. Ringma (Nanaïmo—Cowichan): J'essaierai de faire une très brève introduction afin d'avoir plus de temps pour poser des questions. J'en ai plusieurs à vous poser.

I would like to start by following up on Mr. Bellemare's comment. This is not a question but a suggestion that the figures are perhaps not fudged so much as they are a result of the guidelines Treasury Board gives you and others. In time I would really like to pursue that to see what the guidelines are and how they may be misinterpreted or applied in different ways.

[Traduction]

Mr. Bellemare: When there is a lack or a surplus?

Dr. Goldbloom: When there is a lack thereof. Obviously, it is frustrating when someone wants to be answered in his or her language and cannot get the service nor anyone who understands the request. However, as I mentioned the last time I appeared before the Committee, I usually do not hear about the good things or about the cases where services are provided in a friendly and understanding manner in the official language of the client's choice.

Mr. Bellemare: Does that skepticism relate to costs?

Dr. Goldbloom: No. Minority communities do not find the cost prohibitive. As we all know, financial support to those communities and their organizations has been reduced lately and that has generated some dissatisfaction in those communities.

Mr. Bellemare: Let's talk about the costs that appear in the Public Accounts and not those in the Auditor General's report. People confuse the Public Accounts Committee with the Public Accounts Report. I'm talking about members of Parliament. Did you find any incorrect, unrealistic or even fudged figures?

Dr. Goldbloom: Integrity is important to me and to provide honest figures is my policy. I did not notice any incorrect or misleading figures. I wanted to be open-minded by offering to look at anything possibly related to costs, but I will not repudiate the figures provided by Treasury Board in the annual report of the Commissioner of Official Languages.

Mr. Bellemare: I appreciate your comments. Since you know what is going on in minority communities, can you assure me today that those minority communities are not as skeptical about the "fudged" figures for official languages?

Dr. Goldbloom: I am not sure that I fully understood your question. I believe the communities I deal with regularly think the figures are exact, and as I said, are especially disappointed that successive governments have seemed necessary to reduce their financial support to those communities.

Mr. Bellemare: Hear! Hear!

Mr. Ringma (Nanaïmo—Cowichan): I will try to keep my introduction very brief to have more time to ask questions. I have several to ask you.

Je voudrais commencer en revenant à l'observation qu'a faite M. Bellemare. Ce n'est pas une question, mais je dirai que les chiffres ne sont peut-être pas truqués, mais plutôt qu'ils sont le résultat des directives que le Conseil du Trésor donne à vous-même et à d'autres. J'aimerais beaucoup étudier ces directives à un moment donné pour voir comment on peut les interpréter dans le mauvais sens ou les appliquer d'une manière autre que celle prévue.

[Text]

[Translation]

To get to my real line of questioning, Mr. Commissioner, I would like to take up the first question raised by Mr. Plamondon and talk a little bit about rights. He asked the question about the Department of National Defence policy that as of 1997 all officers who aspire to the rank of Lieutenant Colonel, etc., must be bilingual.

My direct question to you as the commissioner is, does this not strike you as being contrary to the provisions of not only the Official Languages Act, but possibly even the Charter of Rights, wherein a person has the right to work in their language of choice? We should all have the right to work in our language of choice. That is clearly stated. I wonder, therefore, sir, what your opinion is as to this policy of National Defence being contrary to that.

• 1610

Dr. Goldbloom: With regard to the Official Languages Act, the right to work in one's official language of choice is geographically limited. There are only certain areas of Canada in which one has that right. They are principally the national capital region, certain areas of Quebec and of Ontario, and the province of New Brunswick.

Elsewhere, although there are a certain number of federal public service jobs that are designated as bilingual and those holding those jobs are required to be able to communicate with the public in both languages, they do not have the choice of the language in which they work. They work in French if it is Quebec, in English if it is British Columbia, and outside those areas in Quebec, of course, the right to work in either language is established.

The objective of having a bilingual core of senior officers derives, in my understanding of it, from the decision that we would not have two armed forces, one English speaking and the other French speaking. We would have one Canadian forces entity. Within that there would be some French-speaking units, some English-speaking units, and some bilingual units. If a person aspired to become a senior officer and have responsibility for a number of units, which could include both French-speaking and English-speaking units, it would be necessary for that person to be able to command those units in one or the other language.

That requirement was established with a considerable timeframe leading to the end of 1997, if my understanding is correct, before it would be imposed.

I do not feel competent to respond with regard to the Charter of Rights. I don't have a legal background. I take the question as being of interest and serious and will look at it. Anything concerning the Charter of Rights requires our serious objective consideration, but I do not feel competent to respond with regard to the charter.

Mr. Ringma: Commissioner, I have nothing against bilingualism. In fact, it is a very good thing, senior officers or not. The officers I had under my command, if they were bilingual it meant they were more flexible. I could use them in more places than if they were unilingual French or English.

Pour entamer vraiment mon interrogatoire, monsieur le commissaire, je voudrais revenir à la première question de M. Plamondon et parler brièvement des droits. Il a soulevé la question de la politique du ministère de la Défense nationale selon laquelle, à compter de 1997, tous les officiers désirant devenir lieutenant-colonel ou accéder à un grade supérieur devront être bilingues.

Monsieur le commissaire, ma question est la suivante. Ne croyez-vous pas que cette politique va à l'encontre des dispositions non seulement de la Loi sur les langues officielles, mais peut-être même de la Charte des droits, selon lesquelles une personne a le droit de travailler dans la langue de son choix? Nous devrions tous avoir le droit de travailler dans la langue de notre choix. Le principe est clairement établi. Estimez-vous que cette politique du ministère de la Défense nationale va à l'encontre de ce principe?

M. Goldbloom: Dans le cadre de la Loi sur les langues officielles, le droit de travailler dans la langue de son choix est limité sur le plan géographique. On ne peut l'exercer que dans certaines régions du Canada. Essentiellement, la région de la capitale nationale, certaines régions du Québec et de l'Ontario et la province du Nouveau-Brunswick.

Ailleurs, même s'il y a un certain nombre de postes de la fonction publique fédérale désignés bilingues et que les titulaires de ces postes doivent être en mesure de communiquer avec le public dans les deux langues, ce choix n'existe pas. On travaille en français au Québec, en anglais en Colombie-Britannique, et en dehors des régions déterminées au Québec, on peut évidemment travailler dans une ou l'autre langue.

L'idée de constituer un noyau d'officiers supérieurs bilingues découle, si je comprends bien, de la décision de ne pas maintenir deux forces armées, l'une anglophone et l'autre francophone. Les forces canadiennes ne doivent former qu'une entité. Elles peuvent cependant inclure certaines unités francophones, certaines unités anglophones et certaines unités bilingues. Si une personne aspire au rang d'officier supérieur et désire se voir confier la responsabilité d'un certain nombre d'unités, qui pourraient comprendre des unités francophones et des unités anglophones, elle doit être en mesure de commander ces unités dans l'une ou l'autre langue.

Si je comprends bien, un délai assez long, allant jusqu'à la fin de 1997, est prévu avant que cette condition ne s'applique.

Je ne me sens pas apte à répondre à la question en ce qui concerne la Charte des droits. Je ne suis pas juriste. Je la considère cependant comme pertinente et sérieuse et je m'engage à l'examiner. Tout ce qui touche la Charte des droits mérite une étude sérieuse et objective, mais je ne m'estime pas compétent personnellement pour trancher sur le sujet.

M. Ringma: Monsieur le commissaire, je n'ai rien contre le bilinguisme. De fait, je considère que c'est un avantage, pour les officiers supérieurs comme pour les autres. Lorsque les officiers sous mon commandement étaient bilingues, je trouvais que je pouvais les utiliser de façon plus souple. Je pouvais les envoyer à plus d'endroits que s'ils étaient unilingues francophones ou anglophones.

[Texte]

I think your answer to the question at the first part is going to come as a surprise to a lot of anglophones out there who joined with the expectation that they could put in a full career in the English language without having to become bilingual. We will have to pursue that on another day.

Again, pursuing the business of rights in the language, I don't have to give you all the background to the Quebec situation and Bills 28, 101 and 178. We do know that just over a year ago the United Nations did find there is a contravention of rights in Canada because of the situation in Quebec.

So far I have received no good answer each time I have raised this. I would like to know what steps you are taking, sir, or you think should be taken to redress this situation in Quebec.

[Traduction]

Je pense que votre réponse à la première partie de ma question va surprendre beaucoup d'anglophones qui se sont joints aux Forces en s'attendant à pouvoir faire toute leur carrière en utilisant l'anglais sans avoir à devenir bilingues. Nous devrons en rediscuter.

Toujours dans le contexte des droits linguistiques, je n'ai pas à vous rappeler tous les faits qui ont entouré les lois 28, 101 et 178 au Québec. Nous savons cependant qu'il y a à peine un an les Nations unies ont statué que la situation au Québec violait les droits des gens.

Je n'ai jamais reçu de réponse satisfaisante à ce sujet. J'aimerais savoir quelles mesures vous prenez ou quelles mesures on doit prendre, selon vous, pour remédier à la situation au Québec.

• 1615

Dr. Goldbloom: To begin with, Madam Chairman, the responsibility of the Commissioner of Official Languages extends to federal institutions. Therefore, my primary responsibility in the province of Quebec is to ensure federal institutions provide services in both languages where numbers warrant. We receive a certain number of complaints from English-speaking Canadians living in Quebec that they have not been able to receive services or documents satisfactorily in the English language, just as we receive complaints from French-speaking Canadians in other parts of Canada that they have difficulty receiving services or documents in the French language.

In proportion to population we get fewer complaints from the province of Quebec than from other regions of Canada. That is what we have observed, and we are pursuing the complaints particularly at the present time. We are conducting a survey of points of service required to provide those services in two languages. Pending the more precise information that systematic survey will give us, our general impression through contact with the institutions on the one hand and the public on the other hand indicates to us there is a reasonably good performance with regard to the provision of federal services in English in the province of Quebec.

With regard to other considerations, and particularly legislation that a fair number of people have perceived as restrictive, I personally have perceived the former Bill 178, the restriction on public advertising in languages other than French, to be an inappropriate restraint upon freedom of expression. I have also expressed the opinion that it was an ineffectual way of protecting the future security and vitality of the French language.

I have made that opinion articulately, I hope, but clearly known all across the country, including in French in Quebec. I have made formal representations to the Quebec government of the day indicating my observation of the negative impact on Quebec's reputation all across this country. I have urged that as the notwithstanding clause comes up for consideration of renewal—the notwithstanding clause on which Bill 178 had necessarily been based—the government change its approach and not renew the notwithstanding clause and return to what I hoped would have been the formula indicated by the Supreme Court of Canada in its judgment.

M. Goldbloom: Il convient d'abord de noter, madame la présidente, que la responsabilité du commissaire aux langues officielles ne s'étend qu'aux institutions fédérales. Mon rôle le plus important dans la province du Québec consiste donc à m'assurer que les institutions fédérales y fournissent les services dans les deux langues lorsque le nombre le justifie. Nous recevons un certain nombre de plaintes de Canadiens anglophones établis au Québec portant qu'ils ne peuvent pas recevoir de services ou de documents en anglais à leur satisfaction, tout comme nous recevons des plaintes de Canadiens francophones d'autres régions du Canada relativement à la rareté des services ou des documents en français.

Toutes proportions gardées, nous recevons moins de plaintes de la province de Québec que d'autres régions du Canada. Telle est la tendance que nous avons pu observer. Nous prêtons une attention particulière aux plaintes actuellement. Nous menons une enquête sur les points de service nécessaires pour faire le travail dans les deux langues. En attendant les données plus précises que nous fournira l'enquête systématique, nous pouvons affirmer de par nos contacts avec les institutions d'une part et le public d'autre part que le niveau de rendement est assez bon en ce qui concerne l'offre des services fédéraux en anglais dans la province de Québec.

En ce qui concerne les autres considérations, en particulier la loi que d'aucuns trouvent restrictive, j'ai jugé personnellement l'ancienne loi 178, qui limitait la publicité dans des langues autres que le français, comme une atteinte inacceptable à la liberté d'expression. J'ai également déclaré à ce sujet que c'était une façon inefficace de protéger l'usage et la vitalité futurs du français.

J'ai fait valoir cette opinion de façon posée, je l'espère, mais également de façon claire un peu partout au pays, y compris au Québec en français. J'ai présenté des instances officielles au gouvernement du Québec à l'époque en mettant l'accent sur l'impact négatif que les mesures pourraient avoir sur la réputation du Québec ailleurs au pays. J'ai incité le gouvernement, au moment du renouvellement de la clause dérogatoire—laquelle lui avait permis d'aller de l'avant avec la loi 178—à modifier son approche et à ne pas utiliser de nouveau cette disposition, à revenir, espérais-je, à la formule proposée par la Cour suprême du Canada dans sa décision.

[Text]

[Translation]

Let me add one other intervention. I have been interested, by virtue of my general preoccupation with education, in the question of access to English language schools in Quebec. The provincial government, with which I have had contact on this subject as well, has taken the position that whereas it was prepared to implement other recommendations of the task force that had been chaired by the chancellor of McGill University, it was not prepared to implement the recommendation that there be a broadening of access to English language schools. I have urged that there be a calm, objective, mutually respectful dialogue on the demographic future of each of the two linguistic communities in the province of Quebec in relation to the quantitative considerations of school enrolment.

• 1620

M. Boudria: Je voudrais revenir au dossier de la prime au bilinguisme. Dans le résumé de votre Rapport annuel, on dit ceci :

The Commissioner has once again called for the phasing out of the bilingualism bonus.

Je n'ai aucun mal à accepter cette proposition. Toutefois, dans votre rapport, à la page 17, on voit le mot «elimination» or «eliminating».

Y a-t-il des différences dans votre perception? Vous avez dit aujourd'hui au sénateur Rivest qu'on veut que, graduellement, cela devienne un prérequis pour les nouveaux employés de la Fonction publique, mais voulez-vous une élimination—c'est le mot qu'on trouve dans votre Rapport—de la prime au bilinguisme? Vous reconnaîtrez que la différence est importante. L'élimination implique qu'on enlève un acquis à quelqu'un, alors que l'expression *phasing out* du texte anglais, avec la nuance que vous avez apportée aujourd'hui, veut dire que les nouveaux candidats n'auront pas droit à cette prime. Je veux que votre position soit clairement consignée au compte rendu au cas où certains poseraient des questions à la Chambre à un moment donné ou même écriraient des communiqués de presse, faisant état de nuances qui pourraient être fausses.

Dr. Goldbloom: I would like to make it clear that I would not consider it fair and appropriate to claw back the amount presently given to those designated public servants receiving it at the present time. The phasing out is precisely the term that I wanted to use and would like to maintain. I would like to insist on it if there is any confusion regarding any other phraseology that may appear in the report.

The notion that we now have a sufficient quantity of human resources to bring into the federal public service people who are adequately bilingual seems to me to justify not continuing to offer that bonus to future employees. Anything regarding existing employees would clearly have to be the subject of negotiation between the government and the syndical entities representing those employees.

Mr. Boudria: If I can continue for one further question, I think I already know the answer. You are not favouring a claw-back in any way, shape or form of that component of a person's salary, immediately or retroactively, for anyone.

Dr. Goldbloom: No.

Le sénateur Rivest: Monsieur le commissaire, j'aimerais faire une remarque et vous poser une question sur les Forces armées.

Encore une chose à ce sujet. À cause de mon intérêt général pour le domaine de l'éducation, j'ai suivi de près la question de l'accès aux écoles anglophones du Québec. Le gouvernement provincial, avec lequel j'ai été en communication à ce sujet, a décidé que s'il était disposé à appliquer d'autres recommandations du groupe de travail qu'avait présidé le chancelier de l'université McGill, il n'était pas prêt à mettre en oeuvre celles qui élargissaient l'accès aux écoles anglophones. J'ai réclamé un dialogue calme, objectif et respectueux de part et d'autre sur l'avenir démographique de chacune des deux communautés linguistiques de la province de Québec dans le contexte des inscriptions scolaires.

Mr. Boudria: I would like to get back to the issue of the bilingual bonus. In the summary of your Annual Report, it says:

Encore une fois, le commissaire recommande l'élimination graduelle de la prime au bilinguisme.

I have no trouble accepting this proposal. However, page 17 of your report uses the word "elimination" or "eliminating".

Are there any differences in your perception? Today, you told Senator Rivest that it would be desirable if this gradually became a prerequisite for new Public Servants, but do you want the elimination—the word used in your Report—of the bilingual bonus? I'm sure you will admit that's a significant difference. Elimination implies withdrawing an existing right from someone, whereas the expression "phasing out" that's used in the english text, with the nuance you pointed out today, means that new candidates will not be entitled to this bonus. I want your position clearly on record in case questions are asked in the House or press releases issued describing nuances that may be false.

M. Goldbloom: Je tiens à préciser que je ne considérerais pas juste ni de bonne mise de retirer le montant actuellement versé aux fonctionnaires désignés qui touchent cette prime en ce moment. J'ai utilisé le mot «phasing out» ou élimination graduelle à dessein et j'aimerais continuer à utiliser ce terme. J'insisterai là-dessus s'il y a une confusion concernant tout autre terme utilisé dans le rapport.

Puisqu'il semble que nous avons maintenant suffisamment de ressources humaines pour attirer dans la fonction publique des gens suffisamment bilingues, il me paraît justifié de ne plus continuer à offrir cette prime aux employés futurs. Tout ce qui touche les employés actuels devrait nécessairement être négocié entre le gouvernement et les représentants syndicaux de ces employés.

M. Boudria: Si vous me permettez une autre question, je crois que je connais déjà la réponse. Vous n'êtes absolument pas en faveur de retirer cette prime à qui que ce soit, que ce soit immédiatement ou rétroactivement.

M. Goldbloom: Non.

Senator Rivest: Commissioner, I would like to make a comment and ask you a question about the Armed Forces.

[Texte]

Vous avez donné un exemple à notre collègue. Dans certaines régions, il peut y avoir des unités qui utilisent la langue française et d'autres unités qui utilisent la langue anglaise. Pour commander ces unités-là, il serait normal que le commandant puisse s'adresser à ces unités dans les deux langues. Cela s'applique également à un militaire de langue française qui voudrait accéder à ce poste-là; s'il était unilingue, il serait handicapé. Ce n'est pas simplement le militaire anglophone qui peut se sentir frustré dans la telle situation.

M. Goldbloom: Exactement.

Le sénateur Rivest: Merci. Au sujet de vos rapports avec les gouvernements des provinces du Canada, vous avez signalé que votre mandat premier, ce sont les institutions fédérales, mais que dans la conception plus large de vos fonctions, le Commissariat, parce que les gens s'adressent à lui, peut communiquer à l'occasion avec les gouvernements des provinces.

Vous avez indiqué que vous avez communiqué avec le gouvernement du Québec. Vous est-il arrivé ou est-il arrivé à vos prédécesseurs de communiquer avec les gouvernements des autres provinces, par exemple pour attirer leur attention sur le fait que les droits scolaires, qui sont garantis par la Constitution, mais qui sont néanmoins vitaux et fortement réclamés par les communautés francophones de l'Alberta et de l'Ontario, doivent être respectés? Au Québec, le critère du nombre suffisant est valable pour tout le monde.

• 1625

Deuxièmement, avez-vous communiqué avec les gouvernements des provinces pour ce qui a trait à l'ensemble des services de santé et des services sociaux qui, en vertu d'une loi de l'Assemblée nationale, sont fournis dans les deux langues à tous les citoyens du Québec sans égard au nombre?

Ne pourriez-vous pas communiquer avec les gouvernements des autres provinces, simplement à titre indicatif, pour leur signaler que, sur ces deux questions fondamentales pour la promotion et la survie des communautés linguistiques au Canada, il y a, dans les lois québécoises, entre autre en matière d'éducation, de santé et de services sociaux, des aspects et des initiatives qui pourraient servir de modèle à l'ensemble de la diaspora canadienne?

M. Goldbloom: Madame la présidente, j'ai rencontré soit le premier ministre, soit le ministre de l'Éducation, ou dans plusieurs cas les deux, de presque toutes les provinces et territoires.

Je ne veux pas m'attirer un crédit que je ne mérite pas, mais les efforts que je mène depuis le début de mon mandat, comme c'était d'ailleurs le cas de mes prédécesseurs, ont, je l'espère et j'ose le croire, contribué à la décision du Manitoba, à celle de la Saskatchewan et à celle de l'Alberta de légiférer afin de créer un régime de gestion scolaire.

J'arrive de la Colombie-Britannique où j'ai rencontré la fédération des francophones de la Colombie-Britannique, l'association des parents francophones de cette province et, par la suite, le ministre de l'Éducation au sujet de la gestion scolaire.

En Ontario, j'ai présenté devant la Commission royale sur l'éducation un mémoire réclamant une véritable gestion scolaire en Ontario pour les Franco-Ontariens, gestion scolaire qui n'existe que de façon très imparfaite. J'ai aussi réclamé justice

[Traduction]

You gave our colleague an example. In some regions, there may be units that use French and others that use English. In order to command those units, it would be normal that the commander be able to address these units in both languages. This would also apply to a francophone officer who wanted to attain that rank. If he were unilingual, he would be handicapped. It's not only anglophone officers who may be frustrated in a situation like that.

Dr. Goldbloom: Exactly.

Senator Rivest: Thank you. With regard to your relations with provincial governments, you pointed out that your primary mandate is with federal institutions, but that in the broader sense, since people go to the commissioner's office with complaints, you may sometimes have contacts with provincial governments.

You've indicated that you contacted the Quebec government. Have you or any of your predecessors had contacts with the governments of other provinces, for instance to draw their attention to the fact that educational rights, which are entrenched in the Constitution but vital and loudly demanded by the francophone communities in Alberta and Ontario, must be respected? In Quebec, the «significant» demand criterion applies to everyone.

Secondly, have you had any contacts with provincial governments with regard to health care and social services which, according to an Act of the National Assembly, are provided in both languages to all Quebec citizens without regard to numbers?

Couldn't you contact the governments of other provinces, for information purposes only, to point out to them that on these two issues that are vital for the promotion and survival of linguistic communities in Canada, Quebec legislation on education, health care and social services contains aspects and initiatives that could be used as a model for the entire Canadian diaspora?

Dr. Goldbloom: Madam Chair, I have met with either the Premier or the Education Minister, or in many cases both, of almost every province and territory.

I don't want to take credit where it is not due, but my efforts since the beginning of my mandate, as those of my predecessors, have I dare say and I hope contributed to the decisions by Manitoba, Saskatchewan and Alberta to legislate in order to create a school administration system.

I've just gotten back from British Columbia where I met with that province's francophone federation, the Francophone Parents Association and later the Minister of Education with regard to school administration.

In Ontario, I presented a brief to the Royal Commission on education demanding genuine school administration for Franco-Ontarians since such school administration only exists in a very incomplete way at the moment. I also demanded justice with

[Text]

en ce qui concerne la répartition du produit de la taxe scolaire et je viens de prendre connaissance d'un rapport qui abonde dans le même sens et qui critique sévèrement l'injustice du partage de la taxe scolaire dans cette province.

Je suis de près la situation en Nouvelle-Écosse, qui est fort complexe et qui ne semble pas sur le point d'aboutir à un résultat rapide. Je suis en contact avec les parents francophones là aussi, comme je le suis d'ailleurs avec Alliance Québec et la communauté d'expression anglaise du Québec.

Sur la question des soins de santé et des services sociaux, comme M. le sénateur l'a souligné, la province du Québec a adopté il y a environ quatre ans la Loi 142 qui oblige toute entité régionale à voir à l'accessibilité et à la disponibilité de services de santé et sociaux en anglais.

Le sénateur Rivest: Sans égard au nombre.

M. Goldbloom: Sans égard au nombre.

Le sénateur Rivest: Tous les citoyens y ont accès.

M. Goldbloom: Oui, sauf qu'il faut reconnaître que dans la planification régionale, la régie régionale tient sûrement compte des concentrations de population.

J'aimerais vous indiquer, madame la présidente que, lorsque je me suis senti obligé d'accepter la décision, qualifiée d'irréversible, du gouvernement fédéral de fermer le Collège militaire royal de Saint-Jean, j'ai écrit au ministère de la Défense nationale en soulignant des conditions qui devraient être respectées ou dont on devrait tenir compte si tout devait être concentré au Royal Military College de Kingston.

• 1630

Parmi ces recommandations, il y avait la suivante: il faudra que les services de santé et les services sociaux assurent un accueil convenable en français; il faudra, par exemple, qu'au moins le principal hôpital ait en tout temps en service à l'urgence une personne capable de comprendre un malade ou un accidenté francophone et de lui fournir les explications et les directives nécessaires pour lui calmer l'esprit dans la mesure du possible.

Le sénateur Rivest: Je ne vous demande pas de répondre à ma question. Croyez-vous que le gouvernement fédéral va tenir compte de ces exigences secondaires, mais extrêmement importantes, dans le calcul du coût de la fermeture du Collège militaire de Saint-Jean? J'ai terminé, madame la présidente. C'est un non-sens. Vous aviez raison, monsieur le commissaire. Voulez-vous nous parler du Collège militaire de Saint-Jean?

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Dans le même ordre d'idées, vous parliez tout à l'heure de vos interventions, surtout au niveau de l'enseignement. Êtes-vous intervenu quand le dossier de l'Alberta est allé à la Cour suprême?

M. Goldbloom: Vous voulez parler de la cause *Mahé contre l'Alberta* en 1990?

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Oui.

M. Goldbloom: Je n'étais pas encore commissaire à ce moment-là. C'est mon prédécesseur qui a sollicité et obtenu le droit d'être intervenant devant la cour. Trois années plus tard, en 1993, le renvoi manitobain a été entendu par la Cour

[Translation]

regard to the distribution of school taxes and I have just read a report that agrees with this and that severely criticizes the injustice of school tax sharing in that province.

I'm closely following the situation in Nova Scotia which is extremely complex and which does not appear to be headed for a quick solution. I'm in contact with francophone parents in that province as well, as I am with Alliance Quebec and the anglophone community in Quebec.

With regard to health and social services, as the Senator has pointed out, about four years ago, the province of Quebec passed Bill 142 which forces any regional entity to guarantee accessibility and availability of health and social services in English.

Senator Rivest: Regardless of numbers.

Dr. Goldbloom: Regardless of numbers.

Senator Rivest: All the citizens have access.

Dr. Goldbloom: Yes, except that it must be acknowledged that in regional planning, regional administrations certainly take into account concentrations of English-speaking citizens among the population.

Madam Chair, I would like to indicate that when I felt obliged to accept the decision of the federal government to close Saint-Jean Military College, a decision that was described as final, I wrote to the Department of National Defense pointing out conditions that should be respected or that should be taken into account if all training was to be concentrated at the Royal Military College in Kingston.

Among those recommendations was the following: health and social services should provide acceptable intake services in French; for instance, at all times, emergency departments of at least the main hospital should have one person capable of understanding a francophone patient or accident victim and of providing the explanations and directives necessary to reassure that person as much as possible.

Senator Rivest: I'm not asking you to answer my question. Do you think that the federal government will take into account the secondary but extremely important requirements in its calculation of the cost of closing Saint-Jean Military College? I'm finished, Madam Chair. This doesn't make sense. You're right, Commissioner. Do you want to talk about the Saint-Jean Military College?

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): On a related issue, earlier you mentioned your intervention particularly in the area of education. Did you intervene when the Alberta case went to the Supreme Court?

Dr. Goldbloom: You are referring to *Mahé versus Alberta* in 1990?

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Yes.

Dr. Goldbloom: I was not yet Commissioner at that time. My predecessor solicited and obtained the right to have intervenor status before the court. Three years later, in 1993, the Manitoba case was heard by the Supreme Court and by then

[Texte]

[Traduction]

suprême, et c'était alors votre humble serviteur qui était commissaire. J'ai demandé et obtenu le droit d'intervenir. Je peux vous dire, sans aller trop loin, que j'ai indiqué aux intéressés que si, dans toute autre province, la gestion scolaire n'était pas répétée malgré l'article 23 de la Charte et les interprétations de l'article par la Cour suprême, je demanderais dans chaque cas le droit d'intervenir.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): À ce moment-là, est-ce que vous ou votre prédécesseur aviez rencontré le Secrétariat d'État concernant toutes ces doléances de la communauté francophone?

M. Goldbloom: Oui, madame. J'ai eu plus d'une rencontre avec des secrétaires d'État successifs. L'on sait qu'il y a maintenant une année, presque jour pour jour, le gouvernement fédéral du temps a annoncé une importante contribution à la mise en marche de la gestion scolaire dans les provinces qui n'avaient pas encore créé cette structure.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Donc, ce n'est que l'année dernière que le secrétaire d'État a donné de l'appui à cette communauté. Ce n'est pas un secrétaire d'État antérieur du nom de M. Bouchard qui a fait des interventions pour la promotion des langues officielles, surtout vis-à-vis des communautés de langue officielle. Puis-je me permettre de conclure une telle chose?

M. Goldbloom: Je ne peux témoigner que de ce que j'ai vécu et fait moi-même. J'ai rencontré deux ministres successifs, M. de Cotret et Mme Landry, et j'ai poursuivi avec ces deux personnes les discussions qui ont mené à la décision que l'on connaît.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Je vous remercie. Monsieur McTeague.

M. McTeague: Docteur Goldbloom, je voudrais vous poser une simple question pour confirmer quelque chose que j'ai reçu et que j'ai trouvé énormément intéressant.

I have a press release from April 22 sent to me by the member for Calgary Centre. The member was replacing my honourable colleague who was not able to attend the April 21 meeting, our first or second meeting.

• 1635

I would like to get your answer to this and see if I could get you to comment as to whether it is accurate:

Under questioning from Silye, Commissioner Goldbloom stated he believed the bilingual bonus program should be eliminated, not reviewed. . . However, in response to Silye's question Goldbloom stated quite clearly there are problems and inequities in the program that prompt him to call for its elimination.

Do you agree with that? I say that in the context of what I have just heard you mention to my colleague Mr. Boudria about your rationale behind the discussion of bilingual bonus. Without leading you to the answer, it seems to me there's a tremendous gulf of difference between what is written here and what you have just stated.

Dr. Goldbloom: What I have tried to say at each occasion when I have had the opportunity to talk about this subject is what I said in response to the questions of Mr. Boudria. The key objective is a phasing out. We have a long tradition in this country of respect for acquired rights. It would not be fair to take away from people what they are presently receiving.

your humble servant had been appointed Commissioner. I requested and obtained intervener status. I can say without exaggerating that I indicated to the interested parties that if, in any other province, school administration was not granted despite article 23 of the Charter and interpretations of that Article by the Supreme Court, I would request intervener status in each and every case.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Did you or your predecessor meet with the Secretary of State at the time regarding the grievances of the francophone community?

Dr. Goldbloom: Yes, Madam. I had more than one meeting with successive secretaries of State. As we know, a year ago almost to the day, the federal government of the time announced a major contribution to the implementation of school administration in provinces that had not yet created this structure.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): So it was only last year that the Secretary of State provided support for this community. Wasn't it a former Secretary of State by the name of Mr. Bouchard who made interventions for the promotion of official languages, particularly concerning official language communities? Can I be permitted to conclude such a thing?

Dr. Goldbloom: I can only relate what I experienced and did myself. I met two successive ministers, Mr. de Cotret and Mrs. Landry, and with these two individuals I pursued talks that led to the decision we are all aware of.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Thank you. Mr. McTeague.

Mr. McTeague: Dr. Goldbloom, I would like to ask you a simple question to confirm something that I received and that I thought was extremely interesting.

J'ai ici un communiqué de presse en date du 22 avril qui m'a été envoyé par le député de Calgary Centre. Ce député remplaçait mon honorable collègue qui ne pouvait assister à la réunion du 21 avril, c'est-à-dire notre première ou deuxième réunion.

J'aimerais que vous me répondiez et que vous me disiez si l'affirmation qui suit est juste:

En réponse aux questions de M. Silye, le commissaire Goldbloom a déclaré que, selon lui, le programme de prime au bilinguisme devait être éliminé, non pas réexaminé. M. Goldbloom a clairement indiqué que les problèmes et les injustices qui découlent du programme l'amène à réclamer sa disparition.

Le confirmez-vous? Je vous pose la question à la suite de votre échange avec mon collègue M. Boudria au sujet des raisons qui vous amènent à discuter des primes au bilinguisme. Je ne veux pas vous faire dire ce que vous n'avez pas dit, mais je trouve qu'il y a une différence énorme entre ce que l'on dit dans l'article et ce que vous venez de déclarer.

M. Goldbloom: Ce que j'ai dit, chaque fois que j'ai eu l'occasion de m'exprimer sur le sujet, c'est ce que j'ai répondu tout à l'heure à M. Boudria. Le but visé est l'élimination progressive. Dans notre pays, nous avons toujours respecté les droits acquis. Il serait injuste de retirer cet avantage aux gens qui en bénéficient actuellement.

[Text]

[Translation]

The only inequity I perceive is the one I referred to earlier, which is that for each person who receives the bonus there are two people in the same category—I'm using obviously broad statistics—who do the same work essentially and do not receive that additional amount of money. The only difference is that the one person does the work in two languages and the other two do it in only one language. It seems to me there is an imbalance there. That's the sense I have tried to convey. If I have not succeeded in every instance in conveying it clearly, I hope I have clarified it.

Mr. McTeague: The point I'm making here is you did not use the terms "problem" or "inequity" in your comments that day, nor did you write it here. Those are not your quotes; they are the quotes of Mr. Silye. I just want to know if he was in fact putting words in your mouth and misrepresenting the Commissioner of Official Languages in the process.

Dr. Goldbloom: Honestly, I would have to go back to the transcript and read it through and make sure what words I used exactly. It happens to all of us. Under the pressure of an exchange, one may not always choose the ideal words. That's why I welcome the opportunity of making as clear as I can the position I have on this matter.

M. Ringma: Madame la présidente, combien de questions puis-je poser?

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Vous pouvez poser des questions pendant cinq minutes.

M. Ringma: Qu'arrivera-t-il si ma question dure 15 secondes et que M. Goldbloom prend quatre minutes pour me répondre?

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Mr. Ringma, this is a very friendly committee. We agreed at our first meeting that everyone would have five minutes until all questions were exhausted.

Mr. Ringma: There goes another 30 seconds of my time.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): We can be here until midnight if you please.

Vous êtes la prochaine, madame Tremblay.

Mme Tremblay (Rimouski—Témiscouata): M. Ringma était en train de poser sa question quand je suis arrivée.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Oui, vous êtes arrivée, mais vous ne nous avez pas indiqué que vous vouliez poser des questions. Monsieur Ringma, s'il vous plaît.

Mme Tremblay: Vous avez des règles particulières.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): C'est cela.

Mr. Ringma: I will go along with the senator's slight confusion in the words I have heard here today. I am getting a little confused as to your position on the bilingual bonuses. I have seen quite clearly that given current economic circumstances, we are more than ever convinced the bonus should be eliminated, even gradually, and negotiated, etc.

I hear a softening, a diminishment of that position today. Maybe it would be really clear if you could restate your policy regarding bilingual bonuses in three or four sentences. Is that possible?

La seule injustice que je perçois est celle que j'ai mentionnée plus tôt; pour chaque personne qui touche la prime, il y en a deux autres dans la même catégorie—j'arrondis les proportions—qui font essentiellement le même travail, mais qui n'ont pas droit au même avantage pécuniaire. La différence est qu'une effectue le travail dans deux langues alors que les deux autres n'en n'utilise qu'une. Il y a là un déséquilibre en ce qui me concerne. C'est toujours ce que j'ai essayé de faire comprendre. Si je n'ai pas réussi à m'exprimer clairement chaque fois, j'espère y être parvenu en réponse à votre question.

M. McTeague: Ce que je veux dire, c'est que vous n'avez pas utilisé les termes «problème» dans votre déclaration ce jour-là, non plus que dans le texte écrit ici. Ce ne sont pas vos paroles, ce sont celles de M. Silye. Je veux savoir s'il vous a fait dire ce que vous n'avez pas dit et n'a pas dénaturé vos propos en tant que commissaire aux langues officielles.

M. Goldbloom: En toute honnêteté, pour répondre à votre question, il faudrait que je revoie la transcription pour vous dire exactement quels termes j'ai utilisés. Nous avons tous vécu cette expérience. Dans le feu de la discussion, nous avons parfois utilisé des termes qui n'étaient pas toujours les plus appropriés. C'est pourquoi je suis heureux d'avoir cette occasion de préciser ma pensée sur la question.

Mr. Ringma: How many questions can I ask, Madam Chairperson?

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): You have five minutes at your disposal.

Mr. Ringma: What happens if my question lasts 15 seconds and Mr. Goldbloom's answer four minutes?

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Il règne une atmosphère très amicale à ce comité, monsieur Ringma. Nous avons convenu lors de notre première réunion que chacun aurait droit à cinq minutes jusqu'à épuisement des questions.

M. Ringma: J'ai encore perdu 30 secondes.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Nous pouvons rester jusqu'à minuit si vous voulez.

You will be next, Mrs. Tremblay.

Mrs. Tremblay (Rimouski—Témiscouata): Mr. Ringma was asking a question when I came in.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): You came in, but you did not signify your intention of asking questions. Mr. Ringma, please.

Mrs. Tremblay: You have peculiar rules.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): I suppose.

M. Ringma: Je suis dans la même situation que le sénateur à la suite de ce qui a été dit aujourd'hui. Je ne comprends toujours pas parfaitement votre position en ce qui concerne les primes au bilinguisme. Je comprends que compte tenu de notre situation économique nous soyons de plus en plus convaincus de la nécessité d'éliminer, même progressivement, et par voie de négociation les primes.

J'ai cru déceler un adoucissement de cette position aujourd'hui. Pourriez-vous nous répéter en trois ou quatre phrases votre politique en matière de primes au bilinguisme?

[Texte]

[Traduction]

• 1640

Dr. Goldbloom: It seems to me it would be reasonable to take a decision that, as of now, incoming members of the federal public service would not receive a bonus for their ability to speak both official languages.

For those presently receiving it, there are two choices: either the government takes a decision by authority and legislates or decrees that this is wiped out, or it negotiates with its employees that there be an adjustment that would take place as general adjustments take place in the salary structure. I would not feel right in recommending that what is presently being received by federal public servants, and which they count on with regard to their pattern of living, be taken away from them by any authoritative means.

Mr. Ringma: Thank you very much.

Switching quickly, I would like to go back to my earlier question on language law in Quebec and the United Nations decision that Canada is at fault.

I heard your answer in summary, Dr. Goldbloom, as being that your responsibilities only go to the federal institutions in Quebec, and that while you personally decry some of the aspects of the law, there is not that much you can or should do. I don't want to put words in your mouth.

I would like to pursue this with an agency of government. Whom should I pursue? Whom should I go to? If it is not to the Commissioner of Official Languages, then to whom?

Dr. Goldbloom: I indicated the limits of my formal responsibility. I indicated that sometimes, in fact rather often, I go beyond that strict definition of my responsibility for federal institutions to take positions with regard to provincial issues, notably in the field of education. I expressed myself, as I indicated earlier, quite explicitly with regard to Quebec's sign legislation.

I stick my neck out when I enter into provincial areas of jurisdiction. In many instances when I do so, I appear to be filling a vacuum. People do not seem to rap me on the knuckles for expressing myself on issues that are in the provincial domain, notably education, so I continue to do that.

In terms of which entity of government you would be able to address with regard to issues of that kind, it would seem to me that the Government of Quebec is a government that is empowered to legislate and has done so.

Legislation it has adopted has been tested before the courts. Some elements have been turned down by the Supreme Court of Canada; others have been confirmed. In more than one instance, but in the specific instance of the legislation regarding signs, the incompatibility of that legislation with the Supreme Court judgment and with the Constitution and the charter was legally bypassed by the use of the notwithstanding clause.

So the Government of Quebec has to answer for its actions and its legislative decisions.

Mr. Ringma: Yes, but I am trying to finger the government of the country. I think the Government of Canada has a responsibility for the protection of this minority in Quebec. It has an obligation in law, vis-à-vis the United Nations, that it has to come forward on. So I am trying to find out whom I should speak to in government.

M. Goldbloom: Il serait raisonnable, je pense, de décider qu'à partir de maintenant les gens qui entreront dans la fonction publique fédérale n'auront pas droit à une prime du fait qu'ils peuvent s'exprimer dans les deux langues officielles.

Pour les fonctionnaires qui touchent déjà cette prime, il y a deux possibilités: le gouvernement peut légiférer, décréter de façon unilatérale que la prime n'existe plus ou encore il peut négocier un rajustement avec ses employés dans le cadre d'un rajustement général de la structure des salaires. Je ne serais pas prêt à recommander que la prime que touchent actuellement les fonctionnaires fédéraux, et qui influe sur leur niveau de vie, devrait leur être retirée de force.

M. Ringma: Merci beaucoup.

Je change rapidement de sujet. Je reviens à ma question antérieure au sujet de la loi du Québec sur la langue et de la décision des Nations unies blâmant le Canada.

Je vous ai entendu dire en gros, monsieur Goldbloom, que vos responsabilités ne s'étendaient qu'aux institutions fédérales au Québec et que même si vous dénonciez personnellement certains aspects de cette loi vous ne pouviez pas faire grand-chose. Je ne veux pas vous faire dire ce que vous n'avez pas dit.

J'aimerais pouvoir en discuter plus à fond avec un organisme gouvernemental. À qui devrais-je m'adresser? Sinon au commissaire aux langues officielles, à qui?

M. Goldbloom: J'ai indiqué à quoi se limitait ma responsabilité officielle. J'ai dit que parfois, souvent, même, je dépassais le cadre strict de ma responsabilité qui se limite aux institutions fédérales pour prendre position sur des questions de compétence provinciale, notamment l'éducation. Je me suis prononcé très clairement, comme je l'ai mentionné plus tôt, sur la loi du Québec concernant l'affichage.

Je m'expose lorsque je m'engage dans l'arène provinciale. Dans bien des cas, lorsque je le fais, j'ai cependant l'impression de combler un vide. Les gens ne semblent pas trop m'en vouloir de discuter de questions relevant de la compétence provinciale, en particulier l'éducation. Je continue donc.

En ce qui concerne la compétence à laquelle vous devriez vous adresser pour discuter plus à fond de cette question, c'est le gouvernement du Québec, il me semble, qui a le pouvoir de légiférer en la matière et qui a effectivement légiféré.

Cette loi a été contestée devant les tribunaux. Certaines de ces dispositions ont été infirmées par la Cour suprême du Canada, d'autres maintenues. À plusieurs reprises, en particulier lorsqu'il s'est agi de la Loi sur l'affichage, le problème de l'incompatibilité de la loi avec la décision de la Cour suprême, la Constitution et la charte a été contourné légalement au moyen de la clause dérogatoire.

C'est donc le gouvernement du Québec qui doit répondre de ses actes et de ses décisions en matière législative.

M. Ringma: Je comprends, mais j'essaie d'impliquer le gouvernement du pays. Je pense que le gouvernement du Canada a le devoir de protéger la minorité au Québec. Il a une obligation juridique vis-à-vis des Nations unies, laquelle il doit respecter. J'essaie de voir à qui je devrais m'adresser au gouvernement.

[Text]

[Translation]

• 1645

Dr. Goldbloom: Of course, Madam Chairman, it was —

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Un peu d'ordre, s'il vous plaît, madame Tremblay. M. Ringma a posé ses questions.

Dr. Goldbloom: It was following an expression of opinion by the United Nations that a new law regarding signs was adopted. I don't know to what extent it was a cause and effect relationship, but it was certainly a sequential one.

The commissioner does not have any authority with regard to provincial legislation. He can express an opinion, but he does not have authority.

I am no constitutional expert, but in my knowledge of Canadian legislative and constitutional history, there does still exist a federal power of disallowance of provincial legislation. To my knowledge it has not been used for fully half a century.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Madame Tremblay.

Mme Tremblay: Je voudrais invoquer le Règlement. Monsieur Ringma, quand la Colombie-Britannique traitera ses francophones aussi bien que le Québec traite les anglophones, je vous permettrai alors de passer des commentaires sur ce qui se passe au Québec. Je vous demanderais de venir nous voir au Québec. Vous serez capable de vous faire répondre en anglais partout, et surtout vous faire traiter en anglais si vous le voulez.

Des voix: Bravo!

Mme Tremblay: Monsieur Goldbloom, bonjour.

M. Goldbloom: Bonjour, madame.

Mme Tremblay: Cela me fait plaisir de vous revoir. La dernière fois que je vous avais vu, c'était en 1970, à un congrès d'éducation préscolaire.

Je vous ai beaucoup entendu parler de la prime au bilinguisme. D'après votre rapport de 1992, ces primes étaient touchées par 65,2 p. 100 des francophones et 34,8 p. 100 des anglophones. Je ne suis pas paranoïaque, mais j'espère que ce n'est pas parce que ce sont surtout les francophones qui touchent cette prime que vous suggérez de l'abolir.

Je m'intéresse davantage à la prime à l'ignorance. J'aimerais que vous vous penchiez sur la prime à l'ignorance. La loi existe depuis 25 ans. Il me semble qu'on a subventionné largement les écoles partout à travers le Canada pour que les gens puissent apprendre l'anglais ou le français. Il me semble que les cours qui sont présentement donnés sont suivis à 90,5 p. 100 par des anglophones qui doivent apprendre le français et à 9,5 p. 100 par des francophones qui doivent apprendre l'anglais pour occuper des postes.

Si, pour occuper un poste il faut être bilingue, je pense qu'après 25 ans, cela doit être un critère de sélection. Telle personne obtient le poste parce qu'elle est bilingue. Si elle ne l'est pas, qu'elle aille apprendre l'anglais à ses frais et qu'elle se reprenne au prochain concours. Il me semble qu'on a assez payé pour cela. À Noël l'année passée, on a rassemblé pendant deux semaines des juges de la Cour fédérale qui venaient de la Colombie-Britannique, de Terre-Neuve et d'un peu partout

M. Goldbloom: Bien sûr, madame la présidente, c'était. . .

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Order please Mrs. Tremblay: Mr. Ringma has asked his questions.

M. Goldbloom: C'était à la suite d'une opinion émise par les Nations unies qu'une nouvelle loi sur l'affichage a été adoptée. Je ne sais pas dans quelle mesure il y a eu rapport de cause à effet, mais l'un a certainement suivi l'autre.

Le commissaire n'a aucune autorité en ce qui concerne les lois provinciales. Il peut exprimer son opinion, mais il n'a pas de pouvoir.

Je ne suis pas expert en droit constitutionnel, mais d'après mes connaissances de l'histoire constitutionnelle et législative du Canada, il existe toujours un pouvoir fédéral d'annulation des lois provinciales. Mais que je sache, on ne s'en est pas servi depuis un demi-siècle.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Mrs. Tremblay.

Mrs. Tremblay: On a point of order. Mr. Ringma, when British Columbia starts treating francophones as well as Quebec treats anglophones, then I'll allow you to make comments about what is happening in Quebec. I would invite you to come and see us in Quebec, you will be able to get response in English wherever you go and above all you will be able to get service in English if you want.

Some hon. members: Hear, hear.

Mrs. Tremblay: Good morning, Mr. Goldbloom.

Dr. Goldbloom: Good morning, Madam.

Mrs. Tremblay: I'm happy to see you again. The last time we met was in 1970 at a preschool education conference.

I've heard you talk a lot about the bilingualism bonus. According to your 1992 report, those bonuses were paid to 65.2% of francophones and 34.8% of anglophones. I am not paranoid, but I hope that you're not suggesting that the bonus be abolished because it is mostly French-speaking people who receive it.

I am more interested in the ignorance bonus. I would be happy if you could look into the matter of the ignorance bonus. The law has been in force for 25 years. It seems to me that schools throughout Canada have been heavily subsidized so that people could learn English or French. It seems to me that of the courses now being given, 90.5% are attended by English-speaking people who have to learn French and 9.5% by French-speaking people who have to learn English for job purposes.

If you have to be bilingual to hold a particular position, I think that after 25 years, that must be one of the selection criteria. A person would get a job because they're bilingual. If they're not, let them go and learn English at their own expense and then take the next competition. It seems to me that we've already paid enough for that. Last year, for two weeks over the Christmas holidays, federal court judges from British Columbia, Newfoundland, and just about everywhere in Canada, met at the

[Texte]

pour apprendre le français pendant les vacances de Noël au Château Frontenac. On n'enseigne pas beaucoup pendant ce temps. Il y avait à peu près deux heures de cours pour 24 heures de party par jour. Ensuite, on n'est pas capable de trouver en Colombie-Britannique des juges qui sont capables de faire des procès en français. On permet aux procureurs de la Couronne de suivre des cours, mais on ne promet pas aux procureurs de la défense de suivre des cours.

Pourriez-vous, dans votre prochain Rapport, vous pencher sur tout ce qui n'existe pas? Essayez d'être un peu original dans votre prochain Rapport. Sortez des sentiers battus et donnez-nous un portrait de la véritable situation. Je vais vous donner une piste intéressante.

Personnellement, j'aimerais bien savoir comment les choses se passent dans l'enseignement du français. Combien y a-t-il de francophones qui ont droit à l'enseignement en français et qui ne le reçoivent pas? Combien y a-t-il de francophones qui sont dans un système scolaire francophone hors Québec? Combien y en a-t-il qui étudient dans des écoles bilingues? Combien y a-t-il de personnes dans les classes d'immersion? Ces classes d'immersion sont souvent subventionnées par les gouvernements provinciaux alors que les francophones hors Québec ne sont pas capables d'avoir des écoles subventionnées, alors que l'article 23 de la Constitution n'a même pas été mis en application, alors que le jugement de la Cour suprême n'a même pas été respecté. Il faut faire un procès dans chaque province pour faire respecter la Constitution.

• 1650

Monsieur le commissaire, j'aimerais que l'année prochaine, vous nous apportiez des choses différentes. Actuellement, d'année en année, on suit à peu près le même modèle. C'est sûr qu'un rapport coûte moins cher quand il ressemble à celui de l'année précédente. Pour la secrétaire, cela se tape mieux. Tout est bien encadré à l'avance. On n'a qu'à mettre cela à jour. Y aurait-il moyen que vous nous donniez l'année prochaine un portrait juste de la situation des francophones hors Québec en matière d'enseignement du français?

M. Goldbloom: C'est précisément ce que j'essaie de faire, madame. Si vous ne trouvez pas que le Rapport de cette année est suffisamment détaillé là-dessus, je ferai tout effort pour ajouter... Nous avons pris note des éléments de question que vous avez mis de l'avant.

Je dois dire qu'un peu partout, là où la communauté d'expression française est minoritaire, il y a des déficiences de ressources éducatives et que l'écart entre le nombre de familles qu'on appelle ayants droit et le nombre de familles qui envoient effectivement leurs enfants dans des écoles françaises est important.

Je fais des efforts assez intenses afin que le droit à la gestion scolaire, qui existe en vertu de l'article 23 de la Charte et qui a été confirmé à deux reprises par la Cour suprême du Canada, devienne réalité.

Aussi, j'aimerais que M^{me} la députée sache que, dans l'argumentation que nous offrons aux gouvernements provinciaux qui n'ont pas encore adopté les lois requises et que nous offrons dans le passé aux provinces qui viennent de se

[Traduction]

Château Frontenac to learn French. You don't learn much in such a short time. They spent about two hours a day in class and 24 hours a day partying. And then it's impossible to find judges in British Columbia who can conduct trials in French. Crown prosecutors are allowed to take courses, but defense attorneys are not.

In your next report, could you examine all the things that are lacking? Try to be more original in your next report. Get off the beaten track and show us what the situation really looks like. I'll give you an interesting example.

Personally, I would like to know what the situation is like with French language teaching. How many francophones who are entitled to education in French are not getting it? How many francophones are there in French language school systems outside Quebec? How many are attending bilingual schools? How many people are there in immersion classes? Those immersion classes are often subsidized by the provincial governments, whereas francophones outside of Quebec cannot get subsidized schools, whereas section 23 of the Constitution has not even been implemented, whereas the Supreme Court decision has not even been complied with. In every province, we have to go to court if we want the Constitution to be respected.

Commissioner, I would like you to bring us something different next year. As it stands, your report is much the same from year to year. Of course a report is much less expensive when it looks like last year's. It's easier for the secretary to type. Everything is already laid out in advance. It just has to be updated. Would it be possible for you next year to give us a true picture of the situation of Francophones outside of Quebec as far as French language education is concerned?

Dr. Goldbloom: That is precisely what I'm trying to do, Madam. If you find that this year's report gives insufficient detail on that matter, I shall make every effort to add... We have noted the questions that you have just raised.

I must tell you that wherever the French language community is in the minority, there are deficiencies in educational resources and the gap between the number of families who are said to be eligible and the number of families who actually send their children to French schools is quite wide.

I am making considerable effort to ensure that the right to educational facilities administration, which exists under Section 23 of the Charter and which has twice been reconfirmed by the Supreme Court of Canada, can become a reality.

I would also like the hon. member to know that in the reasoning we put forward to those provincial governments which have not yet adopted the required legislation, and which we previously put to those provinces which have just joined the

[Text]

[Translation]

joindre au rang des respectueuses de la Charte, nous insistons sur le fait que ce n'est pas la population scolaire actuelle qui compte, mais les ayants droit. Tout doit être calculé en fonction du nombre d'ayants droit. J'attache beaucoup d'importance à cela. Je ne prétends pas que la gestion scolaire réglera à elle seule tous les problèmes d'avenir de ces communautés, mais je suis convaincu que sans la gestion scolaire, il y a beaucoup moins d'espoir que ces communautés puissent continuer d'être vigoureuses et nombreuses.

M. Bellemare: Monsieur le commissaire, étant donné que les rapports des Comptes publics du Canada rapportent les coûts réels de chaque programme d'application de la Loi sur les langues officielles—on accepte votre parole là-dessus et celles des ministres qui sont venus jusqu'à maintenant—, avez-vous personnellement décelé des abus ou des irrégularités dans les dépenses des langues officielles et, si oui, avez-vous rapporté ces abus ou irrégularités au vérificateur général?

M. Goldbloom: Madame la présidente, ce n'est pas ma parole que devrait prendre M. le député, mais celle du vérificateur général. Il ne m'incombe pas de faire le genre d'analyses des dépenses publiques que fait le vérificateur général. Je n'ai pas personnellement la compétence pour le faire et notre équipe n'est pas constituée de manière à avoir cette compétence.

• 1655

M. Bellemare: Mais personnellement, vous n'avez jamais soupçonné des irrégularités, de la fraude ou du trichage?

M. Goldbloom: Non, je n'en ai pas décelé et je crois bien que. . .

M. Bellemare: J'aimerais vous poser une question de principe. On connaît la Loi sur les langues officielles. Du moins, plusieurs députés la connaissent et savent qu'il ne faut pas confondre le bilinguisme et les langues officielles. Ils savent qu'au Canada, il y a deux langues officielles, le français et l'anglais, et que le fédéral, qui doit voir à l'unité canadienne, doit desservir les communautés et les Canadiens et Canadiennes dans la langue de leur choix, soit l'anglais, soit le français.

Il y a un principe de base qui me chicote. Il y a un nouveau parti politique qui dit connaître tout. Il dit être le parti politique de la base et il est en train de revoir l'histoire du Canada.

Qu'est-ce qui doit primer sur le plan fédéral en ce qui a trait au droit d'être servi dans la langue de son choix, c'est-à-dire le français ou l'anglais? Est-ce le droit du citoyen ou la volonté de la communauté locale?

M. Goldbloom: Madame la présidente, il me semble clair que si nous plaçons les citoyens et citoyennes du pays sur un pied d'égalité, dans la mesure du possible, là où le nombre peut justifier la prestation de services, c'est la demande formulée par la personne individuelle qui doit déterminer la prestation des services.

M. Bellemare: Dans la mesure du possible.

M. Goldbloom: C'est cela.

M. Bellemare: Mais une communauté ne devrait pas abuser de ses droits face à certains de ses citoyens.

ranks of those respecting the Charter, we insist on the fact that it is not the current school population that counts but those who are eligible. All calculations must be made in terms of the number of eligible people. I put great emphasis on that. I don't claim that school administration alone will solve all the future problems of those communities, but without it, I am certain that there is much less hope that the communities can continue to be strong and vigorous.

Mr. Bellemare: Commissioner, in view of the fact that the public accounts of Canada report the real costs of every program implemented under the Official Languages Act—we accept your word on that and the word of the ministers who have appeared so far—have you personally uncovered any abuses or irregularities in official languages expenditures, and if so, have you reported such abuses or irregularities to the Auditor General?

Dr. Goldbloom: Madam Chairman, it is not my word that the hon. member should accept but that of the Auditor General. It is not my responsibility to make the type of analysis of public expenditures which is done by the Auditor General. I do not have the personal skills to do so and neither does the rest of our team.

Mr. Bellemare: But on a personal level, have you ever suspected irregularities, fraud or cheating?

Mr. Goldbloom: No, I have never detected any such thing and I certainly believe. . .

Mr. Bellemare: I would like to raise another question of principle. We know the Official Languages Act. At least, several honorable members know it, and we know that bilingualism must not be confused with official languages. They know that there are two official languages in Canada, French and English, and that the federal government, which has to ensure Canadian unity, must serve communities and Canadian men and women in the language of their choice, whether it be English or French.

There is a fundamental principle which bothers me. There is a new political party which claims to know everything. It claims to be the party of the grassroots and is in the process of revising Canadian history.

What should take precedence at the federal level with regard to the right to be served in the language of one's choice, namely French or English? Is it the right of the individual citizen, or the will of the local community?

Dr. Goldbloom: Madam Chairman, it seems clear to me that if we put citizens of this country on an equal footing, then as far as possible, where numbers can justify provision of services, it is the request made by the individual that must determine whether services are provided.

Mr. Bellemare: As far as possible.

Dr. Goldbloom: That is correct.

Mr. Bellemare: But a community should not abuse its rights vis-à-vis some of its citizens.

[Texte]

M. Goldbloom: La communauté se fait le porte-parole de ses membres, s'organise afin de pouvoir l'être et constitue des organismes représentatifs qui mettent de l'avant les arguments que veulent avancer les membres de la communauté.

M. Bellemare: Parlez-vous d'une communauté majoritaire ou minoritaire?

M. Goldbloom: Minoritaire.

M. Bellemare: Merci.

M. Goldbloom: La communauté minoritaire est donc l'extension de la volonté individuelle de ses membres.

Mr. Bellemare: If an employee *du gouvernement fédéral* at management or mid-management level has an important number of subordinates from the other official language, his or her own, has the manager the right to insist that the language of work be his own language and not that of his employees or subordinates?

Dr. Goldbloom: The simple answer is no, if this is in one of those geographic areas that is defined as offering the choice of language of work to federal public servants.

This is a problem we face in a number of departments. The person at a level of senior responsibility is not able to offer supervision, guidance and leadership in the language of either the French-speaking or the English-speaking members of his or her team.

This is one of the reasons that we encourage the language training program, in order that people be able to work with, on the one hand, the public and on the other hand their own team, in a practical, effective communication.

Mr. Bellemare: This would apply also in the military in small groups or in large groups?

Dr. Goldbloom: Yes, it certainly does on the basis, as I indicated earlier, of the existence of English language units, French language units, and bilingual units.

Mr. Bellemare: Therefore, a francophone officer shouldn't go to Alberta and insist that all of his subordinates in his battalion speak French because he has difficulty in English.

• 1700

Dr. Goldbloom: I have to say, Madam Chairman, in my sense of the law, common sense, fairness and courtesy should determine how we deal with each other. Over and above that, I would like to say one further thing that to me is fundamental, and that is the public interest comes first.

The necessity for a certain number of people who serve the public, by virtue of being federal public servants, to be able to serve the public, understandably, has to come second to the interest of Canadian citizens to receive helpful and understandable services and communications from their federal institutions.

Le sénateur Rivest: Monsieur le commissaire, dans un régime fédéral, bien sûr, il y a des compétences fédérales et des compétences qui sont exclusives aux gouvernements des provinces. Dans la Constitution canadienne actuelle, on ne fait

[Traduction]

Dr. Goldbloom: The community is the spokesperson for its members, and organizes in order to do so, setting up representative organizations which put forward the arguments that the community members wish.

Mr. Bellemare: Are you speaking of a majority or a minority community?

Dr. Goldbloom: Minority.

Mr. Bellemare: Thank you.

Dr. Goldbloom: The minority community is thus the extension of the individual will of its members.

M. Bellemare: Si un employé du gouvernement fédéral se situant aux échelons supérieur ou intermédiaire de la direction a un grand nombre de subordonnés qui parlent l'autre langue officielle, c'est à dire sa propre langue, la direction a-t-elle le droit d'insister pour que la langue de travail soit la sienne et non celle de ses employés ou subordonnés?

M. Goldbloom: La réponse est simplement non. Si on se trouve dans une région géographique où il est prévu que les fonctionnaires fédéraux aient le choix de la langue de travail.

C'est un problème que nous rencontrons dans plusieurs ministères. La personne qui a les plus hautes responsabilités ne peut assurer la surveillance, donner des conseils et montrer la voie dans la langue des membres francophones ou anglophones de son équipe.

C'est pour cela notamment que nous favorisons le programme de formation linguistique pour que les employés puissent d'une part assurer leur travail auprès du public et d'autre part travailler de concert avec leur propre équipe grâce à une communication efficace et pratique.

M. Bellemare: Cela vaudrait-il également dans l'armée pour les petits groupes ou les groupes importants?

M. Goldbloom: Oui, certainement dans la mesure où, comme je l'ai déjà dit, il existe des unités de langue anglaise, des unités de langue française et des unités bilingues.

M. Bellemare: Un officier francophone ne devrait donc pas exiger en Alberta que tous les subordonnés de son bataillon parlent français parce qu'il a du mal à s'exprimer en anglais.

M. Goldbloom: Madame la présidente, je dois dire que selon mon interprétation de la loi, le bon sens, l'équité et la courtoisie devraient gouverner nos rapports interpersonnels. De plus, il y a quelque chose qui me paraît fondamental, c'est-à-dire que l'intérêt public est de première importance.

La nécessité pour un certain nombre de personnes au service du public du fait qu'elles sont fonctionnaires fédéraux, de pouvoir servir le public a évidemment moins d'importance pour les citoyens canadiens que le fait d'obtenir des services et des communications utiles et compréhensibles de leurs institutions fédérales.

Senator Rivest: Commissioner, within a federal system, there are of course areas of federal jurisdiction and others which are the exclusive right of the provinces. The Canadian Constitution as it stands does not delineate a general

[Text]

[Translation]

pas état d'une responsabilité générale au titre de la défense et de la promotion de la dualité linguistique, excepté dans les dispositions particulières de la Loi sur les langues officielles et à l'article 133. Remarquez qu'il y en avait dans les Accords du lac Meech et dans l'Accord de Charlottetown, mais sauf erreur, je pense que votre parti a combattu ces accords. Vous vous êtes un peu tiré dans le pied.

Par ailleurs, je voudrais revenir à une discussion qu'on a eue il y a une dizaine de jours au sujet des vérificateurs dont le gouvernement a aboli les postes. Vous nous avez dit ici, et je pense que c'est inscrit dans le texte même de votre Rapport, que vous n'aviez pas reçu de rapports sur la performance des organismes et des ministères de la part de ces évaluateurs. Je pense que c'est exact. C'est cela?

M. Goldbloom: J'aimerais pouvoir vérifier. . .

Le sénateur Rivest: On a posé la question au président du Conseil du Trésor, qu'on a entendu la semaine dernière, et il nous a dit qu'il avait reçu, si ma mémoire est fidèle, 17 rapports sur 53. Il parlait des rapports de performance sur le plan de la mise en oeuvre des politiques de bilinguisme. Remarquez qu'il y a 34 organismes qui n'ont pas fait rapport à des organismes centraux. Avez-vous vu ces rapports? Les avez-vous analysés au Commissariat?

M. Goldbloom: Je ne le crois pas, madame la présidente. Il y a deux choses qui se font en parallèle. Le Conseil du Trésor a certaines responsabilités explicites et doit surveiller la performance des ministères et organismes fédéraux. Nous travaillons de deux façons. Premièrement, nous recevons des plaintes et faisons des enquêtes ponctuelles sur la situation soulevée par un citoyen ou une citoyenne. Deuxièmement, nous prenons l'initiative de faire des vérifications auprès de divers ministères et organismes. Nous en faisons un certain nombre chaque année. Les vérifications que nous faisons au cours d'une année donnée ne recoupent pas nécessairement les rapports que reçoit le Conseil du Trésor. Je crois—je le dis sous réserve—qu'il existe une obligation pour les ministères de fournir des rapports au Conseil du Trésor, ce qui n'est pas notre cas. Il n'y a pas d'obligation, mais le commissaire a le droit de prendre l'initiative de poursuivre des vérifications.

Le sénateur Rivest: Vous avez raison, il y a une obligation de fournir des rapports au Conseil du Trésor, mais ce qu'il y a d'inquiétant, c'est que le président du Conseil du Trésor nous a dit qu'il n'y avait que 17 organismes ou ministères sur 53 qui avaient satisfait à cette obligation.

Or, ces rapports, comme les initiatives que vous venez d'énumérer, sont ce qui donne ou qui donnerait au Comité et à l'opinion publique la mesure de l'efficacité, d'une façon large et non pas individuelle, des politiques et des obligations juridiques sur le plan de la promotion des langues officielles. Je trouve que c'est très faible.

• 1705

Il me semble que vous devriez, avec les autres membres du Comité, m'appuyer dans ma demande au président du Conseil du Trésor. Vous dites à la page 97:

La suppression, il y a deux ans, du programme de vérifications au SCT continue d'être préoccupante. Certes, le SCT a délégué aux institutions elles-mêmes le mandat qui lui avait été expressément confié en vertu de la Partie VIII

responsibility for defending and promoting linguistic duality, except in the special provisions of Section 133 of the Official Languages Act. I point out that the Meech Lake and Charlottetown Accords did contain such a thing, but unless I am mistaken, your party fought against those accords. You kind of shot yourself in the foot.

I would however like to come back to a discussion we had ten days ago about the auditors whose positions the government abolished. You have told us, and I think that it is even in the text of your report, that you had not received reports on the performance of agencies and departments from those auditors. I think you said that. Am I correct?

Dr. Goldbloom: I would like to check that. . .

Senator Rivest: The question was put to the President of the Treasury Board, who appeared before us last week, and if my memory serves me, he said that he received 17 out of 53 reports. He was talking about performance reports on the bilingualism policy implementation plan. Mind you this means that 34 organizations have not reported to central agencies. Have you seen those reports? Has your commission analyzed them?

Dr. Goldbloom: I do not think so, Madam Chairman. There are two operations underway at the same time. Treasury Board has certain explicit responsibilities and has to supervise the performance of federal departments and agencies. We work in two different ways. First, from time to time we receive complaints and investigate situations submitted to us by a citizen. Second, we take the initiative of auditing various departments and agencies. We do several every year. The audits that we do in any given year do not necessarily correspond with the reports received by Treasury Board. I believe, subject to correction, that departments are obliged to submit reports to Treasury Board, but not to us. There is no obligation for them to report, but the commissioner has the right to carry out audits.

Senator Rivest: You are right, there is a requirement to submit reports to Treasury Board, but what is worrying is that the President of Treasury Board told us that only 17 of 53 departments or agencies had met that requirement.

Yet those reports, like the initiatives you have just listed, are what give or would give the committee and the public a way to measure the effectiveness, on a broad rather than an individual basis, of the policies and legal obligations relating to official languages promotion. To me it is all very weak.

It seems to me that you and the other members of the committee should support me in my request to the President of Treasury Board. You say on page 97:

The cancellation two years ago of the Treasury Board Secretariat's audit program continues to be a concern. To be sure, the TBS delegated to the institutions themselves the mandate that had been expressly assigned to it in Part VIII

[Texte]

de la Loi. Tous les rapports préparés par les services.... Or, aucune vérification—interne ou autre—ne nous ayant été rapportée pendant cette période, force nous est de constater que la décision du SCT a entraîné d'importantes lacunes.

M. Goldbloom: En effet, madame la présidente, c'est un problème, et nous espérons pouvoir convaincre le Conseil du Trésor d'être plus efficace.

Le sénateur Rivest: Merci.

Mr. Ringma: I'd first like to acknowledge the senator's acknowledgement of the role the Reform Party played in the Charlottetown accord in ensuring the people's will was expressed. I don't know if he meant it as a compliment, but I take it as one.

Mr. Commissioner, getting back to your report, you mentioned in part there was a problem at the Sainte-Anne-de-Bellevue Hospital. I continue to receive some complaints about that in my office. I'm wondering if you're happy with the situation and with the recommendation you made in your report that

toutes les mesures possibles soient prises, ou quelque chose de semblable.

Dr. Goldbloom: We are undertaking a follow-up and I do not have, at this point, the report of our follow-up. We received a number of complaints; if my memory serves, there were about 20 of them. They put forward a number of problems that were perceived by those who complained.

In carrying out our inquiries, we found ourselves in much the same situation as a lawyer does in court. The lawyer may have had certain statements made to him or her before the court proceedings began, but if the person testifying does not spell out certain things, then the court is obliged to judge on the basis of the testimony received.

Parts of the testimony we received failed to confirm the things that had been stated to us. We had no choice but to report on the testimony we received. If you have seen the report then you will know we interviewed a considerable number of people and a spectrum of people, such as patients, patients' representatives, professionals, staff and so on.

We demonstrated there were some specific shortcomings. One that comes to mind is that advertisements for nursing positions were published in one language only. That was clearly disadvantageous to English-speaking candidates who may not have been aware of the possibility of applying for a job. We came to conclusions that were critical in some areas and couldn't substantiate the complaints in other areas.

Because there has been a feeling among many of those who brought these matters to our attention that perhaps we were not able to identify problems that are nevertheless there, we have undertaken to follow up and will go back over the ground in order to be sure we have the most accurate and fair conclusion about the situation at that hospital.

Mr. Ringma: I presume a report on that will be evident in next year's report, or will you have an interim one?

[Traduction]

of the Act. All the reports prepared by the internal audit services... However, since no audit, internal or external, has been sent to us during this period, the conclusion is inescapable that the TBS's decision has resulted in major shortcomings.

Dr. Goldbloom: It is indeed a problem, Madam Chairman, and we hope to be able to convince Treasury Board to be more effective.

Senator Rivest: Thank you.

M. Ringma: D'abord, je veux féliciter le sénateur d'avoir reconnu le rôle joué par le Parti réformiste au moment de l'accord de Charlottetown, en s'assurant que le peuple exprime sa volonté. Je ne sais pas s'il voulait me faire un compliment, mais je l'interprète ainsi.

Monsieur le commissaire, vous avez dit dans votre rapport qu'il y a un problème à l'hôpital Sainte-Anne-de-Bellevue. Je reçois toujours des plaintes à mon bureau à ce sujet. Je me demande si vous êtes satisfait de la situation et de la recommandation que vous faites dans votre rapport, à savoir que:

all possible measures be taken, or something like that.

M. Goldbloom: Nous avons entrepris un suivi mais jusqu'ici je n'ai pas reçu le rapport. Nous avons reçu plusieurs plaintes; si je me souviens bien, il y en avait une vingtaine. Les plaignants ont soulevé plusieurs problèmes différents.

En faisant nos enquêtes, nous nous sommes retrouvés dans une situation semblable à celle d'un avocat devant le tribunal. On aurait pu faire certaines déclarations à l'avocat avant le début du procès, mais si le témoin ne donne pas de précision, le tribunal doit rendre le jugement basé sur le témoignage entendu.

Certaines parties des témoignages que nous avons reçus n'ont pas confirmé les déclarations faites précédemment. Nous n'avons pas de choix que de faire rapport sur les témoignages que nous avons entendus. Si vous avez vu le rapport, vous savez que nous avons interviewé bien des gens y compris des patients, leurs représentants, des professionnels, des membres du personnel, etc.

Nous avons démontré qu'il y avait des lacunes précises. Un exemple qui me vient à l'esprit c'est que les postes vacants pour infirmières étaient annoncés dans une seule langue. Évidemment, cela désavantageait les candidats anglophones qui ignoraient qu'ils avaient la possibilité de présenter leur candidature. Dans certains domaines nous sommes arrivés à des conclusions critiques, mais dans d'autres nous n'avons pas pu justifier les plaintes.

Étant donné que bon nombre des plaignants qui ont attiré notre attention sur ces problèmes ont le sentiment que nous n'avons pas réussi à reconnaître des problèmes qui existent néanmoins, nous nous sommes engagés à faire un suivi, et nous allons revoir le dossier afin de nous assurer que nos conclusions sur la situation à l'hôpital sont aussi précises et équitables que possible.

M. Ringma: J'imagine que vous ferez rapport à ce sujet dans votre prochain rapport annuel, ou allez-vous soumettre un rapport intérimaire?

[Text]

[Translation]

• 1710

Dr. Goldbloom: It could be either. It depends sometimes on timing. If the annual report is close, then it's easier to incorporate it in that, but I would not want to wait for next year's annual report if I am able to present a specific report on a specific situation before.

Mme Tremblay: Monsieur le commissaire, j'ai trois courtes questions à vous poser. Je vais vous les poser l'une à la suite de l'autre, et vous pourrez prendre tout le temps que vous voudrez pour y répondre.

Premièrement, êtes-vous en mesure de vérifier le renseignement qui m'est parvenu voulant que la compagnie Air Canada, depuis qu'elle a été privatisée, ait abaissé les standards de l'examen de français? Quand je suis allée à Vancouver la dernière fois, je n'ai strictement rien compris du français qu'on parlait quand on nous a expliqué les mesures d'urgence et de sécurité. Il paraît qu'Air Canada aurait abaissé les standards de l'examen de français, de sorte qu'on a déclaré bilingues beaucoup d'agents de bord qui ne l'auraient pas été s'ils avaient dû subir l'examen d'État. Êtes-vous en mesure de vérifier cela pour moi, s'il vous plaît?

Deuxièmement, dans votre Rapport, à la page 134, vous dénoncez une inéquité pour nos concitoyens anglophones dans le système judiciaire. J'espère que les cours de Montréal, entre autres, auront pris les mesures qui s'imposent et que, l'année prochaine, vous pourrez nous dire que la situation a été réparée. Pouvez-vous me dire quelles sont, province par province, les possibilités pour les francophones de se faire faire justice en français dans l'ensemble du pays?

Troisièmement, à la fin des années soixant-dix, le gouvernement libéral avait prévu une politique de décentralisation et avait, à la suite de l'adoption de la Loi 101, annulé le transfert de 2 000 fonctionnaires au Québec. Ces fonctionnaires devaient aller vivre au Québec. Êtes-vous en mesure de m'affirmer solennellement que le plan de francisation du Collège de Kingston déposé par M. Collenette à la Chambre donnera aux francophones qui iront vivre là l'assurance de recevoir les mêmes services que ceux qu'ils recevaient à Saint-Jean au Québec?

M. Goldbloom: En ce qui concerne Air Canada, nous avons suivi avec intérêt l'évolution de la situation créée par la privatisation. Nous continuons de recevoir de nombreuses plaintes au sujet d'Air Canada et des partenaires d'Air Canada. Je ne crois pas que ce nombre ait varié de façon significative d'une année à l'autre. Nous avons essayé d'obtenir des améliorations et, malgré ces efforts, nous continuons de recevoir des plaintes.

Sur la question précise que Mme Tremblay a posée, je ne suis pas informé d'une modification de politique d'Air Canada en ce qui concerne la compétence linguistique de son personnel.

Mme Tremblay: C'est le test qui a été changé.

M. Goldbloom: Puisque Mme Tremblay soulève la question, je voudrais la prier de me permettre d'aller aux renseignements et de lui revenir avec une réponse plus précise.

Mme Tremblay: Tout à fait.

M. Goldbloom: Pour ce qui est de la question de l'administration de la justice à travers le pays, il y a d'importantes déficiences, notamment dans les provinces autres que le Nouveau-Brunswick, le Manitoba, où ce n'est pas trop

M. Goldbloom: Cela pouvait être l'un ou l'autre. Parfois cela dépend du calendrier. Si nous allons bientôt soumettre notre rapport annuel, il est plus facile d'y ajouter quelque chose, mais je n'attendais pas le rapport annuel de l'année suivante, si je suis en mesure de soumettre avant un rapport sur un problème particulier.

Mrs. Tremblay: Commissioner, I have three short questions for you. I shall ask them all now, and you can take as much time as you like to answer.

First, can you check the information that I got recently stating that since Air Canada was privatized, they have lowered their French exam standards? The last time I travelled to Vancouver, I didn't understand a word of the explanation about the emergency and security measures in French. It seems that Air Canada has lowered its French language standards and that many flight attendants who would never have passed the government exam have been declared bilingual. Can you please check into that?

Second, on page 134 of your report, you speak out against unfairness in the legal system for our fellow English-speaking citizens. I hope that the Montreal courts, among others, will have taken the necessary corrective measures, so that next year, you will be able to tell us that the problem has been solved. Can you tell me what the chances are, province by province, for Francophones to be tried in French throughout Canada?

Third, at the end of the seventies, the Liberal government had adopted a decentralization policy, and when Bill 101 was passed, they cancelled the transfer of 2,000 public servants to Quebec. They were supposed to go and live in Quebec. Can you solemnly affirm that the plan tabled in the House by Mr. Collenette to make the use of both languages mandatory at RMC in Kingston, will give Francophones who go to live there the guarantee that they will receive the same services they now get at Saint-Jean in Quebec?

Dr. Goldbloom: With regard to Air Canada, we have carefully monitored the situation following privatization. We continue to receive many complaints about Air Canada and its partners. I do not believe the number has varied significantly from year to year. We have tried to get the situation to improve, but in spite of our efforts, we still get complaints.

As to the precise question Mrs. Tremblay has asked, I am not aware of any policy change by Air Canada with regard to the language skills of its staff.

Mrs. Tremblay: It's the test that has been changed.

Dr. Goldbloom: Since Mrs. Tremblay has asked the question, I would ask her permission to look into the matter and give her a more detailed answer later.

Mrs. Tremblay: Certainly.

Dr. Goldbloom: With regard to the administration of justice across Canada, there are serious inadequacies, particularly in provinces other than New Brunswick and Manitoba, where things are not too bad, and in Ontario, where

[Texte]

mal, et l'Ontario, où il y a certains services. Des francophones ont du mal à obtenir la possibilité de s'exprimer et de se faire comprendre dans leur langue et de comprendre en retour ce qui se dit à la cour. J'ai noté, comme sans doute tous les membres de ce Comité, que l'actuel ministre de la Justice s'était engagé à améliorer cette situation.

[Traduction]

a number of services are provided. Francophones find it difficult to be able to speak and be understood in their own language, and in turn, to understand what is being said in court. I did note, as all Committee members probably did, that the present Minister of Justice has made a commitment to improve that situation.

• 1715

En répondant à d'autres questions, j'ai mentionné des contacts que j'ai eus avec des communautés de langue officielle vivant en situation minoritaire. J'ai eu un important contact avec les juristes francophones. J'ai discuté avec eux de toute cette question. C'est un dossier que j'ai l'intention de suivre.

J'ai relevé dans le Rapport annuel certaines difficultés vécues par la communauté d'expression anglaise au Québec. Vous savez sans doute qu'un groupe de travail présidé par un ancien juge en chef a été récemment constitué. Je viens d'apprendre que ce groupe de travail, qui devait remettre son rapport le 15 juin, a demandé une prolongation jusqu'au 30 septembre. Donc, nous devons attendre un peu plus longtemps.

Le sénateur Rivest: Est-ce que ces difficultés au Québec sont de même nature que l'inexistence de services, à toutes fins pratiques, dans les autres provinces?

M. Goldbloom: Non, ce ne sont pas des difficultés de même degré.

En ce qui concerne Kingston, j'ai cité une partie de la lettre que j'ai adressée au ministre de la Défense nationale. Dans cette lettre, j'ai voulu exposer plusieurs conditions qui devraient être rencontrées afin que le Collège et le milieu ambiant soient suffisamment accueillants et suffisamment bilingues pour que l'on puisse vraiment fournir aux candidats francophones et à leurs familles des conditions raisonnables de vie.

J'ai aussi recommandé que, face à la clôture du Collège de Saint-Jean, on fasse une meilleure utilisation d'autres ressources, notamment à Bagotville, à Valcartier et à Montréal, afin que les candidats d'expression anglaise puissent vivre une exposition à la langue française et à la société d'expression française.

Mme Tremblay: Votre lettre peut-elle être rendue publique?

M. Goldbloom: Je ne sais pas si elle a été rendue publique, mais...

M. McTeague: Docteur Goldbloom, d'après le ton des questions qui vous ont été posées aujourd'hui, estimez-vous que c'est une situation de statu quo? Pensez-vous que les questions que nous avons posées constituent une défense du statu quo quant à la situation des langues officielles?

M. Goldbloom: Je ne voudrais pas commenter les questions qu'ont bien voulu poser les membres de ce Comité. Je tiens cependant à dire que le statu quo est imparfait. Constatant son imperfection, j'ai décidé d'entreprendre des évaluations systématiques de certaines situations, notamment la prestation de services dans les deux langues là où le nombre le justifie et l'application de la Partie VII de la Loi sur les langues officielles, par laquelle le gouvernement s'engage à appuyer les communautés de langue officielle vivant en situation minoritaire et à assurer une coordination des institutions fédérales et aussi, dans une certaine mesure, des conditions linguistiques de travail des fonctionnaires fédéraux.

In response to other questions, I mentioned that I had been in contact with various minority official-language communities. I had many contacts with French-speaking members of the legal profession. I discussed this entire issue with them and I intend to follow it up.

In the annual report, I underlined a number of problems that English-speaking Quebecers are experiencing. I'm sure you're aware that a working group chaired by a former chief magistrate was recently formed. I just learned that this working group, which was to table its report by June 15, asked for an extension until September 30. So, we are going to have to wait awhile longer.

Senator Rivest: For all intents and purposes, are services for official language-minorities non-existent in all provinces, as in the case in Quebec?

Dr. Goldbloom: No, these problems are not on the same scale.

As for Kingston, I quoted part of the letter I sent to the Minister of National Defence. In that letter, I described several conditions that would have to be met for the college and the surrounding environment to be friendly enough and bilingual enough to truly provide francophone candidates and their families with reasonable living conditions.

Faced with the closure of the military college in Saint-Jean, I also recommended that other resources be put to better use, particularly those in Bagotville, Valcartier and Montreal, so that English-speaking candidates could be better acquainted with French and the French-speaking community.

Mrs. Tremblay: Can your letter be made public?

Dr. Goldbloom: I don't know whether or not it was made public, but...

Mr. McTeague: Doctor Goldbloom, judging by the tone of the questions you've been asked today, do you think that the status quo is prevailing? Do you think that the questions we have asked amount to defending the status quo in the area of official languages?

Dr. Goldbloom: I wouldn't want to comment on the questions that Committee members asked. However, I would like to say that the status quo is not good. I realized that some things were wrong and I decided to undertake a systematic assessment of certain situations, in particular the provision of services in both official languages where numbers warrant and the application of part VII of the Official Languages Act. Under this part of the Act, the government undertakes to support minority official-language communities, co-ordinate official language activities of federal institutions, and to some extent, to ensure proper linguistic working conditions for federal public servants.

[Text]

[Translation]

• 1720

C'est donc justement parce que le statu quo n'est pas parfait, que j'ai cru nécessaire de prendre des initiatives afin d'attirer l'attention du gouvernement sur ces carences et souhaiter de sa part des interventions qui amélioreraient la situation.

Mr. McTeague: Clearly, Doctor, because of the time limitation, which restricted the debate, the last time all of us did not have the chance to participate in the discussion of the bilingualism bonus, as we did today. Along with several other members of this committee, I was not allowed to ask you those questions then. We had the opportunity to do that this time.

I go back to this news release written by my colleague, Mr. Silye, from Calgary Centre, which has drawn a number of conclusions. They're inferential. It has suggested and impugned that several members have maintained the status quo in their questions. It also says that—I trust that you have the communiqué before you—official languages is a sacred cow.

Since you, in response to the question by Mr. Ringma, did not qualify that there are problems and inequities in the program of bilingual bonuses, I wish to table this communiqué as being highly speculative and very unfair to this committee.

I don't wish to draw you into this, sir, but I think the evidence clearly shows that someone was trying to grandstand with this rather shoddy piece of press material.

I want to apologize for the fact that you've been drawn into this. If the committee sees fit to perhaps dispatch a letter to Mr. Silye to refute some of the comments he's made here, I would be quite willing to encourage the committee to also send you a copy of that with an apology, sir.

Dr. Goldbloom: Madam Chairman, allow me simply to say that it appears to me that the entire exercise of dialogue between the commissioner and the members of the committee is an effort to obtain improvement in the way the federal apparatus functions, in the way it serves the Canadian public, and in the way it assures fairness within its own internal administration.

In that regard, I take each question as a stimulus and an opportunity to reflect on how we might do better and, in particular, how we might better serve the Canadian public.

Mr. McTeague: The suggestion, Doctor, is that you got a free ride. I think your answer has confirmed that you are not getting a free ride, that there are very good questions asked of you, now and then.

Mr. Ringma: First of all, Madam Chairman, I would like to endorse the commissioner's statement, which he just gave, on what the objectives should be of witnesses to this committee and the committee itself, and if we can all move in that direction it will be for the good of our country as a whole. Let us try to do that.

This is my last question, *madame la présidente*, you will be pleased to hear. Going back to an earlier discussion with regard to the shift from Treasury Board and those used by your own office, Treasury Board's guidelines permit it to calculate each cost expenditure only once. If \$43 million are being spent on translating technical manuals for Canada's new frigates, which the winter of 1991 issue of *Language and Society*, your publication, states is the case, then it gets counted as a cost of frigates and not as a cost of the official languages policy.

It's precisely because the status quo is not perfect that I saw fit to bring the government's attention to its deficiencies and call for measures to improve the situation.

M. McTeague: Il est clair, monsieur Goldbloom, qu'à cause du manque de temps qui a limité la discussion, nous n'avons pas pu la dernière fois examiner autant en détail que maintenant la question de la prime au bilinguisme. Pas plus que d'autres membres du comité, je n'ai eu l'occasion de vous poser ces questions. Nous nous sommes repris cette fois-ci.

Je reviens au communiqué de presse rédigé par mon collègue, M. Silye, de Calgary-Centre, dans lequel il tire un certain nombre de conclusions. Il s'agit plus précisément de déductions. Il laisse entendre que plusieurs députés se sont prononcés en faveur du statu quo dans leurs questions. Il ajoute—j'espère que vous avez le communiqué sous les yeux—que la politique des langues officielles est une vache sacrée.

Dans votre réponse à la question de M. Ringma, vous n'avez pas parlé de problèmes ni d'injustices dans le programme des primes au bilinguisme. Aussi, je désire déposer ce communiqué comme document hautement spéculatif et très injuste à l'égard du comité.

Je ne veux pas vous mêler à ce différend, monsieur Goldbloom, mais je pense que, de toute évidence, quelqu'un a essayé de plastronner en publiant ce communiqué de presse plutôt mesquin.

Je m'excuse d'avoir à vous impliquer. Si le comité décide d'écrire à M. Silye pour réfuter certaines de ses déclarations, je demanderais qu'il vous envoie une copie de la lettre avec des excuses.

M. Goldbloom: Madame la présidente, permettez-moi simplement de dire que pour moi, ce dialogue entre le commissaire et les membres du comité s'inscrit dans le cadre d'un effort qui a pour but d'améliorer le fonctionnement de l'appareil fédéral, de façon à ce qu'il serve le public canadien et de façon à ce qu'il assure l'équité au sein de sa propre administration.

Dans cet esprit, je considère chaque question comme une occasion, comme une invitation à réfléchir sur la façon d'améliorer la situation et de mieux servir le public canadien.

M. McTeague: On a tenté de faire croire que le comité vous ménageait. Comme vous venez de le dire, ce n'est pas le cas, vous êtes parfois la cible d'excellentes questions.

M. Ringma: Madame la présidente, je voudrais appuyer ce que vient de dire le commissaire, en ce qui concerne les objectifs que devraient avoir les témoins de ce comité et le comité lui-même; si c'est bien ceux que nous nous donnons, nous servirons le pays tout entier. Travaillons donc en ce sens.

Ce sera ma dernière question, *madame la présidente*, je suis sûr que vous serez heureuse de l'entendre. Je reviens à ce dont nous parlions auparavant, les méthodes utilisées par le Conseil du Trésor et votre Bureau. Selon les directives du Conseil du Trésor, une dépense ne peut être comptabilisée qu'une fois. Les 43 millions de dollars dépensés au titre de la traduction des manuels techniques pour les nouvelles frégates du Canada, dont fait état votre publication *Langue et Société*, dans son édition de l'hiver 1991, sont considérés comme un coût rattaché aux frégates et non pas comme une dépense liée aux langues officielles.

[Texte]

So from a Treasury Board point of view, Commissioner, that makes good sense, but since the cost of translating those technical manuals is a language-related expense, I think it's clear that from your point of view they should be counted as a cost of federal official languages spending.

[Traduction]

Du point de vue du Conseil du Trésor, c'est logique, mais la traduction de ces manuels techniques a à voir avec la langue et devrait certainement, de votre point de vue, être considérée comme une dépense découlant de la politique des langues officielles du gouvernement fédéral.

• 1725

Is there some way in the future that we can get a resolution between the rules of Treasury Board on the one hand and what I sense to be your obligation to make clear what the costs of official bilingualism are?

Dr. Goldbloom: I would not be able to answer for the accounting analysis of that particular dossier without going into it in detail.

It is my conscientious belief and intention that the figure that appears in my annual report for the cost of translation represents the accurate cost of translation throughout the government apparatus to the extent that that can be calculated. When I say that, I mean only that there are some costs of translation that cannot be calculated because it is just in-house translation. I do some myself and I do not assign a cost to it. Many members of my staff do the same.

The second thing I would like to emphasize is that the act does not require that everything be translated. That being a fairly widespread impression, I would like to refer to the article, which says the only documents that must be translated are "regularly and widely used work instruments produced by or on behalf of that or any other federal institution".

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Which includes the frigates.

Dr. Goldbloom: Yes. It certainly should include any significant job of translation.

Let me say also that before the present Parliament was constituted, there was a task force in National Defence that looked at the use of language, particularly of the French language, in the Department of National Defence and in the Canadian forces. One of the conclusions in the report was that there should be a centre of responsibility within that department for deciding what needed to be translated and what did not.

About a year ago Treasury Board brought out a series of directives. One of those directives is to government departments and agencies. When you have something that you think may need to be translated, ask yourself carefully if it really does need to be translated before you send it for translation. I want to add that to the consideration of complete reporting of the costs of translation within the federal structure.

Mr. Ringma: I accept that and think it is a very good presentation for you to make—I mean this quite sincerely—plus the underlining you did of the act, saying that although commonly thought out in the public, it is not necessary to translate everything going, that there is an application of common sense. I do thank you for that.

The last little titbit that I would like to get back to is this \$43 million translation cost, the difference between Treasury Board and your own. Is there some way that we could change the rules of that to make the reporting of that sort of expenditure available in your publications?

Sera-t-il possible à l'avenir de concilier les règles du Conseil du Trésor, d'une part, et ce que je considère comme votre obligation d'indiquer clairement le coût du bilinguisme officiel, d'autre part?

M. Goldbloom: Je ne suis pas en mesure de juger de l'analyse comptable de ce dossier. Il faudrait que je l'examine plus en détail.

Je peux cependant affirmer, en conscience, que le chiffre qui se trouve dans mon rapport annuel et qui est présenté comme le coût de la traduction représente son coût réel, dans la mesure où il peut être établi, pour l'ensemble de l'appareil gouvernemental. Je veux dire par là qu'il y a des travaux de traduction dont le coût ne peut pas être comptabilisé parce qu'il s'agit de traduction interne. J'en fais moi-même et je n'y attribue pas de coût. C'est la même chose pour beaucoup de membres de mon personnel.

Je souligne également le fait que la loi ne requiert pas la traduction de tous les textes, contrairement à l'opinion répandue. Je cite l'article à ce sujet: Les seuls documents qui doivent être traduits sont «les instruments de travail habituels et d'usage répandu produits par ou au nom de cette institution fédérale ou de toute autre».

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Ce qui inclut les frégates.

M. Goldbloom: Oui. Ce qui inclut tout travail important de traduction.

Je rappelle également qu'avant le début de la présente législature, un groupe de travail de la Défense nationale a étudié l'usage des langues, en particulier le français, au ministère et au sein des forces canadiennes. Une de ses conclusions était qu'il devrait y avoir un centre de responsabilité au ministère qui décide de ce qui doit être traduit ou non.

Il y a environ un an, le Conseil du Trésor a émis une série de directives. L'une d'entre elles s'adressait aux ministères et organismes du gouvernement. Elle porte que lorsqu'on pense avoir besoin d'une traduction, on doit se demander si c'est vraiment nécessaire avant de faire traduire le document. C'est quelque chose qui doit entrer dans la discussion sur la divulgation complète des coûts de traduction au sein du gouvernement fédéral.

M. Ringma: J'accepte votre réponse. Je pense que c'est un bon argument—je le dis sincèrement. Vous citez la loi. Vous indiquez que, contrairement à ce que la population croit de façon générale, tout n'est pas nécessairement traduit, c'est une question de bon sens. Je vous remercie de votre réponse.

Le dernier petit détail sur lequel je voudrais revenir, ce sont ces 43 millions de dollars de frais de traduction, et la façon dont le Conseil du Trésor et vous calculez cela. Est-il possible que les règles soient modifiées et que vous veniez à inclure ce genre de coûts dans vos publications?

[Text]

[Translation]

Dr. Goldbloom: Madam Chairman, I will be pleased to ask Treasury Board to ensure that we get the information about everything that involves translation.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Est-ce que nous avons un point à clarifier monsieur Bellemare?

Mr. Bellemare: Just to clarify a point, if I could, I heard you say it is not necessary in all cases to translate in another language.

Dr. Goldbloom: That's correct.

Mr. Bellemare: It is not necessary to translate everything in French into English?

Dr. Goldbloom: That's correct.

Mr. Bellemare: For example, in the frigate cases, if you had hired someone who was a specialist in frigate work and he wrote the whole text in French, it would not be necessary to translate it into English.

Dr. Goldbloom: Madam Chairman, I cannot draw so general a conclusion. We have to evaluate each document as to whether it is a regularly and widely used work instrument. We have to examine objectively the necessity of translating something. It is obvious that there is a different magnitude of concern when we are dealing with one page or when we are dealing with a thick document, and we need to be all the more sure if it is a thick document that it really does require being translated.

M. Goldbloom: Madame la présidente, je me ferai un plaisir de demander au Conseil du Trésor de veiller à ce que nous soyons informés de tout ce qui touche la traduction.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Do you have a point of clarification, Mr. Bellemare?

M. Bellemare: J'aimerais avoir une précision, en effet. Je vous ai entendu dire qu'il n'était pas nécessaire de tout faire traduire dans l'autre langue.

M. Goldbloom: C'est juste.

M. Bellemare: Il n'est pas nécessaire de tout faire traduire du français à l'anglais?

M. Goldbloom: Non.

M. Bellemare: Dans le cas des frégates, par exemple, si un spécialiste en la matière est engagé et qu'il écrit un texte tout en français, il n'est pas nécessaire de le faire traduire en anglais.

M. Goldbloom: Madame la présidente, je ne peux pas tirer une conclusion aussi générale. Il faut examiner chaque document et voir si c'est un instrument de travail habituel et d'usage répandu. Il faut voir si, objectivement, la traduction est nécessaire. Évidemment, on n'a pas à s'inquiéter autant si le document n'a qu'une page. Mais s'il est vraiment volumineux, nous devons être d'autant plus certains qu'il faut vraiment le faire traduire.

• 1730

My understanding is that the life expectancy of a frigate is very considerable. I do not have personal knowledge of this, but I have been told that the life expectancy of a frigate may be as much as 75 years and that over a period of 50 or 75 years many people will be called upon to do technical work on those frigates. Many of those will be English speaking and many will be French speaking and it will be important that they be able to know what they are doing.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Madame Tremblay, une courte question.

Mme Tremblay: Oui, très courte question, tel que promis à madame la présidente. Si j'ai bien compris, vous avez écrit à M. Collette avant le 26 avril?

M. Goldbloom: Oui.

Mme Tremblay: Avez-vous retrouvé dans le document que M. Collette a déposé en Chambre le 26 avril, l'essentiel des conditions que vous lui aviez suggérées pour que le Collège de Kingston soit un collège vraiment bilingue? Avez-vous retrouvé cela dans le document qu'il a déposé en Chambre?

M. Goldbloom: Madame la présidente, j'y ai trouvé une bonne volonté de faire en sorte que les choses aillent bien. Je n'ai pas eu jusqu'à ce moment une analyse détaillée. Je regarderai le texte et je ferai mon appréciation, mais vous avez constaté que j'ai voulu, de mon propre chef, bien avant cela, mes lettres étaient datées du 2 et du 3 mars, attirer l'attention du ministre sur des conditions désirables, voire nécessaires afin que les Canadiens d'expression anglaise et les Canadiens

Je crois comprendre que la vie utile d'un frigate est très longue. Je ne suis pas expert moi-même, mais on m'a dit que la vie utile d'un frigate peut même s'étendre sur 75 ans et que, sur une période de 50 à 75 ans, beaucoup de gens seront appelés à réparer ces frégates. Nombre d'entre eux seront d'expression anglaise, et beaucoup seront d'expression française. Il faudra que ces gens puissent bien comprendre ce qu'ils font.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Mrs. Tremblay, a short question.

Mrs. Tremblay: Yes, it will be a very short question, just as I promised the Chair. If I understood you correctly, you said you wrote to Mr. Collette before April 26?

Dr. Goldbloom: Yes.

Mrs. Tremblay: Did the document that Mr. Collette tabled in the House on April 26 include the basic conditions you had suggested for the College in Kingston to be a truly bilingual college? Did you find these conditions in the document he tabled in the House?

Dr. Goldbloom: Madam Chair, the document showed willingness to make sure everything would go well. So far, I did not get a detailed analysis of the document. I will be looking at it and assessing it, but you can see that well before that time—my letters were dated March 2 and March 3—on my own initiative, I drew the minister's attention to these desirable, even necessary conditions to ensure that English-speaking Canadians and French-speaking Canadians can live, study and develop

[Texte]

d'expression française puissent vivre, étudier et progresser convenablement à Kingston vu la décision irréversible de fermer les deux autres collèges militaires du pays.

Mme Tremblay: Merci.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): J'inviterais tout le monde à venir demeurer au Nouveau-Brunswick mais je crois que mes collègues, membres de ce Comité, m'accuseraient d'être un peu. . .

Le sénateur Rivest: On essaie de le rebâtir artificiellement. Je connais le sens de la diplomatie du commissaire.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Monsieur le commissaire, j'aimerais vous remercier pour avoir accepté à nouveau notre invitation et, pour votre information, demain nous recevons le ministre de la Défense qui aura à toucher d'un sujet très intéressant pour certains membres de ce Comité. J'en profite pour vous remercier encore à nouveau d'avoir accepté notre invitation et je voudrais indiquer aux membres de rester sur place, car nous avons à discuté d'une motion, je crois. Merci beaucoup, monsieur Goldbloom.

M. Goldbloom: Merci, madame la présidente.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Madame Tremblay, s'il vous plaît, on vous attend.

Mr. Ringma, the committee would now give you the microphone for your motion.

Mr. Ringma: I must admit to being lost, because I do not have my motion with me. I am sure you have a copy of it there.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): We have a copy here, yes.

Mr. Ringma: To be honest, I did not know it was on the agenda.

• 1735

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): We did say two weeks ago, when you said you had the intention, that we would discuss it this week. If you would care to officially present it to the committee. . .

Mr. Ringma: Okay. I do not think it needs a lot of words.

Je crois que tout le monde l'a lu, n'est-ce pas?

Be it resolved—

—whereas and all of that—

that in the interest of Canadian unity, this committee agrees to undertake a comprehensive study into the true costs of the Official Languages Act.

Of course, everyone will understand that is the sort of thing I have been getting at in the several questions I have been able to ask.

Be it further resolved that this study encompass all spending related to official languages by all government agencies, departments, and crown corporations.

[Traduction]

suitably in Kingston, given the irrevocable decision to close the other two military colleges in this country.

Mrs. Tremblay: Thank you.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): I would invite everyone to come and spend some time in New Brunswick, but I think that my colleagues on this Committee would accuse me of being somewhat. . .

Senator Rivest: They are trying to reconstitute it artificially. I know what a diplomat the Commissioner is.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Dr. Goldbloom, I would like to thank you for accepting our invitation once again. For your information, tomorrow we will be hearing the Minister of Defence, who will have to discuss a topic that is of great interest to certain members of this Committee. I'd like to take this opportunity to thank you again for appearing before us and I'd like to ask the members to stay where they are, because I believe we have to discuss a motion. Thank you very much, Dr. Goldbloom.

Dr. Goldbloom: Thank you, Madam Chair.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Mrs. Tremblay, please, we are waiting for you.

Monsieur Ringma, je vous donne la parole pour présenter votre motion.

M. Ringma: Je dois admettre que je suis un peu perdu, car je n'ai pas la motion devant moi. Vous en avez sans doute un exemplaire.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Oui, nous en avons un.

M. Ringma: Franchement, je ne savais pas que cela figurait à l'ordre du jour.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Il y a deux semaines, quand vous avez déclaré que vous aviez l'intention de présenter cette motion, nous avons dit que nous allions la débattre cette semaine. Si vous voulez présenter la motion officiellement au comité. . .

M. Ringma: D'accord. À mon avis, il ne faut pas beaucoup d'explications.

I believe everyone has read it, right?

Il est proposé. . .

. . .étant donné et tout cela. . .

que, dans l'intérêt de l'unité canadienne, ce comité convienne d'entreprendre une étude des coûts réels de la Loi sur les langues officielles.

Bien sûr, tout le monde comprendra que c'est à cela que je voulais en venir en posant mes questions.

Il est également proposé que cette étude comprenne toutes les dépenses rattachées aux langues officielles de tous les organismes gouvernementaux, ministères et sociétés d'État.

[Text]

That is the motion,
madame la présidente.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Je vais donner lecture de l'amendement.

Donc, la motion se lit comme suit:

Étant donné que plusieurs Canadiens de langue française et anglaise manifestent du scepticisme à l'égard du coût réel des langues officielles, étant donné que les chiffres du gouvernement sont la cause de ce scepticisme, étant donné que ce scepticisme favorise peu un débat constructif sur le mérite des langues officielles et sur l'objectif plus vaste de l'unité canadienne, il est conséquemment proposé que, dans l'intérêt de l'unité canadienne, ce Comité convienne d'entreprendre une étude des coûts réels de la Loi sur les langues officielles et, il est également proposé que cette étude comprenne toutes les dépenses rattachées aux langues officielles de tous les organismes gouvernementaux, ministères et sociétés d'État.

Cette motion est proposée par M. Ringma.

M. Boudria: Madame la présidente, je dois me prononcer contre cette motion, surtout qu'elle dit que c'est dans l'intérêt de l'unité nationale. Si on doit être sceptique, c'est plutôt sur comment l'adoption d'une telle motion pourrait contribuer à l'unité nationale. Toujours est-il que ce n'est pas un débat sur l'unité nationale, c'est un débat sur la motion. La seule confusion, semble-t-il, est entre ces deux chiffres de 631 versus 601 millions. La réponse à cette question nous a été donnée dans une lettre signée de la main du président du Conseil du Trésor, en date du 3 mai, dans laquelle il nous dit:

On compare les coûts actuels de 1992-1993, qui sont de 631 millions, avec les prévisions budgétaires de 1993-1994 qui sont 601 de millions.

C'est pourquoi les chiffres diffèrent dans le coût de l'administration du Programme des langues officielles. D'ailleurs, si l'on regarde le rapport annuel du commissaire aux langues officielles, on voit les différences. Il me semble qu'elles sont évidentes; même si le député d'en face refuse de croire et le gouvernement et le commissaire aux langues officielles,—qui est un officier des deux Chambres du Parlement, pas du gouvernement—il doit certainement croire le vérificateur général qui doit donner son approbation à chaque année, à savoir si les chiffres sont véridiques ou non, tels que soumis par n'importe quel ministère dans l'appareil gouvernemental.

Ces chiffres-là sont connus, ils sont publics, et je ne veux pas imputer de motif ultérieur, ni rien du genre à quelqu'un qui propose une motion. Cependant, il me suffirait de dire que je ne vois pas comment la motion veut atteindre les objectifs visés et, dans un deuxième temps, je ne comprends pas quels sont ces mystérieux chiffres que cherche le député.

[Translation]

Voilà la motion,
Madam Chair.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): I will read out the motion.

It reads as follows:

Whereas many Canadians, both French and English speaking, are skeptical of the true costs of official languages; and whereas the government's own figures lead to this skepticism; and whereas this skepticism does little to aid the debate on the merit of official languages and the larger goal of Canadian unity, therefore be it resolved that in the interest of Canadian unity, this committee agrees to undertake a comprehensive study into the true costs of the Official Languages Act; and be it further resolved that this study encompass all spending related to official languages by all government agencies, departments and crown corporations.

So moved by Mr. Ringma.

Mr. Boudria: Madam Chair, I have to speak against this motion, particularly because it says that such a study would be in the interest of national unity. If we have to be skeptical about something, we should be skeptical about how adopting such a motion could contribute to national unity. However, this is not a debate about national unity, but about the motion. It seems to me that the only confusion here is between these two figures: 631 million dollars versus 601 million dollars. We were provided with an answer to this question in a letter signed by the President of the Treasury Board, dated May 3, in which he informs us that:

The actual costs of 1992-1993, which total 631 million dollars, are compared with the 1993-1994 estimates, which are 601 million dollars.

That is why the figures regarding the cost of running the official languages program differ. Furthermore, if we look at the Commissioner of Official Languages' annual report, we can see the differences. They look obvious to me; even if the member opposite refuses to believe both the government and the Commissioner of Official Languages—who is an officer of both Houses of Parliament, not of the government—he must certainly believe the Auditor general, who has to give his approval every year, that is, he must vouch whether or not the figures, as submitted by any government Department are accurate.

These figures are known, it is public information, and I do not want to think that anyone who proposes a motion may have ulterior motives or anything of the sort. However, suffice it to say that I do not see how this motion will serve to meet the objectives that are set out, and secondly, I don't understand what mysterious figures the member is looking for.

• 1740

Je ne comprends pas pourquoi il prétend que ces chiffres sont mystérieux et non disponibles. Ces chiffres sont connus, ils sont publics et sont approuvés par le vérificateur général du Canada qui est un officier du Parlement. Compte tenu de ces faits, je ne peux appuyer une motion du genre.

I don't understand why he's claiming that these figures are mysterious and unavailable. These figures are known, they are public information, and they have been approved by the Auditor general of Canada, who is an officer of Parliament. Given these facts, I cannot support such a motion.

[Texte]

N'oublions pas que la motion parle du coût du programme des langues officielles et ne parle pas du coût du secteur privé. Le secteur privé n'est pas assujéti à la Loi sur les langues officielles, sauf quelques petites exceptions, mais en général, la langue de travail dans une industrie ne regarde pas cette Chambre. Donc, on ne s'en tient, à ce Comité, qu'au programme des langues officielles tel qu'il est inscrit dans la Loi sur les langues officielles.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Madame Tremblay.

Mme Tremblay: Je vais m'inscrire également contre cette motion. Je vais voter contre cette motion pour plusieurs des raisons qu'a exprimées M. Boudria. Je pense que ce n'est pas le temps de mettre de l'huile sur le feu.

Ensuite, en ce qui a trait aux coûts, on peut vraiment les recouper en examinant attentivement les budgets. Le Patrimoine canadien finance, par exemple, Alliance Québec. Combien cela nous coûte-t-il pour financer les associations francophones, l'enseignement de la langue seconde dans les provinces, etc.? On a tous les chiffres, on peut recouper si on veut s'amuser à trouver ce coût-là. C'est un petit exercice, mais il est faisable. On peut voir combien cela coûte. Je pense que cela ne nous mènerait nulle part. Nous avons une loi qui consacre l'existence de deux langues officielles, nous sommes deux peuples fondateurs, et avant qu'on ait deux pays, vivons avec cela. Après cela, on verra.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Sénateur Rivest.

Le sénateur Rivest: Je ne peux concourir, Monsieur Ringma, à une motion comme celle-là pour des raisons évidentes; il y a d'abord les chiffres. Je pense qu'une politique linguistique ou de cette nature, est une politique qui est en faveur des communautés minoritaires. Par contre, je suis d'accord à ce que la vérité quant aux coûts des dépenses publiques soit connue. Or, comme M^{me} Tremblay et M. Boudria l'ont indiqué, les coûts ont été établis par des documents officiels et on ne peut pas tellement jouer là-dessus.

Cependant, au-delà de cela, je trouve très dangereux de lancer un débat sur les coûts alors qu'il s'agit des droits minoritaires, non seulement linguistiques mais de quelque autre ordre. Ce qui m'a également frappé, c'est le principe de l'unité canadienne. Si le Canada n'est pas capable d'engager des coûts pour protéger les droits, en l'occurrence d'ordre linguistique de ces minorités, que ce soit le Canada ou un autre pays, il n'y a pas grand avenir à ce pays. Il y a toujours un coût.

Ce qui est détestable dans cette motion—j'ai suivi également le débat que vous avez eu à la Chambre des communes—, c'est que je trouve très dangereux que l'on remette, car finalement c'est cela qu'on fait, en cause le principe même du bilinguisme. Je suis un peu sceptique moi aussi, puisqu'on parle beaucoup de scepticisme dans la motion du député, sur le fait qu'on dise qu'on est en faveur du bilinguisme et, qu'immédiatement après avoir dit cela, on essaie de saborder ce qui est l'assise même du bilinguisme au Canada, c'est-à-dire la crédibilité dans l'opinion publique. Au contraire, je pense qu'un député qui a à cœur les exigences, la réalité et la dualité canadiennes doit bien sûr faire son travail de

[Traduction]

Let's not forget that this motion touches upon the cost of the official languages program and does not mention the cost of the private sector. The private sector is not subject to the Official Languages Act, with a few minor exceptions, but generally speaking, the language of work in a particular industry is not the business of this House. So this Committee only considers the official languages program as it is set out in the Official Languages Act.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Mrs. Tremblay.

Mrs. Tremblay: I, too, am against this motion. I am going to vote against it for many of the reasons that Mr. Boudria has already set out. I think this is not the time to add fuel to the fire.

As for the costs, we can certainly compile them by looking at the estimates in detail. For example, the Department of Canadian Heritage provides funding to Alliance Québec. How much does it cost us to fund francophone associations, second-language education in the provinces and so on? We have all the figures, and we can compile them if we want to amuse ourselves and find what a particular program costs. It requires a certain amount of work, but it can be done. We can see how much it all costs. I don't think that it will take us anywhere though. We have an Act to sanction the existence of two official languages, we have two founding nations, and until we have two countries, let's live with that. Afterwards, we'll see.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Senator Rivest.

Senator Rivest: Mr. Ringma, I cannot concur with a motion such as this one for obvious reasons; first of all, there's the figures. I think that a language policy of this nature favours minorities. On the other hand, I do agree that we should know the true cost of public expenditures. Yet, as Ms Tremblay and Mr. Boudria have pointed out, the costs have been set out in official documents and we cannot really play around with these figures.

However, beyond all that, I think it is very dangerous to start a debate about these costs when we are talking about minority rights, not just linguistic rights, but any other kind of rights. I was also struck by your mention of the principle of national unity. If Canada cannot incur costs to protect rights, in this case the language rights of these minorities, this country does not have much of a future, nor would any other country. There are always costs attached to these measures.

What I dislike so much about this motion—I also followed your debate on the subject in the House of Commons—is that it endangers the very principle of bilingualism, because in the final analysis, that is what you are doing. I, too, am somewhat skeptical—given that the member's motion refers a lot to skepticism—when I hear some people say they are in favour of bilingualism and then, immediately after saying that, try to destroy the very foundation of bilingualism in Canada, namely the credibility of public opinion. On the contrary, I think that a member of Parliament who cares about Canada's duality, reality and requirements should, of course, do his work as a parliamentarian and ask the officials who are responsible for a

[Text]

parlementaire et demander à ceux qui sont responsables combien coûte exactement telle ou telle initiative. Au-delà de cela, il doit s'élever au-dessus de ce qui est le préjugé facile et doit se faire le vendeur auprès de ces communautés.

[Translation]

particular initiative exactly how much it costs. Beyond that, he must rise above cheap prejudice and be the advocate established principles among these communities.

• 1745

Je comprends que le député et son groupe parlementaire, sans doute en toute bonne foi, proposent une telle motion. Cependant, je pense que si vous aviez—sans avoir de conseil à vous donner—à cœur cette unité canadienne, au lieu de présenter une motion comme celle-là vous devriez, bien sûr, faire votre travail de parlementaire comme vous l'avez fait ici en posant des questions au ministre ou au commissaire, mais vous faire aussi les promoteurs de ces programmes auprès de vos communautés. Quand il s'agit de reconnaître des droits à une minorité, on est toujours sceptique car on a toujours l'impression. . . Bref! Dieu sait qu'au Québec à ce titre-là, nous avons aussi ce réflexe comme majorité à l'intérieur de la société québécoise.

I understand why the member and his party are proposing such a motion, no doubt entirely in good faith. However, I think that if you had national unity truly at heart—without giving you any advice—instead of presenting such a motion, you should do your work as a parliamentarian, as you have done here by asking questions to the Minister or the Commissioner, and also promote these programs in your communities. People are always skeptical when it comes to recognizing the rights of a minority, because they always have the impression. . . Anyway, Lord knows that we, in Quebec, also have this reflex as the majority within Quebec society.

Quant à moi, je ne peux pas accepter cela. C'est le genre de motion qui a pour objet de discréditer l'octroi des droits aux minorités et je trouve cela très dangereux pour la cohérence et pour l'unité du pays. Je voterai contre cette motion.

Personally, I cannot agree with this motion. The aim of this kind of motion is to discredit the recognition of minority rights, and I think that is very dangerous for national unity. I will vote against this motion.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Monsieur Bellemare.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Mr. Bellemare.

M. Bellemare: Il va sans dire, madame la présidente, que je suis absolument contre cette résolution. M. Ringma essaie d'étouffer ses amis francophones, les étouffer d'amour. Nous savons constamment qu'il est pro-francophone et qu'il nous aime bien gros. Mais, si on regarde ses actions, j'ai l'impression que c'est l'opposé. Cette résolution est inflammatoire et illicite, cela remet en cause l'unité canadienne, comme a dit le sénateur Rivest.

Mr. Bellemare: It goes without saying, Madam Chair, that I am absolutely against this motion. Mr. Ringma is trying to smother his French-speaking friends, with love, that is. He is always telling us that he is a francophile, and that he loves us dearly. But looking at what he does, it seems to me that the opposite holds true. This motion is inflammatory and illegal, and as Senator Rivest pointed out, it calls national unity into question.

M. Ringma confond continuellement les prévisions budgétaires avec les dépenses actuelles, comme il confond et que son parti confond le bilinguisme avec la Loi sur les langues officielles.

Mr. Ringma constantly confuses the estimates with actual expenditures, just like he and his party confuse bilingualism with the Official Languages Act.

Je me permets de faire des commentaires sur les différents énoncés de sa motion. Il dit:

I would like to comment on various parts of his motion. He says:

Plusieurs Canadiens de langue française et anglaise manifestent du scepticisme à l'égard des coûts réels.

Many Canadians, both French and English speaking, are skeptical of the true costs. . .

J'aimerais bien contredire le député et lui dire qu'il n'y a pas plusieurs Canadiens de langue française qui manifestent du scepticisme, bien au contraire. Quant à ses chiffres, j'aimerais qu'il m'apporte des preuves à l'appui.

I would certainly like to contradict the member and tell him that, quite to the contrary, few French-speaking Canadians are skeptical about this matter. As for his figures, I would like him to give the Committee some proof.

J'ai une circonscription qui compte 70 p. 100 d'anglophones. Ils sont très rares ceux qui manifestent un scepticisme quant aux coûts réels et ma circonscription est la plus vaste au Canada en ce qui trait au nombre de fonctionnaires qui y résident; 30 p. 100 de ces fonctionnaires sont obligés d'être bilingues.

Seventy percent of the people in my riding are anglophones. Very few of them are skeptical about the true costs of bilingualism, and my riding has the highest number of public servants; 30% of them have to be bilingual.

Les chiffres du gouvernement, nous dit le député, sont la cause du scepticisme. Deux ou trois réunions de ce Comité ont prouvé que ces chiffres sont bel et bien corrects.

The member tells us that the government's figures have given rise to skepticism. Two or three meetings of this Committee have proven that these figures are certainly correct.

Monsieur veut faire le débat sur les mérites des langues officielles et l'unité canadienne. Il dit:

Mr. Ringma wants to debate the merits of official languages and national unity. He says that this is:

C'est dans l'intérêt de l'unité canadienne.

"in the interest of Canadian unity."

[Texte]

J'aimerais bien connaître sa vraie définition de l'unité canadienne. Sa définition est-elle *a new Canada and a new Quebec*?

Madame la présidente, je termine en disant que le député devrait avoir honte de vouloir diviser le pays comme il est en train de le faire. Merci.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Merci, monsieur Bellemare.

Mr. Adams (Peterborough): I always find it interesting that we never see a motion of this type, either here or in other places, on the cost of not having the two official languages. I must say, if there were such a motion I would be inclined to support it.

I see motions like this, again not only in this place but elsewhere. I think they are the result of a sterile obsession with a certain aspect of our confederation. I always think of the Northwest Territories. The Northwest Territories is an unbelievably young and unbelievably diverse part of confederation that functions normally in its legislature in eight languages, including the two official languages of Canada. It does that very willingly as an appropriate and efficient way for a very young, diverse part of the country to function.

If I am able to vote—I am not sure I can yet—I would certainly vote against this motion.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Your comments are welcome, but I am sorry, you cannot vote yet.

Mr. Boudria: A form is coming.

M. McTeague: Merci, madame la présidente, de m'avoir donné l'occasion de prendre la parole. Je n'oserais jamais éviter de me prononcer sur une motion qui, si elle était adoptée, irait contre mes convictions personnelles.

[Traduction]

I'd certainly like to know his real definition of Canadian unity. Is his definition a new Canada and a new Quebec?

Madam Chair, in closing I would say that the member should be ashamed of acting like this and trying to divide the country. Thank you.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Thank you, Mr. Bellemare.

M. Adams (Peterborough): Il est toujours intéressant de constater que personne ne présente jamais une motion, ici ou ailleurs, sur les coûts qui seraient engendrés si nous n'avions pas deux langues officielles. Je dois dire que si jamais elle est présentée, j'aurais tendance à appuyer une telle motion.

On présente des motions comme celles-ci ailleurs aussi. À mon avis, c'est le résultat d'une obsession stérile pour un certain aspect de notre Confédération. Je pense toujours aux Territoires du Nord-Ouest. C'est une région des plus jeunes et des plus diversifiées de la Confédération et, à l'assemblée législative, on parle normalement huit langues différentes, y compris les deux langues officielles du Canada. On les parle sans se poser de questions, car dans une région aussi nouvelle et aussi diversifiée il est approprié et efficace de le faire.

Si je peux voter—je ne suis pas encore certain de pouvoir le faire—je voterai certainement contre cette motion.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Nous apprécions vos observations, mais je suis désolée, vous ne pouvez pas encore voter.

M. Boudria: Le formulaire de procuration arrive.

Mr. McTeague: Thank you, Madam Chair, for giving me this opportunity to speak. I would never dare avoid speaking on a motion which, if adopted, would go against my personal convictions.

• 1750

Je suis un anglophone qui a appris le français à cause du caractère bilingue officiel au Canada. Je pense que les coûts énoncés par le commissaire aux langues officielles sont véridiques. Je suis également d'accord avec les députés qui m'ont précédé en ce qui a trait à la présence et l'importance du bilinguisme officiel.

I believe it's important that we understand this country was forged together on the basis of two languages, two cultures, and that principle remains very much alive today, not just among previous generations but particularly among the Canada of tomorrow. It is interesting that the author of this resolution did not challenge that information about young people taking this as an option for tomorrow.

It is not by accident that large companies have an active policy of bilingualism that they do try to promote to ensure that Canada is not just open to itself through bilingualism but that it's open to the rest of the world. What a comparative advantage we have. Yet this kind of resolution, I believe, leads not to national unity but to disentanglement, to disunity. More important, if carried out to its fullest extent it would probably do a great deal of disservice to the competitive Canada of tomorrow.

I am an anglophone who learned French because of the bilingual character of Canada. I think that the costs stated by the Commissioner of Official Languages are the true costs. I also agree with the members who spoke before me regarding the existence and importance of official bilingualism.

Nous devons comprendre qu'un des fondements de ce pays est l'existence de deux langues, de deux cultures et que ce principe vaut encore aujourd'hui, non seulement pour les générations actuelles, mais également pour les générations à venir. Il convient de noter que l'auteur de la motion n'a pas vérifié ce fait auprès des jeunes qui considèrent que le bilinguisme est une option pour l'avenir.

Ce n'est pas par accident que les grandes sociétés ont une politique de promotion du bilinguisme. Elles tentent de s'assurer que le Canada s'ouvre, non seulement à toutes les possibilités domestiques, mais également au monde entier par ce moyen. Nous avons un avantage par rapport aux autres pays. La motion, selon moi, ne tend pas à l'unité nationale, mais à la séparation et à la désunion. Plus encore, si elle est appliquée dans son sens le plus strict, elle peut nuire considérablement à la compétitivité du Canada de demain.

[Text]

[Translation]

I do not know from where the figures are taken that this is a burning issue or that these figures are based on the opinions of many Canadians. I am sure many Canadians have many opinions. It's just that we have to distinguish between what is vexatious and what is responsible. A responsible resolution in this case may have been to question the matter of the figures without trying to sneak them through the back door as a one-trick pony by suggesting that in some way this has something to do with national unity.

It is for obvious reasons that I have absolutely no difficulty in encouraging all members here to vote against this resolution, including the member who presented it. If this were a responsible motion, I believe you would have the honour, as a Canadian, to withdraw it

en tant que bilingue et en tant que Canadien.

La coprésidente (Mme Ringuette—Maltais: Monsieur Ringma, quelques mots pour clôturer ce débat?

Mr. Ringma: I feel insulted by your retort, sir, and I don't mind telling you square to your face that I'm as Canadian as you are, perhaps more Canadian. I believe in the unity of this country, which hangs Quebec in as part of it as well.

I do not know who you are listening to, but I'm speaking for a segment of the population. What I hear out there is that we are not getting all of the figures. We're unhappy with what's happening. That is why I worded this motion precisely that way, that it should be heading us toward unity—dispel the rumours. Even Mr. Goldbloom this afternoon said some correct words in saying that there's a perception out there that everything has to be translated.

Let's get these misperceptions out into the open. Let people hear what is wrong, what is false, or what is wrongly assumed here. For you or anyone else to say that I am working against unity I find totally insulting. You are unable or unwilling to listen objectively to what I said. I had the same thing in the chamber several weeks ago when I gave a dissertation. Immediately after I was finished, Mr. Bellemare presented a rebuttal that I think must have been written the week before.

If I speak on any aspect of bilingualism I expect to be shot down, to be attacked, and to be told that there is no room in this country to discuss it or to dispute anything that is said. For goodness' sake, we've seen some of the argument here today: \$43 million for the translation of manuals in the frigate program. The commissioner is not allowed to use that figure as part of the actual cost of bilingualism.

• 1755

I suggest that the procedures are faulty. There should be nothing wrong with our addressing the procedures, trying to bring some clarity to them, particularly so that we can present that to the public and let it see what is going on.

I guess the conclusion is that if there's nothing wrong with the figures, or this or that, why on earth can't we bring them out into the open? What could you possibly have to object to in bringing these figures out and tabling them? It is going to take some time; it won't be done just like that. Allow Treasury Board and the Commissioner of Official Languages to table these figures and allow them to answer the questions.

Je ne sais d'où viennent les chiffres et s'ils sont si mal vus des Canadiens. Je suis sûr que l'opinion des Canadiens varie beaucoup. Nous devons cependant faire la différence entre ce qui a pour but de contrarier et ce qui est responsable. Une motion responsable, dans ce cas, aurait pu servir à contester les chiffres sans insinuer indirectement que la question a à voir avec l'unité nationale.

Pour toutes ces raisons, je n'hésite pas à encourager les députés, y compris celui qui l'a proposée, à rejeter la motion. Si vous étiez responsable, vous vous feriez un point d'honneur, en tant que Canadien, de la retirer

as a bilingual person and as a Canadian.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette—Maltais): Do you want to say a few words to end the debate, Mr. Ringma?

M. Ringma: Je me sens insulté par votre réplique, monsieur, et je vous dis sans détour que je suis aussi canadien que vous, sinon plus. Je tiens à l'unité de ce pays, qui inclut le Québec également.

Je ne sais pas qui vous écoutez, vous, mais je peux vous dire que je parle au nom d'une partie de la population. D'aucuns estiment que tous les chiffres ne sont pas présentés et sont insatisfaisants. C'est pourquoi j'ai présenté ma motion comme je l'ai fait, en disant que nous devons tendre à l'unité—en faisant d'abord taire les rumeurs. Même M. Goldbloom a convenu cet après-midi que la plupart des gens pensent que tout doit être traduit.

Mettons fin au malentendu. Parlons de ce qui est erroné, de ce qui est mal compris. Je trouve insultant que vous m'accusiez, ou que quiconque m'accuse, de travailler contre l'unité. Vous ne pouvez pas, ou vous ne voulez pas, m'écouter de façon objective. J'ai eu la même réaction il y a quelques semaines lorsque j'ai fait un discours à la Chambre. M. Bellemare est intervenu tout de suite après en faisant un discours qui avait dû être écrit une semaine auparavant.

Chaque fois que je parle d'un aspect quelconque de la politique de bilinguisme, je suis marqué, je suis attaqué; c'est un sujet dont on ne peut pas discuter dans ce pays; il ne faut pas, non plus, mettre en question quoi que ce soit. Enfin! Nous avons pourtant en un exemple de ce qui ne va pas aujourd'hui: 43 millions de dollars sont dépensés pour la traduction de manuels dans le cadre du programme des frégates. Cependant, le commissaire ne peut pas inclure ce chiffre dans le coût réel du bilinguisme.

J'estime que c'est une mauvaise façon de procéder. Nous devrions pouvoir en parler, essayer de clarifier la situation, en prenant à témoin la population.

Si les chiffres sont les vrais chiffres et si les faits sont si clairs, pourquoi ne pouvons-nous pas en discuter ouvertement? Qu'avez-vous à perdre en les révélant? Il faudra du temps, la situation ne sera pas corrigée du jour au lendemain. Permettez donc au Conseil du Trésor et au commissaire aux langues officielles de déposer les chiffres et de répondre aux questions.

[Texte]

Your attitude is no, stifle it, do not bring anything out. I find that personally offensive and certainly not in the logic of heading toward a unified Canada.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): I have a few comments of my own. I would like to put on the record that this is an open committee. We have received the Commissioner of Official Languages and we have received the President of the Treasury Board with verified figures.

Nous allons maintenant mettre la question aux voix. Que tous ceux qui sont pour la motion veuillent bien dire oui. Que tous ceux qui sont contre veuillent bien dire non.

Mr. Bellemare: I'd like a recorded vote.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): M. Bellemare désire un vote par appel nominal, donc le vote de M. Ringma a été inscrit avec les oui. Les votes du sénateur Rivest, de MM. Boudria, Bellemare, McTeague et Adams ont été inscrits avec les non.

La motion est rejetée

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Je voudrais rappeler aux membres du Comité que nous avons une autre rencontre à 16h30 demain, dans cette pièce, pour entendre le ministre de la Défense nationale.

Merci et bonne journée.

[Traduction]

Vous refusez, vous ne voulez pas que les faits soient connus. J'en suis personnellement insulté et je trouve que cela ne fait en rien avancer la cause d'un Canada uni.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Je désire moi-même faire une observation. Je tiens à préciser que ce comité est un comité ouvert. Nous avons reçu le commissaire aux langues officielles ainsi que le président du Conseil du Trésor qui nous a présenté des chiffres vérifiés.

We will now put the question. All those in favour of the motion, please say yes. All those against, please say no.

M. Bellemare: Je demande que le vote soit inscrit.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Since Mr. Bellemare is asking that the vote be recorded, Mr. Ringma's vote is recorded as yes and Senator Rivest, Messrs. Boudria, Bellemare, McTeague and Adams votes are recorded as no.

The motion is lost

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): I remind members of the Committee that we will meet again tomorrow at 4:30 p.m., in this very room, to hear the Minister of National Defense.

Thank you and have a good day.

MAIL  POSTE

Canada Post Corporation/Société canadienne des postes

Postage paid

Port payé

Lettermail

Poste — lettre

**8801320
OTTAWA**

If undelivered, return COVER ONLY to:
Canada Communication Group — Publishing
45 Sacré-Cœur Boulevard,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

*En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:*
Groupe Communication Canada — Édition
45 boulevard Sacré-Cœur,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

WITNESSES

From the Office of the Commissioner of Official Languages:

Dr. Victor C. Goldbloom, Commissioner of Official Languages.

TÉMOINS

Du Bureau du commissaire aux langues officielles:

Victor C. Goldbloom, commissaire aux langues officielles.

The Speaker of the House hereby grants permission to reproduce this document, in whole or in part, for use in schools and for other purposes such as private study, research, criticism, review or newspaper summary. Any commercial or other use or reproduction of this publication requires the express prior written authorization of the Speaker of the House of Commons.

If this document contains excerpts or the full text of briefs presented to the Committee, permission to reproduce these briefs in whole or in part, must be obtained from their authors.

Available from Canada Communication Group — Publishing,
Public Works and Government Services Canada,
Ottawa, Canada K1A 0S9

Le Président de la Chambre des communes accorde, par la présente, l'autorisation de reproduire la totalité ou une partie de ce document à des fins éducatives et à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé de journal. Toute reproduction de ce document à des fins commerciales ou autres nécessite l'obtention au préalable d'une autorisation écrite du Président.

Si ce document renferme des extraits ou le texte intégral de mémoires présentés au Comité, on doit également obtenir de leurs auteurs l'autorisation de reproduire la totalité ou une partie de ces mémoires.

En vente: Groupe Communication Canada — Édition,
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada,
Ottawa, Canada K1A 0S9

SENATE
HOUSE OF COMMONS

Issue No. 4

Wednesday, May 11, 1994

Joint Chairs:

The Honourable Gerald Ottenheimer, Senator
Pierrette L. Ringuette-Maltais, M.P.

SÉNAT
CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 4

Le mercredi 11 mai 1994

Coprésidents:

L'honorable Gerald Ottenheimer, sénateur
Pierrette L. Ringuette-Maltais, députée

*Minutes of Proceedings and Evidence of the Standing Joint
Committee the Senate and of the House of Commons on*

*Procès-verbaux et témoignages du Comité mixte permanent
du Sénat et de la Chambre des communes des*

Official Languages

Langues officielles

RESPECTING:

Pursuant to Standing Order 108(4)(b), study of the Official
Language policies and programs—(Department of National
Defence)

CONCERNANT:

Conformément à l'article 108(4)b) du Règlement, étude des
politiques et programmes des langues officielles—(ministère
de la Défense nationale)

APPEARING:

Hon. David Collenette, Minister of National Defence and
Minister of Veterans Affairs

COMPARAÎT:

L'hon. David Collenette, Ministre de la Défense nationale et
ministre des Anciens combattants

WITNESSES:

(See back cover)

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)



First Session of the Thirty-fifth Parliament, 1994

Première session de la trente-cinquième législature, 1994

STANDING JOINT COMMITTEE OF THE SENATE AND OF
THE HOUSE OF COMMONS ON OFFICIAL LANGUAGES

Joint Chairs: The Honourable Gerald Ottenheimer, Senator
Pierrette L. Ringuette-Maltais, M.P.

Joint Vice-Chairs: Warren Allmand
Pierre de Savoye

Representing the Senate:

The Honourable Senators

Eymard Corbin
Jean-Claude Rivest—(3)

Representing the House of Commons:

Members

Eugène Bellemare
Don Boudria
Dan McTeague
Bob Ringma—(7)

Associate Member

Suzanne Tremblay

(Quorum 6)

Jacques Lahaie

Serge Pelletier

Joint Clerks of the Committee

COMITÉ MIXTE PERMANENT DU SÉNAT ET DE LA
CHAMBRE DES COMMUNES DES LANGUES OFFICIELLES

Coprésidents: L'honorable Gerald Ottenheimer, sénateur
Pierrette L. Ringuette-Maltais, députée

Vice-coprésidents: Warren Allmand
Pierre de Savoye

Représentant le Sénat:

Les honorables sénateurs

Eymard Corbin
Jean-Claude Rivest—(3)

Représentant la Chambre des communes:

Membres

Eugène Bellemare
Don Boudria
Dan McTeague
Bob Ringma—(7)

Membre associé

Suzanne Tremblay

(Quorum 6)

Les cogreffiers du Comité

Jacques Lahaie

Serge Pelletier

ORDER OF REFERENCE OF THE SENATE

Wednesday, May 11, 1994

ORDERED: That a Message be sent to the House of Commons to inform that House that the name of the Honourable Senator Stollery has been substituted for that of the Honourable Senator Corbin on the list of Senators serving on the Standing Joint Committee on Official Languages.

*ATTEST***ORDRE DE RENVOI DU SÉNAT**

Le mercredi 11 mai 1994

ORDONNÉ: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le nom de l'honorable sénateur Stollery a été substitué à celui de l'honorable sénateur Corbin sur la liste des sénateurs qui font partie du Comité mixte permanent des langues officielles.

*ATTESTÉ**Le Greffier du Sénat*

PAUL C. BÉLISLE

Clerk of the Senate

PROCÈS-VERBAL

LE MERCREDI 11 MAI 1994

(6)

[Texte]

Le Comité mixte permanent des Langues officielles se réunit aujourd'hui, à 16 h 37, dans la pièce 112-N de l'édifice du Centre, sous la présidence de Pierrette Ringuette-Maltaise (*coprésidente*).

Membres du Comité présents

Représentant le Sénat : Eymard Corbin, Jean-Claude Rivest.

Représentant la Chambre des communes : Warren Allmand, Eugène Bellemare, Don Boudria, Pierre de Savoye, Dan McTeague, Bob Ringma, Pierrette L. Ringuette-Maltaise.

Autres membres présents : Sénateur Noel Kimsella, Sénateur Peter Stollery, Claude Bachand.

Aussi présente : Du Service de recherche de la Bibliothèque du Parlement : Françoise Coulombe, attachée de recherche.

Comparait : L'hon. David Collenette, ministre de la Défense nationale et ministre des Anciens combattants.

Témoins : Du ministère de la Défense nationale : Robert Fowler, sous-ministre général; lieutenant général Paddy O'Donnell, vice chef d'état-major; lieutenant général P.G. Addy, sous-ministre adjoint (personnel).

En conformité de l'Article 108(4)b) du Règlement, le Comité procède à l'étude des politiques et programmes des langues officielles du ministère de la Défense nationale.

Le Ministre de la Défense nationale et ministre des anciens combattants fait une déclaration et avec les témoins, répond aux questions.

À 17 h 22 la séance est levée.

À 17 h 57 la séance reprend.

À 19 h 24, le Comité s'ajourne jusqu'à nouvelle convocation de la présidence.

Le cogreffier du Comité

Jacques Lahaie

MINUTES OF PROCEEDINGS

WEDNESDAY, MAY 11, 1994

(6)

[Translation]

The Joint Standing Committee on Official Languages met at 4:37 o'clock p.m. this day, in Room 112-N, Centre Block, the Joint Chair, Pierrette Ringuette-Maltaise, presiding.

Members of the Committee present:

Representing the Senate: Eymard Corbin, Jean-Claude Rivest.

Representing the House of Commons: Warren Allmand, Eugène Bellemare, Don Boudria, Pierre de Savoye, Dan McTeague, Bob Ringma, Pierrette L. Ringuette-Maltaise.

Other Members present: Senator Noel Kinsella, Senator Peter Stollery, Claude Bachand.

In attendance: From the Research Branch of the Library of Parliament: Françoise Coulombe, Research Officer.

Appearing: The Hon. David Collenette, Minister of National Defence and Minister of Veterans Affairs.

Witnesses: From the Department of National Defence: Robert Fowler, Deputy Minister; Lieutenant General Paddy O'Donnell, Vice Chief of the Defence Staff; Lieutenant General P.G. Addy, Assistant Deputy Minister (Personnel).

Pursuant to Standing Order 108(4)(b), the Committee considered the Official Languages policies and programs of the Department of National Defence.

The minister made a statement and, with the witnesses, answered questions.

At 5:22 o'clock p.m., the sitting was suspended.

At 5:57 o'clock p.m., the sitting resumed.

At 7:24 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

Jacques Lahaie

Joint Clerk of the Committee

[Texte]

EVIDENCE

[Recorded by Electronic Apparatus]

Wednesday, May 11, 1994

[Traduction]

TÉMOIGNAGES

[Enregistrement électronique]

Le mercredi 11 mai 1994

• 1643

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): À l'ordre!

Monsieur le ministre, on voudrait vous souhaiter la bienvenue et vous remercier d'avoir accepté aussi rapidement de venir faire une présentation et de répondre aux questions des députés.

Donc, sans plus tarder, on vous laisse la place pour une courte présentation qui sera suivie d'une période de questions de cinq minutes par membre du Comité. Nous commencerons par l'opposition et nous alternerons par la suite. Monsieur le ministre, la parole est à vous.

L'honorable David Collenette (ministre de la Défense nationale et ministre des Anciens combattants): Merci, madame la présidente. D'abord, le sous-ministre arrivera dans quelques instants. J'aimerais présenter, à ma gauche, le chef d'état-major, le général de Chastelain; le sous-ministre adjoint (Personnel), le lieutenant-général Addy. Dans quelques instants, nous aurons également le vice chef d'état-major.

Je regrette, madame la présidente, d'être en retard cet après-midi, mais j'avais une réunion avec le Premier ministre. C'est une personne qui a une plus grande demande sur moi que le Comité.

La dernière fois que le ministre de la Défense nationale a comparu devant un comité parlementaire des langues officielles remonte au 3 décembre 1992. Cet après-midi, je me réjouis de pouvoir faire le point sur les progrès accomplis dans la mise en oeuvre du programme des langues officielles à la Défense nationale, c'est-à-dire dans la communauté que forme le ministère et les Forces canadiennes. Je parlerai en particulier de la participation des francophones et des anglophones ainsi que de l'usage des deux langues officielles.

I'd like to begin by assuring you that I, the senior officials of my department, and the senior officers of the Canadian forces, all take the matter of official languages quite seriously. We continue to abide by the policy and practices set out in the document entitled "Official Languages in Department of National Defence and the Canadian Forces".

• 1645

Indeed, our aim is to ensure that Canadians who choose to serve their country as members of the armed forces, or to pursue their careers as DND civilian employees, may do so in an environment that complies with the letter and spirit of the Official Languages Act of 1988—sorry, 1968. I believe there is a typing error here. Oh, it's 1988 as well. Sorry, I've been out of politics for nine years. To me the landmark was the Official Languages Act, which was in 1969.

The Joint Chairperson (Mrs. Ringuette-Maltais): Order, please!

Mr. Minister, we would like to welcome you and to thank you for having responded so quickly to our invitation to come and make a presentation to the committee and reply to members' questions.

So, without further ado, we will give you the floor for a brief presentation, to be followed by a question period of five minutes per committee member. Questioning will begin with the opposition, and we will alternate thereafter. Minister, you have the floor.

The Honourable David Collenette (Minister of National Defence and Minister of Veterans Affairs): Thank you, Madam Chairperson. The Deputy Minister will be here in a few moments. Allow me to introduce, to my left, the Chief of Defence Staff, General de Chastelain; the Assistant Deputy Minister (Personnel), Lieutenant General Addy. In a few moments, we will also be joined by the Vice-Chief of Defence Staff.

I am sorry I was late this afternoon, Madam Chairperson, but I had a meeting with the Prime Minister. I'm afraid I am bound to attend to his call before that of the committee.

The last time a Minister of National Defence appeared before a parliamentary Committee on Official Languages was on December 3, 1992. I appreciate this opportunity to be here this afternoon, to report on our progress to date in implementing the Official Languages Program at National Defence—that is the Department of National Defence and the Canadian Forces. In particular, I will discuss two issues: the equitable participation of francophones and anglophones in the organization, and the use of both official languages in the workplace.

Sachez bien que les hauts fonctionnaires de mon ministère, l'état-major des Forces canadiennes et moi-même prenons très au sérieux la question des langues officielles. Dans ce domaine, nous continuons de suivre une politique et des pratiques bien établies, décrites dans le document intitulé: Les langues officielles au ministère de la Défense nationale et dans les Forces canadiennes.

En effet, nous voulons nous assurer que les Canadiens et les Canadiennes qui choisissent de servir le Canada dans les Forces armées, ainsi que les employés civils du ministère de la Défense, peuvent poursuivre leur carrière dans un milieu et des conditions qui respectent les exigences et l'esprit de la Loi sur les langues officielles de 1988... Ou plutôt de 1968, excusez-moi. Il doit y avoir une erreur typographique ici. Oh, c'est aussi 1988. Désolé; cela fait neuf ans que je n'ai pas fait de politique. En ce qui me concerne, c'est la Loi sur les langues officielles qui fut l'événement marquant, en 1969.

[Text]

[Translation]

I want to stress that the two groups that make up the national defence establishment are military personnel and civilian employees. Together they form a complex organization with its own unique way of operating. This complexity is reflected in the whole issue of official languages within the organization. The complexity becomes all the more apparent when our official language model is examined.

My intention today is to review what we've accomplished thus far, within the framework of this model, as well as to explain to you what still needs to be done.

I'll begin by describing the present status of the three pillars of our official languages program, namely language of work, equitable participation of francophones and anglophones, and communication with and provision of services to the public.

Premièrement, la langue de travail. Le premier pilier, la langue de travail, représente le plus grand défi dans l'application du programme des langues officielles. On a établi un modèle adapté aux besoins précis de la Défense nationale, c'est-à-dire qu'on veut mettre l'utilisation de l'anglais et du français dans les opérations militaires et dans l'administration. Le but était non pas de rendre tout le monde bilingue, c'est très important de dire cela, mais de permettre aux anglophones de travailler en anglais, et aux francophones de travailler en français, tout en respectant les exigences des postes et des besoins opérationnels des unités.

Certaines unités furent donc désignées soit unité de langue française, ULF si vous voulez, soit ULA, unité de langue anglaise, ou encore UB pour unité bilingue. Pour illustrer ce milieu unique dans les Forces canadiennes, permettez-moi de prendre quelques instants pour expliquer comment ce bilinguisme institutionnel fonctionne dans la réalité.

Étant donné la composition linguistique des Forces canadiennes, la plupart des unités sont de langue anglaise. Cependant, nous avons des unités de langue française et des ULA dans chaque grand domaine opérationnel. Les navires, les bataillons d'infanterie, les escadrons d'aviation entre autres, ont été désignés soit ULF, soit ULA, et d'autres UB.

Dans le cas des régiments d'infanterie, deux régiments sont désignés ULA: le *Princess Patricia Light Infantry* et le *Royal Canadian Regiment*, alors que le Royal 22^e Régiment est une ULF.

Par ailleurs, les aviateurs de CF-18 basés à Bagotville fonctionnent la plupart du temps en français, sauf lors des exercices conjoints avec les États-Unis dans le cas de NORAD ou de l'OTAN, ou avec leurs collègues de Cold Lake, en Alberta.

Un autre exemple, à bord de *NCSM Ville de Québec*, la quatrième de nos frégates dont le port d'attache est Halifax, tout l'équipage travaille en français, du cuisiner au capitaine. Par contre, de par leurs fonctions, les opérateurs de communications radio doivent être bilingues. Pour les mêmes raisons, nos navires ravitailleurs qui desservent des navires ULF et ULA sont désignés unités bilingues.

Je soulignerai que les deux grandes composantes—civiles et militaires—de la Défense nationale en font une organisation complexe, qui fonctionne dans un milieu unique en son genre. Cette complexité inhérente à la question des langues officielles à la Défense nationale saute aux yeux lorsqu'on examine notre modèle des langues officielles.

J'aimerais aujourd'hui décrire les progrès accomplis dans le cadre de ce modèle, ainsi que les mesures adoptées pour faire le chemin qu'il nous reste à parcourir.

Je commencerai donc par vous donner un rapport d'étape sur les trois piliers de notre programme des langues officielles, soit: la langue de travail, la participation équitable des francophones et des anglophones et la prestation de services au public.

Firstly, the language of work. The first pillar, the language of work, represents our greatest challenge in implementing the official languages program. We have developed an official languages model adapted to the specific needs of the Department of National Defence, a model that permits the use of English and French in military operations as well as in administrative settings. The aim was not to make everyone bilingual—it is very important to point that out—but rather, we wanted anglophones to be able to work in English and francophones to be able to work in French, while meeting the requirements of their positions and the operational needs of their units.

For this reason, some units were designated French-language units, or FLUs; others, English-language units, or ELUs; and others still bilingual units, or BUs. To illustrate the unique environment of the Canadian Forces, let me take a few moments to explain how this institutional bilingualism actually works.

Given the linguistic composition of the Canadian Forces, most units carry an ELU designation. However, we have FLUs and ELUs in each of our major operational groups. Infantry battalions, and air squadrons and ships have been designated as FLUs, ELUs or BUs.

In the case of infantry regiments, there are two English-Language units—Princess Patricia's Canadian Light Infantry and the Royal Canadian Regiment—and one French-Language unit—the Royal 22^e Regiment.

In the case of the CF-18 squadrons based at Bagotville, air crews normally operate in French except when conducting joint exercises with their US counterparts, as part of NATO or NORAD agreements, or with their colleagues from Cold Lake, Alberta.

A naval example is HMCS Ville de Québec—the fourth of our new frigates—whose homeport is Halifax. The working language of the ship is French—and this applies to the entire crew, from the cook to the captain. The one exception is the team of radio operators of the ship, who, because of their duties, must be bilingual. For the same reasons, our replenishment ships, who serve both FLU and ELU designated vessels, are designated bilingual units.

[Texte]

One anomaly that can result from these designations is that the linguistic profile of an operational unit or of a military base does not always reflect the demographics of the surrounding area. In fact, statistics show that as of March 31, 1994, 28.5% of our regular force members are recruited in Quebec, yet only 13.8% actually serve in that province.

In other words, the situation is very complex. This is probably one of the reasons why in 1992, the then Minister of National Defence asked a departmental committee to study the matter. The committee made a number of recommendations, including the following.

First, in the case of bilingual units, civilian and military personnel must be able to communicate with their subordinates in whichever official language those subordinates prefer. In the case of the ELUs and the FLUs, they must be able to communicate in the language of the unit.

● 1650

Second, if current plans are to be implemented, we must address the problem of the shortage of bilingual anglophones.

There is one final point I would like to make on the issue of language of work. Far more than in the past, francophone military personnel today are able to work in French. What's more, they can take their basic training and their technical training in French. In fact, 80% of those who have completed basic technical training took courses in their language of choice. By the year 2002 all advanced technical courses will be offered in French as well as English, in accordance with our implementation plan.

Turning now to the matter of equitable participation, the second pillar of our official languages program, our policy is to ensure that English-speaking and French-speaking Canadians have the same employment and promotion opportunities in the Department of National Defence and the Canadian forces. We are striving to ensure that the composition of the organization as a whole reflects as nearly as possible the national representation of our two language groups, while also taking into account our mandate, unit location, and clientele.

Du côté militaire, pour examiner la participation des francophones, nous avons procédé à une analyse complète du recrutement, de l'enrôlement, des promotions et du taux d'attrition des officiers et des militaires au cours des 15 à 20 dernières années. Les conclusions tirées de cet examen sont contenues dans un rapport interne dit rapport Bender. En général, il en ressort que nous atteindrons l'objectif de la participation équitable visée pour l'an 2002, à l'exception de trois groupes professionnels militaires sur 235.

Les statistiques publiées par le Conseil du Trésor révèlent qu'en décembre 1991, la proportion des anglophones dans les Forces canadiennes se chiffrait à 74,2 p. 100 et celle des francophones à 25,7 p. 100. Nous avons donc pratiquement atteint la proportion établie par les groupes de représentation nationale, 74 p. 100 d'anglophones et 26 p. 100 de francophones. Dans l'ensemble du ministère et des Forces canadiennes, la participation est aussi équitable. Nous sommes conscients que

[Traduction]

L'une des difficultés auxquelles nous faisons face découle de ce que la désignation linguistique des unités opérationnelles ou des bases militaires ne correspond pas toujours à la démographie des environs. En effet, les statistiques révèlent qu'au 31 mars 1994, 28,5 p. 100 des effectifs de la force régulière étaient recrutés au Québec, alors que seulement 13,8 p. 100 servent dans cette province.

Autrement dit, la situation est très complexe. C'est probablement l'une des raisons pour lesquelles, en 1992, le ministre de la Défense à l'époque avait mandaté un comité ministériel pour examiner la situation. Cette étude a donné lieu, entre autres, aux recommandations suivantes:

Premièrement, il est nécessaire que civils et militaires puissent communiquer avec leur subordonnés dans la langue officielle de choix des subordonnés—dans le cas des unités bilingues—et dans la langue de l'unité, pour les ULA et les ULF.

Deuxièmement, pour réaliser le plan d'application actuel, il est d'importance primordiale de remédier à la pénurie d'anglophones bilingues.

Pour conclure sur la langue de travail, je dirais que, beaucoup plus que par le passé, les militaires francophones peuvent travailler en français et suivre leur formation de base et technique dans la langue officielle de leur choix. En effet, 80 p. 100 des finissants en formation technique de base ont suivi leurs cours dans la langue de leur choix. Quant aux cours techniques avancés, ils seront tous offerts en anglais et en français d'ici l'an 2002, conformément à notre plan d'application.

En ce qui a trait à la participation équitable, le deuxième pilier de notre programme des langues officielles, nous avons pour politique de veiller à ce que les Canadiens de langue anglaise et de langue française aient les mêmes possibilités d'emploi et d'avancement au ministère de la Défense et dans les Forces canadiennes. Nous nous efforçons de faire en sorte que les effectifs reflètent le mieux possible la représentation des deux groupes linguistiques du Canada, compte tenu de notre mandat, de l'emplacement des unités et de la clientèle visée.

To assess the participation of francophones in the military, we conducted a thorough analysis of the recruitment, enrolment, promotions and attrition rates of officers and non-commissioned members over the past 15 to 20 years. The conclusions drawn from this analysis are presented in an in-house report known as the Bender report. That study concludes that we will reach the equitable participation goal prescribed for the year 2002 in all but three of a total of 235 military occupations.

Statistics published by Treasury Board reveal that in December 1991, the proportion of anglophones in the Canadian Forces was 74.2% and that of the francophones was 25.7%. We have, therefore, virtually achieved the prescribed ratio of 74% anglophones and 26% francophones—which reflects the current national percentages. In general, therefore, the department and the Canadian Forces are well on the way to realizing the goal of equitable participation. We are aware that some adjustments are

[Text]

des ajustements sont encore nécessaires au niveau supérieur et nous travaillons à remédier à cette situation.

Communication with and the provision of services to the public constitutes the third pillar of our official languages program. The role or mandate of the department and the Canadian forces does not involve direct service to the public. That being said, some units must communicate with and provide services to the public in both official languages. For example, in our public affairs and recruiting activities, in the coordination of our search and rescue operations, and in our demonstration units, such as the Sky Hawks parachute team and the Snowbirds air squadron, we do provide service to and communicate with the public. Moreover, in locations where the demographics warrant, Canadian forces bases and stations provide a bilingual point of contact with the public.

We continue to work closely with officials of the Treasury Board secretariat to ensure that the Department of National Defence respects the spirit of the regulations governing official languages.

Having reviewed the three pillars of the official languages program, I'd like to briefly say a few words about the Canadian forces' commitment to a bilingual officer corps. I know there's great interest in that subject in this room, given some of the measures taken in the recent budget. I also wish to touch on the most recent report of the Commissioner of Official Languages and specifically his conclusions about our department.

Le concept de corps d'officiers bilingues a été adopté par le Conseil des Forces armées, le 28 juin 1988. Il répondait aux besoins qu'ont les officiers supérieurs de pouvoir diriger leurs subordonnés dans les deux langues officielles. À l'heure actuelle, ce concept est étudié par un groupe de travail conjoint de représentants du commissaires aux langues officielles et de la Défense nationale; nous travaillons à raffiner ce concept, en particulier à ce qui a trait aux points soulevés par le commissaire. Nous entendons mettre en oeuvre la modalité suivante: à partir du 1^{er} janvier 1998, tous les officiers promus au grade de lieutenant-colonel devront normalement être bilingues. C'est dans cette perspective qu'à partir de l'année universitaire 1996-1997, tous les diplômés de notre Collège militaire canadien devront être fonctionnellement bilingues.

• 1655

I'd like to remind you that these measures are in line with bilingualism requirements set out by the Treasury Board in 1987 for the whole public service. Thus all managers at National Defence must by March 31, 1998, demonstrate a high level of functional bilingualism—in other words, a second-language profile of C-B-C.

As I stated at the beginning of my remarks, the deputy minister, who has just arrived, and the Chief of the Defence Staff share my commitment to respond seriously to the comments of the Commissioner of Official Languages. That is

[Translation]

still required at more senior levels, and we are working to remedy that situation.

Les communications avec le public et la prestation de services constituent le troisième pilier de notre programme des langues officielles. La Défense nationale n'a pas pour mandat primordial de servir le public. Cependant, certaines unités doivent communiquer avec le public et lui fournir des services dans les deux langues officielles. C'est le cas des affaires publiques, du recrutement, de la coordination des opérations de recherche et de sauvetage, des unités de démonstration à caractère public, telle l'équipe de parachutistes Sky Hawks et celle de voltige aérienne, les «Snowbirds». En outre, dans les endroits où la composition démographique le justifie, les bases et stations des Forces canadiennes offrent un point de contact bilingue avec le public.

Dans ce domaine, pour s'assurer que la Défense nationale respecte l'esprit des règlements relatifs aux langues officielles, notre personnel collabore sur une base continue avec les fonctionnaires du Secrétariat du Conseil du Trésor.

Ayant passé en revue les trois piliers du Programme des langues officielles, j'aimerais dire deux mots sur l'engagement des Forces canadiennes vis-à-vis de la mise sur pied d'un corps d'officiers bilingues. Je sais que ce sujet intéresse grandement les personnes réunies dans cette salle, vu certaines des mesures qui ont été annoncées dans le dernier budget. Je mentionnerai aussi brièvement le dernier rapport du Commissaire aux langues officielles, et ses conclusions en ce qui a trait à la Défense nationale, notamment.

The concept of a bilingual officer corps was adopted by the Armed Forces Council on June 28, 1988. This addressed the requirement for senior officers to be able to exercise command over their subordinates in both official languages. This concept of a bilingual officer corps is currently being studied—and refined—by a joint working group, composed of representatives from the Office of the Commissioner of Official Languages and from DND. The aim is to address a number of points raised by the Commissioner of Official Languages. And we intend to put in place the following provision: as of January 1, 1998, all officers promoted to the rank of lieutenant colonel will normally have to be bilingual. For the same reason, another policy will be put into effect—namely, that by academic year 1996-1997, all graduates of the Canadian Military College will have to be functionally bilingual.

Je me permets de rappeler ici que ces mesures correspondent à l'exigence en matière de bilinguisme décrétée par le Conseil du Trésor, dès 1987, pour l'ensemble de la fonction publique. Selon cette décision, au plus tard le 31 mars 1998, tous les titulaires de postes de gestion à la Défense nationale devront posséder un profil linguistique en langue seconde de C-B-C, ce qui représente un niveau de bilinguisme fonctionnel fort.

Comme je l'ai dit au début de mon allocution, le sous-ministre, qui vient d'arriver, ainsi que le chef d'état-major des Forces canadiennes et moi-même prenons très à coeur les commentaires du commissaire aux langues officielles. C'est

[Texte]

why we are pleased to learn that his most recent report acknowledged that progress had been made over the past year in the three pillars of the official languages program, even though, according to Mr. Goldbloom, this progress "has sometimes been slow, no doubt because of the complexity of the organization involved".

A most fair comment, I might add.

Pour conclure, fort de l'appui que m'offrent les autres fonctionnaires de mon Ministère et l'état-major des Forces canadiennes, je tiens à affirmer devant mes honorables collègues ma détermination à voir à la mise en oeuvre continue du Programme des langues officielles à la Défense nationale. Je compte aussi sur le soutien des membres du Comité et sur leurs conseils judicieux qu'ils voudront bien me prodiguer.

I'd now be happy to take your questions. As I mentioned, we have the deputy minister, the Chief of the Defence Staff, and General Addy, who is the assistant deputy minister in charge of personnel.

Since I was late, I certainly will make up the time and give you all an opportunity to ask me and my colleagues questions.

Merci madame.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Merci beaucoup, monsieur le ministre.

Nous allons passer aux questions.

Monsieur de Savoye.

M. de Savoye (Portneuf): Monsieur le ministre, j'ai écouté votre présentation. Dès le début vous indiquez que vous prenez très au sérieux la question des langues officielles. Vous m'en voyez réjoui. Cependant, je ne peux, en même temps, faire autrement que d'apprécier votre courage car la pente à remonter est assez raide. Vous me permettez, pour illustrer mon propos, de remonter un peu dans le temps, deux ou trois ans en arrière, et d'enrober un peu ma question qui, elle, va être très actuelle de cette manière-là.

Vous vous rappellerez, en 1991, que l'ex-militaire Bernard Leblanc, avait été traité, et je fais la traduction française, de maudite grenouille par son supérieur immédiat. Il a porté plainte et contre toute attente il a été débouté par la Commission des droits de la personne. Cependant, on le sait, entre temps le supérieur en cause dans cette injure à été promu. Dans son rapport annuel, le commissaire aux langues officielles traite de ce cas et je le cite. Il dit:

L'adjudant-maître de l'organisation des techniques de maintenance d'aéronefs de l'Escadron 450 à la Base des Forces canadiennes d'Ottawa était incapable de superviser son personnel dans les deux langues officielles. Selon le ministère, la Base d'Ottawa et l'Escadron 450 sont des unités bilingues. Nous avons appris que l'adjudant-maître, mis en cause par ces plaintes, avait été promu adjudant-chef responsable de la discipline de l'Escadron 450.

Je cite toujours le commissaire:

[Traduction]

pourquoi nous nous réjouissons de constater que M. Goldbloom reconnaît les progrès qui ont été réalisés l'an dernier, et ce, dans les trois aspects fondamentaux du programme des langues officielles. Même si, selon le commissaire, ces progrès «sont parfois lents à se réaliser, sans doute à cause de la complexité de cette institution».

C'est une observation très juste, préciserai-je.

To conclude, I would add that in my efforts, I will be assisted by the senior officials of my department and of the Canadian Forces, and I want to reiterate before my honorable colleagues that I will ensure that the official languages program continues to be implemented within the Department of National Defence. And I hope I can count on the support of your committee and the sound advice that you and your colleagues may care to offer.

Je serai maintenant heureux de répondre à vos questions. Comme je l'ai dit, je suis accompagné du sous-ministre, du chef d'état-major et du général Addy, le sous-ministre adjoint responsable du personnel.

Comme j'étais en retard, je me ferai un devoir de rester pendant toute la période prévue afin de reprendre le temps perdu et de vous donner à tous et à toutes l'occasion de nous poser des questions, à moi ou à mes collègues.

Thank you, Madam.

The Joint Chairperson (Mrs. Ringuette-Maltais): Thank you very much, Mr. Minister.

We shall now proceed with the questions.

Mr. de Savoye.

Mr. de Savoye (Portneuf): Mr. Minister, I listened to your presentation. You said right at the outset that you took the matter of the official languages very seriously. I am very happy to hear that. However, I can only add that I also appreciate your courage, because you are swimming upstream against a rather strong current. Please allow me, as an illustration, to go back two or three years in time in order to place my question in its context and highlight its relevance to the current situation.

You will recall that in 1991, Bernard Leblanc, ex-military person, had been called a damn frog by his commanding officer. He complained and contrary to all expectations the Human Rights Commission dismissed his complaint. However, as we know, in the meantime the commanding officer who was accused of proffering that insult was promoted. In his annual report, the Official Languages Commissioner discussed the case, and I quote:

...the master warrant officer of the aircraft maintenance engineering organization of 450 Squadron at Canadian Forces Base Ottawa was unable to supervise his staff in both official languages. ...According to the department, CFB Ottawa and 450 Squadron are bilingual units. ...We learned that the master warrant officer named in these complaints had been promoted chief warrant officer in charge of discipline for 450 Squadron.

And the Commissioner goes on to say:

[Text]

[Translation]

Il est inadmissible, en vertu de la Loi, qu'un sous-officier incapable d'utiliser les deux langues officielles pour s'adresser à ses subalternes dans une unité désignée bilingue, soit appelé à remplir les fonctions de surveillant d'un escadron regroupant des francophones et des anglophones.

Dans la même veine, monsieur le ministre, une lettre était adressée à M. le général de Chastelain par M. le commissaire Goldbloom; c'est une lettre en date du 12 janvier 1994. Il disait:

Permettez-moi d'attirer votre attention sur les faits suivants: le sous-ministre de la Défense nationale a été avisé dès juillet 1991, par le Commissariat, de problèmes sérieux de langue de travail à l'Escadron 450. Déjà, en février 1992, je recommandais au sous-ministre de créer un milieu de travail propice à l'utilisation des deux langues officielles au sein de cette unité. En mai et en juin 1992, le commissariat informait M. Fowler des deux plaintes citées en référence.

C'est toujours M. Goldbloom qui parle!

Je note que deux périodes actives d'affectation se sont écoulées sans changement significatif de personnel, ce qui aurait pu améliorer la capacité de supervision dans les deux langues officielles au sein de cette unité.

Et M. Goldbloom de conclure:

Compte tenu de ce qui précède, je vous saurais gré de revoir et d'améliorer votre plan afin qu'au moins un des deux postes d'adjudant-maître soit doté d'un titulaire compétent dans les deux langues officielles, d'ici au plus trois mois.

C'était en janvier dernier. Ma question a trois volets, monsieur le ministre.

D'abord, que pensez-vous de l'injustice dont a été victime l'ex-militaire Leblanc? Deuxièmement, comment expliquez-vous, qu'après deux périodes actives d'affectation, aucun des changements demandés par le commissaire n'aient eu lieu à l'Escadron 450? Et enfin, au moment où on se parle, monsieur le ministre, le général de Chastelain a-t-il donné suite à la requête du commissaire concernant la dotation d'un poste d'adjudant-maître?

• 1700

M. Collenette: Si vous me le permettez, je vais vous répondre en anglais pour être extrêmement clair, car le cas que vous avez soulevé est très grave.

I appreciate your raising this. It's a very serious matter, which we do not view lightly in the Canadian forces and in the ministry of national defence.

Since 1991, when this situation first came to light, we have cooperated completely with the commissioner in his investigations, as well as in the acceptance and follow-up actions to recommendations contained in his investigation reports.

I think the Chief of the Defence Staff and General Addy will tell you that we are in the process now of posting personnel who are both professional and linguistically competent to ensure supervision in the language of choice of subordinates. Until this

Under the Act it is unacceptable that a warrant officer unable to use both official languages to address his subordinates in a unit identified as bilingual should be asked to perform the duties of supervisor of a squadron that includes English-speaking and French-speaking personnel.

Continuing in the same vein, Mr. Minister, a letter was sent by Commissioner Goldbloom on January 12, 1994 to General de Chastelain. In it, Mr. Goldbloom said:

Allow me to direct your attention to the following facts: the Deputy Minister of National Defence was advised as of July 1991 by the Commissioner's office that there were serious problems with regard to the language of work at 450 Squadron. In February 1992, I had already recommended to the Deputy Minister that a work environment conducive to the use of both official languages be created within that unit. In May and in June 1992, the Commissioner's office informed Mr. Fowler of the two complaints referred to.

Mr. Goldbloom continues:

I note that two active assignment periods went by without any significant changes in personnel, changes which might have improved the supervisory capacity in both languages within that unit.

And Mr. Goldbloom concludes:

In light of the above statements, I would appreciate it if you would review and improve your plan in order that at least one of the two master warrant officer positions be staffed by someone who is competent in both official languages, within the next three months, at the most.

That was last January. My question is in three parts, Mr. Minister.

Firstly, what do you think of the injustice ex-serviceman Leblanc was subjected to? Secondly, how do you explain that after two active assignment periods, none of the changes requested by the Commissioner were implemented in 450 Squadron? And finally, as we speak, Mr. Minister, has General de Chastelain followed up on the Commissioner's request concerning the staffing of one of the master warrant officer's position?

Mr. Collenette: With your permission, I will answer you in English in order to be extremely clear, because the case you refer to is very, very serious.

J'apprécie le fait que vous souleviez ce cas. C'est une question très sérieuse que les Forces canadiennes et le ministère de la Défense nationale ne prennent pas à la légère.

Depuis 1991, quand cette situation a d'abord été révélée, nous avons offert notre pleine collaboration au commissaire dans ses enquêtes, collaboration qui a aussi été manifestée dans l'acceptation et le suivi que nous avons donnés aux recommandations contenues dans ses rapports d'enquête.

Je pense que le chef d'état-major et le général Addy vous diront que nous sommes maintenant en train d'affecter des employés compétents, sur les plans professionnel et linguistique, qui pourront exercer leurs fonctions de supervision dans la

[Texte]

has been completed, we'll continue with administrative measures to compensate for those supervisors who are not bilingual, which is part of the problem here. We anticipate that by the end of the summer of 1995, all the supervisory positions of the squadron will be manned by linguistically competent personnel.

You raise a particular case, and I wouldn't repeat in this room what that gentleman said. I can tell you that's the kind of comment I used to hear when I came from England to Toronto as a kid in the 1950s. The fact that it is being uttered 40 years later is an absolute disgrace.

One of the points of your questions is that notwithstanding this coming to light, this particular gentleman was promoted in any event. This is not entirely accurate, and I want General Addy to deal with it.

I can tell you, as long as I'm minister, if I ever hear of anybody saying this, then I will have some very strong words for all concerned in the supervisory capacity. This kind of thing has no place—never had any place—but it certainly has no place in this day and age.

I've only become minister in the last six months, and I'm sure that General de Chastelain would share my sentiments and apologize to anyone French-speaking who knows of these comments, because they do not reflect our commitment to bilingualism and they do not reflect the attitude of the Canadian forces. We're a big organization, and the old adage in English is that in every barrel there are a few people who are of less quality than one would like.

Notwithstanding this fact, this particular individual has, as I understand it, gone through a period of remorse, recompense and restitution and has satisfied us that he can still be employed in the Canadian Armed Forces. Perhaps General Addy might want to give us the details.

As a Liberal, and I don't want to be too political here, I have to tell you that I am offended that there is a notion abroad in the land, which is reflected in the House of Commons sometimes in Question Period, that when someone commits a mistake, we as Canadians and we as the state cannot be generous enough to allow them to correct themselves and their behaviour. That is a fundamental liberal tenet, in a sense, restitution and trying to reform oneself, which I think we have to support.

That having been said, as the political leader of the department, perhaps I can ask my officials to talk more specifically.

[Traduction]

langue de choix de leurs subalternes. Jusqu'à ce que ces affectations soient complètes, nous allons continuer à compenser, à l'aide de mesures administratives, les situations où les supérieurs ne sont pas bilingues, comme dans le cas qui nous intéresse, où cela faisait partie du problème. Nous croyons que d'ici la fin de l'été 1995, tous les postes supérieurs de l'escadron seront occupés par un personnel ayant les compétences linguistiques voulues.

Vous avez soulevé un cas particulier, et je ne répéterai pas dans cette salle ce que cette personne a dit. C'est le genre de commentaires que j'entendais quand je suis venu d'Angleterre à Toronto quand j'étais enfant, dans les années cinquante. C'est absolument honteux qu'on puisse encore entendre ce genre de choses quarante ans plus tard.

L'un des points que vous avez fait ressortir dans votre question, c'est que malgré qu'on ait révélé cet incident, l'individu en question a été promu. Ce n'est pas tout à fait exact, et je vais demander au général Addy de rétablir les faits.

Je peux vous assurer que tant que je serai ministre, si jamais j'entends dire que quelqu'un a tenu de tels propos, j'aurai quelques mots choisis pour tous les surveillants en cause. Il n'est pas question que nous tolérions ce genre d'observations de nos jours; d'ailleurs, ce genre de commentaires a toujours été déplacé.

Je ne suis ministre que depuis six mois, et je suis sûr que le général de Chastelain partage mes sentiments et transmet ses excuses à tous les francophones qui auraient pu prendre connaissance de ces commentaires, car ils ne sont en rien le reflet de l'engagement que nous avons pris vis-à-vis du bilinguisme et ne reflètent certainement pas l'attitude des Forces canadiennes. Les Forces sont une grande organisation, et dans un groupe de cette taille, il y a toujours quelques individus qui ne sont pas du calibre souhaité.

Quoi qu'il en soit, l'individu en question a, me dit-on, connu une période de remords, et a pris des mesures pour réparer ce tort et dédommager la personne lésée et nous sommes maintenant convaincus qu'il peut continuer de travailler au sein des Forces armées canadiennes. Le général Addy voudra peut-être nous donner les détails de l'affaire.

En tant que Libéral, et je ne tiens pas ici à faire des commentaires trop politiques, je dois vous dire que je suis offensé par une idée qui semble avoir cours en ce moment dans notre pays et que reflètent parfois les propos qu'on entend à la Chambre des communes pendant la période des questions. C'est l'idée mesquine selon laquelle, quand quelqu'un commet une erreur, ni les Canadiens ni l'État ne peuvent être suffisamment généreux pour lui donner la chance de se reprendre et de corriger son comportement. C'est, en un sens, l'un des principes fondamentaux de la doctrine libérale, cette idée qu'il est possible de réparer ses torts et de se réformer, et je pense que nous devons adhérer à ce principe.

Cela dit, en tant que chef politique du ministère, peut-être puis-je demander à mes hauts fonctionnaires de particulariser un peu.

[Text]

Le lieutenant-général P.G. Addy (sous-ministre adjoint (Personnel), ministère de la Défense nationale): Pour répondre plus précisément à votre question, il y a eu effectivement un conseil de promotion, à l'automne 1991, basé sur les rapports de rendement qui sont faits sur chacun des membres d'un métier. Dans le cas de la personne en question, qui a fait ces outrances, cette personne est arrivée en haut de la liste de mérite.

Nous avons seulement été conscients au mois de juillet qu'il y avait peut-être un problème et il y a eu enquête au mois de décembre. Immédiatement après avoir été mis au courant du cas et fait enquête, cet individu a été parader devant son commandant. On lui a récité les règles du jeu, lui disant exactement ce que le Ministre vient de dire, que ce genre de conduite, même si ce n'était pas un geste prémédité—on ne sait pas avec quelle intention cela a été fait—, c'était inacceptable.

• 1705

Le monsieur a bien compris et a cessé de faire des interventions de ce genre. Lorsque le temps est venu, parce qu'on descendait la liste de promotions à mesure que les promotions se faisaient durant l'année, le commandant a dit qu'il avait corrigé sa façon de faire et que c'était normal, étant donné son excellent passé, qu'on lui donne sa promotion.

M. de Savoye: Monsieur le ministre, j'avais deux sous-questions auxquelles je n'ai pas encore reçu de réponse. Je n'ai la réponse qu'à la première. D'abord, comment expliquez-vous qu'après deux périodes actives d'affection, aucun des changements demandés par le commissaire n'ait eu lieu et finalement, et surtout, monsieur le général, avez-vous donné suite à la requête du commissaire, datée du 12 janvier, qui vous demandait de prendre certaines mesures en l'espace de trois mois?

LGen Addy: Votre question présuppose que nous avons toutes les ressources nécessaires bilingues pour répondre aux besoins de toutes les Forces bilingues dans toutes les unités. Le fait est qu'on n'en a pas assez et qu'on fait de notre mieux pour répondre à ces besoins-là.

D'ailleurs, je suis allé personnellement, au mois d'octobre, négocier une solution. Ayant expliqué tous les faits au commissaire aux langues officielles, nous étions convaincus que nous avions un accord et nous avons été surpris lorsqu'on nous a demandé, au mois de mars, de mettre encore plus le paquet, mettre plus de nos ressources bilingues dans une unité alors qu'il nous en manque ailleurs.

Je ne connais pas la décision finale du sous-ministre ou du chef à cet égard, mais tout ce que je peux vous dire, c'est qu'on l'a regardé de près.

Le problème est simple. Les ressources sont limitées. Lorsque vous affectez une personne, vous le prenez et vous le mettez ailleurs. Donc, vous faites un trou ailleurs. C'est cela le problème actuellement, car on n'a pas assez de ressources dans certains métiers. Et le métier de cet individu est particulier.

M. de Savoye: Merci.

Mr. Allmand (Notre-Dame-de-Grâce): Mr. Minister, I want to put some questions to you in your capacity as Minister of Veterans Affairs.

[Translation]

Lieutenant General P.G. Addy (Assistant Deputy Minister (Personnel), Department of National Defence): To reply to your question more specifically, there was indeed a promotion board in the fall of 1991, which considers the performance evaluations that are drawn up on each of the members of an occupational group. The individual in question, the person who had made these outrageous comments, came out at the top of the merit list.

We had only been made aware in July that there might be a problem and there was an investigation in December. As soon as the incident came to light and an investigation was held, the individual was called up before his commanding officer. He was reminded of the rules of the game in no uncertain terms, and was told exactly what the minister has just said, that this type of behaviour, even if it was not premeditated—we do not know what his intentions were—was unacceptable.

The gentleman understood very well and stopped that type of behaviour. When the time came, because we were following the list of promotions in the normal way, as promotions came up during the year, the commander said that the person had corrected his behaviour and that it would be normal to give him his promotion, in light of his excellent record.

Mr. de Savoye: Mr. Minister, I had two related questions that have not been answered yet. I have only received an answer to the first one. Firstly, how do you explain the fact that after two active assignment periods, none of the changes requested by the Commissioner had been made and, finally, General, have you followed up on the Commissioner's request of January 12 asking that you take certain measures within three months?

LGen Addy: Your question is based on the assumption that we had all the necessary bilingual resources to meet all the needs of all the bilingual units in the Forces. The fact is that we do not have sufficient bilingual resources and we did our best to meet those needs.

In fact, I personally went down there to negotiate a solution in October. We explained all of the facts to the Commissioner of Official Languages and we were convinced that we had an agreement and were surprised when we were asked, in March, to do even more, to assign more of our bilingual resources to one unit when we are short elsewhere.

I do not know the final decision taken by the deputy minister or the chief in this regard, but all I can say is that we certainly looked at the situation with close attention.

The problem is simple. The resources are limited. When you assign someone, you move him from here to there. Thus, in doing so, you create a resource shortage somewhere. That is the problem at this time, we do not have sufficient resources in some trades. And that person's occupation is a case in point.

Mr. de Savoye: Thank you.

M. Allmand (Notre-Dame-de-Grâce): Monsieur le ministre, je désire vous poser certaines questions en votre qualité de ministre des Anciens combattants.

[Texte]

[Traduction]

Mr. Collenette: Nobody told me about that.

Mr. Allmand: They are very important ones as well.

You may be aware of the fact that there was an investigation into the policies at the Sainte-Anne-de-Bellevue Veterans' Hospital. At that veterans' hospital more than 50% of the patients are English speaking, whereas it was found that a very high percentage of the personnel were French speaking and a good many of those unilingual French. The resulting situation was that a good number of the staff of the hospital couldn't communicate properly with the patients at the hospital or with the families of the patients.

During the past year there were many complaints. The situation finally ended up under the jurisdiction of Mr. Goldbloom, the Commissioner of Official Languages, who had a very thorough investigation undertaken at the hospital and made recommendations.

I'd like to know whether the department has taken steps to correct the matters that were pointed out by Mr. Goldbloom. Will there be a change at the hospital, with respect to service both to the patients and to the public—mainly the families of the patients—and with respect to the language of work in terms of both the anglophone and the francophone population in the hospital in communicating with their superiors and those subordinate to them?

Mr. Collenette: I'm glad you raised this point, Mr. Allmand. I apologize that my staff from Veterans Affairs, the deputy minister and the Secretary of State for Veterans, Mr. MacAulay, are not here because they are leading the delegation of veterans to Italy. If what I say is insufficient, then you will get a more detailed response by mail or you can meet with them. In fact, if the committee wants to have all of us back in our Veterans Affairs capacity, then I'm certainly prepared to have that happen.

With regard to Sainte-Anne-de-Bellevue, you pointed out a very interesting problem, which is the reverse of most of the complaints one normally gets—that is, that francophones don't have the staff required to supervise. The shoe's on the other foot in this case.

This situation is particularly upsetting for those people who have served this country with great distinction. It is something Mr. Goldbloom has looked at and, certainly from my understanding of the department, about which we are trying to make some amends.

We have had some discussions with the Government of Quebec about the ongoing use of that particular facility. As the numbers of veterans decline, then obviously, as with Sunnybrook Hospital in Toronto, one needs to make other kinds of arrangements to open up that great facility to the general community.

We hope that in the long run there will be greater use made of the facility. But that will not take away from the fact that there has been some move towards correcting this situation, to make people feel comfortable.

M. Collenette: Personne ne m'a parlé de cela.

M. Allmand: Ce sont aussi des questions très importantes.

Vous savez peut-être qu'on a fait enquête sur les politiques qui ont cours à l'Hôpital pour anciens combattants de Sainte-Anne-de-Bellevue où plus de 50 p. 100 des patients sont anglophones. Il s'est avéré, toutefois, qu'un pourcentage très élevé du personnel est francophone, et bon nombre de ces francophones sont unilingues. Conséquemment, un assez grand nombre des employés de l'hôpital, a-t-on trouvé, ne peuvent communiquer convenablement ni avec les patients ni avec les familles des patients.

Il y a eu de nombreuses plaintes au cours de l'année passée. M. Goldbloom, le commissaire aux langues officielles, a finalement été saisi de la situation et a fait faire une enquête très complète, à l'hôpital, enquête qui a été suivie de recommandations.

J'aimerais savoir si le ministère a pris des mesures correctives pour donner suite aux recommandations de M. Goldbloom. Va-t-on apporter des modifications à cet hôpital, en ce qui a trait au service qu'on y donne aux patients et au public—surtout constitué des familles des patients—et en ce qui a trait à la langue de travail du personnel de l'hôpital, tant francophone qu'anglophone, dans ses communications avec les supérieurs et les subalternes?

M. Collenette: Je suis heureux que vous ayez soulevé la question, monsieur Allmand. Je suis d'ailleurs désolé que mon personnel du ministère des Anciens combattants n'ait pu m'accompagner, ni le sous-ministre ou le secrétaire d'État aux Anciens combattants, M. MacAulay, qui ne sont pas ici parce qu'ils sont à la tête de la délégation d'anciens combattants qui est allée en Italie. Si la réponse que je vous donne ne vous satisfait pas, vous pourrez obtenir une réponse plus détaillée par la poste, ou les rencontrer. De fait, si le comité désire que nous revenions tous pour discuter de choses qui relèvent du ministère des Anciens combattants, je suis certainement disposé à accéder à sa demande.

En ce qui a trait à l'Hôpital de Sainte-Anne-de-Bellevue, vous avez soulevé un problème très intéressant, où la situation est l'inverse de celle qui fait l'objet de plaintes normalement—c'est-à-dire que le personnel francophone n'est pas assez nombreux pour répondre aux besoins de surveillance. Dans ce cas-ci, c'est l'inverse.

Cette situation dérange particulièrement ces militaires qui ont servi leur pays avec grande distinction. M. Goldbloom s'est penché sur la situation et d'après ce que j'ai appris du ministère, nous essayons d'apporter des mesures correctives.

Nous avons eu certaines discussions avec le gouvernement du Québec à propos de l'utilisation qu'on continue de faire de cet établissement. Comme il y a de moins en moins d'anciens combattants, peut-être faut-il envisager, comme pour l'Hôpital Sunnybrook de Toronto, de prendre d'autres dispositions pour qu'on puisse recevoir aussi des civils dans ce grand établissement.

Nous espérons qu'à long terme, on puisse accroître l'utilisation qui est faite de cet établissement. Mais cela ne sera pas fait à l'encontre des efforts qui ont été déployés pour corriger la situation que vous avez soulevée et pour faire en sorte que les gens se sentent plus à l'aise dans cet établissement.

[Text]

[Translation]

• 1710

Mr. Allmand: I would like a full report from the department on the implementation of the recommendations of Mr. Goldbloom with respect to Sainte-Anne-de-Bellevue Hospital.

With respect to any possible transfer of the hospital to the Government of Quebec, I personally would insist that if that were to be done and as long as there are veterans in the hospital, there would be a requirement that the hospital would not be transferred unless the Government of Quebec respected the bilingual nature of the hospital. And I would insist that the hospital would, even though under Quebec jurisdiction, be subject to the requirements of the federal Official Languages Act, as we did with regard to Air Canada and certain airports when we transferred them to provincial or local jurisdiction.

Mr. Collenette: There's no question but that you're absolutely right in saying that. These discussions are somewhat preliminary, but certainly the Canadian Legion has been involved in discussions we've had and is supportive of the problem of trying to ensure the facility has the critical mass, if you will, in terms of the medical personnel and the patients they have to serve.

But there's no question that as a federal institution, with people in that hospital under federal auspices, the Constitution of Canada and the bilingual services must prevail.

Mr. Allmand: Thank you.

M. Ringma (Nanaïmo—Cowichan): J'aimerais d'abord savoir, madame la présidente, si, compte tenu du vote, on va continuer à siéger. Qu'allons-nous faire?

La coprésidente (Mme Ringuette—Maltais): Nous pouvons poursuivre jusqu'à 17h20. À ce moment-là, nous allons suspendre brièvement la séance et, après le vote, nous reviendrons.

Mr. Ringma: Mr. Minister, I've been trying to pin down the costs of bilingualism, to the horror of everyone in this committee. But I'm going to keep at it.

I notice in the estimates, first of all, that there's a narrative description of the official languages program. But in spite of the fact that I used to be in the department, taking care of budget, amongst other things, I can't find a line in the estimates where it states what the cost is. Do we have that information?

Mr. Collenette: Well, it depends on how one defines bilingualism. Not to be disparaging to your comments, we feel that we are sufficiently well along as a society that we don't make this quantification. We feel that this is an established policy of not only this government, but of all governments since 1969. The Official Languages Act is entrenched in the Canadian Constitution and, quite frankly, I would rather our officials spend their time ensuring that bilingual services and bilingualism generally are prevalent without worrying about the cost.

M. Allmand: J'aimerais que le ministère me prépare un rapport complet sur la mise en oeuvre des recommandations de M. Goldbloom quant à l'Hôpital de Sainte-Anne-de-Bellevue.

Quant à un transfert possible de l'hôpital au gouvernement du Québec, je m'y opposerais personnellement à moins que le gouvernement du Québec ne respecte le caractère bilingue de cet hôpital tant et aussi longtemps qu'il s'y trouvera des anciens combattants; autrement, on ne peut envisager un tel transfert. J'insisterais aussi pour que l'hôpital soit régi par les exigences de la Loi fédérale sur les langues officielles, même s'il devait relever de la compétence du Québec, comme nous l'avons fait pour Air Canada et pour certains aéroports qui sont passés à la compétence provinciale ou locale.

M. Collenette: Cela ne fait aucun doute, et vous avez raison de le dire. Ces discussions sont quelque peu préliminaires, mais la Légion canadienne a participé aux discussions que nous avons eues, comprend le problème et nous appuie dans nos efforts; la Légion comprend qu'il faut assurer à cet établissement une masse critique, si vous voulez, de personnel médical et de patients qui se doivent d'être bien servis.

Mais il ne fait aucun doute qu'en tant qu'institution fédérale, desservant des patients qui relèvent d'un ministère fédéral, cet hôpital doit se conformer à la Constitution du Canada et offrir des services bilingues.

M. Allemand: Je vous remercie.

Mr. Ringma (Nanaïmo—Cowichan): Madam Chairperson, I would first of all like to know whether we are going to continue to sit, in light of the vote. What are we going to do?

The Joint Chairperson (Mrs. Ringuette—Maltais): We will continue until 5:20 p.m. At that time, we will adjourn briefly and continue our sitting after the vote.

M. Ringma: Monsieur le ministre, j'essaie de déterminer avec justesse les coûts associés au bilinguisme, à la grande horreur de tous ceux qui siègent à ce comité. Mais j'entends poursuivre mes efforts.

Tout d'abord, je note dans les prévisions budgétaires qu'on décrit le programme des langues officielles. Malgré le fait que je travaillais autrefois au ministère, où j'avais certaines responsabilités en ce qui a trait aux budgets, entre autres choses, je n'arrive pas à trouver une seule ligne dans les prévisions budgétaires où on donne des chiffres, des coûts. Est-ce que nous avons cette information?

M. Collenette: Eh bien, tout dépend de la définition qu'on donne au mot bilinguisme. Je ne veux certainement rien dire de péjoratif quant à vos observations, mais nous pensons que nous avons fait suffisamment de chemin dans notre société pour ne plus avoir à établir cette quantification. Nous estimons que le bilinguisme est une politique établie, non seulement de ce gouvernement, mais de tous les gouvernements depuis 1969. La Loi sur les langues officielles est enchâssée dans la Constitution canadienne et, pour vous parler tout à fait ouvertement, je préférerais que nos hauts fonctionnaires travaillent à s'assurer que les services bilingues sont bien offerts et que le bilinguisme existe comme il se doit, sans avoir à pinailler et à s'inquiéter des coûts.

[Texte]

I know that view is somewhat controversial in some parts of the country—it's not acceptable. But as far as I'm concerned, every dollar we spend on ensuring that the two official languages are respected in our operations and administration is just fine with me and just fine with this government.

I suppose you could say the cost is between \$50 million and \$100 million dollars a year. Perhaps, Mr. Fowler, that might be a ballpark figure. But even then I'm not sure we can absolutely say the figure is accurate. It's a lot of money in the ordinary terms of men and women of Canada, but out of a budget of \$11 billion it's certainly good value for money, I think.

Mr. Ringma: I do understand your statement in which you say that it doesn't matter how much bilingualism costs because it's value at any cost. That's fine for you, as a representative of the government, to say. But I, speaking on behalf of many other Canadians, would vary with that opinion and say it does matter to them. Therefore I would really like to continue my quest to pin down.

I think the figure of between \$50 million and \$100 million is. . . I don't expect you, as the minister, to have all this information at your fingertips, but at the very least I would like to know that I can put an inquiry to you, in writing perhaps, for your department to advise what the costs are—what they have been and what they are now.

I get conflicting. . . I have one report, referring to fiscal 1992-93, in which the Commissioner of Official Languages says that the cost is \$35 million. But your ministry says that the cost in 1992-93 was \$47 million.

Lieutenant General Paddy O'Donnell (Vice Chief of the Defence Staff, Department of National Defence): If I may respond, it really does depend on what you include in the package. The estimate of between \$47 million and \$55 million would be accurate in accordance with the criteria on which we respond to Treasury Board. That figure does not include the salaries of the people who are being trained, which would add another \$40 million to \$50 million. That is the rough ballpark estimate we would give you, in total.

Mr. Ringma: It does not include the salaries—

The Joint Chairperson (Mrs. Ringuette-Maltais): Excuse me, Mr. Ringma. I think that in order that none of us will miss this important vote in the House, we could recess now. We will come back right after the vote and will start off with Senator Rivest.

[Traduction]

Je sais que c'est un point de vue qui pourrait susciter la controverse dans certaines régions du pays où il est inacceptable. Mais en ce qui me concerne, je pense, et ce gouvernement pense, que chaque dollar que nous dépensons dans nos opérations et ministères pour assurer le respect des deux langues officielles est un dollar dépensé à bon escient.

Je suppose qu'on pourrait dire que le tout se situe entre 50 et 100 millions de dollars par année. C'est un chiffre approximatif, n'est-ce pas, monsieur Fowler? Mais je ne pense pas, toutefois, qu'on puisse dire avec une certitude absolue que le chiffre est juste. Cela peut sembler une grosse somme en termes ordinaires, selon les ordres de grandeur des sommes normalement traitées par les gens moyens, les hommes et les femmes de ce pays. Mais, sur un budget de onze milliards de dollars, c'est de l'argent dépensé à bon escient, conformément au principe de l'optimisation des ressources, à mon avis.

M. Ringma: Je comprends ce que vous voulez dire quand vous affirmez que le coût du bilinguisme importe peu, car vous êtes d'avis que cette politique est rentable, quel qu'en soit le coût. C'est facile pour vous de dire une chose pareille, en tant que représentant du gouvernement. Mais permettez-moi, au nom d'un grand nombre d'autres Canadiens, d'être d'avis contraire et de vous dire que le coût leur importe. Ainsi, j'aimerais poursuivre mes efforts en vue de déterminer les coûts réels du bilinguisme.

Ce chiffre qui se situe entre 50 et 100 millions de dollars me semble. . . Comme vous êtes le ministre, je ne m'attends pas à ce que vous connaissiez tous ces chiffres sur le bout des doigts, mais j'aimerais, à tout le moins, pouvoir adresser une demande de renseignements, peut-être par écrit, à votre ministère pour qu'il établisse et nous communique les coûts—les coûts passés et les coûts actuels.

J'obtiens des renseignements contradictoires. . . Dans un rapport, le commissaire aux langues officielles déclare que le coût est de 35 millions, en faisant allusion à l'exercice financier 1992-1993. Pourtant, votre ministère déclare que le coût de cette politique était de 47 millions de dollars en 1992-1993.

Le lieutenant-général Paddy O'Donnell (vice-chef d'état-major, ministère de la Défense nationale): Si on me permet de répondre, je préciserai que les coûts dépendent vraiment de ce qu'on inclut dans la définition. Les coûts estimés qui se situaient entre 47 et 55 millions de dollars sont justes selon les critères que nous devons respecter quand nous préparons une réponse pour le Conseil du Trésor. Ce chiffre n'inclut pas les salaires des personnes qui sont en formation, ce qui ajouterait de 40 à 50 millions de dollars. Voilà le chiffre total très approximatif que nous vous fournirions.

M. Ringma: Cela n'inclut pas les salaires. . .

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Je suis désolée, monsieur Ringma. Je pense que nous devrions interrompre nos travaux maintenant, pour que nous puissions tous nous rendre en Chambre pour ce vote important. Nous reviendrons pour reprendre nos travaux tout de suite après le vote, et c'est le sénateur Rivest qui aura la parole pour commencer.

[Text]

[Translation]

• 1717

• 1753

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): À l'ordre!

Nous allons continuer avec les questions. Je donne la parole au sénateur Rivest.

Le sénateur Rivest (Stadacona): Monsieur le ministre, à la page 4 du texte français, dans le texte anglais c'est le deuxième paragraphe, à la page 5, vous dites:

C'est dans cette perspective qu'à partir de l'année universitaire 1996-1997, tous les diplômés de notre Collège militaire canadien, devront être. . .

De quel collège militaire parlez-vous? Notre Collège militaire canadien, c'est celui de Kingston ou de Saint-Jean?

M. Collenette: Non. Jusqu'à l'année prochaine, nous avons trois collèges militaires.

Le sénateur Rivest: Donc, c'est Saint-Jean.

M. Collenette: Actuellement, nous avons Saint-Jean, *Royal Roads* et Kingston.

Le sénateur Rivest: Oui, je sais.

M. Collenette: En 1995, il n'y aura qu'un collège militaire.

Le sénateur Rivest: Qui sera à?

M. Collenette: Kingston.

Le sénateur Rivest: Kingston. Merci, monsieur le ministre.

Vous avez évoqué avec énormément de conviction et sincérité votre volonté personnelle, celle de votre gouvernement, j'en ai aucun doute, et de vos collaborateurs également, de faire en sorte que, effectivement, au niveau des Forces armées, la dualité canadienne soit pleinement respectée.

• 1755

D'ailleurs, en termes de participation d'effectif, on le voit. Par contre, au niveau supérieur de l'armée, il y a de très graves lacunes. On l'a vu plus tôt à la réponse de l'un de vos collaborateurs où simplement pour remplacer une personne, on en n'a pas trouvé.

Au Collège militaire royal de Saint-Jean, entre autres, le taux de bilinguisme chez les militaires francophones est très élevé. C'est probablement 98 ou 99 p. 100 ou quelque chose comme cela, je crois. Le problème est donc chez les Canadiens anglophones. Je vous donnerais simplement une statistique qui nous a été donnée par les gens du Collège militaire de Saint-Jean. Lorsqu'ils prennent des cours de langue française dans des institutions universitaires régulières, dans d'autres collèges militaires ou institutions, le taux de réussite aux examens de français des militaires canadiens anglophones est de 30 à 40 p. 100. Cependant, au Collège militaire de Saint-Jean, à cause de la qualité de l'institution et à cause de l'environnement qu'on ne retrouvera pas à Kingston, le taux de réussite des militaires canadiens anglophones aux examens de français était de 87 p. 100.

The Joint Chairperson (Mrs. Ringuette-Maltais): Order, please!

We shall continue with our questions. Senator Rivest, you have the floor.

Senator Rivest (Stadacona): Mr. Minister, on page 4 of the French text, page 5 of the English version, second paragraph, you say:

For the same reason, another policy will be put into effect—namely that by academic year 1996-97 all graduates of the Canadian Military College will have to be functionally bilingual.

Which military college are you referring to? When you say the Canadian Military College, are you referring to the Kingston College or the one in Saint-Jean?

Mr. Collenette: No. Until next year, we have three military colleges.

Senator Rivest: So, you are referring to the one in Saint-Jean.

Mr. Collenette: At this time, we have the one in Saint-Jean, Royal Rhodes and Kingston.

Senator Rivest: Yes, I know.

Mr. Collenette: In 1995, there will only be one military college.

Senator Rivest: And where will it be?

Mr. Collenette: In Kingston.

Senator Rivest: Kingston. Thank you, Mr. Minister.

You spoke with a great deal of conviction and sincerity about your personal wish, that of your government, I am sure, and that of all of your associates, to insure that the dual nature of Canada's society will be fully respected in the Canadian Armed Forces.

In fact, that is reflected in the personnel figures; one can see the participation there. But there are still some serious problems in the upper echelons of the Armed Forces. We saw that earlier in a response provided by one of the persons accompanying you, when he said that no one was found simply to replace one person.

At the Royal Military College in Saint-Jean, among other things, one notes that the incidence of bilingualism among francophone military students is very high, probably in the order of 98 or 99% or close to it, I believe. So, the problem is with Canadian anglophones. I will simply give you one statistic that was provided to us by the people of the military college of Saint-Jean. When Canadian anglophone military students take French language classes in other universities, other military colleges or institutions, they have a success rate of 30 to 40%. However, at the military college in Saint-Jean, because of the quality of the institution and because of the environment—that will not be found in Kingston—Canadian anglophone military students have a success rate on French exams of 87%.

[Texte]

Monsieur le ministre, en dehors de tous les arguments et en tenant compte de votre volonté, de votre sincérité, celle de vos collaborateurs pour favoriser la dualité linguistique... Je comprends que votre décision est irrévocable. Dans quelle mesure la décision du gouvernement de fermer le Collège militaire de Saint-Jean, une institution canadienne—peu importe qu'elle soit localisée au Québec, je pense que ce n'est pas important—, un *success story* sur le plan de la dualité linguistique de ce pays pour lequel on se bat et pour lequel on est tous profondément convaincus de la nécessité, je me demande, dis-je, dans quelle mesure cette décision—là de saboter cette institution à haute performance favorise-t-elle la réalisation des buts du bilinguisme dans les Forces armées canadiennes? Je parle des buts que vous avez énoncés. Expliquez-moi cela.

M. Collenette: Sénateur, vous avez posé une question à laquelle on ne pourrait pas répondre dans un court laps de temps.

Quand nous avons fait l'annonce de la fermeture des deux collèges, *Royal Rhodes* et Saint-Jean, nous savions que cela soulèverait une grande controverse dans la province de Québec et ailleurs. Je suis d'accord, l'institution du CMR est une institution bilingue, une institution canadienne. Cependant, il serait très difficile de justifier le maintien de trois collèges militaires avec un taux d'officiers qui diminue de 1 600 vers le nombre de 900. Cela n'aurait pas de bon sens.

Nous avons fait de grandes coupures budgétaires, nous avons examiné chaque installation, chaque tâche des Forces canadiennes. C'était très triste. J'ai décidé de recommander la fermeture des deux autres collèges.

Dans votre question, vous avez souligné un fait très intéressant: vous et vos collègues de votre parti au Sénat avez soulevé des arguments contre la fermeture du Collège militaire royal de Saint-Jean en invoquant la question de la qualité de l'enseignement pour les francophones, du recrutement pour les francophones. Cependant, ce qui vous inquiète est l'enseignement pour les anglophones. Je suis d'accord avec vous, je l'ai déclaré à la Chambre des communes. Cela sera le grand défi.

● 1800

Un défi, pas pour attirer les francophones dans les Forces canadiennes, mais pour donner l'occasion aux anglophones de vivre dans une atmosphère francophone. Franchement, il est impossible de faire de Kingston, en Ontario, une ville biculturelle, si vous voulez, c'est une communauté anglophone. Cependant, nous allons essayer, avec des changements de cours et en dispensant l'enseignement dans la province de Québec pour les recrues anglophones de palier l'expérience qui va leur manquer avec la fermeture du Collège militaire royal de Saint-Jean.

Le sénateur Rivest: Monsieur le ministre, les besoins de connaissance du français pour les militaires anglophones sont aussi pressants, aussi urgents que le commissaire et d'autres l'ont indiqué. Pourquoi avoir sacrifié un acquis prestigieux et performant quand il s'agit de la dualité linguistique canadienne, la caractéristique fondamentale de ce pays qui est tellement important? Pourquoi avoir sacrifié cet acquis pour des promesses, des bonnes intentions, des défis futurs à relever, des

[Traduction]

Mr. Minister, leaving aside all of the arguments for a moment and focusing strictly on your will, your sincerity, and that of your associates to promote linguistic duality... I understand that your decision is irrevocable. To what extent will the government's decision to close the military college in Saint-Jean, a Canadian institution—no matter that it is located in Quebec, I don't think that is important—which is a success story insofar as this country's linguistic duality is concerned, that duality we are fighting for and which we all deeply feel is necessary... I wonder, then, to what extent that decision to sabotage this high performance institution will further the achievement of bilingualism and bilingualism-related objectives in the Canadian Armed Forces? I refer to the objectives you stated. Can you explain that to me?

Mr. Collenette: Senator, you have asked a question it would be difficult to reply to briefly.

When we announced the closing of two military colleges, Royal Rhodes and Saint-Jean, we knew that that decision would be very controversial in the province of Quebec and elsewhere. I agree with you that the Canadian Military College is a bilingual institution and a Canadian institution. However, it would be very difficult to justify maintaining three military colleges when the number of officers is declining from 1,600 to about 900. It would not make sense.

We have made deep budget cuts, we have examined each facility, each task of the Canadian Armed Forces. It was a very sad day, but I decided to recommend that the other two colleges be closed.

You highlighted a very interesting fact in your question: in the Senate, you have, with your party colleagues, raised arguments against the closing of the Royal Military College in Saint-Jean, arguments that hinged on the issue of the quality of training for francophones and the matter of the recruitment of francophones. However, you indicate your concern for the training provided to anglophones. I agree with you, and I have stated as much in the House of Commons. That will be a big challenge.

It will not be a challenge to attract francophones to the Canadian Forces, but to provide anglophones with the opportunity of living in a French environment. It is impossible, frankly, to turn Kingston, Ontario, into a bicultural city; it is an anglophone community. However, we are going to try, by changing courses and by providing training in the province of Quebec for anglophone recruits, to make up for the experience they will miss because of the closure of the Royal Military College in Saint-Jean.

Senator Rivest: Mr. Minister, Canadian military anglophones' need to learn French is just as pressing and urgent as the commissioner and others have indicated. Why sacrifice this prestigious and effective asset when the issue is Canadian linguistic duality, a fundamental characteristic of this country, one which is tremendously important? Why sacrifice that asset to promises, good intentions, future challenges to be met, the theoretical possibility that Kingston might, in x number of

[Text]

possibilités que, effectivement, dans *x* nombre d'années ou *x* nombre de mois, Kingston devienne théoriquement aussi performant que l'était le Collège militaire royal de Saint-Jean? Strictement sur ce plan-là, monsieur le ministre, pourquoi?

Je comprends que vous n'êtes pas enthousiaste. Je comprends les raisons qui ont motivé cette décision, mais en termes de la définition de ce pays, des efforts que vous-même et vos collaborateurs faites pour assurer la promotion et la connaissance du bilinguisme, c'est un recul.

Admettez-vous, monsieur le ministre, que c'est un recul sur le plan de la réalisation des objectifs que d'avoir fermé Saint-Jean, quelque soient vos bonnes intentions pour Kingston et votre programme? Non, vous ne pouvez pas l'admettre, mais c'est une réalité.

M. Collenette: Pas du tout. Je ne suis pas d'accord. Cela serait un grand défi, comme je l'ai dit auparavant, de faire l'enseignement pour les anglophones dans un milieu francophone; mais il serait possible d'obtenir les mêmes résultats par l'entraînement et l'enseignement à la base de Valcartier, par exemple, et à l'Université Laval pendant l'été, de donner une partie des cours en immersion française, dans un milieu francophone. Si vous déclarez, sénateur, que la seule façon d'être bilingue c'est d'obtenir un enseignement au Collège militaire de Saint-Jean. . .

Le sénateur Rivest: 87 p. 100 contre 40 p. 100.

M. Collenette: . . je rejette l'argument. Je pense que c'est possible d'avoir un collège militaire bilingue à Kingston, avec une provision pour l'immersion française pour les recrues anglophones. Dans d'autres villes, d'autres locaux. . .

Le sénateur Rivest: Vous allez sauver de l'argent avec cela, en doublant les services à Kingston plus l'immersion. . .

M. Collenette: Non, même avec la dépense, il y aura une épargne de 23 millions de dollars.

Le sénateur Rivest: Je comprends que vous soyez triste d'avoir pris cette décision-là.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): La parole est maintenant à monsieur McTeague.

M. McTeague (Ontario): Je m'excuse, sénateur Rivest.

Premièrement, je voudrais vous remercier, monsieur Collenette, d'avoir pris quelques minutes pour venir ici. Je suis assez content que, comme Franco-Ontarien, comme anglophone francophile, nous ayons quelque chose en commun.

M. Collenette: Moi, je ne suis pas francophone ontarien, je suis un immigrant d'Angleterre.

M. McTeague: J'ai dit francophile.

Ma question est très simple et elle touche le sujet du recrutement. C'est un sujet qui m'intéresse beaucoup. Où va-t-on actuellement pour recruter des candidats pour notre armée nationale?

Where are we going in terms of looking to find prospective recruits who will continue this fine tradition?

[Translation]

months or years, become an institution that performs those services to the same high standards as the Saint-Jean Royal Military College? Strictly from that perspective, Mr. Minister, why do such a thing?

I understand that you are less than enthusiastic. I understand the reasons that led to the decision, but in terms of this country's very definition, of the efforts you and your associates are making to ensure the promotion and spread of bilingualism, this is a setback.

Would you admit, Mr. Minister, that closing Saint-Jean is a setback in terms of the achievement of objectives, whatever your good intentions may be for Kingston and for your program? No, you cannot admit that, but it is a reality.

Mr. Collenette: Not at all. I do not agree with you. It will be a great challenge, as I said previously, to provide a French environment in which to train anglophones; but it would be possible to attain the same results by sending students for training and teaching to the base in Valcartier, for instance, or to Laval University during the summer. Some of the classes could be French immersion classes, in a French milieu. If you are stating, Senator, that the only way to become bilingual is to get one's training at the Saint-Jean Military College. . .

Senator Rivest: 87% averages, as compared to 40%.

Mr. Collenette: . . I reject that argument. I think that it is possible to have a bilingual military college in Kingston, with a provision for French immersion for anglophone recruits. In other cities, other facilities. . .

Senator Rivest: So, you will be saving money with that, by duplicating services in Kingston, plus immersion. . .

Mr. Collenette: Even with the expenditures, we will be saving \$23 million.

Senator Rivest: I understand that you are saddened by that decision.

The Joint Chairperson (Mrs. Ringuette-Maltais): Mr. McTeague now has the floor.

Mr. McTeague (Ontario): I do apologize, Senator Rivest.

Firstly, I want to thank you, Mr. Collenette, for having taken a few minutes to come here. I am quite pleased that we have something in common, as a Franco-Ontarian and anglophone francophile.

Mr. Collenette: I am not a francophone Ontarian, I am an immigrant from Britain.

Mr. McTeague: I said francophile.

My question is quite simple and concerns recruitment. That is a topic I am very interested in. Where do we recruit candidates for our national armed force at this time?

Où cherchons-nous les recrues potentielles qui vont perpétuer cette noble tradition?

• 1805

Mr. Collenette: I'll let the deputy talk about it more specifically, but the recruitment policies of the department haven't changed with the budget tax. The number of people being accepted into the armed forces obviously will be

M. Collenette: Je vais donner la parole au sous-ministre pour qu'il puisse répondre en fournissant plus de détails, mais les politiques de recrutement du ministère n'ont pas changé à cause des compressions budgétaires. Bien sûr, on va diminuer le

[Texte]

diminished, but the recruitment policies will be the same. We will recruit people from across the country from both linguistic groups. We also want to recruit more aboriginal Canadians and more from multicultural, multiracial backgrounds to better reflect the Canadian reality.

Quebec is very important. Obviously not all francophones are from Quebec but—correct me, Mr. Fowler, if I'm wrong—the greatest interest in becoming cadets and recruits of the Canadian Armed Forces comes from the province of Quebec. It's absolutely phenomenal. Unfortunately, with our budgetary cuts we just haven't been able to satisfy all the young people who want to become part of the Canadian Armed Forces, not just from Quebec but from the other provinces as well.

Mr. McTeague: There is a rise, certainly in my province of Ontario, in new schools in new regions that are fluently bilingual, or more importantly, francophone French schools. I was wondering if the armed forces, your ministry, has considered going to specific targeted areas and schools outside Quebec where there is a preponderant French presence at these new, up-and-coming schools. I underline that by recognizing that the fastest growing education and new facilities happen to be in the area of bilingual French schools, certainly in my province.

Je sais que c'est une chose que mes collègues du Québec trouveraient assez intéressante. C'est un phénomène qui se produit dans des milieux anglophones.

Mr. Collenette: Mr. McTeague, I think you've put your finger on it. I think a lot of people, especially in the province of Quebec, don't understand how Canada has changed in the last 25 to 30 years. The phenomenon you talk about is not an exception, it is the rule.

For the first time we have a whole generation of young anglophones who are becoming bilingual. If we continue our present policies it will even up the scales. Now it's largely francophones who have been more bilingual in the federal employ. I think as more anglophones become bilingual it will be reflected in the statistics of the armed forces.

Perhaps General Addy should talk a little bit about the recruitment, question because he's the gentleman who administers it.

LGen Addy: As the minister mentioned,

suite aux coupures des dernières années, le nombre que l'on peut accepter a baissé, mais le nombre de ceux qui veulent se joindre à nous est assez élevé et cela nous permet de choisir la crème. Il y a des listes d'attente et lorsqu'on offre à une personne, par exemple, dans le cas des collèges militaires, non seulement une éducation gratuite mais aussi un emploi garanti pour cinq ans, par les temps qui courent, cela est très attrayant.

[Traduction]

nombre de recrues qui seront acceptées par les Forces armées, mais les politiques restent les mêmes. Nous allons recruter des gens aux quatre coins du pays, des deux groupes linguistiques. Nous voulons aussi recruter un plus grand nombre de Canadiens autochtones et plus de Canadiens d'autres races ou d'autres cultures, afin de mieux refléter la réalité canadienne.

Le Québec est très important. Bien sûr, tous les francophones ne viennent pas du Québec mais—corrigez-moi si j'ai tort, monsieur Fowler—c'est au Québec qu'on trouve le plus grand nombre de jeunes qui s'intéressent à devenir cadets et à se faire recruter par les Forces armées canadiennes. C'est absolument phénoménal. Malheureusement, avec les compressions budgétaires, nous n'avons pu satisfaire à la demande de tous les jeunes qui veulent se joindre aux Forces armées canadiennes, pas seulement de la province du Québec, mais aussi d'autres provinces.

M. McTeague: On voit, dans la province de l'Ontario certainement, de nouvelles écoles, dans de nouvelles régions, qui offrent un enseignement tout à fait bilingue, et, fait plus important, il y a aussi plus d'écoles francophones. Je me demandais si votre ministère et les Forces armées avaient pensé cibler leur recrutement vers ces régions, vers ces écoles à l'extérieur du Québec où on trouve une présence francophone prépondérante dans ces nouvelles écoles dynamiques. D'autant plus qu'il faut bien reconnaître, dans ma province du moins, que c'est dans ce secteur qu'on note l'expansion et le taux de croissance le plus rapide, et sur le plan de l'enseignement et sur celui des installations, c'est-à-dire le secteur des écoles francophones bilingues.

I know that my colleagues from Quebec would be quite interested in this phenomenon. It is something that is happening in English-speaking milieus.

M. Collenette: Monsieur McTeague, je pense que vous touchez au cœur de la question. Beaucoup de gens, surtout dans la province de Québec, ne comprennent pas à quel point le Canada a changé au cours des 25 ou 30 années qui viennent de s'écouler. Le phénomène dont vous parlez n'est pas une exception, c'est la règle.

Pour la première fois, toute une génération de jeunes anglophones est en train de devenir bilingue. Si nous continuons l'application de nos politiques actuelles, nous allons équilibrer les choses. Ce sont surtout les francophones à l'emploi du fédéral qui ont été bilingues jusqu'à maintenant. Plus les anglophones deviendront bilingues, plus nous verrons le reflet de ce changement dans les statistiques des Forces armées.

Le général Addy devrait peut-être répondre un peu à la question sur le recrutement, car c'est lui qui en est responsable.

Lgén Addy: Comme le ministre l'a dit,

following the budget cuts of these past few years, we cannot accept as many recruits, but many young people want to join and that allows us to choose the cream of the crop. There are waiting lists and when we offer, for instance, as we do in military colleges, not only a free education but the guarantee of a job for five years, that is very attractive in this day and age.

[Text]

Qui veut-on cibler? Le ministre a bien souligné cela, mais la chose que je voudrais rendre bien claire pour tout le monde, c'est qu'on ne cible pas les gens simplement pour des questions linguistiques, mais toute chose étant égale, on préfère prendre des gens qui sont déjà qualifiés si tous les autres éléments sont égaux.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Je cède maintenant la parole au sénateur Kinsella.

Senator Kinsella (New Brunswick): I was pleased to hear you state in your opening remarks that a policy will be put into effect by the academic year 1996-97 that all graduates of the Canadian military college will have to be functionally bilingual.

You will recall the 1992 report of the Ministerial Committee on Official Languages from the Department of National Defence and the Canadian Armed Forces, chaired by Jean Parizeau also felt after a four-year degree program at the military college, the cadets should graduate as bilingual officers. The report found that at that time — this was a 1992 report — the level required for graduation was incredibly below the functional level.

How do we explain such a failure, to have three military colleges. . .? If you read the calendar of the Royal Military College at Kingston, it says it is a bilingual college. How do we explain the discovery that led this ministerial report to conclude that the functional bilingualism level of these graduates was incredibly low? Why have we failed? Have we failed?

Mr. Collenette: It depends on where you want to start measuring. If you look at 1952, when Prime Minister St. Laurent with Mr. Claxton initiated the *Collège militaire royal*, I believe you will find there were 7% of francophones at the officer level in the armed forces. Now it is around 27%. Many people say that is solely due to the CMR, notwithstanding the fact that the CMR was designed as a prep school and only offered the first two years up to about 1971 or 1972, and then four years after that, and only became a degree-granting institution in 1985.

This gets back to Mr. McTeague's question. I would submit that the Official Languages Act and the greater sensitivity of anglophones outside Quebec to the French language and the aspirations of French-speaking Canadians has been reflected in the officer level and obviously the recruits of the military colleges. This is notwithstanding that it still is not good enough and has to get better.

[Translation]

Whom do we want to target? The Minister explained our objectives well, but I want to make sure that everyone understands one thing clearly; we do not target potential recruits simply on linguistic grounds, but, all things being equal, we prefer to take people who are already qualified, if candidates are equal in all other respects.

The Joint Chairperson (Mrs. Ringuette-Maltais): I will now give the floor to Senator Kinsella.

Le sénateur Kinsella (Nouveau-Brunswick): J'étais heureux de vous entendre dire dans votre allocution d'ouverture qu'une politique entrera en vigueur d'ici l'année universitaire 1996-1997 selon laquelle tous les diplômés du Collège militaire canadien devront être bilingues, au point de pouvoir utiliser les deux langues dans l'exercice de leurs fonctions.

Vous vous souviendrez que dans son rapport de 1992, le Comité ministériel des langues officielles, du ministère de la Défense nationale et des Forces armées canadiennes, présidé par Jean Parizeau, disait aussi qu'après avoir subi quatre années de formation au collège militaire, les cadets qui obtiennent leurs diplômes et deviennent officiers devraient être bilingues. Selon ce rapport de 1992, à cette époque, on a estimé que le niveau de bilinguisme requis pour pouvoir obtenir son diplôme était incroyablement en deçà du niveau de bilinguisme qui aurait pu permettre de fonctionner dans les deux langues.

• 1810

Comment expliquer un tel échec, alors que nous avons trois collèges militaires. . .? Si vous lisez la brochure du Collège militaire royal de Kingston, on y dit que c'est un collège bilingue. Comment, alors, expliquer la conclusion de ce rapport ministériel, selon lequel le niveau de bilinguisme pratique de ces diplômés était remarquablement inadéquat? Pourquoi avons-nous échoué? S'agit-il d'un échec?

M. Collenette: Cela dépend du point de départ des évaluations. En 1952, quand le premier ministre Saint-Laurent, avec M. Claxton, a mis sur pied le Collège militaire royal, vous constaterez si vous désirez le vérifier qu'il y avait 7 p. 100 de francophones dans la catégorie des officiers des Forces armées. Maintenant, il y en a environ 27 p. 100. Nombreux sont ceux qui pensent que c'est strictement dû au Collège militaire royal, nonobstant le fait que le CMR a été conçu comme école préparatoire qui n'offrait qu'un cours de deux ans jusqu'en 1971 ou 1972, et même quatre années plus tard; ce n'est qu'en 1985 que le CMR est devenu une institution habilitée à décerner des diplômes.

Ce qui me ramène à la question de M. McTeague. Je vous soumetts qu'on constate l'influence de la Loi sur les langues officielles et le fait que les anglophones à l'extérieur du Québec sont devenus plus sensibles à la langue française et aux aspirations des Canadiens de langue française, dans l'augmentation du nombre de francophones chez les officiers des Forces armées et, bien sûr, dans le nombre de francophones que recrutent les collèges militaires. Cela dit, ces augmentations ne suffisent pas et les choses doivent s'améliorer davantage.

[Texte]

What we are saying with this policy is that by 1997 everybody who wants to be lieutenant-colonel has to be what we call normally bilingual. There will be the odd function whereby you will have to have some flexibility, but I must admit that would be very, very much the exception. The fact is we have come a long way.

At RMC, which will become RMC/CMR in the fall of 1995, there will have to be a lot of work done to make sure the college, which is bilingual now and offers bilingual courses in such things as engineering even today, becomes totally, absolutely and completely bilingual. Therefore, any of our francophone friends sitting in this room will be able to go there and find themselves completely satisfied with the level of education in the French language. That will help to improve the statistics, especially among anglophones at RMC. The critical mass is going to increase, whereas I think it is about 10% or so now at Kingston—

LGen Addy: It is 17%.

Mr. Collenette: —it is 17%, and it is going to go up to about 30%. Having 30% of the student body francophone and the commensurate teaching to go with it is obviously going to make that college much more bilingual. General Émond, who is the commandant at the moment at CMR, has agreed to make this work. He is going to move over in July of this year to prepare the transition. He is an outstanding individual from Quebec, as some of you would know.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Juste une petite question, monsieur le sénateur.

Senator Kinsella: Mr. Minister, this brings us to the heart of the matter. I think we are in agreement in terms of the objectives that the minister states, that the graduating cadet corps must be functionally bilingual.

The question becomes this: how much more will you have to spend in Kingston in order to turn Kingston into what you told us at our national finance committee meeting on April 27? You said it would have to be fully bilingual. So we are interested. How much more are you going to have to spend in Kingston to make that critical mass that's now there fully bilingual? How many courses will have to be taught in the French language? What percentage will be taught in the English language? Are you going to transfer professors from Saint-Jean to Kingston? If you are going to do that, does that represent a saving then if these people are still teaching but on a different campus?

Mr. Collenette: The net savings of \$35 million from the closure of Royal Roads and CMR also takes into account the measures that will be required to enhance the bilingual nature of RMC. Perhaps General Addy could talk about the course content.

[Traduction]

Ce que nous entendons par cette politique, c'est que d'ici 1997, quiconque désire devenir lieutenant-colonel doit pouvoir faire preuve de ce que nous appelons un bilinguisme normal. Il y aura quelques petites exceptions pour telle ou telle tâche, où nous allons devoir faire preuve d'une certaine souplesse, mais je répète qu'il s'agira de cas tout à fait exceptionnels. La réalité, c'est que nous avons parcouru beaucoup de chemin.

Au «Royal Military College», le RMC, qui deviendra le RMC/CMR à l'automne de 1995, il va falloir déployer de gros efforts afin d'assurer que le collège, qui est déjà bilingue et qui offre, déjà aujourd'hui, des cours bilingues en génie, par exemple, devienne totalement, absolument et complètement bilingue. Ainsi, n'importe lequel de nos amis francophones qui sont assis dans cette salle pourra aller là-bas et être complètement satisfait du niveau d'éducation offert en langue française. Ce qui aidera à améliorer les statistiques, surtout en ce qui a trait aux anglophones au RMC. La masse critique va devenir plus importante, alors qu'elle est d'environ 10 p. 100 à l'heure actuelle à Kingston, je pense. . .

Lgén Addy: C'est 17 p. 100.

M. Collenette: ...c'est 17 p. 100, et ce chiffre va atteindre environ 30 p. 100. Le fait que 30 p. 100 des étudiants sont francophones et que les cours offerts en français refléteront ce nombre fera de ce collège un collège beaucoup plus bilingue, bien sûr. Le général Émond, qui est le commandant du CMR à l'heure actuelle, a donné son aval à cet objectif. Il va se déplacer en juillet afin de préparer la transition. C'est un militaire exceptionnel qui vient du Québec, comme certains d'entre vous le savent sans doute.

The Joint Chairperson (Mrs. Ringuette-Maltais): Just a brief question, Senator.

Le sénateur Kinsella: Monsieur le ministre, cela nous amène au cœur du sujet. Je pense que nous sommes d'accord sur les objectifs énoncés par le ministre, selon lesquels les cadets qui obtiennent leur diplôme doivent être suffisamment bilingues pour utiliser les deux langues dans l'exercice de leurs fonctions.

La question qu'il faut se poser est la suivante: quelle somme additionnelle devrez-vous dépenser à Kingston pour faire de Kingston l'endroit que vous nous avez décrit le 27 avril, devant le Comité national des finances? Vous avez dit que le collège devrait devenir complètement bilingue. Cela nous intéresse. Quelle somme additionnelle allez-vous devoir dépenser à Kingston pour augmenter la masse critique, pour faire de cette institution un établissement totalement bilingue? Combien de cours devront être donnés en langue française? Quel pourcentage sera donné en langue anglaise? Allez-vous muter des professeurs de Saint-Jean à Kingston? Si vous faites cela, allez-vous vraiment réaliser des économies si ces personnes continuent d'enseigner à un campus différent?

M. Collenette: L'économie nette de 35 millions de dollars que nous comptons réaliser par suite de la fermeture de «Royal Roads» et du Collège militaire royal tient compte des mesures nécessaires pour accroître le caractère bilingue du RMC. Le général Addy pourrait peut-être nous parler du programme de cours et de leur contenu.

[Text]

[Translation]

• 1815

Lgén Addy: D'abord pour être capable de décider quel programme et quel cours vous êtes prêts à offrir, il faut décider quel cours on veut donner. Effectivement, cet exercice a lieu sous l'égide du comité de direction académique qui a fait des recommandations qui ont été approuvées par leur chef et le conseil des Forces canadiennes. Donc, en gros, on a éliminé certains cours et on en a gardé d'autres. Tous les cours prévus pour Kingston seront bilingues, tous, sans exception; excepté l'anglais, s'ils le donnent en anglais, ils le traduisent en français.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): M. Boudria, vous avez la parole.

M. Boudria (Glengarry—Prescott—Russell): Merci, madame la présidente.

Je voudrais retourner à certains des propos qu'à soulever le sénateur Rivest car il a laissé entendre que le résultat à Saint-Jean était supérieur à celui de Kingston ou d'ailleurs, parce que l'institution était meilleure et que le milieu était meilleur.

C'était peut-être vrai, mais ce n'est pas nécessairement vrai. En d'autres termes, on ne sait pas si les candidats enregistrés avaient le même niveau avant de commencer. Pour en arriver à cette conclusion, il faudrait quand même connaître cette information. Autrement, votre conclusion pourrait fort bien être erronée.

Je n'ai aucune idée si elle est erronée, mais je pense que vous ne le savez pas non plus.

Quel est le pourcentage des officiers francophones qui étudient à Saint-Jean?

Lgén Addy: Actuellement, je n'ai pas les statistiques en tête, mais environ 80 p. 100 des officiers cadets qui sont au CMR sont francophones. Donc, lorsque vous êtes baigné dans une ambiance à prédominance francophone, il n'est pas surprenant que le résultat soit meilleur.

M. Boudria: Ce n'était pas cela ma question. Cela n'a rien à voir avec ce que j'ai demandé. . .

Le sénateur Rivest: C'est cela la réponse. C'est sa réponse.

M. Boudria: Sénateur Rivest, vous comprenez ce que vous voulez comprendre. . .

M. Collenette: Monsieur Boudria, je veux préciser que la majorité des officiers francophones et anglophones dans les Forces canadiennes n'étaient pas des diplômés du Collège militaire royal de Saint-Jean, mais de d'autres universités.

M. Boudria: C'est cela que j'ai demandé. Je n'ai pas demandé quel était le pourcentage des étudiants à Saint-Jean qui étaient des francophones. J'ai demandé quel était le pourcentage des officiers francophones qui avaient étudié à Saint-Jean. Ce n'est pas la même question du tout. Ai-je bien compris lorsque vous avez dit que la majorité était formée ailleurs?

M. Collenette: Franchement, c'est difficile parce que vous avez des anglophones qui étaient également à Saint-Jean en plus des francophones, donc vous avez un mélange. Saint-Jean était un collège pour les francophones et les anglophones qui suivaient des cours pendant deux ans seulement ou peut-être quatre ans. C'est difficile à définir.

LGen Addy: We first have to decide what course we want to give, before we can make decisions on curricula and the classes we would be willing to offer. That exercise has taken place under the aegis of the Academic Steering Committee which made recommendations that were approved by its chief and by the Canadian Forces Council. To summarize, we have eliminated certain courses and kept others. All of the courses to be given in Kingston will be bilingual, all of them with no exceptions; except for English classes, of course, if a course is provided in English, it will also be given in French.

The Joint Chairperson (Mrs. Ringuette-Maltais): Mr. Boudria, you have the floor.

Mr. Boudria (Glengarry—Prescott—Russell): Thank you, Madam Chairperson.

I would like to go back to some of the issues raised by Senator Rivest, because he implied that results in Saint-Jean were better than those obtained in Kingston or elsewhere, because the institution was better and the environment was better.

That may be true, but it is not necessarily so. In other words, we don't know whether the candidates who registered had the same level before they began taking instruction. To arrive at that conclusion, we would have to have that information. Otherwise, you may well be mistaken in drawing that conclusion.

I have no idea whether that is the case or not, but I do not think you know, either.

What is the percentage of francophone officers coming out of Saint-Jean?

LGen Addy: At this time, I do not have the statistics on hand, but approximately 80% of the officer cadets at the Collège militaire royal are francophones. So, it is not surprising that the results are better if you are immersed in a predominantly francophone milieu.

Mr. Boudria: That wasn't my question. That really has nothing to do with my question. . .

Senator Rivest: That is the answer. That is his answer.

Mr. Boudria: Senator Rivest, you understand what you want to understand. . .

Mr. Collenette: Mr. Boudria, I want to specify that the majority of francophone and anglophone officers in the Canadian Forces are not graduates of the Saint-Jean Royal Military College, but of other universities.

Mr. Boudria: That was my question. I did not ask for the percentage of francophone students at Saint-Jean. I wanted to know what percentage of francophone officers studied in Saint-Jean. That is not at all the same question. Did I understand correctly when I heard you state that most of them had been trained elsewhere?

Mr. Collenette: Frankly, it's difficult to say, because there are anglophones who were also in Saint-Jean with the francophones, so you have a mix. Saint-Jean was a college for francophones and anglophones who took courses that lasted only two years, or perhaps four. It is difficult to define.

[Texte]

M. Boudria: Ai-je bien entendu le premier ministre dire en Chambre qu'environ 15 ou 16 p. 100 des francophones avaient été formés à Saint-Jean?

M. Collenette: Oui, dans les derniers dix ans, je pense.

Lgén Addy: Donnez-nous vos questions et si nous sommes capables d'obtenir ce genre de détails, nous vous répondrons. Nous avons plusieurs réponses à donner sur d'autres sujets, mais on n'a pas ces détails-là ici.

M. Boudria: Cependant, la vaste majorité des francophones étaient formés ailleurs.

Lgén Addy: Par principe, seulement 25 p. 100 des officiers passent par les collèges militaires. Donc, de dire que c'est la grande majorité, ce n'est pas vrai.

M. Boudria: Même pas à ce niveau-là?

Lgén Addy: Non, même pas à ce niveau-là. C'est 25 p. 100 d'anglophones et de francophones.

M. Boudria: Donc, seulement 25 p. 100 des officiers passent à travers votre système?

Lgén Addy: Oui monsieur.

M. Boudria: 75 p. 100 sont formés ailleurs?

Lgén Addy: Ils sont formés ailleurs ou n'ont pas de degré universitaire lorsqu'ils rejoignent les Forces. C'est cela.

M. Boudria: Je veux tourner la page et parler d'un autre dossier au sujet de la communauté de Kingston.

Les forces militaires ont-elles entamé des conversations avec la communauté francophone de Kingston pour voir de quelle façon elle pourrait collaborer? Je pense, par exemple, à l'Association canadienne française, aux centres culturels, etc.; cela serait utile pour savoir ce qui est disponible, ce qui peut être amélioré pour la vie française à Kingston. Si cela n'a pas été fait, comptez-vous le faire?

• 1820

M. Collenette: D'abord, notre collègue Peter Milliken, le député de Kingston, a décidé de nous aider avec les changements. Il organise des réunions avec tous les gens de la localité.

Il est également normal pour le commandant de Kingston d'avoir des relations avec le comité extérieur anglophone et francophone. Ce sera une priorité du général Émond lorsqu'il assumera ses fonctions au collège au mois d'août.

M. Boudria: Donc, ce sera une priorité du gouvernement?

M. Collenette: Sans doute.

Madame Chair, I made a statement in the House that Kingston obviously has to understand it is being entrusted with a very distinguished augmentation of its responsibilities to the nation. It has been host to the original military college, but now in many senses, many of the principles we hold dear will be on the shoulders of the people of Kingston.

[Traduction]

Mr. Boudria: Did I hear the prime minister say in the House that about 15% or 16% of the francophones had been trained in Saint-Jean?

Mr. Collenette: Yes, in the course of the past 10 years, I believe.

LGen Addy: Please give us your questions and if we can obtain those details, we will answer you. We have several other replies to provide on other topics, but we don't have those details here.

Mr. Boudria: Nevertheless, the vast majority of francophones were trained elsewhere.

LGen Addy: On principle, only 25% of officers come out of military colleges. So it is not correct to say that the vast majority were trained elsewhere.

Mr. Boudria: Not even at that level?

LGen Addy: No, not even at that level. The figure 25% holds, for anglophones and francophones.

Mr. Boudria: So, only 25% of officers graduate from your system?

LGen Addy: Yes, sir.

Mr. Boudria: 75% are trained elsewhere?

LGen Addy: They are trained elsewhere or they have no university degree when they join the forces.

Mr. Boudria: I would like to move on and broach another topic which involves Kingston.

Have the Armed Forces begun consultations with the francophone community in Kingston to see how it might help in this endeavour? I am thinking, for instance, of the *Association canadienne française* (French Canadian Association), of cultural centres, etc.; it would be useful to know what is available and what might help to enhance the French milieu in Kingston. If that has not been done, do you intend to do it?

Mr. Collenette: I might say, firstly, that our colleague Peter Milliken, the MP for Kingston, has decided to help us with the changes. He is organizing meetings with all the people in that community.

It is also normal for the commander in Kingston to have contacts with the external anglophone and francophone committees. That will be one of General Émond's priorities when he takes up his duties at the college in August.

Mr. Boudria: So this will be one of the government's priorities?

Mr. Collenette: No doubt.

Madame la présidente, comme je l'ai dit dans ma déclaration en Chambre, il faut que la communauté de Kingston comprenne qu'on l'honore en lui confiant cette responsabilité additionnelle qui vient s'ajouter aux responsabilités qu'elle a déjà envers la nation. Cette ville fut l'hôte du collège militaire originel, mais, maintenant, en quelque sens, les gens de la communauté de Kingston vont devoir appuyer bon nombre des principes qui nous tiennent à coeur.

[Text]

In fact, Mr. Milliken showed me a resolution that was passed by the Board of Trade the other night. It welcomes the decision and says it will do all within its power to ensure that the community of Kingston, over which the Canadian government does not have any direct control, creates the most hospitable environment for the people associated with the college, to ensure that our bilingual military college will indeed be successful.

There is a French-speaking school system in Ontario. There are French-speaking schools there and 5,000 francophones live in Kingston already.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Je cède la parole à M. Bachand.

M. Bachand (Saint-Jean): Merci, madame la présidente. J'ai écouté avec beaucoup d'attention l'exposé du sénateur Rivest. J'ai été franchement très impressionné.

Le sénateur a parlé de sacrifices de la dualité linguistique, ce à quoi, monsieur le ministre, vous avez répondu que c'était un très grand défi. Je pourrais même vous pousser plus loin en vous disant que c'est un défi impossible parce que toutes les tentatives ont été faites. Tenter de bilinguiser complètement un collège dans un milieu complètement anglophone c'est, selon moi, mission impossible.

Je vais même aller plus loin dans le raisonnement du sénateur Rivest. Je dirais que c'est à une certaine planification du sacrifice de la dualité linguistique à laquelle on fait face.

Je vais m'expliquer. On parle de la grande bilinguisation des francophones. J'ai examiné vos propres données, celles signées par le général de Chastelain et le sous-ministre, M. Fowler. C'est daté du 29 mars 1994, c'est tout récent, cela vient de sortir. Là-dedans, il y a des statistiques qui vont étayer la thèse que je veux mettre devant vous. C'est plus qu'un sacrifice. On planifie tout simplement de mettre fin à la dualité linguistique dans l'armée.

Le rapport annuel de gestion de mars 1994 mentionne que, de l'ensemble de vos effectifs francophones civils et militaires, 48 p. 100 sont bilingues. Quarante-huit pour cent des francophones civils ou militaires dans les Forces armées sont bilingues, alors que, du côté des anglophones, on se ramasse à 6,9 p. 100. Donc, il y a 6,9 p. 100 des effectifs anglophones civils et militaires de la Défense nationale qui sont bilingues. On voit donc les intentions cachées de la Défense nationale.

En d'autres termes, tout doit fonctionner en anglais. Je note également que, cela est toujours dans le même document, monsieur le ministre, dans vos tableaux, 23,4 p. 100 des francophones sont dans des unités de langue anglaise, alors que 1,7 p. 100 des anglophones sont dans des unités de langue française. Donc, on voit encore une fois que le bilinguisme se situe ici au niveau de l'anglicisation des francophones. C'est cela ma question. Cependant, avant de la poser, je voudrais vous dire que l'histoire du Collège militaire royal de Saint-Jean, selon moi, se situe dans la même veine car on veut continuer d'angliciser les francophones.

La dualité linguistique dans l'armée, c'est terminé depuis longtemps, et le Collège militaire est peut-être la dernière goutte qui a fait cette démonstration-là.

[Translation]

De fait, M. Milliken m'a montré une résolution qui a été adoptée par la Chambre de commerce de cette ville l'autre soir. La Chambre de commerce accueille avec bonheur cette décision et dit qu'elle fera tout en son pouvoir pour assurer que la collectivité de Kingston, qui n'est pas, bien sûr, sous le contrôle direct du gouvernement du Canada, créera l'environnement le plus hospitalier possible pour tous ceux qui seront associés au collège, afin d'assurer que notre collège militaire bilingue puisse effectivement atteindre ses objectifs avec succès.

Il existe un système scolaire de langue française en Ontario. Il y a des écoles francophones dans le cadre de ce système et 5 000 francophones vivent déjà à Kingston.

The Joint Chairperson (Mrs. Ringuette-Maltais): I now give the floor to Mr. Bachand.

Mr. Bachand (Saint-Jean): Thank you, Madam Chairperson. I listened with a great deal of attention to Senator Rivest's presentation. I was, quite frankly, very impressed.

The Senator spoke of sacrificing linguistic duality, to which you replied, Minister, that the changes meant a very great challenge. I might push you even further by saying that that challenge will be impossible to meet because all previous attempts have been made. Attempting to make a college in a completely anglophone milieu totally bilingual is what you might describe as mission impossible, according to me.

I will take Senator Rivest's reasoning even further. I think we are witnessing, to a certain extent, a planned sacrifice of linguistic duality.

Let me explain what I mean. We talk about the widespread bilingualization of francophones. I studied your own data, data signed by General de Chastelain and the Deputy Minister, Mr. Fowler. The document is dated March 29, 1994, it is quite recent and was just released. There are statistics in that document that will back up the theory I want to submit to you. This is more than a sacrifice. This is a simple plan to put an end to linguistic duality in the Armed Forces.

The March 1994 annual management report mentions that 48% of your civil and military francophone personnel is bilingual. Forty-eight percent of civil or military francophones in the Armed Forces are bilingual whereas only 6.9% of the anglophones are. Six point nine percent of the civil and military anglophones at National Defence are bilingual. I think we can discern the hidden intentions of National Defence.

In other words, everything must be done in English. I also see from your document, Mr. Minister, in your tables, that 23.4% of francophones are in English-language units, while 1.7% of the anglophones are in French-language units. So, here again, one can see that bilingualism means anglicizing francophones. That is my question. However, before I ask it, I would like to say that as far as I am concerned, the history of the Royal Military College of Saint-Jean can be placed in the same context, because we want to continue to anglicize francophones.

Linguistic duality in the Armed Forces came to an end a long time ago and the decision about the *College militaire* is probably the final demonstration of the fact.

[Texte]

Avez-vous l'intention de prendre des mesures correctives pour contrecarrer l'objectif caché de la Défense nationale d'angliciser les francophones dans les Forces armées canadiennes? Avez-vous l'intention de prendre des mesures concrètes pour cesser cela?

[Traduction]

Do you intend to take corrective action to thwart the hidden objective of National Defence, which is to anglicize francophones in the Canadian Armed Forces? Do you intend to take concrete steps to put an end to that?

• 1825

M. Collenette: Monsieur, vous avez d'abord parlé d'un mémo où je parlais du défi pour les anglophones de devenir bilingues comme diplômés du Collège militaire royal après la fermeture des autres collèges. Vous avez dit que c'est un défi impossible. C'est peut-être votre sentiment car vous ne croyez pas dans l'avenir du Canada. Moi, j'y crois, et franchement, je vous dis que pour ceux qui croient sincèrement dans l'avenir du Canada, nous allons relever le défi et c'est un défi qui est complètement possible.

Pour une réponse en détail, j'invite le sous-ministre à vous répondre.

M. Robert Fowler (sous-ministre, ministère de la Défense nationale): Merci, madame la présidente. Je demanderai à mon collègue, le lieutenant-général Addy de parler pour les Forces.

Mr. Collenette: Sir, you referred first of all to what I said about the challenge for anglophones who must try to become bilingual as graduates of the Royal Military College, after the closure of the other colleges. You stated that it was in fact an impossible challenge. Perhaps that is your feeling because you do not believe in the future of Canada. I believe in it and I want to tell you on behalf of those who sincerely believe in the future of Canada, that we will meet that challenge and that it is entirely possible to do so.

For a more detailed response, I will invite the Deputy Minister to reply.

Mr. Robert Fowler (Deputy Minister, Department of National Defence): Thank you, Madam Chairperson. I would like to ask my colleague, Lieutenant-General Addy, to speak for the Armed Forces.

En ce qui concerne la population civile du ministère, je crois qu'il faut comprendre qu'il s'agit là d'une population différente de ce que vous voyez chez les fonctionnaires dans cette ville. Nous avons 33 000 civils au ministère de la Défense et ils vivent où sont stationnées les Forces, à travers le pays, dans de petites communautés, dans des positions surtout de soutien; 85 p. 100 de ces 33 000 civils soutiennent les opérations des Forces. Ils préparent la nourriture, ils coupent le gazon, ils pelletent la neige et ne sont pas obligés, dans ces fonctions-là, d'être bilingues. Donc, quand ces établissements se trouvent au Canada français, ils sont francophones. Quand il s'agit du Canada anglais, il s'agit d'anglophones et ils ne sont aucunement obligés d'être bilingues.

Insofar as the civilian personnel of the department is concerned, I think we have to understand that that population is different from the other public servants in this city. We have 33,000 civilians at the Department of National Defence and they live throughout the country, wherever forces are stationed, in small communities where they generally occupy support positions; 85% of these 33,000 civilians support the Armed Forces in their operations. They prepare food, they cut grass, they shovel snow and, in those capacities, bilingualism is not an absolute necessity for them. So, when they work on bases or facilities that are in French Canada, they are francophones. When the facilities are in English Canada, they are anglophones and there is no obligation for them to be bilingual.

En ce qui concerne la gérance du ministère, nos statistiques sont très semblables à celles de la Fonction publique en général: 23 p. 100 de nos gestionnaires seniors sont des francophones, 70 p. 100 de cette population est entièrement bilingue. C'est à peu près la norme dans la Fonction publique.

As for the administrative category in the department, our statistics are very similar to Public Service statistics generally: 23% of our senior managers are francophones, and 70% of that population is fully bilingual. That is close to the norm in the Public Service.

Lgén Addy: Merci, monsieur le sous-ministre.

LGen Addy: Thank you, Deputy Minister.

D'abord, je n'accepte pas votre thèse d'anglicisation parce que lorsque vous constatez les faits depuis 1952, depuis la formation du Collège militaire, il y a eu la Loi sur les langues officielles et la création d'unités de langue française. On fonctionne, on vit, on travaille en français.

First of all, allow me to say that I do not accept your anglicization theory, because if you look at the facts, since 1952, since the military college was opened, we have had the Official Languages Act and the creation of French-language units. We function, we live, and we work in French.

Récemment, il y a eu un changement de politique, comme le Ministre l'a mentionné, afin de permettre à tous nos techniciens d'avoir tout leur entraînement de base technique éventuellement en français. C'est prévu pour l'an 2002. Donc, je ne peux pas voir qu'on s'en aille dans le sens opposé.

Recently, there was a change in our policy, as the minister mentioned, in order to allow all of our technicians to take all their basic training in French, eventually. That should be fully in place by the year 2002. So, I cannot agree with you that we are going in the opposite direction.

Tous mes enfants ont étudié dans des écoles bilingues, dans un milieu entièrement anglophone, et sont tous entièrement bilingues. Donc, je rejette totalement l'idée que vous ne pouvez pas apprendre le français dans un milieu anglophone.

All of my children studied in bilingual schools, in entirely anglophone milieus, and all of them are fully bilingual. So, I totally reject that you cannot learn French in an anglophone environment.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Donc, vous êtes un exemple.

The Joint Chairperson (Mrs. Ringuette-Maltais): So, you are an example.

[Text]

Monsieur Bellemare.

Mr. Bellemare (Carleton—Gloucester): J'aimerais une réponse courte à la question suivante. Mon collègue Ringma du Parti réformiste semble toujours douter des chiffres du gouvernement. Étant donné que je suis ancien membre du Comité permanent des comptes publics, la réalité et la vérité m'important beaucoup.

À la Défense nationale, pour me servir d'un terme que monsieur Ringma et le Parti réformiste comprendraient, *fudgez-vous* vos chiffres?

M. Fowler: Non. Je ne *fudge* rien.

Mr. Bellemare: Si je peux me permettre, avec la permission du Bloc québécois, de parler un peu franglais, *fudgez-vous* vos chiffres?

M. Fowler: Non monsieur.

Mr. Bellemare: Aux comptes publics, les chiffres sont-ils réels ou *fudgés*?

M. Fowler: Ils sont les meilleurs chiffres qu'on puisse produire.

Mr. Bellemare: Ma deuxième question.

Do you think having bilingual military personnel in foreign countries is a hindrance or an asset to Canada?

Mr. Collenette: I can only give you a personal view of the way I look at life and—

Mr. Bellemare: What is your view as the Minister of National Defence, and not as an individual?

• 1830

Mr. Collenette: It affects the way I operate as the minister. Any human being is much better served if he or she has a facility in two languages. It adds a dimension in terms of dealing with others, in terms of sensitivity to cultures. I think it's a decided advantage.

When I was in Bosnia and Croatia with the deputy minister and some other officials before Christmas, all of our troops were from the 12th Armoured Regiment based in Valcartier and also the Royal 22nd Regiment. Those troops were at least 90% francophone and most of them were unilingual francophone.

Mr. Fowler and I can tell you we found there was an incredible awareness of those young francophones serving abroad. There was a sensitivity even among the people in Bosnia toward the fact that Canada was not just an English-speaking country, but a French-speaking country as well. It was well noted by the locals, and obviously a large number of those at the officer level were bilingual. I think it spoke well for Canada's engagement in that part of the world.

The short answer to your question is it makes us all better individuals if we can speak two languages and it certainly makes the military that much better.

[Translation]

Mr. Bellemare.

Mr. Bellemare (Carleton—Gloucester): I wonder if you could provide a short answer to the following question. My colleague Mr. Ringma, from the Reform Party, always seems to view government figures with suspicion. As a former member of the Standing Committee on Public Accounts, reality and truth—facts—are very important to me.

At National Defence, to use a term that Mr. Ringma and the Reform Party will understand, do you *fudge* your figures?

Mr. Fowler: No, I don't *fudge* anything.

Mr. Bellemare: With the permission of the Bloc Québécois, if I may be allowed this lapse into *Frenglish*, do you *fudge* your figures?

Mr. Fowler: No, sir.

Mr. Bellemare: And do Public Accounts *fudge* their figures or are they accurate?

Mr. Fowler: They are the best figures that anyone can come up with.

Mr. Bellemare: Here is my second question.

Pensez-vous que le fait d'avoir un personnel militaire bilingue soit un atout ou un inconvénient pour le Canada à l'étranger?

Mr. Collenette: Je ne peux que vous répondre selon ma perspective personnelle quant à la vie et. . .

Mr. Bellemare: Pouvez-vous nous donner, plutôt, votre perspective en tant que ministre de la Défense nationale?

Mr. Collenette: Mais ma perspective affecte la façon dont je vois et fais les choses en tant que ministre. Il vaut mieux pour n'importe quel être humain de pouvoir s'exprimer dans deux langues. Cela ajoute une dimension en ce qui a trait à votre communication avec les autres, cela vous rend plus sensible aux cultures. Je pense que c'est un avantage incontestable.

Quand j'étais en Bosnie et en Croatie avec le sous-ministre et quelques autres hauts fonctionnaires avant Noël, toutes nos troupes stationnées là-bas étaient du 12^e régiment blindé de Valcartier et aussi du Royal 22^e régiment. Ces troupes étaient francophones à 90 p. 100, au moins, et la plupart de ces militaires étaient francophones unilingues.

Mr. Fowler vous dira comme moi que nous avons trouvé chez ces jeunes francophones servant à l'étranger une incroyable conscientisation. Même les habitants de la Bosnie étaient devenus sensibles au fait que le Canada n'est pas seulement un pays anglophone, mais aussi un pays francophone. Les habitants de la région avaient bien compris ce fait et il était aussi clair pour eux qu'un grand nombre des officiers étaient bilingues. Je pense que cela ajoutait à la crédibilité des activités canadiennes dans cette région du monde.

Mais, bref, pour répondre à votre question sans trop m'étendre sur le sujet, je pense que tout le monde peut profiter du fait de parler deux langues, et cette capacité améliore certainement les forces armées aussi.

[Texte]

Mr. Bellemare: Does National Defence have any problem or reluctance with the application of the official languages law?

Mr. Collenette: No.

Mr. Bellemare: Do you find that bilingualism and the official languages law—these are two terms the Reform Party purposely confuse, or they would like to see the communities get confused over—are too costly?

Mr. Collenette: It depends on your perspective. I made the statement earlier that I would rather have the officials worrying about other things than costing out every specific administrative or operational arrangement for translation or operating in two languages. I would rather have them pay attention to other things. We don't like to waste money in Defence and we can't waste money in Defence, but conforming to the requirements of the Official Languages Act is a price we pay for being Canadians.

Mr. Bellemare: My last question concerns the Collège militaire royal and Kingston. I was intrigued that only 25% of officers come from military colleges and 75% come from a variety of other sources. Some of them come from the Collège militaire de Saint-Jean, and my colleagues from Quebec were very elated when it was mentioned the community has a great deal to do with

la formation des gens dans la langue française. Donc, j'imagine que, dans leur enthousiasme, ils regardaient le fait qu'on voyait une francisation des anglophones, ce que j'appelle des gens qui deviennent bilingues, ou en somme, qui deviennent de vrais Canadiens.

Monsieur le ministre, Kingston, par exemple, donnera l'opportunité aux francophones qui n'ont jamais eu l'occasion de côtoyer des anglophones d'apprendre l'anglais et je trouve cela très bien. Cependant, j'ai un problème à titre de Franco-Ontarien et Canadien français. Vous avez dit que le député local fera des pieds et des mains pour aider la Défense nationale à s'établir dans un collège militaire unique et bilingue, à Kingston. Mon inquiétude est pour les familles. Je suis sûr que vous ne pouvez pas exiger que, tout à coup, il y ait une myriade de migration de médecins francophones, de physiciens francophones, de curés francophones et de dentistes francophones pour venir sauver la cause à Kingston.

Cependant, la Défense nationale n'a-t-elle pas une responsabilité financière pour accommoder, par exemple, les conseils scolaires locaux? Je dis les conseils scolaires car il y a les écoles séparées et les écoles catholiques.

[Traduction]

M. Bellemare: La Défense nationale a-t-elle certaines hésitations, certains problèmes quant à l'application de la Loi sur les langues officielles?

M. Collenette: Non.

M. Bellemare: Et pensez-vous que le bilinguisme et la Loi sur les langues officielles—ce sont deux termes que confond délibérément le Parti réformiste, et qu'ils aimeraient bien voir confondus dans l'esprit de la population—sont trop coûteux?

M. Collenette: Cela dépend de votre perspective. J'ai dit auparavant que je préférerais que les hauts fonctionnaires s'inquiètent d'autres choses que d'avoir à pinailler et à calculer le coût de chaque petite mesure administrative ou opérationnelle quand il s'agit de faire traduire quelque chose ou de rendre possible l'utilisation des deux langues dans nos activités. Je préfère les voir diriger leur attention ailleurs. À la Défense, nous n'aimons pas gaspiller l'argent, et nous ne pouvons d'ailleurs pas en gaspiller, mais le fait de se conformer aux exigences de la Loi sur les langues officielles n'est qu'un coût à payer pour le fait d'être Canadien.

M. Bellemare: Ma dernière question porte sur le Collège militaire royal et Kingston. J'ai été intrigué d'apprendre que seulement 25 p. 100 des officiers étaient passés par les collèges militaires, alors que 75 p. 100 ont été formés de diverses autres façons. Certains officiers viennent du Collège militaire de Saint-Jean, et mes collègues de Québec ont été très contents d'entendre que la collectivité participait beaucoup à

training people there in the French language. So, I expect that in their enthusiasm they noted the fact that anglophones were being immersed in the French language and culture, and were becoming bilingual, or, you might say, real Canadians.

Mr. Minister, in Kingston, for instance, francophones who have never had the opportunity of being with anglophones on a daily basis will be able to learn English and I think that is just fine. However, I do have a problem as a Franco-Ontarian and a French-Canadian. You said that the local MP would be doing everything in his power to help National Defence develop a unique, bilingual military college in Kingston. I worry about the families. I'm sure you cannot demand that there be a sudden migration of French-speaking doctors, physicians, priests and dentists to Kingston; you cannot ask all of these people to suddenly flock to Kingston in aid of the francophone cause.

However, does National Defence not have some financial responsibility to accommodate local school boards, for instance? I'm thinking of school boards because there are separate schools, Catholic schools.

• 1835

Ne pensez-vous pas que vous avez une responsabilité de donner les appuis nécessaires, dans la langue française, aux familles des militaires et des civils qui étudieront au Collège militaire de Kingston?

Would you not agree that you have a responsibility there to provide the necessary supports, in the French language, to the families of the military and civilian students who will be enrolled at the Royal Military College in Kingston?

[Text]

Mr. Collenette: Obviously, in terms of education and providing other social services, that is the responsibility of the municipality and the province. Although Kingston falls under the threshold of providing French-language services, because it's not the 10% under the —

M. Bellemare: Excusez-moi de vous interrompre pour un moment.

En Alberta et en Colombie-Britannique, les anglophones profitent du programme des langues officielles en recevant de l'argent donné aux conseils scolaires pour dispenser l'enseignement du français à l'intérieur de programmes d'immersion en français. Donc, l'inverse devrait s'appliquer. La Défense nationale ou le gouvernement fédéral vont-ils accorder des fonds aux conseils scolaires de Kingston pour qu'ils puissent dispenser des cours d'immersion en français?

Mr. Collenette: In terms of providing services, the Province of Ontario has the flexibility even though there isn't the 10% threshold in Kingston. I would hope the premier, who is bilingual himself, will be sensitive and in touch with the provincial government to try to underscore the fact that it is in the best interests of Canadian unity and the people of Ontario to ensure this works and has the flexibility in its own programs.

Specifically, I have to point out that most of these cadets don't have families. Most of these people are young men. Unfortunately, there are fewer women than we would like and that's another matter we're trying to address. The number of people we're talking about with families is few. It doesn't mean to say we can deny the basic premise, which is to try to ensure that the francophones feel as comfortable as they should in that area. In that way we have to work with other levels of government.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Je donne la parole à M. Ringma.

M. Ringma: Madame la présidente, par respect pour ce Comité et les témoins et, compte tenu de l'heure, j'essaierai de ne pas faire un discours mais de poser des questions brèves.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): La présidence vous remercie.

Mr. Ringma: Minister, I would really like to look at the policy you announced in the House and repeated here tonight about telling the anglophones they have to shape up or ship out, and that by 1997 if they aspire to the rank of lieutenant-colonel or more, they will have to become bilingual.

I look at the policy of the Official Languages Act which states:

English and French are the languages of work in all federal institutions, and officers and employees of all federal institutions have the right to use either official language. . .

[Translation]

M. Collenette: Manifestement, pour ce qui est de l'éducation et des autres services sociaux, c'est là la responsabilité de la municipalité et de la province. Bien que Kingston n'atteigne pas le seuil de la région désignée pour ce qui est de la prestation de services en langue française, parce qu'elle n'a pas les 10 p. 100 nécessaires selon. . .

Mr. Bellemare: Forgive me if I interrupt you very briefly.

In Alberta and in British Columbia, anglophones have the opportunity of taking advantage of the official languages program and money is provided to school boards so that they can dispense training in French in French immersion programs. So, that should also apply in this situation. Will National Defence or the federal government provide funds to Kingston's school boards in order to enable them to provide French immersion courses?

M. Collenette: Quant à la prestation de services, la province de l'Ontario a une certaine marge discrétionnaire en la matière, même si la population francophone de Kingston n'atteint pas le seuil des 10 p. 100. J'espère que le premier ministre de la province, qui est lui-même bilingue, sera sensible à la question et fera comprendre au gouvernement provincial qu'il en va de l'intérêt de l'unité canadienne et de la population de l'Ontario d'assurer la réussite de ce projet et de faire preuve de souplesse quant à ses programmes.

Mais je dois vous dire que la plupart de ces cadets n'ont pas de famille. Ce sont des jeunes hommes, en majorité. Malheureusement, il y a moins de femmes malgré le fait que nous aimerions en voir plus et c'est là un autre problème que nous tentons de régler. Quoi qu'il en soit, il y a peu d'étudiants qui ont des familles. Ce qui ne signifie pas que nous remettons en question la prémisse, qui est que nous voulons nous assurer que les francophones se sentiront aussi à l'aise que possible dans cette région. Pour y arriver, nous devons travailler avec les autres paliers de gouvernement.

The Joint Chairperson (Mrs. Ringuette-Maltais): I now give the floor to Mr. Ringma.

Mr. Ringma: Madam Chairperson, out of respect for this committee and for the witnesses, and also because I am mindful of the time of day, I will try not to make a speech but, rather, to ask some brief questions.

The Joint Chairperson (Mrs. Ringuette-Maltais): The Chair thanks you.

M. Ringma: Monsieur le ministre, j'aimerais vraiment examiner la politique que vous avez annoncée en Chambre et réitérée ici ce soir, qui semble dire aux anglophones qu'ils vont devoir se conformer aux exigences ou changer de métier, et que d'ici 1997, s'ils aspirent au rang de lieutenant-colonel ou à un rang encore plus élevé, ils vont devoir devenir bilingues.

Je regarde la politique de la Loi sur les langues officielles, selon laquelle:

Le français et l'anglais sont les langues de travail dans toutes les institutions fédérales et les cadres et les employés de toutes les institutions fédérales ont le droit d'employer l'une ou l'autre des deux langues officielles.

[Texte]

I wonder if your policy doesn't go against that. How do you rationalize it?

Mr. Collenette: We believe there is an obligation of all federal institutions to provide services in both official languages. We also believe those at the senior levels of the armed forces, as in the senior levels of the bureaucracy, should be bilingual. We are going to require the senior officers of the armed forces to be bilingual. We want to ensure that no one is unduly penalized in moving to that level, but people have had ten years' notice. This was first declared, if you will, in 1987 and has been reiterated by me and others in the last few months. I don't believe this goes against the spirit of the Official Languages Act.

We are not attempting to make everyone in the Canadian Armed Forces bilingual in the same way as the Official Languages Act does not require everybody in the country to be bilingual. That would be folly. It does say that federal services should be available to all Canadians, either French speaking or English speaking, and they must be able to receive federal services in the language of their choice. As a federal institution, the Canadian Armed Forces has to follow that spirit in its own administration and operations.

I don't know if General O'Donnell would like to have a word on that.

[Traduction]

Je me demande si votre politique ne va pas à l'encontre de cette disposition. Comment la justifiez-vous?

M. Collenette: Nous pensons que toutes les institutions fédérales ont l'obligation de fournir des services dans les deux langues officielles. Nous pensons aussi que ceux qui sont aux échelons supérieurs des Forces armées, tout comme ceux qui occupent des postes aux échelons supérieurs de la fonction publique, devraient être bilingues. Nous allons exiger que les officiers supérieurs des Forces armées soient bilingues. Nous voulons éviter de pénaliser quiconque indûment en apportant ce changement, mais il faut bien dire que les gens ont eu dix ans de préavis. Cette politique a d'abord été annoncée, si vous voulez, en 1987 et je l'ai répétée, comme d'autres l'ont fait, au cours des quelques derniers mois. Je ne pense pas que cette disposition aille à l'encontre de l'esprit de la Loi sur les langues officielles.

Nous n'essayons pas de faire en sorte que tous les militaires des Forces armées canadiennes soient bilingues, tout comme la Loi sur les langues officielles n'exige pas que tous les citoyens du pays deviennent bilingues. Ce serait de la folie. La loi dit toutefois que les services fédéraux devraient être disponibles à tous les Canadiens, francophones ou anglophones, qui doivent pouvoir obtenir des services d'institutions fédérales dans la langue de leur choix. En tant qu'institution fédérale, les Forces armées canadiennes doivent se conformer à l'esprit de cette disposition dans leur administration et leurs opérations.

Peut-être le général O'Donnell désire-t-il dire quelques mots à ce sujet.

• 1840

LGen O'Donnell: I would only add the observation that everyone in the Canadian forces has the right to work in the language of his choice. It therefore puts an obligation on the leadership to be able to function in both languages, to be able to lead their subordinates in both languages. That is the fundamental crux of the requirement beyond the rank of lieutenant-colonel and above for bilingualism.

Mr. Ringma: I can agree that it should be encouraged and I can agree with bilingualism itself. If I were still in, I would be striving to improve my French because it is an additional qualification. For my own officers, the more qualifications, the better. It is a thing to be encouraged, but I cannot accept that it is a thing to be forced. This is a type of coercion to me.

If I had come into the forces, let's say, twelve years ago with the expectation of having a career, and I was a bright young comer and I figured that Canada is an English country as well as bilingual, I think I would feel very frustrated. I think I would feel that my basic rights were being violated here.

Mr. Bellemare: What about the francophone who wants to be a colonel?

Mr. Ringma: We have French language units that take care of this to a degree.

Lgén O'Donnell: J'ajouterais simplement l'observation suivante: tous les membres des Forces armées canadiennes ont le droit de travailler dans la langue de leur choix. Ce droit oblige les supérieurs à pouvoir fonctionner dans les deux langues, s'ils veulent pouvoir diriger leurs subalternes dans les deux langues. C'est ce qui explique, fondamentalement, l'exigence du bilinguisme pour les officiers qui atteignent le rang de lieutenant-colonel ou des rangs supérieurs.

M. Ringma: Je pense qu'on devrait encourager ces gens à être bilingues, et je suis d'accord avec l'idée du bilinguisme en tant que tel. Si j'étais toujours dans les Forces armées, je travaillerais à l'amélioration de mon français, parce que c'est une qualification additionnelle. Quant à mes propres officiers, plus ils ont de compétences, mieux ça vaut. C'est une chose qu'il faut encourager, mais je ne peux accepter qu'on en fasse une obligation. Pour moi, il s'agit d'un type de coercition.

Si je m'étais joint aux Forces armées il y a 12 ans, disons, dans l'espoir d'y faire carrière, et si j'étais un jeune très doué et dynamique, si j'avais sous l'impression que le Canada est un pays anglophone autant que bilingue, je pense que je serais très frustré. Il me semble que j'aurais l'impression qu'on viole mes droits fondamentaux à cet égard.

M. Bellemare: Et que dire du francophone qui veut devenir colonel?

M. Ringma: Il existe des unités de langue française pour régler ce problème, dans une certaine mesure.

[Text]

Mr. Collenette: Mr. Ringma, you have to understand that we don't have conscription in this country. You volunteer for the armed forces in the same way as you apply for a job that requires some linguistic capability.

It is not against the Charter of Rights, for example, in view of free trade with Mexico, for a company to advertise for someone to fill a position who is bilingual in English and Spanish. It doesn't go against the Charter of Rights to set certain requirements.

In the case of the armed forces, joining the armed forces is voluntary. You join knowing full well that if you aspire to be a general officer, as an anglophone you may be called upon to lead French-speaking troops. Therefore, as a condition of your employ in the armed forces, if you want to aspire past a certain level you must become bilingual. There is nothing against the Charter of Rights, nothing against the Official Languages Act. If you don't want to be part of the armed forces under those conditions, then perhaps you should try to join another country's armed forces.

Mr. Ringma: That is patently clear as of now. My suggestion is that it has not always been clear and I think it may not be accepted by all.

In any event, what is the policy of the department or the forces for these unilingual people? Are you going to have all that training available for those who still aspire to the higher ranks? How much training is available? I am sorry, but it begs to be asked: how much is it going to cost?

LGen Addy: I can answer that question. We are making sure, barring operational problems, that anybody who is going to be in a position to be promoted will have had access to language training.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Avant de céder la parole au sénateur Stollery, j'aurais moi-même quelques questions.

Le commissaire indique, dans son rapport, que nous transigeons, au niveau commercial, avec 28 pays francophones et 34 pays anglophones. Au niveau de l'OTAN et des Nations-Unies, votre ministère participe-t-il ou coopère-t-il, en ce qui a trait à la langue, avec les forces militaires des différents pays membres de ces organisations, selon la même proportion, c'est-à-dire en français avec 28 pays et en anglais avec 34.

LGen Addy: Nous avons servi dans plusieurs théâtres où il y avait l'anglais et le français. Je vais vous donner un exemple. Nous sommes au Rwanda où on nous a demandé de participer et le général Dallaire est là, à titre de commandant, parce qu'il pouvait parler en français, en particulier.

Par exemple, plus tôt, on nous demandait si les forces bilingues étaient plus utiles. La réponse est oui.

[Translation]

M. Collenette: Monsieur Ringma, vous devez comprendre que nous n'avons pas le service militaire obligatoire au Canada. On choisit de se joindre aux Forces armées, tout comme on peut choisir de postuler un emploi pour lequel certaines compétences linguistiques sont exigées.

Cela n'irait pas à l'encontre de la Charte des droits de la personne, par exemple, si une compagnie cherchait à doter un poste avec un candidat bilingue qui parlerait l'anglais et l'espagnol, à cause du libre-échange avec le Mexique. Le fait de fixer certaines exigences ne va pas à l'encontre de la Charte des droits.

Le fait de se joindre aux Forces armées est un acte volontaire. Vous vous joignez aux Forces armées en sachant bien que si vous voulez devenir officier supérieur, en tant qu'anglophone vous aurez peut-être à diriger des troupes francophones. Ainsi, c'est une condition associée à votre emploi au sein des Forces armées; si vous désirez dépasser un certain niveau, vous devez devenir bilingue. Cela ne va pas à l'encontre de la Charte des droits ni de la Loi sur les langues officielles. Si vous ne voulez pas vous joindre aux Forces armées dans ces conditions, peut-être devriez-vous envisager de vous joindre aux Forces armées d'un autre pays.

M. Ringma: C'est maintenant très très clair. D'après moi, cela ne l'a pas toujours été et je pense que tous ne l'accepteront pas d'emblée.

De toute façon, quelle est la politique du ministère ou des Forces armées quant aux unilingues? Allez-vous offrir toute la formation voulue à ceux qui espèrent toujours devenir officiers supérieurs? Dans quelle mesure cette formation est-elle disponible? Et, je vous prie de m'excuser, mais il faut bien poser cette question: quels seront les coûts de cette formation?

LGen Addy: Je peux répondre à cette question. Nous voulons nous assurer, exception faite des problèmes opérationnels, que toute personne qui pourra être promue aura eu accès à la formation linguistique.

The Joint Chairperson (Mrs. Ringuette-Maltais): Before giving the floor to Senator Stollery, I would like to ask a few questions of my own.

The Commissioner says in his report that as a trading nation, we do business with 28 francophone countries and 34 anglophone countries. With regard to language, does your department deal with the Armed Forces of the various member countries of NATO and the UN in similar proportions, that is to say in French with 28 countries and in English with 34?

LGen Addy: We have served in several theaters where English and French were both used. I will give you an example. We are in Rwanda where we have been asked to participate in operations and General Dallaire is there, as commanding officer, partly because he speaks French, specifically.

Earlier, we were asked whether bilingual Armed Forces were more useful. The answer to that is yes.

[Texte]

[Traduction]

• 1845

Lorsque le général Simmons était chef d'état-major dans les années cinquante et qu'on nous avait demandé d'aller au Congo, on ne nous avait pas demandé d'y aller parce qu'on était Canadiens, on nous a demandé parce qu'on parlait l'anglais et le français, parce que du point de vue opérationnel, c'était utile.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Donc, vous êtes d'accord avec la déclaration de M. Ringma qui disait que d'être bilingue c'était des qualifications additionnelles.

LGen Addy: Absolument.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Sénateur Stollery.

Le sénateur Stollery (Bloor and Yonge): Je vous remercie, madame la présidente.

I find this conversation sort of—

c'est assez bizarre car, quand même, on entend ces mêmes questions depuis, je ne sais pas! Je suis ici depuis 23 ans et j'entends toujours les mêmes questions et les mêmes critiques.

We are a bilingual country. The first Canadian soldier I ever saw abroad was in Phnom Penh in 1959 when we were with, I think, the ICC. We were of particular use in those days because our people could travel between Hanoi, Saigon and Phnom Penh. A French-speaking Canadian officer was in charge of the commissions office in Phnom Penh.

But Minister, if you are going to be an officer in the Canadian Armed Forces, it seems to me that to ask a person that he or she be bilingual is a very reasonable request. That is a reasonable job qualification.

I am on my fifth language now. I am 58 years old. It is very hard. I am working very hard to learn my fifth language. I started in order to prove and say to those people who say that once you're over 50 you can't learn any more, well, just watch me.

But Minister, I was interested in the question about the success rate at the Collège militaire de Saint-Jean. You said in your reply that you will be using in the language part of it . . . because becoming a military officer is not just the language part. There is a lot more. The specialty you will be learning is different.

In terms of learning French, I thought you said you would be using facilities in Quebec, like the Université du Québec and all of the large number of courses that must be available and ways and methods for people to learn a language who have to learn French. Is that right? Would you like to expand on that?

Mr. Collenette: I am glad you want me to explain a little bit more fully. I can sense a degree of frustration in your voice with some of the comments that have been raised here.

I was first elected in 1974. That was only five years after the Official Languages Act was passed. It was pretty tough, especially in western Canada and rural Ontario, to get the notion across.

When General Simmons was Chief of the Defense Staff in the 50s and we were asked to go to the Congo, we were not asked to go because we were Canadians but because we spoke English and French and because that was useful from the operational point of view.

The Joint Chairperson (Mrs. Ringuette-Maltais): So, you agree with Mr. Ringma's statement that being bilingual is an additional qualification.

LGen Addy: Absolutely.

The Joint Chairperson (Mrs. Ringuette-Maltais): Senator Stollery.

Senator Stollery (Bloor and Yonge): Thank you, Madam Chairperson.

Cette discussion me semble un peu . . .

bizarre, because we have been hearing the same questions since I don't know when! I have been here for 23 years and I have been hearing the same questions and the same criticisms.

Nous sommes un pays bilingue. La première fois que j'ai vu un soldat canadien à l'étranger était à Phnom Penh, en 1959, alors que nous étions avec la CCI, il me semble. Nous étions particulièrement utiles à l'époque parce que nos gens pouvaient voyager entre Hanoï, Saïgon et Phnom Penh. Un officier canadien francophone était responsable du bureau des commissions de Phnom Penh.

Mais, monsieur le ministre, il me semble que si vous voulez être officier dans les Forces armées canadiennes, il est tout à fait raisonnable d'exiger que vous soyez bilingue. C'est une condition d'emploi tout à fait raisonnable.

J'en suis à ma cinquième langue. J'ai 58 ans. C'est très difficile. Je travaille très dur pour acquérir ma cinquième langue. J'ai commencé à l'apprendre pour prouver qu'on pouvait le faire et pour répondre à ceux qui disent que quand vous avez plus de 50 ans vous ne pouvez plus apprendre; on verra bien.

Monsieur le ministre, la question qui portait sur le taux de réussite des étudiants au Collège militaire de Saint-Jean m'a intéressé particulièrement. Dans votre réponse, vous avez dit que vous alliez avoir recours à la dimension linguistique. . . car, bien sûr, il ne suffit pas d'apprendre une langue pour devenir officier militaire; il faut bien plus que cela. Vous devez vous spécialiser dans un domaine particulier et ce que vous apprendrez pour ce faire sera différent.

Pour ce qui est de l'apprentissage du français, j'ai cru vous entendre dire que vous auriez recours aux établissements du Québec, comme, par exemple, l'Université du Québec qui doit offrir un grand nombre de cours. Dans une telle institution, on doit connaître toutes sortes de méthodes pour enseigner le français à ceux qui doivent l'apprendre. Ai-je raison? Pourriez-vous nous en dire davantage?

M. Collenette: Je suis heureux que vous me demandiez de fournir de plus amples explications. Je sens dans votre voix une certaine frustration, provoquée par certaines observations qui ont été faites ici.

J'ai été élu pour la première fois en 1974, seulement cinq ans après l'adoption de la Loi sur les langues officielles. Il était assez difficile de faire passer le message, surtout dans l'ouest du Canada et dans les régions rurales de l'Ontario.

[Text]

Senator Stollery: This is 1994.

Mr. Collenette: This is 1994 and I had thought we had laid that to rest. . . and something is happening to me. But we owe it to them to try to help people like Mr. Ringma and his friends understand the reality of Canada.

With respect to the specific question that was raised, I believe, by Senator Rivest, it is really a challenge for us. Young anglophone cadets will not be going to CMR for a year or whatever. We will have to build into their twelve months each year—and they are not at school for five months like a lot of university students; they are there for the full year—we will have to build in programs and training to make sure it is done at our military bases in Quebec or in a university environment in the summer. I think that will address the questions that have been correctly raised.

Now, we do have one problem other than this which we will admit to. In Quebec and some of the maritime provinces the young people finish high school a year earlier. Therefore a young francophone coming out of the Quebec high school system has to make up that transition, because you have to have five years. We are discussing ways now, internally, to accommodate that.

• 1850

I know the Government of Quebec is concerned about that as well. It has been very concerned about the closing of CMR. It is concerned about taking young francophones—it's not just francophones; it's anglophones from Quebec and also from some of the maritime provinces—to Kingston. Where are they going to go? Are they going to go to a high school in Kingston? Those sensitivities have to be addressed. Perhaps we can address them in some way by ensuring they stay in CEGEPs in Quebec so it is a bridging year.

That is one problem that has been created because of the unevenness of the provincial education system. However, we can address it. We can get around that and we can satisfy most people concerned, as Senator Rivest is and certainly the Government of Quebec, so that in effect there will be recruits going into officer training from Quebec who will have had a bridging year. They will have an even start with the rest of the people from Canada at RMC.

Senator Stollery: Minister, I don't want to put words in your mouth at all, but I suppose the language portion of the Collège militaire de Saint-Jean, the part of it that was the language training. . . I was never at the Collège militaire de Saint-Jean, one of those. . .

Mr. Collenette: I was.

Le sénateur Stollery: Je n'étais jamais là, donc, je ne sais pas.

I suppose some of that part will be taken up by the Quebec educational system and probably by New Brunswick and for all I know, Ontario, in the francophone areas of Ontario.

[Translation]

Le sénateur Stollery: Et nous sommes en 1994.

M. Collenette: Oui, nous sommes en 1994 et je pensais que nous avions mis fin à cette opposition. . . mais il m'arrive quelque chose. Mais nous devons essayer d'aider les gens comme M. Ringma et ses amis à comprendre la réalité du Canada; c'est leur droit.

Quant à la question précise qui a été soulevée par le sénateur Rivest, il me semble, c'est un réel défi pour nous. Les jeunes cadets anglophones n'iront plus au CMR pendant une année ou pendant une période plus longue. Nous allons devoir inclure des programmes dans leur formation, qui dure 12 mois par année—they ne vont pas à l'école pendant cinq mois comme de nombreux étudiants universitaires; ils sont au Collège pendant toute l'année—nous allons devoir, donc, inclure des programmes de formation en français et nous assurer que cette formation aura lieu aux bases militaires du Québec ou dans une université, l'été. Je pense que cela devrait répondre aux questions qui ont été posées, à juste titre.

Nous avons un autre problème que nous sommes disposés à admettre, d'ailleurs. Au Québec, et dans certaines provinces des Maritimes, les jeunes terminent leur cours secondaire une année avant ceux des autres provinces. Ainsi, un jeune francophone diplômé d'une école secondaire du Québec devra faire une année transitionnelle parce qu'il faut cinq années de formation. À l'heure actuelle, nous discutons de solutions internes éventuelles à cette difficulté.

Je sais que la question préoccupe aussi le gouvernement du Québec. La fermeture du CMR le préoccupe beaucoup aussi, bien sûr. Le gouvernement s'inquiète du déplacement de jeunes francophones—et il ne s'agit pas seulement de francophones, ce sont aussi des anglophones qui quitteraient le Québec et certaines provinces maritimes—vers Kingston. Où iront-ils? Devront-ils fréquenter une école secondaire à Kingston? Ce sont des questions délicates auxquelles il faut trouver réponse. Peut-être pourront-ils rester dans un CEGEP au Québec pour faire une année de transition.

C'est un problème causé par la non-uniformité des systèmes d'enseignement provinciaux. Toutefois, nous pensons pouvoir régler la difficulté. Nous pensons pouvoir contourner le problème et satisfaire la plupart des intéressés, tels le sénateur Rivest et le gouvernement du Québec, certainement, pour que nous puissions admettre dans nos programmes de formation des officiers des recrues du Québec qui auront une année de scolarisation additionnelle. Ainsi, ils seront sur un pied d'égalité avec les autres étudiants du reste du Canada au RMC.

Le sénateur Stollery: Monsieur le ministre, je ne veux pas mettre de paroles dans votre bouche, mais je suppose que la formation linguistique au Collège militaire de Saint-Jean—je n'ai jamais étudié au Collège militaire de Saint-Jean—

M. Collenette: Moi, si.

Senator Stollery: I never went there, so I don't know.

Je suppose qu'une partie de cette formation sera assurée par le système d'enseignement québécois et sans doute aussi par le Nouveau-Brunswick; peut-être que la même chose pourra se faire en Ontario, dans les régions francophones de l'Ontario.

[Texte]

Mr. Collenette: As you know, Mr. Massé, the intergovernmental affairs minister, has been talking with Mr. Chagnon, the Quebec minister responsible, on the future use of the college.

The House of Commons language school is at the Collège militaire royal. Those teachers, I believe, are paid by the House. They are not military teachers. It will be a decision for the House of Commons to arrive at after the Government of Quebec decides if it wants the facilities there for some other institution of learning. We do considerable language training at the base at Saint-Jean.

One thing that hasn't been talked about today is in our effort to economize, the whole question of using the Public Service Commission to train our people as opposed to doing it in-house. However, certainly the French language training will continue at the Saint-Jean base. There is a big facility there, but as to the future use of it, the Quebec government really has to decide if it wants to encourage some continued educational use. The House of Commons will have to decide and perhaps other federal governments could decide to do language training there. That is really up for discussion right now.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Monsieur le sénateur Rivest.

Le sénateur Rivest: Je voudrais d'abord dire que j'ai reçu avec beaucoup de plaisir les félicitations de notre collègue du Bloc québécois, mais il a quelque peu étendu mon interprétation, car ma conviction ce n'était pas du tout que les Forces armées canadiennes visaient à l'anglicisation des francophones. Au contraire, monsieur le ministre, je suis déçu de votre décision parce que je crois, comme vous, à ce que des efforts considérables soient faits pour permettre d'avoir des Forces qui correspondent à la réalité linguistique du Canada.

C'est dans ce contexte-là que je dis que la fermeture du Collège militaire de St-Jean m'apparaît une mauvaise décision car on s'est privé d'un instrument extrêmement valable et performant qu'on avait déjà. En écoutant vos commentaires, monsieur le ministre, en réponse à d'autres collègues, c'est effectivement compliqué de recréer artificiellement, à Kingston, un collège militaire qui existait déjà et qui était performant. Vous dites que le député de Kingston va vous aider. La communauté francophone va vous aider. Le commissaire aux langues officielles vous a dit que cela prendrait un certain nombre d'exigences au niveau des services sociaux et des conseils scolaires. Vous demandez à la province de l'Ontario de faire des efforts additionnels pour essayer de permettre aux francophones qui vont devoir vivre à Kingston d'obtenir des services dans leur langue.

[Traduction]

M. Collenette: Comme vous le savez, le ministre des Affaires intergouvernementales, M. Massé, est en pourparlers avec M. Gagnon, le ministre québécois responsable en la matière, quant à l'avenir du Collège.

L'école de langues de la Chambre des communes est au Collège militaire royal. Je pense que ses enseignants sont payés par la Chambre. Ce ne sont pas des enseignants militaires. La Chambre des communes devra prendre une décision après que le gouvernement du Québec ait décidé s'il veut que ces installations servent à un autre établissement d'enseignement supérieur. Nous faisons beaucoup de formation linguistique à la base de Saint-Jean.

Nous n'avons pas parlé aujourd'hui, dans le cadre des économies que nous tentons de réaliser, du recours à la Commission de la fonction publique pour former nos gens, plutôt que de leur offrir une formation à l'interne. Quoi qu'il en soit, on continuera certainement d'offrir des cours de français à la base de Saint-Jean. Il y a de grandes installations là-bas, mais quant à l'avenir, c'est le gouvernement du Québec qui devra en décider, à savoir veut-il perpétuer la mission pédagogique de cet établissement? La Chambre des communes devra prendre une décision et d'autres ministères fédéraux pourront peut-être aussi décider d'offrir une formation linguistique là-bas. Tout cela devra faire l'objet de discussions qui ont d'ailleurs lieu à l'heure actuelle.

The Joint Chairperson (Mrs. Ringuette-Maltais): Senator Rivest has the floor.

Senator Rivest: Firstly, I want to say that I was very pleased to be congratulated by my colleague from the Bloc québécois, but he did broaden my statement somewhat, because my conviction was not at all that the Canadian Armed Forces aim to anglicize francophones. To the contrary, Minister, I am disappointed by your decision, because I believe like you, that considerable efforts should be deployed to allow us to have Armed Forces that will be the reflection of the linguistic reality of Canada.

It is in that context that the closure of the military college in Saint-Jean seems to be a bad decision to me because we are depriving ourselves of an extremely valuable and effective tool which was already an asset. I've been listening to your comments, Mr. Minister, in response to questions put by other colleagues, and I understand that it is indeed complicated to artificially recreate in Kingston a military college that already exists and has performed remarkably well. You say that the member for Kingston will be helping you. The francophone community will help. The Commissioner of Official Languages said that there would be some requirements with regard to social services and school boards. You are asking the province of Ontario to make additional efforts to try to help the francophones who will be moving to Kingston to obtain services in their language.

• 1855

Après vous avoir écouté, j'avoue que je suis absolument convaincu que ce n'est pas une décision judicieuse que vous avez prise, d'autant plus que vous dites, de même que votre collaborateur, que pour apprendre la langue anglaise ou la

After having listened to you, I must acknowledge that I am totally convinced that this decision you have taken is not a wise one, all the more so since you said, as did your associate, that students could be sent to Kingston, or to some civilian university

[Text]

langue française en particulier, en pensant plus particulièrement aux militaires anglophones où le problème se pose davantage, on pouvait les envoyer à Kingston ou dans une université civile ou dans d'autres institutions. Or, mes chiffres sont tout à fait véridiques, ils ont très bien été établis. Cela s'est déjà fait, cela se fait actuellement; des militaires anglophones vont apprendre le français dans d'autres institutions et vous avez encore le Collège militaire de Saint-Jean.

Cependant, le drame, c'est que le taux de réussite, je le répète, de ces étudiants anglophones se situe autour de 30 et 40 p. 100 lorsqu'ils étudient dans une université civile alors que le taux de réussite aux examens de français—ils peuvent être par ailleurs, d'excellents militaires—pour les étudiants anglophones de même niveau et de même condition lorsqu'ils étaient à Saint-Jean, était de 87 p. 100. Pour retrouver ces chiffres-là, vous n'avez simplement qu'à regarder le mémoire, soumis, je pense, à monsieur le ministre et aux membres des différents comités, par l'Association des diplômés du Collège militaire royal de Saint-Jean qui ont très bien établi ces données-là.

Donc, oublions cela. Je pense que le point est fait, monsieur le ministre. Je sais que vous allez conserver votre profonde tristesse d'avoir dû prendre une décision aussi—dans mon esprit, à tout le moins—mauvaise pour l'unité du Canada. Je ne sais si le gouvernement du Québec—que je connais bien et auquel j'ai été associé pendant de très nombreuses années—

M. Collenette: Oui, on m'a dit ça.

M. Rivest: ...est en mesure de répondre aussi facilement que ça à la réutilisation des installations de Saint-Jean. En votre qualité de ministre de la Défense nationale et, compte tenu de l'état actuel des discussions avec le gouvernement du Québec, pouvez-vous assurer ce Comité qu'il y aura, dans la réutilisation des installations de Saint-Jean, une continuation du volet militaire de cette institution?

M. Collenette: Je pense que cela ne dépend pas seulement des négociations avec le gouvernement du Québec. Je suis d'accord avec mon collègue, M. Massé. C'est son dossier, en ce moment, et il a répondu aux questions à la Chambre des communes. Je ne veux pas, comme on dit en anglais *muddy the waters*. Je ne parle pas simplement des problèmes avec les collèges militaires mais de leur utilisation dans l'avenir et des actions du gouvernement du Québec. C'est le travail de M. Massé de négocier.

Le sénateur Rivest: En tant que ministre de la Défense nationale, souhaitez-vous qu'il y ait encore un volet militaire à Saint-Jean?

M. Collenette: Je dois dire simplement qu'il y aura naturellement des activités militaires à Saint-Jean, car nous avons là une base, un mégacomplexe de grands édifices. Il y aura des activités militaires à Saint-Jean, Québec.

Cependant, il n'y aura qu'un collège militaire et il sera à Kingston. Ce n'est pas dans notre plan d'action d'offrir des études mitaines pour les cadets au Collège militaire de Saint-Jean. C'est au gouvernement du Québec de décider de l'avenir de cette installation et si le gouvernement fédéral peut contribuer à l'enseignement de la langue ou d'autres choses, nous allons le faire.

Vous avez parlé d'autres choses. Vous parlez de Kingston comme une ville d'une autre planète.

Le sénateur Rivest: Je n'ai pas parlé de Kingston, c'est simplement deux heures de Montréal.

[Translation]

or to another institution to learn English or French, especially if one thinks of anglophone military students who have a more acute problem. My figures are completely accurate and have been carefully compiled. It has already been done and it is being done now; anglophone military students are sent to learn French in other institutions and the *Collège militaire* in Saint-Jean still exists.

But the tragedy is, I repeat, that the success level of those English-speaking students is around 30% or 40% when they study in a civilian university, whereas 87% of the anglophone students who took French exams after studying at Saint-Jean passed those exams—pass or fail, they may be excellent military material in every other way. If you want to see those figures, they are in the brief submitted to the minister and members of various committees by the Association des diplômés du Collège militaire royal de Saint-Jean (Alumni Association of the Saint-Jean Royal Military College), who compiled those figures with great care.

But, let us forget about that. I believe the point has been made, Minister. I know that you will continue to be very sad about having had to take a decision that is this bad for the unity of Canada, to my way of thinking, in any case. I don't know whether the government of Quebec—which I know well and worked with for many years—

Mr. Collenette: Yes, I heard about that.

Mr. Rivest: ...will be able to find a new use for the Saint-Jean facility all that easily. As Minister of National Defense, in light of current discussions with the Government of Quebec, can you assure the committee that, in any new use that is found for the Saint-Jean facility, that college's military vocation will be preserved and continued?

Mr. Collenette: I think that the College's future is not entirely dependent on negotiations with the Government of Quebec. I agree with my colleague Mr. Massé. He is responsible for that file at this time and he has answered questions about it in the House of Commons. I don't want to muddy the waters. I'm not simply referring to the problems of the military colleges but also to their use in the future and to actions that may be taken by the government of Quebec. It is Mr. Massé's job to negotiate.

Senator Rivest: As Minister of National Defense, do you wish to see Saint-Jean's military mission perpetuated?

Mr. Collenette: I will simply answer that there will be military activities in Saint-Jean, naturally, since we have a base there, a mega-complex of large buildings. There will be military activities in Saint-Jean, Quebec.

However, there will be only one military college and it will be in Kingston. Our action plan does not provide for courses to be offered to cadets at the military college in Saint-Jean. It is up to the government of Quebec to decide on the future of that facility and if the federal government can contribute to language classes or to something else, we will do so.

You raised some other issues. You referred to Kingston as though it were on another planet.

Senator Rivest: I did not speak about Kingston, it is simply two hours away from Montreal.

[Texte]

M. Collenette: C'est l'impression que vous avez donnée.

Le sénateur Rivest: Non, j'ai parlé de la disparition de Saint-Jean, point. Quand au reste, je n'ai pas parlé de cela.

Le coprésident suppléant (M. Boudria): Messieurs, messieurs!

M. Collenette: Monsieur le président, alors que j'étais député, il y a quinze ans, j'ai suivi des cours d'immersion au Collège militaire royal de Saint-Jean.

[Traduction]

Mr. Collenette: That was the impression you gave.

Senator Rivest: No, I spoke about the disappearance of the college in Saint-Jean, period. I did not speak about those other issues.

The Acting Joint Chairperson (Mr. Boudria): Gentlemen, gentlemen!

Mr. Collenette: Mr. Chairman, when I was an MP, 15 years ago, I took French immersion classes at the Royal Military College in Saint-Jean.

• 1900

Je dois dire que la ville de Saint-Jean est une ville unilingue. C'est une ville française. Si on veut commander une bière ou un café dans un restaurant, on doit le faire en français, c'est une ville francophone.

Le sénateur Rivest: La qualité de votre français prouve la valeur de l'institution de Saint-Jean.

M. Collenette: J'ai aussi vécu à Paris.

Le coprésident suppléant (M. Boudria): Monsieur de Savoye.

M. de Savoye: Plus tôt, le lieutenant-général Addy a indiqué que les Forces manquaient de ressources bilingues. On parlait d'un adjudant-maître et j'aimerais qu'on garde cette pensée en relief pendant que j'articule le contexte.

Le 2 mars dernier, le commissaire aux langues officielles vous écrivait, monsieur le ministre, et il s'inquiétait de la disparition de Saint-Jean et du déménagement vers Kingston. Il disait que Kingston n'étant pas une région à demande importante au sens du règlement sur le service au public, les familles—pas juste les militaires—les familles qui seraient déplacées de Saint-Jean à Kingston n'auraient droit qu'à des services fédéraux limités en français. De plus, disait-il, au niveau provincial Kingston n'est pas un district désigné par la loi, sur les services français et, quant aux écoles françaises, quoiqu'elles existent, il faut concevoir qu'il n'y a pas de conseil scolaire de langue française.

Vous même, monsieur le ministre, le 26 avril 1994, vous vous adressiez à la Chambre et vous indiquiez que vous nous aviez fourni les grandes lignes d'un plan que votre ministère est actuellement à élaborer. Or, à une réponse à une question qu'on adressait au commissaire, ce dernier nous a indiqué que vous ne l'aviez pas, ce plan, ou que votre ministère ne l'avait pas consulté sur le plan. Ceci dit, ma question comporte quatre volets, monsieur le ministre.

D'abord, confirmez-vous que vous n'avez pas consulté le commissaire sur le plan?

Deuxièmement, il y a quelques instants, je vous ai entendu dire que vous mettiez vos espoirs, quant à la question de Kingston, dans la bonne volonté du premier ministre ontarien pour assurer les services scolaires en français. Donc, dois-je comprendre de ces propos, monsieur le ministre, que vous n'avez aucunement l'intention de faire des démarches vigoureuses de manière à assurer les services scolaires en français?

I must say that the city of Saint-Jean is a unilingual city. It is a French city. If you want to order a beer or a coffee in a restaurant, you must do it in French; it is a francophone town.

Senator Rivest: The quality of the French you speak proves the value of the Saint-Jean College.

Mr. Collenette: I also lived in Paris.

The Acting Joint Chairperson (Mr. Boudria): Mr. de Savoye.

Mr. de Savoye: Earlier, Lieutenant-General Addy indicated that there was a shortage of bilingual resources in the forces. Someone referred to a master warrant-officer and I would like you to keep that in mind while I give you the context.

On March 2nd the Commissioner of Official Languages wrote to you, Mr. Minister, expressing his concern about the disappearance of the college in Saint-Jean and about the move to Kingston. He said that Kingston was not a region where there is a significant demand for French language services as defined in the provision on service to the public. Thus, the families, not just the military men, but the families of those who would be moved from Saint-Jean to Kingston would only have the right to limited federal services in French. Furthermore, said he, at the provincial level, Kingston is not a designated area according to the French Language Services Act, and French schools may exist but it is reasonable to expect that there is no French school board there.

You yourself, Mr. Minister, on April 26, 1994 spoke to the House and said that you had provided us with the highlights of a plan that your department is fleshing out at this time. But, when a question was put to the Commissioner, he indicated that you did not have a plan or that your department had not consulted about it. That being said, my question is in four parts, Mr. Minister.

First of all, will you confirm that the Commissioner was not consulted about the plan?

Secondly, a few moments ago, I heard you say that you hoped that the Premier of Ontario would show good will and ensure that French schooling will be provided in Kingston. Am I to understand from what you said, Minister, that you have no intention of taking firm steps to ensure French school services there?

[Text]

Troisièmement, s'il advenait que le gouvernement de l'Ontario ou la ville de Kingston n'appliquent pas les mesures minimales proposées par le commissaire, avez-vous quand même l'intention de déménager Saint-Jean à Kingston?

Finalement, monsieur le ministre, compte tenu que vous n'avez pas, ni vous ni votre ministère, ni le gouvernement, le pouvoir d'obliger les provinces à offrir des services en français aux francophones du Québec qui doivent quitter le Québec en suivant les mouvements des Forces, ne vous rendez-vous pas compte que, pour un francophone du Québec mais également d'ailleurs, défendre son pays, c'est risquer drôlement d'être privé de sa langue et de sa culture?

J'attends vos réponses.

Mr. Collenette: As it is getting late, I had better speak to these points in English.

First of all, there's no obligation for us to clear anything with the Commissioner of Official Languages. He has his responsibilities and he does them well. He doesn't run the Canadian Armed Forces. The Canadian Armed Forces is run by the Chief of the Defence Staff, the deputy minister reporting to me, and by me as minister of the government.

The Commissioner of Official Languages is an officer of Parliament to ensure that certain constitutional requirements with respect to language are met. Therefore I do not feel I have to consult with him on anything I do with respect to language as long as I follow the Official Languages Act and certainly take note of his suggestions in his report. I don't clear things with him.

Mr. de Savoye: You prefer, if I understand well, to shoot first and see in the report the year after what you did wrong.

Mr. Collenette: I don't think I should get into that.

With respect to Kingston, I did this on another committee—and Senator Kinsella is gone—if you pull out your driver's licence and you pull out your health card and you're a resident of Quebec, I think you'll see that it's entirely in French. If I pulled mine out of my wallet, you'll see it's completely bilingual, and you are talking to me about the provision of services in either language.

I have to tell you, as somebody from Ontario, we have tried very hard. Other governments, whether Conservative or New Democrat or Liberal in Ontario, have tried extremely hard and are making great strides in ensuring that there are services offered in both languages.

If you go across the river, do you see a sign on the roads in English in Quebec? No. We're doing this throughout the province, in Toronto, in Kingston, right through the province. The Ontario government is doing this. Despite perhaps some

[Translation]

Thirdly, should the government of Ontario or the city of Kingston not apply the minimum measures proposed by the Commissioner, will you push ahead nevertheless with your project to move the college from Saint-Jean to Kingston?

Finally, Minister, since neither you, your department nor the government can force the provinces to provide French services to the francophones who must leave Quebec to follow the armed forces, do you not realize that for a francophone from Quebec, but also from outside Quebec, choosing to defend one's country is choosing to run a very high risk of being deprived of one's language and culture?

I await your replies.

M. Collenette: Comme il se fait tard, il vaut mieux que je réponde en anglais.

Premièrement, nous ne sommes pas obligés d'obtenir l'aval du commissaire aux langues officielles pour quoi que ce soit. Il a ses propres responsabilités, qu'il exécute bien. Il n'est pas responsable de gérer les Forces armées du Canada. Les Forces armées canadiennes sont sous la direction du chef de l'État major, le sous-ministre qui me fait rapport, et j'en suis aussi responsable en tant que ministre du gouvernement.

Le commissaire aux langues officielles est titulaire d'un office devant le Parlement et doit s'assurer qu'on respecte certaines exigences constitutionnelles en matière de langue. Ainsi, je n'ai pas l'impression de devoir le consulter dans quoi que je fasse, en ce qui a trait à la langue, dans la mesure où je respecte la Loi sur les langues officielles, et prends note, certainement, des suggestions qu'il formule dans son rapport. Mais je ne lui demande pas d'autoriser ce que je fais.

M. de Savoye: Si je comprends bien, vous préférez agir d'abord et voir ensuite dans le rapport de l'année subséquente les erreurs que vous avez pu faire.

M. Collenette: Je pense que je devrais m'abstenir de tout commentaire.

En ce qui a trait à Kingston,—j'ai fait la même chose devant un autre comité—le sénateur Kinsella est parti—si vous sortez votre permis de conduire et votre carte d'assurance-santé, si vous résidez au Québec, vous verrez que le texte de ces deux cartes est rédigé entièrement en français. Toutefois, si je sors mon permis de mon portefeuille, vous verrez qu'il est complètement bilingue; et pourtant, vous me parlez de la prestation de services dans l'une ou l'autre langue.

Je dois vous dire, en tant que résident de l'Ontario, que nous avons fait de gros efforts. D'autres gouvernements ont aussi fait de gros efforts, qu'il s'agisse des conservateurs, des néo-démocrates ou des libéraux en Ontario, et ont fait de grands progrès pour ce qui est d'offrir des services dans les deux langues.

Si vous traversez la rivière, voyez-vous un seul panneau d'affichage routier qui soit en anglais au Québec? Non. Pourtant, nous déployons des efforts partout dans la province, que ce soit à Toronto, où à Kingston—aux quatre coins de la

[Texte]

historic enmities that existed in certain parts of Ontario toward the French language, that's all changed. Kingston, in particular, is a modern, dynamic urban area that's very sensitive to the French language. As I said to Senator Rivest, it is only two hours from Montreal. It's not that far from large Franco-Ontarian communities.

The third question you asked—I forget what it was, but I wrote down “yes”. We can match that up. It seemed pretty much like the first one.

Mr. de Savoye: You are asking about the third one?

Mr. Collenette: Do you remember what you asked third?

M. de Savoye: La troisième, c'est ce que vous aviez annoncé à Kingston. Vous m'avez dit que la réponse était oui?

M. Collenette: Non.

M. de Savoye: La troisième question, c'était: dans l'éventualité où la province de l'Ontario ou la ville de Kingston n'assureraient pas une scolarisation en français, allez-vous changer votre décision ou allez-vous l'imposer?

Mr. Collenette: I reject the hypothesis. It's going to work. There will be one college and it's going to be in Kingston. *Point final.*

Mr. de Savoye: Okay, that answers my question.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Avant de passer à monsieur Boudria, j'aurais une question.

Les familles de militaires canadiens francophones en service sur des bases militaires canadiennes à l'extérieur du pays reçoivent-elles une éducation en français?

Lgén Addy: Cela dépend du nombre, madame. Lorsqu'on en avait un nombre suffisant, lorsqu'on était, par exemple, à Lahr, on avait nos propres écoles où on embauchait des professeurs à contrat pour les commissions scolaires locales.

Lorsque vous avez des nombres plus restreints, si le milieu où la famille réside ont des écoles où on y parle le français, des écoles internationales, ils peuvent les envoyer là ou bien ils peuvent les laisser ici, au Canada. Il y a toutes sortes d'options. Ce sont des questions de choix primaire.

Cependant, dans la mesure du possible, on essaie d'accommoder les familles pour qu'ils reçoivent l'éducation que la famille a choisie, ce qui n'est pas nécessairement la langue primaire de la famille. Les familles comprennent qu'il est également bon de permettre à leurs enfants de devenir bilingues, pas nécessairement en anglais et en français, mais peut-être aussi dans une autre langue.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Avec toute la nouvelle technologie de l'enseignement à distance, êtes-vous en train de regarder pour de l'enseignement à distance pour ces familles francophones qui vivent à l'extérieur du pays?

Lgén Addy: Non, madame la présidente. Suite à une décision qui date de plusieurs années le ministère n'assume plus la responsabilité de dispenser l'éducation à nos dépendants, c'est-à-dire les enfants. L'éducation étant une responsabilité

[Traduction]

province. Le gouvernement de l'Ontario fait tout cela. Malgré certaines inimitiés historiques qui ont peut-être existé dans certaines parties de l'Ontario à l'endroit de la langue française, les choses ont changé du tout au tout. La ville de Kingston, notamment, est une agglomération urbaine moderne et dynamique qui est très sensible à la langue française. Comme je l'ai dit au sénateur Rivest, elle n'est qu'à deux heures de Montréal. Elle n'est pas si éloignée de grandes communautés franco-ontariennes.

À la troisième question que vous avez posée—j'oublie, d'ailleurs ce que c'était, mais j'ai écrit «oui». Si nous pouvons retrouver la question, nous aurons la réponse. Il me semble qu'elle était très semblable à la première question.

M. de Savoye: Vous me demandez ce qu'était la troisième?

M. Collenette: Est-ce que vous vous souvenez de ce que vous avez demandé en troisième lieu?

Mr. de Savoye: The third one concerned what you announced in Kingston. You said that the answer was yes?

Mr. Collenette: No.

Mr. de Savoye: The third question was: should the province of Ontario or the city of Kingston not provide schooling in French, will you change your decision or will you impose it?

M. Collenette: Je rejette cette hypothèse. Les choses vont bien aller. Il y aura un collège qui sera à Kingston. *Point final.*

M. de Savoye: Bien, cela répond à ma question.

The Joint Chairperson (Mrs. Ringuette-Maltais): Before giving the floor to Mr. Boudria, I would have a question.

Do the families of Canadian francophone military people on Canadian military bases outside the country receive a French education?

LGen Addy: It depends on the numbers, Madam. In Lahr, for instance, when there was a sufficient number, we had our own schools and we hired teachers on contract for the local school boards.

If the number of students is smaller, and if the family is living in an area where there are schools where French is spoken, international schools, students can be sent there or they can be left here, in Canada. There are all kinds of options. One must make a primary choice in these matters.

However, insofar as possible, we try to accommodate families to make it possible for their children to receive the education chosen by the family, which is not necessarily in the family's first language. Families understand that it is also good to allow their children to become bilingual, not necessarily in English and in French, but sometimes also in another language.

The Joint Chairperson (Mrs. Ringuette-Maltais): With all of the new technology around distance education, have you considered the possibility of distance education for these francophone families that live abroad?

LGen Addy: No, Madam Chairperson. Following a decision that goes back several years, the Department no longer assumes the responsibility of providing education to dependents, i.e. children. Since education is a matter of provincial responsibility,

[Text]

provinciale, nous avons transféré toutes nos écoles, à l'exception d'une, je crois, je ne sais plus laquelle, aux provinces et, la seule place où je sais que l'on fait de la recherche en enseignement à distance, c'est au sein du ministère pour les militaires.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Assumez-vous les frais lorsqu'on fait des arrangements selon le choix des familles?

LGen Addy: Ah oui! Les frais, etc., tout est subventionné.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): D'accord.

Je donne la parole à monsieur Boudria.

M. Boudria: J'ai bien hâte, dans quelques années, qu'on puisse prouver que certaines des gens d'en face avaient tort.

Le sénateur Rivest: *Good luck!*

• 1910

M. Boudria: Nous les Franco-Ontariens on s'est fait accuser d'être des cadavres chauffés et toutes sortes d'autres noms par des séparatistes, il y a quelques années. Je ne suis pas encore mort et j'ai vécu toute ma vie en Ontario.

Le sénateur Rivest: Tu ne mourras pas.

M. Boudria: Non, et ce n'est pas la première fois qu'ils ont tort.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): S'il vous plaît, tenons-nous en aux questions.

Mr. Boudria: I wonder if I could raise the following proposition with the minister. It seems that some people are advocating that in order to have certain jobs within the government, we should abolish the premium for bilingualism generally, first of all, and that we should make it a prerequisite for a job. In other words, if a job has to be bilingual you either apply for it having the qualification or you simply don't have it.

That occurred in this committee yesterday. Does he agree with me that it's slightly unusual that today the same member of the committee raises the same proposition in reverse, Mr. Ringma, when he said that if someone had to be bilingual in order to be an officer, that was a form of coercion?

How do you, as a minister responsible for administering the policies of the nation, satisfy propositions like that when you are, on the one hand, asked to eliminate bilingualism bonuses and make those qualifications mandatory, and then when you advocate doing it for even one position, you're told that it's coercion to attempt to do so? Do you, as I, have a little difficulty understanding that?

Mr. Collenette: The first part of your question gets me on some ground for which I'm not responsible—the question of how bilingualism policy is applied in general in the government. In terms of bilingual bonuses, they're not paid with our uniformed personnel.

Mr. Boudria: No, but they are paid with the civilians.

[Translation]

we have transferred all of our schools, with the exception of one, I believe—I don't remember which one—to the provinces. As far as I know, distance education is the subject of research in one place only, and that is within the Department, for the military.

The Joint Chairperson (Mrs. Ringuette-Maltais): Do you pay the cost when arrangements are made to allow families to have the education of their choice?

LGen Addy: Ah, yes! Costs, fees, etc., all of that is subsidized.

The Joint Chairperson (Mrs. Ringuette-Maltais): Very well.

I now give the floor to Mr. Boudria.

Mr. Boudria: I am anxious to see what will happen in a few years, when we can prove that some of the people opposite were wrong.

Senator Rivest: Good luck! (*Bonne chance!*)

Mr. Boudria: We Franco-Ontarians have been accused of being warmed up corpses and we were called all sorts of other names by separatists, a few years ago. Well, I'm not dead and I have lived my whole life in Ontario.

Senator Rivest: You will not die.

Mr. Boudria: No, and this is not the first time they have been wrong.

The Joint Chairperson (Mrs. Ringuette-Maltais): Please, could we keep to our questions.

M. Boudria: Je voudrais soumettre la proposition suivante au Ministre. Selon certaines personnes, pour pouvoir obtenir un emploi au gouvernement, nous devrions dans un premier temps abolir la prime au bilinguisme et faire du bilinguisme une condition préalable pour ceux qui désirent un emploi. En d'autres mots, s'il faut être bilingue pour occuper un certain poste, soit que vous êtes bilingue au départ et vous pouvez alors postuler, soit que n'êtes tout simplement pas en lice.

Cette idée a été proposée devant ce comité hier. Le ministre serait-il d'accord avec moi pour dire qu'il est plutôt curieux qu'aujourd'hui on entende le contraire de la part de certains membres du comité, M. Ringma notamment, qui a dit que s'il fallait être bilingue pour accéder au rang d'officier, c'était une forme de coercition?

En tant que ministre responsable, qui doit administrer les politiques de la nation, comment répondez-vous à des propositions comme celles que je viens de vous soumettre, quand, d'une part, on vous demande d'éliminer la prime au bilinguisme et de rendre le bilinguisme obligatoire pour ceux qui postulent un emploi et, d'autre part, lorsque vous annoncez que ce sera le cas même pour un poste, on vous accuse de prendre des mesures coercitives? Avez-vous, comme moi, un peu de mal à comprendre cela?

M. Collenette: La première partie de votre question touche à une mesure dont je ne suis pas responsable, c'est-à-dire l'application de la politique du bilinguisme au sein du gouvernement, en général. Les primes au bilinguisme ne sont pas versées aux militaires.

M. Boudria: Non, mais on les verse aux civils.

[Texte]

Mr. Collenette: They are paid with the civilians.

With respect to Mr. Ringma's point, I thought I answered it a little earlier. I don't want to repeat it at the risk of offending him or others. I reject his notion entirely.

Mr. Boudria: You have to admit the contradiction is interesting, nevertheless—the Tuesday proposition versus the Wednesday proposition.

Mr. Ringma: It's certainly nice to know that I have so many spokesmen here. Mr. Bellemare is speaking for me, the minister is now speaking for me, and Don. You're sure trying to help.

Mr. Collenette: We haven't seen these views in Parliament for many years.

Mr. Ringma: Let's talk about the bilingual bonuses a little more, if we may. With the decision to pay in arrears to the RCMP at a cost of \$30 million, I know triggered by court ruling, do you now expect that you're going to have a flood of applications in the Canadian forces for this?

Mr. Collenette: With respect, I don't think it's for me to reply to that question. You should address that to Mr. Eggleton and other ministers who have responsibility for setting policy with respect to bilingual bonuses in the public service in general.

Mr. Ringma: I'm just wondering if your service heads have a feel already for the—

Mr. Collenette: I think my answer would cover any feelings they would have.

Mr. Ringma: Let me shoot another quickie on bilingualism in DND. I understand that the only test for giving the bilingual bonus in the department to civilian employees is for competency in the French language, that there is no test for English. Is this true?

Mr. Collenette: Again, I refuse to get drawn into this debate. This should be asked of another minister, because we follow government policies that are the responsibility of another ministry with respect to the civilians in the public service. I can talk to you about how we handle bilingualism with uniformed personnel. A lot of the conversation has been about that and the officer corps.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Monsieur Bellemare.

M. Bellemare: Merci, madame la présidente.

[Traduction]

M. Collenette: Elles sont versées aux civils.

En ce qui a trait à l'observation de M. Ringma, je pensais y avoir répondu un peu plus tôt. Je ne veux pas répéter ma réponse pour ne pas risquer d'offenser le sénateur, ou quelqu'un d'autre. Je ne suis pas du tout d'accord avec ce qu'il a dit.

M. Boudria: Vous devez admettre, quoi qu'il en soit, que la contradiction est intéressante entre la proposition de mardi et celle de mercredi.

M. Ringma: Il est très agréable de constater que j'ai un si grand nombre de porte-parole ici. M. Bellemare parle pour moi, le ministre parle pour moi, et maintenant Don aussi. Vous essayez tous de m'aider, c'est sympathique.

M. Collenette: Il y a de nombreuses années que ces points de vue n'ont pas été exprimés au Parlement.

M. Ringma: Discutons un peu de ces primes au bilinguisme, si vous voulez bien. La décision de verser des arriérés à la GRC au coût de 30 millions de dollars, suite à une décision des tribunaux, sera-t-elle suivie, selon vous, d'une inondation de demandes de la part de militaires qui voudront maintenant recevoir la même chose?

M. Collenette: Je dois vous répondre respectueusement que ce n'est pas à moi de répondre à cette question, il me semble. Vous devriez la poser à M. Eggleton et à d'autres ministres dont c'est la responsabilité d'établir les politiques qui régissent les primes au bilinguisme dans la Fonction publique en général.

M. Ringma: Je me demandais simplement si vos chefs avaient déjà quelques impressions sur ce qui va. . .

M. Collenette: Je pense que ma réponse englobe leurs impressions.

M. Ringma: Très rapidement, permettez-moi de poser une autre petite question à propos du bilinguisme au sein du ministère de la Défense nationale. Je crois savoir que pour obtenir la prime au bilinguisme, le ministère prévoit un test de compétence en langue française pour les employés civils, mais il n'y a pas de test de compétence pour l'anglais. Est-ce exact?

M. Collenette: Encore une fois, je refuse de me laisser entraîner dans ce débat. Il faudrait poser la question à un autre ministre, car nous appliquons des politiques gouvernementales qui relèvent de la responsabilité d'un autre ministère pour ce qui est des civils dans la Fonction publique. Je peux vous parler du bilinguisme et de son application chez les militaires. Une bonne partie de la discussion a porté là-dessus et sur le corps des officiers.

The Joint Chairperson (Mrs. Ringuette-Maltais): Mr. Bellemare.

Mr. Bellemare: Thank you, Madam Chairperson.

• 1915

J'aime bien les réponses du ministre et ce n'est pas un commentaire planté comme souvent on le croit.

Je crois que, madame la présidente, le débat d'aujourd'hui a démontré que la Défense nationale croit dans le bilinguisme et dans les deux langues officielles. Ils ne croient pas, comme les membres du Parti québécois, que vous avez le Canada français,

I like the minister's answers and that is a spontaneous remark, not a rehearsed line, as some might think.

Madam Chairperson, I believe that today's debate has shown that National Defence believes in bilingualism and in the two official languages. They do not believe, as do the members of the Parti Québécois, that you have French Canada, limited to

[Text]

qui d'après eux est le Québec, et le Canada anglais pour tous les autres. C'est aberrant comme suggestion, on l'entend tous les jours, et ce n'est pas, comme les gens du Parti réformiste le disent: *a new Canada and a new Québec*. On sait ce que ces deux partis veulent nous dire. Ils veulent nous dire que si on est francophones, on peut l'être seulement au Québec et si on veut être anglophones, on l'est ailleurs.

Donc, votre décision, monsieur le ministre, d'avoir le collège militaire à Kingston démontre que vous croyez dans le bilinguisme et dans les langues officielles et si les gens de Kingston ne le savent pas, ils vont sûrement l'apprendre bientôt. Cependant, je crois qu'ils le savent.

Vous avez dit, j'ai trouvé cela intéressant, que 75 p. 100 des officiers bilingues ne sortent pas des collèges militaires. Quel est le pourcentage de Canadiens français parmi ce 75 p. 100? J'ai bien dit Canadiens français et non pas Québécois, car la langue française n'est pas le monopole des Québécois comme l'anglais n'est pas le monopole de tout ce qui n'est pas Québécois.

Mr. Collenette: Mr. Bellemare, we do not go on great linguistic hunts. There's such a thing as a citizen of Canada, and each citizen has a right to declare to be principally French speaking or English speaking, that his or her mother tongue is one of those two languages, and is the preferred language of work. We can identify the number of francophones who are in the department or in the Canadian Armed Forces, and the number of anglophones, but whether they, like you, were born in this part of the country, or like the gentleman opposite, born in Quebec—it's not for us to go along finding out people's roots. We respect their linguistic choice no matter where they're born or where they live.

Mr. Bellemare: Excellent.

Merci, madame la présidente.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Monsieur de Savoye, une courte question.

M. de Savoye: Un commentaire, madame la présidente, auquel bien sûr le ministre pourra répondre.

Je ne doute absolument pas, monsieur le ministre, de vos bonnes intentions, bien au contraire. Cependant, vous ne m'avez pas convaincu de votre clairvoyance des enjeux. Je peux me tromper et vous aussi. Cependant, je crois que dans l'affaire du Collège militaire royal de Saint-Jean versus Kingston, vous faites une erreur de stratégie sur le plan du bilinguisme, vous faites une erreur de gros bon sens sur le plan politique et j'espère que cette erreur dont vous avez la paternité ne vous hantera pas jusque dans les livres d'histoire.

Merci, madame la présidente.

Mr. Collenette: I certainly appreciate the generous comments that my friend started with, but I didn't come here expecting to convince him anyway.

[Translation]

Quebec, according to them, and English Canada for everyone else. That suggestion is an aberration, and yet we hear it every day, nor do we want, as the Reform Party members say: a new Canada and a new Quebec (nouveau Canada et nouveau Québec). We know what those two parties are trying to tell us. They are trying to tell us that if you speak French, you can only do that in Quebec and if you want to be an English-speaker, you do that elsewhere.

So, Mr. Minister, your decision to establish the military college in Kingston shows that you believe in bilingualism and in the official languages, and if the people of Kingston do not know that, they will surely learn of it soon. However, I think they do know it.

I was interested by something else you said, which was that 75% of bilingual officers do not come from military colleges. What is the percentage of French Canadians in that 75%? I said French Canadian, not Quebecer, deliberately, because Quebecers do not have a monopoly on the French language, just as all of those who are not Quebecers do not have a monopoly on the English language.

M. Collenette: Monsieur Bellemare, nous ne faisons pas de grande chasse linguistique. Il se trouve que les habitants du Canada sont des citoyens canadiens et que chaque citoyen a le droit de se déclarer essentiellement francophone ou anglophone, c'est-à-dire que sa langue maternelle est l'une ou l'autre de ces deux langues et qu'il ou elle préfère travailler dans sa langue. Nous pouvons déterminer le nombre de francophones qui travaillent au sein du ministère ou appartiennent aux forces armées canadiennes, ainsi que le nombre d'anglophones, mais, ce n'est pas à nous de dépister les origines des gens et nous ne savons pas si les personnes qui appartiennent à ces deux groupes sont nées, comme vous, dans cette région du pays ou, comme le monsieur en face, au Québec. Nous respectons leur choix de langue, quelle que soit leur région d'origine et quel que soit le lieu où ils habitent.

M. Bellemare: C'est excellent.

Thank you, Madam Chairperson.

The Joint Chairperson (Mrs. Ringuette-Maltais): Mr. de Savoye, a brief question.

Mr. de Savoye: I will just make a comment, Madam Chairperson, to which the minister can of course respond.

Minister, I have no doubts whatsoever as to your good intentions, quite the contrary. However, you have not convinced me of your clear-sightedness as to the stakes involved. I may be mistaken, or perhaps you are. However, I believe that insofar as moving the Royal Military College from Saint-Jean to Kingston is concerned, you are making a strategic error with regard to bilingualism, and a common sense error on the political level. I hope that this mistake you have fathered will not haunt you and pursue you right into the history books.

Thank you, Madam Chairperson.

M. Collenette: J'apprécie certainement les commentaires généraux qui ont formé le préambule aux autres observations de mon ami, mais je ne suis pas venu ici dans l'espoir de le convaincre de toute façon.

[Texte]

[Traduction]

Le sénateur Rivest: Je sais que le problème du bilinguisme dans les Forces armées est un problème considérable où même vos collaborateurs m'apparaissent, en tout cas, et j'en suis convaincu, tout à fait déterminés à prendre les moyens de le faire. Pour ce qui est de l'histoire du Collège de Saint-Jean, je pense simplement, et je sais que cela ne changera pas votre décision, que c'est difficile d'atteindre les objectifs auxquels vous tenez d'une façon absolument convaincue.

En prenant la décision de fermer Saint-Jean, vous vous privez d'un excellent outil qui vous aurait permis d'aller beaucoup plus vite et d'atteindre vos objectifs, car ces objectifs—et là, je diffère totalement des perspectives des gens du Bloc québécois—sont tellement importants pour le pays.

Je regrette profondément, et avec beaucoup d'autres, pas comme Québécois, comme Canadien, la décision que vous avez prise au niveau du Collège militaire et je sais que vous ne l'avez pas prise avec plaisir, mais c'est une mauvaise décision. Que voulez-vous que je dise, elle est prise, elle est prise.

Senator Rivest: I know that the problem of bilingualism in the Armed Forces is quite considerable, and even your associates seem quite determined to forge ahead. As for the issue of the military college in Saint-Jean, I simply believe, though I know this will not change your decision, that it will be difficult to achieve the objectives you seemed so determined to reach.

By deciding to close Saint-Jean, you are depriving yourself of an excellent tool that would have allowed you to go much faster in reaching your objectives, and those objectives—and on this, my perspective is completely different from that of the Bloc Québécois—are so important to the country.

Like many others, not as a Quebecer, but as a Canadian, I deeply regret the decision you have made about the military college, and even though I know you did not enjoy making it, it is a bad decision. What can I say—the decision has been made.

• 1920

Mr. Collenette: Senator, I respect your right to disagree with the decision, but again, as I emphasized to the finance committee at the Senate the other night, the decision is taken. I think all of us who believe in the future of this country and the future of the two languages in this country should put that decision behind us, no matter what our feelings, and build a better Canada.

M. Collenette: Monsieur le sénateur, je respecte votre droit de ne pas être d'accord avec la décision mais, comme je l'ai dit et souligné devant le Comité des finances au Sénat l'autre soir, la décision est prise. Je pense que tous ceux d'entre nous qui croient à l'avenir de ce pays et à l'avenir des deux langues dans notre pays devraient maintenant oublier cette décision, quels que soient leurs sentiments et s'unir pour construire un Canada meilleur.

An hon. member: Hear, hear. I agree with that.

Une voix: Bravo, bravo. Je suis d'accord avec cela.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Monsieur Bellemare.

The Joint Chairperson (Mrs. Ringuette-Maltais): Mr. Bellemare.

M. Bellemare: Madame la présidente, pour ma part, je dis bravo au ministre de la Défense nationale pour sa décision. Vous êtes en train de prouver qu'on peut vivre en français en Ontario, qu'on peut vivre en français au Canada.

Mr. Bellemare: Madam Chairperson, I for one applaud the Minister of National Defense for his decision. You are proving that one can live in French in Ontario, that we can live in French in Canada.

Je suis moi-même de quatrième génération franco-ontarienne. On peut vivre en français au Québec. On peut aussi vivre en anglais au Québec et en anglais ailleurs. En somme, vous êtes en train de faire la promotion de la dualité des langues au Canada. Que vos soldats portent sur leurs épaulettes le mot «Canada» et non pas *A new Canada and a new Québec*.

I am myself a fourth generation franco-ontarian. One can live in French in Quebec. One can also live in English in Quebec and elsewhere. You are, in fact, promoting linguistic duality in Canada. I hope that your soldiers will wear the word "Canada" on their epaulettes and not "A new Canada and a new Quebec".

Madame la présidente, j'ai une question qui concerne le protocole ou le Règlement. Comment se fait-il que le commissaire aux langues officielles n'est pas présent à ces réunions?

Madam Chairperson, I have a question that concerns protocol, or the Standing Orders. How is it that the Commissioner of Official Languages is not present at these meetings?

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Le commissaire n'est peut-être pas présent lui-même, mais il a délégué une personne du Commissariat aux langues officielles pour répondre à nos questions, au besoin.

The Joint Chairperson (Mrs. Ringuette-Maltais): The Commissioner may not be present himself, but he has delegated someone from his office to answer our questions, if necessary.

M. Bellemare: Je trouve, madame la présidente, que le commissaire devrait être présent à toutes les réunions.

Mr. Bellemare: It seems to me, Madam Chairperson, that the Commissioner should be present at all of these meetings.

Le sénateur Rivest: Non.

Senator Rivest: No.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): C'est un autre sujet. Je dois remercier le ministre, le sous-ministre et les officiels du ministère qui ont répondu avec beaucoup d'adresse et beaucoup de bienveillance à toutes les questions des membres de ce Comité. Je leur souhaite bonne chance.

The Joint Chairperson (Mrs. Ringuette-Maltais): That is another topic. I must thank the minister, the deputy minister and the officials of the Department who answered all of the questions of the members of the committee with a great deal of adroitness and much goodwill. I wish them good luck.

[Text]

Soyez assurés qu'en tant que présidente de ce Comité, nous aurons un oeil, une oreille et une parole très vigilante en ce qui a trait à l'avenir de Kingston. Je crois que c'est très important.

M. Collenette: Merci, madame.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Merci beaucoup, monsieur le ministre. J'aimerais rappeler aux membres de ce Comité que notre prochaine rencontre est prévue pour le mardi 24 mai. Nous accueillerons alors Alliance Québec. Merci.

La séance est levée.

[Translation]

Please allow me to say, as Chairperson of the committee, that we will be watching, listening and speaking with great vigilance insofar as the future of the Kingston college is concerned. I believe that it is very important.

Mr. Collenette: Thank you, Madam.

The Joint Chairperson (Mrs. Ringuette-Maltais): Thank you very much, Mr. Minister. I would like to remind the members of the committee that our next meeting will be held on Tuesday, May 24. We will be hearing Alliance Quebec. Thank you.

The meeting stands adjourned.



If undelivered, return COVER ONLY to:
Canada Communication Group — Publishing
45 Sacré-Cœur Boulevard,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Groupe Communication Canada — Édition
45 boulevard Sacré-Cœur,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

WITNESSES

From the Department of National Defence:

Robert Fowler, Deputy Minister;
Lieutenant General Paddy O'Donnell, Vice Chief of the Defence Staff;
Lieutenant General P.G. Addy, Assistant Deputy Minister (Personnel).

TÉMOINS

Du ministère de la Défense nationale:

Robert Fowler, sous-ministre général;
lieutenant-général Paddy O'Donnell, vice chef d'état-major;
lieutenant-général P.G. Addy, sous-ministre adjoint (personnel).

The Speaker of the House hereby grants permission to reproduce this document, in whole or in part, for use in schools and for other purposes such as private study, research, criticism, review or newspaper summary. Any commercial or other use or reproduction of this publication requires the express prior written authorization of the Speaker of the House of Commons.

If this document contains excerpts or the full text of briefs presented to the Committee, permission to reproduce these briefs in whole or in part, must be obtained from their authors.

Available from Canada Communication Group — Publishing,
Public Works and Government Services Canada,
Ottawa, Canada K1A 0S9

Le Président de la Chambre des communes accorde, par la présente, l'autorisation de reproduire la totalité ou une partie de ce document à des fins éducatives et à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé de journal. Toute reproduction de ce document à des fins commerciales ou autres nécessite l'obtention au préalable d'une autorisation écrite du Président.

Si ce document renferme des extraits ou le texte intégral de mémoires présentés au Comité, on doit également obtenir de leurs auteurs l'autorisation de reproduire la totalité ou une partie de ces mémoires.

En vente: Groupe Communication Canada — Édition,
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada,
Ottawa, Canada K1A 0S9

024
SENATE
HOUSE OF COMMONS
Issue No. 5

Tuesday, May 24, 1994

Joint Chairs:

The Honourable Gerald Ottenheimer, Senator
Pierrette L. Ringuette—Maltais, M.P.

SÉNAT
CHAMBRE DES COMMUNES
Fascicule n° 5

Le mardi 24 mai 1994

Coprésidents:

L'honorable Gerald Ottenheimer, sénateur
Pierrette L. Ringuette—Maltais, députée

*Minutes of Proceedings and Evidence of the Standing Joint
Committee of the Senate and of the House of Commons on*

Official Languages

*Procès-verbaux et témoignages du Comité mixte permanent
du Sénat et de la Chambre des communes des*

Langues officielles

RESPECTING:

Pursuant to Standing Order 108(4)(b), study of the Official
Language policies and programs

CONCERNANT:

Conformément à l'article 108(4)(b) du Règlement, étude des
politiques et programmes des langues officielles

WITNESSES:

(See back cover)

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)



First Session of the Thirty-fifth Parliament, 1994

Première session de la trente-cinquième législature, 1994

STANDING JOINT COMMITTEE OF THE SENATE AND OF
THE HOUSE OF COMMONS ON OFFICIAL LANGUAGES

Joint Chairs: The Honourable Gerald Ottenheimer, Senator
Pierrette L. Ringuette-Maltais, M.P.

Joint Vice-Chairs: Warren Allmand
Pierre de Savoye

Representing the Senate:

The Honourable Senators

Eymard Corbin
Jean-Claude Rivest—(3)

Representing the House of Commons:

Members

Eugène Bellemare
Don Boudria
Dan McTeague
Bob Ringma—(7)

Associate Member

Suzanne Tremblay

(Quorum 6)

Jacques Lahaie

Serge Pelletier

Joint Clerks of the Committee

COMITÉ MIXTE PERMANENT DU SÉNAT ET DE LA
CHAMBRE DES COMMUNES DES LANGUES OFFICIELLES

Coprésidents: L'honorable Gerald Ottenheimer, sénateur
Pierrette L. Ringuette-Maltais, députée

Vice-coprésidents: Warren Allmand
Pierre de Savoye

Représentant le Sénat:

Les honorables sénateurs

Eymard Corbin
Jean-Claude Rivest—(3)

Représentant la Chambre des communes:

Membres

Eugène Bellemare
Don Boudria
Dan McTeague
Bob Ringma—(7)

Membre associé

Suzanne Tremblay

(Quorum 6)

Les cogreffiers du Comité

Jacques Lahaie

Serge Pelletier

Published under authority of the Senate and of the Speaker
of the House of Commons by the Queen's Printer for Canada.

Available from Canada Communication Group — Publishing,
Public Works and Government Services Canada, Ottawa,
Canada K1A 0S9

Publié en conformité de l'autorité du Sénat et du Président de la
Chambre des communes par l'imprimeur de la Reine pour le Canada

En vente: Groupe Communication Canada — Édition,
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, Ottawa,
Canada K1A 0S9

PROCÈS-VERBAL

LE MARDI 24 MAI 1994

(7)

[Texte]

Le Comité mixte permanent des langues officielles se réunit aujourd'hui, à 15 h 35, dans la pièce 112-N de l'édifice du Centre, sous la présidence de Pierrette L. Ringuette-Maltais (*coprésidente*).

Membres du Comité présents

Représentant le Sénat: Eymard Corbin, Gerald Ottenheimer, Jean-Claude Rivest.

Représentant la Chambre des communes: Warren Allmand, Eugène Bellemare, Don Boudria, Bob Ringma, Pierrette L. Ringuette-Maltais.

Membres suppléants présents: Bernie Collins pour Dan McTeague, Suzanne Tremblay pour Pierre de Savoye.

Autre membre présent: Ron Duhamel.

Aussi présent: Du Service de recherche de la Bibliothèque du Parlement: Françoise Coulombe, attachée de recherche.

Témoins: De Alliance Québec: Michael Hamelin, président; David Birnbaum, directeur exécutif; Lyndon Berchevaise, membre du conseil consultatif.

Conformément à son mandat en vertu de l'article 108(4)*b*) du Règlement, étude des politiques et programmes des langues officielles.

Les témoins font une déclaration et répondent aux questions.

À 17 h 20, le Comité s'ajourne jusqu'à nouvelle convocation du président.

Cogreffière de Comité

Marie Louise Paradis

MINUTES OF PROCEEDINGS

TUESDAY, MAY 24, 1994

(7)

[Translation]

The Standing Joint Committee on Official Languages met at 3:35 o'clock p.m. this day, in Room 112-N, Centre Block, the Joint Chair, Pierrette L. Ringuette-Maltais, presiding.

Members of the Committee present

Representing the Senate: Eymard Corbin, Gerald Ottenheimer, Jean-Claude Rivest.

Representing the House of Commons: Warren Allmand, Eugène Bellemare, Don Boudria, Bob Ringma, Pierrette L. Ringuette-Maltais.

Acting Members present: Bernie Collins for Dan McTeague; Suzanne Tremblay for Pierre de Savoye.

Other Member present: Ron Duhamel.

In attendance: From the Research Branch of the Library of Parliament: Françoise Coulombe, Research Officer.

Witnesses: From Alliance Quebec: Michael Hamelin, President; David Birnbaum, Executive Director; Lyndon Berchevaise, Member, Advisory Board.

Pursuant to Standing Order 108(4)(*b*), the Committee considered the Official Language policies and programs.

The witnesses made statements and answered questions.

At 5:20 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

Marie Louise Paradis

Joint Clerk of Committee

[Text]

[Translation]

EVIDENCE

TÉMOIGNAGES

[Recorded by Electronic Apparatus]

[Enregistrement électronique]

Tuesday, May 24, 1994

Le mardi 24 mai 1994

• 1534

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): À l'ordre!

Aujourd'hui, nous avons des invités très importants, et nous sommes très reconnaissants qu'ils soient ici. Il sont, dans l'ordre, MM. David Birnbaum, Michael Hamelin et Lyndon Berchevaise.

Nous désirons vous souhaiter la bienvenue, et nous attendons votre présentation avec beaucoup d'enthousiasme. Par la suite chaque membre du Comité dispose de cinq minutes pour poser des questions.

Le micro est à vous.

M. Michael Hamelin (président, Alliance Québec): Merci, madame la présidente.

Madam Chairman, fellow members, I'd like to thank you on behalf of Alliance Quebec for the opportunity to appear today before the House of Commons and Senate committee on official languages. The alliance has been before this committee on several occasions in the past and we've always been involved as an advocate for a strong and lasting Canadian commitment to official languages protection and promotion.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Order please!

We have with us today some very important witnesses and we are very grateful to them for coming. They are, in order, Mr. David Birnbaum, Mr. Michael Hamelin and Mr. Lyndon Berchevaise.

Welcome gentlemen. We shall listen to your presentation with great interest. Afterwards, each member of the committee will have five minutes to put questions to you.

You have the floor.

Mr. Michael Hamelin (President, Alliance Quebec): Thank you, madam Chairperson.

Madame la présidente, membres du comité, je tiens à vous remercier au nom d'Alliance Québec de nous avoir donné l'occasion de comparaître aujourd'hui devant le Comité mixte permanent des langues officielles. L'Alliance a comparu déjà à maintes reprises devant le comité et nous avons toujours préconisé activement le maintien d'un engagement ferme et durable de la part du Canada à la protection et à la promotion des langues officielles.

• 1535

I'd like to take this opportunity to formally introduce my fellow members of the panel with me here this afternoon: Mr. Lyndon Berchevaise, vice-president of the Committee of Anglophones for Social Action in the Gaspé; Mr. David Birnbaum, who is the executive director of Alliance Quebec.

The alliance appears before you today at a time when Canada's commitment to its two-language legacy is once again in question. As a principle entrenched in our Constitution and in one of our most forward-looking pieces of legislation, it is again being subjected to narrow concerns about alleged special interests and spiralling costs.

Providing equality of opportunity and equality of access to all Canadians has never been the exclusive domain of special interests, and guaranteeing fairness has never been free from cost. But the price of Canada's commitment to official languages, essentially about one-fifth of 1% of our country's total expenditures, we submit, is part of the price of being Canadian. We would suggest in the circumstances that Canadians are getting a very good deal indeed.

De nombreuses façons, les communautés linguistiques minoritaires du Canada sont l'incarnation même de l'idéal canadien. Nos communautés sont les plus bilingues du pays, et elles figurent au nombre des plus engagées envers l'unité canadienne. Les 904 000 membres qui constituent les communautés d'expression anglaise du Québec sont des partenaires actifs et importants dans le développement de notre province en tant que région distincte du Canada. Ils y sont

J'aimerais profiter de l'occasion pour vous présenter officiellement ceux qui m'accompagnent cet après-midi: M. Lyndon Berchevaise, vice-président, Committee of Anglophones for Social Action in the Gaspé; M. David Birnbaum, directeur exécutif d'Alliance Québec.

Au moment où l'Alliance comparaît devant vous, l'engagement du Canada à sa tradition de bilinguisme est de nouveau remis en question. Ce principe de dualité linguistique garanti dans notre Constitution et dans l'une des mesures législatives des plus progressistes est encore une fois attaqué par des gens à courte vue qui lui reprochent de servir des intérêts spéciaux et de coûter de plus en plus cher.

La garantie d'égalité des chances et de l'égalité d'accès à tous les Canadiens n'a jamais été l'apanage de groupes d'intérêts spéciaux et la garantie de l'équité à toujours eu un prix. Mais nous soutenons que le prix de l'engagement du Canada en matière de langues officielles—environ 0.20 p. 100 des dépenses totales de notre pays—c'est aussi le prix de notre identité comme Canadiens. Les choses étant ce qu'elles sont, nous soutenons que les Canadiens s'en tirent à très bon compte.

In many ways, Canada's minority language communities are the very incarnation of the Canadian ideal. Our communities are the most bilingual in the country and are among the most committed to Canadian unity. The 904 000 members of English-speaking communities in Quebec are important and active partners in the development of our province as a distinct region of Canada. They have achieved this through constitutional and legislative guarantees recognizing their status as an official

[Texte]

parvenu, grâce au contexte constitutionnel et législatif des protections de notre statut de minorité de langue officielle. Ce contexte est très solide. Le soutien doit l'être autant.

The matter at hand is not one of obscure idealism, nor is it a question of symbolic protection. Official language guarantees are essential lifelines for many people living in isolated communities, living in minority situations on a daily basis. For example, 200,000 English-speaking Quebecers live in smaller communities outside of metropolitan Montreal. These guarantees are especially important to these individuals, and at this point in time I would like to ask Mr. Berchevaise to describe one such community, one close to his heart, the Gaspé Peninsula.

Mr. Lyndon Berchevaise (Member, Advisory Board, Alliance Quebec): Thank you, Michael.

Our community in the Gaspé is facing some very difficult times. We are being threatened and we feel it. We see our government as being a federal Canadian government, and this is not a time for you to be abandoning us.

In the Gaspé region there are approximately 11,000 English-speaking people who live in small communities spread over 250 miles of coastline. Many of these communities are 80% to 100% English speaking and are located on the fringes of federal and provincial service areas. It is only with difficulty that many residents can benefit from existing services. Consequently, many members of our community have already fallen through the cracks of the federal service system, have not availed themselves of skill development programs and are not eligible for French second-language training, which is the basic skill that would give them access to a job in our area. Consequently, generations of Gaspésians are developing without hope.

Our total population is dropping. Most young people, young heads of families with professional training and high levels of education, have had to leave to find work. Our proportion of young people has dropped and the numbers of remaining kids with learning difficulties is extremely high. Many of our remaining residents in the Gaspé are seniors, people who have founded and built this country. Younger people who are still around are quite often on some form of social assistance. Because of the exodus, there is a lack of community leadership. We have few doctors from the English-speaking community, few lawyers and other professionals. Our community leadership has consequently suffered.

But it wasn't always this way. From the Gaspé region and the region of eastern Québec, anglophones have contributed a lot to Canada, and I will mention a few noteworthy names: Senator Gratton O'Leary, Senator Jim Ross who recently resigned from the Senate, Senator Frank Carrel, who represented the Quebec district for many years, who left a legacy to the young people of the Gaspé in terms of funding for them to attend university at Queen's University in Kingston.

[Traduction]

language minority. This is a very solid achievement. We must be able to rely on an equally solid support.

Il ne s'agit pas ici d'idéalisme obscur ni de protection symbolique. Les garanties accordées en matière de langues officielles sont garantes de la survie de nombreux Canadiens vivant dans des collectivités isolées, vivant quotidiennement en état minoritaire. Par exemple, 200 000 Québécois d'expression anglaise vivent dans de petites collectivités à l'extérieur de l'agglomération montréalaise. Les garanties dont nous parlons sont particulièrement importantes pour ces gens et je vais maintenant demander à M. Berchevaise de vous décrire une telle collectivité de la Péninsule gaspésienne qui lui tient à cœur.

M. Lyndon Berchevaise (Membre, Comité consultatif, Alliance Québec): Merci, Michael.

Notre collectivité de la Gaspésie vit une période particulièrement difficile. Nous sommes menacés et nous le sentons. Notre gouvernement c'est le gouvernement fédéral du Canada et il ne doit pas nous abandonner à notre sort.

Il y a dans la région de Gaspé environ 11 000 personnes d'expression anglaise vivant dans de petites collectivités éparpillées sur plus de 220 milles de littoral. Bon nombre de ces collectivités sont anglophones dans une proportion variant entre 80 et 100 p. 100 et vivent en bordure des zones desservies par les gouvernements fédéral et provincial. Beaucoup de résidents ont difficilement accès aux services existants. Par conséquent, de nombreux résidents de notre collectivité se trouvent déjà privés malgré eux des services fédéraux, ne se sont pas prévalus des programmes de perfectionnement professionnel et ne sont pas admissibles à la formation en français langue seconde, principale qualification qui leur donnerait accès à un emploi dans notre région. Ainsi, des générations de Gaspésiens grandissent sans espoir.

Notre population totale est en régression. La plupart des jeunes, jeunes chefs de famille ayant une formation professionnelle et un niveau élevé de scolarité ont dû quitter la région pour se trouver du travail. Le pourcentage de jeunes au sein de cette population a chuté et parmi ceux qui restent, une forte proportion ont des difficultés d'apprentissage. Bon nombre des résidents qui vivent encore en Gaspésie sont des personnes âgées, des personnes qui ont fondé et construit ce pays. Les jeunes qui sont restés dans la région sont très souvent bénéficiaires de prestations d'aide sociale de quelque sorte. Cet exode prive notre collectivité de leadership. La communauté d'expression anglaise compte peu de médecins, peu d'avocats et d'autres membres des professions libérales. Par conséquent, le leadership de notre collectivité s'en trouve appauvri.

• 1540

Mais il n'en fut pas toujours ainsi. Des anglophones de la région de Gaspé et de l'est du Québec ont fait une contribution notable au Canada et je me permets de citer quelques noms dignes de mention: le sénateur Gratton O'Leary, le sénateur Jim Ross qui a démissionné récemment du Sénat, le sénateur Frank Carrel, qui a représenté le district de Québec pendant de nombreuses années et qui a légué aux jeunes de Gaspé des bourses d'études afin qu'ils puissent poursuivre leurs études à

[Text]

Subsequent to that, Queen's University and the provincial Government of Quebec enacted an act of parliament that changed his will and took that benefit away from the young people, young anglophones, of the Gaspé.

I will also mention John Hall Kelly, and the mayor of the City of Mississauga, Hazel McCallion, who is recently from our area. Also leaders from the provincial government, Prime Minister Edmund Flynn; Prime Minister René Lévesque—some of you may have heard of him—and Gérard Guy Lévesque, who recently passed away after 35 years in active service to the province. These people are, in part, from our global community and have had influence from the anglophone community, the minority community, in the area.

Our community has always had a strong commitment to Canada, and any constitutional development or change may not be easy for us to accept.

Gaspé was a launching point for convoys that went over to Europe in World War I. The railroad that transported the goods and products to the Port of Gaspé is now threatened. We are now thinking of tearing it up.

Our population is getting older. Many of them cannot speak French. They have not had the opportunity. They have been living in small communities where their only interaction has been with other anglophones, and they have never had the chance to learn the second language. Now things are tough.

Given the above profile, the federal presence in the Gaspé is one of our remaining lifelines. The post office, manpower services, support for the fishing and agricultural industries are essential. Federal bilingual services are often the one chance to be served to get information in our language.

Official language services are all about equal access to information and to opportunities for all Canadians. That's the commitment provided by law. It's essential to the future survival of the Gaspé that the people who have stayed have this support. People have stayed. Many of them have not mastered French, and if they are going to get the chance they will need the federal support. They will need support in French language training as a job skill. It is absolutely ridiculous, to my mind, that this has not been there over the last number of years.

Federal bilingual services cannot just be for those areas where the minority language population is highly concentrated and large in numbers. Our community helped build Canada. Like the francophone minority communities across Canada, they deserve every chance to participate fully in its present and its future. To do so, we must have the support of our federal government. Thank you.

Mr. Hamelin: The constitutional and legislative guarantees to services and information in both official languages must not be at risk. The application of those guarantees must in fact, we submit, be strengthened.

[Translation]

l'université Queen's à Kingston. Plus tard, l'université Queen's et le gouvernement provincial du Québec ont proclamé une loi modifiant son testament de façon à priver les jeunes gens, les jeunes anglophones de Gaspé, de ce bienfait.

J'aimerais aussi mentionné John Hall Kelly et le maire de la ville de Mississauga et encore Hazel McCallion, lui aussi de notre région. D'autres dirigeants membres du gouvernement provincial, le premier ministre Edmund Flynn, le premier ministre René Lévesque—dont certains de vous ont certainement entendu parlé—et Gérard Guy Lévesque décédé récemment après 35 ans de service actif dans la province. Ces gens étaient parmi d'autres membres de notre communauté et ont été influencés par la communauté minoritaire de langue anglaise dans la région.

Notre communauté a toujours témoigné d'un attachement fort envers le Canada et nous aurons énormément de mal à accepter quelque changement constitutionnel que ce soit.

C'est de Gaspé que partaient les convois en route vers l'Europe pendant la première Guerre mondiale. Le chemin de fer qui transportait les biens et les produits jusqu'au port de Gaspé est maintenant menacé. Il est question d'arracher les rails.

Notre population est vieillissante. Beaucoup de personnes âgées ne parlent pas français. Ils n'ont jamais eu l'occasion de l'apprendre. Ils vivaient dans de petites collectivités où ils n'avaient de contacts qu'avec d'autres anglophones et ils n'ont jamais eu la possibilité d'apprendre la langue seconde. Maintenant leur vie n'est pas facile.

Étant donné le profil que je viens de brosser, la présence fédérale en Gaspésie est seule garante de notre survie. Le bureau de poste, les services de main d'oeuvre, l'aide aux secteurs de la pêche et de l'agriculture sont essentiels. Sans les services bilingues du fédéral, nous n'aurions pas la possibilité d'être servis et d'obtenir de l'information dans notre langue.

Les services en langues officielles ont pour but de garantir à tous les Canadiens l'égalité des chances et un accès égal à l'information. C'est l'engagement que renferme la loi. L'existence de ce soutien est essentiel à la survie de ceux qui sont restés en Gaspésie. Certains sont restés. Bon nombre d'entre eux n'ont pas maîtrisé le français et ils n'en auront pas la chance s'ils ne peuvent compter sur l'aide du gouvernement fédéral. Ce dernier devra les aider à obtenir une formation en français langue seconde sans laquelle l'accès à l'emploi leur est fermé. À mon avis, il est absolument ridicule qu'ils n'aient pas eu accès à cette aide au cours des dernières années.

Les services bilingues offerts par le gouvernement fédéral ne doivent pas être disponibles uniquement là où la population de langue minoritaire est très concentrée et importante. Notre communauté a aidé à construire le Canada. Comme les communautés minoritaires de langue française vivant ailleurs au Canada, elles méritent de pouvoir participer pleinement à son présent et à son avenir. Nous ne pouvons y parvenir sans l'aide de notre gouvernement fédéral. Merci.

M. Hamelin: Les garanties constitutionnelles et législatives d'accès aux services et à l'information dans les deux langues officielles ne doit pas être remises en question. De fait, nous soutenons que l'application de ces garanties doit au contraire être renforcée.

[Texte]

At a time when our communities in Quebec find themselves once again in the eye of a political storm, the federal presence in our province is critical. The most important manifestations of that federal presence are the services and information we receive in our official languages. Be it a post office in the Magdalen Islands, an employment councillor in Laval, the port authority in Sept Îles, or the tax information line of Revenue Canada anywhere throughout the province, all of these are critical for the development of our communities.

Linguistic duality is part of Canada. It is one of the characteristics that defines us and one of the characteristics that distinguishes us, and it matters to many of us, certainly to those of us at this side of the table, each and every day. Canadians will continue to value that duality if it is explained reasonably and promoted wilfully. Alliance Quebec calls upon the federal government and members of all federal parties to do so and to do so now. I thank you.

[Traduction]

À une époque où nos collectivités du Québec se trouvent encore une fois au coeur de la tourmente politique, la présence fédérale dans notre province revêt une importance critique. Les plus importantes manifestations de cette présence fédérale sont les services et l'information que nous recevons dans notre langue officielle respective. Qu'il s'agisse du bureau de poste aux Îles de la Madeleine, d'un conseiller à l'emploi à Laval, de l'autorité portuaire à Sept Îles ou du service téléphonique d'information sur l'impôt de Revenu Canada où que ce soit dans la province, tous ces services sont indispensables à l'épanouissement de nos collectivités.

La dualité linguistique fait partie de la réalité canadienne. C'est l'une des caractéristiques qui nous distingue et qui nous définit et cette réalité influence tous les jours la vie d'un grand nombre d'entre nous, certainement ceux d'entre nous assis de ce côté-ci de la table. Les Canadiens continueront de priser cette dualité si on l'explique de façon raisonnable et si l'on en fait la promotion avec fermeté. Alliance Québec encourage le gouvernement fédéral et les membres de tous les partis politiques fédéraux à s'y employer dès maintenant. Je vous remercie.

• 1545

Je vous remercie, et nous sommes prêts à répondre à vos questions. We are ready to answer any questions.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Sénateur Rivest.

Le sénateur Rivest (Stadacona): La communauté anglophone québécoise a-t-elle à se plaindre des services fédéraux en anglais, au Québec?

M. Hamelin: Nous avons fait des plaintes concernant la situation, par exemple, à l'hôpital Sainte-Anne. Le bureau du commissaire est très important pour nous car nous pouvons y soulever des questions dans le but d'exiger que nos droits, en tant que communauté minoritaire au Québec, soient respectés. Nous avons certainement fait appel aux services du commissaire.

M. David Birnbaum (directeur exécutif, Alliance Québec): J'aimerais ajouter ceci. Ce gouvernement a été assez clair sur ses motivations. Il faut dire que nous avons comparu devant ce Comité en 1990 lors des discussions sur les règlements de la Loi sur les langues officielles et, si notre mémoire est fidèle, les cinq recommandations que nous avons faites lors de cette comparution n'ont pas été retenues. Donc, il y a toujours des lacunes en termes des exigences, ce qu'on appelle l'offre active pour les services bilingues.

Le sénateur Rivest: En termes de ressources financières qui vous viennent du gouvernement fédéral, vous avez, je pense, au cours des dernières années, assumé, comme tout le monde, j'imagine, des coupures et des restrictions. Actuellement, à quel niveau se situe cette aide financière du gouvernement canadien à Alliance Québec?

M. Hamelin: Vous avez soulevé un point très important. Au cours des trois dernières années, nous avons subi des coupures très sévères. On continue de recevoir 1,6 million de dollars en soutien du gouvernement fédéral.

Le sénateur Rivest: Un point six?

M. Hamelin: Oui. Pour nos opérations. Il faut qu'on comprenne que, avec les coupures qu'on nous a imposées, et avec l'argent que nous avons, notre organisation a fait beaucoup de choses pour les communautés anglophones partout au

Thank you and we will be pleased to answer your questions. Nous sommes prêts à répondre à vos questions.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Senator Rivest.

Senator Rivest (Stadacona): Does the English-speaking community in Quebec have reason to complain about federal services provided in English in that province?

Mr. Hamelin: We have complained for instance about the situation at the Sainte-Anne Hospital. The office of the commissioner is very important to us because it enables us to raise questions and demand that our rights as a minority language community in Quebec be respected. We have certainly used the services of the commissioner.

Mr. David Birnbaum (Executive Director, Alliance Québec): I would like to add a further point. This government has stated its intentions very clearly. I must say that we appeared before this committee in 1990 when it was studying the Official Languages Act regulations and, if I am not mistaken, the five recommendations that we had put forward at those hearings were not acted upon. Thus, there are still deficiencies with respect to requirements, to what we call active offer of bilingual services.

Senator Rivest: I imagine that these last few years, you have suffered, like everyone else, cuts in the financial assistance you get from the federal government. At the present time, what is the amount of financial assistance Alliance Quebec receives from the Canadian government?

Mr. Hamelin: You raised a very important point. During the last three years, our funding has been cut back severely. We continue to receive \$1.6 million from the federal government.

Senator Rivest: \$1.6 million?

Mr. Hamelin: Yes. To cover our operating expenses. It must be pointed out that despite the cuts to our funding our organization has done much with whatever money we have for English-speaking communities throughout Québec by informing

[Text]

Québec en informant les membres de l'importance de certains dossiers, par exemple, en ce qui touche les services sociaux et les services de l'éducation en ce qui a trait aux commissions scolaires linguistiques. On continue à le faire mais avec moins d'argent qu'auparavant.

Le sénateur Rivest: J'ai une dernière question. En regard de la Loi 101, Alliance Québec est-elle encore partie, indirectement ou directement, à quelque contestation judiciaire ou s'il n'y en a plus du tout devant les tribunaux?

M. Hamelin: Nous n'étions pas, à ma connaissance, devant les tribunaux, comme tels, à cette époque. Les changements récents amenés par la Loi 86, ont effectivement réglé certains des problèmes que nous avions avec la Charte de la langue française. L'accès à l'école anglaise n'a pas été soulevé. En ce qui a trait au domaine judiciaire, nous ne sommes pas devant les tribunaux. Ce que nous voulions voir dans la Loi 86 c'était la meilleure solution, soit celle d'un consensus politique. C'est ce que nous cherchons à obtenir.

Le sénateur Rivest: Merci.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Monsieur Boudria.

M. Boudria (Glengarry—Prescott—Russell): Merci, madame la présidente.

There's a stereotypical situation whereby anglophones in Quebec live in greater Montreal, more particularly the west end. You're telling us today about the 200,000 anglophones in Quebec who live in the regions.

• 1550

Je pense au Pontiac, à Gatineau, les régions que je connais un peu mieux que celles plus éloignées de ma propre région.

D'autre part, il y a des gens qui décrivent ma partie du pays comme le supposé Canada anglais. Ma circonscription, en Ontario, est environ 65 p. 100 francophone. Si on prend les comtés de Prescott—Russell, on exclut Glengarry, c'est près de 80 p. 100. On nous identifie comme anglophones pour les gens vivant à l'extérieur du Québec et comme francophones pour ceux qui vivent au Québec, à l'exception peut-être du West Island ou quelques régions semblables.

Donc, je vous pose la question suivante:

What do you think of this business of territorial bilingualism, with English being the language outside of Quebec and French in Quebec, except for perhaps a designated area of the west island or greater Montreal in its entirety? Does that fit your description of what Canada is?

Mr. Hamelin: I think we would say very quickly absolutely not. For starters, I don't think that type of proposal takes into account Mr. Berchevaise and the community he represents in the Gaspé. I'm not quite sure that type of ideal represents my understanding of Canada that I grew up with, which recognizes the importance of the two linguistic communities and their contribution to this country from sea to sea.

I don't know where I would fit in this bilingual district distribution. I actually grew up in the east end of Montreal. I now live on the west island, so I've actually moved in the right direction if we are going to move to that type of situation. I think that proposal is completely unacceptable, certainly for the English-speaking community.

[Translation]

our members of the importance of certain issues, for example, with respect to social services and education services in the context of linguistic school boards. We continue to provide these services though with less money than before.

Senator Rivest: I have a last question on Bill 101. Is Alliance Quebec still, directly or indirectly, party to any judicial challenge or are there no such challenges now before the courts?

Mr. Hamelin: As far as I know, we did not at the time go before the courts. The recent changes made to Bill 86 have effectively corrected some of the problems we had with the French language charter. Access to English languages schools has not been raised. We have brought no challenge before the courts. What we wanted with respect to Bill 86 was the best possible solution, namely a political consensus. That is what we are working to achieve.

Senator Rivest: Thank you.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Mr. Boudria.

Mr. Boudria (Glengarry—Prescott—Russell): Thank you, Madam Chairperson.

Il existe un stéréotype selon lequel les anglophones du Québec vivent dans l'agglomération montréalaise, surtout dans l'ouest de la ville. Vous nous dites aujourd'hui qu'environ 200 000 anglophones du Québec vivent dans les régions.

I'm thinking of Pontiac, of Gatineau, regions that I know somewhat better than those that are further away from my own area.

There are people who describe my area of the country as English Canada. The residents of my riding, located in Ontario, are approximately 65% French-speaking. If we take counties like Prescott—Russell, excluding Glengarry, this proportion rises to near 80%. People living outside Quebec are identified as Anglophones and those living in Quebec are identified as Francophones, with the exception of the West Island or a few other such areas.

Here is my question:

Que pensez-vous de cette idée d'un bilinguisme territorial, où l'anglais serait la langue officielle à l'extérieur du Québec et le français au Québec, sauf peut-être une zone désignée du West Island ou toute l'agglomération montréalaise? Est-ce que cela correspond à l'idée que vous vous faites du Canada?

M. Hamelin: Je dirais absolument pas sans hésiter. D'abord, je ne crois pas qu'une proposition de ce genre tienne compte de la collectivité que M. Berchevaise représente en Gaspésie. Je ne suis pas convaincu que ce genre d'idéal corresponde au Canada que je connais depuis mon enfance lequel reconnaît l'importance des deux communautés linguistiques et de leur contribution à l'édification de notre pays, d'un océan à l'autre.

Je ne sais pas quelle serait ma place dans de tels districts bilingues. En réalité, j'ai été élevé dans l'est de Montréal. Comme j'habite maintenant le West Island, j'ai fait un bon choix advenant la mise en place de districts de ce genre. Cette proposition m'apparaît tout à fait inacceptable, particulièrement pour la communauté anglophone.

[Texte]

I think we should take time to understand what our minority communities are. The minority English-speaking community of Quebec is not simply concentrated on the west island of Montreal. It never has been. It hasn't been historically, it isn't today, and it's not going to be tomorrow. It is a lot broader than that.

I think that before we make any determination of legislative changes, it is excruciatingly important that we understand the reality of the communities, not only in the Gaspé but also in Rouyn-Noranda, Val d'Or, the Outaouais region, all over the province of Quebec.

I think it's absolutely critical that we recognize that from the point of view of English-speaking Quebec, we're not concentrated in one area. The notion of having the official languages present in providing services to some of these communities is really the only lifeblood that community has towards its own being. It's an English-speaking community and in some of these instances, as I'm sure Mr. Berchevaise will be able to confirm, the post office and a lot of the federal services are the only areas in which English-speaking Quebecers can feel at home in their own country. I think that is what this is all about.

Mr. Boudria: The point is important

car, par exemple, aujourd'hui, je viens de recevoir d'un groupe qui se nomme *Francoforme*, un groupe de francophones vivant à l'extérieur du Québec et qui disent exactement ce que vous venez de nous dire, que le bilinguisme territorial est inacceptable. J'ai une copie de leur lettre, je crois qu'ils ont fait parvenir une correspondance semblable à tous les membres du Comité des langues officielles, mais c'est important de voir et de souligner publiquement là où vous vous rejoignez. La communauté anglophone vivant au Québec et la communauté francophone vivant hors Québec trouvent inacceptable un bilinguisme territorial ou quelque chose du genre.

M. Hamelin: Certainement.

M. Boudria: Merci, c'est tout.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Madame Tremblay.

Mme Tremblay (Rimouski—Témiscouata): Monsieur Hamelin, le Bloc québécois, tout autant que le Parti québécois, ont toujours affirmé très haut qu'ils voulaient garantir les droits des anglophones au Québec. Entre autres, dans le programme du Parti québécois, il est bien dit qu'on garantira les droits à la communauté, les droits historiques, le maintien des établissements d'enseignement de la maternelle à l'université et les services de santé et qu'on favorisera l'accès à la Fonction publique, etc.

• 1555

Dans une brochure que vous venez de publier et qui est plutôt de style pamphlétaire, vous affirmez et je vous cite:

Les souverainistes proposent peu de garanties concernant le maintien des services en anglais.

Comment Alliance Québec peut-elle vraiment continuer à raconter ces choses, à les écrire, à les répéter, à faire des conférences de presse, à venir ici à Ottawa et dire cela devant le monde? Comment pouvez-vous continuer à faire cela, à

[Traduction]

J'estime que nous devrions prendre le temps de comprendre la réalité de nos communautés de langue minoritaire. La communauté minoritaire d'expression anglaise du Québec n'est pas concentrée uniquement dans le West Island de Montréal. Elle ne l'a jamais été. Elle ne l'était pas dans le passé, elle ne l'est pas aujourd'hui et elle ne le sera pas demain. Elle est répartie beaucoup plus largement que cela.

Avant de faire quelque changement que ce soit à la loi, il m'apparaît de la plus haute importance que nous comprenions la réalité de ces collectivités, pas uniquement celle de Gaspésie mais aussi celle de Rouyn-Noranda, de Val d'Or, de l'Outaouais et de partout au Québec.

J'estime absolument indispensable que nous comprenions que les anglophones du Québec ne sont pas concentrés dans une seule région. La prestation de services en langues officielles dans ces collectivités est la seule garantie de survie de cette communauté. C'est une communauté d'expression anglaise et dans certains cas, comme M. Berchevaise pourra certainement le confirmer, le bureau de poste et les autres services fédéraux sont les seules choses qui donnent aux Québécois anglophones le sentiment d'être chez eux dans leur propre pays. Je crois que c'est de cela qu'il s'agit.

M. Boudria: Le point est important.

because, for example, I received only today a letter from a group called *Francoforme* a group of Francophones living outside Quebec and who agree totally with what you have just said, namely that territorial bilingualism is unacceptable. I have here a copy of their letter which I believe they have sent to all the members of the Official Languages committee, but it is important to put on the record that you agree on that. The English-speaking community living in Quebec and the French-speaking community living outside Quebec find territorial bilingualism or any idea of this kind totally unacceptable.

Mr. Hamelin: Certainly.

Mr. Boudria: Thank you, that is all.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Mrs. Tremblay.

Mrs. Tremblay (Rimouski—Témiscouata): Mr. Hamelin, the Bloc Québécois as well as the Parti Québécois have always stated very clearly their wish to guarantee the rights of Anglophones living in Quebec. Indeed, in the Parti Québécois' platform, it is stated very clearly that the community's historical rights will be guaranteed, that their institutions of learning will continue to exist from kindergarten to university as will health services and that access to the Public Service will be facilitated, etc.

In a brochure that you published recently and that is more of a polemical pamphlet, you state and I quote:

The sovereigntists propose few guarantees concerning the continued provision of services in English.

How can Alliance Québec continue to say such things, to write them, to repeat them, to give press conferences, to come here to Ottawa and say such things publicly? How can you continue to do that, to pretend that you speak for the English-

[Text]

prétendre que vous représentez la communauté anglophone si vous n'êtes même pas capables de lire les documents tels qu'ils existent et en parler aux gens comme ils sont écrits et non comme vous les voyiez dans votre tête il y a 30 ans passés? Comment pensez-vous qu'on pourrait établir le dialogue et en arriver à vivre ensemble comme Québécois si vous n'êtes pas capables de répéter à la communauté anglophone exactement les faits comme ils sont?

M. Hamelin: Madame Tremblay, avec tout le respect que je vous dois, les problèmes que nous avons et ce qu'on dit dans notre pamphlet ne reflètent que la réalité.

Mme Tremblay: C'est un pamphlet que vous avez écrit, monsieur, pas une brochure.

M. Hamelin: Notre pamphlet, madame, reflète la réalité. Le Parti québécois, en même temps que votre Parti, tout en parlant de types de garanties, voulaient abroger la Loi 86. Donc, ce type de contradiction que l'on perçoit toujours dans votre parti ainsi que dans le Parti québécois inquiète toutes les communautés anglophones au Québec. Si votre parti et le Parti québécois étaient sérieux envers les communautés anglophones, je vous dis franchement, madame, il est temps qu'ils commencent à être consistants avec ce qu'ils disent.

M. Birnbaum: C'est quelque chose à mettre à notre ordre du jour et nous vous demanderons peut-être des clarifications.

Le Bloc québécois ainsi que le Parti québécois ne se penchent pas sur le dossier du projet de construction, au Québec, d'un hôpital en remplacement des cinq hôpitaux dits anglophones, lesquels desservent également des francophones. En termes d'accès aux écoles, il est évident que vous ne partagez pas notre solution bien raisonnable qui est d'accorder l'accès au moins aux immigrants qui parlent l'anglais et aux Canadiens qui sont anglophones. L'affichage est une autre question qui nous épuise. Pour le Parti québécois, il s'agit de renier la Loi 86 et de retourner à la Charte de la langue française.

Mme Tremblay: Je vais vous interrompre car vous avez déjà tout écrit cela. On connaît très bien votre discours. Il est toujours le même depuis 30 ans.

Ce que je vous dis, c'est que si vous voulez que les choses changent au Québec, entre les Québécois qui sont de langue anglaise ou de langue française, c'est de vous asseoir et de parler avec les Québécois et non de venir chiâler à Ottawa sur toujours la même affaire depuis 30 ans. Vous devez vous asseoir avec les Québécois, parler aux Québécois, parler au PQ, parler au Bloc québécois et essayer de vous entendre avec le monde qui vit avec vous d'abord.

M. Hamelin: Madame, je suis Québécois.

Mme Tremblay: Francophone, en plus.

M. Hamelin: Moi, je suis Québécois.

Mme Tremblay: Hamelin.

M. Hamelin: Exactement, madame. Donc, je vous dis franchement que moi-même et notre organisation, Alliance Québec, nous avons toujours parlé avec les francophones, nous avons toujours parlé avec les communautés québécoises

[Translation]

speaking community if you are not even able to read the documents as they are written and informing people of what they in fact say rather than presenting things as you got them into your head 30 years ago? How do you think we will be able to open a dialogue and manage to live together as Québécois if you are unable to present the facts as they are to the English-speaking community?

Mr. Hamelin: Mrs. Tremblay, with all due respect, the problems that we have and that we describe in our brochure only reflect reality.

Mrs. Tremblay: It is a pamphlet that you have written, sir, not a brochure.

Mr. Hamelin: Our brochure, madam, reflects reality. The Parti québécois and your own party though they speak of some kind of guarantee wanted to revoke Bill 86. This kind of contradiction that constantly transpires in your party and in the Parti québécois deeply concerns all English-speaking communities in Quebec. If your party and the Parti québécois are indeed serious when they speak of guarantees for English-speaking communities, I tell you frankly, madam, that it is high time that their actions be consistent with what they say.

Mr. Birnbaum: It is something we might add to our agenda and we may ask you for clarifications.

The Bloc québécois as well as the Parti québécois are not dealing with the proposal to build in Quebec a hospital to replace the five so-called English language hospitals which also serve francophones. With respect to access to schools, it is obvious that you do not agree with our very reasonable solution which would be to grant access at least to those immigrants who speak English or to English-speaking Canadians. The use of English on signs is another issue which is wearing us down. The Parti québécois would disavow Bill 86 and reinstate the French language charter.

Mrs. Tremblay: I must interrupt you because you have already written all that. We know your speech very well. It hasn't changed in 30 years.

What I am telling you is that if you want things to change in Quebec between those who speak English and those who speak French, you must sit down and talk with Quebecers and not come whining to Ottawa to rehash what you've been saying for 30 years. You must sit down with the Québécois, speak to them, speak to the Parti québécois, speak to the Bloc québécois and try to get along with those among whom you live.

Mr. Hamelin: Madam, I am a Quebecer.

Mrs. Tremblay: And a francophone to boot.

Mr. Hamelin: I am a Quebecer.

Mrs. Tremblay: Hamelin.

Mr. Hamelin: Exactly, madam. So I tell you frankly that myself and my organization, Alliance Québec, have always dialogued with francophones, we have always had a dialogue with English-or French-speaking communities in Quebec and we

[Texte]

d'expression anglaise ou française et que nous avons toujours encouragé cela. Cependant, ce qui nous inquiète encore, c'est le même dialogue que vous et vos homologues continuez de réciter depuis 30 ans, pas nous.

Mme Tremblay: Votre projet d'hôpital, vous savez, c'est deux stades olympiques à Montréal. On en a déjà un à payer. On va attendre et payer celui-là et après, on verra lorsqu'on aura les fonds. Il faut penser que, pour 15 p. 100 de la population, alors que vous avez déjà cinq hôpitaux qui fonctionnent très bien. . .

M. Hamelin: Madame, faire une comparaison entre un stade et un hôpital, je crois. . .

Mme Tremblay: En terme de prix, monsieur Hamelin, votre projet d'hôpital, c'est deux stades olympiques.

M. Berchevaise: Madame Tremblay, on est ici à Ottawa, aujourd'hui, pour donner notre avis sur le programme fédéral d'aide aux communautés minoritaires. Donc, je vous invite, avec des gens que vous connaissez peut-être, à faire la même chose à Québec.

Mme Tremblay: À donner des faits comme ils sont.

M. Berchevaise: S'asseoir avec le gouvernement et parler des services que le gouvernement provincial offrira à la communauté anglophone. Je vous invite à le faire, comme nous le faisons ici, aujourd'hui.

Mme Tremblay: Oui, mais pour donner des faits comme ils sont au Québec et donner un vrai reflet de la société.

[Traduction]

have always promoted this dialogue. However, what still concerns us is that you and your colleagues are the ones who continue to rehash what you've been saying for the last 30 years, not us.

Mrs. Tremblay: Your hospital project, you know, would be the equivalent of two Olympic stadiums in Montreal. We already have one to pay for. We will start by paying for that one and then we'll see if we have the money to build yours. You have to consider that, for 15% of the population, when you already have five hospitals which are working very well. . .

Mr. Hamelin: Madam, drawing a comparison between a stadium and a hospital is, I believe. . .

Mrs. Tremblay: In terms of cost, Mr. Hamelin, your hospital is equivalent to two Olympic stadiums.

Mr. Berchevaise: Mrs. Tremblay, we are here in Ottawa today to state our views on the federal assistance program for minority communities. So, I invite you and people you may know to do as much in Quebec.

Mrs. Tremblay: To state the facts as they are.

Mr. Berchevaise: To sit with the government and discuss the services that the provincial government will offer the English-speaking community. I invite you to do that, as we are doing it here today.

Mrs. Tremblay: Yes, but to state the facts as they exist in Quebec and draw a true picture of society.

• 1600

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Je crois que nous allons passer à une autre personne qui a aussi cinq minutes pour poser des questions; j'aimerais aussi rajouter qu'il n'y a pas si longtemps, à la Chambre des communes, on débattait d'une certaine motion, et qu'une certaine députée a prétendu que le Québec c'était «en français», et que le reste du Canada c'était «en anglais». Donc, je crois qu'on n'a pas beaucoup de reproches à vous faire au niveau des citations.

Maintenant, je passe la parole à M. Allmand.

Mr. Allmand (Notre-Dame-de-Grâce): Thank you, Madam Chair.

I want to welcome you here again.

Mr. Hamelin: Again?

Mr. Allmand: I've been here for many years.

Mr. Hamelin: It's my first time.

Mr. Allmand: I want to refer to the 1993 report of the Commissioner of Official Languages, his most recent report. On page 57 he says that in most regions of Canada the presence of the two language communities in federal institutions, subject to the Public Service Employment Act, reflects their presence in the regional population. The exception is Quebec, where English speakers account for only 5.2% of federal public servants, down from 5.4% last year and out of proportion with the 13.2% of the province's population which is English-speaking.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): I think we'll go on to another person who also has five minutes to ask questions; I also want to add that not so long ago, in the House of Commons, when a certain motion was being debated, a certain member claimed that in Quebec, things were done in French and in the rest of Canada they were done in English. So I think it would be very hard to see anything wrong with your quotations.

I now give the floor to Mr. Allmand.

M. Allmand (Notre-Dame-de-Grâce): Merci, madame la présidente.

Je vous souhaite à nouveau la bienvenue ici.

M. Hamelin: À nouveau?

M. Allmand: Je suis ici depuis bien des années.

M. Hamelin: C'est la première fois que je viens ici.

M. Allmand: Si vous vous reportez au rapport du commissaire aux langues officielles de 1993, son plus récent rapport, vous verrez qu'il dit à la page 57 que dans la plupart des régions du Canada, la présence des deux communautés linguistiques au sein des institutions fédérales soumises à la Loi sur l'emploi dans la Fonction publique correspond à leur proportion dans la population régionale. Le Québec fait exception. Les anglophones n'y représentent que 5,2 p. 100 de tous les fonctionnaires fédéraux, comparativement à 5,4 p. 100 l'an dernier, alors qu'à la province compte 13,2 p. 100 d'anglophones.

[Text]

He goes on to point out that the number of English-speaking public servants actually decreased slightly last year, but during a period when the number of federal public servants increased by 738.

We've been getting reports like this from the language commissioner year after year decrying the fact that the English-speaking population of Quebec represents a very small percentage of the federal public service in comparison to their percentage of population, and also in comparison to the percentage of francophones outside Quebec in the populations of those provinces. Year after year I've asked for action on behalf of the federal government to do something about this.

I want to know whether the federal government has enlisted the support of Alliance Quebec in trying to reverse this trend. Have you been able to work with them, or are you attempting to work with them? Do you think there is a solution for this problem? Is there a cause we're not aware of that's leading to this dismal showing of our participation in the federal public service of Quebec?

Mr. Hamelin: Mr. Allmand, I think you raise a very important point. It is certainly something the alliance is very much concerned about and very much aware of. I can say on our behalf that we are prepared to work at all times with the federal ministries responsible on redressing the problem of the representation level, and not only in the federal public service in Quebec. The provincial public service is infinitely less —

Mr. Allmand: It's 0.08% —

Mr. Hamelin: —than the population itself. The alliance is prepared at all times to work with federal officials on that.

Mr. Allmand: Have they approached you thus far, either under your mandate or under the previous mandate of Mr. Goldbloom?

Mr. Birnbaum: Not really. We work very closely with the Public Service Commission and urge them in their recruiting to provide a much more active offer to the minority language communities here, as elsewhere.

One thing we've often sensed is that there has been a lack of leadership in this area as well, something that will trickle down to the managerial level, that will result in an active commitment to looking for minority language applicants who can fill some of these posts. There's a great pool of people out there.

Mr. Allmand: If the federal government through the Public Service Commission went halfway with you people, you'd be quite happy to work with them in trying to reverse this unfortunate trend?

Mr. Hamelin: Without question.

Mr. Allmand: In the brief you submitted to the committee. . . By the way, you didn't read this brief, but I presume we all received it. You say at page 3, "Despite their growing level of bilingualism, many English-speaking Quebecers believe that this is not a sufficient 'entré' into Quebec society's mainstream." And you point out the growing number of bilingual anglophones, especially among the young.

[Translation]

Il signale ensuite que le nombre de fonctionnaires anglophones a en réalité diminué légèrement l'an dernier, pendant une période où le nombre de fonctionnaires fédéraux augmentait de 738.

D'année en année le commissaire aux langues officielles, nous signale de telles choses dénonçant le fait que la population anglophone du Québec représente un très faible pourcentage de la Fonction publique fédérale en comparaison du pourcentage de sa population, et aussi en comparaison avec le pourcentage de francophones hors-Québec par rapport à la population des autres provinces. Chaque année, j'ai demandé au gouvernement fédéral de prendre des mesures pour remédier à cette situation.

Je veux savoir si le gouvernement fédéral a sollicité l'appui d'Alliance Québec pour essayer d'inverser cette tendance. Avez-vous pu travailler en collaboration avec le gouvernement ou avez-vous essayé de le faire? Pensez-vous qu'il existe une solution à ce problème? Existe-t-il une raison que nous ignorons pour expliquer notre piètre participation à la Fonction publique fédérale au Québec?

M. Hamelin: Monsieur Allmand, je pense que vous soulevez une question très importante. Il est certain que l'Alliance se préoccupe énormément de cette question et en est très consciente. Je peux dire que nous sommes toujours disposés à coopérer avec les ministères fédéraux pertinents afin de corriger le problème du niveau de notre représentation, et non seulement dans la Fonction publique fédérale au Québec. Notre taux de participation au sein de la Fonction publique provinciale est infiniment moins élevé. . .

M. Allmand: Il est de 0,08 p. 100. . .

M. Hamelin: . . . que le pourcentage de notre population. L'Alliance est toujours disposée à coopérer à cet égard avec des fonctionnaires fédéraux.

M. Allmand: S'est-on adressé à vous jusqu'ici, pendant votre mandat ou pendant celui de M. Goldbloom?

M. Birnbaum: Pas vraiment. Nous travaillons en très étroite collaboration avec la Commission de la Fonction publique et nous l'exhortons à être beaucoup plus actif dans son programme de recrutement auprès des minorités linguistiques ici et ailleurs.

Nous avons notamment perçu assez souvent un manque d'initiative à cet égard aux échelons supérieurs, c'est-à-dire une initiative qui pourrait se transmettre au niveau des cadres et se traduire par un engagement positif à rechercher des candidats des minorités linguistiques pouvant occuper certains de ces postes. Il existe un énorme réservoir de gens où puiser.

M. Allmand: Si le gouvernement fédéral faisait la moitié du chemin, par l'entremise de la Commission de la Fonction publique, vous seriez tout à fait disposé à coopérer pour tenter d'inverser cette tendance déplorable?

M. Hamelin: Sans aucun doute.

M. Allmand: Dans le mémoire que vous avez remis au comité. . . Je remarque vous ne l'avez pas lu, mais je suppose que nous l'avons tous reçu. Vous dites à la page 3: «En dépit de leur degré de bilinguisme croissant, la plupart des Québécois d'expression anglaise croient que cela n'est pas suffisant pour faire partie intégrante de la société québécoise.» Et vous faites remarquer le nombre croissant d'anglophones bilingues, en particulier chez les jeunes.

[Texte]

But then you say that despite that, an Alliance Quebec report prepared two years ago revealed that:

... fully 75 per cent of young English-speaking Quebecers felt they would leave an independent Quebec. Those figures can change, but only when English-speaking youth can find employment, and acceptance of the belief that their bilingualism is an asset, not a liability.

I've seen the figures of the report several times. It's my understanding that right now, not in an independent Quebec but in Quebec as it already exists, there has been a considerable exodus from Quebec. I think I have in this report, Goldbloom's as well, that the number of children enrolled in English-speaking schools went from 250,000 to 100,000 in the past two decades and almost 200 English schools have closed in Quebec. This is despite the fact there is a growing percentage of bilingual anglophones.

• 1605

All of you are bilingual here today. What do you think can be done to reverse that situation? What are the exact figures regarding exodus?

Mr. Birnbaum: There are those attitudinal things. The latest information we have from a job study we did is that nobody is coming back to Quebec. There is the traditional mobility of English-speaking Quebecers and Canadians. Our best guess is that it's due to political instability and so on. Nobody is moving back to Quebec. These are people coming here to contribute the education they built elsewhere, often the revenue they've collected elsewhere, to contribute to the future of Quebec. That immigration to Quebec has dried up.

Mr. Allmand: If they're becoming more and more bilingual, if they speak French and speak it well enough to participate in the economy, and if things are such as Madam Tremblay points out, why are they leaving in such great numbers? If things are so good there, why are they leaving?

Mr. Hamelin: Part of the problem that we've indicated, and certainly our study indicates, is the feeling of belonging. That is why the alliance is taking steps to encourage English-speaking Quebecers to remain in Quebec. It is our home, without question, and we want to be able to encourage young English-speaking Quebecers to remain in Quebec. It would be better if we had encouragement from all other ends of the spectrum, but the reality of the political situation as we presently sit is not one commensurate with encouraging young anglophones to remain in Quebec. That's unfortunate, but I think, without question, we're taking our responsibility seriously at the alliance in terms of encouraging young anglophones to remain.

I'm an example of someone who did, and I have not regretted it. I think we want to be able to encourage young English-speaking Quebecers to remain. The fact of the matter is they are leaving and will continue to leave unless something is really done to address the specific problems of young anglophones. That can go into areas such as something that Lyndon mentioned in his presentation, French-language, second-language training, improving that. It's absolutely critical

[Traduction]

Vous dites cependant qu'en dépit de cela, un rapport d'Alliance Québec publié il y a deux ans révélait que:

... 75 p. 100 des jeunes québécois d'expression anglaise étaient d'avis qu'ils quitteraient un Québec indépendant. Ces données peuvent changer, mais seulement lorsque les jeunes d'expression anglaise pourront trouver un emploi et lorsque leur bilinguisme sera considéré comme un actif, et non comme un passif.

J'ai vu les chiffres du rapport à plusieurs reprises. Je crois savoir que même maintenant, c'est-à-dire non pas dans un Québec indépendant mais dans le Québec d'aujourd'hui, on constate un exode considérable de cette province. Je pense que dans ce rapport, tout comme dans celui de M. Goldbloom, on dit que le nombre d'enfants inscrits dans des écoles de langue anglaise est passé de 250 000 à 100 000 au cours des deux dernières décennies et que près de 200 écoles anglaises ont fermé leurs portes au Québec. Ceci, en dépit du fait que le pourcentage des anglophones bilingues augmente.

Vous êtes bilingues tous les trois. Que pensez-vous qu'on peut faire pour redresser la situation? Quels sont les chiffres exacts en ce qui concerne l'exode?

M. Birnbaum: Il y a des questions d'attitude. D'après les renseignements les plus récents que nous avons obtenus au cours d'une étude sur l'emploi, personne ne revient au Québec. Les Québécois et les Canadiens d'expression anglaise sont traditionnellement mobiles. Nous supposons que c'est dû en partie à l'instabilité politique. Personne ne revient au Québec. Je veux parler de gens qui pourraient faire profiter le Québec de l'instruction qu'ils ont reçue ailleurs, des revenus qu'ils ont accumulés ailleurs, et ainsi contribuer à l'avenir du Québec. Ce type d'immigration au Québec s'est arrêtée.

M. Allmand: S'ils deviennent de plus en plus bilingues, s'ils parlent français et le parlent assez bien pour participer à l'économie, et si les choses sont telles que les décrit M^{me} Tremblay, pourquoi partent-ils en si grand nombre? Si tout va si bien, pourquoi partent-ils?

M. Hamelin: Une partie du problème que nous avons constaté, et notre étude le confirme certainement, est le sentiment d'appartenance. C'est pourquoi l'Alliance prend des mesures pour encourager les Québécois d'expression anglaise à rester au Québec. C'est chez nous, sans aucun doute, et nous voulons pouvoir encourager les jeunes Québécois anglophones à rester au Québec. Ce serait préférable si nous recevions de l'encouragement de toutes parts, mais la situation politique que nous vivons présentement n'est pas propice à encourager des jeunes anglophones à rester au Québec. C'est malheureux, mais au moins, il est certain, d'après moi, que l'Alliance prend ses responsabilités au sérieux et fait de son mieux pour encourager les jeunes anglophones à rester.

Vous avez en moi l'exemple de quelqu'un qui l'a fait et ne l'a pas regretté. Je pense que nous voulons être en mesure de pouvoir encourager les jeunes Québécois d'expression anglaise à rester. Le fait est qu'ils partent et qu'ils vont continuer de partir à moins qu'on ne prenne vraiment des mesures pour remédier au problème particulier des jeunes anglophones. On pourrait notamment faire ce que Lyndon a mentionné dans son exposé, c'est-à-dire améliorer les programmes d'enseignement

[Text]

that it be linked in many respects as a job skill. It's a necessary job skill in Quebec. I think we have to encourage that kind of positive dialogue in the Quebec context. I think at that level we'll certainly be able to encourage young anglophones to remain.

Mr. Allmand: Thank you very much. I want to encourage you in that work. As far as I'm concerned, there's no other province I'd rather live in. That's where I want to stay.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Mr. Ringma.

M. Ringma (Nanaïmo—Cowichan): J'ai environ cinq minutes, madame la présidente?

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Oui.

M. Ringma: J'essaierai de le faire en cinq minutes si j'ai votre approbation.

Mr. Hamelin, first I would like to clear up a little thing on territorial bilingualism. In the response you gave to Mr. Boudria, I take it you said categorically you're against that concept. Is there no lower limit than two numbers, from your point of view? If you have a village with two or three anglophones in it surrounded by francophones, would you provide English-language service to them?

Mr. Hamelin: Which the act is providing at this point in time. There are different categories, and I can't cite chapter and verse in the act, but there are certainly different categories where service is expected, depending on numbers. But when one gets into a discussion of territorial bilingualism, I think we're really cutting the edge a lot harder and certainly placing very smaller communities at grave risk. There's a series of divisions that exist in the present legislation that I would suggest probably address that particular concern, if you're concerned about providing services to two or three individuals, but we're not talking about that. When the discussion is raised on territorial bilingualism, we're really talking about cutting off Mr. Berchevaise here in reality, and a few other communities as well.

Mr. Ringma: This probably can't be the place to solve it, because every time I bring it up we get into emotionalism. But somewhere along the line we should address numbers and say, if you don't agree on two or three, then is it ten or is it five hundred? Conversely, in the rest of Canada, where there are very small numbers of francophones in some places, at what point is it really worth providing all the services?

Mr. Hamelin: Mr. Ringma, I think the problem is that it's very easy coming from your particular perspective, but when you're living a minority experience it's a little different. I would suggest that the act does deal with that question at this point in time.

Mr. Ringma: You think adequately. . . Once again, it says where numbers warrant, or words to that effect. I don't know just what that means.

[Translation]

du français langue seconde. Il est absolument essentiel que ce soit considéré à plusieurs points de vue comme une compétence professionnelle. C'est une compétence professionnelle nécessaire au Québec. Je pense que nous devons encourager un dialogue positif dans ce sens, dans le contexte québécois. Je pense pouvoir ainsi parvenir à encourager de jeunes anglophones à rester.

M. Allmand: Je vous remercie beaucoup. Je tiens à vous encourager à persévérer dans cette tâche. Personnellement, je ne vois pas d'autres provinces où je préférerais vivre. C'est là que je veux rester.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Monsieur Ringma.

Mr. Ringma (Nanaïmo—Cowichan): I have about five minutes, Madam Chairman?

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Yes.

Mr. Ringma: I will try to do it in five minutes, with your permission.

Monsieur Hamelin, je tiens avant tout à apporter une petite précision à propos du bilinguisme territorial. Dans la réponse que vous avez donnée à M. Boudria, vous vous êtes dit opposé catégoriquement à ce concept, je crois. N'y a-t-il pas de limite inférieure à deux chiffres, d'après vous? Si dans un village deux ou trois anglophones vivaient entourés de francophones, leur assurerez-vous des services en anglais?

M. Hamelin: La loi le stipule à l'heure actuelle. Il existe différentes catégories et je ne peux pas vous citer toute la loi de A à Z, mais il existe certainement différentes catégories, en ce qui concerne les services attendus, et elles dépendent des chiffres. Mais lorsqu'on discute de bilinguisme territorial, je pense que la situation est vraiment beaucoup plus délicate et qu'on risque de mettre en danger grave les très petites collectivités. Il y a certaines parties de la loi actuelle qui pourraient probablement atténuer vos craintes à cet égard, si vous pensez aux services fournis à deux ou trois personnes, mais ce n'est pas de cela que nous parlons. Lorsqu'on discute de bilinguisme territorial, on parle vraiment de priver de services M. Berchevaise par exemple, et quelques autres collectivités.

M. Ringma: Ce n'est probablement pas l'endroit pour régler ce problème, parce que chaque fois que je soulève la question nous nous laissons emporter par les émotions. Mais nous devrions à un moment donné discuter de chiffres et dire que si vous n'acceptez pas un chiffre de deux ou trois, accepteriez-vous 10 ou 500? Inversement, dans le reste du Canada, où il y a très peu de francophones dans certains endroits, à quel point vaut-il vraiment la peine d'assurer tous les services?

• 1610

M. Hamelin: Monsieur Ringma, le problème tient, je pense, au fait qu'il est très facile pour vous de parler ainsi étant donné votre perspective particulière, mais quand on vit dans une situation minoritaire, c'est un peu différent. Je pense que la loi contient actuellement des dispositions à cet égard.

M. Ringma: Vous pensez que c'est suffisant. . . La loi dit là où le nombre le justifie, ou quelque chose du genre. Je ne sais pas exactement ce que cela signifie.

[Texte]

Mr. Hamelin: I think we have the ability to deal with that at this point.

Mr. Ringma: It's a thing we can pursue with the years, I hope.

Totally removed from that, what is your view of the Official Languages Act and the Commissioner of Official Languages as a defender of English language rights in Quebec? How do you view them?

Mr. Hamelin: I think it is critical that you have this piece of legislation, which is a very particular piece of legislation, as I said in my presentation, one that has constitutional recognition going along with it. Again, living in the context of a minority, I feel it's extremely important that you do have an authority like the commissioner's office to review what is going on to ensure that the act is being applied. It is excruciatingly important that we have and maintain the commissioner's office and encourage that job and encourage the report, which in very many respects is similar to the Auditor General's report. It takes a look at the actual lay of the land and makes serious recommendations to government to deal with. I think it is absolutely critical that we continue the office of the commissioner.

Mr. Ringma: I'm going to come at you from a different direction in the next one. I've read that your organization tends to be an umbrella group for English-language associations. Because I've heard a little of the opposite from the CVESPA, the Chateauguay Valley English-Speaking People's Association, I would ask about your relationship with them. How do you view them or they view you?

Mr. Hamelin: That organization, like the organization Mr. Berchevaie represents, the Committee of Anglophones for Social Action in the Gaspé, is part of the community network of associations that work with Alliance Quebec.

Mr. Ringma: Do you have an official relationship with them? Do you represent them in a sense?

Mr. Hamelin: We have an official representation. They are part of the regional umbrella group of English-speaking associations that we've worked with over the years.

Mr. Ringma: Okay, they are part and you are part. I'm honestly trying to get the relationship between the two. Are you equal and separate or...?

Mr. Birnbaum: We're the largest organization in the province. We're affiliated in some fashion, but they're an autonomous association and take their own positions.

Mr. Ringma: How many members do you have?

Mr. Birnbaum: Not enough. We have a whole network of associations and institutions that are part of our decision-making process. We need a lot more individual members.

Mr. Ringma: I understand your budget is \$1.6 million—

[Traduction]

M. Hamelin: Je pense que nous sommes capables à l'heure actuelle de faire face à un tel problème.

M. Ringma: C'est une chose dont nous pourrions continuer de discuter dans les années qui viennent, j'espère.

Je vais changer totalement de propos. Que pensez-vous de la Loi sur les langues officielles et du rôle du commissaire aux langues officielles comme défenseur des droits linguistiques des anglophones au Québec? Qu'en pensez-vous?

M. Hamelin: Je pense qu'il est crucial qu'on ait cette mesure législative, car c'est une loi très particulière, comme je l'ai dit dans mon exposé, une loi appuyée par une reconnaissance constitutionnelle. Je répète que pour les gens qui vivent dans une situation minoritaire, il est extrêmement important d'avoir une autorité comme le bureau du commissaire pour examiner la situation et s'assurer que la loi est respectée. Il est extrêmement important que nous ayons et que nous gardions le poste de commissaire, que nous l'appuyions ainsi que son rapport qui à plusieurs points de vue est semblable à celui du vérificateur général. Il examine la situation dans son ensemble et formule des recommandations sérieuses au gouvernement pour remédier au problème. Je pense qu'il est absolument essentiel que l'on maintienne le poste de commissaire.

M. Ringma: Je vais vous poser une prochaine question à partir d'un point de vue différent. J'ai lu que votre organisme sert généralement de groupe de coordination pour des associations de langue anglaise. Comme j'ai entendu des opinions un peu différentes de la CVESPA, l'Association des gens d'expression anglaise de la Vallée de Chateauguay, je voudrais savoir quels sont vos rapports avec les membres de cette association. Comment les considérez-vous ou comment vous considèrent-ils?

M. Hamelin: Cette organisation, comme celle que M. Berchevaie représente, le Comité d'action sociale anglophone dans la Gaspésie, fait partie d'un réseau communautaire d'associations qui collaborent avec Alliance Québec.

M. Ringma: Avez-vous des rapports officiels avec ces associations? Les représentez-vous d'une certaine façon?

M. Hamelin: Nous les représentons officiellement. Ils font partie du groupe de coordination régionale des associations d'expression anglaise avec lesquelles nous travaillons depuis des années.

M. Ringma: Très bien, ils en font partie et vous en faites partie. J'essaie franchement d'établir les rapports entre les deux. Êtes-vous égaux et distincts ou...?

M. Birnbaum: Nous constituons la plus grande organisation de la province. Nous sommes affiliés d'une certaine façon, mais les différentes associations sont autonomes et adoptent leur propre position.

M. Ringma: Combien de membres comptez-vous?

M. Birnbaum: Pas assez. Nous avons tout un réseau d'associations et d'institutions qui font partie de notre processus de prise de décisions. Nous avons besoin d'un nombre beaucoup plus important de simples particuliers.

M. Ringma: Votre budget s'élève, je crois, à 1,6 million de dollars...

[Text]

Mr. Hamelin: Actually, it's \$1.4 million. We keep getting cuts, so we have to check daily on that.

Mr. Ringma: —from the federal government. What is your total annual budget?

Mr. Birnbaum: That's it; \$1.08 million would be the federal contribution at this point.

Mr. Ringma: So you don't get any financial support from anglophone groups or individuals?

Mr. Birnbaum: We're working very hard at fund-raising from individuals and corporations. That's where the balance comes from.

Mr. Ringma: You're working at that, but it's a negligible—

Mr. Birnbaum: It's not negligible, but it's a minority portion.

M. Bellemare (Carleton—Gloucester): Bienvenue au Parlement canadien; je souligne bien «canadien». Je vous félicite, et je vous dis bravo pour vos efforts pour défendre la minorité anglaise au Québec. Les minorités francophones hors Québec le font également et ont formé un front commun.

On a vu un peu le problème qui semble annihiler les principes de base. Je me demande si vous êtes d'accord avec moi. Vous avez observé que, d'une part, c'était une question d'argent et, d'autre part, une question de nombre. Le Bloc québécois dit: si nous avons à mettre notre argent quelque part, on le mettra dans un stade et non dans un hôpital. L'autre dit: Si vous n'êtes que trois ou quatre anglophones à Gaspé, on ne va pas perdre notre temps avec vous.

• 1615

Ils font un beau couple. Pour l'un, c'est une question d'argent. Pour l'autre aussi, c'est une question d'argent. Le Parti réformiste dit que le bilinguisme au Canada ne fonctionne pas et coûte trop cher. Il remet en question la Loi sur les langues officielles.

Personnellement, trouvez-vous qu'il y a des problèmes?

La coprésidente (Mme Ringuette—Maltais): Madame Tremblay, s'il vous plaît!

Mme Tremblay: On pourrait au moins. . .

La coprésidente (Mme Ringuette—Maltais): Non, madame Tremblay. Présentement, c'est M. Bellemare qui a la parole.

Mme Tremblay: Oui, pourvu qu'il interprète les choses comme il le faut.

La coprésidente (Mme Ringuette—Maltais): Madame Tremblay, lorsque vous aurez vos cinq minutes, vous direz ce que vous avez à dire.

Mme Tremblay: Très bien, madame.

M. Bellemare: J'ai fait une petite erreur. J'ai parlé du stade. Elle a dit que c'était le stade olympique. J'ai oublié le mot «olympique». C'était deux stades olympiques en échange d'un hôpital pour les anglophones du Québec. Je trouve cela aberrant. Maltraiter les malades et les gens d'âge d'or, c'est être au plus bas niveau de charité.

[Translation]

M. Hamelin: En fait, il est de 1,4 million de dollars. On le réduit continuellement, de sorte que nous devons vérifier tous les jours.

M. Ringma: . . .du gouvernement fédéral. Quel est votre budget annuel total?

M. Birnbaum: C'est cela notre budget et 1,08 million de dollars représente la contribution actuelle du gouvernement fédéral.

M. Ringma: Vous ne recevez donc pas d'appui financier de groupes ou de particuliers anglophones?

M. Birnbaum: Nous faisons des efforts énormes pour recueillir des fonds auprès des particuliers et des sociétés. C'est de là que vient le reste de notre budget.

M. Ringma: Vous y travaillez, mais c'est une somme négligeable. . .

M. Birnbaum: Elle n'est pas négligeable, mais elle représente une plus petite partie de notre budget.

Mr. Bellemare (Carleton—Gloucester): Welcome to the Canadian Parliament; I emphasize "Canadian". I congratulate you and I commend your efforts to defend the English minority in Quebec. Francophone minorities outside Quebec are doing the same thing and they have formed a common front.

We have talked somewhat about the problem that seems to annihilate the basic principles. I wonder if you agree with me. You have seen that on the one hand, it was a matter of money, and on the other hand, a matter of numbers. The Bloc Québécois says: if we have money to invest somewhere, we'll put it in a stadium rather than in a hospital. The other one says: if there are only three or four Anglophones in Gaspé, we will not waste our time with you.

They make a nice looking couple. For one, it is a matter of money. For the other one also, it is a matter of money. The Reform Party says that bilingualism in Canada does not work and costs too much. They question the Official Languages Act.

Do you personally think that there are problems?

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette—Maltais): Mrs. Tremblay, please!

Mrs. Tremblay: We could at least. . .

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette—Maltais): No, Mrs. Tremblay. At the moment Mr. Bellemare has the floor.

Mrs. Tremblay: Yes, providing his interpretation of the facts is right.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette—Maltais): Mrs. Tremblay, when you have your five minutes, you'll be able to say what you have to say.

Mrs. Tremblay: Very well, Madam.

Mr. Bellemare: I made a slight mistake. I talked about the stadium. She said it was the Olympic Stadium. I forgot to say the word "Olympic". It was two olympic stadiums in exchange for one hospital for the anglophones of Quebec. This is sheer nonsense. To mistreat the sick and seniors, is as low as you can get charity wise.

[Texte]

Une voix: Le stade olympique, par contre, sert aux jeunes.

M. Bellemare: Le Parti réformiste pense un peu comme le Bloc québécois. Il croit qu'on devrait parler français au Québec et anglais dans le reste du Canada. Vous avez sans doute remarqué que j'ai parlé du reste du Canada et non pas du Canada anglais. J'espère que cela ne vous offense pas.

Il est question de principes ainsi que de nombres et de montants d'argent. Par les temps difficiles qui courent, on peut écouter les gens qui sonnent l'alarme et disent: On a un déficit et une dette extraordinaires, tant au provincial qu'au fédéral. Trouvez-vous qu'on devrait dépenser plus modérément et être plus exigeants au point de vue du service aux anglophones et aux francophones minoritaires?

M. Hamelin: Monsieur Bellemare, j'ai dit dans la présentation initiale qu'on parle aujourd'hui du prix d'être Canadien. Pour ceux qui ne considèrent pas cette question importante, l'idée du bilinguisme n'est pas importante. Pour nous, les coûts sont minimes. Dans la perspective d'un Canada d'un océan à l'autre, il faut donner aux francophones d'Edmonton et aux anglophones de Montréal, de Gaspé ou de Rouyn-Noranda un soutien continu pour leur communauté. Je suis ici aujourd'hui pour parler des réalités canadiennes. Être Canadien comporte certainement un coût, mais je crois que c'est à l'avantage de tout le Canada d'avoir un programme. Les chiffres démontrent qu'en 1971, environ 2 millions de Canadiens étaient bilingues alors qu'il y en a maintenant 4 millions. Je crois que cette augmentation des 20 dernières années indique clairement que tous les Canadiens croient à l'importance du bilinguisme. Je crois que le prix qu'on paie est très bas aujourd'hui. Il faut encourager nos communautés à continuer.

M. Bellemare: Le principe des langues officielles veut que le fédéral desserve les francophones et les anglophones dans leur langue. Le bilinguisme, c'est pour ceux qui veulent faire ce genre de travail. Le bilinguisme n'est pas imposé aux individus. Êtes-vous d'accord sur ce principe de base de la Loi sur les langues officielles?

M. Hamelin: Absolument.

M. Bellemare: Merci.

Mr. Collins (Souris—Moose Mountain): I wish Mr. McTeague, member of Parliament, was here, but I want to commend you for your presentation. I apologize for not having all the background—I'm just going through the document now—but I understand your concern.

• 1620

I had the opportunity to be on a CBC program where we were talking about this very subject in support of bilingualism. In light of that, I heard you comment on the official language position, the commissioner's position, and the cost. Is the cost a factor, in your mind?

Mr. Hamelin: As I said earlier, the issue of cost is very minimal in this instance in the reality of the larger scene. We say this cost is part of the price of being Canadian and recognizes that we have these two linguistic communities that

[Traduction]

An honorable member: The Olympic Stadium, on the other hand, is used by the young.

Mr. Bellemare: In the Reform Party, they think somewhat like the Bloc quebécois. They believe that French should be spoken in Quebec and English in the rest of Canada. You probably noticed that I talked about the rest of Canada and not of English Canada. I hope that you are not offended.

We are talking about principles, as well as numbers and money. In the difficult times we live, we can hear people sounding the alarm and saying: we have a huge deficit and a huge debt, provincially as well as federally. Do you think we should be more modest in our expenditures and demand more in the way of services to the English and French speaking minorities?

Mr. Hamelin: Mr. Bellemare, I said in my initial presentation that there is a cost to being Canadian. For those who don't consider this issue to be important, the idea of bilingualism is not important. For us, costs are minimal. In Canada from coast to coast, we must give francophones in Edmonton as well as anglophones in Montreal, Gaspé or Rouyn-Noranda continued support for their community. I am here today to talk about Canadian realities. Being Canadian certainly has a price, but I believe that all of Canada will benefit from such a program. Statistics show that in 1971, about two million Canadians were bilingual, whereas now four million of them are. I believe that this increase over the last 20 years clearly shows that all Canadians believe in the importance of bilingualism. I think that the price we are paying is very low today. We must encourage our communities to continue.

Mr. Bellemare: The Official Language Act is based on the premise that the federal government must serve francophones and anglophones in their own language. Bilingualism is for those who want to do that kind of work. Bilingualism is not imposed on individuals. Do you agree with this basic principle of the Official Languages Act?

Mr. Hamelin: Absolutely.

Mr. Bellemare: Thank you.

M. Collins (Souris—Moose Mountain): Je souhaiterais que M. McTeague, un collègue député, soit ici, mais je tiens à vous féliciter pour votre exposé. Je suis désolé de ne pas m'être renseigné avant—je suis en train de parcourir votre document—mais je comprends votre préoccupation.

J'ai eu l'occasion de participer à une émission du réseau anglais de Radio-Canada où l'on parlait justement du soutien au bilinguisme. À ce propos, je vous ai entendu parler de la situation des langues officielles, du poste du commissaire et des coûts. Les coûts constituent-ils un facteur, d'après vous?

M. Hamelin: Je répète que la question des coûts est très minime en l'occurrence, dans le contexte global. Nous disons que ce coût fait partie du prix à payer pour être Canadiens et tient compte du fait que nous avons ces deux collectivités

[Text]

are at the foundation of this country. This piece of legislation, recognized in the Constitution, clearly defines who we are as Canadians. When we talk consistently of cost we have to recognize this very particular piece of legislation is really the lifeblood in very many communities.

Mr. Birnbaum: As Mr. Hamelin mentioned earlier, we don't have time to get into it right now, I presume,

mais les modalités sont assez exigeantes.

There are all kinds of requirements, so one post office, for instance, serves a fairly large region and one position, when necessary, is designated as bilingual. The modalities ensure no money is being wasted in this program.

Mr. Collins: I'm an educator and have just come back from another country. Even in Australia, because one of their major trading partners in the world is Japan, they're making Japanese a second language for their youngsters to learn.

Here we are in a country where it should be a right for you and me to ensure the program is there and we're trying to figure out how many pennies we're going to spend on this essential program. I find it incomprehensible that coming from the west I have friends who are asking what is the cost. The cost should not be the factor. The cost should be in there and implemented so you have that as an assurance. I appreciate that.

I'm concerned about young people leaving your region. Why are they going and likely never coming back? What a tragedy for your people and your area. What's your solution to the problem, and why are they going? Is it just language?

Mr. Hamelin: I think there's a whole series of factors. Certainly, as we said, the political situation is not encouraging to young English-speaking Quebecers, many of whom are bilingual. The fact they are bilingual provides them with opportunities to go elsewhere.

In the last several months we have put together a program to encourage young English-speaking Quebecers to stay. We have a slogan called "buck the trend, stay in Quebec" and it's slightly catchy. It's part of a much larger program that includes youth employment services the alliance has undertaken in the last year.

We recognize quite clearly that for our community to continue we need the next generation. We have to have individuals in the next group of young anglophone Quebecers who are prepared to remain to make their lives and their careers here. My concern is that quite clearly the political situation affects that particular decision.

Mr. Berchevaise: On the question of financing, I think the funding of this is part of the social contract on which this nation was built on the two founding linguistic bodies. I think that's part of the social contract that needs to be supported at all costs. The services need to be given whether they are supported by the federal government or the provincial government, in part or in concert.

[Translation]

linguistiques qui sont le fondement même de ce pays. Cette loi, dont le principe est reconnu dans la Constitution, définit clairement notre identité canadienne. Quand nous parlons continuellement de coûts, nous devons reconnaître que cette mesure législative représente vraiment la garantie de survie d'un très grand nombre de collectivités.

M. Birnbaum: Comme M. Hamelin l'a dit tout à l'heure, nous n'avons pas le temps d'entrer dans tous les détails aujourd'hui, je suppose,

but the requirements are rather demanding.

Il y a toutes sortes de modalités, comme par exemple si un bureau de poste dessert une région assez étendue, un poste peut y être désigné bilingue, au besoin. Les diverses modalités permettent de nous assurer qu'on ne gaspille pas d'argent dans le cadre de ce programme.

M. Collins: Je suis enseignant et je reviens d'un voyage dans un autre pays. Même en Australie, parce que l'un de ses principaux partenaires commerciaux dans le monde est le Japon, on fait apprendre aux enfants le japonais comme langue seconde.

Or nous vivons dans un pays où vous et moi devrions avoir le droit de nous assurer que le programme est en place et nous essayons de déterminer combien de sous nous allons consacrer à ce programme essentiel. Venant de l'Ouest, je trouve incompréhensible que certains de mes amis demandent combien le programme coûte. Le coût ne devrait pas constituer le facteur important. Il devrait faire partie des modalités de mise en oeuvre du programme, afin qu'on soit certain de son application. Je comprends cela.

Je suis préoccupé de voir des jeunes quitter votre région. Pourquoi partent-ils pour ne jamais revenir, probablement? Quelle tragédie pour vous et votre région. Quelle est votre solution au problème et pourquoi partent-ils? Est-ce simplement une question de langue?

M. Hamelin: Je pense que toute une série de facteurs entrent en jeu. Comme nous l'avons dit, la situation politique n'est certainement pas encourageante pour les jeunes Québécois anglophones, dont plusieurs sont bilingues. Le fait qu'ils soient bilingues leur ouvre certaines perspectives ailleurs.

Ces derniers mois, nous avons mis sur pied un programme destiné à encourager les jeunes Québécois anglophones à rester. Nous avons à cette fin un slogan qui sonne assez bien «buck the trend, stay in Quebec» (lutez contre la tendance, restez au Québec). Cela fait partie d'un programme beaucoup plus vaste entrepris par l'Alliance depuis moins d'un an et qui comprend notamment des services d'emploi pour les jeunes.

Nous sommes tout à fait conscients que pour que notre collectivité survive, nous avons besoin de la génération suivante. Nous avons besoin de jeunes Québécois anglophones dans ce groupe qui sont prêts à rester ici pour y faire leur vie et poursuivre leur carrière. Je crains fort que la situation politique influence leur décision.

M. Berchevaise: Au sujet du financement, je pense qu'il est justifié par le contrat social sur lequel est fondé ce pays, édifié par les deux groupes linguistiques fondateurs. Je pense que cela fait partie du contrat social qu'il faut appuyer à tout prix. Il faut accorder les services, avec l'appui du gouvernement fédéral ou d'un gouvernement provincial, ou encore des deux en collaboration.

[Texte]

Part of the role of our organization is to help those services get delivered. We're advocates on behalf of a lot of our people. We help deliver those federal services and also the provincial services. We help put people in contact with the information line because quite often they can't do it themselves.

[Traduction]

Notre organisme a notamment pour rôle de faciliter la prestation de ces services. Nous défendons les intérêts d'un grand nombre de gens. Nous aidons le gouvernement fédéral et le gouvernement provincial à assurer ces services. Nous facilitons l'accès des gens aux informations dont ils ont besoin, car ils ne peuvent bien souvent pas y arriver eux-mêmes.

• 1625

So we're advocates in this way, and I think we play an important role in helping people survive in the system. Young people are leaving, and I think we have to say it, and that is, even if they are bilingual they have difficulty getting a job. But young francophones are having difficulty getting a job in rural areas, too.

So it's endemic to regional... It's not just the fact of being anglophone, Madam Tremblay. But the anglophone young people are having a much harder time. Even though they may be bilingual and well-qualified, they have a lot more difficulty getting employment.

Senator Ottenheimer (Waterford-Trinity): I think my question was really answered by the last speaker. I was going to ask to what extent is it possible to identify the reasons for the out-migration of anglophone Quebecers, specifically Gaspé, to, first, economic factors and, second, linguistic factors? It is well known that when there is an economically difficult situation—I come from the Atlantic provinces—there is high out-migration.

Is it possible to give a comparison of the out-migration of anglophone Gaspésiens and francophone Gaspésiens? To the extent that the reasons are linguistic rather than economic and to the extent that one can differentiate, what specific linguistic measures would you recommend, in terms of the federal area of responsibility? Here we're not concerned with what the Province of Quebec might or might not do, but to the extent that you can identify the factors as linguistic, and apart from more money—apart from that—are there any specific initiatives in the federal area of responsibility that you could recommend?

Mr. Berchevaie: One of the problems our area has—covering 250 or 300 miles of coastline—is that we have to work with quite a number of federal offices. Those offices serve small anglophone populations, who, as I have pointed out, are often a good distance away from the office centre, because they are not in the industrial communities. Having to work with all those offices—if I take Manpower, for example, most of the offices have at least one person who is bilingual. But when you get job assignments and caseloads put into that, then you don't always have the person available. When you start talking about developing programs and what does the population need and what services do they require, that is not getting adequately treated. It's hard for us as an organization—I'm talking about my organization, CASA—to deal with four or five different offices on this one particular issue.

Nous sommes donc ainsi des défenseurs d'intérêts, et je pense que nous jouons un rôle important pour aider les gens à survivre dans ce système. Si les jeunes partent, et je pense qu'il faut le dire, c'est parce que même s'ils sont bilingues, ils ont de la difficulté à trouver un emploi. Mais les jeunes francophones ont eu aussi de la difficulté à trouver un emploi dans les régions rurales.

Cette situation est donc endémique aux régions... Ce n'est pas tout simplement le fait que l'on soit anglophone, madame Tremblay. Mais les jeunes anglophones ont beaucoup plus de difficultés. Même lorsqu'ils sont bilingues et qu'ils ont de très bonnes compétences, ils ont beaucoup plus de difficultés à trouver un emploi.

Le sénateur Ottenheimer (Waterford-Trinity): Je pense que le dernier intervenant a en fait répondu à ma question. J'allais demander dans quelle mesure l'exode des Québécois anglophones, plus particulièrement de la région de Gaspé était lié tout d'abord à des facteurs économiques et ensuite à des facteurs linguistiques? Il est bien connu que lorsqu'une région connaît de problèmes économiques—je viens moi-même de la région de l'Atlantique—il y a un exode important.

Est-il possible de comparer l'exode des Gaspésiens anglophones à celui de Gaspésiens francophones? Dans la mesure où les raisons sont linguistiques plutôt qu'économiques et dans la mesure où il est possible de faire la distinction, quelles mesures linguistiques spécifiques recommanderiez-vous que le gouvernement fédéral prenne dans sa sphère de responsabilités? Il nous importe peu de savoir ce que la province de Québec pourrait ou non faire mais dans quelle mesure il est possible de dégager les facteurs linguistiques et—mis à part un appui financier plus important—quelles sont les initiatives spécifiques que vous recommanderiez au gouvernement fédéral de prendre?

M. Berchevaie: L'un des problèmes que nous avons dans notre région—qui s'étend sur 250 ou 300 milles le long de la côte—c'est que nous devons travailler avec un assez grand nombre de bureaux fédéraux. Ces bureaux desservent de petites populations anglophones qui, comme je l'ai souligné, se trouvent souvent à une bonne distance du centre administratif car ces gens ne vivent pas dans des collectivités industrielles. Ayant à travailler avec tous ces bureaux—si je prends le Centre de main-d'œuvre, par exemple, la plupart de bureaux ont au moins une personne bilingue. Mais il n'y a pas toujours une personne disponible pour s'occuper des dossiers. Lorsqu'il s'agit d'élaborer des programmes et de répondre aux besoins de la population, les services ne sont pas toujours adéquats. Il est difficile pour nous en tant qu'organisme—je parle ici de mon organisme, CASA, de traiter avec quatre ou cinq bureaux différents pour un dossier en particulier.

[Text]

I know of one Manpower counsellor who is from the anglophone community. Now there are quite a number of others who are bilingual francophones, but the thing is that there is nobody staying up and losing sleep at night because the service is not being given to the anglophone. If you can understand what I mean, there is a difference. In some cases, the bilingual service may be there, but quite often when you get caseload assignments, the services are there, but the full range of services is not there. That's the reality of it.

Le sénateur Corbin (Grand-Sault): Je suis un sénateur canadien du Nouveau-Brunswick. Je ne me définis pas en fonction du Québec. Je suis un Canadien et je suis parfaitement bilingue, je crois. J'ai beaucoup d'estime pour vous tous qui tâchez de vivre votre culture et votre langue dans un contexte qui peut parfois sembler agressif.

Néanmoins, j'ai toujours eu un peu de mal à accepter la formule «là où le nombre le justifie». Pour parler plus spécifiquement de la Gaspésie, il me semble que cette formule, à la longue, joue contre vous de façon absolue. Vous admettez, ou du moins vous l'avez dit, que votre nombre va en diminuant et que la qualité professionnelle, si je peux employer cette expression, des gens qui décident de demeurer en Gaspésie ne s'améliore pas, mais est en rétrogression. C'est pour cette raison que j'ai énormément de difficulté à accepter la formule «là où le nombre le justifie». Cette formule joue aussi contre les parlants français au Canada, dans l'Ouest comme dans les Maritimes.

• 1630

Croyez-vous que nous pourrions raffiner ce concept de manière à donner des services de meilleure qualité et un meilleur soutien culturel et linguistique aux groupes? La formule «là où le nombre le justifie» a quand même 24 ou 25 ans, et on la garroche à droite et à gauche. On s'en sert parfois comme d'une excuse, mais rarement pour des initiatives nouvelles. Avez-vous des suggestions concrètes à nous faire sous ce rapport? Vous pouvez parler anglais si vous le voulez; je n'y vois pas d'objections.

M. Berchevaise: Je crois que s'il y avait une communication, un dialogue et des ententes avec les ministères gouvernementaux et avec les gens des associations avec qui je travaille, que si on était capables de collaborer avec des conseillers qui

would be assigned, whom we would work with on a daily basis, we could develop initiatives and programs that would be beneficial mutually to the federal service and also to our communities. I think an assignment in that kind of way would go a long way and wouldn't cost very much, because the people are already in place. I think that would be one initiative that could be undertaken.

M. Birnbaum: Je crois que la formule «là où le nombre le justifie» comporte d'autres problèmes. Les tribunaux sont allés assez loin, même avec cette description qui n'est peut-être pas fantastique. Je pense à la cause *Mahé*. On constate que la question des écoles pour la minorité francophone hors Québec commence à avancer, mais ce qui nous pose peut-être plus de difficulté, à nous et au commissaire, ce sont les articles 41 et 42 de la Loi sur les langues officielles qui donnent aux divers ministères du gouvernement le mandat de promouvoir l'épanouissement et le développement des communautés minoritaires linguistiques. Les paroles sont là dans la loi, mais il n'y a pas beaucoup d'action.

[Translation]

Je connais un conseiller en main-d'œuvre qui est anglophone. Il y en a de nombreux autres qui sont des francophones bilingues, mais le fait que l'anglophone ne reçoit pas de services dans sa langue ne fait perdre de sommeil à personne. Il y a une différence, si vous comprenez ce que je veux dire. Dans certains cas, le service bilingue existe peut-être, mais très souvent lorsqu'on vous confie des dossiers, les services existent, mais pas pour une pleine gamme de services. Voilà ce qui se passe en fait.

Senator Corbin (Grand-Sault): I am a Canadian Senator from New Brunswick. I do not identify myself as a Quebecer. I am a Canadian and I think I am perfectly bilingual. I have a lot of respect for all of you who try to live your culture and your language in a context which could sometimes seem to be aggressive.

However, I've always had a bit of difficulty in accepting the expression "where there is significant demand". More specifically in the case of Gaspé, it seems to me that this criterion will eventually work against you. You admit—or at least you said—that the number of anglophones is decreasing and that the professional qualification, if I may use that expression, of those who decide to stay in Gaspé are not getting better, on the contrary. This is why I have a lot of difficulty to accept the expression "where there is significant demand". That expression also works against francophones in the rest of Canada, in the West as well as in the Maritimes.

Do you think we could refine this concept so as to provide a better quality of service and better cultural and linguistic support to these groups? The phrase "where there is significant demand" is 24 or 25 years old, and it is bandied about indiscriminately. It's sometimes used as an excuse but rarely to start new initiatives. Do you have any concrete suggestions to make in this regard? You may speak English if you wish; I have no objection.

Mr. Berchevaise: I believe that if there was some communication, some dialogue and agreements with government departments and with the people from the association with which I work, if we could cooperate with advisers who

se verraient affecter chez-nous, et avec qui nous travaillerions quotidiennement, nous pourrions mettre au point des initiatives et des programmes qui seraient avantageux tant pour la Fonction publique que pour nos collectivités. Je pense qu'une telle affectation pourrait faire beaucoup de bien et ne coûterait pas très cher, car ces gens-là sont déjà en poste. Ce serait une initiative qu'on pourrait envisager.

Mr. Birnbaum: I see other problems with the phrase "where there is significant demand". The courts have gone quite far, even with this description which is not exactly a great one. The *Mahé* case comes to mind. We've noticed that issue of schools for francophones minorities outside Quebec is starting to progress, but what may be more of a problem for us and for the commissioner are sections 41 and 42 of the Official Languages Act that give various government departments a mandate to promote the enhancement and development of minority language communities. The wording is in the act, but nothing much gets done.

[Texte]

Le sénateur Corbin: Vous déplorez une certaine inaction chez les politiciens. Vous dites:

Minority language interests are not being addressed by the major political parties in the run-up to the election call in Quebec.

Je sais que c'est une question spécifique au Québec. Pensez-vous qu'on devrait enlever la question des langues des mains des politiciens pour la confier à une espèce de commission ou tribunal ayant le pouvoir d'agir? À mon sens, le commissaire joue un rôle utile. Est-ce qu'il joue un rôle essentiel? Il n'a pas vraiment de pouvoirs. Il est l'employé du Parlement et le serviteur de la Chambre des communes et du Sénat. Les deux Chambres entérinent sa nomination. Je ne mets aucunement en question la qualité des personnes qui ont occupé ce poste au cours des 25 dernières années, mais il me semble que nous devrions avoir une personne, une commission ou un tribunal ayant des pouvoirs réels, qui ne seraient pas fractionnés parmi différents ministères de l'appareil gouvernemental canadien. Ne croyez-vous pas que ce serait une formule plus efficace que le système que nous avons à l'heure actuelle?

• 1635

Je pense qu'il n'y a pas de mal à se poser ce genre de questions après 25 ans, parce que le débat se poursuit et s'envenime. On devient plus agressifs les uns envers les autres. Nous sommes franchement négatifs parfois. Les deux extrémités du pays ne semblent pas se comprendre ou vouloir se comprendre. Devrions-nous repenser toute notre approche aux langues officielles?

M. Hamelin: C'est la première fois que j'entends une telle suggestion. Pour nous, le Bureau du commissaire aux langues officielles a de l'importance. Pour la communauté anglophone, il est essentiel d'avoir quelqu'un qui a les pouvoirs du commissaire. Nous sommes prêts à entreprendre des discussions dans d'autres domaines, mais essentiellement, nous voulons que le Bureau du commissaire aux langues officielles continue d'exister.

Le sénateur Corbin: Croyez-vous que c'est suffisant et qu'on peu s'en tenir à cela pendant 25 autres années?

M. Birnbaum: Je crois qu'il est légitime de donner au gouvernement du Canada la responsabilité dans ce domaine, même s'il n'agit pas toujours d'une façon qui nous plaît ou qui est satisfaisante pour une minorité. C'est une des difficultés que comporte la gouvernance de notre pays. Il est légitime d'attendre de notre gouvernement qu'il s'occupe de ce dossier de façon responsable.

Le sénateur Corbin: Oui, il est légitime qu'il s'intéresse à cette question, mais à cause du fractionnement des responsabilités à l'intérieur de l'appareil gouvernemental, croyez-vous qu'il est aussi efficace qu'il pourrait l'être?

M. Birnbaum: Je crois que la réponse est non, mais y a-t-il d'autres options?

Le sénateur Corbin: En tout cas, j'ai voulu provoquer une discussion.

Le sénateur Rivest: Dans le même ordre d'idées, il est sûr que cette question est toujours un peu aléatoire, étant donné que ce sont les gouvernements et les politiciens qui s'en occupent. Quelqu'un que le sénateur connaît bien avait trouvé

[Traduction]

Senator Corbin: You deplore the lack of action by politicians. You say:

Les intérêts des minorités linguistiques ne sont pas pris en considération par les principaux partis en lice à la veille du déclenchement des élections au Québec.

I know that this question is specific to Quebec. Do you think the issue of official languages should be taken out of the hands of politicians and given to some sort of commission or tribunal that would have power to act? In my opinion, the commissioner plays a useful role. Does he play an essential role? He doesn't really have any power. He's an employee of Parliament and a servant of the House of Commons and the Senate. Both Chambers ratify his appointment. I don't wish to cast aspersions at all on the quality of the people who have occupied that position in the past 25 years, but it seems to me that we should have one person, a commission or a tribunal that had genuine powers that are not fragmented among the various federal government departments. Don't you think this might be more effective than the system we have right now?

I don't think there's any harm in questioning this after 25 years, because the debate is continuing and growing more acrimonious. We're becoming more and more aggressive toward one another. Sometimes, we are down right negative. The two sides of the country don't seem to understand each other or even want to understand each other. Should we be rethinking our entire approach to official languages?

Mr. Hamelin: This is the first time I hear that being suggested. The Office of the Commissioner of Official Languages is very important to us. It's essential for the anglophone community to have someone with the powers of the commissioner. We are prepared to take part in discussions in other areas, but basically, we want the Office of the Commissioner of Official Languages to be maintained.

Senator Corbin: Do you think it's efficient and that we can stick to that for another 25 years?

Mr. Birnbaum: I think it's quite legitimate to give the government of Canada responsibility in this area, even if it does not always act as we would hope or in a way that is satisfactory for a minority. That's one of the difficulties involved in governing this country. We can legitimately expect our government to handle this issue in a responsible manner.

Senator Corbin: Yes, it is quite legitimate that the government take an interest in this issue, but because of the fragmentation of responsibilities within the government apparatus, do you think the system is as effective as it could be?

Mr. Birnbaum: I think the answer is no, but are there other options?

Senator Corbin: Well anyway, I wanted to provoke a discussion.

Senator Rivest: To follow up on that, there is no doubt that there is always some uncertainty surrounding this issue, since governments and politicians are the ones in charge of it. Someone that the senator knows very well had found the right

[Text]

la bonne façon. C'était M. Trudeau. Il disait qu'il fallait mettre cela dans la Constitution et rendre les textes garantissant la dualité linguistique sanctionnables par les tribunaux au-delà des Parlements, etc.

M. Mulroney, M. Bourassa à Québec et moi-même avons été assez mêlés à ces choses-là. On avait essayé, dans le cadre des Accords du lac Meech et surtout de l'Accord de Charlottetown, de placer dans la Constitution du Canada, au-dessus des gouvernements et des aléas politiques, la caractéristique fondamentale du pays qu'est la dualité. Je pense bien qu'Alliance Québec a adopté exactement la même ligne de conduite.

Le sénateur a fait une bonne suggestion. On a réglé assez bien question de la territorialité. Le député a très bien fait le point. Je suis content d'entendre Alliance Québec soulever cette question.

Il y aussi la question des coûts. Une chose m'agace dans la question les coûts. Ce débat qui existe au Canada est soulevé par d'autres. Il ne faut pas oublier que les Québécois anglophones paient leurs impôts; ils sont donc en droit de s'attendre à des services dans leur langue, tout comme le francophone ontarien qui paie des impôts à son gouvernement canadien à ce même droit. Les communautés minoritaires paient des impôts. Il est vrai que le Québec, constitutionnellement et dans la pratique, a assumé davantage d'obligations constitutionnelles que d'autres régions du pays à l'égard des minorités, mais le minorité anglophone québécoise a payé des impôts pour ces services. Dans les autres parties du Canada, les francophones paient des impôts et ils sont en droit d'attendre des services.

Ce n'est pas la majorité qui défraie les coûts de la dualité linguistique, mais l'ensemble des Canadiens, comme le disait si bien monsieur tout à l'heure. Cela fait partie du contrat social canadien. Si on veut mesurer cela simplement en termes de coûts, qu'on le fasse, mais qu'on mesure aussi le coût de l'abolition de la dualité linguistique au Canada. Il n'y aurait simplement pas de pays. Je pense que cela met fin au débat sur cette question des coûts.

Je veux en venir à une question sur l'accès. On vient d'évoquer plusieurs facteurs, notamment le phénomène de la minorisation, la baisse de la natalité, le climat économique et un paquet d'autres raisons. Il y a la question de l'accès à l'école anglaise qui préoccupe beaucoup la communauté anglophone du Québec.

• 1640

Quant aux droits fondamentaux ici, au Québec, pour reprendre un peu le sujet qu'a évoqué M^{me} Tremblay, il faut être très clair. Le texte du Parti Québécois et du Bloc Québécois que M^{me} Tremblay a cité est exact. Il est vrai qu'ils ont une volonté de garantir aux Québécois anglophones leurs droits fondamentaux, mais de quels droits fondamentaux s'agit-il? Il s'agit des droits fondamentaux qui existaient en 1867, comme si les conditions objectives de la communauté anglophone du Québec n'avaient pas changé depuis.

Quand on parle des droits fondamentaux, il faut être bien clair. D'une part, on fait le culte de la Loi 101. Pense-t-on à la Loi 101 telle qu'elle était à l'origine, alors qu'elle enlevait les droits de l'article 133, c'est-à-dire l'usage du français et de l'anglais, et qui a été contestée par les tribunaux? Est-ce que c'est la Loi 101 au sujet de l'affichage? À ce moment-là, c'était uniquement en français. Est-ce que c'est la Loi 101 qui n'accordait aucun droit linguistique à la communauté

[Translation]

answer. I'm referring to Mr. Trudeau. He said this had to be placed in the Constitution and that the wording had to guarantee linguistic duality where courts would have powers beyond those of Parliaments, and so on.

Mr. Mulroney, Mr. Bourassa in Quebec City and I have all been rather involved in this whole issue. With the Meech Accord and especially the Charlottetown Accord, an attempt was made to include the fundamental characteristics of the country, namely duality, in the Constitution of Canada, well beyond governments and the vagaries of politics. I think that Alliance Québec took exactly the same line.

The senator made a good suggestion. We've pretty well settled the issue of territoriality. The honourable member made a very good point. I'm glad to hear Alliance Québec raise this issue.

There's also the question of cost. One thing bothers me in this debate about costs which exists in Canada and is raised by others. One mustn't forget that anglophone Quebecers pay taxes; they have the right to expect services in their language, as do Franco-Ontarians who pay taxes to the federal government. Linguistic minorities pay taxes. It is true that constitutionally and in practice, Quebec has taken on more constitutional obligations than other provinces with regard to minorities, but Quebec's anglophone minority has paid taxes for those services. In other parts of Canada francophones pay taxes too and they have the right to expect services.

All Canadians pay the cost of linguistic duality, not just the majority, as the other gentleman put it so well earlier. It's part of Canada's social contract. If someone wants to measure this simply in terms of cost, they can go ahead, but they should also measure the cost of abolishing linguistic duality in Canada. We simply wouldn't have a country. I think that ends the debate on the issue of cost.

The point I was trying to get at is the issue of access. We've just invoked several factors, notably the phenomenon of minoritization, the drop in birthrate, the economic climate and a whole slew of other reasons. There is the issue of access to English language schools which is of great concern to the anglophone community of Quebec.

To follow up on the subject raised by Mrs. Tremblay, with regard to fundamental rights in Quebec, we must be very clear. Mrs. Tremblay's quote from the Parti québécois and Bloc québécois program was quite accurate. It is true that they want to guarantee fundamental rights for Quebec anglophones, but which fundamental rights are we talking about? They mean the fundamental rights that existed in 1867, as if the objective conditions of Quebec's anglophone community had not changed since.

When you talk about fundamental rights, you have to be very clear. On the one hand, they have the cult of Bill 101. Are they referring to Bill 101 as it existed originally, when it removed all the rights in Article 133 on the use of French and English and which was challenged before the courts? Is it Bill 101 regarding commercial signs? Because if that's the case, signs were permitted only in French. Is it the Bill 101 which gave no language rights to the anglophone community with regard to

[Texte]

[Traduction]

anglophone au sujet de la santé et des services sociaux et qui a été corrigée par la Loi 142? Est-ce que c'est la Loi 101 qui va restreindre l'accès à l'école anglaise aux Québécois anglophones à partir de la clause Québec qui était très chère au D^r Laurin, qui revient dans le décor, paraît-il, ou si ce sera la clause Canada? Les conditions objectives et les demandes d'Alliance Québec, compte tenu des problèmes de nombre de la communauté, vont dans le sens d'élargir l'accès à l'école anglaise. M. Ryan a déjà indiqué qu'il était prêt à étudier cela alors qu'il était à l'Éducation. La clause Québec, c'était uniquement pour ceux dont les parents avaient étudié au Québec; la clause Canada, c'était pour ceux dont les parents avaient étudié au Canada; la clause universelle, c'était pour tous les anglophones. Il y a là un problème: qui peut être considéré comme un anglophone?

Je reviens à ma question. D'après vous, quel genre d'élargissement ou d'assouplissement devrait-on envisager pour l'accès à l'école anglaise au Québec?

M. Hamelin: Le Rapport Chambers donne une réponse très éclairée sur la question du besoin pour la communauté anglophone d'un élargissement de l'accès à l'école anglaise.

La Loi 86 n'a apporté aucune solution à cet égard alors qu'il était nécessaire de faire une proposition sur la question de l'accès. Selon la suggestion de M^{me} Chambers, il y aurait une façon très facile de le faire. Ce serait l'application de l'alinéa 23(1)a) de la Charte canadienne, qui n'est pas applicable présentement au Québec. Il pourrait être appliqué dans le sens d'une loi assez générale. Un décret du conseil des ministres rendant l'alinéa 23(1)a) de la Charte canadienne applicable au Québec élargirait l'accès à l'école anglaise. De cette manière, il ne serait pas nécessaire de toucher la question de la Loi 101.

Il y a toutes sortes de solutions qu'on attend de la part du gouvernement sur cette question-là. Il existe clairement un besoin.

Le sénateur Rivest: Autrement dit, ce sont les propositions de M^{me} Chambers.

M. Hamelin: Effectivement, pour 23(1)a).

Le sénateur Rivest: Il est vrai que la Loi sur les langues officielles doit assurer le respect des droits des Québécois anglophones, mais quand on parle simplement de langues, il ne faut pas oublier qu'à l'échelle du continent, à l'échelle du pays et même à l'échelle du Québec, le français est menacé. Il y a 5 millions de francophones dans un immense continent, et la langue anglaise est devenue la langue universelle. Donc, il y a des appuis incroyables qui lui sont donnés. Dans ce sens-là, Alliance Québec reconnaît-elle le principe fondamental de la Loi 101?

• 1645

Le mérite que je lui reconnais, c'est d'obliger les immigrants qui viennent s'installer au Québec à s'inscrire au réseau français et non au réseau anglais. Je vous rappelle qu'avant la Loi 101, 90 p. 100 des immigrants qui venaient s'installer au Québec—they avaient le *free choice* à l'époque—inscrivaient leurs enfants dans les écoles anglaises, ce qui donnait aux commissions scolaires anglophones beaucoup d'eau. Dans l'optique de l'équilibre linguistique du Québec, je ne

health care and social services and which was amended by Bill 142? Is it the Bill 101 that will restrict access to English language schools for anglophone Quebecers with the Quebec clause that was so dear to the heart of Dr. Laurin who I'm told is coming back on the scene, or will it be the Canada clause? The objective conditions and demands of Alliance Quebec, given the problems of many in our community, are aimed at broadening access to English language schools. Mr. Ryan had indicated that he was prepared to examine this when he was Minister of Education. The Quebec clause applied only to those whose parents had studied in Quebec; the Canada clause applying to those whose parents had studied in Canada; the universal clause applied to all anglophones. There's a problem here: who can be considered an anglophone?

Let me get back to my question. In your opinion, what kind of broadening or flexibility should be considered regarding access to English language schools in Quebec?

Mr. Hamelin: The Chambers Report gave a rather enlightened answer to the question of the anglophone community's need to broaden access to English language schools.

Bill 86 solved nothing at a time when it was necessary to make a proposal about access. According to Mrs. Chambers' suggestion, there would have been a very easy way to proceed. That would be to apply paragraph 23(1)(a) of the federal Charter, which is not currently applicable in Quebec. It could be applied under rather general legislation. An order in council making paragraph 23(1)(a) of the Canadian Charter applicable in Quebec would broaden access to English language schools. Thus, there would be no need to broach the issue of Bill 101.

There are all kinds of solutions that we expect from government on this issue. Clearly, there is a need.

Senator Rivest: In other words, those are Mrs. Chambers' proposals.

Mr. Hamelin: That's right, with regard to 23(1)(a).

Senator Rivest: It is true that the Official Languages Act must ensure that the rights of anglophone Quebecers are respected, but when we simply talk about languages, we mustn't forget that throughout the continent, throughout the country and even throughout Quebec, French is threatened. There are five million francophones on an immense continent and English has become a universal language. So it receives incredible support. That being the case, does Alliance Quebec recognize the basic principle underlying Bill 101?

I would acknowledge that this bill has the merit to force immigrants who settle in Quebec to enroll their children in French schools rather than English schools. Let me remind you that before Bill 101, 90% of immigrants who settled in Quebec—they had free choice at the time—enrolled their children in English schools, which swelled the English language school boards. Given the need for linguistic balance in Quebec, I don't think Alliance Québec advocates a return to free choice in

[Text]

pense pas qu'Alliance Québec préconise le retour au libre choix de la langue d'enseignement, parce qu'à ce moment-là, la communauté francophone serait menacée par toutes sortes de considérations extérieures au Canada et au Québec. Elle serait drôlement menacée à Montréal. J'aimerais que vous l'affirmiez de nouveau devant la commission.

M. Hamelin: Sénateur, Alliance Québec et la plupart des gens des communautés d'expression anglaise au Québec, et certainement les gens de ma génération qui ont pris la décision de rester au Québec, ont une certaine reconnaissance de la réalité publique et de la réalité politique au Québec. On reconnaît que notre communauté devait faire certains choix pour demeurer québécoise. Nous sommes disposés, comme nous l'avons toujours été dans le passé, à continuer la discussion avec la plupart des Québécois sur n'importe quel type de sujet. Pensons à la question de la jeunesse, par exemple, dont M. Berchevaise a parlé. La situation économique actuelle affecte les jeunes de la communauté francophone et ceux de la communauté anglophone.

Il est nécessaire qu'en tant que communautés et en tant qu'individus, on continue de se parler. Nous sommes des Québécois. Nous reconnaissons certainement la réalité publique et politique qui existe au Québec, mais quand on parle de la question de l'accès à l'école anglaise, il y a vraiment un besoin qui existe et que M^{me} Chambers a reconnu. M^{me} Chambers a fait une suggestion quant à l'application de l'alinéa 23(1)a) de la Charte au Québec. Le gouvernement du Québec devrait prouver à la communauté d'expression anglaise qu'il est sérieux quand il dit qu'il veut appuyer la communauté anglophone du Québec.

Le sénateur Rivest: En fait, ce qui est le plus important dans le message de l'Alliance, c'est qu'il ne suffit pas de reconnaître l'existence de la communauté. Cela s'applique aussi aux francophones ontariens et aux autres communautés francophones du pays. Reconnaître uniquement l'existence de la communauté n'est pas suffisant. Les textes constitutionnels peuvent faire cela. Il faut reconnaître que ces communautés linguistiques ont droit, comme n'importe quelle autre communauté linguistique du pays, à leur développement normal. La Loi sur les langues officielles et les lois linguistiques leur fournissant des services d'éducation, des services de santé et la reconnaissance au niveau des institutions de la fonction publique ont justement pour but d'appuyer leur développement normal. Il faut que ce soit dynamique. Il ne s'agit pas uniquement de protéger des droits et de rester assis dessus. C'est un peu ce que je reproche au langage des souverainistes du Québec, qui sont probablement sincères dans leur volonté de reconnaître les droits. Cette communauté-là a le droit à la vie, et la vie progresse et s'épanouit.

M. Hamelin: C'est ce qu'on dit dans notre critique de la politique du Parti québécois. Vous avez très bien résumé ce qu'on a dit. De quels types de droits parle-t-on? Ce n'est pas très clair. Essentiellement, c'est l'épanouissement de notre communauté qu'on cherche.

Le sénateur Rivest: Merci.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Madame Tremblay.

Mme Tremblay: J'aimerais d'abord dire un mot à l'intention de M. Bellemare. J'ai utilisé une métaphore qu'il n'a peut-être pas comprise. Ce que j'ai voulu dire, c'est que le projet d'hôpitaux à Montréal est l'équivalent de deux stades

[Translation]

the language of education, because if that were so, the francophone community would be threatened by all sorts of considerations external to Canada and Quebec. The community would certainly be threatened in Montreal. I would like you to state that again before the commission.

Mr. Hamelin: Senator, Alliance Québec together with most people in English language communities in Quebec, and certainly people of my generation who have made a decision to stay in Quebec, do recognize the public and political reality of Quebec. We recognize that our community had to make certain choices in order for us to remain Quebecers. We are prepared, as we've always been in the past, to continue discussions with most Quebecers on any subject. Take the question of youth raised by Mr. Berchevaise, for instance. The current economic climate affects young people in both the francophone and anglophone communities.

As communities and as individuals, we must continue to talk to each other. We are Quebecers. We certainly recognize the public and political reality that exists in Quebec, but when we talk about the issue of access to English language schools, a genuine need exists and Mrs. Chambers recognized that. She made a suggestion concerning the application of paragraph 23(1)(a) of the Charter in Quebec. The government of Quebec should prove to the anglophone community that it is serious when it says that it wants to support that community in Quebec.

Senator Rivest: In fact, the most important part of Alliance Québec's message is that it is not sufficient to recognize the existence of the community. That also applies to franco-Ontarians and to other francophone communities throughout the country. Simply recognizing the existence of a community is not sufficient. We have to acknowledge that these linguistic communities have a right to normal development, like any other linguistic community in this country. The Official Languages Act and language laws that provide them with educational services, health services and recognition in public service institutions are precisely aimed at supporting their normal development. This is something that has to be ongoing. It's not simply a matter of protecting rights and then just sitting on them. That's my main criticism of statements made by sovereigntists who are probably sincere in their willingness to recognize rights. That community has a right to life, and life progresses and evolves.

Mr. Hamelin: That's what we said in our criticism of the Party Québécois' policy. You have summarized what we said very well. What kind of rights are we talking about? That's not very clear. Essentially, we're seeking the development of our community.

Senator Rivest: Thank you.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Mrs. Tremblay.

Mrs. Tremblay: First, I would like to say something for the benefit of Mr. Bellemare. I used a metaphor that he may have misunderstood. What I meant was that the Montreal hospital project is equivalent to two olympic stadiums. It's as if we

[Texte]

[Traduction]

olympiques. C'est comme si on voulait construire deux nouveaux stades olympiques. On en a déjà un. On se demande si on peut réaliser ce projet. Est-ce qu'on a les moyens de le faire? Il ne faut quand même pas caricaturer et dénaturer les propos des gens volontairement.

M. Bellemare: C'est une question de droits.

Mme Tremblay: Ils ont déjà cinq hôpitaux.

M. Bellemare: Ils en ont trop?

wanted to build two olympic stadiums. We already have one. We're wondering if can go ahead with this project. Can we afford to do so? There's no need to ridicule and distort people's words deliberately.

Mr. Bellemare: It's a matter of rights.

Mrs. Tremblay: They already have five hospitals.

Mr. Bellemare: Do they have too many?

• 1650

Mme Tremblay: Non, je ne vous dis pas qu'ils en ont trop. Je dois dire aussi que le PQ ne s'est pas du tout montré négatif. Il s'est même montré positif quant à une étude de ce projet-là. Il ne faudrait pas charrier et nous faire dire des choses qu'on n'a jamais dites.

La vie et le dynamisme d'une communauté se mesurent sous bien des aspects. Les anglophones ont leurs écoles, de la maternelle jusqu'à l'université, leurs théâtres, leurs opéras, leurs cinémas, tout ce dont une communauté a besoin pour s'exprimer au plan culturel, un journal, un poste de télévision, plein de postes de radio. Si on appelle cela une communauté morte, je me demande où sont rendus les francophones qui vivent ailleurs qu'au Québec. Si on n'appelle pas cela une communauté vivante et dynamique qui peut se développer quand elle a tout cela à sa portée, eh bien, expliquez-moi. Vous allez devoir me parler longtemps pour que j'arrive à comprendre qu'il ne s'agit pas d'une communauté qui est dynamique et qui a des possibilités de se développer.

On parle des jeunes francophones qui quittent le Québec. Heureusement que vous avez ajouté un bémol. La situation de l'emploi est aussi problématique d'un côté comme de l'autre. On attend beaucoup de ce gouvernement qui a parlé de jobs, jobs, jobs. J'espère qu'on va en avoir quelques-unes. On parle de la Fonction publique au Québec. Les francophones habitent surtout Montréal. La Fonction publique est au Québec, à Québec. Il est difficile de déménager là, même pour les francophones.

Je voulais vous souligner qu'on a une chose en commun, monsieur Hamelin. On a tous les deux été élevés dans l'est de Montréal. Vous, vous êtes monté au West Island. Moi, je suis descendue dans le Bas-du-fleuve. Pouvez-vous me dire combien il y a d'anglophones qui ont quitté le Québec entre 1986 et 1991? Avez-vous une petite idée de cela? Vous dites qu'il y en a beaucoup qui sont partis, que c'est l'exode des anglophones. Combien sont partis entre 1986 et 1991?

M. Hamelin: Entre 1986 et 1991?

Mme Tremblay: Grosso modo.

M. Hamelin: Je n'ai pas le chiffre exact, mais pour répondre à votre question, madame Tremblay. . .

Mme Tremblay: C'est important!

M. Hamelin: Non, laissez-moi vous répondre, parce que certaines choses que vous avez dites dans votre introduction m'inquiètent un peu.

Mme Tremblay: Je vous ai posé une question.

Mrs. Tremblay: No, I never said they had too many. I should also add that the PQ was not at all negative about this. It was even quite positive about a study of this project. So don't go too far and put words into our mouth.

The life and dynamics of a community can be measured in many ways. Anglophones have their schools, from kindergarten to university, theatres, operas, cinemas, everything a community needs for a cultural expression, a newspaper, a television station, plenty of radio stations. If you call that a dead community, I can only wonder what's happening to francophones outside Quebec. If you can't call that a lively and dynamic community that is able to develop having everything at its disposal, well, you better explain that to me. You'll have to talk to me long and hard for me to understand that this is not a dynamic community with plenty of opportunities to develop.

You talked about young francophones who leave Quebec. It's a good thing you toned it down a bit. The employment situation is very difficult in both communities. A lot was expected from this government that talked about jobs, jobs, jobs. I hope that we'll get a few. You talked about the public service in Quebec. Anglophones live mainly in Montreal. In Quebec, the public service is in Quebec City. It's difficult even for francophones to move there.

I wanted to point out that we have one thing in common, Mr. Hamelin. We were both raised in east end Montreal. You eventually moved to the West Island. I moved to the lower Saint Lawrence Valley. Can you tell me how many anglophones left Quebec between 1986 and 1991? Do you have a vague idea? You say that many left, that it's an anglophone exodus. How many left between 1986 and 1991?

Mr. Hamelin: Between 1986 and 1991?

Mrs. Tremblay: Roughly.

Mr. Hamelin: I don't have the exact number, but to answer your question, Mrs. Tremblay. . .

Mrs. Tremblay: That's important!

Mr. Hamelin: No, let me respond, because I find some of the things you said in your introduction rather disturbing.

Mrs. Tremblay: I asked you a question.

[Text]

M. Hamelin: Je comprends, madame, mais donnez-moi au moins la chance d'y répondre.

Mme Tremblay: Vous dites que vous ne le savez pas.

M. Hamelin: D'accord. Ce que je vous dis, madame. . .

Mme Tremblay: Je peux vous le dire.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): M. Hamelin a la parole pour répondre à la question.

M. Hamelin: Merci, madame la présidente.

Mme Tremblay: Il m'a dit qu'il ne savait pas la réponse à ma question.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Vous avez posé une question et il est en train d'y répondre.

Mme Tremblay: Il a dit qu'il ne savait pas la réponse.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Madame Tremblay, s'il vous plaît!

M. Hamelin: Madame Tremblay, pourquoi êtes-vous agressive?

Mme Tremblay: Je vous pose une question. . .

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Normalement, dans un comité, tout le monde a le droit de parole. Vous avez posé une question, et on demande aux gens d'Alliance Québec de répondre à votre question.

Mme Tremblay: Il m'a dit qu'il ne savait pas la réponse.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Soyez patiente. Il va répondre à votre question.

Mme Tremblay: Il n'a pas la réponse. Je vais la lui donner et je vais lui poser ma vraie question.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Avez-vous la question et la réponse, madame Tremblay?

Mme Tremblay: Oui.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Dans ce cas, vous n'avez pas besoin de poser de questions. Je vais donner la parole à une autre personne qui posera des questions.

Mme Tremblay: Une minute!

M. Boudria: C'est assez! Laissez-le répondre!

Mme Tremblay: Mollo, mollo!

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Monsieur Hamelin, vous avez la parole.

M. Hamelin: Je vous remercie, madame la présidente.

Madame Tremblay, ce qui m'a inquiété dans votre introduction, c'est la façon dont vous avez caractérisé la communauté d'expression anglaise. Vous nous caractérisez par le nombre de cinémas, le nombre de journaux. Il y en a maintenant un qui existe vraiment. Vous classifiez notre communauté de cette façon. Cependant, madame, vous n'avez pas dit qu'on avait perdu les deux tiers de nos élèves et le tiers de nos écoles au cours d'une période de 20 ans. Vous n'avez pas

[Translation]

Mr. Hamelin: I understand, madam, but at least give me a chance to answer.

Mrs. Tremblay: You said you didn't have that figure.

Mr. Hamelin: All right. What I'm saying, madam. . .

Mrs. Tremblay: I can tell you.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Mr. Hamelin has the floor to answer the question.

Mr. Hamelin: Thank you, madam Chair.

Mrs. Tremblay: He told me he didn't have the answer to my question.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): You asked a question and he's answering it.

Mrs. Tremblay: He said he didn't have the answer.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Mrs. Tremblay, if you please!

Mr. Hamelin: Mrs. Tremblay, why are you so aggressive?

Mrs. Tremblay: I'm asking you a question. . .

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Normally, during a committee hearing, everyone has a right to speak. You asked a question and we're asking the people from Alliance Quebec to respond to your question.

Mrs. Tremblay: He told me he didn't have the answer.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Be patient. He will answer your question.

Mrs. Tremblay: He doesn't have the answer. I will give it to him and then I will ask my real question.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Do you have both the question and answer, Mrs. Tremblay?

Mrs. Tremblay: Yes.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): In that case, you don't have to ask questions. I will give the floor to someone else who will ask questions.

Mrs. Tremblay: Just a minute!

Mr. Boudria: That's enough! Let him answer!

Mrs. Tremblay: Take it easy!

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Mr. Hamelin, you have the floor.

Mr. Hamelin: Thank you, madam Chair.

Mrs. Tremblay, what I found disturbing in your introduction, is the way you characterize the English language community. You talked about the number of cinemas, the number of newspapers. Right now there's really only one. You categorized our community in that way. However, madam, you didn't say that we had lost two-thirds of our students and one-third of our schools in the last 20 years. You didn't say that our community had aged significantly. Our community has

[Texte]

dit qu'on était une communauté assez âgée. Notre communauté a tenté d'encourager nos jeunes Québécois à rester au Québec. On parle de 1986 à 1991. En réalité, madame, depuis 20 ans, il y a un exode de la communauté d'expression anglaise du Québec vers d'autres parties du Canada et d'autres parties du monde. Ceux de notre communauté qui sont restés veulent encourager nos gens à rester. Pour ces raisons-là, je vous dis que avez davantage à encourager les gens à rester et à ne pas parler de la façon dont vous l'avez fait aujourd'hui. Je pense que le vrai problème, c'est que vous ne connaissez pas la communauté d'expression anglaise.

Mme Tremblay: C'est bien possible.

M. Hamelin: Vous ne la connaissez pas, et c'est le problème qu'on a aujourd'hui.

[Traduction]

attempted to encourage young Quebecers to remain in Quebec. I'm talking about from 1986 to 1991. In reality, madam, in the past 20 years, there has been an exodus of Quebec's English language community toward other parts of Canada and other parts of the world. Those in our community who have stayed want to encourage our people to stay. That's why I'm saying that it's to your advantage to encourage people to stay and not speak the way you just did today. I think that the real problem, is that you're not really familiar with the anglophone community.

Mrs. Tremblay: That's highly possible.

Mr. Hamelin: You don't know it and that's the problem we're having here today.

• 1655

Mme Tremblay: C'est bien possible, mais voici la vraie question que je voulais vous poser. D'après le recensement de 1991, entre 12 000 et 20 000 jeunes anglophones sont partis du Québec. On ne peut pas parler d'un exode.

J'ai vu un reportage à la télévision. On interviewait de jeunes finissants de l'Université McGill qui disaient qu'ils retournaient ailleurs qu'au Québec. Dans cette émission, on ne disait pas combien d'étudiants étaient venus d'ailleurs pour étudier à McGill. C'est une des meilleures universités au Canada. Donc, il y a beaucoup de jeunes anglophones qui viennent des autres provinces pour étudier à McGill et qui retournent chez eux après leurs études.

L'exode des jeunes... La Gaspésie se vide de jeunes francophones comme de jeunes anglophones. Le problème des médecins n'existe pas juste chez les anglophones en Gaspésie. Il existe pour toute la population de la Gaspésie et du Bas-du-fleuve.

Avez-vous des études empiriques et objectives qui démontrent vraiment qu'il existe au Québec une forme de discrimination systémique contre les anglophones bilingues? Est-ce que cela existe vraiment? Avez-vous des données objectives? Je comprends qu'on puisse avoir des perceptions. J'en ai et vous en avez, mais il faut aussi avoir des données objectives.

Il y a beaucoup de gens qui sont partis de l'Île-du-Prince-Édouard parce qu'il n'y avait pas d'emplois. Il y a beaucoup de jeunes qui sont partis de Terre-Neuve parce qu'il n'y avait pas d'emplois. J'ai formé beaucoup de jeunes du Québec pendant 30 ans à l'université. J'en connais beaucoup qui ont été obligés d'aller enseigner à l'école française hors Québec. J'en connais beaucoup qui sont rendus en Saskatchewan, en Alberta et en Colombie-Britannique et qui enseignent dans des classes d'immersion. Au Québec, le problème de l'emploi est un problème généralisé. Il ne faut pas croire que c'est un problème particulier à la population anglophone du Québec.

J'ai des neveux qui sont allés à Toronto parce qu'il y a des emplois à Toronto. Ce n'est pas un phénomène particulier à la population anglophone. Si on se parle, on va se comprendre, mais si on s'accuse, on ne se comprendra pas. C'est là qu'est le

Mrs. Tremblay: That's quite possible, but here's the real question I wanted to ask you. According to the 1991 census, between 12,000 and 20,000 young anglophones left Quebec. You can't call that an exodus.

I saw a TV report where they interviewed young graduates from McGill University who said that they were headed somewhere other than Quebec. The program didn't state how many students had come from elsewhere to study at McGill. It's one of the best universities in Canada. So many young anglophones come from other provinces to study at McGill and then go back home after they graduate.

The exodus of young people—Young francophones are leaving the Gaspé Peninsula just as much as young anglophones. The problem with physicians doesn't affect only anglophones in the Gaspé Peninsula. It's true for the entire population of the Peninsula and of the Lower Saint-Laurence Valley.

Do you have any empirical, objective studies that clearly show that there is a form of systemic discrimination against bilingual anglophones in Quebec? Does this really exist? Do you have any objective data? I understand that one can have perceptions. I have mine and you have yours, but you also need objective data.

A lot of people left Prince Edward Island because there were no jobs there. A lot of young people left Newfoundland because they couldn't find work there. I taught a lot of young people in Quebec during my 30 years at university. I know many who have had to go and teach in French schools outside Quebec. I know many who went to Saskatchewan, Alberta and British Columbia to teach French immersion courses. The problem of employment is widespread in Quebec. You mustn't think that it's peculiar to Quebec anglophones.

I have nephews who went to Toronto because there are jobs in Toronto. This is not specific to the anglophone population. If we talk to each other, we'll come to some understanding, but if we just make accusations, we'll never understand one another.

[Text]

problème. On essaie de créer des ponts, mais on a beau en faire de plus en plus. . . Je vous lance un message très clair, du fond de mes tripes. On en fait de plus en plus, mais on a l'impression qu'on n'en fait jamais assez et que vous ne voulez passer sur les ponts qu'on vous tend de peur qu'on ait mis de la dynamite en-dessous.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Merci. Je donne maintenant la parole à M. Boudria.

Mme Tremblay: C'est dommage que monsieur ne puisse pas commenter.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Je n'ai pas entendu de question, madame Tremblay.

M. Bellemare: Ce n'est pas un commentaire. C'est un monologue.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Je donne la parole à M. Boudria.

Mme Tremblay: Madame la présidente, j'aimerais que vous gériez ce Comité de façon un peu plus démocratique. J'en fais un rappel au Règlement. J'ai chronométré les périodes de cinq minutes.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Moi aussi, madame Tremblay.

Mme Tremblay: Vous avez des cinq minutes pas mal élastiques.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Surtout lorsque c'est. . .

Le sénateur Rivest: J'invoque le Règlement.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Sénateur Rivest.

Le sénateur Rivest: Je pense que la députée a raison. J'aimerais entendre les commentaires d'Alliance Québec sur les propos de madame même si ce n'était pas formellement une question.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Non, il n'y avait pas de question comme telle. Monsieur Allmand.

Mr. Allmand: On a point of order, I would agree that maybe Madam Tremblay was making a certain political pitch, but despite that, I think it would assist the committee if Mr. Hamelin had a chance to answer the questions she put to him. I think it would help clarify matters and be better for the committee.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): D'accord. Monsieur Hamelin.

M. Hamelin: Madame Tremblay, avec tout le respect que je vous dois, il est vrai qu'il y a un exode de jeunes Québécois des deux communautés, mais étant donné les chiffres, un tel exode affecte davantage l'avenir de notre communauté.

Ceux qui sont partis étaient pour la plupart des gens très bilingues, et je crois que c'est un problème. Tous les Québécois ont intérêt à trouver une solution à l'exode de la communauté d'expression anglaise, parce que c'est une richesse importante pour le Québec que d'avoir des gens qui sont assez bilingues, qui sont assez biculturels, qui sont parfois trilingues. Plusieurs des gens que je connais sont trilingues. Il est très important de se pencher sur cette situation. Il ne faut pas oublier qu'il y avait aussi des problèmes linguistiques plus particuliers pour les jeunes anglophones.

[Translation]

That's the problem. We're trying to build bridges, no matter how much we keep doing more and more—What I'm delivering to you is a very clear, visceral message. We keep doing more and more, but we get the impression that we never do enough and that you don't want to take the bridges we're building because you fear that we've placed dynamite underneath.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Thank you. I would now give the floor to Mr. Boudria.

Mrs. Tremblay: It's too bad the gentlemen is not allowed to comment.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): I didn't hear a question, Mrs. Tremblay.

Mr. Bellemare: That wasn't a comment. That was a monologue.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): I'm giving the floor to Mr. Boudria.

Mrs. Tremblay: Madam Chair, I would like you to chair this committee a bit more democratically. This is a point of order. I have timed the five minute periods.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): So have I, Mrs. Tremblay.

Mrs. Tremblay: Your five minutes are rather elastic.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Especially when—

Senator Rivest: Point of order.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Senator Rivest.

Senator Rivest: I think the honorable member is right. I would like to hear Alliance Quebec's comments on Mrs. Tremblay's statement even though it wasn't a formal question.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): No, there was no question as such. Mr. Allmand.

M. Allmand: J'invoque aussi le Règlement. Je reconnais que les propos de Mme Tremblay étaient peut-être un peu sectaires, mais malgré tout, je crois qu'il serait utile au comité que M. Hamelin ait la chance de répondre aux questions qu'on lui a posé. Je pense que cela pourrait clarifier certaines choses et ce serait mieux pour le comité.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Alright. Mr. Hamelin.

Mr. Hamelin: Mrs. Tremblay, with all due respect, it is true that there is an exodus of young Quebecers in both communities, but given the numbers, that kind of exodus has a greater effect on the future of our community.

The people who left were mostly very bilingual, and I think that's a problem. It is in the interest of all Quebecers to find a solution to the exodus of the English community, because it's an important asset for Quebec to have people who are quite bilingual, quite bicultural and sometimes trilingual. Many of the people I know are trilingual. It's very important to examine that situation. You mustn't forget that there were also language problems that were more specific to young anglophones.

[Texte]

De toute façon, je sais qu'il y a un problème commun. Je crois qu'il est dans l'intérêt des gens du Québec de se parler d'une situation globale, mais on ne doit pas oublier que, pour notre communauté, il y avait un aspect très spécifique.

[Traduction]

In any event, I know there's a common problem here. I believe it's in the interest of all Quebecers to discuss a common situation, but we mustn't forget that for our community, there was a very specific aspect to the matter.

• 1700

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Monsieur Boudria.

M. Boudria: Merci, madame la présidente.

Lors des premières rencontres de ce Comité, on s'est fait dire, preuve à l'appui, selon certains qui prétendent qu'il y a une preuve, que la Loi sur les langues officielles ne fonctionnait pas, que le commissaire aux langues officielles publie un rapport dans lequel il fait état d'une série de failles et de doléances.

Certains autres — et j'en suis un — disent plutôt: ce n'est pas cela l'interprétation. Le commissaire aux langues officielles est un ombudsman et c'est son rôle de rendre les failles publiques, non de dénoncer l'existence de la Loi, mais bien pour que les législateurs puissent y apporter les correctifs nécessaires pour l'améliorer là où il le faut.

Sans vous mettre des paroles dans la bouche, laquelle de ces deux façons de percevoir les choses épouseriez-vous? Comment évaluez-vous actuellement le fonctionnement de la Loi sur les langues officielles?

M. Birnbaum: Il est évident que le rapport de chaque année fait état de lacunes et note que le gouvernement n'a pas bien suivi les exigences de la Loi et de la Constitution dans certains cas.

That's what the commissioner has said for a number of years. The situation he describes in some ways as an improvement over past years. But as we mentioned earlier, there's still no evidence of any serious existence of a commitment to sections 41 and 42 of the Official Languages Act, which makes it clear that we're not talking here about a simple matter of window dressing, of

l'idée de faire simplement quelques ouvertures pour que les francophones et les anglophones en situation minoritaire puissent s'exprimer au sein du Canada.

On parle d'un plan systématique prescrit par la Loi qui exigerait que chaque ministère veille à donner des services aux communautés de langue minoritaire. Ces lacunes remplissent plusieurs pages de ce rapport, mais nous ne questionnons pas les pierres angulaires du programme et nous partageons cette vision du commissaire.

Mr. Boudria: So then you support the existence of such an act—

Mr. Birnbaum: Oh, very clearly.

Mr. Boudria: —notwithstanding its shortcomings that are expressed from time to time.

Mr. Birnbaum: Very clearly.

Mr. Hamelin: Without question.

Mr. Boudria: Thank you.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Monsieur Ringma.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Mr. Boudria.

Mr. Boudria: Thank you, Madam Chair.

During the first hearings of this committee, we were told, with evidence to back it up, according to those who claim there is evidence, that the Official Languages Act was not working, that in his report the commissioner talks about a whole series of flaws and complaints.

Others—and I am one of them—are saying that this is not how it should be interpreted. The Official Languages Commissioner is an ombudsman whose role is to make flaws known publicly, not in order to denounce the existence of the Act, but so that legislators may bring the necessary amendments to improve it where needed.

I don't want to put words in your mouth, but what would your own conception of the situation be? In your opinion, is the Official Languages Act working?

Mr. Birnbaum: It is obvious that in his annual report the commissioner talks about faults and notes that in some cases the government has not met the requirements of the Act and of the Constitution.

C'est ce que le commissaire dit depuis de nombreuses années. La situation qu'il décrit s'est à certains égards améliorée ces dernières années. Mais comme nous l'avons déjà mentionné, il n'y a toujours aucune preuve de l'existence d'un engagement sérieux à l'égard des articles 41 et 42 de la Loi sur les langues officielles, qui démontre clairement qu'on ne parle pas ici d'une simple façade,

about a simple matter of window dressing so that francophones and anglophones minorities may be able to express themselves within Canada.

We're talking about a systematic plan prescribed by the Act which would require each department to provide services to minority languages communities. In his report, there are several pages listing those shortcomings. But the commissioner is not questioning the cornerstone of the program in his report, and we share his vision.

M. Boudria: Vous appuyez donc l'existence d'une telle loi. . .

M. Birnbaum: Oh, très clairement.

M. Boudria: . . . malgré les failles dont on parle de temps à autre.

M. Birnbaum: C'est très clair.

M. Hamelin: C'est sûr.

M. Boudria: Merci.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Mr. Ringma.

[Text]

Mr. Ringma: Mr. Hamelin, the United Nations ruled a year or so ago that Canada and the Province of Quebec were in violation of rights. Since then there has been a little activity. They ruled that effectively Bill 28, Bill 101 and Bill 178 really contravene the rights of anglophones in Quebec. I would like to know what activity your group has done to redress that problem vis-à-vis both the federal government and the Quebec government.

Mr. Hamelin: Given that this is a provincial responsibility, what our organization did was work very hard at lobbying for the legislative changes that we saw in law 86 this past December, on a myriad of subjects. It was not just simply the question of the language of signs, but the question of the institutional guarantees for municipalities that offer services in English, for institutions to continue to offer services in English and have the status to be able to do so. I think that law 86 certainly goes a long way in dealing with that and it also goes a long way in addressing some of the concerns that our community have had, very serious concerns on violations to freedom of expression in the area of signs. It's not perfect, but like any consensual legislation, we certainly recognize its importance to our community.

Mr. Ringma: So you have got a step along the way of redress. Are you thinking of pushing to—

Mr. Hamelin: A step?

Mr. Ringma: —get complete redress?

Mr. Hamelin: I think, for the most part, in our community the recognition that we saw in law 86 certainly goes a long way to addressing the concerns that we have in the area. . .specifically you're talking about the language of signs. It is not the only area law 86 deals with, and it is not the only thing the community deals with on a daily basis. Certainly it is not perfect and there are restrictions that still exist in law 86, but I think without question the law has gone a long way toward addressing the concerns this committee has had in that area.

Mr. Birnbaum: We've always understood, and expect you as a politician would understand as well, that in order to get changes on very important issues like this, it is important for the minority community to work along with the majority community.

The debate on the ban on English on signs lasted more than 15 years. It was very interesting that what ended the debate was a consensus reached by all Quebecers that the move went fundamentally too far, certainly backed up by a UN decision. It was regular and constant work through the courts by organizations like ours and very constant and regular interaction with francophone majority groups that brought the wider community to a consensus that an important change could be made, and we got that change through legislation with Bill 86.

[Translation]

M. Ringma: Monsieur Hamelin, il y a environ un an les Nations Unies ont jugé que le Canada et la province de Québec violaient les droits linguistiques. Depuis, on en a très peu parlé. Les Nations Unies ont rendu un jugement selon lequel la Loi 28, la Loi 101 et la Loi 178 allaient vraiment à l'encontre des droits des anglophones du Québec. J'aimerais savoir quelles mesures votre groupe a prises pour corriger ce problème vis-à-vis du gouvernement fédéral et du gouvernement du Québec.

M. Hamelin: Étant donné qu'il s'agit d'une responsabilité provinciale, notre organisme s'est employé activement à exercer des pressions en vue d'obtenir les changements législatifs qui ont été apportés à la Loi 86 en décembre dernier, sur toute une série de sujets. Ce n'était pas seulement la question de la langue des affiches, mais c'était une question de garanties pour permettre aux municipalités qui offrent des services en anglais, de continuer de pouvoir le faire. Je pense que la Loi 86 contribue dans une grande mesure à apporter de telles garanties et calme certaines des craintes très sérieuses qu'éprouvaient des membres de notre collectivité concernant les violations de la liberté d'expression en ce qui concerne les enseignes. La loi n'est pas parfaite, mais comme toute législation de consentement mutuel, nous reconnaissons certes son importance pour notre collectivité.

M. Ringma: Vous avez donc fait un pas dans la bonne direction pour corriger la situation. Songez-vous à insister. . .

M. Hamelin: Un pas?

M. Ringma: . . .pour obtenir pleinement réparation?

M. Hamelin: Je pense que pour la communauté anglophone, la reconnaissance que l'on trouve dans la Loi 86 a certes considérablement calmé nos craintes surtout dans le domaine de la langue utilisée sur les affiches. Ce n'est pas la seule question sur laquelle porte la loi 86, et ce n'est pas le seul problème rencontré dans la communauté anglophone quotidiennement. La loi 86 n'est certainement pas parfaite et contient toujours des restrictions, mais je pense qu'il ne fait aucun doute que la loi a allégé considérablement les préoccupations de notre comité à cet égard.

• 1705

M. Birnbaum: Nous avons toujours compris, et j'imagine qu'en tant qu'homme politique vous comprenez également, que, pour obtenir des changements sur des questions aussi importantes que celle-ci, il est important que la communauté minoritaire travaille de pair avec la communauté majoritaire.

Le débat sur l'interdiction de l'utilisation de l'anglais sur les enseignes, les affiches, a duré plus de 15 ans. Il est très intéressant de voir que ce qui a mis fin au débat, c'est un consensus auquel sont arrivés tous les Québécois, selon lesquels la loi était allée trop loin, consensus qui a certainement été appuyé par une décision des Nations Unies. C'est grâce au travail constant et régulier d'organismes comme le nôtre devant les tribunaux et à l'interaction constante et régulière avec des groupes de la majorité francophone que la communauté en général a pu arriver à un consensus en vue d'apporter un changement aussi important, et c'est la loi 86 qui a apporté ce changement.

[Texte]

Mr. Ringma: I guess part of the import behind the question is the fact you are paid by the federal government and therefore, I assume, reluctant to take on the federal government as such. There had been a lot of foot dragging on the part of the federal government, as you are well aware, on this whole issue. It did not want to disturb things at all and left the issue to the Province of Quebec and so on. I am looking to see if there is a bit of conflict of interest on your part because you are paid—

Mr. Boudria: A point of order, Mr. Chairman, with respect.

Mr. Ringma: —from the federal coffers and therefore are reluctant to go too hard on it.

Mr. Hamelin: First of all, I really take great umbrage at the notion we are paid by the federal government. We are not paid by the federal government. As a community organization we receive funding from the federal government. I think that is an important distinction, Mr. Ringma.

Our organization has certainly never had great difficulty taking positions on behalf of our community against the Government of Quebec or the Government of Canada when we felt it was in the interest of our community to do so. But we also, as a community, recognize the importance of being able to work within the larger Quebec community. That is what I am talking about when we talk about Bill 86, and that is what I mean when I say our community is best served when we can work together with other fellow Quebecers to be able to resolve some of the difficulties and misunderstandings that exist and have existed for the past 15 or 16 years in Quebec. That is the only way we are going to be able to do that. But I would suggest to you we have no difficulty taking any government to task at any time when we feel it is necessary.

Mr. Allmand: I recall when I helped fund the Assembly of First Nations as a minister with the Government of Canada. It actually received quite a lot of funding and did not hesitate for one minute to rip the hide off the federal government week in and week out, despite the fact it got its funding from the federal government. It was the same situation with the the Canadian Consumers Association and the farmers, and so on.

I think Mr. Ringma should look closely at these agreements. They do not prevent these organizations from being very independent and very critical of the government that gives them the money, because it's not the government giving them the money; it's the people of Canada.

Madam Tremblay asked about empirical objective studies with respect to the exodus of anglophones in Quebec. I also wish there were more empirical studies that were very objective, but we do not have them. We have the numbers referred to that the school population has gone from 250,000 to 100,000 over 20 years, and that almost 200 English schools have closed. From my own personal experience, the school I went to in Sherbrooke as a child is closed. The school I went to in Trois-Rivières is closed.

[Traduction]

M. Ringma: Dans toute cette question, le fait que vous soyez payés par le gouvernement fédéral fait en sorte, je suppose, que vous hésitez à blâmer le gouvernement fédéral comme tel. Comme vous le savez très bien, le gouvernement fédéral s'est beaucoup entraîné les pieds dans toute cette affaire. Il ne voulait pas créer trop de remous et a donc laissé le Québec se débrouiller avec le problème. Je me demande s'il n'y a pas un certain conflit d'intérêts de votre part, puisque vous êtes payés. . .

M. Boudria: Monsieur le président, j'invoque le Règlement.

M. Ringma: . . . par le gouvernement fédéral, et vous ne voulez donc pas être trop durs à l'égard de ce dernier.

M. Hamelin: Tout d'abord, je trouve vraiment très offensant que vous disiez que nous sommes payés par le gouvernement fédéral. Nous ne sommes pas payés par le gouvernement fédéral. En tant qu'organisme communautaire, nous recevons une subvention du gouvernement fédéral. Je pense qu'il s'agit là d'une distinction importante, monsieur Ringma.

Notre organisme n'a certainement jamais eu de problème à prendre position contre le gouvernement du Québec ou contre le gouvernement du Canada lorsque nous estimions que c'était dans l'intérêt de ceux que nous représentons de le faire. Mais en tant que communauté, nous reconnaissons également l'importance de pouvoir travailler avec la communauté québécoise. C'est ce que je veux dire en ce qui concerne la loi 86, et c'est ce que je veux dire lorsque je dis que notre communauté est mieux desservie lorsque nous pouvons travailler ensemble avec les autres Québécois en vue de résoudre certains des problèmes et des malentendus qui existent depuis 15 ou 16 ans au Québec. C'est la seule façon d'y arriver. Mais laissez-moi vous dire que nous n'avons absolument aucun problème lorsqu'il s'agit de prendre à partie quelque gouvernement que ce soit lorsque nous estimons que c'est nécessaire.

M. Allmand: Je me rappelle l'époque où j'ai aidé à financer l'Assemblée des premières nations en tant que ministre du gouvernement fédéral. Cet organisme recevait une subvention importante et n'hésitait pas un instant à s'attaquer au gouvernement fédéral semaine après semaine, malgré le fait qu'il était subventionné par ce dernier. C'était la même chose en ce qui concerne l'Association des consommateurs canadiens et les agriculteurs, etc.

Je pense que M. Ringma devrait examiner de près ces accords. Ils n'empêchent pas ces organismes d'être indépendants et de critiquer le gouvernement qui les subventionne, car ce n'est pas le gouvernement qui leur donne de l'argent; ce sont les Canadiens.

M^{me} Tremblay a demandé s'il y avait des études objectives empiriques concernant l'exode des anglophones du Québec. Moi aussi j'aimerais qu'il y ait davantage d'études empiriques qui soient très objectives, mais nous n'en avons pas. Les statistiques révèlent que la population scolaire est passée de 250 000 à 100 000 au cours des 20 dernières années, et que presque 200 écoles anglaises ont fermé leurs portes. L'école que j'ai fréquentée à Sherbrooke lorsque j'étais jeune est fermée. L'école que j'ai fréquentée à Trois-Rivières est elle aussi fermée.

[Text]

I can recall an elderly friend of mine went to the hospital in Cowansville. Where once it was almost a bilingual hospital, he could not get served in English. Some of us had to assist the old gentleman because he was trying to explain his condition. When you're dealing with a doctor or nurse, it's very personal. The same problems happen—I can recall one time in Montreal—as well for francophones. It's not right on either side.

There's a lot of empirical evidence, although we don't have it in a report, that there has been a decline in the English-speaking population. There's no doubt about that. Many institutions have closed.

Look at the figures we get nowadays. At the beginning of this brief you presented to us today you say:

The 904,000 members of English-speaking communities in Quebec represent a population larger than that of many provinces.

I can recall I used to boast that Quebec was the fourth largest English-speaking province in Canada and Montreal was the third largest English-speaking city in Canada. That surprised many westerners who thought, in terms of territoriality, that Quebec was French and their provinces were all English. Of course they ignored the over one million francophones who live outside of Quebec, but it was convenient to do so.

I see three figures in documents before me today. First, in your brief there are 904,000 members in the English-speaking community in Quebec, but in this small booklet you prepared, dated April 1994, you have the English-speaking population as 667,000 in 1991. I have seen other figures from the Commissioner of Official Languages of a little over 800,000.

Do these differences result from the problems with the census? For example, there are some people whose mother tongue is Italian who live in my constituency, but they went to English schools and they even speak English at home in many cases. However, because of the census, their language is "other", meaning Italian. We could say the same about Greeks and Portuguese in a lot of communities.

In other words, some immigrants identify with the francophone community, such as many Lebanese, Moroccans, and Algerians. Others come in with a mother tongue of non-English and non-French, but identify, for one reason or another, with the anglophone community.

I'm wondering if your figure of 904,000 is made up of people like that. How do you explain it with respect to the other figure of 667,000? The commissioner's figure is over 800,000. I would like to think it was once again 900,000, but I'm not sure.

Mr. Hamelin: As a quick answer to your question, there's a lot of demographic research out there that doesn't necessarily agree. That is certainly so with the official languages question.

[Translation]

Je me rappelle qu'un jour un de mes amis plus âgé a dû aller à l'hôpital de Cowansville. Alors que c'était auparavant un hôpital presque bilingue, il n'a pu obtenir de services en anglais. Certains d'entre nous ont dû l'aider à expliquer quel était son problème. Lorsqu'on doit voir un médecin ou une infirmière, c'est très personnel. Les francophones ont eux aussi ces mêmes problèmes—je me rappelle un cas qui s'est produit à Montréal. Ce n'est pas acceptable d'un côté ni de l'autre.

• 1710

Même si ce n'est pas dans un rapport, il y a beaucoup de preuves empiriques du déclin de la population anglophone. Cela ne fait aucun doute. Bon nombre des institutions ont fermé.

Regardez les statistiques qu'on nous donne aujourd'hui. Au début du mémoire que vous nous avez présenté aujourd'hui, vous dites:

Les 904 000 membres des communautés d'expression anglaise du Québec représentent au total une population plus nombreuse que celle de plusieurs provinces.

Je me rappelle m'être vanté du fait que le Québec était la quatrième province d'expression anglaise au Canada et que Montréal était la troisième ville d'expression anglaise au Canada. Cela surprenait bon nombre de Canadiens de l'Ouest, qui croyaient que le Québec était francophone et que leurs provinces étaient toutes anglophones. Naturellement, ils ne tenaient aucun compte du fait que plus d'un million de francophones vivent à l'extérieur du Québec, parce que cela les arrangeait.

Je vois trois chiffres dans les documents que j'ai devant moi aujourd'hui. Tout d'abord, dans votre mémoire vous dites que la communauté d'expression anglaise au Québec compte 904 000 membres, mais dans ce petit livret que vous avez préparé en avril 1994, vous dites que la population anglophone s'élevait à 667 000 en 1991. Selon les chiffres cités par le commissaire aux langues officielles, la population anglophone s'élève à un peu plus de 800 000.

Ces différences résultent-elles des problèmes liés au recensement? Par exemple, il y a certaines personnes dont la langue maternelle est l'italien qui vivent dans ma circonscription, mais elles ont fréquenté les écoles anglaises et parlent même l'anglais à la maison dans bien des cas. Cependant, aux fins du recensement, ils ont une autre langue, c'est-à-dire l'italien. On pourrait dire la même chose des Grecs et des Portugais dans bon nombre de communautés.

En d'autres termes, certains immigrants s'identifient à la communauté francophone, notamment les Libanais, les Marocains et les Algériens. D'autres arrivent avec une langue maternelle qui n'est ni l'anglais ni le français, mais s'identifient pour une raison ou pour une autre à la communauté anglophone.

Je me demande si votre chiffre de 904 000 comprend des gens comme ceux-là. Comment expliquez-vous votre chiffre par rapport à l'autre chiffre de 667 000? Le commissaire parle de plus de 800 000 anglophones au Québec. J'aimerais bien croire qu'il y en a 900 000, mais je n'en suis pas certain.

M. Hamelin: Pour répondre rapidement à votre question, il y a de nombreuses études démographiques qui ont été faites, mais elles ne concordent pas toutes nécessairement. C'est certainement le cas en ce qui concerne la question des langues officielles.

[Texte]

This figure of 904,000 comes from Heritage Canada. However, I think part of the difficulty and concern comes with the issue of the census. Again, Mr. Allmand, you hit the issue on the head concerning how one identifies with the community.

My wife, for example, is Ukrainian by birth. If you asked for her mother tongue, she would probably say Ukrainian, but the fact of the matter is that she has lived all her life in English. How you determine to describe that sometimes shifts the figures.

I find it surprising to have to justify the fact that the English-speaking community in Quebec has seen a tremendous drop in the last 20 years in the numbers in schools. I concur with you completely on your comments. My primary and secondary school no longer exist either. The drop-off has been dramatic over the last 20 years.

I think we can go on arguing about how we classify the numbers, but the reality is that the community has dropped significantly in the last 20 years. That's why the Official Languages Act in Quebec today is even more important than in the past.

Mr. Allmand: In addition to the problems I mentioned with respect to the census, we also have a growing number—not only in Quebec, but in Ontario in the counties of my friends here—of families where the mother spoke English or French and their father spoke the other language. They grow up speaking both languages.

In my own family I have three or four examples of that. You would not be able to tell what was their primary language. They went to both school systems, the parents were of mixed language, and they're asked the question by the census as to whether they are anglophones or francophones. They don't know how to answer the question.

• 1715

Madam Chair, I'll finish with this. We had the census people before us four or five years ago. Maybe it's time to have them once again and try to improve our recommendations to them on how they categorize Canadians as anglophone, francophone or allophone. A lot of changes have taken place in the country and maybe the old ways are no longer suitable.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): That is an interesting suggestion.

Mr. Birnbaum: We would very much reinforce the suggestion. We've had reason to believe that they're looking very carefully at removing the question of home language from at least the short form, which would be of great concern. We need numbers for the calculation of services to minority language communities, for the compilation of policies and so on. There are some real worries about the data available.

Le sénateur Corbin: J'ai remarqué que le député M. Boudria vient de nous quitter. Je me suis senti indirectement visé par la portée de ses questions tout à l'heure, étant donné que j'avais voulu provoquer les témoins à réfléchir sur l'à-propos des structures actuelles.

[Traduction]

Le chiffre de 904 000 provient du ministère du Patrimoine canadien. Cependant, je pense qu'une partie du problème est liée au recensement. Encore une fois, monsieur Allmand, vous avez vu juste sur la façon dont les gens s'identifient à la communauté.

Par exemple, ma femme est Ukrainienne de naissance. Si vous lui demandez quelle est sa langue maternelle, elle répondra sans doute que c'est l'ukrainien, mais le fait est qu'elle a vécu tout sa vie en anglais. La façon dont on décide alors de répondre à la question dans un tel cas peut modifier les chiffres.

Je trouve surprenant qu'il soit nécessaire de justifier le fait que le nombre des écoles de la communauté d'expression anglaise au Québec ait considérablement diminué au cours des 20 dernières années. Je suis tout à fait d'accord avec vos observations. Les écoles que j'ai fréquentées au primaire et au secondaire n'existent plus. Le nombre d'écoles a diminué de façon dramatique au cours des 20 dernières années.

Je pense qu'on pourrait longuement débattre de la façon dont nous classifions les statistiques, mais le fait est que la communauté a considérablement diminué au cours des 20 dernières années. C'est pourquoi la Loi sur les langues officielles a aujourd'hui encore plus d'importance que par le passé.

M. Allmand: En plus des problèmes que j'ai mentionnés concernant le recensement, nous avons également un nombre croissant—non seulement au Québec, mais aussi en Ontario, dans les comtés de mes collègues ici—de familles où la mère parle l'anglais ou le français et le père l'autre langue. Les enfants grandissent donc en parlant les deux langues.

Dans ma propre famille, j'ai trois ou quatre exemples de cette situation. Vous ne pourriez pas dire quelle est leur principale langue. Les enfants ont fréquenté les deux systèmes scolaires, les parents parlaient les deux langues, et ils ne savent comment répondre à la question lorsqu'on leur demande dans le recensement s'ils sont anglophones ou francophones.

Madame la présidente, je ferai un dernier commentaire. Les responsables du recensement ont comparu devant nous il y a quatre ou cinq ans. Le moment est peut-être venu de les convoquer encore une fois pour essayer d'améliorer nos recommandations quant à la façon dont ils classent les Canadiens comme anglophones, francophones ou allophones. Notre pays a beaucoup changé, et les vieilles méthodes ne sont peut-être plus acceptables.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Votre suggestion est intéressante.

M. Birnbaum: Nous sommes tout à fait d'accord avec cette proposition. Nous avons des raisons de croire qu'ils songent à éliminer la question sur la langue parlée au foyer, au moins sur le questionnaire abrégé, ce qui nous inquiète beaucoup. Nous avons besoin de chiffres pour déterminer les services offerts aux communautés de langue minoritaire, pour mettre au point des politiques, etc. Nous sommes très inquiets quant aux données qui seraient disponibles.

Senator Corbin: I notice that Mr. Boudria has just left us. I felt that his questions earlier were aimed indirectly at me, since I had wanted to provoke the witnesses into thinking about the present structures.

[Text]

Qu'on me comprenne bien: je ne questionne aucunement les assises de la Loi sur les langues officielles. Cependant, je pense qu'on est en droit de se demander si les mesures d'application et les moyens qui sont présentement en place, et qui le sont depuis belle lurette, sont ce qu'il y a de mieux pour livrer la marchandise et pour répondre aux attentes des anglophones du Québec et des francophones des autres provinces.

Je dois vous dire franchement que j'ai l'impression que c'est une répétition d'une vieille symphonie que je connais depuis des années. On fait le même exercice année après année à ce Comité. Actuellement, c'est un comité mixte. Il y a quelques années, c'était un comité de la Chambre des communes. Avant cela, c'était un comité mixte. On rappelle constamment les mêmes témoins. On entend les mêmes plaintes, les mêmes complaints, qu'elles viennent du commissaire aux langues officielles ou d'ailleurs. Le commissaire regrette énormément qu'il ne se fasse pas plus de progrès dans certains domaines qui sont vitaux.

Mon collègue le sénateur, qui vient aussi de nous quitter, a parlé du développement des communautés. C'est ce qui est important à prime abord. Qu'est-ce que cela donne, une culture une langue, si on ne peut pas en vivre, si on ne peut pas gagner son pain quotidien dans cette langue, si on doit s'expatrier ailleurs au pays? Je suis peut-être cynique, mais j'étais là quand on a pondu la Loi sur les langues officielles. J'étais vice-président de ce Comité. J'ai été coprésident de ce Comité pendant des années et, après plusieurs années d'absence, je constate qu'il n'y a rien de changé. Vous me direz qu'il y a certaines communautés qui se portent mieux, mais dans l'ensemble, je trouve que le patient est peut-être encore plus malade sous bien des rapports. Il y a de la gangrène dans ses membres. Dans certaines régions du pays, on ne pourra plus jamais récupérer certains minoritaires.

C'est peut-être dur, mais il me semble que cela démontre que les méthodes employées pour mettre en place des programmes qui répondent de façon adéquate aux attentes des communautés minoritaires ont échoué. Vous semblez vous complaire dans les structures actuelles. Je ne dis pas que ce qui vous intéresse, c'est le montant de subvention que vous recevez tous les ans, car ce serait petit de ma part que de même le penser, mais vous semblez vous plaire dans les structures qui sont actuellement en place. Il me semble qu'on pourrait faire preuve d'innovation.

On a peut-être besoin d'un traitement de choc. Le Parti réformiste veut nous donner un traitement de choc en mettant en question la validité de la Loi sur les langues officielles. Pour ma part, je ne mets pas en question la validité de cette loi. Je ne mets pas en question les textes constitutionnels.

[Translation]

I want you to understand me clearly: I am in no way questioning the bases of the Official Languages Act. However, I feel that we are entitled to ask whether the means and measures for implementation that now exist, and which have existed for ages, are best suited to delivering the goods, and to meeting the expectations of anglophones in Quebec and francophones in the other provinces.

Quite frankly, I must tell you that I have the impression that I'm hearing the same old song that we have heard for years. We go through this exercise year after year in this committee. It is now a joint committee. A few years ago, it was a committee of the House of Commons. Before that, it was a joint committee. We are constantly recalling the same witnesses. We hear the same complaints over and over, whether from the Commissioner of Official Languages or others. The commissioner deeply regrets that more progress is not being made in some areas that are vital.

My fellow senator, who has also just left us, spoke about community development. That is what is most important. What good is a culture or a language, if you can't make a living, if you can't earn your daily bread in that language, and if you have to become an expatriate in some other part of the country? I may be a cynic, but I was there when the Official Languages Act was passed. I was vice-chairman of this committee. I was joint chairman of this committee for many years, and after a few years absence, I find that nothing has changed. You will tell me that some communities are doing well, but on the whole I find that under all these reports, the patient may be more seriously ill. There is gangrene in the limbs. In some regions of Canada, some of the minorities are past saving.

These may be harsh words, but it seems to me that it shows that the methods used to implement programs that adequately meet the expectations of minority communities, have failed. You seem to complacently accept the present structures. I'm not saying that what you're interested in is the amount of the subsidy you get every year, because that would be small-minded of me to even think it, but you seem content with the structures as they now stand. And it seems to me that we could be more innovative.

Perhaps we need some shock treatment. The Reform Party wants to give us shock treatment by questioning the validity of the Official Languages Act. I do not question the validity of the legislation. I do not question the constitutional texts.

• 1720

Je trouve que la faiblesse réside dans le manque de volonté. Il y a encore trop de nos fonctionnaires fédéraux qui n'ont pas le cœur à la tâche. J'ai fait récemment partie d'un groupe dans lequel le sous-ministre ne parlait pas un mot de français. Il lisait un peu le français. Deux des directeurs du groupe ne parlaient pas un traître mot de français. Il y avait pourtant des francophones dans ce groupe-là. L'appareil gouvernemental est ainsi fait. On donne aux fonctionnaires le choix d'apprendre ou

In my view the weakness lies in a lack of willpower. There are still too many federal officials who don't have their heart in the job. Recently I was in a group in which the deputy minister didn't speak a word of French. He read a little French. Two of the group directors didn't speak a single word of French. And yet there were French-speaking people in the group. That's the way the government apparatus is. Public servants have the right to choose to learn or not to learn French, but when they talk

[Texte]

de ne pas apprendre le français, mais quand il s'agit du bilinguisme impératif, je ne sais pas où il est. Même au Sénat, on a à déplorer énormément de façons de faire. Tous les postes ne sont pas bilingues. À mon sens, ils devraient l'être. Ce n'est pas la fin du monde que d'apprendre une autre langue. La preuve, c'est qu'on rencontre beaucoup de gens bilingues. Vous l'êtes vous-mêmes.

Il y a quelque chose qui ne marche pas dans ce maudit système-là. À toutes fins pratiques, j'en ai soupiré. Je remets même en question ma présence à ce Comité. Qu'est-ce que cela donne de venir à un comité pour entendre les mêmes chansons pendant des années et des années et pour rencontrer des fonctionnaires des régions et d'ici, à Ottawa, qui devraient faire mieux, mais qui ne font même pas des efforts élémentaires pour y arriver? Il y en a qui l'ont fait, mais il me semble qu'après 25 ans, on devrait être cinq fois plus avancés qu'on ne l'est actuellement.

C'est pour cela que je questionne les structures et les méthodes de livraison de la marchandise, sans porter atteinte aux assises.

M. Boudria a simplifié quelque peu le problème. Je reconnais aux législateurs élus, mais aussi aux sénateurs, le droit de questionner ces façons de faire. Pour ma part, je suis loin d'être satisfait. Si vous l'êtes, tant mieux. Moi, je ne le suis pas.

M. Birnbaum: Nous ne sommes pas satisfaits non plus. Il est évident que, dans une telle situation, il faut chercher de nouvelles idées. Également, il faut souligner le fait qu'en Ontario, par exemple, il y a maintenant plus d'écoles françaises qu'il y a d'écoles anglaises au Québec. Ce n'était pas la situation il y a 25 ans, quand la loi a été adoptée.

Dans notre province, il y a maintenant, et c'est une chose que les francophones hors Québec recherchent activement, une loi qui donne certaines garanties assez importantes dans le domaine des services de santé et des services sociaux. Cette loi a été adoptée en partie grâce aux revendications d'Alliance Québec, de CASA et des autres regroupements de notre communauté auprès du gouvernement du Québec, qui nous a accordé ces garanties dans une nouvelle loi.

Il y a des résultats concrets, mais il faut continuer de se questionner et de chercher une structure qui va peut-être mieux fonctionner.

Mme Tremblay: En Ontario et dans le reste du Canada, l'affichage est unilingue. Il n'y a qu'au Québec. . .

M. Birnbaum: Ce serait légal de faire l'affichage dans n'importe quelle langue du monde, madame.

Mme Tremblay: Il n'y a qu'au Québec que l'affichage est bilingue. Vous pourriez souligner cela comme un élément positif.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Je crois qu'il y a erreur ici. Monsieur Collins, c'est à votre tour.

Mr. Collins: Madam Chair, thank God I wasn't here 25 years ago, because the senator. . . Unfortunately, rather than asking a question political people make a speech. I think we have to get down to the essence of it.

The reality is that across Canada, in all respects—

Senator Corbin: All politicians are made to talk, sir.

[Traduction]

about imperative bilingualism, I don't know where it is. Even in the Senate, many of the procedures are deplorable. All of the positions are not bilingual, and in my view they should be. Having to learn another language is not the end of the world. The proof is that one meets many bilingual people, including yourselves.

There is something that's not working in this damned system. For all practical purposes, I've had my fill. I'm even questioning my presence on this committee. What is the use of coming to a committee to hear the same old songs year after year and to meet officials in the regions and here in Ottawa who should be doing better, but who don't even make the minimum effort to achieve that? Some do, but it seems to me that after 25 years we should have made five times more progress than we actually have.

That is why I question the structures and the methods of delivering the goods, without attacking the bases.

Mr. Boudria simplified the problem to some extent. I recognize that elected representatives as well as Senators have the right to question these procedures. Personally, I am far from being satisfied. If you are, so much the better. But I certainly am not.

Mr. Birnbaum: We are not satisfied either. Obviously, in this type of situation one has to find new ideas. I must also point out that in Ontario, for example, there are now more French schools than there are English schools in Quebec. That was not true 25 years ago when the legislation was passed.

In our province there is now, and this is something that francophones outside of Quebec are actively seeking, an act that provides some rather important guarantees in the area of health and social services. That law was passed thanks in part to Alliance Quebec, the QASA and other groups in our community, which pressed its demands on the government of Quebec, who granted us those guarantees in a new law.

There have been concrete results, but we must go on questioning the structures and trying to find one that will work better.

Mrs. Tremblay: In Ontario and in the rest of Canada signs are unilingual. It is just in Quebec. . .

Mr. Birnbaum: It would be legal to put up signs in any language used in the world, Madam.

Mrs. Tremblay: Only in Quebec are there bilingual signs. You might point that out as being something positive.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): I believe that you are wrong about that. Mr. Collins, it is your turn.

M. Collins: Madame la présidente, Dieu soit loué, je n'étais pas ici il y a 25 ans, parce que le sénateur. . . Malheureusement, au lieu de poser des questions, les politiciens font des discours. À mon avis, il faut s'attaquer au coeur même du problème.

En réalité, dans tout le Canada, et à tous égards. . .

Le sénateur Corbin: Le rôle des politiciens, c'est de parler, monsieur.

[Text]

Mr. Collins: If you take a look across Canada the opportunity for youngsters to learn in both languages is improving greatly. That's a credit to everybody.

Whether you think you have to talk, that's one thing.

I say to you, with regard to the funding I think it's critical where you receive that funding. Is that funding shared with other groups in other provinces so that collectively we get this thing resolved? I'm optimistic, Madam Chair, that in the 35th Parliament we will deal. I am not going to put my bloody head in the sand and think about 25 years from now. I think we have to move ahead. Let's get into real work, because we're going into the 21st century and I want to go in jointly with all of us in Canada.

• 1725

Let me assure you that as one of the members here we support your efforts. But I think we have to take a look at the amount of money. Is there going to come a point in time when you can do less and collect more from others to arrive at that position? I'm not sure.

Mr. Hamelin: I certainly think we are making our efforts to recognize that in the times we are in we have to be cost efficient in what we do. I think our organizations, certainly our sister organizations and the rest of the network, do what they can. I think I have to highlight that we are doing and still trying to do what we can with an awful lot less in terms of funding. Certainly at a time right now in Quebec when we're entering into a very critical period again on the question of the future of our country, our community requires as much support as possible, because it will be in that debate.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): I think that's about the end of questions for our invited guests. I would like to thank you very much for your presentation and also for your answers.

I would ask that the members of this committee stay put around the table. We have a question from Mr. Ringma.

I would like to thank you again. If you have additional things that you would like to add to your answers, you can write them specifically, in regard to numbers and so on. You can write directly to the clerk and we will distribute these answers to the members of this committee.

M. Hamelin: Je vous remercie, madame la présidente.

M. Birnbaum: Merci beaucoup.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Monsieur Ringma, vous aviez un rappel au Règlement.

M. Ringma: Madame la présidente, cela concerne le la réunion du 10 mai.

On the May 10 we had a vote on my motion and prior to that we note that Mr. Adams was here as a replacement.

I will repeat part of the dialogue. He said, if I'm able to—

[Translation]

M. Collins: Si vous regardez ce qui se passe dans tout le Canada, on constate que les jeunes ont beaucoup plus d'occasions d'apprendre les deux langues. Tout le monde doit être félicité.

Que vous estimez être obligé de parler, ça, c'est une autre affaire.

Je vous dis ceci: en ce qui concerne le financement, à mon avis, savoir où vont les fonds est d'une importance cruciale. Est-ce que les fonds sont partagés avec d'autres groupes dans d'autres provinces, afin qu'ensemble nous puissions résoudre le problème? Madame la présidente, je suis optimiste et j'ai bon espoir que ce 35^e Parlement va régler le problème. Je ne vais pas me cacher la tête dans le sable et me préoccuper de ce qui va arriver dans 25 ans. Je pense que nous devons aller de l'avant. Commençons à vraiment travailler, parce que le 21^e siècle approche, et je veux aborder l'avenir avec tous les Canadiens ensemble.

Je vous assure que les députés appuieront vos efforts. Mais je pense que nous devons examiner le montant d'argent. Arrivera-t-il un moment où vous pourrez faire moins et demander davantage d'argent aux autres pour arriver à cette position? Je n'en suis pas certain.

M. Hamelin: Je suis certainement convaincu que nous faisons tous les efforts voulus pour reconnaître qu'étant donné la situation économique, nous devons être rentables dans ce que nous faisons. Je pense que nos organisations, certainement nos organisations soeurs et le reste du réseau, font ce qu'elles peuvent. Je pense que je dois souligner que nous faisons et essayons toujours de faire ce que nous pouvons avec beaucoup moins d'argent. Au Québec, nous sommes à l'aube d'une période très importante concernant l'avenir de notre pays, et notre communauté a besoin de tout l'appui possible, car elle voudra participer au débat.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Je pense que c'est à peu près tout pour les questions que nous avons à poser à nos invités. J'aimerais vous remercier pour votre exposé ainsi que pour vos réponses.

Je demanderais maintenant aux membres du comité de rester autour de la table. Nous avons une question de M. Ringma.

Encore une fois, je remercie nos témoins. S'il y a quelque chose que vous aimeriez ajouter à vos réponses en ce qui concerne les statistiques, etc., vous pouvez nous le faire parvenir par écrit. Vous pouvez écrire directement à la greffière, qui verra à retransmettre vos réponses aux membres du comité.

Mr. Hamelin: Thank you, madam Chair.

Mr. Birnbaum: Thank you very much.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Mr. Ringma, you had a point of order.

Mr. Ringma: Madam Chair, it is concerning the May 10 meeting.

Le 10 mai, nous avons procédé au vote au sujet de ma motion et, auparavant, nous avons remarqué que M. Adams était ici comme remplaçant.

Je vais répéter une partie du dialogue. Il a dit, si je peux. . .

[Texte]

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Excusez-moi. Pourrait-on avoir un peu d'ordre, s'il vous plaît? Le Comité continue ses délibérations.

Mr. Allmand: Which Adams is it? Senator Adams?

Mr. Ringma: Peter Adams.

In any event, Mr. Adams was here as a replacement, I think probably for you—I don't know. He said "If I'm able to vote, Madam Chair, I'm not sure if I can yet, but I would certainly vote against the motion". Your reply was "Your comments are welcome, Mr. Adams, but I'm sorry, you cannot vote yet". There was a form that was to have been submitted.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Yes.

Mr. Ringma: But you recorded his vote, nevertheless, as a nay.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Yes, his substituting form was submitted to the clerk. He said that at the beginning of the... and he submitted before the vote—

Mr. Ringma: The form was duly completed before the vote?

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Yes.

Mr. Ringma: It won't make an awful lot of difference.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): To satisfy your question, the substituting forms were submitted before the vote.

Mr. Ringma: Okay.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): If Mr. Boudria were here, he would testify to that matter also as deputy whip.

Mr. Ringma: Okay.

The other question, Madam Chair, concerns the vote taken by Suzanne Tremblay, which is also recorded as a nay, but Madam Tremblay, on that day, left before the vote was taken, as I recall.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Yes, I agree with you. I specified, if my memory is correct, that there was no member from the Bloc Québécois here to vote during the voting process. I specified that. Are you taking that from the minutes of the last meeting?

Mr. Ringma: Yes. It's yeas, Bob Ringma against the world; nays, everyone else is there, as expected. But Peter Adams and Suzanne Tremblay—

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): That should be corrected.

Mr. Ringma: Thank you.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): I'll take that matter into consideration at our next meeting on Thursday.

Mr. Ringma: Okay.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): We will discuss it again.

[Traduction]

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Order please! The committee continues its proceedings.

M. Allmand: De quel Adams s'agit-il? Du sénateur Adams?

M. Ringma: De Peter Adams.

Quoi qu'il en soit, M. Adams était ici à titre de remplaçant. Je pense qu'il vous remplaçait sans doute—je ne sais pas. Il a dit: «Si je peux voter, madame la présidente, je n'en suis pas encore certain, je voterai certainement contre la motion.» Vous avez répondu: «Vous pouvez faire des observations, monsieur Adams, mais je suis désolée, vous ne pouvez pas encore voter.» Il aurait fallu remplir un formulaire.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Oui.

M. Ringma: Vous avez cependant quand même inscrit son vote, qui était contre la motion.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Oui, le formulaire requis afin qu'il puisse agir comme substitut a été remis à la greffière. Il a dit cela au début de... et il a remis le formulaire avant le vote...

M. Ringma: Le formulaire a été dûment rempli avant le vote?

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Oui.

M. Ringma: Cela ne fera pas tellement de différence.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Pour répondre à votre question, les formulaires nécessaires ont été remis avant le vote.

M. Ringma: Très bien.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Si M. Boudria était ici, il pourrait témoigner à cet effet en tant que whip adjoint.

M. Ringma: Très bien.

L'autre question, madame la présidente, concerne le vote de Suzanne Tremblay, qui a lui aussi été inscrit comme un vote négatif, mais Mme Tremblay, ce jour-là, est partie avant que l'on passe au vote, si j'ai bonne mémoire.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Oui, je suis d'accord avec vous. J'ai précisé, si j'ai bonne mémoire, qu'aucun député du Bloc n'était présent pendant le vote. Je l'ai précisé. Avez-vous lu cela dans le compte rendu de la dernière séance?

M. Ringma: Oui. Pour: Bob Ringma contre le monde entier; contre: tous les autres, naturellement. Mais Peter Adams et Suzanne Tremblay...

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Cela devrait être corrigé.

M. Ringma: Merci.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Je tiendrai compte de la question à notre prochaine séance, jeudi.

M. Ringma: Très bien.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Nous en discutons de nouveau.

[Text]

[Translation]

Mr. Allmand.

Monsieur Allmand.

• 1730

Mr. Allmand: On that point, generally speaking, unless the rules are different, because this is a joint committee, you only list the names if there is a request for a recorded vote, otherwise the vote would be 8 to 7 or 9 to 1. The names are usually not listed unless somebody requests a recorded vote. When they request a recorded vote, they each ask each person individually.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): There was a request for a—

Mr. Allmand: Oh, there was, but still you got this—

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): By our next meeting Thursday afternoon, I'll review the minutes of the last meeting and the votes. We'll bring corrections to the next meeting on Thursday. Thank you very much for bringing it to our attention.

La séance est levée jusqu'à jeudi.

M. Allmand: A ce sujet, généralement parlant, à moins que le règlement ne soit différent, étant donné qu'il s'agit d'un comité mixte, on n'énumère les noms que si on demande un vote par appel nominal, sinon le vote serait de huit contre sept ou de neuf contre un. Les noms ne sont habituellement pas inscrits, à moins que quelqu'un ne demande un vote par appel nominal. Lorsque c'est le cas, on le demande à chaque personne individuellement.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Il y a eu une demande de...

M. Allmand: Oh, oui, mais vous avez toujours ce...

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): D'ici à la prochaine séance, jeudi après-midi, j'examinerai le compte rendu de la dernière réunion ainsi que les votes. Nous apporterons les corrections nécessaires à la prochaine séance, jeudi. Je vous remercie d'avoir porté cette question à notre attention.

The meeting is adjourned until Thursday.



If undelivered, return COVER ONLY to:
Canada Communication Group — Publishing
45 Sacré-Coeur Boulevard,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Groupe Communication Canada — Édition
45 boulevard Sacré-Coeur,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

WITNESSES

From Alliance Quebec:

Michael Hamelin, President;
David Birnbaum, Executive Director;
Lyndon Berchevaise, Member Advisory Board.

TÉMOINS

De Alliance Québec:

Michael Hamelin, président;
David Birnbaum, directeur exécutif;
Lyndon Berchevaise, membre du conseil consultatif.

The Speaker of the House hereby grants permission to reproduce this document, in whole or in part, for use in schools and for other purposes such as private study, research, criticism, review or newspaper summary. Any commercial or other use or reproduction of this publication requires the express prior written authorization of the Speaker of the House of Commons.

If this document contains excerpts or the full text of briefs presented to the Committee, permission to reproduce these briefs in whole or in part, must be obtained from their authors.

Available from Canada Communication Group — Publishing,
Public Works and Government Services Canada,
Ottawa, Canada K1A 0S9

Le Président de la Chambre des communes accorde, par la présente, l'autorisation de reproduire la totalité ou une partie de ce document à des fins éducatives et à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé de journal. Toute reproduction de ce document à des fins commerciales ou autres nécessite l'obtention au préalable d'une autorisation écrite du Président.

Si ce document renferme des extraits ou le texte intégral de mémoires présentés au Comité, on doit également obtenir de leurs auteurs l'autorisation de reproduire la totalité ou une partie de ces mémoires.

En vente: Groupe Communication Canada — Édition,
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada,
Ottawa, Canada K1A 0S9

SENATE

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 6

Thursday, May 26, 1994

Joint Chairs:

The Honourable Gerald Ottenheimer, Senator
Pierrette L. Ringuette-Maltais, M.P.

SÉNAT

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 6

Le jeudi 26 mai 1994

Coprésidents:

L'honorable Gerald Ottenheimer, sénateur
Pierrette L. Ringuette-Maltais, députée

*Minutes of Proceedings and Evidence of the Standing Joint
Committee of the Senate and of the House of Commons on*

Official Languages

*Procès-verbaux et témoignages du Comité mixte permanent
du Sénat et de la Chambre des communes des*

Langues officielles

RESPECTING:

Pursuant to Standing Order 108(4)(b), study of the Official
Language policies and programs

CONCERNANT:

Conformément à l'article 108(4)b) du Règlement, étude des
politiques et programmes des langues officielles

WITNESSES:

(See back cover)

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)



First Session of the Thirty-fifth Parliament, 1994

Première session de la trente-cinquième législature, 1994

STANDING JOINT COMMITTEE OF THE SENATE AND OF
THE HOUSE OF COMMONS ON OFFICIAL LANGUAGES

Joint Chairs: The Honourable Gerald Ottenheimer, Senator
Pierrette L. Ringuette-Maltais, M.P.

Joint Vice-Chairs: Warren Allmand
Pierre de Savoye

Representing the Senate:

The Honourable Senators

Eymard Corbin
Jean-Claude Rivest—(3)

Representing the House of Commons:

Members

Eugène Bellemare
Don Boudria
Dan McTeague
Bob Ringma—(7)

Associate Member

Suzanne Tremblay

(Quorum 6)

Jacques Lahaie

Serge Pelletier

Joint Clerks of the Committee

COMITÉ MIXTE PERMANENT DU SÉNAT ET DE LA
CHAMBRE DES COMMUNES DES LANGUES OFFICIELLES

Coprésidents: L'honorable Gerald Ottenheimer, sénateur
Pierrette L. Ringuette-Maltais, députée

Vice-coprésidents: Warren Allmand
Pierre de Savoye

Représentant le Sénat:

Les honorables sénateurs

Eymard Corbin
Jean-Claude Rivest—(3)

Représentant la Chambre des communes:

Membres

Eugène Bellemare
Don Boudria
Dan McTeague
Bob Ringma—(7)

Membre associé

Suzanne Tremblay

(Quorum 6)

Les cogreffiers du Comité

Jacques Lahaie

Serge Pelletier

PROCÈS-VERBAL

LE JEUDI 26 MAI 1994

(8)

[Texte]

Le Comité mixte permanent des Langues officielles se réunit aujourd'hui, à 15 h 42, dans la pièce 307 de l'édifice de l'Ouest, sous la présidence de Pierrette Ringuette-Maltais (*coprésidente*).

Membres du Comité présents

Représentant le Sénat: Gerald Ottenheimer, Jean-Claude Rivest.

Représentant la Chambre des communes: Warren Allmand, Eugène Bellemare, Don Boudria, Pierre de Savoye, Dan McTeague, Bob Ringma, Pierrette L. Ringuette-Maltais.

Membre associé présent: Suzanne Tremblay.

Autre membre présent: Noël Kinsella.

Aussi présente: Du Service de recherche de la Bibliothèque du Parlement: Françoise Coulombe, attachée de recherche.

Témoins: De la Fédération des communautés francophones et acadiennes du Canada: Claire Lanteigne, présidente; Marc Godbout, directeur général; François Boileau, conseiller juridique; Roger Lavoie, agent de recherche.

Conformément à son mandat en vertu de l'article 108(4)b) du Règlement, étude des politiques et programmes des langues officielles.

Les témoins font une déclaration, et répondent aux questions.

À 18 h 30, le Comité s'ajourne jusqu'à nouvelle convocation de la présidence.

Jacques Lahaie

*Le cogreffier du Comité***MINUTES OF PROCEEDINGS**

THURSDAY, MAY 26, 1994

(8)

[Translation]

The Joint Standing Committee on Official Languages met at 3:42 o'clock p.m. this day, in Room 307, West Block, the Joint Chair, Pierrette Ringuette-Maltais, presiding.

Members of the Committee present

Representing the Senate: Gerald Ottenheimer, Jean-Claude Rivest.

Representing the House of Commons: Warren Allmand, Eugène Bellemare, Don Boudria, Pierre de Savoye, Dan McTeague, Bob Ringma, Pierrette L. Ringuette-Maltais.

Associate Member present: Suzanne Tremblay.

Other Member present: Noël Kinsella.

In attendance: From the Research Branch of the Library of Parliament: Françoise Coulombe, Research Officer.

Witnesses: From the Fédération des communautés francophones et acadiennes du Canada: Claire Lanteigne, President; Marc Godbout, General Director; François Boileau, Legal Counsel; Roger Lavoie, Research Officer.

Pursuant to Standing Order 108(4)(b), the Committee considered the Official Language policies and programs.

The witnesses made statements and answered questions.

At 6:30 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

Joint Clerk of the Committee

Jacques Lahaie

[Text]

EVIDENCE

[Recorded by Electronic Apparatus]

Thursday, May 26, 1994

[Translation]

TÉMOIGNAGES

[Enregistrement électronique]

Le jeudi 26 mai 1994

• 1540

Le coprésident (le sénateur Ottenheimer): À l'ordre!

On peut commencer car la coprésidente arrivera bientôt. Aujourd'hui, nous sommes très heureux d'accueillir les témoins suivants: M^{me} Claire Lanteigne, présidente, et M. Marc Godbout, directeur général de la Fédération des communautés francophones et acadiennes du Canada.

Généralement, les témoins commencent avec leur présentation et, par la suite, les membres du Comité posent des questions afin de solliciter des renseignements supplémentaires. Si cela vous convient, je vous invite à prendre la parole. Maintenant que la presse est partie et qu'on a fermé les portes, nous sommes prêts à commencer.

Mme Claire Lanteigne (présidente, Fédération des communautés francophones et acadiennes du Canada): Messieurs, Mesdames, bonjour. Je voudrais vous présenter deux personnes qui nous accompagnent: François Boileau, notre conseiller juridique et Roger Lavoie, notre agent de recherche.

Nous tenons à remercier les membres du Comité de nous offrir l'occasion de faire valoir nos points de vue. Nous avons choisi de faire porter l'essentiel de notre intervention sur le non-respect des articles 41 et 42 de la Loi sur les langues officielles. Ces articles obligent le gouvernement fédéral et ses ministères à voir au développement et à l'épanouissement des communautés francophones et acadiennes. Toutefois, nous tenons à signifier notre impatience devant la lenteur du gouvernement à faire respecter les articles 16 à 20 de la Charte canadienne des droits et libertés. L'application du règlement sur les langues officielles, promulgué en 1992, tarde toujours à être mis en vigueur.

Dans la plupart de nos communautés, là où le nombre le justifie, la population francophone est en attente de recevoir des services auxquels elle a droit. Dans certains cas, nous avons même été témoins d'un recul au chapitre des services en français. La réglementation n'est pas appliquée et de ce fait, les services ne sont pas livrés dans la langue de la clientèle. Les francophones de ce pays ont le droit de recevoir les services dans leur langue et le gouvernement a le devoir et la responsabilité d'y voir.

Nous nous proposons de suivre de très près l'étude que le commissaire aux langues officielles a entreprise à ce sujet. D'ailleurs, lors de sa récente comparution devant ce Comité, M. Goldbloom affirmait, au sujet du Conseil du Trésor, que les rapports des institutions n'ont pas tous été fournis puisque seulement 17 rapports ont été faits sur une possibilité de 53. Nous sommes à recueillir des données additionnelles pour compléter notre dossier et nous reviendrons à la charge en temps et lieu.

L'objet de cette présentation est de reprendre les faits saillants du mémoire que vous avez reçu. Nous voulons donner l'heure juste aux membres du Comité face à la situation actuelle des communautés francophones et acadiennes du Canada ainsi qu'à leurs attentes.

The Joint Chair (Senator Ottenheimer): Order!

We can begin because the Joint Chair will be arriving shortly. Today, we are very pleased to welcome the following witnesses: Mrs. Claire Lanteigne, President and Mr. Marc Godbout, General Director of the Fédération des communautés francophones et acadiennes du Canada.

Generally speaking, witnesses first present their brief and then the members of the committee ask questions in order to obtain additional information. If this is agreeable to you, I will turn the floor over to you. The press has gone and we have shut the doors so we can begin.

Mrs. Claire Lanteigne (President, Fédération des communautés francophones et acadiennes du Canada): Good afternoon, ladies and gentlemen. I would like to introduce you to the people accompanying me: François Boileau, our legal counsel and Roger Lavoie, our research officer.

We would like to thank the members of the committee for this opportunity to express our point of view. We have decided to focus primarily on non-compliance with respect to sections 41 and 42 of the Official Languages Act. These sections compel the federal government and its departments to see both to the development and the vitality of Francophone and Acadian communities. However, we are growing impatient with the government's slowness to enforce sections 16 to 20 of the Canadian Charter of Rights and Freedoms. The Official Languages Regulations, promulgated in 1992, have yet to be implemented.

In most of our communities, where numbers warrant it, francophones are still waiting to receive services to which they are entitled. In some instances, we have even witnessed a decline in French services. The regulations are not enforced and therefore the services are not provided in the client's language. Francophones in this country are entitled to receive services in their language and it is both the duty and the responsibility of the government to ensure that this is done.

We intend to pay close attention to the study that the Commissioner of Official Languages has undertaken on this matter. Moreover, during his recent appearance before this committee, Mr. Goldbloom stated, when referring to the Treasury Board, that the reports of the institutions had not all been provided since only 17 out of a possible 53 institutions have prepared reports. We are in the process of collecting additional data to complete our records and we will be bringing up this matter again in due course.

The purpose of this presentation is to go over the highlights of the brief you received. We want the members of this committee to have an accurate picture of both the situation and the expectations of Francophone and Acadian communities throughout Canada.

[Texte]

La FCFA du Canada et ses composantes profitent de cette occasion pour présenter ses exigences pour la mise en oeuvre d'une politique globale de développement du gouvernement fédéral envers nos communautés. Voici les prémisses de base: le fédéralisme canadien, bilinguisme et dualité linguistique.

Le gouvernement fédéral a toujours reconnu la dualité linguistique comme étant une caractéristique essentielle de l'identité nationale canadienne d'une part, parce qu'elle est un fondement du pays et, d'autre part, parce qu'elle est présente partout à l'Est, au Centre, à l'Ouest et au Nord. La dualité linguistique est définie sur une base individuelle. En effet, le Canada a choisi de s'éloigner d'une définition territoriale de la dualité qui nous aurait donné un Québec français et le reste du Canada anglais. À cet égard, nous croyons que le principe de bilinguisme territorial tel que proposé par le Parti réformiste ressemble plus à de l'unilinguisme territorial.

• 1545

La FCFA a toujours été largement en faveur du maintien de l'unité du pays. Nous tenons le même discours depuis toujours, et ce n'est pas la conjoncture politique présente à Ottawa qui va remettre en question notre appui indéfectible au fédéralisme canadien.

La Loi sur les langues officielles reconnaît, en sa partie VII, l'engagement du gouvernement fédéral et de ses ministères à favoriser l'épanouissement des minorités francophones et anglophones du Canada ainsi qu'à appuyer leur développement. De plus, la Loi vise à promouvoir la pleine reconnaissance de l'usage du français et de l'anglais dans la société canadienne. La Loi reconnaît aussi clairement l'existence des communautés et de leurs droits.

Cette nouvelle section de la Loi a été ajoutée en 1988 par le gouvernement précédent. Peu banals, ces changements ont modifié considérablement la vocation de la Loi sur les langues officielles. En effet, il s'agit d'une toute nouvelle dimension que de reconnaître l'obligation du gouvernement à voir au développement et à l'épanouissement de nos communautés. Sans toutefois aliéner les parties de la Loi concernant la prestation de services, la langue de travail, etc., qui sont toutes des sections comprenant des droits individuels, la partie VII reconnaît non seulement l'existence des communautés, mais également la responsabilité du gouvernement fédéral à leur égard.

M. Marc Godbout (directeur général, Fédération des communautés francophones et acadiennes du Canada): En plus de la particularité linguistique de la francophonie canadienne, cette dernière vit une situation qui est, à plusieurs égards, différente de celle des autres communautés du Canada. Ainsi, le taux d'assimilation, le niveau d'instruction au sein de la francophonie canadienne et la moyenne des revenus diffèrent si nous les comparons à la moyenne nationale canadienne. Nous avons préparé, pour le bénéfice du Comité, un portrait statistique qui indique quand même la situation précaire dans laquelle se retrouvent une bonne partie de nos communautés. Actuellement, on nous parle, au niveau de l'appareil gouvernemental, d'un certain désengagement de l'État face à l'appui financier que pourraient recevoir nos communautés.

[Traduction]

The FCFA du Canada, and its members would like to take this opportunity to present their requirements for the implementation of a federal comprehensive development policy with respect to our communities. The basic premises are as follows: Canadian federalism, bilingualism and linguistic duality.

The federal government has always recognized linguistic duality as an essential characteristic of Canada's national identity, first, because it is part of the foundation of the country and, second, because it is present everywhere, East, West, North and North. Linguistic duality is defined on an individual basis. Canada has deliberately tended away from a territorial definition of duality, which would have given us a French-speaking Quebec and an English-speaking rest-of-Canada. We believe that the principle of territorial bilingualism as proposed by the Reform Party is more a principle of territorial unilingualism.

The FCFA has always been largely in favor of maintaining national unity. We have always been giving the same message, and the political climate in Ottawa will never cause us to waver in our support for Canadian federalism.

Part VII of the Official Languages Act spells out the commitment of both the federal government and its departments to enhance both the vitality and development of francophone and anglophone minorities throughout Canada. In addition, the purpose of the Act is to promote full recognition of the use of both French and English in Canadian society. The Act also clearly recognizes the existence of communities and their rights.

This new section of the Act was added in 1988 by the previous government. These changes were significant and they have considerably altered the purpose of the Official Languages Act. Indeed, a whole new dimension has been added, one that recognizes the government's duty to enhance both the development and vitality of our communities. Without alienating those parts of the Act regarding the delivery of services, language of work, etc., which are all sections providing individual rights, Part VII recognizes not only the existence of the communities but also the federal government's responsibility toward them.

Mr. Marc Godbout (General Director, Fédération des communautés francophones et acadiennes du Canada): In addition to the linguistic characteristic of Canadian Francophonie, this community is experiencing a situation which, in many respects, differs from that of other communities in Canada. Hence the assimilation rate, the level of education within Canadian Francophonie and the average income differ when compared with the Canadian national average. We have prepared, for the benefit of the committee, a statistical profile describing the precarious situation in which a good number of our communities find themselves. The government is now talking about withdrawing some financial support from our communities.

[Text]

On nous parle également d'essoufflement de l'État face à cet appui financier. Notre réponse, face aux statistiques que nous vous présenterons aujourd'hui, est plutôt de vous montrer comment on peut être essoufflé quand la course est à peine commencée. Vous allez voir que nous ne sommes peut-être pas tellement fiers de ce que nous allons vous démontrer, mais c'est la réalité. Notre développement en est, jusqu'à un certain point, à ses premiers balbutiements, surtout dans certains secteurs comme le secteur économique. Actuellement la réponse gouvernementale, au niveau des coupures que nous avons dû subir, est un petit peu comme se faire arrêter notre transatlantique en plein milieu de l'Atlantique.

Nous aimerions souligner trois tableaux pour le bénéfice du Comité. L'un touche le niveau de scolarité de nos communautés dans l'ensemble canadien. C'est selon les toutes dernières données de 1991. On publiera un rapport très complet à ce sujet au cours du mois de juin.

On voit qu'au niveau des francophones à l'extérieur du Québec, si l'on regarde le taux des francophones avec moins d'une 13^e année, dans plusieurs provinces, notre population est visée à plus de 50 p. 100 dans cette catégorie. Donc, même si on pense que la gestion scolaire est en marche dans plusieurs provinces canadiennes, il faut se rappeler qu'on a de nouvelles législations au Manitoba, en Saskatchewan et en Alberta, mais on n'a pas encore vu la mise en oeuvre de ces législations. C'est loin, car on n'a même pas commencé, avec le phénomène de la gestion scolaire, à recueillir des résultats en 1994.

J'attire votre attention également sur les études universitaires. On voit que l'ensemble de nos communautés sont un bon 5 à 6 p. 100 en-deça de la moyenne nationale. Donc, si les gouvernements pensent que d'offrir des écoles élémentaires et secondaires, c'est suffisant, il faut compléter la boucle, il faut également s'occuper du préscolaire où l'on connaît malheureusement ce qu'on appelle le phénomène de l'assimilation précoce, et le postsecondaire, où, après avoir vécu des années dans une école secondaire homogène francophone, on jette littéralement nos étudiants dans des foyers d'assimilation, sauf exception, évidemment, au Nouveau-Brunswick, qui a complètement sa gamme de programmes.

• 1550

J'attire ensuite votre attention au deuxième tableau. C'est toujours un tableau qu'on hésite à montrer, mais on sentait qu'il y avait quand même une situation d'urgence. Il y a, jusqu'à un certain point, une certaine complaisance à penser que les choses vont bien; alors, voici le tableau sur l'écart entre francophones et anglophones au niveau du revenu familial. C'est une comparaison entre le revenu moyen de 1977 et celui de 1992. L'on voit que, sauf dans quelques exceptions en Nouvelle-Écosse, en Ontario, au Manitoba et au Canada en général cela se détériore. L'écart entre les francophones et les anglophones se chiffre, à l'extérieur du Québec, à 14,1 p. 100 comparativement à 9,9 p. 100 en 1977.

Donc, on ne peut pas dire que la situation s'améliore, malheureusement elle se détériore. En regardant le prochain tableau, on peut quand même dire qu'il y a moyen d'arriver, dans certains domaines, à remporter des succès.

[Translation]

We are also told that the State is worn out from providing this financial assistance. In the light of the statistics that we are submitting to you today, we would ask you how you can be worn out when the race is scarcely under way. You will see that we are perhaps not very proud of what we are going to show you, but it is reality. To a certain extent, our development is still in the infancy phase, particularly in certain sectors such as economic development. The cutbacks that the government has inflicted on us can be likened somewhat to stopping a transatlantic ship in the middle of the Atlantic Ocean.

We would like to draw the committee's attention to three tables. One pertains to the level of education of our communities compared to the whole of Canada. This table was prepared using the most recent data available from 1991. We will be publishing a very complete report on this topic in June.

You can see that in several provinces, more than 50% of the members of our francophone communities, and here I am referring to francophones outside Quebec, do not have a high school diploma. Even if we think that school management has been achieved in several Canadian provinces, we must not forget that there are new laws in Manitoba, Saskatchewan and in Alberta that have not yet been implemented. We are, in 1994, a long way away from achieving the results of this school management phenomenon. We have not even begun yet.

I would also draw your attention to university studies. You can see that, generally speaking, our communities are a good 5% to 6% below the national average. Governments must not think that providing primary and secondary schooling is adequate. We must close the loop, we must also provide preschool education because it is here that we witness, unfortunately, this phenomenon of early assimilation. This also occurs at the post-secondary level, where students, after spending years in a homogenous francophone secondary school, are literally thrown into schools where they are assimilated, with the obvious exception of New Brunswick, which has a full range of programs.

I would now draw your attention to the second table. We're always reluctant to show this table, but in view of the urgency of the situation, we felt that this was necessary. To some extent, people have become complacent and think that everything is going very well; this table shows the gap between the family income of francophones and anglophones. This is a comparison between the average 1977 income and that of 1992. You can see that, with a few exceptions in Nova Scotia, Ontario, Manitoba, and Canada in general, the situation is deteriorating. Outside of Quebec, the gap between francophones and anglophones is currently sitting at 14.1% compared with 9.9% in 1977.

We can therefore not say that the situation is improving, it is, unfortunately, deteriorating. In looking at the next table, we can nevertheless see that there is a way, in some fields, to achieve some success.

[Texte]

J'attire votre attention sur le Nouveau-Brunswick où vous voyez que c'est là où l'on a connu à peu près la plus faible variation dans le taux d'assimilation. Là, nous avons un gouvernement qui a à peu près tout mis en oeuvre pour assurer que les communautés francophones soient sur un pied d'égalité avec les communautés anglophones. On voit qu'on commence à freiner d'une façon assez sérieuse l'assimilation.

Cependant, regardez les variations entre 1986 et 1991 dans certaines provinces comme Terre-Neuve, laquelle est à peu près bonne dernière dans le respect de la Loi sur les langues officielles. Il y a là une augmentation du taux d'assimilation de 30 p. 100. La même chose pourrait être dit de l'Île-du-Prince-Édouard et de l'Ontario où on se permet, encore une fois, de ne pas respecter deux décisions de la Cour suprême en matière de gestion scolaire. Regardez les résultats, ils semblent assez évidents. Au Manitoba, cela se détériore également et on connaît malheureusement, malgré certains efforts en 1986 et 1991, un accroissement du taux d'assimilation qui est de 4,5 p. 100 au-delà de ce qu'il était en 1986.

Lorsque l'on voit ce genre de statistique, que l'on voit qu'il y a moyen de faire une différence, lorsqu'on a un appui des gouvernements comme au Nouveau-Brunswick, on se questionne à savoir quelle est la réponse du gouvernement.

Jusqu'à aujourd'hui, la réponse du gouvernement a été de nous administrer une coupure de 5 p. 100 par-dessus celle de 10 p. 100 qui avait été annoncée par le gouvernement précédent. Cela veut dire que, en 1994-1995, nous allons subir une coupure effective de 15 p. 100.

En ce qui nous concerne, il ne serait question avec des statistiques comme celles-là d'un désengagement. Tant et aussi longtemps que nos communautés n'auront pas atteint un stade de maturité comparable aux indicateurs socio-économiques généralement reconnus à l'échelle nationale, le gouvernement canadien aura à respecter la Charte qui l'oblige à des devoirs envers les communautés de langue officielle, et la Loi sur les langues officielles qui l'oblige à promouvoir notre développement et notre épanouissement.

D'une part, le gouvernement claironne sur tous les toits la nécessité de sabrer dans les dépenses budgétaires et, d'autre part, il vante le Canada, ici comme ailleurs, d'être un pays où la dualité linguistique est un modèle d'harmonisation entre deux groupes linguistiques.

Je pense qu'il est temps de passer aux actes. Ce que l'on requiert du gouvernement, c'est un plan stratégique d'intervention où nos communautés ne seront plus simplement consultées mais participeront à part entière aux efforts gouvernementaux pour assurer notre développement et notre épanouissement.

Mme Lanteigne: À la suite de la dernière élection, jamais nos communautés n'ont eu autant de force et de représentation au sein du parti gouvernemental. Pas moins de 17 députés francophones provenant de nos communautés siègent à la Chambre des communes pour le parti au pouvoir. De par cette forte représentation, nos attentes sont plus élevées et nous fondons beaucoup d'espoir auprès de cette députation francophone.

[Traduction]

Take a look at the table for New Brunswick. You can see that it is here where the assimilation rate has varied the least. In New Brunswick, we have a government that has implemented just about everything to ensure that francophone communities are on an equal footing with anglophone communities. You can see that some considerable progress has been made in halting assimilation.

However, look at the variations between 1986 and 1991 in other provinces such as Newfoundland, which has pretty well come in last as far as implementation of the Official Languages Act is concerned. The assimilation rate in this province has increased by 30%. The same thing could be said about Prince Edward Island and Ontario which, once again, have chosen not to abide by the two Supreme Court decisions pertaining to school management. Look at the results, they speak for themselves. In Manitoba, the situation is deteriorating as well and, unfortunately, despite efforts made in 1986 and 1991, the assimilation is 4.5% higher than that of 1986.

When you see this type of statistics, and you see that there can be a difference, when you have the support of governments as they do in New Brunswick, you start to wonder about the government's response.

To date, the government's response has been to inflict a 5% cut-back over and above the 10% reduction announced by the previous government. That means that in 1994-95, our support will be cut back by 15%.

As far as we are concerned, we cannot talk about withdrawal when dealing with statistics such as these. As long as our communities have not reached a stage of maturity comparable to the social and economic indicators that are generally recognized nationally, the Canadian Government will have to abide by the Charter, which sets forth its obligations towards official language communities, and by the Official Languages Act which states that it must enhance our development and vitality.

On the one hand, the government shouts from the roof tops about the need to cut budget expenditures and, on the other hand, it talks about Canada both within our borders and elsewhere, as a country whose linguistic duality constitutes a model of harmony between two language groups.

I think the time has come to take action. We want the government to produce a strategic action plan requiring the full participation, and not a mere consultation, of our communities to ensure our development and our vitality.

Mrs. Lanteigne: Never before have our communities enjoyed so much strength in representation within the governing party as they have now as a result of the last election. No less than 17 francophone members of Parliament from our communities are now sitting in the House of Commons on the government's side. With this strong representation, we have greater expectations and we have a great deal of hope riding on this francophone delegation.

[Text]

[Translation]

• 1555

Il est grand temps pour nous que les actions du gouvernement rejoignent les discours politiques. Nous croyons en la sincérité et au dévouement de la députation francophone provenant de nos communautés. Cependant, force est d'admettre que depuis les dernières élections, les actions n'ont pas été nombreuses, et pour cause. Il semble y avoir une parfaite continuité entre les actions du gouvernement précédent et celles du gouvernement actuel. Nous ne demandons pas mieux que le contraire nous soit prouvé.

In our opinion, it is high time the government's actions became consistent with its words. We believe in the sincerity and dedication of the Francophone members of our communities. However, it must be admitted that there has not been much action since the last election. And for good reason. There appears to be perfect continuity between the actions of the last government and those of the present. We would ask nothing better than proof of the opposite view.

Les seuls signaux que nos communautés ont reçu de la part du gouvernement sont d'autres coupures. Ce n'est pas le contenu du dernier discours du Trône qui assurera non plus la promotion de l'identité culturelle. Les chiffres traçant le portrait statistique des régions francophones et acadiennes le démontrent clairement, nos communautés vivent une situation de rattrapage. Tant et aussi longtemps qu'elles n'auront pas atteint un stade de maturité économique équivalent aux standards nationaux, le gouvernement devra assumer ses responsabilités législatives et morales.

The only signals that our communities have received from the government are further cuts. The last Speech from the Throne did nothing to guarantee promotion of cultural identity. The statistical profile of the Francophone and Acadian regions clearly demonstrates that our communities are in a catch-up situation. Until they have achieved a level of economic maturity consistent with national standards, the government will have to assume its legislative and moral responsibilities.

Pourtant, on peut lire que, dans les documents gouvernementaux, l'État cherche à se désengager et à offrir aux communautés un repositionnement. Ce repositionnement est une redéfinition des relations du ministère du Patrimoine canadien et ses groupes-clients dans les communautés de langues officielles. Cependant, les changements apportés à la Loi en 1988 n'ont jamais eu pour effet d'augmenter les crédits affectés à la concertation interministérielle et au développement de nos communautés.

We nevertheless read in government documents that the government is attempting to withdraw and offer the communities a kind of repositioning. This repositioning is a redefinition of the relationship between the department of Heritage Canada and its client groups in the official language communities. However, the amendments made to the Act in 1988 never resulted in additional funding for interdepartmental coordination or the development of our communities.

Franchement, on accepte mal l'explication de la mauvaise situation financière au pays pour justifier des coupures qui ont justement pour effet de nuire au rattrapage que nos communautés ont tant besoin de réaliser.

Quite frankly, we find it hard to accept the government's argument that the country's poor financial situation justifies cuts that have precisely had the effect of preventing the communities from doing the catching-up they need to do.

Le rôle de votre Comité est clairement défini à l'article 88 de la Loi sur les langues officielles. En effet, on y indique que le Comité doit être chargé spécialement de suivre l'application de la loi, des règlements ainsi que de la mise en œuvre des rapports du commissaire aux langues officielles. Les membres de ce Comité ne manqueront certainement pas de travail. D'une part, la loi n'est pas respectée et, d'autre part, le commissaire a identifié de nombreux points litigieux dont certains ont donné lieu à des recommandations.

The role of this Committee is clearly defined in section 88 of the Official Languages Act. That section provides that the Committee must be specially charged with monitoring application of the Act and regulations and implementing the reports of the Commissioner of Official Languages. There will no shortage of work for Committee members. On the one hand, the Act is not being complied with. On the other hand, the Commissioner has identified many sticking points and has made recommendations concerning them.

La Fédération des communautés francophones et acadiennes du Canada et ses composantes sont des partenaires tout à fait indiqués pour appuyer la démarche que le Comité voudra bien se donner à l'intérieur de son mandat défini par la Loi.

The Fédération des communautés francophones et acadiennes du Canada and its members are ideal partners to support the approach which the Committee may wish to take within its mandate as defined by the Act.

Enfin, voici les principales recommandations que la Fédération souhaite voir mises en application par le gouvernement fédéral dans un bref délai.

Finally, here are the main recommendations that the Fédération would like to see implemented by the federal government as quickly as possible.

M. Godbout: Premièrement, une politique globale de développement. Les communautés francophones et acadiennes souhaitent établir un partenariat véritable avec le gouvernement fédéral. Voilà pourquoi nous proposons la création d'un groupe

Mr. Godbout: First of all, a comprehensive development policy. Francophone and Acadian communities hope to establish a true partnership with the federal government. This is why we're proposing the creation of a task force which would be

[Texte]

de travail qui aurait comme responsabilité d'examiner toutes les questions reliées au développement de la francophonie en milieu minoritaire et de proposer une politique globale, c'est-à-dire à l'intention de tous les ministères et de toutes les agences du gouvernement vis-à-vis de ces questions.

Comme vous le savez, les articles 41 et 42 donnent un rôle à tous les ministères d'assurer notre développement et notre épanouissement. Cependant, il n'y a jamais eu de politique gouvernementale de développée pour actualiser ces deux articles de loi si importants dans la modification de 1988. Le ministre du Patrimoine canadien, malgré toute sa bonne volonté, n'a pas les pouvoirs nécessaires pour amener ses collègues vers la concertation interministérielle. De plus, les responsabilités du ministre du Patrimoine canadien sont énormes en vertu des changements apportés à son ministère et de la fusion de nombreux autres ministères.

En fait, avant de parler de concertation interministérielle, il faudrait d'abord que le ministère du Patrimoine canadien donne l'exemple et réussisse ce qu'on appelle maintenant «concertation intraministérielle» puisque nos communautés n'ont même pas leur part de l'ancien ministère des Communications au niveau des programmes culturels.

Pour reprendre les termes du commissaire, il existe un malaise général à l'égard des obligations législatives prévues par la Loi. Le dernier rapport du commissaire aux langues officielles indique que, encore l'an dernier, aucune institution fédérale n'avait encore élaboré de plan d'action en vue de respecter cet engagement.

J'ajoute une petite note historique. Lorsque la loi avait été adoptée, en 1988, à cette époque, la Fédération des communautés francophones qui s'appelait alors la FFHQ, désirait que cette responsabilité émane d'une agence centrale. À ce moment-là, nous avions dit au gouvernement: cela ne fonctionnera pas si l'on donne cette responsabilité à un ministère qui est au même niveau que les autres.

• 1600

On nous avait répondu: On va au moins l'essayer pendant deux ans et on modifiera ça ensuite, s'il le faut. On attend encore la modification, car la preuve est très bien faite que cela n'a pas fonctionné.

Voilà pourquoi nous recommandons qu'une agence centrale, par exemple, le Conseil privé se voit confier la responsabilité de l'application des articles 41 et 42. Seule une agence centrale pourrait véritablement obliger tous les ministères et toutes les institutions fédérales à soumettre une planification eu égard au développement de programmes et de services à l'attention des communautés francophones et acadiennes.

La nécessité d'obtenir une reconnaissance au niveau des différents programmes des ministères n'est pas un caprice. Naturellement, puisque les programmes conçus en fonction de la majorité ne conviennent pas aux communautés francophones et acadiennes, ces dernières s'en privent plus souvent qu'autrement.

Enfin, il importe de souligner que le commissaire aux langues officielles, lui-même, recommande que le Premier ministre désigne un centre de responsabilité au bureau du Conseil privé pour la coordination et l'harmonisation des initiatives et de la stratégie fédérales en matière de langues officielles.

[Traduction]

responsible for reviewing all the issues related to the development of minority Francophone communities and for drafting a comprehensive policy; on those issues for all government departments and agencies.

As you know, sections 41 and 42 stipulate that it is the role of all departments to enhance our development and vitality. However, a government policy has never been developed to ensure the implementation of these two very important sections that were added to the act when it was amended in 1988. The Minister of Canadian Heritage does not have the necessary power to force his colleagues into interdepartmental coordination, despite his good will. Furthermore, the responsibilities of the Minister of Canadian Heritage are enormous as a result of the changes made to his department and the merging of numerous other departments.

In fact, even before considering interdepartmental coordination, the Department of Canadian Heritage must first achieve intradepartmental coordination because our communities do not even have their share of cultural programs under the former Department of Communications.

To use the Commissioner's words, there is a general malaise with regard to the legislative obligations provided by the Act. In his last report, the Commissioner of Official Languages again indicated that no federal institution had yet developed an overall plan for action on this statutory commitment.

I would like to add a small historical footnote. When the act was adopted, in 1988, the Fédération des communautés francophones, which was known at that time as the FFHQ, recommended that a central agency be given this responsibility. At that time, we told the government things would not work if this responsibility were given to a department on an equal footing with all the others.

We were told that it would be tried for two years and that changes would be made afterwards, if necessary. We are still waiting for those changes, because there is ample proof to show that it has not worked.

That is why we are recommending that a central agency, for example, the Privy Council, be responsible for enforcing sections 41 and 42. Only a central agency can really require federal departments and institutions to submit a plan for the development of programs and services for francophone and acadian communities.

The need for recognition of the various programs of these departments is not an arbitrary requirement. Because these programs are usually tailored to the majority, they are not suitable for francophone and acadian communities, and naturally the people in those communities are more often than not deprived.

Finally, it is important to point out that the Commissioner of Official Languages himself has recommended that the Prime Minister make the Privy Council clearly responsible for coordinating and harmonizing federal official language initiatives and strategies.

[Text]

[Translation]

Mme Lanteigne: Les ententes Canada-communautés ont pour objectif principal le développement véritable des communautés francophones et acadiennes aux niveaux local, régional et provincial ainsi que territorial. Elles s'appliquent aussi bien pour les zones urbaines que rurales. Ce type d'entente vise la concertation avec le gouvernement fédéral dans les secteurs des services sociaux, de la santé, de l'éducation, du développement économique, de la culture, de la formation professionnelle et des communications. La mise en oeuvre et la responsabilité reviennent aux communautés elles-mêmes. Une telle entente existe actuellement entre la communauté francophone de la Saskatchewan et le gouvernement fédéral. Nos communautés misent énormément sur ce type de partenariat.

Mrs. Lanteigne: The main goal of the agreements between the Canadian Government and these communities is the true development of Francophone and Acadian communities at the local, regional, provincial, and also territorial levels. The agreements apply equally to urban and rural areas. They promote coordination with the federal government in the areas of social health services and education, economic development, culture, vocational training and communications. The implementation of and responsibility for these programs fall to the communities themselves. One of these agreements already exists between the Francophone community of Saskatchewan and the federal government. Our communities put a lot of stock in this kind of partnership.

Les provinces comptent encore, pour la plupart du moins, sur l'argent du gouvernement fédéral afin de s'acquitter de leurs responsabilités constitutionnelles en matière d'éducation. Le gouvernement fédéral se doit d'assumer un leadership, sans quoi la mauvaise foi de certaines provinces risquerait de retarder indûment encore la mise en place de la gestion scolaire.

Most provinces still rely on federal funding to discharge their constitutional responsibilities in the area of education. The federal government must provide leadership in this area failing which, the bad faith of some provinces may further unduly delay the school management initiatives.

De plus, les communautés francophones et acadiennes tentent de se doter d'un réseau complet d'éducation. Ce réseau irait du préscolaire, avec un volet garderie, jusqu'à l'éducation postsecondaire, collégiale et universitaire, et la formation professionnelle.

Furthermore, the Francophone and Acadian communities are trying to build a full education system ranging from preschool (including daycare) to postsecondary education (college and university) and vocational training.

M. Godbout: Cette année marque le 25^e anniversaire sur la Loi sur les langues officielles. Le gouvernement précédent, outre l'importante adoption de la partie VII, en 1988, n'a vraiment rien fait quant à la promotion de la Loi et des communautés qu'elle dessert. Nous nous attendons à ce que le gouvernement actuel devienne un ardent promoteur; or, actuellement, l'accent est plutôt mis sur la défensive en réplique aux attentes incessantes des partis régionaux.

Mr. Godbout: This year marks the 25th anniversary of the Official Languages Act. The previous government, besides adopting part VII in 1988, really did nothing to promote the Act or the communities that this act serves. We expect this government to become a strong promoter, however, its response to the many expectations of regional parties seems to be rather defensive.

Cette campagne de promotion dont on souhaiterait que le gouvernement fédéral s'occupe, viendrait à point nommé. En effet, un récent sondage fait par Angus Reid, dévoile des aspects encourageants, mais à la fois également inquiétants. Ainsi, selon les résultats de ce sondage, effectué entre le 22 et le 26 avril 1994, la plupart des Canadiens et des Canadiennes, principalement les Québécois et les Québécoises, endossent le principe des langues officielles. Par contre, pour les gens de l'Ouest, cette question continue de semer la controverse. C'est principalement en raison des messages erronés véhiculés par les troupes de Preston Manning.

This promotional campaign which we hope the federal government will conduct would be very timely. In fact, a recent Angus Reid poll, is encouraging in some respects, but at the same time troubling. The poll, carried out between the 22nd and 26th of April 1994, shows that most Canadian men and women, mainly Quebecers, endorse the principle of official languages. However, in the West this is still a controversial issue. This is mainly because of the inaccurate messages conveyed by Preston Manning's troops.

Il revient au Premier ministre et à ses ministres ainsi qu'à la députation d'en faire la promotion. C'est inquiétant lorsque le commissaire est obligé de dire aux ministères chargés de l'application de la Loi qu'il doit redevenir le fer de lance du gouvernement pour la promotion des communautés de langue officielle tel que le prévoit la Loi.

It is up to the Prime Minister, his ministers and other members of Parliament to promote the Act. It is troubling when the commissioner has to tell departments responsible for enforcing the act that they have to once again spearhead the promotion of official language communities, as set out under the act.

Mme Lanteigne: En conclusion, la situation d'urgence dans laquelle vivent les membres de nos communautés est totalement inacceptable. Le taux d'assimilation, qui gagne du terrain d'un recensement à l'autre, ne semble pas préoccuper outre mesure le gouvernement et plus particulièrement ses fonctionnaires.

Mrs. Lanteigne: In conclusion, the urgent situation in which members of our communities find themselves is absolutely unacceptable. The government, and more specifically its officials, do not seem particularly concerned about the rate of assimilation, which rises from one census to the next.

[Texte]

L'absence d'une politique globale nuit considérablement au développement et à l'épanouissement des communautés francophones et acadiennes. Sans une telle vision d'ensemble, le gouvernement fédéral et ses ministères ne peuvent sérieusement prétendre s'acquitter du rôle que lui prescrit la Loi. Ce manque de vision explique, en partie, l'échec de la concertation interministérielle.

L'agence centrale que nous préconisons, munie d'une politique globale de la francophonie canadienne, pourrait être le chef d'orchestre pour mener à bien cette concertation interministérielle. Pour qu'elle soit une réussite, la concertation interministérielle doit entrer dans les moeurs, non seulement de la députation mais aussi, et surtout, dans les habitudes de travail des fonctionnaires des différents ministères fédéraux.

• 1605

Cette exigence mérite à elle seule l'existence d'une politique de développement de la francophonie canadienne.

Enfin, nous avons un message à transmettre au gouvernement par l'entremise des membres de ce Comité. La francophonie canadienne a exprimé, lors de la dernière élection, une volonté d'être écoutée par des élus qui proviennent des communautés francophones et acadiennes. Elle fonde beaucoup d'espoir sur la capacité de sa députation pour la représenter efficacement. Quelques signes d'impatience se font déjà sentir. Dans la mesure où vous vous acquitterez de ce que la Loi sur les langues officielles stipule, ces signes d'impatience pourraient s'évanouir aussi rapidement qu'ils sont apparus.

Merci.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Madame Lanteigne, je dois en premier lieu m'excuser pour mon retard. S'il y avait une rencontre de ce Comité que je ne voulais absolument pas manquer c'était bien celle-ci, mais on est très heureux de vous recevoir.

Nous allons maintenant passer à la période des questions. Je pourrais vous expliquer un peu le déroulement. Chaque membre du Comité a, à tour de rôle, cinq minutes pour poser des questions. Est-ce que cela vous va?

On commence donc avec M. de Savoye.

M. de Savoye (Portneuf): Merci beaucoup, madame la présidente. Mesdames, messieurs, votre exposé est extrêmement bien structuré, clair et comporte les éléments de problématique et également des avenues de solutions possibles. Vous avez parlé de plusieurs sujets qui, à ma collègue et à moi-même, nous tiennent particulièrement à cœur. Vous avez parlé des coupures dont vous aviez été victimes et je me rappelle ma collègue qui a insisté auprès du ministre du Patrimoine canadien pour éviter cette situation.

Vous avez parlé aussi des droits des communautés à se développer et à s'assumer. Je me rappelle être intervenu en Chambre à ce sujet en précisant que les droits qui sont les vôtres n'ont rien à voir et n'ont rien à redevoir à ceux qui appartiennent au Québec. Vous avez votre existence propre et cela est une chose qui est tout à fait normale et que nous reconnaissons pleinement.

[Traduction]

The lack of any comprehensive policy considerably undermines the development and vitality of Francophone and Acadian communities. Without this kind of overall vision, the federal government and its departments cannot seriously claim to be performing their role, as set out in the act. This lack of vision explains, in part, the failure of interdepartmental coordination.

The central agency that we are advocating, together with a comprehensive policy for the francophone community, could be the key to making coordination between departments a success. For it to succeed, coordination between departments must become standard practice, not only among members of Parliament but also, and especially, in the working habits of the employees of the various federal departments.

This requirement alone deserves a development policy for the Canadian Francophonie.

Finally, we have a message that we would like the members of this committee to transmit to the government. In the last election, the Canadian francophone community expressed their wish to be heard by the elected representatives from the Francophone and Acadian communities. They have vested much hope in the ability of their members to represent them efficiently. Some people are already showing some signs of impatience. Those signs could dissipate as quickly as they appeared if you comply with your obligations as set out in the Official Languages Act.

Thank you.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): Mrs. Lanteigne, first I would like to apologize for being late. If there was a meeting of this committee that I did not want to miss, it was this one, but we are very happy to have you here.

We will now move on to questions. I'll explain the procedure to you. Each member of the committee has, in turn, five minutes to ask questions. Is that fine with you?

We will start then with Mr. de Savoye.

Mr. de Savoye (Portneuf): Thank you very much, Madam Chair. Ladies, gentlemen, your presentation was very well structured and clear, and included problems as well as possible solutions. You raised several issues that I and my colleague are particularly concerned about. You mentioned cuts that you have suffered, and I would like to recall that my colleague called upon the Minister of Canadian Heritage to avoid that situation.

You also raised the rights of communities to develop and to take responsibility for themselves. I remember speaking about that issue in the House when I pointed out that your rights have nothing to do with, and owe nothing to, Quebec's rights. You exist in your own right, which is perfectly normal, and we fully recognize that.

[Text]

Vous avez aussi parlé d'éducation et, à titre d'ancien professeur et de professeur dans l'âme de toute façon, je ne peux que réitérer ce que je mentionnais à la Chambre lors du fameux débat auquel les Réformistes nous ont invité sur la Loi sur les langues officielles. Je ne peux que répéter le fait qu'être capable de croître en français cela débute dès la petite école. C'est une façon d'être que de recevoir son éducation et sa culture.

Ceci dit, il y a quand même quelque chose sur laquelle j'aimerais avoir votre opinion et cela a trait à des paroles que j'ai entendues cet après-midi à la période des questions. Alors que le chef de l'Opposition, M. Bouchard, ayant lu votre mémoire et ayant été touché par l'élément concernant la politique de développement de la francophonie, ayant également été touché par les critères d'urgence, le taux d'assimilation à la hausse tel qu'on l'a vu dans les tableaux que vous nous avez présentés et la problématique de l'emploi, ayant été finalement touché par le fait que vous mentionniez que l'assimilation poursuit son travail dévastateur, a demandé au ministre du Patrimoine canadien ce qu'il entendait faire à ce sujet.

Le ministre, dans un premier temps, a parlé d'une planche à dessin. Je ne sais si c'était à dessein, mais lorsqu'il a été pressé de répondre plus précisément sur ses intentions, il s'est permis de répondre qu'il semblait qu'il y avait deux groupes de personnes qui étaient concernées. Les mécontents, avec lesquels le chef de l'Opposition vraisemblablement s'entretient, et les autres qu'il rencontre.

J'aimerais que vous me disiez à quel groupe vous appartenez.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Monsieur de Savoye, lorsque vous avez parlé du mémoire qui avait été lu par le chef de l'Opposition, parlez-vous du mémoire qu'on vient de nous présenter?

M. de Savoye: Il en a pris connaissance.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): C'est très intéressant.

M. Boudria (Glengarry—Prescott—Russell): Madame la présidente, ce mémoire avait-il été distribué avant que le Comité en soit saisi?

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Il faudrait le demander à M^{me} Lanteigne.

• 1610

M. de Savoye: Madame la présidente, je me permets de vous dire que le chef de l'Opposition l'a lui-même déclaré dans son préambule. Donc, je ne vous apprend rien de nouveau.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Ce sont des précisions pour les membres de ce Comité. Ce mémoire a-t-il été préparé pour être présenté aux membres de ce Comité aujourd'hui ou a-t-il été présenté à d'autres personnes au préalable, sans que le Comité en ait été saisi?

M. Roger Lavoie (agent de recherche, Fédération des communautés francophones et acadiennes du Canada): Le mémoire a été envoyé la semaine dernière au greffier du Comité des langues officielles et lui-même en a assuré la distribution.

[Translation]

You also spoke about education and, as a former professor and as a professor at heart, I can only repeat what I mentioned in the House during that famous debate that the Reformers started regarding the Official Languages Act. I can only repeat that growing up in French begins when one starts going to school. Being educated and learning about one's culture in French is a way of life.

That having been said, there is something I would like to ask your opinion about, and it concerns what I heard this afternoon during question period. The leader of the Opposition, Mr. Bouchard, read your brief and was very touched by the issue of a development policy for Francophones; he was also touched by the urgency of the situation, the increasing assimilation rates as shown in the tables you presented, employment problems, and finally by the fact that assimilation is having a devastating impact. He therefore asked the Minister of Canadian Heritage what he intended to do about it.

The Minister, first of all, mentioned a drawing board. I don't know if he really had any plans, but when he was asked to expand on his plans, he answered that there seemed to be two groups of people concerned. The malcontents, with whom the leader of the Opposition had obviously been talking, and the others, that he had been talking to.

I would like to know which group you belong to.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): Mr. de Savoye, you mentioned that the leader of the Opposition read the brief. Are you talking about the brief that has just been presented?

Mr. de Savoye: He read it.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): That is very interesting.

Mr. Boudria (Glengarry—Prescott—Russell): Madam Chair, was this brief distributed before the committee considered it?

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): The question should be put to Mrs. Lanteigne.

Mr. de Savoye: Madam Chair, with your permission I would point out that the leader of the Opposition himself stated so in his preamble. So this is nothing new.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): This is fuller information for the members of this committee. Was this brief prepared for the members of the committee or was it presented to others before being referred to the committee?

Mr. Roger Lavoie (research officer, Fédération des communautés francophones et acadiennes du Canada): The brief was sent last week to the Clerk of the Official Languages Committee who personally saw to the distribution.

[Texte]

M. Bellemare (Carleton—Gloucester): Le groupe a fait une présentation en conférence de presse.

La coprésidente (Mme Ringuette—Maltais): Cette présentation?

J'aimerais obtenir cette précision. Parle-t-on du document que nous avons devant nous?

Le sénateur Rivest (Stadacona): J'invoque le Règlement, madame la présidente. Les organismes sont-ils invités devant le Comité par pure courtoisie comme cela se fait dans d'autres juridictions? C'est courant qu'ils envoient une copie de leur mémoire au Premier ministre et au chef de l'Opposition officielle, à moins qu'il ne soit formellement déposé devant le Comité. Il n'y a rien là. Passons aux choses sérieuses.

La coprésidente (Mme Ringuette—Maltais): Quant à moi, monsieur le sénateur, j'aimerais obtenir une précision à ce propos. En tant que présidente, j'arrive et je reçois ce mémoire. Cependant, si le document a déjà fait le tour de tous les bureaux de la Colline parlementaire, j'aimerais le savoir. C'est la précision que je demande.

Monsieur Bellemare.

M. Bellemare: J'ai entendu dire, ce matin, qu'il y avait une conférence de presse et je m'y suis rendu avec mon personnel. J'ai obtenu une copie du mémoire devant être présenté au Comité mixte permanent des langues officielles et également une copie d'une recherche d'une politique de développement de la francophonie. Depuis ce temps, j'ai fait des notes. Donc, je crois que c'est probablement à une conférence de presse que le chef de l'Opposition officielle a reçu une copie du mémoire.

La coprésidente (Mme Ringuette—Maltais): J'ai obtenu les précisions recherchées.

M. de Savoye: Madame la présidente, pour nous remettre dans le bain, maintenant que vous êtes éclairée. . .

M. Boudria: La présidence est toujours éclairée.

M. de Savoye: Éventuellement, je l'avoue et je le constate avec plaisir.

M. Bellemare: Cela te prend du temps à l'avouer!

La coprésidente (Mme Ringuette—Maltais): Monsieur de Savoye.

M. de Savoye: Puis-je me permettre de poser la question: À quel groupe appartenez-vous, madame et messieurs?

M. Godbout: Tout ce qu'on peut dire à ce niveau, c'est qu'on a rencontré le ministre Dupuy et on lui a fait part des mêmes préoccupations; non seulement on l'a rencontré au niveau de la fédération nationale, mais l'ensemble des représentants provinciaux et territoriaux étaient là, et on lui a fait part sensiblement des mêmes tableaux qu'on vous a déposés aujourd'hui, sauf peut-être celui sur l'enseignement, c'est-à-dire le niveau d'éducation car pour cela, on a eu les statistiques cette semaine seulement. Donc, on a fait sensiblement la même présentation en long et en large au ministre du Patrimoine canadien.

M. de Savoye: Je comprends donc que, avant même la conférence de presse, le ministre du Patrimoine canadien avait eu l'occasion et le plaisir de vous entendre.

[Traduction]

Mr. Bellemare (Carleton—Gloucester): The group gave a presentation at a press conference.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette—Maltais): This presentation?

I'd like to have that information. Are we talking about the document we have before us?

Senator Rivest (Stadacona): On a point of order, Madam Chair. Are the organizations invited to appear before this committee purely as a courtesy as is done in other jurisdictions? It's usual for them to send a copy of their brief to the Prime Minister and the leader of the Official Opposition unless formally tabled before the committee. It's no big deal. Let's get down the task?

The Joint Chair (Mrs. Ringuette—Maltais): As far as I am concerned, I would like more information. As Chair, I show up here and I get this brief. However, if the document has already been circulated to all offices on Parliament Hill, I'd like to know it. That's the information I'm seeking.

Mr. Bellemare.

Mr. Bellemare: This morning, I heard that there was a press conference and I went there with my staff. I obtained a copy of the brief that was to be presented to Standing Joint Committee on Official Languages as well as the copy of a research paper on a policy for development of the French speaking community. Since then, I've been taking notes. So I think that the leader of the Official Opposition probably got a copy of the brief at a press conference.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette—Maltais): I now have the clarification I was seeking.

Mr. de Savoye: Madam Chair, to get back to the matter at hand, now that you have been enlightened. . .

Mr. Boudria: The Chair is always enlightened.

Mr. de Savoye: Eventually, yes, I admit and note the fact with pleasure.

Mr. Bellemare: You sure took you time admitting it!

The Joint Chair (Mrs. Ringuette—Maltais): Mr. de Savoye.

Mr. de Savoye: Could I perhaps put the following question: what group do you belong to, lady and gentlemen?

Mr. Godbout: All that we can say about that is that we have met the Minister, Mr. Dupuy, and advised him of our concerns; not only did we meet him at the national federation level, but all the provincial and territorial representatives were there and we gave him pretty much the same tables we've given you here today except maybe for the one on education and that's because we received those statistics only this week. So broadly speaking, the detailed presentation we gave the Canadian Heritage Minister was pretty well the same.

Mr. de Savoye: So I'm to understand then that even before the press conference the Canadian Heritage Minister had had the pleasure of hearing you.

[Text]

[Translation]

Cela dit, vous avez mentionné, dans votre présentation, que vous donniez un appui indéfectible au fédéralisme canadien. C'est votre droit le plus entier et je le reconnais. Par ailleurs, le fédéralisme canadien vous donne-t-il un appui indéfectible? Quand j'entends M. Chrétien dire en Chambre des communes que la position du Québec va amener le gouvernement fédéral dans une situation difficile pour assumer son rôle face à la Charte et face à la loi, je m'inquiète. Qu'en pensez-vous?

Non! Je m'attends à savoir ce que ces gens en pensent. Ils ont le droit à leur opinion et je suis ici pour m'éclairer.

Monsieur Boudria, si vous voulez témoigner, je vous en prie.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Madame Lanteigne, vous désirez répondre à cette question?

Mme Lanteigne: Certainement. Il est certain que, actuellement, il semble que c'est la situation du Québec qui fait en sorte que l'on puisse un peu parler de nous. Nous avons toujours eu de la difficulté à nous insérer dans le débat en parlant de nos réalités.

• 1615

Il reste à voir si ce qui arrivera au Québec causera des difficultés à nos communautés francophones et acadiennes. Actuellement, là où en sont rendues les communautés francophones et acadiennes, elles le doivent très souvent au dynamisme de chacune des communautés sans que ces dernières aient pu compter sur le gouvernement fédéral ou même leurs propres gouvernements territoriaux ou provinciaux pour les appuyer.

Je n'ai pas l'impression que cela changera, peu importe ce qui arrivera au Québec. En tout cas, c'est ce que je ressens. Il est certain que cela pourrait changer certaines choses mais pour assurer le dynamisme aux communautés, on est mieux outillés que l'on ne l'a jamais été.

Si les gouvernements provinciaux et territoriaux étaient d'abord capables d'assumer leurs propres responsabilités face à ce qui a déjà été acquis, même par le biais de jugements de la Cour suprême, et qui ne sont même pas encore mis en vigueur, cela serait déjà beaucoup mieux pour nous. Cependant, je pense qu'il faut arrêter de toujours nous mettre dans la balance avec ce qui va arriver ou pas au Québec. Il faut qu'il y ait une volonté politique de la part du gouvernement fédéral actuel, peu importe ce qui se passe et nous croyons que c'est la responsabilité du gouvernement fédéral de voir à ce que nos communautés francophones et acadiennes du Canada puissent se développer et s'épanouir pleinement.

La loi le stipule. Il me semble que cela est suffisant pour responsabiliser le gouvernement fédéral face à nous.

M. Godbout: Madame la présidente, le fédéralisme canadien nous a donné une Constitution qui, selon nous, est satisfaisante. Il nous a donné une Charte qui, selon nous, est satisfaisante. Il nous a donné une Loi sur les langues officielles qui, selon nous, est satisfaisante.

Le problème au Canada, c'est que les gouvernements se permettent de respecter la loi quand cela leur plaît. On en a parlé encore ce matin. Comment se fait-il, par exemple, que le gouvernement de l'Ontario, avec 500 000 franco-ontariens et franco-ontariennes, est en situation de désobéissance civile face à deux décisions de la Cour suprême en matière de gestion scolaire?

That's it, in your presentation you mentioned that your unconditional support went to Canadian federalism. You're fully entitled to do so and I recognize that. On the other hand, does Canadian federalism afford you its unconditional support? When I hear Mr. Chrétien state in the House of Commons that Quebec's position will place the federal government in a difficult position to assume its role under the Charter and the legislation, I feel some concern. What about you?

No! I want to hear what these people think. They are entitled to their opinion and I'm here to be enlightened.

Mr. Boudria, if you want to sit as a witness, be my guest.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): Mrs. Lanteigne, do you wish to answer that question?

Mrs. Lanteigne: Certainly. Right now, it certainly does seem that it's because of Quebec's position that we are being noticed. We've always had trouble in having our voice heard and airing our problems in the general debate.

It remains to be seen whether what happens in Quebec will create problems for our French speaking and Acadian communities. Whatever progress those communities have managed so far, they often owe to the energy of their own communities which have not been able to count on the federal government or even their own territorial or provincial governments for support.

I don't think that will change, no matter what happens in Quebec. In any case, that's how I feel. It could certainly change things, but to ensure the vitality of our communities, we're better equipped than we ever were.

If the provincial and territorial governments were the first and foremost able to assume their own responsibilities as to what has already been acquired even though it may have been done through judgements from the Supreme Court which those governments have yet to enforce, things would already be a lot better for us. However, I think we have to stop forever bringing up what might or might not happen with Quebec. The present federal government has to show the political will no matter what happens and we believe that it's the federal government's responsibility to see to it that our Acadian and French speaking communities in Canada can develop and fully flourish.

The law stipulates that. It seems to me that is enough for the federal government to assume its responsibilities towards us.

Mr. Godbout: Madam Chair, Canadian federalism has given us a Constitution which, in our opinion, is satisfactory. It has given us a charter which, in our opinion, is satisfactory. It has given us an Official Languages Act which, in our opinion, is satisfactory.

The problem with Canada is that governments decide to respect the law only when it suits them. We talked about it again this morning. How is it, for example, that the government of Ontario, with a population of 500,000 French speaking Ontario men and women is in a position of civil disobedience with respect to two decisions handed down by the Supreme Court in the matter of school management.

[Texte]

Ce n'est pas la Charte qui est dans l'erreur, ce sont les gouvernements qui ne la respectent pas. C'est cela le problème. Actuellement, il n'y a pas de problème avec la Loi sur les langues officielles, mais quant à nous, il y a toujours place à l'amélioration.

Cependant, les articles 41 et 42 donnent une toute nouvelle responsabilité au gouvernement fédéral depuis 1988 et on choisit de ne pas respecter ces articles. C'est ce laxisme, je pense qui est inquiétant. Ce n'est pas tellement la loi elle-même, mais l'appareil gouvernemental qui se permet de la respecter ou de ne pas la respecter.

Le Conseil du Trésor a énoncé des règlements. Seulement 17 des ministères ou des agences envoient le rapport exigé par le Conseil du Trésor. Qu'est-il fait des autres? C'est cela le problème. Donc, ce n'est pas le fédéralisme qui est en jeu, mais plutôt le fait que l'on permette à cet appareil gouvernemental de choisir les parties des lois qu'il veut ou non respecter. C'est là où se situe le problème.

M. de Savoye: Vos propos sont très intéressants.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Monsieur Boudria.

M. Boudria: Merci, madame la présidente. Je voudrais parler du dossier scolaire qui m'intéresse depuis toujours.

J'ai devant moi le tableau 3 que je ne peux lire à cette distance, donc je vais consulter le mien.

Ce qui m'intéresse beaucoup plus que les chiffres ou les pourcentages absolus, c'est là où la situation des francos est pire que les autres. Je pense que c'est cela qui est important à l'intérieur d'une région. C'est là que cela démontre réellement où on se tire moins bien d'affaire.

Ce qui manque aux chiffres et ce que j'aimerais savoir, si vous avez le renseignement, c'est ce qui suit. En Ontario, ce n'est même pas tout à fait suffisant d'avoir un outil qu'on appelle la Cité collégiale, le 23^e collège. Quel a été l'impact de tout cela? Pour connaître cet impact, cela prendrait presque un tableau comme celui de 1991 et un de 5 ans plus tôt pour être capable de comparer avec ce qui est arrivé dans l'intervalle et quel effet positif cela a amené.

• 1620

Cela est important pour démontrer à l'appareil gouvernemental comment il est important d'avoir des institutions postsecondaires qui s'adressent spécifiquement aux francophones. Pouvez-vous commenter ce dossier?

M. Godbout: Je pense que la réponse, madame la présidente, est quand même assez claire au niveau du Nouveau-Brunswick. Je pense que là où l'on voit qu'il y a un effort de fait, là où l'on voit que la gamme complète est disponible, surtout sur les statistiques en ce qui a trait au taux d'assimilation, on commence à voir une différence.

Cependant, ce qu'il ne faut pas oublier c'est que cela prend quand même plusieurs générations avant que le rattrapage se fasse. Nous disons qu'on est en situation de rattrapage. Dans plusieurs programmes fédéraux on n'a même pas la part que représente le pourcentage de notre population, donc encore moins l'argent de rattrapage qui devrait nous être remis à cause des injustices du passé.

Je pense que cela prend un certain temps avant qu'on puisse le refléter dans des tableaux. Tout ce qu'on voulait, c'est vous démontrer qu'il y a encore beaucoup de chemin à parcourir.

[Traduction]

The Charter is not in the wrong, the governments are the ones who don't respect it. That is the problem. Presently, there are no problems with the Official Languages Act but, as far as we're concerned, there's always room for improvement.

However, sections 41 and 42 have given a whole new responsibility to the federal government since 1988 and the decision has been not to comply with those sections. It's that slacking off that I find to be a concern. It's not so much the legislation itself, but the government apparatus that decides to respect or not respect it.

Treasury Board has written regulations. Only 17 departments or agencies send the report demanded by Treasury Board. What are the consequences been for the others? That's the problem. So the problem isn't federalism, but the fact that we allow this government apparatus to pick and chose whatever parts of the legislation they want to respect or not. That's where the problem is.

Mr. de Savoye: What you say is very interesting.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): Mr. Boudria.

Mr. Boudria: Thank you, Madam Chair. I'd like to talk about the school problem which has always interested me.

In front of me I have table 3 that I can't read from this distance, so I'll consult my own.

What I find far more interesting than the figures or percentages in absolute terms, is where we see that the situation of the francophones is worse than the others. I think that's what's important within a given region. That's what really shows where we're getting the worst of it.

What I find lacking in these figures and what I'd like to know, if you have the information, is this. In Ontario, it's not quite even enough to have a tool called the Cité collégiale college 23. What was the impact of all that? To find out the impact, we almost need a table like the 1991 table and another one from five years earlier to be able to compare what has happened in between and what positive effect it had.

That's important to show the government the necessity of having postsecondary institutions specifically for Francophones. Can you comment on this?

Mr. Godbout: Madam Chair, I think the answer is rather clear for New Brunswick. I think that where you can see an effort is made, where the whole range of services is available, we can start to see a difference especially where the statistics on assimilation rates are concerned.

However, what we shouldn't forget, is that it takes several generations before the catching up is done. We say that we're in a catching-up situation. In many federal programs, we don't even get the share that our population percentage represents so that means even less catching-up money than we should be getting because of past injustice.

I think it takes a while before it shows up in our tables. All we wanted was to show that there's still a long way to go.

[Text]

[Translation]

M. Boudria: J'ai toujours été le premier à le dire. Ce que je tentais d'obtenir de vous, pour l'usage du Comité et pour le bien de tous nos collègues parlementaires, c'est que vous soyez capables de démontrer que l'établissement de nouvelles institutions scolaires au niveau postsecondaire a été un bienfait et que le meilleur exemple pour le démontrer, c'était chez nous, en Ontario. Prenons, par exemple, ma circonscription, où c'était déjà quelque chose que de se rendre à une institution postsecondaire; et il y a la situation de Hawkesbury ou même d'Ottawa, où l'on a établi le 23^e collège. On voit un taux d'achalandage tellement au-dessus de toutes les attentes que l'appareil gouvernemental a eu de la difficulté à s'équiper pour cette clientèle. Au départ, on n'était même pas certain qu'il y avait cette clientèle. Nous, les francophones, disions qu'il y en avait une, mais certains, qui nous écoutaient plus ou moins bien, ne semblaient pas le réaliser autant que nous. Toutefois, les résultats ont été au-dessus de toutes les attentes, même celles de la communauté francophone. A-t-on de meilleurs chiffres pour indiquer le *trend* à ce niveau-là?

M. Godbout: Les seuls chiffres que nous possédons sont ceux qui démontrent que nous avions, au moment de la création de la Cité collégiale, de la difficulté à défendre, auprès du gouvernement de l'Ontario, le fait que nous avions une masse critique de 500 inscriptions à temps plein. On sait que, cette année, trois, quatre ans après cette création, la population étudiante à temps plein se chiffre à plus de 6 000.

M. Boudria: Six mille?

M. Godbout: Je pense que l'on voit que, lorsque les services sont offerts, cela prend même un certain temps avant que les résultats se fassent sentir car il faut apprivoiser nos communautés à ces services. Ils ne les ont jamais eus. Une fois que c'est connu, il est certain que cela influencera les statistiques de 1996 et de 2001.

M. Boudria: Voilà, c'est ce que je voulais vous entendre dire.

Mme Lanteigne: On vous fournira d'autres chiffres également. On a aussi vu l'exemple, dans l'Est du pays, des centres scolaires communautaires, que je connais bien, où après deux ou trois ans, nous n'avons déjà plus suffisamment de classes pour accommoder la clientèle qui s'y présente. Monsieur Boudria, monsieur Lavoie m'a dit qu'il vous ferait parvenir ces statistiques.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Je dois passer la parole à M. Ringma.

M. Ringma (Nanaïmo—Cowichan): Merci, madame la présidente. J'aimerais d'abord apporter une correction. Vous avez dit, monsieur, que les troupes de Preston Manning sont en train de dire des choses qui ne sont pas vraies ou font de la désinformation. J'aimerais dire que nous essayons plutôt, premièrement, de se questionner sur les langues officielles à partir de ce que l'on entend dans la population partout au Canada. Les lettres que je reçois, particulièrement depuis ce débat ou débâcle au Parlement est pratiquement complètement en faveur de notre geste.

Mr. Boudria: I was always the first one to say so. What I thought I could get from you which would be of use to the Committee as well as all our parliamentary colleagues, is some evidence that the establishment of a new postsecondary level learning institutions was of benefit and the best example to show that would have been in my home province of Ontario. Let's take my riding, for example, where it was quite an achievement just to get to the postsecondary level; then there's the situation in Hawkesbury or even Ottawa where the 23rd college was established. Attendance was so much higher than expected that the government had problems giving adequate service to the clientele. At the outset, we weren't even sure we would have the numbers. We francophones knew that the numbers were there but some who didn't listen to us all that well didn't seem to realize this as well as we did. However, the results were beyond all expectations even those of the French-speaking community. Do we have any better figures to indicate what the trend is at that level.

Mr. Godbout: The only figures we have are those showing that when the Cité collégiale was set up, we had problems convincing the Ontario government that we had a critical mass of 500 full-time registered students. This year, three or four years after its creation, we now know that the full-time student population is over 6,000.

Mr. Boudria: Six thousand?

Mr. Godbout: I think you can see that when the service is offered, it still does take a while before the results are felt because we have to get our communities used to those services. They've never had them before. Once they're known, you can be sure that the statistics for 1996 and 2001 will show it.

Mr. Boudria: There, that's what I wanted to hear.

Mrs. Lanteigne: We'll also give you other figures. For example, down East there are community school centres that I know well where after two or three years we don't have enough classrooms anymore to take in all the people who want to register. Mr. Boudria, Mr. Lavoie has just told me he'll send you those statistics.

The Co-Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): I now give the floor to Mr. Ringma.

Mr. Ringma (Nanaimo—Cowichan): Thank you, madam Chair. I'd first like to correct an impression. You said, sir, that Preston Manning's troops are telling untruths giving false information. I would like to say that what we're actually trying to do, first, is to put questions concerning official languages based on what we hear from the population all across Canada. The letters that I get especially since that debate or debacle in Parliament are practically totally in favour of what we did.

• 1625

Donc, on constate que la Loi sur les langues officielles n'a pas fonctionné depuis son entrée en vigueur, il y a 25 ans, et il faut se demander pourquoi et ce qu'il faut faire pour la corriger.

So it's clear that the Official Languages Act has not worked since it came into force 25 years ago and we should ask what can be done to correct it.

[Texte]

Maintenant, j'aimerais vous poser quelques questions en ce qui a trait à l'argent. J'aimerais savoir d'où viennent vos fonds? Est-ce du gouvernement fédéral? Combien recevez-vous chaque année? Recevez-vous de l'argent des autres gouvernements comme celui du Nouveau-Brunswick ou du Québec? Votre budget annuel est de combien? Dans ce budget, combien vient de sources privées, c'est-à-dire de gens comme vous et moi, des gens ordinaires? J'espère que je parle pour les gens ordinaires. Combien de vos représentants, ici aujourd'hui, sont payés par votre association? Combien sont des volontaires? Combien dépensez-vous chaque année pour les salaires?

Donc, c'est quoi votre budget? Combien de membres avez-vous? Combien sont payés, etc.? Pouvez-vous me donner ces renseignements ou est-ce trop vous demander?

M. Godbout: Ce n'est peut-être pas trop nous demander sauf qu'on n'a pas ces détails avec nous aujourd'hui. Cela nous fera plaisir de vous les transmettre. D'ailleurs, on les envoie à tous les députés. Nous allons vous envoyer une copie de notre rapport annuel et je pense que vous allez y trouver toutes les réponses à vos questions.

Cependant, j'aimerais préciser que nous sommes une fédération nationale constituée de neuf associations provinciales, deux associations territoriales et cinq associations nationales. Nous ne ramassons pas d'argent comme tel auprès des communautés. Ce sont nos organismes provinciaux et territoriaux qui le font. Les associations membres paient tous une contribution à la Fédération et il ne faut pas oublier que nous ne sommes pas une association mais bel et bien une fédération. Je puis vous dire, tout de suite, qu'une bonne partie de nos budgets sont financés par le gouvernement fédéral. J'aimerais qu'on voit cette contribution comme un investissement dans nos communautés.

Je pense qu'on entend parler depuis longtemps des coûts. Quels sont les coûts de la Loi sur les langues officielles? J'aimerais mieux l'expression économique «coûts et bénéfices». Y a-t-il quelqu'un qui va nous donner également les bénéfices? Quels sont les bénéfices pour le Canada d'avoir deux communautés de langue officielle d'un bout à l'autre du pays? Je pense qu'on est branché à des réseaux de la francophonie internationale d'au-delà 400 à 500 millions de personnes. C'est certain qu'il y a des retombées économiques positives pour le Canada.

Je pense qu'il faut voir cela en termes d'investissement. Les Canadiens vous l'ont probablement dit dans leurs lettres, et j'ai l'impression qu'à cause de la politique de votre parti, vous allez recevoir des lettres de vos commentants qui ne sont pas nécessairement des gens qui ont à cœur la dualité linguistique, mais la majorité des Canadiens est en faveur de la dualité linguistique.

Je pense que, si tout le monde est en faveur, si c'est une priorité nationale, c'est normal qu'on y mette de l'argent. Tout ce que je peux vous dire, d'après nos propres sources, c'est qu'il en coûte moins cher pour les langues officielles au Canada que le déblaiement de la neige dans les municipalités. Je pense que c'est aussi important que cela pour les Canadiens de savoir leur pays bilingue et que les deux communautés puissent vivre à leur propre niveau.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Je passe maintenant la parole à M. Bellemare.

[Traduction]

Now I'd like to ask you a few questions about money. I'd like to know where your funds come from. From the federal government? How much do you get every year? Do you get money from other governments like New Brunswick or Quebec? What is your annual budget? In that budget, how much comes from private sources, in other words, people like you and me, the grassroots? I hope I'm speaking for the grassroots. How many of your representatives here today are paid by your association? How many are volunteers? How much do you spend in salaries each year?

So, what is your budget? How many members do you have? How many are paid and so forth? Can you give me this information or is it asking too much?

Mr. Godbout: You're not asking too much except that we don't have the details with us here today. It would be a pleasure to send them to you. In any case, we send that information to all members. We'll send you a copy of our annual report and I think you'll find all the answers in that.

However, I would like to point out that we are a national federation made up of nine provincial associations, two territorial associations and five national associations. We don't collect money as such from the communities. Our provincial and territorial organizations do that. Our member associations all pay a contribution to the federation and we shouldn't forget we're not an association but a duly constituted federation. I can tell you right away that a good part of our funds are provided by the federal government. I would like that contribution to be seen as an investment in our communities.

I think we've been hearing about costs way too much. What are the costs of the Official Languages Act? I prefer the term used in economics "cost/benefit". Is anyone going to tell us anything about the benefits? What are benefits for Canada to have two official language communities extending from one end of the country to another? I think that we're plugged in to an international network of over 400 to 500 million French speaking people. Rest assured that there are positive economic benefits for Canada.

I think this has to be looked at in terms of investment. Canadians have probably told you certain things in their letters and I get the impression that because of your party's policies you're going to be getting letters from those of your constituents who are not necessarily people who hold linguistic duality dear to their hearts, but the majority of Canadians are in favour of linguistic duality.

I think that if everyone is in favour of it, if it's a national priority, then it's normal to put money into it. All I can tell you, based on our own sources, is that official languages cost Canada a lot less than removing snow in our municipalities. I think it's at least just as important for Canadians to know that their country is bilingual and that the two communities can live alongside one another.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): Mr. Bellemare now has the floor.

[Text]

[Translation]

M. Bellemare: Merci, madame la présidente. Chers témoins, bienvenue. Je vous félicite pour votre travail et pour votre présentation ce matin. Vous avez sûrement remarquer que, à un Comité comme celui-ci, il faut toujours surveiller le vocabulaire des députés. L'ex-général Ringma a dit qu'il n'aimait pas que l'on dise «les troupes de Preston Manning» et qu'il voulait vous poser des questions.

Il n'y a pas très très longtemps, je me suis acheté un décodeur et je comprends très bien les mots et le vocabulaire du Reform Party.

Mr. Bellemare: Thank you, Madam Chair. I would like to wish our witnesses welcome. I congratulate you on your work and for this morning's presentation. You have surely noticed that on a committee like this one you always have to be wary of the words used by the members. Ex-General Ringma said that he didn't like to hear talk of "Preston Manning's troops" and that he had some questions for you.

I bought myself a decoder not too long ago and I fully understand all the words and vocabulary used by the Reform Party.

• 1630

C'est le parti qui a tout remis en question ce qui a trait aux langues officielles avant même que le Parlement ne débute, et avant même que ce Comité se réunisse. M. Ringma a présenté une résolution qui mettait en doute la valeur du bilinguisme au Canada. Il questionnait les rapports des comptes publics sur les coûts réels du bilinguisme. Donc, si M. Ringma veut faire allusion au débat, et s'il veut faire allusion à la débâcle qu'on a eue sur le bilinguisme, s'il y a eu débâcle, c'est la faute du Parti réformiste. S'il reçoit beaucoup de lettres, je dois l'assurer que je reçois, dans la plupart des cas, des photocopies de ces lettres. Peut-être qu'un jour, je devrais montrer au grand public le vocabulaire de ces personnes qui n'aiment pas le bilinguisme.

En ce qui a trait au bilinguisme, trouvez-vous que cela coûte trop cher? Étant donné que M. Ringma et son parti questionnent toujours les chiffres, les chiffres que vous nous avez donnés sont-ils réels ou sont-ils—je vais me servir d'une expression anglaise, avec grand respect—des chiffres *fudgés*? Vos chiffres sont-ils réels, oui ou non?

M. Lavoie: Ce sont les chiffres du vérificateur général. Enfin, si l'on veut questionner le vérificateur général, je pense que vous avez beaucoup plus de pouvoir que nous de le faire. Tout ce qu'on vous dit, c'est qu'à chaque fois qu'on entend les mots «coûts du bilinguisme», on aimerait y voir associé également l'élément bénéfiques. Je pense que c'est cela qui est important.

M. Bellemare: Le bénéfice pour vous, est-ce l'unité canadienne? Est-ce le pays? Pas *a new Canada and a new Quebec*, ou bien le Québec, et ce qui reste c'est le Canada anglais. Est-ce l'unité canadienne? Le Canada avec les dix provinces et les deux territoires?

M. Lavoie: C'est l'unité canadienne, mais si on veut limiter cela en termes de chiffres, c'est également des bénéfices économiques pour le Canada. Le fait que c'est un pays bilingue, où il y a des communautés de langue officielle, l'industrie culturelle est absolument phénoménale au Canada. Il y a plusieurs de nos communautés qui commencent déjà à exporter leur expertise au niveau des radios communautaires, au niveau des télévisions communautaires. La chaîne française de TVO vient de conclure un accord avec la France. Donc, je pense que ce sont des bénéfices économiques.

M. Bellemare: Vous voulez qu'on intervienne dans le développement de la francophonie au niveau de la scolarité. Vous avez montré un tableau tellement misérable que cela a dû faire plaisir à M. Ringma. Selon vous, le gouvernement fédéral devrait-il intervenir dans le dossier scolaire?

It's the party that wanted to call into question everything relating to official languages even before the opening of Parliament and the meetings of our Committee. Mr. Ringma presented a motion questioning the value of bilingualism in Canada. He also cast doubt on the reported costs of bilingualism in the public accounts. So if Mr. Ringma would like to bring up this debate, and talk about the disaster of bilingualism, if it was in fact a disaster, he can blame the Reform Party. He may well receive letters, and I want to assure him that in most cases I receive photocopies of the same letters. Maybe one of these days I'll make public the kind of vocabulary used by these people who don't like bilingualism.

I'd like to know whether you are of the view that the costs of bilingualism are too high. Considering the fact that Mr. Ringma and his party are always questioning the figures, I'd like to know whether the figures you have given us are the actual costs or whether they have been fudged. Are your figures accurate or not?

Mr. Lavoie: They are the figures of the Auditor General. If one is to question the Auditor General, then this is more within your orbit than ours. The only point we are making is that whenever we hear about the costs of bilingualism, we would also like to see reference to the benefits. I think that is important.

Mr. Bellemare: In your opinion, is the benefit Canadian unity? Is it the country? Not *un nouveau Canada et un nouveau Québec*, or Quebec and the remainder of Canada being considered English only. Is it Canadian unity? Canada made up of ten provinces and two territories?

Mr. Lavoie: It is Canadian unity but speaking in terms of figures only, there are also economic benefits for Canada. A bilingual country with two official language communities means that the cultural industry in Canada is absolutely phenomenal. Several of our communities have already started exporting their expertise in community radio and community television. The French network, TVO, has just concluded an agreement with France. So there are economic benefits.

Mr. Bellemare: You would like to see us take some action in the development in schooling for the French-speaking community. The table you showed us was so awful that Mr. Ringma must have got a kick out of it. Do you think that the federal government should become involved in the issue of education?

[Texte]

[Traduction]

M. Lavoie: Écoutez, on a une Charte canadienne des droits et libertés. Qui est responsable de la faire respecter? Il me semble que cela revient au gouvernement fédéral.

M. Bellemare: Selon vous, le gouvernement fédéral a-t-il le droit d'intervenir dans le dossier scolaire et d'aider les minorités là où il y a un besoin financier et un besoin d'épaullement psychologique?

M. Lavoie: C'est un droit et c'est une obligation. Je pense que si le Canada veut, au niveau international, faire la morale aux autres pays qui n'ont pas de charte des droits de la personne, il faudrait, en premier lieu, qu'on puisse dire qu'au Canada, on respecte les chartes existantes. Ce n'est pas le cas. Certaines de nos communautés, certains individus font appel à l'ONU à ce sujet.

Je suis certain qu'on nous accusera d'essayer de ternir la réputation du Canada. Ce n'est pas nous qui ne respectons pas la Charte. Ce sont les gouvernements provinciaux. Je pense que le gouvernement fédéral a l'autorité morale de prendre tous les moyens possibles alors que la Cour suprême elle-même a fait tout ce qu'elle pouvait faire.

M. Bellemare: Donc, vous êtes d'accord que le gouvernement fédéral devrait continuer à développer des programmes de cours d'immersion en langue française à l'extérieur du Québec, soit dans les neuf autres provinces.

M. Lavoie: Non seulement cela, mais il en a la responsabilité législative.

Mr. Lavoie: Well, we do have a Canadian Charter of Rights and Freedoms. Who is responsible for ensuring compliance? It seems to me it is the federal government.

Mr. Bellemare: Are you of the opinion that the federal government is entitled to intervene in matters relating to schools and education and to help minorities where there is financial need as well as for some psychological support?

Mr. Lavoie: It is a right and an obligation. I think that if Canada does want to preach internationally to countries that do not have a Charter of Human Rights, then the least to be expected is that Canada respect its own obligations. That is not the case. Some of our communities and individual members are appealing to the United Nations on this point.

I'm sure that we'll be accused of tarnishing the reputation of Canada. We are not the ones who fail to respect the Charter, it is the provincial governments. I think the federal government does have the moral authority to take whatever means are necessary since the Supreme Court itself has done all it can do.

Mr. Bellemare: So you agree that the federal government should continue to develop immersion programs in the French language outside of Quebec, that is in the nine other provinces.

Mr. Lavoie: Not only that, but it has the legislative responsibility to do so.

• 1635

Cependant, si les budgets se coïncent, tout ce que nous voulons, c'est qu'on respecte ce que nous appelons les francophones de droit, ceux qui ont des droits par rapport à la Charte et si l'on a un choix à faire, l'immersion tombera en deuxième lieu. Ce qui est important, c'est que nos francophones aient en premier lieu le droit aux écoles et à la gestion scolaire que leur confère la Charte.

Cela, c'est la priorité. Bien sûr, si les anglophones veulent apprendre le français et qu'il reste des fonds disponibles pour cela, il y aurait lieu de les encourager car cela va favoriser cet harmonie sociale dont on rêve tous. Cependant, dans un contexte de resserrement budgétaire, je pense qu'on devrait d'abord s'assurer que nos francophones aient droit à des services auxquels, dans des régions aussi près que Kingston, ils n'ont même pas droit. Nous avons une école secondaire qui n'a même pas l'eau courante.

Je pense que ce sont dans des situations comme celles-là que le gouvernement fédéral se doit d'exiger le respect de la loi.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Je cède maintenant la parole au sénateur Rivest. Il est très anxieux de parler.

Le sénateur Rivest: Madame, j'y vais avec une question plus politique et après cela je vais revenir sur ces questions qui ont trait à l'éducation, aux services sociaux et de juridictions. Mme Lanteigne, j'aimerais que vous précisiez un peu ce que vous avez dit, en employant un euphémisme: «peu importe ce qui arrive au Québec».

Pour dire les choses clairement, ce qui risque d'arriver au Québec, c'est qu'il fasse partie du Canada ou qu'il n'en fasse pas partie. Selon vous, qui êtes à l'extérieur du Québec, cela a-t-il des conséquences sur la dualité linguistique canadienne? Que le Québec choisisse la voie de la souveraineté ou la voie du fédéralisme, cela vous laisse-t-il indifférent? Est-ce cela la position de la Fédération?

But if the budgets are tight, all we are asking for is the respect of the rights of Francophones who have certain entitlements under the Charter and if a choice must be made, then immersion will come second. Our first priority is to ensure that Francophones enjoy their right to schooling and the management of their schools as guaranteed by the Charter.

That is our priority. Of course, if anglophones wish to learn French and there is money left over for such programs, then they should by all means be encouraged since this can only foster the social harmony we all dream of. But in times of fiscal restraint, we must first and foremost ensure that Francophones, in areas as close to Ottawa as Kingston, receive the services to which they are entitled. We have a high school that doesn't even have running water.

In situations such as these, I think the federal government has a duty to insure that legal requirements are fulfilled.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): I now recognize Senator Rivest. He is very anxious to speak.

Senator Rivest: Mrs. Lanteigne, I have a more political question to begin with and then I'll turn to matters relating to education, social services and jurisdictions. I'd like you to explain what you meant when you said, rather euphemistically, "no matter what happens in Quebec".

To put it bluntly, what may happen in Quebec is that it will either cease to be part of Canada or continue to be. In your view, as someone from outside Quebec, would this affect Canadian language duality? Is it a matter of indifference to you whether Quebec chooses sovereignty or federalism? Is that the position of the Federation?

[Text]

Mme Lanteigne: Non, nous n'avons certainement pas une position d'indifférence. Notre position est de respecter la décision que les Québécois et les Québécoises prendront.

Le sénateur Rivest: Une fois que vous avez dit cela, si le Québec s'en va, croyez-vous que les communautés francophones vivant dans le reste du Canada seraient en meilleure posture qu'elles le seraient si le Québec restait à l'intérieur du Canada? Le départ du Québec favoriserait-il votre développement?

Mme Lanteigne: Quand on regarde les tableaux qu'on vous a montrés sur les taux d'assimilation, le Québec fait toujours partie du Canada.

Le sénateur Rivest: Ce n'était pas ma question.

Mme Lanteigne: Ce sera peut-être différent, mais pour vous dire que cela sera plus difficile ou moins difficile, on va attendre pour voir ce qui va éventuellement se produire.

Le sénateur Rivest: Donc, la présence du Québec au sein de la fédération canadienne vous laisse indifférente à l'égard du combat que les francophones mènent à l'échelle du pays? Non?

Mme Lanteigne: C'est sûr que la participation du Québec à la confédération canadienne est certainement un atout important pour les communautés francophones et acadiennes et nous aide à nous sentir partie d'une nation francophone d'un océan à l'autre. Il est sûr, si le Québec se sépare, que cela va changer cette réalité-là. Cependant, il sera difficile de détacher le Québec du Nouveau-Brunswick et de l'Ontario.

Le sénateur Rivest: Je ne vous parle pas de cela. Je parle des communautés. Pour que ce soit bien clair que vous représentez les francophones, oui ou non, le fait que le Québec resterait dans le Canada constituerait-il un avantage pour le combat que vous avez à faire, compte tenu de vos réalités? Est-il préférable que le Québec quitte ou que le Québec reste dans le Canada? C'est cela la question.

Mme Lanteigne: On ne renie pas nécessairement la question de notre survivance à la suite d'une telle décision du Québec. Pour nous, la chose la plus importante actuellement c'est que le gouvernement fédéral ait une volonté politique de continuer à assurer notre développement là où on est comme communauté francophone et acadienne.

Si le gouvernement fédéral change sa volonté politique ou change sa façon de faire parce que le Québec sera parti, cela ne sera pas. . .

Le sénateur Rivest: Croyez-vous que, le Québec parti, la fédération canadienne, en autant qu'elle subsiste, sera encore intéressée à garder et à financer la notion de dualité linguistique?

Mme Lanteigne: J'espère que oui. Cela veut-il dire qu'actuellement, le gouvernement fédéral est simplement intéressé à financer nos communautés francophones et acadiennes pour garder le Québec dans la Confédération canadienne?

[Translation]

Mrs. Lanteigne: No, we are certainly not indifferent. Our position is to respect the decision made by Quebecers.

Senator Rivest: Having said that, if Quebec does leave, do you think that French-speaking communities elsewhere in Canada would be in a better position than if Quebec remained as part of the country? Would Quebec's departure be favorable to your development?

Mrs. Lanteigne: The tables we have shown you on the assimilation rate apply to the situation where Quebec is still a part of Canada.

Senator Rivest: That was not my question.

Mrs. Lanteigne: There may be a difference but we'll have to wait and see what happens before telling whether things get better or worse.

Senator Rivest: So I take it that the presence of Quebec in the Canadian federation is a matter of indifference to you with respect to the struggle of francophones throughout the country?

Mrs. Lanteigne: There's no denying that the presence of Quebec within the Confederation of Canada is certainly an important asset for French-speaking and Acadian communities and helps make us feel part of a francophone nation from sea to sea. If Quebec does separate, then such a situation will of course be changed. However, it would be hard to detach Quebec from New Brunswick and Ontario.

Senator Rivest: I'm not talking about that. I'm talking about the communities. As francophone representative do you think that Quebec's remaining within Canada would be of assistance to you in your efforts? Is it better for Quebec to leave or remain part of Canada? That's my question.

Mrs. Lanteigne: We would not necessarily give up on our attempt to survive following such a decision on the part of Quebec. The important thing for us at the present time is for the federal government to show the political will to continue to ensure our development where we exist as Francophone and Acadian communities.

If the government changes its policy or practices because Quebec is no longer a province, it will not be. . .

Senator Rivest: Do you think that with Quebec gone, the federation of Canada, or whatever remains of it, would still be interested in keeping and funding the notion of language duality?

Mrs. Lanteigne: I hope so. Does that mean at the present time the federal government is only interested in funding our Francophone and Acadian communities to keep Quebec in Confederation?

• 1640

Le sénateur Rivest: Non! Je suis d'accord avec vous sur bien des plans, mais votre réponse. . .

Des voix: Oh, oh!

Le sénateur Rivest: Vous évitez ma vraie question.

Senator Rivest: No. I agree with you in many respects, but your answer. . .

Some hon. members: Oh, oh!

Senator Rivest: You are avoiding my real question.

[Texte]

[Traduction]

Mme Lanteigne: Ce n'est pas vrai.

Le sénateur Rivest: Je veux connaître clairement votre position, parce que les Québécois auront éventuellement à prendre une décision; il y a des Québécois qui sont souverainistes et d'autres qui sont fédéralistes. C'est important dans le débat, car vous allez avoir votre mot à dire.

Je veux simplement que vous me disiez si la position des francophones hors Québec est une position d'indifférence, car le débat va survenir, avant ou après les élections. Moi, comme Québécois et fédéraliste, je peux peut-être pencher du côté de la souveraineté parce que les 700 000 francophones hors Québec ne se posent plus la question de rester ou non dans le Canada.

Mme Lanteigne: On tient à ce que le Québec demeure dans le Canada.

Le sénateur Rivest: D'accord. Donc la position de la Fédération des communautés francophones et acadiennes du Canada, c'est le maintien de l'unité canadienne, le Québec inclus, et deuxièmement, le maintien du principe de la dualité canadienne. Troisièmement, vous exprimez votre profonde insatisfaction, et là-dessus je suis tout à fait d'accord avec vous, sur l'insuffisance du leadership du gouvernement canadien dans l'application de la Loi sur les langues officielles et sur l'inertie totale—à l'exception peut-être du gouvernement du Nouveau-Brunswick—des gouvernements des provinces face à la réalité des communautés francophones. Et là-dessus, je dois vous dire, qu'ayant moi-même travaillé aux accords du lac Meech et de Charlottetown, on s'est battu pour essayer d'avoir des obligations constitutionnelles.

J'ai une question à vous poser: Quand M. Godbout signale la réalité du problème de la vitalité des communautés, malheureusement, la Loi sur les langues officielles est soumise à la juridiction du gouvernement fédéral qui doit agir davantage. Mais la vie des communautés relève plutôt des provinces: La santé, les services sociaux, les écoles, les activités communautaires. En ce qui concerne la Constitution, M. Godbout a expliqué tout à l'heure que le gouvernement fédéral a une responsabilité morale mais la proposition du Parti réformiste serait un désastre pour les communautés autant pour les anglophones au Québec que pour les francophones à l'extérieur du Québec.

Est-ce qu'il n'y aurait pas moyen avec votre participation et votre initiative, qu'on fasse ce qu'on fait ailleurs, c'est-à-dire que le gouvernement fédéral, pour mettre en oeuvre les actions dans les écoles, dans les hôpitaux, etc., puisse conclure des ententes de développement incluant non seulement le gouvernement fédéral et les communautés francophones—ou anglophones au Québec—mais aussi le gouvernement provincial qui serait partie prenante et conserverait, bien sûr, la maîtrise d'oeuvre de ces juridictions et de ces domaines?

Mais ça serait signé, et chaque partie honorerait ses engagements, et non pas comme en Ontario où le gouvernement de M. Rae ne donne pas suite à ces engagements. Si cet accord est encadré par une entente fédérale-provinciale avec la participation des communautés, le gouvernement provincial s'engagerait à respecter cette entente et le gouvernement fédéral pourrait assumer son leadership beaucoup plus efficacement. Et ainsi, les communautés pourraient beaucoup mieux se développer.

Mrs. Lanteigne: That is not correct.

Senator Rivest: I want to clearly understand your position, because Quebecers will eventually have to take a decision; some Quebecers are sovereignists and others federalists. Your position in the debate is important, because you will have some input.

I just want you to tell me if the position of francophones outside Quebec is one of indifference, because the debate will take place before or after the elections. As a Quebecer and federalist, I may incline towards sovereignty because the 700,000 francophones living outside Quebec no longer wonder whether they should or should not stay in Canada.

Mrs. Lanteigne: We want Quebec to stay in Canada.

Senator Rivest: I see. Therefore, the position of the Fédération des communautés francophones et acadiennes du Canada is to maintain Canadian unity, with Quebec, and secondly to maintain the principle of Canadian duality. Third, you express profound dissatisfaction, and I agree with you here completely, with the inadequate leadership shown by the federal government in implementing the Official Languages Act and with the total inertia—with the possible exception of the New Brunswick government—shown by provincial governments to the reality of francophone communities. And on that point, having myself worked on the Meech Lake and Charlottetown agreements, I must point out to you that we fought to try and obtain constitutional obligations.

I would like to ask you a question: Mr. Godbout indicated the problem involved in insuring the vitality of communities, and unfortunately the Official Languages Act is under the jurisdiction of the federal government which must do more. However, community life is really a matter of provincial jurisdiction: health and social services, education, community activities. With respect to the Constitution, Mr. Godbout explained earlier that the federal government has a moral responsibility but the Reform Party's proposal would be a disaster both for anglophone communities in Quebec and for francophones outside Quebec.

With your leadership and participation, would it not be possible to do what is being done in other areas such as education and hospitals, where development agreements are signed not just by the federal government and francophone communities, or anglophone communities in Quebec, but also by the provincial government which would be involved and of course retain control in areas under its jurisdiction?

But an agreement would be signed, and each party would meet its commitments, contrary to what is being done in Ontario where Mr. Rae's government is not fulfilling such commitments. If such an agreement was part of a federal-provincial agreement with the participation of the communities concerned, the provincial government would undertake to honour such an agreement and the federal government could provide far more effective leadership. As a result, the communities would be far better able to develop.

[Text]

Il faut dire que les gouvernements provinciaux ne font pas grand cas de leurs juridictions et alors les gens restent en place. Est-ce que se serait une formule que vous accepteriez d'envisager?

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Le sénateur Rivest était très anxieux de parler.

M. Godbout: Dans notre mémoire, et je pense que c'est dans la politique de développement d'épanouissement de la francophonie canadienne, nous parlons très clairement du concept des ententes tripartites. On aimerait, quand le gouvernement fédéral signe une entente administrative avec une province, que les porte-parole de nos communautés puissent être présents aux discussions.

En ce moment, on est présent aux discussions concernant les ententes qui touchent l'aspect linguistique mais je vais juste vous donner un exemple. L'entente que le gouvernement fédéral a signé ou s'apprête à signer avec la province de l'Ontario en matière de ressources humaines, est une entente de plusieurs milliards de dollars sur cinq ans. Et si nos communautés francophones recevaient seulement le pourcentage auquel elles ont droit en Ontario, ça représenterait tout près de 100 millions de dollars par année. Mais cette somme est tout simplement versée au Trésor public de l'Ontario et nos communautés n'y ont, à peu près, pas droit.

• 1645

Je pense qu'il n'y a même pas pour un million de programmes de formation professionnelle pour les francophones en Ontario.

Alors, c'est là qu'on se rend compte que le gouvernement fédéral devrait adopter une politique globale qui engagerait chaque ministère à surveiller chaque entente qui le concerne, que ce soit le ministère des Affaires intergouvernementales, ou Ressources humaines, ou Santé, ou autre.

Il est vrai que les gouvernements provinciaux ont énormément à faire dans la vie quotidienne de nos communautés, mais assez souvent, c'est quand même le gouvernement fédéral qui donne les deniers publics. Alors, si le gouvernement fédéral exigeait qu'on respecte les dispositions de la Loi sur les langues officielles, à la signature des ententes, et demandait qu'on rende des comptes sur les comptes publics pour savoir où l'argent a été dépensé, il est certain, sénateur Rivest, que cela irait dans le sens d'une des demandes que nous faisons depuis plusieurs années. Malheureusement, on ne nous implique pas et on implique très rarement nos communautés au niveau de ces ententes-là.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Monsieur Allmand, s'il vous plaît.

M. Allmand (Notre-Dame-de-Grâce): Premièrement, je partage complètement vos critiques et vos préoccupations concernant l'article 41. L'article 41 dit que le gouvernement fédéral s'engage à favoriser l'épanouissement des minorités francophones et anglophones du Canada et à appuyer leur développement.

J'étais avec le comité qui a suggéré et approuvé cet article et jusqu'ici, je dois dire que, tout comme vous, je suis très désappointé par le manque d'action du gouvernement et je me suis engagé à poursuivre le gouvernement pour la pleine application de cet article.

[Translation]

It must be said that provincial governments are not very interested in their areas of jurisdiction and therefore nothing much ever change. Would you be willing to consider such an approach?

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): Senator Rivest was very anxious to speak.

Mr. Godbout: In our brief, and I think that this is contained in our policy on the development and vitality of the francophone community in Canada, we refer very clearly to the concept of tripartite agreements. When the federal government signs an administrative agreement with a province, we would like spokespersons from our communities to be involved in the discussions.

At the moment we are involved in discussions on agreements concerning language questions, but I would just like to give you an example. The agreement which the federal government signed or is preparing to sign with the province of Ontario regarding human resources will involve several billion dollars over five years. If our francophone communities in Ontario simply received the percentage to which they are entitled, the amount involved would be almost \$100 million a year. However, this money quite simply goes to the Ontario Treasury, and our communities have almost no right to it.

I think there is not even \$1 million going to job training programs for francophones in Ontario.

We realize therefore that the federal government should adopt a comprehensive policy requiring every department to monitor every agreement with which it is concerned, be it the Department of Intergovernmental Affairs, Human Resources, Health or any other department.

While it is true that provincial governments are very significantly involved in the every day life of our communities, the fact remains that often it is the federal government that provides funding. Therefore, if when signing agreements the federal government demanded compliance with the provisions of the Official Languages Act and public accountability on the way the money was spent, there is no doubt Senator Rivest that such an approach would reflect one of the demands we have been making for several years. Unfortunately, we are not involved and our communities are very rarely involved in such agreements.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): Mr. Allmand, please.

Mr. Allmand (Notre-Dame-de-Grâce): First, I completely agree with your criticism and concerns regarding section 41. Section 41 states that the Government of Canada is committed to enhancing the vitality of the English and French linguistic minority communities in Canada and supporting and assisting their development.

I was a member of the committee which proposed and approved that section and, like you, I must say that to date I have been very disappointed by the lack of government action and I have committed myself to urging the government to fully implement that section.

[Texte]

Aussi, quand vous mentionnez le fait que nous avons au Canada plus d'un million de francophones en dehors du Québec, je crois qu'on doit répéter plus souvent cette constatation. En effet, quand je voyage dans l'Ouest et même au Québec, j'ai remarqué qu'on a tendance à ignorer ou à oublier ce fait et par conséquent, les gens pensent qu'on doit avoir une politique territoriale parce qu'on croit que le Québec est complètement francophone et les autres provinces complètement anglophones.

Et quand vous mentionnez qu'il y a un million de francophones hors Québec, les gens sont surpris. Quand j'ai mentionné cette réalité à Vancouver, à Calgary, et même dans des petites villes au Québec, souvent, les populations ne sont pas au courant du fait francophone hors Québec.

Maintenant, j'ai une question. Certains partis politiques et certains politiciens ont suggéré que la juridiction sur les langues officielles, mis à part les questions constitutionnelles, devait être transférée aux provinces, pour des raisons économiques, et beaucoup d'autres raisons. Quelle est votre position sur cette recommandation, parce que je l'entends souvent ici et là au Canada, parmi les politiciens?

Mme Lanteigne: On est tout à fait contre cette proposition.

M. Allmand: Quelle est votre expérience avec les provinces dans ce domaine?

Mme Lanteigne: Désastreuse. Quand on laisse ces questions entre les mains de nos gouvernements provinciaux, nous devons passer une bonne partie de notre temps devant les tribunaux pour essayer de faire respecter nos droits. Vraiment, c'est sans aucune hésitation que nous nous élevons contre le fait que ces juridictions deviennent la responsabilité des provinces.

M. Allmand: Une dernière question concernant le fait que le gouvernement fédéral a une responsabilité spéciale concernant la Capitale nationale. Elle est mentionnée dans l'article 22 et dans d'autres articles de la Loi. Votre chef-lieu, je crois, est Ottawa, et un grand nombre de votre personnel y demeure. Êtes-vous satisfaits du niveau du bilinguisme dans les institutions fédérales d'Ottawa, et avez-vous des critiques particulières à faire sur ce sujet?

• 1650

M. Godbout: J'aimerais peut-être faire des commentaires mais pas strictement au niveau de la Capitale nationale. Je pense que nous voyons, dans la Capitale nationale, que cela soit au niveau de la langue de travail, ou des services, un glissement important de l'application de la Charte, des articles 16 à 20. . .

M. Allmand: Dans la Capitale?

M. Godbout: . . . et de l'application des règlements. Oui, c'est partout, partout, et on a toutes sortes de témoignages, presque tous les jours, sur la langue de travail, par exemple, où les choses se détériorent.

On aimerait beaucoup parler d'amélioration, mais, malheureusement, c'est plutôt une détérioration. Et on se rend compte également, dans la restructuration gouvernementale au niveau régional, que le fait d'avoir fait fusionner plusieurs ministères ensemble, a eu pour conséquence le guichet unique, et même au niveau du dossier des langues officielles, ce sont souvent des unilingues anglophones qui s'occupent maintenant des dossiers.

[Traduction]

You mention that there are more than one million French-speaking Canadians living outside Quebec and I think that that fact should be repeated more often. In fact, when I travel in the West and even in Quebec, I have noted that people tend to ignore or forget that fact and think therefore that we should have a territorial policy because it is believed that Quebec is completely francophone and the other provinces completely anglophone.

And when you mention that there are one million francophones living outside Quebec, people are surprised. When I mentioned that fact in Vancouver, Calgary and even in small towns in Quebec, often people are not aware of the francophone fact outside Quebec.

Now I have a question. Some political parties and some politicians have suggested that, regardless of constitutional issues, jurisdiction for official languages should be transferred to the provinces for economic and many other reasons. What is your position on that recommendation, because it is something that I often hear politicians suggest in various parts of Canada?

Mrs. Lanteigne: We are completely against such a proposal.

Mr. Allmand: What has been your experience with the provinces in this area?

Mrs. Lanteigne: Disastrous. When the issue is left to provincial governments, we have to spend a good part of our time in court to try and ensure respect for our rights. We are totally against such areas of responsibility coming under provincial jurisdiction.

Mr. Allmand: One last question concerning the special responsibility of the federal government with respect to the National Capital Region that is referred to in section 22 and other sections of the Act. I believe that your headquarters is in Ottawa and many of your staff live there. Are you satisfied with the level of bilingualism in federal institutions in Ottawa, and do you have any particular criticism in that regard?

Mr. Godbout: I would perhaps like to make a few comments, but not just about the National Capital. I think we are seeing a serious shift in the application of the Charter, of sections 16 to 20, in the National Capital, be it with regard to the language of work, or services. . .

Mr. Allmand: In the Capital?

Mr. Godbout: And the same is true insofar as the application of regulations is concerned. We are told, on an almost daily basis, that things are deteriorating everywhere, where the language of work is concerned, for instance.

We would much prefer to talk about improvements, but, unfortunately, there seems to be a deterioration. And, at the regional level, we also have realized that government restructuring—the merging of several departments—has resulted in the single-window approach; even where official languages are concerned, often, unilingual anglophones are now the ones who are handling the files.

[Text]

[Translation]

Alors, on est très préoccupés; dans la restructuration gouvernementale, au niveau du ministère du Patrimoine ou de l'ensemble des autres ministères, il ne faut pas diminuer la qualité des services mais plutôt la faire augmenter. Je pense que le commissaire le dit clairement dans son rapport. On se permet tout simplement de ne pas respecter la Loi sans même se poser de questions. On sait que, dans certains ministères, plusieurs agents qui s'occupaient des langues officielles, se sont vus demander de s'occuper de cinq ou six autres dossiers supplémentaires, donc, ils n'ont plus le temps, ou presque plus, de s'occuper des langues officielles.

Malheureusement, on ne peut certainement pas dire que cela va bien à ce niveau-là. Si j'étais un malade, je pense que je dirais qu'on a besoin d'une opération à cœur ouvert.

M. Allmand: C'est dommage, parce que j'ai toujours pensé que la Capitale nationale devait être un modèle pour le pays et pour les autres provinces. Est-ce que vous avez la même vision de notre Capitale nationale? Un modèle de dualité linguistique et de bilinguisme pour le pays?

M. Godbout: Il n'y a pas de doute que l'exemple devrait provenir de la Capitale nationale.

M. Allmand: Merci.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Je passe la parole à monsieur McTeague.

M. McTeague (Ontario): Je vous remercie d'être venus aujourd'hui.

Ma question concerne premièrement la source de vos informations, en particulier sur le taux d'assimilation. Il est fondé sur quoi? Est-ce que vous l'avez obtenu de Statistique Canada?

M. Godbout: Oui, c'est cela.

Mme Lanteigne: Le recensement 1991.

M. Godbout: Dans le cas du taux d'assimilation, c'est le recensement. Dans le cas du statut socio-économique, c'est Statistique Canada également, mais là, il s'agissait d'un sondage et dans l'autre cas, c'est également interprété à partir du recensement de 1991.

M. McTeague: La raison pour laquelle je vous demande cela, c'est parce qu'il y a deux choses. Quand j'ai eu devant moi le recensement me demandant quelle langue maternelle je préférais, je n'avais pas d'option, il fallait dire que j'étais anglais. Pourtant, je suis aussi français. Évidemment, cela peut causer des problèmes et quelques perturbations.

Mais je me demande si vous prenez en considération des gens qui sont anglophones et qui, par le fait des langues officielles, sont devenus bilingues? Dans mon comté, à Whitby, il n'y avait pas d'école il y a dix ans. Maintenant on est en train d'en construire trois. La communauté francophone et les gens qui ont une facilité à parler français alors qu'ils sont anglais, commencent à vraiment s'épanouir. Mais si je regarde le taux d'assimilation, je ne comprends pas très bien.

Pourriez-vous me dire si vous prenez pour acquis le nombre d'anglophones qui apprennent à parler français? Et je cite aussi des données qui ont été fournies dans le rapport annuel. Le commissaire nous dit qu'en Ontario, surtout parmi les jeunes de

So, we are very concerned. We want to see the quality of services increase rather than decrease in the context of government restructuring, in Heritage Canada, for instance or in all of the other departments. I believe the Commissioner says that clearly in his report. It seems people have decided to not comply with the act, quite simply, without even wondering about it. We know that in some departments several officers who used to handle official languages have been asked to take on five or six additional areas of responsibility, so that they no longer have the time to deal with official languages, or just about.

Unfortunately, we certainly can't say that things are going well in this regard. If I were a patient, I think I would say that open-heart surgery is needed.

Mr. Allmand: I'm sorry to hear that, because I have always thought that the National Capital should be a model for the country and for the other provinces. Do you share my vision of the National Capital? Do you think it should be a model of linguistic duality and bilingualism for the country?

Mr. Godbout: The National Capital should set an example, undoubtedly.

Mr. Allmand: Thank you.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): I will now give the floor to Mr. McTeague.

Mr. McTeague (Ontario): Thank you for being here today.

My first question concerns the source of your information, the assimilation rate, in particular. What is it based on? Did you obtain those figures from Statistics Canada?

Mr. Godbout: Yes, we did.

Mrs. Lanteigne: The 1991 census.

Mr. Godbout: We obtained the assimilation rate from the census. We also obtained the figures on social and economic status from Statistics Canada also, but we got those from a survey; in the other case, our figures are derived from an interpretation of the 1991 census.

Mr. McTeague: I am asking you that for two reasons. The census questionnaire asked me to indicate my language preference, my mother tongue; I had no option, I had to say that I was English. And yet, I am also French. That can of course cause a few problems; it is disturbing.

I was wondering whether you were including anglophones who have become bilingual because of the official languages policy? In my riding, in Whitby, there were no schools ten years ago. Now, three schools are being built. The francophone community and the anglophones who speak fluent French are really beginning to flourish. But if I look at the assimilation rate, I don't understand very clearly.

Can you tell me whether you take into account the number of anglophones who have learned to speak French? I am also quoting data provided in the annual report. The Commissioner tells us that in Ontario, especially among young people between

[Texte]

15 à 19 ans, on voit une augmentation du bilinguisme, c'est à dire des anglophones qui savent parler français. Et cela, si je peux dire, contredit un peu le chiffre de 4,8 p. 100 que je vois là. Alors, je ne sais pas à quoi ça correspond.

• 1655

Je ne veux pas dire que la francophonie hors Québec a des problèmes, mais je voudrais que l'on voie la réalité qui existe actuellement, surtout dans la province de l'Ontario.

M. François Boileau (conseiller juridique, Fédération des communautés francophones et acadiennes du Canada): Ces chiffres-là concernent seulement les francophones de langue maternelle française. Ce n'est pas dans ce tableau-là, non. Ce n'est pas dans cela.

M. McTeague: Mais si quelqu'un s'appelle Tremblay, McTeague, Fenton, qui a un nom anglophone, on peut se demander si sa langue maternelle est le français ou l'anglais, et dans ce cas, ces gens-là ne sont pas considérés dans les taux d'assimilation ou dans vos chiffres.

M. Boileau: En effet, ils ne sont pas dans ces chiffres-là.

M. Godbout: Si la personne ne s'identifie ni à un groupe ni à l'autre, le statisticien essaie alors d'établir un équilibre. Alors, il prend un certain pourcentage, je pense que c'est 50 p. 100, et il le met dans une catégorie ou dans l'autre. Là, cela serait peut-être Statistique Canada qui pourrait mieux vous répondre directement à ce niveau.

Mais ce qui est important, c'est que nous sommes fiers qu'il y ait de plus en plus d'anglophones qui apprennent le français. Cependant, ce qui nous intéresse, c'est de savoir si ces taux d'assimilation vont continuer à grimper.

Le sénateur Rivest: L'anglophone du comté. . .

M. Godbout: On est d'accord avec les programmes d'immersion. Ce que je veux souligner, c'est que le programme d'enseignement des langues officielles se monte à 300 millions environ, et à peu près 33 p. 100 de ces fonds-là vont à nos communautés. Il y a 33 p. 100 qui va à l'immersion et 33 p. 100 qui va, je pense, aux anglophones du Québec.

M. McTeague: Est-ce que vous n'êtes pas en train de vous faire du tort en disant que des gens qui sont maintenant bilingues ne sont pas considérés comme des francophones? Et donc, les gouvernements qui se penchent sur votre situation se disent que les francophones ne sont pas assez présents dans la communauté.

Est-ce que ce ne sont pas ces chiffres-là, parce qu'ils manquent de réalité, qui donnent aux gouvernements l'idée de vous dire que votre présence n'est pas assez importante? En fait, les politiciens sont des gens qui regardent toujours les chiffres. Mais est-ce que vous n'êtes pas en train d'ignorer le fait du bilinguisme, et des gens qui sont maintenant français, alors qu'ils ne l'étaient pas il y a une génération?

M. Godbout: Je pense que vous voulez dire, ici, des «parlants français», et je pense que Statistique Canada a quand même des indices au niveau des «parlants français».

M. Boileau: En Ontario, il y a près de 600 000 anglophones qui parlent le français. Ce sont des chiffres qu'on peut avoir. Mais ce tableau-là ne comprend pas ces personnes-là, et c'est ce que je vous dis.

[Traduction]

the ages of 15 and 19, there is an increase in bilingualism, i.e. in the number of anglophones who know how to speak French. And, if I may say so, that does contradict, somewhat, the figure of 4.8% that I see here. I don't know what that figure represents, exactly.

I don't mean to say that francophone communities outside Quebec are having problems, but I want us to look at today's reality, especially in the province of Ontario.

Mr. François Boileau (legal advisor, Fédération des communautés francophones et acadiennes du Canada): Those figures refer only to Francophones whose mother tongue is French. No, they are not in that table. That's not it.

Mr. McTeague: But if someone's name is Tremblay, McTeague, Fenton. . . If someone has an English-sounding name, one can wonder whether that person's mother tongue is French or English, and in that case, those people are not considered in your figures, in the assimilation rates.

Mr. Boileau: Yes, they are not included in those figures.

Mr. Godbout: If the person does not identify with either group, the statistician tries to achieve a balance. He takes a certain percentage, I believe it is 50%, and he includes them in one category or the other. On this, Statistics Canada could probably provide you with a better, more specific answer.

What is important is that we are proud that there are more and more anglophones who are learning French. But, what we want to know is whether these assimilation rates will continue to increase.

Senator Rivest: The anglophone in the riding. . .

Mr. Godbout: We are in favor of immersion programs. What I want to point out is that the official languages teaching program has a budget of approximately \$300 million, and about 33% of those funds go to our communities. Thirty-three percent is used for immersion programs and I believe 33% goes to Quebec anglophones.

Mr. McTeague: Are you not hurting your own cause by saying that people who are now bilingual are not considered francophones? That way, governments looking at your situation conclude that francophones are not present in your community in sufficiently large numbers.

Is it not precisely those figures, because they are not reality based, that lead governments to tell you that there aren't enough of you? In fact, politicians always look at figures. But, are you now ignoring bilingualism and the fact that some people are now French and were not a generation ago?

Mr. Godbout: Here, I think you mean Francophones, and I believe Statistics Canada has certain indicators with regard to them.

Mr. Boileau: In Ontario, there are close to 600,000 anglophones who speak French. Those are figures that can be obtained. But that table does not include those people, and that is what I am trying to tell you.

[Text]

M. Godbout: Cela est directement lié à nos communautés.

M. Boileau: On parle d'assimilation et non pas des gens qui apprennent l'anglais ou qui apprennent le français, ce n'est pas cela la question. La question est de connaître le taux d'assimilation parmi la population francophone. C'est ce qu'on a démontré là. Ce sont deux questions différentes.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): D'accord.

M. McTeague: Comment est-ce qu'on détermine si quelqu'un s'est assimilé?

M. Allmand: Quand il perd complètement sa langue.

M. McTeague: Quand quelqu'un est assimilé, est-ce qu'il perd complètement sa langue?

Mme Lanteigne: Quand il ne parle plus sa langue maternelle à la maison.

M. Boileau: Le recensement pose deux questions: quelle est votre langue maternelle et quelle langue parlez-vous à la maison? C'est de cette façon-là qu'on peut déterminer l'assimilation.

M. McTeague: Avec un père irlandais et une mère française, je ne sais pas quoi dire.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Tu fais un excellent Canadien.

M. McTeague: Je suis dans le milieu, alors, il faut comprendre que c'est difficile. On veut vous aider évidemment, et je vous applaudis pour toutes ces choses.

M. Godbout: En 1991, vous auriez pu répondre positivement aux deux questions. Donc, j'ai le plaisir de vous dire que vous êtes dans le jeu. Si vous avez répondu aux deux.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): J'aimerais poursuivre un peu dans la ligne des questions posées par le sénateur Rivest.

Étant d'une communauté francophone minoritaire, toutefois ayant un gouvernement provincial qui soutient ses minorités linguistiques, j'ai eu l'occasion de vivre à travers tous les débats constitutionnels des sept dernières années. Maintenant je me rends compte qu'on est très loin avec cela. On se retrouve aujourd'hui au sein du Parlement avec un résultat extrémiste, et de l'Ouest et de l'Est.

• 1700

En tant que Canadienne française vivant en situation minoritaire au sein de ce pays, je vois une tendance qui me rend nerveuse. C'est là que j'entre dans le cheminement du sénateur Rivest.

Le sénateur Rivest: Je ne suis pas nerveux, moi. Ne m'embarquez pas dans votre affaire!

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): On comprend que les sénateurs ne soient pas nerveux.

Aujourd'hui, 25 ans plus tard, la composition de la Chambre des communes est non traditionnelle. Étant donné les débats qu'il y a sur la scène politique nationale, je crois que les communautés minoritaires ont énormément intérêt à faire en sorte que les garanties qu'elles ont reçues il y a 25 ans soient maintenues et promues.

[Translation]

Mr. Godbout: That is directly related to our communities.

Mr. Boileau: We are talking about assimilation and not about people who learn English or French; that is not the question. The issue hinges on determining the assimilation rate of the Francophone population. That is what we have shown here. They are two different issues.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): I see.

Mr. McTeague: How can you tell whether someone has been assimilated?

Mr. Allmand: When he loses his language completely.

Mr. McTeague: When someone has been assimilated, does he lose his language completely?

Mrs. Lanteigne: He no longer speaks his mother tongue at home.

Mr. Boileau: The census asks two questions: what is your mother tongue and what language do you speak at home? That is how one can determine whether someone has been assimilated.

Mr. McTeague: With an Irish father and a French mother, I don't know what to say.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): That makes you a fine Canadian.

Mr. McTeague: I am somewhere in the middle and you must understand that it is difficult. We want to help you, of course, and I commend you for all of this.

Mr. Godbout: In 1991, you could have given affirmative answers to both questions. I have the pleasure of informing you that you are in the game. If you replied to both of them.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): I would like to continue with questions that are somewhat in the same vein as the ones put by Senator Rivest.

Being from a minority francophone community, in a province where the provincial government supports its linguistic minorities, I have been through all of the constitutional debates of the past seven years. Now I realize that we have gone quite far. Now we have both extremes in Parliament, from the West and from the East.

As a French Canadian living in a minority situation in this country, I detect a tendency that makes me nervous. And here, I would agree with Senator Rivest.

Senator Rivest: I'm not nervous. Please don't ask me to join you on that!

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): It is understandable that senators are not nervous.

Today, 25 years later, the new line-up in the House of Commons is now traditional. In view of the debates taking place on the national political front, I think it is in the best interest of minority communities to make sure that the guarantees they were given 25 years ago are maintained and promoted.

[Texte]

D'une part, le gouvernement parle du financement, de dépenses excessives, etc. et, d'autre part, il y a le Québec français et le Canada anglais. Cela me rend nerveuse. Je suis contente qu'en répondant aux questions du sénateur Rivest, vous ayez dit que vous voulez un Canada qui soit uni en premier lieu.

On vous a aussi demandé si vous vous sentiez menacés par ce nuage de séparatisme ou de souveraineté de part et d'autre du pays.

Mme Lanteigne: Madame la présidente, je ne suis pas sénatrice et je ne suis pas nerveuse non plus.

Le sénateur Rivest: Vous parlerez à Lucien Bouchard et. . .

Mme Lanteigne: Cela ne me dérange pas.

Le sénateur Rivest: Moi non plus. Je lui ai déjà parlé. J'ai même écouté ses discours et je n'en suis pas mort.

Mme Lanteigne: Non. Je pense qu'on est capables de prendre des décisions. On parle de nervosité et de Parlement non traditionnel. Mme la présidente et moi venons d'une province, le Nouveau-Brunswick, où on a élu une opposition qui n'était pas nécessairement traditionnelle. Si on prend l'exemple du Nouveau-Brunswick et qu'on l'applique au gouvernement fédéral, si on a un gouvernement, au niveau national, qui peut assumer le même leadership et la même responsabilité face aux communautés francophones, anglophones, multiculturelles et autochtones, on n'aura pas à craindre pour notre avenir. L'élection du COR, au Nouveau-Brunswick, comme opposition officielle n'a pas empêché le gouvernement de M. McKenna d'aller de l'avant avec l'enchâssement de la Loi 88, bien au contraire. C'est de cela qu'on a besoin, d'une volonté politique. M. McKenna n'a pas honte de se promener sur la scène nationale ou internationale pour vanter le bilinguisme de notre province. On en retire des retombées économiques très intéressantes. Il y a même des premiers ministres de l'Ontario qui fournissent des limousines pour que McKenna vienne chercher des emplois en Ontario et qui ne sont pas trop contents. Il peut se tenir debout derrière la réalité, peu importe l'opposition.

Il faut arrêter de blâmer les tiers partis pour tout ce qui peut arriver. Nous avons un gouvernement majoritaire libéral au Canada, que je sache, comme on a eu un gouvernement majoritaire libéral au Nouveau-Brunswick avec une opposition non traditionnelle. Cela n'a pas empêché le gouvernement d'agir. Au contraire, je pense que cela l'a fouetté un peu, parce qu'on a souvent tendance à s'asseoir sur nos acquis et nos victoires.

• 1705

Les communautés francophones et acadiennes s'attendent à ce que le gouvernement libéral fédéral assume la même responsabilité. Il ne sert à rien de blâmer les partis régionaux. Que le gouvernement prenne ses responsabilités! C'est tout ce qu'on veut. Est-ce correct? Est-ce clair?

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Très correct.

On a fait un premier tour de questions. Il y a un sénateur et une députée qui ne sont pas membres officiels de ce Comité, mais qui aimeraient poser des questions. Je dois demander aux membres du Comité s'ils sont tous d'accord.

[Traduction]

On the one hand, the government talks about funding, excessive expenditures, etc. and then there is this talk about French Quebec and English Canada. That makes me nervous. I'm glad that when you answered Senator Rivest's questions, you said that you wanted a united Canada, first and foremost.

You were also asked whether you felt threatened by this cloud of separatism or sovereignty hovering over the country.

Mrs. Lanteigne: Madam Chair, I am not a senator, and I am not nervous either.

Senator Rivest: If you spoke to Lucien Bouchard and. . .

Mrs. Lanteigne: That does not bother me.

Senator Rivest: Nor I. I have spoken with him before. I even listened to his speeches and I survived.

Mrs. Lanteigne: No. I think we are capable of making decisions. We were talking about nervousness and non-traditional Parliament. The Chair and myself are from the province of New Brunswick, where the elected opposition is not necessarily traditional. If you take the New Brunswick example and apply it to the federal government, we won't have to fear for our future if we have a national government that provides the same leadership and is as responsible as our provincial government to francophone, anglophone, multicultural and aboriginal communities. The election of the COR Party as official opposition in New Brunswick did not prevent Mr. McKenna's government from going ahead with Bill 88, quite the opposite. That is what we need: political will. Mr. McKenna is not ashamed of praising our province's bilingualism on the national or international scene. There are some very interesting economic spin-off that accrue to us because of that. Ontario premiers have even provided limousines for Mr. McKenna to come and get jobs in Ontario, and they were not amused. Our premier is capable of standing up for reality, whatever the opposition.

I think we have to stop blaming third parties for everything that happens. We have a Liberal majority government in Canada, I believe, just as we have a Liberal majority government in New Brunswick, with a non-traditional opposition. That did not prevent the government from acting. To the contrary, I think it spurred it on, because without opposition people often have a tendency to take things for granted and sit on their laurels.

Acadian communities and other French speaking communities expect the federal liberal government to take on the same responsibility. Nothing is gained by blaming regional parties. Let the government meet its obligations! That is all we want. Is that alright? Is it clear?

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): That's quite alright.

We have had a first round of questions. One senator and one MP who are not official members of this Committee would like to ask some questions. I must ask the members of the Committee if they are all in agreement.

[Text]

Des voix: D'accord.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Je donne la parole à M^{me} Tremblay.

Mme Tremblay (Rimouski—Témiscouata): Merci beaucoup. Je ne suis pas membre permanent du Comité, mais je suis membre associé. Je m'excuse, mais ma voix ne s'est pas améliorée depuis deux jours.

Le sénateur Rivest: Vous auriez dû passer à l'hôpital d'Alliance Québec.

Mme Tremblay: J'ai entendu dire que vous aviez 17 députés, et je les vois régulièrement, qui viennent de la francophonie canadienne. Disons que l'expression exclut le Québec. Je ne les ai jamais vus se lever en Chambre pour se porter à la défense de vos droits.

M. Bellemare: Pardon! Pardon!

Mme Tremblay: Je m'attendais à cela.

M. Bellemare: On n'a pas le droit de raconter de mensonges.

M. Boudria: Il y en a trois à ce Comité aujourd'hui.

Mme Tremblay: M. McKenna nous dit qu'on ne sera pas les bienvenus demain soir à Shédiac. M. Boudria s'est scandalisé de ce que M. Bouchard ait été assez bien élevé, lui, pour accepter une invitation qu'on lui avait faite en Ontario. Tout à l'heure, M^{me} la présidente avait l'air un peu inquiète et nerveuse parce qu'apparemment, le document avait été distribué avant qu'elle le voie.

Qu'est-ce que vous attendez pour sortir votre plume, pour écrire, pour aller à New York, à l'ONU, à Londres et à Paris pour dénoncer la situation des francophones au Canada? Vous vous dites indéfensibles à l'égard d'un parti. Très bien. Vous êtes fédéralistes. Mais comme vous le disiez vous-mêmes ce matin, ce sont les partis qui vous ont déportés et pendus, qui ont banni la langue française de vos écoles, etc.

Dans votre introduction, vous nous avez dit que vous étiez toujours en attente de services auxquels la population avait droit, comme les hôpitaux, les services sociaux, les théâtres, les cinémas, la télévision, la radio. Il y a des villes en Alberta qui ne reçoivent pas le signal. Radio-Canada leur a offert de payer l'entretien de l'antenne. Ils vont leur donner le poste s'ils l'entretiennent. Deux petites communautés francophones pourraient se payer cela. TV5 entre mal. On peut difficilement le prendre. Videotron a décidé d'arrêter de diffuser à l'ouest de l'Ontario, de sorte que TVA n'est plus un réseau. Il se prétend un réseau, mais ne l'est plus.

Qu'attendez-vous pour que cela sorte vraiment très fort? Avez-vous l'intention de consulter les spécialistes en marketing d'Alliance Québec? Avez-vous l'intention d'aller leur demander comment ils sont arrivés à faire un marketing aussi extraordinaire de leur situation si dramatique au Québec?

C'est dur à prendre, n'est-ce pas?

M. Lavoie: Premièrement, il y a une rectification à faire au sujet de l'ONU et de la scène internationale. Que je sache, ce sont des plaintes individuelles qui peuvent se rendre là-bas. Vous avez certainement entendu parler des deux Franco-Ontariens qui ont porté plainte et qui s'en vont devant l'ONU.

[Translation]

Some hon. Members: Agreed.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): I now give the floor to Mrs. Tremblay.

Mrs. Tremblay (Rimouski—Témiscouata): Thank you very much. I'm not a permanent member of the Committee, but I am an associate member. I do apologize about my voice; it hasn't improved in the past two days.

Senator Rivest: You needed the Alliance Quebec treatment.

Mrs. Tremblay: I have heard that you have 17 members—and I see them regularly—from French speaking areas of Canada. Let's say that the expression excludes Quebec. I have never seen them get up in the House to defend your rights.

Mr. Bellemare: Excuse me! Excuse me!

Mrs. Tremblay: I was expecting that.

Mr. Bellemare: You do not have the right to tell lies.

Mr. Boudria: There are three on the Committee today.

Mrs. Tremblay: Mr. McKenna tells us that we will not be welcome tomorrow in Shédiac. Mr. Boudria was outraged by the fact that Mr. Bouchard was polite enough to accept an Ontario invitation. Earlier, our Chair seemed a bit concerned and nervous because it would seem the document had been distributed before she saw it.

What are you waiting for to get your pen out, to write, to go to New York, to the United Nations, to London and to Paris to denounce the situation of Francophones in Canada? You say you are unshakable in your attachment to a party. Very well. You are federalists. But as you were saying yourselves this morning, those same parties deported and hung your forebears, banished the French language from your schools, etc..

In your introduction, you said you were still waiting for the services the population has the right to expect, such as health and social services, theatres, cinemas, television and radio. There are cities in Alberta where you can't pick up the signal. Radio-Canada/CBC suggested that they pay to maintain the antenna. They will give them the station if they maintain it. Two small francophone communities could afford to do that for themselves. The TV5 signal isn't picked up properly there. Reception is poor. Videotron has decided to stop broadcasting west of Ontario, which means that TVA is no longer a network. It claims to be one, but it is no longer a network.

Why not beat the drum around this situation as loudly as possible? What are you waiting for? Do you intend to consult the marketing experts at Alliance Quebec? Do you intend to go and ask them how they managed to publicize their oh-so-dire situation in Quebec in such an extraordinary manner?

That is hard to take, isn't it?

Mr. Lavoie: Firstly, I would like to clear something up about the UN and the international scene. As far as I know, only individual complaints can be heard there. I'm sure you've heard about the two Franco-Ontarians who have registered a complaint and who are going before the United Nations.

[Texte]

Également, on doit aussi avoir épuisé tous les recours internes avant de se rendre à l'ONU.

Mme Tremblay: Cent-vingt-cinq ans, ce n'est pas assez?

M. Lavoie: C'est cela. Le cas d'Alliance Québec était quand même différent de celui de nos communautés. La situation est tout autre. La Fédération suit de très près ce qui se passe dans le cas des deux Franco-Ontariens qui ont décidé d'aller devant l'ONU. On s'intéresse beaucoup à cette question.

• 1710

Quant à la stratégie de marketing, on consulte assez régulièrement nos collègues d'Alliance Québec. On a de bonnes relations avec eux. Je crois qu'il y en a dans la salle en ce moment.

Mr. Allmand: On a question of order, I should make clear that the action at the United Nations was not taken by Alliance Quebec; it was taken by two individuals in Quebec who—

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): That's what they just said, Mr. Allmand.

Mr. Allmand: Oh, I'm sorry.

M. Lavoie: Notre stratégie à nous est bien claire. Il y a un nouveau gouvernement qui est en place à Ottawa. Il faut voir des actions de ce gouvernement. C'est ce qu'on attend. C'est ce qu'on dit depuis le début.

Quant aux gouvernements provinciaux qui ne respectent pas la Charte, ils sont aussi responsables que le gouvernement fédéral. Donc, on attend du gouvernement fédéral un leadership pour ces provinces qui, malheureusement, n'ont pas toutes la bonne foi nécessaire pour aller de l'avant d'elles-mêmes. Il faut le coup de pouce du gouvernement fédéral.

On a juste à penser au cas de la Colombie-Britannique où, dans le domaine de la gestion scolaire, on traîne la patte. En Ontario aussi, on traîne la patte depuis belle lurette.

Mme Tremblay: Quand vous parlez de leadership, qu'est-ce que cela veut dire au juste? Comment voyez-vous cela concrètement? Comment voudriez-vous que le Canada agisse? Qu'il pénalise, qu'il taxe, qu'il poursuive les gouvernements qui n'ont pas respecté la Charte?

M. Lavoie: Non.

Mme Tremblay: Le leadership, qu'est-ce que cela veut dire au juste?

M. Lavoie: Quand on parle de leadership, on pense aux 112 millions de dollars qui ont été octroyés notamment sur la question. . .

Mme Tremblay: Cela, c'est la subvention de l'illégalité.

M. Lavoie: Vous l'appellez cela la subvention de l'illégalité. Il ne faut pas oublier que l'éducation est de juridiction provinciale. Donc, le gouvernement fédéral joue un rôle de leadership dans le domaine de l'éducation provinciale parce que les provinces n'ont pas la bonne foi nécessaire pour aller de l'avant d'elles-mêmes dans le domaine de l'éducation. Pour celles qui ne vont pas de l'avant, on étudie les recours internes. D'ailleurs, pour aller devant l'ONU, il faut avoir épuisé tous les recours internes disponibles.

[Traduction]

Also, you are expected to have exhausted all internal avenues of recourse before going before the UN.

Mrs. Tremblay: One hundred and twenty five years, isn't that enough?

Mr. Lavoie: That's it. The situation highlighted by Alliance Quebec was different from that of our communities. The situation is completely different. The Federation is keeping a close eye on developments with regard to the two Franco-Ontarians who have decided to go to the UN. That initiative interests us a great deal.

As for the marketing strategy, we do consult our colleagues from Alliance Quebec on a regular basis. We have good relations with them. I think some of them are in the room as we speak.

M. Allmand: Je désire faire un rappel au règlement pour éclaircir quelque chose; ce n'est pas Alliance Québec qui ira devant l'ONU; ce sont deux personnes au Québec qui. . .

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): C'est ce qu'ils viennent de dire, monsieur Allmand.

M. Allmand: Ah, pardon.

Mr. Lavoie: Our strategy is quite clear. There is a new government in Ottawa. We want to see that government take action. That is what we are waiting for. That is what we have been saying from the beginning.

As to provincial governments who do not comply with the Charter, they are just as responsible as the federal government. So, we are waiting for the federal government to show leadership in the case of those provinces who do not all have the necessary good faith to move ahead of their own accord, unfortunately. The federal government needs to give them a little push in the right direction.

The case of British Columbia comes to mind; where school management is concerned, the province is dragging its feet. Ontario has also been dragging its feet for a long time.

Mrs. Tremblay: What exactly do you mean when you talk about leadership? How do you see that in concrete terms? What would you have Canada do? Should it impose penalties, taxes, or take action against the governments who have not complied with the Charter?

Mr. Lavoie: No.

Mrs. Tremblay: What exactly do you mean by leadership?

Mr. Lavoie: When we talk about leadership, we are thinking, for instance, of the \$112 million that were allocated. . .

Mrs. Tremblay: That is subsidizing illegality.

Mr. Lavoie: You call it subsidising illegality. We mustn't forget that education is an area of provincial jurisdiction. Thus, the federal government plays a leadership role in provincial education because the provinces don't have the necessary good faith to move forward themselves in that area. For the provinces that will not move, we are examining internal recourses. In any case, to go before the UN, you first of all have to have exhausted all available internal avenues of recourse.

[Text]

[Translation]

On pense notamment à l'article 24 de la Charte qui prévoit réparation et compensation. Cet article n'a jamais vraiment été testé. Il est peut-être temps qu'on aille de l'avant avec cela. On étudie cela de façon très sérieuse. Pour ce qui est de la question de l'ONU, on y porte un grand intérêt.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Je passe la parole au sénateur Kinsella.

Le sénateur Kinsella (New Brunswick): Comme sénateur du Nouveau-Brunswick, je suis très fier des progrès que nous avons faits dans le domaine de la promotion des langues officielles depuis au moins une trentaine d'années, en commençant avec le leadership du sénateur Robichaud, suivi par le leadership du sénateur Hatfield et, actuellement, par le premier ministre McKenna.

Je suis content de voir que vous ayez souligné dans votre mémoire le fait qu'un des résultats positifs a été le développement de haute technologie dans la ville de Moncton en raison de l'infrastructure technique, mais aussi le développement de ressources humaines linguistiques.

Dans votre témoignage, à plusieurs reprises, vous avez indiqué qu'il y a un problème au ministère du Patrimoine canadien, du point de vue interministériel et intraministériel au sujet de la promotion des langues officielles. L'appareil gouvernemental doit présenter un projet de loi pour créer officiellement le ministère du Patrimoine canadien. Serait-il bon qu'on mette dans ce projet de loi une disposition qui dirait quelque chose comme ceci: ce ministère a le mandat très précis de prendre le leadership de la promotion des langues officielles dans tous les ministères?

• 1715

Nous avons un bon exemple de ceci dans la Loi sur le multiculturalisme qui donne au ministre responsable un mandat transministériel. Croyez-vous qu'il serait bon que ce Comité recommande au gouvernement de donner un mandat pangouvernemental au ministre?

M. Godbout: L'article 42 donne déjà cette responsabilité au ministre. À ce moment-là, c'était le secrétaire d'État. Donc, quand on va reformuler la loi, il va falloir reformuler cette proposition pour qu'elle inclue l'ancien Secrétariat d'État.

Cependant, ce n'est pas une responsabilité fonctionnelle. Même si on lui donne une responsabilité pour tous les autres ministères, ce n'est pas comme cela que l'appareil gouvernemental fonctionne. Le ministère du Patrimoine canadien est sur le même pied que les autres ministères, et je peux vous dire qu'il est tout petit comparé au ministère de la Santé, par exemple. C'est pour cela que les articles 41 et 42 n'ont jamais été mis en oeuvre.

Vous avez abordé l'intraministériel. Dans l'administration des coupures gouvernementales, le ministre du Patrimoine canadien avait le choix d'effectuer où il le voulait les coupures de 5 p. 100 que lui demandait M. Martin. D'ailleurs, cela a été confirmé par une lettre de M. Martin. Il a choisi d'effectuer des coupures du côté de nos organismes. Selon nous, dans l'ensemble de ce ministère, étant donné les conclusions qui viennent de sortir, c'est le dernier endroit où on aurait dû couper. On aurait même dû augmenter l'argent affecté à nos communautés.

We are also thinking of section 24 of the Charter that provides for remedies. That section has never really been tested. Perhaps the time has come to move on that front. We are studying that very seriously. We are very interested in what will happen at the UN.

The Joint Chair (Ms. Ringuette-Maltais): I now give the floor to Senator Kinsella.

Senator Kinsella (New Brunswick): As Senator from New Brunswick, I am very proud of the progress we have made in promoting official languages over the past 30 years, at least, starting with the leadership of Senator Robichaud, continuing with the leadership of Senator Hatfield and with that of Premier McKenna at this time.

I was happy to note that in your brief you highlighted the fact that one of the positive results of that has been the development of high technology in the city of Moncton because of the technical infrastructure, but also because of the linguistic development of human resources.

You have indicated on several occasions in your testimony that there is a problem at Heritage Canada with regard to the promotion of official languages both within the department and interdepartmentally. The government has to introduce a bill for the official creation of the Heritage Canada Department. Do you think it would be a good idea to include a provision in that bill that would say something along the lines of: this Department has the very specific mandate of taking the lead in the promotion of official languages in all departments?

We have a good example of that in the Canadian Multiculturalism Act where the minister responsible for the department is given a pan-departmental mandate. Do you think it would be advisable for this committee to recommend to the government that it give a pan-governmental mandate to the minister?

Mr. Godbout: The minister already has that responsibility according to section 42. A Secretary of State had the responsibility for the department at that time. When the Act is redrafted, that provision will have to be worded so as to include what used to be attributed to the former Secretary of State.

But it is not a functional responsibility. Even if the minister is made responsible for all of the other departments in this regard, that is not how the government system operates. Heritage Canada is on the same footing as all of the other departments and it is very small compared to the Department of Health, for instance. That is why sections 41 and 42 were never implemented.

You referred to the internal aspect. Heritage Canada was free to make the 5% cut Mr. Martin requested wherever it chose. That was in fact confirmed in a letter from Mr. Martin. The Department chose to make cuts that affected our organizations. It seems to me, in light of the conclusions that have just been released, that that was the last place the Department should have looked to make cuts. The funds allocated to our community should in fact have been increased.

[Texte]

C'est ce qu'on a de la difficulté à comprendre. Par exemple, au ministère du Patrimoine canadien, il y a un programme qui s'appelle PIC, le Programme d'initiatives culturelles. Nos communautés ne reçoivent même pas la part de ce programme équivalant à leur pourcentage au niveau de la population canadienne. On débloque des fonds pour les francophones et on les envoie au Québec. Les fonds pour les anglophones, on les envoie à l'ensemble du Canada sauf le Québec. On tombe dans les fentes.

C'est cela qui arrive dans tout l'appareil gouvernemental. Il va falloir que quelqu'un sorte son bâton et frappe sur la table. C'est une agence centrale qui peut faire cela. Je pense que c'est le Conseil privé, le Bureau du premier ministre. Nous vous demandons qu'il y ait une tolérance zéro pour la non-application d'articles aussi fondamentaux que les articles 41 et 42 de la Loi sur les langues officielles.

Cette disposition existe depuis six ans, on ne la respecte pas et personne ne dit quoi que ce soit. Le commissaire en parle dans son rapport, mais je pense que c'est votre responsabilité, en tant que Comité, que de vous assurer que des mesures soient prises afin que ces articles de loi soient mis en vigueur.

Le ministère du Patrimoine canadien nous a seulement indiqué qu'en 1997-1998, on va recevoir à peu près le même financement qu'en 1985-1986, alors que le gouvernement n'avait même pas la responsabilité juridique d'assurer notre développement et notre épanouissement. En termes de dollars absolus, cela représente beaucoup moins que ce qu'on avait en 1985-1986.

C'est là qu'on se pose des questions. Où sont les priorités du gouvernement? Ce n'est pas une question de loi. La loi est assez claire à ce niveau-là. Il faut que quelqu'un s'assure qu'elle soit respectée.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Je passe maintenant la parole à M. de Savoye.

M. de Savoye: Tout à l'heure, le sénateur Rivest a posé une excellente hypothèse. Il se demandait si l'accession du Québec à la souveraineté servirait ou desservirait les intérêts des communautés francophones et acadiennes.

Il y a un corollaire à cela: avec l'accession du Québec à la souveraineté, le gouvernement fédéral serait-il davantage ou moins disposé à faire appliquer la Charte et la loi? Regardons maintenant la situation telle qu'elle est actuellement et telle que vous l'avez décrite il y a quelques instants.

La Charte est là, la loi est là et, ma foi, dans votre contexte, c'est très bien. Là où le bât blesse, c'est que le gouvernement fédéral ne fait pas son travail. Ce n'est pas appliqué. Les provinces ne respectent pas la Charte. On a des difficultés.

M. Bellemare: Au Québec, envers les anglophones.

M. de Savoye: Monsieur Bellemare, je ne vous parle pas. Je déteste vous entendre dans ces circonstances.

[Traduction]

That is what we have trouble understanding. For instance, Heritage Canada has the CIP program, the Cultural Initiatives Program. The percentage of the funds from that program that our communities receive does not even match the Canadian population we represent. Funds are freed up for Francophones and sent to Quebec. Funds for anglophones are allocated throughout Canada, except Quebec. We fall through the cracks.

And that is what happens throughout the federal system. Someone is going to have to take out a stick and bang on the table. A central agency can do that. I think it would have to be the Privy Council, or the Prime Minister's Office. We are asking for zero tolerance for non-compliance with sections that are as fundamental as sections 41 and 42 of the Official Languages Act.

Those provisions have existed for six years, they are not complied with and no one says a word. The Commissioner talks about it in his report, but I think it is your responsibility, as a committee, to see to it that measures will be taken to insure the implementation of those sections of the Act.

Heritage Canada has indicated that in 1997-98 we will be receiving approximately the same funding as in 1985-86, when the government did not even have the legal responsibility for the development and vitality of our communities. In absolute terms, having the same funds means that we will have a lot less than we had in 1985-86.

That makes us wonder about the government's priorities. What are they? The law is not the issue; it is quite clear on all of this. Someone has to make sure that it is complied with.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): I will now give the floor to Mr. de Savoye.

Mr. de Savoye: Earlier, Senator Rivest made an excellent assumption. He was wondering whether Quebec sovereignty, should it come to pass, would work for or against the interests of Francophone and Acadian communities.

There is a corollary to that: faced with a sovereign Quebec, would the federal government be more or less inclined to apply the Charter and the Act? Let's have a look at the situation as it is now and as you described it a few moments ago.

The Charter is there, the Act is there, and from your perspective, that is all well and good. But the problem is that the federal government does not do its job. The provisions are not applied, the provinces do not comply with the Charter; there are problems.

Mr. Bellemare: In Quebec, towards Anglophones.

Mr. de Savoye: Mr. Bellemare, I am not speaking to you. I hate listening to you under these circumstances.

• 1720

La députation du Bloc québécois n'a pas le monopole des francophones qui siègent à la Chambre. Il y a d'autres députés francophones qui sont, pour la plupart, issus des communautés francophones et acadiennes.

The Bloc Québécois does not have the monopoly of francophone Members sitting in the House. There are other francophone MPs, most of them from francophone and Acadian communities.

[Text]

La Fédération est-elle satisfaite de l'action de la députation issue de ces communautés? Pensez-vous que les résultats concrets de leur action répondent à vos attentes?

Deuxièmement, êtes-vous satisfaits du dynamisme de ce Comité-ci et des gens qui sont autour de la table? Votre réponse, madame.

Mme Lanteigne: Pour répondre à votre première question, comme on l'a indiqué dans notre présentation, on peut encore donner une chance au coureur, mais on trouve que jusqu'à maintenant, il n'y a pas eu d'actions qui ont suscité notre excitation.

Il y a des gens qui sont venus à Ottawa pour apporter nos préoccupations sur la scène fédérale. Il y a assez de pain sur la planche pour que tous ceux et celles qui viennent de nos communautés aient les bras pleins à véhiculer ces choses auprès du gouvernement fédéral et à poser des questions pour répondre à toutes nos préoccupations. On attend de l'action, et on l'a dit dans notre présentation. Pour nous, ce n'est pas encore assez dynamique. On donne une chance au coureur, mais notre impatience commence à se manifester.

Pour ce qui est du dynamisme de votre Comité, c'est la première fois qu'on a la chance de vous rencontrer. On attend beaucoup de vous, et j'espère que vous ne nous décevrez pas parce qu'on va revenir.

M. de Savoye: Je vous parlais de la députation qui ne fait pas partie du Bloc québécois. Il y a aussi une députation francophone qui appartient au Bloc québécois et qui vient du Québec. On essaie extrêmement, fort depuis de nombreuses semaines de s'assurer que les dossiers qui vous tiennent à cœur fassent leur cheminement. Malheureusement, nous n'avons pas voix au chapitre au sein du caucus libéral. Malheureusement, il semble que le parti au pouvoir n'accorde pas à vos dossiers toute l'attention qu'ils méritent. Est-ce qu'il y a quelque chose de plus que ce Comité-ci et en particulier les membres du Bloc québécois pourraient faire pour faire avancer vos dossiers, compte tenu que cela semble très difficile pour le parti?

M. Godbout: Vous avez un mandat et un pouvoir énormes de par la Loi sur les langues officielles. Ce mandat, qui est assez précis, dit que vous êtes là pour veiller à l'application de la loi.

La loi, comme on vient de vous le dire, n'est pas appliquée. On aimerait donc que vous preniez les mesures nécessaires pour forcer, s'il le faut, l'appareil gouvernemental à respecter les lois canadiennes. C'est ce qu'on attend de ce Comité-ci. Il y a très longtemps que les articles 41 et 42 sont sur la tablette. Il faut les sortir, parce que c'est le développement de nos communautés qu'on a mis en même temps sur la tablette.

On dit que la dualité linguistique est une caractéristique fondamentale du Canada. Habituellement, quand on croit dans quelque chose, on investit dans cette chose. Je peux vous dire que, quand on va investir dans les communautés francophones comme on le devrait, dans l'ensemble des ministères, on va voir une différence. On va pouvoir contribuer à notre pleine valeur à l'essor économique du Canada.

[Translation]

Is the Federation satisfied with the actions taken by the Members from those communities? Do you think the concrete results of their work meet your expectations?

Secondly, are you satisfied with this Committee's momentum and with the people around this table? Are they dynamic enough? Your reply, Madam.

Mrs. Lanteigne: To answer your first question, as we indicated in our presentation, we are willing to give people a chance and to continue to do so, but up till now, no actions have been taken that have gotten us very excited.

People have come to Ottawa to convey our concerns federally. There is enough work to be done to keep the Members from our communities busy conveying our concerns to the federal government and asking questions to have those concerns met. We are waiting for action, and we said that in our presentation. Things are not quite dynamic enough yet, to our taste. We're willing to give everybody a chance, but we are becoming impatient.

As to whether your Committee is sufficiently dynamic, this is the first opportunity we have had to meet with you. We are expecting a lot from you and we hope that you will not disappoint us, because we will return.

Mr. De Savoye: I spoke of the Members who are not from the Bloc Québécois. There are also French-speaking Bloc Québécois Members who come from Quebec. For many weeks now, we have been trying very hard to make sure that the issues that are important to you move forward. Unfortunately, we can't make ourselves heard in the Liberal Caucus. Also unfortunate is the fact that the party in power does not seem to be giving your cause all the attention it deserves. Is there anything more this Committee, and the members of the Bloc Québécois, in particular, could do to move things forward for you, since it seems to be very difficult for the party?

Mr. Godbout: You have a mandate, and the Official Languages Act gives you enormous power. That mandate, which is quite specific, states that you are there to make sure that the Act is applied.

As we have just said, the law is not being applied. Thus, we would like you to take the necessary measures to force government structures, if need be, to comply with Canadian laws. That is what we are expecting from your Committee. Sections 41 and 42 have been on the back burner for a very long time. They have to be taken off the shelf, because the development of our communities has by the same token also been put on the back burner.

It is said that language duality is a fundamental characteristic of Canada. Normally, when you believe in something, you invest in it. I can tell you that when all of the departments invest in francophone communities as they should, you will see a difference. We will be able to contribute to our full potential to Canada's economic upswing.

[Texte]

C'est cela qu'on attend du Comité. Le commissaire vous a fait des recommandations. L'idée que le mandat soit donné au Conseil privé était venue de nos communautés. Maintenant le commissaire est obligé d'admettre que c'est probablement la seule façon de procéder. Nous vous demandons de donner suite à ces recommandations qui viennent à la fois du commissaire et de nos communautés.

M. Boudria: Je trouve énormément intéressant de voir que le Bloc québécois a découvert qu'il y avait des francophones hors Québec. Je félicite les disciples du colonel Sanders d'avoir fait cette découverte récente, très récente.

Le sénateur Rivest: N'oubliez pas que le Bloc québécois leur parle.

[Traduction]

That is what we are expecting from the Committee. The Commissioner made recommendations to you. The idea of giving the mandate to the Privy Council came from our communities. Now the Commissioner is forced to admit that that is probably the only way to do it. We are asking you to follow up on those recommendations that have been made both by the Commissioner and by our communities.

Mr. Boudria: I find it extremely interesting to note that the Bloc Québécois has discovered that there are francophones outside Quebec. I congratulate Colonel Sanders' disciples on their recent, very recent discovery.

Senator Rivest: Don't forget that the Bloc Québécois is talking to them.

• 1725

M. Boudria: Le lendemain de l'élection, des députés du Bloc disaient dans les médias qu'il n'y avait pas de francophones hors Québec, et on entend cela aujourd'hui! C'est amusant. C'est une conversion. Encore un peu de temps, et ils vont peut-être devenir fédéralistes.

Le sénateur Rivest: C'est parce qu'ils ont des oeillères.

M. Boudria: Monsieur Godbout, vous venez de dire que le Comité devrait forcer. . . Vous avez vécu. Je vous connais depuis toujours. Vous savez sans doute qu'un comité parlementaire n'a pas de pouvoirs. Un comité a seulement le pouvoir de faire des recommandations à la Chambre. Vous savez cela, n'est-ce pas?

M. Godbout: Je suis bien au courant.

M. Boudria: D'accord. Je voudrais revenir à votre agence centrale. Je vais vous faire la proposition suivante sur une agence centrale. En vertu de la Loi canadienne sur la santé, le fédéral retient des fonds des provinces lorsqu'elles ne font pas telle ou telle chose. Verriez-vous, par exemple, une agence centrale qui pourrait faire la même chose dans le cas qui nous préoccupe? C'est très différent, mais c'est un exemple d'une situation où le fédéral retient des fonds quand certaines choses qui sont censées être faites par les provinces au nom du fédéral, avec de l'argent transféré, ne sont pas faites. Est-ce que vous verriez le même genre de scénario? Est-ce que ce serait une façon de s'assurer que les provinces font ce qu'elles doivent faire?

M. Godbout: Ce serait sûrement un pas dans la bonne direction. Je voudrais revenir à l'un de vos commentaires. C'est le Parlement qui, de par l'article 88, donne à ce Comité-ci le mandat de suivre la mise en oeuvre de la loi. Si la loi n'est pas appliquée, vous devez en informer le Parlement. . .

M. Boudria: C'est cela.

M. Godbout: . . . et le Parlement s'en occupera. Je pense qu'on ne peut pas minimiser le rôle de ce Comité-ci. On le trouve extrêmement important. On ne voudrait certainement pas avoir l'impression que vous nous entendez juste pour passer le temps avant le souper.

M. Boudria: Je vous comprends fort bien. En fait, vous venez de saisir la nuance entre le Comité qui suit la situation et qui fait des recommandations à la Chambre, et le Comité qui force une agence gouvernementale à faire certaines choses. Vous venez de dire vous-même que vous reconnaissez maintenant que le Comité. . .

Mr. Boudria: The day after the election, some Bloc members said in the media that there were no francophones outside Quebec, and this is what we hear today! I find that amusing. That's quite a sudden conversion. Let's wait some more, and they might become federalists.

Senator Rivest: That's because they are narrow minded.

Mr. Boudria: Mr. Godbout, you just said that the Committee should force. . . Now you have been around. I have known you forever. You know very well that a parliamentary Committee has no powers. A committee only has the power to make recommendations to the House. You know that, don't you?

Mr. Godbout: I am well aware of that.

Mr. Boudria: All right. Let's go back to your central agency. I will put the following proposal to you on a central agency. In accordance with the Canada Health Act, the federal government withholds funds from provinces when they don't do this or that. Would you picture, for instance, a central agency doing the same thing in the case we are dealing with? It is quite different, but it is an example of a situation where the federal government withholds funds when certain things that are supposed to be done by the provinces on behalf of the federal government, with money transferred to them, are not done. Would you picture the same kind of scenario? Would that be a way to ensure that provinces do what they have to do?

Mr. Godbout: It would certainly be a step in the right direction. I would like to get back to one of your comments. It is Parliament that, in accordance with section 88, mandates this Committee to monitor the implementation of the legislation. If the legislation is not implemented, you must inform Parliament accordingly—

Mr. Boudria: That's right.

Mr. Godbout: —and Parliament will then deal with it. I think we cannot play down the role of this Committee. We find it extremely important. We certainly don't want to feel that you are listening to us just to pass time before dinner.

Mr. Boudria: I could not agree more. In fact, you just captured the difference between a Committee that monitors a situation and makes recommendations to the House, and a Committee that forces a government agency to do certain things. You just said yourself that you now acknowledge that the Committee—

[Text]

M. Godbout: C'est le Parlement qui peut forcer.

M. Boudria: . . n'a pas de pouvoirs décisionnels.

Pour revenir au rôle de l'agence centrale, est-ce que vous verriez d'un bon oeil ce genre de scénario, ou s'il y en a d'autres qu'on pourrait utiliser pour s'assurer que l'Ontario ne construit pas des stades, par exemple, avec les fonds qui sont censés être utilisés pour l'éducation des francophones?

M. Godbout: Je pense qu'il y a plusieurs façons de procéder. Le vérificateur général pourrait aller voir si les provinces utilisent les fonds du fédéral aux fins prévues. Cependant, avant que les ministères puissent même s'engager à ce niveau-là, il faudrait qu'ils se branchent à une politique du gouvernement. Il n'y a pas de politique du gouvernement. S'il y avait une politique globale qui demandait à chaque ministère de soumettre une planification quinquennale sur la façon dont il entend s'y prendre pour accomplir ses responsabilités, quand le ministère-là signerait une entente avec une province quelconque, il s'assurerait de respecter également son mandat quant au développement et à l'épanouissement.

Cela va se faire au moyen d'une agence centrale. Bien sûr, *there could be strings attached* aux ententes administratives. Je pense que l'Ontario ne refusera pas du fédéral les 2,3 milliards de dollars pour la formation professionnelle. Elle ne les refusera certainement pas parce qu'on l'oblige à respecter les dispositions de la Loi sur les langues officielles. Si personne n'inclut une telle clause, ou si nos communautés ne sont pas parties prenantes des discussions, on tombe dans les «craques».

M. Boudria: On se comprend. Je vous rejoignais en ce qui a trait à la première chose. Je vous demandais si on devait même aller plus loin et se doter de l'outil que je viens de décrire.

M. Godbout: Oui, oui, sûrement.

Mme Lanteigne: Ne craignez rien.

M. Boudria: Qu'est-ce que cela veut dire?

Mme Lanteigne: Qu'on est d'accord.

M. Boudria: D'accord. Excusez-moi. Je dois faire un discours à la Chambre.

[Translation]

Mr. Godbout: It is Parliament that can force.

Mr. Boudria: —has no decision-making powers.

To get back to the role of the central agency, would you welcome this kind of scenario, or would there be others we could use to ensure that Ontario does not build arenas, for instance, with the funds that are supposed to be used for the education of francophones?

Mr. Godbout: I think that there are many ways to go about this. The Auditor General could go take a look and see if the provinces are using federal moneys for the purposes intended. However, even before departments could commit themselves at that level, they would have to rely on a government policy. There is no government policy. If there were a global policy that required each department to submit a five-year plan on the way it intended to go about discharging its responsibilities, then when that department signed an agreement with a province, it would also make sure to fulfill its mandate regarding development.

This will be done through a central agency. Of course, *il faudrait imposer des conditions* to these administrative agreements. I don't think Ontario would turn down \$2.3 billion in federal money for professional training. It would certainly not turn it down because we required it to implement the provisions of the Official Languages Act. If you don't include such a clause, or if our communities are omitted from the discussion, we will fall between the cracks.

Mr. Boudria: We are on the same wave length. I was in agreement with you regarding the first thing. I was asking you if we should go even further and give ourself the tool I just described.

Mr. Godbout: Yes, yes, absolutely.

Mrs. Lanteigne: Have no fear.

Mr. Boudria: What do you mean?

Mrs. Lanteigne: We agree all right.

Mr. Boudria: All right. Now you will excuse me. I must make a speech in the House.

• 1730

M. Ringma: Madame la présidente, j'ai deux questions.

Premièrement, dans votre discours, vous dites que vous reconnaissez trois communautés linguistiques nationales: les communautés autochtone, francophone et anglophone. C'est intéressant. Je me demande si vous accordez l'égalité à ces trois groupes entre eux. Si oui, je passe à un autre groupe. Il y a 12 millions de Canadiens qui ne sont pas d'origine anglaise, française ou autochtone. Que faites-vous de ces gens, qui sont assez nombreux, qui parlent chinois, etc.

M. Godbout: Cela nous fera plaisir de vous envoyer une copie de notre politique. On est fiers d'être l'un des premiers groupes au niveau national à avoir reconnu la présence du concept des trois communautés nationales, incluant la communauté autochtone. On voit maintenant que la population nous suit à cet égard.

Mr. Ringma: Madam Chair, I have two questions.

First, in your statement, you said that you recognized three national linguistic communities: the native, the francophone and the anglophone. That's interesting. I wonder if you see these three groups as equal. If yes, I would like to refer to another group. There are 12 million Canadians who are not of English, French or native origin. What do you do with these people, and there are quite a number of them, who speak Chinese, etc.

Mr. Godbout: We will be happy to send you a copy of our policy. We are proud of the fact that we were among the first national groups to recognize this concept of three national communities, including the native community. We see now that the general public agrees with us in this regard.

[Texte]

Dans notre concept des trois communautés nationales, il y a un phénomène qui s'appelle le pluralisme. On dit que nos trois communautés se développent avec l'apport des différentes communautés pluralistes qui existent au Canada. C'est-à-dire que nos communautés ne sont pas exclusives; elles sont inclusives. Donc, toutes ces communautés peuvent s'intégrer à la communauté francophone, à la communauté anglophone ou à la communauté autochtone. Cela se fait surtout aux niveaux anglophone et francophone, mais cela pourrait se faire également au niveau autochtone. C'est inclus dans le concept des trois communautés nationales.

M. Ringma: Merci. Je trouve que c'est bien intéressant.

For my last question I would like to talk a little bit about my home province of British Columbia. The francophone population there is around 1%, and they're having discussions out there on the school system. Is it your opinion that the provincial government of B.C. should fund and support a francophone school board? Do you have any detail on that? Let's start with that.

Mme Lanteigne: Oui, on est tout à fait d'accord. La communauté francophone de la Colombie-Britannique a le droit d'avoir ses écoles et son conseil scolaire français.

Mr. Ringma: Following on that, should there be one francophone school board, or should they be created throughout all of the school districts in B.C.? How do you come to grips with this when the population is so thin and spread out? When you're genuinely trying to give them service, how do you do this? I would think that with your experience in New Brunswick or other places you might have some answers to this.

M. Lavoie: À ce niveau, il faut être innovateur. La communauté francophone de Colombie-Britannique est dispersée à travers la province, mais elle est tout de même concentrée dans plusieurs régions. Il y a moyen d'avoir un conseil scolaire pour les communautés franco-colombiennes de l'ensemble de la province. Je ne pense pas que les Franco-Colombiens et les Franco-Colombiennes réclament des conseils scolaires pour chaque école qui existe ou pour chaque district de la province. Ce qu'ils réclament plutôt, c'est d'avoir accès à la gestion de leurs propres écoles et d'avoir, de ce fait, la possibilité de contrôler l'enseignement prodigué à leurs enfants.

En passant, bien qu'il n'y ait que 1 p. 100 de la population qui est francophone, selon ce que vous nous dites, c'est quand même un droit qui est reconnu dans la Charte. Je pense que tout groupe d'individus a le droit de recevoir les services qui sont prévus dans la Constitution canadienne. On ne peut pas sacrifier ce droit pour de simples questions de pourcentage. De toute façon, la population franco-colombienne est très forte, comme vous l'avez vu dans les récents débats qui ont eu lieu en Colombie-Britannique. Elle est capable de bien s'organiser en fonction de ses besoins et de ses intérêts. Il faut prendre ses besoins en considération. Il est important pour le développement de leur communauté que ces gens puissent avoir accès à une gestion scolaire qui leur est propre.

[Traduction]

In our concept of the three national communities, there is a phenomenon which is called pluralism. We said that our three communities are blossoming through the contribution of the various pluralist communities which exist in Canada. That is to say that our communities are not exclusive; quite the contrary, they are inclusive. So all these communities can integrate the francophone community, the anglophone community or the native community. That is done mostly with the anglophone and francophone communities, but that could also be done with the native community. That is included in our concept of the three national communities.

Mr. Ringma: Thank you. I find that very interesting.

Pour ma dernière question, j'aimerais maintenant parler un peu de ma province natale, la Colombie-Britannique. Les francophones comptent là-bas pour environ 1 p. 100 de la population, et on y discute de l'établissement d'un système scolaire. Êtes-vous d'avis que le gouvernement provincial de la Colombie-Britannique devrait financer la création d'un conseil scolaire de langue française? Pouvez-vous nous donner des détails à ce sujet? Commençons par là.

Mrs. Lanteigne: Yes, we agree absolutely. The francophone community of British Columbia has the right to have its own schools and its own francophone schoolboard.

M. Ringma: Et à ce sujet toujours, devrait-il y avoir un seul conseil scolaire de langue française, ou faudrait-il en créer dans tous les districts scolaires de la Colombie-Britannique? Que faites-vous devant une population francophone aussi faible et éparpillée? Si vous voulez sincèrement lui offrir des services, comment allez-vous procéder? J'ai pensé qu'avec votre expérience au Nouveau-Brunswick et ailleurs, vous auriez réponse à cela.

Mr. Lavoie: At that level, you must be innovative. The francophone community of British Columbia is spread out throughout the province, but it is still concentrated in several areas. You could have a school board for all the Franco-Colombian communities of the province. I don't think that Franco-Colombians ask for school boards for each and every existing school or for each district in the province. What they want, rather, is to have access to the management of their own schools and to have, by this very fact, the possibility of controlling the education provided to their children.

Incidentally, although only 1% of the population is francophone, according to you, it is still a right which is recognized by the Charter. I think that any group of individuals has the right to get the services provided for in the Canadian constitution. You cannot give up this right just for the sake of percentages. Anyway, the Franco-Colombian population is very strong, as you saw in the recent debates which took place in British Columbia. It is capable of organizing itself according to its needs and its interests. You must take its needs into account. It is important for the development of this community that these people have access to the management of their own school system.

• 1735

M. Ringma: Merci. C'est cela qui est difficile.

Mr. Ringma: Thank you, that's what's difficult.

[Text]

M. Godbout: J'aimerais ajouter que la communauté et le gouvernement en étaient arrivés à un modèle de gestion très efficace sur lequel tout le monde était d'accord. Malheureusement, le gouvernement de M. Harcourt, à cause de pressions politiques qui viennent, nous dit-on, de votre parti, recule devant la décision de mettre en oeuvre la gestion scolaire, et c'est bien dommage.

Si votre chef appelait M. Harcourt pour lui dire qu'il s'agit d'un droit fondamental pour les Canadiens et qu'il l'appuie dans la mise en place de la gestion scolaire pour les francophones, ce serait bien apprécié par nos communautés.

M. Ringma: Pour moi, il ne s'agit pas que les chefs se parlent. Il s'agit plutôt que les gens disent: C'est cela qu'on veut.

M. Lavoie: Les Franco-Colombiens disent clairement ce qu'ils veulent.

Mr. Allmand: I want to follow up on some questions that Mr. Boudria asked.

There's no doubt that under section 41 the federal government should have a plan of action for further enhancing the vitality of the francophone community throughout Canada. But I thought I heard you say—and I want to be clear on this—that in cases where the provinces do not respect the Constitution or Supreme Court judgments on the Constitution with respect to linguistic rights, the federal government should take action against them. I thought you said this is a federal constitution, but it's a Canadian constitution: it puts obligations on both the federal and provincial level of government. It's not just a constitution for the federal government.

Did I understand correctly that you would want the federal government to take some kind of action vis-à-vis the provinces when they don't live up to their responsibilities under the Constitution in areas of provincial jurisdiction? Let's say it was under section 23 relating to school boards and things like that.

M. Godbout: C'est une Constitution canadienne et elle s'applique à l'ensemble du territoire canadien. Si une province choisit de ne pas respecter la loi canadienne, il me semble que c'est au gouvernement canadien d'intervenir, comme il l'a d'ailleurs fait dans le cas *Mahé*, où il est intervenu en faveur des francophones. Si la province de l'Ontario, par exemple, ne respectait pas ses obligations constitutionnelles en matière de gestion scolaire, je verrais très bien qu'on lui coupe les paiements de transfert en éducation pendant quelques mois. Vous allez voir qu'elle va commencer à réviser sa politique. Le gouvernement fédéral a ce pouvoir. Qu'il s'en serve.

Je pense qu'au Canada, on traite la Charte des droits et libertés à la légère. Le gouvernement fédéral, qui devrait être le gardien de la Constitution et de la Charte avec la Cour suprême, ne devrait certainement pas tolérer cela. Si on coupait les paiements de transfert à l'Ontario, la province adopterait certainement une loi pour permettre la gestion scolaire dans un délai assez court.

Mr. Allmand: That's a very interesting position. I've made propositions of that nature for years now. As a matter of fact, we now have a program of what's called contract compliance for employment equity under the federal government. If companies

[Translation]

Mr. Godbout: I would like to add that the community and the government had reached a consensus on a management model that was very efficient. Unfortunately, Mr. Harcourt's government, because of political pressures which come, we are told, from your party, is backing away from the decision to give francophones their own school management, and that's too bad.

If your leader would call Mr. Harcourt to tell him that this is a fundamental right for Canadians and that he supports the implementation of a school management system for francophones, our communities would very much appreciate it.

Mr. Ringma: For me, it is not enough that leaders speak to each other. It is more a question of people saying: that's what we want.

Mr. Lavoie: Franco-Colombians do say clearly what they want.

M. Allmand: J'aimerais ajouter à certaines questions que M. Boudria a posées.

Il ne fait aucun doute qu'aux termes de l'article 41, le gouvernement fédéral devrait prévoir un plan d'action pour accroître la vitalité de la communauté francophone du Canada. Mais je crois vous avoir entendu dire—et je veux m'assurer de bien comprendre—que le gouvernement fédéral devrait sévir contre les provinces ne se conformant pas à la Constitution ou aux jugements de la Cour suprême en matière de droits linguistiques. Vous avez dit, je crois, que c'est une Constitution fédérale, mais il s'agit d'une Constitution canadienne qui impose des obligations aux gouvernements fédéral et provinciaux. La Constitution n'est pas faite que pour le gouvernement fédéral.

Si je vous ai bien compris, vous voulez que le gouvernement fédéral prenne des mesures quelconques envers les provinces qui ne s'acquittent pas de leurs responsabilités dans les domaines de compétences provinciales en vertu de la Constitution, c'est bien cela? Prenons l'exemple de l'article 23 relatif aux conseils scolaires, ce genre de choses.

Mr. Godbout: It is a Canadian constitution and it applies across the Canadian territory. If a province chooses not to respect the Canadian Constitution, it seems to me that it is up to the Canadian government to step in, as it did indeed in the *Mahé* case, where it stepped in on behalf of francophones. If the province of Ontario, for instance, did not fulfil its constitutional responsibilities regarding school management, I would very well imagine that we would interrupt transfer payments for education for a few months. Ontario would then waste no time in reviewing its policy. The federal government has such power. It should use it.

I believe that in Canada, we do not take the Charter of Rights and Freedoms seriously. The federal government, which should be the custodian of the Constitution and of the Charter, along with the Supreme Court, should certainly not tolerate that. If we cut transfer payments to Ontario, the province would certainly enact in short order a bill that would allow francophones to manage their own schools.

M. Allmand: C'est une position très intéressante. J'ai fait des propositions de ce genre il y a maintenant des années. D'ailleurs, nous avons aujourd'hui un programme qui impose le respect de l'équité en matière d'emploi aux entreprises qui

[Texte]

do not respect the laws of employment equity they can't contract with the federal government. We won't buy pencils, paper or accounting services from them unless they respect the law of employment equity.

Several years ago I suggested that if the provinces don't respect the principles of linguistic duality and bilingualism in accordance with the Constitution, then we should withhold payments from them. I was told at the time that this was too harsh and would be more counterproductive than productive. But if I understand you correctly, in view of what's happening in Ontario and other provinces, you would see this as a possible form of action.

• 1740

By the way, in the *Mahé* case, when the federal government intervened, it did so to assist with legal costs, and I believe intervened. But it didn't take such strong action in that case as you're recommending now.

By the way, we're bringing back the Court Challenges Program, so that will be available again for cases like *Mahé* and others.

Anyway, you are putting to us a new approach to enforce the Constitution, which I and many others welcome. By the way, in my province we have certain anglophones who have asked the federal government to use disallowance. I don't agree with that. Would you go that far? Do you feel that if a province passed legislation in the anglophone provinces the federal government should use disallowance?

M. Lavoie: Le pouvoir de désaveu est constitutionnel, oui, mais je ne suis pas sûr que la Cour suprême accepterait que le gouvernement fédéral s'en serve. Il y a tout un débat là-dessus. Je suis certain que le sénateur Beaudoin pourrait aisément. . .

Mr. Allmand: No, no, wait. I don't want to consult Senator Beaudoin now. But I personally feel that—

Senator Beaudoin (Rigaud): You are wrong.

Mr. Allmand: I don't want to consult him, but I personally believe disallowance is obsolete, through constitutional convention. Just as we have in our Constitution that the monarch or the Governor General can refuse to sign legislation, that's in the law, but it's unthinkable that it would be used. I think it's unthinkable that disallowance be used, but certain anglophones in Quebec want that to be used.

I think there are other ways of approaching the matter, perhaps through contract compliance or a little arm-twisting—I don't mean just with Quebec, but with all the provinces—to make sure the law is respected and the Constitution is respected.

M. Godbout: Je pense que le gouvernement fédéral commence à le faire, notamment au niveau de la santé. Il commence à exercer des pressions. . .

M. Allmand: Oui, c'est vrai.

[Traduction]

reçoivent des marchés fédéraux. Si les entreprises ne respectent pas les lois régissant l'équité en matière d'emploi, elles ne peuvent obtenir de marché de l'État fédéral. Nous n'achèterons pas de crayons, de papier ou de services de comptabilité de ces entreprises si elles ne respectent pas la loi régissant l'équité professionnelle.

J'ai dit il y a quelques années qu'il fallait couper les vivres aux provinces qui ne respectent pas les principes de la dualité linguistique et du bilinguisme, lesquels sont inscrits dans la Constitution. On m'a dit à l'époque qu'on jugeait cette mesure trop dure et qu'elle ferait plus de mal que de bien. Mais si je vous comprends bien, compte tenu de ce qui se passe en Ontario et dans d'autres provinces, vous y verriez un moyen d'action possible.

Soit dit en passant, dans l'affaire *Mahé*, lorsque le gouvernement fédéral est intervenu, c'était pour assumer une part des frais juridiques, et je crois qu'il est intervenu pour ça. Mais il n'a pas pris dans cette affaire une position aussi ferme que celle que vous recommandez aujourd'hui.

Soit dit en passant, nous allons rétablir le Programme de contestation judiciaire, et on pourra donc y recourir pour des affaires comme celle de *Mahé* et d'autres.

De toute manière, vous nous proposez un moyen nouveau de faire respecter la Constitution, que moi-même et bien d'autres accueillons volontiers. Soit dit en passant, dans ma province, certains anglophones ont demandé au gouvernement fédéral d'invoquer son pouvoir de désaveu. Je ne suis pas d'accord. Iriez-vous jusque là? Croyez-vous que le gouvernement fédéral devrait invoquer le pouvoir de désaveu si une province anglophone adoptait une loi qui vous est contraire?

Mr. Lavoie: Disallowance is a constitutional power, yes, but I am not sure that the Supreme Court would agree if the federal government were to use it. There is a whole debate on that. I'm sure that Senator Beaudoin could easily—

M. Allmand: Non, non, attendez. Je ne veux pas consulter tout de suite le sénateur Beaudoin. Mais je crois personnellement que. . .

Le sénateur Beaudoin (Rigaud): Vous avez tort.

M. Allmand: Je ne veux pas le consulter, mais je crois personnellement que le pouvoir de désaveu découle d'une convention constitutionnelle désuète, au même titre que cette disposition de notre Constitution qui autorise le monarque ou le gouverneur général à refuser sa sanction à une loi qui lui déplaît; c'est dans la Constitution, mais il est impensable qu'il le fasse. À mon avis, il est impensable qu'on invoque le pouvoir de désaveu, mais il y a des anglophones au Québec qui veulent qu'on s'en serve.

Je crois qu'il y a d'autres façon de régler ces problèmes, avec un peu de tordage de bras peut-être ou en imposant des conditions aux parties contractantes—je ne pense pas seulement au Québec, mais à toutes les provinces—pour s'assurer que la loi et la Constitution sont respectées.

Mr. Godbout: I believe the federal government is beginning to do so, especially with regards to health. It is beginning to exert some pressures—

Mr. Allmand: Yes, that's true.

[Text]

M. Godbout: ...auprès de certains gouvernements pour qu'ils adhèrent aux concepts et aux orientations de la politique fédérale. Cependant, dans l'absence d'une politique gouvernementale claire face à l'application de la Loi sur les langues officielles. . .

M. Allmand: En vertu de l'article 41?

M. Godbout: Pas juste l'article 41. Je parle d'une politique qui permettrait à la Fonction publique de savoir exactement quels sont les ordres du gouvernement.

M. Allmand: C'est toujours dans le domaine fédéral, mais croyez-vous que le gouvernement fédéral doit avoir aussi un plan comprenant les provinces et le fédéral?

M. Godbout: Son pouvoir de dépenser est énorme. C'est certain qu'il peut se servir de cette menace pour faire bouger les provinces.

Le sénateur Rivest: J'aime bien les quatre éléments: la politique de développement, les ententes. . . Il y a deux niveaux d'action dans ce que vous demandez au Comité. Je pense qu'on l'a très bien compris. Vous parlez de la non-application de la loi. Il y a tout le problème qu'on a soulevé avec le président du Conseil du Trésor à d'autres séances. Par exemple, la vérification des performances au niveau de la promotion de la dualité, qui était faite auparavant par le Conseil du Trésor, a été reléguée aux organismes. Le commissaire nous dit qu'il n'a reçu aucun rapport de vérification et, en réponse à mes questions, le président du Conseil du Trésor a finalement admis qu'il avait reçu 17 rapports sur 53 possibles. Cela veut dire qu'il y a de nombreux organismes fédéraux qui ne se sont aucunement préoccupés de vérifier la performance au niveau l'application de la loi.

Vous nous dites que la loi n'est pas appliquée. Je pense que le Comité devrait être très cinglant pour demander. . . En tout cas, on a peut-être une chance d'espérer, parce que l'actuel premier ministre du Canada croit fermement en la dualité, et on doit certainement l'en féliciter. Je pense que cela est incontestable, mais, comme le disait M^{me} Lanteigne, il faudra qu'il voie à mettre les choses en ordre concrètement. Donc, l'idée d'une politique me semble très intéressante.

• 1745

Deuxièmement, peut-être un peu en contradiction avec mon collègue Kinsella, je ne pense pas qu'il soit utile de tenter de renforcer les responsabilités ministérielles du ministre responsable du Patrimoine canadien. De si bonne volonté qu'il soit, ce ministre est un ministre parmi les autres. Il n'est pas nécessairement bon de confier un domaine comme celui des langues officielles ou de la promotion de la condition féminine à un ministre sectoriel, parce que les autres ministres, dans la pratique des choses, s'en occupent plus ou moins. Il faut un organisme central. Vous suggérez le Conseil privé, et je suis parfaitement d'accord avec vous là-dessus. Je trouve que c'est là que doivent se définir les politiques et que doit être la police qui va de pair avec les politiques. C'est bien important. Si on a une réelle volonté, c'est ce qu'il faut faire. Donc, je trouve très forte cette idée d'une agence centrale. Remarquez que ce que je dis là s'applique également à Alliance Québec et aux préoccupations des anglophones du Québec dont on nous a parlé hier.

[Translation]

Mr. Godbout: —on some governments so that they will support the concepts and the thrusts of federal policies. However, in the absence of a clearer government policy regarding the implementation of the Official Languages Act—

Mr. Allmand: Pursuant to section 41?

Mr. Godbout: Not only section 41. I am talking about a policy that would make very clear to the Public Service what the government's orders are.

Mr. Allmand: That's still in the federal jurisdiction, but do you believe that the federal government should also have a plan that would include the provinces and the federal government?

Mr. Godbout: Its spending power is enormous. There is no doubt it can use this threat to force the provinces to act.

Senator Rivest: I like these four elements: the development policy, the agreements. . . there are two levels of action in what you're requesting from the Committee. I think we understood that perfectly well. You were talking about the non-enforcement of the Act. There is the whole problem that we raised with the President of Treasury Board in previous meetings. For instance, responsibility for performance audits regarding promotion of duality, which used to be done by Treasury Board, has been delegated to the agencies. The Commissioner tells us that he has received no audit report and, in answering my questions, the President of Treasury Board finally admitted that he had received 17 reports out of a potential 53. That means that there are a lot of federal agencies which have simply not bothered to audit their own performance regarding the enforcement of the Act.

You are telling us that the Act is not enforced. I think this Committee should be very forceful in requesting. . . Anyway, we may have some hope because the current Prime Minister believes strongly in duality, and we must certainly congratulate him for that. I think there is no doubt about that, but, as Mrs. Lanteigne was saying, he must see to it that concrete action is taken. So I find this concept of a policy very interesting.

Second, and I may be contradicting my honourable colleague Senator Kinsella a little bit, but I don't think it would be useful to try to strengthen the responsibilities of the Minister responsible for Canadian Heritage. As determined as he is, he remains a minister like all others. It would not be necessarily a good thing to entrust a responsibility such as official languages or promotion of the status of women to a sectorial minister, because then other ministers, in practice, care more or less about them. You must have a central agency. You are suggesting the Privy Council, and I am in full agreement with you on this. I think it's at that level that policies must be outlined and that you will find the enforcement mechanisms for the implementation of policy. That's very important. If there is a real will, that's what we must do. So that's why I like very much this concept of a central agency. By the way, what I am saying here also applies to Alliance Quebec and to the concerns of Quebec anglophones which were raised here yesterday.

[Texte]

Ensuite, pour ce qui est des ententes Canada-communautés, je mettrais les provinces comme je vous l'ai dit. On pourrait baser l'ensemble des recommandations du Comité sur ces quatre paramètres. Je ne suis pas trop d'accord sur l'idée de pénaliser les provinces, parce que les provinces vont vouloir garder leur juridiction. Je pense qu'on a beaucoup plus intérêt à les inscrire dans une entente Canada-provinces-communautés. Cela n'est pas dit dans votre paragraphe 4, et je vous suggérerais de les impliquer pour qu'ils fassent et administrent des programmes. Est-ce que cela fonctionnerait?

M. Godbout: Il faut faire bien attention à cause de la difficulté qu'on a avec certains gouvernements provinciaux. On n'aimerait pas attendre leur bon vouloir pour signer des ententes avec le Canada.

Dans une situation idéale, on devrait avoir des ententes tripartites, mais là où il n'y a pas de bonne volonté, on ne voudrait pas que la province puisse se mettre en désaccord avec nos communautés et les faire attendre *ad vitam aeternam* avant qu'une entente soit signée. C'est pour cette raison que j'ai un peu de difficulté à cet égard.

Le sénateur Rivest: Je vais vous parler comme Québécois. Vous connaissez tous les problèmes qu'on vous a causés récemment et antérieurement.

M. Godbout: Oui, oui.

Le sénateur Rivest: Si le fédéral avait le pouvoir de faire la police auprès des gouvernements provinciaux, le gouvernement du Québec serait extrêmement réticent à ce que ses pouvoirs constitutionnels soient réduits. Je sais qu'on est toujours «pognés». On est à contrepois, mais c'est une réalité. Par contre, le gouvernement du Québec serait prêt à signer des ententes tripartites Canada-Québec-communautés pour aider la communauté anglophone du Québec.

M. Godbout: Le Québec a déjà de ces ententes tripartites.

Le sénateur Rivest: C'est pour cela que je le dis.

M. Godbout: On ne voudrait pas que l'acceptation provinciale soit obligatoire, car il y a certaines de nos communautés qui n'auront jamais de services. Je sais qu'on a toujours le même problème et je suis content que vous ayez avoué les erreurs du passé.

Le sénateur Rivest: Mais je ne les ai pas nommées.

M. McTeague: Certaines remarques que vous avez faites laissent entendre que vous avez une impression assez négative de l'Ontario. En Ontario, il y a actuellement un véritable débat qui se tient avec des gens qui sont assez mécontents du montant d'argent qui a été dépensé par le gouvernement provincial du NDP pour des affiches sur les autoroutes d'Ontario. Il y a de grands pas qui ont été faits et qui sont visibles, notamment des gens comme moi qui sont passés par le système scolaire et qui sont maintenant capables de s'exprimer et d'écrire en français.

Vous avez abordé la question de la gestion scolaire. Existe-t-il des endroits où les communautés francophones ont le contrôle de leurs écoles?

M. Godbout: Il y a Ottawa, Toronto et Prescott—Russell. Cependant, dans le cas de ces trois conseils, on ne respecte pas la Charte pour ce qui est du financement. C'est-à-dire qu'ils n'ont pas droit au même financement par les taxes que les écoles publiques anglophones.

[Traduction]

And now, regarding the Canada-Communities agreements, I would place the provinces as I said. We could base all the Committee's recommendations on these four parameters. I don't agree very much with this idea of penalizing provinces because there are provinces which will defend their jurisdiction. I think we would serve better everyone's interest if we had Canada-Provinces-Communities agreements. That's not what you say in your paragraph 4, and I would suggest including them so that they will manage the programs. Would that work out?

Mr. Godbout: We must be very careful because of the problems we have with some provincial governments. We would not want to wait for their blessing to sign agreements with Canada.

In an ideal situation, you would have three-way agreements, but if there is no good will, we wouldn't want the province to disagree with our communities and make them wait *ad vitam aeternam* before an agreement could be signed. That's why I have a bit of a problem in this regard.

Senator Rivest: I will speak to you as a Quebecker. You are aware of all the problems we have caused to you recently and previously.

Mr. Godbout: Yes, yes.

Senator Rivest: If the federal governments had the power to act as a cop with provincial governments, the Quebec government would fight tooth and nail against the reduction of its constitutional powers. I know that we are always stuck. We are going against the tide, but that's a reality. However, the government of Quebec would be willing to sign three-way Canada-Quebec-Communities agreements in order to help the anglophone community of Quebec.

Mr. Godbout: Quebec already has such three-way agreements.

Senator Rivest: That's why I say it.

Mr. Godbout: We would not want provincial acceptance to be a requisite, because then some of our communities would never get any services. I know we always have the same problem and I am happy to hear you confessing the errors of the past.

Senator Rivest: Yes, but I did not name them.

Mr. McTeague: Some of the remarks you made give the impression that you have a fairly poor opinion of Ontario. In Ontario, there is currently a real debate with people who are fairly unhappy with the amount of money that was spent by the NDP provincial government for signs on the Ontario highways. Now giant steps have been made and they are visible, for instance there are people like me who went through the school system and who are now able to speak and to write French.

You have raised the question of school governance. Are there places where francophone communities control their own schools?

Mr. Godbout: There is Ottawa, Toronto and Prescott—Russell. However, in these three school boards, the funding provisions provided for by the Charter are not respected. That is to say that these school boards are not entitled to the same public funding as anglophone public schools.

[Text]

[Translation]

• 1750

Il y a donc une discrimination au niveau du financement, discrimination qu'on voit également lors du recensement pour les élections scolaires. En Ontario, on est anglophone par défaut. Si un francophone ne s'inscrit pas comme francophone, il est automatiquement considéré comme anglophone. Cela va à l'encontre de l'esprit de la Charte à tous points de vue. Même à ces trois endroits où les francophones gèrent leurs conseils scolaires, ils n'ont pas un pouvoir de taxation égal à celui des communautés anglophones.

M. McTeague: Je veux revenir au phénomène que j'ai mentionné tout à l'heure dans ma première question. Il y a des gens qui parlent français, mais qui ne sont pas à 100 p. 100 francophones. Ce n'est pas une question politique pour eux. Ils écrivent simplement qu'ils sont anglophones, ou bien des fonctionnaires du gouvernement disent qu'ils sont anglophones s'ils oublient de s'inscrire comme francophones.

Pouvez-vous nous suggérer une manière de demander à Statistique Canada d'insérer une troisième clause pour s'assurer que les gens qui sont entre les deux soient bien définis?

M. Godbout: Cela existe. Cela s'appelle les parlants français.

M. McTeague: Je ne veux pas vous fatiguer avec cela, mais on arrive à une maison où il y a un Goulet et un McTeague. Le père parle anglais et la mère parle français. Le petit doit-il dire qu'il est francophone ou anglophone? Les deux! C'est cela. On parle les deux. C'est accepté. Je n'ai pas vu cela la dernière fois.

M. Godbout: C'est pour cela que je vous dis que vous êtes dans nos statistiques à moins que vous ayez mal répondu au questionnaire.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Je pense qu'on devra vérifier au niveau de Statistique Canada. Ce serait très intéressant d'ailleurs de recevoir les questionnaires.

Mme Tremblay: J'ai rencontré les gens de Statistique Canada pour me faire expliquer les statistiques. Jusqu'en 1971, on posait deux questions. On en a rajouté après 1971. On en a ajouté une en 1991. Finalement, on essaie de voir qui sont les parlants français, uniquement français, qui sont les parlants uniquement anglais, qui sont ceux qui parlent d'autres langues et qui sont ceux qui parlent les deux. Il y a 80 p. 100 des Canadiens qui répondent au petit questionnaire et 20 p. 100 des gens qui répondent au grand questionnaire, soit un Canadien sur 5. Ce ne sont pas tout à fait les mêmes questions. Il y a beaucoup plus de questions dans le grand questionnaire.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): En d'autres mots, l'information pourrait être déformée.

Mme Tremblay: Ils se sont rendu compte qu'au niveau des statistiques, à 20 p. 100, on a la même chose qu'à 80 p. 100.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Très bien. Sénateur Beaudoin.

Le sénateur Beaudoin: Je ne suis pas membre régulier de ce Comité, mais...

Le sénateur Rivest: Ne nous embarquez pas dans la Constitution.

So there is discrimination with regard to financing, which is also obvious in the census for school board elections. In Ontario, you are classed as anglophone by default. If a francophone doesn't register as francophone he's automatically considered anglophone. This goes against the intent of the Charter in all respects. Even in the three places where francophones have their own school boards, they don't have a tax base that is equal to that of the anglophone community.

Mr. McTeague: I'd like to get back to the phenomenon I mentioned earlier in my first round of questions. There are people who speak French but who are not 100% francophone. It's not a political matter in their mind. They simply write that they are anglophone or some public servant decides they're anglophone and they forget to register as francophone.

Could you suggest a way to request Statistics Canada to insert a third question to make sure the people who fall in between the two categories are well defined?

Mr. Godbout: It exists. The category is called French speakers.

Mr. McTeague: I don't want to stress the point unduly but the census taker comes to a house where there is a Goulet and a McTeague. The father speaks English and the mother speaks French. Should the kid identify himself as francophone or anglophone? He's both! That's it. Both are spoken. It's accepted. I didn't see this the last time around.

Mr. Godbout: This is why I say you're included in our statistics, unless you didn't fill in the questionnaire correctly.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): I think we will have to check with Statistics Canada. It would be very interesting to have these questionnaires.

Mrs. Tremblay: I met the people at Statistics Canada for an explanation of the statistics. Until 1971, there were two questions. One was added after 1971. Another was added in 1991. Now they are trying to track the French speakers, those who speak only French, those who speak only English, those who speak other languages and those who speak both. Eighty percent of Canadians fill out the short questionnaire and 20% the long one, which means one Canadian out of five. The questions are not exactly the same. There are many more questions in the long form.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): In other words, the statistics might be distorted.

Mrs. Tremblay: Experience has shown that, statistically, 20% provide the same results as 80%.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): Very well. Senator Beaudoin.

Senator Beaudoin: I'm not a regular member of this Committee, but—

Senator Rivest: Don't start with the Constitution.

[Texte]

Le sénateur Beaudoin: Vous avez tort, mon cher collègue. M. le député Allmand a soulevé un problème que je trouve vraiment intéressant. La réponse m'apparaît très facile. C'est bien évident que, même si le pouvoir de désaveu existe depuis 1943, jamais aucun premier ministre du Canada n'a réellement songé à l'employer. Il y en a même deux ou trois qui se sont prononcés carrément contre.

Le point qui m'intéresse beaucoup, et je pense qu'il vous intéresse également, c'est le respect de la Constitution. Par exemple, si une province ne respecte pas la Constitution et, disons-le franchement, c'est le cas de beaucoup de provinces en matière d'éducation et en matière linguistique pour les francophones hors Québec, à ce moment-là, il y a deux recours. Il y a le recours judiciaire devant les tribunaux, mais cela coûte de l'argent, cela prend du temps et ainsi de suite. Mais enfin, c'est tout de même là.

• 1755

Il y a le gouvernement et le Parlement fédéral. Comme la Cour suprême l'a dit, et je trouve qu'elle a raison, c'est le rôle du Parlement fédéral que de faire observer la Constitution. Les provinces demandent à bon droit, et le Québec l'a fait très souvent, qu'on respecte telle compétence provinciale. C'est très bien, mais le fédéral doit faire la même chose vis-à-vis des provinces qui ne se conforment pas à l'article 93 ou à l'article 23.

Je vous écoutais et j'ai une question à vous poser. Est-ce que vous seriez prêts—j'imagine que oui—à mettre le Parlement fédéral et même le gouvernement fédéral au pied du mur et à dire: Écoutez, vous devez respecter la Constitution; vous êtes les gardiens de la Constitution tout autant que la Cour suprême du Canada?

J'ai toujours été scandalisé du fait que le législateur fédéral et les parlementaires fédéraux sont un peu trop timides dans ce cas-là. Si la Constitution est violée et si une province ne bouge pas, si on ne suit pas l'arrêt *Mahé* et si on ne donne pas suite à d'autres arrêts, que ce soit *Mercure*, *Mahé* ou d'autres, le Parlement fédéral a le devoir d'intervenir.

Une voix: Comment?

Le sénateur Beaudoin: Il peut intervenir de deux ou trois façons. Premièrement, il peut soulever devant les tribunaux la question constitutionnelle. C'est bien beau de dire qu'on ne change pas la Constitution, mais il faut quand même la faire observer.

Mr. Allmand: By a direct reference?

Le sénateur Beaudoin: On peut le faire par un renvoi. Je suis un peu scandalisé que, depuis quelques années, on ne recoure pas davantage au renvoi. Les gens se demandent: Oui, mais où est la vérité? Eh bien, la cour peut dire la vérité constitutionnelle.

Le sénateur Rivest: Quel est le deuxième moyen?

Le sénateur Beaudoin: Le deuxième moyen, c'est la politique fédérale. Le Parlement est maître de sa législation. Le gouvernement est maître du pouvoir de dépenser, qui joue un rôle énorme dans le Canada actuel. Pourquoi ne pas s'en servir davantage en matière d'éducation et en matière de droits linguistiques?

M. Godbout: J'oserais dire que ce Comité-ci a également un rôle à jouer. Le commissaire vous a fait ses recommandations. Il dit qu'il y a un problème d'application de la Charte, au niveau de l'article 23.

[Traduction]

Senator Beaudoin: Don't say that, dear colleague. Mr. Allmand raised a very interesting point. The answer seems very obvious. It is quite obvious that, even though the power of disallowance has existed since 1943, no Prime Minister ever really considered using it. Two or three even spoke out against it.

The aspect I'm really interested in, and I think the same goes for you, is compliance with the Constitution. For example, if a province does not comply with the Constitution and, let's be frank, it is the case of many provinces with regard to education and language rights for francophones outside of Quebec, there are two avenues of redress. First, there is judicial redress before the courts, but this process is costly and takes a lot of time, etc. However, it is still a possible avenue.

The other avenue is the federal government and Parliament. As the Supreme Court has stated, and rightly so in my view, it is incumbent upon Parliament to enforce the Constitution. Provinces rightly insist, and Quebec has done so very often, that such and such a provincial jurisdiction be respected. Well, the federal government has the same duty vis-à-vis those provinces who do not comply with section 93 or section 23.

I have been listening to what you said and I have a question for you. Would you be willing—I assume you would—to put Parliament and even the federal government against the wall and to say: Listen, you must enforce the Constitution; you are the guardians of the Constitution just as much as the Supreme Court of Canada?

I have always been scandalized by the reluctance of Parliament and its Members to take action in such cases. If the Constitution is being violated and if a province doesn't act to comply with the *Mahé* decision or other court decisions, whether in *Mercure*, *Mahé* or other cases, Parliament has a duty to take action.

An honorable member: How?

Senator Beaudoin: There are two or three options available. First, it can go to court with a constitutional argument. It's all very well to say we are not going to change the Constitution, but it should at least be enforced.

M. Allmand: Par un renvoi direct?

Senator Beaudoin: It can be done by a direct reference. I'm quite incensed to see that, over the last few years, greater use has not been made of the power of reference. People are asking: Yes, but where is the truth? Well, it is the court's role to tell the constitutional truth.

Senator Rivest: What is the second option?

Senator Beaudoin: The second option is using federal policies. Parliament is the master of its own legislation. Government is master of the spending power, which plays an enormous role in today's Canada. Why not make greater use of it in the field of education and language rights?

Mr. Godbout: I would even go so far as to say that your Committee has a role also. The Commissioner submitted his recommendations to you. He says there is a compliance problem with section 23 of the Charter.

[Text]

Le sénateur Beaudoin: Quel problème?

M. Godbout: Eh bien, le problème du non-respect de l'article 23, par exemple en Ontario et à Terre-Neuve.

Le sénateur Beaudoin: Cela, c'est évident.

M. Godbout: Ce Comité-ci pourrait saisir le Parlement d'une recommandation et d'une piste d'action. Nous avons deux jugements de la Cour suprême en faveur de nos communautés, et il n'y a pas de mécanisme au Canada, d'après ce que je peux voir, qui puisse forcer un gouvernement à respecter la loi. On a un problème là.

Le sénateur Beaudoin: C'est au fédéral de contester.

M. Godbout: Il semble que oui, mais vous avez semblé indiquer qu'il faut que ce soit nos organismes qui le fassent.

Le sénateur Beaudoin: Non, non.

M. Godbout: Je pense que le leadership devrait venir en premier lieu d'un Comité comme celui-ci, qui devrait saisir le gouvernement fédéral de cette problématique assez sérieuse.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Sénateur Beaudoin, on peut vous donner encore quelques minutes si vous le voulez.

Le sénateur Beaudoin: Je reviens là-dessus parce que vous me dites que les provinces ne respectent pas l'article 23. Vous avez parfaitement raison. Cela, c'est inacceptable.

M. Godbout: Qu'est-ce qu'on fait?

Le sénateur Beaudoin: Qu'est-ce qu'on fait?

M. Godbout: On se sépare?

Le sénateur Beaudoin: De toute façon, à ce moment-là, ce sera bien différent. Ce que je dis, c'est que le fédéral a un rôle de gardien de la Constitution. Il peut le faire de deux façons: en changeant sa politique, ou encore en contestant devant les tribunaux les actions prises par les provinces qui ne respectent pas la lettre et l'esprit de l'article 23.

Vous allez me dire que cela coûte cher. Mais le programme renaît, Dieu merci, sur ce plan-là et le fédéral doit financer cela. Si cela coûte cher pour faire observer la Constitution, cela coûtera cher. Cela finit là. Il faut le faire.

M. Godbout: Je suis parfaitement d'accord.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Je passe la parole à M^{me} Tremblay.

[Translation]

Senator Beaudoin: What problem?

Mr. Godbout: The problem of non-compliance with section 23, for example, in Ontario and Newfoundland.

Senator Beaudoin: Well, that's obvious.

Mr. Godbout: Your Committee could make a recommendation to Parliament and suggest a course of action. We have two Supreme Court decisions coming down on the side of our communities and we have no mechanism in Canada, as far as I can see, to compel a government to obey the law. That's a problem.

Senator Beaudoin: It's up to the federal government to act.

Mr. Godbout: It appears so, but you seemed to indicate that we are the ones who should take action.

Senator Beaudoin: No, no.

Mr. Godbout: I think the leadership should come primarily from a committee like yours, which should bring such a serious problem to the attention of the federal government.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): Senator Beaudoin, you can have a few more minutes if you wish.

Senator Beaudoin: I'm coming back to this because you say provinces do not comply with section 23. You're absolutely right. It is unacceptable.

Mr. Godbout: So what do we do?

Senator Beaudoin: What do we do?

Mr. Godbout: Do we separate?

Senator Beaudoin: If you do that, everything will be different. What I'm saying is that the federal government has a role as a guardian of the Constitution. It can do it in two ways: by changing its policies or by challenging before the courts the actions of provinces that do not comply with the letter and the spirit of section 23.

You are going to say that this costs a lot of money. But the Court challenges Program has been reinstated, thank God, and the federal government should finance the challenge. If it is costly to enforce the Constitution, well so be it. It has to be done.

Mr. Godbout: I fully agree.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): I'm going to call on Mrs. Tremblay.

• 1800

Mme Tremblay: Madame la présidente, la Fédération a pris une position assez claire, dans des termes similaires à ceux de la France, de non-indifférence et de non-ingérence dans ce qui va se passer au Québec bientôt. C'est à peu près dans ces termes-là que vous parlez. Vous avez dit aussi que vous respecteriez la démarche démocratique que le Québec s'appête à faire, surtout si le Québec doit aller en troisième période.

Maintenant, nonobstant tous les procès d'intention qu'on nous a faits et qu'on voudra bien nous faire, tant au Parti québécois qu'au Bloc québécois, on a pris l'engagement ferme de respecter les droits historiques de la minorité du Québec. Ne

Mrs. Tremblay: Madam Chair, the Federation has taken a rather clear position, in terms similar to those of France, namely non-indifference and non-interference in what is soon going to occur in Quebec. Those are the sorts of terms you use. You also said that you would respect the democratic measures which Quebec is preparing to implement, especially if they have to go into a third period.

Now in spite of all the accusations that have and will be made about our intentions, both the Parti Québécois and the Bloc Québécois are firmly committed to respecting the historical rights of the minority in Quebec. Do you not think that if ever

[Texte]

pensez-vous pas que, dans l'éventualité où on se retrouverait avec un Québec indépendant, avec une minorité qui verrait ses droits respectés et qui pourrait continuer à s'épanouir comme elle le souhaite en tant que société dynamique et à prendre l'expansion qu'elle souhaite, le fait d'avoir ce pays-là à côté du Canada vous donnerait une chance puisqu'on deviendrait en quelque sorte un modèle pour le Canada par notre façon de nous comporter à l'égard de notre minorité? Ne pensez-vous pas que cela pourrait vous aider?

Regardons la situation. Cela fait 125 ans qu'on est dans l'état où on est là. Au Québec, on a constamment élu 75 députés, dont la grande majorité était francophone. Quand la Colombie-Britannique est entrée dans la Confédération, il y avait 60 p. 100 de francophones en Colombie-Britannique. Il y en avait partout, des francophones. C'est nous qui avons colonisé ce pays. À ce moment-là, le gouvernement canadien n'a pas demandé qu'on respecte les droits des communautés francophones. On a éteint les communautés francophones de plus en plus. Le Canada n'est pas très dynamique en ce qui concerne sa minorité francophone.

Si le Québec s'en allait, ne pensez-vous pas que cela vous donnerait vraiment une chance? Je vais vous tordre le bras autant que le sénateur l'a fait tout à l'heure pour vous faire dire ce qu'il voulait que vous disiez. Ne pensez-vous pas que le fait qu'il y ait deux pays forts l'un à côté de l'autre, avec chacun sa minorité, deux pays qui se complètent, vous donnerait une chance?

Mme Lanteigne: Le meilleur modèle de leadership est le Nouveau-Brunswick, qui est officiellement bilingue. Les Acadiens du Nouveau-Brunswick ne se considèrent pas comme une minorité. On est traités d'une façon égale. Si chacune des provinces au Canada avait le même respect pour sa communauté francophone et si le gouvernement fédéral faisait en sorte que cela soit mis en place, comme le sénateur Beaudoin l'indiquait, ce serait le meilleur modèle.

Mme Tremblay: Vous, les francophones du Nouveau-Brunswick, comment vous comparez-vous aux autres? Comment la région de Shediac, où on va demain, se compare-t-elle avec le reste du Nouveau-Brunswick au niveau économique? Les maternelles sont disponibles au Nouveau-Brunswick, mais cela ne fait pas tellement longtemps. Comment comparez-vous la situation? Vous dites que vous êtes égaux, mais êtes-vous des égaux inégaux? En quoi l'égalité se vérifie-t-elle au Nouveau-Brunswick?

Mme Lanteigne: Vous allez voir. Vous allez être enchantés de la région de Shediac. C'est la région où je passe l'été.

Mme Tremblay: Je la connais très bien.

Mme Lanteigne: Au niveau économique, dans la région de Moncton ou la péninsule acadienne dont je suis originaire, on a les mêmes problèmes au nord, au sud, à l'est ou à l'ouest de la province. La situation économique est la même. On a des problèmes dans le domaine des ressources naturelles, que ce soit la pêche, la forêt ou les mines. La situation économique des francophones du Nouveau-Brunswick est meilleure qu'elle ne l'a jamais été. Le gouvernement du Nouveau-Brunswick a fait confiance, entre autres, au Conseil économique, à la Fédération des caisses populaires et aux institutions en place et les encouragés à faire leur part.

[Traduction]

we have an independent Quebec, with a minority whose rights would be respected, and which as a dynamic society could continue to develop and expand, then the fact of having such a country next door to Canada would be an opportunity for you, because to some extent we would become a model for Canada in the way we treat our minority? Don't you think that would be helpful?

Let's take a look at the situation. We have been in the state we are in for 125 years. In Quebec, we have constantly elected 75 members of Parliament, the vast majority being francophone. When British Columbia entered Confederation, 60% of the population of BC was francophone. Francophones were everywhere. We were the ones who colonized this country. At that time, the Canadian government did not ask that the rights of francophone communities be respected. The francophone communities were gradually suppressed. Canada is not very dynamic with regard to its French-language minority.

If Quebec were to leave, don't you think that would really give you an opportunity? I'm going to twist your arm as much as the Senator did earlier to make you say what he wanted you to say. Don't you think that the fact of having two strong countries side by side, each with its own minority, two complementary countries, would give you more chance?

Mrs. Lanteigne: The best model of leadership has been set by New Brunswick, which is officially bilingual. The Acadians of New Brunswick do not consider themselves to be a minority. We are treated equally. If every province of Canada had the same respect for its francophone community, and if the federal government ensured that that occurred, as senator Beaudoin stated, that would be the best model.

Mrs. Tremblay: How do you francophones in New Brunswick compare yourselves to others? How does the Shediac region that we are visiting tomorrow compare with the rest of New Brunswick economically? Kindergartens are available in New Brunswick, but that is pretty recent. How do you compare the situation? You say that you are equals, but are you unequal equals? What is there to prove that there is equality in New Brunswick?

Mrs. Lanteigne: You will see. You will be delighted with the Shediac region. That's where I spend my summers.

Mrs. Tremblay: I know it very well.

Mrs. Lanteigne: From an economic point of view, the Moncton region or the Acadian Peninsula where I come from, have the same problems as the north, south, east or west of the province. The economic situation is the same. We have the same problems with natural resources, be it fishing, forestry or mining. The economic situation of New Brunswick francophones is better than it has ever been. The New Brunswick government has had faith in the Economic Council, the Federation of Caisses Populaires and other community institutions, and has encouraged them to do their part.

[Text]

[Translation]

Bien sûr, il reste des progrès à faire, mais dans certaines régions du Nouveau-Brunswick, il y a des anglophones qui ne sont pas dans des situations meilleures que les nôtres. Je peux dire qu'on se compare avantageusement à la partie anglophone de notre communauté.

Of course, there is still much to be done, but in some areas of New Brunswick, there are anglophones who are not as well off as we are. I can say that we compare favourably with the English-speaking people in our community.

On a aussi une composante autochtone au Nouveau-Brunswick qui, comme toutes les composantes autochtones au pays, a des difficultés de toutes sortes.

We also have an aboriginal community in New Brunswick, which like all aboriginal communities in Canada, faces all kinds of problems.

On se compare favorablement aux autres. Quand vous allez visiter la province d'un bout à l'autre, vous allez voir que nos édifices, nos villes et nos villages sont très propres. On est très fiers de s'afficher comme communauté francophone avec ce qu'on a et avec ce qu'on a l'intention de devenir.

We compare favourably with others. When you travel from one end of the province to the other, you will see that our buildings, our cities and our villages are very clean. As a francophone community, we are proud to show what we have and what we intend to become.

• 1805

Notre développement socio-économique fait partie d'un ensemble. Quand le gouvernement au pouvoir est de notre côté, il n'y a rien pour nous empêcher de continuer à grandir.

Our socio-economic development is part of the whole. When the government in power is on our side, there is nothing to prevent us from continuing to develop.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Disons qu'on commence à prendre notre place un peu, beaucoup, pas mal.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): We might say that we are beginning to take our place bit by bit and not doing too badly.

M. Bellemare: Je vous lève mon chapeau, madame, pour ne pas avoir mordu à l'hameçon de la députée séparatiste en ce qui a trait aux anglophones au Québec. Elle parle de les prendre en otage afin que les francophones hors Québec puissent avoir des droits. Sur ce point-là, je vous salue, parce que ce sont la promotion et le développement des minorités qui sont importants. Il ne s'agit pas de prendre des communautés en otage pour arriver à ses propres fins politiques.

Mr. Bellemare: I congratulate you, Madam, for not having taken the bait of the separatist Member of Parliament with regards to anglophones in Quebec. She talks about holding them hostage so that francophones outside of Quebec can get their rights. I congratulate you on that point, because it is the promotion and development of minorities that are the important factors. It's not a matter of holding communities hostage to attain one's political ends.

Vous avez parlé tout à l'heure de timidité en parlant des députés de langue française hors Québec. J'aimerais savoir si vous êtes abonnés au Journal des débats du Parlement.

Earlier, you spoke of timidity when you mentioned French-speaking members of Parliament from outside Quebec. I would like to know whether you subscribe to Hansard.

Mme Lanteigne: Oui.

Mrs. Lanteigne: Yes.

M. Bellemare: Vous le lisez?

Mr. Bellemare: Do you read it?

Mme Lanteigne: Oui, quand cela s'applique à des choses qui intéressent nos communautés.

Mrs. Lanteigne: Yes, when it deals with things that are of interest to our community.

M. Bellemare: Bravo! Avez-vous reçu ma lettre à M. Dupuy, le ministre du Patrimoine canadien, concernant les coupures aux programmes du bilinguisme?

Mr. Bellemare: Bravo! Did you receive my letter to Mr. Dupuy, the Minister of Canadian Heritage, about the cuts to bilingualism programs?

En parlant de timidité, avez-vous demandé à M. Ringma si les députés étaient tous timides sur la question francophone? En somme, trouvez-vous que tous les députés francophones hors Québec sont des timides dans le dossier des francophones hors Québec?

I'm speaking of timidity, did you ask Mr. Ringma if all members of Parliament were shy about the francophone issue? In short, do you find that all French-speaking Members from outside of Quebec are timid when it comes to the issue of francophones outside of Quebec?

Mme Lanteigne: Les députés francophones ne sont peut-être pas tous timides, mais on voudrait qu'ils soient beaucoup plus proactifs. On ne veut pas que vous vous contentiez de réagir, que ce soit aux autres partis ou aux autres interventions. On aimerait que vous preniez les devants. On apprécie ce qui est fait. On vous considère encore comme des nouveaux venus même s'il y en a parmi vous qui êtes à la Chambre des communes depuis très longtemps. On donne encore une chance au gouvernement. On a beaucoup d'espoir car on se dit: Comme vous êtes plus nombreux, cela va vous donner une confiance certaine.

Mrs. Lanteigne: French-speaking parliamentarians may not all be timid, but we would like them to be much more proactive. We don't want you to be content just to react, to other parties or other speakers. We would like you to take the lead. We appreciate what is being done. You are still considered newcomers, even though some of you have been in the House of Commons for a very long time. We are still giving the government a chance. We are very hopeful, because we tell ourselves: since there are more of you, that will give you confidence.

[Texte]

[Traduction]

M. Bellemare: Je n'apprécie pas beaucoup votre expression «on vous donne une chance». Madame, les 18 députés francophones hors Québec ne sont pas les délégués de votre association. Nous sommes des représentants, des élus du peuple. Nous devons représenter tout le monde dans tous les dossiers. Je prends à coeur le dossier de la francophonie, et je n'aime pas vos commentaires envers tous mes collègues de langue française hors Québec.

Deuxièmement, madame, j'aimerais savoir quelles sont vos attentes envers le commissaire aux langues officielles.

Mme Lanteigne: Nous voulons qu'il respecte le mandat qui lui est confié en tant que commissaire aux langues officielles.

M. Bellemare: Est-ce qu'il ne remplit pas bien son mandat présentement? Est-ce qu'il y a des lacunes présentement? Est-ce qu'il y a des choses qu'il devrait faire et qu'il ne fait pas? Avez-vous des choses à nous suggérer?

Mme Lanteigne: Le dernier Rapport du commissaire, pour nous, a été l'un des plus satisfaisants qui aient jamais été publiés. Si votre Comité et le gouvernement sont prêts à mettre en application les recommandations du commissaire, ce sera déjà un pas de plus dans la bonne direction.

On veut travailler de concert avec le commissaire afin de faire en sorte qu'il soit bien saisi de nos plaintes au sujet de la qualité des services. Son Bureau a entrepris une étude sur les points de services au pays, et on suit cela de très près. Nous donnons aussi notre apport, parce qu'on trouve qu'on est des partenaires intéressants. Je peux vous dire qu'on a eu une excellente collaboration de la part de M. Goldbloom, à tout le moins depuis que je suis en poste, c'est-à-dire depuis juin dernier.

• 1810

M. Godbout: Monsieur Bellemare, pour ce qui est de la timidité, ce n'est pas cela qui est important pour nous, dans nos communautés. Ce ne sont pas non plus les voyages du chef de l'Opposition officielle. Ce qu'on veut, c'est de l'action. Jusqu'à maintenant, toute l'action du gouvernement libéral s'est résumée à une coupure de 5 p. 100 par-dessus une coupure de 10 p. 100 qui avait été annoncée.

C'est malheureux. On donne la chance au coureur, mais le commissaire a fait des recommandations très précises sur des choses...

M. Bellemare: Vous dites que vous donnez la chance au coureur. Je trouve cette expression menaçante.

M. Godbout: Il faut bien avouer que, jusqu'à maintenant, le bilan n'est pas impressionnant.

M. Bellemare: Ne trouvez-vous pas que vous êtes beaucoup plus menacés par les Ringma et les de Savoye que par les députés de langue française de l'Ontario?

M. Godbout: Ce n'est pas une question de menaces, monsieur Bellemare. Ce qu'on vous demande, c'est de nous aider pour faire en sorte que la loi et la Charte soient respectées. C'est simple.

M. Bellemare: Est-ce qu'un député de langue française vous a déjà refusé l'aide que vous lui aviez demandée?

Mr. Bellemare: I don't appreciate your expression "we're giving you a chance" very much. Madam, the 18 French-speaking Members from outside Quebec are not delegates of your association, we are the elected representatives of the people. We have to represent everybody on all issues. I take francophone matters very much to heart, and I do not like your comment about all my French-speaking colleagues outside Quebec.

Second, Madam, I would like to know what you expect from the Commissioner of Official Languages.

Mrs. Lanteigne: We would like him to respect the mandate that he has been given as Commissioner of Official Languages.

Mr. Bellemare: Is he not doing so now? Are there inadequacies at the present time? Are there things he should be doing that he is not doing? Do you have something to suggest?

Mrs. Lanteigne: The most recent report from the Commissioner was in our view one of the most satisfactory ever published. If your Committee and your government are prepared to implement the Commissioner's recommendations, that would already be a step in the right direction.

We want to work along with the Commissioner so that he can be informed of our complaints about the quality of services. His Office has undertaken a study of points of service throughout the country, and we are looking at that very closely. We also contribute input, because we find that we are useful partners. I can tell you that we have had first-rate cooperation from Mr. Goldbloom, at least since I took up my position last June.

Mr. Godbout: Mr. Bellemare, as far as timidity is concerned, that's not something we consider important, in our communities. Nor are we particularly interested in the trips the leader of the Official Opposition makes. What we want is action. The only action the Liberal government has taken thus far has been to cut budgets by an additional 5%, above and beyond the 10% that had already been announced.

We consider that very unfortunate. We have given you a chance, but the fact is, the Commissioner made very specific recommendations in a number of areas—

Mr. Bellemare: You say that you have given us a chance. What you're saying sounds almost like a threat.

Mr. Godbout: Well, you must admit that your record so far is not very impressive.

Mr. Bellemare: Do you not think the Ringmas and de Savoyes of this world pose more of a threat than French-speaking Members of Parliament from Ontario?

Mr. Godbout: We're not talking about threats here, Mr. Bellemare. What we're asking is that you help us to ensure that the laws of Canada and the Charter are complied with. It's as simple as that.

Mr. Bellemare: Has any French-speaking Member of Parliament ever refused to give you the help you were seeking?

[Text]

M. Godbout: En ce moment, tout ce qu'on a, c'est une annonce qu'en 1997-1998, notre appui financier sera réduit de 25 p. 100. C'est cela, le message qu'on a. Je suis d'accord que cela vient de votre appareil gouvernemental, mais il faut que quelqu'un, à un moment donné, mette au pas cet appareil gouvernemental. Cela n'a pas encore été fait. C'est tout ce qu'on veut dire. On veut votre collaboration, on veut travailler avec vous, on veut être des partenaires, on veut participer avec vous à cet élément, on croit en votre bonne volonté, mais en ce moment, le bilan est négatif. On ne peut pas changer le bilan. Il est négatif en ce moment.

On vous demande de nous aider. C'est tout.

M. Bellemare: Êtes-vous le seul organisme à avoir subi des coupures?

M. Godbout: Non, toutes nos communautés ont subi des coupures et l'ont dit au ministre Dupuy. Toutes nos communautés vivent ce qu'on vous présente aujourd'hui. On ne comprend pas et on vous demande une explication. On ne peut pas blâmer le gouvernement précédent. Le gouvernement précédent nous avait déjà administré des coupures de 10 p. 100, et vous en avez ajouté une de 5 p. 100.

Mme Tremblay: Ils étaient contre.

M. Godbout: Pourquoi? On vous demande de prendre le leadership et d'envoyer un message très clair au Québec: le sort des communautés tient à coeur au gouvernement fédéral.

M. Bellemare: J'ai démontré du leadership dans cette lettre-là et je vous ai envoyé une copie de ma lettre. Est-ce que ce n'est pas du leadership, cela?

M. Godbout: C'en est, du leadership, mais la coupure gouvernementale est encore là.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Je passe la parole à M. de Savoye.

M. de Savoye: Cela me fait plaisir de succéder à M. Bellemare. J'avais hâte.

Le commissaire, comme vous l'avez dit, ne manque pas à son devoir. Mais alors qui manque à son devoir? Serait-ce ce gouvernement qui tarde à agir, cela malgré la correspondance de M. Bellemare avec le ministre du Patrimoine canadien? Je ne pense pas que c'est M. Ringma ou M. de Savoye qui menace de couper les budgets. C'est le coureur qui prend des chances.

M. Bellemare: Ce n'est pas de 5 p. 100 que vous voulez couper; c'est de 100 p. 100.

M. de Savoye: On ne savait pas qu'on représentait tant que cela d'un océan à l'autre, mais puisque vous le dites. . .

Je vais me contenter, madame la présidente, parce que l'heure avance et que le sujet est inépuisable, tant par l'intérêt qu'on a pour le sujet que par la qualité des réponses que l'on reçoit. C'est là-dessus que je veux conclure.

J'ai apprécié vos réponses. Elles étaient attentives et articulées. En particulier, la détermination de la Fédération à réaliser ses objectifs en s'appuyant sur le dynamisme de ses communautés est évidemment une attitude fort sage. Mais je tiens à vous assurer que vous trouverez auprès du Bloc québécois un appui proactif absolument respectueux de vos intentions et de vos choix. Je vous remercie.

[Translation]

Mr. Godbout: So far, all we've been given is the announcement that in 1997-98, our financial assistance will be reduced by 25%. That's the only message we've received thus far. I realize that the message is actually coming from the government bureaucracy, but at some point, someone has to bring the government bureaucracy into line. That has not been done yet. That's all we're saying. We want to secure your cooperation, we want to work with you, and we want to be partners; we believe in your goodwill, but at this point, all we can say is that you do not have a very good record. We cannot do anything about that, but that's the reality.

We are asking for your help. That's all.

Mr. Bellemare: Are you the only organization whose funding has been cut?

Mr. Godbout: No, all of our communities have suffered the same fate and have made representations to the Minister, the Honourable Mr. Dupuy. Every single one of them is experiencing the same problems we have related to you today. We don't understand why this is happening, and we are asking for some explanation. The former government cannot be blamed for this. After it had already implemented a 10% cut, you came along and cut funding by a further 5%.

Mrs. Tremblay: And yet they were against it.

Mr. Godbout: Why? We are asking you to assert leadership and send a clear message to Quebec: a message that the federal government really cares about communities like ours.

Mr. Bellemare: I believe I showed leadership in writing that letter, and I even sent you a copy of it. Do you not consider that to be leadership?

Mr. Godbout: Yes, I do, but the government cuts are still in place.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): I will now recognize Mr. de Savoye.

Mr. de Savoye: I am pleased to be taking my turn after Mr. Bellemare. I was getting a little anxious.

As you said, the Commissioner has in no way been remiss in his obligations. But who has, then? Could it be this government that has been reluctant to act, despite the correspondence between Mr. Bellemare and the Minister of Canadian Heritage? I don't believe Mr. Ringma or Mr. de Savoye are the ones threatening budget cuts. Rather, the government is taking a big chance.

Mr. Bellemare: You are not just suggesting a 5% cut; you want to cut them off altogether.

Mr. de Savoye: We didn't realize we were actually representing people from sea to sea, but since you seem to think that's the case. . .

Madam Chairman, since it is getting late and we could go on discussing these matters forever, not only because of our interest in it, but also because of the thoughtful responses we've been given today, I think I will just make one more point before I conclude.

I want you to know that I very much appreciated your answers. They were articulate and to the point. In particular, the Federation's determination to attain its objectives by emphasizing the dynamism of its various communities is, in my view, a very wise approach to take. However, I do want you to know that you can expect proactive support from the Bloc Québécois based on full respect for your specific goals and choices. Thank you.

[Texte]

[Traduction]

M. Bellemare: C'est absurde! Vous brisez le pays!

Mr. Bellemare: How ridiculous! You're the ones trying to break up the country!

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Monsieur Bellemare, s'il vous plaît! Avez-vous des commentaires à faire sur les propos de monsieur de Savoye? Vous pouvez y répondre si vous le voulez. Non?

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): Please, Mr. Bellemare! Do you have any specific comments to make in response to Mr. de Savoye's statement? You may respond, if you wish. No?

Je passe maintenant la parole au sénateur Rivest.

I will therefore give the floor to Senator Rivest.

Le sénateur Rivest: On est bien au Sénat. On n'a presque pas de partis politiques.

Senator Rivest: Things are so much better in the Senate. We practically have no more political parties there.

Le sénateur Beaudoin: On y est très bien. Si on nous écoutait plus. . .

Senator Beaudoin: Things certainly are better. If only people paid more attention to us. . .

Le sénateur Rivest: Ils n'arrêtent pas de se chicaner, eux: C'est ta faute, c'est ma faute. . .

Senator Rivest: All they ever do around here is fight. It's all your fault; no, it's all my fault. . .

• 1815

J'ai une question à poser qui n'est peut-être pas pertinente ici. Vous demandez au gouvernement canadien d'être proactif. Il y a beaucoup de gens qui ont fait bien des choses et il y a beaucoup de gens qui ont de bonnes intentions—le gouvernement actuel en a sans doute de bien bonnes—, mais il reste beaucoup de chemin à faire pour protéger les communautés. Vous nous suggérez des avenues pratiques: les ententes, le fait que le gouvernement fédéral peut donner son point de vue central et ainsi de suite.

I have a question that may not be that relevant here. You are asking the Canadian government to be proactive. Many people have made a positive contribution and I believe there are a lot of people with good intentions—I'm sure the current government is well-intentioned—but we still have a long way to go as far as protecting the communities is concerned. You have suggested some practical options; signing agreements, or the fact that the government does have the right to give its perspective as a central authority, and that sort of thing.

Dans la francophonie au Canada, il y a un acteur qui n'est ni le gouvernement fédéral, ni le Bloc québécois, ni le Parti réformiste, ni les lettres de M. Bellemare. Le gouvernement du Québec, à part ce qu'il a à faire pour ses propres affaires, a aussi du chemin à faire là-dedans. Il a certainement une contribution particulière à apporter. J'ai dit tout à l'heure qu'il avait eu bien des travers, mais en deux mots, que désireriez-vous que le gouvernement du Québec, quel qu'il soit, fasse pour appuyer les communautés?

As far as francophones in Canada are concerned, there is one player we haven't mentioned, and it's neither the federal government, the Bloc Québécois, the Reform Party or Mr. Bellemare and his letters. Aside from what it has to do to look after its own affairs, the government of Quebec also has a long way to go in terms of providing support. I believe it has a special contribution to make in this area. I said earlier that it certainly had many faults, but briefly can you tell us exactly what you would like to Quebec government to do to support the communities?

Mme Lanteigne: En avril 1993, vu qu'on était entre des débats constitutionnels et qu'on pensait pouvoir attirer l'attention, la Fédération a déposé à l'Assemblée nationale du Québec une politique de rapprochement entre le Québec et nos communautés francophones et acadiennes, en soulignant huit axes de développement. On ne va pas quêter. On veut que les Québécois et les Québécoises sachent qui on est et ce qu'on a, mais on est aussi intéressés à créer un partenariat avec le Québec et à profiter de son expertise à tous les niveaux. On veut aussi que le Québec ait une politique face à nos communautés.

Mrs. Lanteigne: In April of 1993, because there was constitutional debate going on and we thought we could attract some attention, the Federation tabled before the Quebec National Assembly a policy of *rapprochement* between Quebec and Canada's francophone and Acadian communities, which contained eight main thrusts for development. We do not intend to beg. We want the men and women of Quebec to know who we are and what we are, but we are also interested in establishing a partnership with Quebec and taking advantage of its expertise at every level. We would also like the province of Quebec to develop a policy on relations with our communities.

Vous savez qu'on a déjà un bureau au Québec. La Fédération assure le lien avec le gouvernement en place, avec les instances et les organismes du Québec. On a exprimé de l'intérêt pour que cela continue et se développe, avec une politique. Une telle politique ne devrait pas changer au gré de la bonne volonté des politiciens ou des fonctionnaires. C'est le processus dans lequel on est à l'heure actuelle. L'Opposition officielle du Québec et le gouvernement ont été saisis de cela, comme les autres partis de l'Assemblée nationale du Québec.

As you know, we already have an office in Quebec. The Federation maintains links with the government in power, as well as with government officials and Quebec organizations. We have expressed an interest in seeing those links not only maintained but strengthened, through the development of an official policy. Such a policy could not be changed at the whim of a politician or government official. That is the process we are currently are working on. The official opposition in Quebec as well as the current government and other parties represented in the Quebec National Assembly have been made aware of that process.

[Text]

Le sénateur Rivest: Je reviens aux ententes Canada-communautés dont vous parlez. J'ai élargi cela en ajoutant les provinces. Dans bien des domaines, entre autres l'éducation, si vous réussissiez à conclure une entente Canada-communautés-province de la Saskatchewan pour l'éducation, il faudra quasiment que le Québec soit invité, ne serait-ce que pour fournir des professeurs et de l'expertise technique afin que cette entente puisse fonctionner. Cela se ferait en-dehors des programmes réguliers que le gouvernement du Québec peut avoir face à cela. Il n'y a pas moyen de corriger ces chiffres d'une façon significative et responsable au Canada sans qu'il y ait une volonté politique—vous l'avez bien dit—et sans que le gouvernement fédéral ramasse ses morceaux et favorise la promotion de la dualité linguistique et, en l'occurrence, de la francophonie. Il doit mettre les gouvernements provinciaux dans le coup, mais garder le Québec toujours disponible. Ce n'est pas lui qui va dire quoi faire aux gens. Ce qui se passe en Ontario, en Alberta, etc. n'est pas de ses affaires, mais ses ressources et ses moyens francophones devraient toujours être mis à contribution.

Je pense qu'il y aurait moyen que le gouvernement du Québec soit associé à cela, parce qu'il est toujours embêtant pour le gouvernement du Québec de donner des conseils, car il a ses propres intérêts constitutionnels. Vous avez vu ce qui est arrivé dans la cause *Mahé*. Il ne faut plus que ce genre de chose se reproduise, mais si le Québec est *part of the process*, comme on dit en anglais, de tout ce qui se fait pour la francophonie, on va éviter un paquet de problèmes et on va contribuer à changer ces chiffres-là.

Mme Lanteigne: On veut que le gouvernement du Québec adopte une politique définie à cet égard. Il y a déjà beaucoup d'ententes, par exemple au sujet des contingentements universitaires et des cours qui ne sont pas offerts, mais il y a du progrès à faire. Je pense que le Québec le sait. Il faut que, de son côté, il ait une politique sur laquelle on pourra toujours compter.

Le sénateur Rivest: Merci, madame.

M. Godbout: Dans la politique de rapprochement avec le Québec, il y a un axe qui s'appelle «les ententes Québec-communautés» qui touche justement ce point-là.

Je dois vous dire cependant que cela fait plus d'un an que le texte de rapprochement a été déposé à l'Assemblée nationale et qu'on attend toujours une réponse du gouvernement du Québec. Là aussi, l'impatience se fait sentir.

• 1820

Le sénateur Rivest: Appelez M. Parizeau, et il va poser une question. Je vais les appeler, moi aussi.

M. Godbout: Merci.

Mr. Allmand: I want you to know that as a government member I fully appreciate your unhappiness with the cuts that were administered to you. Alliance Quebec has the same cuts. None of us are happy with these cuts. We have members of Parliament in caucus whose military bases were totally cut, and the economic base of their communities was taken away.

[Translation]

Senator Rivest: I would like to get back to the idea of agreements between Canada and the communities. I extended it even further by adding the provinces. In a great many areas, including education, if you were able to negotiate an agreement between the Government of Canada, the communities and the province of Saskatchewan on educational matters, it seems to me you would almost have to get Quebec involved, if only to provide the necessary teachers and technical expertise to make the agreement work. I guess this would be outside of the regular programs the government of Quebec may have in that area. I don't think there's any responsible way of changing those figures to any extent unless there is the political will to do so—and you yourself pointed this out—and unless the federal government is prepared to pick up the pieces and foster the promotion of linguistic duality and, in this case, all francophone communities. It must get the provincial governments involved, while at the same time ensuring that Quebec remains available. The federal government will not be telling people what to do, however. What goes on in Ontario, Alberta or elsewhere does not concern it, but at the same time, its resources and any francophone expertise it may have should be used wherever possible.

I think it would be possible to get the Quebec government involved in this kind of initiative, because it's always difficult for the government of Quebec to give advice, because it has to look after its own constitutional interests. You saw what happened with the *Mahé* case. We certainly don't want a repetition of that, but if Quebec is part of the process, when it comes to dealing with francophone issues, we may well be able to avoid a great many problems and actually change those figures.

Mrs. Lanteigne: We would like the Quebec government to adopt a clear policy in this area. There are already a great many agreements in place—for instance, with respect to university quotas and courses that are not offered, but there is still room for improvement. I believe Quebec is aware of that. It must develop a policy that we can really depend on.

Senator Rivest: Thank you.

Mr. Godbout: As regards your policy of *rapprochement* with Quebec, one of the thrusts of this policy concerns Quebec-community agreements, which relates to the very point you were just raising.

I want you to know, however, that our policy of *rapprochement* was tabled with the National Assembly over a year ago and we are still waiting for an answer from the Quebec government. There, too, there is a certain amount of impatience.

Senator Rivest: Call Mr. Parizeau, and get him to question them about it. I'll give them a call as well.

Mr. Godbout: Thank you.

M. Allmand: Je tiens à vous dire qu'en tant que membre de la majorité, je comprends très bien votre mécontentement face aux réductions qui vous ont été imposées. Alliance Québec a subi le même sort que vous. Aucun d'entre nous n'est content de cet état de choses. Dans notre caucus, nous avons des députés dont les bases militaires ont été complètement éliminées, la base économique de leur communauté s'en trouvant du même coup supprimée.

[Texte]

The problem is that as government members we're faced with a population telling us to control the deficit, cut expenditures, decrease taxes, lower the rate of inflation and lower the interest rate, yet maintain certain services. It's a difficult balancing job, and any government would have this problem, whether a Parti Québécois government in Quebec or an NDP government in Ontario that is a left-of-centre government.

As far as I'm concerned, many of us are fighting and will continue to right to rebalance that balance sheet, because I agree with many of the things you say. If we have a law, we have to respect the law. I appreciate your message. We will be passing on this message to our ministers and to other colleagues in our caucus.

Before the budget many of us heard rumours that there could be cuts to the linguistic community associations, and we campaigned against that at that time. The budget came out and some things were cut that we approved of and some things were cut that we didn't like, but we have to balance it off.

I can assure you that you've made some good points today. If you say the balance sheet is down at this time, by next year when you come back we'll make sure the balance sheet is balanced. As far as I'm concerned, your message is not falling on fallow ground.

M. Godbout: Je peux dire que la lettre de M. Martin nous appuie à ce niveau-là. Le ministre avait le choix de faire ses coupures ailleurs.

M. Allmand: Oui, oui.

M. Godbout: Comment peut-il les appliquer contre les plus démunis? Essentiellement, le gouvernement a des responsabilités législatives dont il doit s'acquitter. En ce moment, il ne s'en acquitte pas.

Il y a une chose qui s'appelle le réaménagement de budget. On pourrait brasser les enveloppes budgétaires pour assurer à nos communautés au moins le pourcentage des budgets qui correspond à leur pourcentage au sein de la population canadienne.

M. Allmand: Je vous entends.

M. Godbout: Seulement cela nous donnerait des sommes absolument incroyables. Il y a une question d'injustice. On ne peut pas employer des arguments économiques pour justifier l'injustice. Je pense que vous êtes d'accord avec moi.

M. Allmand: Je suis d'accord. Depuis plusieurs années, la communauté anglophone du Québec reçoit moins, en proportion, que beaucoup d'autres communautés au Canada. Je suis complètement d'accord.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Ceci termine la période des questions. Nous vous remercions d'avoir répondu aux questions de façon très ouverte. Nous prenons note de toutes vos suggestions et nous en discuterons.

[Traduction]

Le problème, c'est qu'en tant que membres du parti ministériel, nous constatons que la population nous dit sans arrêt de contrôler le déficit, de réduire les dépenses, de diminuer les impôts, de baisser le taux d'inflation et de réduire les taux d'intérêt, tout en maintenant certains services. Il n'est pas facile d'équilibrer toutes ces priorités, et tout gouvernement aurait autant de mal que le nôtre, qu'on parle du Parti québécois au Québec ou du gouvernement néo-démocrate en Ontario, qui est plutôt un gouvernement de gauche.

Personnellement, je pense que beaucoup d'entre nous vont poursuivre la lutte et essayer d'établir l'équilibre voulu, car je suis tout à fait d'accord avec une bonne partie de ce que vous avez dit aujourd'hui. Si nous disposons d'une loi, il faut bien qu'on la respecte. Je comprends très bien votre message. Nous allons d'ailleurs le transmettre à nos ministres et à nos collègues du caucus libéral.

Avant le dépôt du budget, bon nombre d'entre nous avions entendu dire que les budgets des associations de communautés linguistiques seraient réduits, et nous avons donc exercé des pressions pour éviter que cela ne se fasse. Quand le budget a enfin été déposé, il contenait certaines réductions qui nous semblaient appropriées, et d'autres qui nous le semblaient moins, mais il faut toujours songer à l'équilibre à atteindre.

Je vous assure que vous avez avancé de très bons arguments aujourd'hui. Si vous dites que le bilan est plutôt négatif pour l'instant, eh bien, d'ici l'année prochaine, nous allons nous assurer qu'il soit de nouveau positif. En ce qui me concerne, votre message ne tombe pas dans l'oreille d'un sourd.

Mr. Godbout: I must say Mr. Martin's letter supports our arguments, as far as that goes. The Minister certainly had the option of making cuts elsewhere.

Mr. Allmand: Yes.

Mr. Godbout: How can he make cuts like that to the most disadvantaged groups? The fact is, the government has legislative obligations that it must honour. And right now, it is not honouring them.

We all know there's something called budget realignment. Changes could be made to current budget envelopes so as to guarantee to our communities at least that percentage of overall funding that corresponds to their representation in the Canadian population as a whole.

Mr. Allmand: I hear what you're saying.

Mr. Godbout: Except that that would give us access to incredible amounts of money. That raises the problem of unfairness. Economic arguments cannot be used to justify unfairness. I'm sure you would agree with me on that point.

Mr. Allmand: Yes, I do agree. For a number of years now, the Quebec anglophone community has been receiving less in terms of percentages than many other communities in Canada. So, I fully agree with you.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): That concludes our question period today. I want to thank you for being so frank in answering Members' questions. We have taken note of all your suggestions and we'll be discussing them further.

[Text]

Nous désirons aussi vous dire que s'il y avait lieu d'avoir une autre rencontre, nous serions ouverts à toute discussion qui pourrait contribuer aux délibérations et aux recommandations de ce Comité.

Mme Lanteigne: On désire vous remercier d'avoir passé de nombreuses heures à nous écouter et à discuter avec nous. C'est une première rencontre. On va suivre avec intérêt ce que votre Comité va faire. On a certainement l'intention de revenir. Soyez sans crainte. Merci beaucoup.

• 1825

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Je demanderais aux membres du Comité de demeurer ici pendant quelques minutes. M. Ringma désire faire avis d'une motion à discuter lors de la prochaine rencontre. Monsieur Ringma.

Mr. Ringma: Given that the government has changed the rules in committee and has said to the standing committees that we can look ahead and get the information on budgets and the estimates in to the committees in fiscal 1995-96, i.e., next year, but the government says we must do this before the House rises on June 23, I am asking that we debate a motion next week that says, in effect, that given all the ministries of the government, the crown corporations, and so on, it is moved that this committee request the above-mentioned ministries and all agents and crown corporations to provide to this committee all such expenditure plans and priorities related to official languages policies and programs by no later than June 13, this year.

This is for next year's information, which would give us visibility as a committee. In effect, it means we would be doing the same as the other standing committees, so I understand.

Mr. Allmand: Are we going to get a copy, so it can be distributed?

Mr. Ringma: I'm going to give this copy to the chairman.

Mr. Allmand: It's just a notice today.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): This is a notice of motion. This motion will be debated at the next meeting, which will be next Wednesday, if my memory is right.

Mr. Ringma: This is just a notice today. It will be debated on June 2.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): I'm adjourning the meeting.

[Translation]

We also want you to know that if another meeting seems necessary, we are perfectly prepared to engage in further discussion, if it would contribute to the Committee's consideration of this issue and its recommendations.

Mrs. Lanteigne: We would like to thank you for spending so many hours listening to our views and discussing these issues with us. This is only a first meeting. We will obviously be following the committee's work with great interest. Rest assured that we have every intention of paying you another visit. Thank you very much.

The Joint Chair (Mrs. Ringuette-Maltais): I would ask committee members to remain for a few moments as Mr. Ringma would like to give notice of a motion to be discussed at our next meeting. Mr. Ringma.

M. Ringma: Comme le gouvernement a changé les règles de procédure des comités et qu'il permet désormais aux comités permanents de songer dès maintenant à l'avenir et d'obtenir l'information budgétaire et les prévisions pour l'année financière 1995-1996—c'est-à-dire l'année prochaine—mais ce, avant l'ajournement de la Chambre le 23 juin, je demande que le comité étudie la semaine prochaine une motion par laquelle il demandera à tous les ministères fédéraux, à tous les mandataires et à toutes les sociétés de la Couronne de lui fournir tous leurs plans de dépenses et la liste de leurs priorités relativement aux politiques et aux programmes de langues officielles d'ici le 13 juin 1994.

Il s'agirait évidemment d'informations pour l'année financière qui vient, ce qui donnerait au comité une certaine visibilité. D'après ce que j'ai pu comprendre, nous ferions simplement ce que les autres comités permanents ont déjà fait.

M. Allmand: Va-t-on faire faire des copies, afin qu'on puisse les distribuer aux membres?

M. Ringma: Je vais donner ma copie à la présidente.

M. Allmand: Donc pour l'instant, vous vous contentez de nous donner un avis.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Oui, il s'agit d'un simple avis de motion. La motion proprement dite fera l'objet d'un débat lors de la prochaine réunion, qui se tiendra mercredi prochain, si ma mémoire est bonne.

M. Ringma: Oui, je vous donne simplement un avis de motion pour l'instant. Nous allons la débattre le 2 juin.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): La séance est donc levée.



If undelivered, return COVER ONLY to:
Canada Communication Group — Publishing
45 Sacré-Coeur Boulevard,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Groupe Communication Canada — Édition
45 boulevard Sacré-Coeur,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

WITNESSES

From Fédération des communautés francophones et acadiennes du Canada:

Claire Lanteigne, President;
Marc Godbout, General Director;
François Boileau, Legal Counsel;
Roger Lavoie, Research Officer.

TÉMOINS

De la Fédération des communautés francophones et acadiennes du Canada:

Claire Lanteigne, présidente;
Marc Godbout, directeur général;
François Boileau, conseiller juridique;
Roger Lavoie, agent de recherche.

The Speaker of the House hereby grants permission to reproduce this document, in whole or in part, for use in schools and for other purposes such as private study, research, criticism, review or newspaper summary. Any commercial or other use or reproduction of this publication requires the express prior written authorization of the Speaker of the House of Commons.

If this document contains excerpts or the full text of briefs presented to the Committee, permission to reproduce these briefs in whole or in part, must be obtained from their authors.

Available from Canada Communication Group — Publishing,
Public Works and Government Services Canada,
Ottawa, Canada K1A 0S9

Le Président de la Chambre des communes accorde, par la présente, l'autorisation de reproduire la totalité ou une partie de ce document à des fins éducatives et à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé de journal. Toute reproduction de ce document à des fins commerciales ou autres nécessite l'obtention au préalable d'une autorisation écrite du Président.

Si ce document renferme des extraits ou le texte intégral de mémoires présentés au Comité, on doit également obtenir de leurs auteurs l'autorisation de reproduire la totalité ou une partie de ces mémoires.

En vente: Groupe Communication Canada — Édition,
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada,
Ottawa, Canada K1A 0S9

SENATE
HOUSE OF COMMONS
Issue No. 7

Wednesday, June 1, 1994
Thursday, June 2, 1994

Joint Chairs:

The Honourable Gerald Ottenheimer, Senator
Pierrette L. Ringuette-Maltais, M.P.

SÉNAT
CHAMBRE DES COMMUNES
Fascicule n° 7

Le mercredi 1^{er} juin 1994
Le jeudi 2 juin 1994

Coprésidents:

L'honorable Gerald Ottenheimer, sénateur
Pierrette L. Ringuette-Maltais, députée

*Minutes of Proceedings and Evidence of the Standing Joint
Committee of the Senate and of the House of Commons on*

*Procès-verbaux et témoignages du Comité mixte permanent
du Sénat et de la Chambre des communes des*

Official Languages

Langues officielles

RESPECTING:

Wednesday, June 1, 1994

Annual Report 1992-93
Official Languages
Heritage Canada

Thursday, June 2, 1994

Pursuant to Standing Order 108(4)(b), a review of Official
Languages policies and programmes of the Department of
Agriculture and Agri-Food

CONCERNANT:

Le mercredi 1^{er} juin 1994

Rapport annuel 1992-1993
Langues officielles
Patrimoine canadien

Le jeudi 2 juin 1994

Conformément à l'article 108(4)(b) du Règlement, un examen
des politiques et des programmes de langues officielles du
ministère de l'Agriculture et de l'Agro-alimentaire

APPEARING:

Wednesday, June 1, 1994

Hon. Michel Dupuy
Minister of Canadian Heritage

Thursday, June 2, 1994

The Hon. Ralph Goodale
Minister of Agriculture and Agri-Food

COMPARAÎT:

Le mercredi 1 juin 1994

L'hon. Michel Dupuy
Ministre du Patrimoine canadien

Le jeudi 2 juin 1994

L'hon. Ralph Goodale
Ministre de l'Agriculture et de
l'Agro-alimentaire

WITNESSES:

(See back cover)

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)



STANDING JOINT COMMITTEE OF THE SENATE AND OF
THE HOUSE OF COMMONS ON OFFICIAL LANGUAGES

Joint Chairs: The Honourable Gerald Ottenheimer, Senator
Pierrette L. Ringuette-Maltais, M.P.

Joint Vice-Chairs: Warren Allmand
Pierre de Savoye

Representing the Senate:

The Honourable Senators

Eymard Corbin
Jean-Claude Rivest—(3)

Representing the House of Commons:

Members

Eugène Bellemare
Don Boudria
Dan McTeague
Bob Ringma—(7)

Associate Member

Suzanne Tremblay

(Quorum 6)

Jacques Lahaie

Serge Pelletier

Joint Clerks of the Committee

COMITÉ MIXTE PERMANENT DU SÉNAT ET DE LA
CHAMBRE DES COMMUNES DES LANGUES OFFICIELLES

Coprésidents: L'honorable Gerald Ottenheimer, sénateur
Pierrette L. Ringuette-Maltais, députée

Vice-coprésidents: Warren Allmand
Pierre de Savoye

Représentant le Sénat:

Les honorables sénateurs

Eymard Corbin
Jean-Claude Rivest—(3)

Représentant la Chambre des communes:

Membres

Eugène Bellemare
Don Boudria
Dan McTeague
Bob Ringma—(7)

Membre associé

Suzanne Tremblay

(Quorum 6)

Les cogreffiers du Comité

Jacques Lahaie

Serge Pelletier

PROCÈS-VERBAUX**LE MERCREDI 1^{er} JUIN 1994**

(9)

[Texte]

Le Comité mixte permanent des langues officielles se réunit aujourd'hui, à 16 h 44, dans la pièce 307 de l'édifice de l'Ouest, sous la présidence de Pierrette Ringuette-Maltais (*coprésidente*).

Membres du Comité présents

Représentant le Sénat: Eymard Corbin, Jean-Claude Rivest.

Représentant la Chambre des communes: Eugène Bellemare, Don Boudria, Bob Ringma, Pierrette L. Ringuette-Maltais.

Membre suppléant présent: Suzanne Tremblay pour Pierre de Savoye.

Aussi présente: Du Service de recherche de la Bibliothèque du Parlement: Françoise Coulombe, attachée de recherche.

Comparait: L'hon. Michel Dupuy, ministre du Patrimoine canadien.

Témoins: Du ministère du Patrimoine canadien: Marc Rochon, sous-ministre; Roger Collet, sous-ministre adjoint, Citoyenneté et programme d'identité canadienne; Lyette Doré, Directrice générale, Programmes d'appui aux langues officielles.

Conformément à son mandat en vertu de l'article 108(4)b) du Règlement, étude des politiques et programmes des langues officielles.

La présidence déclare irrecevable le projet de motion de Bob Ringma concernant la demande que le comité étudie les priorités et les plans relatifs aux dépenses pour l'année financière à venir de l'ensemble des ministères et sociétés d'État conformément à l'article 81(7) du Règlement de même qu'en vertu de l'article 108(4)b) du Règlement.

Bob Ringma propose, — Que la décision de la présidence soit renversée.

Puis le résultat du vote est annoncé:

POUR 2; CONTRE 2.

Sur quoi, la présidente donne un vote négatif.

La motion est donc rejetée.

Le ministre du Patrimoine canadien fait une déclaration et, avec les témoins, répond aux questions.

À 17 h 22, le Comité s'ajourne jusqu'à nouvelle convocation de la présidence.

LE JEUDI 2 JUIN 1994

(10)

Le Comité mixte permanent des langues officielles se réunit aujourd'hui, à 15 h 32, dans la pièce 112-N de l'édifice du Centre, sous la présidence de Pierrette Ringuette-Maltais (*coprésidente*).

Membres du Comité présents

Représentant le Sénat: Eymard Corbin, Jean-Claude Rivest.

Représentant la Chambre des communes: Warren Allmand, Eugène Bellemare, Don Boudria, Dan McTeague, Pierrette L. Ringuette-Maltais.

MINUTES OF PROCEEDINGS**WEDNESDAY, JUNE 1, 1994**

(9)

[Translation]

The Standing Joint Committee on Official Languages met at 4:44 o'clock p.m. this day, in Room 307, West Block, the Joint Chair, Pierrette Ringuette-Maltais, presiding.

Members of the Committee present

Representing the Senate: Eymard Corbin, Jean-Claude Rivest.

Representing the House of Commons: Eugène Bellemare, Don Boudria, Bob Ringma, Pierrette L. Ringuette-Maltais.

Acting Member present: Suzanne Tremblay for Pierre de Savoye.

In attendance: From the Research Branch of the Library of Parliament: Françoise Coulombe, Research Officer.

Appearing: Hon. Michel Dupuy, Minister of Canadian Heritage.

Witnesses: From the Department of Canadian Heritage: Marc Rochon, Deputy Minister; Roger Collet, Assistant Deputy Minister, Citizenship and Canadian Identity; Lyette Doré, Director General, Official Languages Support Branch.

Pursuant to Standing Order 108(4)(b), the Committee considered the Official Languages policies and programmes.

The Chair ruled out of order the motion proposed by Bob Ringma, that the Committee consider expenditure plans and priorities in future fiscal year of the departments and Crown corporations, pursuant to Standing Orders 87(1) and 108(4)(b).

Bob Ringma moved, — That the ruling of the Chair be rejected.

And the result of the vote having been announced:

YEAS, 2; NAYS, 2.

Whereupon, the Chair vote in the negative.

Accordingly, the motion is negatived.

The Minister of Canadian Heritage made a statement and, with the witnesses, answered questions.

At 5:22 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

THURSDAY, JUNE 2, 1994

(10)

The Standing Joint Committee on Official Languages met at 3:32 o'clock p.m. this day, in Room 112-N, Centre Block, the Joint Chair, Pierrette Ringuette-Maltais, presiding.

Members of the Committee present

Representing the Senate: Eymard Corbin, Jean-Claude Rivest.

Representing the House of Commons: Warren Allmand, Eugène Bellemare, Don Boudria, Dan McTeague, Pierrette L. Ringuette-Maltais.

Membres suppléants présents: Gaston Péloquin pour Pierre de Savoye, Jim Silye pour Bob Ringma.

Autre membre présent: Sénateur Gérald Beaudoin.

Aussi présente: Du Service de recherche de la Bibliothèque du Parlement: Françoise Coulombe, attachée de recherche.

Comparent: L'hon. Ralph Goodale, ministre de l'Agriculture et de l'Agro-alimentaire

Témoins: Du ministère de l'Agriculture et de l'Agro-alimentaire: Yvon Martel, Directeur général, Région de l'est, Direction de la recherche; Larry Hillier, Directeur général, Région de l'Ontario, Direction générale de la production et de l'inspection des aliments; Gilles Lavoie, Directeur général, Direction des services à l'industrie agricole, Direction générale des services à l'industrie et aux marchés; Rod Ballantyne, Directeur général, Direction générale des ressources humaines; Claude Desrochers, Directeur, Division des langues officielles, Direction générale des ressources humaines.

Conformément à son mandat établi en vertu de l'article 108(4)b) du Règlement, un examen des politiques et des programmes de langues officielles du ministère de l'Agriculture et de l'Agro-alimentaire.

Le ministre de l'Agriculture et de l'Agro-alimentaire fait une déclaration et, avec les témoins, répond aux questions.

À 16 h 38, le Comité ajourne jusqu'à nouvelle convocation de la présidence.

Acting Members present: Gaston Péloquin for Pierre de Savoye; Jim Silye for Bob Ringma.

Other Member present: Senator Gérald Beaudoin.

In attendance: From the Research Branch of the Library of Parliament: Françoise Coulombe, Research Officer.

Appearing: Hon. Ralph Goodale, Minister of Agriculture and Agri-Food.

Witnesses: From the Department of Agriculture and Agri-Food: Yvon Martel, Director General, Eastern Region, Research Branch; Larry Hillier, Director General, Ontario Region, Production and Inspection Branch; Gilles Lavoie, Director General, Agricultural Industry Directorate, Market and Industry Services Branch; Rod Ballantyne, Director General, Human Resources Branch; Claude Desrochers, Director, Official Languages Division, Human Resources Branch.

Pursuant to Standing Order 108(4)(b), the Committee considered Official Languages policies and programmes of the Department of Agriculture and Agri-Food.

The Minister of Agriculture and Agri-Food made a statement and, with the witnesses, answered questions.

At 4:38 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

Le cogreffier du Comité

Jacques Lahaie

Jacques Lahaie

Joint Clerk of the Committee

[Texte]

[Traduction]

EVIDENCE

TÉMOIGNAGES

[Recorded by Electronic Apparatus]

[Enregistrement électronique]

Wednesday, June 1, 1994

Le mercredi 1^{er} juin 1994

• 1644

La coprésidente (Mme Ringuette—Maltais): À l'ordre!**The Joint Chairman (Mrs. Ringuette—Maltais):** Order, please.

Je vais commencer par m'excuser. C'est la deuxième fois. J'espère qu'il n'y en aura pas une troisième.

I will begin by giving you my apologies. This is the second time. I hope there won't be a third.

Le premier sujet à l'ordre du jour est l'avis de motion que M. Ringma nous a présenté. Monsieur Ringma, j'ai regardé votre avis de motion et la motion elle-même. Cette motion est basée sur le nouveau paragraphe 81(7) du Règlement qui se lit comme suit:

The first item on the agenda is the notice of motion submitted by Mr. Ringma. Mr. Ringma, I have reviewed your notice of motion as well as the motion itself. This motion is based on the new Standing Order 81(7) which reads as follows:

• 1645

(7) Lorsque le budget des dépenses principal est renvoyé à un comité permanent, celui-ci est habilité à examiner les plans et priorités des ministères et organismes dont il examine le budget, pour les années financières futures, et à faire rapport à ce sujet.

(7) When main estimates are referred to a standing committee, the committee shall also be empowered to consider and report upon the expenditure plans and priorities in future fiscal years of the departments and agencies whose main estimates are before it.

Les crédits budgétaires ont été renvoyés aux comités parlementaires le 24 février dernier. Ce Comité a reçu le crédit 25 du Conseil privé, c'est-à-dire le budget des dépenses du commissaire aux langues officielles. Les crédits des autres ministères ont été renvoyés aux divers comités permanents concernés.

The estimates were referred to parliamentary committees on February 24. Vote 25, that is the estimates for the Commissioner of Official Languages, was referred to this Committee. The votes for other departments were referred to the various standing committees responsible for them.

Selon le paragraphe 81(7) du Règlement, ce Comité n'a pas l'autorité d'examiner les crédits des ministères qui ont été renvoyés à d'autres comités permanents. Cette disposition du Règlement est très spécifique et constitue un cadre d'étude précis des subsides selon des modalités particulières.

Under Standing Order 81(7), this Committee is not authorized to review the votes of departments that have been referred to other standing committees. This provision of the Standing Orders is quite specific and provides a definite framework for reviewing estimates according to specific rules.

Je comprends l'intention du député. Toutefois, je ne peux accepter sa motion pour les raisons mentionnées.

I understand what the Honourable Member is trying to do, but I cannot accept his motion for the aforementioned reasons.

En ce qui concerne le crédit 25 pour les langues officielles, on a déjà reçu le commissaire et on lui a indiqué qu'il était possible qu'on lui demande de revenir devant le Comité. Si les membres de ce Comité jugent à propos de demander au commissaire de revenir dans les plus brefs délais pour étudier le crédit budgétaire 25, à ce moment-là, on pourra en faire l'étude plus détaillée pour M. Ringma.

With respect to vote 25 on official languages, we have already heard the Commissioner and we have told him that we might possibly ask him to come back before us. If committee members think we should ask the Commissioner to come back as soon as possible to help us in our review of vote 25, we could then get into a more thorough examination in order to satisfy Mr. Ringma.

Monsieur Ringma, je regrette, mais nous ne pouvons accepter votre motion.

I am sorry, Mr. Ringma, but your motion is not in order.

M. Ringma (Nanaïmo—Cowichan): May I reply en anglais? Comme c'est assez compliqué, je préfère m'exprimer en anglais.

Mr. Ringma (Nanaimo—Cowichan): May I reply in English? As this is fairly complicated, I would prefer to speak in English.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette—Maltais): Okay.

La coprésidente (Mme Ringuette—Maltais): D'accord.

Mr. Ringma: First of all, I believe I'm correct in saying that the rules do not require me to give the whole text of the motion in advance; that all I have to do is say here's the intent of the motion. Is that correct?

M. Ringma: Tout d'abord, je crois avoir raison de dire que le Règlement ne m'oblige pas à vous soumettre le texte intégral de la motion à l'avance; je suis simplement tenu d'expliquer l'intention de ma motion. Ai-je bien raison?

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette—Maltais): Yes.

La coprésidente (Mme Ringuette—Maltais): Oui.

Mr. Ringma: The second point is that having done a little bit more work on this, I guess, I would have to agree that if you're arguing that 81(7) does not apply in this case, I can go along with that and say, yes, 81(7) perhaps does not apply.

M. Ringma: Ensuite, après avoir examiné la chose d'un peu plus près, je dois sans doute convenir avec vous que le paragraphe 81(7) du Règlement ne s'applique peut-être pas dans le cas qui nous occupe.

[Text]

[Translation]

However, under Standing Order 108(4)(b) this committee has the mandate to review and report on official languages and policies. Therefore, under that section, Madam President, I would move that this committee request all of the departments listed in my original proposal, including crown corporations, to provide this committee with all such expenditures and plans and priorities related to official languages and programs by the dates no later than June 13 so that we can meet the intent of the other standing order, that all of this be done before this committee, before the House rises on June 23.

So just to continue within it—

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette—Maltais): Do you want to have another motion then, Mr. Ringma?

Mr. Ringma: Well, yes, I would like to maintain that the motion still apply but under a different standing order. It would be under Standing Order 108(4)(b) rather than the one originally quoted.

• 1650

We can provide the text to you,
si vous le voulez. Cela, c'est modifié.

Le sénateur Corbin (Grand-Sault): Permettriez-vous qu'on fasse la lecture de l'alinéa 108(4)(b) pour qu'on sache de quoi on parle?

La coprésidente (Mme Ringuette—Maltais): Oui, c'est ce que j'aimerais faire.

Le sénateur Corbin: Au Sénat, nous avons des dispositions différentes.

M. Ringma: Nous aussi, aux Communes.

La coprésidente (Mme Ringuette—Maltais): L'alinéa 108(4)(b) se lit comme suit: [le mandat du Comité mixte permanent]

b) des langues officielles comprend notamment l'étude des politiques et des programmes de langues officielles, y compris les rapports annuels du Commissaire aux langues officielles qui sont réputés déferés en permanence au Comité dès qu'ils sont déposés sur le Bureau, et la présentation de rapports à ce sujet;

En réalité, on parle de l'étude du rapport annuel. On ne parle pas de l'étude des crédits budgétaires du commissaire.

M. Boudria (Glengarry—Prescott—Russell): Madame la présidente, je m'excuse de vous avoir écoutée parler à voix basse avec le greffier. Je pense que vous avez très bien saisi l'argument.

First of all, the motion that's before the House says something like this: that this committee shall also be empowered to consider and report upon expenditure plans and priorities in future years in the standing committee.

Regardless of what standing order it is under, to report under the expenditure plan is something that no Standing Order that is there, not even Standing Orders 108(2) or 108(4) if you want to be specific to that committee, gives us. Under Standing Order 108(1):

Cependant, aux termes de l'alinéa 108(4) b) du Règlement, notre comité a le mandat d'étudier les politiques de langues officielles et d'en faire rapport. Aussi, madame la présidente, je propose, aux termes de cette disposition, que le comité demande à tous les ministères énumérés dans ma proposition initiale, y compris les sociétés de la Couronne, de lui fournir tous leurs plans de dépenses et de lui faire part de leurs priorités, en matière de programmes et de politiques touchant les langues officielles, avant le 13 juin, pour que nous puissions satisfaire aux exigences de l'autre disposition du Règlement, qui prévoit que le comité doit s'acquitter de tous ses travaux à cet égard au plus tard quand la Chambre s'ajournera le 23 juin.

Alors nous pourrions simplement poursuivre. . .

La coprésidente (Mme Ringuette—Maltais): Voulez-vous donc proposer une autre motion, monsieur Ringma?

M. Ringma: Eh bien, je voudrais que la motion soit maintenue, mais en vertu d'une autre disposition du Règlement. L'alinéa 108(4) b) remplacerait la disposition citée dans la motion initiale.

Nous pouvons vous fournir le texte,
if you so wish. That is the amended text.

Senator Corbin (Grand-Sault): Would you allow a reading of Standing Order 108(4)(b), so that we know what we're talking about?

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette—Maltais): Yes, I would be happy to.

Senator Corbin: We have different provisions in the Senate.

Mr. Ringma: So do we, in the House.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette—Maltais): Standing Order 108(4)(b) reads as follows: [the mandate of the Standing Joint Committee]

(b) on Official Languages shall include, among other matters, the review of and report on official languages policies and programs including Reports of the Commissioner of Official Languages, which shall be deemed permanently referred to the Committee, immediately after they are laid upon the Table.

In fact, this Standing Order provides for the review of the Annual Report. No mention is made of reviewing the estimates for the Commissioner.

Mr. Boudria (Glengarry—Prescott—Russell): Madam Chairman, I apologize for eavesdropping on your conversation with the Clerk, but in my opinion you have understood the gist of the argument.

Tout d'abord, la motion dont la Chambre est saisie dit à peu près ceci: que le comité permanent soit également habilité à étudier les priorités et les plans de dépenses pour les exercices à venir et à en faire rapport.

Peu importe l'article du Règlement qui est invoqué, le Règlement ne prévoit aucunement que le comité puisse faire rapport sur les plans de dépenses, pas même aux paragraphes 108(2) ou 108(4) si nous voulons être précis. Le paragraphe 108(1) dispose:

[Texte]

108. (1)a) Les comités permanents sont autorisés individuellement à faire étude et enquête sur toutes les questions qui leur sont déferées par la Chambre. . .

On a le droit, dans le cadre de ce que la Chambre nous délègue, d'étudier à peu près tout ce qu'on veut. Je reviens à la disposition en question.

La coprésidente (Mme Ringuette—Maltais): L'alinéa 108(4)b).

M. Boudria: Justement. Là on voit ceci: [le mandat du Comité mixte permanent]

b) des langues officielles comprend notamment l'étude des politiques et des programmes de langues officielles, y compris les rapports annuels du Commissaire aux langues officielles. . .

Cela, on l'étudie déjà.

. . . qui sont réputés déferés en permanence au Comité dès qu'ils sont déposés sur le Bureau, et la présentation de rapports à ce sujet;

En d'autres termes, aucune disposition de l'article 108, ni 108(1), ni 108(4), ni plus spécifiquement 108(4)b), n'autorise ce Comité parlementaire à faire l'étude que nous demande le député. En vertu de l'alinéa 108(4)b), nous pourrions étudier le Rapport annuel en ce qui a trait aux politiques des langues officielles. On n'aurait pas l'autorité de revoir les prévisions budgétaires, ni pour l'année courante ni pour l'année prochaine, tel que l'exige cette motion.

• 1655

Finally, the last part of the motion says it is moved that this committee request the above-mentioned ministries and all agencies and crown corporations responsible thereto to provide to this committee all such expenditure plans and priorities related to official language policies and programs by no later than June 13, 1994.

So if we have no authority to do the first part of that motion, then any part of the motion that subsequently evolves from the original part of the motion is similarly out of order.

Mr. Ringma: I don't accept that interpretation, Madam Chairman. My reading of it is taken from 108(4)(b):

(b) Official Languages shall include, among other matters, the review of and report on official languages policies and programs including Reports of the Commissioner. . .

So it's every program, and I interpret that to be any department that has a program concerning the official languages.

Mr. Boudria: Madam Chair, it's easy to construct the argument that there is nothing in that section giving us the authority to review estimates either for the current or the subsequent year for any department other than the ones that report to this committee. I refer you back to Standing Order 108(1), which says

qu'on est autorisés par la Chambre à traiter des dossiers qui nous sont déferés par la Chambre, et non pas de ceux qui ne nous sont pas déferés. On décrit ceux qui nous sont déferés. Ensuite, à l'alinéa 108(4)b), on voit clairement ce que cela inclut. Ce qui est inclus est noté là-dedans. Ce qui nous est présenté dans la motion n'est pas inclus là-dedans. Donc, cela va à l'encontre du Règlement.

[Traduction]

108. (1)(a) Standing Committees shall be severally empowered to examine and inquire into all such matters as may be referred to them by the House. . .

We have the right, under the mandate given to us by the House, to pretty well review everything that we want to review. I would like to come back to the provision that's been quoted.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette—Maltais): Standing Order 108(4)(b).

Mr. Boudria: Exactly. It reads as follows: [the mandate of the Standing Joint Committee on]

(b) Official Languages shall include, among other matters, the review of and report on official languages policies and programs including Reports of the Commissioner of Official Languages—

We are already dealing with that—

—which shall be deemed permanently referred to the Committee immediately after they are laid upon the Table;

In other words, none of the Standing Orders, be it 108, 108(1), 108(4), nor 108(4)(b) to be more specific, can be considered as authorizing this Committee to undertake the review which the Honourable Member is asking for. Under Standing Order 108(4)(b), we could review the annual report on official languages policies. However, we are not empowered to review the estimates for this year or next year, as would be required by this motion.

Enfin, aux termes de la dernière partie de la motion, il est proposé que le comité demande aux ministères, ainsi qu'aux organismes et sociétés d'État ci-dessus, de lui fournir tous les plans de dépenses et de lui faire part de leurs priorités, en matière de programmes et de politiques touchant les langues officielles, avant le 13 juin 1994.

Bon, alors, si la première partie de la motion est irrecevable, il en est de même pour tout ce qui suit.

M. Ringma: Je n'accepte pas cette interprétation, madame la présidente. Je me fonde sur l'alinéa 108(4)b):

b) Celui du Comité permanent des langues officielles comprend notamment l'étude des politiques et des programmes de langues officielles, y compris les rapports annuels du commissaire. . .

Ce sont donc tous les programmes qui sont visés, et j'en conclus que cela englobe les programmes de langues officielles des divers ministères du gouvernement.

M. Boudria: Madame la présidente, il est facile de démontrer qu'il n'y a rien dans cette disposition qui nous autorise à étudier les plans de dépenses des ministères qui ne relèvent pas de notre comité, que ce soit pour l'exercice en cours ou pour les exercices futurs. Je vous invite à vous reporter au paragraphe 108(1) du Règlement, qui précise

that we are empowered to examine those matters that are referred to us by the House, and not those that are not referred to us. The matters that are referred to us are described. Then Standing Order 108(4)(b) specifies what is included. It's all written down there. What is proposed in the motion is not included in there. So, the motion goes against the Standing Orders.

[Text]

[Translation]

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Mr. Ringma, I must agree that Standing Order 108(4)(b) does not include what your motion wants to do. You have colleagues within your political party who are also members of all these departments and crown corporations that are studying credits and estimates of each of these departments and corporations. If you want to pursue the estimates department by department, I think you should ask your colleagues sitting on those committees to ask individual departments these questions. I think that would be probably the only way for you to achieve what you want to achieve with this motion.

So I cannot accept this motion at this time.

Mr. Ringma: Madam Chairman, I cannot accept your interpretation of it. I would like to defer this to another day so that we can all get our act together, but I am not going to accept the ruling. Furthermore, not only is it permitted in the rules such as we've written, but it's the intent in my interpretation of the new standing order rule that's been put forward recently.

It's that intent to let a committee like this be effective, and I think that's what we should be. We should be effective, we should be looking at the costs, and that's one of the main —

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Mr. Ringma, there is another standing committee of the House that deals with Heritage Canada and the estimates of Heritage Canada. It is not the mandate of this committee.

Mr. Ringma: But it is the mandate of this committee to look at official languages and the programs that are implemented by every department and every crown corporation. Surely we should live up to our basic mandate, which is to examine the programs and the costs to see whether they are or are not effective. This new standing order gives us the tool to do just that.

• 1700

So with respect, I would say let us put this off to another day, go away, do our homework again and come forward with. . .

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): No, Mr. Ringma, I have already ruled that I do not accept this motion.

Mr. Ringma: Okay, I'll be back.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): You're welcome to come back.

Mr. Ringma, you had something additional?

Mr. Ringma: Yes, can we just have a vote on this right now?

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): You cannot have a vote on a motion that was ruled out. . .

Mr. Ringma: On challenging the chair.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): It's okay if you want to challenge the chair.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Monsieur Ringma, je dois me ranger à l'avis selon lequel l'alinéa 108(4)b) n'inclut pas ce que vous proposez de faire dans votre motion. Vous avez des collègues de votre parti politique qui siègent aux divers comités qui étudient les crédits budgétaires et les plans de dépenses de tous ces ministères ainsi que des sociétés de la Couronne qui en relèvent. Si vous voulez étudier les plans de dépenses de chaque ministère, il me semble que vous devriez demander à vos collègues qui siègent à ces comités de poser les questions appropriées aux ministères concernés. Je crois que c'est sans doute la seule façon dont vous pourrez réaliser l'objectif que vous cherchez à atteindre par cette motion.

Je déclare donc votre motion irrecevable.

M. Ringma: Madame la présidente, je ne peux pas accepter l'interprétation que vous en donnez. Je voudrais que nous reportions cette question à une réunion ultérieure pour que nous puissions tous voir ce qu'il en est, mais je n'accepte pas votre décision. De plus, non seulement ce que je propose est autorisé par la disposition que j'invoque dans le texte de ma motion, mais c'est là, à mon avis, l'intention de la disposition du Règlement que nous venons de citer.

Cette disposition vise à permettre à un comité comme celui-ci d'être efficace, et je crois que nous devrions l'être. Nous devrions être efficaces, nous devrions examiner les dépenses, et c'est là une des principales. . .

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Monsieur Ringma, il y a un autre comité permanent de la Chambre qui s'occupe de Patrimoine Canada et des plans de dépenses de ce ministère. Ce n'est pas là le mandat de notre comité.

M. Ringma: Notre comité a toutefois pour mandat d'étudier les politiques et les programmes de langues officielles mis en oeuvre par les divers ministères et sociétés de la Couronne. Nous devrions certainement nous acquitter de notre mandat fondamental, qui est d'étudier les programmes et les dépenses pour en vérifier l'efficacité. C'est précisément ce qui nous est permis de faire en vertu de cette nouvelle disposition du Règlement.

Avec tout le respect que je vous dois, je dirais que nous devrions surseoir à l'étude cette question. Nous devrions partir, faire nos recherches une fois de plus, et revenir. . .

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Non, monsieur Ringma, j'ai déjà décidé que cette motion était irrecevable.

M. Ringma: Très bien, je vais revenir sur cette question plus tard.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Libre à vous de le faire.

Monsieur Ringma, avez-vous quelque chose à ajouter?

M. Ringma: Oui, pouvons-nous mettre cette question aux voix tout de suite?

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): On ne peut pas voter sur une motion qui a été jugée irrecevable. . .

M. Ringma: Je veux contester la décision de la présidence.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Vous pouvez effectivement contester la décision de la présidence.

[Texte]

Mr. Ringma: So in challenging the chair, then, the challenge is to either sustain the ruling by the chair or to overturn it. Can we vote on that?

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): You want to have a vote on whether to stand my ruling or not stand my ruling. Would you like to put that in formal wording, please?

Madame Tremblay en attendant.

Mme Tremblay (Rimouski—Témiscouata): J'aimerais avoir une précision. C'est bien beau de dire qu'on va contester votre décision, mais y a-t-il moyen de trouver un compromis? Est-ce qu'il y a moyen de suspendre la décision pour le moment et de passer à un autre point de l'ordre du jour?

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Non, parce que. . .

Mme Tremblay: Je vais juste finir ma question.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): D'accord.

Mme Tremblay: On peut demander l'avis de quelqu'un pour voir s'il y a quelque chose à faire avec cela. S'il a le droit de présenter cette motion, il va revenir. S'il n'en a pas le droit, il va revenir aussi, mais on va savoir qu'il n'en a pas le droit. La question ne sera pas tranchée comme cela. On pourrait passer à autre chose.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Selon le Règlement, ce n'est pas à l'intérieur. . .

Mme Tremblay: C'est une interprétation que vous donnez là.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Oui. Selon mon interprétation, le mandat de ce Comité n'inclut pas les désirs exprimés dans la motion de M. Ringma. On n'a pas le mandat d'étudier les crédits budgétaires de toutes ces sociétés et de tous ces ministères. Chaque comité de la Chambre. . . Je crois que vous avez entendu cela tout à l'heure.

Mme Tremblay: Oui, j'ai entendu. Je vous demande simplement s'il y a un recours en attendant, afin qu'on puisse passer à autre chose. M. le ministre est là, et on doit aller voter.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Vous n'êtes pas sérieuse!

Mme Tremblay: Oui, on doit aller voter. On a une cloche d'une demi-heure.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Je reste sur ma position: je ne peux accepter cette motion de M. Ringma.

Mr. Ringma: you have a motion for a vote here?

Mr. Ringma: Yes. I would move, Madam Chairman, to overturn the ruling of the chair on this matter.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Question?

Quels sont ceux qui sont en faveur de la motion de M. Ringma?

Let it be recorded that Mr. Ringma voted yes and all the other members of the committee voted. . .

[Traduction]

M. Ringma: Alors, on demande au comité soit de confirmer la décision de la présidence soit de la renverser. Pouvons-nous voter sur cette question?

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Vous voulez que le comité vote pour soutenir ma décision ou pour la renverser. Je vous prie de proposer cette motion par écrit.

While we're waiting, Mrs. Tremblay, you have the floor.

Mrs. Tremblay (Rimouski—Témiscouata): I would like to have a clarification. It's all very well to say that we are going to challenge your ruling, but is there any way of coming to a compromise? Could we postpone the decision for the time being and move on to another point on the agenda?

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): No, because—

Mrs. Tremblay: I'll just finish my question.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): All right.

Mrs. Tremblay: We could ask for advice to find out if there's some way of dealing with this. If he is entitled to present this motion, he will come back. If he isn't entitled to present it, he will come back too, but at least we'll know that he isn't entitled to bring forward the motion. We're not going to settle the question that way. We could move on to something else.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): According to the Standing Orders, this is not within—

Mrs. Tremblay: You are giving an interpretation of the Standing Orders.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Yes. According to my interpretation, this Committee does not have a mandate to do what is set out in Mr. Ringma's motion. We do not have a mandate to study the appropriations of all these agencies and departments. Each House committee. . . I believe you heard that just a few moments ago.

Mrs. Tremblay: Yes, I heard. I'm just asking you if there's any other way to go about the matter in the meantime, so that we can move on to something else. The Minister is here, and we do have to leave to vote.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): You must be joking!

Mrs. Tremblay: Yes, we have to leave to vote. We have a half hour bell.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): I'm sticking to my position. Mr. Ringma's motion is out of order.

Monsieur Ringma, votre motion est-elle prête?

M. Ringma: Oui. Madame la présidente, je propose que la décision de la présidence sur cette question soit renversée.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Y a-t-il des questions?

All those in favor of Mr. Ringma's motion?

Que l'on consigne au compte rendu que M. Ringma a voté en faveur de la motion, et que tous les autres membres du comité ont voté. . .

[Text]

Madame Tremblay, comment votez-vous? Vous vous abstenez?

Mme Tremblay: Je suis d'accord avec M. Ringma.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Let it be recorded that Mrs. Tremblay and Mr. Ringma voted yes on the motion.

Le sénateur Corbin: Je me suis abstenu, madame la présidente, parce que vous jugez en fonction des règles de la Chambre des communes. Moi, je suis sénateur.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Mais ce Comité. . .

Le sénateur Corbin: Je m'excuse, mais vous parlez d'un être étranger. Je m'abstiens. Réglez cela à votre façon.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Monsieur Rivest.

Le sénateur Rivest (Stadacona): Qu'est-ce que vous faites, vous, comme sénateur?

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Je croyais qu'on faisait partie d'un comité mixte et que le Règlement s'appliquait.

Le sénateur Rivest: Moi aussi, je m'abstiens. Madame la présidente, je ne peux pas revenir sur le fond. . .

Le sénateur Corbin: Oui, cela se peut.

Le sénateur Rivest: Je ne connais pas la procédure, mais. . .

Le sénateur Corbin: C'est un comité mixte, monsieur.

Le sénateur Rivest: . . .une des choses que vous avez dites dans votre décision m'a un peu intrigué. Il y a une énumération. Est-ce que l'énumération est limitative? On dit que le Comité étudie les programmes des langues officielles, etc., dont le rapport du commissaire. Est-ce limitatif? Vous dites que ce n'est pas spécifiquement mentionné.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Non, mais cela ne correspond pas à la motion de M. Ringma.

Le sénateur Rivest: Je comprends, mais cela m'apparaissait un peu. . . Je m'abstiens.

• 1705

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Donc, on a deux abstentions et deux votes en faveur. À ce moment-là, c'est moi qui. . . Je vote en faveur de ma décision.

La motion est rejetée

Le sénateur Rivest: Vous cassez tout l'équilibre. On avait pourtant bien organisé cela: deux partout.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): La valeur d'une femme.

Monsieur le ministre, nous sommes très heureux de vous accueillir ici même si on fait sonner les cloches pour le vote. Je crois que les membres du Comité sont d'accord qu'on entende votre présentation, étant donné que les cloches vont sonner pendant 25 minutes.

[Translation]

Mrs. Tremblay, how are you voting? Are you abstaining?

Mrs. Tremblay: I agree with Mr. Ringma.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Que l'on consigne au compte rendu que M^{me} Tremblay et M. Ringma ont voté en faveur de la motion.

Senator Corbin: I abstained, Madam Chair, because you have ruled according to the Standing Orders of the House of Commons. I'm a Senator.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): But this Committee—

Senator Corbin: I'm sorry, but you are speaking of a foreign body. I abstained. Settle it your own way.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Senator Rivest.

Senator Rivest (Stadacona): As a Senator, what are you doing here?

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): I thought we were part of a joint committee and that the Standing Orders applied.

Senator Rivest: I abstained too. Madam Chair, I cannot go back to the foundation—

Senator Corbin: Yes you can.

Senator Rivest: I don't know that procedure, but—

Senator Corbin: This is a joint committee, sir.

Senator Rivest: —I was somewhat intrigued by something you said in your ruling. It lists various agencies. Is that list restrictive? It says that the Committee is examining official languages programs, and so on and so forth, including the Commissioner's report. Is that restrictive? You say it isn't specifically mentioned.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): No, but that's not what Mr. Ringma's motion says.

Senator Rivest: I understand, but it seems to me that it is somewhat. . . I abstain.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): So, two members have abstained, and two have voted in favour of the motion. So now I have to. . . I vote in favour of my decision.

The motion is lost

Senator Rivest: You have ruined the entire balance. You know, we had organized the whole thing quite well: two versus two.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): The value of a woman.

Mr. Minister, we are very pleased to welcome you here, even though the bells are ringing for the vote. I believe that the Committee members are in agreement to hear your presentation, given that the bells will ring for 25 minutes.

[Texte]

M. Boudria: Madame la présidente, permettez-moi de mettre mon chapeau de whip adjoint. On devrait être à la Chambre à 17h20. On devrait donc quitter à 17h15.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Monsieur le ministre, préférez-vous qu'on s'arrête pour aller voter et qu'on revienne aussitôt que le vote sera terminé?

L'honorable Michel Dupuy (ministre du Patrimoine canadien): Je crois que j'ai un programme qui continue ce soir, et ce vote semble être imprévu dans mon programme. Un instant, s'il vous plaît.

Mme Tremblay: Il est imprévu dans le programme de tout le monde.

M. Dupuy: Je devrai malheureusement quitter cette pièce à 18h15 précises. Donc, selon la durée du vote, nous aurons plus ou moins de temps au retour. Nous avons maintenant sept ou huit minutes. Je vous laisse décider. Je suis à votre service ici.

M. Boudria: Il pourrait faire sa déclaration.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Oui, vous pourriez faire votre présentation d'ouverture, et on pourrait s'arrêter ensuite et vous demander de revenir devant le Comité à une date ultérieure.

M. Dupuy: Et bien, je suis prêt à vous proposer une autre formule que j'utilise de temps à autre dans un milieu sympathique. Plutôt que de vous lire un texte qui, inévitablement, va prendre du temps, je suis prêt à me soumettre tout de suite à vos questions. On peut distribuer le texte.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Oui.

M. Dupuy: Cela nous donnerait un temps maximum étant donné que nous nous trouvons un peu coincés. Je suis tout à fait prêt à procéder de la façon que je viens de suggérer. Je demanderai à mes collaborateurs de distribuer le texte que je comptais utiliser et je me soumettrai à vos questions.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): D'accord. On peut débiter la période des questions, mais on tient quand même à vous inviter à une date ultérieure, le plus tôt possible, pour poursuivre les questions que les membres de ce Comité voudront vous poser.

M. Dupuy: Avec plaisir.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Madame Tremblay.

Mme Tremblay: Est-ce que cela implique, madame, que l'on ne reviendra pas après le vote?

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Oui.

M. Dupuy: Avant que nous passions aux questions, j'aimerais vous présenter mes collaborateurs immédiats. Mon sous-ministre, Marc Rochon, m'accompagne, ainsi que M. Collet, que beaucoup d'entre vous connaissent et qui est responsable des langues officielles dans mon Ministère. Il y a d'autres de mes collaborateurs. S'il y a des questions auxquelles je ne peux pas répondre, ce qui est toujours possible, je me permettrai de les inviter à prendre la parole.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Très bien. Madame Tremblay, cinq minutes.

[Traduction]

Mr. Boudria: Madam Chair, please let me put on my hat as Deputy Whip. We are supposed to be at the House at 5:20 p.m.. So we should leave at 5:15 p.m..

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Mr. Minister, would you prefer that we stop and go off to vote, and then come back as soon as the vote is over?

The Honourable Michel Dupuy (Minister of Canadian Heritage): I believe that my agenda continues on into the evening, and this vote does not seem to appear on it. Just a moment, please.

Mrs. Tremblay: It doesn't appear on anyone's agenda.

Mr. Dupuy: Unfortunately, I'll have to leave here at 6:15 p.m. sharp. So, depending on how long the vote lasts, we'll have some time once we're back. We now have seven or eight minutes. I'll leave it up to you to decide. I'm at your service here.

Mr. Boudria: He could make his statement.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Yes, you could make your opening statement, and then we could stop there, and ask you to come back before the Committee at a later date.

Mr. Dupuy: Well, I'm willing to suggest another option, which I use sometimes when I'm in pleasant surroundings. Rather than reading out a statement, which will inevitably take time, I am ready to answer your questions right away. We could just hand out the statement.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Fine.

Mr. Dupuy: That would allow us more time, given that we're in a somewhat tight situation. I'm quite willing to go ahead as I was suggesting. I'll ask my officials to distribute the statement that I was planning to use, and I'll answer your questions.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Fine. We can begin the questions, but we would like to ask you back again, at a later date, as soon as possible, so that we can continue with the questions that the members of this Committee would like to ask you.

Mr. Dupuy: I'd be pleased to.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Mrs. Tremblay.

Mrs. Tremblay: Madam Chair, does that mean we won't be coming back after the vote?

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Yes.

Mr. Dupuy: Before we move on to questions, I would like to introduce my officials. With me is my Deputy Minister, Marc Rochon, as well as Mr. Collet, who is known to many of you and who is responsible for official languages within my department. Some of my other officials are here as well. If I can't answer some of your questions, which is always possible, I'll ask them to answer instead.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): That's just fine. Mrs. Tremblay, you have five minutes.

[Text]

Mme Tremblay: Monsieur le ministre, bonjour.

[Translation]

Mrs. Tremblay: Good afternoon, Mr. Minister.

• 1710

M. le premier ministre s'est engagé à faire construire une école à Kingston. Vous avez dit vous-même cet après-midi que le demi-million que vous aviez autorisé pour la construction du centre culturel annexé à l'école témoignait de votre volonté de faire construire une école. J'ai devant moi un document dont je peux vous tenir copie. C'est une autorisation du ministère de l'Éducation de l'Ontario qui stipule très clairement l'adresse de l'école: 711, avenue Dalton, Hollon Mills. Il y a déjà sept millions de dollars d'engagés pour cette école.

On apprend qu'une compagnie a fait du lobbying très puissant pour qu'on arrête la construction de cette école. Je me demande si la vice-première ministre nous a donné une fausse piste. Qu'est-ce qui va arriver de tous ces millions qui sont engagés pour un site qui est décidé pour une école dont on a un urgent besoin à Kingston?

Je ne mets pas en doute la volonté des gens de Kingston de faire l'école, mais à partir du moment où une municipalité préfère... Je pourrais vous donner la photocopie du document de Woodington Systems Incorporated qui dit:

We feel the school board's proposal potentially jeopardizes our ability to obtain approvals for our facility.

Cette compagnie fait clairement pression auprès du gouvernement pour qu'il retire l'autorisation qu'il a donnée quant à l'école. Tout cela est un imbroglio terrible, et il ne faudrait pas qu'on se retrouve dans un deuxième Ginn Publishing Canada Inc.

Monsieur le ministre, j'aimerais que vous me donniez la garantie cet après-midi que vous allez intervenir rapidement pour que ce dossier s'accélère, pour que les gens aient leur école, pour que le système scolaire puisse fonctionner et pour que les francophones puissent avoir accès à cela le plus rapidement possible.

M. Dupuy: Nous sommes déjà allés aux nouvelles. Nous n'avons pas attendu votre question. Cela me fait plaisir de vous le dire, mais votre question est bonne.

Le premier palier de gouvernement au-dessus du gouvernement municipal qui a la responsabilité principale de l'éducation, c'est, bien sûr, le gouvernement provincial. Le gouvernement provincial a lui-même pris des engagements clairs. Le gouvernement municipal avait lui-même indiqué clairement qu'il voulait qu'une école s'établisse. Je n'ai ni le pouvoir ni les moyens d'imposer un renversement de ce que peut décider un conseil municipal. Cela ne veut pas dire que nous sommes sans moyens de pression ou sans convictions. Cependant, ce que vous me demandez est ni plus ni moins que de prendre en charge la municipalité de Kingston, ce qui n'est pas réaliste.

Je crois que la voie réaliste, c'est de poursuivre le dialogue avec le premier palier de gouvernement qui, lui, a de l'autorité sur la municipalité de Kingston, pour voir ce qu'ils vont décider de faire. À la lumière de ces conversations qui ont commencé, nous pourrions répondre à vos questions.

The Prime Minister made a commitment to have a French school built in Kingston. You yourself said this afternoon that the half a million dollars that you had authorized to build the cultural center attached to the school was proof of your intention to have a school built. I have a document here that I can give you a copy of. It is an authorization from the Ontario Ministry of Education that stipulates quite clearly that the address of the school will be 711 Dalton Avenue, Hollon Mills Site. Seven million dollars have already been allocated for this school.

We have learned that a company has been lobbying very hard to block construction of this school. I wonder if the Deputy Prime Minister has trailed a red herring in front of us. What is going to happen to all those millions that have been allocated for the site chosen for a French school, which is so urgently required in Kingston?

I'm not questioning the intention of people in Kingston to have the school built, but once a municipality prefers... I could give you a photocopy of the document from Woodington System Incorporated, which states:

À notre avis, le projet du conseil scolaire pourrait menacer notre capacité d'obtenir les approbations requises pour nos installations.

This company is clearly lobbying the government to withdraw its approval for the school. This is all a terrible mess, and we wouldn't want to be faced with another Ginn Publishing fiasco.

Mr. Dupuy, this afternoon I would like you to give me a guarantee that you will intervene quickly so as to speed up the handling of this matter, so that the people can have their school, so the school system can operate and so francophones can have access to this school as quickly as possible.

Mr. Dupuy: We have already tried to get information. We did not wait for your question. I'm pleased to tell you that, but your question is a good one.

The level of government above the municipal that is primarily responsible for education is, of course, the provincial government. The provincial government itself has made some clear commitments. The municipal government itself had clearly indicated that it did want a school to be built. I have neither the authority nor the means to overturn the decision of a municipal council. That doesn't mean that we cannot have an influence on this matter or that we are without convictions. Even so, what you are asking me to do is nothing more and nothing less than taking responsibility for the municipality of Kingston, which is not realistic.

I believe that the realistic thing to do is to continue dialogue with the first level of government, which has authority over the municipality of Kingston, to see what they will decide upon. In light of the conversations that have begun, we will be able to answer your questions.

[Texte]

Je ne peux pas aller beaucoup plus loin aujourd'hui. Cette affaire ne met pas en jeu les politiques et je suis devant ce Comité pour parler essentiellement des politiques. Cela ne met pas en jeu les politiques. Nous voulons, et cela a été très clairement exprimé, que le gouvernement de l'Ontario maintienne sa politique à l'égard des écoles francophones et de la gestion des écoles francophones. Oui, il y a là un test intéressant. Nous allons voir comment ils passent le test et nous allons les aider, s'il le faut, à passer le test.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Je passe maintenant la parole à M. Bellemare.

[Traduction]

I can't go much further than that today. This matter does not involve policy, and I am before the Committee primarily to talk about policy. It is not a policy matter. We want, and this was expressed very clearly, the Government of Ontario to maintain its policy regarding French schools and the governance of French schools. Yes, this is an interesting test. We will see how they do on the test, and if necessary, we will help them pass it.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Now I'll give the floor to Mr. Bellemare.

• 1715

M. Bellemare (Carleton—Gloucester): La décision que M^{me} Tremblay mentionne, est-ce bien la décision concernant l'approbation d'un site par le comité de planification de la ville de Kingston, ou si c'est celle du conseil scolaire local qui renverse sa décision?

M. Dupuy: Tel que l'on m'a expliqué la situation, il s'agit d'un problème de zonage et d'utilisation de terrain. Les bâtiments se trouvent dans une zone industrielle. Je demande à mes collaborateurs de me corriger si je me trompe, mais c'est ce que l'on m'a dit. Essentiellement, la question était de savoir s'il y avait des règlements de zonage qui permettaient ou interdisaient l'utilisation de ces bâtiments pour des fins scolaires.

M. Bellemare: Ceux qui sont habitués au niveau municipal savent très bien que, si le fédéral ou un individu décide d'aller à l'encontre de la décision de la municipalité, il doit aller à l'*Ontario Municipal Board*.

M. Boudria: La Commission des affaires municipales.

M. Bellemare: C'est très simple.

M. Dupuy: Eh bien, si c'est la voie à suivre, c'est ce que nous ferons.

M. Roger Collet (sous-ministre adjoint, Citoyenneté et programme d'identité canadienne, ministère du Patrimoine canadien): C'est à cela que pensent actuellement les gens locaux. Dans les discussions que nous avons eues avec le gouvernement provincial, nous avons pris en considération toutes ces options-là, mais c'est une initiative de la part du niveau local.

M. Bellemare: Est-ce qu'il n'y avait pas une question de sécurité, une question de produits toxiques sur le terrain, ou est-ce plutôt une compétition entre un conseil scolaire qui veut un terrain pour construire une école et une entreprise privée qui veut faire du développement industriel? C'est cela?

M. Collet: Oui.

M. Bellemare: Le conseil municipal.

M. Collet: Plutôt.

M. Bellemare: Monsieur le ministre, je vous ai écrit le 18 avril après avoir reçu de la correspondance de la Fédération de la jeunesse canadienne-française concernant la coupure additionnelle de 5 p. 100 que cet organisme a dû subir, ce qui fait une coupure totale de 10 p. 100. Dans ma lettre du 18 avril, je vous demandais d'intervenir dans ce dossier étant donné que je crois sincèrement dans la promotion des deux langues officielles. J'ai reçu un accusé de réception de ma lettre du 18 avril le 16 mai. Depuis le 16 mai, est-ce que votre personnel a pu vous donner des renseignements afin que vous puissiez répondre à ma question?

Mr. Bellemare (Carleton—Gloucester): Is Mrs. Tremblay talking about the decision made by the City of Kingston's planning committee to approve a site, or is she talking about the local school board's decision to overturn this initial decision?

Mr. Dupuy: According to the explanations I received, this is a zoning and land-use problem. The buildings are located within an industrial park. If I'm mistaken, my officials will correct me, but that's what I was told. Basically, it had to be determined whether or not there were zoning regulations that would allow these buildings to be used as a school or not.

Mr. Bellemare: People who are familiar with municipal politics are well aware that if the federal government or an individual decides to oppose a municipality's decision, they have to go to the Ontario Municipal Board.

Mr. Boudria: The Commission des affaires municipales.

Mr. Bellemare: It's very simple.

Mr. Dupuy: Well, if that's how we proceed, that's what we'll do.

Mr. Roger Collet (Assistant Deputy Minister, Citizenship and Canadian Identity, Department of Canadian Heritage): That's what the local people are currently considering. In our discussions with the provincial government, we have taken all these various options into consideration, but that initiative has to start at the local level.

Mr. Bellemare: Wasn't there some question of safety, something about toxic products on the site, or is it more a question of the school board wanting a lot to build a school and having to compete with a private company that wants to carry out industrial development? Is that what it's all about?

Mr. Collet: Yes.

Mr. Bellemare: The City Council.

Mr. Collet: Yes.

Mr. Bellemare: Mr. Dupuy, I wrote to you on the 18th of April after I received correspondence from the Fédération de la jeunesse canadienne-française regarding the additional 5% cut that this group has had to absorb, for a total cut of 10%. In my letter dated April 18, I asked you to intervene in this matter, because I sincerely believe in promoting both official languages. On May 16, I received an acknowledgement of my letter dated April 18. Since the 16th of May, has your staff been able to give you the necessary information so that you can respond to my question?

[Text]

Pour vous aider, j'ai une copie d'une lettre du 4 mai du ministre des Finances à la Fédération de la jeunesse canadienne-française qui dit que c'est à chaque ministre chargé d'administrer des subventions et des contributions de décider de la façon de mettre en oeuvre la réduction de 5 p. 100.

Vous pouvez peut-être répondre oralement à ma lettre et répondre aussi à la suggestion du ministre, qui semble donner des précisions sur la façon dont vous pouvez faire des coupures de 5 p. 100. La Fédération de la jeunesse canadienne-française dit: Pour survivre, on ne peut pas aller à reculons.

M. Dupuy: Eh bien, le ministre des Finances a tout à fait raison dans la façon dont il présente les choses. Il a établi des coupures d'une façon horizontale. J'ai déjà eu l'occasion, incidemment, d'exprimer ces choses dans d'autres forums. Il a établi une coupure horizontale qui s'applique à toutes les subventions et contributions.

À l'intérieur des ministères, il y a possibilité de faire des variantes dans la façon dont la coupure est appliquée. Cela veut naturellement dire que, si vous diminuez l'effet de la coupure à un endroit, vous devez l'accentuer à un autre, puisque vous ne faites que déplacer des fonds d'un domaine à un autre. C'est pour cela que nous n'allons pas trop vite.

• 1720

Dans le cadre du Ministère, pour les subventions et les contributions, nous essayons de garder une répartition horizontale des coupures, mais je n'exclus pas des variations dans des cas particuliers où les difficultés seraient particulièrement grandes. Ce sont des choses que nous sommes en train de regarder. Cela explique pourquoi nous ne nous sommes pas précipités.

J'aurais très bien pu vous dire d'un seul coup ce que je viens de vous dire oralement, c'est-à-dire qu'il y a une coupure horizontale et que tout le monde y passe de la même façon. Si je ne l'ai pas fait, c'est que c'est un peu plus subtil et compliqué et que vous aurez une réponse sur le point particulier que vous soulevez lorsque nous aurons pris les décisions nécessaires.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): I'm sorry, Mr. Ringma, but we've just been informed there are only nine minutes left. We have to get to the House.

Monsieur le ministre, nous vous remercions pour ces quelques minutes. Toutefois, nous aimerions avoir une deuxième rencontre avec vous. Nous aimerions que le personnel chargé de votre horaire entre en contact avec le greffier de ce Comité pour fixer la date de la prochaine rencontre le plus tôt possible.

M. Dupuy: Avec le plus grand plaisir.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Il est très important que les membres de ce Comité puissent poursuivre les questions qu'ils désirent vous adresser.

Nous vous remercions.

I adjourn the meeting.

[Translation]

Just to help you, I can give you a copy of a letter I have here, dated May 4, from the Minister of Finance to the Fédération de la jeunesse canadienne-française. The letter says that it is up to each Minister responsible for administering grants and subsidies to decide how to apply the 5% reduction.

Perhaps you could give an oral response to my letter, as well as responding to the Minister's suggestion, which appears to specify how you can apply this 5% cut. The Fédération de la jeunesse canadienne-française is saying that to survive, you can't go backwards.

Mr. Dupuy: Well, the Minister of Finance was quite right to present these matters the way he did. He set out horizontal cuts. By the way, I have already had an opportunity to explain this at other forums. He set a horizontal cut that applies to all grants and contributions.

It is possible to apply the cuts in various different ways within the departments. Naturally, that means if you minimize the effect of a cut in one particular place, you have to cut even deeper in another place, because you are just shifting funds from one area to another. That's why we are not getting ahead too quickly.

With respect to grants and contributions for the Department, we try and balance the cuts horizontally, but that is not to say that there could not be some variations in specific cases where the cuts might cause great difficulty. That is something that is presently under review, which explains why we have chosen not to rush into this.

I could very well have said flat out, as I have just explained to you orally, that there will be horizontal cuts and that everyone will be equally affected. But I chose not to do that because the issue is a bit more subtle and complex, and you will get an answer to the specific point you raised once we have made the decisions that need to be made.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Je suis désolée, monsieur Ringma, mais on vient de nous dire qu'il ne nous reste plus que neuf minutes. Nous devons nous rendre à la Chambre.

Mr. Minister, we would like to thank you for these few minutes. However, we would like to meet with you a second time. We would ask that whoever is in charge of your schedule get in touch with the Clerk of the Committee so that we can set a date for this second meeting as soon as possible.

Mr. Dupuy: That would give me great pleasure.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): It is very important that Committee members be able to raise the questions they wish to discuss with you.

Thank you.

La séance est levée.

[Texte]

[Traduction]

Thursday, June 2, 1994

Le jeudi 2 juin 1994

• 1534

La coprésidente (Mme Ringuette-Malais): À l'ordre!**The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Malais):** Order, please.

Monsieur le ministre de l'Agriculture, cela nous fait plaisir que vous ayez accepté l'invitation de rencontrer le Comité. Sachant que vous avez un horaire assez chargé, nous vous cédon immédiatement la parole.

Mr. Minister, we are pleased that you agreed to meet with this committee. I know you have a fairly busy schedule, so I will turn over the floor to you without further ado.

L'honorable Ralph Goodale (ministre de l'Agriculture et de l'Agro-alimentaire): Merci beaucoup.**The Honourable Ralph Goodale (Minister of Agriculture and Agri-Food):** Thank you very much.

Je veux tout d'abord vous remercier, ainsi que les membres du Comité mixte, de m'avoir invité à venir vous présenter aujourd'hui un aperçu de l'application de la Loi sur les langues officielles à l'Agriculture et Agro-alimentaire Canada.

I would first of all like to thank you, as well as the members of the Joint Committee, for inviting me here today to give you an overview of the implementation of the Official Languages Act at Agriculture and Agri-Food Canada.

To begin, I would like to introduce the representatives of the department who are with me today. I have tried to assemble a representative sampling of some of my officials. Mr. Rod Ballantyne works in the national capital region as the director of our Human Resources Branch; Mr. Claude Desrochers is director of the official languages division in our human resources branch of Agriculture and Agri-Food Canada; Mr. Gilles Lavoie is director general of services to the agricultural industry directorate in our market and industry services branch; Dr. Yvon Martel is with our research branch and is the director-general for our eastern region; and Mr. Larry Hillier is director-general for the Ontario regional office for our good production and inspection branch.

Je veux tout d'abord vous présenter les représentants du ministère qui m'accompagnent aujourd'hui. J'ai essayé de réunir une équipe qui soit représentative de mes principaux collaborateurs. M. Rod Ballantyne travaille dans la région de la capitale nationale comme directeur général des Ressources humaines; M. Claude Desrochers est directeur des langues officielles, à la direction générale des Ressources humaines d'Agriculture et Agro-alimentaire Canada; M. Gilles Lavoie est directeur général des services à l'industrie agricole à la direction générale des services à l'industrie et aux marchés; M. Yvon Martel est directeur général pour la région de l'Est à la direction de la recherche; et M. Larry Hillier est directeur général pour la région de l'Ontario, à la direction générale de la production et de l'inspection des aliments.

• 1535

Before I specifically get into how the Department of Agriculture and Agri-Food deals with official languages, I would like to take this opportunity to briefly tell you just a word or two about the business of the department.

Avant de vous parler précisément des langues officielles relativement au ministère de l'Agriculture et de l'Agro-alimentaire, j'aimerais profiter de l'occasion pour vous dire quelques mots au sujet des activités du ministère.

The Department of Agriculture and Agri-Food is largely responsible for regulating and administering policies and programs that involve virtually every aspect of Canada's food supply.

Le ministère de l'Agriculture et de l'Agro-alimentaire est en grande partie responsable de la réglementation et de l'application des principes et programmes concernant pratiquement tous les aspects de l'approvisionnement alimentaire du Canada.

These responsibilities include activities that develop, sustain and promote the Canadian agri-food industry both here and abroad, such as international trade and marketing of food products; food inspection; research, development, and innovation; and packaging and labelling.

Le ministère est notamment chargé des activités visant à développer, soutenir et promouvoir l'industrie agro-alimentaire canadienne tant dans le pays qu'à l'étranger, par exemple: le commerce extérieur et la commercialisation des produits alimentaires; l'inspection des aliments; la recherche, le développement et l'innovation ainsi que l'emballage et l'étiquetage.

The mission of the Department of Agriculture and Agri-Food is to work for the well-being of all Canadians through the advancement of the agriculture and food sectors. Significantly, those sectors account for approximately 11% of Canada's gross domestic product and approximately 1.8 million Canadian jobs.

Le ministère de l'Agriculture et de l'Agro-alimentaire a pour mission de se consacrer au bien-être de tous les Canadiens par l'avancement des secteurs agricole et alimentaire. Fait important à noter, ces secteurs comptent pour environ 11 p. 100 du produit intérieur brut de notre pays, et près de 1,8 million d'emplois au Canada.

My department is also committed to offering its employees a flexible, innovative and progressive work environment where individual and collective rights are mutually respected.

Mon ministère s'est également engagé à offrir à ses employés un milieu de travail souple, novateur et moderne où les droits personnels et collectifs sont mutuellement respectés.

[Text]

The Department of Agriculture and Agri-Food has a unique challenge in terms of language in the workplace. As one of the more decentralized departments, we have over two-thirds of our employees located outside the national capital region. The department also encompasses a very diversified work force that includes scientists, veterinarians, agrologists, inspectors and economists.

In fulfilling its mandate, my department serves and works in partnership with a variety of clients and stakeholders, including producers, processors, agri-food organizations, and other government departments with whom we share common interests and goals. We pride ourselves on trying to know our clientele very well. Because of that it is relatively easy for us to give them service in the language of their choice.

All of the Department of Agriculture and Agri-Food's clients across Canada can readily access our programs and services. The department has the necessary bilingual resources in all of its offices where regulations require that services be offered in both official languages—that's 176 offices out of a total of 321 offices across the country. We have 237 offices located outside the national capital region, and of those 237, 92 are capable, as required, of offering services in either English or French.

In total the department has about 11,000 employees, 25% of them occupying bilingual positions. As a consequence, we have enough well-trained personnel to fully meet the needs of our French and English clients. Of that 25%, 1,600 provide service directly to the public.

As well, all of my department's publications and documents are generally available in both official languages. These bilingual services are in accordance with the requirements set out under the Official Languages Act.

I should also mention that one of our priorities in the area of service to the public is to improve the active offer of services in both official languages.

At this point I'd like to get into my department's practices in terms of language in the workplace.

[Translation]

Le ministère de l'Agriculture et de l'Agro-alimentaire est confronté à un défi extraordinaire en matière de langue utilisée au travail. Étant l'un des ministères les plus décentralisés, deux tiers de nos fonctionnaires travaillent en dehors de la région de la capitale nationale. Le ministère compte également des effectifs très variés parmi lesquels se trouvent des scientifiques, des vétérinaires, des agronomes, des inspecteurs et des économistes.

Pour remplir son mandat, mon ministère offre ses services à une vaste gamme de clients et d'intervenants, y compris des producteurs, des transformateurs, des organismes du secteur agro-alimentaire et d'autres ministères avec lesquels nous partageons des intérêts et des objectifs communs et nous collaborons. Nous nous targuons de très bien connaître notre clientèle et nous en sommes fiers. C'est pourquoi il nous est relativement facile d'offrir nos services à nos clients dans la langue de leur choix.

Tous les clients du ministère de l'Agriculture et de l'Agro-alimentaire, dans tout le pays, ont facilement accès à nos programmes et services. Le ministère dispose des ressources bilingues nécessaires dans tous ses bureaux où les règlements en vigueur exigent que le service soit offert dans les deux langues officielles—c'est-à-dire 176 bureaux sur un total de 321 que nous comptons dans tout le pays. Nous avons 237 bureaux en dehors de la capitale nationale et sur ce nombre, 92 sont en mesure, conformément au règlement en vigueur, de servir la clientèle en anglais ou en français.

Au total, le ministère compte environ 11 000 employés, dont 25 p. 100 occupent des postes bilingues. En conséquence, nos fonctionnaires ont reçu la formation voulue pour répondre pleinement aux besoins de notre clientèle francophone et anglophone. Sur ces 25 p. 100, 1 600 fonctionnaires offrent directement des services au public.

En outre, toutes les publications et documents émanant du ministère sont généralement disponibles dans les deux langues officielles. Ces services bilingues sont conformes aux exigences prévues dans la Loi sur les langues officielles.

J'ajoute que l'une de nos priorités en matière de service au public est d'améliorer la prestation active des services dans les deux langues officielles.

J'aimerais maintenant vous parler des pratiques de mon ministère relativement à la langue de travail.

• 1540

These are difficult times for public servants. As a result of the ongoing reorganization of government many jobs are changing. This has caused a lot of uncertainty, so it is becoming more and more important to offer employees a healthy and happy work environment.

I believe having a bilingual workplace and being given the opportunity of working in the language of your choice is important to the quality of work life. To this end we offer our employees the choice of language in the workplace in accordance with the act, and make sure that commonly used working tools are available in both languages. As well, employees in my department have the choice of obtaining training in the other official language of their choice.

Les fonctionnaires traversent une période difficile. Bon nombre d'emplois changent en raison de la réorganisation en cours du gouvernement. Il règne donc une grande incertitude et c'est pourquoi il importe de plus en plus d'offrir aux employés un milieu de travail salubre et agréable.

À mon avis, le fait de travailler en milieu bilingue et d'avoir l'occasion d'utiliser au travail la langue de son choix est important pour la qualité de vie professionnelle. À cette fin, nous offrons à nos fonctionnaires le choix de la langue utilisée au travail conformément à la loi, et faisons en sorte que les outils de travail utilisés couramment existent dans les deux langues officielles. En outre, les fonctionnaires de mon ministère peuvent s'ils le désirent recevoir une formation dans l'autre langue officielle.

[Texte]

French and English Canadians have equal opportunities for employment and promotion within Agriculture and Agri-food Canada. About 2,640 employees in my department, or 24%, have identified French as their first official language. Our objective for francophone participation was 23% to be reached by 1997, so we are ahead of the scheduled program.

Of the Department of Agriculture and Agri-food's 159 employees in the executive category, 125 are bilingual, or 78%, and 26 are francophone, or 16%. I am committed to increasing the number of francophone employees in this management category so that the level of representation is essentially the same as in the organization as a whole.

Specific targets have also been set for francophone employees in New Brunswick and anglophone employees in Quebec. For New Brunswick we are aiming to increase our francophone employee component from its current level of 26% to 33% by 1997. In Quebec we hope to reach a target of 11% by that date in 1997 from the current 4.1% level of anglophone employees.

The increased representation of these under-represented groups must take into account, of course, the requirements of the Public Service Employment Act, while complying with the intent of the Official Languages Act, and the merit principle must continue to be respected.

I believe the efforts of my department so far clearly reflect our commitment to making the use of both official languages a priority in the federal government. You also have my assurance that we will continue to do everything we can to maintain, and where possible surpass, this level of proficiency.

I appreciate, Madam Chair, the opportunity to address this committee on what the Department of Agriculture and Agri-food has been doing in terms of official languages.

Je pense que nous sommes dans une bonne position pour atteindre nos objectifs et nous conformer aux dispositions de la Loi sur les langues officielles.

Je vous remercie de votre attention. Il nous fera plaisir de répondre à vos questions.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Merci beaucoup, monsieur le ministre. Monsieur Pélouquin.

M. Pélouquin (Brome—Missisquoi): Merci, madame la ministre.

Le sénateur Corbin (Grand-Sault): Excusez-moi. Est-il possible d'avoir le texte du ministre? Il a mentionné beaucoup de chiffres et je n'ai pas pu tout saisir. Il serait utile qu'on ait le texte devant nous.

Mr. Goodale: We are happy to provide copies, Madam Chair.

M. Pélouquin: Monsieur le ministre, merci pour l'exposé que vous nous avez présenté.

[Traduction]

Les Canadiens francophones et anglophones ont les mêmes possibilités d'emploi et de promotion à Agriculture et Agro-alimentaire Canada. Environ 2 640 fonctionnaires, soit 24 p. 100 ont indiqué que le français était leur première langue officielle. Notre objectif pour la participation des francophones était de 23 p. 100 d'ici à 1997, et nous sommes en avance sur nos prévisions.

Au ministère de l'Agriculture et de l'Agro-alimentaire, sur les 159 employés dans la catégorie de la haute direction, 125 sont bilingues, soit 78 p. 100, et 26 sont francophones, soit 16 p. 100. Je suis déterminé à accroître le nombre de francophones dans cette catégorie de gestion pour que le niveau de représentation soit pratiquement le même que dans toutes les autres catégories d'emplois.

Nous avons également fixé des objectifs précis à l'égard des employés francophones au Nouveau-Brunswick et anglophones au Québec. Pour le Nouveau-Brunswick, nous nous efforçons d'accroître la représentation des francophones, actuellement de 26 p. 100, pour la porter à 33 p. 100 d'ici à 1997. Au Québec, nous espérons atteindre un objectif de 11 p. 100 la même année, contre 4,1 p. 100 de fonctionnaires anglophones actuels.

L'augmentation de la représentation de ces groupes sous-représentés doit évidemment tenir compte des exigences de la Loi sur l'emploi dans la fonction publique, tout en se conformant à l'objet de la Loi sur les langues officielles et tout en continuant d'appliquer le principe du mérite.

À mon avis, les mesures prises jusqu'ici par mon ministère témoignent de notre détermination à faire de l'emploi des deux langues officielles une priorité au gouvernement fédéral. Je vous donne également l'assurance que nous continuerons de faire tout notre possible pour maintenir, voire dépasser si possible, ce niveau d'excellence.

Je vous remercie, madame la présidente, de me permettre d'expliquer au Comité les mesures prises par le ministère de l'Agriculture et de l'Agro-alimentaire dans le domaine de langues officielles.

I believe we are in a good position to meet our targets and comply with the provisions of the Official Languages Act.

I thank you for your attention. We will be pleased to answer your questions.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Thank you very much, Mr. Minister. Mr. Pélouquin.

Mr. Pélouquin (Brome—Missisquoi): Thank you, Madam Chair.

Senator Corbin (Grand-Sault): Excuse me please. Would it be possible to get a copy of the Minister's opening remarks? He quoted a lot of figures but I couldn't catch them all. It would be useful for us to have his presentation before us.

M. Goodale: Nous vous remettrons volontiers des exemplaires de cette allocution, madame la présidente.

Mr. Pélouquin: Mr. Minister, thank you for your presentation.

• 1545

Dans la documentation qui nous a été remise, dans «Aperçu général», à la page 3, on dit sous le titre «Participation»:

On page 3 of the "General Overview" which was distributed to us, we read under "Participation":

[Text]

Environ 76 p. 100 des employés ont indiqué avoir l'anglais comme première langue officielle, alors que 24 p. 100 ont identifié le français comme première langue officielle.

Plus loin, sous la rubrique «Gestion du programme», dans le tableau «Enveloppe de traduction», pour 1993-1994, on voit 6 879 895 copies pour la traduction de l'anglais au français, et 806 054 copies pour la traduction du français à l'anglais, pour un total de 7 685 949. Grosso modo, il y a environ 90 p. 100 de traduction de l'anglais au français et 10 p. 100 de traduction du français à l'anglais.

Sur les 24 p. 100 qui ont identifié le français comme première langue officielle, est-ce qu'il y en aurait 14 p. 100 qui produiraient immédiatement leurs documents en langue anglaise sans passer par la traduction?

Mr. Goodale: I wouldn't think that would necessarily be the case, Monsieur Péloquin, but perhaps I could ask Mr. Desrochers to comment specifically.

M. Claude Desrochers (directeur de la Division des langues officielles, Direction générale des ressources humaines, ministère de l'Agriculture et de l'Agro-alimentaire): Les employés utilisent les services de traduction lorsqu'ils doivent produire des textes dans les deux langues officielles. Un certain nombre d'entre eux ont la capacité de produire leurs textes en anglais et en français. C'est un des principes qui justifient l'identification linguistique d'un poste bilingue.

Certains employés, des francophones, font traduire en français leurs textes qu'ils ont écrit d'un premier jet en anglais. Je crois que les proportions pour la traduction ne peuvent pas être comparées à la participation francophone. Il faut regarder à qui sont distribués ces textes-là. Il y a des textes qui sont traduits qui ne vont pas aux employés. Cela peut être des textes qui touchent le commerce international et que les employés ne voient pas, ou des textes qui sont utilisés pour faire connaître nos programmes à la population. Je ne pense pas que le nombre puisse être comparé à la participation francophone.

M. Péloquin: À la page 2 de l'«Aperçu général», sous «Langue de travail», on dit:

Les régions de choix de langue de travail sont: le nord et l'est de l'Ontario, la région de la Capitale nationale, certaines parties du Québec et le Nouveau-Brunswick.

Pouvez-vous me donner plus de précisions sur «certaines parties du Québec», s'il vous plaît? Quelles sont ces parties?

M. Desrochers: Dans la Loi sur les langues officielles de 1988, il est précisé que les employés dans ces régions ont le droit d'utiliser la langue de leur choix au travail s'ils occupent un poste bilingue. La loi fait allusion aux régions énumérées dans la circulaire n° 1977-46 du Conseil du Trésor. Voici quelques exemples pour le Québec: l'ouest de l'île de Montréal, la région de Sherbrooke, la région de Lennoxville, Gaspé, là où il y a une certaine concentration d'anglophones. Il y a une liste de deux pages dans ces politiques. Nous pourrions vous la faire parvenir si vous le désirez.

M. Péloquin: Merci.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Monsieur le sénateur Corbin.

[Translation]

[Translation] Approximately 76% of employees identified English as their first official language, while 24% identified French as their first official language.

Further on, under the heading "Program Management", in the table "Translation Envelope" for 1993-1994, we see that the figure given for translation from English to French was 6,879,895, and the figure for translation from French to English was 806,054, thus giving a total of 7,685,949. Therefore, approximately 90% of translation is from English to French, and 10% from French to English.

Of the 24% of employees who identified French as their first official language, would 14% directly produce their initial documents in English without going through translation?

M. Goodale: Je ne crois pas que ce soit forcément le cas, monsieur Péloquin, mais je demanderai à M. Desrochers de donner de plus amples détails.

Mr. Claude Desrochers (Director, Official Languages Division, Human Resources Branch, Department of Agriculture and Agri-Food): Employees use the translation services when they have to produce texts in both official languages. Some of them are able to produce texts in English and French. This is one of the principles underlying language identification of a bilingual position.

Some francophone employees write a first draft of their texts in English and have them translated into French. I do not think that translation percentages reflect francophone participation. You have to consider who those documents go to. There are some documents translated which do not go to employees. They could be documents dealing with international trade which employees do not see, or texts intended to inform the general public of our programs. I do not think you can make a comparison between the number and actual francophone participation.

Mr. Péloquin: On page 2 of "General Overview" under "Language of Work", it is stated:

[Translation] The regions where language of work can be chosen are: Northern and Eastern Ontario, the National Capital Region, some parts of Quebec and New Brunswick.

Can you please give me more information on "some parts of Quebec"? Which parts of Quebec?

Mr. Desrochers: In the 1988 Official Languages Act, it is stated that employees in these regions have the right to use the language of their choice at work if they are in a bilingual position. The Act refers to the regions listed in Treasury Board's 1977-46 policies. In the case of Quebec I would mention a few examples, the West Island of Montreal, the Sherbrooke region, the region of Lennoxville, the Gaspé, those regions where there is a concentration of anglophones. There is a two-page list regarding these policies. We could send it to you if you wish.

Mr. Péloquin: Thank you.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Senator Corbin.

[Texte]

Senator Corbin: Mr. Minister, I think one of the most important statements you made today can be found on page 6. While you recognize deficiencies in many areas in terms of language, you did say the increased representation of these under-represented groups must take into account the requirements of the Public Service Employment Act, while complying with the intent of the Official Languages Act. Then you add that the merit principle must continue to be respected.

• 1550

If you were to prioritize those matters, which would you give the most importance; the merit principle, the Public Service Employment Act, or the Official Languages Act?

Mr. Goodale: Senator, that is a very intriguing and ingenious question. Obviously anything that is in the law and has the force of law needs to be respected equally by the Government of Canada, as well as everyone else to whom the law applies.

I wouldn't engage in a rating of what law is more important than another law. I would simply say they are legal obligations the Government of Canada is bound to respect, and that is what we intend to do.

I had hoped the information and statistics contained elsewhere in my remarks would indicate that we are accomplishing the objective. There are some areas where we have to do better in the future. Fortunately, in respect to agriculture and agrifood, the area of deficiency where we have to make improvement is relatively small, but we recognize where progress has to be made. We believe we can accomplish all of our legal requirements without compromising any of our obligations under different statutes. It's necessary to achieve them all simultaneously.

Senator Corbin: That's a good political answer and I accept it, but let me pursue it. By political I don't mean partisan or anything of that nature. I think to be political is to be responsible.

What are your views with respect to the ability to speak both languages as part of the merit principle?

Mr. Goodale: I'm not quite sure I understand.

Senator Corbin: People are hired on merit to do specific tasks that are described in job descriptions, and so on. Do you share the view that the ability to speak the two official languages in this country is a definite asset and a crowning consideration as far as the merit principle is involved?

Mr. Goodale: I have always been a supporter of the official language requirements of our country, as I'm sure you recall when we were both members together in the House of Commons some years ago.

I think it's a decided asset for people to have linguistic skills and that principle applies to me. I don't know if you recall but when I was here in the House in the 1970s I was developing some little talent in speaking French. Now that I've returned to the House I have started the training sessions again and hope to become proficient. I think it is very helpful to have the ability to communicate with Canadians in both official languages.

[Traduction]

Le sénateur Corbin: Monsieur le ministre, je pense qu'une des déclarations les plus importantes que vous avez faites aujourd'hui se trouve à la page 6. Vous reconnaissez qu'il y a des faiblesses linguistiques dans bon nombre de secteurs, mais vous avez bien dit que si l'on veut augmenter la représentation des groupes sous-représentés dans ces secteurs, il faut tenir compte des dispositions de la Loi sur l'emploi dans la fonction publique tout en se conformant à l'objet de la Loi sur les langues officielles. Vous dites aussi que l'on doit continuer d'appliquer le principe du mérite.

Si vous deviez classer ces exigences selon leur importance, laquelle aurait la priorité, le principe du mérite, la Loi sur l'emploi dans la fonction publique ou la Loi sur les langues officielles?

M. Goodale: Vous posez là une question fort intéressante et ingénieuse, sénateur. Bien entendu, les dispositions de la loi qui ont force de loi doivent toutes être respectées également par le gouvernement du Canada et par toute personne visée par la loi.

Je ne voudrais pas essayer de classer les lois selon leur importance. Je me contenterai de dire qu'elles reflètent des obligations que le gouvernement du Canada doit respecter selon la loi et que c'est ce que nous comptons faire.

J'avais espéré que les renseignements et les chiffres que j'ai fournis dans mon exposé montreraient que nous atteignons notre objectif. Il y a certains secteurs où nous devons faire mieux à l'avenir. Heureusement, dans le domaine de l'agriculture et de l'agro-alimentaire, le secteur où nous devons apporter des améliorations est relativement peu important mais nous savons qu'il faut mieux faire. Selon nous, nous pouvons respecter toutes les exigences de la loi sans compromettre nos obligations aux termes de diverses lois. Nous devons respecter toutes ces obligations en même temps.

Le sénateur Corbin: C'est une bonne réponse politique et je suis prêt à l'accepter, mais je voudrais approfondir la question. Quand je parle d'une réponse politique, je ne veux pas dire une réponse sectaire ou partielle. À mon avis, être politique consiste à assumer ses responsabilités.

Que pensez-vous de la capacité de s'exprimer dans les deux langues dans le cadre du principe du mérite?

M. Goodale: Je ne suis pas certain d'avoir bien compris.

Le sénateur Corbin: On embauche les gens selon leur mérite pour accomplir des tâches précises décrites dans les descriptions de postes. Croyez-vous que la capacité de parler les deux langues officielles du Canada doit être considérée comme un atout et un facteur prépondérant lorsqu'on applique le principe du mérite?

M. Goodale: J'ai toujours été d'accord avec les exigences reliées aux langues officielles du Canada. Vous vous rappelez certainement que c'était le cas quand nous étions tous deux députés il y a quelques années.

À mon avis, c'est certainement un atout de posséder certaines compétences linguistiques et cela s'applique à moi également. Vous vous rappelez peut-être que, quand j'étais député dans les années 1970, je commençais à pouvoir m'exprimer en français. Maintenant que je suis revenu à la Chambre, j'ai repris les séances de formation et j'espère pouvoir bientôt parler français couramment. À mon avis, il est très utile de pouvoir communiquer avec les Canadiens dans les deux langues officielles.

[Text]

[Translation]

• 1555

Senator Corbin: One final brief question. Your department produces a lot of research papers.

Mr. Goodale: Boy, do they ever.

Senator Corbin: Yes, like a couple of other departments. I like to read research papers, to a point. When the language becomes too complicated, I have to set them aside.

Not all of your research papers are published in the French language or available in the French language. In fact, as far as I know a tremendous number of them are not available in French, unless the practice has recently changed.

What can you tell me about that?

Mr. Goodale: I would ask Mr. Desrochers or Mr. Ballantyne if they have any initial information.

I have Dr. Yvon Martel from our research branch, specifically scientific publications.

Mr. Martel, can you provide us with some information on that?

Le sénateur Corbin: En français, s'il vous plaît.

M. Yvon Martel (directeur général, Région de l'Est, Direction de la recherche, ministère de l'Agriculture et de l'Agro-alimentaire): Avec plaisir.

Les publications scientifiques des chercheurs sont soumises à des journaux scientifiques au Canada, aux États-Unis et sur le plan international. Certains d'entre eux ont des règlements de langue. Souvent le français et l'anglais sont acceptés. Tous les scientifiques peuvent aussi publier au Canada en français s'ils le désirent. Plusieurs le font, car il y a des journaux scientifiques qui acceptent les publications de recherche en français au Canada, et même dans d'autres pays. Plusieurs sociétés scientifiques ont comme langues officielles le français et l'anglais parmi d'autres. Donc, les scientifiques publient souvent dans leur langue, selon les personnes à qui s'adresse la communication scientifique.

On doit dire qu'en pratique, il y a beaucoup d'anglais dans la science sur le plan international et qu'il y a beaucoup de scientifiques qui publient en anglais dans des journaux reconnus internationalement pour faire reconnaître leur recherche. Mais il y a toujours possibilité, et plusieurs le font, de publier en français, surtout au Canada.

Le sénateur Corbin: S'il y a une demande importante, est-ce que le ministère peut faire traduire ces bulletins de recherche à ses frais pour les mettre à la disposition des parlants français?

M. Martel: Oui, certainement, et ceci se fait s'il y a une demande de faire traduire une publication scientifique en français ou en anglais.

Je dois ajouter qu'il arrive souvent que des publications techniques soient faites après des publications scientifiques. Le côté technique est plus facile à comprendre pour les gens qui veulent utiliser la technologie. Ces publications sont toujours traduites dans les deux langues lorsqu'elles s'adressent à tout le pays, sur le plan national.

Le sénateur Corbin: Une dernière brève question. Votre ministère produit beaucoup de documents de recherche.

M. Goodale: Et comment!

Le sénateur Corbin: Oui, comme quelques autres ministères. J'aime bien lire des documents de recherche, mais jusqu'à un certain point. Quand cela devient trop compliqué, je dois les mettre de côté.

Vos documents de recherche ne sont pas tous publiés ou disponibles en français. À ma connaissance, il y en a un très grand nombre qui ne sont pas disponibles en français, à moins que les choses aient changé récemment.

Pouvez-vous m'en parler?

M. Goodale: Je demanderai d'abord à MM. Desrochers ou Ballantyne s'ils ont des renseignements là-dessus.

Nous avons aussi avec nous le docteur Yvon Martel de la Direction générale de la recherche et plus précisément du service des publications scientifiques.

Monsieur Martel, pouvez-vous nous dire quelque chose à ce sujet?

Senator Corbin: In French, please.

Mr. Yvon Martel (Director General, Eastern Region, Research Branch, Department of Agriculture and Agri-Food): With pleasure.

Scientific papers produced by researchers are submitted to scientific journals in Canada, the United States and internationally. Some of them have language requirements. French and English are often accepted. All scientists can also publish in Canada in French if they wish to do so. Many do since some scientific journals accept research papers in French in Canada and even in other countries. Many scientific societies have French and English as some of their official languages. Scientists often publish in their own language depending on those to whom the publication is addressed.

In practice, there is a lot of English in the scientific fields internationally and many scientists publish in English in internationally recognized journals to publicize their research. However, it is always possible to publish in French, especially in Canada, and many do so.

Senator Corbin: If there is a large demand, can the Department have these research bulletins translated at its own expense, to make them available to French speakers?

Mr. Martel: Yes, certainly, and we do so if there is a request to have a scientific publication translated into French or English.

I should add that technical publications are often made after scientific publications. The technical side is easier to understand for those who want to use the technology. These publications are always translated into both languages when they are meant for the entire country.

[Texte]

[Traduction]

Le sénateur Corbin: Au public en général.

Senator Corbin: For the general public.

M. Martel: Oui, quand les publications s'adressent au public en général, elles sont faites dans les deux langues.

Mr. Martel: Yes, when publications are meant for the general public, they are made in both languages.

Le sénateur Corbin: Merci, madame la présidente. Comme j'ai abusé du temps, je ne reviendrai pas au second tour.

Senator Corbin: Thank you, Madam Chairman. Since I have taken up too much time, I shall not intervene in the second round.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Monsieur Sylve.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Mr. Sylve.

Mr. Sylve (Calgary Centre): Mr. Minister, I want to ask you some questions on some numbers.

M. Sylve (Calgary-Centre): Monsieur le ministre, je voudrais vous poser quelques questions au sujet des chiffres.

In the brief we got about the committee, in the section "Program Management" it says that the grand total of the cost of official languages in your ministry last year was \$3,550,000. I looked for this in the main estimates, but I don't see that number in them anywhere. Does that show up in the estimates somewhere? If it does, could you tell me where?

Dans le document que nous avons reçu au Comité, dans la partie sur la gestion du programme, on dit que votre ministère a dépensé l'année dernière 3 555 000\$ relativement aux langues officielles. J'ai cherché ce chiffre dans le budget principal des dépenses, mais je ne l'ai trouvé nulle part. Figure-t-il quelque part? Dans l'affirmative, pouvez-vous me dire où?

Mr. Goodale: Mr. Desrochers, is there a cross-reference to the estimates that you can identify?

M. Goodale: Monsieur Desrochers, y a-t-il un renvoi à ces dépenses quelque part dans les prévisions budgétaires?

Mr. Desrochers: No, they are not identified under "Official Languages" in these estimates. It's in the general administration program, the program administration of the department.

M. Desrochers: Non, ces dépenses ne sont pas désignées comme étant reliées aux langues officielles dans le budget des dépenses. Elles font partie du programme général d'administration du ministère.

Mr. Sylve: Of the agricultural department?

M. Sylve: Du ministère de l'Agriculture?

Mr. Desrochers: Yes, except for translation. The budget for translation is with Services Canada now.

M. Desrochers: Oui, sauf pour la traduction. Le budget de la traduction relève maintenant de Services Canada.

Mr. Sylve: What is the projected cost for the upcoming year? Last year it was \$3.5 million. What is the projected cost for 1994-95?

M. Sylve: Quel est le coût projeté pour l'année qui vient? L'année dernière, il était de 3,5 millions. Quel est le coût projeté pour 1994-1995?

• 1600

Mr. Desrochers: For 1994-95, if we take the items one by one, we are expecting the cost for program management to be the same. We are expecting a small decrease in the cost of language training for English and French as a second language. The bilingualism bonus will probably be the same amount.

M. Desrochers: En 1994-1995, si nous revoyons les postes un à un, nous nous attendons à ce que le coût de la gestion des programmes reste le même. Nous prévoyons une légère diminution du coût de la formation linguistique en anglais et en français comme deuxième langue. La prime au bilinguisme restera probablement au même niveau.

It will be a little different in the area of translation, because starting in 1995-96, the translation bureau will be a special operation agency. We will have to pay it around 22.3¢ a word to translate our documentation. We will just be paying for what we use above the allocated envelope.

En ce qui concerne la traduction, la situation sera quelque peu différente puisqu'à compter de 1995-1996 le Bureau de la traduction deviendra un organisme de services spéciaux. Nous devons le payer environ 22,3c. le mot pour faire traduire nos documents. Nous ne paierons que pour ce qui dépassera l'enveloppe allouée.

Mr. Sylve: Mr. Minister, do you think this bilingualism bonus is a required incentive? If the federal government—as it should—provides services in both languages, and you want everybody to be bilingual just to get the jobs, wouldn't that be incentive enough for someone to learn how to speak French, or English?

M. Sylve: Croyez-vous que cette prime au bilinguisme soit un encouragement nécessaire, monsieur le ministre? Si le gouvernement fédéral—à juste titre—fournit les services dans les deux langues et que le bilinguisme est une condition d'emploi, n'est-ce pas suffisant pour pousser n'importe qui à apprendre le français ou l'anglais?

I don't know if this is a fair question to ask of you or if it's your decision to make. Does it really work? In your opinion is a bonus necessary, or can you not hire people who are already bilingual in the positions you need to meet the quota of official bilingualism in the act?

Je ne sais pas si je peux vous poser la question ou si la décision vous appartient. La prime donne-t-elle des résultats? Est-elle nécessaire, à votre avis, ou pouvez-vous embaucher des gens déjà bilingues pour atteindre le quota prévue dans la loi?

[Text]

Mr. Rod Ballantyne (Director General, Human Resources Branch, Department of Agriculture and Agri-Food): We have no figures to say one way or the other. We can only talk about where we are now as a department. We feel we have done very well in terms of service to the public and in terms of getting people who meet the language requirements of their job.

We feel the future will speak for itself. We can't identify the role that will be played by the bilingualism bonus in that picture.

Mr. Silye: The background material on second language training states the cost of salaries was \$904,000, on page 2 under the section on second language learning. In that same section there is a chart entitled language-training summary that says the grand total is \$1.543 million.

How do these two numbers relate?

Mr. Goodale: I think Mr. Desrochers can reconcile the figures for you.

Mr. Desrochers: On page 2 you have the cost of salaries for people going on mandatory language training. For example, an employee who is in a bilingual position and doesn't meet the language requirement of his position at the time of the appointment has a two-year period to go on continuous language training.

This could vary from one month to six, seven or eight months. The department has to pay for the salary of the employees. That is what the figure on page 2 represents. These salaries are a large portion of our language-training budget.

Mr. Silye: So the \$904,000 is incorporated in the \$1.543 million.

Mr. Desrochers: Yes, sir.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Votre temps est écoulé, monsieur Silye. Je donne la parole à M. Bellemare. Vous reviendrez un peu plus tard.

Mr. Bellemare (Carleton—Gloucester): I ask this question, Mr. Minister, to everyone who comes here because of the existence of one party in Parliament now that doesn't seem to trust figures.

• 1605

Are the figures you provide in the report fudged or real?

Mr. Goodale: They are, Mr. Bellemare, to the very best of my knowledge and belief, the actual hard and fast figures. I have absolutely not the slightest doubt about the veracity of the numbers.

Mr. Bellemare: Thank you very much.

Mr. Goodale: If it were fudge it would be under the Department of Agriculture, because we'd be responsible for it.

Some hon. members: Oh, oh.

Mr. Bellemare: There's also a confusion in the same party about the difference between a budget with the part IIIs and the public accounts reports. They seem to confuse those a lot. They're always looking for what they call the real figures. I find that interesting.

[Translation]

M. Rod Ballantyne (directeur général, Direction générale des ressources humaines, ministère de l'Agriculture et de l'agro-alimentaire): Nous n'avons pas de chiffres nous permettant d'en juger. Nous pouvons seulement indiquer quelle est la situation dans laquelle nous nous trouvons actuellement en tant que ministère. Nous croyons être en assez bonne posture pour ce qui est des services au public et de l'embauche de gens qui satisfont aux critères linguistiques de leurs postes.

Nous pensons que nos résultats seront éloquentes. Pour ce qui est de la prime au bilinguisme, nous ne sommes pas en mesure de juger de son influence.

M. Silye: La documentation de base sur l'apprentissage de la deuxième langue indique que le coût des salaires s'élève à 904 000\$. C'est à la page 2, sous formation dans la deuxième langue. Il y a également là un tableau intitulé résumé de la formation linguistique qui cite un grand total de 1,543 million de dollars.

Quel est le rapport entre ces deux chiffres?

M. Goodale: Je pense que M. Desrochers peut vous en donner l'explication.

M. Desrochers: À la page 2, vous avez le coût des salaires des personnes qui suivent une formation linguistique obligatoire. Un employé qui occupe un poste bilingue, par exemple, et qui ne satisfait pas aux critères linguistiques rattachés à son poste au moment de sa nomination a deux ans pour aller en formation linguistique continue.

Il peut s'agir de stage de un à six, sept ou huit mois. Le ministère doit verser son salaire à cet employé. C'est ce que représente le chiffre à la page 2. Ces salaires représentent une large part de notre budget de formation linguistique.

M. Silye: Les 904 000\$ sont inclus dans les 1,543 million de dollars.

M. Desrochers: Oui.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Your time has expired, Mr. Silye. I have to give the floor to Mr. Bellemare. You will have another turn later on.

M. Bellemare (Carleton—Gloucester): Monsieur le ministre, je pose cette question à tous ceux qui se présentent devant le comité parce qu'il y a un parti au Parlement qui ne semble pas faire confiance aux chiffres.

Les chiffres qui se trouvent dans votre rapport sont-ils truqués ou authentiques?

M. Goodale: Autant que je sache, monsieur Bellemare, ce sont les chiffres réels. Je suis absolument sûr de leur authenticité.

M. Bellemare: Merci beaucoup.

M. Goodale: S'ils étaient truqués, ce serait la faute du ministère de l'Agriculture parce que c'est nous qui en sommes responsables.

Des voix: Oh, oh!

M. Bellemare: Au sein de ce même parti, on semble confondre les budgets qui se trouvent dans les parties III et les rapports des comptes publics. On a beaucoup de mal à faire la différence entre les deux. Et on répète constamment qu'on est à la recherche des vrais chiffres.

[Texte]

Anyway, certainly I was expecting your answer to be the answer you gave, because in government, no matter which party is in power, the figures are the correct figures and the real figures all the time.

I think the question of pay bonus is for Treasury Board and the Public Service Commission. It's a basic question of collective agreement. We would have to negotiate that. It would be nice to get a job because you can speak many languages. Perhaps that's a good idea, but if we're going to change the rules I think we'd better talk to Treasury Board so they can speak with the people involved with the collective agreement—the unions, which are the other side. It's not a unilateral process. You can't come out of a barn and all of a sudden decide this is the way it should be henceforth.

Mr. Goodale: On that point, I think the point made by Mr. Ballantyne is an important one to note. We have a collection of policies related to official languages. By the application of those policies, for the most part Agriculture and Agri-Food Canada is right up to snuff in terms of meeting our legal requirements.

Out of that whole matrix of policies it would be difficult to identify one specific aspect or another that contributed more or less to the achievement of the goal. I'm pleased to see we have largely achieved the objective. We have a couple of areas of deficiency, and we'll work on those and improve them, but by and large we have achieved the objective, as the financial information would indicate in the document, in an economical way.

Mr. Bellemare: How may bilingual positions do you have in the western provinces?

Mr. Goodale: There's a chart here, Mr. Bellemare, that provides that information in detail. Were you asking about offices or people?

Mr. Bellemare: Positions. Not someone who's accidentally bilingual, but positions designated as bilingual in the western provinces of B.C., Alberta, Saskatchewan and possibly Manitoba.

Mr. Goodale: I think Mr. Desrochers can give you that information.

M. Desrochers: Pour ce qui est des postes identifiés bilingues occupés par des employés qui rencontrent les exigences linguistiques du poste, nous en avons huit en Colombie-Britannique, neuf en Alberta et cinq en Saskatchewan. Je m'excuse; ce sont des pourcentages. Voulez-vous les nombres? Je recommence avec les chiffres réels: 10 en Colombie-Britannique, 6 en Alberta, 7 en Saskatchewan, 99 au Manitoba et 61 en Ontario.

M. Bellemare: Cela suffit.

M. Desrochers: Excusez-moi. Vous parlez de l'Ouest.

M. Bellemare: C'est le même mot en français et en anglais.

Le sénateur Corbin: Et quel est le pourcentage au Manitoba?

• 1610

M. Desrochers: Au Manitoba, 14 p. 100 des postes sont bilingues.

M. Bellemare: Est-ce qu'on vous a déjà dit qu'il y avait 110 postes bilingues de trop dans l'Ouest?

[Traduction]

J'étais sûr que vous me répondriez de cette façon parce qu'au gouvernement, quel que soit le parti au pouvoir, les chiffres sont toujours les chiffres justes.

En ce qui concerne les primes d'emploi, elles relèvent du Conseil du Trésor et de la Commission de la Fonction publique. Elles ont à voir avec les conventions collectives. Il faut les négocier. On pourrait peut-être obtenir un emploi parce qu'on parle plusieurs langues. Ce serait peut-être une bonne idée. Quoiqu'il en soit, si nous décidons de changer les règles nous devons passer par le Conseil du Trésor de façon à ce qu'il en discute avec les autres parties aux conventions—soit les syndicats. Il ne s'agit pas de décision unilatérale. Nous ne pouvons pas décréter de nouvelles règles du jeu du jour au lendemain.

M. Goodale: À ce sujet, il convient de souligner la réponse de M. Ballantyne. Nous avons un certain nombre de principes d'application concernant les langues officielles. Ces principes sont strictement observés en ce qui nous concerne à Agriculture et Agro-alimentaire Canada. Nous satisfaisons intégralement à nos obligations sur le plan juridique.

Parmi cet ensemble de principes, il serait difficile d'en identifier un en particulier qui nous aide plus que les autres à atteindre notre objectif. Nous l'atteignons en grande partie, et j'en suis très heureux. Nous avons encore quelques lacunes et nous nous appliquons à les corriger, mais de façon générale, nous y sommes parvenus, et ce, d'une façon économique, comme nos chiffres l'indiquent.

M. Bellemare: Combien de postes bilingues avez-vous dans les provinces de l'Ouest?

M. Goodale: Il y a ici un tableau qui donne tous les détails à ce sujet, monsieur Bellemare. Vous parlez de postes ou de personnes?

M. Bellemare: De postes. Non pas de postes destinés à être occupés par des personnes bilingues de façon fortuite, mais de postes désignés bilingues dans les provinces de l'Ouest; la Colombie-Britannique, l'Alberta, la Saskatchewan et peut-être le Manitoba.

M. Goodale: Je pense que M. Desrochers peut vous donner cette information.

Mr. Desrochers: As regards positions identified as bilingual and filled by people meeting the language requirements set for these positions, we have eight in British Columbia, nine in Alberta and five in Saskatchewan. I am sorry; these are percentages. You have asked for the numbers, have you not? The numbers as such are 10 in British Columbia, 6 in Alberta, 7 in Saskatchewan, 99 in Manitoba and 69 in Ontario.

Mr. Bellemare: Fine.

Mr. Desrochers: I am sorry. You wanted to know about the West.

Mr. Bellemare: It sounds the same in French and English.

Senator Corbin: What was the percentage for Manitoba?

Mr. Desrochers: In Manitoba, 14% of the positions are bilingual.

Mr. Bellemare: Have you been told that there are 110 too many bilingual positions in the West?

[Text]

M. Desrochers: Non.

M. Bellemare: Est-ce que toutes vos pancartes dans l'Ouest sont bilingues? Je suis sûr que cette question intéressera M. Silye du Parti réformiste. Et est-ce que toutes vos pancartes au Québec sont bilingues?

Mr. Goodale: I certainly think so. I'm thinking of all the Agriculture Canada signs I've seen around Saskatchewan. I can't think of one that's an exception. To the best of my knowledge they are.

Mr. Ballantyne: All are.

Mr. Goodale: All are.

M. Bellemare: Merci.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Sénateur Beaudoin.

Le sénateur Beaudoin (Rigaud): Je voudrais revenir à la question des mathématiques. Vous essayez, et c'est bien, d'avoir la même proportion de francophones qu'il y a de francophones dans tout le Canada. Est-ce que je suis bien renseigné? Enfin, je vais continuer si vous le voulez. Voici où je veux en venir.

Il y a environ 25 p. 100 de francophones dans le Canada.

M. McTeague (Ontario): Oui, 25,2 p. 100.

Le sénateur Beaudoin: Bon, 25,2 p. 100. Dans vos effectifs, semble-t-il, vous voulez avoir à peu près un quart de francophones. Vous dites qu'au Nouveau-Brunswick, vous en avez actuellement 26 p. 100 et que vous voulez vous rendre à 33 p. 100, ce qui est très bien. Pour le Québec, je ne sais pas quels sont les chiffres exacts, mais au total, 24 p. 100 ont identifié le français comme leur première langue officielle. Je ne dis pas que c'est bien ou que c'est mal. Essayez-vous de compartimenter cela selon la proportion de francophones dans chacune des provinces ou selon la proportion des francophones dans tout le pays?

Mr. Goodale: Claude, would you like to take a stab at that?

M. Desrochers: Comme l'autorise la loi dans la Partie VI, nous avons regardé le nombre d'employés que nous avons dans chacune des provinces.

Le sénateur Beaudoin: C'est cela.

M. Desrochers: Nous avons aussi regardé la minorité linguistique dans chacune des provinces et nous avons fait un calcul: Si chaque minorité de chaque province était bien représentée à notre ministère, y compris dans la région de la Capitale nationale, quel nombre de francophones aurions-nous par rapport à l'effectif total? Ces calculs nous ont amenés à un objectif de participation francophone de 23 p. 100. Ceci a été fait au moment de la préparation et de la négociation avec le Conseil du Trésor de notre premier protocole d'entente sur les langues officielles.

Maintenant, dans ces objectifs de participation, nous tenons compte des provinces qui ont des particularités, comme le Nouveau-Brunswick avec son objectif de participation francophone de 33 p. 100. Au Québec, l'objectif est de 11

[Translation]

Mr. Desrochers: No.

Mr. Bellemare: Are all your signs in the West bilingual? I'm sure that this will be of interest to Mr. Silye of the Reform Party. I'd also like to know if all your signs in Quebec are bilingual.

M. Goodale: Il me semble bien que oui. J'essaie de penser à tous les panneaux d'Agriculture Canada que j'ai vus en Saskatchewan. Je trouve pas d'exception, à ma connaissances ils sont bilingues.

M. Ballantyne: Ils le sont tous.

M. Goodale: Effectivement.

Mr. Bellemare: Thank you.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Senator Beaudoin.

Senator Beaudoin (Rigaud): I'd like to go back to the matter of arithmetic. You attempt, and I think it's laudable, to have the same proportion of francophones as in the population. Is that correct? I'll continue, if I may and you'll see what I'm driving at.

Francophones account for approximately 25% of the population of Canada.

Mr. McTeague (Ontario): Yes, 25.2%.

Senator Beaudoin: Fine, 25.2%. So I gather you would like to have francophones make up about a quarter of your staff. You say that your present level in New Brunswick is 26% and you want to bring it up to 33%, which is quite commendable. In the case of Quebec, I don't know what the precise figures are but all together 24% identified French as their initial official language. I'm not saying it is either good or bad. I'd like to know whether you are trying to reflect the proportion of francophones in each of the provinces or in the country as a whole.

M. Goodale: Claude, voulez-vous tenter de répondre?

Mr. Desrochers: As is authorized in Part VI of the Act, we have taken into account the number of employees we have in each province.

Senator Beaudoin: Yes.

Mr. Desrochers: We've also looked at the language minority in each of the provinces and made the following calculation: If each provincial minority were to be properly represented in our department, including the National Capital Region, how many francophones would we have as a percentage of our total numbers? As a result of these calculations our objective or francophone participation was set at 23%. This was done as part of our preparations and negotiations with the Treasury Board for our first memorandum of understanding on official languages.

These objectives take into account certain provincial particularities such as the fact that New Brunswick has a francophone participation target of 33%. In Quebec the participation rate for anglophones is 11%. We know that it may

[Texte]

p. 100 pour la participation anglophone. Nous savons que c'est un peu inférieur à la proportion réelle des anglophones au Québec, mais nous devons être réalistes dans la poursuite de nos objectifs. Pour les autres régions, on a regardé quelle était la proportion de la minorité linguistique.

Le sénateur Beaudoin: Et pour la Capitale fédérale?

M. Desrochers: Elle est considérée comme une province, comme la province est une région.

Le sénateur Beaudoin: C'est une région particulière.

M. Desrochers: Oui.

Le sénateur Beaudoin: Là les chiffres sont complètement différents. On ne peut pas comparer. . .

M. Desrochers: Oui, mais dans nos calculs, on parle normalement de régions et non de provinces. Nous avons 11 régions administratives pour le programme des langues officielles: les 10 provinces et la région de la Capitale nationale.

Le sénateur Beaudoin: Autrement dit, vous visez une proportion sur le plan national et sur le plan régional, la Capitale fédérale étant une région.

M. Desrochers: Oui, sénateur.

Le sénateur Beaudoin: Merci.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Monsieur McTeague.

[Traduction]

be slightly lower than the actual proportion of anglophones in Quebec but we have to be realistic in pursuing our objectives. For the other regions we have determined the breakdown.

Senator Beaudoin: And for the Federal Capital?

Mr. Desrochers: It is considered a province, as a province is considered a region.

Senator Beaudoin: A region with special characteristics.

Mr. Desrochers: Yes.

Senator Beaudoin: In this instance the figures are completely different. It is not possible to compare. . .

Mr. Desrochers: Yes, but in our calculations we normally refer to regions rather than provinces. We have 11 administrative regions for the official languages program: the 10 provinces as well as the National Capital Region.

Senator Beaudoin: In other words, you set an aim at the national level as well as the regional level and the Federal Capital is a region.

Mr. Desrochers: Yes, senator.

Senator Beaudoin: Thank you.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Mr. McTeague.

• 1615

M. McTeague: Je vous remercie tous d'être venus, surtout vous, monsieur le ministre. Je sais que c'est une chose qui vous intéresse beaucoup.

Avant de poser mes questions, j'aimerais féliciter votre ministère. J'ai lu les notes que le commissaire a publiées en 1991. C'est la dernière fois qu'il a fait des commentaires au sujet du taux de participation des francophones. Il me semble que vous avez fait un pas énorme en vue de redresser une situation qui semblait assez abominable.

My question will deal with what happened in that report in 1991. There was a suggestion that 22% of supervisors in bilingual positions didn't meet the language requirements. That was in 1991. I'd like to know if that has been addressed at this point.

Mr. Goodale: We will get the statistics, Mr. McTeague.

Mr. McTeague: I'm sorry to throw this in front of you. It's not a curve ball. Please understand that.

An hon. member: It's a fastball.

Mr. McTeague: Maybe I could ask Mr. Ballantyne to start the answer.

Mr. Ballantyne: We always are facing a gap in the ability of the people to meet the language requirements of the job, for the reason that there are incumbent rights to these jobs in terms of meeting the language requirements. If a language profile is changed while there's an incumbent in it, then they're not required to meet that linguistic profile.

Mr. McTeague: Thank you, all of you, for being here today, and a special thanks to you Mr. Minister. I know that this issue is of considerable interest to you.

Before asking some questions, I would like to congratulate your Department. I read the remarks published by the Commissioner in 1991, the last time he made some comments regarding the francophones' participation rate. It appears that you made great strides in putting right a rather deplorable situation.

Ma question portera sur la situation telle qu'elle existait en 1991 d'après ce rapport. Il est suggéré que 22 p. 100 des superviseurs occupant un poste bilingue ne possédaient pas les compétences linguistiques exigées. C'était en 1991, et j'aimerais savoir ce qui a été fait à ce sujet depuis.

M. Goodale: Nous obtiendrons les chiffres, monsieur McTeague.

M. McTeague: Je m'excuse de vous poser cette question de but en blanc. Je vous assure que je ne voulais pas vous lancer une balle courbe.

Une voix: C'est plutôt une balle rapide.

M. McTeague: Monsieur Ballantyne voudra peut-être amorcer la réponse.

M. Ballantyne: En ce qui concerne les compétences linguistiques requises pour un poste, il y a toujours un écart entre les exigences et la réalité car il faut tenir compte des droits de ceux qui occupent ces postes à ce sujet. Si les exigences linguistiques sont modifiées, la personne qui occupe déjà ce poste n'a pas à respecter les nouvelles exigences.

[Text]

What we have been doing is encouraging these supervisors to undertake continuous language training just as a matter of course, because it's the right thing to do. We've had some success, but we can't force the issue.

The other point is that if we have a vacancy in one of those positions that has been encumbered by a person who is unilingual and has not met the language requirements, then we will try to fill it with someone who actually meets the language requirements through an imperative staffing process, because if that position has not had a bilingual incumbent in it, it's time it should if the opportunity presents itself. That's the approach we're taking to try to tackle that gap.

Is there anything else?

M. McTeague: Quel est le taux de participation des anglophones au Québec dans le ministère?

M. Desrochers: 4.1 p. 100.

M. McTeague: Les anglophones représentent environ 10 p. 100 de la population.

M. Desrochers: Nous avons un objectif de 11 p. 100 pour 1997, et les anglophones représentent environ 13 p. 100 de la population actuellement.

Mr. McTeague: I want to touch on the bilingualism bonus issue. Does your department face, in any way...? Have you heard of any problems as far as the private sector is concerned, the Quaker Oats Companies of this world, enticing or drawing away potential employees because they can speak French? I say that because the recognition is in the marketplace. There is such a thing as a bonus for being bilingual. Is that a threat at all to your department and its objectives?

Mr. Ballantyne: If it's a threat, then it's one that has been around for a while. Obviously, any skill that an employee can bring to any company...and certainly bilingualism in this country is one of the skills that makes them more marketable. We've had to face that over a period of time, but we're not aware of any problem in that regard. It's just a fact of life.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Monsieur Bonin.

M. Bonin (Nickel Belt): En ce qui concerne l'enseignement de la langue seconde, on peut s'attendre à une diminution des coûts d'ici peu de temps, puisque le gouvernement fédéral, depuis plusieurs années, offre des fonds aux conseils scolaires à travers le Canada pour enseigner la langue seconde 40 minutes par jour. Cette génération est maintenant rendue au niveau universitaire.

Therefore it's reasonable to assume that the new generation of employees should not require language training, because they have been getting 40 minutes a day since grade 2 or 3, at least in the school boards that took advantage of this generous assistance from the federal government. I know in my region in northern Ontario—and I'm a former school trustee from a bilingual school board—we took advantage of it in the French section teaching English, and vice versa.

[Translation]

Nous avons encouragé les superviseurs qui se trouvent dans cette situation à suivre des cours de langue continus, sans contrainte et simplement parce que c'est la chose à faire. Nous avons eu quelque succès en ce sens, mais nous ne pouvons pas contraindre les personnes en cause à ce sujet.

D'autre part, si un poste détenu par une personne unilingue qui ne possédait pas les compétences linguistiques requises devient vacant, nous essayons d'affecter à ce poste une personne possédant les compétences voulues, en ayant recours à une dotation impérative; en effet, si ce poste n'était pas comblé par une personne bilingue, il est temps de rectifier cette situation dès que la possibilité de le faire se présente. C'est ainsi que nous nous sommes efforcés de réduire l'écart.

Auriez-vous une autre question?

Mr. McTeague: For your Department, and in Quebec, what is the anglophones' participation rate?

Mr. Desrochers: Four point one percent.

Mr. McTeague: Anglophones make up approximately ten percent of Quebec's population.

Mr. Desrochers: Our goal is 11% for 1997, and the anglophones number approximately 13% of the population at the present time.

M. McTeague: Je voudrais maintenant parler de la prime au bilinguisme. Dans votre ministère, avez-vous rencontré des difficultés parce que des entreprises privées, que ce soit *Quaker Oats* ou d'autres, essaient de récupérer à leur service certains de vos employés parce que ces derniers connaissent le français? Je sais que le commerce reconnaît cette compétence; il y a effectivement une prime associée au bilinguisme. Est-ce que votre ministère se voit visé par cette menace qui affecterait vos objectifs?

M. Ballantyne: S'il s'agit d'une menace, elle existe depuis pas mal de temps. De toute évidence, toute compétence qu'un employé peut offrir à un employeur potentiel est intéressante...et sans aucun doute, dans notre pays, le fait d'être bilingue peut faciliter l'emploi. Nous avons dû faire face à cette situation depuis quelque temps déjà. Mais nous ne pensons pas que cela crée un problème. C'est tout simplement la réalité des choses.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Mr. Bonin.

Mr. Bonin (Nickel Belt): With regard to second language training, we may anticipate that cost to go down in the near future since the federal government, for a number of years now, offers funding to school boards throughout Canada for second language training 40 minutes a day. The generation that benefited from the system is now entering university.

Il est donc raisonnable de penser que la nouvelle génération d'employés n'aura pas besoin de formation linguistique étant donné que les nouveaux employés de la fonction publique auront bénéficié de 40 minutes d'enseignement quotidien de l'autre langue, depuis la deuxième ou la troisième année, à condition, naturellement, que leurs commissions scolaires aient profité de l'aide généreuse du gouvernement fédéral. Je sais que dans ma région du Nord de l'Ontario, où j'étais auparavant Commissaire d'une Commission scolaire bilingue, nous nous en sommes servis dans la section française pour enseigner l'anglais, et inversement.

[Texte]

[Traduction]

• 1620

I do find graduates who claim they cannot speak the second language. But having had 40 minutes a day for a number of years, if they didn't learn it there, it's pretty difficult to agree that we should spend more money trying to teach them.

I suspect your budgets in these areas should be reduced drastically very soon, because this generation is coming into the market. Have you anticipated that saving?

Mr. Ballantyne: There are two points to your question from our point of view. First, we find the costs are going to reduce generally because we have reached the point where our population is relatively stable. The number of people who require access to language training are diminishing because they have achieved it and they're staying.

I think you're quite right that the new wave of public servants coming up who have had the benefit of the kind of education to which you refer is going to be a windfall economically. We won't have to provide the training, and if they feel they aren't able to operate in the other official language, they will have a basic knowledge and there will be a lot less training required to bring them up to the required level.

Mr. Bonin: If the majority of new employees are bilingual, then it would be reasonable to assume the bonus would probably be eliminated or phased out because you don't get a bonus when the majority of people offer the same type of service. So we can probably expect some savings in all departments.

Mr. Goodale: I would have to leave the detailed comment on that to my colleague, Mr. Eggleton, who would be responsible from the Treasury Board.

Mr. Bonin: Mr. Minister, that's why I didn't ask the question. I didn't want to put you on the spot. You may not be able to say it, but I can.

Merci, madame la présidente.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Monsieur Péloquin.

M. Péloquin: Merci, madame la présidente. Monsieur le ministre, même si la majeure partie du règlement sur les langues officielles, communications avec le public et prestations des services, est en vigueur depuis décembre 1992, le commissaire aux langues officielles signale et je le cite:

Souvent le public ne sait pas où s'adresser pour obtenir des services dans la langue officielle de son choix et il arrive parfois que les employés ignorent quels bureaux sont désignés pour fournir ces services.

Le ministère éprouve-t-il des difficultés à se soumettre aux dispositions du règlement sur le service au public?

M. Desrochers: J'aimerais répondre en deux points. Le premier, c'est que nous avons dans les 92 bureaux, en dehors de la région de la Capitale nationale, les ressources bilingues pour offrir le service ou pour répondre à la demande de nos clients

Je rencontre des diplômés qui se disent incapables de parler l'autre langue officielle. Mais s'ils ne l'ont pas apprise après avoir suivi des cours de quarante minutes par jour pendant un certain nombre d'années, il ne semble pas raisonnable de dépenser davantage pour essayer de la leur enseigner.

Je pense que votre budget à ce sujet devrait être considérablement réduit bientôt parce que cette nouvelle génération entre sur le marché du travail. Avez-vous prévu de telles économies?

M. Ballantyne: A notre avis, votre question comporte deux volets. Tout d'abord, les coûts vont diminuer de façon générale parce que nous en sommes arrivés au point où notre population est relativement stable. Le nombre de personnes qui ont besoin de formation linguistique diminue parce qu'ils l'ont déjà reçue et ils restent dans la Fonction publique.

Je pense que vous avez tout à fait raison de dire que la nouvelle génération de fonctionnaires qui ont déjà reçu l'enseignement dont vous parlez nous permettra de faire des économies. Il ne sera plus nécessaire de fournir le même genre de formation, car même s'ils ne se juges pas capables de fonctionner dans l'autre langue officielle ils auront quand même des connaissances de base, ce qui réduira considérablement les besoins de formation nécessaire pour les amener au niveau requis.

M. Bonin: Si la majorité des nouveaux employés sont bilingues, il serait donc raisonnable de présumer que la prime au bilinguisme sera éliminée car il n'est pas logique d'offrir une prime si la majorité des employés fournissent le même genre de service. On peut donc prévoir des économies dans tous les ministères.

M. Goodale: Je devrais demander à mon collègue M. Eggleton, président du Conseil du Trésor, de vous donner des renseignements précis à ce sujet.

M. Bonin: Monsieur le Ministre, c'est la raison pour laquelle je n'ai pas posé la question. Je ne voulais pas vous mettre dans l'embarras. Vous ne pouvez peut-être pas le dire, mais moi je peux.

Thank you Madam Chair.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Mr. Péloquin.

Mr. Péloquin: Thank you, Madam Chair. Mr. Minister, even though most of the regulations governing official languages, communication with the public and delivery of services, have been in effect since December 1992, the Commissioner of Official Languages states:

[Translation] Often the public do not know where to go to obtain services in the official language of their choice, and it sometimes happens that employees do not know which offices are designated to provide such services.

Does the Department find it difficult to comply with regulations concerning service to the public?

Mr. Desrochers: In answering, I would like to make two points. First, in the 92 offices we have outside the National Capital Region, we have the bilingual resources needed to provide the service or meet the demand of our customers in the

[Text]

[Translation]

dans la langue officielle de leur choix. C'est un acquis. Nous avons les ressources. Si vous avez remarqué, dans le document qu'on vous a passé, on a indiqué que nous allons, au cours de l'exercice financier en cours, faire des efforts pour améliorer l'offre active de service.

L'offre active de service, c'est un point qui est mentionné dans la Partie IV de la Loi afin que nos clients sachent, dans les zones où sont identifiés nos bureaux de services bilingues, que nous offrons ces services.

Nous ne voulons pas obliger nos clients à demander, mais bien à se rendre compte que nous offrons les services aussitôt qu'ils entendent quelqu'un leur répondre au téléphone, qu'ils se présentent à un comptoir et sous le programme d'identité fédérale, tous nos bureaux sont indiqués dans les deux langues.

Il y a de l'amélioration à apporter. Nous prévoyons, dès l'automne, annoncer à nos clients, par l'intermédiaire des médias, les bureaux qui les desservent. Le Conseil du Trésor va publier très bientôt la liste de tous ces bureaux à travers le Canada. Je crois qu'il y aura comme résultat deux choses: d'abord la population de langue minoritaire qui sera plus informée des services disponibles dans les deux langues officielles de la part des employés de l'État et aussi nos clients à Agriculture-Canada sauront qu'on offre ces services.

• 1625

Mr. Goodale: I just might add that one of the ways to gauge whether or not we are meeting the public's expectations in terms of services in the appropriate language is to look at the record of complaints received.

The information for 1993 would indicate only six complaints received in the entire country with respect to the Department of Agriculture and Agri-Food. We received another complaint that related to a private-sector organization and not our department. The public had confused this private-sector organization with an agency of the Department of Agriculture and Agri-Food. So six complaints applied to the department and three of those related to advertisements published in newspapers. One complaint was about service in English, another was about service in French, and one was about the quality of the particular language being used.

The receipt of only six complaints from the entire country in 1993 is some indication that we are accomplishing our objective in providing services as required.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Donc, je sais que le ministre a un horaire très chargé. Deux membres du Comité avaient signifié qu'ils voulaient poser une question. Je vais leur permettre de poser une seule question.

Sénateur Corbin, vous avez une question?

Le sénateur Corbin: Vous êtes bien généreuse, madame, je vous remercie.

Un des buts de la Loi sur les langues officielles, c'est d'assurer le développement économique des minorités. Ce n'est pas seulement pour leur donner accès à des emplois, pour leur garantir des services dans leur langue, mais le ministère de l'Agriculture est quand même un moteur de l'économie, dans ce sens que, de temps en temps, ils annoncent de nouveaux programmes qui exigent des installations, des facilités.

official language of their choice. That is a fact. We have the resources. In the document distributed, we indicated that during the current fiscal year, we would try to improve the active offer of services.

The active offer of services is mentioned in Part IV of the Act. It is intended to inform our customers, in the areas where our bilingual-service offices are identified, that we offer such services.

We don't want to oblige our customers to ask for such services, but rather to ensure that they realize we offer such services once they hear an employee answer them on the telephone, or once they go to the counter of one of our offices. And under the federal Identity Program, all such services are indicated in both official languages in our offices.

There is room for improvement. We plan that in the fall we will be able to inform our customers through the media of the offices serving them. Treasury Board will soon be publishing a list of all such offices across the country. I think there will be two results from this: first, minority-language groups will be better informed about services available in both official languages from government employees, customers of Agriculture Canada will know that we provide such services.

M. Goodale: J'aimerais ajouter qu'une façon de juger si le ministère répond aux besoins de ses clients en ce qui concerne la prestation de services dans la langue officielle de leur choix est d'examiner le nombre de plaintes reçues.

Selon les informations pour 1993, on n'a reçu que six plaintes dans tout le pays concernant le ministère de l'Agriculture et de l'Agro-alimentaire. Nous avons reçu une autre plainte relative à un organisme du secteur privé et non pas à notre ministère. La population avait pris cette entreprise privée pour un organisme relevant du ministère de l'Agriculture et de l'Agro-alimentaire. On a donc reçu six plaintes concernant le ministère dont trois portaient sur des annonces publiées dans des journaux. Une plainte concernait le service offert en anglais, une autre le service en français, et une dernière sur la qualité de la langue utilisée.

Le fait de n'avoir reçu que six plaintes dans tout le pays en 1993 démontre que nous atteignons notre objectif qui est de fournir les services requis.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): I know that the Minister has a very heavy schedule. Two members of the Committee indicated that they wanted to ask a question. I will allow them to ask just one question.

Senator Corbin, do you have a question?

Senator Corbin: You are very generous, Madam Chair. Thank you.

One of the aims of the Official Languages Act is to insure the economic development of minorities. Although the Department of Agriculture and Agri-Food does not exist solely to provide them with jobs or to guarantee services in the language of their choice, the fact is that your Department is an engine for economic growth in that it periodically announces new programs which require facilities.

[Texte]

Il me semble que dans le cadre des articles 41 et 42 de la Loi sur les langues officielles, le ministère devrait faire un effort, de temps en temps, pour que ces nouvelles installations, ces facilités puissent aller dans des milieux minoritaires. Au Nouveau-Brunswick, par exemple, la station de recherche est à Fredericton. Ce n'est pas fondamentalement bilingue, ça l'est officiellement, mais ce n'est pas un milieu minoritaire, c'est la bureaucratie bilingue qui vit à Fredericton. Ensuite, vous avez des stations de recherche dans le domaine de la pomme de terre, elles sont toutes les deux situées dans des milieux à forte majorité anglophone.

Quand il vous arrive de pondre de nouveaux projets, de nouvelles installations et facilités de ce genre-là, est-ce que vous pensez, de temps en temps, de les situer, tout chose étant égale par ailleurs, dans un milieu minoritaire? Et pour le Nouveau-Brunswick, dans un milieu minoritaire de langue française?

Mr. Goodale: A whole range of considerations go into a decision in the Department of Agriculture and Agri-Food about the location of its various offices and facilities. Depending on the type of office or facility, one or another of those various considerations could be more or less important in terms of where you actually decide to put a project.

[Traduction]

In view of sections 41 and 42 of the Official Languages Act, it seems to me that the Department should sometimes try to insure that new facilities are located in minority-language environment. For example, in New Brunswick, the research station is located in Fredericton. Basically, Fredericton is not bilingual although it is officially so with bilingual bureaucrats living there, but the fact is that it is not a minority-language environment. You also have research stations focusing on the potato industry, but they are both located in communities with a large anglophone minority.

When you implement new projects or establish new facilities of that type, so you sometimes consider locating them, all other things being equal, in a minority-language community? In the case of New Brunswick, that means in a francophone community?

M. Goodale: En décidant de l'emplacement de nos bureaux et autres installations, le ministère de l'Agriculture et de l'Agro-alimentaire tient compte de toute une gamme de facteurs. Selon le genre de bureau ou d'installations ces facteurs pourraient avoir une influence plus ou moins importante sur l'emplacement du projet.

• 1630

One of the important considerations would be, of course, achieving the objective for which the office or facility is intended, and that's obviously an important factor that would go right to the top of the list.

There's also a very important consideration of fairness in all of this decision-making process, but your having made the suggestion in the context of this meeting is something I will raise with my officials, to ask them, as various recommendations go forward in the future about the Department of Agriculture locating its various offices and facilities across the country, as we do just by the nature of our department, to take factors as you have suggested into account.

Perhaps Mr. Desrochers could indicate some of the experience up to this point.

M. Desrochers: Je n'ai pas beaucoup d'impact sur les décisions pour construire les stations de recherches, mais par rapport à votre question, j'aimerais ajouter que le Secrétariat au renouveau rural, qui s'est mis en branle à Agriculture il y a quelques mois, porte un intérêt marqué aux petites communautés et nous suivons le projet de près pour nous assurer que les petites communautés de minorités linguistiques vont profiter de ce programme. C'est un programme développé en collaboration entre plusieurs ministères, les gouvernements provinciaux et les partenaires d'Agriculture et je pense que cela pourra apporter des choses.

Nous avons aussi quelques programmes de formation d'agriculteurs, des choses comme celles-là, qui les aident à s'épanouir.

Le sénateur Corbin: Ce sont de bonnes nouvelles. Je vous remercie.

Merci, madame.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Mr. Silye, one question.

Il y a bien entendu une considération particulièrement importante, soit de réaliser l'objectif visé par les bureaux ou les installations, cela figurerait évidemment, tout en haut de la liste.

Dans tout ce processus décisionnaire, il y a également un élément de justice qui est particulièrement important. Cela dit, vous avez fait une suggestion pendant cette réunion dont j'ai l'intention de discuter avec mes collaborateurs et je leur demanderai d'en tenir compte lorsque nous discuterons des diverses recommandations et lorsque nous prendrons des décisions quant à l'emplacement futur des bureaux et installations du ministère de l'Agriculture.

M. Desrochers va peut-être pouvoir vous parler de ce qui a été fait jusqu'à présent.

Mr. Desrochers: I have little to do with decisions concerning the construction of research stations, but a new Rural Renewal Secretariat was created within the department a few months ago and it is very much geared to the needs of small communities. We are following this up closely and we want to make sure that small communities with linguistic minorities will reap the benefits of this program. It has been set up in collaboration with several departments, provincial governments and agriculture partners, and I believe that it is promising.

We also have several farmers' training programs, something similar, to help them prosper.

Senator Corbin: These are good news. Thank you very much.

Thank you, Madam.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Monsieur Silye, une question.

[Text]

Mr. Silye: Thank you, madam chair.

First of all, just in case Mr. Bellemare's comments were directed to me, I was in no way implying or accusing anybody in your department of fudging numbers. I was seeking clarification on the need for spending the money and where we're spending it. That's why we're all here.

On the basis of what's in front of us here, in reviewing your package, there are 413 people who received second-language training. That cost \$1.5 million, a cost of \$3,700 per person. Then when you add on top of it the bonus, \$1.6 million, it makes it \$7,500 per person per year.

So all I'm trying to find out is, if I work for the Department of Agriculture, and I need to take another language, what's the incentive for me to learn, and how can you twist the incentive so that I learn quicker and it's not open-ended, I don't take 2,500 lessons or just one lesson?

Then there's the cost here of translation. The words themselves are 7 million words and you said it's 22¢ a word. That's another \$1.6 million. That you can't change. That you need, that's necessary. It's not an area where you can save any money.

I'm not questioning the bonus. I'm questioning whether there is a way we can encourage people to learn the two languages more effectively than costing us \$7,500 per person. That's all I'm after. I'm not against bilingualism. I'm for it, and I'm for the Official Languages Act, and I want the federal government to provide services in both languages where we need it and based on demand and where the numbers warrant it. But how can all departments make it efficient?

Mr. Goodale: Mr. Silye, I appreciate the direction in which that question seemed to be headed, and I think the chart that appears on page 2 under the tab marked "Program Management" is an interesting set of figures. It does show that in 1991-92 the overall cost to the Government of Canada, in respect of Agriculture and Agri-Food Canada, was very close to \$5 million. In 1992-93 it dropped to \$4.5 million. In 1993-94 it's at roughly \$3.5 million. Given Mr. Desrochers's brief summary a few minutes ago, it would appear that the number is likely to be more or less the same in 1994-95.

• 1635

That trend would seem to indicate that economies are being achieved and that we are actually seeing our performance in terms of the proficiency in the two official languages going up while costs are going down. Obviously we always look for ways to be the most cost-effective that we can.

I would ask Mr. Ballantyne to add to that.

Mr. Ballantyne: One of the things we've noticed—and I don't know whether you can make any attributions—is that many employees are taking their training outside working hours to save money and avoid loss of time on the job. Sometimes they're already getting the bonus; they're just trying to improve. So that just tells me there are motivational forces at work here that are not strictly monetary.

[Translation]

M. Silye: Merci, madame la présidente.

Pour commencer, si jamais c'est à moi que s'adressaient les observations de M. Bellemare, je n'ai jamais voulu accuser quiconque dans votre ministère de truquer les chiffres. Je demandais simplement des précisions sur la façon dont nous dépensons l'argent, et à quoi il sert. C'est la raison pour laquelle nous sommes tous ici.

D'après les documents que nous avons sous les yeux, je vois que 413 personnes ont suivi des cours de formation linguistique dans la deuxième langue. Cela a coûté 1,5 million de dollars, c'est-à-dire 3 700\$ par personne. Si on ajoute à cela la prime de 7 500\$ par personne par an, cela fait 1,6 million de dollars.

Supposons que je travaille pour le ministère de l'Agriculture et que j'ai besoin de la deuxième langue, qu'est-ce qui peut m'encourager à apprendre plus vite, comment pouvez-vous faire pour me convaincre d'apprendre en moins de 2 500 leçons?

Il ne faut pas oublier non plus les coûts de traduction. Il y a déjà 7 millions de mots, vous dites que le tarif est de 22c. le mot, cela fait 1,6 million de plus. Cela ne changera pas. Cela est nécessaire, vous ne pouvez pas vous en passer, ce n'est pas un secteur où vous pourrez économiser.

Je n'ai rien contre la prime. Cela dit, je me demande si on ne pourrait pas encourager les gens à apprendre la deuxième langue plus rapidement, ce qui ne coûterait pas 7 500\$ par personne. C'est tout ce que je veux. Je n'ai rien contre le bilinguisme, au contraire, je suis tout à fait en faveur de la Loi sur les langues officielles, et je tiens à ce que le gouvernement fédéral offre ses services dans les deux langues lorsque cela est nécessaire, lorsque la demande et la répartition de la population le justifient. Cela dit, comment peut-on faire pour rendre tout cela plus efficace?

M. Goodale: M. Silye, je comprends à quoi vous voulez en venir et vous trouverez le graphique à la page 2 sous l'onglet «gestion du programme»; ce sont des chiffres particulièrement intéressants. Vous y verrez qu'en 1991-92, le gouvernement du Canada a dépensé pour l'agriculture et le secteur agro-alimentaire près de 5 millions de dollars. En 1992-93, c'est descendu à 4,5 millions de dollars. En 1993-94, nous en sommes à environ 3,5 millions de dollars. Enfin, d'après le court résumé que M. Desrochers nous a fait il y a quelques minutes, on peut s'attendre à ce que le budget reste plus ou moins au même niveau pour 1994-95.

Cette tendance semble indiquer que des économies sont réalisées et que notre excellence dans les deux langues officielles augmente tandis que nos coûts baissent. Il va sans dire que nous cherchons toujours à être le plus rentable possible.

J'aimerais que monsieur Ballantyne complète ma réponse.

M. Ballantyne: Nous avons aussi constaté—et j'ignore si on peut attribuer cela à un facteur en particulier—c'est que beaucoup d'employés suivent des cours dans leur temps libre pour éviter les dépenses et la perte d'heures de travail. Dans certains cas, ils touchent déjà la prime; ils essaient seulement de s'améliorer. J'en conclus qu'il ne sont pas motivés uniquement par l'argent.

[Texte]

We are also encouraging approaches such as what we do in my branch, where we'll work one day, every Friday, in French. Everyone benefits from doing that because we're improving, it doesn't cost anybody anything, and everyone's a little more effective in that language. That's what some of the bureaux in our branches are doing. We find it works well and creates a very good ambience.

Mr. Silye: I would like to compliment you. I like the numbers—having studied statements all my life—going down from \$5 million to \$4.5 million to \$3.5 million. Congratulations, that's good.

Mr. Ballantyne: Thank you.

Mr. Goodale: I would just say, Mr. Silye, that I would direct that commendation not to me, as minister, but to the officials who have been responsible and deserve to be commended.

Mr. Silye: An excellent idea. Yes, they do.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Monsieur le ministre, ainsi que les membres de votre personnel, les membres de ce Comité vous remercient pour la diligence, la bienveillance et l'exactitude avec lesquelles vous avez pu répondre à nos questions. Nous savons que votre horaire est chargé, nous vous remercions.

J'aimerais dire aux membres du Comité que la prochaine rencontre est prévue le mercredi 8 juin; nous entendrons alors le ministre des Finances.

Mr. Silye: On a point of order, at the last meeting some witnesses were supposed to be requested to come before the committee for future business. Could I table that now and present this letter to you to invite some witnesses to come?

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Well, we already received a letter from Mr. Ringma. Is that the same letter?

Mr. Silye: Is that letter from the Châteauguay-Valley English Speaking People's Association?

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Yes, we received that letter.

Mr. Silye: So will those people be invited?

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): I was thinking Mr. Ringma would be here to discuss this because the motion was from him.

Mr. Silye: Right. Well, I'm here, replacing him. So I'm just following up on that request.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): We have a whole list of people who have priority to appear before this committee—

Mr. Silye: Yes, I appreciate that.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): I would also like you to know that representatives of Alliance Quebec were here and it is the umbrella organization in Quebec.

Mr. Silye: Right.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): After that, if we have more time to meet with other organizations, we will do so.

[Traduction]

Nous encourageons aussi une chose qui se fait dans ma direction générale. Tous les vendredis, nous travaillons en français. Tout le monde en profite, tout le monde s'améliore, et ça ne coûte rien à personne. Tout le monde apprend à mieux se débrouiller en français. C'est ce que font certains bureaux de notre direction générale. Cela marche très bien et crée un très bon climat.

M. Silye: Je tiens à vous féliciter. J'ai passé ma vie à étudier des bilans, et j'aime beaucoup ce que je vois: vous êtes passés de 5 millions à 4,5 millions puis à 3,5 millions de dollars. Félicitations, c'est excellent.

M. Ballantyne: Merci.

M. Goodale: Si vous me le permettez, monsieur Silye, je pense que ce n'est pas à moi, en tant que ministre, qu'il faut adresser ces félicitations mais plutôt aux fonctionnaires à qui ces compliments sont dûs.

M. Silye: Excellente idée. Oui.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Mr. Minister, I know that committee members want to thank you and your staff for your diligent, forthcoming and accurate answers to our questions. We know you have a busy schedule and we thank you.

Let me remind committee members that the next meeting is scheduled for Wednesday June 8 with the Minister of Finance.

M. Silye: J'invoque le règlement. Lors de la dernière séance, nous étions censés inviter des témoins à comparaître devant le Comité concernant les travaux futurs. Pourrais-je déposer ici la lettre invitant des témoins?

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Nous avons déjà reçu la lettre de M. Ringma. Est-ce la même?

M. Silye: Est-ce qu'il s'agit de la lettre de la Châteauguay-Valley English Speaking People's Association?

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Oui, nous avons reçu cette lettre.

M. Silye: Va-t-on les inviter à comparaître?

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Je pensais que M. Ringma serait ici pour en discuter puisqu'il s'agit de sa motion.

M. Silye: Oui. Eh bien, je suis ici pour le remplacer. Je fais suite à sa demande.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Il y a toute une liste de personnes invitées à comparaître qui ont la priorité. . .

M. Silye: Oui, je comprends.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): N'oubliez pas non plus que les représentants d'Alliance Québec sont venus et qu'il s'agit de la fédération pour ces groupes au Québec.

M. Silye: Oui.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Après, si nous avons le temps de rencontrer d'autres organisations, nous le ferons.

*[Text]**[Translation]*

Mr. Silye: I appreciate that. Thank you.

M. Silye: Je comprends. Merci.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): La séance est levée.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): The meeting is adjourned.

MAIL  POSTE

Canada Post Corporation/Société canadienne des postes

Postage paid

Port payé

Lettermail**Poste-lettre****8801320****OTTAWA***If undelivered, return COVER ONLY to:*

Canada Communication Group — Publishing
45 Sacré-Cœur Boulevard,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

En cas de non-livraison,

retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Groupe Communication Canada — Édition
45 boulevard Sacré-Cœur,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

WITNESSESWednesday, June 1, 1994*From the Department of Canadian Heritage:*

Marc Rochon, Deputy Minister;
Roger Collet, Assistant Deputy Minister, Citizenship and Canadian
Identity;
Lyette Doré, Director General, Official languages Support Branch.

Thursday, June 2, 1994*From the Department of Agriculture and Agri-Food:*

Yvon Martel, Director General, Eastern Region, Research Branch;

Larry Hillier, Director General, Ontario Region, Production and
Inspection Branch;

Gilles Lavoie, Director General, Agricultural Industry Directorate,
Market and Industry Services Branch;

Rod Ballantyne, Director General, Human Resources Branch;

Claude Desrochers, Director, Official Languages Division, Human
Resources Branch.

TÉMOINSLe mercredi 1^{er} juin 1994*Du ministère du Patrimoine canadien:*

Marc Rochon, sous-ministre;
Roger Collet, sous-ministre adjoint, Citoyenneté et programme
d'identité canadienne;
Lyette Doré, directrice générale, Programmes d'appui aux langues
officielles.

Le jeudi 2 juin 1994*Du ministère de l'Agriculture et de l'Agro-alimentaire:*

Yvon Martel, directeur général, Région de l'est, Direction de la
recherche;

Larry Hillier, directeur général, Région de l'Ontario, Direction
générale de la production et de l'inspection des aliments;

Gilles Lavoie, directeur général, Direction des services à l'industrie
agricole, Direction générale des services à l'industrie et aux
marchés;

Rod Ballantyne, directeur général, Direction générale des ressources
humaines;

Claude Desrochers, directeur, Division des langues officielles,
Direction générale des ressources humaines.

The Speaker of the House hereby grants permission to reproduce this document, in whole or in part, for use in schools and for other purposes such as private study, research, criticism, review or newspaper summary. Any commercial or other use or reproduction of this publication requires the express prior written authorization of the Speaker of the House of Commons.

If this document contains excerpts or the full text of briefs presented to the Committee, permission to reproduce these briefs in whole or in part, must be obtained from their authors.

Available from Canada Communication Group — Publishing,
Public Works and Government Services Canada,
Ottawa, Canada K1A 0S9

Le Président de la Chambre des communes accorde, par la présente, l'autorisation de reproduire la totalité ou une partie de ce document à des fins éducatives et à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé de journal. Toute reproduction de ce document à des fins commerciales ou autres nécessite l'obtention au préalable d'une autorisation écrite du Président.

Si ce document renferme des extraits ou le texte intégral de mémoires présentés au Comité, on doit également obtenir de leurs auteurs l'autorisation de reproduire la totalité ou une partie de ces mémoires.

En vente: Groupe Communication Canada — Édition,
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada,
Ottawa, Canada K1A 0S9

C A I

X412

SENATE - 024

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 8

Wednesday, June 8, 1994

Joint Chairs:

The Honourable Gerald Ottenheimer, Senator
Pierrette L. Ringuette-Maltais, M.P.

SÉNAT

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 8

Le mercredi 8 juin 1994

Coprésidents:

L'honorable Gerald Ottenheimer, sénateur
Pierrette L. Ringuette-Maltais, députée

*Minutes of Proceedings and Evidence of the Standing Joint
Committee of the Senate and of the House of Commons on*

*Procès-verbaux et témoignages du Comité mixte permanent
du Sénat et de la Chambre des communes des*

Official Languages

Langues officielles

RESPECTING:

Pursuant to Standing Order 108(4)(b), a review of Official
Languages policies and programmes of the Department of
Finance

CONCERNANT:

Conformément à l'article 108(4)b) du Règlement, un examen
des politiques et des programmes de langues officielles du
ministère des Finances

APPEARING:

David Walker, Parliamentary Secretary to the Minister of
Finance

COMPARAÎT:

David Walker, Secrétaire parlementaire du ministre des
Finances

WITNESSES:

(See back cover)

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)



STANDING JOINT COMMITTEE OF THE SENATE AND OF
THE HOUSE OF COMMONS ON OFFICIAL LANGUAGES

Joint Chairs: The Honourable Gerald Ottenheimer, Senator
Pierrette L. Ringuette-Maltais, M.P.

Joint Vice-Chairs:
Warren Allmand
Pierre de Savoye

Representing the Senate:

The Honourable Senators

Eymard Corbin
Jean-Claude Rivest—(3)

Representing the House of Commons:

Members

Eugène Bellemare
Don Boudria
Dan McTeague
Bob Ringma—(7)

Associate Member

Suzanne Tremblay

(Quorum 6)

Jacques Lahaie

Serge Pelletier

Joint Clerks of the Committee

COMITÉ MIXTE PERMANENT DU SÉNAT ET DE LA
CHAMBRE DES COMMUNES DES LANGUES OFFICIELLES

Coprésidents: L'honorable Gerald Ottenheimer, sénateur
Pierrette L. Ringuette-Maltais, députée

Vice-coprésidents:
Warren Allmand
Pierre de Savoye

Représentant le Sénat:

Les honorables sénateurs

Eymard Corbin
Jean-Claude Rivest—(3)

Représentant la Chambre des communes:

Membres

Eugène Bellemare
Don Boudria
Dan McTeague
Bob Ringma—(7)

Membre associé

Suzanne Tremblay

(Quorum 6)

Les cogreffiers du Comité

Jacques Lahaie

Serge Pelletier

PROCÈS-VERBAL

LE MERCREDI 8 JUIN 1994

(11)

[Texte]

Le Comité mixte permanent des Langues officielles se réunit aujourd'hui, à 15 h 40, dans la pièce 307 de l'édifice de l'Ouest, sous la présidence de Pierrette Ringuette-Maltaï (coprésidente).

Membres du Comité présents

Représentant le Sénat: Gerald Ottenheimer, Jean-Claude Rivest.

Représentant la Chambre des communes: Eugène Bellemare, Pierre de Savoye, Dan McTeague, Pierrette L. Ringuette-Maltaï.

Autre membre présent: Sénateur Royce Frith.

Aussi présent: Du Service de recherche de la Bibliothèque du Parlement: Françoise Coulombe, attachée de recherche.

Comparaît: David Walker, Secrétaire parlementaire du ministre des Finances.

Témoins: Du Ministère des finances: Robert Emond, sous-ministre adjoint, Administration; Louis Bellerose, responsable des langues officielles.

Conformément à son mandat établi en vertu de l'article 108(4)b) du Règlement, un examen des politiques et des programmes de langues officielles du ministère des Finances.

Le secrétaire parlementaire du ministre des Finances fait une déclaration et avec les témoins, répond aux questions.

À 16 h 40, le Comité s'ajourne jusqu'à nouvelle convocation de la présidence.

Le cogreffier du Comité

Jacques Lahaie

MINUTES OF PROCEEDINGS

WEDNESDAY, JUNE 8, 1994

(11)

[Translation]

The Joint Standing Committee on Official Languages met at 3:40 o'clock p.m. this day, in Room 307, West Block, the Joint Chair, Pierrette Ringuette-Maltaï, presiding.

Members of the Committee present

Representing the Senate: Gerald Ottenheimer, Jean-Claude Rivest.

Representing the House of Commons: Eugène Bellemare, Pierre de Savoye, Dan McTeague, Pierrette L. Ringuette-Maltaï.

Other Senator present: Senator Royce Frith.

In attendance: From the Research Branch of the Library of Parliament: Françoise Coulombe, Research Officer.

Appearing: David Walker, Parliamentary Secretary to the Minister of Finances.

Witnesses: From the Department of Finance: Robert Emond, Assistant Deputy Minister, Administration; Louis Bellerose, Head of Official Languages.

Pursuant to Standing Order 108(4)(b), the Committee considered the Official Language policies and programs of the Department of Finance.

The Parliamentary Secretary to the Minister of Finances made a statement and, with the witnesses, answered questions.

At 4:40 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

Jacques Lahaie

Joint Clerk of the Committee

[Text]

EVIDENCE

[Recorded by Electronic Apparatus]

Wednesday, June 8, 1994

[Translation]

TÉMOIGNAGES

[Enregistrement électronique]

Le mercredi 8 juin 1994

• 1539

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): À l'ordre!

Aujourd'hui, nous avons une présentation de M. David Walker, secrétaire parlementaire du ministre des Finances.

Monsieur Walker, bienvenue au Comité mixte des langues officielles. Vous faites votre présentation et, par la suite, chaque membre du Comité disposera de cinq minutes pour poser des questions.

L'honorable David Walker (secrétaire parlementaire du ministre des Finances): Merci beaucoup de me donner l'opportunité de vous faire une présentation aujourd'hui.

As a central agency the Department of Finance has a particularly important role to play with respect to the Official Languages Act. The department interacts not only with other governments, the private sector, and the public, but also within the federal government itself.

Concerning service to the public, according to the Official Languages Act every federal institution has the duty to ensure that every member of the public can communicate with and receive services from that organization in either official language.

• 1540

For finance as a central agency, contacts with the general public are somewhat limited, but there are dealings with the media, other governments and non-governmental organizations.

To meet its obligations, finance has designated as bilingual a number of positions whose incumbents deal with the public. These include spokespersons who respond to the media, receptionists, some economists, and information officers.

The global situation is as follows. Of the 128 positions designated to provide service to the public, 116, or 91%, of the incumbents in these positions meet the language requirements. This is well within the public service objective in this area, which is 90%. It should be noted that the rate in 1992 was 81%, or 104 out of 129.

In the last three years, only one complaint has been received from the Office of the Commissioner of Official Languages in the area of service to the public, and that was resolved to the satisfaction of the complainant.

Selon la Loi sur les langues officielles, le français et l'anglais sont les langues de travail des institutions fédérales. Les fonctionnaires ont le droit d'utiliser, dans les régions prescrites, dont la région de la Capitale nationale, la langue officielle de leur choix dans leur milieu de travail. Il faut donc que ce dernier soit propice à l'usage des deux langues officielles. Pour ce faire, on doit désigner un certain nombre de postes de surveillance comme étant bilingues et s'assurer que leurs

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Order, please!

Today, we will hear a presentation by Mr. David Walker, Parliamentary Secretary to the Minister of Finance.

Mr. Walker, welcome to the Joint Committee on Official Languages. First, we will listen to your presentation and then, each member of the committee will have five minutes to ask questions.

Hon. David Walker (Parliamentary Secretary to the Minister of Finance): Thank you very much for giving me the opportunity to make a presentation to you today.

En tant qu'organisme central, le ministère des Finances a un rôle important à jouer en ce qui a trait à la Loi sur les langues officielles. Nous transigeons fréquemment non seulement avec les autres gouvernements, le secteur privé et le grand public mais aussi avec le gouvernement fédéral.

En ce qui concerne le service au public, selon la Loi sur les langues officielles, il incombe aux institutions fédérales de veiller à ce que le public puisse communiquer avec celles-ci et en recevoir les services, dans l'une ou l'autre des langues officielles.

Aux Finances, en tant qu'organisme central, les contacts avec le grand public sont très limités, mais il y a cependant des relations avec les médias, d'autres niveaux de gouvernement et des organismes non gouvernementaux.

Afin de satisfaire à ces obligations, le ministère a désigné bilingues un certain nombre de postes de service au public, c'est-à-dire les porte-parole devant répondre aux médias, les réceptionnistes, quelques économistes et des agents d'information.

La situation actuelle est la suivante: parmi les 128 titulaires de postes désignés pour servir le public, 116 d'entre eux, ou 91 p. 100, respectent les exigences linguistiques de leur poste. C'est un peu plus que l'objectif du gouvernement en ce domaine qui est de 90 p. 100. Il est à noter que le taux était de 81 p. 100, ou 104 sur 129, en 1992.

Durant les trois dernières années, nous n'avons reçu qu'une seule plainte du Commissariat aux langues officielles concernant le service au public et elle a été résolue à la satisfaction du plaignant.

According to the Official Languages Act, English and French are the languages of work in all federal institutions, and employees have the right to use either official language in all designated regions, including the National Capital Region; this means that their work environment must be conducive to the use of both official languages. To facilitate this matter, some positions having supervisory functions must be identified as bilingual and their incumbents must meet those language

[Texte]

titulaires rencontrent les exigences linguistiques de leur poste. Ces employés ont accès à la formation linguistique offerte par la Commission de la Fonction publique, afin de rencontrer les besoins statutaires. De plus, la formation est ouverte aux employés dans le cadre du programme de formation linguistique maison (Maintien de la langue et perfectionnement).

La situation aux Finances est la suivante: sur 122 postes de supervision, 109, soit 89 p. 100 des titulaires rencontrent les exigences linguistiques de leur poste. À ce chapitre, pour l'année 1992, le taux était de 69 p. 100. Le ministère a dépensé 190 244\$, l'an passé, pour la formation linguistique.

Take equitable participation. According to the act, English-speaking Canadians and French-speaking Canadians have equal opportunity to obtain employment and advancement in federal institutions. The composition of the work force in federal institutions tends to reflect the presence of both the official-language communities of Canada.

The department's situation is as follows. There is a table available to the members that shows of the total in the department, 380 speak English and 154 speak French. This makes an average of 28.8%, which is consistent with the public service average of 28.6%.

For the economists, 218 speak English and 78 speak French. The average is 24.3%, which is pretty close to the public service average of 23.5%.

In the executive category, 62 speak English and 12 speak French. Our average is 16.2%. The public service average is 23.2%.

It has to be noted that although the francophone participation rate for the executive group went from 14% in 1992 to 16% in 1994, the actual numbers remain low.

Because the corporate services branch provides services to both the secretariat of the Treasury Board and the Department of Finance, the statistics for the branch are not included in the data.

The Office of the Commissioner of Official Languages is currently auditing our department. The results should be available in the near future.

[Traduction]

requirements. These employees have access to language training offered by the Public Service Commission in order to fulfill statutory needs. Moreover, training is offered to employees through the in-house language training program (maintenance and development).

The current situation is as follows: there are 122 bilingual positions with supervisory functions: 109, or 89%, of incumbents of these positions meet the language requirements. In 1992, the rate was only 69%. The Department spent \$190,244 in 1993-94 for language training.

Parlons de la participation équitable. Selon la loi, les Canadiens d'expression française et les Canadiens d'expression anglaise ont des chances égales d'emploi et d'avancement dans les institutions fédérales. Les effectifs des institutions fédérales tendent à refléter la présence au Canada des deux collectivités de langues officielles.

Notre situation est la suivante. Nous avons préparé pour les députés un tableau qui montre que sur le total des employés du ministère, il y en a 380 qui parlent anglais et 154 qui parlent français. Ce qui donne une moyenne de 28,8 p. 100 qui est comparable à la moyenne de 28,6 p. 100 pour l'ensemble de la fonction publique.

Pour ce qui est des économistes, il y a 218 anglophones et 78 francophones. La moyenne est de 24,3 p. 100, ce qui est assez proche de la moyenne de la fonction publique qui est de 23,5 p. 100.

La catégorie de la direction compte 62 anglophones et 12 francophones. La moyenne est de 16,2 p. 100. La moyenne de la fonction publique est de 23,2 p. 100.

Il est à noter, toutefois, que le taux de participation francophone au sein du groupe de la direction est passé de 14 p. 100 en 1992 à 16 p. 100 en 1994. Le taux actuel demeure toutefois bas.

Comme la Direction des services ministériels fournit des services au Secrétariat du Conseil du Trésor et au ministère des Finances, les statistiques de la direction ne sont pas incluses dans les présentes données.

Le Commissariat aux langues officielles effectue actuellement une vérification dans notre ministère. Les résultats devraient être prochainement disponibles.

• 1545

Despite an emphasis placed on creating an environment conducive to the use of both official languages, some realistic difficulties continue to prevail. For example, the offer for bilingual services on the telephone or at reception areas, such as the commissioner's desk, may not be as active as required.

Even French-speaking economists tend to feel more comfortable with the English terminology of their work environment. This is largely due to the predominant availability of English publications, reports, and documents they consult on a regular basis, and partly due to the fact that services related to day-to-day operations are more frequently requested in English than in French by clients such as financial institutions, provincial governments, or other federal departments and agencies.

Malgré nos efforts pour créer un environnement propice à l'usage des deux langues officielles, nous continuons à nous heurter à quelques difficultés. Par exemple, au téléphone ou dans les aires de réception, tels les bureaux des commissionnaires, l'offre de services bilingues n'est pas toujours active.

Certains économistes francophones semblent même plus familiers avec le vocabulaire anglais dans l'accomplissement de leurs tâches. Cette situation est attribuable en grande partie à la prédominance des publications en anglais, ainsi qu'aux rapports et aux documents qu'ils consultent régulièrement. De plus, leurs clients des institutions financières, des gouvernements provinciaux et d'autres institutions fédérales leur demandent plus souvent des services quotidiens en anglais qu'en français.

[Text]

With that I'm available for questions. I have with me two officials, Robert Emond, the assistant deputy minister of corporate services for Finance and Treasury Board, and Louis Bellerose, the official languages coordinator for Finance and Treasury Board.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Merci beaucoup. Monsieur de Savoye, la parole est à vous.

M. de Savoye (Portneuf): On peut bien briser la glace pour vous, madame la présidente.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Allez-y. Ne vous gênez pas.

M. de Savoye: Monsieur le secrétaire, on peut apprécier la brièveté de votre rapport. Il est concis, il est précis. Il y a quand même un certain point qui intrigue, qui pique ma curiosité. Entre autres, vous mentionnez que, malgré vos efforts pour créer un environnement propice à l'usage des deux langues officielles, vous continuez à vous heurter à quelques difficultés et vous citez, entre autres, le téléphone ou les aires de réception. Je comprends donc qu'il y a d'autres endroits, où vous éprouvez certaines difficultés, que strictement le téléphone ou les aires de réception. Peut-être pourriez-vous nous entretenir de ces autres aspects.

Ensuite, puisque vous vous heurtez à certaines difficultés, je suis convaincu que vous avez mis au point un plan dans lequel vous avez confiance et qui vous permettra de contourner et de vaincre ces difficultés. Vous êtes sans doute prêt à nous en instruire maintenant.

M. Robert Emond (sous-ministre adjoint, administration, ministère des Finances): Monsieur le président, le ministère des Finances a fait du progrès dans les quatre dernières années. On a signé, en 1991, un protocole d'entente avec le Conseil du Trésor, comme chaque année d'ailleurs. À ce moment-là, on avait identifié plusieurs problèmes. Entre autres, il y avait le service téléphonique, mais aussi du côté de la technologie et des logiciels. Nos logiciels étaient entièrement en anglais. L'année passée, pour donner aux économistes un meilleur outil de travail, on a remplacé notre technologie et maintenant, au moins, on permet aux employés francophones d'avoir accès à un logiciel qui, dans le fond, leur permet de travailler en français. C'est un exemple.

La deuxième chose que l'on fait, depuis plusieurs années, lorsque nous allons recruter des économistes des universités, nous prenons soin de recruter des francophones. On fait des efforts. Malheureusement, ce qui arrive, c'est que souvent ils viennent chez nous, ils travaillent dans un environnement anglophone et ils utilisent l'anglais comme langue de travail. Dans certaines directions, nous avons introduit des mesures spéciales, par exemple, pour permettre aux économistes francophones d'écrire dans leur langue maternelle et de permettre aux anglophones, qui sont bilingues, d'essayer de perfectionner l'utilisation de leur langue en leur donnant accès, par exemple, à des éditeurs-réviseurs.

Aussi, nous avons introduit, tel qu'indiqué dans le discours du secrétaire parlementaire, des mesures spéciales, de la formation maison, où deux heures par semaine, nous offrons des cours à l'Esplanade Laurier, soit en anglais, soit en français, surtout en français, pour essayer d'encourager les anglophones à se sentir à l'aise d'utiliser un peu le français.

[Translation]

Je suis maintenant à votre disposition pour répondre aux questions. M'accompagnent aujourd'hui M. Robert Emond, sous-ministre adjoint, Service ministériels, pour le ministère des Finances et le Conseil du Trésor, et Louis Bellerose, coordonnateur des langues officielles pour les Finances et pour le Conseil du Trésor.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Thank you very much. You have the floor, Mr. de Savoye.

Mr. de Savoye (Portneuf): We can certainly break the ice for you, Madam Chair.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Go ahead. Feel free.

Mr. de Savoye: Your statement was admirably concise and to the point. However, there is one point that sparks my curiosity. You mention, among other things, that despite your efforts to establish an environment conducive to the use of both official languages, you continue to run into some difficulties. You mentioned service on the telephone and in reception areas, among others. I therefore conclude that there are other areas, in addition to telephone service and reception areas, where you are having some trouble. Perhaps you could tell us about some of these problem areas.

Next, since you are encountering some difficulties, I'm sure you have devised a plan that will enable you to overcome these problems. I'm sure you would be prepared to tell us about that now.

Mr. Robert Emond (Assistant deputy minister, Administration, Department of Finance): Mr. Chairman, the Department of Finance has made progress over the last four years. In 1991, we signed a memorandum of understanding with Treasury Board, as we do each year. A number of problems were identified at that time. One was telephone service, but there was also the issue of technology and software. All our software was entirely in English. Last year, to give our economists a better work tool, we replaced our technology, and now our francophone employees can at least have access to a software that allows them to work in French. That is one example.

Secondly, for several years now, we take care to recruit francophone economists when we do our university recruitment. We are trying. Unfortunately, what happens is that often when they come to work in the Department, they find themselves working in an anglophone environment and end up using English as their language of work. In some branches, we have introduced special measures to allow francophone economists to write in their mother tongue, for example, and to allow bilingual anglophones to try to improve their French by offering them the services of editor-revisors.

As stated in the Parliamentary Secretary's remarks, we have also set up an in-house training program. It is given two hours a week at the Esplanade Laurier, either in English, but chiefly in French. The idea is to encourage anglophones to feel comfortable enough in French that they use it on occasion.

[Texte]

Au Ministère, on fait plus de progrès dans certains domaines que dans d'autres. Par exemple, du côté de la Direction de la politique fiscale, il y a plusieurs francophones. Ils sont en mesure de travailler en français. Du côté, de la politique de l'impôt, malheureusement, c'est une direction qui est très anglophone. Donc, notre progrès est meilleur dans certaines direction que dans d'autres.

[Traduction]

The Department has made more progress in some areas than in others. For example, there are a number of francophones in the Fiscal Policy Branch. They are able to work in French. Unfortunately, however, Tax Policy is a very anglophone branch. We have made better progress in some branches than in others.

• 1550

Nous sommes en train de finaliser—vous avez demandé la question du plan—le nouveau protocole d'entente. On consulte actuellement les directions au Ministère et les agents au Conseil du Trésor. Nous avons une ébauche. J'espère que cela nous permettra de faire encore plus de progrès.

Le problème, dans le fond, c'est que le ministère des Finances, pendant des années, a travaillé presque uniquement en anglais. C'est difficile de changer cet environnement.

M. de Savoye: Vous avez mentionné, il y a quelques instants, que vous aviez convenu d'un protocole avec le Conseil du Trésor. Ce protocole, n'est-ce pas, prévoit un rapport annuel?

M. Emond: C'est cela.

M. de Savoye: Le président du Conseil du Trésor nous avouait que sur les quelques cinquante organismes qui devaient faire un tel rapport, seulement une vingtaine avaient soumis un rapport, et je ne me souviens plus si votre ministère était dans cette liste.

Avez-vous fourni le rapport prévu au protocole?

M. Walker: Oui, et nous avons soumis un rapport annuel également.

M. de Savoye: Est-ce que vous pourriez m'en dire un mot? Quelles étaient les principales caractéristiques que vous avez soulignées dans ce rapport?

M. Walker: Le problème majeur pour notre Ministère est celui du travail en français et en anglais. Le problème continue et, dans notre rapport annuel, nous l'avons noté.

M. de Savoye: Je vous remercie.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Je passe la parole au sénateur Frith.

Le sénateur Frith (Glen Tay): Au bureau du commissaire aux langues officielles, on a touché la question des pourcentages, etc. On a également mentionné que vous aviez fait l'objet d'une seule plainte, ou quelque chose de la sorte, entre 1991 et 1992. Je suis assez au courant de cet aspect de l'administration des langues officielles car j'ai été conseiller juridique auprès de M. Spicer alors qu'il était le commissaire.

Maintient-on, dans la politique, la distinction entre «langue de service» et «langue de travail»?

M. Walker: Oui, nous essayons de travailler dans les deux langues, particulièrement, dans le bureau de notre ministre qui travaille facilement dans les deux langues. Les rapports sont présentés dans les deux langues et les discussions se font dans les deux langues également. En ce qui a trait aux services, nous essayons d'augmenter notre service dans les deux langues, mais il s'agit d'une question d'éducation.

You asked about the plan, and we are in the process of finalizing the new memorandum of understanding. We are now consulting the departmental branches and the officers at Treasury Board. A draft is now ready. I hope that that will enable us to make even more progress.

The basic problem is that for years, the Department of Finance worked almost exclusively in English. It is difficult to change that environment.

Mr. de Savoye: A few minutes ago you mentioned that you had agreed on a new memorandum of understanding with Treasury Board. Does that provide for an annual report?

Mr. Emond: That is correct.

Mr. de Savoye: The president of the Treasury Board admitted to us that of the 50 or so agencies which are supposed to submit such reports, only about 20 had done so, and I don't remember whether your department was on that list.

Have you submitted the report specified by the memorandum?

Mr. Walker: Yes, and we have also tabled an annual report.

Mr. de Savoye: Could you tell me briefly what the main features were in your report?

Mr. Walker: The major problem for our department is the question of working in French and in English. It is still a problem, and we point it out in our annual report.

Mr. de Savoye: Thank you.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): I now give the floor to Senator Frith.

Senator Frith (Glen Tay): The office of the Commissioner of Official Languages touched on the question of percentages, etc. It was also mentioned that there had only been one complaint about you, between 1991 and 1992. I am quite up to date on this aspect of official languages administration, because I was legal advisor to Mr. Spicer when he was Commissioner.

Does the policy still maintain the distinction between language of service and language of work?

Mr. Walker: Yes, we try to work in both languages, especially in our minister's office, where we function easily in both languages. Reports are presented in both languages and discussions also take place in both languages. With regard to services, we are trying to increase our service in both languages, but it is a question of education.

[Text]

Le sénateur Frith: Y a-t-il quelqu'un de responsable, par exemple, pour l'administration? Y a-t-il un chef de département qui s'occupe exclusivement des questions de langues de travail et qui maintient cette distinction entre les deux, dans la politique et dans les affaires quotidiennes du ministère?

M. Emond: Oui, monsieur le président. C'est d'ailleurs M. Louis Bellerose qui est à ma droite, qui est responsable de coordonner le programme des langues officielles au Ministère. Cela inclut la coordination des tâches internes, c'est-à-dire le plan, le protocole, etc., et de travailler avec les agents du Ministère face au service au public et d'établir aussi les relations entre le Ministère et le bureau, par exemple, du commissaire aux langues officielles, sur la questions des plaintes.

Le sénateur Frith: Donc, dans l'administration, il y a, par exemple, deux personnes: Une personne qui s'occupe des questions de la langue de service et une autre qui s'occupe de la langue du travail. Ce sont les deux distinctions que fait la Loi. Il n'y a pas seulement la langue de service, mais les *use*, n'est-ce pas?

• 1555

Dans le rapport de la commission Laurendeau-Dunton cette distinction était soulignée.

M. Emond: Je vais demander à M. Bellerose de faire certaines précisions. J'aimerais souligner que notre approche, au ministère des Finances, c'est de sensibiliser les hauts fonctionnaires à leurs responsabilités face au programme des langues officielles. Par exemple, pour les documents qu'on produit chaque année, comme le budget, nous avons établi une ligne où les contribuables peuvent appeler pour obtenir des réponses à certaines questions. La partie concernant langues officielles demeure la responsabilité du sous-ministre adjoint responsable pour le programme.

Le sénateur Frith: Pour la langue de service et la langue de travail.

M. Emond: Surtout la langue de service. En ce qui a trait à la langue de travail, cela relève de chaque gestionnaire d'essayer d'encourager l'utilisation des deux langues. Nous reconnaissons que nous avons un problème. D'ailleurs les statistiques le démontrent. Ce que nous avons en place, au sein du ministère des Finances, c'est un comité aviseur, sur les questions de gestion interne, lequel se rencontre à chaque mois et surveille de près le progrès du côté des langues officielles, en ce qui a trait à la langue de travail.

C'est ce comité-là, d'ailleurs, qui s'implique dans le développement de plans, de protocoles, de rapports annuels. Tout est approuvé par le comité exécutif. Nous essayons d'impliquer, de rendre imputables nos gestionnaires. Donc, on fait une distinction pour ce qui a trait à la coordination, et c'est M. Bellerose qui fait les deux.

Le sénateur Frith: Avez-vous un bureau de plaintes, par exemple, à l'intérieur du ministère?

M. Louis Bellerose (responsable des langues officielles, ministère des Finances): Je suis le bureau de plaintes.

Le sénateur Frith: C'est normal, si quelqu'un fait une plainte, que vous la traitiez à peu près comme le fait le bureau du commissaire aux langues officielles.

[Translation]

Senator Frith: Is there someone in charge, for example, of administration? Is there a department head who deals exclusively with matters of language of work and who maintains this distinction between the two, both in policy and in day-to-day departmental business?

Mr. Emond: Yes, Mr. Chairman. In fact Mr. Louis Bellerose, who is seated on my right, is responsible for coordinating the department's official languages program. That includes coordinating internal tasks, such as the plan, the memorandum, etc., working with departmental officers who serve the public, and establishing relations between the department and the office of the Commissioner of Official Languages, for example, to deal with matters such as complaints.

Senator Frith: So you have two management people, one dealing with languages of service matters and another dealing with language of work. Those are the two distinctions made in the Act. There is not just the language of service, but also the use, am I right?

The Laurendeau-Dunton Commission report stresses that distinction.

Mr. Emond: I shall ask Mr. Bellerose to clarify matters. But I would like to point out that our approach in the Department of Finance is to make senior officials aware of their responsibilities under the Official Languages program. For example, in the case of documents produced annually, such as the budget, we now have a telephone number that taxpayers can call to get answers about certain questions. Matters concerning official languages remain the responsibility of the assistant deputy minister responsible for the program.

Senator Frith: For language of service and language of work.

Mr. Emond: Especially language of service. As far as the language of work is concerned, it is up to each manager to try to encourage the use of both official languages. We recognize that we do have a problem. Indeed the statistics prove it. What we have set up in the Department of Finance is an advisory committee on questions of internal management, which meets once a month and closely watches progress in the official languages sector, with regard to the language of work.

That committee is also involved in drawing up plans, memoranda and annual reports. Everything is approved by the executive committee. We try to get our managers involved and to make them accountable. So we make a distinction with regard to coordination, and it is Mr. Bellerose who does both.

Senator Frith: Do you have a complaints office in your Department?

Mr. Louis Bellerose (Official languages coordinator, Department of Finance): I am the complaints office.

Senator Frith: So it's normal that if someone complains, you deal with it in almost the same way as does the office of the Commissioner of Official Languages.

[Texte]

M. Bellerose: Exactement.

Le sénateur Frith: La performance de votre bureau des plaintes est-elle comparable à celle du bureau du commissaire aux langues officielles? Combien de plaintes avez-vous eues?

M. Bellerose: On en a eu qu'une, donc j'espère que la performance est bonne.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Monsieur Bellemare.

M. Bellemare (Carleton—Gloucester): Madame la présidente, merci. Monsieur Emond, quel poste occupez-vous?

M. Emond: Je suis sous-ministre adjoint, responsable pour les services ministériels, ministère des Finances et Conseil du Trésor.

M. Bellemare: Présidez-vous des réunions de groupes de travail?

M. Emond: Oui.

M. Bellemare: Lorsque vous présidez les réunions, le faites vous en français ou en anglais?

M. Emond: Je permets à mes employés, par exemple, mon comité de gestion. . .

M. Bellemare: Vous personnellement?

M. Emond: Personnellement, j'utilise les deux.

M. Bellemare: Vous avez fait des coupures, dans le budget de 1994-1995, dans tous les programmes du gouvernement du Canada. Avez-vous fait des coupures dans la section des langues de service et de travail au sein de votre propre ministère?

M. Emond: Je ne comprends pas la question.

M. Bellemare: Étant donné que le ministre des Finances a effectué, dans son budget, des coupures touchant tous les ministères et agences, j'imagine que votre ministère a été affecté par ces coupures budgétaires. Des coupures ont-elles été faites dans la section des langues de service et de travail au sein de votre ministère?

M. Emond: Non, pas comme tel. Les coupures, d'ailleurs c'est évident d'après nos statistiques, ont été faites dans des postes, soit de secrétaires, soit d'économistes ou de cadres, mais cela n'a pas affecté la gestion du programme des langues officielles.

[Traduction]

Mr. Bellerose: Exactly.

Senator Frith: Is the performance of your complaints office comparable to that of the office of the Commissioner of Official Languages? How many complaints have you received?

Mr. Bellerose: We have only had one, so I hope that the performance is good.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Mr. Bellemare.

Mr. Bellemare (Carleton—Gloucester): Thank you, Madam Chairman. Mr. Emond, what position do you hold?

Mr. Emond: I am assistant deputy minister, responsible for corporate services, Department of Finance and Treasury Board.

Mr. Bellemare: Do you chair meetings of working groups?

Mr. Emond: Yes.

Mr. Bellemare: When you chair meetings, do you do it in French or in English?

Mr. Emond: I allow my employees, for example, my management committee. . .

Mr. Bellemare: You personally?

Mr. Emond: Personally, I use both.

Mr. Bellemare: In the 1994-95 budget, you had cuts to all programs of the Government of Canada. Did you make any cuts in the section responsible for languages of service and of work within your own department?

Mr. Emond: I don't understand the question.

Mr. Bellemare: Since the Department of Finance imposed cuts in its budget that affect all departments and agencies, I imagine that your department was also affected by those budget cuts. Were there any cuts made in the section responsible for languages of service and of work within your department?

Mr. Emond: No, not as such. It is also quite clear from our statistics, that cuts were made in positions, whether secretaries, economists, or management, but that did not affect the management of the Official Languages program.

• 1600

Cependant, cela a eu un certain impact.

M. Bellemare: Quel impact?

M. Emond: Nous avons moins de gens dans des postes de gestion, par exemple, nous avons moins de réceptionnistes.

M. Bellemare: Donc, le bilinguisme en souffre chez-vous?

M. Emond: Non.

M. Bellemare: Après vos coupures budgétaires?

M. Emond: Non. Le pourcentage des francophones dans des postes de cadres a augmenté malgré qu'ils ont diminué en nombre. On continue d'investir dans la formation linguistique.

There has, however, been a certain impact.

Mr. Bellemare: What impact?

Mr. Emond: For example, we have fewer managers, fewer receptionists.

Mr. Bellemare: Bilingualism is therefore suffering a little bit in your shop, is it not?

Mr. Emond: No.

Mr. Bellemare: In the wake of the budgetary cuts?

Mr. Emond: No. The percentage of francophones in the management category has increased even though the total number of managers has gone down. We are continuing to invest in language training.

[Text]

M. Bellemare: Y-a-il une diminution dans les dépenses pour 1994-1995 en ce qui a trait à l'enseignement linguistique?

M. Emond: Non.

M. Bellemare: Non?

M. Emond: Non. Nous avons deux sortes de formation linguistique.

M. Bellemare: Lorsque vous avez effectué vos coupures, la Commission de la Capitale nationale a été affectée. Je vois que leur budget pour les subventions à des programmes externes bilingues, en 1993-1994, est tombé à zéro. De 225 000\$ qu'il était en 1992, c'est tombé à zéro. Est-ce toujours à zéro?

Avez-vous le pouvoir de décision sur une agence comme la Commission de la Capitale nationale?

Mr. Walker: As the central agency, we have a number of discussions but some of the departmental decisions are left to the minister. The Minister of Finance determines the spending limits for each department with his cabinet colleagues and then the ministers are allowed to make the decisions they have to make.

M. Bellemare: Merci.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Sénateur Rivest.

Le sénateur Rivest (Stadacona): Je pense que le sénateur Frith avait raison d'insister. En termes de fourniture de services au public, c'est relativement peu, sauf pour les appels, pour les communications faites dans les deux langues.

Pourquoi, même s'il y a eu progression, la proportion des francophones dans les postes de direction au ministère des Finances, est de sept ou huit points en-deçà de la moyenne, car d'après vos chiffres, elle est à 16? Quelles en sont les raisons? Est-ce dû au recrutement, ou bien c'est l'histoire du ministère des Finances?

Je suppose qu'avant cela, c'était bien pire puisqu'il y a eu un redressement, que cela progresse. On voit que cela passe de 14 à 16. Pourquoi cela reste-t-il à 16? Pourquoi n'essayez-vous pas d'atteindre le seuil de 20, par exemple, si vous avez 62 postes de direction? Comme objectif, ce serait réaliste. Serait-ce réaliste de vous fixer un objectif qui ferait que, l'an prochain, sur 62 postes de direction, il y en aurait 20 qui seraient occupés par des anglophones?

M. Walker: Nous avons un objectif de 20 p. 100. Cependant, c'est très difficile à atteindre pour deux ou trois raisons. L'une d'elle est que c'est un domaine très anglophone. Ce n'est pas une excuse, mais c'est un problème.

Le sénateur Rivest: Non. c'est la langue internationale.

M. Walker: Oui. Une deuxième raison, c'est que nous avons des employés francophones qui ont quitté le Ministère. Comme leur nombre est très petit, quand vous perdez deux, trois ou quatre francophones, cela devient très difficile dans le contexte actuel.

When we lost two or three, we added a recruitment dimension to try to bring the numbers back up but it's been slower than we thought it would be to find these specialists.

[Translation]

Mr. Bellemare: Is a reduction of the funds for language training slated for 1994-1995?

Mr. Emond: No.

Mr. Bellemare: No?

Mr. Emond: No. We have two types of language training.

Mr. Bellemare: When you brought in your cuts, the National Capital Commission felt their effects. I see that their budget for grants to outside bilingual programs in 1993-94 fell to zero. From \$225,000 in 1992, it fell to zero. Is it still at zero?

Are you the deciding authority for an agency such as the National Capital Commission?

M. Walker: En tant qu'organisme central, nous tenons diverses discussions, mais certaines des décisions relèvent du ministre. En effet, le ministre des Finances fixe les limites des dépenses pour chaque ministère avec ses collègues au Cabinet, puis les ministres sont libres de prendre leurs propres décisions dans le contexte de ce qui est nécessaire.

Mr. Bellemare: Thank you.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Senator Rivest.

Senator Rivest (Stadacona): I think Senator Frith was right to insist. As far as service to the public is concerned, it isn't very much, except for the calls and for communication in both languages.

Even though there has been some progress, why is the francophone participation rate for the executive group in the Finance Department some 7 or 8 percentage points below the average, because according to your numbers, it is at 16? What are the reasons for that? Is it due to what happened with recruiting or is this situation simply rooted in the Finance Department's history?

My guess is that it used to be much worse because corrections have been made and things are progressing. We see here that the percentage has gone from 14 to 16, but why has it stabilized at 16? Why, for example, have you not tried to reach a level of 20%, if there are 62 managerial positions? That would be a realistic objective. Would it be realistic for you to aim for next year at having 20 of the 62 executive positions held by anglophones?

Mr. Walker: Our objective is 20%. However, it is difficult to reach it for two or three reasons, one of which is that it is a very anglophone field. This isn't an excuse I'm giving you here, but it is a problem.

Senator Rivest: No. It's the international language.

Mr. Walker: Yes. A second reason is that francophone employees left the department. Since there are few of them to begin with, when you start losing two, three or four of them, it makes it very difficult in the present context.

Lorsque nous en avons perdu deux ou trois, nous avons tenté, grâce au recrutement, de faire remonter le total, mais il s'avère que cela nous prend beaucoup plus de temps que nous ne l'avions pensé pour trouver ces spécialistes.

[Texte]

[Traduction]

• 1605

Le sénateur Rivest: D'accord.

Des 62 dans les postes de direction, il y a également des anglophones qui sont bilingues. Quelle est la proportion en ce qui a trait au personnel de direction? Je ne vous demande pas un chiffre précis, mais simplement un ordre de grandeur.

M. Bellerose: Vous voulez dire actuellement?

Le sénateur Rivest: Oui, c'est cela.

M. Bellerose: Actuellement, pour la gestion, c'est 16 p. 100.

Le sénateur Rivest: Donc, c'est francophone. Il y a autant d'anglophones que de francophones?

M. Bellerose: Qui sont bilingues?

Le sénateur Rivest: Qui sont bilingues, ou qui pourraient être considérés comme bilingues.

M. Bellerose: Ceux qui sont considérés bilingues, anglophones-francophones, c'est 50-50 en fait. La proportion de francophones bilingues par rapport à la proportion d'anglophones bilingues est presque la même.

Le sénateur Rivest: C'est 50-50?

M. Bellerose: Oh! Mon Dieu! Je n'ai pas ces chiffres-là ici avec moi.

Le sénateur Rivest: Vous voulez dire qu'il y a 50 p. 100 du personnel de direction du ministère des Finances, peu importe qu'ils soient francophones ou anglophones, qui sont bilingues, qui comprennent les deux langues?

M. Bellerose: La direction comporte des postes bilingues et cela rencontre les exigences.

Le sénateur Rivest: D'accord.

M. Bellerose: Le pourcentage de 35-40 p. 100 est basé sur le fait que les gestionnaires doivent atteindre le niveau le plus élevé de bilinguisme. C'est là que cette proportion baisse, mais tous les gestionnaires du ministère sont dans des postes bilingues et rencontrent les exigences.

Le sénateur Rivest: C'est une politique ferme, établie, que vous vérifiez comme on l'a expliqué et c'est un objectif que vous poursuivez.

M. Bellerose: Oui.

Le sénateur Rivest: Si vous voulez rencontrer les objectifs, c'est très important que le français soit la langue de travail. Je comprends que les fonctions internationales, au ministère des Finances, soient considérables, que souvent les données techniques, la langue de l'économie et des économistes est beaucoup plus proche de l'anglais que du français. C'est une donnée universelle et vous devez fonctionner avec cela.

Cependant, vos efforts pour assurer que le français puisse être une langue de travail qui corresponde à sa réalité sociologique au Canada, est-ce une politique établie?

Senator Rivest: Fine.

Among the 62 executives, there are also anglophones who are bilingual. What is the proportion as far as the executive category is concerned? I am not asking you for a precise number, but simply a rough idea.

Mr. Bellerose: You mean at the present time?

Senator Rivest: Yes, that's it.

Mr. Bellerose: At the present time, for the management category, it is 16%.

Senator Rivest: Therefore, those are the francophones. Are there as many anglophones as there are francophones?

Mr. Bellerose: Who are bilingual?

Senator Rivest: Who are bilingual, or could be considered as such.

Mr. Bellerose: In fact, for those who are considered bilingual, anglophone-francophone, it is 50-50. The proportion of bilingual francophones versus the proportion of bilingual anglophones is about the same.

Senator Rivest: It's 50-50?

Mr. Bellerose: Oh! My God! I don't have those numbers with me.

Senator Rivest: You mean to say that 50% of the executive group in the Department of Finance, whether they're francophone or anglophone, are bilingual, understand both languages?

Mr. Bellerose: The executive group includes bilingual positions, and the requirements are being met.

Senator Rivest: Fine.

Mr. Bellerose: The percentage of 35 to 40 is based on the fact that managers are asked to attain the highest level of bilingual proficiency. That explains why the percentage drops off, but all of the Department's managers hold bilingual positions and meet the requirements.

Senator Rivest: It is a firmly established policy that you check up on, as has been explained, and it is an objective that you are constantly pursuing.

Mr. Bellerose: Yes.

Senator Rivest: If you want to reach the objectives that have been set, it is very important that French be the language of work. I can understand that there are an awful lot of international assignments at the Department of Finance and that the technical data and the terminology used in economics and by economists are more readily available in English than in French. This is a universal given and you must work around that.

However, do your efforts to insure that French is a language of work that corresponds to its sociological reality here in Canada fit into an established policy?

[Text]

M. Bellerose: Oui.

Le sénateur Rivest: Dans ce sens-là, la bilinguisation du personnel de direction, soit francophone soit anglophone, est une priorité?

M. Bellerose: Oui. D'ailleurs c'est une priorité de dotation que les postes de gestion soient dotés au minimum au niveau intermédiaire, alors à ce moment-là c'est presque une habitude acquise.

M. Walker: Oui. Cet objectif est très, très ferme pour le ministre et le sous-ministre.

Le sénateur Rivest: Oui, je connais votre ministre.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Sénateur Ottenheimer.

Le sénateur Ottenheimer (Waterford-Trinity): Merci, madame la présidente.

J'ai été un peu surpris d'entendre que certains économistes francophones semblent être plus familiers avec le vocabulaire anglais dans l'accomplissement de leurs tâches. Vous dites que c'est un résultat de la prédominance anglaise des publications, des rapports et des documents qu'ils reçoivent.

Ce doit être assez contradictoire, voire même frustrant, que d'essayer d'augmenter le nombre de fonctionnaires bilingues dans une situation où les francophones se servent de termes anglais pour leur discipline. Est-ce une question d'infrastructure? Existe-t-il un manque de rapports, de publications en français dans vos bibliothèques? On sait que chaque discipline a, aujourd'hui, son vocabulaire assez spécialisé. Toutefois, la langue française a bien des termes pour la science des économistes. Pourquoi ce manque de familiarité avec les termes français?

M. Walker: Je pense que vous avez raison. C'est une réalité et c'est très frustrant. Cependant, l'habitude veut que cela se fasse en anglais. Lorsque M. Martin a été nommé ministre des Finances, lors de la formation du nouveau gouvernement, il a commencé immédiatement à fonctionner en français et en anglais lors des réunions au Ministère. La langue parlée change selon les réunions. Les mémoires sont en français, les lettres sont préparées en français, c'est devenue une coutume maintenant.

• 1610

Nous pouvons travailler en français, nous avons les ressources, les bibliothèques, etc., en français et en anglais.

M. Bellerose: La bibliothèque, par exemple, pour ajouter à ce que M. Walker vient de dire, regorge de documents en anglais ou en français et ils sont utilisés amplement par les employés francophones et anglophones qui doivent préparer des documents.

On s'est aperçu, par exemple, dans une étude interne d'une des directions, que de jeunes économistes, anglophones et francophones, tant en anglais qu'en français, présentaient des rapports de pauvre qualité linguistique. On s'est aperçu qu'il y avait peut-être un moyen d'aider ces jeunes économistes à présenter des rapports de qualité dans leur langue officielle et pour ce faire, nous avons acheté des logiciels de corrections pour cette direction-là et également, on a demandé au service de révision de donner une attention toute particulière à ces gens-là afin de les aider à présenter des textes de qualité.

[Translation]

Mr. Bellerose: Yes.

Senator Rivest: If that is the case, then the bilingualization of executives, be they francophone or anglophone, must then be a priority for you. Is that the case?

Mr. Bellerose: Yes. As a matter of fact, one of the priorities in our hiring policy is that executive positions be filled by people who have at least intermediate proficiency in the other language. It is already a habit of ours.

Mr. Walker: Yes. This objective is a very firm one for the Minister and the deputy minister.

Senator Rivest: Yes, I know your minister.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Senator Ottenheimer.

Senator Ottenheimer (Waterford-Trinity): Thank you, Madam Chair.

I was a little surprised to hear that certain francophone economists seem to be more familiar with the English terminology used in their field of expertise. You're saying that this is the result of the predominance of the English language in the publications, reports and documents they receive.

It must be rather contradictory and perhaps even frustrating to try to increase the number of bilingual officials in a context where the francophones are using English terms in their work. Is it a matter of infrastructure? Are your libraries lacking in French language reports and publications? We all know that in today's world every field has its own specialized terminology. However, the French language does have words the economists can use in their field. Why this lack of familiarity with the French terms?

Mr. Walker: I believe you are right. It is a reality and it is a frustrating one. However, it is for reasons of habit that all of this is done in English. When Mr. Martin was appointed Minister of Finance, when the new government came in, he immediately began using both English and French at the meetings held in the Department. The language used changes from one meeting to the next. The briefs and the letters are prepared in French. It has become a habit.

We can work in French; we have the resources, library facilities etc., in French and in English.

Mr. Bellerose: The library, for example, to add to what Mr. Walker has just said, is full of English and French language publications that are extensively used by the anglophone and francophone employees who have documents to prepare.

An internal study carried out in one of the branches showed that the young economists, both anglophone and francophone, produced very poorly written reports, and this is the case whether they were written in English or in French. We wanted to help these young economists prepare quality reports in their official language, and, to this end, we want correction software for that particular branch and we also asked the revision service to pay particular attention to these people's work in order to help them prepare quality texts.

[Texte]

Cependant, si l'on faisait une recherche-maison sur qui utilise quoi, l'étude ne le dit pas encore. Les directions nous disent qu'ils l'utilisent, mais sur dix économistes francophones, il y en a peut-être trois qui sont plus habitués à la recherche. Donc, ceux-là, on les connaît, ce sont toujours les mêmes trois.

M. Walker: Cela dépend dans quel département vous travaillez. Par exemple, dans le domaine des taxes, c'est très anglais, on travaille toujours en anglais, sauf pour la TPS. Cependant, dans le domaine, par exemple, des affaires provinciales, c'est très facile de travailler en français.

Le coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Sénateur Rivest.

Le sénateur Rivest: J'ai simplement une remarque à faire. Sans insister, ce n'est pas mon intention de modérer vos efforts pour assurer la promotion du français au ministère des Finances, mais finalement vous êtes très près du problème de la langue de la recherche aujourd'hui. Dans le domaine économique, il y a la rédaction des budgets, mais il y a aussi la recherche en économétrie, la macro-économie, etc.

C'est un fait de la civilisation que les publications se font premièrement et majoritairement—ce qui est à la fine pointe—en anglais. On a vu d'ailleurs que, en France même, il y a eu un débat—certains Québécois y avaient participé—concernant les travaux de recherche de l'Institut Pasteur qui se faisaient, je ne connais pas le pourcentage, en anglais.

On a même signalé, au niveau de l'Assemblée nationale à Québec, il y a quelques années, à la grande stupefaction de tout le monde qu'au delà de 80 p. 100 des travaux de recherche de l'Hydro-Québec sont publiés en anglais, car sur le circuit international dans le domaine de l'énergie, le chercheur qui veut être lu, publie sa recherche en anglais.

Enfin, je comprends qu'au ministère des Finances, sur le plan de la langue de travail, c'est une réalité dont vous devez tenir compte; et, encore une fois, nous ne vous disons pas cela pour que vous ralentissiez vos efforts. C'est un combat de tous les instants et, de toute façon, vous avez des obligations légales et constitutionnelles à l'égard des clients ainsi que des employés du ministère de faire en sorte qu'ils puissent travailler en français. C'est une réalité qui est très particulière à votre secteur d'activité.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): J'aurais quelques questions.

Combien avez-vous de bureaux à l'extérieur de la région de la Capitale nationale?

Mr. Walker: None.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Vous avez combien de corporations de la Couronne sous votre juridiction?

Mr. Walker: None.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): En ce qui a trait à ces corporations de la Couronne, assumez-vous la surveillance du personnel, de la qualité des services offerts à la population et de la langue de travail?

[Traduction]

However, if we undertook an in-house study on who uses what. . . We are still in the dark in this area. The various branches tell us that they are using all of these tools, but out of ten francophone economists, there are perhaps only three who are used to the research work. We know who they are, and it's always the same three.

Mr. Walker: It all depends on the department you're working in. For example, in the area of taxation, everything is done in English; everyone works in English, except for the GST. However, in the area of provincial affairs, it is very easy to work in French.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Senator Rivest.

Senator Rivest: I would simply like to make an observation. I don't wish to dwell on this and I wouldn't want to curb your efforts in insuring the promotion of French in the Department of Finance, but it is true that you are very close to the problem of the language of research that we're faced with today. In economics, there is the preparation of budgets but there is also econometrics research, macroeconomics, etc.

It is a fact of our civilization that in high tech fields publications are first and mostly drafted in English. We have seen that this is even a problem in France, where there was a debate—that some Quebecers participated in—concerning the research papers of l'Institut Pasteur of which a high percentage—I don't know it off-hand—are produced in English.

It was even mentioned a few years ago at the National Assembly in Quebec City, to everyone's stupefaction, that over 80% of the research papers of Hydro-Quebec are published in English, because if a scientist wants to be read internationally, he or she publishes in English.

Lastly, I can understand that at the Department of Finance, it is a reality you have to take into account as far as the language of work is concerned. Once again, I'm not saying that to encourage you to slack off in your efforts. It is a constant battle, and in any event, you have legal and constitutional obligations towards your clients as well as towards your staff, who must be assured the possibility to work in French. It is something that is very particular to your area of endeavour.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): I have a few questions.

How many offices do you have outside the National Capital region?

M. Walker: Aucun.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): How many Crown corporations come under your jurisdiction?

M. Walker: Aucune.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): As far as Crown corporations are concerned, are you responsible for employee supervision, for insuring the quality of service to the public and for matters pertaining to the language of work?

[Text]

M. Walker: Non, c'est la responsabilité de chaque corporation.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Par contre, ces corporations sont sous votre juridiction?

M. Emond: Elles ne relèvent pas directement de la responsabilité du ministère des Finances, pour fins de supervision de gestion. Je prends, par exemple, *Canada Development Investment Corporation*, qui est une petite société à Toronto et qui a comme objectif de vendre, de maintenir certaines actions dans ce qui étaient des sociétés du gouvernement que le gouvernement a, soit vendues ou est en train de vendre. Le Ministre n'a pas de rôle de surveillance en termes de la gestion. Il a un rôle à jouer en ce qui concerne la nomination des directeurs. Il joue un rôle dans ce sens-là, mais il n'a pas de responsabilité directe.

La Banque du Canada est peut-être un bon exemple. Le Ministre joue un rôle face à la Banque du Canada, mais n'a aucune responsabilité de surveillance. La Banque du Canada est une société complètement indépendante qui ne relève pas de notre juridiction pour des fins de gestion du personnel, etc.

Le sénateur Frith: Elle relève de la juridiction du commissaire.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Par contre, chaque corporation de la Couronne est incluse dans la Loi sur les langues officielles. Si l'on parle de corporations qui sont sous votre responsabilité, c'est quand même votre ministère qui est responsable de mettre en valeur les effectifs nécessaires au niveau linguistique.

Mr. Walker: We're essentially responsible for the financial relationship of the crown corporations to the government, but through that authority we're not responsible for the administration or the actual operations of those crown corporations.

Mr. Bellemare: Who is responsible?

Mr. Walker: It depends on the crown corporations.

Mr. McTeague (Ontario): I'm not sure, but I believe the Canada Deposit Insurance Corporation would somehow report through Treasury Board, which is the crown corporations' directorate.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Monsieur McTeague.

M. McTeague: Il faudrait poser la question pour connaître la responsabilité des agences de la Couronne afin de déterminer ce que sont les responsabilités du gouvernement dans ce domaine.

Je sais que

Canada Deposit Insurance Corporation

relevait de l'ancien ministre d'État (Finances), à moins que les choses aient changé depuis. J'ai travaillé pour ce ministre.

M. Emond: Cette société a un comité de directeurs et le sous-ministre des Finances est l'un de ces directeurs. J'ai peut-être tort, mais je suis au ministère depuis quatre ans, et l'application de la Loi sur les langues officielles dans cette agence ne relève pas de la responsabilité du ministère des Finances.

M. McTeague: Je pense que vous avez raison.

[Translation]

Mr. Walker: No, those matters come under the responsibility of each individual corporation.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): But these corporations are under your jurisdiction, are they not?

Mr. Emond: They don't come directly under the responsibility of the Department of Finance as far as management supervision is concerned. Take, for example, the Canada Development Investment Corporation, a small corporation in Toronto whose purpose is to sell, to retain shares in what used to be government organizations, in other words organizations that the government has already sold or is in the process of selling. The Minister has no supervisory role as far as management is concerned. He does however have a role to play as far as the appointment of executives is concerned. He plays a role in that area, but he has no direct responsibility per se.

The Bank of Canada is perhaps a good example. Here, the Minister plays a role, but he has no supervisory responsibility. The Bank of Canada is a completely independent organization that does not fall under our jurisdiction for purposes of personnel management, etc.

Senator Frith: It falls under the commissioner's jurisdiction.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): However, each and every Crown corporation falls under the Official Languages Act. As regards the corporations that are under your responsibility, your department is nevertheless responsible for making sure the right numbers are there as far as both linguistic groups representation within personnel is concerned.

M. Walker: Nous sommes essentiellement responsables des rapports financiers entre les sociétés d'État et le gouvernement, mais nous ne sommes pas responsables de l'administration ni des activités de celles-ci.

M. Bellemare: Qui en est responsable?

M. Walker: Cela dépend de quelles sociétés d'État il s'agit.

M. McTeague (Ontario): Je n'en suis pas certain, mais je pense que la Société d'assurance-dépôts du Canada relèverait du Conseil du Trésor, qui est la Direction générale des sociétés d'État.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Mr. McTeague.

Mr. McTeague: We must ask the question in order to determine Crown corporations' responsibility, so as to be able to set out what the government's responsibilities are in this area.

I know that the

Société d'assurance-dépôts du Canada

came under the Minister of State (Finance), unless things have changed since. I used to work for that Minister.

Mr. Emond: That corporation has a committee of directors and the Deputy Minister of Finance is one of them. I am perhaps mistaken, but I have been with the department for four years and the application of the Official Languages Act in that corporation doesn't come under the Finance Department's responsibility.

Mr. McTeague: I think you are right.

[Texte]

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Monsieur McTeague, je crois que. . .

M. McTeague: C'était votre question.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Oui.

M. McTeague: Vous avez touché quelque chose d'assez intéressant.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Oui. Je pense que je vais faire des vérifications au niveau de l'obligation. Si cela s'avérait ne pas être le cas, soyez assuré que j'amènerai ces preuves devant les membres de ce Comité et que cela fera l'objet d'une recommandation.

[Traduction]

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Mr. McTeague, I believe that. . .

Mr. McTeague: That was your question.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Yes.

Mr. McTeague: You have touched upon a rather interesting matter.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Yes. I think I'm going to inquire about this obligation matter. If what has been said isn't the case, rest assured that I will bring whatever proof I have before the members of the committee and there will be a recommendation.

• 1620

Le sénateur Rivest: Je comprends que, dans le cas du ministère des Finances, le ministre ne peut pas s'ingérer dans la gestion ou l'administration des corporations de la Couronne car elles ont une certaine indépendance, comme la Banque du Canada, etc. Cependant, comme vous l'avez souligné, madame la présidente, la Banque du Canada, même si elle n'est pas dirigée par un ministre, comme l'est un ministère, a une responsabilité vis-à-vis de la Loi sur les langues officielles.

Il faudrait bien savoir qui, sur le plan ministériel, a la responsabilité de cette dimension même si elle peut être considérée, à certains égards, comme une question purement administrative qui relèverait de la gestion interne. Il faut qu'il y ait une responsabilité ministérielle, sans cela, à qui le Parlement s'adressera-t-il pour vérifier l'application de la Loi sur les langues officielles?

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): C'est cela. Dans la Loi sur les langues officielles, on indique que chaque corporation de la Couronne est responsable de l'application et de l'obéissance à la Loi sur les langues officielles et, indirectement, chaque corporation relève d'un ministère.

Oui, monsieur Emond.

M. Emond: Il serait peut-être intéressant de penser au cas du Bureau du surintendant des institutions financières, qui relève du ministre des Finances, mais l'individu qui fait rapport sur la question des langues officielles et la gestion interne, est le surintendant. Il a un rôle indépendant. Je ne sais pas si cela complique la question ou si cela l'éclaircit?

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): C'est un peu, en fin de compte, la même question que Postes Canada. C'est le ministre qui est responsable au niveau des opérations continues et de la Loi sur les langues officielles. Donc, j'assume que votre ministère est responsable des corporations qui tombent sous votre juridiction, monsieur Bellerose.

M. Bellerose: Cela me brûle les lèvres depuis qu'on en parle. On vous donne l'exemple de la Banque du Canada. La Banque du Canada est très bien équipée au point de vue direction des langues officielles. La Banque du Canada a sa direction des langues officielles. C'est M. Martin Samuel qui est le directeur des langues officielles à la Banque du Canada et il dispose d'une équipe à faire rougir bien des ministères. Il a même été l'objet d'éloges l'an passé, dans le rapport du commissaire aux langues officielles.

Senator Rivest: I understand that, in the case of the Department of Finance, the minister cannot interfere in the management or administration of Crown corporations since these all have a certain independence, like the Bank of Canada, etc. However, as you said earlier, Madam Chair, the Bank of Canada, even if it isn't run by a Minister, the way a department is, has responsibilities under the Official Languages Act.

There must be some way of knowing which department is responsible for that particular aspect, even if it can, in some regards, be considered a purely administrative matter falling within the realm of internal management. There must be some ministerial responsibility. Otherwise, who would Parliament go to to verify that the Official Languages Act is being properly applied?

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): That's it. The Official Languages Act stipulates that every Crown corporation is responsible for applying and obeying the Official Languages Act and, indirectly, each and every Crown corporation comes under a department.

Yes, Mr. Emond.

Mr. Emond: An interesting case might be that of the Office of the Superintendent of Financial Institutions, that comes under the Minister of Finance; but the person who reports on matters of official languages and internal management is the superintendent. He has an independent role. I don't know if that complicates the issue or clears things up.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): In the end, it's quite similar to the situation with Canada Post. It is the minister who is responsible for ongoing operations and for the Official Languages Act. I therefore assume, Mr. Bellerose, that your department is responsible for the corporations that fall within your jurisdiction.

Mr. Bellerose: It has been on the tip of my tongue since we started talking about it. The example of the Bank of Canada was mentioned. The Bank of Canada is very well equipped as far as official languages policy is concerned. It has its own official languages branch. It is Mr. Martin Samuel who is director of official languages at the Bank of Canada and he has a team that would make a lot of departments green with envy. He was even praised in last year's Commissioner of Official Languages' report.

[Text]

Le sénateur Rivest: Quel ministre va pouvoir bénéficier de ces éloges?

M. Bellerose: Malheureusement, ce fut le gouverneur de la Banque.

Le sénateur Rivest: Ce n'est pas le Sénat ou la Chambre des communes. On ne parle qu'aux ministres. . .

M. Bellerose: C'est le gouverneur de la Banque qui a eu les éloges, évidemment.

Le sénateur Rivest: Vous comprenez le problème. C'est qu'à l'égard du Parlement, ces organismes, on peut toujours les convoquer. Où est la responsabilité ministérielle pour les organismes? Lorsqu'il s'agit d'une corporation de la Couronne, à qui s'adresse-t-on?

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Je crois qu'il faudra clarifier cette situation car cela devient de plus en plus intrigant et un peu flou, si je peux en juger par les commentaires qui sont émis.

Le sénateur Rivest: C'est logique. D'un autre côté, lorsqu'il s'agit d'un organisme indépendant, le ministre ne se mêlera pas des questions d'administration. C'est cela qui est la règle. Sans cela on l'aurait intégré au ministère.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Monsieur Walker.

Mr. Walker: Perhaps the Treasury Board should come in as a witness and explain its relationship with these different crown corporations on the administrative level. It might be more helpful than our particular perspective.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): J'ai pris un petit peu plus que cinq minutes. Monsieur de Savoye.

M. de Savoye: Madame la coprésidente, vous avez tous les privilèges.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Merci beaucoup.

M. de Savoye: Monsieur Emond, plus tôt, vous avez fait référence au *Canada Investment Development Corporation* n'est-ce pas? Comment cela se traduit-il en français?

M. Emond: C'est une très bonne question. Je m'excuse, je ne le sais pas.

M. de Savoye: J'anticipais un réflexe comme celui-là.

M. Emond: Et je suis francophone.

M. de Savoye: Monsieur Emond, on parlait, plus tôt, des économistes qui sont au nombre de 218 anglophones et de 70 francophones. Je ne sais pas comment opèrent ces économistes, vous allez m'éclairer. Ont-ils à se parler entre eux dans l'exercice de leurs tâches ou sont-ils cloisonnés vraiment l'un de l'autre, chacun ayant sa petite tâche à accomplir et n'ayant pas d'interaction, à toutes fins utiles, avec ses pairs?

M. Walker: Je pense que les départs dans les ministères sont très isolés. Cela dépend du sujet, du travail. La section des taxes, par exemple, est très différente de celle des affaires fédérale-provinciales.

[Translation]

Senator Rivest: Which minister will take advantage of this praise?

Mr. Bellerose: Unfortunately, it was the governor of the Bank.

Senator Rivest: It isn't the Senate or the House of Commons. We only speak to ministers. . .

Mr. Bellerose: Obviously, it is the governor of the Bank who got the praise.

Senator Rivest: You understand the problem. Parliament can always ask representatives of these agencies to appear. Where is the ministerial responsibility for these agencies? When we're dealing with a Crown corporation, who do we call upon?

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): I believe this situation will have to be clarified because it is becoming more and more intriguing and a little bit vague, with the comments that we have heard.

Senator Rivest: It is logical. On the other hand, when it is an independent organization, the minister won't get involved in administrative matters. Those are the rules. If that weren't the case, it would simply come under the department.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Mr. Walker.

M. Walker: Le Conseil du Trésor pourrait peut-être comparaître et expliquer les rapports qu'il entretient, côté administratif, avec toutes ces sociétés d'État. Cela serait peut-être plus utile que notre point de vue.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): I have taken up a little bit more than five minutes. Mr. de Savoye.

Mr. de Savoye: Madam Chair, you have every privilege.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Thank you very much.

Mr. de Savoye: Mr. Emond, you referred earlier to the Canada Investment Development Corporation. What is that corporation's title in French?

Mr. Emond: That is a very good question. I'm sorry, but I don't know the answer.

Mr. de Savoye: I was expecting that response.

Mr. Emond: And I am a francophone.

Mr. de Savoye: Mr. Emond, we were talking earlier about the economist group: there are 218 anglophones and 70 francophones. I don't know how these economists work, and I will need your assistance. Does their work involve talking with each other or are they cut off from one another, each one doing his or her little job and not having any interaction, for all intents and purposes, with his or her colleagues?

Mr. Walker: I believe that there are only very isolated cases of departures in the departments. It all depends on the subject matter, on the type of work involved. The tax section, for example, is very different from the federal-provincial affairs section.

[Texte]

[Traduction]

Mr. de Savoye: Would a given economist be really working all alone or would he or she have an opportunity or the necessity to interact with just one other economist in the working area? Do they talk to each other at any time?

Mr. Walker: They do, and they report through assistant deputy ministers who organize the areas of speciality. They do talk amongst each other, but because of the nature of our work, they tend to be, in an English expression, "small shops", not large shops. They also tend to be specialists who—

M. de Savoye: À l'intérieur d'un *small shop*. On traduirait comment en français, monsieur Emond?

M. Emond: Une petite unité.

M. de Savoye: À l'intérieur donc d'une petite unité, retrouve-t-on à la fois des anglophones et des francophones? Y a-t-il des unités francophones et des unités anglophones?

M. Emond: Il n'y a pas d'unité francophone au ministère. Ce qu'on retrouve ce sont des unités avec des francophones et des anglophones et des unités anglophones. M. Walker vous a parlé de la direction des impôts. Par exemple, à la direction des impôts, il y a très peu de francophones. C'est la plus grosse direction du ministère—environ 122 employés—; il y a quelques francophones, pas beaucoup.

Évidemment, ces économistes se retrouvent dans une situation où ils sont pas mal «pognés» à utiliser l'anglais. Dans d'autres unités au Ministère, évidemment l'utilisation du français se fait. Les économistes se parlent, mais souvent ils sont organisés, tel que l'a indiqué M. Walker, en petits groupes.

M. de Savoye: Dans un petit groupe donné, s'il y a très peu de francophones, le francophone devra s'adresser à ses pairs en anglais puisque ces anglophones ne sont pas nécessairement bilingues, c'est-à-dire qu'ils ne parlent pas nécessairement le français. Le francophone devra donc être bilingue par nécessité opérationnelle. C'est peut-être cela le sens de ma question.

M. Emond: J'aimerais apporter une précision. Tel qu'indiqué par M. Bellerose, on a une très bonne capacité bilingue au Ministère, surtout au niveau de la gestion de la supervision. Donc, un jeune francophone pourrait s'adresser à son superviseur, par exemple, en français et être compris dans la grande majorité des cas. Il y a encore quelques cas où il y a des unilingues anglophones.

M. de Savoye: Les postes d'économistes sont-ils des postes bilingues? Tous les postes d'économistes sont-ils des postes bilingues?

M. Bellerose: Non, mais les postes de surveillance, oui.

M. de Savoye: Non. Les postes d'économistes, les 218 plus les 70, est-ce que ce sont des postes bilingues?

M. Bellerose: La majorité, 53 p. 100 des économistes sont dans des postes bilingues.

M. de Savoye: Ce qui veut donc dire qu'un francophone pourrait s'adresser indifféremment en anglais ou en français à l'un de ses pairs la plupart du temps sauf lorsqu'il frappe l'autre 50 p. 100. Est-il possible pour un francophone—je conçois que ce le soit pour un anglophone unilingue—de faire le métier d'économiste chez vous? Est-il possible pour un francophone unilingue de faire le métier d'économiste chez vous et, en avez-vous?

M. de Savoye: Un économiste donné travaillerait-il isolément ou bien aurait-il la possibilité ou l'obligation de consulter un autre économiste sur place? Leur arrive-t-il de discuter entre eux à un quelconque moment?

M. Walker: Ils le font et ils relèvent des sous-ministres adjoints qui organisent les domaines de spécialisations. Ils parlent entre eux, mais à cause de la nature de notre travail, ils ont tendance à se constituer en, permettez-moi l'expression anglaise, «small shop», par opposition à de grosses. Ils ont également tendance à être des spécialistes qui. . .

Mr. de Savoye: In small shops. What term would you use in French, Mr. Emond?

Mr. Emond: *Une petite unité.*

Mr. de Savoye: And within these small shops, there would be both anglophones and francophones? Are there francophone shops and anglophone shops?

Mr. Emond: There is no francophone shop in the Department. What you find are shops with francophones and anglophones or anglophone shops. Mr. Walker talked to you about the taxation branch. In the taxation branch, for example, there are very few francophones. It is the largest branch in the Department, with approximately 122 employees; there are a few francophones, but not many.

Obviously, these economists find themselves in a situation where they are pretty much "stuck" with using English. In other sections of the Department, French is used more often. The economists talk among each other, but as Mr. Walker was saying, they're often set up in small groups.

Mr. de Savoye: In a small group, if there are few francophones, they will speak to their peers in English because their anglophone colleagues are not necessarily bilingual; in other words they don't necessarily speak French. The francophone will therefore be bilingual by necessity. That is perhaps what I was aiming at with my question.

Mr. Emond: I would like to add a clarification. As Mr. Bellerose explained, we have a very good bilingual capability in the Department, especially in the area of supervision management. Thus, a young francophone may for example speak to his or her supervisor in French and be understood in the great majority of cases. There are nevertheless still a few cases where there are unilingual anglophones.

Mr. de Savoye: Are the economists' positions bilingual positions? Are all of those positions bilingual?

Mr. Bellerose: No, but the supervisory positions are.

Mr. de Savoye: No. I'm talking about the economists' positions, the 218 plus the 70: are those bilingual positions?

Mr. Bellerose: The majority, 53% to be precise, of economists are in bilingual positions.

Mr. de Savoye: That means that a francophone can speak to one of his or her pairs in English or in French in most cases. . . except if he lands on one of the other 50%. Is it possible for a francophone—I can see that it is for a unilingual anglophone—to work as an economist in your department? Is it possible for a unilingual francophone to work at his or her profession as an economist in your Department, and are there any doing so?

[Text]

M. Emond: Je dirais, oui c'est possible, dans certaines directions. J'ai parlé plus tôt de la direction de la politique fiscale. Cela se fait-il? Je dirais que non.

M. de Savoye: D'accord, mais il serait possible pour un anglophone unilingue de faire son métier chez vous dans n'importe quelle unité?

M. Emond: Je dirais oui, mais pas de faire carrière.

M. de Savoye: On se comprend bien puisque les postes de direction sont nécessairement bilingues. Cependant, il pourra bénéficier de *training*, d'entraînement.

Le sénateur Rivest: Dans le domaine de la science économique, je ne verrais pas un économiste qui pourrait être employé, soit dans le secteur public ou privé, et qui ne parlerait pas anglais. Comment pourrait-il fonctionner?

[Translation]

Mr. Emond: I would say that yes, it is possible, in certain branches. I spoke earlier of the fiscal policy branch. Is that what is happening? I would say not.

Mr. de Savoye: Fine, but would it be possible for a unilingual anglophone to practice his or her profession in any section of your Department?

Mr. Emond: I would say yes, but not to have a career.

Mr. de Savoye: We understand one another because the management positions are necessarily bilingual. However, the person could receive training.

Senator Rivest: I couldn't imagine an economist who doesn't speak English being employed as such, either in the public or in the private sector. How could that person function?

• 1630

M. de Savoye: Il y en a qui sont capables de le lire, mais pas de le parler, n'est-ce pas? J'ai étudié à l'Université Laval, entre autres, pour mon MBA. Dans nos cours d'économie, on avait des manuels en anglais, mais le professeur donnait son cours en français. La plupart des gens qui étaient dans la salle n'auraient pas été capables de soutenir une conversation en anglais d'une façon décente. Cependant, ils étaient capables de le lire.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Monsieur Emond.

M. Emond: Nous avons remarqué un problème. Les francophones qui arrivent des universités, qui sont parfaitement capables de travailler en français, laissent souvent tomber leur langue maternelle. Nous avons fait des efforts pour recruter. Je pense que M. Bellerose pourra continuer.

Le sénateur Rivest: Pour le travail.

M. Bellerose: Oui. Cela fait longtemps que l'on recrute, qu'on fait des efforts pour assurer un bassin de francophones au Ministère. D'ailleurs on a fait du progrès. Cependant, on a des problèmes avec les francophones. Souvent, malgré le fait qu'on les encourage à utiliser le français, ils choisissent d'utiliser l'anglais. C'est une frustration pour la haute gestion. Donc, cela devient un cercle vicieux.

M. de Savoye: Ayant vécu à Montréal, dans les années soixante, et ayant travaillé pour des compagnies anglophones, j'apprécie pleinement l'amplitude du problème auquel vous faites référence et j'apprécie d'autant plus le moyen que le Québec a pris pour y remédier. Merci.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Je passe maintenant la parole au sénateur Frith.

Senator Frith: Madam Chairman, I thought it might be worthwhile putting on the record the back-up for what you said about the question of the Official Languages Act and the administration and the responsibility for departments that might in some way be linked, or crown corporations that might be linked to them in various ways. The linkage between departments and crown corporations and boards and so on is an interesting question on its own, quite apart from official

Mr. de Savoye: There are some who can read English, but not speak it, don't you think? I have studied at Laval University, among others, for my MBA. In our economics class we used English books but the professor taught in French. Most people in the room wouldn't have been able to have a decent conversation in English. However, they were able to read English texts.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Mr. Emond.

Mr. Emond: There is one problem we have noticed. Francophones coming from universities, who are perfectly able to work in French, often stop using their mother tongue. We made efforts to recruit. I think Mr. Bellerose will be able to say more.

Senator Rivest: To work.

Mr. Bellerose: Yes. We have been making efforts for a long time to ensure a pool of francophones in the Department. We made some progress. However, we have problems with francophones. Quite often, despite the fact that we encourage them to use French, they choose to use English. It is quite frustrating for upper management. This turns into a vicious circle.

Mr. de Savoye: Having lived in Montreal in the sixties and having worked for anglophone companies, I fully appreciate the problem you mentioned and I appreciate even more the means Quebec resorted to to correct it. Thank you.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): And I'll give the floor to Senator Frith.

Le sénateur Frith: Madame la présidente, il me semble utile de faire ressortir le fondement de ce que vous avez dit concernant l'administration de la Loi sur les langues officielles et la responsabilité des ministères à l'égard des sociétés d'État qui peuvent leur être liées d'une façon ou d'une autre. Les liens entre ministères et sociétés d'État et les commissions sont une question intéressante en soi, tout à fait indépendamment des langues officielles. Il semble que les auteurs de la Loi sur

[Texte]

languages. It would seem that the Official Languages Act didn't want to get caught in that and wanted to be able to have all of these subsidiary organizations responsible directly to the *commissaire*.

Of course, the key section of the act is subsection 2.(a), the one that says the purpose of the act is to:

ensure respect for English and French as the official languages of Canada and ensure equality of status and equal rights and privileges as to their use

The word "use" is an important little word, because that is what brought the whole language of work administration in. Originally the *commissaire* concentrated mostly on language of service. Anyway, here are the important words:

in all federal institutions, in particular with respect to

Then, if you go to section 3, to get the definitions:

"federal institution" includes any of the following institutions of the Parliament or government of Canada:

- a) the Senate,
- b) the House of Commons,
- f) a department of the Government of Canada,
- g) a Crown corporation established by or pursuant to an Act of Parliament, and
- h) any other body that is specified by an Act of Parliament to be an agent of Her Majesty in right of Canada or to be subject to the direction of the Governor in Council or a minister of the Crown,

Then there are some exceptions about Indian bands and the National Capital Region and so on. But it seems that the scheme of the act is to have all of these subsidiary and other organizations responsible directly under the act to the commissioner—and to this committee, for that matter. It is to not ask a department to be responsible for it, or to put it another way, it is to not require this committee or the Commissioner of Official Languages to go through a department to inquire about or treat a complaint, to launch an investigation or to try to encourage an administration, but rather to do it directly.

I think that was the sense of what you were saying, but I thought it might be worthwhile checking on it.

[Traduction]

les langues officielles voulaient contourner cette difficulté et rendre tous ces organismes subsidiaires directement responsables devant le commissaire.

Évidemment, la disposition clé de la loi est le paragraphe 2.a), celui qui indique que la loi a pour objet:

d'assurer le respect du français et de l'anglais à titre de langues officielles du Canada, leur égalité de statut et l'égalité de droits et privilèges quant à leur usage. . .

Le mot «usage» est un petit mot important, car c'est lui qui a introduit toute la notion de langue de travail dans l'administration. Initialement, le commissaire se concentrait principalement sur la langue de service. Quoi qu'il en soit, voici les mots importants:

dans les institutions fédérales, notamment en ce qui touche. . .

Puis, si vous passez à l'article 3, vous voyez les définitions:

Institution fédérale: les institutions du Parlement et du gouvernement du Canada,

- a) dont le Sénat,
- b) la Chambre des communes. . .
- f) les ministères fédéraux,
- g) les sociétés d'État créées sous le régime d'une loi fédérale

h) et tout autre organisme désigné par la loi à titre de mandataire de Sa Majesté du Chef du Canada ou placé sous la tutelle du Gouverneur en conseil ou d'un ministre fédéral.

Il y a ensuite quelques exceptions concernant les bandes indiennes et la région de la capitale Nationale, etc. Mais il semble que l'esprit de la loi soit de placer tous ces organismes subsidiaires directement sous la responsabilité du commissaire—et donc de notre comité. La loi ne demande pas à un ministère d'en assumer la responsabilité, ni n'impose à notre comité ou au commissaire aux langues officielles de passer par un ministère pour traiter une plainte, lancer une enquête ou essayer d'encourager une administration, mais plutôt de le faire directement.

Il me semble que c'est en ce sens qu'allait votre intervention, mais j'ai cru bon de vérifier le texte.

• 1635

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Thank you very much. We'll do a little searching to make sure this committee has the responsibility to call directly crown corporations.

Le sénateur Rivest: Ce qui voudrait dire qu'on pourrait convoquer une commission qui serait directement responsable devant le Parlement.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Je ne sais pas. Il n'y a pas d'autres membres de ce Comité qui m'ont signifié leur intention de poser des questions. Y en a-t-il d'autres? Non.

Monsieur Walker, on vous remercie pour votre présentation et pour les réponses très précises qui ont été données aux membres de ce Comité et, comme de raison, nous nous réservons toujours le privilège de vous demander de revenir devant nous.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Nous allons faire quelques recherches pour nous assurer que le comité a bien la latitude de convoquer directement les sociétés d'État.

Senator Rivest: It would mean that we can call a board or commission that reports directly to Parliament.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): I don't know. There are members of this committee who indicated they wanted to ask questions. Are there others? No.

Mr. Walker, thank you very much for your presentation and for the very clear answers you have given to members' questions and for this reason we always reserve ourselves the privilege to ask you to come back.

[Text]

On vous remercie, messieurs.

M. Walker: Merci beaucoup.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Pour les membres du Comité, on a quelques petits détails à régler avant d'ajourner. D'accord? Bref! Nous n'avons plus le quorum, nous allons donc ajourner pour aujourd'hui.

La séance est levée.

[Translation]

Thank you very much, gentlemen.

Mr. Walker: Thank you very much.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Members of the committee, we have a number of small items on the agenda before adjourning. Agreed? Well we just lost our quorum, so we will have to adjourn for today.

The meeting is adjourned.



If undelivered, return COVER ONLY to:
Canada Communication Group — Publishing
45 Sacré-Cœur Boulevard,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Groupe Communication Canada — Édition
45 boulevard Sacré-Cœur,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

WITNESSES

From the Department of Finance:

Robert Emond, Assistant Deputy Minister, Administration;
Louis Bellerose, Head of Official Languages.

TÉMOINS

Du ministère des finances:

Robert Emond, sous-ministre adjoint, Administration;
Louis Bellerose, responsable des langues officielles.

The Speaker of the House hereby grants permission to reproduce this document, in whole or in part, for use in schools and for other purposes such as private study, research, criticism, review or newspaper summary. Any commercial or other use or reproduction of this publication requires the express prior written authorization of the Speaker of the House of Commons.

If this document contains excerpts or the full text of briefs presented to the Committee, permission to reproduce these briefs in whole or in part, must be obtained from their authors.

Available from Canada Communication Group — Publishing,
Public Works and Government Services Canada,
Ottawa, Canada K1A 0S9

Le Président de la Chambre des communes accorde, par la présente, l'autorisation de reproduire la totalité ou une partie de ce document à des fins éducatives et à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé de journal. Toute reproduction de ce document à des fins commerciales ou autres nécessite l'obtention au préalable d'une autorisation écrite du Président.

Si ce document renferme des extraits ou le texte intégral de mémoires présentés au Comité, on doit également obtenir de leurs auteurs l'autorisation de reproduire la totalité ou une partie de ces mémoires.

En vente: Groupe Communication Canada — Édition,
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada,
Ottawa, Canada K1A 0S9

SENATE
HOUSE OF COMMONS
Issue No. 9

Tuesday, June 14, 1994

Joint Chairs:

The Honourable Gerald Ottenheimer, Senator
Pierrette L. Ringuette-Maltais, M.P.

SÉNAT
CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 9

Le jeudi 14 juin 1994

Coprésidents:

L'honorable Gerald Ottenheimer, sénateur
Pierrette L. Ringuette-Maltais, députée

*Minutes of Proceedings and Evidence of the Standing Joint
Committee of the Senate and of the House of Commons on*

*Procès-verbaux et témoignages du Comité mixte permanent
du Sénat et de la Chambre des communes des*

Official Languages

Langues officielles

RESPECTING:

Pursuant to Standing Order 108(4)(b), a review of Official
Languages policies and programmes of the Public Service
Commission

CONCERNANT:

Conformément à l'article 108(4)b) du Règlement, un examen
des politiques et des programmes de langues officielles de la
Commission de la fonction publique

WITNESSES:

(See back cover)

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)



First Session of the Thirty-fifth Parliament, 1994

Première session de la trente-cinquième législature, 1994

STANDING JOINT COMMITTEE OF THE SENATE AND OF
THE HOUSE OF COMMONS ON OFFICIAL LANGUAGES

Joint Chairs: The Honourable Gerald Ottenheimer, Senator
Pierrette L. Ringuette-Maltais, M.P.

Joint Vice-Chairs: Warren Allmand
Pierre de Savoye

Representing the Senate:

The Honourable Senators

Eymard Corbin
Jean-Claude Rivest — (3)

Representing the House of Commons:

Members

Eugène Bellemare
Don Boudria
Dan McTeague
Bob Ringma — (7)

Associate Member

Suzanne Tremblay

(Quorum 6)

Jacques Lahaie

Serge Pelletier

Joint Clerks of the Committee

COMITÉ MIXTE PERMANENT DU SÉNAT ET DE LA
CHAMBRE DES COMMUNES DES LANGUES OFFICIELLES

Coprésidents: L'honorable Gerald Ottenheimer, sénateur
Pierrette L. Ringuette-Maltais, députée

Vice-coprésidents: Warren Allmand
Pierre de Savoye

Représentant le Sénat:

Les honorables sénateurs

Eymard Corbin
Jean-Claude Rivest — (3)

Représentant la Chambre des communes:

Membres

Eugène Bellemare
Don Boudria
Dan McTeague
Bob Ringma — (7)

Membre associé

Suzanne Tremblay

(Quorum 6)

Les cogreffiers du Comité

Jacques Lahaie

Serge Pelletier

PROCÈS-VERBAL

LE MARDI 14 JUIN 1994
(12)

[Texte]

Le Comité mixte permanent des Langues officielles se réunit aujourd'hui, à 15 h 47, dans la pièce 112-N de l'édifice du Centre, sous la présidence de Warren Allmand (vice-coprésident).

Membres du Comité présents

Représentant le Sénat: Eymard Corbin, Jean-Claude Rivest.

Représentant la Chambre des communes: Warren Allmand, Eugène Bellemare, Dan McTeague, Bob Ringma.

Membres suppléants présents: Benoit Serré pour Pierrette Ringuette-Maltais; Suzanne Tremblay pour Pierre de Savoye.

Aussi présent: Du Service de recherche de la Bibliothèque du Parlement: Françoise Coulombe, attachée de recherche.

Témoins: De la Commission de la fonction publique: Ruth Hubbard, présidente; Gilbert H. Scott, commissaire; Ginette Stewart, commissaire; Marie-Josée Mercier-Savoie, directrice générale, Formation Linguistique Canada; Vera McLay, directeur, Direction générale de la gestion ministérielle, Direction des langues officielles.

Conformément à son mandat établi en vertu de l'article 108(4)b) du Règlement, un examen des politiques et des programmes de langues officielles de la Commission de la fonction publique.

Ruth Hubbard fait une déclaration et avec les autres témoins répond aux questions.

À 17 h 12, le Comité s'ajourne jusqu'à nouvelle convocation de la présidence.

Le cogreffier du Comité

Jacques Lahaie

MINUTES OF PROCEEDINGS

TUESDAY, JUNE 14, 1994
(12)

[Translation]

The Joint Standing Committee on Official Languages met at 3:47 o'clock p.m. this day, in Room 112-N, Centre Block, the Joint Chair, Warren Allmand, presiding.

Members of the Committee present

Representing the Senate: Eymard Corbin, Jean-Claude Rivest.

Representing the House of Commons: Warren Allmand, Eugène Bellemare, Dan McTeague, Bob Ringma.

Acting Members present: Benoit Serré for Pierrette Ringuette-Maltais; Suzanne Tremblay for Pierre de Savoye.

In attendance: From the Research Branch of the Library of Parliament: Françoise Coulombe, Research Officer.

Witnesses: From the Public Service Commission: Ruth Hubbard, President; Gilbert H. Scott, Commissioner; Ginette Stewart, Commissioner; Marie-Josée Mercier-Savoie, Director General, Language Training Canada; Vera McLay, Director, Corporate Management Branch, Official Languages Directorate.

In accordance with its mandate under Standing Order 108(4)(b), the Committee considered the Official Language policies and programs of the Public Service Commission.

Ruth Hubbard made a statement and, with the other witnesses, answered questions.

At 5:12 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

Jacques Lahaie

Joint Clerk of the Committee

[Text]

EVIDENCE

[Recorded by Electronic Apparatus]

Tuesday, June 14, 1994

• 1545

The Vice-Chairman (Mr. Allmand): I would like to call the meeting to order.

Madam Ringuette-Maltais is in her constituency today and I've been asked, as vice-chair, to be the chairperson for this meeting.

We are pleased to have with us today, pursuant to Standing Order 108(4)(b), which is a review of the official languages policies and programs of the Public Service Commission, the president, Ruth Hubbard. With her is Gilbert Scott, a commissioner, and Ginette Stewart, a commissioner. We are pleased to have you with us. I understand you have an opening statement. You will make the opening statement and then we will have questioning by the members of the committee. Over to you.

Ms Ruth Hubbard (President, Public Service Commission of Canada): Thank you, Mr. Chairman.

Honourables sénateurs, hon. members, ladies and gentlemen, thank you for the opportunity to appear before the committee.

As you may know, I was appointed president of the Public Service Commission some six weeks ago. My two co-commissioners at the Public Service Commission, whom the chairman has already introduced, Mrs. Ginette Stewart and Mr. Gilbert Scott, have helped me a great deal to become familiar with the Public Service Commission's work, and I'll be counting on them today to help answer the committee's questions.

We will be further assisted by Marie-Josée Mercier-Savoie, who is the director general of Language Training Canada; Len Slivinski, director general of the staffing policy and program development directorate; and Vera McLay, director of the official languages directorate.

La Commission de la fonction publique du Canada est l'organisme gouvernemental chargé de la nomination de personnes compétentes, qu'il s'agisse de recrues ou de personnes déjà à l'emploi de la Fonction publique. Son mandat s'étend également à la prestation de programmes de formation et de perfectionnement. La Fonction publique doit aujourd'hui faire face au défi de taille qu'est la restructuration de l'appareil gouvernemental. Les contribuables canadiens ont très clairement revendiqué, auprès de leurs représentants et de leurs représentantes, des services plus efficaces et plus souples. Dans le contexte économique et financier actuel, le changement s'impose plus que jamais.

La mission de la Commission de la fonction publique du Canada est de veiller à ce que les Canadiens et les Canadiennes soient servis par une Fonction publique hautement compétente, non partisane et représentative de notre société. Nous nous acquittons de cette mission en accentuant nos activités dans différents secteurs, notamment le recrutement, la dotation et les mécanismes de recours, et la revue.

[Translation]

TÉMOIGNAGES

[Enregistrement électronique]

Le mardi 14 juin 1994

Le vice-président (M. Allmand): Je déclare la séance ouverte.

M^{me} Ringuette-Maltais est dans sa circonscription aujourd'hui, et on m'a demandé, en tant que vice-président, de présider cette séance.

Aujourd'hui, conformément à l'alinéa 108(4)b) du Règlement, nous examinons les politiques et programmes des langues officielles de la Commission de la fonction publique. Nous avons le plaisir d'accueillir la présidente de la Commission de la fonction publique, M^{me} Ruth Hubbard. Elle est accompagnée de Gilbert Scott et de Ginette Stewart, commissaires. Nous sommes heureux que vous soyez des nôtres. Je crois savoir que vous avez une déclaration d'ouverture à faire. Après que vous l'aurez lue, les membres du comité vous poseront des questions. À vous la parole.

Mme Ruth Hubbard (présidente, Commission de la fonction publique du Canada): Merci, monsieur le président.

Honourable senators, membres du comité, mesdames et messieurs, merci de nous avoir donné cette occasion de comparaître devant le comité.

Comme vous le savez, j'ai été nommée présidente de la Commission de la fonction publique il y a environ six semaines. Mes deux co-commissaires à la Commission de la fonction publique, que le président a déjà présentés, M^{me} Ginette Stewart et M. Gilbert Scott, m'ont grandement aidée à me familiariser avec les responsabilités de la Commission de la fonction publique, et je vais de nouveau compter sur eux aujourd'hui pour m'aider à répondre à vos questions.

J'ai également pour m'aider Marie-Josée Mercier-Savoie, directrice générale de Formation linguistique Canada; Len Slivinski, directeur général de la Direction de l'élaboration des politiques et des programmes en dotation; et Vera McLay, directrice de la Direction des langues officielles.

The Public Service Commission of Canada is the government agency responsible for appointing competent people, whether they be recruits or persons already working for the Public Service. Its mandate also includes providing training and development programs. Public Service must now face the major challenge of restructuring the machinery of government. The Canadian taxpayers have clearly demanded, of their representative, more efficient and more flexible services. In the current economic and fiscal context, this change is more needed than it ever was before.

The mission of the Public Service Commission of Canada is to ensure that Canadians are served by highly competent and non-partisan Public Service which is also representative of our society. We fulfill this mission by stressing our activities in various sectors, particularly recruitment, staffing and recourse mechanisms, and review.

[Texte]

Training is yet another activity of the Public Service Commission and one of its most significant in terms of what lies ahead. Our current training activities include both language training and general and professional development.

In the years to come, the PSC is expected to play a central role in bringing government closer to Canadians. We welcome that challenge. We're working to improve the efficiency of human resources management throughout the public service, and in everything we do we will continue to underline the need for fairness, equity and transparency.

La Loi sur les langues officielles définit les circonstances dans lesquelles les Canadiens et les Canadiennes ont le droit d'être servis dans la langue officielle de leur choix, par les organismes fédéraux. La Commission de la fonction publique, en tant qu'organisme, contribue à l'atteinte de cet objectif dans l'ensemble de la Fonction publique, en réglementant les nominations, y compris les nominations à des postes bilingues. De cette responsabilité découlent d'autres attributions décrites dans notre mémoire préliminaire, dont l'administration des tests de compétence linguistique. Le Conseil du Trésor nous a également chargé de la formation linguistique des personnes admissibles.

• 1550

As a department, the Public Service Commission offers its clients services in both official languages and ensures that our employees work in the language of their choice.

The PSC has had a long involvement with official languages. Indeed, the PSC has helped through a number of programs to support official languages policy for nearly 30 years.

My colleagues and I would be pleased to respond to your questions. Thank you.

The Vice-Chairman (Mr. Allmand): Thank you very much for your opening statement.

We will follow the usual procedure. The first round of questioning is to the

Bloc québécois, madame Tremblay, pour cinq minutes, s'il vous plaît.

Mme Tremblay (Rimouski—Témiscouata): Merci, monsieur le président.

Félicitations pour votre nomination, madame, et merci de vous présenter devant nous, même si cela fait peu de temps que vous êtes à votre poste.

À partir de chiffres que j'ai pris dans les rapports du commissaire aux langues officielles et autant dans vos statistiques, on a l'habitude d'entendre dire qu'au Québec, les Anglo-Québécois ne représentent que 5,2 p. 100 de la Fonction publique, cela sur 29 700 postes de fonctionnaires situés à l'extérieur de la région de la Capitale nationale. Si l'on prend le nombre de fonctionnaires de la région de la Capitale nationale, qui est de 19 250, d'après vos statistiques, et qui résident au Québec, on retrouve dans cette population de fonctionnaires, 16,3 p. 100 des anglophones du Québec.

[Traduction]

La formation est une autre activité de la Commission de la fonction publique, et l'une des plus importantes pour l'avenir. Nos activités actuelles en matière de formation comprennent la formation linguistique et le perfectionnement général et professionnel.

Au cours des années à venir, la CFP doit jouer un rôle central pour rapprocher le gouvernement des Canadiens. Nous nous félicitons de ce défi. Nous nous efforçons d'améliorer l'efficacité de la gestion des ressources humaines dans l'ensemble de la fonction publique et, dans toutes nos activités, nous continuerons à insister sur le besoin de justice, d'équité et de transparence.

The Official Languages Act defines the circumstances in which Canadians have the right to be served in the official language of their choice by the federal agencies. The Public Service Commission, as an agency, contributes to achieving this objective throughout the Public Service, by regulating appointments, including appointments to bilingual positions. This responsibility flows from other functions described in our preliminary brief, namely the administering of language proficiency tests. Treasury Board has also assigned to us a task of providing language training to eligible employees.

En tant que ministère, la Commission de la fonction publique offre à ses clients des services dans les deux langues officielles et veille à ce que ses employés travaillent dans la langue de leur choix.

La CFP a une longue expérience des langues officielles. En effet, depuis près de 30 ans, elle exécute un certain nombre de programmes pour appuyer la mise en oeuvre de la politique des langues officielles.

Mes collègues et moi serons heureux de répondre à vos questions. Merci.

Le vice-président (M. Allmand): Merci beaucoup pour cette déclaration d'ouverture.

Nous allons suivre la procédure habituelle. Les premières questions seront posées par

Mrs. Tremblay, of the Bloc Québécois, you have five minutes.

Mrs. Tremblay (Rimouski—Témiscouata): Thank you, Mr. Chairman.

Congratulations on your appointment, Madam, and thank you for appearing before us, even if you have been in your position only a short time.

According to numbers that I have found in the reports of the Official Languages Commissioner and in your own statistics, we are often told that in Quebec, anglophones hold only 5.2% of the Public Service positions, out of 29,700 positions located outside the National Capital Region. If we consider the number of civil servants in the National Capital Region, that is 19,250, according to your statistics, and those living in Quebec, we find that 16.3% of them are anglophones from Quebec.

[Text]

J'aimerais donc que, dorénavant, l'on propage le bon chiffre et que vous informiez le commissaire, M. Goldbloom, pour qu'on prenne pour acquis—on est encore déficitaire d'après le 13,3 p. 100 de la population—que c'est 9,6 p. 100 des Québécois anglophones qui occupent une fonction dans la Fonction publique du Canada. Ils sont des fonctionnaires qui vivent au Québec et qui sont anglophones.

Vous avez pour principe, c'est l'un des éléments que j'ai retrouvé dans votre rapport, d'essayez de trouver des moyens pour que la représentation des minorités soit équitable. J'ai relevé, dans votre mémoire, qu'au moment où vous faites le recrutement à l'extérieur de la Fonction publique, 9 p. 100 des postes au Québec sont ouverts aux anglophones unilingues et 30 p. 100 des promotions internes sont ouvertes aux fonctionnaires anglo-québécois unilingues. Cela, on le trouve dans votre rapport.

Pouvez-vous essayer de nous expliquer pourquoi, malgré tous les efforts que vous faites pour engager des anglophones, même unilingues, dans la Fonction publique fédérale au Québec, vous n'y arrivez pas?

Mme Hubbard: C'est une question assez difficile. Nous avons essayé très fort pendant des années d'améliorer la situation, mais comme le commissaire aux langues officielles l'a dit, c'est plus difficile dans un environnement où le taux actuel de recrutement externe décroît. Nous faisons des efforts. Nous continuons d'essayer de trouver les moyens d'améliorer la situation, mais on n'a pas réussi encore.

Cependant, c'est vrai que c'est seulement le recrutement qu'on peut utiliser pour changer la situation. Je vais demander à mon collègue, M. Scott, s'il veut ajouter quelque chose.

M. Gilbert H. Scott (commissaire, Commission de la fonction publique du Canada): Nous trouvons qu'au cours des récentes années, nous avons réussi à atteindre un niveau de recrutement et de nomination des anglophones au Québec dans la catégorie des agents scientifiques et professionnels qui satisfait leur représentativité dans la collectivité. C'est dans le domaine du soutien administratif où il existe toujours une difficulté.

• 1555

Nonobstant que l'on retrouve environ 60 p. 100 des anglophones hors Québec qui se disent bilingues, ceux qui se présentent à la Fonction publique pour des postes de soutien administratif ne réussissent pas à satisfaire à nos exigences linguistiques. Donc, c'est peut-être une question de disponibilité des gens qui répondent aux exigences linguistiques de la Fonction publique, dans quelque domaine occupationnel que ce soit.

Mme Tremblay: Le soutien administratif, ce sont les postes les moins rémunérés. Sont-ils au bas de l'échelle?

M. Scott: Oui, c'est cela.

Mme Tremblay: D'accord. Donc, le fait que, par exemple, 40 p. 100 des anglophones sont unilingues, et que les jobs qu'on offre ne sont pas très payantes, cela pourrait ne pas les intéresser. Cependant, ce n'est pas parce qu'on les discrimine. On essaie d'en engager, mais ils ne viennent pas vers les emplois, ou bien, ils ne répondent pas aux exigences. C'est bien cela que vous dites? Ou ils ne répondent pas aux exigences.

[Translation]

So, from now on, I would appreciate it if the exact number was quoted and if you inform the Commissioner, Mr. Goldbloom, so that it will be understood that the proportion is 9.6% of Quebec anglophones holding a position in the Public Service of Canada—that is still not sufficient since they make up 13.3% of the population. These are public servants living in Quebec and who are anglophones.

You have as a principle—this is one of the elements that I found in your report—to try and find ways to insure the equitable participation of minorities. I have noted, in your brief, that when you recruit outside the Public Service, 9% of positions in Quebec are open to unilingual anglophones and 30% of internal promotions are open to unilingual anglophones from Quebec. I found that in your report.

Can you explain to us why despite all your efforts to hire anglophones, even unilingual ones, for federal Public Service positions in Quebec, you have not succeeded?

Ms Hubbard: That's a rather difficult question. We have tried very hard over the years to improve the situation, but as the Official Languages Commissioner has said, it is more difficult in a context where the actual rate of external recruitment is decreasing. We are making efforts. We continue to look for ways of improving the situation, but we have not yet succeeded.

However, it is true that it is only through recruitment that we will be able to change the situation. I will ask my colleague, Mr. Scott, if he has anything to add.

Mr. Gilbert H. Scott (Commissioner, Public Service Commission of Canada): We find that in recent years, we have succeeded in achieving a level of recruitment and appointment of anglophones from Quebec to the scientific officers' category and to the professional category which is consistent with the representation in the population. It is in the administrative support category that we still have a problem.

Despite the fact that about 60% of anglophones outside of Quebec claim to be bilingual, those who apply for administrative support positions in the Public Service do not meet our linguistic requirements. So, it is perhaps a question of availability of people who meet the linguistic requirements of the Public Service, in whichever occupational category.

Mrs. Tremblay: The administrative support positions are the least paying jobs. Are they on the lower end of the scale?

Mr. Scott: Yes, that's right.

Mrs. Tremblay: Fine. So, the fact that, for example, 40% of anglophones are unilingual and the fact the jobs that we offer do not pay very well might explain why they are not interested. However, it is not that we are discriminating against them. We're trying to hire them, but they are not applying, or, they do not meet the requirements. Is that what you are saying? Or they don't meet the requirements.

[Texte]

M. Scott: Nous n'avons pas de raisons précises. Cela fait plusieurs années que nous travaillons, soit avec les associations bénévoles, soit avec les groupes représentatifs pour essayer d'améliorer la situation. Une des constatations que nous faisons, c'est que les personnes bilingues du niveau soutien administratif, recherchent des emplois dans le secteur privé plutôt qu'aux gouvernements, soit fédéral ou provincial.

Mme Tremblay: Rencontrez-vous le même problème avec la communauté acadienne? Arrivez-vous à combler assez bien les postes du côté de la population acadienne?

M. Scott: Non. Dans les régions de l'Atlantique, par exemple, nous retrouvons une représentativité semblable à la représentation dans la société. Donc, il y a une représentation assez. . .

Mme Tremblay: Vous le faites au niveau de l'Atlantique?

M. Scott: Oui, c'est cela. Dans d'autres régions du pays, on n'a pas le même problème. Le taux de représentation est en corrélation, à quelque différence près, avec la représentativité dans la société.

Mme Tremblay: Merci.

Le vice-président (M. Allmand): Merci. Monsieur Ringma.

Mr. Ringma (Nanaimo—Cowichan): Ms Hubbard, I'd also like to add my congratulations on your appointment. I hope it's not as rough as being on some of these committees. Without regard to your notes and without regard to my own, to honestly try to get a little feel for what it is that you are up against in your work, what would you say is the biggest challenge or problem that you have with regard to official languages in the PSC?

Ms Hubbard: There are a number. One of the ones that come to mind is the issue that was raised by the hon. member who spoke first. It has been a continuing problem, certainly when I was doing a different job in the public service, running a large department that had operations in Quebec. I continue to have difficulty recruiting sufficient anglophones. I happened to be in charge of the Department of Customs and Excise and we needed to recruit bilingual customs inspectors for some posts. It was a continuing struggle in the department to find innovative ways to attract people with sufficient capacity in English and indeed anglophones. From the government-wide point of view at the Public Service Commission, I would have to think this is one of the issues that is going to continue to require attention.

Another one that I think faces all public servants and all people with responsibilities in the public service is to try to continue to improve productivity, to reduce the costs of the services that we offer and to think about different ways of doing our work, which will produce the same results, perhaps better results, at lower costs to the taxpayers.

Mr. Ringma: This is specifically with regard to official languages and the bilingual—

Ms Hubbard: Yes.

Mr. Ringma: Okay. Thank you.

[Traduction]

Mr. Scott: We don't know the specific reasons. We have been working for several years, either with volunteer associations or with representative groups to try and improve the situation. One of the things we have found is that bilingual people in the administrative support category look for jobs in the private sector rather than in the Public Service, whether federal or provincial.

Mrs. Tremblay: Do you have the same problem with the Acadian community? Are you able to recruit a sufficient number of Acadians?

Mr. Scott: No. In the Atlantic region, for example, their participation is similar to their representation in society. So, the representation is quite. . .

Mrs. Tremblay: Is that for the whole Atlantic region?

Mr. Scott: Yes, that's right. In other regions of the country, we do not have the same problem. The rate of representation is closely related, though with slight differences, to the representation in society.

Mrs. Tremblay: Thank you.

The Vice-Chairman (Mr. Allmand): Thank you. Mr. Ringma.

M. Ringma (Nanaimo—Cowichan): Madame Hubbard, à mon tour, je vous félicite pour votre nomination. J'espère que ce n'est pas aussi difficile que d'être membre de certains de ces comités. Je voudrais laisser de côté vos notes et les miennes, et essayer de découvrir quels problèmes se posent à vous dans votre travail. D'après vous, quel est le plus grand défi ou problème que vous ayez en ce qui concerne les langues officielles à la CFP?

Mme Hubbard: Il y en a un certain nombre. L'un de ceux qui me viennent à l'esprit, c'est la question soulevée par la députée qui a pris la parole avant vous. C'est un problème permanent, dont j'étais certainement déjà consciente lorsque j'occupais un autre poste à la fonction publique, et qui consistait à diriger un important ministère qui avait des activités au Québec. Je continue à avoir du mal à recruter suffisamment d'anglophones. J'ai été responsable du ministère des Douanes et Accise, et nous devons recruter des inspecteurs des douanes bilingues pour certains postes. Lorsque je travaillais pour ce ministère, nous devions sans cesse nous efforcer de trouver des façons novatrices d'attirer des gens ayant une connaissance suffisante de l'anglais, et recruter en fait des anglophones. À la Commission de la fonction publique, qui a des responsabilités pour l'ensemble du gouvernement, je pense que c'est l'une des questions qui continueront à exiger notre attention.

Un autre problème qui d'après moi se pose à tous les fonctionnaires et à tous ceux qui ont des responsabilités à la fonction publique, c'est d'essayer de continuer à améliorer la productivité, à réduire le coût des services que nous offrons et à trouver de nouvelles façons de travailler, qui produiront les mêmes résultats, voire de meilleurs résultats, tout en coûtant moins cher aux contribuables.

M. Ringma: Vous voulez dire particulièrement en ce qui concerne les langues officielles et le bilinguisme. . .

Mme Hubbard: Oui.

M. Ringma: Très bien. Merci.

[Text]

Ms Hubbard: This is with respect to running our language training, with respect to our recruitment, all aspects related to language training.

• 1600

Mr. Ringma: As a follow-up from that, if I go back to my days in National Defence here in Ottawa, I found that some of my staff were regularly away on language training, six months. Then they would come back, and I found that many of them, much as they wanted to, did not have the opportunity of practising what they had just learned. Therefore there was a bit of a waste of resources there.

I wonder what your retraining problems are over the years in that respect. Do you find that people are having to get an update? If they have been away six months, when they come back they get an update after a couple of years. . . Or do you find that day to day they can get some update in their own offices? That probably works in some cases. How is the requirement for retraining going?

Ms Hubbard: Let me try to answer your question in a different way. Our language training has the objective of permitting the students taking that training not only to meet the language requirements of the job they are occupying, but also to be able to retain that language training. That's one of the reasons that the number of hours our students take on language training may be longer than some people would argue is needed simply to be able to pass the test.

I don't have the statistics, but I'll turn to my colleagues in a moment. My understanding is that the retention rate of students is really quite high—high enough that we have been able, for example, to lengthen the period for mandatory retesting to make sure that people continue to meet the language requirements. If I recall, it started out at around two years and went to five years. I think that's a sign that retention is not as much of a problem as some people might think.

Having said that, it is undoubtedly true in some parts of the country that people who come back from language training find they need to make an extra effort to keep their capacity to speak fluently.

Commissioner Stewart might have something to add.

Ms Ginette Stewart (Commissioner, Public Service Commission of Canada): I would just like to add detail. The retention rate is very high, as Mrs. Hubbard was mentioning. It is rated at 95%.

Mr. Ringma: I have just a last question to round out that sort of *mise en scène*. If you had to describe various parts of Canada and the problems you are up against, how would you describe them? I presume that the national capital region is relatively stable and perhaps the least problematic, whereas my colleague Madam Tremblay has pointed out the English language problem in Quebec. Where else in the country would you face problems? How would you describe the disparities in various parts of Canada?

[Translation]

Mme Hubbard: Je songe à nos programmes de formation linguistique, au recrutement, à tout ce qui est associé à la formation linguistique.

M. Ringma: Dans le même ordre d'idées, je me rappelle que lorsque je travaillais au ministère de la Défense nationale ici, à Ottawa, il y avait certains membres de mon personnel qui s'absentaient régulièrement pendant six mois pour suivre des cours de langue. Puis, lorsqu'ils revenaient, j'ai constaté que bon nombre d'entre eux, malgré leur meilleure volonté, n'avaient pas l'occasion de mettre en pratique ce qu'ils venaient d'apprendre. Il y avait donc là un certain gaspillage de ressources.

J'aimerais savoir quels problèmes la nécessité d'offrir des cours d'appoint vous a causés au fil des années. Avez-vous constaté que certaines personnes avaient besoin de cours d'appoint? Si elles se sont absentées, et qu'elles doivent suivre à nouveau des cours après quelques années. . . Ou avez-vous constaté qu'elles peuvent maintenir leur acquis au jour le jour dans leur propre bureau? Cela fonctionne peut-être dans certains cas. Quels sont les besoins en matière de cours d'appoint?

Mme Hubbard: Je vais essayer de m'y prendre autrement pour répondre à votre question. L'objectif de nos cours de formation linguistique est de permettre aux étudiants non seulement de satisfaire aux exigences linguistiques de leur poste, mais de pouvoir également maintenir ce qu'ils ont appris. C'est une des raisons pour lesquelles les cours de formation linguistique que suivent nos étudiants sont peut-être plus longs que ce qu'il faudrait, d'après certains, pour simplement réussir l'examen.

Je n'ai pas de statistiques, et je vais demander l'aide de mes collègues dans un instant. Il semble qu'un fort pourcentage des étudiants retiennent ce qu'ils ont appris et que ce pourcentage est assez élevé pour que nous ayons pu, par exemple, espacer davantage les examens obligatoires que nous administrons afin de nous assurer que les employés continuent à satisfaire aux exigences linguistiques. Si je me rappelle bien, au début, ces examens étaient administrés tous les deux ans, et ils sont maintenant obligatoires après cinq ans. Je pense que c'est le signe que le maintien de l'acquis n'est pas un problème aussi grave que certains pourraient le croire.

Cela dit, il est sans doute vrai que dans certaines régions du pays les employés qui ont terminé leur formation linguistique trouvent qu'ils doivent faire des efforts supplémentaires pour maintenir leur capacité de s'exprimer couramment.

Le commissaire Stewart a peut-être quelque chose à ajouter.

Mme Ginette Stewart (commissaire, Commission de la fonction publique du Canada): J'aimerais simplement ajouter un détail. Comme M^{me} Hubbard le disait, le taux de maintien de l'acquis est très élevé. On l'évalue à 95 p. 100.

M. Ringma: J'aurais une dernière question à poser pour compléter cette mise en scène. Comment décririez-vous les problèmes que vous rencontrez dans les diverses régions du Canada? Je suppose que la situation est relativement stable et pose peut-être moins de problèmes dans la région de la capitale nationale, malgré les difficultés que vous avez en ce qui concerne les anglophones du Québec, ainsi que le signalait ma collègue, M^{me} Tremblay. Dans quelle autre région du pays avez-vous des problèmes? Comment décririez-vous les différences entre les diverses régions du Canada?

[Texte]

Ms Hubbard: I would make the general point that I think was made earlier, which is that the number of bilingual positions we recruit into or appointments that we make to bilingual positions at the request of departments is about proportional to the representation of the languages spoken by Canadians generally, except for the problem of English in Quebec, which is a problem. Most bilingual positions are found in the bilingual belt, if you like: the national capital region, New Brunswick, Quebec. Relatively few positions would be bilingual in British Columbia, for example. The population we would be recruiting from into those positions would be relatively small.

In that sense, one could argue that recruiting bilingual people into positions in British Columbia would be a bit of a challenge, but it would be as much because the number of positions we're searching for that meet those requirements is relatively small, and because the population from which we're drawing is relatively small as well.

I don't know if one of my colleagues would want to add anything to that.

Mr. Scott: No.

• 1605

Mr. Ringma: I'm not looking for exactitudes, anyway; I'm just trying to get a feel. I thank you very much for the reply.

Le vice-président (M. Allmand): Monsieur Bellemare, cinq minutes, s'il vous plaît.

M. Bellemare (Carleton—Gloucester): Madame Hubbard, mes félicitations.

En ce qui a trait aux exigences linguistiques pour des postes bilingues, parle-t-on de niveau A, B ou C?

Mme Hubbard: Cela dépend de la décision du ministère. C'est le ministère qui décide si un poste doit être bilingue, selon le travail qu'on doit faire. C'est également le ministère qui décide si les exigences du poste, si le travail qui doit être fait demande une compétence à un niveau ou à un autre. Lorsque l'on parle des postes bilingues, si je me souviens bien, 76 p. 100 de ces postes demandent un niveau B.

M. Bellemare: Qui décide si quelqu'un est du niveau A ou B ou C? Est-ce le ministère ou est-ce la Commission de la fonction publique.

Mme Hubbard: C'est la responsabilité de la Commission de la fonction publique et je vais demander à M^{me} Stewart d'expliquer davantage.

Mme Stewart: C'est le gestionnaire, c'est le sous-ministre qui est responsable de l'identification des postes bilingues à l'intérieur de son organisation et aussi du niveau de bilinguisme qui est exigé pour les différents niveaux, c'est-à-dire les niveaux A, B ou C. Nous, à la Commission, avons développé nos normes de compétence basées sur ces trois niveaux-là et on accorde la formation en conséquence.

M. Bellemare: Donc, c'est la Fonction publique qui a établi les normes.

Mme Stewart: C'est nous qui établissons les. . .

[Traduction]

Mme Hubbard: Je pense avoir déjà dit que de façon générale le nombre de personnes que nous recrutons, que nous nommons, à la demande des ministères, pour doter des postes bilingues, est à peu près proportionnel au pourcentage des groupes linguistiques au Canada, sauf en ce qui concerne le cas des anglophones au Québec, ce qui est un problème. La plupart des postes bilingues se trouvent dans la ceinture bilingue, si j'ose l'appeler ainsi, qui couvre la région de la capitale nationale, le Nouveau-Brunswick et le Québec. Il y a relativement peu de postes bilingues en Colombie-Britannique, par exemple. La population où nous pourrions recruter des personnes pour doter ces postes est relativement faible.

En ce sens, on peut dire que le recrutement de personnes bilingues en Colombie-Britannique serait un peu difficile, à la fois parce qu'il y a relativement peu de postes ayant ces exigences et parce que la population où nous recruterions est également relativement faible.

Je ne sais pas si l'un de mes collègues a quelque chose à ajouter.

M. Scott: Non.

M. Ringma: Je ne cherche pas de renseignements précis; j'essaie seulement de comprendre la situation générale. Je vous remercie de votre réponse.

The Vice-Chairman (Mr. Allmand): Mr. Bellemare, five minutes please.

Mr. Bellemare (Carleton—Gloucester): Ms Hubbard, I would like to offer my congratulations.

As regards language requirements for bilingual positions, are we talking about level A, B or C?

Ms Hubbard: It depends on the decision of the department. It is the department which decides whether the position should be bilingual, depending on the work to be carried out. It is also the department which decides whether the requirements of the position, that is the work to be carried out, requires one level rather than another of proficiency. If my memory serves me correctly, 76% of bilingual positions require level B.

Mr. Bellemare: Who decides whether an employee is level A, B or C? Is it the department or the Public Service Commission?

Ms Hubbard: That is the responsibility of the Public Service Commission, and I would ask Ms Stewart to provide you with further details on that.

Ms Stewart: It is the manager, the deputy minister, who is responsible for identifying bilingual positions within his organization and also for determining the level of bilingualism required at the various levels, that is A, B or C. In the Commission we have developed proficiency standards based on those three levels and provide appropriate training.

Mr. Bellemare: Therefore, it is the Public Service Commission which established the standards.

Ms Stewart: We establish the. . .

[Text]

M. Bellemare: Les normes des niveaux A, B ou C.

Mme Stewart: Cependant, c'est le gouvernement qui a déterminé qu'il y avait trois niveaux de bilinguisme, et dépendant de la complexité de la tâche, nous avons développé des normes pour permettre aux gestionnaires d'identifier le profil linguistique de leurs postes en rapport avec la complexité de la tâche.

M. Bellemare: Les gestionnaires qui décident au sein d'un ministère ont-ils les compétences nécessaires pour décider si quelqu'un au niveau A, B ou C?

Mme Stewart: Les gestionnaires qui sont autorisés à identifier les exigences linguistiques des postes ont tout un système d'appui pour les aider à faire un travail qui soit juste et équitable pour tout le monde. Donc, il y a le développement, il y a les normes qu'on met à la disposition de tous les ministères et il y a aussi, à l'intérieur de chaque ministère, du personnel qualifié pour les aider dans l'interprétation et dans leur cheminement de pensée pour en arriver à l'établissement de la norme linguistique.

M. Bellemare: On entend dire, à l'occasion, qu'une personne est nommée à un poste. Le poste est supposé être bilingue, disons au niveau B. La personne est choisie à l'intérieur d'un petit groupe, grâce malheureusement au projet de loi C-26 que je déteste tellement. Là, certaines petites cliques se forment et, entre elles, les personnes décident qui, ils nommeront. Ce n'est pas nécessairement la personne la plus compétente qui est nommée dans le poste. Qui va dire que la personne nommée ne rencontre pas les exigences linguistiques? On dira alors à cette personne: «suis un petit cours, un *refresher course*. Une fois que tu occupes le poste, tu auras rencontré les exigences du ministère».

Recevez-vous des plaintes à propos de gens qui sont nommés dans des postes en prenant des cours un peu raccourcis pour tout juste rencontrer les normes ou les exigences, et qu'une fois nommés dans le poste redeviennent unilingues?

M. Scott: Cela me surprendrait. Les gestionnaires ont une responsabilité de livrer un service au public, selon la demande du public. C'est la demande du public qui détermine l'exigence linguistique. Donc, il faut établir d'abord l'exigence linguistique du poste.

• 1610

Ayant fait cela, la Commission de la fonction publique détermine si quelqu'un a les aptitudes pour apprendre une langue, satisfait au niveau ou si la personne est déjà bilingue. Il y a une étape à suivre. D'abord, on détermine la demande, on fixe l'exigence du poste et ensuite on dote le poste.

M. Bellemare: Avez-vous des statistiques qui nous diraient combien de ces postes ont été comblés sans que les exigences linguistiques aient été respectées?

Mme Hubbard: Si je me souviens bien, nous avons environ 1 000 cas où des personnes ont accepté un poste bilingue, mais n'ont pas encore satisfait aux exigences. La plupart de ces personnes doivent suivre des cours de français et une minorité des cours d'anglais.

Mme Stewart: À chaque année, du nombre de personnes qui sont nommées sur une base conditionnelle, 86 p. 100 sont des anglophones et 14 p. 100 des francophones.

[Translation]

Mr. Bellemare: The standards for level A, B or C.

Ms Stewart: However, it was the government that determined that there were three levels of bilingualism, and depending on the complexity of the tasks to be performed, we developed standards to enable managers to identify the language profile of their positions in relation to the complexity of the tasks to be carried out.

Mr. Bellemare: Do the managers who decide within a department have the necessary proficiency to determine whether an employee is at level A, B or C?

Ms Stewart: The managers authorized to identify the language requirements of positions have a comprehensive support system to help them to work in a way which is fair and equitable for everyone concerned. Therefore, standards are developed and made available to all departments, and within each department there are skilled members of staff able to help them interpret and establish language standards.

Mr. Bellemare: We sometimes hear about people being appointed to a position which is supposed to be bilingual, for example at level B. The individual may be chosen from within a small group, as a result unfortunately of Bill C-26 which I dislike so much. Some small cliques may be formed and the members of those cliques decide whom they will appoint. It is not necessarily the most efficient person who is appointed to the position. Who is going to say that the person appointed does not meet the language requirements of the position? The individual concerned will be told: "Take a small course, a refresher course. Once you are in the position, you will have met the requirements of the department".

Do you receive complaints about people appointed to positions who have taken short courses just to meet the language requirements and who, once they are in the job, go back to being unilingual?

Mr. Scott: That would surprise me. Managers have a responsibility to provide a service to the public, according to public demand. It is public demand which determines the language requirements. Therefore, you first have to establish the language requirements of the position.

Having done that, the Public Service Commission determines whether an individual has the capacity to learn a language, is satisfactory at the level concerned or whether he or she is already bilingual. There is a process which must be followed. First, you determine the demand, then you establish the requirements of the position and finally you staff the position.

Mr. Bellemare: Do you have any statistics indicating how many positions have been filled without language requirements being met?

Ms. Hubbard: If my memory serves me correctly, there are approximately 1,000 cases of individuals who have accepted a bilingual position but not yet met the requirements. Most of these people must follow courses in French and a minority in English.

Ms Stewart: Each year, of the number of people who have received conditional appointments, 86% are anglophone and 14% francophone.

[Texte]

M. Bellemare: J'ai deux courtes questions.

Le vice-président (M. Allmand): Ce sera la dernière question.

M. Bellemare: Deux courtes.

Le vice-président (M. Allmand): Très, très courtes.

M. Bellemare: Donnez-moi le nombre de fonctionnaires qui ont échoué aux exigences linguistiques, en 1993, et le nombre de ceux qui ont été renvoyés. Combien de postes bilingues y a-t-il en Colombie-Britannique, en Alberta, en Saskatchewan et au Manitoba?

The Vice-Chairman (Mr. Allmand): Do you want somebody else to come to the table to help you answer the —

Ms Hubbard: I'm not sure if we have the answer.

M. Scott: Malheureusement, nous n'avons plus les chiffres pour 1993.

The Vice-Chairman (Mr. Allmand): If you don't have the answers today, you can provide them to the committee through the clerk.

Ms Hubbard: We'd be glad to do that.

Mr. Bellemare: Would you have them for another year? How about 1812, or something like that?

Some hon. members: Oh, oh!

The Vice-Chairman (Mr. Allmand): Not that far back. The law was only passed in 1968, I think.

Ms Hubbard: Mr. Chairman, while we're looking to see if we can provide the answers, let us undertake to provide answers to the committee after the meeting if we can't find the answers within the next few minutes.

The Vice-Chairman (Mr. Allmand): Very good. Perhaps we could then go to Madam Tremblay and then Mr. Ringma.

Mme Tremblay: Merci.

Monsieur le président, ce qui m'intéresse à ce moment-ci, c'est d'essayer de comprendre comment il se fait que la population francophone au Canada n'ait pas du tout diminué dans les 20 dernières années. Nous représentons toujours environ le même pourcentage. On a la Loi sur les langues officielles pour permettre, là où le nombre le justifie, de desservir la population francophone hors Québec dans sa langue maternelle. On a accentué cela avec l'article 23 de la Constitution et, malheureusement, les postes où le français est essentiel, chez les fonctionnaires, de 1974 à 1993, sont passés de 10 p. 100 à 6 p. 100. Comment pouvez-vous nous expliquer cela?

Mme Hubbard: D'abord, je dois souligner que ce sont les ministères qui déterminent les exigences linguistiques d'un poste. C'est relié aux tâches qui doivent être accomplies. Il n'y a pas nécessairement de relation entre le nombre de postes qui sont désignés «français essentiel».

[Traduction]

Mr. Bellemare: I have two short questions.

The Vice-Chairman (Mr. Allmand): That will be the last question.

Mr. Bellemare: Two short questions.

The Vice-Chairman (Mr. Allmand): Very, very short ones.

Mr. Bellemare: Could you give me the number of public servants who failed to meet language requirements in 1993, and the number of such public servants who were dismissed? How many bilingual positions are there in British Columbia, Alberta, Saskatchewan and Manitoba?

Le vice-président (M. Allmand): Voudriez-vous que quelqu'un d'autre vienne à la table pour vous aider à répondre à la . .

Mme Hubbard: Je ne sais pas si nous avons la réponse.

Mr. Scott: Unfortunately, we no longer have the figures for 1993.

Le vice-président (M. Allmand): Si vous ne les avez pas aujourd'hui vous pouvez les faire parvenir au greffier du comité.

Mme Hubbard: Nous serions heureux de le faire.

M. Bellemare: Avez-vous les chiffres pour une autre année, par exemple 1812?

Des voix: Oh, oh!

Le vice-président (M. Allmand): On ne peut remonter si loin. Je pense que la loi n'a été adoptée qu'en 1968.

Mme Hubbard: Monsieur le président, nous cherchons les chiffres qu'on a demandés, mais si nous ne pouvons les trouver au cours des quelques minutes à venir nous nous engageons à vous les faire parvenir après la réunion.

Le vice-président (M. Allmand): Bien. On pourrait donc donner la parole à M^{me} Tremblay et ensuite à M. Ringma.

Mrs. Tremblay: Thank you.

Mr. Chairman, I would like to try to understand how it is that the francophone population in Canada has not decreased at all over the last 20 years. We still represent approximately the same percentage. We have the Official Languages Act which provides that, where numbers warrant, the francophone population outside Quebec is to receive services in its mother tongue. This was strengthened with section 23 of the Constitution, and yet, unfortunately, between 1974 and 1993 French-essential position in the Public Service dropped from 10% to 6%. How can you explain that?

Ms. Hubbard: First, I must point out that it is the departments which determine the language requirements of a position. Those requirements are related to the tasks to be performed. There is not necessarily any relationship between the number of positions designated "French-essential".

• 1615

Cela démontre simplement qu'il y a moins de postes qui exigent que le français soit essentiel.

This shows simply that there are less positions where French is an essential requirement.

[Text]

Mme Tremblay: Excusez-moi. Je voudrais simplement ajouter un autre volet à la question. On est passé de 10 à 6 p. 100, c'est-à-dire de 19 000 à 13 000 postes de fonctionnaires. Pendant ce temps-là, les postes qui sont considérés «anglais essentiel»—bien que là non plus la population n'ait pas changé—sont passés de 110 000 à 127 000. Comment se fait-il que l'anglais essentiel augmente quand la population anglophone n'augmente pas, et que l'autre diminue pendant que la population francophone se maintient?

Bref! Ce sont peut-être des fonctionnaires, dans des ministères, mais c'est pour cela que les francophones, partout à travers le pays, se plaignent qu'ils ne sont pas capables d'obtenir de services en français si on ne maintient pas les fonctionnaires francophones ou bilingues en nombre suffisant. Comment voulez-vous donner des services aux francophones?

Mme Hubbard: Je ne me suis peut-être pas expliquée de façon très claire.

Il y a des postes bilingues. Ils sont désignés bilingues par les ministères parce que ces ministères ont décidé qu'il était nécessaire, selon la clientèle, de desservir le public dans les deux langues. Par contre, pour d'autres postes, les ministères ont décidé qu'il était essentiel de transiger en français avec les clients. Il n'y a pas nécessairement, à mon avis, de relation entre le pourcentage attribué à ces postes et la population en général.

Un autre aspect entre en ligne de compte. C'est la question de service. Le service au public est-il bon? Les personnes qui le demandent, là où le nombre le justifie, ont-elles droit aux services dans leur langue? Je pense que la situation s'est améliorée. Il reste encore des difficultés. Dans son rapport, le commissaire aux langues officielles fait ses commentaires, et il encourage. . .

Mme Tremblay: Les mêmes chaque année.

Mme Hubbard: . . . toujours les ministères à faire plus d'améliorations. Je dois souligner que ce sont les ministères qui sont responsables de donner un bon service au client.

Pour nous, à la Commission de la fonction publique, il s'agit de travailler pour que la formation linguistique soit de très bonne qualité et pour que la dotation de postes soit faite de façon équitable.

Je ne sais pas si mes collègues veulent ajouter quelque chose. Je ne peux pas m'expliquer mieux que cela, je regrette.

Le vice-président (M. Allmand): C'est fini pour ce tour, madame.

Sénateur Rivest?

I forgot the senator the first time. Then we'll go to Mr. Ringma.

Le sénateur Rivest (Stadacona): On peut dire, d'une façon générale, que la demande de services en français—en dehors du Québec—est plus grande que l'offre des postes, n'est-ce pas?

Les ministères désignent les postes bilingues et, là-dessus, je pense que vous avez donné les réponses. C'est ce qui fait que dans la Fonction publique, vous avez à gérer x postes qui doivent être bilingues.

[Translation]

Mrs. Tremblay: Excuse me. I would simply like to add another aspect to this question. We went from 10% to 6%, that is to say from 19,000 to 13,000 public servants positions. Meanwhile, positions which are considered "English-essential"—although the population remained stable here too—went from 110,000 to 127,000. How come the "English-essential" category is increasing whereas the anglophone population is not increasing, and that the other category decreases while the francophone population remains stable?

To make a long story short! There may be public servants in the departments, but it is for that reason that francophones, across the country, are complaining that they can't get services in French if you don't maintain a sufficient number of francophone or bilingual public servants. How can you provide francophones with services?

Ms Hubbard: I may not have expressed myself clearly enough.

There are bilingual positions. They are designated bilingual by the departments because these departments decided that it was necessary to serve the public in both official languages because they had sufficient numbers. However, for other positions, departments decided that it was essential to communicate with the public in French. There is not necessarily, in my view, any relationship between the percentage of these positions and the general population.

There is another aspect that you have to take into account. I am talking about service. Is the service to the public good? Do the people who ask for this service, where the number justifies it, have the right to be served in their own language? I believe that the situation has improved. There are still problems. In his report, the Commissioner for Official Languages made comments, and he is encouraging. . .

Mrs. Tremblay: It's the same old thing every year.

Ms Hubbard: . . . departments to always strive for improvement. I must emphasize the fact that the departments are the ones who are responsible for providing good services to the public.

We, at the Public Service Commission, must ensure that linguistic training is of the highest quality and that staffing is done in an equitable way.

I don't know if my colleagues would like to add something. I cannot express myself better than that, I am sorry.

The Vice-Chairman (Mr. Allmand): It's all the time you have for this round, Mrs. Tremblay.

Senator Rivest?

J'ai oublié le sénateur la première fois. Nous passerons ensuite à M. Ringma.

Senator Rivest (Stadacona): You can say that generally demand for services in French—outside Quebec—is larger than the offer of positions, isn't it?

Departments designate bilingual positions and, on that score, I think you answered our questions. That's why, in the Public Service Commission, you have to manage the positions which must be bilingual.

[Texte]

Cependant, je m'inquiète un peu du fait que, par rapport au nombre de fonctionnaires qui sont nommés—je comprends que sur le plan fonctionnel c'est ce qui doit être fait—, vous ne pouvez pas spontanément dire ici combien d'entre eux ont perdu leur emploi parce qu'ils n'ont pas réussi à devenir bilingues. À mon avis, il ne devrait pas y en avoir beaucoup.

Mme Stewart: Le taux de succès des étudiants en formation linguistique est très élevé et cela pour les deux groupes, que ce soit pour les anglophones ou les francophones.

Le sénateur Rivest: Par contre, madame la présidente, vous avez souligné également les nécessités et les contraintes de la productivité *better results*. Les fonds consacrés par la Commission de la fonction publique à l'apprentissage d'une langue seconde et les programmes de formation pour les fonctionnaires ont-ils subi des coupures appréciables?

• 1620

Mme Hubbard: Nous avons subi une diminution, mais je dois signaler que...

Le sénateur Rivest: De quel ordre?

Mme Hubbard: Ce n'est pas beaucoup. Le budget pour Fondation linguistique Canada, par exemple, pour la dernière année financière, est de l'ordre de 30,9 millions de dollars. Pour l'année fiscale actuelle, c'est de l'ordre de 27,9 millions de dollars.

On a fait beaucoup de progrès dans la direction de Fondation linguistique Canada pour améliorer les résultats avec moins de ressources. Selon moi, ce n'est pas une question de couper le budget...

Le vice-président (M. Allmand): Monsieur McTeague, restez tranquille s'il vous plaît.

Le sénateur Rivest: C'est la faute de monsieur Bellemare.

Le vice-président (M. Allmand): Allez-y, madame.

Mme Hubbard: On a trouvé des moyens innovatifs pour faire plus avec moins. Je ne sais pas si vous voulez des exemples spécifiques. Je peux demander à mes collègues de fournir plus d'explications, mais à mon avis, ce n'était pas une diminution d'efforts.

Le sénateur Rivest: Vous pourrez le donner, si vous voulez.

Donc, au niveau de la Commission de la fonction publique, malgré les exigences de productivité, de *better results*, dont vous avez parlé, en aucune manière il n'y a une diminution de la volonté politique du gouvernement et, bien sûr, de la Commission de ralentir ses efforts au niveau de l'enseignement des langues secondes, compte tenu des besoins et des demandes. Cela est bien clair.

Vous voulez essayer, avec le budget que vous avez, d'améliorer la productivité, d'être plus performants et de vous assurer que la volonté politique soit respectée.

Vous arrivez en fonction, madame la présidente, et j'en profite pour vous féliciter.

Mme Hubbard: Je dois ajouter que, dans n'importe quel domaine, dans la Fonction publique aujourd'hui, on doit avoir des résultats qui sont assez bons ou meilleurs avec moins de ressources. Ce n'est pas seulement une question de priorité. On pose les mêmes sortes de questions dans n'importe quel domaine dans notre ministère et dans d'autres.

[Traduction]

However, I am a bit concerned about the fact that, with regard to the number of public servants who are appointed—I understand that this must be done from a functional point of view—you cannot spontaneously say here how many of them have lost their job because they failed to become bilingual. In my mind, there can't be too many of them.

Ms Stewart: The success rate of students in linguistic training is very high, and that applies to both groups, be they anglophones or francophones.

Senator Rivest: However, Madam Chair, you also underlined the necessities and the constraints of productivity, *de meilleurs résultats*. Have the funds earmarked by the Public Service Commission for the learning of a second language and the training programs for the public servants been cut seriously?

Ms Hubbard: There were some cuts, but I must remind you that...

Senator Rivest: Of what order?

Ms Hubbard: Not very much. For instance the budget for Language Training Canada for the last fiscal year was \$30.9 million. For the current fiscal year, it is \$27.9 million.

We made a lot of progress within Language Training Canada to improve the results with less resources. In my view, it is not simply a matter of cutting the budget...

The Vice-Chairman (Mr. Allmand): Mr. McTeague, please remain calm.

Senator Rivest: It's Mr. Bellemare's fault.

The Vice-Chairman (Mr. Allmand): Carry on, Ms Hubbard.

Ms Hubbard: We found innovative ways to do more with less. I don't know if you want specific examples. I can ask my colleagues to provide you with more explanations, but in my view, there was no decrease in our efforts.

Senator Rivest: You can give us an example, if you want.

So, at the Public Service Commission level, in spite of the productivity requirements, of the *meilleurs résultats*, which you mentioned, there was in no way a weakening of the political will of the government and, of course, of the Commission to put a brake on the efforts regarding the teaching of the second language, given the needs and the requests. That is quite clear.

You want to try, with the budget that you have, to improve productivity, to become more performing and to ensure that the political will is respected.

You are new in your position, Madam President, and I take this opportunity to congratulate you.

Ms Hubbard: I must add that, in any field, within the Public Service today, we must get results that are as good or better with less resources. It is not only a question of priority. We ask the same kind of questions in any field in our department and in others.

[Text]

Le sénateur Rivest: J'en suis convaincu. Vous avez parlé du client et des services à la clientèle, mais il y a aussi, pour le fonctionnaire, le droit de travailler dans sa langue.

Mme Hubbard: Absolument.

The Vice-Chairman (Mr. Allmand): Mr. Ringma.

Mr. Ringma: Je voudrais poursuivre la question du sénateur Rivest sur le budget.

Senator Rivest: Oh, my God.

M. Ringma: C'est bien vous qui avez commencé.

Senator Rivest: My mistake.

Mr. Ringma: No, it's just trying to get the facts. I see on page 5 of estimates that training programs. . . I see your overall budget here is \$129 million, and if you would go up two lines on page 25, training programs is given as \$31 million. Do you have that?

It says that training program activity is composed of two sub-activities: language training and staff development and training. I wonder if we can pry those apart a bit. I've been trying with this committee—and they love me for doing this—to find out what the real costs are of language training. I feel we can't go on from here unless we know what we're talking about, so can you pry them apart?

Ms Hubbard: I think I can, but I will ask Commissioner Stewart, since she's probably—

Mr. Ringma: Sure.

Ms Hubbard: Sure, she can.

Ms Stewart: I'll do my best, sir.

Mr. Ringma: Yes, that's fine.

Ms Stewart: For the language training, the official languages plan is subdivided into five major activities. I will give you the actual figures for 1993-94 and what we have in our budget for 1994-95 in our main estimates in each of these, if that's the information you'd like.

[Translation]

Senator Rivest: I am sure of that. You talked about the public and services to the public, but there is also, for the public servant, the right to work in his or her own language.

Ms Hubbard: Absolutely.

Le vice-président (M. Allmand): Monsieur Ringma.

Mr. Ringma: I would like to pursue Senator Rivest's question on the budget.

Le sénateur Rivest: Oh, mon Dieu!

Mr. Ringma: You are the one who started.

Le sénateur Rivest: C'est ma faute.

M. Ringma: Non, je veux seulement connaître les faits. Je vois à la page 5 de votre budget que les programmes de formation. . . Je vois que votre budget global ici est de 129 millions de dollars, et si vous remontez de deux lignes à la page 25, on voit qu'on accorde 31 millions de dollars aux programmes de formation. Vous me suivez?

On dit que l'activité programmes de formation se compose de deux sous-activités: la formation linguistique et la valorisation professionnelle et la formation. Je me demande si on peut séparer les deux quelque peu. Ici, au comité, j'essaie—et on m'adore pour cela—de savoir quel est le coût réel de la formation linguistique. Je pense qu'on ne peut pas aller bien loin si on ne sait pas de quoi on parle; donc, pouvez-vous séparer les deux?

Mme Hubbard: Je crois que je le peux, mais je vais demander à la commissaire Stewart de répondre, étant donné qu'elle est probablement. . .

M. Ringma: Bien sûr.

Mme Hubbard: Bien sûr qu'elle le peut.

Mme Stewart: Je ferai de mon mieux, monsieur.

M. Ringma: Oui, c'est très bien.

Mme Stewart: Pour ce qui est de la formation linguistique, le plan des langues officielles est subdivisé en cinq grandes activités. Je vais vous donner les chiffres réels pour 1993-1994 et vous dire ce que nous prévoyons dans notre budget principal des dépenses pour chaque activité en 1994-1995, si c'est bien ce que vous voulez savoir.

• 1625

Language Training Canada is of course the biggest component of these activities; for 1993 the actual figure was \$26,974,000. The budget for 1994-95 is \$27.9 million. This is in our main estimates.

The second activity is the Official Languages Secretariat. The actual figure is \$475,000 for 1993-94.

Mr. Ringma: This is the Official Languages Secretariat of the PSC?

Ms Stewart: Yes, and for 1994-95 it is \$472,000.

Formation linguistique Canada est bien sûr la composante la plus importante de ces activités; en 1993, nous avons un budget de 26 974 000\$ pour cette formation. Le budget de 1994-1995 est de 27,9 millions de dollars. On trouve ces chiffres dans le budget principal.

La deuxième activité relève de la Direction des langues officielles. Le chiffre réel des budgets affectés à cette activité en 1993-1994 est de 475 000\$.

M. Ringma: Vous parlez de la Direction des langues officielles de la Commission de la fonction publique?

Mme Stewart: Oui, et le budget de cette direction pour 1994-1995 est de 472 000\$.

[Texte]

The third one is discretionary language training, and these costs are for the Public Service Commission as an entity—as a department. It was \$86,000, and \$90,000 for 1994–95.

The fourth activity is test consultation and test services. It was \$301,000 for 1993–94 and is \$263,000 for 1994–95.

C'est 301 000 pour 1993–1994 et 263 000 pour 1994–1995.

Finally, bilingual bonus and language testing was \$1 million for 1993–94 and is \$903,000 for 1994–95.

The grand totals are \$28,910,000 for 1993–94 and \$29,628,000 for 1994–95.

Mr. Ringma: Thank you very much. You surely asked the right person to give the answer on that.

How do you feel about the bilingual bonuses, given there's such a controversy over it? Are you caught in the middle of the sandwich?

Ms Hubbard: As to the bilingual bonuses, whether to have one or not to have one is a decision of the government. As members are undoubtedly aware, it's part of the current collective agreements with unions in the public service. Any change to it would need to be worked through with the unions.

The president of the Public Service Commission has no opinion about the bilingual bonus.

Mr. Ringma: That's good. Thank you.

Le vice-président (M. Allmand): Monsieur Serré, cinq minutes, s'il vous plaît.

Mr. Serré (Timiskaming—French River): Thank you, Mr. Chairman.

My colleague and I congratulate you on your nomination as president of the commission and for appearing before this committee.

Les articles 41 et 42 de la Loi sur les langues officielles stipulent que le gouvernement a le mandat de promouvoir le développement des minorités dans tout le pays. J'ai eu plusieurs rencontres dernièrement avec l'exécutif et les membres de l'ACFO et de la Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada. Ils affirment, entre autres, que les gouvernements précédents n'ont pas rempli leurs engagements vis-à-vis de ces deux articles de la Loi sur les langues officielles. Ils affirment aussi qu'une grosse partie de l'argent dépensé est allée aux minorités anglophones du Québec.

J'ai deux questions à vous poser. Avez-vous des chiffres sur les montants qui ont été dépensés pour la promotion des langues officielles au Québec comparativement au reste du Canada? Également, la Commission a-t-elle pris dernièrement ou a-t-elle l'intention de prendre dans un proche avenir des initiatives afin de promouvoir le développement des minorités francophones ou anglophones à travers le pays, afin de remplir ce mandat conféré par les articles 41 et 42?

[Traduction]

La formation linguistique discrétionnaire constitue la troisième activité, et les coûts sous cette rubrique sont assumés par la Commission de la fonction publique en tant qu'entité, en tant que ministère. Ils étaient de 86 000\$ et de 90 000\$ pour 1994–1995.

La consultation des examens et les services des examens constituent la quatrième activité. Les budgets affectés à ces activités étaient de 301 000\$ en 1993–1994 et de 263 000\$ en 1994–1995.

The amounts involved are \$301,000 for 1993–1994 and \$263,000 for 1994–1995.

Finalement, le coût de la prime au bilinguisme et des tests de langue s'élevait à un million de dollars en 1993–1994, et le budget prévu pour 1994–1995 est de 903 000\$.

Le total global pour 1993–1994 est de 28 910 000\$ et sera de 29 628 000\$ en 1994–1995.

M. Ringma: Je vous remercie beaucoup. Vous avez certainement demandé à la bonne personne de vous fournir une réponse à ce sujet.

Que pensez-vous des primes au bilinguisme, vu la controverse qu'elles soulèvent? Est-ce que vous vous sentez coincés au beau milieu de la controverse?

Mme Hubbard: La décision d'accorder ou de ne pas accorder des primes au bilinguisme revient au gouvernement. Comme les députés le savent sans aucun doute, ces primes sont inscrites dans les conventions collectives conclues avec les syndicats de la fonction publique. Pour modifier ces dispositions, il faudrait s'entendre avec les syndicats.

La présidente de la Commission de la fonction publique n'a pas d'opinion quant à la prime au bilinguisme.

M. Ringma: C'est bien. Je vous remercie.

The Vice-Chairman (Mr. Allmand): Mr. Serré, you have five minutes please.

M. Serré (Timiskaming—French River): Je vous remercie, monsieur le président.

Mon collègue et moi vous félicitons de votre nomination en tant que présidente de la commission et nous vous souhaitons la bienvenue devant le comité.

Sections 41 and 42 of the Official Languages Act state that the government has the mandate of promoting the development of minority groups throughout the country. I have had several meetings recently with the executive and members of ACFO and of the Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada. Among other things, they claim that previous governments have not filled their obligations under those two sections of the Official Languages Act. They also state that a large part of the money spent went to anglophone minorities in Quebec.

I have two questions for you. Do you have any figures on the sums that were spent to promote official languages in Quebec as compared to the rest of Canada? Also, has the Commission taken any initiatives recently, or does it intend to take any in the near future, to promote the development of francophone or anglophone minorities throughout the country pursuant to the mandate it has under sections 41 and 42?

[Text]

Mme Hubbard: Je regrette, mais la Commission de la fonction publique n'a pas de responsabilités touchant ces questions assez importantes et intéressantes. Si je ne me trompe pas, c'est le ministère du Patrimoine canadien qui s'occupe des programmes de promotion des francophones partout au pays, dans les provinces autres que le Québec. Il ne nous est donc pas possible d'avoir des chiffres sur ce sujet.

• 1630

M. Serré: Avez-vous des chiffres sur les programmes de formation professionnelle en ce qui a trait aux anglophones du Québec comparativement aux francophones?

Mme Hubbard: Nous avons des chiffres qui touchent la formation en général, et on peut vous les donner. On a aussi des chiffres sur la formation linguistique. Est-ce que cela vous intéresse?

M. Serré: Oui, parce que j'ai entendu cela à maintes et maintes reprises, mais personne ne peut me donner de chiffres. Les associations de francophones hors Québec et de l'Ontario nous disent que la grande majorité de l'argent est dépensée pour les minorités anglophones du Québec. J'aimerais savoir si c'est vrai, que ce soit dans la Fonction publique ou dans les programmes de développement.

Une voix: C'est une très bonne question que M^{me} Tremblay pourrait poser au ministre du Patrimoine canadien.

Le sénateur Rivest: Ce sont les amis de M^{me} Tremblay. C'est Alliance Québec qui ramasse. . .

M. McTeague (Ontario): J'aimerais poser une question plus pertinente sur les chiffres. Quel est le nombre d'anglophones qui sont en mesure de prendre des cours de français dans votre programme de formation linguistique et quel est le nombre de francophones qui essaient d'apprendre l'anglais?

M. Scott: En général, environ 89 p. 100 des gens qui sont nommés à des postes bilingues rencontrent déjà les exigences linguistiques. Donc, très peu ont besoin de formation linguistique. Chez ceux qui ont besoin de formation, 86 p. 100 sont anglophones et 14 p. 100 sont francophones.

Mr. McTeague: Interesting. On that line of questioning, do we require that those who are retiring or who are coming close to retirement take these courses? Do we have situations and scenarios where, for instance, they're in their last year of work and we require that they train in either language? Is there an attrition here, or are we simply sending them out?

Mr. Scott: Under our legislation the commission has the authority to grant certain exemptions. In fact there is an exclusion order whereby a class of employees may be exempted from language training; as an example, persons who are already in a position and the language requirement of that position has been changed while the incumbent is in the position. That person may have to choose to pursue language training or not. If the person chooses to opt for language training and does not succeed, that person is entitled to an equivalent job that does not require the linguistic requirement. Similarly, people who have been in the public service for at least 10 years prior to 1966 and continue to be in the public service after that, people who

[Translation]

Ms Hubbard: I am sorry, but the Public Service Commission has no responsibilities insofar as these important and interesting matters are concerned. If I'm not mistaken, it is Heritage Canada that has the responsibility of programs to further the development of francophone minorities throughout the country, in provinces other than the province of Quebec. Thus, it is not possible for us to provide you with figures on those particular activities.

Mr. Serré: Would you have any figures on vocational training programs for Quebec anglophones as compared to francophones?

Ms Hubbard: We have figures on training in general and we can give those to you. We also have figures on language training. Would you be interested in those?

Mr. Serré: Yes, because I have heard that claim over and over again, but no one can give me any figures. The associations of francophones outside Quebec and of francophones in Ontario tell us that the major part of the funds is spent on anglophone minorities in Quebec. I would like to know if that is true, either in the public service or in other training and development programs.

An hon. member: That is an excellent question that Mrs. Tremblay could ask the Minister responsible for Heritage Canada.

Senator Rivest: They are Mrs. Tremblay's friends. It is Alliance Quebec that gathers—

Mr. McTeague (Ontario): I would like to ask a more relevant question on the figures. How many anglophones can take French courses in your language training program and how many francophones try to learn English?

Mr. Scott: Generally speaking, approximately 89% of those who are appointed to bilingual positions already meet the linguistic requirements. So, very few of them need language training. Of those who need language training, 86% are anglophones and 14% are francophones.

M. McTeague: C'est intéressant. Pour poursuivre dans la même veine, exigeons-nous de ceux qui vont prendre leur retraite ou qui approchent de l'âge de la retraite qu'ils suivent ces cours? A-t-on vu des cas où des personnes ont dû suivre des cours de langue, que ce soit l'une ou l'autre langue, alors qu'ils étaient en train de compléter leur dernière année de travail au sein de la fonction publique? Est-ce que les chiffres diminuent pour ceux qui approchent de la retraite, ou est-ce que nous les envoyons au cours de langue comme si de rien n'était?

M. Scott: D'après les lois qui nous régissent en la matière, la commission a le pouvoir d'accorder certaines exemptions. Il existe de fait un décret d'exclusion selon lequel certaines catégories d'employés peuvent être exemptées de formation linguistique; par exemple, on peut exempter les personnes qui occupent déjà un poste dont les exigences linguistiques sont modifiées. Cette personne peut choisir de suivre des cours de langue ou de ne pas en suivre. Si le titulaire choisit de suivre des cours de langue et ne réussit pas, il ou elle a droit à un poste équivalent qui n'a pas les mêmes exigences linguistiques. De la même façon, les fonctionnaires qui avaient au moins 10 ans de service avant 1966 au sein de la fonction publique et qui

[Texte]

are at or near the age of 55. . . There's a whole class of situations where people may be exempted from the requirement of language training.

With the necessity to manage their resources well, and given the cost of training someone, I cannot imagine a manager who would insist on training someone who is not going to be around so they would have a return on their investment.

M. McTeague: Je cite cela parce que ces questions sont dans le contexte des données fournies par le commissaire aux langues officielles. Apparemment, en 1993, comparativement à 1992, il y a eu une baisse de 20 p. 100 des gens qui ont décidé de prendre des cours de langue. Puis-je avoir une explication à ce sujet?

• 1635

I didn't want to spring that on you, I just wanted to. . . Apparently there's been a 10% decrease in the number of —

Ms Hubbard: I understand, but I would have to speculate and I am not sure my colleagues would be able to shed any light.

Mr. Scott: I hope I understand your question. In previous years we had a situation where the availability of training programs given under training in Canada—we had a high number of cancellations of courses initially offered in French due to lack of adequate registration. That situation has improved significantly in the recent past.

We have just concluded a review of the situation and we find that there are fewer cancellations at the last minute. There are more courses available in French for those wishing to take the courses in French, and as an approach to increasing the opportunities, that part of the organization is now proposing to offer more bilingual courses so that there will be greater access.

Mr. McTeague: So the compensation then. . . All right, thank you.

Mr. Ringma: Going back to the estimates, on page 26, under language assessments projected for 1994-95—it says 12,260 candidates assessed. What is the cost of that assessment?

Ms Stewart: That would be the cost of testing and consultation services, so it would be, when I quoted \$263,000. . .

Mr. Ringma: In other words, that's part and parcel of the figure quoted under training programs.

Ms Hubbard: No. To go back to your earlier question, the number on page 5 related to training—my understanding is that \$31,479,000, which is the total, divides into two parts. One part is the Language Training Canada part, and that's \$27.9 million. The balance would be the appropriation to Training and Development Canada, which as the footnote says, operates with a revolving fund. So it charges for its courses and is entitled to a small appropriation. The appropriation would be the difference between \$27.9 million and \$31.479 million, so the costs of administering language tests would appear under one of the other parts of our budget.

[Traduction]

continuent d'y travailler, les employés qui ont 55 ans ou presque. . . Il y a plusieurs catégories de situations qui permettent d'exempter les employés des exigences de la formation linguistique.

Vu la nécessité de bien gérer les ressources et vu le coût de la formation, j'imagine mal qu'un gestionnaire insiste pour qu'une personne qui approche de la retraite reçoive une formation linguistique, puisque cet investissement ne serait pas productif.

Mr. McTeague: I raise that topic because these questions are in the context of data provided by the Commissioner of Official Languages. Apparently, in 1993 there was a 20% decrease in the number of people who decided to take language training, as compared to 1992. Can you explain that?

Je ne voulais pas vous prendre en traître, je voulais seulement. . . Il y aurait eu une diminution de 10 p. 100 dans le nombre de. . .

Mme Hubbard: Je comprends, mais je ne veux pas vous induire en erreur et je ne crois pas que mes collègues soient en mesure de vous éclairer.

M. Scott: J'espère comprendre votre question. Par les années passées, la situation des programmes de formation au Canada était telle qu'un nombre élevé de cours offerts initialement en français étaient annulés parce qu'on manquait d'étudiants. Cette situation s'est considérablement améliorée récemment.

Nous venons tout juste d'étudier la situation et nous avons constaté qu'il y avait moins d'annulations à la dernière minute. On offre davantage de cours en français à ceux qui veulent suivre les cours en français, et pour élargir les possibilités de ce côté, ce service se propose maintenant d'offrir davantage de cours bilingues pour que l'accès soit plus grand.

M. McTeague: Il y a donc compensation. . . Très bien, merci.

M. Ringma: Pour en revenir au budget principal des dépenses, page 26, sous la rubrique «Évaluations de la langue seconde projetées en 1994-1995», on dit que 12 260 personnes seront évaluées. Combien coûtera cette évaluation?

Mme Stewart: Il faut prévoir ici le coût des examens et des services de consultation; donc ce sera, lorsque j'ai dit 263 000\$. . .

M. Ringma: Autrement dit, ce chiffre fait partie intégrante de celui qui est mentionné sous la rubrique «Programmes de formation».

Mme Hubbard: Non. Pour en revenir à votre question précédente, le chiffre à la page 5, sous la rubrique «formation»—je crois savoir que c'est 31 479 000\$, ce qui est le total—se divise en deux parties. Une partie est celle de Formation linguistique Canada, et elle est de 27,9 millions de dollars. Le reste sera attribué à Formation et perfectionnement Canada, qui, comme l'indique la note infra-paginale, est doté d'un fonds de roulement. Ce service dispense donc des cours moyennant paiement et a droit à une petite part des crédits. Cette part constitue la différence entre 27,9 millions de dollars et 31,479 millions de dollars; donc, le coût de l'administration des examens linguistiques apparaîtra sous l'une ou l'autre rubrique de notre budget.

[Text]

Ms Stewart: I'm not the financial expert in the organization, but I suspect it would be under administration.

Ms Hubbard: The figures Commissioner Stewart gave would be extracted from the various elements appearing on that table on page 5 that touch something related to language training.

Mr. Ringma: That figure of \$27.9 million, is that the total amount spent on all language programs within the PSC and testing and everything else.

Ms Hubbard: Yes, both for itself as a department and for the government as a whole.

Mr. Ringma: That's fine. That's what I wanted to get at. Thank you.

Is it true that in the bilingualism bonus program, there are tests for competency in French but no tests for competency in English?

• 1640

The Vice-Chairman (Mr. Allmand): You have to give a verbal answer.

Ms Stewart: There are tests for competency in both languages, English and French.

The Vice-Chairman (Mr. Allmand): In any case, members of the committee, I understand we have to get out of this room at 5 p.m., so that means we have four tours of five minutes each, and the chair would like to take one tour.

I'd like to pursue some of the questions that were initiated by Madam Tremblay with respect to anglophones in Quebec. I do so because I've been on this problem year after year and it's getting worse, actually.

If we look at the commissioner's report for this year we see that he points out that English speakers account for only 5.2% of federal public servants, which is down from 5.4% last year, while their percentage of the population is 13.2%.

By the way, the only other area of Canada where the minority is less than its percentage in the population is in Atlantic Canada, where they are at 10.7% and their percentage in the population is 12.5%.

I've been trying to get at the reasons for this situation.

By the way, in answering, Madam Tremblay referred to the national capital region, but it is understood that in the national capital region we principally have head offices of the departments and the agencies, whereas we have regional offices in Montreal and Quebec City, as in Toronto.

When we speak about the provinces, we know therefore that in Quebec there is a very low percentage of anglophones in the regional offices and in the field, let's say, as opposed to head offices in the national capital region. One could say the same about Ontario, which shares the national capital region, with regard to the minority francophones.

[Translation]

Mme Stewart: Je ne suis pas l'experte en finances de la commission, mais j'imagine qu'on trouvera ce coût sous la rubrique «administration».

Mme Hubbard: Les chiffres cités par la commissaire Stewart proviennent des divers éléments qui apparaissent à ce tableau de la page 5 qui a trait à la formation linguistique.

M. Ringma: Le chiffre de 27,9 millions de dollars, c'est le montant total dépensé pour tous les programmes linguistiques de la commission, pour les examens et tout le reste.

Mme Hubbard: Oui, en tant que commission et pour l'ensemble du gouvernement.

M. Ringma: C'est bien. C'est ce que je voulais savoir. Merci.

Est-il vrai que le programme de primes au bilinguisme prévoit des examens de la compétence en français, mais aucun examen pour la compétence en anglais?

Le vice-président (M. Allmand): Il vous faut répondre verbalement.

Mme Stewart: Il y a des examens de compétence dans les deux langues, en anglais et en français.

Le vice-président (M. Allmand): Chose certaine, chers collègues, je crois savoir qu'il nous faut quitter cette salle à 17 heures, ce qui veut dire qu'il nous reste quatre tours de cinq minutes chacun, et le président aimerait avoir le sien.

J'aimerais reprendre certaines questions qui ont été posées par M^{me} Tremblay au sujet des anglophones du Québec. C'est parce que je suis l'évolution de ce problème depuis des années, et je constate que la situation s'aggrave en fait.

Lorsqu'on lit le rapport du commissaire de cette année, on constate que les anglophones comptent pour seulement 5,2 p. 100 des fonctionnaires fédéraux, soit une baisse par rapport à l'an dernier, où ce chiffre était de 5,4 p. 100, alors que le pourcentage de la population anglo-québécoise était de 13,2 p. 100.

Soit dit en passant, la seule autre région au Canada où la minorité est moins représentée que son pourcentage de la population, c'est dans le Canada Atlantique, où les fonctionnaires minoritaires comptent pour 10,7 p. 100 des effectifs alors que le pourcentage de la population minoritaire est de 12,5 p. 100.

J'essaie de comprendre les raisons de cette situation.

Soit dit en passant, M^{me} Tremblay a mentionné la région de la capitale nationale, mais l'on comprend que dans la région de la capitale nationale, nous avons surtout l'administration centrale des ministères et des organismes, alors que nous n'avons que des bureaux régionaux à Montréal, à Québec et à Toronto.

Lorsqu'on parle des provinces, nous savons donc qu'au Québec il y a un pourcentage très faible d'anglophones dans les bureaux régionaux et sur le terrain, disons, par opposition à l'administration centrale dans la région de la capitale nationale. On pourrait en dire autant de l'Ontario, qui partage la région de la capitale nationale, pour ce qui concerne la minorité francophone.

[Texte]

But what is interesting, if you look at page 15 of the commissioner's report, is that he talks about the number of bilingual people in Canada and says that Quebec is the most bilingual province, with 31.3% of French-speaking Quebecers able to speak English and 58.3% of English-speaking Quebecers being able to speak French.

There has been a great improvement, of course, on the anglophone side, in speaking French, in the last 20 or 30 years, and many people are in immersion courses or in French schools. For example, all my children went to French schools in Montreal. So there's a great change in that regard.

But if that high a percentage of anglophones, especially the younger generation, can speak French, what do you perceive to be the principal problem? If I understand correctly, the ministers or the departments designate a position as bilingual, French only, or whatever, then one goes out to recruit.

I've asked this question before. Do you recruit in the universities; for example, at McGill University, Concordia University, or Bishop's University? Do you recruit in the CEGEPs or at Dawson, John Abbott, Vanier, Marianopolis, or Champlain, etc.? Or is that left to your regional office, i.e., the Public Service Commission office in Montreal? Please try to answer because I am continually faced with this situation. Why is it like that?

Ms Hubbard: Well, I'll ask Commissioner Scott to give you some details, but let me simply say that for a number of years it has been difficult. It has become more difficult as the amount of recruitment into the public service that we're doing has gone down, simply because the number of opportunities have gone down. So if it has been difficult before, it is now significantly more difficult.

In fact, I think that was one of the observations the Commissioner of Official Languages gave in his report, in that whereas we are still not doing as well as people would like in terms of recruitment, our job at the Public Service Commission was made a bit more difficult by the relatively modest level of recruitment.

• 1645

Le vice-président (M. Allmand): Par exemple, disons qu'il y a à Montréal un poste désigné bilingue et que trois francophones et un anglophone complètement bilingue postulent ce poste. L'article 39 de la Loi sur les langues officielles régit la participation. Si tous les candidats sont bilingues et que le poste est bilingue, accorderez-vous la préférence au candidat anglophone bilingue parce que vous voulez augmenter le taux de participation des anglophones dans la Fonction publique au Québec? Quelle décision prenez-vous dans une situation de ce genre?

Ms Hubbard: By law we recruit on the basis of merit. What that means is we have to choose the person who best meets the requirements of the position, one of which will be the linguistic requirement, and the others may be different requirements.

The Vice-Chairman (Mr. Allmand): Let me be clear here. There's also the requirement in section 39 that applies equally to francophones outside Quebec, but it says:

[Traduction]

Mais ce qui est intéressant, comme on le voit à la page 15 du rapport du commissaire, c'est qu'il parle du nombre de personnes bilingues au Canada et dit que le Québec est la province la plus bilingue, avec 31,3 p. 100 de francophones québécois sachant parler l'anglais et 58,3 p. 100 d'anglophones québécois sachant parler le français.

Il y a eu une grande amélioration, bien sûr, du côté anglophone, où l'on parle davantage le français que dans les 20 ou 30 dernières années, et il y a plusieurs personnes dans des cours d'immersion ou dans les écoles françaises. Par exemple, tous mes enfants ont fréquenté l'école française à Montréal. Il y a donc eu un changement considérable de ce côté.

Mais s'il y a un pourcentage si élevé d'anglophones, particulièrement dans la jeune génération, qui parlent le français, quel est à votre avis le principal problème? Si je comprends bien, les ministères désignent des postes bilingues, français seulement, ou peu importe, et on recrute à partir de là.

J'ai déjà posé cette question. Recrutez-vous dans les universités, par exemple à l'Université McGill, à l'Université Concordia, ou à l'Université Bishop? Recrutez-vous dans les cégeps, ou à Dawson, John Abbott, Vanier, Marianopolis ou Champlain, etc.? Ou laissez-vous ce soin à votre bureau régional, par exemple, le bureau de la Commission de la fonction publique de Montréal? Veuillez me donner une réponse, car c'est une question que je me pose souvent. Pourquoi est-ce comme ça?

Mme Hubbard: Eh bien, je vais demander au commissaire Scott de vous donner quelques détails, mais je me contenterai de dire que la situation est difficile depuis plusieurs années. La situation est plus difficile, étant donné que la fonction publique recrute moins, simplement parce qu'il y a moins de débouchés. Donc, si c'était difficile avant, c'est aujourd'hui encore plus difficile.

D'ailleurs, et je crois que c'est une des observations faites par le commissaire aux langues officielles dans son rapport, si nous ne faisons pas aussi bien que les gens le voudraient au chapitre du recrutement, la tâche de la Commission de la fonction publique est compliquée du fait que le recrutement est relativement modeste.

The Vice-Chairman (Mr. Allmand): For instance, suppose there is a position that has been designated bilingual in Montreal and that three francophones and one anglophone—all of them completely bilingual—apply for that position. Section 39 of the Official Languages Act is applicable. If all of the candidates are bilingual, and the position is bilingual, will you give preference to the bilingual anglophone candidate because you want to increase the participation rate of anglophones in the public service in Quebec? What decision would you make in a situation like that one?

Mme Hubbard: Selon la loi qui régit nos activités, nous recrutons au mérite. Ce que cela signifie, c'est que nous devons choisir la personne qui rencontre au mieux les exigences du poste; l'une de ces exigences sera l'exigence linguistique, mais il y en a d'autres.

Le vice-président (M. Allmand): Soyons clairs. L'article 39 contient aussi une exigence qui s'applique également aux francophones à l'extérieur du Québec, et qui dit:

[Text]

39.(1) The Government of Canada is committed to ensuring that

- (a) English-speaking Canadians and French-speaking Canadians, without regard. . . have equal opportunities to obtain employment and advancement in federal institutions;

So this is also a legal requirement.

Ms Hubbard: That's true. It explains why, among other reasons, there is an exclusion order that permits us to staff a position that is designated as bilingual by a department if the department believes they don't need to have somebody in the position who meets the language requirements immediately but who has an aptitude for and who can become trained to meet those requirements.

The Vice-Chairman (Mr. Allmand): In my example I was talking about an anglophone who could speak French, who is perfectly bilingual and doesn't need any training.

Ms Hubbard: I understand.

The Vice-Chairman (Mr. Allmand): I don't want to abuse my time. Perhaps you may answer the question, we'll go to the next question, or I could spend a lot of time on this.

Mr. Scott: Mr. Chairman, I might just share experiences I had chairing a working group of senior federal officials in Quebec around this very issue a few years ago. As a group of federal officials, we used just about all the tools that you've mentioned, such as extensive recruitment in primarily anglophone milieus, outreach programs, working with the associations, and open houses in some of the departments.

Unfortunately, where the jobs existed, we had difficulty attracting people to go. As you know, Mr. Chairman, the anglophone population in Quebec is centred in the city of Montreal *et ses environs*. Correctional Services was one of the larger departments doing most of the recruitment, but their institution is situated outside the main metropolis. We had no success in attracting applicants for positions that were vacant out in those areas.

I think that is part of the difficulty we face, getting people to go where the jobs are, perhaps because of the environment in which the jobs are situated.

The Vice-Chairman (Mr. Allmand): Okay, there's more to be said, but I'll go to Senator Rivest, Madam Tremblay, and then Mr. Bellemare.

Le sénateur Rivest: L'explication que M. Scott vient de fournir est la même, parce que le gouvernement du Québec a lui-même énormément de difficulté à recruter des Québécois anglophones dans sa Fonction publique. Il y a peut-être quelque chose de culturel chez nos concitoyens anglophones. . . En tout cas, il y a quelque chose qui ne marche pas entre les anglophones du Québec et la Fonction publique, fédérale ou provinciale. Je pense qu'il y a des raisons pratiques à cela.

[Translation]

39.(1) Le gouvernement fédéral s'engage à veiller à ce que:

- a) les Canadiens d'expression française et d'expression anglaise sans distinction. . . aient des chances d'égales d'emploi et d'avancement dans les institutions fédérales;

Cette exigence est aussi une exigence en vertu de la loi.

Mme Hubbard: C'est exact. Cela explique pourquoi, entre autres raisons, il existe une ordonnance d'exclusion qui nous permet de doter un poste désigné bilingue par un ministère en nommant une personne qui ne répond pas nécessairement aux exigences linguistiques du poste, mais qui a des aptitudes et pourra être formée de façon à y répondre, dans la mesure où le ministère estime ne pas avoir besoin qu'on nomme immédiatement à ce poste une personne qui répond aux exigences linguistiques.

Le vice-président (M. Allmand): Dans mon exemple, je parlais d'un anglophone qui parle français, qui est parfaitement bilingue et qui n'a pas besoin de formation.

Mme Hubbard: Je comprends.

Le vice-président (M. Allmand): Je ne veux pas abuser du temps qui m'est imparti. Peut-être pourriez-vous répondre à la question, puis nous passerons à la question suivante, où je pourrais passer beaucoup de temps sur ce même sujet.

M. Scott: Monsieur le président, peut-être pourrais-je vous faire part des expériences que j'ai eues quand je présidais un groupe de travail constitué de hauts fonctionnaires fédéraux du Québec pour examiner ce sujet, il y a quelques années. En tant que hauts fonctionnaires fédéraux, nous avons utilisé presque tous les outils auxquels vous avez fait allusion, comme par exemple le recrutement intensif dans des milieux surtout anglophones, les programmes d'extension, les associations; nous avons même invité les gens à des séances d'information ouvertes au public dans certains ministères.

Malheureusement, nous avons eu du mal à attirer des gens qui étaient disposés à se rendre dans les endroits où les postes existaient. Comme vous le savez, monsieur le président, la population anglophone du Québec est surtout concentrée dans la ville de Montréal et ses environs. Le Service correctionnel était l'un des gros ministères qui faisaient le plus de recrutement, mais son institution est située à l'extérieur de la métropole. Nous n'avons pas réussi à attirer de candidats pour les postes vacants dans ces régions à l'extérieur de la métropole.

Cela fait partie des difficultés que nous rencontrons; nous avons du mal à trouver des candidats qui veulent se déplacer. Peut-être aussi est-ce dû aux emplois eux-mêmes, à leur environnement.

Le vice-président (M. Allmand): Bien; on pourrait en dire plus, mais je vais donner la parole au sénateur Rivest, à M^{me} Tremblay et à M. Bellemare.

Senator Rivest: Mr. Scott has just provided the same explanation as we have heard before, because the Government of Quebec itself has a great deal of trouble recruiting anglophone Quebecers into its own public service. Perhaps there is some cultural explanation that lies with our anglophone fellow citizens. . . In any case, there is something that doesn't quite click between Quebec anglophones and the public service, be it federal or provincial. I think there are practical reasons that probably explain the situation.

[Texte]

Une des grandes difficultés du gouvernement du Québec, c'est que l'anglophone de Montréal doit déménager à Québec parce que c'est là que sont les grands ministères. M. Scott vient de nous expliquer que souvent les grands services administratifs. . .

Le vice-président (M. Allmand): Le plus grand centre de fonctionnaires fédéraux au Québec, c'est Montréal. C'est le deuxième ou troisième plus grand centre au Canada.

Le sénateur Rivest: Mais les Québécois anglophones n'aiment pas la Fonction publique.

Parlons des responsabilités et programmes de la Commission de la Fonction publique au titre des langues officielles. En fait, il s'agit uniquement du droit de gérance en termes de la négociation de conventions collectives. Quelle est la part de cela qui est négociable avec le syndicat dans la mise en oeuvre des programmes? Vous avez parlé des primes entre autres.

• 1650

Mme Stewart: Il n'y a rien.

Le sénateur Rivest: Rien?

Mme Stewart: Rien à part la prime au bilinguisme qui fait partie des conventions collectives.

Le sénateur Rivest: Tout le reste est exclu et fait parti du droit de gérance.

Mme Stewart: Oui, c'est cela.

Le sénateur Rivest: L'Alliance de la Fonction publique du Canada ne vous adresse-t-elle pas certaines demandes à cet égard à l'occasion des négociations?

Mme Stewart: Il y a peut-être des demandes qui sont adressées par les syndicats à l'employeur, le Conseil du Trésor, mais que je sache, de telles demandes n'ont jamais été formulées à l'endroit de la Commission.

Le sénateur Rivest: J'imagine que vous associez des organisations syndicales et des représentants des employés à la mise en oeuvre de vos programmes, simplement pour essayer d'avoir plus d'efficacité et de productivité.

Mme Stewart: Dans toutes nos activités à la Commission de la fonction publique, que ce soit au niveau de la dotation ou au niveau de la formation, nous nous assurons toujours de travailler en partenariat avec les syndicats et de les consulter.

Le sénateur Rivest: C'est vrai pour l'implantation du bilinguisme.

Mme Stewart: Pour ce qui est du bilinguisme, je pense qu'il serait préférable d'inviter la directrice générale de Formation linguistique, M^{me} Marie-Josée Mercier-Savoie, à vous répondre.

Mme Marie-Josée Mercier-Savoie (directrice générale, Formation linguistique Canada, Commission de la fonction publique): En ce qui a trait à la mise en oeuvre et à l'élaboration des programmes de formation linguistique, nous consultons tout à fait régulièrement les représentants des syndicats représentant nos employés. Nous les tenons au courant des plans prévus pour l'avenir.

Le sénateur Rivest: Madame la présidente, vous n'avez pas de plaintes ou de récriminations de la part des représentants des travailleurs concernant la mise en oeuvre des programmes de langues officielles?

[Traduction]

One of the difficulties the Government of Quebec encounters is that the Montreal anglophone must move to Quebec City because the large departments are in that city. Mr. Scott has just explained that very often the large administrative services. . .

The Vice-Chairman (Mr. Allmand): The largest centre for federal public servants in Quebec is Montreal. It is the second or third largest centre of the kind in Canada.

Senator Rivest: But anglophone Quebecers don't like the public service.

Let's talk about the responsibilities and programs of the Public Service Commission with regard to official languages. In fact, they are strictly management responsibilities for collective agreements. How much of a margin is there for negotiation with the union in implementing programs? You referred to the bonuses, among other things.

Ms Stewart: There is none.

Senator Rivest: You can't negotiate anything?

Ms Stewart: There is nothing; as I mentioned, the bilingualism bonus has been included in collective agreements.

Senator Rivest: Everything else is excluded and comes under your right to manage.

Ms Stewart: Yes, that's right.

Senator Rivest: Does the Public Service Alliance of Canada make certain demands in that regard when negotiations come around?

Ms Stewart: There may be demands that are addressed to the employer by the unions, and that employer is Treasury Board, but as far as I know, such demands have never been made to the Commission.

Senator Rivest: I expect that you have unions and employee representatives participate in the implementation of your programs, to encourage effectiveness and productivity.

Ms Stewart: In all of our activities at the Public Service Commission, be they staffing or training, we always make sure we work in partnership with the unions, and we always consult them.

Senator Rivest: And that is true for the implementation of bilingualism.

Ms Stewart: Where bilingualism is concerned, I think it would be preferable to invite the Director General of Language Training, Ms Marie-Josée Mercier-Savoie, to respond to your questions.

Ms Marie-Josée Mercier-Savoie (Director General, Language Training Canada, Public Service Commission): For the planning and implementation of our language training programs, we consult the representatives of our employees' unions on a regular basis. We keep them abreast of our plans for the future.

Senator Rivest: Madam President, do you never hear employee representatives complain or grumble about the implementation of the official languages programs?

[Text]

Mme Hubbard: Nous avons la responsabilité de faire des enquêtes et de faire une vérification au sujet de la dotation. Si une personne pense qu'un poste a été comblé par quelqu'un d'autre qui a été injustement avantagé à cause de la langue ou de quelque chose d'autre, la personne peut demander à la Commission de faire une enquête ou interjeter appel.

Les gens ont ce même recours au sujet de toutes nos responsabilités de dotation. Si une personne suit un cours de langue ou autre, et que ses résultats à la fin du cours ne la satisfont pas, la personne peut faire une sorte d'appel, et il y a un comité de révision qui détermine si les résultats sont justes ou non.

Mme Tremblay: Je ne voudrais pas être tannante, mais je voudrais être certaine qu'on arrête de charrier des chiffres. Mes amis d'Alliance Québec nous font de la publicité et de la discrimination. Il est important qu'on sache clairement que le fameux chiffre de 5,2 p. 100 dont parle M. Allmand représente les fonctionnaires de tout le Québec, à l'exception de la Capitale nationale.

Ce n'est pas parce que les jobs sont payants que les anglophones doivent être exclus des statistiques. Dans la Capitale nationale, il y a 19 250 postes qui sont occupés par des Québécois vivant au Québec; là-dessus, il y en a 16,3 p. 100 qui sont occupés par des anglophones.

Le vice-président (M. Allmand): Pas nécessairement du Québec.

Mme Tremblay: Oui, par des anglophones ayant leur lieu de résidence au Québec. Ils sont 16,3 p. 100, c'est-à-dire 3 p. 100 de plus que la population anglophone du Québec. Si vous comptez les 19 250 fonctionnaires qui travaillent dans la Capitale nationale et les 29 700 qui travaillent dans l'ensemble du Québec, vous aurez un total de 48 950 fonctionnaires fédéraux qui travaillent pour le fédéral et qui habitent au Québec. Ils sont ou anglophones ou francophones. Là-dessus, il y en a 9,6 p. 100 qui sont des anglophones du Québec.

• 1655

Vous disiez dans votre rapport que 9 p. 100 des jobs que vous offrez en dehors de la Capitale nationale sont ouvertes aux anglophones unilingues. Vous essayez même, dans les promotions internes, de réserver 30 p. 100 des postes pour les anglophones unilingues; 40 p. 100 des anglophones sont unilingues et cela ne pose pas de problème chez vous d'engager des unilingues parce que ces personnes suivent des cours par la suite. C'est cela, la réalité. On peut suivre un cours si on doit être bilingue. Ce n'est pas parce que quelqu'un est unilingue qu'on ne l'engagera pas.

Je pense que les anglophones n'aiment probablement pas la Fonction publique, qu'ils aiment probablement mieux venir à Ottawa ou près d'Ottawa parce que les jobs y sont plus payants, ou qu'ils veulent probablement occuper un poste ailleurs au Canada. Si j'avais à choisir, je choiserais peut-être Vancouver. Dans l'île de Victoria, il fait très beau. Aussi, peut-être aiment-ils mieux le travail privé. Comme vous le disiez, ce n'est peut-être pas dans leur culture. Je pense qu'il faut arrêter de charrier. Les chiffres sont là.

[Translation]

Ms Hubbard: We have the responsibility of investigating and making verifications where staffing is concerned. If someone feels that another employee has enjoyed an unfair advantage because of language factors or some other factors and was appointed to a position because of those factors, the person who feels that he or she has been passed over may ask the Commission to investigate or to lodge an appeal.

Employees have that same right of recourse in any of the areas we have responsibility for around staffing. If a person is not satisfied by his or her results at the end of a language course he or she has taken that person may lodge a kind of appeal and a review committee will determine whether the results were fair.

Mrs. Tremblay: I don't want to be tiresome, but I want to make sure that people stop exaggerating around these figures. My friends at Alliance Quebec have given us a lot of publicity and use these figures to claim discrimination. It is important that people understand clearly that the famous figure of 5.2% Mr. Allmand mentioned refers to public servants in the entire province of Quebec, with the exception of the national capital region.

The fact that certain jobs pay well should not mean that anglophones are excluded from statistics. In the national capital, there are 19,250 positions held by Quebecers living in Quebec; of those positions, 16.3% are held by anglophones.

The Vice-Chairman (Mr. Allmand): Not necessarily from Quebec.

Mrs. Tremblay: Yes, by anglophones who reside in Quebec. There are 16.3% of those, that is to say 3% more than the percentage of anglophones living in Quebec. If you count the 19,250 public servants who work in the national capital and the 29,700 others who work throughout Quebec, that gives you a total of 48,950 federal public servants who work for the federal government and live in Quebec. They are either anglophones or francophones. Of that number, 9.6% are anglophones from Quebec.

You said in your report that 9% of the jobs you offer outside the national capital are open to unilingual anglophones. In your internal promotion campaigns you even try to reserve 30% of your positions for unilingual anglophones; 40% of the anglophones are unilingual and you have no problem with hiring unilingual anglophones because those people take courses afterwards. That is reality. You can take classes if you must be bilingual. You won't avoid hiring someone because that person is unilingual.

I think that the anglophones probably don't like the Public Service and that they prefer to come to Ottawa or close to Ottawa, because the jobs pay more here; or, they may prefer to hold a position elsewhere in Canada. If I had to choose, I might choose Vancouver. The weather is very nice in Victoria. Perhaps they prefer the private sector. As you were saying, perhaps the concept of being in the public service is not part of their culture. I think we have to stop exaggerating. The figures are there.

[Texte]

Madame Hubbard, si vous n'êtes pas capable aujourd'hui de me dire exactement combien il y a de fonctionnaires, j'aimerais que vous envoyiez ce chiffre par la poste au Comité ou à notre greffier.

Combien y a-t-il de fonctionnaires au Québec? Combien sont anglophones? Combien sont francophones? Et quel pourcentage est-ce que cela représente? Je veux qu'on inclue les gens de la Capitale. Je veux qu'on fasse la distinction entre les deux statistiques.

Ils restent au Québec. Je parle bien des gens qui habitent le Québec, des Québécois, qu'ils soient francophones ou anglophones. Qu'on arrête de charrier et de dire qu'il y a de la discrimination, qu'on ne veut pas les engager et qu'ils fuient le Québec parce qu'il n'y a pas de jobs. Il y en a, des jobs, mais vous n'êtes pas capables de les combler.

The Vice-Chairman (Mr. Allmand): These are very important questions that Mrs. Tremblay has asked. I'd like to make sure that you have an opportunity to answer. In answering her question, tell us how you know, from those figures, which of the anglophones living in the national capital region are Québécois, because a lot of anglophones in the national capital region, even those living in Hull, are not Québécois anglophones. They're from all over the country.

Ms Hubbard: The significant problem, Mr. Chairman, is that we treat the national capital region as separate from the others. In the Public Service Commission we don't keep an eye on, if you like, the numbers of people with respect to where they live; we keep an eye on where they work.

The Vice-Chairman (Mr. Allmand): Isn't it also true that they come from all over the country, that some of the francophones come from New Brunswick and some from Ontario?

Ms Hubbard: That's absolutely true. We pay attention to where they work, not where they live. For the national capital region, as far as I'm aware—I could be wrong—we do not have information that would tell us within the national capital region which of those people who work in the national capital region live in Quebec and which live in Ontario.

The Vice-Chairman (Mr. Allmand): Would you know whether their origin is Acadian or Québécois or anglophone Québécois?

Mme Tremblay: Monsieur le président, là-dessus. . .

Ms Hubbard: No, you're right. I'm mistaken.

Mme Tremblay: C'est une lettre qui vient de chez vous.

Ms Hubbard: You're absolutely right. It has just been pointed out to me that I've misled you. The letter I sent with the data I gave you gives our estimates for the federal public servants who live in the province of Quebec by their first language, according to their place of work. I'm—

The Vice-Chairman (Mr. Allmand): The important question is, do you know whether those are Quebec anglophones or whether they're anglophones from Ontario, Saskatchewan or wherever? I live on the Quebec side, but I

[Traduction]

Ms Hubbard, if you can't give us the specific number of public servants today, I would like you to send the committee that figure through the mail, or you could send it to our clerk.

How many public servants are there in Quebec? How many of those are anglophones? How many are francophones? And what are the percentages? I want you to include the national capital employees. I also want you to make a distinction between the two statistics.

They live in Quebec. I am talking about the people who live in Quebec, who are Quebecers, whether they are francophones or anglophones. I want people to stop exaggerating and saying that there is discrimination; I want them to stop saying that the public service doesn't want to hire them and that they are fleeing Quebec because there are no jobs. There are jobs, and you can't fill them.

Le vice-président (M. Allmand): Ce sont des questions très importantes qu'a posées Mme Tremblay. Je veux m'assurer que vous aurez l'occasion d'y répondre. En répondant à ses questions, dites-nous comment vous pouvez déterminer, à partir de ces chiffres, quels sont les anglophones québécois qui vivent dans la région de la capitale nationale, car de nombreux anglophones qui vivent dans la région de la capitale nationale, même ceux qui vivent à Hull, ne sont pas des anglophones québécois. Ils viennent de tout le pays.

Mme Hubbard: Le vrai problème, monsieur le président, c'est que nous séparons la région de la capitale nationale des autres régions. Pour la Commission de la fonction publique, ce n'est pas le lieu de résidence qui importe pour ses statistiques; c'est l'endroit où les gens travaillent.

Le vice-président (M. Allmand): N'est-il pas vrai qu'ils viennent de tout le pays et que certains des francophones viennent du Nouveau-Brunswick et de l'Ontario?

Mme Hubbard: C'est absolument vrai. Nous nous occupons de leur lieu de travail, et non pas de leur lieu de résidence. Peut-être que je me trompe, mais que je sache, nous n'avons pas de statistiques qui nous permettent de déterminer lesquels de nos employés qui travaillent dans la région de la capitale nationale vivent en Ontario et lesquels vivent au Québec.

Le vice-président (M. Allmand): Pourriez-vous déterminer s'ils sont d'origine acadienne, québécoise ou des Québécois anglophones?

Mrs. Tremblay: Mr. Chairman, on that. . .

Mme Hubbard: Non, vous avez raison. Je me trompe.

Mrs. Tremblay: This is a letter from your Commission.

Mme Hubbard: Vous avez parfaitement raison. On vient de m'apprendre que je vous ai induits en erreur. La lettre que j'ai envoyée, avec les données que je vous ai fournies, fait état de notre évaluation du nombre de fonctionnaires fédéraux qui vivent dans la province de Québec, selon leur première langue et leur lieu de travail. Je suis. . .

Le vice-président (M. Allmand): La question importante est la suivante: savez-vous s'il s'agit d'anglophones québécois ou d'anglophones de l'Ontario, de la Saskatchewan ou d'ailleurs? Je vis du côté du Québec, mais j'ai des voisins

[Text]

have anglophone neighbours who come from all over the country. There are some francophones living on the Ontario side who are Québécois, and there some on the other side who are Acadian.

Ms Hubbard: Absolutely. I'll ask somebody who's more likely to know the answer than I am to give you —

The Vice-Chairman (Mr. Allmand): By the way, I don't shout discrimination, Mrs. Tremblay. I'm simply trying to find out the answers.

Madame, une réponse.

Ms Vera McLay (Director, Corporate Management Branch, Official Languages Directorate, Public Service Commission of Canada): Mr. Chairman, since I'm the person who signed the letter in question, I feel some responsibility to say something.

The points you have just made are precisely some of the points that were made in the letter. The national capital region is a very special one. There are people coming from all over the country when we do national campaigns, but also there are people living on the Quebec side who happen to be there for a period of time and move somewhere else, and vice versa. It's always very difficult. That's one of the reasons we don't use the place of residence as a source of information about the person.

There was a letter that accompanied the data in question. We would be happy to share it with the members of the committee.

• 1700

The Vice-Chairman (Mr. Allmand): I think it would be important to do so.

Mme Tremblay: Il reste quand même qu'on parle du lieu de résidence. Un Québécois, c'est quelqu'un qui habite le Québec, c'est quelqu'un qui va voter aux élections le mois prochain, c'est quelqu'un qui travaille au gouvernement fédéral et c'est quelqu'un qui va voter au référendum. Qu'il soit anglophone, qu'il soit natif de la Saskatchewan, qu'il soit natif de Victoria ou de Terre-Neuve, s'il habite le Québec depuis six mois, il va voter aux élections et au référendum.

Un Québécois, c'est quelqu'un qui habite le Québec, point final.

The Vice-Chairman (Mr. Allmand): That's good because —

Mme Tremblay: Qu'il soit anglophone ou francophone.

Le sénateur Corbin (Grand-Sault): Un Québécois, c'est un Canadien d'abord.

Le vice-président (M. Allmand): C'est la même chose pour les Québécois qui demeurent en Ontario: ils votent en Ontario. Ils déterminent le résultat des élections en Ontario.

M. Bellemare a le dernier mot aujourd'hui.

M. Bellemare: Lorsque M. Ringma parle, j'écoute toujours attentivement. Cependant, la dernière fois qu'il a posé une question, le sénateur Rivest a dérangé et j'ai manqué la réponse. Je vais reprendre la question pour être certain de bien comprendre la réponse.

[Translation]

anglophones qui viennent de tout le pays. Il y a des francophones qui vivent en Ontario et qui sont des Québécois d'origine, alors qu'il y a des francophones du côté du Québec qui sont d'origine acadienne.

Mme Hubbard: Absolument. Je vais demander à quelqu'un qui connaît sans doute mieux que moi la réponse. . .

Le vice-président (M. Allmand): Soit dit en passant, madame Tremblay, je ne crie pas à la discrimination; j'essaie simplement de trouver des réponses.

A reply, Madam.

Mme Vera McLay (directrice, Direction des langues officielles, Direction générale de la gestion ministérielle, Commission de la fonction publique du Canada): Monsieur le président, comme c'est moi qui ai signé la lettre en question, il me semble que j'ai la responsabilité de répondre.

Vous venez de dire certaines des choses qui sont dites expressément dans la lettre. La région de la capitale nationale est une région très spéciale. Il y a dans cette région des gens qui viennent de tout le pays quand nous effectuons des campagnes nationales, mais il y a aussi des gens qui vivent du côté du Québec qui sont ici pendant une certaine période de temps et qui déménagent ailleurs, et vice versa. C'est toujours très difficile. C'est l'une des raisons pour lesquelles nous n'utilisons pas le lieu de résidence comme source d'information à propos des employés.

Cette lettre accompagnait les données en question. Nous sommes tout à fait disposés à faire part du contenu de la lettre aux membres du comité.

Le vice-président (M. Allmand): Je pense que ce serait important de le faire.

Mrs. Tremblay: But the fact remains that we are talking about people's place of residence. A Quebecker is someone who lives in Quebec and who will be voting in next month's elections, who works for the federal government and who will vote in the referendum. Whether he is an anglophone or not, whether he is a native of Saskatchewan, Victoria or Newfoundland, if he has been living in Quebec for six months, he will vote in the elections and in the referendum.

A Quebecker is someone who lives in Quebec, period.

Le vice-président (M. Allmand): C'est bien, parce que. . .

Mrs. Tremblay: Whether he is an anglophone or a francophone.

Senator Corbin (Grand-Sault): A Quebecker is a Canadian first and foremost.

The Vice-Chairman (Mr. Allmand): The same thing is true about Quebeckers who live in Ontario; they vote in Ontario. They determine the result of elections in Ontario.

Mr. Bellemare will have the last word today.

Mr. Bellemare: When Mr. Ringma speaks, I always listen carefully. However, the last time he asked a question, Senator Rivest interrupted and I missed the answer. I want to go back to that question to make sure that I understand the answer.

[Texte]

Monsieur Ringma, vous savez que je m'assois devant les membres du Parti réformiste à la Chambre. Donc, j'écoute souvent ce qu'ils disent. Il y a beaucoup de mythes qui sont propagés par les membres du Parti réformiste. Il faut écraser les mythes.

A voice: Obviously, we don't know exactly by whom.

Une voix: On le sait déjà.

M. Bellemare: Il parlait de

competency test being applied equally or not equally to both language groups. Are they applied unequally or are they applied equally? Coming from opposite in the House of Commons, I hear all these rumours and these myths and so on that are propagated all over the railway line right up to Vancouver. I'd like to know the answer without being disturbed by Senator Rivest.

Ms Hubbard: The answer is that the competency standards in both languages are equivalent. The results are approximately equivalent if we take students who have the same aptitude. For example, our experience shows that students who study French or students who study English, if they're equivalent groups, if their capacities to learn a language are equivalent, the results are about the same, whether their competency being measured is in English or in French.

Mr. Bellemare: But the competency test is applied equally.

Ms Stewart: Yes.

Ms Hubbard: Yes.

Mr. Bellemare: If you're French-speaking, you pass the same test as if you're English-speaking. The standards are the same.

Mr. Scott: The standards are the same.

Senator Rivest: At a low cost.

The Vice-Chairman (Mr. Allmand): Order. I have to protect Mr. Bellemare's rights here. He's being interrupted by everyone.

Mr. Bellemare.

Mr. Bellemare: Here's a general question: Are there many bilingual positions that are contracted out, whether term or permanent?

Ms Hubbard: I would guess, going back to my experience in departments, that the decision to have work done on contract is related to the nature of the work and the availability of private sector capacity to do the work at a more reasonable price. I wouldn't think there'd be any necessary relationship between that and whether or not the task needed to be bilingual.

Mr. Bellemare: Your answer is only an assumption.

Ms Hubbard: Yes, absolutely.

Mr. Bellemare: Okay. Final question—

The Vice-Chairman (Mr. Allmand): That's an important question, though. Can we have that information supplied to the committee? To what extent do the bilingual requirements apply to the contracting-out positions, which are becoming a greater percentage of federal government employment? I think the committee would like to know that information.

[Traduction]

Mr. Ringma, you know that I sit in front of the members of the Reform Party in the House of Commons. Thus, I often listen to what they have to say. There are a lot of myths that are perpetuated by the members of the Reform Party. I think we have to put an end to these myths.

Une voix: On ne sait pas exactement qui.

A voice: We already know.

Mr. Bellemare: He spoke about

des tests de compétence qu'on ferait subir de façon inégale aux deux groupes linguistiques. Est-ce qu'on les applique de façon égale, ou de façon inégale? J'entends toutes sortes de rumeurs et de mythes qui sont propagés par les gens d'en face dans la Chambre des communes, mythes qui se répètent par la bande, d'ici à Vancouver. J'aimerais pouvoir écouter la réponse sans que le sénateur Rivest me dérange.

Mme Hubbard: La réponse est que les normes de compétence pour les deux langues sont équivalentes. Les résultats sont à peu près équivalents si vous comparez les étudiants qui ont des aptitudes similaires. Par exemple, selon notre expérience, les étudiants qui étudient le français, ou ceux qui étudient l'anglais—si vous comparez des groupes équivalents, si leurs aptitudes à apprendre une langue seconde sont équivalentes—ont des résultats à peu près comparables, que vous mesuriez leur compétence en anglais ou en français.

M. Bellemare: Mais on applique de manière égale les tests de compétence.

Mme Stewart: Oui.

Mme Hubbard: Oui.

M. Bellemare: Si vous êtes francophone, vous subissez le même test que les anglophones. Les normes sont les mêmes.

M. Scott: Les normes sont les mêmes.

Le sénateur Rivest: Et les coûts sont peu élevés.

Le vice-président (M. Allmand): Un peu d'ordre, s'il vous plaît. Je dois protéger les droits de M. Bellemare. Tout le monde l'interrompt.

Monsieur Bellemare.

M. Bellemare: Voici une question d'ordre général: est-ce qu'on sous-traite de nombreux postes bilingues, qu'il s'agisse de postes permanents ou de postes d'une durée déterminée?

Mme Hubbard: Je suppose, d'après mon expérience dans des ministères, qu'on décide de sous-traiter du travail selon la nature du travail et les disponibilités du secteur privé, c'est-à-dire selon que ces disponibilités permettent ou non de faire faire le travail à moindre prix. Je pense qu'il n'y a pas nécessairement de liens entre ces facteurs et le caractère bilingue du poste.

M. Bellemare: Mais ce n'est qu'une supposition.

Mme Hubbard: Oui, vous avez raison.

M. Bellemare: Bien. Voici ma dernière question. . .

Le vice-président (M. Allmand): C'est une question importante. Pourriez-vous faire parvenir la réponse à cette question au comité? Dans quelle mesure les exigences de bilinguisme s'appliquent-elles aux postes qui font l'objet de sous-traitance, puisque le pourcentage du travail confié à la sous-traitance augmente au gouvernement fédéral? Je pense que le comité aimerait le savoir.

[Text]

Mr. Bellemare: My last question is on the employment freeze. Is this affecting any of the bilingually designated jobs in the public service?

Ms Hubbard: In the sense that we're recruiting fewer people and there is less staffing activity, there is undoubtedly proportionately perhaps less bilingual. . .

Mr. Bellemare: That's a guess or an answer?

Ms Hubbard: That's a guess.

Mr. Scott: If your question, Mr. Bellemare, is whether more jobs that are designated bilingual are declared surplus to requirements or not, we don't have that number; we don't know.

• 1705

Mr. Bellemare: Why not? You're in charge of the personnel department.

Mr. Scott: That too, Mr. Chairman, we could check and perhaps provide to you.

The Vice-Chairman (Mr. Allmand): I want to thank Ms Hubbard, Ms Stewart and Mr. Scott for their attendance here today. I'm sure we might have asked a lot more questions. It's too bad the time is restricted. I have a list of questions about training and so on. Maybe you'll have to come back on another occasion. Thank you very much, and thank you to the members of the committee.

Mr. Ringma: Mr. Chairman, I would like to raise a point apart from the witnesses, just for the committee.

The Vice-Chairman (Mr. Allmand): You may do it, but I am told by the clerk that the room was reserved by another group at 5 p.m. and we have to get out.

Mr. Ringma: I'll try to make it very hurried. It's a question of witnesses for this committee. We've had Alliance Québec here, and I know there is a competitive group, I guess, called the Chateauguay-Valley English Speaking People's Association, with a membership of 6,000 people. They also receive federal funding but I think rather less than Alliance Québec. In my view, out of fairness we should have these people in as witnesses. Obviously we're talking about September now.

Mr. McTeague: On a point of order, Mr. Chairman, I think we treated that last time. Mr. Silye, on behalf the Reform Party and representing you at the last meeting, introduced that. I believe the chairman at that meeting dispensed with the question of the Chateauguay issue.

Mr. Ringma: On what grounds?

Mr. McTeague: On the grounds that it was a smaller group than Alliance Québec, if I recall. It would be in the transcripts.

Mr. Ringma: The other half of this, Mr. Chairman, is that by the same token we have two franco-Ontarians, Roland Desroches and Marc Labelle, who have filed an official grievance with the United Nations saying that franco-Ontarians are subject to cultural genocide in Ontario. I think people like this should appear before this committee or we're not doing our job. I therefore would propose a motion.

[Translation]

M. Bellemare: Ma dernière question porte sur le gel de l'embauche. Ce gel affecte-t-il les postes désignés bilingues dans la fonction publique?

Mme Hubbard: Oui, puisque nous engageons moins de gens et que nous faisons moins de dotation de poste, il ne fait aucun doute qu'on dote moins de postes bilingues, toute proportion gardée. . .

M. Bellemare: Est-ce que vous devinez, ou est-ce que vous répondez en connaissance de cause?

Mme Hubbard: Je devine.

M. Scott: Monsieur Bellemare, si vous nous demandez si plus de postes désignés bilingues sont déclarés excédentaires ou non, nous n'avons pas ce chiffre; nous ne le savons pas.

M. Bellemare: Et pourquoi pas? Vous êtes responsable du service du personnel.

M. Scott: Eh bien, ici encore, monsieur le président, nous pourrions vérifier et peut-être vous faire parvenir ce renseignement.

Le vice-président (M. Allmand): Je tiens à remercier Mme Hubbard, Mme Stewart et M. Scott d'avoir bien voulu venir ici aujourd'hui. Je suis sûr que nous aurions pu poser beaucoup plus de questions. Il est malheureux que le temps nous soit compté. J'aurais toute une liste de questions à poser à propos de la formation, etc. Peut-être allons-nous vous demander de revenir un autre jour. Merci beaucoup, et merci aux membres du comité.

M. Ringma: Monsieur le président, j'aimerais soulever une question auprès des membres du comité seulement, sans les témoins.

Le vice-président (M. Allmand): Vous pouvez le faire, mais le greffier me dit que la pièce a été réservée par un autre groupe pour 17 heures, et nous devons partir.

M. Ringma: J'essaierai d'être très bref. La question porte sur les témoins qu'entend ce comité. Nous avons entendu Alliance Québec, et je sais qu'il existe un groupe qui leur fait concurrence, pour ainsi dire, qui s'appelle l'Association des gens d'expression anglaise de la vallée de Chateauguay, une association qui regroupe 6 000 personnes. Cette association reçoit aussi du financement du gouvernement fédéral, mais je pense qu'elle reçoit moins de fonds qu'Alliance Québec. Il me semble que pour être juste nous devrions aussi permettre à cette association de témoigner devant le comité. Bien sûr, il faudrait que cela se fasse en septembre.

M. McTeague: Un rappel au Règlement, monsieur le président; je pense que nous avons traité de cette question la dernière fois. M. Silye a soulevé cette question tandis qu'il vous représentait, et au nom du Parti réformiste. Je pense que le président de la réunion a tranché la question de l'association de Chateauguay.

M. Ringma: Pour quels motifs?

M. McTeague: Parce que c'est un plus petit groupe qu'Alliance Québec, si ma mémoire est bonne. Nous pourrions vérifier la transcription.

M. Ringma: L'autre côté de la médaille, monsieur le président, c'est que deux Franco-Ontariens, MM. Roland Desroches et Marc Labelle, ont déposé une plainte officielle auprès des Nations Unies selon laquelle les Franco-Ontariens dont l'objet d'un génocide culturel en Ontario. Je pense que nous devrions faire comparaître des gens comme ces deux messieurs devant le comité, sinon nous ne faisons pas bien notre travail. Je proposerais donc une motion à cet effet.

[Texte]

The Vice-Chairman (Mr. Allmand): Usually these matters are taken up by the steering committee. We've designated a steering committee and you've had your—

Mr. Ringma: Have we?

The Vice-Chairman (Mr. Allmand): Yes, I thought we voted one. I think you're on it as a matter of fact. I think you're the member from your party on the steering committee.

I know the Chateaugay-Valley English Speaking People's Association quite well and I wouldn't say it's a competing group. It's a regional group in Quebec. We also have the Townshippers' Association in the eastern townships, which also gets funded and is also a regional group. Then there's one in the Gaspé and one in Quebec City and one in the Abitibi. Alliance is an umbrella group. But that doesn't mean we shouldn't hear the Chateaugay group. I personally have been pushing for the Townshippers' Association to appear as well and perhaps these francophones—

Mr. Ringma: Put them all in the pot.

The Vice-Chairman (Mr. Allmand): I think we should refer that to the steering committee, which should sit down and decide on further witnesses.

Le sénateur Rivest: Monsieur le président, j'aimerais faire une remarque. Je comprends qu'on puisse inviter le groupe de Chateaugay, mais faites bien attention, parce que du côté francophone au Québec, il y a une plénitude d'associations qui s'intéressent aux questions linguistiques: la Société nationale des Québécois, etc. On a invité Alliance Québec et c'est peut-être un précédent, mais si on écoute tous les groupes, tant anglophones que francophones, et les représentants des communautés culturelles qui s'intéressent à cette question, le groupes québécois vont accaparer le travail de la Commission. Pour moi, le problème du bilinguisme est bien plus en dehors du Québec. Ce sont les francophones hors Québec qu'il faut aider.

The Vice-Chairman (Mr. Allmand): We have to terminate the meeting, but there may be grounds to hear some of these other groups from Quebec that have important things to say on language. I think the role of the steering committee is to consider these things and make a report to the full committee and get their approval. There's no doubt we should have a balance of views and a variety of views on language from all over the country, including Quebec.

Le sénateur Rivest: Il ne faudrait pas que le Comité reçoive seulement des groupes du Québec. C'est la Loi sur les langues officielles, et il me semble que s'il y a un problème dans la Loi sur les langues officielles, c'est bien plus en dehors du Québec, du côté des francophones, des Acadiens, etc. Si on met l'accent sur le problème du Québec, vraiment... Je suis bien sympathique au Québec, et Dieu sait que je le suis, mais je pense bien que ce n'est pas le problème ici.

Le vice-président (M. Allmand): Je fais partie du Comité depuis plusieurs années. Dans le passé, nous avons entendu les autres groupes du Québec qui se préoccupent du statut de la langue française au Canada.

[Traduction]

Le vice-président (M. Allmand): Généralement, c'est le comité directeur qui discute de ce genre de questions. Nous avons constitué un comité directeur, et vous avez. . .

M. Ringma: Ah bon?

Le vice-président (M. Allmand): Oui, je pensais que nous l'avions fait. Je pense même que vous y siégez, de fait. Je pense que vous représentez votre parti au sein du comité directeur.

Je connais l'Association des gens d'expression anglaise de la vallée de Chateaugay assez bien et je ne dirais pas qu'il s'agit d'un groupe qui fait concurrence à l'autre. C'est un groupe régional du Québec. Puis il y a l'Association des anglophones de l'Estrie, qui reçoit des fonds du gouvernement fédéral également et qui est aussi un groupe régional. Il y a aussi une association en Gaspésie, il y en a une à Québec et une autre en Abitibi. L'Alliance est un groupe cadre. Ce qui n'exclut pas la possibilité d'entendre le groupe de Chateaugay. Personnellement, je pense que l'Association des anglophones de l'Estrie devrait comparaître, et je l'ai dit à plusieurs reprises, et peut-être aussi ces francophones. . .

M. Ringma: Qu'on les fasse tous venir.

Le vice-président (M. Allmand): Je pense que nous devrions renvoyer la question au comité directeur, qui devrait décider des témoins que nous allons convoquer pour nos réunions à venir.

Senator Rivest: Mr. Chairman, I would like to make a comment. I understand that we might want to invite the Chateaugay group, but be careful, because on the francophone side in Quebec, there is a multitude of associations with an interest in language questions: the Société nationale des Québécois, etc. We invited Alliance Quebec and that may be a precedent, but if we hear all of the groups, anglophones and francophones, and the representatives of cultural communities who are interested in this question, the Quebec groups, by their sheer number, will become the focus of the committee's work. As far as I'm concerned, the bilingualism problem is much more serious outside of Quebec. We need to help the francophones outside of Quebec.

Le vice-président (M. Allmand): Nous devons conclure la réunion, mais peut-être y aurait-il lieu d'entendre certains de ces autres groupes du Québec qui ont des choses importantes à dire sur la question linguistique. Je pense que c'est le rôle du comité directeur de considérer la question et de présenter un rapport au comité plénier afin d'obtenir son approbation. Nous nous devons d'entendre divers sons de cloche sur la question linguistique, de gens de tout le pays, y compris du Québec; nous devons chercher une représentation équilibrée des perspectives qui existent.

Senator Rivest: I don't think the committee should hear Quebec groups only. We are talking about the Official Languages Act and it seems to me that if there is a problem in that regard, it is much more serious outside Quebec for francophone groups such as the Acadians, etc. If we focus on the problem in Quebec, really... I am sympathetic to Quebec, God knows, but I don't think that is where the problem lies.

The Vice-Chairman (Mr. Allmand): I have been a member of the committee for several years. In the past, we have heard other groups from Quebec who are concerned with the status of the French language in Canada.

[Text]

[Translation]

• 1710

Le sénateur Rivest: Je dis simplement qu'au Québec, on a une grande pratique linguistique et que les groupes qui s'intéressent aux questions de langues sont formés depuis 25 ans. Il y en a de tous les genres, de tous les côtés et de toutes les couleurs. Si on se met à inviter systématiquement les groupes québécois ici, on va passer à côté de la vraie question, qui est la Loi sur les langues officielles. La Loi sur les langues officielles est censée favoriser et valoriser les minorités linguistiques de ce pays. Il y a beaucoup plus de problèmes de cette sorte en dehors du Québec qu'au Québec.

Le vice-président (M. Allmand): C'est une question subjective.

Le sénateur Rivest: Je préférerais qu'on mette l'accent sur les besoins des Acadiens, des Fransaskois, des Franco-Manitobains et des Franco-Ontariens au lieu de donner des tribunes artificielles à des gens qui vont venir nous répéter. . .

Le vice-président (M. Allmand): Monsieur le sénateur, il y a des problèmes partout.

La réunion d'aujourd'hui est terminée. Je vais soumettre ces questions aux deux coprésidents et au Comité directeur, parce qu'il y a une possibilité de plusieurs témoins.

La séance est levée.

Senator Rivest: I am simply saying that in Quebec, groups have had a great deal of practice in fighting the linguistic battle and there are groups that have an interest in the language issue that have been in existence for 25 years. There are all kinds of groups, there are groups in every direction, groups of all possible stripes. If we start inviting Quebec groups here systematically, we will not be dealing with the real issue, which is the Official Languages Act. The Official Languages Act is supposed to help promote and further the cause of linguistic minorities in our countries. Those minorities have a lot more problems outside Quebec than within Quebec.

The Vice-Chairman (Mr. Allmand): It's a subjective question.

Senator Rivest: I would prefer that we emphasize the needs of Acadians, of francophones in Saskatchewan, of Franco-Manitobans and Franco-Ontarians, rather than giving an artificial forum to people who will come here to repeat. . .

The Vice-Chairman (Mr. Allmand): Senator, sir, there are problems everywhere.

Today's meeting is over. I am going to submit these issues to the two joint chairs and to the steering committee, because many possible witnesses have been suggested.

The meeting is adjourned.



If undelivered, return COVER ONLY to:
Canada Communication Group — Publishing
45 Sacré-Coeur Boulevard,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Groupe Communication Canada — Édition
45 boulevard Sacré-Coeur,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

WITNESSES

From the Public Service Commission:

Ruth Hubbard, President;
Gilbert H. Scott, Commissioner;
Ginette Stewart, Commissioner;
Marie-Josée Mercier-Savoie, Director General, Language Training
Canada;
Vera McLay, Director, Corporate Management Branch, Official
Languages Directorate.

TÉMOINS

De la Commission de la fonction publique:

Ruth Hubbard, présidente;
Gilbert H. Scott, commissaire;
Ginette Stewart, commissaire;
Marie-Josée Mercier-Savoie, directrice générale, Formation
Linguistique Canada;
Vera McLay, directeur, Direction générale de la gestion ministérielle,
Direction des langues officielles.

The Speaker of the House hereby grants permission to reproduce this document, in whole or in part, for use in schools and for other purposes such as private study, research, criticism, review or newspaper summary. Any commercial or other use or reproduction of this publication requires the express prior written authorization of the Speaker of the House of Commons.

If this document contains excerpts or the full text of briefs presented to the Committee, permission to reproduce these briefs in whole or in part, must be obtained from their authors.

Available from Canada Communication Group — Publishing,
Public Works and Government Services Canada,
Ottawa, Canada K1A 0S9

Le Président de la Chambre des communes accorde, par la présente, l'autorisation de reproduire la totalité ou une partie de ce document à des fins éducatives et à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé de journal. Toute reproduction de ce document à des fins commerciales ou autres nécessite l'obtention au préalable d'une autorisation écrite du Président.

Si ce document renferme des extraits ou le texte intégral de mémoires présentés au Comité, on doit également obtenir de leurs auteurs l'autorisation de reproduire la totalité ou une partie de ces mémoires.

En vente: Groupe Communication Canada — Édition,
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada,
Ottawa, Canada K1A 0S9

SENATE

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 10

Wednesday, June 15, 1994

Joint Chairs:

The Honourable Gerald Ottenheimer, Senator

Pierrette L. Ringuette-Maltais, M.P.

SÉNAT

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 10

Le mercredi 15 juin 1994

Coprésidents:

L'honorable Gerald Ottenheimer, sénateur

Pierrette L. Ringuette-Maltais, députée

Minutes of Proceedings and Evidence of the Standing Joint Committee of the Senate and of the House of Commons on

Official Languages

Procès-verbaux et témoignages du Comité mixte permanent du Sénat et de la Chambre des communes des

Langues officielles

RESPECTING:

Pursuant to Standing Order 108(4)(b), a review of Official Languages policies and programmes of the Department of Natural Resources

INCLUDING:

The First Report to both Houses of Parliament

CONCERNANT:

Conformément à l'article 108(4)b) du Règlement, un examen des politiques et des programmes de langues officielles du ministère des Ressources naturelles

Y COMPRIS:

Le premier rapport aux deux Chambres du Parlement

APPEARING:

The Hon. Anne McLellan,
Minister of Natural Resources

WITNESSES:

(See back cover)

COMPARAÎT:

L'hon. Anne McLellan,
ministre des Ressources naturelles

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)



First Session of the Thirty-fifth Parliament, 1994

Première session de la trente-cinquième législature, 1994

STANDING JOINT COMMITTEE OF THE SENATE AND OF
THE HOUSE OF COMMONS ON OFFICIAL LANGUAGES

Joint Chairs: The Honourable Gerald Ottenheimer, Senator
Pierrette L. Ringuette-Maltais, M.P.

Joint Vice-Chairs:
Warren Allmand
Pierre de Savoye

Representing the Senate:

The Honourable Senators

Eymard Corbin
Jean-Claude Rivest—(3)

Representing the House of Commons:

Members

Eugène Bellemare
Don Boudria
Dan McTeague
Bob Ringma—(7)

Associate Member

Suzanne Tremblay

(Quorum 6)

Jacques Lahaie

Serge Pelletier

Joint Clerks of the Committee

COMITÉ MIXTE PERMANENT DU SÉNAT ET DE LA
CHAMBRE DES COMMUNES DES LANGUES OFFICIELLES

Coprésidents: L'honorable Gerald Ottenheimer, sénateur
Pierrette L. Ringuette-Maltais, députée

Vice-coprésidents:
Warren Allmand
Pierre de Savoye

Représentant le Sénat:

Les honorables sénateurs

Eymard Corbin
Jean-Claude Rivest—(3)

Représentant la Chambre des communes:

Membres

Eugène Bellemare
Don Boudria
Dan McTeague
Bob Ringma—(7)

Membre associé

Suzanne Tremblay

(Quorum 6)

Les cogreffiers du Comité

Jacques Lahaie

Serge Pelletier

REPORT TO THE HOUSE

Friday, June 17, 1994

The Standing Joint Committee on Official Languages has the honour to present its

FIRST REPORT

The Standing Joint Committee on Official Languages has held 11 public hearings since 21 April 1994. This report describes what was accomplished during the hearings.

The President of Treasury Board appeared before the Committee to discuss his 1992-93 annual report entitled *Official Languages in Federal Institutions*. The sitting allocated to a review of the 1992-93 annual report of the Minister of Canadian Heritage on Part VII of the *Official Languages Act* was cut short by a vote in the House of Commons; however, the Minister agreed to appear before the Committee again as soon as possible. The Committee held two meetings with the Commissioner of Official Languages. It began its consideration of the 1993 annual report of the Commissioner. The members of the Committee raised questions regarding the expenditures and estimates pertaining to official languages programs. The Committee looked at the official languages policies and programs of the departments of National Defence, Agriculture and Agri-Food, Finance and Natural Resources and of the Public Service Commission. Finally, the Committee heard the testimony of representatives of Alliance Quebec and the Fédération des communautés francophones et acadienne, who voiced the concerns of minority official-language communities.

The Committee intends to continue its hearings when Parliament resumes sitting in the fall, and will report its observations and recommendations to Parliament at a later date.

A Copy of the relevant Minutes of Proceedings and Evidence (*Issues No. 1 to 10 which includes this Report*) is tabled.

Respectfully submitted,

Les coprésidents,

GERALD OTTENHEIMER, Senator/sénateur

PIERRETTE RINGUETTE-MALTAIS, M.P./députée

Joint Chairs.

RAPPORT À LA CHAMBRE

Le vendredi 17 juin 1994

Le Comité mixte permanent des langues officielles a l'honneur de présenter son

PREMIER RAPPORT

Depuis le 21 avril 1994, le Comité mixte permanent des langues officielles a tenu 11 audiences publiques. Le présent rapport fait état du travail accompli au cours de ces audiences.

Le Président du Conseil du Trésor a comparu devant le Comité pour discuter de son rapport annuel 1992-1993 intitulé *Les langues officielles dans les institutions fédérales*. La séance consacrée à l'examen du rapport annuel 1992-1993 du ministre du Patrimoine canadien concernant la Partie VII de la *Loi sur les langues officielles* a été écourtée par un vote à la Chambre des communes, mais le ministre a accepté de comparaître à nouveau devant le Comité dans les meilleurs délais. Le Comité a tenu deux réunions avec le Commissaire aux langues officielles. Il a entrepris son étude du rapport annuel du Commissaire pour 1993. Les membres du Comité ont soulevé des questions touchant les dépenses et prévisions budgétaires relatives aux programmes des langues officielles. Le Comité a étudié les politiques et programmes des langues officielles des ministères de la Défense nationale, de l'Agriculture et de l'Agro-alimentaire, des Finances, des Ressources naturelles ainsi que de la Commission de la fonction publique. Enfin, le Comité a entendu les témoignages des représentants d'Alliance-Québec et de la Fédération des communautés francophones et acadienne, qui lui ont fait part des préoccupations des communautés de langue officielle vivant en situation minoritaire.

Le Comité poursuivra ses audiences à la reprise des travaux parlementaires à l'automne et fera part de ses observations et recommandations au Parlement dans un rapport qu'il soumettra ultérieurement.

Un exemplaire des Procès-verbaux et témoignages s'y rapportant (*fascicules n° 1 à 10 qui comprend le présent rapport*) est déposé.

Respectueusement soumis,

PROCÈS-VERBAL

Le mercredi 15 juin 1994
(13)

[Traduction]

Le Comité mixte permanent des Langues officielles se réunit aujourd'hui, à 16 h 40, dans la pièce 112-N de l'édifice du Centre, sous la présidence de Pierrette Ringuette Maltais (coprésidente).

Membres du Comité présents

Représentant le Sénat: L'honorable Jean-Claude Rivest, sénateur.

Représentant la Chambre des communes: Warren Allmand, Pierre de Savoye, Bob Ringma, Pierrette L. Ringuette-Maltais.

Membres suppléants présents: Mary Clancy pour Eugène Bellemare. Sénateur Maurice Riel pour sénateur Eymard Corbin. Shaughnessy Cohen pour Don Boudria.

Aussi présent: Du Service de recherche de la Bibliothèque du Parlement: Françoise Coulombe, attachée de recherche.

Comparent: L'hon. Anne McLellan, ministre des Ressources naturelles.

Témoins: De Ressources naturelles Canada: Chanel Boucher, sous-ministre adjoint, Secteur des services intégrés; Peter Conroy, directeur général, Direction générale des Ressources humaines; Robert Gray, chef, Division des langues officielles.

Conformément à son mandat établi en vertu de l'article 108(4)b) du Règlement, un examen des politiques et des programmes de langues officielles du ministère des Ressources naturelles.

Le ministre des Ressources naturelles fait une déclaration et avec les témoins répond aux questions.

À 17 h 23, le Comité adopte le huis clos.

Sur motion de Warren Allmand, il est convenu,—que le rapport tel que modifié soit adopté et que les coprésidents le déposent aux deux Chambres du Parlement le plus tôt possible.

À 17 h 50, le Comité s'ajourne jusqu'à nouvelle convocation de la présidence.

Les cogreffiers du Comité

Jacques Lahaie

Serge Pelletier

MINUTES OF PROCEEDINGS

WEDNESDAY, JUNE 15, 1994
(13)

[Translation]

The Joint Standing Committee on Official Languages met at 4:40 o'clock p.m. this day, in Room 112-N, Centre Block, the Joint Chair, Pierrette Ringuette-Maltais, presiding.

Members of the Committee present

Representing the Senate: Hon. Senator Jean-Claude Rivest.

Representing the House of Commons: Warren Allmand, Pierre de Savoye, Bob Ringma, Pierrette L. Ringuette-Maltais.

Acting Members present: Mary Clancy for Eugène Bellemare; Sen. Maurice Riel for Sen. Eymard Corbin; Shaughnessy Cohen for Don Boudria.

In attendance: From the Research Branch of the Library of Parliament: Françoise Coulombe, Research Officer.

Appearing: Hon. Anne McLellan, Minister of Natural Resources.

Witnesses: From Natural Resources Canada: Chanel Boucher, Assistant Deputy Minister, Corporate Services; Peter Conroy, Director General, Human Resources; Robert Gray, Chief, Official Languages.

In accordance with its mandate under Standing Order 108(4)(b), the Committee considered the Official Language policies and programs of the Department of Natural Resources.

The minister of Natural Resources made a statement and, with the witnesses, answered questions.

At 5:23 o'clock p.m., the Committee proceeded to sit *in camera*.

On motion of Warren Allmand, it was agreed,—That the report, as amended, be adopted and that the joint chairs present it to both Houses, as soon as possible.

At 5:50 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

Jacques Lahaie

Serge Pelletier

Joint Clerks of the Committee

[Texte]

EVIDENCE

[Recorded by Electronic Apparatus]

Wednesday, June 15, 1994

[Traduction]

TÉMOIGNAGES

[Enregistrement électronique]

Le mercredi 15 juin 1994

• 1635

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): À l'ordre!

La séance est ouverte et j'aimerais souligner la présence de la ministre des Ressources naturelles, l'honorable Anne McLellan et de certains membres de son personnel. Je leur souhaite la bienvenue.

En premier lieu, je vous demanderais de faire une courte présentation en ce qui a trait aux langues officielles dans votre ministère. Par la suite, chaque membre du Comité disposera de cinq minutes et, à tour de rôle, ils pourront poser des questions.

Madame la ministre, la parole est à vous.

Mme Anne McLellan (ministre des Ressources naturelles): Merci, madame la présidente. Je suis heureuse d'avoir l'occasion de vous parler du programme des langues officielles à Ressources naturelles Canada. Avant de commencer, j'aimerais vous présenter quelques fonctionnaires du ministère qui m'accompagnent aujourd'hui.

Let me introduce Chanel Boucher, ADM corporate from our department; Bob Gray, our official languages coordinator; and Peter Conroy, director general of human resources.

I should like to begin with a few words about Natural Resources Canada. As many of you know, the department is devoted to scientific and economic advancement. It has two main objectives: furthering the knowledge of Canada's land mass and promoting the sustainable development of Canada's mineral, energy and forest resources.

To meet these objectives, which are crucial to Canada's economic and environmental well-being, my department has developed a clientele that is both widely diverse and highly specialized. It is made up primarily of the scientific and business communities with interests in our energy, mining and forestry industries. It is largely through our close work with these communities that we serve the Canadian people as a whole.

This orientation has naturally helped to shape our official languages program. It directs our efforts in ways that I believe are having a very positive effect on the department, our clientele and ultimately the people of Canada.

Pour illustrer mes propos, j'aimerais maintenant vous décrire les principaux volets de notre programme, qui correspondent d'ailleurs aux principes fondamentaux énoncés dans la Loi sur les langues officielles.

I will begin with equitable participation. At Natural Resources Canada, 28.2% of our personnel have French as their first official language, as compared with 25.2% nationwide. We are committed to maintaining this level of participation, which mirrors the linguistic make-up of our country.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Order!

We are ready to begin and we welcome today the Minister of Natural Resources, the Honourable Anne McLellan as well as a few officials who are with her. Welcome all.

First of all, I would ask you to make a short presentation regarding the official languages policies in your department. Later on, each committee member in turn will have five minutes to ask you questions.

Madam Minister, you have the floor.

Ms Anne McLellan (Minister of Natural Resources): Thank you, Madam Chair. I appreciate this opportunity to tell you about our official languages program at Natural Resources Canada. With me today are several people from the Department, whom I would like to introduce to you before we get started.

Permettez-moi de vous présenter Chanel Boucher, sous-ministre adjoint, secteur des services intégrés; Bob Gray, coordonnateur des langues officielles et Peter Conroy, directeur général des ressources humaines.

Permettez-moi tout d'abord de vous décrire brièvement Ressources naturelles Canada. Comme bon nombre d'entre vous le savez, le ministère a une vocation scientifique et économique et vise deux principaux objectifs: accroître les connaissances sur la masse continentale canadienne et favoriser le développement durable des ressources minérales, énergétiques et forestières du Canada.

Pour atteindre ces objectifs qui sont absolument essentiels au mieux être économique et environnemental du pays, mon ministère a constitué une clientèle qui est à la fois très diversifiée et hautement spécialisée. Elle est composée essentiellement des milieux scientifique et commercial ayant des intérêts dans nos industries énergétique, minérale et forestière. C'est grâce en très grande partie à notre étroite collaboration avec ces milieux que nous servons tous les Canadiens.

Cette orientation a naturellement contribué à façonner notre programme des langues officielles. Nos efforts sont canalisés dans diverses voies qui, selon nous, ont une incidence très positive sur le ministère, notre clientèle et la population canadienne.

To show you what I mean, I would now like to outline for you the principal parts of our program. They correspond to the basic principles set forth in the Official Languages Act.

Je vous parlerais d'abord de la participation équitable. À Ressources naturelles Canada, le français est la langue première de 28,2 p. 100 des membres du personnel, comparativement à 25,2 p. 100 à l'échelle nationale. Nous nous efforçons de maintenir ce niveau de participation qui reflète la composition linguistique du Canada.

[Text]

The next category I would like to address is service to the public. Of those employees in bilingual positions who come in contact with our clients, over 85% now meet the language requirements of their jobs. We are pleased with this proportion, but obviously still not satisfied. In our letter of understanding on official languages, between ourselves and Treasury Board, we have set a goal of 90%, which we are now working very hard to achieve.

Finally, in the language of work area, a full four-fifths of our bilingual supervisors meet the language requirements of their positions. Over two-thirds of our senior managers have reached the highest level of capacity we expect of them, namely, the CBC level.

We believe this represents a considerable success, but here again, we are determined to, and must, improve. I want all of our senior managers to be performing at the top level. I want them there as soon as possible. This means we are moving in advance of the public service timeline of 1998 and are pursuing every cost-effective measure at our disposal to reach our goal.

The department has put in place several management initiatives designed for prompt attainment of official-language goals. I will mention four of these.

First, greater accountability. I want Natural Resources to be answerable to an aggressive overall plan. To this end, the department recently submitted a new letter of understanding between itself and Treasury Board, covering the years 1994 to 1996.

• 1640

Second, clearer responsibility. I want our plan carried out by those who best know how to fit our language objectives into the work of the department. To do this we now make managers responsible for their own official languages programs.

Third, periodic review. This means full disclosure of our performance record. We now conduct an annual review of our program and submit a report to Treasury Board.

Finally, the principle of closer cooperation. Support is essential. We have worked hard to cement relations with all interested parties, including the Commissioner of Official Languages, the Treasury Board Secretariat, the translation bureau, the Public Service Commission and Language Training Canada.

Of course, today we have very high hopes of being able to benefit from the cooperation and advice of this committee. We believe we are doing very well with our program at Natural Resources Canada, but as I have pointed out, there is room for improvement. We are striving to do better, particularly in training our supervisors and in keeping our costs under control.

At this point, before we move to questions, I would like perhaps to move a bit beyond the present facts and figures—or perhaps behind them. Antoine Lavoisier, the founder of modern chemistry wrote: *Il est impossible de dissocier la langue de la science et la science de la langue.*

[Translation]

Le deuxième volet est le service à la population. Plus de 85 p. 100 des employés occupant des postes bilingues et ayant des relations avec nos clients répondent aux exigences linguistiques de leurs postes. Nous sommes contents de ce pourcentage, mais pas encore satisfaits. Dans la lettre d'entente sur les langues officielles entre le ministère et le Conseil du Trésor, nous avons fixé un objectif de 90 p. 100 et nous travaillons très fort pour l'atteindre.

En dernier lieu, au chapitre de la langue de travail, nous pouvons affirmer que 80 p. 100 de nos surveillants bilingues répondent aux exigences linguistiques de leurs postes. Et plus des deux tiers de nos cadres supérieurs ont atteint le plus haut niveau de capacité attendu de leur part, à savoir le niveau CBC.

Selon nous, il s'agit d'un succès considérable. Mais dans ce domaine également, nous voulons améliorer encore notre bilan. Je veux que tous nos cadres supérieurs atteignent le plus haut niveau et ce, dès maintenant. Cela signifie que nous devançons l'échéance de 1998 fixée pour la fonction publique et prenons toutes les mesures rentables à notre disposition pour atteindre notre but.

Le ministère a lancé plusieurs initiatives de gestion dans le but d'atteindre promptement les objectifs visés en matière de langues officielle. Je vous décrirais quatre d'entre elles.

Premièrement, une plus grande obligation redditionnelle. Je veux que Ressources naturelles Canada réponde d'un plan dynamique et global. À cette fin, le ministère a présenté récemment une nouvelle lettre d'entente entre lui et le Conseil du Trésor pour les années 1994 à 1996.

Deuxièmement, des responsabilités plus claires. Je veux que notre plan soit exécuté par les personnes qui savent le mieux comment inscrire nos objectifs linguistiques dans le cadre des activités du ministère. À cette fin, nous faisons en sorte maintenant que les gestionnaires soient responsables de leurs propres programmes de langues officielles.

Troisièmement, un examen périodique. Cela signifie la divulgation complète de notre bilan. Nous menons maintenant un examen annuel de notre programme et présentons un rapport au Conseil du Trésor.

Enfin, le principe d'une collaboration plus étroite. Le soutien est essentiel. Nous avons beaucoup travaillé pour tisser des liens avec toutes les parties intéressées, notamment le Commissaire aux langues officielles, le Secrétariat du Conseil du Trésor, le Bureau de la traduction, la Commission de la fonction publique et Formation linguistique Canada.

De toute évidence, nous espérons très fortement pouvoir tirer profit de la collaboration et des avis de ce comité. Selon nous, le programme des langues officielles en place à Ressources naturelles Canada se déroule très bien, mais comme je l'ai souligné précédemment, nous nous efforçons de faire mieux, notamment dans le domaine de la formation de nos surveillants et sur le plan du contrôle des coûts.

J'aimerais maintenant, avant de passer à la période de questions, que nous allions au-delà des faits et des chiffres actuels—ou plutôt derrière ces faits et ces chiffres. Antoine Lavoisier, le fondateur de la chimie moderne, a écrit qu'il est impossible de dissocier la langue de la science et la science de la langue.

[Texte]

This, in my view, is the most compelling long-range reason for the official languages program at my department: mutual enrichment of two essential elements of our heritage. On the one hand, language makes science possible, supplying the instrument for much of its formulation. On the other hand, science enlarges language, constantly expanding its conceptual range.

Selon moi, en contribuant à l'équilibre de nos deux langues officielles, le programme en place à Ressources naturelles Canada fait avancer la culture scientifique et linguistique dans notre pays. En ma qualité de ministre, de membre du Parti libéral et en tant que Canadienne, je puis vous dire que je ferai tout en mon pouvoir pour faire de cet équilibre une réalité.

Je me ferai maintenant un plaisir de répondre à vos questions. Merci. *Thank you.*

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Monsieur de Savoye.

M. de Savoye (Portneuf): Merci, madame la présidente. Madame la ministre, c'est avec plaisir que j'ai écouté vos propos. Manifestement, votre ministère a à cœur l'application de la Loi sur les langues officielles, et vous prenez des mesures pour vous assurer non seulement de faire bien les choses, mais même de devancer vos échéanciers.

J'ai cependant un certain nombre de questions pour m'éclairer peut-être d'avantage que ce que votre rapport me fournit comme information. Vous mentionnez que votre ministère compte un peu plus de 28 p. 100 de francophones et, évidemment, le reste sont des anglophones. Connaissez-vous la proportion de francophones qui sont bilingues par rapport à la proportion d'anglophones qui le sont?

Ms McLellan: Bob, would you like to comment on that?

M. Robert Gray (chef, Division des langues officielles, ministère des Ressources naturelles): Merci, madame la ministre. Je dirais 100 p. 100, dans le cas des francophones qui sont titulaires de postes bilingues. Toutefois, il y en a encore un certain nombre qui reçoivent de la formation linguistique. Du côté des anglophones, je dirais que 90 p. 100 des titulaires de postes bilingues rencontrent les exigences. Les autres reçoivent de la formation linguistique.

M. de Savoye: Ce n'était peut-être pas le sens de ma question. Je voulais savoir, au niveau des francophones, qu'ils occupent ou pas un poste bilingue, combien étaient bilingues? Quant aux anglophones, qu'ils occupent ou pas un poste bilingue, combien étaient bilingues?

M. Gray: Madame la présidente, je n'ai pas ces chiffres ici, avec moi.

• 1645

M. de Savoye: Pourriez-vous nous dire, par rapport à la distribution par province — et je présume que le plus grand nombre, bien sûr, est au Québec —, quel est le pourcentage des francophones dans les autres provinces?

M. Gray: On a très peu de francophones dans les autres provinces. C'est très limité. Je dirais qu'ils sont environ 1 p. 100. La grande majorité se trouve dans la province de Québec ou dans la région de la Capitale nationale.

[Traduction]

À mon avis, c'est la principale raison d'être à long terme du programme des langues officielles à mon ministère: l'enrichissement mutuel de deux éléments essentiels de notre patrimoine. D'une part, la langue rend la science possible en fournissant l'instrument d'une grande partie de sa formulation. D'autre part, la science enrichit le langage en accroissant constamment son champ conceptuel.

I believe that, by helping to bring our two languages into balance, our program at Natural Resources Canada is helping to advance both scientific and linguistic culture in this country. Speaking as a minister, a member of the Liberal Party, and a Canadian, I can tell you that I am committed to doing everything in my power to make this balance a reality.

I would now be happy to answer any questions that you may have. Thank you. *Merci.*

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Mr. de Savoye.

Mr. de Savoye (Portneuf): Thank you, Madam Chair. Madam Minister, I was very pleased to hear your presentation. Obviously, your department is very committed to the implementation of the Official Languages Act and you take various initiatives to ensure not only that things go well but to be ahead of schedule in this implementation.

However, I have a number of questions just to clarify some of the points you mentioned in your presentation. You say that in your department over 28% of your personnel are french-speaking then obviously the more than 70% remaining are English-speaking. Do you know the percentage of French-speaking employees who are bilingual compared with the percentage of English-speaking people who are?

Mme McLellan: Bob, pouvez-vous répondre à cette question?

Mr. Robert Gray (Chief, Official Languages, Department of Natural Resources): Thank you, Madam Minister. I would say 100% for those francophones who hold bilingual positions. However, a number of them are still getting language training. As regards Anglophones, I would say that 90% of those holding bilingual positions meet the requirements. The rest are getting language training courses.

Mr. de Savoye: That was not exactly my question. I wanted to know, how many of your French-speaking employees, whether they hold a bilingual position or not, are bilingual. As for English-speaking employees, whether they hold a bilingual position or not, how many of them are bilingual?

Mr. Gray: Madam Chair, I don't have these figures here with me.

Mr. de Savoye: With regard to the distribution by province, can you tell us what the percentage of francophones is in other provinces? I presume that the highest number is in Quebec, of course.

Mr. Gray: We have very few francophones in other provinces. Their number is very limited. I would say it's about 1%. The vast majority are in the province of Quebec or in the National Capital region.

[Text]

Mr. de Savoye: Donc, vous avez vraiment une représentation en termes de proportionnalité qui est intéressante, mais en termes de distribution géographique, vous n'allez vraiment pas chercher les francophones qui sont dans les communautés en dehors du Québec, car vous ne les avez pas vraiment à l'intérieur de votre ministère. Est-ce que je me trompe en faisant cette affirmation?

Ms McLellan: If what you're getting at is whether we deliver our service as the Department of Natural Resources, across this country, with the capacity to deliver that service in both official languages, the answer is yes. We do that in those areas where it is —

Mr. de Savoye: I was really pointing at equal participation. I mean, it's very much more than equal in Quebec, and less than equal elsewhere. Is that right?

Mr. Gray: Je dirais que 80 p. 100 se trouvent dans la région de la Capitale nationale et le reste est réparti dans l'ensemble du pays. La proportion de francophones ailleurs dans le pays par rapport au nombre de francophones au Québec est beaucoup moindre.

C'est une question de disponibilité dans les domaines particuliers dans lesquels on recrute.

Mr. de Savoye: Je ne veux pas porter de jugement, je veux seulement essayer d'améliorer ma compréhension des chiffres que vous nous donnez et qui sont macroscopiques. Vous mentionnez, dans votre rapport, une enveloppe de traduction de 6,8 millions de mots, voire une utilisation de 7 millions, ce qui démontre que la traduction est vraiment utilisée à fond. Par ailleurs, vous ne nous mentionnez pas dans quelle mesure il y a de la traduction de l'anglais vers le français ou de la traduction du français vers l'anglais. Connaissez-vous cette proportion?

Mr. Gray: La proportion de l'anglais vers le français est de 89 p. 100 et du français vers l'anglais, de 11 p. 100.

Mr. de Savoye: Donc, je me pose une question et vous avez certainement la réponse: si vous avez 28 p. 100 de vos effectifs qui sont francophones, comment se fait-il qu'ils ne font traduire leurs écrits que pour une portion de 11 p. 100? Écrivent-ils moins ou écrivent-ils immédiatement en anglais?

Mr. Gray: La nature des besoins du ministère dans le domaine scientifique fait en sorte que beaucoup de francophones préparent, en principe, tous leurs travaux écrits en anglais. Ils ont été formés ainsi dans les universités. Les échanges qu'ils ont avec des collègues à travers le pays, à travers le monde, compte tenu du fait que c'est une spécialité mondiale et que la langue de travail dans le domaine scientifique est l'anglais, font en sorte que beaucoup de nos francophones décident de préparer leurs travaux originaux en anglais.

Mr. de Savoye: Je me permettrais de différer d'opinion avec vous. Étant moi-même un scientifique de formation et venant du Québec, je sais que l'on peut faire de l'écrit scientifique dans un milieu gouvernemental en français, et au besoin, ensuite, le faire traduire en anglais.

Ce que je me rends compte, c'est que, d'instinct il semble qu'il soit plus facile d'aller vers une langue de travail anglaise dans votre ministère, plutôt que française et cela, même pour des francophones. Je ne passe toujours pas de jugement, je ne fais que constater. Je vous remercie, madame la présidente.

[Translation]

Mr. de Savoye: So in terms of ratio, francophones are well represented, but in terms of geographic distribution, you don't really seem to get francophones from communities outside Quebec, because you don't really have any in your department. Or am I mistaken?

Mme McLellan: Si vous cherchez à savoir si nous livrons les services en tant que ministère des Ressources naturelles dans les deux langues officielles partout au pays, la réponse est oui. Nous le faisons dans les régions où cela est. . .

Mr. de Savoye: Je m'intéressais plus particulièrement à la participation égale. C'est beaucoup plus égal au Québec et beaucoup moins ailleurs. N'est-ce pas?

Mr. Gray: I would say that 80% are in the National Capital region and the rest scattered throughout the country. The proportion of francophones elsewhere in the country compared to the number of francophones in Quebec is much lower.

It's a matter of availability in the specific fields in which we recruit.

Mr. de Savoye: I don't want to pass judgement here, I simply want to have a better understanding of the figures you've provided which are macroscopic. In your report, you mentioned a translation envelope of 6.8 million words, and even a usage rate of 7 million words, which shows heavy reliance on translation. Moreover, you did not mention what proportion was translation from English to French or vice versa. Do you know what it is?

Mr. Gray: The proportion of English to French is 89% and french to english is 11%.

Mr. de Savoye: So a question rises in my mind and you certainly have the answer: if 28% of you staff is francophone, how come only 11% of their written work to be translated into English? Do they write less or do they write directly in English?

Mr. Gray: The nature of the needs of the department in the scientific field means that a lot of francophones always prepare their written work in English. That's how they were trained at university. Given that this is a worldwide specialty and that the language of science is English, and given the exchanges they have with colleagues throughout the country and throughout the rest of the world, many of our francophones decide to draft their original work in English.

Mr. de Savoye: I beg to differ. I'm a trained scientist myself and I come from Quebec, and I know that it's possible to write scientific papers in French in a government setting, and have them translated in English if necessary.

What I'm seeing here is that it seems to be instinctively easier to work in English rather than in French in your department, even for francophones. Again, I'm not passing judgement here, I'm just noting the facts. Thank you, Madam Chair.

[Texte]

[Traduction]

La coprésidente (Mme Ringuette—Maltais): Monsieur Boudria.

M. Boudria (Glengarry—Prescott—Russell): J'aimerais reprendre ces propos car je pense qu'ils ne sont pas justes et cela mérite un éclaircissement.

Tout d'abord on ne peut pas exclure la région de la Capitale nationale dans tout ce débat puisque, dans la région de la Capitale nationale, il y a, à la fois, la communauté minoritaire francophone de l'Ontario qui est déjà là. Donc, peut-on dire qu'il y a eu erreur dans tout l'argument car, lorsqu'on parlait de cela on excluait dès le départ la région de la Capitale nationale comme s'il n'y avait pas de milieu minoritaire dans cette région quand c'est tout à fait le contraire qui est vrai, n'est-ce pas?

C'est une constatation.

M. de Savoye: J'ai posé une question, monsieur Boudria. On m'a donné la réponse qu'on m'a donnée. Si vous l'éclaircissez, je vous en remercie.

M. Boudria: Je pense que c'est important de l'éclaircir. La question a peut-être été bien posée et la réponse bien donnée, mais je pense qu'elle donnait des conclusions différentes de celles de la réalité.

• 1650

Étant moi-même franco-ontarien, vivant dans la région de la Capitale nationale et étant né ici, je tiens à vous dire qu'il y a 65 000 francophones dans ma circonscription, probablement autant, sinon plus, que dans la circonscription du député d'en face.

M. de Savoye: Pas vraiment, mais je suis heureux que. . .

La coprésidente (Mme Ringuette—Maltais): Mon impression est qu'on est passé à une période de débat qui ne fait pas partie nécessairement de. . .

M. Boudria: Cependant, je pense que c'est important car cela donnait une mauvaise impression de ce qui se passait à l'intérieur du ministère. Je voulais m'assurer qu'on comprenait.

Les représentants du ministère, en réponse aux questions de M. de Savoye, nous parlait de la composante linguistique au ministère. On parlait des minorités et comment elles étaient représentées hors Québec. On a rajouté, bien sûr, la composante de la Capitale nationale, ce qui est important pour donner de l'équilibre à tout cela. Cependant, on a également demandé combien de gens ne travaillent pas dans des postes désignés bilingues? Si les gens ne travaillent pas dans des postes désignés bilingues, donne-t-on des points de plus? J'espère que la réponse est non pour des gens qui sont bilingues dans des postes qui ne sont pas désignés comme tels. J'espère que la réponse sera non, contrairement à ce que j'ai cru comprendre, ce qui laissait présager la question du député qui m'a précédé.

M. de Savoye: J'ai peut-être mal compris.

M. Boudria: Je ne voudrais pas que les francophones unilingues soient punis.

la coprésidente (Mme Ringuette—Maltais): Je cède la parole à madame la ministre et ses fonctionnaires pour répondre à la question de M. Boudria.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette—Maltais): Mr. Boudria.

Mr. Boudria (Glengarry—Prescott—Russell): I'd like to follow-up on that because I do not think that these statements are always accurate and some clarification is required.

First of all, you can't exclude the National Capital region from this debate because there is a minority francophone community in this region of Ontario. So this argument was faulty from the start, because the National Capital region was excluded from the outset as if there was no minority community in this region, while that's absolutely not the case, right?

That's an observation.

Mr. de Savoye: I asked a question, Mr. Boudria. The witnesses answered as they saw fit. If you're clarifying that answer, I thank you.

Mr. Boudria: I think it's important to clarify it. The question may have been asked properly and answered properly, but I think it could lead to conclusions that do not reflect reality.

Being a Franco-Ontarian myself, living in the National Capital Region and having been born here, I want to tell you that there are 65,000 francophones in my riding, probably as many if not more than in the riding of the member opposite.

Mr. de Savoye: Not really, but I'm pleased to. . .

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette—Maltais): I think we've gotten into a debate that's not necessarily related to. . .

Mr. Boudria: However, I think that's important because this gave a false impression of what was going on in the Department. I wanted to make sure this was understood.

In response to Mr. de Savoye's questions, officials of the Department talked about the linguistic breakdown of departmental staff. They talked about minorities and how they are represented outside Quebec. Of course, they did add the National Capital component, which is important to strike a balance here. However, they were also asked how many people do not work in positions designated bilingual. If people do not work in bilingual positions, are they given additional points? I hope the answer is no for bilingual people who are in positions that are not designated as such. I hope the answer will be no, contrary to what I think I heard, which lead to the question by the member who preceded me.

Mr. de Savoye: Perhaps I misunderstood.

Mr. Boudria: I wouldn't want unilingual francophones to be penalized.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette—Maltais): I will now give the floor to the Minister and her officials to answer Mr. Boudria's question.

[Text]

M. Chanel Boucher (sous-ministre adjoint, Secteur des services intégrés, ministère des Ressources naturelles): Madame la présidente, si je comprends bien la question, quant on parle de points, on doit parler de la prime au bilinguisme. Cela s'applique seulement aux postes désignés. Donc, que la personne soit bilingue ou non, elle n'a pas droit à cette prime-là.

C'est seulement quand la personne rencontre les exigences d'un poste bilingue qu'elle reçoit la prime au bilinguisme.

M. Boudria: Je parlais surtout du domaine de l'embauche. Si un poste n'est pas désigné bilingue, j'imagine qu'une personne unilingue n'est donc pas punie parce qu'elle est unilingue.

M. Boucher: Absolument pas.

M. Boudria: Très bien. C'est, bien sûr, la réponse que j'attendais. Il est important de le préciser suite aux questions qui viennent d'être posées. Merci, madame la présidente.

La coprésidente (Mme Ringuette—Maltais): Monsieur Ringma.

Mr. Ringma (Nanaimo—Cowichan): Thank you, Madam Chairman.

Minister, I was going to ask a question to get a feel for your department as to what type of problems you have, but I think you've effectively answered it by the question posed and your response.

I take it, in effect, you don't really have linguistic problems within the department.

Ms McLellan: No, I don't think so. As my comments have indicated, there's always room to improve. That's why we were one of the departments that chose to enter into a modified letter of understanding or agreement with Treasury Board. We want to quicken the pace, if you like, to meet our established goals regarding our linguistic capacity. But I think as a department, we serve our clientele very well. As I indicated, it's a highly specialized clientele.

Unlike some other departments who deal with the general public on a regular basis, ours is not that kind of department. We're dealing with industry representatives, we're dealing with representatives of the scientific community. They provide the greatest component of our client base. We are able to deliver services to that client base in both official languages on a very acceptable—actually, beyond acceptable—level, but there is room to improve.

The point I would like to leave people with is that we are a department committed to improving and meeting even stricter targets, if you like, in terms of our capacity to deliver our programs and our services in both official languages. But we think at this point we are achieving our goals. I think you can see, if you look at the number of complaints we as a department receive through the Commissioner of Official Languages, that they are very insignificant. They're very small in number. I think that's because we adequately are delivering our service where required and needed in both official languages.

[Translation]

Mr. Chanel Boucher (Assistant Deputy-Minister, Corporate Services, Department of Natural Resources): Madam Chair, if I understand the question correctly, when we're talking about points, we must be talking about the bilingual bonus. That applies only to designated positions. Therefore, whether the person is bilingual or not, he or she is not entitled to that bonus.

It's only when a person meets the requirements of a bilingual position that he or she will receive the bilingual bonus.

Mr. Boudria: I was referring mostly to recruitment. If a position is not designated as bilingual, I imagine that a unilingual is not penalized for being unilingual.

Mr. Boucher: Absolutely not.

Mr. Boudria: Very good. Naturally, that was the answer I was expecting. It's important to point that out following the questions that were just asked. Thank you, Madam Chair.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette—Maltais): Mr. Ringma.

M. Ringma (Nanaimo—Cowichan): Merci, madame la présidente.

Madame le ministre, j'allais vous poser une question pour chercher à savoir quels sont les problèmes dans votre ministère mais je pense que vous y avez déjà répondu.

Dois-je donc comprendre, que vous n'avez pas vraiment de problème linguistique dans votre ministère?

Mme McLellan: Non, je ne crois pas. Comme je l'ai dit plus tôt, une amélioration est toujours possible. C'est pourquoi nous sommes un des ministères qui a choisi de signer une lettre d'entente modifiée avec le Conseil du Trésor. Nous voulons accélérer nos démarches afin d'atteindre les cibles établies concernant notre capacité linguistique. Mais je crois qu'en tant que ministère, nous servons très bien notre clientèle. Comme je l'ai dit, il s'agit d'une clientèle extrêmement spécialisée.

Contrairement à certains autres ministères qui traitent avec le grand public régulièrement, nos activités sont différentes. Nous traitons avec des représentants de l'industrie ou de la communauté scientifique. Ils représentent une très forte proportion de notre clientèle. Nous sommes en mesure de livrer des services à cette clientèle dans les deux langues officielles à un niveau extrêmement acceptable, voire même plus qu'acceptable, mais il y a toujours possibilité d'amélioration.

Ce que je voudrais vous communiquer clairement est que notre ministère s'engage à améliorer et atteindre des objectifs encore plus stricts quant à notre capacité de livrer nos programmes et services dans les deux langues officielles. Toutefois, nous estimons que nous rencontrons nos objectifs à l'heure actuelle. Si vous regardez le nombre de plaintes que nous avons reçues en tant que ministère par l'intermédiaire du Commissaire aux langues officielles, vous verrez qu'il c'est très restreint. Il y en a eu très peu. Je crois que cela indique que nous livrons nos services de façon adéquate dans les deux langues lorsque c'est nécessaire.

[Texte]

[Traduction]

• 1655

Mr. Ringma: If other than wanting to do better, as you were expressing it, you had to put your finger on a problem, what would it be? What is the biggest problem you might have? Is it a staffing one? Is it a matter of finance? Is it imbalance between Quebec and other regions? What would identify as perhaps the biggest problem?

Ms McLellan: Chanel, maybe I would let you answer that question.

Mr. Boucher: Perhaps the most difficult problem we've had to struggle with has been on the scientific side and has been to recruit francophones. The feeding groups aren't as large as we have with anglophones. We have been making a special effort in that regard, trying to get bilingual positions in the scientific area and staffing them with francophones. The participation level there has always been problematic for us, but we are making headway. We are making a concerted effort to achieve targets in those areas.

Mr. Ringma: Thank you.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): J'aimerais ajouter que la composante de l'Université de Moncton, le campus d'Edmonston, qui fournit de la formation en génie forestier, pourra sûrement vous fournir du personnel très qualifié, non pas seulement en sciences, mais aussi en langues.

Sénateur Rivest.

Le sénateur Rivest (Stadacona): Madame la ministre, je sais, et vous l'avez expliqué, que dans le domaine des publications scientifiques, votre ministère comme d'autres ministères à caractère scientifique au sein du gouvernement fédéral, la contrainte linguistique vient beaucoup plus de l'extérieur, du milieu scientifique universel qui fait usage de la langue anglaise comme langue de communication scientifique. C'est un fait de la civilisation, si vous voulez.

Dans des travaux antérieurs à ce Comité, je soulignais à l'attention, entre autres, de vos collègues du ministère des Finances, qui doivent, parce qu'ils ont une activité internationale importante, travailler et publier beaucoup en anglais, que Hydro-Québec, aussi québécoise qu'elle soit comme institution, publiait en anglais au-delà de 90 p. 100 de ses publications scientifiques.

C'est vous dire jusqu'à quel point c'est la réalité. Par contre, il y a des clientèles au Canada, dans le domaine de l'industrie et dans le domaine universitaire qui ont intérêt à avoir accès aux publications du ministère.

Pourriez-vous m'indiquer la proportion des travaux des centres de recherches du ministère des Ressources naturelles qui sont accessibles à la clientèle francophone, qu'elle soit du secteur privé, du secteur universitaire ou du secteur public?

M. Gray: Nous avons comme politique, au Ministère, de publier, en principe, tous les documents dans un format bilingue qui nous permet également de couper les coûts. Si on publie dans un format bilingue réversible, cela coûte très cher. On publie en français et en anglais et la distribution se fait selon les besoins qu'on a déterminés. Environ 95 p. 100 de nos publications sont disponibles dans un format bilingue.

M. Ringma: Outre votre désir de toujours vous améliorer, comme vous l'avez indiqué, si on vous demandait d'identifier un problème, quel serait-il? Quel est le problème le plus important dans votre ministère? S'agit-il de dotation? De finance? De déséquilibre entre le Québec et les autres régions? Quel est votre plus grand problème d'après vous?

Mme McLellan: Chanel, je vous demanderais de répondre à cette question.

M. Boucher: Notre problème le plus épineux est peut-être celui du recrutement de scientifiques francophones. Le bassin est moins grand que celui des anglophones. Nous avons fait des efforts particuliers dans ce sens, en essayant d'obtenir des postes bilingues dans le domaine scientifique et de les doter de francophones. Le niveau de participation dans ce domaine nous a toujours posé un problème, mais nous faisons certains progrès. Nous concertons nos efforts pour atteindre nos objectifs dans ces domaines-là.

M. Ringma: Merci.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): I would like to add that the Edmonston campus of the University of Moncton, which provides the training in forest engineering, could certainly provide you with highly qualified staff, not only from a scientific standpoint, but also in terms of language.

Senator Rivest.

Senator Rivest (Stadacona): Madam Minister, I know you have explained that in the area of scientific publications, your department and other scientific departments in the federal government have language constraints that are external in nature, based on the fact that the worldwide scientific community uses English as a language of scientific communication. That's a fact of our civilization, if you will.

In previous hearings of this committee, I called to the attention of your colleagues from the Department of Finance, among others, who must work and publish a lot in English because they have significant international activities, that Hydro-Québec, an inherently Quebec institution, published over 90% of its scientific papers in English.

That just goes to show you to what extent that's the reality. However, there are clienteles in Canada, both in industry and in academic settings, who need access to departmental publications.

Could you indicate what proportion of publications put out by departmental research centers are accessible to a francophone clientele, be it in the private sector, the university sector or the public sector?

Mr. Gray: Departmental policy is that in principle, we publish all documents in bilingual format, which also allows us to cut costs. It's very expensive to publish everything in a reversible bilingual format. We publish in French and in English and distribution is done according to the needs we have determined. Approximately 95% of our publications are available in a bilingual format.

[Text]

Du côté scientifique, on prépare normalement des publications bilingues selon la clientèle. Quand ils sont destinés à une clientèle qui n'est pas bilingue, nous prenons les dispositions pour les rendre bilingues au besoin. On indique toujours, sur une publication, qu'elle est disponible dans l'autre langue. Le document original est toujours accompagné d'un sommaire dans l'autre langue.

Le sénateur Rivest: Le ministère pourrait-il entrer en communication, entre autres, avec Hydro-Québec, des ministères québécois, du Nouveau-Brunswick ou de d'autres régions francophones de façon à établir une coopération afin d'améliorer ou rendre beaucoup plus présente la langue française dans les activités gouvernementales canadiennes au niveau provincial? Coopérez-vous de cette façon?

• 1700

Je sais que dans le cadre du Sommet de la Francophonie, par exemple, qui est un organisme auquel le Canada participe avec l'ensemble des pays de la communauté francophone, il y a une préoccupation et un très vif intérêt de la part de la communauté francophone internationale de favoriser l'usage du français dans les domaines scientifiques et de la recherche.

Au niveau de votre ministère, participez-vous, via le gouvernement canadien, à des initiatives comme celle-là, et cela ne serait-il pas une voie prometteuse pour améliorer la qualité des services en français et la présence de la langue française dans le domaine de la recherche et des activités liées aux ressources naturelles?

M. Gray: La Commission géologique du Canada travaille régulièrement, en particulier, avec l'Université Laval. Il y a des échanges professionnels entre les scientifiques du Ministère et ceux de l'Université Laval. Il s'agit d'un centre de recherches à Québec et la Commission qui est installée là, fait le lien avec les chercheurs de ce côté-là.

Nous avons participé activement, comme M. Boucher l'a mentionné plus tôt, à des projets de recrutement de francophones. Nous avons participé au Congrès de l'Association canadienne-française pour l'avancement de la science, l'ACFAS, à Montréal et à Québec. Nous étions sur place pour refléter l'intérêt ministériel à attirer des francophones vers l'organisation. À la suite de cela, nous avons recruté des personnes très compétentes. Ce fut un exercice très utile.

Nous avons aussi le Centre de recherche du service canadien des forêts, qui est installé à Ste-Foy, qui fait le lien sur le côté scientifique, et nous avons également un centre reconnu internationalement, le Centre de recherche scientifique, à Sherbrooke, lequel est tout à fait nouveau et qui travaille dans l'approche scientifique technique vers les cartes géographiques.

Le sénateur Rivest: Dans le cadre du Sommet de la Francophonie, il y a 43 pays qui sont intéressés dans des travaux qui peuvent se faire au niveau des lexiques francophones et des dictionnaires, de façon à ce que la langue française puisse prendre sa place dans la terminologie scientifique. Je pense que votre ministère pourrait certainement contribuer à améliorer et à frabriquer ces lexiques francophones dans le monde de la science.

M. Gray: Nos services de traduction émanent du Service de traduction central du gouvernement. Il a beaucoup contribué au lexique de terminologie scientifique, et c'est suite à un échange avec les scientifiques du Ministère qu'on a pu contribuer à développer et à améliorer le lexique français.

[Translation]

On the scientific side, we normally prepare bilingual publications according to the clientele. When a publication is aimed at a clientele that is not bilingual, we take the necessary measures to make them bilingual as the need arises. In our publications, we always indicate the they are available in the other official languages. The original document is always accompanied by a summary in the other language.

Senator Rivest: Could the Department make contact with Hydro-Quebec, Quebec government departments, New Brunswick departments or those of other francophone regions so as to establish some cooperation with a view to improving or heighthening the profile of the French language in Canadian government activities at the provincial level? Do you cooperate in this way?

I know that at the Francophone Summit, for example, an organization in which Canada participates together with other countries of the francophone community, there's a concern and a very keen interest on the part of the international francophone community in promoting the use of French in science and research.

Does your department take part in initiatives like that through the Canadian government and wouldn't that be a promising venue to improve the quality of French language services and the presence of the French language in the area of research and activities related to natural resources?

Mr. Gray: The Geological Survey of Canada often works with Laval University, in particular. There are exchanges of scientists from the Department and from that university. It's a research centre in Quebec City and the survey staff who works there maintain contacts with researchers in that institution.

As Mr. Boucher mentioned earlier, we took an active part in projects aimed at recruiting francophones. We participated in the Convention of the *Association canadienne-française pour l'avancement de la science*, the ACFAS in Montreal and Quebec City. We were there on site to reflect departmental interest in attracting francophones to our organization. As a result, we recruited highly competent individuals. It was a very useful exercise.

We also have the Canadian Forest Service Research Center which is located in Ste-Foy and which maintains scientific contact, and we also have an internationally reknown centre, the Scientific Research Centre in Sherbrooke, which is brand new and is working on a scientific and technical approach to map-making.

Senator Rivest: At the Francophone Summit, 43 countries are interested in any work being done to produce French language lexicons and dictionaries so that French can take its rightful place in scientific terminology. I think that your department could certainly contribute to improving and producing French-language lexicons in the field of science.

Mr. Gray: Our translation services come under the government general translation service. They have contributed a great deal to scientific terminology and it was following an exchange with departmental scientists that we were able to contribute to the development and improvement of the French lexicon.

[Texte]

Le sénateur Rivest: C'est une priorité du Sommet des pays francophones.

M. Gray: Oui.

Le sénateur Rivest: Merci.

M. Boucher: Je pourrais peut-être ajouter une précision, madame la présidente.

Je pourrais répondre à un souci qui a été soulevé plus tôt, à savoir que notre budget de traduction de l'anglais au français, soit 90 p. 100, cache une autre réalité. Au niveau des publications scientifiques, il y a une très bonne partie qui est en français. Lorsque l'on fait une publication scientifique, cela ne représente pas une grosse partie de nos budgets de traduction. C'est l'acheminement de la correspondance, des règlements et des politiques du Ministère qui représentent une grosse partie de la traduction. Du côté scientifique, pour rassurer un peu les membres du Comité, il y a beaucoup de documents qui originent en français.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Monsieur Allmand.

Mr. Allmand (Notre-Dame-de-Grâce): Minister, did I hear you say 85% of your employees are in the national capital region?

Ms McLellan: No, that's not quite right, although obviously the bulk of our employees are in the national capital region—the overwhelming number.

• 1705

Mr. Allmand: What percentage is it?

Ms McLellan: Actually, 63.8% of our employees work in the national capital region.

Mr. Allmand: It appears to me that your department is not your usual government department that deals with the public and is distributed throughout Canada. You're not like the post office, where the department meets everybody on the doorstep and is in every part of the country. So your service to the public is very, very limited.

I can't remember the last time I had a constituent in my constituency office who came to speak to me about the Department of Natural Resources, or Energy, Mines and Resources. Maybe there was a letter five years ago of complaint, or a telephone call. So you're not dealing with the general public in the ordinary way.

Ms McLellan: If I may just reiterate what I said earlier, Mr. Allmand, our public is a very specialized public. It is a public that draws upon members of the scientific community and industry.

Mr. Allmand: That's why probably. . . This is last year's report of the Commissioner of Official Languages. You're not even mentioned in the report. You're not even in the index. I looked at the list of complaints: there are no complaints against you. That's probably because, unlike the post office, unemployment insurance, or correctional services, or unlike Air Canada or the CNR, you don't deal with the general public.

[Traduction]

Senator Rivest: That's a priority for the Francophone Summit countries.

Mr. Gray: Yes.

Senator Rivest: Thank you.

Mr. Boucher: If I might add a point of clarification, Madam Chair.

I could respond to a concern that was raised earlier, namely that 90% of our translation is done from English to French hides another reality. A good proportion of scientific publications are in French. Scientific publications do not represent a large portion of our translation budget. Correspondance, departmental regulations and policies make up most of our translation activities. On the scientific side, to reassure members of the committee, it should be said that many documents originate in French.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Mr. Allmand.

M. Allmand (Notre-Dame-de-Grâce): Madame la ministre, vous avez bien dit que 85 p. 100 de vos employés travaillent dans la région de la Capitale nationale?

Mme McLellan: Non, ce n'est pas tout à fait exact, bien que la grande majorité de nos employés travaillent évidemment dans cette région.

M. Allmand: Quelle est la proportion?

Mme McLellan: En fait, 63,8 p. 100 de nos employés travaillent dans la région de la capitale nationale.

M. Allmand: Il me semble que votre ministère ne ressemble pas à ceux qui traitent directement avec le public et dont les services sont répartis dans tout le pays. Vous ne ressemblez pas au ministère des Postes, lequel est présent dans toutes les régions du pays et où la clientèle est accueillie à la porte. Les services que vous offrez au public sont donc très restreints.

Je ne me souviens même pas de la dernière fois où un de mes électeurs est venu me trouver dans mon bureau de circonscription pour me parler du ministère des Ressources naturelles, ou de l'Énergie des mines et des ressources. J'ai peut-être reçu il y a cinq ans une lettre de plainte ou un appel téléphonique. On peut donc dire que vous n'êtes pas directement en contact avec le grand public.

Mme McLellan: Si vous me permettez de répéter ce que j'ai dit plus tôt, monsieur Allmand, notre clientèle est très spécialisée. Il s'agit de gens qui représentent la communauté scientifique et l'industrie.

M. Allmand: C'est sans doute pourquoi. . . Voici le rapport de l'an dernier du Commissaire aux langues officielles. Votre ministère n'y figure même pas. Vous n'êtes même pas dans la table des matières. J'ai examiné la liste de plaintes: aucune ne vise votre ministère. C'est sans doute parce que, contrairement aux postes, à l'assurance-chômage, aux services correctionnels ou encore à Air Canada ou au CN, vous ne traitez pas avec le grand public.

[Text]

Let me ask you this. You said 28.2% of your employees were francophones.

Ms McLellan: They had French as their first official language.

Mr. Allmand: What percentage of that group is in the national capital region?

Ms McLellan: That's a good question. I would think it would be the vast majority.

Mr. Boucher, do you have that figure?

Mr. Boucher: No, but you can extrapolate a little bit in that 28% of 5,300 employees would be... and 400 of those would be in Quebec.

Mr. Allmand: You only have 400 employees in Quebec? Do you have a regional office in Quebec? Are you divided into regional offices?

Mr. Boucher: No, we're not divided into regional structures, per se. Every one of our sectors is quite involved in different missions in life—the geological surveys, for example, and surveys and mapping, now renamed Geomatics Canada—will have an institute or a centre outside of Ottawa. That centre reports directly back.

We could have in the same city two institutes, but both could be reporting back to Ottawa to their sector. That's because the sectors are involved in quite different sectors of activity.

Mr. Allmand: Can you give us a breakdown of your employees, by province?

Mr. Boucher: Yes, I could.

Ms McLellan: Do you want us to provide that, Mr. Allmand, or would you like us to recite them now?

Mr. Allmand: Yes. There are only ten provinces and two territories.

Mr. Gray: Perhaps I can go through the numbers we have here. In Newfoundland there are 78 anglophones and no francophones; in Prince Edward Island there are 2 anglophones; in Nova Scotia there are 161 anglophones and 2 francophones; in New Brunswick there are 129 anglophones and 18 francophones; in Quebec there are 21 anglophones and 343 francophones; in the national capital area—these are the significant numbers—there are 2,373 anglophones and 1,157 francophones; in Ontario there are 450 anglophones and 25 francophones; in Manitoba there are 29 anglophones and 2 francophones; in Saskatchewan there are 33 anglophones; in Alberta there are 353 anglophones and 6 francophones; in British Columbia there are 310 anglophones and 3 francophones; in the Yukon we have 14 anglophones; and in the Northwest Territories we have 20 anglophones and 1 francophone.

Senator Rivest: Can we have the names?

Some hon. members: Oh, oh.

Mr. Allmand: The francophones are probably called "Ryan" or "Johnson" and the anglophones are called "Benoit".

[Translation]

Permettez-moi de vous poser la question suivante. Vous avez dit que 28,2 p. 100 des employés étaient francophones.

Mme McLellan: Le français est leur première langue.

M. Allmand: Quelle proportion de ce groupe travaille dans la région de la capitale nationale?

Mme McLellan: C'est une bonne question. Je suppose que la grande majorité d'entre eux sont dans ce cas.

Monsieur Boucher, avez-vous ce chiffre en mains?

M. Boucher: Non, mais on peut faire un calcul rapide puisque 28 p. 100 de 5 300 employés équivaut à... et 400 d'entre eux se trouvent au Québec.

M. Allmand: Vous n'avez que 400 employés au Québec? Avez-vous un bureau régional dans cette province? Le ministère est-il divisé en bureaux régionaux?

M. Boucher: Non, nous n'avons pas de bureaux régionaux en tant que tels. Chacun de nos secteurs s'occupe de près des diverses activités que nous assumons: les levées géologiques, par exemple, ainsi que les levées et la cartographie, qu'on désigne désormais du nom de Géomatics Canada—disposent d'un institut ou d'un centre en dehors d'Ottawa. Ce centre relève directement du ministère.

Il peut arriver que nous ayons deux instituts dans la même ville, mais chacun d'entre eux rend directement compte de son secteur à Ottawa. C'est parce que les secteurs s'occupent de domaines d'activités très distincts.

M. Allmand: Pourriez-vous nous faire une ventilation de vos employés par province?

M. Boucher: Oui, certainement.

Mme McLellan: Voulez-vous que nous vous fassions parvenir ces renseignements, monsieur Allmand ou souhaitez-vous une réponse sur le champ?

M. Allmand: Oui. Il n'y a que dix provinces et deux territoires.

M. Gray: Je pourrais peut-être vous présenter les chiffres que nous avons sous les yeux. À Terre-Neuve, il y a 78 anglophones et aucun francophone; à l'Île-du-Prince-Édouard, 2 anglophones; en Nouvelle-Écosse, 161 anglophones et 2 francophones; au Nouveau-Brunswick, il y a 129 anglophones et 18 francophones; au Québec, il y a 21 anglophones et 343 francophones; dans la région de la capitale nationale—c'est là que sont concentrés la majorité des fonctionnaires—il y a 2 373 anglophones et 1 157 francophones; dans tout l'Ontario, il y a 450 anglophones et 25 francophones; au Manitoba, 29 anglophones et 2 francophones; en Saskatchewan, 33 anglophones; en Alberta, il y a 353 anglophones et 6 francophones; en Colombie-Britannique, il y a 310 anglophones et 3 francophones; au Yukon, nous avons 14 employés anglophones et, au Territoire du Nord-Ouest, 20 anglophones et 1 francophone.

Le sénateur Rivest: Pouvons-nous obtenir leurs noms?

Des voix: Oh, oh!

M. Allmand: Les francophones s'appellent sans doute «Ryan» ou «Johnson» et les anglophones «Benoit».

[Texte]

[Traduction]

• 1710

As I say, it appears there are no complaints in the Commissioner of Official Languages report. You don't have a very heavy service to the public.

By the way, the complaints deal with complaints coming from the public for service and also for language of work. There are none on those either. So you're not one of our main targets in this committee. We look usually to the bad guys.

Ms McLellan: I can only say, Mr. Allmand, I can't agree more. I think this department has made significant efforts to live up to not only the letter of the law but also the spirit of the law. We're committed to doing more. That's why, as I say, we've undertaken to revise our letter of understanding because we want to push ahead and meet our targets as quickly as possible.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Sénateur Riel.

Le sénateur Riel (Chaouinigan): Vous avez dit que vous aviez des publications scientifiques et que certaines sont publiées directement en anglais et d'autres en français, mais que la grande majorité, à cause de la clientèle avec qui vous faites affaire, est publiée en anglais. Avez-vous des critères pour définir quelles sortes de publications vous faites en anglais uniquement d'abord?

Vous êtes le centre de recherches du gouvernement. Ce ne sont pas des reproches que je fais, je veux arriver à une autre question. Vous avez certainement des critères, dépendant de la qualité, de l'impact, ou de la circulation des recherches que vous avez faites qui sont destinées à des Canadiens d'abord. Toutefois, vous le faites aussi avec des étrangers. Vous avez des échanges de recherches avec l'étranger, les États-Unis sans doute, l'Angleterre, la France?

M. Gray: On travaille avec l'Arabie Saoudite, le Mexique.

le sénateur Riel: Là-dessus, vous avez une base pour définir ce que vous publiez en anglais d'abord? Doit-il l'être en anglais d'abord?

M. Gray: De 85 à 90 p. 100 de nos publications sont disponibles dans les deux langues officielles, sous format bilingue, ou sous format séparé anglais et français, afin de réduire nos coûts et de ne pas publier un document volumineux qui n'est pas très utilisé.

Nous avons comme critères de déterminer à qui ce sera distribué. Si on fait une publication qui sera diffusée à travers le Canada, on la publie sous format bilingue et nous la rendons disponible immédiatement. Si c'est destiné à une clientèle spécifique, un nombre restreint de personnes, ou une clientèle que nous connaissons, nous la préparons de façon à répondre à ce besoin afin de réduire les coûts.

Le principe de base, c'est qui va le recevoir, et pourquoi, à quelles fins. Si la publication est destinée aux universités, si c'est une publication de référence, nous allons la préparer sous format bilingue immédiatement.

Le sénateur Riel: Donc, l'équivalent de votre service en France serait le CRNS, le Conseil national de recherche scientifique?

M. Gray: Non. Je crois que le Conseil national de recherche scientifique serait l'équivalent de notre Conseil national de recherches.

Comme je l'ai dit, le commissaire des langues officielles ne fait état d'aucune plainte dans son rapport. Vous n'offrez pas beaucoup de service au public.

En passant, les plaintes du public concernent le service aussi bien que la langue de travail, et il n'y en a pas dans cette catégorie non plus. Vous n'êtes pas donc parmi les cibles principales de notre comité. Normalement nous visons les coupables.

Mme McLellan: Je ne peux que vous dire, monsieur Allmand, que je suis tout à fait d'accord. Je pense que notre ministère a fait des efforts méritoires non seulement pour respecter la lettre mais également l'esprit de la loi. Nous avons pris l'engagement de faire plus. C'est pour cette raison, comme je l'ai déjà dit, que nous avons entrepris la révision de notre lettre d'entente, car on veut faire des progrès afin d'atteindre nos objectifs aussi rapidement que possible.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Senator Riel.

Senator Riel (Chaouinigan): You said that you had scientific publications and that some are published directly in English and others in French, but that because of the clientele with whom you deal the vast majority are published in English. Do you have criteria to determine what sorts of publications you issue only in English?

You are the government research centre. I'm not criticizing you, but I want to move on to another question. You must certainly have criteria, based on the quality, the impact or the circulation of the research you have done intended for Canadians first of all. But you also deal with foreigners. Do you have exchanges of research with foreign countries such as the United States, England and France?

Mr. Gray: We work with Saudi Arabia and Mexico.

Senator Riel: So do you have a basis for determining what you publish in English first? Does it have to be in English first?

Mr. Gray: Eighty-five to ninety percent of our publications are available in both official languages, in bilingual format, or in separate English and French versions, in order to reduce our costs and not publish voluminous documents that are never used.

We have criteria to determine to whom we will distribute. If we publish something to be disseminated throughout Canada, it is done in bilingual format and we make it available immediately. If it is intended for specific clients, or for a limited number of people, or clients that we know, we prepare it in order to meet that specific need so as to reduce the costs.

The basic principle then is who is to receive the document and for what purposes. If the publication is for universities, or to be used as a reference work, we will prepare it in bilingual format immediately.

Senator Riel: So the equivalent of your agency in France would be the CINS, the National Scientific Research Council?

Mr. Gray: No. I believe that the National Scientific Research Council would be the equivalent of our National Research Council.

[Text]

Le sénateur Riel: Le Conseil national de recherches, cela ne dépend pas de vous?

M. Gray: Non.

Le sénateur Rivest: Il dépend d'Industrie Canada?

Ms McLellan: Yes. We are the Department of Natural Resources. We're not responsible for the National Research Council or other of the research agencies.

Le sénateur Riel: Les recherches que vous faites, c'est surtout dans quel domaine? Les forêts?

M. Boucher: Les forêts, les mines et les technologies énergétiques.

Ms McLellan: We do forestry, mining, oil and gas, nuclear. We do research. Our scientists and economists do research in those areas dealing with natural resources, and in addition, topics such as energy efficiency. They share that information with colleagues not only at the provincial level and with industry all over this country, but also around the world. We're acknowledged world leaders in areas such as sustainable forestry.

• 1715

So all of our research in that area would be published in both official languages. There's significant demand for it from all areas of the world. We're acknowledged as the world's leader.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Je passe maintenant la parole à M. de Savoye.

Le sénateur Riel: Ai-je droit à une autre question?

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Une courte question.

Le sénateur Riel: Je sais, par exemple, parce que je l'ai suivi, que le Conseil national de recherche, en France, fait beaucoup de publications en anglais, et il a été beaucoup critiqué pour cela dans ce pays. Le président a écrit dans *Le Figaro*, j'ai découpé cela il y a quelque temps. M. Maurice Druon, le secrétaire perpétuel de l'Académie française, qui vient de publier un livre, fait beaucoup de protestations à ce sujet. Cependant, le président du Conseil national de recherche expliquait pourquoi le Conseil publiait, en anglais, certains ouvrages et, en somme, une très grande partie de leurs recherches. Il disait qu'il fallait que cela fonctionne de cette façon pour qu'on les reconnaisse à l'étranger.

Ma question est toujours la même: pourriez-vous savoir quels sont les critères qu'ils utilisent, et s'ils peuvent vous aider en ce qui a trait à vos publications?

M. Gray: On a les mêmes problème du point de vue critères. Je reconnais le point que vous soulevez. Le critère qu'ils utilisent pour les publications scientifiques relève souvent de l'individu, de la langue de l'individu, et de la langue des gens qu'il veut influencer.

Comme vous l'avez dit, c'est la reconnaissance internationale dans le domaine spécialisé. S'ils croient que la reconnaissance viendra des États-Unis, de l'Australie ou des parties anglophones du monde scientifique, ils vont publier en anglais, car c'est là qu'ils obtiendront leur reconnaissance.

[Translation]

Senator Riel: Does the National Research Council come under your jurisdiction?

Mr. Gray: No.

Senator Rivest: Does it come under Industry Canada?

Mme McLellan: Oui. Nous sommes le ministère des Ressources naturelles. Nous ne sommes pas responsables du Conseil national de recherches ni des autres organismes de recherche.

Senator Riel: What is the main area in which you do research? Forestry?

Mr. Boucher: Forestry, mining and energy technologies.

Mme McLellan: Les forêts, les mines, le pétrole, le gaz et l'énergie nucléaire. Nous faisons de la recherche. Nos scientifiques et nos économistes font de la recherche dans les domaines qui concernent les ressources naturelles, et de plus, on traite de questions telle que l'efficacité énergétique. Ils partagent ces renseignements avec leurs collègues non seulement au niveau provincial, mais avec les industries partout au Canada et partout dans le monde. Nous sommes reconnus comme chefs de file mondiaux dans des domaines tels que la sylviculture durable.

Toutes nos recherches dans ce domaine sont publiées dans les deux langues officielles. Elles font l'objet d'une demande importante de toutes les régions du monde. Nous sommes reconnus comme des chefs de file mondiaux.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): I now give the floor to Mr. de Savoye:

Senator Riel: May I ask another question?

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): One brief question.

Senator Riel: I know, for example, since I have looked into it, that the French National Research Council publishes a great deal in English, and for that reason it has been heavily criticized in France. The President wrote about it in the *Figaro*, and I cut out the article recently. Mr. Maurice Druon, the life Secretary of the Académie française who has just published a book, protests a great deal on that topic. However, the President of their National Research Council explained why they published some documents and the greater part of their research in English. He said they had to do it that way so that they could be recognized abroad.

My question is still the same. Could you find out what criteria they use, and if they could help you with your publications?

Mr. Gray: We have the same problems with regard to criteria. I recognize the point you've just raised. The criteria that they use for their scientific publications have to do with the individual, the individual's language, and the language of the people they want to influence.

As you said, it is a question of international recognition in a specialized field. If they believe that the recognition will come from the United States, from Australia or from the English speaking regions of the scientific world, they will publish in English, because that is where they will get recognition.

[Texte]

Dans les domaines où l'on fait de la recherche, beaucoup de nos francophones décident eux-même de publier en anglais parce que la reconnaissance internationale est importante pour leur promotion, pour leur développement international. Donc, ils répondent à ce besoin-là.

C'est le critère qui est sans doute utilisé en France également.

Le sénateur Riel: C'est justement l'argument que j'ai lu dans *Le Figaro*, il y a trois semaines. Cela fait partie d'une discussion actuellement en France. Cependant, le fait que vous publiez à peu près des choses également scientifiques, me portait à vous demander si vous aviez les mêmes critères.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Monsieur de Savoye.

M. de Savoye: Merci, madame la présidente.

Plus tôt, j'avais posé la question: comment sont répartis les francophones par province à travers le pays? Je n'avais pas pu obtenir la réponse. On m'a répondu cependant que, effectivement, le gros des francophones étaient vraisemblablement au Québec. Ce qui m'a amené à tirer une conclusion qui m'a attiré les foudres de mon collègue d'en face.

Par ailleurs, M. Allmand a posé la même question, et lui a obtenu cette ventilation.

What's your trick? Oh, you asked it in English, of course.

M. Allmand: Vous croyez?

M. de Savoye: Absolument pas! Il faut avoir un peu d'humour.

Mme Clancy (Halifax): Possiblement que c'est une question des plus simples, monsieur.

M. de Savoye: Malgré ce que M. Boudria prétendait, je crois que lorsqu'on va au Nouveau-Brunswick, 129 anglophones contre 18, il y a un petit effort qui pourrait être fait, et sans doute que madame la présidente en conviendrait.

Cela m'amène essentiellement à constater, à partir de vos propos—et à nouveau, ce n'est pas un jugement que je pose—, qu'effectivement, à l'intérieur du ministère, compte tenu du domaine scientifique particulier dans lequel vous êtes, il est plus facile pour un francophone d'oeuvrer en anglais dans son quotidien qu'en français, car il y a des écrits qui doivent être faits en anglais. Il doit communiquer avec des anglophones qui ne sont pas nécessairement bilingues, et même s'ils le sont, c'est peut-être plus facile pour les francophones, de toute façon, d'oeuvrer en anglais.

• 1720

Je ne sais pas, premièrement, si c'est utile d'essayer de permettre à ces francophones de pouvoir avoir comme langue de travail le français, en insistant ou en mettant en place des mesures additionnelles, ou si effectivement, c'est plus simple et plus sain de laisser les francophones travailler immédiatement en anglais, puisque leur milieu apparemment permet davantage l'usage de cette langue.

Qu'en pensez-vous, vous qui êtes responsable de l'application des langues officielles? Quel est votre titre encore?

[Traduction]

In the areas in which we do research, many francophones themselves decide to publish in English because international recognition is important for their international promotion and development. So they are responding to that need.

That is undoubtedly the same criteria applied in France.

Senator Riel: That is exactly the argument that I read in the *Figaro* three weeks ago. This debate is now going on in France. However the fact that you publish on almost the same scientific topics, led me to ask you if you had the same criteria.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Mr. de Savoye.

Mr. de Savoye: Thank you, Madam Chairman.

Earlier, I asked the question: What is the distribution of francophones by province throughout Canada? I did not get an answer. However I was told that in effect the majority of francophones were likely in Quebec. Which led me to draw a conclusion that brought down on me the wrath of my colleague opposite.

Moreover, Mr. Allmand asked the same question, and he was given the breakdown.

Quel est votre truc? Ah bien sûr, vous avez posé votre question en anglais.

Mr. Allmand: You believe so?

Mr. de Savoye: Of course not! You have to have a sense of humour.

Mrs. Clancy (Halifax): Perhaps the question was simpler, sir.

Mr. de Savoye: In spite of Mr. Boudria's claim, I believe that when we see New Brunswick with 129 anglophones versus 18 francophones, some greater effort could be made, as Madam Chairman would doubtless agree.

That leads me to say, based on your statement... And once again, I am not passing judgement... that indeed, within the department, in view of this special scientific field in which you operate, it is easier for a francophone to work on a day to day basis in English rather than in French, because some things must be written in English. He must communicate with anglophones who are not necessarily bilingual, and even if they are, it is perhaps still easier for francophones to work in English.

First of all, I don't know whether it's useful to try to allow francophones to have French as a language of work, by insisting on or implementing additional measures, or if indeed it is simpler and healthier to let francophones work in English, since their environment apparently allows greater use of that language.

Since you are responsible for official languages, what do you think? What exactly is your title?

[Text]

M. Gray: Chef de la Division des langues officielles au Ministère.

M. de Savoye: Qu'en pensez-vous?

M. Gray: On a fait des sondages auprès de nos employés, surtout dans la région de la Capitale nationale, à savoir quelles étaient leurs préoccupations avec la langue de travail. Les résultats de ces sondages étaient clairs. Ils aimeraient pouvoir travailler dans la langue de leur choix, mais les surveillants, les dirigeants n'étaient pas compétents.

À un certain moment donné, on a même commencé à se questionner sur la qualité de la formation linguistique que recevaient les gestionnaires. Était-ce le problème? Nous nous sommes aperçus, au Ministère, que ce n'était pas la qualité de la formation qui en était la cause, mais plutôt le niveau. C'est pour cela qu'au Ministère nous nous sommes engagés à rehausser le niveau de capacité des surveillants et des gestionnaires.

Le profil linguistique «C, B, C» a été établi pour tous par le Conseil du Trésor en 1988.

Il y a le volet recherche scientifique et le volet publication. Cependant, il y a un volet «vie quotidienne» au Ministère qui est l'échange avec le collègue, à l'heure du lunch. Ce sont eux qui vont décider dans quel domaine ils vont écrire techniquement. C'est leur décision. Dans leur vie quotidienne, s'ils peuvent échanger, s'ils peuvent aller discuter, en réunion de gestion, sur les affaires quotidiennes comme la gestion des employés, la gestion de leur rendement, ils nous ont dit qu'ils préféreraient le faire dans la langue de leur choix.

C'est dans cette direction qu'on a dirigé le programme du Ministère et les gestionnaires sont drôlement plus capables de communiquer dans une discussion comme celle-là au niveau C qu'ils l'étaient au niveau B. Ce n'était pas faisable.

C'est pour cela qu'on a fait cela et le peu de plaintes que nous avons reçues est un indice que le milieu quotidien change, que la vie au Ministère a changé. Il y a encore du chemin à faire, mais nous nous sommes beaucoup améliorés.

M. de Savoye: Dans la même veine, vous avez des ordinateurs pour des gens qui travaillent dans ce milieu, cela va de soi. Vous achetez donc un certain nombre de logiciels spécialisés. Évidemment, il y a les logiciels d'exploitation, les environnements. Dans quelle langue sont ces logiciels? Je sais qu'ils ne sont pas toujours disponibles en français, mais ceux qui le sont, sont-ils disponibles et si oui, combien de francophones s'en prévalent?

M. Gray: C'est un problème du côté scientifique. Toutefois, tous les logiciels pour les programmes ordinaires, côté gestion financière, gestion des documents, de traitement de textes, sont disponibles dans les deux langues et ils sont déjà installés. Les francophones les utilisent régulièrement.

C'est du côté scientifique que l'on rencontre des problèmes. Je sais que, même en France, un grand nombre d'organismes utilisent les logiciels américains ou anglais de base. Nous espérons faire un encadrement autour du logiciel de base pour répondre aux besoins de nos francophones. On les consulte dans l'amélioration des logiciels. On a déjà travaillé avec le bureau du commissaire aux langues officielles en ce qui a trait à certaines plaintes à ce sujet. On cherche des solutions logiques tout en tenant compte des coûts.

[Translation]

Mr. Gray: Chief of Official Languages for the Department.

Mr. de Savoye: What is your opinion?

Mr. Gray: We have done employee surveys, especially in the National Capital Region, to determine what their concerns were about the language of work. The survey results were clear. They would like to be able to work in the language of their choice, but their supervisors and their managers were not competent to do so.

At one point we even began to question the quality of the language training being received by managers. Was that the problem? Within the Department, we realized that the problem was not the quality of the training, but rather the level. That is why in our Department we are in the process of raising the language level of supervisors and managers.

The language profile "C, B, C" was established for everyone by Treasury Board in 1988.

There is the scientific research level and the publication level. However there is also the "day-to-day life" aspect in the Department, that is chatting with colleagues at lunch time. It is employees who decide in what area they will do technical writing. It is their decision. In their day-to-day life, if they can have chats and discussions in management meetings, on day-to-day business such as employee management or performance, they themselves told us that they preferred to do those things in the language of their choice.

So that is the approach we have taken in the departmental program and the managers are much more able to communicate in a discussion of that kind at level C than they were at level B. It was not feasible.

That's why we took that approach, and the few complaints we have received is an indication that the day-to-day environment is changing, and that life in the Department has changed. We still have a long way to go, but things are greatly improved.

Mr. de Savoye: In the same vein, it goes without saying that you have computers for the people working in this area. You therefore buy some specialized software. Of course there are operating softwares. In what language are these software programs? I know that they're not always available in French, but are those which are available in French, and if so how many francophones make use of them?

Mr. Gray: It is a problem in the scientific field. However, all the software programs for ordinary programs such as financial management, document management and word processing are available in both languages and have already been installed. They are regularly used by francophones.

It is in the scientific sector that we have problems. I know that even in France, many organizations use American or English-based software. We hope to carry out training on basic software to meet the needs of our francophones. We consult them on software improvement. We have worked with the Office of the Commissioner of Official Language with regard to complaints about this. We are seeking logical solutions, bearing in mind the costs.

[Texte]

[Traduction]

• 1725

M. de Savoye: Madame la présidente, je dois m'absenter un moment, je m'excuse.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Oui, mais j'aimerais faire un petit commentaire.

M. de Savoye: Je voudrais juste remercier nos invités avant de quitter, et les encourager à poursuivre dans leurs bonnes intentions.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Un petit commentaire pour répondre à vos inquiétudes concernant le Nouveau-Brunswick. . .

M. de Savoye: Mes inquiétudes?

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Oui. Voyez-vous l'importance de l'éducation? Il y a quatre ans, il n'y avait aucune formation en français en sciences forestières, par exemple, au Nouveau-Brunswick. Aujourd'hui, nous espérons produire des scientifiques des sciences forestières qui pourront travailler en français.

M. de Savoye: Vous avez parfaitement raison.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Ah, l'éducation, monsieur de Savoye, on s'accorde très bien sur ce dossier!

M. de Savoye: Voilà! Bonne fin d'après-midi.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Monsieur Ringma.

M. Ringma: D'abord, j'aimerais faire un commentaire sur les deux réponses que vous avez données. J'ai bien l'impression que vous avez une approche pratique au bilinguisme pour laquelle je vous félicite sincèrement.

The more we can do that, the better off we all are.

Maintenant, pour ne pas décevoir mes collègues, je me dois de poser une question sur les coûts.

Page 112 of the estimates for your department talks about your official languages. In fact, you've been talking about it, saying you're trying to improve things here and there. What are the costs to your department of the official languages program?

Ms McLellan: The overall cost is approximately \$4.3 million. If you want me to run through this, I can —

Mr. Ringma: No, I don't — as long as it's identifiable somewhere.

Ms McLellan: Yes, it is. We've broken it down into its component parts. There are some areas where we're trying to significantly reduce costs. We have been able to do so. Chanel can provide you with those details. We continue to strive to deliver more and better service in both official languages at less cost.

Mr. Ringma: Good for you. Can I get a copy of whatever it is you have on that?

Ms McLellan: I believe it's in your documents.

Mr. Ringma: Good show. Thank you.

Mr. de Savoye: Madam Chairman, I apologize, I must absent myself briefly.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Yes, but I would like to make a brief comment.

Mr. de Savoye: I would just like to thank our guests before I leave and encourage them to keep up with their good intentions.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Just a brief comment in response to your concern about New Brunswick. . .

Mr. de Savoye: My concern?

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Yes. Do you see the importance of education? For example, four years ago in New Brunswick there was no training in French in forestry sciences. Today, we hope to produce forestry scientists who can work in French.

Mr. de Savoye: You are perfectly right.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): There you have it, Mr. de Savoye, we completely agree on the importance of education!

Mr. de Savoye: Agreed! Have a good afternoon.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Mr. Ringma.

Mr. Ringma: First of all, I would like to comment on the two answers you gave. I have the impression that you take a practical approach to bilingualism for which I sincerely congratulate you.

Plus nous irons dans ce sens mieux ce sera.

Now so as not to disappoint my colleagues, I must ask a question about costs.

À la page 112 des prévisions budgétaires de votre ministère on parle des langues officielles. En fait vous en avez parlé, en disant que vous essayez d'améliorer les choses ici et là. Quels sont les coûts du programme des langues officielles de votre ministère?

Mme McLellan: Le coût global est à peu près 4,3 millions de dollars. Si vous voulez des explications je peux. . .

M. Ringma: Non, je n'en ai pas besoin, à condition qu'on puisse l'identifier quelque part.

Mme McLellan: Oui, nous avons donné une ventilation par secteurs. Dans certains domaines nous essayons d'apporter des réductions de coût importantes. Nous avons réussi à le faire. Chanel peut vous fournir ces détails. Nous essayons toujours de livrer plus de services et de meilleurs services dans les deux langues officielles et à un coût réduit.

M. Ringma: Félicitations. Puis-je obtenir une copie du document à ce sujet?

Mme McLellan: Je pense que vous l'avez dans votre trousse.

M. Ringma: Très bien. Merci.

[Text]

I have a final question. Again, this is very sincere. A bilingual country is, in my opinion, of more worth than a unilingual country. It's my impression—and I'd like your verification of it—that we, Canada as a country, can offer more services to more countries, that other countries will come to us more often than they will, let's say, to the United States or the U.K., where they are totally unilingual. We have more flexibility.

Is this confirmed in your experience? Do you have any shining examples of that, of saying yes indeed, you got a contract from Belgium or France or somewhere else?

Ms McLellan: I'm not sure we have any shining examples of that but for the fact that because we deal with natural resources, which are of such fundamental and primary importance to most nations, be they nations that produce natural resources or that consume natural resources, I think it's fair to say that being able to deliver our scientific understanding of our industries and the environmental effects of those industries—on the world, in some cases—makes us a better place to do business.

I have no doubt—intuitively, I have no doubt—there are scientists and research agencies and companies and countries that come and talk to us in areas like forestry or oil and gas or mining because they feel comfortable in the knowledge that being French-speaking themselves, they are able to deal directly in their official language, their first language, and can communicate in writing, be it in scientific literature or otherwise in their first language.

So I don't think we have shining examples, if you like, but I think intuitively, when you look at the range of clients my department has worldwide—when I use "clients" here I use it loosely in terms of contact with the rest of the world—it seems to me there's no question. There has to be an increased comfort level for those people whose first language is French to know that we work and live in that language every day in that department.

• 1730

Mr. Ringma: Thank you.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): C'est tout pour les questions?

Madame la ministre, nous vous remercions ainsi que vos fonctionnaires pour les réponses et nous vous félicitons de vouloir atteindre des objectifs beaucoup plus hauts que ceux prescrits.

Merci beaucoup.

Mme McLellan: Merci.

I hope to be able to come back next year with an even better story to tell in terms of the Department of Natural Resource's progress.

Senator Rivest: We know you'll have some plants.

[Translation]

J'ai une dernière question. Encore une fois, elle est très sincère. À mon avis, un pays bilingue a plus de valeur qu'un pays unilingue. J'ai l'impression—et j'aimerais connaître votre avis à ce sujet—que le Canada, en tant que pays, peut offrir plus de services à plus de pays, et que plus de pays s'adresseront à nous qu'aux États-Unis ou au Royaume-Uni qui sont des pays unilingues. Nous sommes plus souples.

Est-ce vrai d'après votre expérience? Avez-vous des exemples éclatants de ceci, par exemple avez-vous reçu un contrat de la Belgique ou de la France ou d'ailleurs?

Mme McLellan: Je ne suis pas certaine d'en avoir des exemples éclatants si ce n'est que du fait que nous nous occupons de ressources naturelles, qui sont de première et fondamentale importance pour la plupart des pays, que ce soit des pays producteurs ou consommateurs des ressources naturelles, à mon avis il est juste de dire que puisque nous pouvons livrer nos connaissances scientifiques de nos industries et les effets écologiques de ces industries—aux pays du monde, dans certains cas—cela nous rend à un meilleur endroit pour faire affaires.

Intuitivement, je n'ai aucun doute qu'il y a des scientifiques, des de recherche, des entreprises et des pays qui viennent discuter avec nous de secteurs tels que les forêts, le pétrole, le gaz ou les mines, car ils sont plus à l'aise en sachant qu'étant francophones eux-mêmes, ils peuvent traiter directement avec nous dans leur langue officielle, et qu'ils peuvent également communiquer par écrit et recevoir la documentation scientifique ou autres ouvrages dans leur langue maternelle.

Je n'ai pas donc d'exemples précis à citer, mais intuitivement, il me semble que cela ne fait aucun doute quand on examine la liste des clients du ministère dans tous les pays du monde. . . Et quand je parle de clients ici je parle de nos contacts partout dans le monde. Il est certainement plus rassurant pour les gens dont la première langue est le français de savoir que les services de notre ministère fonctionnent quotidiennement dans cette langue.

M. Ringma: Merci.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Are those all the questions?

Madam Minister, we thank you and your officials for your responses and we congratulate you for attempting to meet higher standards than those laid down.

Thank you very much.

Ms McLellan: Thank you.

J'espère pouvoir revenir l'année prochaine pour vous dire que le ministère des Ressources naturelles a fait encore plus de progrès.

Le sénateur Rivest: Nous savons que vous aurez des plants.

[Texte]

Ms McLellan: Do you know what? I'm going to bring you all a tree.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Members, please stay here. We'll have an in camera session for a few minutes.

La séance est levée.

[Traduction]

Mme McLellan: Vous savez ce que je vais faire? Je vais apporter un arbre à pour chacun de vous.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Les membres sont priés de rester. Nous aurons une séance à huis clos qui durera quelques minutes.

The meeting is adjourned.

MAIL  POSTE

Canada Post Corporation/Société canadienne des postes

Postage paid

Port payé

Lettermail

Poste – lettre

**8801320
OTTAWA**

If undelivered, return COVER ONLY to:

Canada Communication Group — Publishing
45 Sacré-Cœur Boulevard,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

En cas de non-livraison,

retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:

Groupe Communication Canada — Édition
45 boulevard Sacré-Cœur,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

WITNESSES

From Natural Resources Canada:

Chanel Boucher, Assistant Deputy Minister, Corporate Services;

Peter Conroy, Director General, Human Resources;

Robert Gray, Chief, Official Languages.

TÉMOINS

De Ressources Naturelles Canada:

Chanel Boucher, sous-ministre adjoint, Secteur des services intégrés;

Peter Conroy, directeur général, Direction générale des ressources humaines;

Robert Gray, chef, Division des langues officielles.

The Speaker of the House hereby grants permission to reproduce this document, in whole or in part, for use in schools and for other purposes such as private study, research, criticism, review or newspaper summary. Any commercial or other use or reproduction of this publication requires the express prior written authorization of the Speaker of the House of Commons.

If this document contains excerpts or the full text of briefs presented to the Committee, permission to reproduce these briefs in whole or in part, must be obtained from their authors.

Available from Canada Communication Group — Publishing,
Public Works and Government Services Canada,
Ottawa, Canada K1A 0S9

Le Président de la Chambre des communes accorde, par la présente, l'autorisation de reproduire la totalité ou une partie de ce document à des fins éducatives et à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé de journal. Toute reproduction de ce document à des fins commerciales ou autres nécessite l'obtention au préalable d'une autorisation écrite du Président.

Si ce document renferme des extraits ou le texte intégral de mémoires présentés au Comité, on doit également obtenir de leurs auteurs l'autorisation de reproduire la totalité ou une partie de ces mémoires.

En vente: Groupe Communication Canada — Édition,
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada,
Ottawa, Canada K1A 0S9

SENATE

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 11

Tuesday, September 27, 1994

Joint Chairs:

The Honourable Gerald Ottenheimer, Senator
Pierrette L. Ringuette-Maltais, M.P.

SÉNAT

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 11

Le mardi 27 septembre 1994

Coprésidents:

L'honorable Gerald Ottenheimer, sénateur
Pierrette L. Ringuette-Maltais, députée

*Minutes of Proceedings and Evidence of the Standing Joint
Committee of the Senate and of the House of Commons on*

*Procès-verbaux et témoignages du Comité mixte permanent
du Sénat et de la Chambre des communes des*

Official Languages

Langues officielles

RESPECTING:

Pursuant to Standing Order 108(4)(b), a review of the Official
Language policies and programs

CONCERNANT:

Conformément à l'article 108(4)b) du Règlement, étude des
politiques et programmes de langues officielles

WITNESSES:

(See back cover)

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)



STANDING JOINT COMMITTEE OF THE SENATE AND OF
THE HOUSE OF COMMONS ON OFFICIAL LANGUAGES

Joint Chairs: The Honourable Gerald Ottenheimer, Senator
Pierrette L. Ringuette-Maltais, M.P.

Joint Vice-Chairs: Warren Allmand
Pierre de Savoye

Representing the Senate:

The Honourable Senators

Eymard Corbin
Jean-Claude Rivest—(3)

Representing the House of Commons:

Members

Eugène Bellemare
Don Boudria
Dan McTeague
Bob Ringma—(7)

Associate Member

Suzanne Tremblay

(Quorum 6)

Jacques Lahaie

Serge Pelletier

Joint Clerks of the Committee

COMITÉ MIXTE PERMANENT DU SÉNAT ET DE LA
CHAMBRE DES COMMUNES DES LANGUES OFFICIELLES

Coprésidents: L'honorable Gerald Ottenheimer, sénateur
Pierrette L. Ringuette-Maltais, députée

Vice-coprésidents: Warren Allmand
Pierre de Savoye

Représentant le Sénat:

Les honorables sénateurs

Eymard Corbin
Jean-Claude Rivest—(3)

Représentant la Chambre des communes:

Membres

Eugène Bellemare
Don Boudria
Dan McTeague
Bob Ringma—(7)

Membre associé

Suzanne Tremblay

(Quorum 6)

Les cogreffiers du Comité

Jacques Lahaie

Serge Pelletier

Published under authority of the Senate and of the Speaker
of the House of Commons by the Queen's Printer
for Canada.

Available from Canada Communication Group — Publishing,
Public Works and Government Services Canada, Ottawa,
Canada K1A 0S9

Publié en conformité de l'autorité du Sénat et du Président
de la Chambre des communes par l'Imprimeur de la Reine
pour le Canada.

En vente: Groupe Communication Canada — Édition,
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, Ottawa,
Canada K1A 0S9

PROCÈS-VERBAL

LE MARDI 27 SEPTEMBRE 1994

(14)

[Texte]

Le Comité mixte permanent des Langues officielles se réunit aujourd'hui, à 16 h 10, dans la pièce 112-N de l'édifice du Centre, sous la présidence de Pierrette Ringuette-Maltaï (coprésident).

*Membres du Comité présents**Représentant le Sénat:* Jacques Hébert, Pierre Claude Nolin.*Représentant la Chambre des communes:* Warren Allmand, Pierre de Savoye, Bob Ringma, Pierrette L. Ringuette-Maltaï.*Membres suppléants présents:* Ted McWhinney pour Eugène Bellemare, Benoît Serré pour Don Boudria.*Autre Sénatrice présente:* Sharon Carstairs.*Aussi présent: Du Service de recherche de la Bibliothèque du Parlement:* Françoise Coulombe, attachée de recherche.*Témoins: De l'Association des citoyens de langue anglaise de la vallée de Châteauguay* Maurice King, président; Janet K. Hicks, directrice exécutive; Carl Whittaker, membre du Conseil des directeurs; Neil Burdon, président du Conseil des directeurs.

Conformément à son mandat établi en vertu de l'article 108(4)b) du Règlement, étude des politiques et programmes des langues officielles.

Maurice King fait une déclaration liminaire puis, avec les autres témoins, répond aux questions.

À 17 h 00, la séance est levée.

À 17 h 06, la séance reprend.

À 18 h 17, le Comité s'ajourne jusqu'à nouvelle convocation de la présidence.

Le cogreffier du Comité

Jacques Lahaie

MINUTES OF PROCEEDINGS

TUESDAY, SEPTEMBER 27, 1994

(14)

[Translation]

The Joint Standing Committee on Official Languages met at 4:10 o'clock p.m. this day, in Room 112-N, Centre Block, the Joint Chair, Pierrette Ringuette-Maltaï, presiding.

*Members of the Committee present**Representing the Senate:* Jacques Hébert, Pierre-Claude Nolin.*Representing the House of Commons:* Warren Allmand, Pierre de Savoye, Bob Ringma, Pierrette L. Ringuette-Maltaï.*Acting Members present:* Ted McWhinney for Eugène Bellemare, Benoît Serré for Don Boudria.*Other Senator present:* Sharon Carstairs.*In attendance: From the Research Branch of the Library of Parliament:* Françoise Coulombe, Research Officer.*Witnesses: From the Châteauguay Valley English-Peoples Association:* Maurice King, President; Janet K. Hicks, Executive Director; Carl Whittaker, Member of the Board of Directors; Neil Burdon, President of the Board of Directors.

In accordance with its mandate under Standing Order 108(4)(b), the Committee considered the Official Language policies and programs.

Maurice King made a preliminary statement and, with the other witnesses, answered questions.

At 5:00 o'clock p.m., the sitting was suspended.

At 5:06 o'clock p.m., the sitting resumed.

At 6:17 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

Jacques Lahaie

Joint Clerk of the Committee

[Text]

EVIDENCE

[Recorded by Electronic Apparatus]

Tuesday, September 27, 1994

[Translation]

TÉMOIGNAGES

[Enregistrement électronique]

Le mardi 27 septembre 1994

• 1610

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): À l'ordre, s'il vous plaît!

Je voudrais d'abord vous présenter nos excuses. Nous avons eu trois votes inattendus à la Chambre, et comme notre première obligation est d'être à la Chambre, nous vous accueillons avec un peu de retard.

Nous avons également comme substituts aujourd'hui, les sénateurs Nolin et Carstairs.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Order, please!

First, I would like to apologize. We had three unexpected votes in the House and since our first duty is to be in the House, we are somewhat late in welcoming you.

We also have as substitutes today, Senators Nolin and Carstairs.

• 1615

J'aimerais souhaiter la bienvenue au Chateaugay Valley English-Speaking Peoples Association, M. Maurice King, président; Janet Hicks,

executive director; Carl Whittaker, member of the board of directors; and Mr. Neil Burdon. Welcome. We anticipate a brief summary of your presentation. This committee agreed at its first meeting to have five minutes per member for questions and answers afterward.

I would like now to welcome the Chateaugay Valley English-Speaking Peoples Association. Mr. Maurice King, President; Janet Hicks,

directrice exécutive; Carl Whittaker, membre du conseil d'administration ainsi que M. Neil Burdon. Je vous souhaite la bienvenue. Nous comptons que vous nous ferez un bref résumé de votre exposé. À sa première séance, le comité a convenu d'accorder cinq minutes à chaque membre pour poser des questions.

Senator Nolin.

Sénateur Nolin.

Le sénateur Nolin (De Salaberry): Je vois qu'il y a des mémoires de disponibles. Est-ce qu'il serait possible d'en avoir quelques exemplaires?

Senator Nolin (De Salaberry): I see that the brief is available. Could we have a few copies?

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): À ce Comité, lorsque des mémoires sont déposés, ils doivent l'être dans les deux langues officielles. Nous ne demandons cependant pas aux témoins de les fournir dans les deux langues officielles. Nous offrons ce service à la Chambre. Monsieur Allmand.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): To be tabled in this committee, the brief must be in both official languages. However, witnesses are not requested to provide them in both official languages. This service is provided by the House. Mr. Allmand.

Mr. Allmand (Notre-Dame-de-Grâce): Madam Chair, as you know, Canadians can appear before these committees and speak in either of the official languages, English or French, and they can produce their documentation in either language. It's up to the committee itself to translate the document from French to English or from English to French.

M. Allmand (Notre-Dame-de-Grâce): Madame la présidente, comme vous le savez, les Canadiens peuvent comparaître devant les comités et parler l'une ou l'autre des langues officielles, l'anglais ou le français. Ils peuvent aussi produire leurs documents dans l'une ou l'autre langue. C'est au comité de faire traduire le document du français à l'anglais ou vice versa.

I understand the Chateaugay Valley English-Speaking Peoples Association has an English brief, but they didn't send it in time to be translated. Therefore, the committee does not have the right to distribute it because it's not bilingual. However, these people are allowed to distribute it themselves.

Je crois savoir que le mémoire de l'Association des citoyens de langue anglaise de la vallée Chateaugay est en anglais mais qu'il n'a pas été envoyé à temps pour être traduit. C'est pourquoi le comité ne peut pas le distribuer étant donné qu'il n'est pas sous forme bilingue. Toutefois, les témoins peuvent le distribuer eux-mêmes.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): The clerk of the committee cannot do it.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Le greffier du comité, lui, ne peut pas.

Senator Nolin: That's the only thing I'm asking for.

Le sénateur Nolin: C'est tout ce que je demandais.

Mr. Allmand: No, the clerk can't do it, but... I have to caution myself.

M. Allmand: Effectivement, le greffier ne peut pas le distribuer, mais... Je dois être prudent.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Mr. Allmand, I would also like to add that as of yesterday, we were still in contact with the witnesses before us in order to have a copy at least of the English version. We didn't get that. The members of this committee, the chair, or the clerk didn't get a written brief in either official language.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Monsieur Allmand, je précise qu'hier encore nous étions en communication avec les témoins pour obtenir un exemplaire au moins de la version anglaise. Nous ne l'avons pas reçu. Ni les membres du comité, ni la présidente, ni le greffier n'ont reçu de mémoire dans l'une ou l'autre langue officielle.

[Texte]

Please proceed with your presentation.

Mr. Maurice King (President, Chateauguay Valley English-Speaking Peoples Association): Prior to my presentation, I'd like to just give an explanation.

First, we were not told we had to present a bilingual brief.

Mr. Allmand: You don't.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): You don't.

Mr. King: Second, we were only told 24 hours before this meeting that we could not present the brief to the committee. Maybe it's a misunderstanding, but let it be clearly understood that we were prepared to give the committee or the clerk a brief in English.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): At my meeting yesterday with the clerk of this committee, conversations by telephone were held in order to have a copy of your presentation in either one of the official languages. If there is a difference of opinion between two people around this table, then it is up to you people to clarify the situation. As far as I'm concerned, as president of this committee, we did not receive a written presentation.

Please proceed with your presentation. Thank you.

Mr. King: Thank you very much, Madam Chairman. The reason you didn't receive a brief is because we were told we couldn't give one to you. However, I would like to use the brief as a background to what I want to say.

First, I thank you on behalf of the Chateauguay Valley English-Speaking Peoples Association for the opportunity to appear here today before the Standing Joint Committee on Official Languages.

This is the first opportunity we have been given in 25 years to discuss the Official Languages Act with a group of representatives. We certainly have with Mr. Allmand, who represents NDG, as you know, in the province of Quebec. But this is the first opportunity we've been given to appear before the committee.

• 1620

I would like to formally introduce, if I may, my fellow representatives. A number of board of director members have come down as well.

As you pointed out, with me is Miss Janet Hicks, our executive director; Mr. Carl Whittaker, on the board of directors of our association; and the chairman of the committee of the board, Mr. Neil Burdon.

I think it's important, Madam Chairman, that the committee understand that the English-speaking community in the province of Quebec is a diverse population. It is dispersed through seven regions spread across the province. The largest concentration of the population, of course, is on the island of Montreal, where there are some 700,000 English-speaking people. There are another six unique regions on the mainland of Quebec, with a total English-speaking population of some

[Traduction]

Je vous invite à nous faire votre exposé.

M. Maurice King (président, Association des citoyens de langue anglaise de la vallée de Chateauguay): Avant de faire mon exposé, je voudrais apporter une précision.

Tout d'abord, on ne nous a pas dit qu'il fallait présenter un mémoire bilingue.

M. Allmand: Ce n'est pas le cas.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Ce n'est pas le cas.

M. King: Deuxièmement, on nous a dit il y a à peine 24 heures que nous ne pouvions pas présenter le mémoire au comité. C'est peut-être un malentendu, mais je veux qu'il soit bien clair que nous étions prêts à remettre au comité ou au greffier un exemplaire du mémoire en anglais.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Lorsque j'ai vu le greffier hier, j'ai appris qu'il y avait eu des conversations téléphoniques dans le but d'obtenir un exemplaire de votre exposé dans l'une ou l'autre langue officielle. S'il y a une divergence de vues entre deux personnes ici présentes, c'est à ces personnes d'éclaircir la situation. En ce qui me concerne, en ma qualité de présidente du comité, nous n'avons pas reçu de document.

Veuillez nous faire votre exposé. Merci.

M. King: Merci beaucoup, madame la présidente. Si vous n'avez pas reçu de mémoire, c'est parce qu'on nous a dit que nous ne pouvions pas vous en donner un. Néanmoins, je voudrais m'en inspirer pour mon témoignage.

Pour commencer, au nom de l'Association des citoyens de langue anglaise de la vallée de Chateauguay, je vous remercie de l'occasion qui m'est donnée de comparaître aujourd'hui devant le Comité mixte permanent des langues officielles.

En 25 ans d'existence, c'est la première fois que nous avons l'occasion de discuter avec un groupe d'élus de la Loi sur les langues officielles. Évidemment, nous en avons discuté avec M. Allmand, député de Notre-Dame-de-Grâce, comme vous le savez, au Québec. Mais c'est la première fois que nous avons l'occasion de comparaître devant le comité.

Avec votre permission, j'aimerais vous présenter officiellement mes collègues. Un certain nombre de membres du conseil d'administration nous accompagnent également.

Comme vous l'avez dit, je suis accompagné de Mme Janet Hicks, directrice exécutive de M. Carl Whittaker, membre du conseil d'administration de l'Association, et du président du Comité du conseil, M. Neil Burdon.

Madame la présidente, il est important que le comité sache que la communauté anglophone de la province de Québec constitue une population diversifiée. Elle est dispersée dans sept régions de la province. La plus forte concentration se trouve évidemment dans l'île de Montréal, qui compte 700 000 anglophones. Le Québec continental compte six autres régions distinctes, où habite une population anglophone totale d'environ 200 000 personnes. Elle se trouve dans la région de la Vallée de

[Text]

200,000. These are located in the Pontiac–Ottawa Valley region; the Gaspé; the Eastern Townships; southwestern Quebec, which is our area; the Quebec City region; and the lower north shore of the St. Lawrence River.

Each of these regions is represented by a regional association designated by the federal government, the Department of Canadian Heritage, to help preserve and promote the English-speaking community of its region. Our association is the regional association in southwest Quebec, which centres around the Chateauguay Valley.

One of the areas that does disturb us somewhat was on page 3, part I, of the commissioner's annual report to Parliament. He suggests that for the 2.5 years he has been the commissioner, his mandate:

has been devoted to meeting Canadians all across the country, to listening to their concerns and clarifying their understanding of Canada as a two-language country.

We regret very much that the commissioner has not had an opportunity to meet with one of the largest organizations of English rights in the province of Quebec—ourselves—although he has met frequently with Alliance Québec.

The situations for the English-speaking communities in the regions in Quebec vary as widely in contrast with the island of Montreal as does the situation for French-speaking communities vary in different provinces. We appear before you today to present the views of a different constituency of English-speaking people in the province of Quebec than that represented by other groups you may have heard from.

We recognize that some of our views are far from being politically correct, Madam Chairman, but please, let me assure you that we are committed to a strong and viable province of Quebec with a free, open and bilingual society that is an integral part of Canada. As an organization, CVESPA is federally recognized to represent an official-language community in Quebec. It has operated on a basic acceptance of the principle of two official languages for Canada. Such acceptance, however, was based on an understanding of three fundamental premises.

The first is that there existed a genuine openness by Canadians and their governments to permit both English and French to be used by Canadians in their dealings with government in accordance with the Canadian Constitution.

The second is that Canadians accept a fundamental principle that individuals have the right to freely learn and use whatever languages they choose, without interference from government, guided only by the need or desire to communicate with one another.

The last is that the large community of English-speaking individuals residing in the province of Quebec would have a secure historical and constitutional existence in Canada and would be treated, under the Official Languages Act, as equal to members of the French-speaking minority in the rest of Canada.

[Translation]

l'Outaouais et du Pontiac, en Gaspésie, dans les Cantons de l'Est, dans le sud-ouest du Québec—d'où nous venons—, dans la région de Québec ainsi que dans la région de la Basse Côte-Nord du Saint-Laurent.

Chacune de ces régions est représentée par une association régionale désignée par le ministère du Patrimoine canadien pour contribuer à la préservation et à la promotion des intérêts de la collectivité anglophone de la région. Vous avez devant vous l'association régionale de la région du sud-ouest du Québec, qui a pour centre la Vallée de Chateauguay.

J'ai lu quelque chose qui me trouble un peu dans le rapport annuel du commissaire aux langues officielles. Il affirme à la page 3, Partie I, avoir consacré les deux premières années et demie de son mandat:

à rencontrer des Canadiens toutes les régions du pays, à écouter leurs préoccupations et à favoriser une meilleure compréhension du Canada comme pays officiellement bilingue.

Nous regrettons beaucoup que le commissaire n'ait pas eu l'occasion de rencontrer l'une des plus importantes associations de défense des droits des anglophones dans la province de Québec—la nôtre—même s'il a souvent rencontré les représentants d'Alliance Québec.

La situation des collectivités anglophones des diverses régions du Québec varie beaucoup par rapport à ce qui existe dans l'île de Montréal, tout comme c'est le cas des collectivités francophones d'une province à l'autre. Aujourd'hui, nous comparaissons devant vous pour présenter le point de vue d'un groupe d'anglophones du Québec distinct d'autres groupes qui ont peut-être déjà comparu.

Nous reconnaissons que certaines de nos positions sont loin d'être «politiquement correctes», madame la présidente, mais soyez assurée que nous sommes attachés à une province du Québec forte et viable comportant une société bilingue libre et ouverte qui fait partie intégrante du Canada. Notre association est par ailleurs reconnue par le gouvernement fédéral comme représentante d'une collectivité de langues officielles au Québec. Notre action repose sur le principe de l'existence de deux langues officielles au Canada. Ce principe repose lui-même sur trois grands postulats.

Le premier, c'est qu'il doit exister une ouverture authentique chez les Canadiens et leurs gouvernements pour permettre l'usage de l'anglais et du français par les citoyens dans leurs rapports avec le gouvernement en conformité avec la Constitution.

Le deuxième, c'est que les Canadiens acceptent comme principe fondamental que les citoyens ont le droit d'apprendre et d'employer librement la langue de leur choix, sans interférence de l'État, guidés uniquement par la nécessité ou le désir de communiquer les uns avec les autres.

Le troisième, c'est que l'importante collectivité d'anglophones qui habitent dans la province de Québec doit voir son existence constitutionnelle et historique garantie au Canada et doit être traitée, sous le régime de la Loi sur les langues officielles, sur un pied d'égalité avec les membres de la minorité francophone du reste du pays.

[Texte]

[Traduction]

• 1625

For years, Madam Chairman, we have argued for a policy of Canadian bilingualism on the basis of these premises, but regretfully we have witnessed each premise disintegrating. We have seen the diminishing of the Canadian values of individual rights, linguistic freedom and an open society in a futile attempt to reconcile Canada with Quebec nationalist values that call for collective rights, a unilingual Quebec and a society based on ethnicity.

The sacrifice of Canadian values and English-speaking Canadian citizens in the province of Quebec has not enhanced the chances of holding Quebec in Canada. While the Official Languages Act is succeeding in empowering the French-speaking communities across Canada, it has failed to ensure the survival of the English-speaking community in the province of Quebec. The failure has been caused by a lack of political will on the part of Canada's politicians to carry the message of Canadian values of tolerance, freedom, equality and linguistic freedom to Canadians in Quebec.

The Official Languages Act was implemented in the hope that it would persuade Quebec to remain an integral part of Canada and would increase the harmony and unity of the country. This objective has failed and Quebec is more separated from the rest of Canada than ever before. Separation is now accepted as inevitable by an increasing number of French-speaking Quebecers and many others in Canada. The goodwill and good intentions which may have been present at the inception of the policy of official bilingualism have been eroded by the growth of Quebec nationalism and the legislated outlawing of English in many aspects of life in Quebec.

The effect, if not the intention, of Quebec's linguistic policies has been a progressive linguistic minority cleansing that has been extremely successful in driving the English-speaking community from its place in Quebec. Quebec has been able to accomplish this without any appreciable criticism because of the province's claim to be at the same time Canada's largest minority and Quebec's oppressed majority. Some Quebec politicians became very good at using revisionist history and powerful myths to justify their denial of individual rights in the historical and traditional language rights of the English-speaking community in Quebec.

Madam Chairman, no other province has adopted the harsh discriminatory legislation that Quebec has imposed on its linguistic community, yet successive federal governments have failed to uphold the rights and freedoms against abuse by the provincial government. When Commissioner of Official Languages D'Iberville Fortier commented in his 1987 annual report to Parliament on the humiliation of the English-speaking community by Bill 101, he was immediately denounced by a unanimous vote of censure in the Quebec legislature. No other commissioner has attempted to criticize the Quebec government since.

Because of the refusal of successive federal governments over the past two decades to recognize and respond to the critical situation facing English-speaking Canadians in Quebec, particularly on the mainland, our community is facing a bleak

Depuis des années, madame la présidente, nous réclamons une politique de bilinguisme canadien fondée sur ces postulats. Malheureusement, chacun de ces postulats est en train de perdre sa raison d'être. Nous avons assisté au recul des valeurs canadiennes que sont les droits individuels, la liberté linguistique et la société ouverte dans un vain effort pour concilier le Canada et les valeurs nationalistes québécoises que sont les droits collectifs, le Québec unilingue et une société basée sur l'appartenance ethnique.

Le sacrifice des valeurs canadiennes et des citoyens canadiens de langue anglaise dans la province de Québec n'a pas amélioré les chances de maintenir le Québec au sein du Canada. Bien que la Loi sur les langues officielles soit arrivée à conférer des pouvoirs aux collectivités de langue française partout au pays, elle n'a pas permis de garantir la survie de la collectivité de langue anglaise dans la province de Québec. Cet échec est attribuable au fait que les politiciens n'ont pas la volonté de défendre auprès des Canadiens du Québec les valeurs canadiennes que sont la tolérance, la liberté, l'égalité et la liberté linguistique.

La Loi sur les langues officielles a été adoptée dans l'espoir qu'elle persuaderait le Québec de continuer à faire partie intégrante du Canada et favoriserait l'harmonie et l'unité du pays. Cet objectif n'a pas été atteint et le Québec est plus que jamais séparé du reste du pays. La séparation est aujourd'hui perçue comme inévitable par un nombre croissant de Québécois francophones et par beaucoup d'autres au Canada. La bonne volonté qui a pu présider à l'adoption de la politique de bilinguisme officiel a été minée par la montée du nationalisme québécois et l'interdiction légale de l'anglais dans de nombreux domaines de la vie québécoise.

Les politiques linguistiques du Québec ont eu pour effet, délibérément ou non, d'épurer progressivement la minorité linguistique et de retirer à la collectivité de langue anglaise la place qu'elle occupait au Québec. Le Québec a pu accomplir cela sans vraiment se voir critiquer sous prétexte qu'il représente à la fois la plus grande minorité du Canada et la majorité opprimée du Québec. Certains politiciens québécois ont très bien su s'adonner au révisionnisme historique et brandir des mythes puissants pour justifier la violation des droits individuels ainsi que les droits linguistiques historiques et traditionnels de la collectivité de langue anglaise au Québec.

Madame la présidente, aucune autre province n'a adopté de lois discriminatoires aussi brutales que celles que le Québec a imposées à sa communauté linguistique. Pourtant, les divers gouvernements fédéraux qui se sont succédés n'ont pas su défendre les droits et les libertés contre les abus commis par le gouvernement provincial. Lorsque le commissaire aux langues officielles, M. D'Iberville Fortier, a parlé dans son rapport annuel au Parlement, en 1987, de l'humiliation subie par la communauté anglophone par suite de l'adoption de la Loi 101, il a immédiatement fait l'objet d'un vote de blâme unanime à l'Assemblée législative du Québec. Aucun autre commissaire n'a tenté de critiquer le gouvernement du Québec depuis.

Parce que les gouvernements fédéraux successifs au cours des 20 dernières années refusent de reconnaître la situation critique des Canadiens de langue anglaise au Québec et d'y réagir, surtout dans la partie continentale, notre collectivité fait

[Text]

future. It is imperative that this committee accept the responsibility of immediately addressing the current and longstanding inequities in the application of the Official Languages Act.

The statistics speak for themselves. Over 300,000 anglophones have left Quebec since the mid-1970s. Enrolment in English schools has declined from 250,000 to 100,000 in just two decades, and some 200 schools have been forced to close. This was confirmed in the Chambers report presented to the Quebec government. The English community is under-represented in the federal public service in Quebec—5.2% of the workforce versus 13.2% of the population, and of that 5.2%, a number are ready for retirement. English employees in the Quebec provincial public service are almost non-existent. It's less than 1%—0.8%.

Madam Chairman, rights that other Canadians take for granted, such as the right to send their children to an English school, do not apply to all Canadians in Quebec. Paragraph 23(1)(a) of the Canadian Charter of Rights and Freedoms states that:

23.(1) Citizens of Canada

(a) whose first language learned and still understood is that of the English or French linguistic minority population of the province in which they reside. . .

have the right to have their children receive primary and secondary school instruction in that language in that province.

Although the Canadian Constitution gave to the Government of Quebec the legal authority to decide when this section would apply in a province, the lack of implementation of this right for Canadians in Quebec should have been and should now be a primary concern for this committee, the Commissioner of Official Languages, and the Government of Canada.

Canadians in Quebec have every right to demand and to expect this committee, the commissioner, and the Prime Minister to exert every effort to encourage Quebec to bring its access to education for English-speaking Canadians in line with the access to education for French-speaking Canadians in the rest of the country.

Madam Chairman, it is a measure that would have little impact on the French schools of the province, but could have a significant positive impact on the English schools, which have lost 60% of their enrolment in two decades. The English-speaking community in the province of Quebec is faced with the Charter of the French Language, which legislates the obligatory use of the French language and often the exclusion of English in a wide range of everyday activities such as work, school, and commercial advertising.

The former mayor of Beaconsfield, Mrs. Rustad, said that the charter was used as means to eliminate all but French-speaking graduates from the nursing profession.

[Translation]

face à un avenir sombre. Il faut que le comité accepte la responsabilité de corriger immédiatement les injustices de longue date commises dans l'application de la Loi sur les langues officielles.

Les chiffres parlent d'eux-mêmes. Plus de 300 000 anglophones ont quitté le Québec depuis le milieu des années soixante-dix. L'effectif scolaire dans les établissements de langue anglaise est passé de 250 élèves à 100 000 en 20 ans à peine et plus de 200 écoles ont dû fermer leurs portes. Cette situation a été corroborée par le rapport Chambers remis au gouvernement du Québec. La collectivité anglophone est sous-représentée dans la fonction publique fédérale au Québec—5,2 p. 100 de l'effectif par rapport à 13,2 p. 100 de la population. En outre, un nombre important de ces 5,2 p. 100 sont proches de la retraite. Les fonctionnaires anglophones dans la fonction publique québécoise sont presque inexistantes. Ils représentent moins de 1 p. 100. . . 0,8 p. 100 de l'ensemble.

• 1630

Madame la présidente, des droits que les autres Canadiens tiennent pour acquis tels que le droit d'envoyer leurs enfants à une école de langue anglaise ne sont pas le lot de tous les Canadiens au Québec. L'article 23(1)a) de la Charte canadienne des droits et libertés stipule:

23.(1) Les citoyens canadiens:

a) dont la première langue apprise et encore comprise est celle de la minorité francophone ou anglophone de la province où ils résident. . .

ont, dans l'un ou l'autre cas, le droit d'y faire instruire leurs enfants, aux niveaux primaire et secondaire, dans cette langue.

Bien qu'aux termes de la Constitution canadienne, le gouvernement du Québec possède le pouvoir de donner suite à cette disposition dans la province, les membres de ce comité, le commissaire aux langues officielles et le gouvernement du Canada auraient dû et devraient se préoccuper, au premier titre, du fait que ce droit n'a pas été accordé aux Canadiens au Québec.

Les Canadiens au Québec ont le droit d'exiger, et sont en droit de s'attendre, que les membres de ce comité, le commissaire et le premier ministre ne ménagent aucun effort pour encourager le Québec à accorder aux Canadiens d'expression anglaise au Québec le même accès à l'instruction que celui dont jouissent les Canadiens d'expression française dans le reste du pays.

Madame la présidente, cette mesure aurait peu d'impact sur les écoles de langue française de la province, mais elle serait bénéfique pour les écoles de langue anglaise qui ont perdu 60 p. 100 de leur clientèle depuis vingt ans. La communauté anglophone de la province de Québec doit se conformer à la Charte de la langue française qui impose l'usage obligatoire du français et même souvent exclut l'anglais de toute une gamme d'activités quotidiennes telles que le travail, l'école et l'affichage commercial.

L'ancien maire de Beaconsfield, M^{me} Rustad, a déclaré que la charte avait servi à limiter l'accès à la profession d'infirmières aux seuls candidats d'expression française.

[Texte]

The effects of the French-language charter prompted Quebec demographer Jacques Henripin to express his concern to the Beaudoin-Edwards committee on April 26, 1991, in Montreal, regarding the Quebec group that "is much more threatened than francophone", meaning anglophones. He pointed out that the anglophone community is losing 20,000 people a year, or 200,000 per decade.

Our own recent studies in our area have indicated that the vast majority of our young people expect to leave the province within the next few years.

In March 1993, Madam Chairman, in a decision by the Human Rights Committee on an appeal initiated by our association, Canada was reminded by an important international body, the United Nations, that it was in violation of the International Covenant on Civil and Political Rights, because of the language legislation in the province of Quebec. Canada allowed the freedom of expression of its citizens to be violated and did not use its constitutional authority, section 90 of the Constitution, the disallowance clause, to uphold its obligation to the international community.

In an obvious attempt to circumvent the United Nations ruling, the Quebec legislature passed Bill 86, a law that allows the Quebec cabinet to deny the use of languages other than French on commercial signs. This power was used to issue regulations in December 1993 that forbid the use of any language other than French on billboards, public transportation, or away from the primary building of any enterprise.

On November 8, 1993, we asked Prime Minister Chrétien to disallow this legislation, which continues to violate the freedom of expression of Canadian citizens. The Prime Minister, Madam Chairman, referred the matter to the Minister of Justice, who has indicated he will not use section 90 of the Canadian Constitution to disallow the Quebec legislation. Mr. Rock told us that Canadians were free to use the court system to again challenge Quebec's language legislation, the principle of which has already been denounced by the Supreme Court of Canada and the United Nations.

Once again, Madam Chairman, the federal government is abrogating its responsibility to defend the rights and freedoms of Canadians in Quebec. Once again some Canadians are being told their rights don't matter.

We ask that this committee support our request for reservation or disallowance of the Quebec legislation known as Bill 86. It conflicts with the Canadian Charter of Rights and Freedoms, or the Official Languages Act. The failure of federal politicians to support the values of the Canadian Constitution in the province of Quebec, in our opinion, contributes to the credibility of those who argue that the Canadian Constitution does not and need not apply to the province of Quebec.

This ignoble failure of Canadian politicians allows the Quebec nationalists to build a Quebec society based on unilingualism, the denial of individual rights and intolerant ethnic nationalism.

[Traduction]

Les conséquences de la Charte de la langue française ont poussé le démographe québécois, Jacques Henripin, à exprimer ses inquiétudes au comité Beaudoin-Edwards le 26 avril 1991, à Montréal, au sujet du groupe québécois « beaucoup plus menacé que les francophones », à savoir les anglophones. Il a souligné que la communauté anglophone perd 20 000 personnes par année, soit 200 000 par décennie.

Nos propres enquêtes récentes dans la région révèlent que la grande majorité des jeunes prévoient quitter la province au cours des prochaines années.

En mars 1993, madame la présidente, dans une décision du Comité des droits de l'homme rendue suite à un appel interjeté par notre association, le Canada s'est vu rappeler par un organisme international important, les Nations Unies, que la législation linguistique du Québec allait à l'encontre du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Le Canada a permis que l'on brime la liberté d'expression de ses citoyens et n'a pas eu recours à son pouvoir constitutionnel aux termes de l'article 90, permettant le désaveu, pour s'acquitter de ses obligations à l'égard de la communauté internationale.

Dans une tentative évidente de contourner la décision des Nations Unies, l'Assemblée législative du Québec a adopté la loi 86 qui permet au Cabinet du Québec de refuser la permission d'utiliser des langues autres que le français sur les affiches commerciales. En décembre 1993, on a eu recours à ce pouvoir pour émettre des règlements qui interdisent l'usage de toute autre langue que le français sur les affiches, dans les transports en commun, ou ailleurs qu'au siège social de toute entreprise.

Le 8 novembre 1993, nous avons demandé au premier ministre, M. Chrétien, de désavouer cette loi qui continue à violer la liberté d'expression des citoyens canadiens. Le premier ministre, madame la présidente, a renvoyé la question au ministre de la Justice qui a laissé savoir qu'il n'aura pas recours à l'article 90 de la Constitution canadienne pour désavouer la loi québécoise. M. Roch nous a dit que les Canadiens étaient parfaitement libres de s'adresser aux tribunaux pour, encore une fois, contester les lois linguistiques du Québec, dont le principe a déjà été dénoncé par la Cour suprême du Canada et par les Nations Unies.

Encore une fois, madame la présidente, le gouvernement fédéral s'est soustrait à sa responsabilité de défendre les droits et liberté des Canadiens au Québec. Une fois encore, certains Canadiens se font dire que leurs droits n'ont aucune importance.

• 1635

Nous demandons aux membres de ce comité d'appuyer notre demande que la loi québécoise connue sous le nom de loi 86 soit réservée ou désavouée. En effet, cette loi va à l'encontre de la Charte canadienne des droits et libertés, ou de la Loi sur les langues officielles. Le fait que les politiciens fédéraux ne défendent pas les valeurs de la Constitution canadienne au Québec contribue, à notre avis, à donner une certaine crédibilité à ceux qui prétendent que la Constitution canadienne ne s'applique pas et ne devrait pas s'appliquer au Québec.

Cette inaction ignoble des politiciens canadiens permet aux nationalistes québécois de créer une société québécoise fondée sur l'unilinguisme, le rejet des droits individuels et un nationalisme intolérant.

[Text]

The reality is that the English-speaking community in Quebec continues to decline as its young people leave to find work and the population continues to age dramatically. There are three English universities that are struggling to survive. There is a decreasing number of bilingual hospitals that were built by the English community.

One must remember that the few institutions left are not the results of any overt act of generosity by the Quebec government. They were established by the English community when it was a viable force in the province and a strong community in Montreal.

For the past twenty years successive provincial governments in Quebec have attempted to diminish the role of the English institutions and erase English from the face of Quebec society, while reducing the English-speaking population in the province.

An English-speaking Canadian in the province of Quebec, no matter how bilingual, must live with an employment handicap. Many companies have a subtle or not so subtle French-first hiring policy, and others are reluctant to put English-speaking people into visible positions.

This form of racism was pointed out by Casper Bloom, the *batonnier* of the bar of Montreal at the opening of the fall session of court in October 1993, as also existing in the Quebec justice system. He said there is a growing reluctance and hesitation to use English in some courts before some judges, even when their clients are unilingual anglophones. There is an incapacity to serve anglophone clients, or lack of goodwill to do so, among members of Quebec's administrative tribunals.

The serious under-representation of the English-speaking community in the federal public service in Quebec is a persistent source of frustration and a clear indication of the failure of the Official Languages Act in Quebec.

Recent figures indicate only 5.2% of the federal civil service in Quebec is from the English-speaking community, while the community is said to represent 13.2% of the population. A task force, in which our organization participates, has been in existence for two years to address this issue, but there has been no improvement and no serious efforts to determine the reasons for the under-representation of anglophones within the service.

A small step that might help the community is still refused to us by Human Resources Development. Manpower training programs to help Canadians learn French are available to those who come to Quebec from elsewhere in Canada or in the world, but are denied to those who have attended school in the province of Quebec. The other manpower training programs on the mainland contain little or no English language courses, as the finances are all allocated for French courses.

Neither of these issues has been addressed by Human Resources Development or the Commissioner of Official Languages. One cannot help but suspect that the Quebec nationalist view that the English-speaking community in the

[Translation]

La réalité, c'est que la communauté d'expression anglaise au Québec continue à diminuer avec le départ de ces jeunes pour trouver du travail et que la population continue à vieillir de façon marquée. Il y a trois universités de langue anglaise qui luttent pour survivre. Le nombre d'hôpitaux bilingues construits par la communauté anglophone est en baisse.

Il ne faudrait pas oublier que les quelques institutions qui réussissent à y survivre ne le font pas grâce à la générosité publique du gouvernement du Québec. Il s'agit d'institutions créées par la communauté d'expression anglaise lorsqu'elle était une force viable dans la province et une forte communauté à Montréal.

Depuis vingt ans, les gouvernements provinciaux qui se sont succédés au Québec ont tenté de réduire le rôle des institutions de langue anglaise et d'effacer l'anglais de la société québécoise tout en réduisant la population d'expression anglaise de la province.

Un Canadien d'expression anglaise au Québec, qui importe son niveau de bilinguisme, se trouve lésé au niveau de l'emploi. De nombreuses entreprises ont des politiques parfois subtiles d'embauche de francophones d'abord, et d'autres entreprises hésitent à placer des employés d'expression anglaise dans des postes de grande visibilité.

Casper Bloom, le *bâtonnier* du Québec à l'ouverture de la session d'automne, en octobre 1993, a fait état de cette forme de racisme qui existe également dans le régime juridique du Québec. Il a déclaré: On constate une réticence et une hésitation toujours plus grandes à utiliser l'anglais dans certaines cours, devant certains juges, même lorsque les clients sont unilingues anglais. Les membres des tribunaux administratifs du Québec semblent incapables de desservir la clientèle anglophone ou ne tiennent pas à le faire.

La grave sous-représentation de la communauté anglophone dans la fonction publique fédérale au Québec constitue une source constante de frustrations et montre clairement l'échec de la Loi sur les langues officielles au Québec.

Les derniers chiffres révèlent que 5,2 p. 100 seulement des fonctionnaires fédéraux au Québec sont d'expression anglaise alors que la communauté qu'ils représentent atteint 13,2 p. 100 de la population. Un groupe de travail où notre association est représentée existe depuis deux ans pour étudier cette question, mais il n'y a eu aucun effort sérieux de déployé pour déterminer ce qui explique cette sous-représentation des anglophones à la fonction publique fédérale.

Développement des ressources humaines Canada nous refuse toujours une petite mesure qui pourrait nous aider. Dans le cadre de la formation de la main-d'oeuvre, on offre des programmes de cours de français à l'intention des Canadiens qui viennent au Québec d'ailleurs au Canada ou à ceux qui viennent d'ailleurs au monde, mais ceux qui ont fait leurs études dans les écoles du Québec ne sont pas admissibles. Les autres programmes de formation de la main-d'oeuvre à l'extérieur de notre région n'offrent que peu ou pas de cours en langue anglaise puisque les budgets sont alloués aux cours de français.

Le ministère et le commissaire aux langues officielles n'ont pas examiné ces questions. On ne peut s'empêcher de penser que le ministère du Patrimoine canadien, celui du Développement des ressources humaines, le Bureau du

[Texte]

province of Quebec is the world's best treated minority, and that the claims of injustice toward it are both preposterous and presumptuous, has impregnated the Canadian Heritage, Human Resources Development, the office of the Commissioner of Official Languages, and many other offices of the federal public service in Quebec.

[Traduction]

commissaire aux langues officielles et de nombreux autres bureaux de la fonction publique fédérale au Québec ont été contaminés par l'optique nationaliste québécoise qui veut que la communauté d'expression anglaise du Québec constitue la minorité la mieux traitée au monde et que les cris d'injustice sont ridicules et présomptueux.

• 1640

As requested by the Canadian heritage ministry, our association has been making major efforts to diversify our funding and increase our self-financing. Under normal circumstances an organization such as ours would be financially supported by its community. However, these are not normal times for the English-speaking community in Quebec. Our organization not only has to attempt to do the work that the federal government has abdicated of restoring fundamental rights and freedoms by appealing to an international tribunal, but we are also faced daily with the challenge of helping our community deal with the impact of discrimination by the provincial government and the disintegration of our communities' infrastructures such as schools, hospitals, churches and social and cultural institutions.

We presented the facts of our desperate situation to the Minister of Canadian Heritage in person on February 18, 1994, and in a letter a few days later. We pleaded for his help on behalf of our community. We were heartened to hear what we believed was a sincere acknowledgement from the minister of the acute difficulties faced by the English community in Quebec. But what has been Mr. Dupuy's response? Madam Chairman, his ministry has for the first time refused outright to provide project funding to our association. The ministry has further threatened that our core funding will soon be drastically reduced, even further than the cuts applied over the past few years.

We reiterate: if the federal government had fulfilled its obligation to Canadians in the province of Quebec to protect and maintain fundamental rights and freedoms, we would not be in this desperate position as a community and we would not be speaking to this committee about our funding needs.

Our region in southwest Quebec has very little industry and has one of the highest unemployment figures in Quebec, and a substantial portion of its English-speaking citizens are in excess of 65 years of age. These same general situations apply within many other mainland regions and make the ability to raise substantial funds within the community impossible.

We have found it necessary to address this funding problem before this committee, Madam Chairman, because of what we view as the total failure of the federal government to have the political will to protect the English community in Quebec, even though it is this community in Quebec that has been, and continues to be, the first line of defence against the separation of Quebec from Canada.

The Official Languages Act calls for the support of the advancement, equality of status and use of English and French languages within Canadian society. However, a review of the distribution of support funding to the two official language

Comme le demandait Patrimoine canadien, notre association s'est donnée beaucoup de mal pour diversifier ses sources de financement et augmenter sa capacité d'autofinancement. Toutefois, il faut souligner que la communauté d'expression anglaise au Québec ne vit pas une situation normale. Non seulement notre association doit tenter de se substituer au gouvernement fédéral pour rétablir les droits et libertés fondamentaux en s'adressant à un tribunal international, mais nous faisons également face, quotidiennement, au défi d'aider notre communauté à surmonter les conséquences de la discrimination dont nous faisons l'objet de la part du gouvernement provincial et de la désintégration de nos infrastructures telles que nos écoles, hôpitaux, églises et institutions sociales et culturelles.

Nous avons fait état de notre situation désespérée au ministre de Patrimoine canadien, en personne, le 18 février 1994 et par écrit, quelques jours plus tard. Nous l'avons supplié, au nom de notre communauté, de nous aider. Nous nous sommes réjouis d'entendre le ministre reconnaître sincèrement, du moins c'était notre impression, les graves difficultés auxquelles est confrontée la communauté de langue anglaise au Québec. Quelle a été toutefois la réponse de M. Dupuy? Madame la présidente, pour la première fois, son ministère a refusé carrément de nous fournir du financement de projet. Le ministère nous a également menacés de réduire de façon marquée, et ce encore plus que ces dernières années, notre financement de base.

Nous le répétons: si le gouvernement fédéral s'était acquitté de son obligation envers les Canadiens au Québec de protéger et de maintenir les libertés et droits fondamentaux, notre communauté ne se retrouverait pas dans la situation désespérée actuelle et nous ne serions pas ici pour faire état de nos besoins de financement.

Notre région du sud-ouest québécois compte très peu d'industries, mais a un des taux de chômage les plus élevés au Québec. En outre, un nombre considérable des citoyens d'expression anglaise ont plus de 65 ans. Cette même situation prévaut dans de nombreuses autres régions de la province éliminant la possibilité de lever des fonds importants au sein de la communauté.

Nous avons jugé nécessaire, madame la présidente, de soumettre notre problème de financement à votre comité parce que nous considérons que le gouvernement fédéral n'a pas du tout le désir politique de protéger la communauté d'expression anglaise au Québec, même si celle-ci a été et continue à être la première ligne de défense contre la séparation du Québec.

La Loi sur les langues officielles prévoit un appui à la promotion de l'égalité de statut et d'usage de l'anglais et du français dans la société canadienne. Toutefois, un examen de la répartition du financement entre les deux groupes de langues

[Text]

groups makes it very clear that the federal government has followed a policy of funding that favours the French-speaking community in Canada. There appears to be a serious problem in having the Minister of Canadian Heritage take action to provide equitable support for the English-language community in Quebec.

Recent figures show that some \$23 million was provided under the official languages promotion program and the official languages communities program. Although the size of the two groups is comparable, only \$2.3 million was provided to the English community in the province of Quebec. Of that, Madam Chairman, \$1.3 million was given to Alliance Québec. The allocation to the Quebec English community was \$2.92 per capita, while levels for French-speaking communities included \$8.13 in Ontario, \$9.46 in New Brunswick, \$33.82 in Nova Scotia, and \$178.40 in Newfoundland.

The bias against the community has continued despite recent assurances by the Prime Minister to the Acadians that more funding would be made available to the official languages community.

Madam Chairman, statements made before this committee by the Hon. Michel Dupuy, Minister of Canadian Heritage, on June 1, 1994, committed an additional \$112 million in support of the implementation of school governance and post-secondary education in French and unveiling a new exercise being implemented by his department to provide organizations with new tools such as multi-year funding.

• 1645

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Can I interrupt? We've been hearing for 20 minutes now, and if you want the members to be able to have enough time for questions and for more specific details into whatever you have brought up. . . How much longer will your presentation be?

Mr. King: I think it would take me another five minutes, Madam Chair.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Okay.

Mr. King: However, no recognition, Madam Chair, or additional support was made available to address the critical situation facing the English community in Quebec in spite of repeated appeals to the minister for help. This leads us to ask the question, do those responsible for the implementation of the act not support the objective of the act, which is to support the advancement, equality of status and the use of English within the province of Quebec?

Our appeals for the stability of multi-year core funding have been ignored by Canadian Heritage. They have continued to decrease our core funding. The Minister of Canadian Heritage closed his remarks to this committee in June, Madam Chair, by saying:

If our citizens are to identify with this country and feel proud to live here, they must be able to make their contribution while remaining fundamentally themselves. In short, they must have the opportunity to enrich Canada's heritage while remaining an individual.

[Translation]

officielles révèle très clairement que le gouvernement fédéral a adopté une politique de financement qui favorise la communauté d'expression française au Canada. Il semble difficile d'obtenir du ministre du Patrimoine qu'il prenne des mesures pour donner un appui équitable à la communauté d'expression anglaise au Québec.

Les derniers chiffres révèlent qu'au titre du programme de la promotion des langues officielles et du programme des communautés de langues officielles, on a fourni un financement de quelque 23 millions de dollars. Bien que les deux groupes soient de taille comparable, la communauté d'expression anglaise au Québec n'a reçu que 2,3 millions de dollars. Sur ce nombre, madame la présidente, Alliance Québec a reçu 1,3 million de dollars. La communauté d'expression anglaise au Québec a donc reçu 2,92\$ par habitant alors que les communautés d'expression française ont reçu en Ontario, 8,13\$, au Nouveau-Brunswick, 9,46\$, en Nouvelle-Écosse, 33,82\$, et à Terre-Neuve, 178,40\$.

Ce parti pris contre notre communauté continue malgré les récentes assurances du premier ministre aux Acadiens selon lesquelles on augmenterait le financement versé aux communautés de langues officielles.

Madame la présidente, l'honorable Michel Dupuy, ministre du Patrimoine canadien, a déclaré devant votre comité, le 1^{er} juin 1994, qu'il s'engageait à verser 112 millions de plus au titre de la gestion des écoles et de l'enseignement postsecondaire en français et a annoncé que son ministère allait pour la première fois appliquer un programme qui vise à fournir de nouveaux outils tels que le financement sur plusieurs années aux associations.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Puis-je vous interrompre? Vous avez la parole depuis 20 minutes. Si vous voulez que les membres du comité puissent vous interroger sur ce que vous avez signalé. . . combien de temps vous faut-il pour terminer votre exposé?

M. King: J'aimerais prendre encore cinq minutes, madame la présidente.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Très bien.

M. King: Toutefois, madame la présidente, rien n'a été fait et on n'a prévu aucun financement supplémentaire pour aider la communauté d'expression anglaise au Québec à faire face à une situation désespérée malgré nos demandes répétées d'aide au ministre. Nous nous demandons donc si les responsables de la mise en oeuvre de la Loi appuient les objectifs de celle-ci, c'est-à-dire appuyer la promotion, l'égalité de statut et l'usage de l'anglais au sein du Québec?

Le ministère du Patrimoine a fait la sourde oreille à nos demandes de financement de base sur plusieurs années en vue d'une plus grande stabilité. Le ministère a également continué à réduire ce financement. Le ministre du Patrimoine a conclu ses remarques devant ce comité en juin, madame la présidente, en disant:

Si nous voulons que nos citoyens s'identifient à ce pays et soient fiers de vivre ici, ils doivent pouvoir faire leur contribution tout en demeurant fondamentalement eux-mêmes. Bref, ils doivent avoir la possibilité d'enrichir l'héritage du Canada tout en demeurant eux-mêmes.

[Texte]

I can assure you, Madam Chair, that many English-speaking Canadians in the province of Quebec are asking themselves if that message included them.

These realities have seriously endangered the hopes for a genuine and gracious policy of bilingualism in Canada. Probably no one wanted the concept of official bilingualism to succeed more than the English-speaking Canadians in Quebec. Had the Quebec government chosen to live up to the Canadian ideal, we would still be a welcome community in a vibrant and healthy province. As it is, in the eyes of many we are a despised and persecuted community that is being encouraged to leave while Quebec turns inward on itself and builds nationalistic walls around itself. It is a tragedy the of proportions of which we have yet to realize.

I suggest, Madam Chair, that it is a challenge to this committee—while previous governments have proven they did not have the political will—to uphold the fundamental rights and freedoms of the official languages community in Quebec, to treat the Quebec English-speaking community equitably under the Official Languages Act by providing the moral, legal and financial support needed or to recognize the critical situation and urgent needs of the English-speaking communities on the mainland of Quebec, including our association's region of southwest Quebec.

Let this committee be prepared to accept its responsibility to bring these three urgent issues to the attention of the government for resolution by the Parliament of Canada. I also suggest, Madam Chair, that there are alternatives. If this committee and the Government of Canada are not prepared to address and resolve these three issues and to provide equal treatment to the English-speaking community in Quebec under the Official Languages Act, then I suggest the time has come to find another mechanism to address the critical situation facing the English-speaking community in Quebec.

I call your attention to the 1993 report of the UN Human Rights Committee, which rendered more than one decision affecting languages in Canada. In addition to the article 19 ruling, the committee stated that the language that is the language of a majority in a country cannot be considered a minority anywhere in that country. As recognized by the United Nations, the language of the majority in Canada is English and therefore English cannot be considered a minority language anywhere within Canada. Now, this is a very significant ruling for English-speaking Canadians living in the province of Quebec and casts a serious shadow over the legitimacy of the Official Languages Act as it is presently defined.

The Official Languages Act calls for the support of the advancement, equality of status and use of the English and French languages within Canadian society. The above wording in the Official Languages Act indicates that the act was intended to make equal two languages that are numerically unequal in status and use within Canadian society.

[Traduction]

Je peux vous assurer, madame la présidente, que de nombreux Canadiens d'expression anglaise au Québec se demandent si ce message les inclut.

Ces états de faits ont mis grandement en danger l'espoir d'instaurer une politique réelle et généreuse de bilinguisme au Canada. Personne sans doute ne tenait autant à ce que l'idée d'un bilinguisme officiel réussisse que les Canadiens d'expression anglaise au Québec. Si le gouvernement du Québec avait choisi de se conformer à l'idéal canadien, nous serions toujours une communauté bien vue dans une province vibrante et saine. Mais en fait, pour de nombreuses personnes, nous sommes une communauté méprisée et persécutée que l'on encourage à partir pendant que le Québec se replie sur lui-même et s'entoure de murs nationalistes. L'aspect tragique de cette situation n'est pas encore bien compris.

Je dirais, madame la présidente, que c'est le défi de ce comité—alors que les gouvernements précédents ont démontré qu'ils n'en avaient pas le désir politique—que de défendre les libertés et droits fondamentaux des communautés de langues officielles au Québec, de traiter la communauté d'expression anglaise au Québec de façon équitable aux termes de la Loi sur les langues officielles en lui fournissant un appui moral, juridique et financier, ou encore de reconnaître la situation critique et les besoins pressants de ces communautés du Québec continental, y compris ceux de la région du sud-ouest québécois que représente notre association.

Nous prions le comité d'accepter la responsabilité de porter ces trois questions urgentes à l'attention du gouvernement afin que le Parlement du Canada tranche la question. J'aimerais également souligner, madame la présidente, qu'il y a des options. Si ce comité et le gouvernement du Canada ne sont pas disposés à examiner et à régler ces trois questions et à prévoir un traitement égal pour la communauté d'expression anglaise au Québec aux termes de la Loi sur les langues officielles, je dirais que le moment est venu de trouver un autre moyen de faire face à la situation désespérée des communautés anglophones au Québec.

À ce titre, j'attire votre attention sur le rapport de 1993 du Comité des droits de l'homme des Nations Unies dans lequel on trouve plus d'une décision qui touche la question linguistique au Canada. Outre la décision sur l'article 19, le Comité a déclaré que la langue qui est celle de la majorité dans un pays ne peut être considérée comme celle de la minorité ailleurs dans ce pays. Les Nations Unies ont reconnu que la langue de la majorité au Canada, c'est l'anglais, et par conséquent, on ne peut considérer l'anglais comme la langue de la minorité où que ce soit au Canada. Il s'agit là d'une décision très importante pour les Canadiens d'expression anglaise qui vivent au Québec, décision qui met considérablement en doute la légitimité de la Loi sur les langues officielles sous sa forme actuelle.

En effet, la Loi sur les langues officielles stipule qu'on doit prendre des mesures pour favoriser la progression vers l'égalité de statut et d'usage de l'anglais et du français au sein de la société canadienne. Ce libellé dans la Loi sur les langues officielles révèle que la Loi vise à donner un statut égal aux deux langues alors qu'au sein de la société canadienne, elles ne sont pas sur un pied d'égalité en statut et en usage.

[Text]

[Translation]

• 1650

This objective was embraced by Canadians because of their commitment to principles of equality and fairness as they are normally applied to individuals. If, however, this act is used for any other purpose, then I would suggest to you it could be considered and could be interpreted as being a human rights violation under the United Nations Charter.

I can assure you, Madam Chairman, that the Official Languages Act has not protected the English-speaking community in Quebec. We ask the committee and the Parliament of Canada to protect the English-speaking community in Quebec by upholding fundamental rights and freedoms in Quebec according to the Canadian Constitution and international covenant, that they treat the Quebec English-speaking community equitably under the Official Languages Act by providing the moral, legal and financial support needed, that they recognize the critical situation and respond to the urgent needs of the English-speaking communities on the mainland of Quebec, including our region in southwest Quebec. We ask Parliament to urge the Quebec government—more difficult with the most recent election—to implement paragraph 23(1)(a) of the Canadian Charter of Rights and Freedoms and ask the Commissioner of Official Languages and the Prime Minister of Canada to actively and urgently pursue this issue.

The Joint Chairman (Mrs. Riguette-Maltais): Mr. King, you have 30 seconds to conclude.

Mr. King: Then what happens, Madam Chairman?

The Joint Chairman (Mrs. Riguette-Maltais): We go on to questions by members of this committee.

Mr. King: Can I not finish my presentation?

The Joint Chairman (Mrs. Riguette-Maltais): You can summarize.

Mr. King: There are only two paragraphs.

The Joint Chairman (Mrs. Riguette-Maltais): Please go on.

Mr. King: Thank you.

We support our request for reservation or disallowance of Quebec legislation, Bill 86, which conflicts with the Canadian Charter of Rights or the Official Languages Act. If this committee and the Government of Canada are not prepared to take action on these issues under the Official Languages Act, then we ask that Parliament find another mechanism to address the critical situation facing the Quebec English-speaking community.

I thank you for your patience, Madam Chairman.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Nous allons commencer avec monsieur de Savoye.

M. de Savoye (Portneuf): Madame la présidente, avant de poursuivre, comment se fait-il qu'une copie du mémoire ne m'ait pas été remise?

Les Canadiens ont embrassé cet idéal parce qu'ils croient en ces principes que sont l'égalité et la justice dans la mesure où ils s'appliquent normalement aux personnes. Si, toutefois, on invoque cette loi dans un but autre, je vous inviterais alors à considérer pareille chose comme étant une violation des droits de la personne aux termes de la Charte des Nations Unies.

Je vous assure, madame la présidente, que la Loi sur les langues officielles n'a pas protégé la communauté anglophone du Québec. Nous demandons au comité et au Parlement canadien de protéger la communauté anglo-québécoise en assurant le maintien des droits et libertés fondamentaux au Québec dans le respect de la Constitution canadienne et du Pacte international, de traiter la communauté anglo-québécoise équitablement aux termes de la Loi sur les langues officielles en fournissant le soutien moral, juridique et financier dont elle a besoin, de reconnaître le caractère critique de sa situation et de combler les besoins urgents des communautés anglophones sur tout le territoire québécois, y compris dans notre région qu'est le sud-ouest du Québec. Nous demandons au Parlement de presser le gouvernement québécois—ce qui sera plus difficile au vu du résultat des dernières élections—de mettre en oeuvre l'alinéa 23(1)a) de la Charte canadienne des droits et libertés et de demander au commissaire aux langues officielles et au premier ministre du Canada d'accorder une attention immédiate à cette question.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Monsieur King, vous avez 30 secondes pour conclure.

M. King: Que se passera-t-il alors, madame la présidente?

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Nous passerons aux questions qu'ont les membres du comité.

M. King: Je ne peux pas terminer mon exposé?

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Vous pouvez résumer.

M. King: Il ne reste que deux paragraphes.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Nous vous écoutons.

M. King: Merci.

Nous voulons que le Parlement fasse usage de son pouvoir de réserve ou de désaveu à l'endroit de la loi 86, cette loi québécoise qui contrevient à la Charte canadienne des droits ou à la Loi sur les langues officielles. Si votre comité et le gouvernement du Canada n'êtes pas disposés à agir en ce sens aux termes de la Loi sur les langues officielles, nous demandons alors au Parlement de trouver un autre mécanisme pour remédier à la situation critique à laquelle la communauté anglophone du Québec fait face.

Madame la présidente, je vous remercie de votre patience.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): We will begin with Mr. de Savoye.

Mr. de Savoye (Portneuf): Madam Chairman, before we go further, how come I did not get a copy of the brief?

[Texte]

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Parce qu'une copie du mémoire n'a pas été remise au greffier.

M. de Savoye: Est-ce qu'il y a d'autres sources d'approvisionnement pour le mémoire que celle du greffier, au sein de ce Comité? Je pose la question, parce que j'ai remarqué que d'autres membres du Comité autour de cette table semblent avoir une copie du mémoire.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Si les mémoires n'ont pas été remis au greffier, ce qui est une première exigence, ni le greffier, ni la présidence de ce Comité n'ont l'autorisation de distribuer le mémoire, parce qu'il n'a pas été déposé en premier lieu.

M. de Savoye: Comment se fait-il que mes collègues, autour de cette table, puissent jouir d'un document, alors que pour moi, ce n'est pas le cas?

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Il faudrait le demander aux membres du Comité qui ne se sont pas soumis aux exigences de préparation de la rencontre. Et je peux vous dire que c'est la première fois que cela se produit au sein de ce Comité, mais ce sera sûrement la dernière fois.

A voice: Are you people not supposed to be bilingual?

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): I am very much so, Madam. Mr. King.

M. King: Je vais demander à M^{me} Hicks de vous expliquer.

Mme Janet K. Hicks (directrice exécutive, Association des citoyens de langue anglaise de la vallée de Châteauguay): Je voudrais expliquer à monsieur de Savoye la raison pour laquelle il n'a pas eu de copie. Monsieur Lahaie m'a dit justement hier au téléphone que je ne pouvais pas présenter notre mémoire à moins qu'on ait une copie en français. Et c'était hier après-midi, à trois heures.

A voice: How about the rest of us?

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): I'm sorry, sir, could you sit down, please?

A voice: I will not sit down.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): We have the witnesses here and—

A voice: [Inaudible—Editor] Does anybody else have that problem?

A voice: I want it in English, please. I want my answer in English. You're supposed to be bilingual when you work for the federal government. I think the only way we're ever going to get any action is if we refuse to pay federal tax until you—

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): I guess that if... Mr. Allmand.

[Traduction]

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Because a copy of the brief was not handed to the clerk.

Mr. de Savoye: Are there any sources within this Committee other than the clerk to get a copy of a brief? I ask the question because I noticed that other members of the Committee around this table seem to have a copy of the brief.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): If the briefs were not handed to the clerk, which is a first requirement, neither the clerk nor the Chair are authorized to circulate the brief because it was not handed in the first place.

Mr. de Savoye: How come my colleagues around this table have access to a document while I don't?

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): You should put your question to the members of the Committee who did not comply with the preparation requirements of this meeting. And I can tell you that this is the first time that this happens within this Committee, but it will surely be the last.

Une voix: Est-ce que vous n'êtes pas censés être bilingues?

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Je le suis tout à fait, madame. Monsieur King.

Mr. King: I will ask Mrs. Hicks to explain.

Mrs. Janet K. Hicks (Executive Director, Châteauguay Valley English-Speaking Peoples Association): I would like to explain to Mr. de Savoye the reason why he did not get a copy. Mr. Lahaie told me incidentally yesterday over the phone that I could not present our brief unless we had a copy of it in French. And that was yesterday afternoon, at 3:00 p.m.

Une voix: Et nous alors?

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Monsieur, auriez-vous l'obligeance de vous asseoir?

Une voix: Je reste debout.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Nous recevons des témoins ici et... .

Une voix: [Inaudible—Editeur] Est-ce qu'il y en a d'autres qui ont le même problème?

Une voix: En anglais, s'il vous plaît. Je veux ma réponse en anglais. Vous êtes censés être bilingues lorsque vous travaillez pour l'administration fédérale. Je pense que la seule façon dont nous allons faire bouger les choses, c'est si nous refusons de payer nos impôts fédéraux tant que vous... .

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Je crois que si... . Monsieur Allmand.

• 1655

Mr. Allmand: We have to insist on order in the room. The organization has representatives at the table, and they are speaking on behalf of these people. We can't have people in the audience jumping up and down making comments. Their elected representatives are before the committee. They've addressed the committee for over 25 minutes, and now we should have questioning.

M. Allmand: Il faut restaurer le calme ici. Il y a des représentants de cette organisation à cette table, et ils parlent au nom de ces gens. On ne peut pas avoir des gens dans la salle qui nous interrompent à tout bout de champ. Leurs représentants élus sont devant le comité. Ils ont eu plus de 25 minutes pour faire valoir leur point de vue, nous devrions maintenant passer aux questions.

[Text]

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Yes, that's right.

Mr. King, I'm sorry, but if other people within this room cannot uphold order, we will have to ask them to leave.

Mr. King: Madam Chairman, they're not all our members.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Okay. We will now proceed with questions.

Monsieur de Savoye.

Mr. King: We apologize to the committee.

M. de Savoye: Madame la présidente, je comprends que ce qui s'est passé est inhabituel, et de votre point de vue également inacceptable, selon les règles de ce Comité. J'apprécie votre commentaire. Je regrette madame, mais je ne peux pas l'accepter à moins que cela ne vienne du greffier. Et si je ne peux pas le prendre, personne, autour de cette table, ne doit le prendre.

Mon point étant précisé, je vais maintenant passer aux questions, car nous n'avons pas beaucoup de temps.

Mr. Allmand: I have a question of order.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Mr. Allmand, please.

Mr. Allmand: I have asked for the floor on a question of order because I feel it's been misleading, what's been said.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): I agree with you and I want to correct it now.

Mr. Allmand: Okay.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Monsieur de Savoye, vous pouvez accepter le document, mais le greffier ne peut pas le distribuer parce que le document n'a pas été déposé auprès du greffier. Ce n'est pas tout à fait la même chose que ce que vous venez de dire. Alors, nous sommes d'accord. C'est clair.

M. de Savoye: C'est clair et nous reviendrons en séance à huis clos sur ce point parce que je suis en désaccord fondamental. On ne devrait pas pouvoir faire par la bande ce qu'on n'a pas le droit de faire directement. Vous me comprenez très bien.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Je vous comprends. Alors, on poursuit avec les questions.

Mr. Allmand.

Mr. Allmand: On that point of order, Canadians can appear before a parliamentary committee in either English or French and they can prepare their documentation in either English or French. They have no obligation, themselves, to put it in the other language.

The usual custom is for the witnesses to give their briefs to the clerk of the committee so the committee can translate it into the other language. For one reason or other, the Châteauguay Valley association—and it's happened in the past with me—did not send their brief in time to be translated, so the committee could not distribute it itself. In the circumstances, the visiting group, whether it's an English-speaking group or a French-speaking group, can hand out the brief on its own, but

[Translation]

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Oui, vous avez raison.

Monsieur King, veuillez m'excuser, mais s'il y a des gens ici qui ne peuvent pas rester calmes, nous devons leur demander de partir.

M. King: Madame la présidente, ces gens ne sont pas tous membres de notre association.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): D'accord. Nous passons maintenant aux questions.

Monsieur de Savoye.

M. King: Toutes nos excuses au comité.

Mr. de Savoye: Madam Chairman, I understand that what just happened is unusual, and equally unacceptable from your point of view, according to the rules of this Committee. I appreciate your comment. I am sorry, Madam, but I cannot accept it unless it comes from the clerk. And if I cannot accept it, nobody around this table should accept it.

My point being made, I will now proceed with the questioning, because we don't have much time.

M. Allmand: J'invoque le Règlement.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Monsieur Allmand, je vous écoute.

M. Allmand: J'ai invoqué le Règlement parce que je crois que ce qui vient d'être dit porte à confusion.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Je suis d'accord et je veux corriger cette impression.

M. Allmand: D'accord.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Mr. de Savoye, you can accept the document, but the clerk cannot circulate it because the document was not handed to the clerk. It is not exactly the same thing that you just said. So we are in agreement. That's clear.

Mr. de Savoye: That's clear and we will raise the question again in camera because I disagree fundamentally. You should not be allowed to do indirectly what you cannot do directly. You understand me full well.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): I understand. So let us pursue the questioning.

Monsieur Allmand.

M. Allmand: J'aimerais dire à ce sujet que les Canadiens qui témoignent devant un comité parlementaire en anglais ou en français peuvent rédiger leur mémoire en anglais ou en français. On ne leur fait nulle obligation de traduire eux-mêmes leur mémoire.

Il est d'usage que les témoins remettent leur mémoire au greffier pour que celui-ci puisse le faire traduire. Pour une raison quelconque, l'Association de la vallée de Châteauguay—et ça m'est d'ailleurs déjà arrivé—n'a pas envoyé son mémoire à temps pour qu'il soit traduit, et c'est pourquoi le comité n'a pas pu en remettre copie aux membres. Dans ces circonstances, le groupe que nous recevons, qu'il s'agisse d'un groupe anglophone ou francophone, peut nous faire parvenir son

[Texte]

it cannot ask the committee to do it, because they did not deposit it with the committee.

I've seen French-speaking and English-speaking groups whose brief had not been given to the committee simply distribute it themselves. I got it directly from them; you could have gotten it directly from them. By the way, before the break in the summer, there was one French-speaking group that had their brief only in French, and I got it directly from them as well.

What should have happened is that the group should have given it to the committee. I think it's very important, Madam Chairman, because we've argued this point several times. It has to be very clear that the group does not have to have their brief bilingual. It's up to Parliament to translate it.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): That's right. I think we all agree on that.

Monsieur de Savoye, si vous voulez poursuivre les questions.

M. de Savoye: Avec plaisir. J'aimerais simplement confirmer à M. Allmand que je comprends très bien son point de vue. Cependant je ne le partage pas et c'est exactement le point que je demande de reporter à un ordre du jour ultérieur. Merci.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Nous en discuterons. C'est bien.

Mr. Ringma, is it a point of order, or what?

Mr. Ringma (Nanaimo—Cowichan): It's on the same point of order, Madam Chairman. I'll be very brief.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): I would like you to know this item will be discussed at a closed meeting of this committee.

Mr. Ringma: Okay. In connection with that, what I would like this committee to do is get a deposition in writing from this group of witnesses, from their point of view, about what happened up until today, just so we have it as a committee and can read through it and say they allege so and so. Would that not be helpful for us?

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): I think, Mr. Ringma, we have to discuss this, and if the members of this committee find that we need further specification and affidavits, we will do so. But in due course we will discuss this within our committee.

Mr. Ringma: Okay, Madam Chair.

• 1700

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Monsieur de Savoye, voulez-vous poursuivre la période des questions, qui devrait se terminer bientôt?

M. de Savoye: Monsieur le président, madame, monsieur, il est tout à votre honneur que vous ayez pris le temps de venir nous faire part de votre point de vue. Les problèmes que vous soulevez sont, je n'en doute pas, tout aussi réels pour vous que

[Traduction]

mémoire de son propre chef, mais il ne peut pas demander au comité de le distribuer parce que le mémoire n'a pas été remis officiellement au comité.

J'ai vu des groupes anglophones et francophones dont les mémoires n'avaient pas été remis officiellement au comité et qui l'ont simplement distribué eux-mêmes. Je l'ai reçu directement de cette association; vous auriez pu l'obtenir directement de cette association aussi. Soit dit en passant, avant le congé d'été, nous avons reçu un groupe francophone dont le mémoire était en français seulement, et je l'ai obtenu directement de ce groupe aussi.

Ce groupe aurait dû remettre son mémoire officiellement au comité. Je crois que c'est très important, madame la présidente, parce que nous avons débattu de cette question plusieurs fois. Il convient d'affirmer sans équivoque qu'aucun groupe n'est tenu de faire traduire son mémoire. Il appartient au Parlement de le faire traduire.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): C'est exact. Je crois que nous sommes tous d'accord sur cette question.

Mr. de Savoye, would you please resume the questioning.

Mr. de Savoye: I'll be happy to. I would simply like to confirm to Mr. Allmand that I understand full well his point of view. However I do not agree with him, and that's exactly the point that I want to be discussed at a further meeting. Thank you.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): We will discuss it. Your point is taken.

Monsieur Ringma, vous voulez invoquer le Règlement?

M. Ringma (Nanaimo—Cowichan): C'est au sujet de cette même question, madame la présidente. Je serai bref.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Je tiens à ce que vous sachiez que cette question sera débattue à huis clos.

M. Ringma: D'accord. À ce sujet, ce que je veux que le comité fasse, c'est obtenir une déclaration écrite de ce groupe de témoins, sur son point de vue, au sujet de ce qui s'est passé jusqu'à aujourd'hui, pour que nous en ayons copie en comité et pour que nous puissions la lire et voir ce qu'il avance. Cela nous serait-il utile?

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Monsieur Ringma, je crois que nous devons discuter de cela, et si les membres du comité jugent que nous avons besoin de plus de détails et de déclarations sous serment, nous prendrons des mesures. Mais nous discuterons de cela en comité en temps utile.

M. Ringma: D'accord, madame la présidente.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Mr. de Savoye, would you please resume our question period, which is about to end?

Mr. de Savoye: Madam Chairman, Madam, Sir, I find it highly commendable that you would take the time to come here to share your views with us. The concerns that you raised are, without any doubt, as real for you as those that were brought to

[Text]

ceux qui nous ont été rapportés à d'autres moments par les collectivités francophones et acadiennes et qui, vous me permettrez de le dire, me sont apparus bien plus considérables que ceux que vous me mentionnez.

Par exemple, alors que vous parlez de la décroissance des inscriptions dans les écoles anglophones, les collectivités francophones du reste du Canada déplorent leur incapacité à s'inscrire dans des institutions francophones parce que ces institutions n'existent tout simplement pas. Je suis cependant tout à fait d'accord pour dire que le droit des anglophones du Québec doit être respecté conformément à la Charte et aux lois.

Par ailleurs, j'ai été en mesure d'apprendre l'anglais dans la ville de Québec. J'y ai d'ailleurs des amis anglophones. J'ai aussi eu l'occasion de travailler à Montréal dans les années 1960. Et—cela vous touchera sans doute—dans mon comté de Portneuf, on retrouve la municipalité de Shannon.

Vous n'avez pas réussi à me convaincre que les citoyens et les citoyennes anglophones du Québec sont vraiment privés de leurs droits d'une manière désastreuse. J'ai aussi regretté quelques allusions au racisme. Cela m'a paru déplacé.

Par ailleurs, vous êtes conscients que le fédéral où je suis député. . . Nous avons également ici des représentants du Sénat.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Monsieur de Savoye, je m'excuse de vous interrompre. En tant que présidente de ce Comité, j'ai essayé de faire de cette réunion un lieu de dialogue entre les témoins et les membres de ce Comité. Toutefois, je viens tout juste de me faire dire *shut up* et *bullshit*, comme présidente. Je demande donc aux deux greffiers de ce Comité de faire sortir de cette salle toutes les personnes qui ne sont pas témoins. Tout de suite!

Mr. Allmand: I think we should keep the press, Madam.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Oui, la presse peut rester, mais ce Comité ne tolérera jamais de telles insultes.

M. Serré (Timiskaming—French River): Je suis complètement d'accord, madame la présidente.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): And it's not up for discussion.

J'ajourne la réunion pour cinq ou dix minutes, le temps que les greffiers. . .

M. King: Madame la présidente, les membres du conseil d'administration de notre organisation sont ici. Ils demandent. . .

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Je regrette, monsieur King. C'est dommage. On ajourne pour cinq à dix minutes.

[Translation]

our attention at other times by francophone and Acadian communities and which, permit me to say so, seemed to me much more pressing than those that you raised.

For instance, when you talk about the decline in enrolment at English schools, the francophone communities of the rest of Canada deplore the fact that they cannot enrol in francophone institutions because these institutions simply do not exist. However I agree fully with you in saying that the rights of English-speaking Quebecers should be upheld in accordance with the Charter and the legislation.

Incidentally, I was able to learn English in Quebec City. Incidentally, I have English-speaking friends there. I also had the opportunity to work in Montreal in the 1960s. And—this is no doubt a point of interest to you—in my riding of Portneuf, there is the municipality of Shannon.

You did not succeed in convincing me that English-speaking citizens of Quebec are really deprived of their rights in a catastrophic manner. I also deplored some references to racism. In my view, that was uncalled for.

Moreover, you are aware of the fact that the federal Parliament of which I am a Member. . . We also have representatives from the Senate here.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Mr. de Savoye, sorry to interrupt you. As chairperson of this committee, I try to make of this meeting a forum where witnesses and members of the committee can have a dialogue. However, as your chairperson, I've just had words like *shut up* and *bullshit* thrown at me. So I will ask both clerks of this committee to make all those who are not witnesses leave this room. Right now!

M. Allmand: Madame, je crois que les représentants de la presse devraient rester.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Yes, the press may stay, but this committee will never tolerate such insults.

Mr. Serré (Timiskaming—French River): I agree fully, Madam Chairman.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Et il n'y a pas de discussion.

I am adjourning this meeting for five or ten minutes, the time for the clerks to. . .

Mr. King: Madam Chairman, members of the board of directors of our organisation are here. They want. . .

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): I am sorry, Mr. King. It is too bad. We are adjourning for five to ten minutes.

• 1704

• 1707

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): À l'ordre! Nous reprenons nos travaux. *We are proceeding with questions.*

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Order! We are resuming our work. *Nous allons passer aux questions.*

[Texte]

Monsieur de Savoye, j'espère que vous pourrez poursuivre avec vos questions, sans autre interruption, pendant cinq minutes.

M. de Savoye: J'apprécie vos bons vœux.

Donc, reprenons où nous avons laissé. Vous réalisez que le gouvernement fédéral, dont nous sommes députés, députées, sénateurs et sénatrices, a des responsabilités directes vis-à-vis les services qu'il doit assurer. S'il y a quelques plaintes relatives à un non-respect des droits linguistiques des francophones ou des anglophones, et que ces plaintes relèvent d'abord et davantage des tribunaux, elles devraient suivre ce chemin et toute opposition au projet de société préconisé par le gouvernement du Québec actuellement devrait se traiter en fonction des outils démocratiques qui sont mis à la disposition des citoyens dans ce contexte.

De manière à introduire ma question, je vous signale que la Fonction publique fédérale offre aux anglophones du Québec quatre fois plus de personnel aptes à parler l'anglais qu'il n'en offre aux francophones de la Fonction publique dans le reste du Canada. Et je parle per capita.

Parce que je suis directement concerné, tout comme les autres députés autour de cette table, les membres de votre association sont-ils satisfaits de la façon dont les établissements fédéraux appliquent les règlements dans votre région?

Mr. King: No, absolutely not. The reason we're not satisfied is that as the United Nations pointed out to you, sir, and to everyone else, our rights have been denied. There's no question about it. The Supreme Court of Canada has also said that. Now you're saying, no, that's not true. Well, *bonne chance pour ça*.

But with regard—

• 1710

Mr. de Savoye: *Je m'excuse—*

Mr. King: Let me finish. You asked me a question. I'd like the opportunity to finish. Let me talk to you about the employment assistance project—

Mr. de Savoye: Okay.

Mr. King: —which is a federal government operation in the province of Quebec. We are unable to have our people in *la belle province de Québec* learn French. We are denied that right. They cannot go through the unemployment insurance program to learn French. Other Canadians can do it. People from India, Germany, you name it, they can do it. Yet we're denied that. That's a federal government service. There are many others, too.

Where are they, Janet? You had a list there, the French-only communication that came out. Now, I know it's not under the Official Languages Act, but I spoke with Mr. Lavigne, who is our representative from the Bloc Québécois. We received a circular from all the Bloc Québécois members that told us about what was going on in Ottawa and how they were approaching the problem.

[Traduction]

Mr. de Savoye, I hope you will be able to pursue with your questions, without further interruption, for five minutes.

Mr. de Savoye: I appreciate your good wishes.

So, let us go back to where we left. You realize that the federal government, of which we are Members of Parliament, Senators, has direct responsibilities with regards to services that it must provide. If there are a few complaints regarding the violation of linguistic rights of francophones or anglophones, and that these complaints belong mostly to the jurisdiction of tribunals, they should follow that path and any opposition to the society project put forward by the current Quebec government should be dealt with by using the democratic tools that are available to the citizens in this context.

By way of introduction to my question, I would like to point out that the federal public service provides to the Quebec anglophones four times more personnel being able to speak English than to the francophones of the public service in the rest of Canada. And I'm talking per capita.

Because I'm directly concerned, as are the other Members around this table, I want to know if members of your association are happy with the way that the federal institutions apply regulations within your region?

M. King: Non, absolument non. Si nous sommes insatisfaits, c'est parce que l'on nie nos droits, comme les Nations Unies vous l'ont démontré à vous, monsieur, et au reste du monde entier. Il n'y a aucun doute à ce sujet. La Cour suprême du Canada l'a également dit. Vous me dites maintenant que ce n'est pas vrai. Eh bien, *good luck*.

Mais pour ce qui concerne. . .

M. de Savoye: *I am sorry. . .*

M. King: Laissez-moi terminer. Vous m'avez posé une question. J'aimerais qu'on me laisse finir. Permettez-moi de vous parler du projet d'aide à l'emploi. . .

M. de Savoye: D'accord.

M. King: . . . qui est un programme du gouvernement fédéral dans la province de Québec. Il est impossible à nos gens d'apprendre le français dans la belle province de Québec. On nous nie ce droit. Les anglophones ne peuvent pas se servir du programme d'assurance-chômage pour apprendre le français. Les autres Canadiens ont le droit de le faire, pourtant. Des gens de l'Inde, d'Allemagne, de tous les pays, ont ce droit. Et à nous, on nous nie ce droit. Il s'agit pourtant d'un service de l'administration fédérale. Il y a plusieurs autres exemples aussi.

Où sont-ils, Janet? Vous aviez une liste, ce communiqué en français seulement qui a été publié. Maintenant, je sais que ça n'a rien à voir avec la Loi sur les langues officielles, mais j'en ai parlé avec M. Lavigne, qui est notre représentant du Bloc québécois. Nous avons reçu une circulaire de tous les députés du Bloc québécois qui nous disaient ce qui se passe à Ottawa et comment ils envisageaient le problème.

[Text]

Tout est en français; il n'y a pas un mot en anglais.

I think that's a federal problem that we have. Grocery store labelling is a responsibility of the federal government. We have to continually do it ourselves, monitoring grocery store labelling, not because we're trying to make an issue and not because we're against the use of the French language, but we have senior people—65, 70, 75 and 80—who do not understand French,

qui ne comprennent pas le français.

They have to buy drugs, they have to buy food, and there are items in those foods that are being labelled only in French. We've made two complaints in the last year regarding pharmacy products with French-only labels.

McDonald's and their Winter Olympics: I had more members at my door complaining about that than enough. They didn't recognize the fact, on the labelling of the caps they were selling, that it was going for Canadian athletes. And there's a number of other ones.

Please bear with me for a moment. I support what you say about our French-speaking Canadians in the rest of Canada. I'm not here to say take from them and give to us. I just say that at this time in history our community is really in a critical situation. It wasn't that way 30 or 40 years ago, but today it is. On the mainland of Quebec it really is that way.

All we're asking is that you treat us in the same way. Give us some funding so that we can hold the community together. Don't worry about it, they're all going to be dead in 20 years. But let's keep them together so that we can at least have a Canadian way of life in the province of Quebec. That's all I'm trying to say.

M. de Savoye: Je reprendrai un peu plus tard. Je vais laisser la chance à d'autres de s'exprimer.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Monsieur Allmand, vous avez la parole.

Mr. Allmand: Mr. King, there were many things in your brief that I agree with. There are a few that I don't agree with and I don't think the English-speaking community of Quebec agrees with.

I certainly agree with you when you say the federal government has a role in protecting linguistic minorities in this country—anglophones in Quebec, francophones outside of Quebec—within their area of jurisdiction. I also agree with you when you say that Quebec and other provinces as well from time to time have had repressive language legislation—not just Quebec, other provinces too.

[Translation]

Everything is in French; there is not a word in English.

Je crois que c'est un problème fédéral que nous avons. L'étiquetage des produits d'épicerie est une responsabilité du gouvernement fédéral. Pour ce qui est de la surveillance de l'étiquetage des produits d'épicerie, nous sommes continuellement obligés de la faire nous-mêmes, non pas parce que nous cherchons un sujet de querelle et non plus parce que nous sommes contre l'emploi du français, mais nous comptons des personnes âgées—65, 70, 75 et 80 ans—qui ne comprennent pas le français,

who don't understand French.

Ces gens-là sont obligés d'acheter des médicaments, de la nourriture, et il y a des étiquettes sur ces produits alimentaires qui ne sont qu'en français seulement. Dans la dernière année, nous avons déposé deux plaintes concernant des produits en pharmacie dont les étiquettes étaient en français seulement.

McDonald et les Jeux olympiques d'hiver: Il y a eu plus de gens qui sont venus se plaindre à moi à ce sujet que sur toute autre question. Dans l'étiquetage des casquettes que la compagnie vendait, on avait omis le fait que la campagne s'adressait aux athlètes canadiens. Et il y a plusieurs autres exemples de ce genre.

Je vous en prie, écoutez-moi un instant. Je suis d'accord avec ce que vous dites au sujet des Canadiens d'expression française dans le reste du Canada. Je ne suis pas ici pour vous dire de leur enlever ce qu'ils ont pour nous le donner. Je dis seulement qu'à ce stade-ci de son histoire, notre communauté se trouve vraiment dans une situation critique. Ce n'était pas comme ça il y a 30 ou 40 ans, mais c'est le cas aujourd'hui. Sur tout le territoire québécois, c'est vraiment comme ça.

Tout ce que nous demandons, c'est qu'on nous traite de la même façon. Accordez-nous des subventions pour que nous puissions maintenir l'unité de notre communauté. Ne vous inquiétez pas, ils seront tous morts dans 20 ans. Mais gardons-les unis pour que nous puissions à tout le moins avoir un mode de vie canadien dans la province de Québec. C'est tout ce que je veux dire.

Mr. de Savoye: I will get back to that subject a little bit later. I will give the others the chance to express themselves.

The Joint-Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Mr. Allmand, you have the floor.

M. Allmand: Monsieur King, il y a plusieurs choses dans votre mémoire avec lesquelles je suis d'accord. Il y en a quelques-unes avec lesquelles je ne suis pas d'accord, et je ne crois pas que la communauté anglo-québécoise soit d'accord avec vous non plus.

Je suis certainement d'accord avec vous lorsque vous dites que le gouvernement fédéral a un rôle à jouer dans la protection des minorités linguistiques de notre pays—les anglophones du Québec, les francophones à l'extérieur du Québec—dans sa sphère de compétence. Je suis également d'accord avec vous lorsque vous dites que le Québec et d'autres provinces aussi ont en diverses époques adopté des lois linguistiques répressives—pas seulement le Québec, d'autres provinces aussi.

[Texte]

There are other things about which I would agree with you that you briefed, but I don't agree with you when you say in your brief that separation is inevitable, or that many people believe that separation is inevitable. That may please my friends in the Bloc Québécois, but I don't think most Quebecers think it's inevitable or most Canadians think it's inevitable or most Anglo-Quebeckers think it's inevitable.

Secondly, regarding the proposals you make for disallowance and with respect to Quebec Bill 86, that policy was put forward in both the federal election last year and in the recent provincial election by the Equality Party. In the election that I contested last fall, the Equality Party in their platform—and they argued it at every meeting—said the federal government should use what I believe to be the outdated power of disallowance, and that was overwhelmingly rejected in every English-speaking majority constituency. I don't think the Equality Party that proposed the solution you're proposing today got a thousand votes. The number was almost minuscule, and all the candidates of the Equality Party who proposed that solution were soundly defeated. That was the principal platform plank in the federal election.

With respect to Quebec Bill 86, while I would agree with you it's not a perfect solution, I think most English-speaking Quebecers feel it's an acceptable solution and a response to the United Nations. We just had an election a couple of weeks ago, and in my constituency of Notre-Dame-de-Grâce, the Equality Party put forward the same point of view as you're putting forward today, that Bill 86 was not an adequate response. That was totally rejected by the anglophone voters of Notre-Dame-de-Grâce. It was rejected on the west island and throughout the English-speaking areas of Montreal.

It's unfortunate. You make some very good points in your brief about the participation of anglophones in the public service of Quebec. I've raised that issue here time and again. It's not adequate and far below what it should be.

The funding of English-speaking groups compared to French-speaking groups is not what it should be. I've written to you on the issue of disallowance and Bill 86, and disallowance is a power of the Crown, not Parliament. Disallowance was introduced in 1867 as a power of the British Crown to disallow Canadian legislation and, in turn, allow the federal Crown to disallow provincial legislation. It's considered to be, in my view, completely outdated through constitutional convention. It hasn't been used since 1940 or 1941, especially since the repatriation of the Canadian Constitution. It's an outdated power.

[Traduction]

Il y a d'autres choses dans votre mémoire avec lesquelles je suis d'accord, mais je ne suis pas d'accord avec vous lorsque vous dites que la séparation est inévitable, ou que nombreux sont ceux qui croient que la séparation est inévitable. Cela fait peut-être plaisir à mes amis du Bloc québécois, mais je ne crois pas que la plupart des Québécois pensent que la séparation est inévitable ou que la majorité des Canadiens croient qu'elle est inévitable ou que la majorité des Anglo-Québécois pensent qu'elle est inévitable.

Deuxièmement, au sujet des propositions que vous faites pour le désaveu de la loi 86 du Québec, cette politique a été mise de l'avant tant lors des élections fédérales l'an dernier que dans la récente campagne provinciale du Parti Égalité. Aux élections où je me suis présenté, à l'automne de l'an dernier, le Parti Égalité dans son programme—et c'est ce qu'il faisait valoir à chaque assemblée électorale—disait que le gouvernement fédéral devait recourir à ce que je crois être le pouvoir désuet du désaveu, et cette thèse a été repoussée sans la moindre équivoque dans toutes les circonscriptions où les anglophones sont majoritaires. Si je me souviens bien, le Parti Égalité, qui proposait la solution que vous proposez aujourd'hui, n'a même pas recueilli 1 000 voix. C'était un nombre de voix presque minuscule, et les candidats du Parti Égalité qui ont mis de l'avant cette proposition ont mordu la poussière. C'était le principal article de son programme électoral lors des élections fédérales.

• 1715

Pour ce qui concerne la loi 86 du Québec, même si je suis d'accord avec vous pour dire que ce n'est pas une solution parfaite, je crois que la plupart des Anglo-Québécois estiment que c'est une solution acceptable et une bonne réaction au rapport des Nations unies. Des élections viennent d'avoir lieu, il y a quelques semaines, et dans ma circonscription de Notre-Dame-de-Grâce, le Parti Égalité a mis de l'avant le point de vue que vous défendez aujourd'hui, à savoir que la loi 86 n'était pas une réponse suffisante. Cette thèse a été rejetée massivement par les électeurs anglophones de Notre-Dame-de-Grâce. Cette thèse a été rejetée aussi dans le West Island et dans tous les autres comtés anglophones de Montréal.

C'est malheureux. Vous faites quelques bonnes observations dans votre mémoire sur la présence des anglophones dans la fonction publique du Québec. J'ai soulevé plusieurs fois cette question. Cette présence est insuffisante et de loin inférieure à ce qu'elle devrait être.

Le financement accordé aux groupes anglophones comparativement à celui accordé aux groupes francophones n'est pas ce qu'il devrait être. Je vous ai écrit au sujet du désaveu de la loi 86, et je vous rappelle que le désaveu est un pouvoir de la Couronne, et non du Parlement. Le pouvoir de désaveu remonte à 1867, et c'était là la prérogative qu'avait la Couronne britannique de désavouer toute loi canadienne, et l'on donnait ainsi à la Couronne fédérale le pouvoir de désavouer les lois provinciales. À mon avis, ce pouvoir est tombé dans une désuétude complète avec l'évolution des conventions constitutionnelles. On n'y a pas eu recours depuis 1940 ou 1941, tout particulièrement depuis la canadianisation de la Constitution. C'est un pouvoir désuet.

[Text]

It is stated in our Canadian Constitution that the Crown, the Governor General and the Queen, need not sign legislation. If we look at the strict wording of the Constitution, the Governor General could refuse to sign legislation, but there's a strong constitutional convention against that. It's out of use and no longer applicable. It's the same, I believe, with the disallowance power.

Aside from the suggestion you make, I don't know how you would answer that. In my own constituency of NDG where there's about 70% to 80% anglophones, they rejected the Equality proposal to both use disallowance and reject Bill 86 in the recent election. The headline in *The Gazette* this morning said English signs blossomed under the Liberals, according to the Parti Québécois. I don't think it goes that far, but Bill 86 was a great improvement.

My main question is with respect to the representativeness of the proposals on disallowance and Bill 86. I don't think you really represent the views of English-speaking Quebecers.

Mr. King: You may be absolutely right, Mr. Allmand. I view the results of the election as meaning that those in the English-speaking community are federalists, and they see you, Mr. Allmand, as a federalist. They supported you in the federal election, and they also supported the Liberal Party very strongly—80% to 90%—in the provincial election. But I don't think it was based on these issues of whether they were happy with Bill 86. That's just my opinion. You're certainly much more adept at politics than I am.

I would like to remind you, Mr. Allmand, that a Minister of Justice of Canada wrote to the United Nations in 1992 and said that the Canadian government would never allow a provincial government to pass legislation that would violate the international covenant. The only method open to the government at that time was, and still is, the use of the disallowance clause.

I'd also suggest it was one of the things the Charlottetown accord tried to remove.

• 1720

Mr. Allmand: I'm finished.

Mr. King: May Mr. Burdon make a response?

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Yes, you may make a short response, Mr. Burdon.

Mr. Neil Burdon (Chairman, Board of Directors, Chateauguay Valley English-Speaking Peoples Association): Madam Chairman, with all due respect to Mr. Allmand's analysis of the Quebec election, due to the severity of what was at stake in Quebec I don't think any of us could really analyse any particular issue as to the interpretation of the results.

I think people voted overwhelmingly Liberal—I'm talking about the English-speaking community—to preserve the unity of Quebec with Canada. So I don't think the issue of Bill C-86 or the disallowance clause really was an effective thing in the election itself. I think the issue was more national unity than anything else.

[Translation]

Il est dit dans la Constitution canadienne que la Couronne, à savoir le gouverneur général et la reine, n'ont pas besoin de ratifier les lois. Si l'on examine le libellé exact de la Constitution, on voit que le gouverneur général peut refuser de ratifier une loi, mais les conventions constitutionnelles s'opposent vigoureusement à cela. C'est un pouvoir désuet, qui ne s'applique plus. Je crois que c'est la même chose pour le pouvoir de désaveu.

Outre cette recommandation que vous faites, je ne vois pas ce que vous pouvez répondre à cela. Dans ma propre circonscription de Notre-Dame-de-Grâce, qui est constituée d'anglophones à 70 ou 80 p. 100, on a rejeté lors des dernières élections la proposition du Parti Égalité visant à faire désavouer la loi 86. En première page de la *Gazette* de ce matin, on dit que l'affichage anglais a fleuri sous le gouvernement Libéral, si on en croit le Parti québécois. Je crois que c'est exagéré, mais la loi 86 représentait une grande amélioration.

Ma question principale a trait au caractère représentatif des propositions qui sont faites sur le désaveu de la loi 86. Je ne crois pas que vous représentiez vraiment les vues des Anglo-Québécois.

M. King: Vous avez peut-être parfaitement raison, monsieur Allmand. À mon avis, les résultats du dernier scrutin prouvent que la communauté anglo-québécoise est fédéraliste, et qu'elle vous considère, vous, monsieur Allmand, comme un fédéraliste. Elle vous a soutenu lors des élections fédérales, et elle a également soutenu très fortement le Parti libéral—dans une proportion se situant entre 80 et 90 p. 100—lors des élections provinciales. Mais je ne crois pas que ce soutien signifie que la communauté anglo-québécoise est heureuse de la loi 86. Ce n'est que mon opinion à moi. Vous êtes un politicien certainement plus compétent que moi.

J'aimerais vous rappeler, monsieur Allmand, que le ministre de la Justice du Canada a écrit aux Nations unies en 1992 et affirmé que le gouvernement canadien ne permettrait jamais à un gouvernement provincial d'adopter des lois qui contreviendraient au pacte international. Le seul recours qu'avait alors le gouvernement fédéral, et dont il dispose encore, c'était le recours à la clause de désaveu.

Je vous rappelle aussi que c'est l'une des choses que l'on voulait éliminer dans l'Accord de Charlottetown.

M. Allmand: J'ai terminé.

M. King: M. Burdon peut-il répondre?

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Vous pouvez donner une brève réponse, monsieur Burdon.

M. Neil Burdon (président, Conseil d'administration, Association des citoyens de langue anglaise de la vallée de Chateauguay): Madame la présidente, M. Allmand a présenté une analyse fort intéressante des élections du Québec, mais compte tenu de l'importance des enjeux, je ne crois pas que nous puissions vraiment interpréter ces résultats.

Je crois que la majorité des gens de langue anglaise ont voté pour le Parti libéral pour que le Québec demeure au sein du Canada. Je ne crois pas que le projet de loi C-86 ou la disposition sur le désaveu a joué un rôle important lors des élections. Je crois qu'il s'agissait surtout d'abord et avant tout de l'unité nationale.

[Texte]

Ms Hicks: Madam Chairman, could I just answer one other item Mr. Allmand had mentioned? He mentioned that he disagreed with a statement we had made about separation being accepted as inevitable.

We were not expressing an opinion there. We were reporting on a fact that all recent polls have indicated that the vast majority of Quebecers do accept that it is inevitable some day, not necessarily in the next six months, but all the polls have indicated that Quebecers do believe it's inevitable. We were just reporting on that in our brief.

Mr. Allmand: I think it's unfortunate.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Mr. Ringma, please go ahead.

Mr. Ringma: First of all, Mr. King, thank you for your presentation. I'm not here to argue with you—I hope. I'm here, honestly, to get more information than I now have. In that connection, we have had as witnesses here the Alliance Québec. I'm pleased now that your group is here as another representation of that.

I would like to ask you what is your relationship with Alliance Québec. They describe themselves as an umbrella organization for English-speaking societies or groups in Quebec. I take it that you are similar, but I'd like to know what is your relationship with them.

Perhaps you can go from there to the funding aspect. I recall that they are substantially more heavily funded from the federal government than is your group.

Mr. King: It's true. Initially Alliance Québec was an umbrella group for the English-speaking community—that was eight years ago—but each regional association has developed its own charter. They operate independently. We try to work in harmony, but it's always hard to get groups together.

We consider Alliance Québec as one of the seven regional associations, responsible pretty well for the island of Montreal, where they have some 700,000 English-speaking people. But the Gaspé, the Eastern Townships, CVESPA, the Outaouais Alliance—they're all separate and completely independent.

Mr. Ringma: How about a breakdown of funding?

Mr. King: Of course, initial funding went to Alliance Québec probably because of the concept that they would continue to be an overall umbrella group. They still receive the majority of funding. Out of the \$2,300,000 that came into the province they received \$1,300,000.

[Traduction]

Mme Hicks: Madame la présidente, pourrais-je répondre à un des commentaires de M. Allmand? Il a dit qu'il n'était pas d'accord avec ce que nous avons dit, soit que la séparation du Québec était perçue comme étant inévitable.

Ce n'est pas une opinion que nous mettons de l'avant. Nous faisons simplement état du fait que les derniers sondages ont tous indiqué que la grande majorité des Québécois acceptent qu'un jour ou l'autre, et non pas nécessairement au cours des six prochains mois, le Québec se séparera; tous les sondages ont indiqué que les Québécois savent que c'est inévitable. Nous avons simplement rapporté ces faits dans notre mémoire.

M. Allmand: Je crois que c'est regrettable.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Monsieur Ringma, vous avez la parole.

M. Ringma: Je tiens d'abord à vous remercier, monsieur King, de votre exposé et de vos commentaires. Je ne suis pas ici pour me disputer avec vous—je l'espère. Je suis honnêtement ici pour obtenir de plus amples renseignements. Nous avons déjà accueilli des représentants d'Alliance Québec. Je suis heureux que nous puissions entendre votre groupe aujourd'hui.

J'aimerais que vous m'en disiez un peu plus long sur vos rapports avec Alliance Québec. Ce groupe se décrit comme étant un organisme-cadre représentant les sociétés ou groupes anglophones du Québec. J'en déduis que vous êtes un groupe ayant les mêmes fonctions; j'aimerais cependant que vous parliez de vos rapports avec Alliance Québec.

Puis vous pourriez nous en dire un peu plus long sur le financement. Si je ne me trompe, ils reçoivent une aide financière beaucoup plus importante du gouvernement fédéral que votre groupe.

M. King: C'est exact. À l'origine, Alliance Québec était une organisation-cadre pour la communauté anglophone—cela remonte à huit ans—mais chaque association régionale a depuis adopté son propre acte constitutif. Chaque association régionale fonctionne de façon indépendante. Nous essayons de travailler en accord, mais il est toujours difficile d'assurer la rencontre de tous les groupes.

À nos yeux, Alliance Québec est une des sept associations régionales, et elle est essentiellement responsable pour l'île de Montréal, où vivent quelque 700 000 anglophones. Mais les autres groupes régionaux comme celui de la Gaspésie, des Cantons de l'Est, notre groupe, l'Alliance de l'Outaouais, il s'agit là de groupes distincts et complètement indépendants.

M. Ringma: Pouvez-vous me donner un aperçu du financement de ces groupes?

M. King: Bien sûr, à l'origine, le financement était accordé à Alliance Québec probablement parce qu'on pensait que ce groupe continuerait à être l'organisation-cadre. En fait, Alliance Québec reçoit toujours la plus grande part du gâteau. Sur les 2 300 000\$ affectés à la province, ils reçoivent 1 300 000\$.

[Text]

Our association received this year \$83,000. Normally we might have received \$90,000 or \$100,000. We've been reduced. We also received, as all the other groups did, project funding. This year our association was denied project funding. So we will have to operate this year on \$83,000 from the federal government. We have a total budget of about \$160,000. That included the special grant we'd received the previous year.

So this year it's \$80,000 from the federal government, with the threat of it being reduced by half. We pick up from our 7,000 members a sum of \$40,000 to \$50,000 in donations. That's the way we operate.

• 1725

Mr. Ringma: Pursuing the Bill 101 and Bill 86 issue, you say you've gone after the Prime Minister and that you've had a reaction from the Minister of Justice. In your brief you say you're looking to this committee to address that, but from my experience with this committee, I don't think it's the avenue. Where else do you think you must go with that?

Mr. King: I think we have to continue our discussions with the Minister of Justice, the Prime Minister and members of Parliament, and that's why we hope to get the message moving through this committee. We have already approached the United Nations and pointed out to them that Bill 86 does not meet the requirements of their April 1993 ruling. Their ruling was clear that you cannot deny the use of a language for commercial reasons or otherwise.

Bill 86 presently requires that French be twice the size of English on any commercial signs attached to buildings or inside buildings. I don't believe that in itself is a violation of the international covenant, but certainly the fact that you cannot put a sign 30 feet away from your building, cannot put a sign on a bus or in a bus station or on a highway billboard in a language other than French is a continuation of the violation of article 19 of the international charter.

Mr. McWhinney (Vancouver Quadra): Mr. King, the committee is grateful to you for appearing before it, and it's here to help you and your colleagues. I hope you'll allow me to make a couple of prefatory remarks leading up to a more concrete question.

Regarding Mr. Allmand's remarks on the power of reservation and disallowance as constitutionally true today, I think most constitutional lawyers would feel that it has lapsed into desuetude and therefore is unconstitutional in its use today. I wouldn't say that completely excludes the possibility, but for all practical purposes it suggests you might have to look elsewhere.

Similarly, although rulings of the United Nations Committee on Human Rights are enormously morale-boosting, under the United Nations charter they're not provided with any means of enforcement under international or national law, and

[Translation]

Cette année, notre association a reçu 83 000\$. Dans des circonstances normales, nous aurons pu recevoir 90 000 ou 100 000\$. Notre financement a été réduit. Nous recevions également, comme tous les autres groupes, un financement de projet. Cette année, notre association n'a pas reçu un financement spécial pour des projets. Nous devons donc nous tirer d'affaires cette année avec les 83 000\$ que nous avons reçus du gouvernement fédéral. Nous avons un budget total d'environ 160 000\$. Ce montant comprend la subvention spéciale que nous avons reçue l'année précédente.

Cette année, nous recevons 80 000\$ du gouvernement fédéral et on nous a même dit que ce montant pourrait être réduit de moitié. Nous obtenons sous forme de dons de nos 7 000 membres entre 40 000 et 50 000\$. C'est là notre budget.

M. Ringma: Pour ce qui est des lois 101 et 86, vous avez dit que vous vous étiez adressés au premier ministre et que vous aviez obtenu une réponse du ministre de la Justice. Dans votre mémoire, vous signalez que vous espérez que notre comité se penchera sur la question, mais d'après ce que je connais du fonctionnement du comité, je ne crois pas que ce soit la meilleure solution. À qui d'autre pensez-vous devoir vous adresser?

M. King: Je crois que nous devons poursuivre nos discussions avec le ministre de la Justice, le premier ministre et les députés, et c'est pourquoi nous espérons que votre comité pourrait transmettre notre message. Nous avons déjà communiqué avec les Nations Unies pour signaler que la loi 86 ne répond pas aux exigences énoncées dans la décision d'avril 1993. La décision des Nations Unies était bien claire: vous ne pouvez pas interdire l'usage d'une langue à des fins commerciales ou autres.

La loi 86 stipule que tout affichage en français doit être deux fois plus gros que l'affichage en anglais sur toute affiche commerciale que l'on retrouve à l'extérieur ou à l'intérieur des immeubles. Je ne crois pas que cela en soi représente une infraction au pacte international, mais le fait que vous ne puissiez pas placer une affiche à 30 pieds de votre immeuble, ne pouviez pas mettre une affiche sur un autobus ou dans un abri d'autobus ou le long d'une autoroute dans une langue autre que le français, représente en fait une infraction à l'article 19 de la charte internationale.

M. McWhinney (Vancouver Quadra): Monsieur King, le comité vous est reconnaissant d'être venu cet après-midi. Nous sommes ici pour vous aider, vous et vos collègues. J'espère que vous me permettrez de faire quelques commentaires liminaires avant de passer à ma première question.

En ce qui a trait aux commentaires de M. Allmand à l'égard du pouvoir de réserve et du pouvoir de désaveu qui, il l'a signalé, existent encore dans la Constitution, je crois que la majorité des spécialistes du droit constitutionnel diraient que ces droits sont tombés en désuétude et qu'ils seraient en fait non constitutionnels aujourd'hui. Je ne dis pas qu'il serait impossible d'avoir recours à ces droits, mais à toutes fins utiles, je crois qu'il faudrait songer à une autre façon d'attaquer le problème.

De la même façon, même si les décisions rendues par le Comité des droits de l'homme des Nations Unies sont fort encourageantes, aux termes de la Charte des Nations Unies, elles n'engagent aucun gouvernement dans le cadre du droit

[Texte]

that's one of the realities. We are still left with the problem. You will know the Latin maxim *ub jus, ibi remedium*, so we would have to look for arenas and processes by which you and your colleagues could pursue cases if you felt your rights had been hurt.

Have you considered pursuing concrete cases before national and provincial tribunals; for example, the route before Quebec courts of invoking the Quebec Charter of Rights, the provincial charter, and the Supreme Court of Canada invoking the Canadian Charter of Rights? Law is not made by Parliament alone, and in our times it's not thought to be made by executive alone, as Mr. Allmand suggested was the main argument against reservation and disallowance. The law is developed in certain dialectical ways through the testing of cases before the courts.

Have you considered approaching the Quebec or federal justice ministries for a grant in aid to pursue concrete cases? You would have to have a concrete case. I see my distinguished colleague Senator Carstairs beside me, and in her province there was a testing, if you remember, of official language legislation in connection with a parking ticket that was issued unilingually.

Compatibly with the laws that exist and the realities of the limitations of the executive route that you've outlined and also the practical, concrete limitations to the United Nations route—except as a moral aid to other actions—have you seriously considered pursuing the judicial route?

It is the contemporary way of making law for citizens to raise it. Their cases might not always be accepted on the facts, but it seems to me a very viable action and perhaps—when you mentioned but didn't make precise other means you had resorted to—one that might deserve your attention.

Mr. King: Janet wants to say a word, but while Mr. Allmand is still in the room, I'd like to say the court challenges program is what we need.

Mr. Allmand: It's going to be brought back.

Mr. King: Yes, but it hasn't been.

Mr. McWhinney: A case like yours might well stimulate the return.

Mr. King: We pray.

Ms Hicks: Although you're quite right that the legal challenges are always important and the funding should be available to help individuals with these causes, we're in the situation we're in not because of the need for legal challenges. Many challenges have been brought and have gone all the way through the courts, and the reality of our community in Quebec is very well-known.

[Traduction]

national ou international. Et c'est une chose qu'il faut reconnaître. Cela ne change rien au problème. Vous connaissez sans aucun doute la maxime latine *ub jus, ibi remedium*; il vous faudra donc trouver d'autres tribunes, d'autres processus si vous et vos collègues êtes d'avis qu'on a violé vos droits.

Avez-vous songé à saisir des tribunaux provinciaux ou nationaux de certains dossiers concrets; par exemple, vous adresser aux tribunaux du Québec en disant qu'on a enfreint la Charte québécoise des droits et libertés de la personne, la charte provinciale, et à la Cour suprême du Canada en disant qu'on n'a pas respecté les dispositions de la Charte canadienne des droits et libertés? Les lois ne sont pas simplement l'oeuvre du Parlement, et de nos jours on ne croit pas que seul l'exécutif puisse s'occuper de ces choses; M. Allmand a d'ailleurs signalé que c'était la principale raison pour laquelle on s'était opposé aux pouvoirs de réserve et de désaveu. La loi suit les règles de la dialectique en ce sens que des causes passent l'épreuve des tribunaux.

Avez-vous songé à communiquer avec les ministères de la Justice provincial et fédéral pour demander une subvention afin de vous permettre de préparer des causes concrètes dont seraient alors saisis les tribunaux? Vous devez avoir une cause bien concrète. Mon honorable collègue, la sénateur Carstairs, est à mes côtés, et dans sa province on a contesté, si vous vous souvenez bien, la Loi sur les langues officielles à l'égard d'une contravention dont le texte n'était disponible que dans l'une des deux langues officielles.

• 1730

Vous devez bien sûr tenir compte des lois qui existent, et des limites qui sont imposées à l'exécutif—vous les avez d'ailleurs signalées. Il ne faut pas oublier non plus que c'est bien beau de s'adresser aux Nations unies, mais que toute décision rendue par cette organisation ne représente tout compte fait qu'une aide morale; avez-vous sérieusement songé à avoir recours aux tribunaux?

Il s'agit là du recours contemporain des citoyens. Les tribunaux n'accepteront pas nécessairement d'entendre la cause, mais cela semble être une façon fort viable d'agir, un recours qui vaut la peine d'être étudié. Vous n'avez pas vraiment décrit toutes les autres méthodes auxquelles vous aviez eu recours.

M. King: Janet aimerait dire quelques mots, mais avant que M. Allmand ne quitte la salle, j'aimerais dire que ce dont nous avons besoin c'est du programme de contestation judiciaire.

M. Allmand: Il sera rétabli.

M. King: Mais cela n'a pas encore été fait.

M. McWhinney: Une affaire comme la vôtre pourrait accélérer le rétablissement d'un tel programme.

M. King: Nous l'espérons.

Mme Hicks: Vous avez bien raison de dire que les contestations judiciaires sont toujours importantes, et qu'il devrait exister une source de financement afin d'aider les particuliers dans ces circonstances; mais la situation dans laquelle nous nous retrouvons aujourd'hui n'existe pas tout simplement parce qu'il n'y a pas de programme de contestation judiciaire. Nombre de contestations ont été présentées et ont même été étudiées par les tribunaux, et la situation dans laquelle se trouve notre communauté au Québec est bien connue.

[Text]

What we are asking is that the Government of Canada accept its responsibility toward our community in Quebec and toward expressing Canadian values in Quebec. If this had been done twenty years ago forcefully, consistently and with enthusiasm by a Canadian government, I don't think we'd be facing the situation we're in today. What we want is political will on the part of the government, not for the Prime Minister to tell us just to go back through the courts again and be happy.

Mr. McWhinney: Constitutional lawyers wouldn't regard the advice to go to the courts as an abdication of power. The experience of the United States, Germany and Japan in recent times has been the courts have been a more dynamic instrument for making law. Laws are cast in general terms, often very hastily, and the dialectical process the courts offer in many cases is a way of refining them and giving legislators second thoughts.

I think if you studied the civil rights movement in the United States, for example, you'd see how fruitful the approach can be. So my suggestion would be to consider it carefully. Even though the program Mr. Allmand was referring to was dropped, it is very close to being reintroduced, and pressure such as yours might allow it to happen.

Ms Hicks: You see, when we do go through the whole legal process, we don't even have the Canadian government willing to stand up for its own signature on international covenants. When we have gone the full route to the United Nations, we've had our own Canadian government arguing against our right by refusing to even defend their signature on the international covenant.

Mr. McWhinney: Our problem is that although the UN committee might establish the interpretation of the covenant as applying in Canadian cases, we are still unfortunately caught in this terrible constitutional dichotomy with sections 91 and 92. Although there might be a ruling, even of an international court—which doesn't have jurisdiction on the UN covenant, but even if there were—we're still limited by the parameters of constitutional power.

The federal government could not implement an international decision if it were not within federal constitutional power. It's one of the dilemmas of our Constitution. That's why I think going to the national courts and the Quebec provincial courts is a better, more concrete and more immediate way. I hope, therefore, you'll feel encouraged to pursue it.

Senator Nolin: Thank you, Mr. King, for your presence.

In answer to my honourable colleague, Mr. de Savoye, you referred to the problem for your community in having access to French classes. That's my first question; I want you to elaborate on that.

[Translation]

Nous demandons simplement au gouvernement du Canada d'accepter sa responsabilité à l'égard de notre communauté au Québec; il doit exprimer des valeurs canadiennes au Québec. Si on l'avait fait de façon catégorique il y a vingt ans, si un gouvernement canadien l'avait fait avec enthousiasme, nous ne nous retrouverions pas dans la situation que nous vivons aujourd'hui. Ce que nous voulons c'est une volonté politique de la part du gouvernement. Nous ne voulons pas simplement que le premier ministre nous dise de nous tourner à nouveau vers les tribunaux et de nous contenter de cela.

M. McWhinney: Les spécialistes du droit constitutionnel ne croiraient pas que la suggestion de recourir aux tribunaux représente un abandon volontaire de pouvoir. L'expérience vécue aux États-Unis, en Allemagne et au Japon au cours des dernières années montre que les tribunaux ont été un mécanisme dynamique d'élaboration des lois. Les lois sont élaborées en termes généraux, parfois de façon très rapide, et le processus dialectique offert dans nombre de circonstances par les tribunaux représente une façon de peaufiner le texte et faire réfléchir les législateurs.

Je crois que si vous étudiez le mouvement pour la défense des droits de l'homme aux États-Unis, par exemple, vous constateriez l'utilité de ce type de recours. Je vous exhorte donc à étudier cette possibilité de très près. Même si le programme dont M. Allmand parlait a été abandonné, il est sur le point d'être rétabli, et les pressions que pourrait exercer votre groupe pourraient en fait accélérer ce processus.

Mme Hicks: Même quand nous avons recours aux tribunaux, le gouvernement n'est même pas disposé à défendre sa signature des Pactes internationaux. Lorsque nous nous sommes adressés aux Nations unies, notre propre gouvernement a contesté notre intervention et a même refusé de défendre sa signature du Pacte international.

M. McWhinney: Le fait est que, même si le Comité des Nations unies donne une interprétation du Pacte et précise qu'il vaut pour les causes canadiennes, nous nous retrouvons dans cette terrible dichotomie constitutionnelle en raison des articles 91 et 92. Même si une décision est rendue par un tribunal international—qui n'a pas compétence pour le Pacte des Nations unies—et quand bien même ce serait le cas—nous sommes toujours limités par les paramètres du pouvoir constitutionnel.

Le gouvernement fédéral ne pourrait pas mettre en application une décision internationale si cela allait à l'encontre des pouvoirs qu'il a reçus dans la Constitution. C'est l'un des dilemmes que pose notre Constitution. C'est pourquoi je crois que s'adresser aux tribunaux du Québec et aux tribunaux fédéraux est une façon plus concrète et plus pratique de procéder. J'espère ainsi que vous aurez recours à nos tribunaux.

Le sénateur Nolin: Merci, monsieur King, d'être venu cet après-midi.

En réponse à un commentaire de mon honorable collègue, M. de Savoye, vous avez dit que votre communauté avait des difficultés à obtenir des cours de français. C'est l'objet de ma première question. J'aimerais que vous nous en disiez un peu plus long.

[Texte]

My second question is what would you do with more funding? Be more specific on what kind of projects you would start with more funding from the federal government.

• 1735

Mr. King: I'll answer the first part and then maybe Jan, who is responsible for program development, can speak.

Senator Nolin: I'm a bit amazed by the answer on the first one.

Mr. King: The first part concerned the federal government making funds available through manpower training programs for people on unemployment insurance. This is for training in the French language in the province of Quebec so they can get a job. However, people who went to English schools in the province of Quebec are not permitted to participate in that program.

Senator Nolin: Do you have that in writing?

Mr. King: Oh yes, absolutely. It's a regulation.

I'll just lead into one of the questions. One of the things we would do with the money is to continue a training program. We're the only ones in southwest Quebec who are making it available in English for welfare recipients and people coming out of school to come in and learn how to run computers and office procedures. Then we tell them—we used to do this—to go to the UIC office. These people think they qualify for UI so they try to take French training. However, they're refused.

If you were educated in the province of Quebec, you are not eligible for training in the French language through the manpower program. We'll get you the documentation.

Senator Nolin: Please.

Mr. King: On the second part, maybe Jan could take that. It concerns what we do with the moneys we have, besides giving you a raise.

Ms Hicks: Our organization has a large area to serve. There are very distinct communities within southwest Quebec. In the rural areas there are larger towns like Chateaugay and Hudson. With only two people in our office, it is very difficult for us to effectively and completely serve the 45,000 people in the community who need help with daily problems they bring to us. We just don't have the resources to help them. We should be out in this community and doing much more than we are able to do with one office and two people.

One problem they bring to us, in addition to trying to get services in English, is trying to find a place to place their elderly parents. People can't even find a residence for seniors in which their parents can receive care in English. Sometimes they have to go across the border into Ontario.

[Traduction]

J'aimerais de plus que vous me disiez à quoi seraient utilisés les fonds supplémentaires si vous pouviez en obtenir? Donnez-nous un peu plus de détails sur les genres de projets que vous aimeriez organiser si le gouvernement fédéral vous accordait un financement plus important.

M. King: Je répondrai à la première partie de votre question puis Jan, qui est responsable de l'élaboration des programmes, pourra répondre à la deuxième question.

Le sénateur Nolin: Je suis un peu étonné par la réponse à la première.

M. King: Vous m'avez demandé plus de renseignements sur le financement accordé par le gouvernement fédéral par l'entremise des programmes de formation de la main-d'œuvre pour les prestataires de l'assurance-chômage. Il s'agit d'une aide financière assurée pour la formation linguistique en français au Québec. Ils auront plus de facilité à obtenir un emploi s'ils comprennent le français. Cependant, ceux qui sont allés à l'école anglaise au Québec ne peuvent pas participer à ce programme.

Le sénateur Nolin: Vous avez tout cela par écrit?

M. King: Oh oui. Il s'agit d'un règlement.

Ce qui m'amène à répondre en quelque sorte à la deuxième question. Si nous avions une aide financière accrue, nous poursuivions un programme de formation. Nous sommes les seuls dans le sud-ouest du Québec à offrir une formation en anglais aux prestataires du bien-être social et à ceux qui viennent de terminer leurs études. Nous leur enseignons comment fonctionnent les ordinateurs, comment gérer un bureau. Puis nous leur disons—c'est ce que nous faisons—de s'adresser au bureau de l'assurance-chômage. Ces personnes croient qu'elles sont admissibles à l'assurance-chômage et elles essaient d'obtenir une formation en français. Cependant leurs demandes sont refusées.

Si vous avez fait vos études en anglais au Québec, vous n'avez pas accès aux cours de français offerts dans le cadre du programme de main-d'œuvre. Je pourrai vous fournir les documents pertinents.

Le sénateur Nolin: Merci.

M. King: Pour ce qui est de la deuxième question, Jan pourra y répondre. Vous vouliez savoir ce que nous faisons avec les sous que nous recevons, outre vous donner un meilleur salaire.

Mme Hicks: Nous desservons une région qui est vaste. Il y a des communautés fort distinctes qui vivent dans le sud-ouest du Québec. Dans les régions rurales, il y a les villes plus importantes comme Chateaugay et Hudson. Nous avons seulement deux employés, et il nous est très difficile d'offrir des services complets et efficaces aux 45 000 personnes de la communauté qui ont besoin d'aide pour régler des problèmes quotidiens. Nous n'avons tout simplement pas les ressources nécessaires. Nous devrions visiter les diverses localités et faire beaucoup plus que nous ne pouvons le faire quand nous n'avons qu'un bureau et deux employés.

En plus d'essayer d'obtenir des services en anglais, ces gens s'adressent à nous par exemple pour trouver un foyer pour leurs parents qui sont assez âgés. Les gens ne peuvent même pas trouver un foyer pour les personnes âgées où leurs parents pourraient recevoir des soins en anglais. Ils doivent parfois obtenir ces services en Ontario.

[Text]

Parents with children who have learning disabilities are desperate. They come to us unable to find the resources to help their children in their local area.

It's a poor area. We have the highest unemployment, I think, in the province. We have the highest number of people on welfare. It's a poverty-stricken community.

On top of that, the resources are not available for all the problems of families anywhere. The resources are just not available to help them meet those problems. We do the best we can with two people, but there's so much left undone that it's heartbreaking.

Mr. King: Senator Nolin, you'll appreciate that what we're talking about is not only in our area, but in the Gaspé, the townships and mainline Quebec. All too often people think of Montreal as English Quebec, but there are 200,000 people in the outlying areas.

When a young family leaves, we don't just lose two adults and three children. Those three children were enough to keep a class open; now we can't do that. Those two adults participated in their church, the scouts and the girl guides.

The infrastructure of our community is falling apart. We are trying to keep that infrastructure alive. We want more money to improve the quality of life of our community.

• 1740

Ms Hicks: A lady just came to me last week, an older person who, because there is no resource available...there are groups that function in French to provide support to cancer patients, but there is nothing in English. These are three or four elderly ladies who are trying, on their own, to organize a cancer support group. They have nowhere to turn. They go to the CLSC, and the CLSC tells them to come to see us. They don't have the resources to provide any support at all to people who want to help maintain their communities in English and try to create the resources that they need. There just is no support for them in the community. It all comes back to our doorstep.

Senator Nolin: So the money would be directed to salaries for more support people to help you and your assistant—

Ms Hicks: To get out and help people in the community, yes.

Senator Nolin: Thank you very much. *Merci, madame la présidente.*

Mr. King: Mr. Whittaker was wondering if he might—

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Relating to the questions from Senator Nolin?

[Translation]

Les parents dont les enfants ont des difficultés d'apprentissage ne savent plus où donner de la tête. Ils s'adressent à nous car ils ne peuvent pas trouver les ressources nécessaires pour aider leurs enfants dans la région.

La région est pauvre. Nous avons le taux de chômage le plus élevé, si je ne me trompe, dans la province. Nous avons le pourcentage le plus élevé de prestataires de prestations de bien-être social. Il s'agit d'une communauté très pauvre.

De plus, nous n'avons pas les ressources nécessaires pour régler les problèmes des familles. Nous faisons tout ce que nous pouvons même si nous n'avons que deux employés, mais il y a beaucoup de choses dont nous ne pouvons nous occuper, et cela nous fend le cœur.

M. King: Sénateur Nolin, vous comprendrez que les problèmes dont nous faisons état ne se limitent pas à notre région, mais touchent également la région de la Gaspésie, les Cantons de l'Est et en fait l'ensemble de la province. Trop souvent, les gens pensent que les anglophones du Québec vivent à Montréal, mais il y a quand même 200 000 anglophones qui vivent à l'extérieur de la ville de Montréal.

Lorsqu'une jeune famille quitte la région, nous ne perdons pas simplement deux adultes et trois enfants. Ces trois enfants permettraient d'avoir une classe de plus; nous perdons donc une classe. Ces deux adultes participaient aux activités de leur église, s'occupaient des scouts et des guides.

L'infrastructure de notre communauté s'effondre. Nous essayons d'assurer sa survie. Nous voulons plus d'argent pour améliorer la qualité de vie de notre communauté.

Mme Hicks: Une femme est venue me consulter la semaine dernière, il s'agit d'une dame assez âgée, qui a dû s'adresser à moi parce qu'il n'existe aucune ressource dans la région... Il y a des groupes francophones qui offrent un soutien aux cancéreux, mais il n'existe rien en anglais. Il s'agit de trois ou quatre dames assez âgées qui essaient d'elles-mêmes de mettre sur pied un groupe de soutien pour les cancéreux. Elles ne savent pas à qui s'adresser. Elles s'adressent au CLSC, et on leur dit de s'adresser à nous. Elles n'ont pas les ressources nécessaires pour offrir un soutien à tous ceux qui veulent de l'aide pour assurer la survie de leurs communautés anglophones. Elles n'arrivent pas à créer les ressources dont elles ont besoin. Il n'existe aucun appui pour elles dans notre communauté. C'est à nous qu'elles finissent par s'adresser.

Le sénateur Nolin: Ainsi, cet argent serait utilisé pour payer les salaires davantage de personnel de soutien qui vous aiderait ainsi que votre adjoint... .

Mme Hicks: Cela nous permettrait de sortir du bureau et d'aller aider les jeunes dans la communauté..

Le sénateur Nolin: Merci beaucoup. *Thank you, Madam Chairman.*

M. King: M. Whittaker se demandait s'il pouvait... .

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Ses commentaires portent sur les questions posées par le sénateur Nolin?

[Texte]

Mr. Carl Whittaker (Member, Board of Directors, Chateauguay Valley English-Speaking Peoples Association): No, it's more in connection with Mr. Allmand.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): I'm sorry, I didn't hear that.

Mr. King: He didn't have an opportunity to respond to Mr. Allmand.

Mr. Whittaker: In connection with the inevitability of Quebec separating, I just wanted to say that I think there are a number of very subtle things. Some of them are obvious in the statistics. One of them is the small percentage of English people in the federal services in Quebec and the minuscule percentage of English people in the Quebec bureaucracy, being 0.7% or 0.8%, less than 1%.

That contributes to a little piece of paper I clipped. It says that bilingual anglophone men earn less than unilingual francophones. Another one mentions that 62% of these young people plan to leave Quebec within five years. This is the thing that is a large factor in destroying our English community and will bring about the inevitable leaving of Canada by Quebec.

I think some pressure can be brought to bear to change that picture. It's just not changing it by itself. I understand, and repeat, that the bilingual English person is making less money in Quebec, while in our federal bureaucracy, I hear, in Ottawa we apply bonuses to the salaries for bilingual members.

Senator Carstairs (Manitoba): Throughout the brief—and I thank you for the brief—there is a continual theme about the French-speaking minorities outside of the province of Quebec. I must say I was surprised at some of the comparisons you used. If you're a francophone in the province of Manitoba, you don't think you are particularly well-served. Hopefully by September 1995 you will have one school board for the entire province, which is a francophone school board. This is a province that was founded by francophone people, and later settled by anglophone people.

So I wonder why there is this sense in your brief that there is somehow better treatment for the francophone minorities outside of Quebec than there is for the anglophone minority in the province of Quebec.

Mr. King: I think you may be right in sensing that. It's not a deliberate attempt to try to compare us with the French-speaking people outside.

We're saying very clearly that the Official Languages Act—not what's happening to Manitobans because of Manitoba's government, or what's happening to Albertans because of the government in Alberta—which this committee is responsible for, is not treating the English-speaking minority in the province of Quebec equitably.

In order to make that point, we had to make these statements about what's going on in the province of Quebec, because we've seen that other groups that come here are told to stop whining. We felt it was necessary for us to tell you about the reality of living in Quebec as an English-speaking person. That's what we did.

[Traduction]

M. Carl Whittaker (membre, Conseil d'administration, Association des citoyens de langue anglaise de la vallée de Chateauguay): Non, cela a plus rapport avec ce qu'a dit M. Allmand.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Je m'excuse, je n'ai pas compris.

M. King: Il n'a pas eu l'occasion de répondre aux commentaires de M. Allmand.

M. Whittaker: Pour ce qui est du caractère inévitable de la séparation du Québec, je voulais simplement dire qu'il y a quand même des facteurs assez subtils qui entrent en ligne de compte. Certains d'entre eux sont évidents dans les statistiques. Il y a un très faible pourcentage d'anglophones qui travaillent pour la fonction publique fédérale au Québec, et un pourcentage encore moins important d'anglophones qui travaillent pour le gouvernement du Québec, soit 0,7 p. 100 ou 0,8 p. 100, soit moins d'un pour cent.

Cela m'amène à vous parler d'un petit article que j'ai découpé. On y dit que les anglophones bilingues ont un revenu inférieur aux francophones unilingues. On signale également que 62 p. 100 de ces jeunes projettent de quitter le Québec au cours des cinq prochaines années. C'est cela qui, dans une large mesure, détruit nos communautés anglophones et qui entraînera l'indépendance inévitable du Québec.

Je crois qu'il est possible d'exercer certaines pressions pour inverser la tendance. Les choses ne changeront pas d'elles-mêmes. Je constate, et je dois le répéter, que l'anglophone bilingue a un revenu inférieur au Québec. J'ai cru comprendre que le gouvernement fédéral à Ottawa offre des primes aux employés bilingues.

Le sénateur Carstairs (Manitoba): Vous nous avez présenté un excellent mémoire dans lequel vous parlez des minorités francophones hors Québec. Je dois dire que j'ai été surprise de certaines des comparaisons que vous y présentez. Un francophone au Manitoba ne considère pas qu'il est particulièrement bien servi. D'ici septembre 1995, nous aurons, je l'espère, une commissaire scolaire pour toute la province, une commission scolaire francophone. Il s'agit d'une province qui a été fondée par des francophones, puis peuplée plus tard par des anglophones.

Je me demande pourquoi dans votre mémoire vous laissez entendre que les minorités francophones hors Québec sont mieux traitées que les minorités anglophones du Québec.

M. King: Vous avez raison de dire que c'est ce qu'on laisse entendre. Ce n'est pas vraiment qu'on essaie de comparer les anglophones du Québec aux francophones qui vivent hors Québec.

• 1745

Nous disons très clairement que la Loi sur les langues officielles—et non pas ce qui se passe au Manitoba en raison du gouvernement Manitobain ou en Alberta en raison du gouvernement Albertain—dont votre comité est d'ailleurs responsable, ne traite pas la minorité anglophone du Québec de façon équitable.

Pour faire ressortir le problème, nous avons dû faire cette déclaration sur ce qui se passe au Québec, parce que nous avons constaté que d'autres groupes qui s'adressent à vous se font dire d'arrêter de pleurnicher. Nous avons cru nécessaire de vous parler de la réalité que vit un anglophone tous les jours au Québec. Et c'est ce que nous avons fait.

[Text]

We didn't do it to discourage the development of French schools in Manitoba or anywhere else. We are just saying that you are responsible for the Official Languages Act, so for God's sake make it equitable and give us some support. We are dying in the province of Quebec and we need your help. That's the message. I'm sorry if it got distorted.

Senator Carstairs: Where is this inequity? You gave the figure of one per capita. Are there any other examples where you think there is more service, for example, for a francophone living in Manitoba—for lack of a better province, and it happens to be mine—than there is to a English-speaking Quebecker?

Ms Hicks: Although the funding inequity per capita is obvious, the real impact is with the spirit and political will with which the Official Languages Act is implemented. We see our federal government and the Prime Ministers coming to the defence of the French minorities across Canada time and time again, and stating categorically the need for their proper treatment under the Official Languages Act. But we never hear our Prime Minister or Parliament taking a stand for the linguistic community in Quebec.

We don't hear them encouraging Quebec to bring its legislation in line with the Canadian Constitution and the Official Languages Act. We never hear them encouraging Quebec to give access to education to all Canadians. We just don't see the Canadian government ever standing up and providing the same encouragement it provides to French communities across the country.

Senator Carstairs: Historically there wasn't very much protection for the francophone minority in Manitoba from the federal government, either. One only has to look at 1894 and 1916 to understand that those acts were frankly racist in their passage and in their implementation toward the francophone people of the province of Manitoba. I'd like to see our federal government speak out very clearly for all minorities, whether they are anglophones in the province of Quebec or francophones in other provinces of this country. I think that is what the committee should be promoting.

Ms Hicks: I would be very happy if they would do that.

Mr. King: Senator Carstairs, I'm sure you'll agree that while there was racist legislation, as you term it, in Manitoba, Bill 101, the Quebec French language charter, with the denial of freedom of expression, is also racist in its concept.

Senator Carstairs: It was declared unconstitutional and the government used a notwithstanding clause. I think Bill 86 has gone some way toward addressing the problems that were there, but there's certainly evidence in other provinces of attitudes that don't promote linguistic minorities.

Mr. King: Senator Carstairs, how can you say Bill 86 has gone anywhere toward addressing the violation of individual rights and freedoms in the province of Quebec? Bill 86 still contains the right for the cabinet of the province of Quebec to

[Translation]

Nous ne l'avons pas fait pour protester contre la création d'écoles françaises au Manitoba ou ailleurs. Nous disons simplement que vous êtes responsables de la Loi sur les langues officielles, que vous devez donc vous assurer qu'elle est équitable et nous appuyer. Nous sommes en train de disparaître au Québec, et nous avons besoin de votre aide. C'est notre message. Je suis désolé qu'on l'ait mal interprété.

Le sénateur Carstairs: Où est cette injustice dont vous parlez? Vous avez donné un chiffre par habitant. Y a-t-il d'autres exemples qui démontreraient qu'il existe de meilleurs services, par exemple, pour le francophone qui vit au Manitoba—parce que je n'ai pas d'exemples de ma province—que ceux qui sont offerts aux anglophones du Québec?

M. Hicks: L'injustice du point de vue du financement par habitant est évidente, mais l'impact réel se retrouve au niveau de la volonté politique qui caractérise l'application de la Loi sur les langues officielles. Notre gouvernement fédéral et nos premiers ministres se portent régulièrement à la défense de nos minorités françaises du Canada, et disent sans équivoque qu'elles doivent être traitées de façon équitable au terme de la Loi sur les langues officielles. Mais notre premier ministre et les députés ne défendent jamais la communauté anglophone du Québec.

Nous ne les entendons pas encourager le Québec à harmoniser ses lois avec la Constitution canadienne et la Loi sur les langues officielles. Nous ne les entendons jamais encourager le Québec à mettre l'éducation à la portée de tous les Canadiens. Le gouvernement canadien ne donne certainement pas le même encouragement aux anglophones du Québec qu'aux communautés francophones des autres régions du pays.

Le sénateur Carstairs: Par le passé, le gouvernement fédéral n'a pas non plus accordé beaucoup de protection à la minorité francophone du Manitoba. Il suffit de savoir ce qui s'est passé en 1894 et en 1916 pour comprendre que ces lois étaient franchement racistes, dans leur adoption et leur mise en mesure à l'endroit des francophones du Manitoba. J'aimerais que notre gouvernement fédéral défende très clairement toutes les minorités, qu'il s'agisse des minorités anglophones au Québec ou des minorités francophones dans les autres provinces. Je crois que c'est ce que notre comité devrait chercher à promouvoir.

Mme Hicks: Je serais très heureuse si il le faisait.

M. King: Madame Carstairs, je suis convaincu que vous reconnaîtrez que même si il y a eu des lois racistes comme vous les appelez au Manitoba, le projet de loi 101, la Charte de la langue française au Québec est également raciste puisqu'elle brime la liberté d'expression.

Le sénateur Carstairs: Elle a été jugée inconstitutionnelle et le gouvernement a eu recours à la clause nonobstant. Je crois que la loi 86 a, dans une certaine mesure, permis de régler certains problèmes, mais il ne faut pas oublier que dans d'autres provinces il existe tout de même certaines attitudes qui nuisent aux minorités linguistiques.

M. King: Madame Carstairs, comment pouvez-vous dire que la loi 86 a permis de régler le problème de violation des droits et libertés au Québec? La loi 86 permet toujours au Conseil des ministres du Québec d'adopter des règlements, ce

[Texte]

pass regulation, which it has, denying me the right to use my language on commercial signs. All they have done with Bill 86 is to remove the notwithstanding clause—thank goodness—but they can reapply that at any time.

[Traduction]

qu'il a d'ailleurs fait, m'interdisant de me servir de l'anglais dans les affiches commerciales. Dans le cas de la loi 86, on s'est contenté de supprimer la clause nonobstant—Dieu merci—mais elle peut être réintroduite n'importe quand.

• 1750

In pre-election speeches Mr. Parizeau said—he has since backed off and said he'll wait awhile—that once in power they were going to reinstate everything that was originally in Bill 101, and they wouldn't have to go to the federal government with Bill 178 because they'll be an independent country. There is an idea that Bill 86 somehow addresses the issue of the denial of individual rights, but it doesn't.

Senator Carstairs: But surely you must say that for protection of individual rights, Bill 86 is better than Bill 101.

Mr. King: I don't say that, because it denies me my right to use English. I couldn't use it under Bill 101 and I can't use it under Bill 86. Bill 86 denies me the right to use my language on commercial signs in the same way as Bill 101 did. When Bill 178 was brought in, you will recall that they said you can use it inside but not outside. That was a great step forward but it still denied us our right. Now they're saying you can use it inside and outside and French has to be twice the size, but don't use it more than three yards away from your building. So I'm still denied my rights as a Canadian citizen.

Mr. Whittaker: Bill 86 is only as good as the cabinet at the time. It ends there.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): M. de Savoye.

M. de Savoye: Merci, madame la présidente.

Vous exprimez l'opinion des gens de votre association de façon claire et forte. C'est à la fois votre droit et votre devoir et, dans une société démocratique, cela est nécessaire et bienvenu.

Vous venez de mentionner certains irritants de certaines lois passées et actuelles face à votre collectivité. Certaines de ces lois se sont prévaluées, vous vous en rappellerez, de ce que l'on appelle la clause nonobstant, qui est enchassée dans la Constitution, qui a été adoptée par l'ensemble des provinces, sauf le Québec et c'est un peu ironique.

Vous avez aussi mentionné le fait que les Nations Unies, hélas, ne reconnaissent pas une minorité dans une province si elle est une majorité dans le pays et cela s'applique bien sûr à la minorité anglophone du Québec. À nouveau, ironiquement, vous constatez que la souveraineté du Québec vous donnerait le droit, devant les Nations Unies, d'être une véritable minorité et de faire respecter vos droits.

J'en arrive à ma question. Plus tôt, vous avez manifesté, en lisant votre mémoire, quelques appréhensions pour votre collectivité relativement au débat référendaire qui s'en vient.

Dans le discours qu'il a prononcé pendant la campagne électorale, M. Parizeau a dit—même s'il s'est rétracté depuis en affirmant qu'il attendrait—que dès qu'il serait au pouvoir, son gouvernement réintroduirait toutes les dispositions d'origine de la loi 101, et qu'il n'aurait pas à s'adresser au gouvernement fédéral dans le cas de la loi 178 parce que la province serait devenue un État indépendant. D'après certains, la loi 86 protège les droits individuels, mais il n'en est rien.

Le sénateur Carstairs: Mais vous reconnaîtrez sûrement que la loi 86 protège mieux les droits individuels que la loi 101, n'est-ce pas?

M. King: Pas du tout, car les dispositions de cette loi m'interdisent le droit d'utiliser l'anglais. Les dispositions de la loi 101 ne me le permettent pas, et la loi 86 non plus. La loi 86 m'empêche d'exercer mon droit d'utiliser ma langue sur des affiches commerciales comme le faisait également la loi 101. Vous vous souviendrez qu'on a affirmé, quand elle a été déposée, que la loi 178 autoriserait l'utilisation de l'anglais à l'intérieur des commerces, mais non à l'extérieur. Cela constituait une nette amélioration, mais n'empêche que notre droit était bafoué. Désormais, on affirme que l'on peut utiliser l'anglais à l'intérieur comme à l'extérieur des commerces, mais les caractères en français doivent être deux fois plus gros et l'anglais ne peut pas être utilisé à plus de trois mètres du bâtiment. Les droits que me confère la citoyenneté canadienne demeurent donc bafoués.

M. Whittaker: Les dispositions de la loi 86 ne font que refléter la qualité des gens qui formaient le Cabinet à l'époque, c'est tout.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Mr. de Savoye.

Mr. de Savoye: Thank you, Madam Chair.

You have expressed your association's point of view clearly and strongly. It is both your right and duty and, in a democratic society, that is necessary and welcome.

You have just mentioned some irritants contained in former and existing legislation from the point of view of your community. You will recall that in the case of some of those bills, the notwithstanding clause, enshrined in the Constitution and passed by the majority of provinces, except Quebec, was used and I find that a little bit ironical.

You have also said that, unfortunately, the United Nations did not recognize the existence of a minority within a province if the members of that group form a majority in the country, which is clearly the case of the English minority in the province of Quebec. Once again, I find it ironical that a sovereign Quebec would give you the right, from the point of view of the United Nations, to become a recognized minority and your rights would be respected.

Coming to my question. In your statement earlier, you have expressed some concerns on the part of your community with respect to the coming referendum debate.

[Text]

You were apprehensive about the referendum and sovereignty. This has been addressed in several instances, especially in answer to Mr. Allmand's comments a few moments ago. In this context, what do you expect the federal government to do to help ensure your rights are respected?

Mr. King: Do you mean as long as Quebec is part of Canada?

M. de Savoye: Forcément.

Mr. King: As long as Quebec is part of Canada we expect the Canadian government to have Quebec comply with the Canadian Charter of Rights, the ruling of the Supreme Court of Canada, and in accordance with the international covenant. By the way, Quebec also ratified the covenant. Article 19 would be respected and individual freedom of expression would be allowed to the minority groups in Canada.

We expect that in Quebec, and we expect the federal government to stand up and say that. We expect the federal government to take a look at the distribution of funds being provided to the two minority language groups to make sure they're equitable. We don't want anything more than what French Canadians are receiving outside. We don't want to take away from them, but we know we need more.

• 1755

So those are at least two things. There are a number of other things: allow English-speaking people in the province of Quebec to take training in French; and support the encouragement—which I must admit the federal government is doing with their funding for second-language education—of English students to become fluent and bilingual in French.

These are the things we expect: protect our rights, give us a chance, and give us the support we need.

I don't know if that answers your question, but I have publicly said that currently, under the Official Languages Act, the way it is being applied to the minority in Quebec there is very little difference to an English-speaking person.

I love Canada. I'm a Canadian. By the way, I come from Shannon. My parents come from there. My great-grandfather comes from Ireland. My grandfather and my father are buried there. I hope to be buried there—not very soon, but in the future.

As I have said, what is the difference if we live under a new nation that gives us no more rights than what we currently are enjoying under the Canadian charter and the federal system? What is the difference? That is the question I'm asking English-speaking Quebecers to consider.

Unless this Official Languages Act is being applied for us, and not used just as an excuse to see that the French minority is protected and encouraged in Manitoba and Alberta and Newfoundland and wherever else, and nothing is done to protect us, what is the difference?

[Translation]

Vous vous êtes montré inquiet à l'approche du référendum et de la souveraineté. Cet aspect a été abordé à plusieurs reprises, notamment en réponse aux remarques de M. Allmand, il y a un instant. Cela étant, à quelle aide vous attendez-vous de la part du gouvernement fédéral pour garantir que vos droits soient respectés?

M. King: Vous voulez dire dans la mesure où le Québec ferait partie du Canada?

Mr. de Savoye: Naturally.

M. King: Dans la mesure où le Québec fait partie du Canada, nous nous attendons à ce que le gouvernement canadien fasse en sorte que le Québec respecte la Charte des droits et libertés, l'arrêt de la Cour suprême du Canada et la convention internationale. Je vous signale que le Québec a lui aussi ratifié la convention. Ainsi, l'article 19 serait respecté et les groupes minoritaires du Canada jouiraient de la liberté d'expression individuelle.

Voilà ce à quoi nous nous attendons au Québec et nous comptons sur le gouvernement fédéral pour le proclamer fermement. Nous comptons également sur le gouvernement fédéral pour que la répartition des fonds destinés aux deux minorités linguistiques soit équitable. Nous ne voulons rien de plus que ce que les Canadiens français reçoivent à l'extérieur du Québec. Nous ne voulons rien leur enlever, mais nous sommes conscients du fait qu'il nous faut davantage.

Voilà donc deux éléments, mais il y en aurait encore d'autres. Comme, par exemple, de permettre aux anglophones de la province de Québec de suivre des cours de français et d'appuyer des mesures qui inciteraient les étudiants anglophones à apprendre le français couramment pour devenir bilingues—je dois reconnaître que le gouvernement fédéral le fait, grâce au financement de l'enseignement de la langue seconde.

Voilà sur ce que nous comptons: la protection de nos droits, une attitude bienveillante et l'appui financier dont nous avons besoin.

Je ne sais pas si j'ai répondu à votre question. J'ai dit publiquement qu'à l'heure actuelle un anglophone appartenant au groupe minoritaire dans la province de Québec ne bénéficie pas des droits que lui confère la Loi sur les langues officielles.

J'aime le Canada. Je suis Canadien. À propos, je suis originaire de Shannon, car mes parents sont de là. Mon arrière-grand-père est venu d'Irlande. Mon grand-père et mon père sont enterrés là-bas et j'espère y être enterré à mon tour—pourvu que ce ne soit pas demain.

Je l'ai dit: Quelle différence y aura-t-il à vivre dans un pays qui ne nous donnera pas plus de droits que ceux dont nous jouissons actuellement en vertu de la Charte des droits et libertés et du régime fédéral? Quelle différence? C'est une question à laquelle j'invite les Québécois anglophones à réfléchir.

À moins que les dispositions de la Loi sur les langues officielles ne soient respectées à notre endroit, et qu'elles ne constituent pas tout simplement un prétexte pour assurer la protection de la minorité francophone et encourager des mesures positives de la part du gouvernement de l'Alberta, du Manitoba, de Terre-Neuve ou d'une autre province, nous ne jouissons d'aucune protection.

[Texte]

M. de Savoye: Vous êtes conscient que les collectivités francophones du reste du Canada ont aussi subi, hélas, des coupures dans les subventions qu'ils recevaient précédemment. Nous avons d'ailleurs réprimandé, si je peux me permettre le mot, monsieur le ministre, pour ne pas garantir les fonds qui seraient autrement appropriés pour aider ces collectivités.

Je comprends que vous subissez un sort analogue et je le déplore tout autant que je le déplore pour les collectivités francophones. Malheureusement, M. Martin nous répète fréquemment que «les argents sont rares».

Mr. King: Mais M. Michel Dupuy a dit ici, le 1^{er} juin dernier that he has committed \$112 million in additional funds in support of the implementation of school governance and post-secondary education in French in Canada. So, no, they've not cut the funding there. They have just completed an arrangement with the Province of Saskatchewan for \$11 million, I believe. We get zip.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): J'accorde maintenant la parole à monsieur Ringma.

Mr. Ringma: One of the problems we have with the Official Languages Act, Mr. King, is the phrase "where numbers warrant". When we're looking at the application of funds, or the act across Canada to French-language minorities elsewhere, that always comes up.

One of the solutions, or a proposal, would be to adopt that of the Federation of Canadian Municipalities in saying, fine, a viable minority to which you should accede in services would be 5,000 people, or 10% of the local population. I wonder if you could apply that measure to your situation in Quebec, or to the situation of the anglophone community in Quebec, considering yourself a minority, although I know you have reservations on linguistic minority. Could you apply that and tell me how practical you think it is? Or would you have another figure?

Mr. King: As far as the English community on the mainland of Quebec would be concerned, the 5,000 would substantially eliminate all of federal government services to them. Right now I believe the cut-off figure in the regulations is at 250. That is giving us some difficulty.

• 1800

Mr. Ringma: Is this 250, let's say, in the town of Hudson or something like that?

Mr. King: Yes, the towns of Hudson or Chateauguay wouldn't be too bad even with the 5,000. However, I'm talking about the outlying areas, such as Gaspé, and the rural areas, such as Huntingdon and Rockburn, where I live.

I don't want to be quoted on the 250. I believe that's what the regulation said. However, even at 250, the result of it has been a reduction in services to the English community.

Mr. Ringma: That's interesting.

Mr. King: We had practically every service you would want, to be quite honest, 20 years ago or 10 years ago. Now, however, the reduction of services is being applied to us.

[Traduction]

Mr. de Savoye: You are no doubt aware that the French communities in the rest of Canada have also unfortunately undergone cuts in the subsidies they were receiving previously. If I may say so, the minister was even reprimanded for not having guaranteed the funds that would have helped those communities.

I understand that you are treated in a similar fashion and I regret it as much as I regret it in the case of the French communities. Unfortunately, Mr. Martin does not miss an occasion to remind us that money is scarce.

Mr. King: But Mr. Michel Dupuy said, right here, last June 1 qu'il a engagé 112 millions de dollars supplémentaires pour appuyer, au Canada français, le mode de gestion des écoles et l'enseignement postsecondaire. Ainsi, on constatera que le financement n'a pas été réduit. Je crois savoir qu'on vient de signer une entente avec la province de la Saskatchewan à hauteur de 11 millions de dollars. Nous, nous ne recevons rien.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): Mr. Ringma will now have the floor.

M. Ringma: Dans la Loi sur les langues officielles, monsieur King, l'expression «là où le nombre le justifie» est une source de difficultés. Qu'il s'agisse de répartir les fonds ou de faire appliquer les dispositions aux minorités de langue française vivant ailleurs au Canada, on se heurte constamment à cette difficulté.

On pourrait, comme solution, retenir la définition proposée par la Fédération des municipalités canadiennes, à savoir que pour qu'une minorité soit considérée comme viable et justifie qu'on dispense des services, il faut qu'elle représente 5 000 personnes ou 10 p. 100 de la population locale. Pensez-vous que l'on pourrait appliquer cette définition à votre situation au Québec, à celle de la communauté anglophone au Québec, pour que l'on vous considère comme une minorité même si je sais que vous avez des réserves sur ce plan. Pouvez-vous me dire si on pourrait appliquer ce principe? Avez-vous un autre chiffre à proposer?

M. King: Le minimum de 5 000 personnes ne permettrait pas à la communauté anglophone vivant à l'extérieur de Montréal de se prévaloir des services du gouvernement fédéral. Actuellement, dans les règlements, le nombre minimum est de 250. Ce qui nous pose des problèmes.

M. Ringma: Ce chiffre de 250 s'applique-t-il par exemple à Hudson ou à des villes comparables?

M. King: Oui. Toutefois, pour les villes de Hudson ou de Chateauguay, le minimum de 5 000 serait parfaitement applicable. Mais, je songeais à des régions plus éloignées, comme la Gaspésie et les régions rurales, comme Huntingdon et Rockburn, où j'habite.

J'ai dit 250, parce que je pense que c'est inscrit dans les règlements, mais je n'en suis pas sûr. Toutefois, même si c'était sûr et certain, on n'en a pas moins réduit les services à la communauté anglophone.

M. Ringma: Ah bon?

M. King: Il y a 20 ans, voire 10 ans, nous pouvions compter sur presque tous les services que nous souhaitions. Cependant, la réduction des services s'applique maintenant à nous.

[Text]

As a matter of fact, we met here in Ottawa with another parliamentary committee dealing concerning the new act that was brought in. It was the Official Languages Act in 1988.

There was even talk about customs offices. The population in an area was to be measured to decide whether there would be a French or an English customs officer. It was absolutely weird. These are Americans who we'd like to get in. The result has been that we have lost federal government English services because of the cut.

On the other hand, we could talk about territorial bilingualism in which we select a particular territory, such as the west island and Montreal and so on.

We live that pretty well now in the sense that it is territorial bilingualism. If you are in Montreal with 700,000 English people, you don't have much to worry about in getting federal government services. However, if you are living out in Huntingdon, Ormstown, Howick or anywhere else, you do have problems.

We've overcome that by dealing with federal government agencies and trying to centralize the service. In other words, Châteauguay has plenty, so we try to develop our people to use those services.

As a matter of fact, they do that with hospitals too. They go into Montreal for hospital care even though it takes an hour and a half to get there. That's because there's nothing available at home.

Now, as long as the federal government keeps an open mind on this—I mean the local bureaucrats—and allows us to move around from one area to another to get the services wherever they are, then we're okay. The minute we're told to stay within our own area, we'll have a hard time with it.

Mr. Ringma: Thank you. I'm glad I asked the question.

Could you give us a little more—we discussed this several times here already—about the employment of the English-language people in the federal service in Quebec? Your figures are at about 5% or less. Why is that?

Mr. King: Ms Hicks can answer that. She's been on a joint committee for two years with other English-language groups—Canada Manpower and different groups like that—trying to find what they could do to improve English participation.

Mr. Ringma: When you say English, presumably many of them are bilingual.

Mr. King: Sure.

Ms Hicks: Oh, absolutely.

Mr. Allmand: Is that the Quebec government?

Mr. King: No, that's federal.

Ms Hicks: It's federal.

[Translation]

En fait, nous avons comparu ici à Ottawa devant un autre comité parlementaire quand la nouvelle loi sur les langues officielles, celle de 1988, a été déposée.

On a même parlé des bureaux de douane. La population d'un secteur devait être évaluée pour qu'on décide d'affecter des douaniers anglophones ou francophones. C'est absolument absurde. Notre clientèle se compose d'Américains qui veulent entrer au Canada mais, à cause des coupures, nous avons perdu les services du gouvernement fédéral en anglais.

Par ailleurs, on pourrait songer à un bilinguisme territorial, suivant lequel un territoire particulier serait choisi, comme la banlieue ouest de l'île de Montréal, et Montréal, ou encore un autre secteur.

Actuellement, dans la pratique, c'est ni plus ni moins un bilinguisme territorial. Quelqu'un qui vit à Montréal, où il y a 700 000 anglophones, n'a pas à craindre pour les services du gouvernement fédéral. Toutefois, à Huntingdon, à Ormstown, à Howick ou dans une autre petite ville semblable, c'est là que les difficultés surgissent.

On a essayé de contourner ces difficultés en traitant avec les organismes du gouvernement fédéral et en essayant de centraliser les services. En d'autres termes, comme il y en a beaucoup à Châteauguay, nous incitons les gens de notre collectivité à y avoir recours.

En fait, cela se fait dans le cas des hôpitaux également. Les gens vont à Montréal pour s'y faire soigner à l'hôpital, même s'il faut 90 minutes pour s'y rendre. C'est parce qu'ils n'en ont pas chez eux.

Tant que le gouvernement fédéral fera montre d'ouverture d'esprit—et je songe ici aux administrations locales—et tant qu'on nous permettra de passer d'un secteur à l'autre pour obtenir des services, tout ira bien. Dès qu'on nous dira de nous confiner à notre propre secteur, c'est là que les difficultés vont commencer.

M. Ringma: Merci. Je suis content de vous avoir posé la question.

Il est une question dont on a beaucoup parlé ici, celle du recrutement d'anglophones dans la fonction publique fédérale dans la province de Québec. Pouvez-vous nous en dire davantage? Vous avez parlé de 5 p.100 ou moins des effectifs, n'est-ce pas? Comment cela s'explique-t-il?

M. King: M^{me} Hicks va vous répondre. Elle fait partie depuis deux ans, avec des représentants d'autres groupes anglophones, d'un comité qui réunit des représentants de Main-d'oeuvre Canada et d'autres groupes et ils se penchent sur les façons dont on pourrait améliorer la participation des anglophones dans la fonction publique fédérale.

M. Ringma: Quand vous dites anglophones, je suppose que ces gens sont bilingues, n'est-ce pas?

M. King: Tout à fait.

Mme Hicks: Absolument.

M. Allmand: S'agit-il de l'administration provinciale?

M. King: Non, de l'administration fédérale.

Mme Hicks: C'est cela, fédérale.

[Texte]

Mr. King: Yes, they have a standing committee.

Ms Hicks: We meet with the department heads of the various services within the province. These are the ones who are willing to try and address this problem. However, the discussions circle endlessly around the fact that they are not hiring anybody and the continual budget cuts. They are able to use that endlessly for an excuse for why they aren't able to hire more anglophones.

It gets mentioned occasionally, but nobody is really willing to try to find a solution to it. There are always people being hired, whether they're for temporary positions or permanent ones. There are fewer permanent ones, but the route into the federal service is acknowledged to be through a temporary position. Then you're on the site when there is an opening.

• 1805

The real difficulty is in the discrimination that takes place within the departments way down at the bottom of the system. It's been described as a natural phenomenon, perhaps, but the whole department is all French-speaking people. It's felt to be too disruptive to bring in an anglophone. So it enters into the hiring decision, with nobody really thinking about it consciously.

So we hear this. We've done a study recently with independent employers. It's just so much easier to have all francophones. They're afraid there'll be conflict or demands for more service. In the federal government you are supposed to have the right to work in one's language, so the more anglophones you have on staff the more difficulties it creates for the supervisors above them who don't speak English. It's so much easier to keep the English to a minimum.

Mr. Allmand: Through Madam Chairman to Mr. King, I can fully understand your criticism of certain parts of Bill 101. I share those criticisms. But I don't understand your criticisms of the federal Official Languages Act. I know of no provision in the federal Official Languages Act that provides more rights to francophones than to anglophones.

On the point raised by Mr. Ringma, he referred to general provisions in the federal Official Languages Act that talk about "where numbers warrant". I should point out that we have very extensive regulations that define in many respects what that means with respect to post offices or airports or railway trains or a whole lot of other things. In those regulations there are no special regulations for Quebec. The regulations apply right across the country. So the regulations on the two languages with respect to a rural post office in Manitoba would be the same as for a rural post office in Quebec.

I would like you tell me what provisions of the federal Official Languages Act you think favour francophones over anglophones. I went through it. I was on the committee that helped develop it. I know of no article in this law that. . . It's all balanced. It's equal all the way through. Which provisions are you referring to?

[Traduction]

M. King: En effet, il existe un comité permanent.

Mme Hicks: Nous rencontrons les dirigeants des ministères qui offrent divers services dans la province. Il s'agit de ceux qui sont prêts à essayer de trouver une solution au problème. Toutefois, les discussions s'étiolent et on ne cesse de répéter que, pour l'heure, on ne recrute personne à cause des compressions budgétaires. Ainsi, on peut sans fin se servir de ce prétexte pour ne pas recruter un plus grand nombre d'anglophones.

La question est donc soulevée de temps à autre, mais personne ne se soucie d'essayer d'y trouver une solution. Constamment, on recrute des gens, que ce soit pour une période déterminée ou indéterminée. Il y a moins de postes permanents mais si l'on veut un poste permanent à la fonction publique fédérale, il faut nécessairement passer par un poste temporaire. Ainsi, on est sur place quand une ouverture se présente.

La grosse difficulté vient du fait que, même au bas de l'échelle dans les ministères, on rencontre de la discrimination. On a expliqué cela comme étant un phénomène naturel car tout le ministère est composé d'employés francophones. On estime que la venue d'un employé anglophone pourrait déranger. Ainsi, cette attitude prévaut dans les décisions de recrutement, même si elle est inconsciente.

Voilà donc ce que l'on nous dit. Nous avons mené une étude récemment auprès d'employeurs indépendants. Il est beaucoup plus facile de n'avoir que des employés francophones. Les employeurs craignent des conflits ou un accroissement dans la demande de services. Dans l'administration fédérale, vous êtes censé avoir le droit de travailler dans votre propre langue, de sorte que plus il y a d'anglophones dans les effectifs, plus cela crée de problèmes pour les superviseurs qui ne parlent pas l'anglais. Il est tellement plus facile de réduire l'anglais au minimum.

M. Allmand: Madame la présidente, ma question s'adresse à M. King. Je comprends parfaitement vos critiques à l'égard de certaines parties de la Loi 101. Je suis d'accord avec vous là-dessus. Mais je ne comprends pas comment vous pouvez critiquer la loi fédérale, la Loi sur les langues officielles. Que je sache, il ne se trouve aucune disposition dans la loi fédérale qui donne plus de droits aux Francophones qu'aux Anglophones.

Monsieur Ringma a fait allusion aux dispositions générales de la Loi sur les langues officielles où il est question de «là où le nombre le justifie». Je vous signale que nous pouvons compter sur bien des règlements qui définissent ce que cela signifie dans le cas des bureaux de poste, des aéroports, des chemins de fer et de toute une gamme d'autres services. Ces règlements ne font pas un cas spécial de la province de Québec. Ils s'appliquent à l'échelle du pays, de sorte que les règlements sur l'utilisation des deux langues dans un bureau de poste rural au Manitoba s'appliquent de la même façon à un bureau de poste rural au Québec.

Pouvez-vous me montrer quelles sont les dispositions de la Loi fédérale sur les langues officielles qui, selon vous, favorisent les francophones au détriment des anglophones? J'ai lu cette loi. Je faisais partie du Comité qui y a travaillé. Que je sache, aucune disposition de cette loi. . . Tout est équilibré. Elle est équitable d'un bout à l'autre. De quelles dispositions parliez-vous?

[Text]

Mr. King: You're right, Mr. Allmand. I was on an advisory committee and spent days down here with Alliance Québec and other regional associations when the new bill came in during 1988.

Mr. Allmand: I forget the number.

Mr. King: At that time I'm sure, because of your intervention and some of our committee's intervention, the act was changed.

Mr. Allmand: Yes, it was improved.

Mr. King: That's right. But at all times it was attempted to maintain an equality.

Mr. Allmand: Yes.

Mr. King: What's happening is that it's the application of the Official Languages Act, particularly by the Minister of Canadian Heritage, where they're responsible for the funding of minority language groups. That's one of the points we've made here.

Mr. Allmand: So it's not the provisions of the act itself, it's the administration of the act. I agree with you. We've brought up examples.

You said at lower levels or middle levels very often certain officials actually ignore or violate the Official Languages Act. In those cases, that's the purpose of this committee. When in either French Canada or English Canada you come across violations, whether in the post office or at an airport, where officials aren't doing what the law says, you have to bring that to our attention. We investigate those. In addition, you have to bring them to the attention of the Commissioner of Official Languages.

For example, we had problems at the the veterans' hospital on the west island of Montreal. We brought it up in this committee. We haven't finished with it and corrected it.

In the administration we have to be continually on guard, I fully agree. But as far as I can see, the law itself is very. . . If they're closing some offices in Quebec, they're probably closing some offices in New Brunswick or Manitoba on the French side in rural areas, because of population. The same rules apply under the federal law. But I agree with you, the administrators don't always do what the law says, and we have to be on guard.

Mr. King: I think it's obvious, Mr. Allmand, when the Commissioner of Official Languages has been in office for two and a half years. We criticized his appointment, that's true, because of his relationship with Bill 22, which was the beginning of the denial of our rights. But in that time. . . we're an organization that really has more support, members, than any other one, with the exception of the townshippers—I'm not sure of their numbers—and he has not yet met with us or spoken to us about any of our problems that we feel—

[Translation]

M. King: Vous avez raison, monsieur Allmand. Pour ma part, j'ai fait partie d'un comité consultatif et je suis venu des jours entiers ici à Ottawa, avec Alliance Québec et d'autres associations régionales, au moment où on étudiait le nouveau projet de loi, en 1988.

M. Allmand: Nous avons effectivement siégé longtemps.

M. King: Il est sûr et certain, qu'à ce moment-là, grâce à votre intervention et grâce à celle de notre comité, le projet de loi a été amendé.

M. Allmand: Oui, il a été amélioré.

M. King: Vous avez raison. Nous nous sommes toujours efforcés de préserver l'égalité.

M. Allmand: En effet.

M. King: Là où ça ne va plus, c'est dans l'application des dispositions de la Loi sur les langues officielles, notamment par le ministre du Patrimoine canadien, lorsqu'il s'agit du financement des minorités linguistiques. C'est ce que nous avons voulu expliquer ici.

M. Allmand: Il ne s'agit donc pas tant des dispositions de la loi elle-même que de son administration, n'est-ce pas? Je suis d'accord avec vous. Nous avons trouvé des exemples de cela.

Vous avez dit qu'aux échelons inférieurs et intermédiaires de l'administration, il arrive très souvent que les fonctionnaires oublient les dispositions de la Loi sur les langues officielles ou y contreviennent, n'est-ce pas? Dans ces cas-là, notre comité doit intervenir. Quant au Canada français ou au Canada anglais on enfreint les dispositions de la loi, au bureau de poste, à l'aéroport ou ailleurs, quand les fonctionnaires ne respectent pas la lettre de la loi, il faut nous le signaler. Nous faisons alors enquête. En outre, il faut porter de tels cas à l'attention du Commissaire aux langues officielles.

Par exemple, dans la banlieue ouest de l'Île de Montréal, il y a eu des problèmes à l'hôpital des anciens combattants. La question a été soulevée lors d'une séance du comité. Nous n'avons pas encore fini de l'étudier pour y remédier.

Je conviens avec vous qu'il faut toujours être sur ses gardes quand il s'agit de l'administration de la loi. Mais d'après ce que je peux constater, les dispositions de la loi elle-même sont très. . . Si on décide de fermer certains bureaux dans la province de Québec, c'est que sans doute on en ferme également au Nouveau-Brunswick, au Manitoba, dans les régions rurales francophones, à cause d'une baisse de la population. Ce sont les mêmes règles qui s'appliquent dans tous les cas. Je conviens toutefois avec vous que les fonctionnaires ne respectent pas toujours la loi, et qu'il faut rester sur ses gardes.

• 1810

M. King: Monsieur Allmand, je pense que c'est flagrant quand on constate que le Commissaire aux langues officielles est en fonction depuis deux ans et demi. Nous avons critiqué sa nomination, c'est vrai, à cause du rôle qu'il avait joué au moment de la Loi 22, qui a marqué le début du déclin de nos droits. Mais. . . notre organisation est celle qui regroupe le plus de membres, reçoit le plus d'appui, à l'exception de celle des gens des Cantons de l'Est—et je ne suis pas sûr de leur nombre—et le Commissaire ne nous a pas encore rencontrés, il ne s'est pas entretenu avec nous des problèmes que nous estimons. . .

[Texte]

Mr. Allmand: Have you asked to speak with him?

Mr. King: We asked for him to attend our annual meeting right after his appointment. But that's an indication.

Mr. Allmand: He has a representative in Montreal, too, to serve the minorities in Quebec.

Mr. King: Yes, they don't communicate with us.

Mr. Allmand: They should.

Mr. King: That's right.

Mr. Allmand: That's a serious complaint.

Mr. King: Well, it is a complaint. But the main thing we're complaining about. . . Our problem is that they don't recognize our situation. I know why the act was put in. It was to help the minority French-speaking people across Canada.

Mr. Allmand: Well, that's—

Mr. King: Wait a minute, let me finish.

Mr. Allmand: The law doesn't say that, Mr. King.

Mr. King: No, I know, I know.

Mr. Allmand: I'm in Montreal. We have at least five. . . By the way, Bill 101 only covers provincial jurisdiction. It can't affect federal jurisdiction. Under federal jurisdiction the Quebec government can do nothing to reduce or change the number of English-speaking radio or television stations. That's federal jurisdiction. We have about five or six English radio stations in Montreal, maybe ten.

Mr. King: They have 20 movies, too.

Mr. Allmand: Yes. But, I mean—

Mr. King: Meanwhile, people are starving out in the mainland because they don't have information, because they haven't got training, because the social infrastructure is—

Mr. Allmand: That's another question. I'm just saying that under federal jurisdiction in Quebec there may be officials at certain levels who don't do their job, but I know that the law, the federal Official Languages Act, provides the same rights for anglophones in Quebec as for francophones outside Quebec. Where it's being violated by officials, you have to bring that to our attention, and we'll be pleased to raise it and correct it.

Mr. King: We're bringing to your attention that we don't have equity in funding.

Mr. Allmand: I have raised that. I've already raised that and I'll continue to raise it.

Mr. King: Jan would like to just respond, Madam Chairman.

Ms Hicks: I'd just like to reiterate one point that we made in the brief. The Official Languages Act calls for the support of the advancement, equality of status and use of English and French languages within Canadian society. I would still like to

[Traduction]

M. Allmand: Lui avez-vous demandé une entrevue?

M. King: Nous lui avons demandé d'assister à notre assemblée annuelle dans les semaines qui ont suivi sa nomination. C'est vous dire.

M. Allmand: Il a un représentant à Montréal qui s'occupe des minorités au Québec, n'est-ce pas?

M. King: Oui, mais il n'y a pas de communication entre nous.

M. Allmand: C'est dommage.

M. King: Vous avez raison.

M. Allmand: Votre grief est grave.

M. King: De fait, c'est un grief. Notre principal grief toutefois est. . . La difficulté vient du fait qu'on ne reconnaît pas la situation où nous nous trouvons. Je sais pourquoi la loi a été adoptée. C'était pour aider les minorités francophones du reste du pays.

M. Allmand: Eh bien, . . .

M. King: Permettez-moi de terminer.

M. Allmand: Ce n'est pas ce que précisent les dispositions de la loi, monsieur King.

M. King: Je le sais bien.

M. Allmand: Je suis de Montréal. J'ai au moins cinq. . . Au fait, la Loi 101 ne vise que ce qui est de compétence provinciale. Elle ne peut viser ce qui est de compétence fédérale. À cause des pouvoirs fédéraux, le gouvernement du Québec ne peut absolument pas réduire ou modifier le nombre de stations de radio ou de télévision de langue anglaise. Car il s'agit-là d'un domaine de compétence fédérale. À Montréal, il y a au moins cinq ou six stations de radio de langue anglaise, et même peut-être dix.

M. King: Ils ont également 20 cinémas.

M. Allmand: Je sais. Mais. . .

M. King: Entre-temps, les gens de l'extérieur de Montréal doivent se passer de renseignements, ils doivent se passer de formation, parce que l'infrastructure sociale est. . .

M. Allmand: Ça, c'est autre chose. Je dis tout simplement que pour ce qui est de compétence fédérale, dans la province de Québec, la Loi sur les langues officielles, la loi fédérale, donne les mêmes droits aux anglophones de la province de Québec qu'aux francophones de l'extérieur du Québec, même si certains fonctionnaires ne font pas bien leur travail. Là où les fonctionnaires contreviennent aux dispositions de la loi, il faut le signaler à notre attention, et nous nous empresserons de corriger la situation.

M. King: Nous vous signalons aujourd'hui qu'il y a iniquité dans le financement.

M. Allmand: J'ai déjà signalé cela et je vais continuer de le faire.

M. King: Jan a quelque chose à ajouter, madame la présidente.

Mme Hicks: Je voudrais rappeler un point que nous soulevons dans notre mémoire. La Loi sur les langues officielles vise à ce que le français et l'anglais dans la société canadienne reçoivent les appuis nécessaires pour leur promotion, leur

[Text]

bring to the attention of this committee the fact that that part of it is certainly not implemented equitably across Canada in other provinces and in Quebec. You just do not see the Canadian government implementing or taking action to encourage the use of English in Quebec. You can't argue with that. It's just not—

Mr. Allmand: The only thing is that—and this goes to what Mr. McWhinney says—we have a federal state. The federal government can do it in areas of federal jurisdiction.

Ms Hicks: No, but they're doing it—

Mr. Allmand: They have a hard time doing in it areas of provincial jurisdiction. They can try to use persuasion but they can't force any province to—

Ms Hicks: They don't even use persuasion in Quebec. They don't try it.

Mr. Allmand: I don't think that's true.

Mr. King: Mr. Allmand, three years ago the federal government, the Secretary of State they were called at that time—they're changing their name so much—

Mr. Allmand: Heritage Canada.

Mr. King: —came out with a program to encourage bilingualism. They were going to employers and suggesting to employers that they'd be much better off if their employees were bilingual, so why didn't they encourage bilingualism. They refused to send us the information so we could distribute it on their behalf to the employers in our region. They did not apply it in the province of Quebec.

Mr. Allmand: Well, that was wrong. You should have brought that to our attention. Again, that is officials not doing what the law says.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Pour clore cette période de questions, M. de Savoye a une question brève.

M. de Savoye: Merci, madame la présidente. Sans vouloir vous consoler de tous ces malheurs face aux services bilingues, laissez-moi vous dire qu'hier soir, à peu près à cette heure-ci, j'étais convoqué au Conseil du Trésor. Le Conseil du Trésor est responsable de l'application de la Loi sur les langues officielles à l'intérieur de la Fonction publique. Il y avait ce petit écriteau «English-Français» qui indiquait donc que la personne qui était au comptoir était en mesure de répondre dans les deux langues. Eh bien, non! Elle ne parlait que l'anglais.

• 1815

Donc, comme vous voyez, quelques fois le cordonnier aussi est mal chaussé. Mais évidemment, cela ne vous console pas de vos propres malheurs.

Ce que vous nous avez dit plus tôt c'est que le départ du Québec d'un certain nombre de vos concitoyens de langue anglaise vous met dans une situation numérique précaire. Par exemple, vos moyens de supporter vos infrastructures deviennent réduits et votre mode de vie s'en trouve perturbé.

[Translation]

égalité de statuts et leur utilisation. Je voudrais signaler à l'attention des membres du comité que cette partie de la loi n'est certainement pas équitablement mise en oeuvre dans d'autres provinces canadiennes et au Québec. Le gouvernement canadien ne prend pas de mesures propres à encourager l'utilisation de l'anglais au Québec. C'est indéniable. Ce n'est pas. . .

M. Allmand: Pour revenir à ce que disait M. McWhinney, c'est parce que nous vivons dans un état fédéral. Le gouvernement fédéral peut prendre ce genre de mesures dans les domaines de compétence fédérale.

Mme Hicks: Mais le gouvernement le fait. . .

M. Allmand: Le gouvernement fédéral a beaucoup de mal à le faire dans des domaines de compétence provinciale. Il peut essayer de persuader le gouvernement d'une province, mais il ne peut pas le forcer. . .

M. Hicks: Au Québec, il n'essaie même pas de persuader. Il n'essaie même pas.

M. Allmand: Je ne pense pas que ce soit vrai.

M. King: Monsieur Allmand, il y a trois ans, l'administration fédérale, le Secrétariat d'état, car c'était le nom du ministère à ce moment-là—cela change tout le temps. . .

M. Allmand: C'est maintenant Patrimoine canadien.

M. King: . . . a présenté un programme pour encourager le bilinguisme. On s'adressait aux employeurs pour leur expliquer qu'il vaudrait mieux que leurs employés soient bilingues, de sorte qu'on les exhortait à encourager le bilinguisme. Le Ministère a refusé de nous envoyer les renseignements nécessaires pour que nous puissions les diffuser auprès des employeurs de notre région. Cela ne s'appliquait pas à la province de Québec.

M. Allmand: Eh bien, ils ont eu tort. Vous auriez dû attirer notre attention là-dessus. Encore une fois, on constate que des fonctionnaires n'ont pas fait ce qu'exigeait la loi.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): In closing, Mr. de Savoye will ask a brief question.

Mr. de Savoye: Thank you, Madam Chair. I don't know if my anecdote will make you feel less lonely given the problems you have, but last night, at about this time, I had to go to the Treasury Board Secretariat. Treasury Board is responsible for administering the Official Languages Act within the Public Service. I saw the sign "English-Français" indicating that the person attending would be able to give the service in either of the official languages. Well, that was not the case. The person attending the counter spoke only English.

So you see that sometimes shoemaker's children are the worst shod. That of course does not make your problems any lighter.

Earlier you said that with many members of your community leaving Quebec, the number of English-speaking people was drastically reduced. For example, you have less resources to support your infrastructures and that upsets your way of living.

[Texte]

Or, il est notoire que des Anglo-Québécois indiquent ouvertement leur intention de déménager hors du Québec, cela m'a été dit sur des lignes ouvertes. Je comprends que vous ne pouvez rien faire pour ceux qui sont déjà partis. Ils sont partis! Toutefois, que fait votre association pour retenir ceux qui ne sont pas encore partis et les convaincre de faire leur vie comme Québécois?

Mme Hicks: Je peux vous répondre.

The most important thing we could do for our community to encourage them to stay there is to persuade our federal government to stand up for them. Our community feels abandoned by the federal government and that contributes very seriously to the reason for leaving. They don't feel anybody is standing with them. If we could do one thing to persuade our Canadian government to stand behind us as a community, it would restore our morale and it would allow a lot of people to stay and fight for their rights in the province.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): I think that in closing I would like to thank you for your presentation and for your promptness in answering the questions of the members of this committee.

I regret the beginning and the environment that this committee and yourself were exposed to. The second half of this presentation was most informative for the members, and it allowed for good discussion and exchange between your group and the members of this committee.

So I thank you, and we would like also to say that it may be possible to invite you again if the members of this committee feel your testimony is required.

Mr. King: We would certainly make sure that your *greffier* receives our copies a month in advance.

Senator Nolin: [*Inaudible—Editor*] . . . could advise you.

Mr. King: Yes, that's true, Senator Nolin, we were only told a couple of days ago.

But thank you very much for the opportunity to be here. I must say, if I could, just one little personal thing. It was a pleasure to see our new senator here. We all think very much of her, and we look forward to seeing her in action in the Senate. So thank you very much.

The Joint Chairman (Mrs. Ringuette-Maltais): You're welcome.

Members of the committee

Notre prochaine réunion est prévue pour mardi prochain à 15h30, dans cette salle, alors que nous recevrons les représentants du ministère des Anciens combattants. Vous recevrez une note pour confirmer la rencontre.

La séance est levée.

[Traduction]

But at the same time, English-speaking Quebecers say openly that they intend to leave Quebec and I have heard them say it on open lines. I understand that you cannot do anything for those who have left. They have left! However, what does your association do to keep those who have not already left within Quebec, and to convince them that they have a future in Quebec?

Mrs. Hicks: I would like to answer.

Le meilleur service que nous pourrions rendre à notre communauté pour les encourager à rester serait de convaincre le gouvernement fédéral de défendre leur cause. Notre communauté se sent abandonnée du gouvernement fédéral et cela explique largement la raison de leur départ. Les gens ont l'impression que personne ne les défend. Si nous pouvions faire quelque chose pour convaincre le gouvernement canadien de nous épauler en tant que communauté, cela nous remonterait le moral et bien des gens resteraient; ils feraient valoir leurs droits dans la province.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): En terminant, j'aimerais vous remercier de l'exposé que vous avez fait et des réponses que vous avez données aux questions des membres du comité.

Je déplore l'incident du début de la séance dont vous et les membres du comité ont été témoins. La deuxième partie de cet exposé a été fort instructive pour les membres du comité, car elle a permis une bonne discussion et de bons échanges.

Je vous remercie donc et il est possible que nous vous invitions de nouveau si les membres du comité estiment que votre témoignage est nécessaire.

M. King: À ce moment-là, nous allons certainement faire le nécessaire pour que le greffier reçoive copie de notre mémoire un mois à l'avance.

Le sénateur Nolin [*Inaudible—Éditeur*] . . . pourrait vous conseiller.

M. King: Sénateur Nolin, vous avez raison, mais on ne nous a prévenu qu'il y a quelques jours.

Merci beaucoup de nous avoir donné l'occasion de présenter notre point de vue. Permettez-moi toutefois une petite remarque personnelle. C'est avec plaisir que nous avons rencontré notre nouvelle sénatrice ici. Nous avons la plus grande estime pour elle et il nous tarde de suivre les activités qu'elle entreprendra au Sénat. Merci beaucoup.

La coprésidente (Mme Ringuette-Maltais): Je vous en prie.

Mesdames et messieurs les membres du comité,

Our next meeting is scheduled for Tuesday next at 3:30 p.m., in this same room, and we will be hearing officials from the Department of Veteran's Affairs. You will receive the usual notice for that meeting.

The Committee stands adjourned.



If undelivered, return COVER ONLY to:
Canada Communication Group — Publishing
45 Sacré-Cœur Boulevard,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Groupe Communication Canada — Édition
45 boulevard Sacré-Cœur,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

WITNESSES

From the Chateauguay Valley English-Speaking Peoples Association:

Maurice King, President;
Janet K. Hicks, Executive Director;
Carl Whittaker, Member of the Board of Directors;
Neil Burdon, President of the Board of Directors.

TÉMOINS

De l'Association des citoyens de langue anglaise de la vallée de Châteauguay:

Maurice King, président;
Janet K. Hicks, directrice exécutive;
Carl Whittaker, membre du Conseil des directeurs;
Neil Burdon, président du Conseil des directeurs.

The Speaker of the House hereby grants permission to reproduce this document, in whole or in part, for use in schools and for other purposes such as private study, research, criticism, review or newspaper summary. Any commercial or other use or reproduction of this publication requires the express prior written authorization of the Speaker of the House of Commons.

If this document contains excerpts or the full text of briefs presented to the Committee, permission to reproduce these briefs in whole or in part, must be obtained from their authors.

Available from Canada Communication Group — Publishing,
Public Works and Government Services Canada,
Ottawa, Canada K1A 0S9

Le Président de la Chambre des communes accorde, par la présente, l'autorisation de reproduire la totalité ou une partie de ce document à des fins éducatives et à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé de journal. Toute reproduction de ce document à des fins commerciales ou autres nécessite l'obtention au préalable d'une autorisation écrite du Président.

Si ce document renferme des extraits ou le texte intégral de mémoires présentés au Comité, on doit également obtenir de leurs auteurs l'autorisation de reproduire la totalité ou une partie de ces mémoires.

En vente: Groupe Communication Canada — Édition,
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada,
Ottawa, Canada K1A 0S9

